THÈSE DE DOCTORAT

La gestion de l'eau au quotidien dans les territoires périurbains de l'Aire métropolitaine de San Salvador (El Salvador). Entre "eau moderne" et hybridité des pratiques

Présentée en vue de l'obtention du grade de docteur
en **Géographie et aménagement de l'espace** de **Université de Montpellier Paul Valéry**

École Doctorale ED60 – Territoires, Temps, Sociétés et Développement (TTSD)

Présentée par **Sandra GUTIÉRREZ POIZAT**

Dirigée par **Lucile Medina**

Soutenue publiquement le 10 mars 2025 devant le jury composé de

Sylvie CLARIMONT Professeure des Universités en géographie, Université de Pau et des Pays de l'Adour	Présidente du jury
Carlos FERRUFINO Professeur des Universités en aménagement, Université Centraméricaine de San Salvador, El Salvador	Examinateur
Sébastien HARDY Chargé de recherches en géographie, IRD	Examinateur
Edith F. KAUFFER Chercheuse en science politique, CIESAS-Sureste, Mexique	Rapportrice
Évelyne MESCLIER Directrice de recherches en géographie, IRD	Examinatrice
Lucile MEDINA Professeure des Universités en géographie, Université de Montpellier Paul Valéry	Directrice de thèse

Comité de suivi individuel

Le **comité de suivi individuel** (CSI) est déterminé par l'article 11 de l'arrêté du 26 août 2022 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 : *« Un comité de suivi individuel du doctorant veille au bon déroulement du cursus en s'appuyant sur la charte du doctorat et de la convention de formation ».*

Le rôle du comité de suivi individuel est d'assurer un accompagnement du doctorant pendant toute la durée du doctorat au regard de la charte de la convention de formation.

Pour la préparation de cette thèse, le comité de suivi individuel a été composé de :

Stéphane GHIOTTI Professeur des Universités en géographie , Université Paul Valéry Montpellier 3	Membre spécialiste de la discipline ou en lien avec le domaine de thèse
Eric LEONARD Directeur de recherche, IRD	Membre non-spécialiste extérieur au domaine de recherche du travail de thèse
Aurélie DELAGE Professeur des Universités en aménagement , Université de Perpignan	Membre extérieur à l'établissement dans lequel s'est déroulée la thèse
Carlos FERRUFINO Professeur des Universités en aménagement , Université Centraméricaine de San Salvador, El Salvador	Membre extérieur à l'établissement dans lequel s'est déroulée la thèse

Les comités de suivi individuel se sont déroulés :

- **Le 14 septembre 2020**
- **Le 22 juin 2021**
- **Le 4 juillet 2022**
- **Le 23 juin 2023**
- **Le 7 novembre 2024**

REMERCIEMENTS

Vingt-cinq ans après avoir caressé l'idée d'un doctorat, ce projet voit enfin le jour. La vie en a décidé autrement, mais ce désir a toujours été là. Alors que les jeunes chercheurs construisent leur avenir, j'ai eu la chance de revisiter mon passé à travers cette thèse, notamment en approfondissant ma réflexion sur l'eau. Aujourd'hui, dans la solitude de ces derniers mots, je suis infiniment reconnaissante.

Je tiens tout d'abord à remercier les Montréalais. Il y a environ douze ans, ma première visite m'a profondément marqué. Leur force et leur chaleur m'ont tout de suite impressionnée. Au fil des années, j'ai appris énormément de leur « écologie des savoirs », comme dirait Boaventura De Sousa Santos, et de la façon dont ils construisent leur territoire au quotidien. Merci d'avoir partagé vos histoires sur l'eau. Je sais que cette thèse ne raconte qu'une petite partie de votre longue histoire avec cette ressource essentielle, mais j'espère qu'elle pourra soutenir vos luttes pour la préserver.

Je n'aurais pas pu mener à bien ce projet sans le soutien inestimable de mes collègues de la Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima (FUNDASAL). Je tiens à les remercier du fond du cœur pour avoir toujours trouvé le temps de m'accompagner sur le terrain, de m'aider à organiser les entretiens et de me permettre de consulter leurs archives. Mais surtout, merci pour leurs partages d'expériences et de leurs vécus personnels à Montréal.

Je tiens également à remercier mes collègues des laboratoires ART-Dev et Lagam. La pandémie et le fait d'avoir travaillé à distance et à temps partiel cette thèse ne m'ont pas permis de passer autant de temps avec eux que je l'aurais souhaité, mais ils ont toujours été là pour m'aider. Je pense en particulier à Stéphan qui, quand j'étais à Montpellier, venait me dire au voir tous les jours au bureau et a partagé avec moi des lectures essentielles et de précieux conseils. Je tiens à remercier vivement les membres du comité de suivi de thèse, sans leurs précieux conseils et observations, ce travail n'aurait pu aboutir. Dans ce riche espace virtuel entre la Mésoamérique et la France, je dois également remercier mes collègues du laboratoire LMI-Meso. Les présentations des avancées de recherche lors des « Cafés Meso » et d'autres événements m'ont beaucoup aidé à structurer mes idées.

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à le Fonds de Coopération Français / Campus France et l'Université Centroamericana, UCA, pour leur précieux soutien. Grâce à la bourse du Fonds de Coopération Français, j'ai pu effectuer deux longs séjours en France. Je suis reconnaissante aux responsables du suivi de la bourse au Costa Rica et au Guatemala. Quant à l'UCA, je remercie mes collègues qui ont facilité mes démarches pour ces séjours en France.

Au cours de ce voyage entre le Salvador et la France, l'accompagnement de ma directrice de thèse, la Dr. Lucile Medina, a été un véritable phare. Je suis infiniment reconnaissant envers Lucile pour sa générosité académique et sa grande humanité. Avec une patience infinie, elle m'a guidé dans mes recherches, me poussant à aller plus loin tout en me laissant une grande liberté. Lucile m'a accueilli chez elle, m'offrant un havre de paix , en m'ouvrant les portes de chez elle quand j'en avais le plus besoin où j'ai eu l'honneur de partager des moments avec elle et sa famille. Le chemin a été long et parfois difficile, mais grâce à son soutien, j'ai pu mener à bien ce projet. Merci du fond du cœur, Lucile.

C'est grâce à Lucile que j'ai eu la chance de faire la connaissance des Sœurs de Saint François d'Assise. Leur couvent est devenu pour moi bien plus qu'un simple lieu d'hébergement pendant mes séjours à Montpellier. J'y ai trouvé un foyer et une famille. Je remercie chacune d'entre elles, de Sœur Colette qui m'a toujours réservée un accueil chaleureux, à Sœur Odile avec qui j'ai partagé de belles promenades dans les jardins du couvent. Je leur suis reconnaissante pour leurs sourires quotidiens, pour les laudes du matin, pour leurs histoires de vie, pour leur partage de nourriture pour le corps et l'âme, en bref, pour m'avoir offert bien plus qu'une chambre à Montpellier.

Achever une thèse, ce n'est pas une mince affaire sans le soutien de la famille. Ma famille en France et au Salvador a suivi chaque étape de près avec beaucoup d'affection. La question « Quand est-ce que tu finiras ton doctorat ? » ne m'a jamais quittée. Maintenant que j'y suis presque, on me demande déjà « Et après ? ». Quel que soit mon prochain projet, je sais qu'ils seront là pour moi. Merci à Maty, ma maman, et Jorge, mon « papo » ; merci à mon père ; merci à José, Karlita, Ana Lucía et Juan Diego ; merci à Virginie et John ; merci à Julien, Mathilde, Elliande et Andoni. Merci surtout à Aymeric qui m'a toujours préparé un bon plat de soupe pour me donner de l'énergie. Je tiens aussi à remercier mes amis qui sont devenus ma famille : Toto, Claudia, Carlos, Guillermo, Pascale, Nathalie, Migue et Oli, et à tous mes neveux et nièces.

Finalement, merci à celui qui, pendant toutes ces années, a vécu chaque moment de joie, de tristesse, de fatigue, de frustration, d'angoisse, de solitude, d'illusion… merci à Luis. Lors de mes visites glaciales au Danemark, j'ai toujours trouvé la tranquillité et l'affection nécessaires pour pouvoir travailler. Merci à Rakel et Hektor pour m'avoir surpris chaque jour. Merci à celle qui m'a toujours encouragé, mais qui nous a quittés avant de voir ce projet terminé, merci à Amalia, où qu'elle soit.

AGRADECIMIENTOS

Esta tesis ve la luz 25 años después de haberme planteado por primera vez hacer un doctorado. La vida me llevó por otros caminos pero ese deseo nunca desapareció. Al contrario de los y las jóvenes aspirantes a doctores quienes tienen toda una carrera profesional que construir, la mía ya está construida y realizar esta tesis me ha permitido reflexionar en sentido inverso sobre temas que me son cercanos, como el agua. Ahora me encuentro aquí, en la soledad del fin de la escritura de este documento, agradecida con la vida y con todas las personas que a lo largo de este proyecto me han acompañado.

En la realización de esta tesis agradezco en primer lugar a los pobladores y pobladoras de Montreal. Hace aproximadamente doce años visité la zona por primera vez y me admiró desde el primer momento su fortaleza y su calidez. He regresado en diversas ocasiones y en cada una de ellas he aprendido de su "ecología de saberes" como diría Boaventura De Sousa Santos y de las múltiples formas en las que construyen su territorio desde sus prácticas cotidianas. Gracias por compartir sus relatos sobre el agua, sé que solo plasmo en este documento una pequeña parte de su larga trayectoria por acceder a este indispensable recurso, pero espero que sirva para apoyar sus luchas colectivas por cuidarlo.

Acercarme a Montreal no habría sido posible sin el valioso apoyo de los compañeros y compañeras de la Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima (FUNDASAL), quienes merecen mi más profundo agradecimiento por haber hecho siempre un espacio en sus ocupadas agendas para acompañarme a las visitas de campo, ayudarme a organizar las entrevistas o permitirme investigar en sus archivos. Pero sobre todo por compartir sus experiencias y vivencias personales en Montreal.

Aprovecho para agradecer igualmente a los y las compañeras de los laboratorios , ART-Dev y Lagam. La pandemia y el hecho que esta tesis la he trabajado a medio tiempo y a distancia, no me permitió compartir con ellos lo suficiente, pero siempre estuvieron dispuestos a apoyarme. En espacial Stéphan, quien mientras estuve en Montpellier venía a diario a saludarme a la oficina y compartió conmigo lecturas clave además de consejos certeros. Agradezco igualmente a los miembros del comité de seguimiento de mi tesis, sin sus valiosos consejos y observaciones este trabajo no habría sido posible. En un enriquecedor espacio virtual entre Mesoamérica y Francia, debo agradecer también a los compañeros y compañeras del laboratorio LMI-Meso, las presentaciones de avances de investigaciones cada viernes en los Cafés Meso y otros espacios, me ayudaron a organizar algunas de mis ideas.

No puedo dejar de mencionar otros importantes apoyos para la realización de esta tesis que vinieron del Fondo de Cooperación Francés / Campus France, y de la Universidad Centroamericana, UCA. Gracias al Fondo de Cooperación Francés obtuve una beca que por dos años me permitió realizar

estancias de larga duración en Francia, agradezco a los encargados del seguimiento de la beca en las sedes de Costa Rica y Guatemala. En el caso de la UCA gracias a los compañeros y compañeras que facilitaron las gestiones para poder realizar estas estancias en Francia.

En este camino, construido entre El Salvador y Francia, el acompañamiento constante de mi directora de doctorado, la Dra. Lucile Medina, es uno de los más grandes tesoros que me llevo. Agradezco a Lucile su generosidad académica pero sobre todo su enorme calidad humana. Lucile ha sabido guiarme con paciencia, presionándome cuando era necesario pero dándome espacio para ir al mismo tiempo descubriendo las historias del agua por mí misma. Lucile me abrió las puertas de su casa cuando más lo necesité y tuve el honor de compartir con ella y su familia. El camino hasta culminar esta tesis no ha sido fácil pero contar con el apoyo de Lucile en todo momento ha hecho que valga la pena. Gracias infinitas Lucile.

Fue gracias a Lucile que conocí a las Hermanas de San Francisco de Asís. En su hermoso convento encontré no solo una pequeña habitación dónde hospedarme durante mis estancias en Montpellier, encontré además un hogar y una familia adicional. Gracias a todas y cada una de ellas, desde Sor Colette que estuvo siempre pendiente de reservarme un espacio, hasta Sor Odile con quien salía a recorrer los jardines del convento. A todas y cada una de ellas les agradezco por las sonrisas diarias, por cantar el laudes cada mañana, por compartir sus historias de vida, por compartir sus alimentos para el cuerpo y para el alma, en fin, por haberme brindado más que una habitación en Montpellier.

Culminar una tesis no es posible sin el apoyo de la familia. Mi familia en Francia y en El Salvador han seguido de cerca cada momento con mucho cariño. No ha faltado la siempre presente pregunta de ¿cuándo vas a terminar el doctorado? ahora que se termina ya me preguntan ¿qué sigue después? cualquiera que sea mi próximo proyecto sé que estarán allí. Gracias a Maty (mamá) y Jorge (papo); gracias a mi papá; gracias a José, Karlita, Ana Lucía y Juan Diego; gracias a Virginie y John; gracias a Julien, Mathilde, Elliande y Andoni. Gracias sobre todo a Aymeric quien siempre tuvo para mí una sopa caliente que me diera energía para continuar. Gracias también a los amigos que son familia a Toto, Claudia, Carlos, Guillermo, Pascale, Nathalie, Migue y Oli, y a todos mis sobrinos y sobrinas.

Finalmente gracias a quien a lo largo de todos estos años ha vivido cada momento de alegría, de pena, de cansancio, de frustración, de angustia, de soledad, de ilusión… gracias a Luis. En mis gélidas visitas a Dinamarca siempre encontré la tranquilidad y el cariño necesarios para poder trabajar. Gracias a Rakel y Hektor por sorprenderme cada día. Gracias a quien siempre estuvo dándome ánimos, pero nos dejó antes de ver este proyecto finalizado, gracias a Amalia, donde quiera que se encuentre.

SOMMAIRE

Remerciements…… 3
Introduction générale…… 11

Première partie…… 31
Chapitre 1. L'eau en Amérique latine : pénurie au milieu de l'abondance…….. 35
Chapitre 2. L'eau en Amérique centrale: des conflits en augmentation……... 74
Chapitre 3. L'eau au Salvador: entre crise hydro-sociale et territoriale…… 100

Segunda parte…… 133
Capítulo 4. Ciudades que crecen, territorios que cambian: impactos de la expansión urbana en los territorios periurbanos del AMSS…….. 136
Capítulo 5. La trayectoria de inclusión precaria en Montreal…….. 233
Capítulo 6. La gestión del agua desde abajo en Montreal……..... 322

Conclusion générale…… 386

Bibliographie…… 399
Tables et figures…… 428
Annexes…….. 435
Table de matières……... 664

ACRONYMES

ACNUR	Agencia de Naciones Unidas para los Refugiados
ACUA	Asociación Comunitaria Unida por el Agua y la Agricultura
ADESCO	Asociación de Desarrollo Comunal
AMSS	Área Metropolitana de San Salvador
AMUSDELI	Asociación de Municipios de la Región La Libertad
ANAPA	Alianza Nacional contra la Privatización del Agua
ANDA	Asociación Nacional de Acueductos y Alcantarillados
ANEP	Asociación Nacional de la Empresa Privada
ASA	Autoridad Salvadoreña del Agua
ASIM	Asociación Intercomunal de Montreal
AUP	Asentamiento Urbano Precario
BCIE	Banco Centroamericano de Integración Económica
BID	Banco Interamericano de Desarrollo
BPR	Bloque Popular Revolucionario
CAESS	Compañía de Alumbrado Eléctrico de San Salvador
CAC-SICA	Consejo Agropecuario Centroamericano del Sistema de la Integración Centroamericana
CCAD	Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo
CCC	Comité Coordinador de Comunidades
CCM	Comité de Comunidades Marginales
CINDE	Centros de Desarrollo Infantil
CEL	Comisión Ejecutiva Hidroeléctrica del Río Lempa
CEMUJER	Instituto de Derechos Humanos de la Mujer, Niñez y Adolescencia
CENDEPESCA	Centro de Desarrollo de la Pesca y la Acuicultura
CEPALC	Comisión Económica para América Latina y el Caribe
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
CNR	Centro Nacional de Registros
COAMSS	Consejo de alcaldes del Área Metropolitana de San Salvador
CONAPO	Comisión Nacional de Pobladores
CORDAID	Catholic Organization for Relief and Development Aid
CORSAIN	Corporación Salvadoreña de Inversiones
CORSATUR	Corporación Salvadoreña de Turismo

CRM	Coordinadora Revolucionaria de Masas
CSC	Corredor Seco Centroamericano
DOM	Dirección de Obras Municipales
EPL	Ecología Política Latinoamericana
FAO	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura
FCCAS	Federación Cristiana de Campesinos Salvadoreños
FIDEAGUA	Fideicomiso para la seguridad del agua
FIHIDROS	Financiamiento para acceso a agua potable y sistemas de saneamiento salvadoreños
FISDL	Fondo de Inversión Social para el Desarrollo Local
FMI	Fondo Monetario Internacional
FMLN	Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional
FOMILENIO	Fondos del Milenio
FPL	Fuerzas Populares de Liberación
FTC	Federación de Trabajadores del Campo
FUNDASAL	Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima
GIRH	Gestión Integral de los Recursos Hídricos
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GOES	Gobierno de El Salvador
GWP	Global Water Partnership
ISTU	Instituto Salvadoreño de Turismo
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
LDOT-AMSS	Ley de Ordenamiento Territorial del Área Metropolitana de San Salvador y los municipios aledaños
LGRH	Ley General de Recursos Hídricos
MAG	Ministerio de Agricultura y Ganadería
MAPUS	Movimiento de Asentamientos Populares Urbanos
MARN	Ministerio de Medioambiente y Recursos Naturales
MCC	Millenium Challenge Corporation
MINEC	Ministerio de Economía
MINSAL	Ministerio de Salud
MISREOR	Obra Episcopal de la Iglesia Católica Alemana
MITUR	Ministerio de Turismo
MOP	Ministerio de Obras Públicas
OLPES	Operadores Locales (de agua) de Pequeña Escala
ODM	Objetivos de Desarrollo del Milenio
ODS	Objetivos de Desarrollo Sostenible

OPAMSS	Oficina de Planificación del Área Metropolitana de San Salvador
PLAMADARH	Plan Maestro de Desarrollo y Aprovechamiento de los Recursos Hídricos
PLAMADUR	Plan Maestro de Desarrollo Urbano del AMSS
PNODT	Plan Nacional de Ordenamiento y Desarrollo Territorial
PNUMA	Programa de Naciones Unidas para el Medioambiente
PNUD	Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo
PMB	Programa de Mejoramiento de Barrios
PTAR	Planta de Tratamiento de Aguas Residuales
RSE	Responsabilidad Social Empresarial
SANC	Sistema de Acueductos de Nuevo Cuscatlán
SELAVIP	Servicio latinoamericano, africano y asiático de vivienda popular
SIGET	Superintendencia General de Electricidad y Telecomunicaciones
UCES	Unidad de Comunidades de El Salvador
UNADES	Unión Nacional de Damnificados de El Salvador
UPT	Unión de Pobladores de Tugurios
VIGEA	Visualizador de Información Geográfico de Evaluación Ambiental
VMVDU	Viceministerio de Vivienda y Desarrollo Urbano
WGF	Global Water Facility
ZEDE	Zonas de Empleo y Desarrollo Económico

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La gouvernance de l'eau dans les pays du Sud est l'un des grands défis du XXIe siècle. Selon les Nations Unies, en 2022, 2,2 milliards de personnes n'avaient pas accès à l'eau courante[1] gérée en toute sécurité, 3,5 milliards de personnes ne disposaient pas d'un système d'assainissement correctement géré, et 2 milliards ne disposaient pas d'installations de base pour se laver les mains (Nations Unies, 2023). Outre l'eau courante et l'assainissement, une autre série de défis liés à la gouvernance de l'eau apparaissent comme urgents, notamment la contamination des sources d'eau douce, l'utilisation de l'eau à des fins agricoles et la gestion des eaux transfrontalières, auxquels il faudrait ajouter les effets transversaux liés au changement climatique. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que la gouvernance de l'eau soit une question impérative en Amérique latine, où nous nous trouvons également face à l'oxymore d'une pénurie croissante au milieu de l'abondance (Maden Libra & Pérez Urdiales, 2022). Cette abondance est l'une des caractéristiques de la région, considérée comme une des régions du monde possédant les plus importantes ressources naturelles et un énorme potentiel forestier, énergétique et minier (León & Sánchez, 2024).

La gouvernance de l'eau en Amérique latine

Depuis les années 1990, l'ensemble des pays de l'Amérique latine sont entrés dans un processus de réformes de l'État promu par l'adoption de politiques néolibérales qui vont de l'ouverture commerciale avec des accords de libre-échange à la privatisation des services publics comme l'électricité, la téléphonie ou la sécurité sociale. Dans le même temps, les ressources naturelles sont devenues des « marchandises » dans le cadre d'une reprimarisation des économies (Svampa, 2022). Dans ce contexte, P. Ávila García (2016) suggère qu'au moins trois politiques qui affectent les ressources en eau ont été mises en œuvre : la privatisation de l'eau et du foncier, la déréglementation économique et environnementale pour encourager les investissements étrangers dans les activités extractives et la planification territoriale et urbaine pour promouvoir des projets d'infrastructures qui facilitent ces

[1] Dans cette thèse, nous utilisons le terme « eau courante » au lieu de « eau potable » (une notion hégémonique sur l'eau de consommation humaine datant des années 1980-90), ce qui indique que l'eau à usage domestique n'est normalement pas apte à la consommation humaine et pourtant ne présente pas des critères de potabilité. Les seules exceptions ont été faites pour les noms propres de projets et d'associations qui utilisent officiellement le terme « potable » et dans les entretiens.

investissements. L'écologie politique[2] suggère que nous sommes dans une nouvelle phase du capitalisme dans laquelle prévaut l'accumulation par dépossession (Harvey, 2007) qui est associée à des mécanismes extractivistes[3] qui s'approprient les biens communs, comme l'eau, les transformant en marchandises (Zibechi, 2010) néolibéralisant en même temps la nature (Castree, 2008 ; Swyngedow, 2005). La libéralisation et la commercialisation de la nature constituent une nouvelle manière de contrôler l'eau (Lamberti et al., 2012 ; Porto Gonçalvez, 2006).

En ce qui concerne l'eau courante, l'Amérique latine possède un tiers des réserves mondiales d'eau douce. Cependant, sa répartition inégale, sa forte pollution et le stress auquel les réserves sont soumises ont été largement soulignés (Martínez-Espiñeira & Pérez Urdiales, 2024 ; Gil Sevilla et al., 2021). D'autre part, au milieu de cette abondance se pose la question de la contribution des ressources naturelles au développement d'une région où d'importants écarts économiques, sociaux et environnementaux sont observés (Fournier, 2010). Comme indiqué précédemment, ces ressources abondantes sont menacées par la reprimarisation actuelle des économies régionales, qui entraîne un retour à l'exportation de matières premières comme source de revenus, ce qui a accru les conflits sur l'accès aux ressources naturelles de base, parmi lesquelles l'eau. Face à ce « néo-extractivisme »[4] (Svampa, 2022), il est nécessaire de reconsidérer la question de sa gouvernance.

Comment définir la gouvernance de l'eau ?

Le terme de gouvernance, qui pourrait être défini comme l'art de la bonne gestion, apparaît dans le vocabulaire institutionnel depuis 1989, introduit par la Banque mondiale, faisant référence en premier lieu à la bonne gouvernance économique (Diarra & Plane, 2012) mais qui imprègne également les sphères politiques et sociales. De manière générale, la gouvernance de l'eau est définie comme « la capacité d'une société à mobiliser son énergie de manière cohérente pour le développement durable des ressources en eau » (Gil Sevilla et al., 2021, p. 21 ; traduction de l'espagnol par SGPoizat). Elle est proposée comme un projet commun entre les acteurs et les instruments de régulation que ces acteurs mobilisent (qui varient selon que l'eau est considérée comme un bien public, privé ou commun). Des

[2] L'écologie politique est une discipline qui étudie les relations entre les sociétés humaines et leur environnement naturel. Elle analyse comment les facteurs politiques, économiques et sociaux influencent les problèmes environnementaux et les conflits qui en découlent.

[3] Les mécanismes extractivistes sont des processus par lesquels des ressources naturelles, souvent considérées comme des biens communs (tels que l'eau, les forêts, les terres agricoles, les minéraux), sont exploitées de manière intensive et souvent non durable, principalement pour générer des profits à court terme. Ces mécanismes sont profondément ancrés dans les systèmes économiques et politiques dominants et ont des conséquences sociales et environnementales importantes. L'écologie politique permet d'analyser ces mécanismes en mettant en évidence les relations de pouvoir, les inégalités sociales et les impacts environnementaux qui en découlent. Elle souligne que l'extraction de ressources n'est pas un processus neutre, mais plutôt un ensemble de pratiques sociales et politiques qui favorisent certains acteurs au détriment d'autres.

[4] Selon Maristella Svampa, l'Amérique latine a connu une succession de cycles extractivistes au fil de son histoire. Aujourd'hui, ces cycles se caractérisent par une exploitation intensive des ressources naturelles, notamment en eau, en énergie et en matières premières. Dans ce contexte de néo-extractivisme, l'État joue un rôle plus proactif en captant une part plus importante des revenus générés par ces activités et en redistribuant une partie de ces revenus, ce qui lui confère une certaine légitimité sociale. Néanmoins, les impacts sociaux et environnementaux négatifs, hérités des extractivismes passés, persistent.

acteurs agissent et décident collectivement dans des scénarios d'hybridité combinant un ensemble de mécanismes aux logiques différentes pouvant parfois se superposer (Bied-Charreton et al., 2006). Ces logiques, qui, dans les perspectives les plus traditionnelles, répondent à ce que dictent les marchés ou à des objectifs politiques, seraient appelées à intégrer également les visions de la société civile. L'interaction ou l'imbrication entre les logiques de gouvernance issues du marché, de l'État ou des collectifs sociaux dessinent nécessairement des zones d'«engagements» qui peuvent être comprises comme des zones de conflit entre les différents types d'instruments mobilisés par chacun de ces acteurs (ibid.).

La gouvernance de l'eau, comme l'affirme J. Castro (2008), est avant tout un processus politique qui implique l'exercice du pouvoir par des acteurs à la fois économiques, sociaux et politiques qui définissent ensemble les fins et les moyens que poursuit la société en matière d'eau. Ceci conduit à considérer la forme de propriété, le type de gestion et les services qui y sont associés. Dans le cas de l'eau courante, la gouvernance peut être comprise différemment selon la conception qu'on en fait, comme bien commun ou comme marchandise, tenant compte en outre du fait que diverses dimensions lui sont attribuées, économique, environnementale, sociale et même symbolique, ce qui rend la situation encore plus complexe (Hugon, 2007).

Selon le Water Governance Facility (WGF, en français Mécanisme de Gouvernance de l'Eau), la gouvernance de l'eau fait référence à « qui obtient quelle eau, quand et comment, et qui a droit à l'eau et aux services associés, ainsi qu'à leurs avantages. Il détermine l'équité et l'efficacité dans l'allocation et la distribution des ressources et des services en eau, et équilibre l'utilisation de l'eau entre les activités socio-économiques et les écosystèmes. La gouvernance de l'eau comprend la formulation, l'établissement et la mise en œuvre de politiques, de législations et d'institutions en matière d'eau, ainsi que la clarification des rôles et responsabilités du gouvernement, de la société civile et du secteur privé en matière de ressources et de services en eau » (WGF, 2015 dans Camkin & Néto, 2016). La bonne gouvernance de l'eau doit garantir une gestion efficace dans sa dimension économique, une gestion équitable dans sa dimension politique et sociale et une gestion durable dans sa dimension environnementale (Artiga, 2018).

Cependant, cette aspiration à une gouvernance harmonieuse, où les règles sont claires et où les différents acteurs s'accordent sur les questions clés, n'est pas si évidente. De la logique de l'administration publique, la gouvernance de l'eau se caractérise par sa fragmentation, c'est-à-dire que les gouvernements sont organisés à différents niveaux qui assument des responsabilités de gestion partielles qui rendent sa mise en œuvre plus complexe (Edelenbos & Teisman, 2011a). Face à ce scénario de fragmentation, la solution fréquemment utilisée est l'intégration, c'est-à-dire la centralisation de la gestion au sein d'une seule entité qui gère et régule la ressource. Certains auteurs indiquent que la

fragmentation ne peut être complètement éradiquée (Edelenbos & Teisman, 2011b), tandis que d'autres proposent que la gestion basée sur l'intégration, plutôt qu'une solution, représente le symptôme d'une crise incapable de gérer la complexité de la gestion elle-même (Grandgirard, 2007). Malgré cela, dans la région latino-américaine, une proposition de gestion intégrée a été adoptée depuis les années 1990 avec le modèle de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), définie comme « un processus qui favorise la gestion et le développement coordonné de l'eau, la terre et les ressources associées, afin de maximiser le bien-être social et économique de manière équitable, sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux » (Global Water Partnership, GWP, 2023, p.16).

Bien que l'attention la plus fréquente portée aux problèmes de gestion et de gouvernance de l'eau provienne de visions dominantes sur des questions d'intérêt préférentiel dans les agendas politiques locaux et mondiaux, des conflits moins visibles se manifestent dans la vie quotidienne, dans des territoires où leurs habitants luttent pour la défense de ces ressources ou pour l'accès à celles-ci (Boelens et al., 2011). Actuellement, la rareté de plus en plus fréquente de l'eau, les graves problèmes de pollution ou le contrôle de la propriété de la terre et de ses ressources, sont inclus dans le même ensemble de problèmes. Pour ceux-ci, les solutions proviennent généralement d'une vision privatisante, qui promeut une réforme de l'État en matière d'eau et où les structures de la société civile doivent être incluses, pour autant qu'elle soit favorable à la promotion de ce projet réformateur (idem.). Parallèlement, divers groupes de la société civile soutiennent leurs propres processus de gouvernance « par le bas », à travers des actions concrètes, promues par eux-mêmes, dans un environnement communautaire, afin de résoudre leurs problèmes d'accès et de gestion (Morales-Juárez & Méndez-García, 2021).

La gouvernance et la gestion de l'eau au Salvador

Au Salvador, comme dans le reste de l'Amérique latine, la gouvernance de l'eau est une question cruciale. Fortement dépendante des modèles économiques et des contextes politiques, la gouvernance de l'eau est devenue de plus en plus complexe depuis la deuxième moitié du XXe siècle. Elle l'est devenue d'une part sur le plan économique, avec le passage d'une économie agro-exportatrice à un modèle d'industrialisation par substitution aux importations qui marque les décennies 1950 à 1970, puis une période de récession pendant les années de conflit armé interne entre 1981 et 1992, pour adopter un modèle néolibéral à partir des années 1990, libéralisant l'économie et favorisant la privatisation des services publics. Elle l'est d'autre part sur le plan politique, avec le passage de gouvernements de type militaire, restés au pouvoir des années 1930 jusqu'au début du conflit armé, à des gouvernements civils qui, quelle que soit leur idéologie (droite ou gauche) ou leur caractère (démocratique ou autoritaire), adhèrent aux régulations économiques qui leur sont imposées par les organisations internationales et qui, de manière générale, ajustent les politiques publiques à la rationalité économique (Artiga, 2018).

Dans le cadre de la transition vers la démocratie après la signature des Accords de paix en 1992 au Salvador et avec le rétablissement des programmes de prêts par les institutions financières internationales, un ensemble de réformes structurelles ont été promues dans le pays qui ont favorisé l'introduction de processus de déréglementation et de privatisation (Basterrechea Díaz & Franco, 2021 ; Astvaldsson, 2008). En 1998, la modernisation du secteur des ressources en eau a été approuvée, y compris le sous-secteur de l'eau courante et de l'assainissement[5], ce qui a posé les bases de la création d'un nouveau cadre réglementaire et d'un nouvel organe directeur de l'eau[6], visant à résoudre les problèmes de fragmentation de la gestion. L'ensemble des prêts de la Banque interaméricaine de développement (BID), approuvés entre 1997 et 2000[7], se concentrent sur le renforcement institutionnel, la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel et la protection de l'environnement, en soutenant, entre autres, un nouveau *Ministerio de Medioambiente y Recursos Naturales* (MARN, en français Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles) créé en 1997 (Astvaldsson, 2008).

En contraste, ou peut-être en complément nécessaire des visions « d'en haut », les solutions « d'en bas », souvent liées aux mouvements sociaux, et qui dans leur ensemble représentent une résistance liée aux pratiques quotidiennes, gagnent de plus en plus en force. Ces solutions venues d'en bas surgissent directement, dans le cas des mouvements sociaux au Salvador, des menaces contre les droits sociaux, économiques, culturels ou environnementaux (Almeida, 2011). Les mouvements sociaux sont particulièrement actifs depuis 2005 (année marquant le début des consultations ayant conduit à l'élaboration du premier avant-projet de loi générale sur l'eau, présenté en mars 2006 par l'*Unidad Ecológica Salvadoreña* (UNES, en français l'Unité Écologique Salvadorienne) pour défendre le droit humain à l'eau et la gestion durable des ressources en eau. Les propositions des mouvements sociaux concernant l'approbation d'une loi générale sur l'eau en débat et de son organe directeur soulignent que : 1. L'eau doit être considérée comme un bien public ; 2. le droit humain à l'eau et à l'assainissement doit être garanti ; 3. la gestion de l'eau doit être publique ; 4. la gestion durable des bassins hydrographiques doit être garantie ; et 5. le régime économico-financier doit être juste et équitable (Acosta, 2018). Cependant, la résistance des acteurs privés réunis au sein de l'*Asociación Nacional de la Empresa Privada* (ANEP, en français l'Association Nationale de l'Entreprise Privée), freine les discussions. L'ANEP remet en question le fait que l'eau soit gérée publiquement et fait pression pour obtenir une majorité au sein de l'organisme recteur de l'eau. Finalement, le gouvernement et les entreprises privées se sont accordés, laissant de côté les demandes les plus stratégiques des mouvements sociaux, et en 2021

[5] Prêt de la Banque interaméricaine de développement (BID) d'un montant de 40 millions de dollars américains

[6] Jusqu'à présent, la principale institution chargée de fournir des services d'eau potable et d'assainissement, notamment dans les zones urbaines, est l'Administración Nacional de Acueductos y Alcantarillados (ANDA, en français Autorité Nationale des Aqueducs et Égoûts), fondée en 1961 et qui a commencé à fonctionner en 1962. Dès 2022 l'Autoridad Salvadoreña del Agua (ASA, en français Autorité Nationale de l'Eau) est l'organe recteur, et l'ANDA continue à exister comme un des fournisseurs/opérateurs.

[7] Le total des prêts de la BID s'élève à environ 162 millions de dollars américains. En outre, d'autres institutions telles que la Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (BCIE), la Banque Bilbao Viscaya (groupe bancaire espagnol) et le Crédit National (France) ont ajouté 54,4 millions de dollars supplémentaires en prêts au secteur.

la *Ley General de Recursos Hídricos* (LGRH, en français Loi Générale des Ressources Hydriques) a été approuvée. Un an plus tard, en 2022, l'*Autoridad Salvadoreña del Agua*, (ASA, en français Autorité Salvadorienne de l'Eau) est entrée en service. Ce processus lent mais cohérent, qui a commencé en 1998, a ainsi jeté les bases de la privatisation de l'eau dans le pays.

Dans les travaux académiques, la gouvernance de l'eau a été analysée au Salvador sous différentes perspectives : celle de la crise mondiale de l'eau et de ses effets sur le pays aux processus locaux de dégradation de l'environnement (Cuéllar, 2020 ; Cuéllar & Díaz, 2018 ; Cuéllar et al., 2017), de l'eau en tant que droit humain à l'institutionnalité de l'eau (Gómez Aguilar & Candray Medina, 2023 ; Arrieta, 2018), ou encore de la gouvernance elle-même à la participation citoyenne (Acosta, 2018 ; Artiga, 2018). D'un point de vue urbain, la question de l'eau traverse les études sur l'accès au logement sociaux et à un habitat adéquat. Y est scrutée la manière dont l'accès à l'eau courante et à l'assainissement est intégré dans les plans et programmes d'amélioration des quartiers (Martínez Ortega, 2016 ; FUNDASAL, 2015) ou la question de l'accès auxdits services à partir de l'exclusion urbaine (FUNDASAL & PNUD, 2009). Cependant, les contributions académiques ont encore peu approfondi la gestion de l'eau depuis la vie quotidienne, dans une perspective par le bas (*bottom-up*), à partir des propres histoires des protagonistes. C'est pourquoi, au milieu des discussions et analyses, dont beaucoup d'entre elles adoptent un regard par le haut (*top-down*), une série de questions continuent à se poser sur le niveau d'incidence dans la gouvernance de l'eau de citoyens habitant les quartiers précaires de la ville et à qui un service d'eau efficace, équitable et durable est constamment refusé.

L'intérêt de recherche pour cette thèse

Dans ce contexte, plusieurs questions se posent. Comment les Salvadoriens et Salvadoriennes vivant dans des conditions précaires en milieu urbain/périurbain accèdent-ils quotidiennement à l'eau ? Comment gèrent-ils l'eau depuis leurs territoires ? Quel niveau d'influence ont-ils dans les décisions concernant l'eau qu'ils consomment? Quels sont leurs rapports avec d'autres acteurs politiques, privés et des mouvements sociaux en matière de gestion de l'eau ? Comment les décisions prises au niveau local/mondial concernant leurs territoires et leurs ressources les affectent-elles ?

Cette recherche naît de l'intérêt de répondre à ces questions et à d'autres en reconstruisant la relation eau, habitants et territoires « par le bas », et aspire à contribuer aux travaux sur la territorialisation des pratiques quotidiennes en relation à l'eau qui, à partir de la combinaison des visions l'urbanisme et de la géographie, ont été peu explorées au Salvador. Ce travail aspire également à offrir un espace aux voix des habitants qui ont un accès précaire à l'eau au quotidien, des histoires qui ne sont pas nécessairement connues et qui ont beaucoup à apporter pour contribuer aux débats plus larges liés à la gouvernance de l'eau.

De quelle eau parle-t-on ?

Pour aborder cette recherche, il faut d'abord se demander *de quelle eau parle-t-on ?* Rien qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, en 2020, 161 millions de personnes au total (24,6 % de la population du sous-continent) n'avaient pas accès aux services d'eau courante (Fernández et al., 2023). Au Salvador, pays de 6,7 millions d'habitants et d'une superficie de 21 040 km², l'ANDA indique que pour la même année, 24 % de la population n'avait pas accès aux services d'eau courante (ANDA, 2020), ce qui coïncide pratiquement avec le pourcentage moyen dans la région centraméricaine. Bien que ces dernières années le réseau d'eau courante en milieu urbain se soit étendu, réussissant à réduire le déficit dans les zones urbaines à 4,2 % (ANDA, 2020), disposer d'une conduite d'eau n'est pas une garantie d'accès à un service en quantité et en qualité adéquate. La question de l'accès à l'eau (et pas seulement à une conduite d'eau) constitue un enjeu majeur dans une région de plus en plus urbanisée. Selon les Nations Unies, 82,7 % de la population d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) vivra dans des zones urbaines en 2025. Au Salvador, ce pourcentage sera de 75,5 % (CEPALC, 2024). L'expansion de l'Área Metropolitana de San Salvador (AMSS, en français l'Aire Métropolitaine de San Salvador) depuis des années 1990 a été significative, passant de 95,73 km² en 1995 à 198,85 km² en 2019 (COAMSS & OPAMSS, 2021), doublant ainsi sa taille, ce qui a non seulement entraîné la nécessité d'étendre les infrastructures d'eau courante mais a également accru la pression sur la ressource. Une fois de plus, l'expansion du réseau d'infrastructures n'a pas garanti que le liquide, essentiel à la vie, parviendrait équitablement à l'ensemble de cette nouvelle population urbaine. Pour les urbains pauvres, dont le nombre dans l'AMSS atteignait 328 000 personnes en 2020, soit une personne sur cinq (ibid.), la situation demeure encore complexe.

Sur quels territoires analyser la gestion de l'eau courante ?

Une deuxième question pertinente concerne les périmètres d'analyse, à savoir *sur quels territoires apparaît-il pertinent d'analyser la gestion de l'eau courante dans ce travail ?* Dans le contexte d'expansion urbaine de l'AMSS, les territoires périurbains, par leur qualité de frontières à urbaniser, apparaissent comme l'un des espaces où surgissent les plus fréquemment divers conflits pour l'accès aux ressources naturelles de base comme l'eau. Depuis les années 1990, les territoires périurbains de l'AMSS qui se trouvent à la frontière de l'expansion de la ville vers le nord ont connu des transformations qui ont accéléré le passage d'une utilisation rurale à une utilisation urbaine des sols dans des zones critiques pour la recharge en eau de l'aquifère de San Salvador (Vega, 2020b). Une décennie plus tard, l'expansion de la ville vers le sud a entraîné la disparition de vastes zones de forêt secondaire, compromettant l'accès à l'eau courante dans un territoire où la ressource est rare (Vega, 2020a).

La périurbanisation, dans le cas des villes latinoaméricaines et plus particulièrement des villes salvadoriennes, peut s'expliquer par des phénomènes interconnectés tels que la concentration des activités économiques dans les villes, la crise du secteur agricole, la croissance de la population, les

migrations des campagnes vers la ville ou l'augmentation des prix du foncier urbain (Ávila Sánchez, 2001). Des travaux plus récents renvoient aussi à la force du capital immobilier, qu'il soit local ou mondial (ou les deux), qui favorise l'accumulation de capital grâce à l'utilisation de la rente foncière et qui accélère la transformation physique et sociale des différents espaces centraux et zones périurbaines des villes (Méndez Pérez & González Villanueva, 2022 ; Souchaud & Prévôt-Schapira, 2013). P. Abramo (2012) suggère que dans la ville latinoaméricaine, le fonctionnement des marchés fonciers, qu'ils soient formels ou informels, produit simultanément une structure compacte et diffuse, qu'il identifie comme une structure « com-fuse ». Le compactage de certaines zones de la ville consolidée, qu'il soit dû à des projets de gentrification des centres historiques ou à la création de nouveaux quartiers exclusifs, ainsi que la densification d'habitats précaires, affecte simultanément la diffusion des espaces périurbains. Vers ces derniers se déplacent les habitants ayant peu des ressources ou les classes moyennes qui ne peuvent pas accéder aux terrains urbains dans la ville consolidée, coexistant dans de nombreux cas avec des habitants ruraux locaux et les habitants de zones résidentielles exclusives pour lesquelles la périphérie des villes leur permet un niveau d'exclusivité plus élevé qu'ils n'atteignent pas en ville et «vivre en pleine nature ». En outre, P. Abramo indique que l'on ne peut pas parler de marchés séparés, mais qu'il existe d'innombrables interrelations entre eux, au-delà du simple accès au foncier, ce qui affecte à son tour l'accès à l'eau.

En effet, dans cette ville à structure « com-fuse », non seulement les marchés fonciers produisent et reproduisent cette configuration à la fois compacte et diffuse, mais les réseaux de services urbains aussi. Par exemple, l'introduction de services d'eau courante et d'assainissement dans le cas des secteurs informels se ferait sur la base d'un ensemble d'« irrégularités » urbaines, constructives, ou relatives à de la propriété foncière (Alegría 2005, dans Abramo 2012), et elle pourrait favoriser le compactage des implantations dans la ville consolidée, qui aura en même temps un impact sur la diffusion des espaces périurbains. Son bon fonctionnement dépend en grande partie des relations de confiance et de soutien qui se créent entre les acteurs qui opèrent dans cette informalité, mais aussi des relations et des réseaux qu'ils construisent avec le secteur formel, avec lequel, sous certains aspects, ils doivent négocier. Si, comme indiqué précédemment, ces relations se produisent dans des contextes de conflit, les processus auront tendance à être plus complexes jusqu'à ce que la situation de conflit soit résolue par la conclusion d'accords, ou qu'une solution soit imposée par les acteurs qui disposent du plus de pouvoir et de ressources à leur portée. Les espaces périurbains qui subissent ces pressions et transformations ne sont pas des espaces homogènes, on y trouve une diversité d'acteurs et de modes de vie qui influencent également la manière dont l'eau est gérée localement (Ortiz Báez et al., 2020), comme le montre le Tableau 1.

La question de l'accès à l'eau courante dans les territoires périurbains est complexe et multidimensionnelle. Les conflits qui y émergent sont souvent liés à des facteurs socio-économiques,

politiques et environnementaux et ils prennent des formes variées. Sur les marges de l'aire urbaine, les habitants de quartiers précaires sont souvent en concurrence avec d'autres acteurs pour accéder à ce service essentiel, comme on peut l'observer dans les zones périurbains à forte valeur ajoutée, où l'arrivée de nouveaux résidents aisés peut générer des tensions avec les populations locales, notamment en raison de la pression exercée sur les ressources en eau. Quoi qu'il en soit, les espaces périurbains accueillent une série de conflits socio-environnementaux qui remettent en question, d'une part, la relation entre la société et les ressources naturelles, et d'autre part, la répartition des risques et des bénéfices découlant de cette relation (Cordero Ulate & Carthagène Cruz, 2009)

CARACTÉRISTIQUES	PHÉNOMÈNES ASSOCIÉS
Interface entre ville et campagne	De nouveaux programmes immobiliers aux côtés des zones de production agricole
Fragmenté et dispersé	
Des populations dont les pratiques correspondent à des réalités différentes, urbaines et rurales, qui produisent des dynamiques socioculturelles spécifiques	
Des configurations hybrides particulièrement complexes	Des quartiers précaires sans services à côté de complexes résidentiels de luxe
Forte hétérogénéité des usages et des activités dans l'organisation du territoire	
Sous la pression constante de l'expansion urbaine	Exode de la population urbaine vers les zones rurales à la recherche d'une meilleure qualité de vie facilitée par les nouvelles autoroutes
Coexistence de différents groupes socio-économiques	
L'introduction d'infrastructures et de services n'est pas coordonnée, mais répond plutôt à la spéculation foncière	
Les profils de population correspondent à des phénomènes migratoires	Migration des campagnes vers la ville, entre autres, en raison de la crise du secteur agricole, de l'insécurité et des effets du changement climatique
Processus de transformation dynamique	

Tableau 1 : Caractéristiques et phénomènes des zones périurbaines en Amérique Latine
Source : élaboration propre à partir de Ortiz Báez et al. (2020)

Cette recherche vise à approfondir les modalités de gestion de l'eau courante par les acteurs locaux dans les territoires périurbains de l'AMSS, en particulier dans le contexte de l'expansion urbaine. Je m'intéresse ici aux dynamiques de pouvoir et aux conflits qui émergent autour de cette ressource, ainsi qu'aux stratégies mises en œuvre par les habitants pour y faire face. L'analyse s'inscrit dans une perspective qui entend dépasser la vision dualiste centre-périphérie, en considérant les interactions complexes et les hybridités qui caractérisent les relations entre la ville et ses marges, notamment en matière de gestion de l'eau (Bakker & Morinville, 2013).

Le conflit au centre de la gestion de l'eau courante

Un des éléments clés de cette recherche portera donc sur les conflits liés à la gestion de l'eau. À cet égard, il conviendra de se demander *quelles sont les formes de conflits liées à la gestion de l'eau courante dans les territoires périurbains de l'AMSS ?* Au Salvador, les conflits territoriaux résultent de manière générale d'une longue histoire d'inégalités dans laquelle le contrôle de la terre et de ses ressources a été la clé de la consolidation d'une forme particulière d'organisation territoriale concentrée entre les mains de quelques-uns (Segovia, 2021 ; Mahoney, 2011 ; Browning, 1987 ; Browning, 1983). I. Modi (2015) soutient que l'exclusion sociale tourne autour de la domination et de la discrimination, ceux qui bénéficient de cette situation ne veulent pas que cela change et ceux qui sont exclus ne sont pas en mesure de remettre en question le système établi, même s'ils ne souhaitent évidemment pas rester dans cette situation. De ce point de vue, la remise en cause du système engendre sans aucun doute des scénarios conflictuels. Citant J. Galtung, J. Hristov met en garde contre une conception du développement qui ne prendrait pas en compte les causes profondes des conflits (Galtung, 1996 dans Hristov, 2004). Il souligne que tant que les inégalités socio-économiques perdurent, les tensions autour de l'accès aux ressources naturelles, comme l'eau, sont inévitables. En d'autres termes, les conflits liés à l'eau sont symptomatiques d'un problème plus large lié à la répartition inéquitable des richesses et des opportunités.

Dans les territoires périurbains, l'accès à des terres rurales transformables en terres urbaines peut générer des processus qui ne sont pas exempts de conflits, voire de violences. Pour certains auteurs (Van Leeuwen & Van Der Haar, 2016 ; Lombard & Rakodi, 2016 ; Moser & McIlwaine, 2014), le conflit pour les territoires en milieu urbain est socialement produit et il est donc nécessaire de reconnaître les acteurs impliqués et la manière dont ils interagissent entre eux, tout en comprenant les différentes échelles auxquelles ces interactions ont lieu. Dans le cas des conflits autour de l'eau, la gestion des ressources est au centre des scénarios de conflit (de Loë & Patterson, 2017 ; Camkin & Neto, 2016). Au Salvador, les conflits pour l'accès au foncier qui surviennent dans l'AMSS se situent fréquemment dans les zones d'expansion urbaine, c'est-à-dire dans les territoires périurbains, où des déséquilibres opèrent en raison du changement d'utilisation des terres, ce qui affecte les sources d'eau (Cordero Ulate & Cartagena Cruz, 2009).

Compte tenu des transformations et des pressions subies par les territoires périurbains de l'AMSS, les populations affectées s'impliquent dans des processus de résistance qui vont de la coordination entre voisins au niveau de leurs communautés jusqu'à l'adhésion à des mouvements sociaux d'envergure nationale, voire macro-régionale. Ces processus peuvent être compris comme des trajectoires, c'est-à-dire le chemin que chaque communauté suit dans le temps et dans l'espace pour défendre le territoire qu'elle habite et accéder aux services urbains auxquels elle a droit, y compris l'eau courante. Les trajectoires peuvent être considérées comme des processus à travers lesquels s'atteignent

peu à peu des objectifs sur le chemin de l'exclusion vers l'inclusion dans la ville, vers le « droit à la ville » comme le propose D. Harvey (2003). Pour l'auteur le droit à la ville, ce n'est pas seulement le droit d'accéder à un espace urbain défini par les spéculateurs et les planificateurs, c'est aussi et surtout le pouvoir de co-construire une ville différente, plus juste et plus démocratique. Les villes du Sud global sont fréquemment présentées comme les terrains d'une révolution urbaine réclamant le droit à la ville (Poupeau, 2022). La pleine réalisation de ce droit implique une longue route pour la plupart des communautés. Dans les territoires périurbains de l'AMSS, cette trajectoire au sens strict est un processus inachevé qui produit des espaces fragmentés dans la mesure où l'aspiration ultime d'une socialité urbaine qualitativement différente reste encore à se réaliser. Il nous invite à réfléchir sur les fonctions sociales des trajectoires dans la défense du territoire dans un contexte d'infrastructures incomplètes et le maintien d'un idéal d'universalisation de l'accès aux services de base (ibid.).

Exclusion ou inclusion dans le cas de l'accès à l'eau courante ?

Dans la construction de la trajectoire d'inclusion dans la ville comme processus inachevé, on peut se demander *comment situer la notion très élargie d'exclusion dans la ville ?* Étant donné que l'eau courante est une ressource indispensable à la vie, *peut-on être totalement exclu de l'accès à l'eau ?* Du point de vue du territoire et inspiré des approches de « précarité sociale » proposées par le sociologue J. de Souza Martins (Tude Sevá & Martins Lemes, 2019), R. Haesbaert (2013), on peut avancer que les habitants les plus défavorisés des territoires périurbains vivent une précarité « territoriale ». Pour de J. de Souza Martins, le discours sur l'exclusion sociale qui découle de la précarité sociale est un discours en faveur du maintien du capitalisme, un discours des classes privilégiées c'est-à-dire de ceux qui se sentent inclus dans le capitalisme. Le capitalisme exclut ainsi pour inclure et se maintient ainsi soi-même. L'ironie, suggère J. de Souza Martins, est que ces bénéficiaires ne se sentent pas complètement exclus, mais s'identifient plutôt comme faisant partie du système (Gómez Soto, 2015). C'est pourquoi il propose d'utiliser la notion d'« inclusion précaire » au lieu de la notion d'exclusion (ibid., p200).

L'inclusion précaire se construit au fil du temps. R. Haesbaert & L. Mason-Deese (2020) suggèrent que la consolidation des territoires périurbains en Amérique latine peut être lue davantage comme une pratique quotidienne, une trajectoire, que comme le produit d'un processus de planification urbaine. Cette trajectoire de territorialisation, particulièrement observable dans les communautés périurbaines normalement marginalisées, est le produit d'un processus lent et complexe mené par de multiples sujets dans des « espaces-temps » variés. Dans ce processus, les différentes configurations de pouvoir, dans lesquelles la dimension symbolique est vitale, sont importantes, ainsi que les pratiques socioculturelles elles-mêmes, qui ne sont pas nécessairement celles proposées par des groupes ou des classes hégémoniques. Pour ses habitants, le territoire est intériorisé comme territoire de vie et représente une condition nécessaire à sa propre existence. D'autre part, D. Massey (Massey et al., 2009 ; Massey, 2001), souligne que, dans les espaces périphériques, on retrouve de la multiplicité, de la différence et des

éléments inattendus, et ajoute que les lieux qui résultent des pratiques quotidiennes dans ces espaces seraient définis par la présence de réseaux, de connexions et de rencontres multiples se manifestant dans des espaces hybrides. De cette manière, le concept répandu d'exclusion des services urbains dans le cas des populations périurbaines les moins favorisées (Nowosielski, 2012) serait surmonté en utilisant à la place la notion d'inclusion précaire, comprise comme une trajectoire.

La trajectoire d'inclusion précaire dans la ville implique en même temps une déconnexion durable des réseaux d'eau. Pour S. Jaglin (2010), les populations les moins favorisées des pays du Sud sont confrontées à une « déconnexion durable » des réseaux formels d'eau, et à cet égard elle observe que pour répondre aux demandes non satisfaites de certains secteurs de la ville, les réseau conventionnel coexiste avec d'autres modes d'accès à la ressource, depuis l'approvisionnement de sources directes (rivières, lacs), jusqu'à une variété d'approvisionnements commerciaux décentralisés qui s'adaptent aux possibilités des utilisateurs et sont compatibles avec l'absence même de réseaux conventionnels, comme présenté en Figure 1.

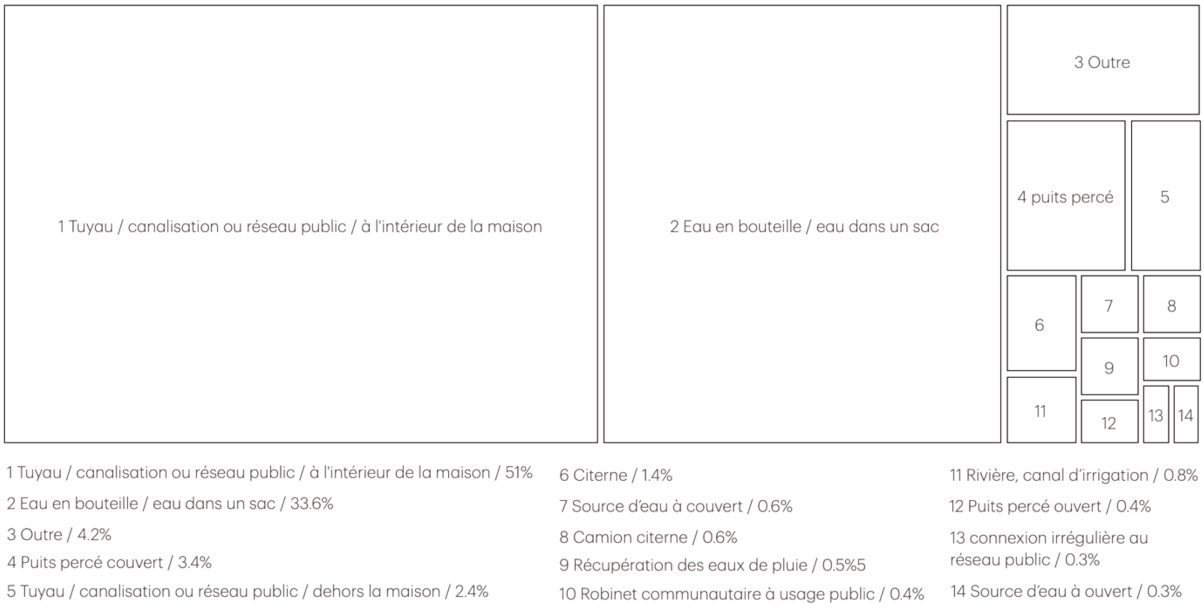


Figure 1 : Sources d'eau en Amérique latine et les Caraïbes
Source : Propre élaboration basée sur Baquero Moreno & Maden Balance (2022)

Ainsi, on constate l'existence de réseaux sociaux et commerciaux alternatifs qui fournissent de l'eau en quantité et en qualité variées. Ces marchés de l'eau non réglementés, qui sont les seules alternatives possibles, provoquent, entre autres choses, des inégalités même au niveau du prix de l'eau et font que les utilisateurs les plus pauvres paient généralement davantage pour l'eau. Dans ce contexte d'infrastructures incomplètes et de déconnexion durable, certains se demandent si la meilleure façon de résoudre les problèmes d'accès aux services urbains dans les villes du Sud est de formaliser les

infrastructures, en essayant de parvenir à un ensemble complet et fonctionnel, dont la réalisation peut prendre de nombreuses années, ou si, partant de la réalité selon laquelle dans les habitats précaires des territoires périurbains l'occupation de l'espace précède l'introduction des services urbains, il vaudrait mieux réfléchir à des modèles alternatifs (Poupeau, 2022). D'un autre point de vue, on parle d'une « gouvernance défaillante » qui se produit lorsque les dimensions institutionnelles de la gestion de l'eau et de la prise de décision ne prennent pas efficacement en compte les besoins des ménages pauvres, ce qui dissuade l'agence en charge de l'approvisionnement en eau de connecter les ménages pauvres et/ou que les ménages pauvres se connectent au réseau (Bakker et al., 2008). Il est ainsi nécessaire de reconsidérer de manière réaliste « l'idéal des infrastructures modernes » qui prévoyait l'extension universelle de réseaux uniformément régulés (Graham & Marvin, 2022) et de reconnaître que, pour la majorité des habitants des quartiers précaires des zones périurbaines dans les territoires du Sud, l'AMSS incluse, l'accès à l'eau courante dépend de réseaux socio-technologiques[8] hybrides avec différents niveaux de régulation, voire pas du tout régulés.

L'eau moderne et l'eau hybride du cycle hydro-social

Dans le Salvador moderne[9], les infrastructures, élément tangible de l'idéal moderniste, ont été associées aux idées de progrès et de développement, et les villes les territoires par excellence où le développement pourrait être réalisé (Gutiérrez Poizat, 2013). Aujourd'hui encore, les infrastructures de l'eau moderne, cette eau homogénéisé et réduite à une sole type d'eau que peut être commercialisé, continuent d'occuper une place privilégiée dans l'idéal de développement. Les services de distribution d'eau courante étant l'un des systèmes socio-technologiques indispensables des villes, ils se sont inscrits dans la matérialité même de la vie sociale (Lorrain & Poupeau, 2014). Cependant, il semble nécessaire de rechercher des alternatives à l'échec de la gouvernance de l'eau, des alternatives qui peuvent venir d'en bas. En ce sens, *comment, dans les territoires périurbains de l'AMSS, analyser la trajectoire d'inclusion précaire dans les réseaux socio-technologiques d'eau courante ? Comment analyser cette trajectoire aux multiples niveaux où elle opère ?* Une façon d'y parvenir est celle proposée par J. Linton et J. Budds, qui proposent qu'au-delà du cycle hydrologique de l'eau, il existe un cycle hydro-social de l'eau, que les auteurs définissent comme « un processus socio-naturel par lequel eau et société se produisent et se reproduisent mutuellement à travers l'espace et le temps » (Linton & Budds, 2014 ; p.175). Le cycle hydro-social comprend trois idées centrales. Premièrement, la nécessité de gérer l'eau au sein d'une société affecte son organisation elle-même et, en même temps, la disponibilité de l'eau qui résulte de cette gestion donne naissance à de nouvelles formes d'organisation au sein de la société, dans un processus dialectique. Deuxièmement, en

[8] Les réseaux socio-technologiques de l'eau résultent d'une interrelation complexe entre les relations sociales, les rapports de pouvoir et la technologie, qui concourent à la production et à la reproduction de l'eau dans un contexte spécifique

[9] Le Salvador moderne émerge durant les décennies 1940 et 1970 (Gutiérrez Poizat, 2013), période au cours de laquelle le pays investit massivement dans les infrastructures (eau, électricité, transport et communications), tout en stimulant un processus d'industrialisation naissant. Durant cette période, les villes s'étendent, en particulier l'AMSS, mais ne parviennent pas à répondre aux besoins en logements et en services urbains d'une population urbaine croissante.

raison de ce lien, l'eau et la société sont intrinsèquement liées, ce qui signifie que des formes particulières de relations sociales produisent différents types d'eau et vice versa. Troisièmement, il y a l'idée que malgré la production (et la reproduction) de l'eau et les constructions sociales des représentations de l'eau, ses propriétés matérielles jouent un rôle actif dans le processus hydro-social, tantôt structurant les relations sociales, tantôt les affectant.

J. Linton & J. Budds (2014) proposent un schéma relationnel illustré dans la Figure 2 ci-dessous. Pour les auteurs, « l'EAU », au centre du diagramme, est le type, le discours, la construction, l'idée ou la représentation particulière de H_2O dans une société. Les trois éléments extérieurs au cercle renvoient d'abord au H_2O ou à la ressource elle-même, c'est à dire à la matérialité de l'eau qui nous affecte et est affectée par nous. L'élément suivant distingue les relations sociales et les relations de pouvoir au sein de structures sociales particulières qui affectent la manière dont l'eau est perçue et gérée. Et enfin, le troisième élément correspond à la technologie et aux infrastructures de l'eau qui facilitent l'extraction, le transport, la distribution, l'assainissement et toute une série de processus nécessaires à l'utilisation de l'eau. Le cycle hydro-social propose de dépasser les analyses dualistes et décrit plutôt un processus dialectique permanent (Swyngedouw & Heynen, 2003), dans lequel les transformations sociales affectent le flux matériel de l'eau et vice versa, produisant de nouveaux arrangements hydro-sociaux dans chaque interaction. Il est important de noter les flèches dans deux directions, qui pour les auteurs indiquent que tous les éléments sont liés, de telle sorte que lorsqu'il y a une modification ou un changement dans l'un d'eux, cela affectera nécessairement les autres (Linton, 2017 ; Linton et Budds, 2014).

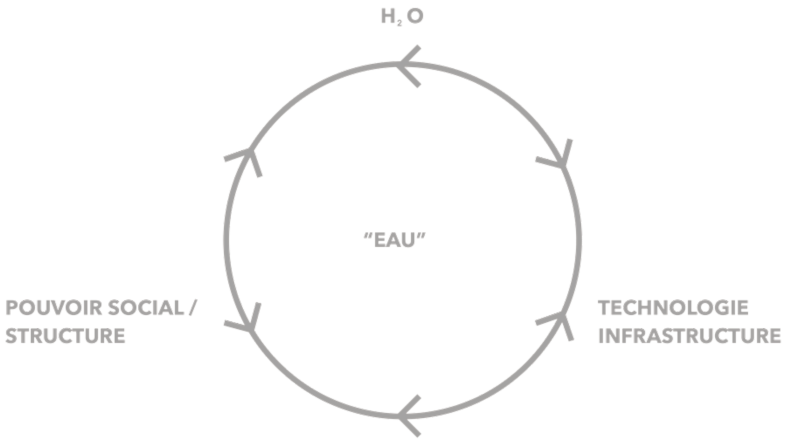


Figure 2 : Le cycle hydro-social
Source : élaboration propre basée sur Linton & Budds (2014)

Ainsi, dans les récits hydro-sociaux, il est nécessaire d'analyser, entre autres, des éléments tels que : la forme dominante de connaissance autour de l'eau, la technologie et les infrastructures de l'eau, les relations de pouvoir social et structures de pouvoir social, les lois et réglementations sur l'eau, les

relations sociales médiatisées, permises ou structurées par l'eau, le « savoir-faire » de l'eau, ou encore l'objet même de sa gestion (Swyngedouw & Heynen, 2003). L'analyse de ces éléments aboutit à l'identité particulière de l'eau. D'un autre côté, l'interaction de ces trois éléments, H_2O, pouvoir social et technologie/infrastructure, ne fonctionnent pas de manière isolée, mais sont ancrées dans de multiples niveaux d'intérêts et de pratiques sociales au niveau local/communal, au niveau de la ville ou d'une région, ou au niveau national ou international, dans des processus descendants et ascendants (Massardier et al., 2016). Du point de vue de la sécurité de l'eau, comme le proposent K. Bakker et C. Morinville (2013), la gouvernance de l'eau doit être comprise comme un processus « adaptatif » dans lequel il existe une coordination sociale qui s'articule à partir de réseaux qui relient les individus, les organisations, les agences et les institutions à de multiples niveaux organisationnels, nichés dans une institutionnalité polycentrique et dans des accords de décision, ainsi que dans un management collaboratif et flexible avec des approches basées sur l'apprentissage (Bakker & Morinville, 2013). Ils ajoutent par ailleurs que ce processus est multi-scalaire et qu'il est nécessaire de placer les relations sociales de pouvoir au centre de la gouvernance. En bref, le cycle hydro-social montre que l'eau ne peut être réduite à une seule définition (l'eau moderne), et pourtant des eaux hybrides se sont produites.

Problématique, hypothèses et objectives de la thèse

À partir des approches exposées précédemment, cette recherche vise à reconstruire la trajectoire d'inclusion précaire aux réseaux socio-technologiques de l'eau courante des habitants dans les territoires périurbains de l'AMSS. Il s'agira d'analyser comment, à travers le temps et l'espace, les habitants ont territorialisé cet espace, s'appropriant le territoire à la fois physiquement et symboliquement, dans le contexte d'une déconnexion continue et durable des services d'eau courante, eux-mêmes liés à la ville formelle de manière hybride et en même temps fragmentée.

Pour ce faire, il est proposé de mobiliser des approches de la *Political Ecology* d'où dérive le concept de cycle hydro-social comme outil d'analyse étant entendu que, dans une société inégale comme celle du Salvador, le conflit sera au centre des relations hydro-sociales. Ainsi, les conflits pour l'accès à l'eau courante ont pour toile de fond l'accès à la terre et à ses ressources et pourtant cette thèse fait appel aussi au concepts provenant de la *Ecología Política Latinoamericana* et son intérêt pour la « defensa del territorio ». Du cote de la géographie politique et social et l'urbanisme, on analyse l'accès à la ville et à ses services comme un processus inachevé qui conduit à la nécessaire reconnaissance que nous sommes confrontés à une gouvernance défaillante de l'eau. Cette trajectoire met en évidence l'importance d'une gouvernance locale et adaptative de l'eau, qui en partant « par le bas » s'inscrit dans des dynamiques multi-échelles.

Pourtant en croisant tous ces éléments (eau, rapports de pouvoir sociaux, infrastructures et technologies, croissance urbaine) dans les territoires périurbains de l'AMSS, cette thèse a pour ambition

de révéler des représentations spécifiques de l'eau dans ces territoires et ainsi proposer des alternatives à la gestion traditionnelle de cette ressource.

En somme, la problématique à analyser peut-être condensée dans la question suivante :*Comment les personnes vivant dans des conditions précaires dans les territoires périurbains de l'Aire Métropolitain de San Salvador (AMSS), accèdent-ils à l'eau au quotidien ?* Cette question conduit à formuler deux hypothèses de travail :

1. *Dans les quartiers précaires des territoires périurbains de l'AMSS, l'eau moderne (Linton, 2017), l'eau réduite á un ressource mesurée et distribuée par un réseaux conventionnel, coexiste avec des eaux hybrides, marquées par des relations sociales, historiques et écologiques locales.*

2. *Ces quartiers ne sont pas exclus du réseaux conventionnel de l'eau, mais inclus des formes précaires. Cette inclusion précaire (Haesbaert, 2013) est le fruit des trajectoires de longue durée et se produit dans un contexte de déconnexion durable (Jaglin, 2010), et des conflits*

L'objectif principal de la thèse peut donc se résumer de la manière suivante :

Analyser la gestion de l'eau courante par le bas dans le quartiers précaires des territoires périurbains de l'AMSS en s'inscrivant dans le cadre théorique de la Géographie politique et social et de l'urbanisme, en mobilisant des approches de la Political Ecology et l'Ecología Política Latinoamericana.

Pour mener cette recherche, un cas d'étude a été sélectionné, lequel est décrit ci-dessous à travers quatre questions.

Dans quels territoires périurbains, la gestion de l'eau courante sera-t-elle analysée « par le bas » ?

Le terrain d'étude est le territoire périurbain de Montréal, au nord de l'AMSS. Un ensemble de 31 quartiers précaires habités par environ 30 000 personnes et qui ont commencé à se former à la fin des années 1940. Montréal s'inscrit dans un contexte plus large d'expansion urbaine le long de l'axe nord qui relie l'AMSS à des territoires où existe une précieuse réserve de ressources en eau, mais sur laquelle l'expansion de la ville elle-même exerce une pression énorme. Dans l'axe nord, l'introduction d'importantes infrastructures routières et énergétiques depuis les années 1990 a transformé les terres rurales en terres urbaines, accueillant des usages aussi variés que des logements pour les classes moyennes, des complexes commerciaux et des zones industrielles. Cette expansion urbaine exerce une forte pression sur les ressources en eau, sur les terres et les forêts, pression qui gagne du terrain aux portes de Montréal.

En outre, une approche croisée sera faite en considérant aussi l'expansion urbaine sur l'axe sud, où, depuis les années 2000, se déplacent des populations à fort pouvoir d'achat et où se développent des complexes résidentiels exclusifs fermés, ainsi qu'une série d'équipements complémentaires tels que des centres commerciaux, des complexes éducatifs ou des clubs proposant différentes aménités. Ces nouveaux développements exercent une forte pression sur le territoire et ses ressources, affectant notamment l'abondante réserve forestière de la région. Contrairement aux territoires de l'axe nord, cette zone n'a pas de grandes réserves d'eau, c'est pourquoi, pour favoriser les développements immobiliers, le projet d'adduction d'eau nommé *Proyecto de mejoramiento del sistema de abastecimiento de agua potable del sureste de San Tecla, sureste de Antiguo Cuscatlán, Nuevo Cuscatlán, Zaragoza y San José Villanueva, Departamento de La Libertad* (en français Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau potable du sud-est de San Tecla, du sud-est d'Antiguo Cuscatlán, de Nuevo Cuscatlán, de Zaragoza et de San José Villanueva, dans le département de La Libertad) connu également sous le nom de FIHIDRO (voir chapitre 4) a été mis en œuvre à travers un partenariat public-privé, ce qui a facilité l'expansion urbaine, mais il n'a pas nécessairement amélioré l'accès à la ressource pour les populations déjà sur place. Bien que on n'ait pas pu conduire une étude de cas approfondie sur cet axe, nous mobiliserons certaines dynamiques générales des processus d'expansion dans la municipalité de Nuevo Cuscatlán pour analyser les conflits pour l'accès à l'eau dans les espaces périurbains et pour relever des similitudes et des différences avec l'expansion dans l'axe nord et le cas de Montréal.

Quels sont les acteurs impliqués dans cette gestion et quelles sont leurs structures sociales et géométries de pouvoir?[10]

Cette recherche se concentre sur les habitants de Montréal comme acteurs principaux, cependant, leur trajectoire ne peut être comprise sans référence à d'autres acteurs fondamentaux de la gestion de l'eau à l'échelle locale qui peuvent être regroupés en quatre grandes catégories : 1. Les différents niveaux de pouvoirs publics : gouvernement, collectivités locales, en passant par les ministères ou les opérateurs des eaux ; 2. Diverses organisations opérant dans les territoires analysés, des églises aux ONG, et une série d'organisations de quartier telles que les conseils locaux des eaux ou les associations de quartier ; 3. Une autre série d'organisations externes qui influencent les processus locaux comme les organisations de coopération (nationales et internationales), mais aussi les entreprises privées ; 4. Des acteurs divers tels que des gangs ou des mouvements de masse, qui, à des périodes spécifiques, provoquent un fort impact sur les territoires analysés. Il est important de souligner que tous ces acteurs opèrent à différents niveaux de gouvernance de l'eau.

Dans quel espace-temps de l'expansion urbaine, la trajectoire particulière d'inclusion précaire dans ces espaces périurbains s'est-elle développée ?

[10] Dans ce cas, les relations sociales de pouvoir dérivent du concept même du cycle hydrosocial où chaque instance dans la production d'une forme particulière d'eau est considérée comme le produit de structures sociales spécifiques et de géométries de pouvoir.

La trajectoire hydro-sociale de Montréal se construit à partir des années 1940, lorsque les premiers habitants sont arrivés sur le territoire. Dans cette recherche, plus de 80 ans de territorialisation de cet espace périurbain au nord de l'AMSS ont été reconstitués. Cependant, il est important d'indiquer que c'est depuis 1990 que l'on observe des changements accélérés dans la zone, qui ont augmenté les conflits autour de l'eau et c'est donc à cette période qu'une plus grande attention est accordée. Cette trajectoire est liée aux processus d'expansion sur les axes nord et sud de l'AMSS, qui se sont également accélérés depuis les années 1990.

Quels outils d'analyse ont été utilisés et comment ?

Pour mener à bien cette recherche, une série d'entretiens qualitatifs, des focus groupes et des visites de terrain se sont effectuées. Ces données ont été complétées par une recherche documentaire dans des archives institutionnelles et la récupération d'information provenant des journaux indépendants intéressés dans le sujet de l'eau et la dégradation environnementale. Pour plus de détails, se reporter au chapitre 1 / 1.5 qui traite de la méthodologie de la recherche.

Organisation de la thèse

Cette thèse est organisée en deux parties. Dans la *première partie*, le cadre thématique, théorique et méthodologique de la recherche est développé, en parcourant les sujets les plus pertinents en termes de gestion et de gouvernance de l'eau depuis une vision ample de la région latinoaméricaine et centroaméricaine jusqu'au contexte salvadorien. Cette première partie permet d'observer tout d'abord quelles sont les questions relatives à l'eau auxquelles une plus grande attention est accordée au niveau régional et local. Elle permet aussi de déterminer en même temps à quel niveau les points de vue d'en bas sont pris en compte dans les discussions sur la gestion et la gouvernance de l'eau.

Partant de l'oxymore selon lequel dans la région latinoaméricaine il y a pénurie au milieu de l'abondance de l'eau, le *chapitre 1* fait le tour des questions les plus pertinentes en matière de gestion de l'eau et de gouvernance dans la région. En commençant par un voyage entre croissance urbaine et accès à l'eau courante, une description est faite des modèles de gouvernance de l'eau qui ont été introduits dans la région tout au long du XXe siècle jusqu'aujourd'hui ; une attention particulière est accordée à la GIRE, modèle implémenté dès les années 1990. Le chapitre rend compte de la diversité des questions liées à l'eau qui sont analysées au niveau régional : de la privatisation de l'eau à Buenos Aires à la gestion communautaire de l'eau au Mexique ; des guerres de l'eau en Bolivie à la gestion de bassins partagés d'impact mondial comme le bassin du fleuve Amazone. Ce qui est clair, c'est que selon que l'eau est considérée comme un bien public, une marchandise ou un bien communautaire, le type de gestion qui prévaudra sera différent, ce qui complique finalement la « bonne gouvernance » de l'eau au niveau régional.

Le *chapitre 2* se concentre sur la région de l'Amérique centrale où, depuis les années 1990, les conflits liés à l'eau se sont considérablement accrus. Cette augmentation n'est pas une coïncidence et à de profondes racines historiques dans les modèles de développement et les formes d'appropriation du territoire, qui ont concentré la ressource entre très peu de mains et qui se prêtent à de nouveaux formats de thésaurisation liés à la reprimarisation des économies régionales. Nous analyserons aussi la forme particulière que prennent les villes devenues des régions urbaines sur des territoires relativement réduits. Les sujets de préoccupation en matière de gestion de l'eau en Amérique centrale sont souvent attachés à l'expansion urbaine, aux mégaprojets d'infrastructures et à l'extractivisme, par exemple dans le cas de l'exploitation minière, mais aussi aux migrations liées au changement climatique et aux protestations de plus en plus fréquentes des mouvements sociaux qui exigent la reconnaissance du droit humain à l'eau.

Le *chapitre 3* se concentrera sur la gestion et la gouvernance de l'eau au Salvador, en contextualisant le fait que le pays traverse une crise de l'eau. Cette crise sera analysée d'un point de vue juridique et socio-économique, en soulignant les déséquilibres territoriaux du pays pour signaler qu'au centre des conflits se trouve l'accès à la terre et à ses ressources. Dans ce cas, il est établi que nous ne pouvons parler uniquement d'une crise hydrique, en mettant l'accent sur des questions telles que la qualité de l'eau ou la rareté de l'eau comme des phénomènes isolés, mais qu'il est plutôt nécessaire de parler d'une crise hydro-sociale dans laquelle sont prises en compte également des dynamiques sociales et des géométries de pouvoir qui influent sur cette crise.

La mobilisation de toute cette littérature a permis de constater que la gouvernance de l'eau par le bas est un sujet encore peu exploré dans le cas du Salvador, et que, bien qu'il existe une littérature sur le sujet en Amérique latine et même en Amérique centrale, elle est étroitement liée aux enjeux dictés par un agenda régional ou mondial. Au milieu de ce panorama, sauver les trajectoires d'inclusion précaire dans les réseaux socio-technologiques de l'eau, en mettant en évidence leurs possibles contributions à la gouvernance de l'eau, devient nécessaire.

La *deuxième partie* de cette thèse approfondit le contexte salvadorien de l'eau, montrant la relation entre les transformations territoriales des espaces périurbains et l'augmentation des conflits autour de l'eau dans ces territoires. En même temps, ces transformations se superposent à la trajectoire d'inclusion précaire des habitants des espaces périurbains au long des axes d'expansion de l'AMSS. De cette manière, on cherche à démontrer comment la gestion de l'eau par le bas présente des éléments précieux pour contribuer à la gouvernance de l'eau dans l'aire métropolitaine de San Salvador en particulier, mais aussi dans les contextes périurbains au niveau régional.

Le *chapitre 4* revient sur l'expansion urbaine qui s'est opérée le long des axes nord et sud de l'AMSS, en définissant le type d'espaces périurbains qui se forment dans chacun de ces axes et en

montrant en même temps les caractéristiques des ressources en eau dans chacun de ces territoires, pour enfin décrire les scénarios de conflits qui se dessinent autour desdites ressources.

Le *chapitre 5* explore la trajectoire de l'inclusion précaire du quartier de Montréal dans les réseaux socio-technologiques d'eau courante de l'AMSS, depuis le début de la construction des logements en 1940 jusqu'à nos jours. Ce parcours permet non seulement de mettre en évidence la relation entre les habitants, le territoire et l'eau, mais aussi de décrire les relations de pouvoir social qui se développent à chacune des époques et qui facilitent une gestion multi-niveaux de l'eau dans cet espace périurbain.

Le *chapitre 6* approfondit les territoires de l'eau de Montréal et décrit plus en détail les réseaux d'infrastructures d'eau courante ainsi que les mécanismes utilisés par les habitants pour accéder à la ressource. Ce chapitre présente, pour différents moments de l'histoire hydro-sociale de Montréal, une série de cycles hydro-sociaux qui permettent d'analyser la relation entre l'eau, le pouvoir social et les infrastructures de la zone. Le schéma d'analyse proposé est inspiré des approches de J. Linton & J. Budds (2014), brièvement décrites dans cette introduction.

Dans ce chapitre, une comparaison est faite entre la situation des territoires périurbains au nord (Montréal) de l'AMSS et ceux situés au sud (Nuevo Cuscatlán). Cette comparaison se concentre sur les grandes tendances observées dans les deux territoires en matière de gestion et de gouvernance de l'eau par le bas. Comme nous l'avons précisé, il n'a pas été possible de suivre en profondeur la trajectoire d'inclusion précaire d'une des communautés ou d'un ensemble de communautés à Nuevo Cuscatlán. Cependant, l'analyse de cet espace peut être proposée comme un projet futur qui permettra une comparaison plus détaillée avec Montréal et pourra confirmer (ou non) des tendances et les conclusions les plus notables du cas montréalais.

Finalement, les *conclusions générales* de cette recherche reviendront sur la trajectoire d'inclusion précaire dans les réseaux socio-technologiques d'eau courante de l'AMSS, s'appuyant sur la reconstruction des différents cycles hydro-sociaux pour le cas de Montréal et des lectures générales dans le cas de Nuevo Cuscatlán. L'objectif est que des leçons puissent être tirées de la gestion de l'eau par le bas pour les processus de gouvernance de l'eau au Salvador, ainsi que des contributions à des réflexions plus générales à la gouvernance de l'eau dans la région.

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION À LA PREMIÈRE PARTIE

Dans cette première partie, les cadres conceptuels et méthodologiques de cette recherche sont décrits. L'objectif de cette thèse est d'analyser la gestion de l'eau par le bas dans les quartiers précaires des territoires périurbains de l'AMSS, dans le but de faire ressortir de cette analyse des éléments pouvant contribuer à la gouvernance de l'eau dans le contexte salvadorien, mais aussi dans la région centraméricaine. Cependant, avant d'aborder le contexte salvadorien, cette première partie examine les questions les plus pertinentes de gestion et de gouvernance de l'eau dans la région latinoaméricaine en général et centraméricaine en particulier, dans le but de présenter les processus et problèmes en relation à l'eau qui peuvent contextualiser la recherche. De même, il s'agit d'identifier les aspects moins abordés par la littérature, qui d'une part renforcent l'intérêt de cette thèse, et d'autre part montrent des axes de recherche futurs.

En s'appuyant sur les analyses de la gestion de l'eau courante en Amérique latine, Amérique centrale et au Salvador, l'approche s'inscrit pour partie dans le courant de la *political ecology* et l'écologie politique latinoaméricaine (EPL), qui ont développé des outils conceptuels et méthodologiques particulièrement pertinents pour étudier les relations complexes entre sociétés et environnements. En parallèle, on s'appuiera sur les études urbaines pour analyser les processus d'expansion urbaine et les spécificités des espaces périurbains. L'objectif est de comprendre comment ces dynamiques influencent la gestion de l'eau courante par le bas dans les espaces périurbains, étant donné qu'ils sont des espaces où se manifestent plusieurs conflits pour l'eau, et d'identifier les stratégies mises en œuvre par les populations locales pour garantir un accès à l'eau.

Cette première partie est composée de trois chapitres. Le *Chapitre 1* analyse la relation entre croissance urbaine et gestion de l'eau dans le contexte latinoaméricain, un territoire caractérisé par la rareté au milieu de l'abondance (Maden Libra & Pérez Urdiales, 2022). Premièrement, la question de la croissance des villes est abordée en mettant l'accent sur les processus d'urbanisation accélérée qui, depuis les années 1950, ont accru la pression pour gérer l'approvisionnement en eau courante dans les zones urbaines et périurbains. Les espaces périurbains latinoaméricains constituent en effet des espaces d'accueil d'une population urbaine en croissance, souvent confrontée à des difficultés d'accès au foncier formel. Face à cette situation, de nombreux habitants procèdent à l'autoconstruction de leurs logements et à l'autogestion des services de base, développant ainsi des formes d'organisation sociale originales et

adaptées à leurs besoins. Ces dynamiques, tout en témoignant de la résilience des populations, mettent également en évidence les inégalités et les vulnérabilités qui caractérisent ces territoires (Portes, 1989 ; Portes, 1971). Cette expansion, qui s'opère parallèlement à la mise en place des institutions en charge de la gestion des services urbains d'eau courante, montre comment l'eau est passée du statut de bien géré publiquement à celui de marchandise (Fournier, 2010). D'autre part, ce premier chapitre fait référence aux visions qui, d'en haut, influencent les processus de gouvernance de l'eau dans la région et à la manière dont ces visions sont en même temps remises en question par les processus venus d'en bas. En particulier, l'introduction de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est analysée comme un modèle promu par les organisations internationales et qui constitue pour certains auteurs une nouvelle forme de colonisation (Trottier, 2012), montrant d'autre part comment les visions régionales s'opposent, entre celles qui sont en faveur (Guevara Pérez, 2018) et celles qui sont contre (French, 2016) son adoption. Enfin, dans cette approche entre urbanisme et géographie, se posent des questions régionales majeures qui ont au centre des conflits autour de l'eau et qui, d'une certaine manière, dominent les discussions sur la gestion de l'eau en Amérique latine.

Le *Chapitre 2* se penche sur la gestion de l'eau dans la région centraméricaine. Comme cela a été fait dans le contexte latinoaméricain, ce chapitre examine brièvement les phénomènes associés à l'expansion urbaine au niveau régional et leur relation avec l'augmentation des conflits autour de l'eau. Partant toujours de l'affirmation selon laquelle il y a pénurie au milieu de l'abondance, dans le cas de l'Amérique centrale, l'accent est mis sur la configuration particulière des territoires nationaux dans lesquels on observe de vastes systèmes urbains, voire des régions métropolitaines, au sein de petits (en superficie) pays. L'expansion urbaine génère des tensions entre territoires urbains, périurbains et ruraux qui sont en partie à l'origine de la multiplication des conflits autour de l'eau observés dans la région depuis les années 2000. De même, dans la région, l'élan donné à la mise en œuvre de la GIRE est remarquable, dû dans une large mesure aux engagements pris au niveau régional à partir des programmes d'ajustement structurel des années 1990, qui ont favorisé la privatisation des services urbains, y compris ceux de l'eau. Cependant, les bénéfices de cette gestion intégrée de l'eau n'est pas si évidente face aux problèmes de plus en plus pressants liés au changement climatique, auxquels s'ajoutent une série de néo-extractivismes (mines, tourisme, grandes infrastructures, agro-industrie, etc.) qui impactent fortement les populations locales.

En parallèle, les mobilisations sociales autour des enjeux environnementaux se multiplient, s'enracinant dans une longue tradition de luttes sociales dans la région (notamment pendant les années 1970 et 1980, dans le contexte des conflits armés au Guatemala, au Nicaragua et au Salvador). Ainsi, l'Amérique centrale voit comment la population civile s'organise autour de la question environnementale, dans un contexte de plus en plus autoritaire et au milieu d'une répression et d'une criminalisation constantes des défenseurs de l'environnement. Il est essentiel de documenter la mémoire

des habitants et des mouvements sociaux d'Amérique centrale, en soulignant les liens étroits qui unissent les luttes pour la terre, la question du logement et des services et, de manière croissante, l'accès à l'eau. Ces luttes interdépendantes ont façonné les histoires de nombreuses communautés et ont eu des répercussions durables, comme en témoignent les efforts actuels de nombreux habitants pour assurer l'accès à l'eau courante dans leurs régions. Un autre élément clé pour documenter les processus en cours dans la région réside dans la collaboration entre habitants, chercheurs et journalistes. Ces réseaux, en constante évolution, favorisent la production de connaissances et de récits qui contribuent à une meilleure compréhension des enjeux locaux et à leur rendre visibles. Ces collaborations permettent de tisser des réseaux de solidarité et de co-construction des savoirs. Les concepts issus de l'écologie politique latino-américaine et l'analyse des territoires hydro-sociaux offrent un cadre théorique précieux pour approfondir ces recherches.

Enfin, le *Chapitre 3* se concentre sur l'échelle nationale, en analysant le contexte spécifique du Salvador, où la tension entre rareté et abondance de l'eau est particulièrement aiguë. Dans un pays à forte densité de population où l'accès à la terre est un enjeu crucial, les conflits autour de l'eau se multiplient, notamment dans les espaces périurbains. Ces territoires, en constante évolution, sont le théâtre de dynamiques complexes qui exacerbent les tensions liées à la gestion de cette ressource vitale. Si la gestion de l'eau au Salvador est un enjeu majeur dans tout le pays, les territoires périurbains se distinguent comme des zones particulièrement conflictuelles. Des études récentes, notamment celles de L. Vega (2020a ; 2020b), mettent en évidence les liens entre les conflits autour de l'eau, l'expansion urbaine et les processus d'accumulation par dépossession. Ces dynamiques sont souvent liées à des investissements immobiliers à grande échelle et à des pratiques extractives qui mettent en péril les ressources en eau. Restant l'analyse de la gestion de l'eau par le bas, depuis la géographie et l'urbanisme, un sujet à approfondir, en s'intéressant aux trajectoires d'inclusion précaire aux services urbains d'eau courante dans les territoires périurbains de l'AMSS. Par ailleurs, Alvarado Batres et al. (2022) soulignent l'impact de ces activités sur la qualité des eaux souterraines et de surface, aggravant ainsi les tensions autour de l'accès à une ressource vitale. Dans ce contexte, on constate qu'au-delà d'une crise hydrique, dans le Salvador on a plutôt une crise hydro-social.

CHAPITRE 1.
L'EAU EN AMÉRIQUE LATINE : PÉNURIE AU MILIEU DE L'ABONDANCE

L'Amérique latine est reconnu comme la région du monde possédant la plus grande quantité de ressources en eau. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la région se caractérise par le fait qu'elle abrite près d'un tiers des ressources en eau mondiales. Elle est également considérée comme l'une des régions les plus inégalitaires de la planète avec 166 millions de personnes qui ne disposent toujours pas de services d'eau correctement gérés et sécurisés[11]. Ces mêmes ressources, qualifiées d'abondantes, ont été à la base de processus historiques d'exclusion et de revendications sociales des populations les plus défavorisées (Lavigne Delville & Léonard, 2014). Alors que le grand avantage comparatif actuel de la région réside dans sa capacité à exporter sa propre nature (Chartier & Löwy, 2013), diverses communautés entreprennent de longs trajets pour accéder à l'eau courante et aux services d'assainissement dans un contexte où l'eau est devenue l'une des ressources stratégiques à maîtriser (Ornelas, 2003). Pour illustrer cette abondance, le Tableau 2 montre les volumes théoriques disponibles par habitant et par an dans différentes parties du monde, démontrant que l'Amérique latine est de très loin la région possédant les plus grandes ressources en eau au monde.

Région	Mètres cubes par habitant par an
Amérique du Nord	15,678
Asie de l'Est et Pacifique	4,268
Europe et Asie centrale	11,282
Amérique latine et Caraïbes	22,342
Moyen-Orient et Afrique du Nord	604
Asie du Sud	1,106
Afrique subsaharienne	3,699

Tableau 2 : Ressources internes annuelles renouvelables en eau douce par région
Source : Propre élaboration basée sur Madden Libra et al. (2022)

S'il est vrai que tant les gouvernements nationaux que les organisations internationales et les agences de coopération indiquent qu'au niveau régional en l'Amérique latine, des progrès significatifs

[11] https://www.cepal.org/es/subtemas/recursos-hidricos#

ont été réalisés dans l'extension des infrastructures d'eau en milieu urbain, avec une couverture de 96% pour les services d'eau courante (BID, 2018), cette couverture dite « améliorée » ne garantit pas l'accès aux services d'eau courante en quantité et en qualité pour de larges franges de la population. En effet, la Banque Interaméricaine de Développement indique que l'accès à l'eau courante sécurisée en 2017 n'était que de 74 %, démontrant la nécessité d'agir au-delà du raccordement installé, dans la qualité et quantité du service (Paltán et al., 2020).

Même si l'Amérique latine dispose de ressources en eau abondantes, elle est donc également touchée par la rareté. La demande croissante en eau pour la consommation humaine épuise les ressources de la région : 35 % de la population vit dans des zones où les extractions dépassent 20 % de la disponibilité totale, mettant en danger la durabilité des écosystèmes et la qualité de vie, notamment dans les zones urbaines (Madden Libra et al., 2022). D'un autre côté, la répartition irrégulière de l'eau dans le temps et dans l'espace accroît la vulnérabilité de la région à la pénurie d'eau. Les sous-régions du Mexique, de l'Amérique centrale et des Caraïbes constituent un exemple clair de cette situation, où tant les sécheresses que les inondations sont des événements récurrents qui affectent la population et les écosystèmes, exposant plus de 60 % de la population régionale à un risque hydrique important, avec des conséquences potentiellement graves sur la santé et le bien-être (ibid.).

1.1 Défis complexes et multiformes de la gestion et gouvernance de l'eau

Face au paradoxe de la rareté de l'eau au sein d'une région riche en ressources hydriques, la question de sa gestion et de sa gouvernance est devenue centrale pour les acteurs publics, privés et de la société civile. Pendant que la gestion de l'eau se réfère aux actions concrètes mises en œuvre pour utiliser, protéger et développer les ressources en eau. Il s'agit des activités opérationnelles qui permettent de collecter, traiter, distribuer, évacuer où protéger les ressources en eau. La gouvernance de l'eau, quant à elle, concerne le cadre institutionnel, politique et social dans lequel s'inscrit la gestion de l'eau. Elle englobe l'ensemble des règles, des mécanismes de décision, des acteurs et des interactions qui rendent possible définir les objectives de la gestion, allouer les ressources financières, répartir les responsabilités entre acteurs voire les gouvernement, entreprises ou citoyens, résoudre les conflits d'usage et évaluer les politiques mises en œuvre.

Depuis la reconnaissance du droit humain à l'eau en 2010 et l'adoption des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en 2000, puis des Objectifs de développement durable (ODD) en 2015, les enjeux liés à l'eau ont pris une dimension politique majeure. Cependant, la mise en œuvre de ces engagements se heurte à des défis considérables, notamment en raison de la multiplication des conflits autour de l'accès à cette ressource vitale (Colmenárez, 2020). La perception de l'eau est plurielle

et influence profondément les approches de sa gestion et de sa gouvernance. Considérée tantôt comme une ressource à optimiser (vision économique), tantôt comme un bien commun à préserver (vision sociale), l'eau est au cœur de débats complexes. Ces débats sont encore enrichis par les multiples dimensions de cette ressource : 1. Une dimension économique qui souligne les coûts de sa gestion, de sa distribution et de sa traitement; 2. Une dimension environnementale qui met en avant son rôle essentiel dans les écosystèmes et la nécessité de la préserver pour les générations futures; 3. Une dimension sociale qui souligne son caractère vital pour les êtres humains et les inégalités d'accès; et 4. Une dimension symbolique qui reflète la diversité des cultures et des représentations liées à l'eau. Cette multiplicité des perspectives rend la gestion de l'eau particulièrement complexe, car elle nécessite de concilier des intérêts souvent divergents (Linton, 2017 ; Hugon, 2007).

L'histoire de la gestion et de la gouvernance de l'eau en Amérique latine est marquée par une évolution complexe. Initialement, au XIXe siècle, la gestion de l'eau était souvent décentralisée et assurée par divers acteurs locaux. Au début du XXe siècle, les États ont progressivement affirmé leur autorité sur cette ressource, centralisant les décisions et les investissements. Ce modèle étatique dominant a perduré jusqu'aux années 1980. Depuis les années 1980, on observe une tendance à la libéralisation des services de l'eau, avec une participation accrue du secteur privé. L'État, tout en conservant un rôle de régulateur, s'est progressivement retiré de la gestion directe. Cette évolution a été motivée par des politiques d'ajustement structurel et par la croyance en l'efficacité du secteur privé. Cependant, cette privatisation a suscité de nombreuses critiques, notamment en raison des inégalités d'accès à l'eau qu'elle a parfois engendrées (Castro & Lacabana, 2005).

Si on place l'analyse du point de vue des priorités des gouvernements de la région, on constate que depuis le début du XXe siècle, les investissements dans les grandes infrastructures se sont distingués, notamment pour la production d'énergie et le secteur de l'agro-exportation. Ces priorités ne changent pas au tournant du XXIe siècle ; au contraire, poussée par la reprimarisation[12] des économies régionales (Svampa, 2023), la région connaît une augmentation des investissements étrangers dans les infrastructures hydrauliques, par exemple les investissements chinois qui ont augmenté depuis 2016[13] s'étendent à l'ensemble de la région, en se concentrant, entre autres, sur la construction d'infrastructures pour la production hydroélectrique et les projets miniers (López & Zaizar, 2020 ; Thomas, 2018). Ces

[12] Le néo-extractivisme contemporain, est caractérisé comme un modèle de développement fondé sur la surexploitation de ressources naturelles de plus en plus rares (dont beaucoup sont non renouvelables) et l'extension des frontières d'exploitation vers des territoires auparavant considérés comme improductifs pour le capital. Ce modèle implique une reprimarisation des économies où ces ressources sont extraites, qui exportent des matières premières telles que les hydrocarbures (gaz et pétrole), les métaux et les minéraux (cuivre, or, argent, zinc, entre autres) et des produits agro-industriels (soja, huile de palme, ananas, canne à sucre) (Svampa, 2022).

[13] Les investissements chinois en Amérique latine sont les troisièmes investissements internationaux directs en importance, après les États-Unis et l'Europe, représentant plus de 6,5 % des Investissements directs étrangers (IDE) par an depuis 2016, notammement dans la construction des infrastructures des transports, l'hydroélectricité et les ressources minérales (López & Zaizar, 2020).

grands investissements sont justifiés au nom du développement et du progrès, discours largement diffusé depuis la fin du XIXe siècle avec la consolidation des États nationaux, et plus récemment, étroitement lié au débat régional sur la privatisation de la ressource (Langlois, 2014). Parallèlement à ces investissements, les agences de coopération internationale et les institutions financières ont activement soutenu les politiques de privatisation des ressources naturelles en l'Amérique latine. Ces initiatives, souvent présentées comme des leviers pour le développement durable et la lutte contre la pauvreté, ont bénéficié d'un discours dominant axé sur l'efficacité et la rentabilité des marchés. Or, de nombreuses études, dont celle de F. De Alba et K. Kloster (2007), ont montré que les ressources allouées à ces projets ont fréquemment été détournées à des fins politiques, aggravant ainsi les inégalités sociales et spatiales. Cette situation a mis en évidence les limites d'un modèle de développement centré sur la privatisation et a suscité de vives critiques quant à l'efficacité réelle de ces politiques.

Les débats sur la gestion de l'eau en l'Amérique latine sont complexes et multidimensionnels. Ils portent notamment sur les conflits d'usage entre les différents secteurs (agriculture, industrie, consommation domestique) et les inégalités d'accès à l'eau courante. La croissance urbaine, associée à une demande croissante en eau, exacerbe ces tensions, notamment lorsque les ressources en eau sont soumises à une pression excessive et que les transferts d'eau entre régions génèrent des conflits. Hommes et al. (2020) discutent la manière dont les arrangements politico-matériels qui garantissent l'écoulement de l'eau des territoires ruraux vers les territoires urbains sont constitués à San Luis Potosí et à Lima, où « les infrastructures conventionnelles d'approvisionnement en eau (par exemple barrages, tunnels, canaux) ont généralement favorisé l'approvisionnement urbain comme un projet de modernité centré sur la ville » (ibid., p. 15), selon une perspective qui prive les communautés rurales de leur capacité d'agir les considérant uniquement comme bénéficiaires des politiques extérieures. On part du principe que les habitants des zones rurales (stéréotypés comme étant à la traîne) permettront aux autres de décider à leur place, sans exiger une participation plus équitable des processus de développement. D'un autre côté, toujours au Pérou, E. Mesclier et al. (2016) montrent comment la fourniture d'infrastructures d'eau et d'assainissement dans la ville de Lima n'arrive pas à suivre le rythme de la croissance urbaine, au détriment de la majorité de la population la plus démunie. Cependant, cette dualité entre une ville des riches et une ville des pauvres en matière d'infrastructures hydrauliques cache des réalités moins étudiées qui amènent à s'interroger sur les mécanismes concrets d'exclusion et d'inclusion, tant dans l'usage de l'eau que dans la participation à la prise de décisions.

Un autre débat important surgit autour de la question de savoir qui possède l'eau et qui a le droit de l'utiliser. Dans le cas des eaux nationales, les États exercent normalement leur propriété et décident de leurs utilisations ; cependant, la propriété et l'utilisation deviennent plus complexes lorsque

les ressources sont partagées, comme c'est le cas pour les bassins transfrontaliers. L'exemple le plus connu et qui a de vastes implications régionales est le cas du bassin du fleuve Amazone, dans lequel les questions liées à la gestion de l'eau convergent dans une perspective mondiale. En ce sens, la mondialisation de l'eau suscite de vives discussions autour de l'Amazonie, un territoire qui pour certains est une source de ressources naturelles appartenant à l'humanité et pour d'autres fait partie des ressources de chacun des neuf États-nations qui partagent ce bassin. F. Roca Alcázar (2019) analyse le problème de l'eau dans ce vaste territoire et identifie trois problèmes liés à sa gestion : la déforestation, la pollution et les grands projets d'infrastructures. Pour O. Dagicour (2020), l'analyse géopolitique du territoire amazonien a comme point de départ la relation entre les ressources naturelles stratégiques pour les États nationaux qui partagent le bassin, et les dimensions que prennent ces mêmes ressources sur les enjeux environnementaux globaux. Tandis qu'en approfondissant la discussion, P. Cadalen (2020), suggère que l'Amazonie comme étude de cas permet d'aborder le concept de biens communs environnementaux, qui ne se réduisent pas aux catégories du global ou du local et qui nourrissent l'éco-politique et les dynamiques du pouvoir concernant le bassin versant.

À une autre échelle, cette même discussion s'observe dans les contextes urbains avec la privatisation de plus en plus fréquente des services d'eau courante. C'est le cas de l'Argentine dans les années 1990, où la moitié des provinces, ainsi que *l'Área Metropolitana de Buenos Aires* (AMBA, en français Aire métropolitaine de Buenos Aires), ont transféré la fourniture des services d'eau courante et d'assainissement à des capitaux privés, sous forme de concessions. Ce transfert s'effectue vers une série de consortiums contrôlés par d'importantes multinationales mondiales de l'eau. En 1993, l'AMBA a attribué la concession de l'eau à la société *Aguas Argentinas S.A.* (AASA, en français Eaux Argentines), contrôlée par le groupe français Suez. L'offre opportuniste des grandes multinationales de l'eau, exploitant la complaisance du gouvernement argentin, a engendré de multiples violations contractuelles, des ruptures et des renégociations successives qui ont conduit à la révocation de la concession en 2006, après treize années au cours desquelles les plus grands perdants ont été les habitants de l'AMBA (Azpiazu, 2010).

La mise en œuvre de la privatisation des services d'eau métropolitains dans les années 1990 a donné lieu à des expériences variées, quelques-uns qui ont clairement échoué et des autres favorables à plusieurs égards (Coutinho Vargas, 2011). E. Crenzel (2003) met en évidence une expérience négative concernant la concession des services d'eau et d'assainissement de la province de Tucumán à un partenaire du groupe français Veolia en 1995. Cette concession a abouti à une augmentation des tarifs, suscitant une vive opposition de la part des usagers qui ont cessé de payer. Le contrat, d'une durée initiale de trente ans, a été résilié deux ans après sa signature. L'entreprise a par la suite intenté un procès pour rupture abusive de contrat, réclamant 300 millions de dollars. D'une autre perspective, plus

encourageante l'étude de M. Coutinho Vargas (2011) sur le cas de la municipalité de Niterói au Brésil révèle que, malgré son statut de commune privilégiée de l'État de Rio de Janeiro, cette dernière était déficitaire en matière d'approvisionnement en eau courante et d'assainissement dans ses zones en développement. La création de la société *Águas de Niterói* (en français Eaux de Niterói) en 1997 et l'attribution d'une concession à un consortium d'entreprises brésiliennes ont marqué un tournant. Bien que le processus ait connu quelques obstacles, les infrastructures ont été sensiblement améliorées et les tarifs, bien qu'ayant augmenté, ont été acceptés par les usagers avec un faible taux de défaut de paiement.

La rareté de l'eau est un problème récurrent dans le contexte régional paradoxalement au vu de la nature abondante de la ressource. Ce débat conduit nécessairement à la question de l'utilisation efficace et optimale de l'eau. Pour y remédier, les partenariats public-privé sont souvent mis en avant, avec l'idée de réguler l'accès à l'eau via des mécanismes tarifaires. Or, cette approche ne tient pas compte de la complexité de la situation. En effet, dans les zones les plus défavorisées, où les tarifs réglementés sont censés protéger les populations à faible revenu, l'accès à l'eau se fait souvent par des réseaux informels et à des coûts bien supérieurs. La régulation tarifaire ne résout donc pas le problème de l'accès équitable à l'eau courante pour tous (Gupta et al. , 2013). Ce débat a conduit à la promotion de la Gestion Intégrale des Ressources en Eau (GIRE), en tant que modèle de gestion défini comme un processus d'intégration des aspects environnementaux, sociaux et économiques, qui prend en compte la dynamique des systèmes socio-écologiques, favorise la participation de tous les acteurs et repose sur des connaissances scientifiques (Agarwal et al., 2000 ; Gupta et al., 2013). Cependant, pour divers auteurs, la GIRE constitue d'une part une nouvelle manière de coloniser les ressources naturelles (Trottier, 2012), tandis que pour d'autres, son applicabilité pratique n'est pas tout à fait claire (Gupta et al., 2013 ; García, 2008 ; Biswas , 2008). Dans ce contexte, de nouvelles approches de gestion de l'eau émergent. Au-delà des modèles traditionnels, souvent statiques, la gestion adaptative se présente comme une alternative prometteuse. En reconnaissant la complexité et l'évolution constante des systèmes socio-économiques, cette approche privilégie une gouvernance flexible et multi-acteurs. Par ailleurs, la gestion intégrée des ressources (GIR)[14] offre une perspective plus holistique, en considérant les interconnexions entre l'eau et les autres secteurs clés comme l'énergie, l'agriculture et les écosystèmes (Gupta et al., 2013).

[14] Gupta et al. (2013) soulignent que, alors que la GIRE se limite au secteur de l'eau, la GIR adopte une perspective intersectorielle en établissant des liens avec des secteurs tels que l'énergie et l'agriculture. La GIRE correspond à une gestion intégrale des ressources hydriques, tandis que la GIR se définit comme une gestion intégrée d'un ensemble plus large de ressources.

Dans la Figure 3 se montrent les défis stratégiques dans la gouvernance de l'eau selon Gupta et al. (2013).

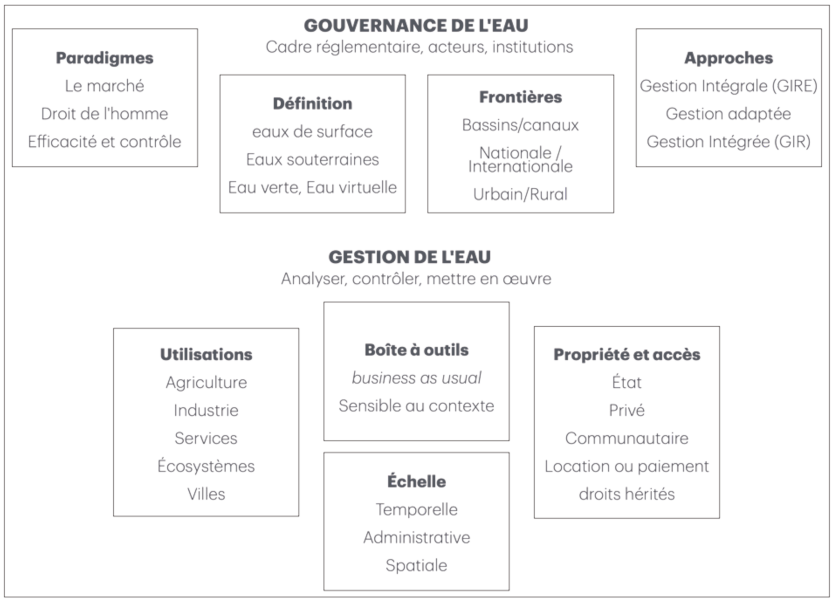


Figure 3 : Défis stratégiques dans la gouvernance de l'eau
Source : élaboration propre selon Gupta et al. (2013)

La gestion de l'eau en l'Amérique latine ne se limite cependant pas aux questions de propriété ou de privatisation. La dimension institutionnelle est également centrale. De nombreuses études (Uribe Arzate & Valdés De Hoyos, 2016 ; Recabarren Santibáñez, 2016 ; Bertazzo, 2015) se penchent sur les cadres juridiques, réglementaires et institutionnels qui régissent l'accès à l'eau et sa gestion. Les tensions entre le droit humain à l'eau et les politiques de privatisation sont particulièrement étudiées (Hatch Kuri et al., 2017 ; Reyes Añorve et coll., 2015), soulignant les implications juridiques et politiques de ces choix. Concernant des études de cas liées à ces thématiques, diverses enquêtes montrent le rôle des politiques publiques et des États dans la gestion et la gouvernance de l'eau, notamment face à la position ambivalente des gouvernements entre la privatisation de la ressource et la garantie de son accès universel, comme le montrent des études de cas en Colombie (Ignacio Bernal, 2019), au Mexique (Tagle Zamora et al., 2016), au Brésil (Yip & Yokoya, 2016), en Argentine (Martínez & de Felippe, 2013) ou au Pérou (Postigo de la Motta , 2006).

Les communautés locales, souvent impliquées dans la gestion de leurs propres ressources en eau, jouent un rôle crucial. Ces communautés sont fréquemment confrontées à des tensions avec les pouvoirs publics et les entreprises privées, soulignant la complexité des enjeux liés à l'accès et à la gestion de l'eau. Le cas bolivien a donné lieu à plusieurs travaux qui analysent le sujet sous différents angles. Tout d'abord, les tensions qui peuvent survenir entre les fournisseurs d'eau municipaux et les agences de l'eau (Audren de Kerdrel & Forget, 2016), mais aussi les tensions et les conflits qui, autour de l'accès

à l'eau et du droit de la gérer, se sont concrétisés au point, dans certains cas, d'affrontements directs comme la « guerre de l'eau ». Il s'agit alors de fournir des éléments d'analyse des pratiques sociales et des nouveaux modèles de régulation, comme le proposent S.A & F.Poupeau (2014), ou d'étudier la réappropriation des espaces urbains, politiques et symboliques par les communautés impliquées (Mathieu Uhel, 2019).

D'autres débats importants autour de la gestion de l'eau portent sur les populations normalement marginalisées des discussions, mais qui sont souvent les plus proches de sa protection et de sa défense, comme les peuples autochtones ou les femmes. Certains auteurs s'intéressent à la gestion de l'eau au sein des communautés de peuples originaires, un sujet abordé sous différents angles au Mexique. Pour certains auteurs, l'accent est mis sur la diversité culturelle et les questions environnementales, comme dans le cas de l'étude sur l'accès à l'eau des peuples du Sonora (Luque et al., 2012). D'autres tentent de définir les relations entre les politiques publiques et la manière de les harmoniser avec la gestion communautaire de l'eau, dans ce qu'on appelle une politique de l'eau à vision interculturelle (Villagómez Velázquez & Gómez Martínez, 2020). Il y a ceux qui entrent dans la discussion sur le paiement des services environnementaux et sur la manière dont cette proposition de financement, liée à la gestion des ressources naturelles, y compris l'eau, affecte positivement ou négativement les communautés natives, et comment la mettre en œuvre en incorporant des visions et des pratiques ancestrales (Torres-Carral, 2006).

Dans le cas des femmes, les études de genre suscitent d'importants débats sur le travail non rémunéré des femmes au foyer et sur la manière dont elles gèrent l'approvisionnement et l'utilisation de l'eau à usage domestique, en démontrant le lien entre genre, institutionnalité et marginalité, comme c'est le cas de l'approvisionnement en eau dans cinq communautés exclues de La Paz en Basse Californie, Mexique (Martínez Valencia & Castorena Davis, 2018). A l'opposé de la femme marginalisée, la figure de la femme autonome et son rôle central dans la défense de l'eau est également étudiée. Toujours au Mexique, le cas du peuple Mazahua et des inondations de Villa de Allende, qui sont à l'origine de la formation de « l'Armée zapatiste des femmes pour la défense de l'eau », en sont un bon exemple. En 2003, le débordement de la rivière Malacatepec a entraîné l'inondation de 300 hectares de terres cultivées appartenant aux paysans mazahuas de la municipalité de Villa de Allende, dans l'État de Mexico. Après avoir sollicité l'aide de différentes autorités pour les pertes subies à la suite de l'inondation et face à l'absence de réponse, les paysans se sont organisés, demandant également la mise en place d'un système d'eau courante, la restitution des terres expropriées par la *Comisión Nacional del Agua* (CNA, en français Commission Nationale de l'Eau) et un plan de développement durable pour la région. Les négociations, menées par les hommes de la communauté, n'ayant pas abouti, les femmes ont décidé de prendre le relais, donnant ainsi naissance à *l'Ejército Zapatista de Mujeres por la Defensa del Agua* (EZMDA, en français Armée Zapatiste des Femmes pour la Défense de l'Eau), inspirée du

mouvement zapatiste du Chiapas. Au cours de ce processus, les demandes initiales se sont transformées en une lutte pour la défense de l'eau et du territoire, permettant aux femmes de devenir des leaders actives au milieu de leur communauté (Gómez-Fuentes, 2009) .

Outre les différentes perspectives d'analyse de la gestion de l'eau détaillées ci-dessus, il existe un sujet qui a suscité une réflexion importante depuis 2020 : la pandémie de COVID-19. Les différents auteurs s'accordent sur le fait que, dans le cas de l'Amérique latine, la pandémie a mis en évidence les énormes inégalités de la région. Certains remettent en question le lien entre les catastrophes (sanitaires) naturelles et les enjeux de prévention de base et de réduction de la vulnérabilité, y compris un accès plus équitable à l'eau (Revet, 2021). D'autres analysent la question des inégalités sociales généralisées dans la région à travers la manière dont l'accès précaire aux services de santé publique et aux infrastructures de base a aggravé la situation des communautés les plus pauvres (Lago & Leboucher, 2021).

Comme on peut le constater, la gestion et la gouvernance de l'eau en l'Amérique latine sont analysées par la littérature scientifique sous différents angles. Toutes ces approches soulignent des défis complexes et multiformes. La diversité des acteurs impliqués, chacun avec ses propres intérêts et perspectives, génère souvent des conflits et des tensions autour de cette ressource vitale. Comme le montre la Figure 3, une compréhension globale de ces questions nécessite la prise en compte d'un large éventail de facteurs interdépendants. Cependant, en dehors de ces grands thèmes régionaux, pour cette recherche, il est nécessaire d'approfondir encore plus ce qui se passe dans les scénarios urbains et périurbains, en particulier dans un contexte de tensions croissantes autour de l'eau.

1.2 Les villes, un réseaux « vorace en consommation d'eau »

La forme que prennent les villes n'est pas neutre, elle dépend d'une combinaison de facteurs incluant des aspects culturels, politiques, sociaux ou technologiques. Des cités antiques basées sur des modèles cosmiques qui proposaient une interprétation de l'univers et des dieux, en passant par les villes modernes, qui ont conçu la ville comme une machine, un environnement pratique et fonctionnel, jusqu'aux villes organiques, où prévaut la vision de la ville comme organisme vivant, les villes sont généralement reconnues comme l'espace humain par excellence (Kostof, 1991). Mais les villes peuvent également être considérées comme des espaces de flux, de mouvements et d'échanges constants médiés par les infrastructures. Ces flux contribuent à la création d'une diversité des paysages infrastructurels, qui agissent comme médiateurs entre la nature, la culture et la production de l'espace urbain. S. Graham et S. Marvin (2001) suggèrent qu'à l'image de la « métropole » qui met en avant les réseaux urbains, il existe d'autres réseaux d'infrastructures qu'ils nomment « l'électropole » ou le réseaux de l'énergie, la « cybercité » ou la ville informatique de la communication électronique, « l'autocité » des paysages routiers motorisés et des technologies associées. Et aussi une « hydropole » de l'eau et des déchets (Graham et Marvin, 2001, p.8). En Amérique latine, les villes en tant qu'espaces de flux se sont

structurées de diverses manières dans des contextes marqués par des processus de colonisation, des révolutions, des dictatures, des démocraties ou des environnements autoritaires, ainsi que par des cadres culturels, politiques et économiques (Talledos Sánchez, 2017).

La gestion des ressources en eau en Amérique latine est passée par au moins trois phases qui influencent profondément la manière dont les villes accèdent à la ressource : une première phase de services non réglementés, une deuxième phase de services publics régulés et une troisième phase de privatisation de ressources (Castro & Lacabana, 2005). J.M. Fournier (2010) le résume en indiquant que l'eau en Amérique latine est passée, tout au long du XXe siècle, du statut de réseau de service public géré principalement par l'État à celui de ressource commercialisée, gérée de manière privée. Ces formats de gestion ont sans aucun doute influencé les processus d'expansion urbaine qui se produisent également tout au long du siècle.

La première des phases décrites précédemment s'est produite tout au long du XIXe siècle, au cours de laquelle les services d'eau n'étaient pas réglementés et un mélange d'acteurs divers intervenaient dans leur gestion : l'État, les municipalités, les populations locales d'agriculteurs et les peuples autochtones dans les territoires autonomes. Ils géraient l'eau à différentes échelles, comme le décrit A. Lauria Santiago (1999). L'auteur souligne pourtant la multiplicité des interactions entre les différents acteurs, en mettant l'accent sur les communautés indigènes et leurs relations politiques complexes avec des acteurs extérieurs. Dans ce contexte, on pourra analyser comment s'est opéré une hybridité dans la gestion de l'eau, dès la fin du XIXe siècle.

Dans la deuxième phase, les changements radicaux dans le régime foncier survenus à la fin du XIXe siècle ont donné lieu non seulement à de nouveaux modèles économiques mais aussi à des processus d'expansion urbaine qui ont nécessité différents formats de gouvernance des ressources naturelles (Ankersen et Ruppert, 2006). Avec la mise en œuvre des réformes libérales, la propriété foncière est concentrée entre quelques mains, facilitant l'introduction d'économies d'agro-exportation. L'organisation des économies de la région autour de monocultures d'exportation comme le café ou la banane a favorisé la gestion publique de l'eau, afin qu'elle se fasse au profit des grands propriétaires terriens locaux et des capitaux étrangers qui investissent dans des secteurs clés comme les transports et l'énergie, et pour lesquels la maîtrise des ressources en eau était essentielle. On peut citer les cas de l'introduction du chemin de fer, l'amélioration des routes et des ports et la construction de barrages hydroélectriques dans l'Amérique centrale (Acuña Ortega, 2015). Un autre exemple est celui du Brésil qui, de la fin du XIXe siècle jusqu'à la première moitié du XXe siècle, a mis en œuvre un modèle bureaucratique de gestion rationnelle et hiérarchique de l'eau, concentrant progressivement l'autorité sur les ressources en eau entre les mains des entités publiques. Le gouvernement central a fondé son modèle de développement sur l'exploitation sans restriction des abondantes ressources naturelles du

pays, approuvant des concessions et des autorisations pour l'utilisation de l'eau pour l'agro-exportation et la production d'énergie (Rebouças et al., 2002). En 1934, un tournant majeur a été marqué par la promulgation du Code de l'eau. Ce texte a centralisé la gestion des centrales hydroélectriques et des services de distribution d'électricité, transférant ces compétences des États fédérés et des municipalités vers le gouvernement fédéral central. Parallèlement, l'adoption des Codes minier et forestier de la même manière en 1934, a renforcé l'intervention de l'État dans la gestion globale des ressources naturelles (Dias et Matos, 2022).

Ainsi, de la fin du XIXe siècle et jusque dans les années 1970, l'eau a progressivement commencé à être gérée publiquement, avec un fort contrôle étatique et une tendance à la centralisation (Castro & Lacabana, 2005). Les infrastructures hydrauliques de la première moitié du XXe siècle, principalement orientées vers l'agro-exportation et la production d'énergie, ont rapidement montré leurs limites face à la croissance urbaine. En effet, le développement rapide des villes, notamment des capitales, a engendré une demande croissante en eau courante et en assainissement. La mise en place de ces réseaux, souvent réalisée dans des contextes contraints, a mis en lumière des enjeux complexes qui perdurent aujourd'hui : accès inégal à l'eau, problèmes d'approvisionnement, qualité de l'eau, questions de propriété et d'usage. Ainsi, les villes d'Amérique Latine sont devenues un réseau « vorace en consommation d'eau » (Talledos Sánchez, 2017, p.349), héritant de la tradition de l'Europe et des États-Unis une vision de gestion issue de la pratique du génie civil et sanitaire, qui doit pouvoir fournir aux populations urbaines une eau propre et abondante provenant de sources relativement proches. En même temps, le secteur a dû être modernisé en confiant sa gestion à des équipes techniques dirigées par des ingénieurs civils et sanitaires (Barraqué et al., 2018 ; Barraqué, 2014).

Pendant ce temps, les services urbains d'eau courante ont dû rivaliser avec les priorités gouvernementales en matière d'approvisionnement énergétique et agricole. Bien avant la fondation de São Paulo en 1554 par exemple, les populations autochtones utilisaient déjà les rivières Anhangabaú et Tamanduateí comme voies de communication. La ville coloniale s'est rapidement appuyée sur ces ressources hydriques, utilisant le Tamanduateí pour alimenter ses fontaines publiques. Avec l'essor de l'exportation du café, les besoins en eau ont explosé, créant des tensions entre la ville et les plantations environnantes. São Paulo a ainsi connu, dès ses débuts, des problèmes récurrents de pénuries et de pollution de l'eau, ainsi que des inondations (Campos & Fracalanza, 2010 ; Gouveia, 2016). Entre 1920 et 1930, la priorité accordée à la production d'énergie hydroélectrique a conduit à la construction d'importantes infrastructures telles que les réservoirs Guarapiranga et Billings, ainsi que la centrale Henry Borden, toutes sous contrôle étatique. Ce choix stratégique a eu des conséquences directes sur la gestion de l'eau courante : les services municipaux, bien que responsables de l'approvisionnement en eau, ont été contraints de composer avec les priorités énergétiques, ce qui a limité leur capacité à

répondre aux besoins de la population. Il faudra attendre les années 1970 pour que l'eau de ces réservoirs soit progressivement utilisée pour la consommation publique (Barraqué et al., 2018).

L'accélération de l'urbanisation entre 1950 et 1970, impulsée par une stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (Búfalo, 2002), a profondément transformé la région produisant « des transformations productives et sociales » (da Cunha & Rodríguez Vignoli, 2009, p. 2) et créant des déséquilibres importants concernant l'accès aux services urbains. Ce modèle de développement, favorisant la concentration industrielle en milieu urbain, a entraîné une croissance démographique rapide dans les villes, dépassant largement leurs capacités en termes d'infrastructures et de services. Les nouvelles populations migrantes, attirées par les opportunités industrielles, ont mis sous pression les ressources foncières, le logement, les services publics et les ressources naturelles. Pour résoudre partiellement ce problème, les gouvernements ont mis en œuvre une série de réformes urbaines promues par la Banque mondiale, notamment le Programme de sites et de services, implémenté entre 1970 et 1990, dans lequel l'État fournit des terrains et des services de base, et les bénéficiaires construisent leurs propres maisons en faisant don de leur travail (Portes, 1989). Cependant, les programmes étatiques de construction de logements sociaux, introduits dans les années 1950 et 1960, ont été progressivement démantelés dans les années 1970, transférant la solution d'accès au logement et aux services urbains aux habitants eux-mêmes, sans impliquer une transformation de l'environnement socio-économique qui produisait l'habitat précaire. Dans le même temps, ces tendances accroissent les inégalités d'accès à l'eau, permettant une différenciation spatiale entre les zones dotées d'infrastructures et de services et les zones où l'accès à ceux-ci était précaire (Angotti, 1987). C'est à ce moment que naît un intérêt particulier des études urbaines pour comprendre l'augmentation des migrations rural-urbain, connue sous le nom de phénomène « d'urbanisation sociale » (Margolies, 1979), ainsi que la configuration spatiale des espaces périurbains (Angotti et Irazábal, 2017) où se trouvaient la plupart des résidents marginalisés.

Dans les années 1970, la croissance des grandes villes latino-américaines, en particulier des capitales, était définie par trois tendances : 1. La croissance accéléré de flux migratoire des campagnes vers la ville, en lien avec la recherche de travail dans les centres industriels. Pour ces nouveaux habitants, la ville n'était pas en mesure de répondre à la demande croissante de logements et de services urbains. 2. La recomposition inégalitaire des villes. Alors que les élites se relocalisent vers de nouveaux développements suburbains grâce à l'introduction de services de base et d'infrastructures de transport privées, les pauvres urbains recherchent leurs propres solutions de logement et d'accès aux services urbains dans des quartiers précaires, souvent également situés en périphérie des villes. 3. Les masses de migrants qui ne peuvent pas trouver d'emploi dans les nouvelles industries deviennent des travailleurs indépendants informels, sans aucune protection de l'État, ce qui a un impact sur l'accès au logement et aux services de base (Borsdorf, 2006 ; Portes, 1989). Parallèlement, la création dans la plupart des pays,

d'agences nationales d'eau courante et d'assainissement, chargées de l'approvisionnement en eau dans les zones urbaines, introduit la création d'un nouveau cadre institutionnel de l'eau pour les villes, comme c'est le cas de *l'Instituto Costarricence de Acueductos y Alcantarillados* (ICAA, en français Institut Costaricien des Aqueducs et des Égouts) fondé en 1961 (Alpízar Rodríguez, 2016). Ce nouveau cadre institutionnel de l'eau reposé sur une vision technique forte (Sánchez Ruiz, 2020), qui a eu pour objectif de trouver des solutions à de nouveaux défis de gestion pour les villes en croissance. Ces nouvelles institutions chargées de la gestion de l'eau et de l'assainissement à l'échelle urbaine émergent dans un contexte mondial de préoccupation croissante pour les questions environnementales, mais aussi dans un contexte de crise socio-économique régionale, qui aura un fort impact dans la décennie suivante. Cela entraînera des inégalités croissantes dans l'accès aux services de base pour les pauvres des zones urbaines (Pírez, 2016).

À la fin des années 1960, les études sociales s'intéressent aux mobilisations des habitants marginalisés dans la région, à leurs luttes pour l'accès au foncier urbain, l'autogestion de leur logement et aux processus collectifs d'obtention de services urbains, dont les services d'eau courante. La figure des *pobladores* chiliens[15] devient emblématique de cette époque en raison de l'énorme impact qu'ils ont sur la construction de l'habitat précaire à Santiago, telle que décrite par Gonzálvez Torralbo et al. (2022), en s'intéressant aux processus d'appropriation territoriale dans la commune de Peñalolén[16], entre 1930 et 1990. Les auteurs reviennent sur d'une part sur l'émergence de la figure du « *poblador* » et d'autre part sur la manière dont, à travers l'appropriation du territoire, ses habitants autoproduisaient leur logement et géraient leur accès aux services urbains. Vers 1970, les *pobladores* sont reconnus comme un important mouvement social au Chili. Les alliances qu'ils parviennent à établir avec divers acteurs, notamment politiques, et leur propre capacité d'auto-organisation leur permettent de gérer, non sans certaines frictions, leur accès aux services urbains. Dans l'ensemble des pays de la région latino-américaine, entre les années 1940 et les années 1980, progressivement, face à l'incapacité des institutions étatiques à satisfaire la demande de terres et de logements, les familles à faible revenu vont occuper des terres en périphérie urbaine, donnant lieu à des établissements irréguliers, sans titres de propriétés et sans services publics (Quiroz Rothe & Alcántar García, 2017). Durant cette période, les quartiers informels sont traités entre répression et indifférence de la part des gouvernements au pouvoir, avec certaines périodes de tolérance et de manipulation à des fins politiques (ibid. ; Castillo, 2017).

Les politiques dominantes de gestion de l'eau des années 1970, qui comprenaient la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures tels que des barrages hydroélectriques, des systèmes

[15] Les « pobladores » chiliens sont définis comme des acteurs produisant leur propre espace urbain à travers l'occupation organisée de terrains et l'autoconstruction de logements. Leur grande capacité de gestion face à l'État a contribué à leur accès aux services urbains et à la reconnaissance des occupations de terres comme un moyen de faire face au problème de l'habitat (Gonzálvez Torralbo et al., 2022).

[16] La commune de Peñalolén est située dans le secteur sud-est de l'agglomération métropolitaine de Santiago, Chili

d'irrigation pour une production agricole de plus en plus industrialisée et des usines de traitement des eaux usées, ont souffert de la récession et du faible investissement au début des années 1980 en raison de la crise de la dette extérieure et des mesures d'austérité qui ont suivi, imposées par le Consensus de Washington[17] aux gouvernements de la région (Moreno-Brid et al., 2004 ; Lee, 1990). Les organisations qui géraient jusqu'à présent l'eau sont ainsi entrées en crise. Au Brésil, le *Plano Nacional de Água e Saneamento* (PLANASA, en français Plan National d'Eau et d'Assainissement), approuvé en 1978, a transféré la gestion de l'eau aux gouvernements des États fédérés par l'intermédiaire des *Companhias Estaduais de Saneamento Básico* (CESB, en français Compagnies Étatiques d'Assainissement de Base), ce qui a renforcé le pouvoir des États sur les municipalités. Cela a eu à son tour un impact sur l'approvisionnement en eau courante et l'assainissement dans les villes, sont de plus en plus déficientes en la matière (Berthe, 2018). En Argentine, les *Obras Sanitarias de la Nación* (ONS, en français Œuvres Sanitaires de la Nation), une institution en activité depuis 1912, a mis en œuvre un modèle de fourniture de services d'eau courante « descendant », donnant la priorité aux villes principales au détriment des villes intermédiaires et petites. Vers 1950, le modèle urbain de gestion de l'eau de l'ONS est entré en crise, pour être formellement éliminé dans les années 1980 lorsque la gestion de l'eau a été décentralisée vers les provinces (de Gouvello, 1999).

Les gouvernements centraux, incapables de gérer l'eau par le biais d'institutions nationales ou régionales créées à cet effet, ont été sévèrement critiqués sur au moins quatre aspects principaux : 1. La dégradation de l'environnement, provoquée en grande partie par la construction de barrages, et qui a considérablement détérioré la qualité de l'eau et les services écosystémiques, comme la régulation du climat, l'approvisionnement en eau courante et la protection de la biodiversité ; 2. Le maintien des disparités dans l'accès à l'eau, même avec l'expansion des infrastructures, révélant de profondes inégalités structurelles qui affectent particulièrement les populations rurales et urbaines marginalisées ; 3. L'utilisation inefficace de l'eau, qui met en lumière le débat sur les faibles taux et les subventions qui, dans certains secteurs, ont encouragé une utilisation excessive et découragé les efforts de conservation, et enfin ; 4. La viabilité financière de l'infrastructure qui est compromise par un double problème : l'obsolescence des actifs existants et le manque de financement pour les nouveaux projets (Baquero Moreno & Maden Libra, 2022 ; Gil Sevilla et al., 2021).

Au début des années 1980, la situation mondiale de l'eau est devenue très complexe, les problèmes de l'eau devenant « multidimensionnels, multisectoriels, multirégionaux et immergés dans une série de multi-agendas, multi-intérêts et multi-causes qui ne peuvent être résolus que grâce à une coordination multi-disciplinaire, multi-institutionnel et multi-acteurs » (Biswas, 2008, p.5). L'Amérique latine a cherché des solutions et les politiques publiques régionales en matière de gestion de l'eau ont

[17] Ensemble de politiques économiques néolibérales qui ont été imposées comme recette standard pour la relance économique des pays en développement, en particulier en Amérique latine, pendant les années 1980 et 1990

été influencées par la mise en œuvre de modèles basés sur des expériences aux États-Unis et Europe, notamment en France, qui s'appuient sur une gestion plus intégrée des ressources en eau « pour développer des méthodes d'analyse en une politique de l'eau prenant en compte non seulement les aspects techniques de l'utilisation de l'eau mais aussi ses interactions avec la démographie, l'activité économique et la planification environnementale de l'utilisation des terres » (Emsellem, 1977, p. 10).

De la sorte, il a fallu attendre les années 1980 pour que se produise une contestation de plus en plus forte du modèle dominant de services publics de l'eau, entrant dans la troisième phase où apparaissent une série d'agendas, souvent incompatibles, prônant la « décentralisation », la « désétatisation », la « privatisation » ou encore la «démocratisation » des ressources en eau (Castro & Lacabana, 2005, p. 11). Des agendas qui, d'une part, confrontent des modèles qui prônent la subordination des institutions publiques au contrôle citoyen et, d'autre part, le démantèlement des systèmes de services publics et leur transfert au secteur privé, selon les principes du marché (ibid.).

En ce qui concerne la planification urbaine, les gouvernements qui ont promu, entre 1950 et 1980, certains mécanismes de planification des villes ont été démantelés. L'influence de l'État en tant que principal acteur de la planification urbaine a ainsi diminué au profit des gouvernements locaux. Parallèlement, l'État est devenu un simple régulateur, démantelant les institutions publiques soutenant les groupes vulnérables (Alzate-Navarro, 2023). Dans ce contexte néolibéral, la planification et la gestion urbaines ont pris une tournure "entrepreneuraliste" (Harvey, 2007), privilégiant certains lieux au détriment d'autres en fonction de leur rentabilité potentielle. Cette approche favorise ce que certains auteurs appellent une ville fragmentée (Janoschka, 2002).

Le caractère capitaliste de la ville latinoaméricaine se maintient au fil du temps, ne changeant de forme que lors de la transition qui se produit immédiatement de l'interventionnisme étatique au néolibéralisme comme modèle d'accumulation du capital dans les années 1980 et 1990 (Márquez et Pradilla, 2016). L'ouverture des frontières aux biens et aux capitaux, les investissements, notamment étrangers, dans les secteurs de l'agriculture, des mines, de l'industrie, du commerce, des services et de l'immobilier, et la privatisation des entreprises publiques ne sont que quelques-uns des changements qui sont intervenus au cours de ces décennies. Pendant ce temps, les villes, en particulier les capitales déjà constituées dans des zones métropolitaines, ont continué de se développer en partie en raison de la localisation des activités productives dans les corridors logistiques, créant des axes d'expansion urbaine, ce qui accroît les pressions sur les zones périurbaines (da Cunha & Rodríguez Vignoli, 2009 ; Pradilla Cobos, 2018). Avec l'extension des infrastructures de transport qui permettent la construction d'autoroutes intra-urbaines et l'extension des réseaux d'infrastructures énergétiques et hydrauliques, les périphéries deviennent attractives pour les groupes à pouvoir d'achat haut et moyen. Au milieu de cette expansion pressante, subsistent des établissements ruraux et des foyers précaires qui, sous la pression de

la spéculation foncière, s'urbanisent progressivement (Borsdorf, 2006). Les études urbaines des années 1980, fortement influencées par l'école française de sociologie et les études marxistes, s'intéressent aux processus d'urbanisation accélérée et aux mouvements sociaux qui luttent pour l'accès à la terre, au logement et aux services urbains, dans un contexte de forte marginalité urbaine (Hardoy, 2013).

En termes d'aménagement du territoire et d'urbanisme, l'accès au logement et aux services urbains de base constitue une préoccupation croissante, ainsi que deux problématiques émergentes : la gestion des ressources locales et la protection de l'environnement (Schteingart, 2000). Cependant, il existe encore une forte séparation entre l'urbanisme et l'aménagement et la gestion de l'eau dans les villes, qui continuent d'être gérés à partir d'une vision technique du génie civil et certainement sanitaire, à laquelle s'ajoute progressivement une vision environnementale (Barraqué et al., 2018).

À partir des années 1990, à la suite des ajustements structurels liés aux processus de libéralisation économique dans le contexte de la crise de la dette extérieure, des organisations multilatérales telles que la BID et la Banque mondiale ont imposé la privatisation des services publics, entre autres celui de l'eau, parmi les mesures à mettre en œuvre pour la renégociation de la dette (Wilkinson, 2010). Dans le même temps, les conflits autour de l'eau se multiplient dans la région, motivés par des problèmes tels que la privatisation, la pollution de l'eau, l'accès aux services d'eau en quantité et qualité adéquates et la forte concurrence pour les utilisations de l'eau. La solution des gouvernements et des agences de coopération propose d'introduire dans la gouvernance urbaine une vision plus intégrale de la gestion de l'eau. C'est à cette époque qu'a été adoptée la Gestion Intégrale des Ressources en Eau (GIRE) dans la région, avec l'appui de nombreuses organisations de soutien financier et technique (García, 2008).

Selon la principale agence qui la promeut, The Global Water Partnership (GWP), la GIRE est définie comme :

« Un processus qui promeut le développement et la gestion coordonnés de l'eau, des terres et des ressources associées, dans le but de maximiser le bien-être économique et social qui en résulte, de manière équitable sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux »

(Agarwal et al., 2000 ; traduit de l'anglais par SGPoizat)

La GIRE n'était pas quelque chose de nouveau en Amérique latine, en fait, le concept remonte à la mise en œuvre de projets gérés de manière globale depuis les années 1960. Pour J. Trottier (2012), la GIRE est une nouvelle forme de colonisation. A travers l'analyse de l'évolution historique du concept dans ce que l'auteure appelle « les grands tournants paradigmatiques » (Trottier, 2012, p. 190),

J. Trottier démontre comment, tout au long du XXe siècle, l'eau passe à se débarrasser des relations sociales et interactions culturelles qui y sont liées pour confier sa gestion à des spécialistes, jusqu'à ce qu'elle devienne une eau moderne. Pour J. Linton (2017), l'eau moderne peut être considérée comme une « réalisation intellectuelle, dont la principale caractéristique a été d'extraire toutes les eaux du monde de leurs contextes locaux, sociaux, culturels, religieux et écologiques, pour les réduire à une seule substance, et donc les rendant commensurables dans la perspective d'une rationalité instrumentale au profit des usages humains de l'eau » (Linton, 2017, p.147). Conçue comme un projet d'ingénierie sociale depuis 1930, ce n'est que depuis 1970 que l'eau moderne repose sur la construction de modèles qui tentent d'intégrer toutes les valeurs des acteurs qui participent à sa gestion, les transformant en valeurs homogénéisées (Guerrin, 2011). Avec la mise en place de la GIRE dans les années 1990, l'eau moderne entre dans une nouvelle phase, donnant une notoriété croissante aux concessions de services d'eau dans le cadre d'accords entièrement privés ou dans le cadre de partenariats public-privé (Schneier-Madanes, 2014 ; Bakker et al., 2003). Cependant, les modèles de gestion dits « nouveaux » se superposent aux mêmes systèmes de réseaux socio-technologiques de la ville fragmentée (Jaglin, 2005), et continuent donc de reproduire l'exclusion dans l'accès aux services d'eau. Même si le discours officiel indique que la gestion est partagée et que tous les acteurs sont pris en compte, les canaux de participation à la GIRE restent discutables (Trottier, 2012 ; García, 2008).

La mise en œuvre de la GIRE en Amérique latine a fait l'objet de nombreuses études à l'échelle nationale, qui ont analysé en profondeur divers aspects de son application. Dans ce cas, deux visions s'opposent : la vision technique, dominée par les discours d'experts généralement issus des domaines de l'ingénierie et de l'économie, favorables à sa mise en œuvre ; et la vision sociale, également dominée par des experts, en l'occurrence issus des sciences sociales, pour qui la GIRE représente une nouvelle forme de contrôle sur les ressources naturelles de la région. Du point de vue technique, plus fréquemment parmi les professionnels de l'ingénierie, son application est favorisée, comme le montre E. Guevara Pérez, (2018) dans le cas du Pérou. Dans le même pays, sur la base d'études anthropologiques, la GIRE est critiquée, ainsi que la bureaucratie de l'eau qui la met en œuvre, accusée de promouvoir avant tout l'utilisation efficace et la valeur économique de l'eau au-dessus des implications sociales (French, 2016). Enfin, en Colombie, bien qu'il y ait eu des progrès dans l'élaboration de politiques publiques de l'eau, l'analyse de la gouvernance de l'eau révèle des défis persistants, notamment des problèmes opérationnels liés aux tarifs et aux allocations dans les usages de l'eau, ainsi que la nécessité d'intégrer la diversité culturelle du pays (Zamudio Rodríguez, 2012).

Dans le même temps, les villes de l'Amérique latine ont vu se multiplier les conflits autour de l'accès à l'eau courante dans les territoires urbains. *L'Comisión Económica para América Latina y el Cairbe* (CEPALC, en français Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) associe ces conflits à deux facteurs principaux : la croissance rapide de la population urbaine, qui atteindra 82,7%

en 2025[18], et la pression accrue sur les ressources naturelles, tant au niveau local que global. Pour Martín et al. (2020), trois axes principaux sont liés aux conflits autour de l'eau au niveau régional : 1. Les conflits territoriaux, dans lesquels les formes d'utilisation et les valorisations de l'eau sont principalement contestées. Dans ce cas, ce qui intéresse est la formation de résistances aux projets extractivistes urbains/ruraux, au milieu de multiples territorialités qui s'affrontent (Haesbaert & Mason-Deese, 2020 ; Porto-Gonçalves, 2006). 2. Les conflits sur les formes de gestion et gouvernance de l'eau, dans lesquels les agendas public-privé promouvant normalement la gestion globale de la ressource sont contestés par des mouvements sociaux qui cherchent à dépasser l'approche purement managériale, en intégrant d'autres formats de gestion et en rendant visibles les relations de pouvoir sous-jacentes (Swyngedouw, 2004). 3. Les conflits autour de la dépossession de l'eau dans les processus extractivistes, en contextes de reprimarisation, désindustrialisation et formation d'économies enclavées dépendantes, dans le cadre de la mondialisation (Svampa, 2022). Conflits associés aussi à l'extractivisme immobilier directement lié à un marché de promotion immobilière qui suivre la logique d'un modèle spéculatif rentier (Pintos, 2019). Un quatrième élément est apporté par les analyses de P. Mussetta (2013), qui suggère qu'une autre source de conflits autour de l'eau réside dans la confrontation avec des visions du monde différentes sur la manière dont la ressource est gérée, imprégnées de valeurs, de styles de vie et de territoires, notamment les visions associées aux communautés autochtones ou paysannes. L'auteure inclut dans ces visions du monde la logique du marché, qui cherche à rendre la gestion de l'eau plus efficace, ainsi que la logique de l'eau gérée par l'État comme un bien public.

Dans le contexte de l'expansion des villes latino-américaines, en particulier des capitales qui se transforment en vastes aires métropolitaines, il est fondamental de porter attention aux espaces périurbains. Premièrement, parce qu'ils constituent les frontières de cette expansion et sont donc des lieux de transformations territoriales permanentes. Deuxièmement, parce que ces transformations génèrent en elles-mêmes de multiples conflits, notamment des conflits pour l'accès à l'eau.

1.3 Les espaces périurbains, des scénarios de conflits autour de l'eau

Avant d'aborder la description des conflits autour de l'eau dans les territoires de la périurbanisation, il est nécessaire de décrire les caractéristiques de ces espaces dans l'Amérique latine pour souligner ce qui les rend si susceptibles de devenir des scénarios de conflits socio-environnementaux. Nous reviendrons sur les termes de périurbain, suburbain, rurbain ou périphérie, autant de concepts qui sont traités de manière interchangeable dans le contexte régional, mais qui, même s'il est vrai qu'ils ont des définitions proches, présentent des caractéristiques quelque peu distinctes.

[18] www.cepalc.org

1.3.1 La périurbanisation en l'Amérique latine

La périurbanisation est généralement comprise comme un ensemble de processus multiformes de transformation des paysages et des moyens de subsistance à prédominance rurale vers un mélange de paysages et de moyens de subsistance ruraux et urbains (Follmann, 2022). En termes spatiaux, le terme est utilisé pour décrire deux ensembles de processus : 1. Les processus d'expansion urbaine, de croissance et de dispersion ; 2. Les processus socioéconomiques et socio-écologiques induits par l'urbanisation (ibid.). Entendus comme des zones autour des villes, les premières analyses de ces espaces en l'Amérique latine ont surtout porté sur leur démarcation territoriale, souvent simplement comme des espaces marginaux (Aguilar, 2008). En introduisant le concept d'interface entre campagne et ville, le débat sur les interactions rural-urbain a été élargi, les exposant comme des espaces producteurs de services pour la ville (Simon et al., 2006). Plus récemment, ils sont proposés comme scénarios où opèrent des processus extractifs plus étendus, intégrant à la fois la dimension territoriale, écologique et sa condition d'interface (Follmann, 2022).

Ortiz Baez et al. (2020) soulignent que dans la région, des termes tels que périurbain, suburbain, rurbain ou périphérie sont utilisés de manière interchangeable pour décrire l'espace de transition entre la ville et les environnements ruraux. Cette dichotomie rural-urbain fait référence aux différents types de zones de transition entre la ville et la campagne, qui se sont renforcées dans le contexte des nouveaux phénomènes spatiaux du début du XXIe siècle, induits par la mondialisation. Sur la base de l'analyse de la littérature existante dans le contexte latinoaméricain, Ortiz Báez et al (2020), définissent les espaces périurbains, suburbains, rurbains et périphériques comme suit :

Espaces périurbains

Ils fonctionnent comme une interface entre la ville et la campagne, sous la pression constante de l'expansion urbaine. Il s'agit d'un espace fragmenté et dispersé où cohabitent des complexes d'habitations avec des zones agricoles, industrielles ou commerciales dans des formats hybrides, c'est-à-dire avec une forte hétérogénéité dans les usages du sol. D'autre part, c'est un territoire d'un grand dynamisme, tant en lui-même que par rapport à la ville formelle. Sa population est diversifiée et appartient à différentes couches socio-économiques, habitant des quartiers précaires sans services urbains jusqu'à des communautés fermées pour les groupes à revenus élevés. Le profil de la population correspond à deux types de phénomènes migratoires : d'une part, la population urbaine qui se déplace vers la campagne à la recherche d'une meilleure qualité de vie facilitée par les transports privés, d'autre part, la population rurale qui migre vers la ville à la recherche d'un emploi et de meilleures conditions de vie. Ce double profil de population, générateur de dynamiques sociales et culturelles spécifiques, est en même temps source de conflits sur l'usage et la propriété foncière. En fait, la présence même d'utilisations incompatibles a provoqué une grave détérioration des écosystèmes et une dégradation

importante de l'environnement. Enfin, les nouvelles infrastructures routières et de services ne s'articulent pas nécessairement avec une politique territoriale claire, mais sont guidées par la spéculation foncière.

Espaces suburbains

Les espaces suburbains partagent de nombreux attributs des espaces périurbains, notamment en ce qui concerne la population qui les habite : des population à revenus élevés aux côtés de populations très pauvres, ainsi qu'une dépendance à l'égard des infrastructures routières pour se connecter à la ville. Un modèle d'urbanisation fermé, privé et isolé, avec des murs d'enceinte et un accès unique surveillé, présenté comme un lieu calme en pleine nature, coexiste avec des habitats précaires. Les espaces suburbains sont identifiés comme des espaces fragmentés et dispersés, mais contrairement aux espaces périurbains où l'on retrouve des usages diversifiés, les espaces suburbains sont essentiellement résidentiels.

Espaces rurbains

Ils se caractérisent par la prédominance des paysages et des activités rurales, même si, dans un contexte mondialisé, de nouvelles formes urbaines commencent à apparaître sur ce territoire. Par exemple, des groupes industriels, logistiques ou de services. Leurs habitants ont un fort sentiment d'appartenance et sont réticents à changer leurs modes de vie traditionnels bien qu'ils soient menacés par une pression urbaine constante. Morphologiquement, ces espaces rurbains présentent de faibles densités d'occupation, bien qu'ils soient très exposés aux problèmes environnementaux et que leurs écosystèmes soient fragiles.

Espaces périphériques

Ils sont reconnus comme la banlieue urbaine où se situent les quartiers marginaux avec des services précaires. Récemment, ils ont été soumis à une forte spéculation de la part des marchés fonciers, qui convoitent les terrains périphériques pour leur position privilégiée par rapport à la ville. Ainsi apparaissent de plus en plus fréquemment des projets d'investissement privées, même si l'idée d'être des espaces marginaux prévaut.

Le Tableau 3 présente une synthèse des types de périurbanisation décrits précédemment.

PÉRIURBANISATION	Caractéristiques	Autres concepts associés	Processus
Espaces périurbains	- Interface pays-ville - Fragmenté et dispersé - Hétérogénéité des usages du sol - Espaces dynamiques - Population diversifiée sur le plan économique, social et culturel - Prévalence des phénomènes migratoires - Détérioration des écosystèmes et dégradation de l'environnement - Investissement dans les infrastructures routières - Spéculation du sol	- Développement à partir des infrastructures - Urbanisme spéculatif - Urbanisme élargi	- L'introduction d'infrastructures, notamment de routes pour le transport privé, facilite l'expansion - Absence de politiques d'aménagement du territoire favorisant la spéculation foncière - Des modèles urbains élargis qui favorisent la fragmentation et la dispersion
Espaces suburbains	- Mêmes caractéristiques que l'espace périurbain - Prévalence des complexes résidentiels fermés coexistant avec des établissements précaires et/ou ruraux	- Mêmes concepts que dans l'espace périurbain - Suburbanisation mondiale	- Modèle suburbain de la ville nord-américaine adapté aux contextes locaux - Projets de logements publics
Espaces rurbains	- Prédominance des paysages et des activités rurales - Émergence de nouvelles formes urbaines mondialisées : industrie, logistique, services - Modes de vie traditionnels - Résistance au changement - Faibles densités - Détérioration des écosystèmes et dégradation de l'environnement	- Urbanisme agraire	- Nouveaux complexes urbains-ruraux coexistant avec des communautés agricoles traditionnelles - Localisation des complexes agro-industriels mondiaux, des zones franches logistiques et des services mondiaux - Extractivisme des ressources naturelles
Espaces périphériques	- Frontière extérieure urbaine - Bidonvilles - Forte spéculation sur les marchés fonciers	- Urbanisation périphérique - Urbanisation populaire	- Des quartiers précaires sans services - Auto-construction

Tableau 3 : Caractéristiques, concepts et processus associés dans les espaces de périurbanisation
Source : Élaboration propre à partir de Follmann (2022) et Ortiz Báez et al. (2020)

Étant donné que l'intérêt de cette thèse est de comprendre comment opère la gestion de l'eau par le bas dans les espaces périurbains de l'AMSS, il est important de souligner que la périurbanisation en l'Amérique latine n'est pas uniforme et que, par conséquent, la gestion de l'eau dans ces territoires s'adaptera en fonction des caractéristiques de chacun de ces espaces. Par ailleurs, les transformations territoriales dans ces espaces ont généralement pour conséquence une détérioration des ressources naturelles locales, ce qui engendre de nombreux conflits autour de l'eau.

On peut observer au moins deux grandes tendances à l'origine de conflits liés à l'eau. Premièrement, dans les espaces périurbains en constante formation et à la périphérie immédiate des villes, les habitants des établissements précaires parcourent souvent de longues distances pour accéder à des services d'eau courante, qui ne sont jamais entièrement mis en place. D'autre part, dans les territoires ruraux les plus transformés par des changements d'affectation des sols et où s'implantent des usages aussi divers que des activités agro-industrielles, des complexes industriels ou des zones résidentielles, les populations rurales locales sont impliquées dans de complexes rapports de conflit pour l'accès à l'eau.

Ces définitions du périurbain en Amérique latine serviront par la suite à mieux comprendre l'analyse du cas d'étude de Montréal. Sur la base de la classification proposée par Ortiz Báez et al.

(2020), il est possible d'identifier les typologies d'espaces périurbains présentes dans les axes d'expansion de l'AMSS en général et de Montréal en particulier (voir chapitres 4 et 5).

1.3.2 Conflits autour de l'eau dans les espaces périurbains

L'étude des conflits autour de l'accès à l'eau courante en l'Amérique latine est un sujet qui prend de l'ampleur au tournant du siècle. Tandis que les premières alarmes environnementales concernant l'état des ressources naturelles mondiales et les pressions et conflits qui les entourent ont été lancées dans les années 1970 (Meadows, 1972), les villes se sont développées en lien avec le mouvement d'industrialisation par substitution aux importations. À cette époque, les études urbaines et sociales s'intéressent à l'examen des politiques urbaines d'un État encore bienfaisant et à la formation de mouvements sociaux pour l'accès à la terre et au logement pour les habitants qui ne bénéficient pas des fruits de l'industrialisation. Dans ce contexte, l'accès à l'eau courante est analysé comme un complément nécessaire à l'expansion urbaine et à la production de logements (Ziccardi & Castells, 2020). Dans les villes, « le contraste entre une ville riche et une ville pauvre s'est de plus en plus intensifié » (Borsdorf, 2006) favorisant la polarisation de la croissance en dehors du périmètre urbain (ibid.). Depuis 1990, dans le contexte des ajustements structurels imposés par le Consensus de Washington (Goldfajn et al., 2021), les conflits autour de l'eau ont été analysés sous l'angle de l'économie et de la gestion des ressources, dans le cadre de processus de privatisation des services publics de l'eau. Un exemple particulièrement scruté est le cas de la ville de Buenos Aires et ses périphéries où les conflits liés à la privatisation de l'eau courante ont attiré l'attention des chercheures (Azpiazu, 2010)

Depuis les années 2000, les conflits autour de l'eau se sont intensifiés, tout comme les mouvements sociaux qui résistent à l'extractivisme hydrique, comme on l'a vu dans la ville de Cochabamba en Bolivie en 2000, où la *Coordinadora por la Defensa del Agua y de la Vida* (CDEV, en français Coordination pour la Défense de l'Eau et de la Vie), un mouvement social ample, fut capable de rompre le contrat de concession des services de l'eau au consortium privé *Aguas de Tunari* (en français Eaux de Tunari) (Uhel, 2019). D'un autre côté, il ne s'agit pas seulement de se pencher sur l'expansion de la précarité dans les territoires de la périurbanisation, où ses habitants entreprennent de longs trajets pour accéder à l'eau, mais, de prêter attention aux stratégies de restructuration des classes dominantes qui, en relation étroite avec les États, profitent de moyens et d'instruments d'accumulation pour valoriser et capitaliser la production spatiale (Cevallos-Serrano, 2024). Par conséquent, la prolifération de projets immobiliers de luxe le long des axes d'expansion urbaine, associée à de nouvelles opérations d'aménagement et à la privatisation des services publics, intensifie l'exploitation des ressources naturelles des territoires périurbains, aggravant ainsi les tensions autour de l'accès à l'eau courante.

Les longs trajets pour accéder à l'eau courante dans les territoires périurbains ne se limitent pas aux établissements précaires de la périphérie immédiate des villes. Ils concernent également les établissements ruraux qui doivent, en outre, faire face à des crises dus à la surexploitation des ressources naturelles. Dans le premier cas, les établissements précaires souffrent d'une insécurité permanente d'accès à l'eau courante, devant s'approvisionner auprès de diverses sources non conventionnelles, ce qui rend le service irrégulier et nettement plus coûteux. C'est le cas, par exemple, des établissements précaires du sud de l'Aire métropolitain de la ville de Mexico, dans les délégations de Tlalpan, Magdalena Contreras, Álvaro Obregón et Xochimilco. Ces établissements sont souvent situés sur des terrains marginaux ou dans des zones de conservation. Dans le cas particulier de Xochimilco, la transformation des terres agricoles traditionnelles, *chinampas*[19], en urbanisations précaires, un phénomène observé depuis les années 1970, s'explique en partie par des réglementations foncières laxistes qui tolèrent la vente clandestine de terres. Malgré des conditions naturelles privilégiées et la présence de sources d'eau naturelles, les autorités locales n'ont pas réussi à assurer une couverture en eau courante dans les établissements précaires en expansion continue, ce à quoi s'ajoute le conflit d'usage de l'eau avec les agriculteurs locaux (Aguilar & López, 2009).

Un deuxième exemple de ce problème est présenté par Mansilla Quiñones et al. (2020), dans le cas des quartiers informels de Valparaíso, au Chili, où le manque d'accès aux services de base tels que l'eau courante, les eaux usées et la collecte des eaux de pluie a généré des conditions de vie précaires. Ce manque d'infrastructures, exacerbé par la privatisation de l'eau pendant le modèle néolibéral chilien, a contribué à la ségrégation socio-spatiale et à l'exclusion de ces secteurs de la population. Les résultats de la recherche montrent que la zone d'interface entre forêt et zone urbaine, où sont concentrés ces établissements, présente une absence marquée d'infrastructures hydrauliques, ce qui perpétue les inégalités d'accès à l'eau. Finalement, un troisième exemple est démontré dans l'étude de L. Inostroza (2017) pour les villes de Bogotá, Lima et Santiago, qui s'étendent sur ce que l'auteur appelle les *Nuevas Periferias Urbanas* (NPU, en français Nouvelles Périphéries Urbaines), montre que, dans ces espaces périphériques à prédominance d'habitats précaires, l'accès à l'eau courante est une lacune évidente. Dans les trois cas, le niveau d'informalité des quartiers est défini, entre autres, par le type d'habitat et l'accès aux infrastructures d'eau, Lima étant la ville où l'accès à l'eau courante est le plus précaire. En termes spatiaux, Bogotá présente un modèle compact, tandis qu'à Lima et Santiago, il est plus diffus. Ces caractéristiques spatiales ont une implication directe sur les modalités d'accès aux services d'eau courante. Dans ce cas, le peu d'informations disponibles sur l'ampleur de l'impact des établissements précaires dans les territoires périurbains, normalement en dehors des plans et réglementations urbaines, rend plus complexe la solution aux conflits invisibles pour l'accès à l'eau.

[19] Des parcelles de culture flottantes, construites sur des lacs peu profonds en tressant des branches, des roseaux et en les remplissant de terre fertile.

Tandis que dans le cas des espaces ruraux vers lesquels la ville s'étend, sous des formats suburbains ou rurbains, les changements d'affectation des sols, la combinaison de divers usages souvent incompatibles (par exemple industriels et résidentiels), la surexploitation des ressources hydriques ou les activités d'extraction de ressources naturelles au service de la ville, accroissent les conflits liés à l'accès à l'eau comme le montrent les exemples suivants. Pour commencer l'*ejido*[20] de La Aldea, situé au nord-est de la ville de Morelia, au Mexique, à sept kilomètres du centre urbain et créé en 1936, a connu des changements significatifs d'occupation des sols à partir de 1975, avec l'implantation d'un complexe industriel sur des terres qui leur ont été expropriées. Dans les années 1990, l'*ejido* est rattrapé par l'expansion urbaine de la ville de Morelia, en parallèle à la mise en œuvre du *Programa de Certificación de Derechos Ejidales y de Titularización de Parcelas* (PROCEDE, en français Programme de Certification des Droits Ejidaux et de Titrisation des Parcelles), qui facilité la vente des terres par certains *ejidatarios*[21], sous la pression de cette même croissance urbaine. Ainsi, de nouveaux lotissements privés sont construits, augmentant la pression sur les ressources hydriques locales, déjà surexploitées par les activités industrielles et agricoles. Dans ce cas, l'analyse à travers le prisme du cycle hydro-social montre que non seulement les acteurs externes publics et privés, mais aussi les *ejidatarios* eux-mêmes, ont contribué à l'intensification des conflits hydro-sociaux, rendant ainsi plus difficile l'amélioration de l'accès à l'eau courante dans la zone (García-Estrada & Hernández-Guerrero, 2019).

Une outre exemple peut être observée dans le cadre de l'approbation de la nouvelle loi sur l'irrigation en Uruguay, en 2018, qui permet la commercialisation de l'eau pour l'expansion de l'agro-industrie. La loi a été très critiquée par les mouvements sociaux en faveur de la protection des ressources naturelles car ils la considèrent comme antagoniste à l'accès à l'eau courante et à l'assainissement (Santos, 2020). D'un autre point de vue, V.Campos Cabral et P.Ávila-García (2013) analysent le mouvement social contre la construction du barrage d'El Tule, dans le cadre de l'expansion du système d'extraction d'eau de Cutzamala pour la consommation d'eau de Mexico. Émergé à la fin des années 1990, ce mouvement a rassemblé les populations locales affectées pour s'opposer au gouvernement fédéral. La mobilisation citoyenne a finalement contraint ce dernier à suspendre le projet.

Dans le cas des nouveaux développements suburbains privées, qu'il s'agisse de complexes d'habitations pour classes moyennes, ou de quartiers fermés pour classes privilégiés, de lotissements pour populations modestes ou de résidences secondaires à la campagne, ont des impacts sur les écosystèmes des territoires où ils sont implantés, qui sont souvent des espaces de haute valeur environnementale et paysagère, ce qui à son tour a un impact sur les réserves d'eau douce qui desservent ces mêmes urbanisations, la ville ou les zones rurales. Ces impacts sur les écosystèmes naturels peuvent

[20] Un ejido est une forme de propriété sociale de la terre au Mexique. C'est une institution agraire née de la Révolution mexicaine, ayant pour objectif de redistribuer les terres concentrées entre quelques mains et de les attribuer aux communautés paysannes.
[21] Un ejidatario est une personne qui fait partie d'un ejido, ou communauté qui possède collectivement la terre

être observés par exemple dans le cas des édifications situés dans les bassins versants des rivières Garibaldi et El Pescado, une des zones appartenant au système des Paysages protégés d'intérêt provincial de la province de La Plata, en Argentine. La pression immobilière a transformé ces espaces naturels, en accueillant depuis 2003 de nouvelles résidences secondaires et des quartiers précaires en périphérie. La législation souple qui a permis l'apparition de ces usages d'habitation dans des zones à haute valeur naturelle a entraîné une lente dégradation de la valeur paysagère de ces écosystèmes fluviaux, ainsi qu'une augmentation de la pollution des sols et de l'eau, liées à l'expansion urbaine (Rotger & Sanz Ressel, 2020). Autre exemple, toujours dans les espaces périurbains de valeur environnementale, cette fois à Mexico, l'expansion urbaine a envahi des zones de conservation environnementale qui sont d'importantes zones de recharge en eau. La périurbanisation diffuse dans ces territoires, qui se développe malgré les plans de conservation existants, a accru les effets sur les ressources en eau sans améliorer la qualité de vie dans les établissements précaires qui s'y trouvent (Aguilar, 2008).

1.4 Considérations théoriques et méthodologiques pour aborder la gestion et la gouvernance de l'eau dans les territoires périurbains

Il est certain que la gestion et la gouvernance de l'eau en Amérique latine renvoient à des débats complexes et multidimensionnels, comme en témoignent les divers exemples présentés précédemment. Ces exemples qui se déploient dans des territoires variés, urbains et ruraux et à différentes échelles, locales et régionales, ressortent clairement une série de débats autour des conflits pour les ressources en eau.

L'un de ces espaces, particulièrement intéressant pour cette recherche, est constitué par les territoires périurbains. Les espaces périurbains, caractérisés par leur position d'interface entre la ville et la campagne, entre l'urbain et le rural, sont des territoires où les conflits pour l'accès aux ressources naturelles sont de plus en plus fréquents. Pour aborder ces conflits, il est proposé de recourir à des éléments théoriques issus de l'Écologie politique. Cependant, comme le souligne A. Besteiro (2022), afin d'éviter toute confusion théorique, il est nécessaire de clarifier la différence entre les propositions émanant de la tradition anglo-saxonne ou *Political Ecology*, de la tradition française ou l'Écologie Politique, et enfin de la tradition latino-américaine ou *l'Ecología Politica Latinoamericana* (EPL).

1.4.1 *Political Ecology*, Écologie Politique et *Ecología Política Latinoamericana* trois formes d'aborder la relation société-nature-eau

Pour A. Besteiro (2022), il est nécessaire de distinguer la *political ecology*, l'écologie politique et l'*ecología política latinoamericana*, car l'utilisation indifférenciée des termes (et de leurs traductions) peut entraîner une confusion lorsqu'il s'agit d'aborder la relation société-nature-eau. Pour cette recherche,

ces distinctions sont pertinentes car nous avons repris des éléments d'analyse issus de la *political ecology* et de *l'écologie politique latino-américaine*.

Pour Besteiro, la *political ecology* définit le pouvoir comme un ensemble de rapports de force liés au savoir, en particulier dans les contextes environnementaux. Par ailleurs, l'auteure souligne que les relations historiques, géographiques et sociales qui entourent un produit socio-naturel comme l'eau en font un hybride en constante évolution (Swyngedouw, 2004). Sa principale contribution aux études sur l'eau a été de confronter la géographie à la matérialité de l'eau, en interrogeant son caractère politique et social, ainsi que la manière dont elle est quantifiée. De ce courant de pensée, cette thèse reprend la proposition du cycle hydro-social, un outil d'analyse qui souligne la nature socio-écologique de l'eau (Linton & Budds, 2014 ; Swyngedouw, 2004).

A. Basteiro décrit l'écologie politique française comme une force politique qui critique la société de consommation et le gaspillage des ressources naturelles. C'est ainsi qu'émergent en France le Mouvement Écologiste Politique (MEP) et le parti des Verts. Plus récemment, l'utopie écologiste, alimentée par des militants issus du monde associatif, lutte pour la transformation de la société à travers l'activisme écologique. Pour Jenatton et al. (2022) l'Écologie Politique certainement recouvre les deux sens mentionnées par A. Besteiros, mais souligne aussi que s'est produit au même temps une théorisation des questions socio-environnementales par des sciences sociales et la philosophie qu'a été prise en compte par les institutions politiques, des mouvements sociaux et organisations militantes qui luttent contre la dégradation environnementale, en.

L'autre courant de pensée pertinent pour cette thèse provient de l'*ecología política latinoamericana* qui, comme le souligne A. Besteiro (2022), s'est constituée après les années 1990 et s'intéresse à l'analyse des relations société-nature « en » et « pour » l'Amérique latine (Ibid. ; 28). Dans ce cas, il existe un échange constant avec les luttes des mouvements sociaux et une critique des modèles de développement hégémoniques et capitalistes. Ainsi, les écologistes politiques latino-américains se sentent étroitement liés à l'activisme environnemental, en récupérant notamment les savoirs issus des territoires et en accompagnant les processus émanant d'un écologisme populaire. L'EPL récupère de l'Écologie Politique française une longue tradition caractérisée par une porosité entre l'action militante en faveur de l'environnement, l'institutionnalisation des enjeux environnementaux et leur dimension théorique (Jenatton et al., 2022). Dans ce contexte, cette thèse reprend certains concepts développés par l'écologie politique latino-américaine qui seront détaillées par la suite.

1.4.2 Le Cycle hydro-social comme outil d'analyse des conflits autour de l'eau proposé par la *Political Ecology*

Dans leur définition du cycle hydro-social, Linton & Budds (2014) partent du principe que l'eau

intériorise les relations sociales et politiques, plutôt que d'être simplement un objet politique et que, à travers le cycle hydro-social, les catégories dualistes « eau » et « société » sont transcendées, incorporant une approche relationnelle-dialectique qui montre comment les instances de l'eau sont produites et comment l'eau ainsi produite reconfigure simultanément les relations sociales. Le cycle hydro-social se différencie du cycle hydrologique de l'eau qui sépare l'eau de son contexte social, la confiant à un groupe d'experts (hydrologues) promouvant un type particulier d'eau, une eau moderne. L'eau moderne est une eau marquée par l'abstraction des circonstances et relations sociales, historiques, écologiques et locales, ce qui la réduit à une identité abstraite universelle, susceptible d'être mesurée et convertie en une « ressource » (Linton, 2017, p.147).

Swyngedouw (2004) fait un pas en avant en proposant une dialectique hydro-sociale, insistant sur le fait que les composants du processus, l'eau et le pouvoir social, sont liés intrinsèquement plutôt qu'extérieurement et, par conséquent, devraient être considérés comme des hybrides. Cela les sépare de leur identité individuelle et prédéterminée comme quelque chose de naturel ou de social, permettant de repositionner le processus d'un modèle de circulation physique vers un processus historique et relationnel-dialectique à travers lequel l'eau et la société se produisent et se reproduisent mutuellement de manière constante. Le cycle hydro-social est défini comme suit :

"Le cycle hydro-social est un processus socio-naturel par lequel l'eau et la société se produisent et se reproduisent mutuellement dans l'espace et dans le temps"

(Linton & Budds, 2014 ; p.175, traduction de l'anglais par SGPoizat)

En mobilisant le cycle hydro-social comme outil d'analyse Linton & Budds (2014) signalent qu'il conviendra de se demander en premier lieu : Qu'est-ce que l'eau ? Cette question ontologique s'appuie sur une pensée relationnelle qui souligne comment la nature de l'eau intériorise les relations sociales, en montrant que le cycle hydro-social est un processus qui relie l'eau et la société de l'intérieur, ce qui implique l'existence de différentes eaux dans différents contextes sociaux. Deuxièmement il faudra se demander : Comment l'eau se fait-elle connaître? Cette question interroge l'épistémologie de l'eau dans le cycle hydro-social en se penchant sur la manière dont l'eau est construite à travers les pratiques discursives. Finalement en se demandant comment l'eau intègre les relations sociales, les structures de pouvoir et les interventions technologiques qui contribuent à la production et à la reproduction de l'eau dans un contexte donné.

1.4.3 Les territoires hydro-sociaux d'après la *Political Ecology*

Historiquement, les territoires sont produits à l'intersection du social, du technologique et du naturel. Ces portions d'espaces appropriés sont le résultat de processus dynamiques et complexes, où les rapports de pouvoir se matérialisent dans la construction d'objets spatiaux tels que les villes ou les

paysages. À leur tour, ces objets rétroagissent et transforment les relations sociales, générant un réseau d'interdépendances qui se configure et se reconfigure au fil du temps. Progressivement, les humains ont modelé l'environnement physique pour répondre à leurs besoins et aspirations, créant des espaces qui reflètent les structures sociales et les modes de vie dominants. On pourrait dire que les territoires sont le résultat d'une coévolution entre la société et la nature, médiatisée par la technologie et les rapports de pouvoir. La création de territoires hydro-sociaux implique d'humaniser la nature et de construire une eau humanisée à partir de visions sociales, politiques, culturelles et technologiques du monde. Les territoires hydro-sociaux peuvent être définis comme :

« La matérialisation imaginaire et socio-environnementale contestée d'un réseau multiscalaire spatialement limité dans lequel les humains, les flux d'eau, les relations écologiques, les infrastructures hydrauliques, les moyens financiers, les arrangements juridico-administratifs et les institutions et pratiques culturelles se définissent, s'alignent et se mobilisent de manière interactive à travers des systèmes de croyances épistémologiques, des hiérarchies politiques et des discours naturalisateurs »

(Boelens et al. 2016 ; p. 2, traduction de l'anglais par SGPoizat)

La planification territoriale hydro-sociale intègre l'eau dans la planification du territoire. Au lieu de considérer l'eau comme une ressource isolée, elle reconnaît ses profondes connexions avec la société, les manifestations culturelles, l'économie et les écosystèmes, en tenant compte des logiques d'organisation propres à chaque territoire.

Dans la construction des territoires hydro-sociaux en l'Amérique latine, la question de la justice hydrique, c'est à dire l'assurance d'une répartition équitable et durable de l'eau, en garantissant l'accès de tous à une eau propre et saine, tout en préservant les écosystèmes aquatiques, est au cœur du débat. Bien que la discussion, dans un sens large, se concentre souvent sur les droits de propriété, Boelens et al. (2011) soulignent la nécessité d'analyser les conflits qui opèrent dans les territoires hydro-sociaux de manière plus large et proposent pour cela quatre niveaux : 1. Au premier niveau, on trouve le conflit pour l'accès à l'eau, mais aussi aux infrastructures, aux technologies et aux ressources économiques qui permettent sa mobilité. Dans ce cas, les auteurs soulignent que l'élément clé est la manière dont les ressources sont distribuées ; 2. À un deuxième niveau, on trouve tout ce qui concerne les normes et les règles qui définissent comment cette eau doit être distribuée, tant les normes opérationnelles que politico-administratives ; 3. Au troisième niveau, il existe des conflits autour de la légitimité de ceux qui ont le pouvoir de définir ces règles, de prendre des décisions et de faire valoir leurs droits ; 4. Enfin, un quatrième niveau concerne les conflits entre discours pour articuler et défendre des normes, des droits, des revendications, autour de l'eau.

1.4.4 Quelques approches théoriques d'après l'écologie politique latino-américain pour aborder les conflits autour de l'eau

Comme A. Basteiro (2022) l'a décrit l'Écologie Politique Latinoaméricaine (EPL) est un courant qui s'est renforcée depuis les années 1990 en proposant une nouvelle approche pour réfléchir aux questions de pouvoir, en lien avec la pensée critique de cette région. Cette approche recentre l'analyse sur les actions et les discours des acteurs territoriaux, en particulier ceux qui ont été traditionnellement considérés comme passifs et marginalisés en raison de leur condition sociale. L'EPL met en évidence leur capacité à agir et à lutter pour le contrôle et l'accès aux ressources naturelles dans leurs territoires (Durand Smith et al., 2011). En critiquant les notions de "Troisième Monde" et de "Modernité", ainsi que les analyses binaires, des auteurs comme A. Escobar (2015) introduisent le concept de "plurivers". Ce terme désigne une réalité composée de multiples mondes co-existant, où se rencontrent des cultures, des perspectives et des représentations de la réalité diverses. Dans ce contexte, il s'agit de construire un savoir contestataire, produit "par le bas" (Jenatton et al., 2022). En complément du concept de plurivers, R. Haesbaert (2017) introduit celui de "multiterritorialité", c'est à dire la possibilité d'expérimenter simultanément différents territoires dans un même espace, ce qui contribue à la construction de rapports de pouvoir et à la création d'espaces de mobilisation pour la défense des territoires. L'EPL remet en question les fondements de la crise environnementale et propose une nouvelle relation à la nature, allant au-delà de la simple exploitation des ressources naturelles (Leff, 2004). Elle encourage plutôt une réappropriation sociale de la nature.

Historiquement, la nature a été dépouillée de sa valeur intrinsèque pour être transformée en ressource, l'insérant dans le flux unidirectionnel de la valeur et de la productivité économique, en somme, une marchandise, E. Leff (2003 ; p.4) parle d'une « denaturalization » de la nature. À partir des années 1960, la nature est devenue un enjeu politique, non seulement dans le cadre d'une politique d'État visant à préserver les bases naturelles de la soutenabilité de la planète, mais aussi comme objet de conflits et d'appropriation sociale, passant d'un paradigme mécaniste à un paradigme écologique (ibid.). Ainsi, « l'écologie s'est politisée et la politique s'est écologisée » (ibid ; p. 4), adoptant une perspective politique des relations entre les êtres humains et la nature, lesquelles se construisent à travers des rapports de pouvoir et des discours normalisés. Des concepts tels que la biodiversité, le territoire, l'autonomie et l'autogestion ont vu leurs significations se redéfinir au cœur de conflits et de stratégies de réappropriation de la nature, où le territoire-région ou le lieu/support reconstruisent des identités, des pratiques culturelles et des rationalités productives durables à travers d'un ensemble de mouvements sociaux et de pratiques politiques s'inscrivant dans un processus d'émancipation (ibid.).

Pour H. Alimonda (2022), l'Amérique latine a été soumise à une colonisation persistante de la nature. La colonisation de sa réalité biophysique (flore, faune, habitants, biodiversité) ainsi que de sa configuration territoriale (la dynamique socioculturelle qui articule ces écosystèmes et paysages), par la

pensée hégémonique mondiale et les élites dominantes de la région, perçoit la nature comme un espace subalterne, qui peut être exploité, nivelé et reconfiguré selon les besoins des régimes d'accumulation dominants. Tout au long de son histoire, avec chaque cycle d'exportation, des écosystèmes entiers ont été contrôlés pour introduire, entre autres, des monocultures d'exportation, l'exploitation minière, des projets hydroélectriques ou de nouvelles voies de communication.

Pour comprendre ces processus de colonisation de la réalité biophysique et territoriale, il faut d'abord définir le territoire. Historiquement le territoire a été associé à une double connotation, matérielle et symbolique. Pour R.Haesbaert (2017) il est lié à l'expérience de la domination (la terreur) par laquelle ils sont expropriés de leur terre ; pour d'autres, il est associé au privilège qui leur attribuée la propriété du territoire de manière exclusive. Le territoire, dans tous les cas, est lié au pouvoir, mais pas seulement au pouvoir politique traditionnel. Il s'agit autant du pouvoir au sens le plus concret, de domination, que du pouvoir au sens plus symbolique, d'appropriation (Haesbaert, 2017). En tant qu'« espace-temps vécu », le territoire est toujours multiple, « divers et complexe », à l'opposé du territoire « unifonctionnel » promu par la logique capitaliste hégémonique (ibid.). Pour R. Haesbaert & D. Mason-Dezee (2020), s'inspirant de Lefebvre (1986), cet espace-temps vécu produit un espace socialement construit, un espace-processus, un espace fait territoire, où s'exercent à la fois l'appropriation (qui commence avec la nature elle-même) et la domination (caractéristique de la société capitaliste). Face à la domination et à l'appropriation, la mobilisation des savoirs locaux et des connaissances ancestrales pour la défense des territoires et des ressources hydriques, c'est-à-dire la mobilisation d'une écologie des savoirs comme le propose B. De Sousa Santos (2007), est fortement ancrée dans l'expérience du territoire vécue dans la pratique, dans le quotidien, « par le bas », où les habitants et le territoire forment une seule unité.

Pour B. de Sousa Santos (2007), les mobilisations et luttes sociales naissent d'une écologie des savoirs, qui postule l'existence d'une diversité épistémologique inépuisable dans le monde, ce qui revient à reconnaître une pluralité de formes de connaissance au-delà du savoir scientifique. Ces savoirs concernent la matière, la société, la vie et l'esprit. L'écologie des savoirs n'est pas abstraite, c'est une pratique qui valide ou invalide les interventions dans le monde réel. Un pragmatisme épistémologique justifié par le fait que dans les expériences de vie des plus opprimés, les conséquences précèdent toujours les causes. L'écologie des savoirs est au cœur des luttes contre l'extractivisme territorial de l'eau. Face à la prise de contrôle des territoires par des acteurs puissants, souvent avec le soutien ou la complicité de l'État, limitant la participation et les intérêts des communautés locales, les mouvements sociaux les confrontent, mobilisant des savoirs locaux et des connaissances ancestrales pour défendre leurs territoires et leurs ressources hydriques.

1.4.5 L'expérience territoriale pour la défense de l'eau d'après l'EPL

Depuis les années 1990, la littérature sur les conflits liés à l'eau, abordés sous l'angle de l'EPL dans la région latino-américaine, a connu une croissance exponentielle, largement stimulée par le contexte croissant de politiques néolibérales et les mobilisations sociales. Si initialement les études se concentraient sur des pays comme le Mexique, l'Argentine, le Chili et le Brésil, ces dernières années, l'intérêt s'est accru pour les luttes communautaires dans les Andes et en Amérique centrale. Cette attention grandissante pour les mobilisations sociales se reflète dans l'exemple suivant qui décrit les expériences de communautés défendant leurs territoires en Argentine.

La mobilisation des savoirs locaux et des connaissances enracinées dans l'expérience territoriale pour la défense de l'eau soulève la nécessité pour les habitants, afin de s'organiser en mouvements de résistance, d'entreprendre de longs processus d'autonomisation. G. Merlinsky (2017) l'analyse à travers l'expérience du *Foro Hídrico de Lomas de Zamora*, une organisation communautaire qui lutte pour la défense environnementale du bassin versant du río Matanza-Riachuelo, dans la zone périurbaine de Buenos Aires, en Argentine. Les habitants locaux, mobilisés en collectifs, dénoncent les dommages environnementaux et les impacts sur la santé causés par les pratiques extractives de l'eau et la spéculation immobilière. Le *Foro*, au travers de ses pratiques épistémiques collectives, c'est-à-dire des actions, méthodes et outils mis en commun par les habitants pour construire, valider et partager les savoirs liés à son territoire, a réussi à rendre visible le conflit qu'il affronte avec d'autres acteurs (agences gouvernementales, corporations) pour l'accès à l'eau. De plus, il engendre un débat sur la légitimité des savoirs en jeu. Pour l'auteure, ces luttes se développent à travers un processus de valorisation sociale au cours duquel différents acteurs définissent comment les flux de l'eau sont manipulés par les géographies du pouvoir (Swyngedouw & Heynen, 2003).

1.5 Méthodologie de la recherche

La méthodologie adoptée pour cette thèse sera présentée dans cette section. Elle repose sur une adaptation du concept de cycle hydro-social et des éléments provenant de l'EPL, des enquêtes de terrain et une recherche documentaire approfondie.

1.5.1 Adaptation du cycle hydro-social

Afin d'analyser les interactions complexes entre l'eau et la société dans le contexte de cette thèse, un schéma conceptuel basé sur les principes du cycle hydro-social, mais ajusté à la problématique en question est proposé incorporant quatre éléments adaptés à cet recherche : 1. Directement lié au H_2O, se trouvent les éléments naturels qui contextualisent l'eau à Montréal, tels que les cours d'eau, la forêt riveraine, les collines, entre autres. 2. Concernant les structures de pouvoir social, on analysera trois éléments : les conflits autour de l'eau, les acteurs qui interviennent dans ces conflits et qui construisent

les rapports de pouvoir, et enfin les modalités de gestion et de gouvernance de l'eau dans un contexte d'inclusion précaire, en lien avec ces conflits et acteurs. 3. En ce qui concerne les éléments d'infrastructure et de technologie, il s'agit de caractériser ce que l'on définit comme des réseaux socio-technologiques de l'eau, en évaluant dans ce cas précis les processus d'inclusion précaire dans la ville formelle, la forme que prend l'hybridité de ces réseaux et la manière dont opère la fragmentation. 4. On cherche ensuite à définir les processus de territorialisation et à identifier les éléments symboliques et matériels qui construisent cet espace vécu et approprié par les Montréalais à travers leur expérience quotidienne de l'eau. La territorialisation, issue de l'appropriation, résulte de l'interaction des autres éléments du schéma.

Il convient de préciser que le même schéma sera utilisé à différentes étapes des processus de territorialisation. Ces schémas variés s'adaptent à des moments spécifiques de la trajectoire d'inclusion précaire dans les réseaux socio-technologiques de l'eau à Montréal dans le temps et l'espace. Comme le soulignent Swyngedouw & Heynen (2003), ce processus est dialectique : les transformations sociales influencent les flux d'eau et inversement, créant ainsi de nouveaux arrangements hydro-sociaux à chaque étape. Ci-après le schéma d'analyse adapté du cycle hydro-social utilisé dans cette thèse.

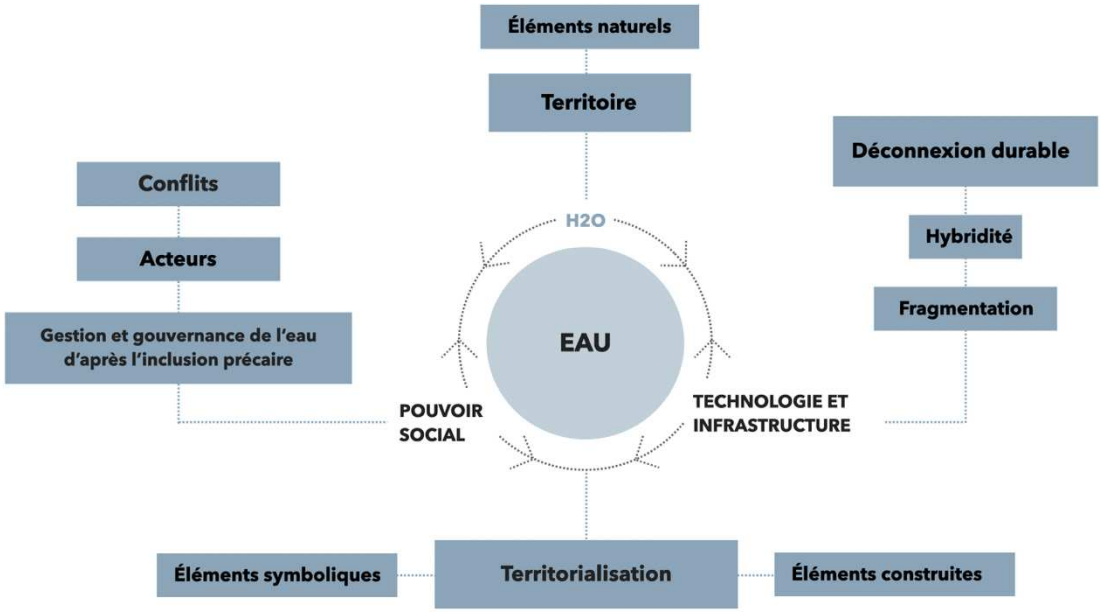


Figure 4 : Modèle conceptuel adaptée du cycle hydro-social à Montréal
Source : Propre élaboration basée sur Haesbaert & Mason-Deese (2020), Linton & Budds (2014), Jaglin (2010)

1.5.2 Travail de terrain

Pour l'élaboration de cette thèse, une recherche qualitative a été conçue, comprenant un total de 14 entretiens ouverts. Ceux-ci sont détaillés ci-dessous : 5 entretiens avec des habitants de Montréal auxquels ont participé 8 personnes ; 5 entretiens avec du personnel de la *Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima*[22] (FUNDASAL, en français Fondation salvadorienne de développement et logement sociaux) ; 2 entretiens avec des professionnels indépendants, un expert en urbanisme et un architecte ayant de l'expérience de collaboration avec des promoteurs immobiliers ; 1 entretien avec un journaliste indépendant ; et 1 entretien avec une personne vivant dans la un quartier précaire située sur l'axe d'expansion sud de l'AMSS. De plus, un groupe focal a été réalisé avec des habitants de Montréal, auquel ont participé 13 personnes.

En ce qui concerne les entretiens et le groupe focal avec les habitants de Montréal, malgré une connaissance préalable de la zone et de certaines des personnes interrogées, la réalisation tant des entretiens que du groupe focal ont été partiellement limitées par le Plan de contrôle territorial[23] et le Régime d'exception[24], mis en place par le gouvernement depuis 2021 et encore en marche. Dans le cadre de ce régime, Montréal a été classée comme territoire de *pandillas* (gangs) et l'armée a pris le contrôle de la zone. Ainsi, non seulement l'accès à la zone a été restreint, mais certains habitants de Montréal ont également exprimé leur crainte de collaborer à l'enquête, limitant ainsi la participation, en particulier celle des jeunes de la zone.

Concernant les visites sur le terrain, depuis 2023 il est enfin possible d'accéder à Montréal. Auparavant l'accès était restreint, d'abord à cause du COVID qui a impacté tout le début de ce travail, et plus tard parce qu'il s'agissait de l'un des territoires fortement ciblé par le Plan de contrôle territorial. Des visites partielles ont été effectuées en 2022 et 2023, mais il a fallu attendre 2024 pour qu'il soit possible de visiter à nouveau l'ensemble du territoire de Montréal, jusqu'à sa périphérie et discuter directement avec ses habitants. En complément, deux visites ont été réalisées dans les territoires périurbains de l'AMSS, aussi bien sur l'axe nord (où se situe Montréal) que sur l'axe sud. Ces visites ont permis de confirmer les différents phénomènes d'expansion et le type de territoires qui se constituent.

Initialement, cette recherche prévoyait de comparer deux cas d'étude, l'un à Montréal et l'autre dans le district de Nuevo Cuscatlán. Cependant, il n'a pas été possible de mener une recherche approfondie sur le cas de Nuevo Cuscatlán, non seulement en raison des restrictions imposées par le régime d'exception, mais aussi parce que les établissements où la recherche devait être menée sont situés

[22] FUNDASAL est une institution privée, non gouvernementale et à but non lucratif. Elle a commencé ses activités en 1968. Depuis cette date, elle se concentre sur l'amélioration de l'habitat urbain et rural en El Salvador et l'Amérique centrale.
[23] Le Plan de contrôle territorial a été mis en œuvre en 2021 avec l'objectif de récupérer les territoires contrôlés par les gangs.
[24] Le Régime d'exception accompagne le Plan de contrôle territorial. Bien que le contrôle des territoires ait été récupéré par l'État, le régime d'exception n'a pas été suspendu.

dans un ensemble de propriétés où des projets immobiliers et commerciaux développés, ont été dénoncés pour des pratiques corrompues favorisées par le gouvernement actuel (Rodríguez, 2022). Tant les habitants de ces établissements que les promoteurs immobiliers ont refusé de participer à la recherche. Il a toutefois été possible de s'entretenir avec un architecte ayant travaillé avec ces promoteurs immobiliers et avec un journaliste indépendant qui a commenté les conflits liés à l'eau dans la zone. De plus, une conversation a eu lieu avec une personne vivant dans un outre établissement précaire, qui a évoqué les conflits au sein de sa communauté concernant l'accès à l'eau courante. Bien que l'étude de cas comparative n'ait pu être menée à terme, cette recherche a permis d'identifier les principales tendances d'expansion dans les zones périurbaines et de mettre en évidence les conflits récurrents liés à l'accès à l'eau, notamment dans les axes nord et sud de l'expansion de l'AMSS.

1.5.3 Autres sources d'information

En complément des entretiens et des visites de terrain, une recherche documentaire a été menée dans deux archives. Le première provient de la Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima (FUNDASAL, en français Fondation Salvadorienne pour le Développement et le Logement Minimum), où des informations relatives au Programa e Mejoramiento de Barrios (PMB, en français Programme d'amélioration des quartiers), réalisé par FUNDASAL dans Montréal entre 2008 et 2015, ont été récupérées. Le seconde était l'archive du Centro Nacional de Registros (CNR, en français Centre National des Registres), pour y rechercher d'anciennes photographies et cartes de ce territoire périurbain.

Étant donné le très faible nombre d'articles universitaires traitant de la relation entre l'expansion urbaine, la dégradation environnementale et les conflits liés à l'eau dans les territoires périurbains de l'AMSS, il a fallu recourir au journalisme d'investigation comme source d'information alternative. Au Salvador, il existe des médias indépendants (El Faro / www.elfaro.org); Revista Gato Encerrado / www.gatoencerrado.news; Mala Yerba / www.mala-yerba.com et Revista Factum / www.revistafactum.com), qui suivent ces questions, surtout depuis le début des discussions sur la Loi de l'Eau en 2006. Au total, sept journaux ont été consultés, dont six indépendants et le journal géré par le gouvernement (surtout pour contrer la manière dont les nouvelles sont présentées par le parti au pouvoir). Un total de 70 articles, dont 54 entre 2019 et 2024, période d'élaboration de la thèse.

1.5.4 Limites de la recherche

Tout au long de l'élaboration de cette thèse (entre 2019 et 2025), divers événements ont considérablement influencé à la fois le retard de certaines activités programmées comme l'impossibilité d'en réaliser d'autres. Le premier d'entre eux a été le COVID-19 qui a fermé les frontières mondiales en mars 2020. Dans ce cas, comme cela s'est produit au début de la thèse, le problème majeur a été les déplacements entre le Salvador et la France. À ce moment-là, je bénéficiais du soutien du Service de

Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de la France par le biais d'une bourse qui couvrait deux voyages en France et le paiement de l'université pendant deux ans. Le premier de ces voyages (fin 2020) a eu lieu au milieu des déplacements restreints par le COVID et, bien que j'aie pu le faire, pendant mon séjour à Montpellier, j'ai dû suivre des cours en ligne alors que l'université fonctionnait au minimum. Cependant, ce moment a été en même temps précieux pour travailler très étroitement avec ma directrice de thèse. Le voyage de 2021 a été bien plus fructueux. Les restrictions liées au COVID n'existaient plus et j'ai pu rester en France plus longtemps, ce qui m'a permis de mieux m'intégrer à mon laboratoire.

Pendant ce temps, au Salvador, en 2019 un nouveau gouvernement a entré en fonction qui a mis en œuvre une série de mesures qui ont peu à peu limité les libertés individuelles et causé des impacts significatifs sur le travail de terrain. La première, l'accès à l'information publique a été restreint ; l'eau étant un sujet sensible, une grande partie des informations qui y sont liées restent limitées. Les entretiens sollicités auprès de fonctionnaires n'ont pas été approuvés et il a donc fallu recourir à d'autres sources, comme les journaux indépendants qui documentent les conflits liés à l'eau.

Alors que l'on sortait des restrictions liées au COVID, en 2021, le gouvernement a mis en œuvre un Régime d'Exception restrictif pour lancer son Plan de Contrôle Territorial. Ce plan visait à lutter contre l'insécurité et la violence causées par les gangs, en « récupérant » les territoires contrôlés par ces groupes. Dans ce cadre, l'accès aux territoires où il y avait une forte présence de gangs a été restreint. Montréal en faisait partie. C'est pourquoi la première visite sur le terrain n'a pu être réalisée qu'en 2022, et uniquement sur un site spécifique (visite technique où il y avait un glissement de terrain et une maison partiellement effondrée). En 2023, une deuxième visite plus large a pu être effectuée. Même s'il n'a pas été possible de visiter tout Montréal, il a été possible de parler brièvement avec certains de ses habitants. Ce n'est qu'en 2024 qu'une visite plus complète de l'ensemble de Montréal a pu être réalisée et aussi interviewé des habitants. Le régime d'exception a eu in impacte évidente dans la négative des gens à participer des focus groups, les seule focus group qu'a pu être organisé a dû se réaliser dehors Montréal dans un espace sécurisé.

De plus, en 2023, le gouvernement a décidé de réduire le nombre de municipalités en regroupant plusieurs d'entre elles ; le Salvador est ainsi passé de 262 à seulement 44 municipalités. Parallèlement, il a supprimé toutes les subventions pour les projets municipaux et a créé la Direction des Travaux Municipaux (DOM), un organisme directement rattaché à la Présidence. Ces changements visaient à contrôler les mairies en les privant de ressources et en leur confiant des territoires plus vastes à gérer, causant ainsi un énorme mécontentement citoyen avant les élections municipales de 2024. L'objectif final : gagner la majorité des gouvernements municipaux, ce qui a été accompli.

Pendant ce temps, pour cette recherche, l'accès à tout type d'information municipale a été totalement refusé. Aucun fonctionnaire municipal n'a accordé d'entretiens, des maires aux techniciens, et les restrictions d'accès à l'information publique étant toujours en vigueur, il n'a pas non plus été possible d'obtenir des informations sur les plans et projets liés à l'eau. Dans ce cas, les connaissances et les informations provenant de FUNDASAL et du PMB ont partiellement résolu cette difficulté.

1.5.5 Positionnement en tant que chercheuse

Bien que cette recherche ait pu être menée à terme, la série d'événements qui l'ont affectée demande une réflexion et une position claire. Face au COVID, on ne pouvait pas faire grand-chose, mais je dois exprimer ma gratitude envers ma directrice de thèse qui m'a toujours apporté son soutien pendant mes séjours en France, y compris durant la pandémie.

Concernant les mesures mises en œuvre par le gouvernement du Salvador pendant la réalisation de cette thèse, deux aspects ont été fondamentaux : premièrement, protéger l'identité des personnes qui ont collaboré à cette recherche, en particulier les habitants de Montréal. Deuxièmement, utiliser des sources non conventionnelles pour obtenir des informations, comme les journaux indépendants menant des enquêtes sur les questions environnementales, l'eau et les conflits associés. L'utilisation de sources journalistiques a certes ses limites, mais étant donné que l'accès à l'information publique est restreint et que très peu de publications académiques couvrent ces sujets dans le pays, elles ont été une ressource précieuse. Actuellement, de nombreux journalistes cités dans ce travail sont poursuivis et censurés par le gouvernement, et leurs sources de financement sont réduites. (Le Salvador vient d'approuver, en mai 2025, la Loi sur les agents étrangers, imposant une taxe de 30 % sur les financements externes aux ONG et fondations que le gouvernement estime contraires à ses intérêts).

À un niveau personnel, faire de l'investigation sur l'environnement et l'eau dans le pays s'avère une tâche de plus en plus périlleuse. Dans cette optique, l'appui d'institutions partenaires est primordial. Pour ma part, l'enquête de terrain n'aurait pas pu être menée à bien sans le soutien inestimable de FUNDASAL. Par ailleurs, la réalisation de cette thèse au sein d'une université étrangère a permis d'éviter toute association avec l'établissement où j'enseigne, qui a adopté une position critique vis-à-vis de la situation actuelle du pays, en conséquence, certaines personnes sont réticentes à collaborer aux enquêtes.

La situation, malheureusement, se complexifie de jour en jour pour les chercheurs et les chercheuses au Salvador. Il conviendra d'observer l'évolution du contexte local et de s'y adapter, en veillant constamment à protéger l'intégrité des individus participant aux recherches.

1.5.6 Quelques espaces où continuer à approfondir la recherche

À ce jour, il existe une abondante littérature dans la région latino-américaine traitant à la fois de la construction des territoires hydro-sociaux et des divers niveaux de conflits qui y opèrent. Cependant, certains espaces théoriques et pratiques demeurent à explorer plus en profondeur. Premièrement, les recherches ont tendance à séparer l'analyse des territoires ruraux et urbains, les territoires ruraux étant généralement ceux d'où sont extraites les ressources hydriques pour être consommées dans les zones urbaines, tout en subissant les plus grands impacts en termes de pollution et de surexploitation, non seulement de l'eau mais aussi des autres éléments naturels fondamentaux tels que la terre, les forêts, le sous-sol, la biodiversité, etc. En ce sens, il paraît nécessaire de porter le regard sur les territoires périurbains, en tant qu'espaces de frontière, mais aussi de transition, regard devant intégrer d'une part une analyse issue des sciences sociales (géographie, anthropologie), des sciences naturelles (écologie, biologie), mais aussi de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Cette attention par les territoires périurbains devrait permettre de dépasser les discours spatiaux dualistes campagne-ville, qui dominent encore les débats. Du point de vue de l'urbanisme, la question de l'eau dans les espaces périurbains est souvent vue à travers les nouvelles frontières vers lesquelles il s'agirait d'étendre le réseau de distribution, c'est-à-dire principalement à partir d'une vision par les infrastructures. Compléter cette perspective par des apports de l'écologie politique permettrait d'enrichir le débat sur l'expansion des villes à partir de la construction de territoires hydro-sociaux et pas seulement à partir de la question de l'accès ou non à l'eau courante par canalisation.

Conclusions du chapitre

L'oxymore d'une pénurie d'eau au cœur d'une région aussi riche en ressources hydriques que l'Amérique latine est souvent utilisée par les organisations internationales, les autorités locales et les acteurs privées pour justifier la nécessité d'une gestion plus efficace et rentable de l'eau. Ce chapitre a démontré que cette convergence de vues, à la fois publique et privée, autour d'une gestion intégrée des ressources en eau, masque une réalité plus complexe. De cette manière, on a abordé l'eau sous ses aspects économiques, environnementaux, sociaux et symboliques, transcendant le simple débat public-privé.

Ce chapitre a également mis en évidence la complexité et la multidimensionnalité des débats sur la gestion de l'eau dans la région. Par exemple, dans les relations entre zones urbaines et rurales, la croissance des villes accroît les tensions avec les territoires ruraux, sources traditionnelles d'approvisionnement en eau. Des cas de tensions et de conflits liés aux eaux de bassins partagés par plusieurs pays ont également été décrits, le bassin du fleuve Amazone étant l'exemple le plus notable dans la région. À une échelle plus locale, celle de la ville, des exemples d'implémentation de modèles de privatisation des services d'eau courante dans les années 1990 ont été présentés, démontrant la nécessité

d'analyser chaque cas de manière spécifique. En effet, si certains projets ont échoué, comme celui d'Aguas Argentinas à Buenos Aires, d'autres ont permis d'améliorer les infrastructures, comme dans le cas d'Águas de Niterói à Niterói, au Brésil.

La gestion et la gouvernance de l'eau dans la région prennent un tournant paradoxal en raison de la nature abondante de la ressource et de sa pénurie marquée, ce qui appelle généralement à une utilisation efficace et optimale de l'eau. Ce débat a favorisé l'introduction de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) comme modèle privilégiant l'intégration des aspects environnementaux, sociaux et économiques, en tenant compte de la dynamique des systèmes socio-environnementaux et en encourageant la participation de tous les acteurs impliqués dans la gestion de la ressource. Bien que ce modèle puisse théoriquement apporter des solutions, son application pratique s'avère complexe. Cela a conduit certains auteurs à le critiquer ouvertement (Trottier, 2012) et d'autres à proposer d'autres modèles tels que la Gestion intégrée des ressources (GIR), englobant non seulement les ressources en eau mais également d'autres ressources comme l'énergie (Gupta et al., 2013).

Ce chapitre s'est également intéressé à la relation entre l'eau et la ville, décrivant comment, avec la croissance urbaine, les villes sont devenues de « voraces consommatrices d'eau » (Talledos Sánchez, 2017 ; p. 349), et démontrant comment l'eau, au fil du temps, est passée d'un élément naturel à une ressource, à travers la construction du concept d' « eau moderne » (Swyngedouw, 2005). À travers un parcours historique des différentes phases de la gestion des ressources en eau dans les contextes urbains, il est montré qu'à la fin du XIXe siècle, les municipalités étaient principalement responsables de la gestion de l'eau en ville. Avec l'expansion urbaine de la première moitié du XXe siècle, la gestion de l'eau a été centralisée par les États, qui se sont également chargés de mettre en place les infrastructures hydrauliques. À cette époque, l'approvisionnement en eau des villes était en concurrence avec d'autres usages tels que l'agriculture et la production d'énergie. Avec le développement du modèle de substitution des importations et l'implantation d'industries en ville, les villes se sont étendues sans être en mesure de fournir des logements et des services urbains à la population urbaine croissante qui migrait vers ces espaces à la recherche d'emploi et d'une meilleure qualité de vie. C'est à ce moment-là qu'une nouvelle institutionnalisation de l'eau dans les contextes urbains a vu le jour, avec l'introduction d'institutions nationaux de l'eau. Finalement, les gouvernements, incapables de gérer l'eau au moyen de ces institutions nationales, ont été fortement critiqués et la région est entrée dans une nouvelle phase où l'eau est devenue un service à privatiser.

Ce parcours historique a servi de base pour introduire deux phénomènes urbains qui seront repris plus en détail dans l'analyse de cette thèse : 1. L'expansion des villes a donné naissance à la formation de territoires périurbains qui sont devenus des espaces où se manifestent de manière accrue des conflits liés à l'eau. 2. Ces territoires, interfaces entre la ville et la campagne, sont le théâtre de

transformations dynamiques qui affectent considérablement les ressources qu'ils contiennent, l'eau étant l'une des ressources les plus disputées. Au moins quatre types d'espaces périurbains ont été décrits dans le contexte latino-américain : les espaces périurbains, où se mêlent les usages et les populations ; les espaces suburbains, à dominante résidentielle ; les espaces ruraux, à dominante agricole ; et les espaces périphériques, qui correspondent aux limites immédiates des villes et où se trouvent souvent de nombreux établissements précaires. Les conflits liés à l'eau qui émergent dans ces espaces sont variés. Quelques exemples de ces conflits ont été présentés dans ce chapitre.

Au niveau théorique, une distinction a été établie entre la *Political Ecology*, l'Écologie Politique et *l'Ecología Política Latinoamericana*, en récupérant des éléments d'analyse pour cette thèse. Dès la *Political Ecology*, les concepts de cycle hydro-social et de territoires hydro-sociaux ont été présentés comme des outils d'analyse des conflits liés à l'eau, permettant également de comprendre comment la gestion de l'eau est mise en œuvre à l'échelle locale dans les territoires périurbains. L'approche des conflits s'appuie aussi sur la l'Écologie Politique Latinoaméricaine (EPL), en s'inspirant de certains concepts théoriques (territoire et écologie des savoirs) qui serviront par la suite à analyser les conflits pour l'eau. Ensuite, la méthodologie utilisée pour réaliser cette recherche a été présentée. Les difficultés rencontrées tout au long du processus ont également été évoquées.

Ce chapitre conclut en soulignant quelques pistes de recherche à approfondir. D'une part, est nécessaire d'insister sur la nécessité de dépasser le dualisme rural-urbain dans l'analyse de la gestion de l'eau, car cette approche ne permet pas de saisir la richesse des espaces de transition que constituent les territoires périurbains en tant que territoires hydro-sociaux. D'autre part, il est essentiel de renouer le dialogue entre les études territoriales/urbaines et les sciences sociales, enrichies par les apports des sciences naturelles, dans les discussions sur la ville. Cela permettra d'effectuer une analyse plus complète de la gestion de l'eau en milieu urbaine.

CHAPITRE 2.
L'EAU EN AMÉRIQUE CENTRALE : DES CONFLITS EN AUGMENTATION

Selon les données de la Banque mondiale, la population d'Amérique centrale se concentre de plus en plus dans les zones urbaines, suivant ainsi la tendance générale de l'Amérique latine. En moyenne, 64 % des Centraméricains vivent déjà en milieu urbain (contre 82,7 % pour l'ensemble de la région), et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Le Costa Rica (83 %) et le Salvador (75 %) affichent les pourcentages de population urbaine les plus élevés de la région[25]. Cependant, les villes n'ont pas cessé de s'étendre. Cette réalité a un fort impact sur les réserves d'eau douce, non seulement en raison de l'augmentation de son extraction et de sa contamination, mais aussi en raison des défis de sa gestion et de sa gouvernance.

Dans les années 1970-1980 l'augmentation de la migration des campagnes vers les villes, conséquence de choix économiques basés sur l'industrialisation par substitution aux importations ou les conflits armés, a exercé une influence notable sur l'augmentation de la population et l'étalement urbain. À partir de 2000, la population a continué de croître, mais plus lentement, même si les villes ont continué de s'étendre (Berti et Ferrufino, 2009 ; Lungo, 1992). Des phénomènes combinés tels que les migrations internes, l'augmentation de la rente foncière ou les investissements immobiliers spéculatifs font partie des processus qui produisent cette réalité (Lungo, 2004). Si on regarde les chiffres, le Tableau 4 montre que les pays du « Triangle du Nord », Guatemala, Honduras et Salvador, sont ceux qui ont maintenu les taux de croissance démographique les plus élevés pendant plus de six décennies. Au sud de l'isthme centraméricain, le pays qui se démarque est le Nicaragua, suivi du Costa Rica puis du Panama. Au Belize, la population est restée inférieure à un million d'habitants.

La même tendance de croissance est observée dans chaque pays dans le cas de la population urbaine de la région, comme on le voit sur le Tableau 5, où les pays du Triangle du Nord ont les chiffres les plus élevés. Dans tous les cas, à l'exception du Belize, les pourcentages de population urbaine ont dépassé 50 % en 2023, comme le montre le Graphique 1.

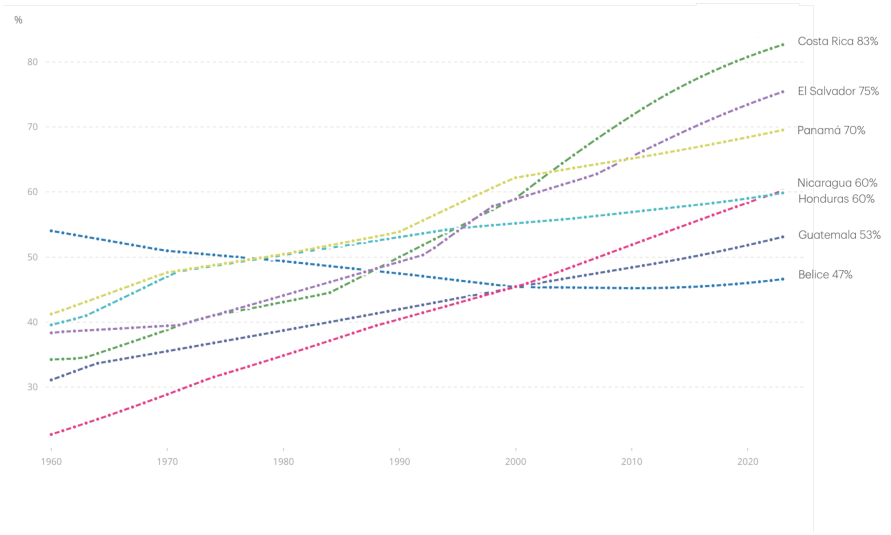
[25] www.datosbancomundial.org

PAYS / AN	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020	2021	2022	2023
Belice	91403	120905	145133	182589	240406	322106	394921	400031	405272	410825
Guatemala	4128880	5455197	6890346	9050115	11589761	14259687	16858333	17109746	17357886	17602431
El Salvador	2779327	3619090	4508992	5367179	5958482	6114034	6292731	6314167	6336392	6364943
Honduras	2078617	2782753	3777990	5053234	6656725	8450933	10121763	10278345	10432860	10593798
Nicaragua	1789684	2444767	3303309	4227820	5123222	5855734	6755895	6850540	6948392	7046310
Costa Rica	1346302	1855697	2414303	3158253	3979193	4622252	5123105	5153957	5180829	5212173
Panamá	1126989	1516188	1956987	2449968	3001731	3623617	4294396	4351267	4408581	4468087

Tableau 4 : Population totale par pays en Amérique centrale entre 1960 et 2023[26]
Source : élaboration propre à partir des données de la Banque mondiale (www.datosbancomundial.org)

PAYS / AN	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020	2021	2022	2023
Belice	49383	61617	71658	86666	109140	145682	181762	184818	188030	191477
Guatemala	1284949	1939050	2668218	3800324	5253870	6902116	8738685	8938987	9141704	9346539
El Salvador	1065983	1427333	1988420	2644624	3510261	4001758	4621633	4679934	4737530	4798721
Honduras	472823	804271	1317385	2044538	3026014	4384767	5906960	6062373	6217985	6378738
Nicaragua	708375	1149774	1661300	2243915	2827250	3332908	3986789	4060795	4138184	4217146
Costa Rica	461162	720511	1040540	1579221	2349793	3315819	4137983	4196609	4250456	4306402
Panamá	464872	722312	987241	1320606	1867017	2360424	2937968	2992584	3048137	3105857

Tableau 5 : Population totale urbaine par pays en Amérique centrale entre 1960 et 2023
Source : élaboration propre à partir des données de la Banque mondiale (www.datosbancomundial.org)



Graphique 1 : Pourcentage de population urbaine par pays en Amérique centrale entre 1960 et 2023
Source : élaboration propre à partir des chiffres de la Banque mondiale (www.datosbancomundial.org)

[26] Les données de population les plus récentes de la Banque Mondiale s'étendent jusqu'en 2023. Le Salvador a réalisé son dernier recensement en 2024, mais afin de pouvoir comparer avec les autres pays qui n'ont pas nécessairement un recensement à jour, les données de 2023 sont utilisées.

2.1 La nécessité d'une lecture « sans frontières » dans la gestion et gouvernance de l'eau

De façon générale, l'Amérique centrale présente les mêmes problèmes en ce qui concerne l'eau que le reste de la région latino-américaine, mais un accent plus important mis sur le conflit autour de la ressource est évident dans la littérature analysée. En partie, ces conflits sont générés par les visions opposées sur le développement entre les acteurs gouvernementaux soutenus par des organisations multilatérales internationales et régionales (parmi lesquelles la Banque mondiale et la BID), et les organisations citoyennes, elles-mêmes soutenues par une variété d'organisations locales et de coopération internationale. Cependant, il convient de noter qu'il existe un consensus général sur les principales questions environnementales en matière d'eau importantes pour la région, tant de la part des organisations internationales que des agences d'intégration régionale, voire des groupes de réflexion régionaux, et même des citoyens. Au centre de ces débats on trouve la gestion et gouvernance de l'eau comme un sujet transversal.

2.1.1 Des organisations régionales environnementales : la CCAD et le GWP/Amérique centrale

Au niveau régional, les agendas de privatisation de la ressource et de la mise en place de la GIRE, tels qu'ils sont encouragés par la Banque mondiale, la BID ou la CEPALC, sont repris par deux organisations régionales : la *Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo* (CCAD, en français Commission Centraméricaine pour l'Environnement et le Développement)[27], et le Global Water Partnership Amérique centrale (GWP/Amérique centrale) (Parthenay, 2019 ; Parthenay, 2015). La CCAD a été créé en 1989, et fait partie du *Sistema de Integración Centroamericano* (SICA, en français Système d'intégration centraméricain). La CCAD met en avant le fait que l'Amérique centrale, comme le reste de l'Amérique latine, est une région dotée d'énormes ressources naturelles, mais où l'environnement subit d'énormes pressions liées, entre autres, à la structure sociale du régime foncier ainsi qu'à des pratiques productives inadéquates, à la croissance de la pauvreté et aux inégalités démographiques dont l'augmentation de la population urbaine, ainsi qu'à la migration associée aux effets du changement climatique et à l'énorme dépendance des combustibles fossiles (CCAD, 2021).

On retrouve dans les stratégies régionales de la CCAD les mêmes enjeux et préoccupations que ceux contenus dans les agendas mondiaux, contextualisés localement autour de sujets tels que la gestion des ressources en eau, la qualité de l'environnement, les océans et la biodiversité, les forêts et paysages

[27] La CCAD est composée de : Guatemala, Belize, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panamá et République Dominicaine.

durables, ou encore le changement climatique et la gestion des risques (CCAD, 2021). Concernant précisément la gestion de l'eau, l'un des principaux objectifs de la CCAD est de soutenir les processus de valorisation économique de la ressource et de « renforcer la gestion moderne et efficace des ressources en eau de la région pour garantir leur durabilité » (CCAD & SICA, 2014 ; p.3). En ce sens, ses actions stratégiques s'attachent notamment à la promotion des systèmes de gouvernance autour de la GIRE pour l'utilisation durable de l'eau, et le soutien au développement des capacités et des technologies pour garantir la sécurité de l'eau, y compris la création des instruments juridiques nécessaires. Ces actions sont, en définitive, orientées vers l'appui à la transformation des actifs naturels, notamment l'eau, en fournisseurs de services environnementaux et donc monétisables (CCAD, 2021). Certains auteurs analysent ces stratégies comme des biopolitiques qui alimentent des réseaux de savoirs et de pouvoir, non seulement pour faire face aux effets du changement climatique mais surtout pour contrôler les populations affectées (Bolaños Guerra, 2018).

D'autre part, le GWP fait partie du système des Nations Unies et a été officiellement créé en 1996 après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) à Rio de Janeiro en 1992, adoptant informellement les principes de la Conférence internationale de Dublin sur l'eau et l'environnement, également organisé en 1992. Entre autres, ces principes insistent sur la gestion partagée de l'eau et sur l'attribution d'une valeur monétaire à celle-ci. Cependant, le GWP Amérique centrale, naît en 2006, intègre à ce même agenda la promotion des Objectifs du Développement Durable (ODD), surtout en matière d'eau (ODD 6[28]), et un programme déterminé pour mettre en œuvre la GIRE, y compris un soutien technique sur les questions juridiques et pour la réforme des cadres réglementaires de l'eau dans la région[29], à travers un comité directeur régional et des associations nationales de l'eau au Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua et Panama[30]. Le GWP Amérique centrale, à travers la promotion de la GIRE, élargit l'éventail des acteurs devant gérer la ressource, en mettant l'accent sur la coordination entre le secteur public, le secteur privé et la participation citoyenne (Nieto, 2011). Cependant, certains auteurs ont relevé que la GIRE présente certaines faiblesses lors de sa mise en œuvre, rappelant d'une part que la notion de bassin hydrographique reste une « question de spécialistes » et est un terme éloigné de la majorité des citoyens. De même, que la « société civile » réagit dans la plupart des cas à d'éventuelles catastrophes et pas nécessairement en tant que corps organisé dans la vie quotidienne (Brun & Lasserre, 2006 ; Trottier, 2012). Ce qui est évident, c'est qu'autant la CCAD que le GWP Amérique Centrale ont un programme commun en matière de gestion de l'eau, en promouvant la GIRE et en collaborant étroitement avec les autorités locales pour sa mise en œuvre.

[28] ODD 6 : Eau Potable et Assainissement : Garantir la disponibilité de l'eau et sa gestion durable et l'assainissement pour tous
[29] Voir : https://www.gwp.org/es/GWP-Centroamerica/MIEMBROS/en-centroamerica/
[30] Le Belize et le Costa Rica en font partie à travers les organisations associées au GWP

2.1.2 Des visions techniques aux savoirs locaux sur l'eau

D'un autre point de vue, les rapports sur l'état de la région[31] qui ont été publiés depuis 1996 et cherchent à « consolider une plate-forme d'information, de recherche et de formation de l'opinion publique sur le développement humain durable (DHD) en Amérique centrale »[32] (traduction de l'espagnol par SGPoizat), montrent que l'eau est l'un des enjeux fondamentaux de la région. Le rapport de 1998, qui comprend un chapitre sur les défis de l'eau en Amérique centrale, soulignait déjà la nécessité d'une lecture de l'eau «sans frontières» (Barry et al., 1999, p. 104), indiquant comme éléments clés la contamination des eaux de surface par les activités humaines, la gestion des bassins partagés et les faiblesses institutionnelles pour la gestion de la ressource. Le rapport de 2021[33], qui a abordé les thèmes des conflits environnementaux, de la pandémie du COVID-19, de la vulnérabilité et des risques, et de la migration, a mis en évidence que tous ces sujets sont d'une manière ou d'une autre associés à l'eau (Chacón Araya & González Rosales, 2021). Bien que les rapports ne promeuvent pas ouvertement la GIRE, ils reconnaissent que la gestion et la gouvernance de l'eau sont nécessaires.

Tant les organisations internationales (Banque mondiale, BID, CEPALC), que leurs partenaires locaux tels que le SICA-CCAD, ou les organisations attachées à l'ONU comme le GWP, ainsi que les groupes de réflexion qui produisent des rapports réguliers tels que l'État de la région, s'accordent à dire que l'Amérique centrale est une région riche en ressources naturelles. Mais s'il s'agit pour les premiers de répondre à la « rareté dans l'abondance » (conformément au discours sur l'Amérique latine), en attribuant une valeur monétaire à l'eau et en la gérant au travers de partenariats public-privé et d'instruments comme la GIRE, pour les seconds les réponses doivent être techniques et financières, mais aussi humaines, en quête de la construction de territoires moins inégalitaires. Dans toutes les cas, ces réflexions sont le fruit du travail de consultants dotés d'une solide expertise technique. La gestion de l'eau, qui reste le plus souvent une vision « d'en haut », relève presque toujours cette regard technique qui alimente les discours politiques. Dans ce scénario la participation citoyenne se réduit presque toujours à de simples processus d'information et, dans le meilleur des cas, de consultation, en limitant la participation active et la possibilité de décider « d'en bas ».

La « gouvernance mondial de l'eau » (Uruena, 2009 ; p. 123), espace réglementaire dominé par des experts dans divers domaines, économique, juridique, commercial et d'ingénierie (dans la plupart des cas des hommes), et se consolide en s'appuyant sur des transitions discursives, normalement produit

[31] Le rapport Estado de la Región (en français État de la région), créé en 1996, est devenu une référence en matière d'information, de recherche et de formation sur le développement humain durable en Amérique centrale et en République dominicaine. Coordonné par le Programa Estado de la Nación (PEN en français Programme État de la Nation) au Costa Rica, il est le fruit d'une collaboration entre universitaires, spécialistes et acteurs de la société civile de la région.

[32] https://estadonacion.or.cr/proyectos-estado-de-la-region/

[33] Le dernier à aborder des questions environnementales au niveau régional

d'en haut. Pour R. Uruena (2009) cette espace réglementaire est un espace contrôlé par des experts qui agissent dans quatre domaines : 1. D'une part, l'approvisionnement en eau est vu comme une condition du développement et donc l'eau devient un bien économique qui se conjugue à une administration décentralisée ; les experts dans ce cas se concentrent sur la gestion des ressources. 2. Deuxièmement, l'eau est une question de droits de l'homme, cette perspective implique une forte critique de l'approche purement économique, et dans ce cas, une série d'experts des droits de l'homme sont appelés à sensibiliser la population civile par rapport à leur droit d'accéder à la ressource. 3. Troisièmement, l'approvisionnement en eau est un négoce et doit donc être géré par les experts provenant de l'industrie de l'eau et de l'économie. 4. Enfin, l'accès à l'eau est un enjeu environnemental et les experts (notamment proches de l'ingénierie de l'eau), s'appuyant sur le concept de cycle hydrologique de l'eau, sont appelés à indiquer comment gérer la ressource techniquement. Implicite dans les discours techniques de ces experts, on retrouve généralement la promotion d'une gouvernance de l'eau soutenant des visions de développement et de progrès.

E. De Souza Martins et R. Soares Del Gaudio (2015) qui affirment que, des idéologies du développement et du progrès, dominantes dans la première moitié du XXe siècle, naît l'idéologie du développement durable des années 1970, qui promeut un nouveau discours autour de la nature dans une perspective de crise environnementale. En Amérique centrale les discours du progrès et du développement se renouvèlent dans le contexte actuel où certains des gouvernements de la région ont pris une voie autoritaire (Nicaragua, El Salvador). Les espaces de réactions aux ces modèles de « développement » imposés sont marqués par la répression et la criminalisation croissante.

Un débat sur les connaissances est ouvert, en distinguant les connaissances scientifiques d'experts qui alimentent ce « gouvernance mondial de l'eau » et les connaissances des peuples locaux, comme au Guatemala, où les peuples mayas *Mam*[34] du village du Vista Hermosa, dans le département de San Marcos, gèrent l'eau au sein de leur territoire en se reposant sur une connaissance approfondie et une protection rigoureuse de leurs ressources en eau, notamment les sources et les rivières. Ainsi, lors de la mise en œuvre de projets liés à l'eau, les communautés étaient en mesure de localiser les sources, d'évaluer la quantité d'eau qu'ils en obtenaient et de mettre en place des mesures de protection adéquates, facilitant ainsi la gestion communautaire. Au fil des ans, leur expertise s'est développée, donnant lieu à de nouveaux projets collectifs comme la création de pépinières et l'entretien régulier des infrastructures hydrauliques (Berghuber et al., 2010). Au Salvador, A. Donate Dutch (2020) analyse également la longue histoire de défense du territoire des habitants de Tacushcalco, une communauté de peuples autochtones, contre la société immobilière Fénix S.A. du C.V. Dans ce cas, le Mouvement Citoyen pour la Défense de Tacushcalco se bat pour montrer comment, avec la construction d'un

[34] Les *Mam* sont un groupe maya enraciné dans les hautes terres du Guatemala et du Chiapas, et à ce jour, ils maintiennent vivante leur culture, leur langue et leurs traditions, et se caractérisent par un profond lien avec la nature.

nouveau projet immobilier dans la zone, non seulement les sources d'eau de la communauté ont été détruites mais aussi 3000 ans d'histoire et de savoir ancestral.

2.1.3 La gestion « inefficace » de l'eau, une voie à la privatisation de la ressource

Les pays d'Amérique centrale ont connu des processus différenciés de mise en place des cadres réglementaires concernant l'eau. Cependant ce n'est pas un hasard si les agendas locaux ont promu la privatisation de la ressource et la mise en place de la GIRE depuis les années 1990, conformément aux programmes d'ajustement structurel imposés par le Consensus de Washington. Un discours a été ainsi introduit sur une gestion plus effective de l'eau et au même temps la nécessité de lui donner une valeur économique. De cette manière, des plans nationaux de l'eau ont été mis en œuvre et des cadres réglementaires ont été promus, ouvrant la voie à la privatisation de l'eau dans la région (Rojas, 2006 ; Basterrechea Díaz & Franco, 2021).

Ce discours privatiseur souligne qu'étant donné le grand nombre d'organismes officiels qui gèrent l'eau sur une base sectorielle, une vision globale est nécessaire, ce qui est au centre des propositions de la GIRE. Dans le cas du Costa Rica, K. Bower (2014), montre qu'un total de dix organismes publics ont un impact sur la gestion de l'eau au niveau national comme montré dans le Tableau 6, ce qui renforce l'argument d'une gestion inefficace. Selon cet argument, toutes ces organisations devraient être unifiées sous une seule agence nationale de l'eau qui contribuerait à rendre la gestion plus efficace et plus rentable.

ORGANISME PUBLIQUE		RESPONSABILITÉES
Ministerio del Ambiente, Energía y Telecomunicaciones	MINAET	Responsable global des ressources en eau ; approvisionnement, gestion, utilisation, protection et surveillance des eaux publiques
Ministerio de Salud	MINSA	Responsable de la santé humaine, y compris de la prévention de la contamination de l'eau
Autoridad Reguladora de los Servicios Públicos	ARESEP	Réglemente l'approvisionnement en eau et les services sanitaires
Instituto Costarricense de Acueductos y Alcantarillados	AyA (also called ICAA)	Élabore des lois et des politiques concernant l'approvisionnement en eau, les eaux pluviales, les eaux usées et la gestion des eaux usées dans les zones urbaines
Instituto Costarricense de Electricidad	ICE	Élabore et met en œuvre la politique énergétique nationale, notamment en matière d'hydroélectricité. Cela comprend la conservation et la protection des bassins liés à la production d'énergie
El Sistema Nacional de Áreas de Conservación de Costa Rica	SINAC	Gère les zones protégées en fonction de leur importance écologique et de leur vulnérabilité
Consejo Nacional del Agua		Coordination de la législation sur l'eau, de la recherche, de l'utilisation, du développement et de la conservation de l'eau dans différentes agences nationales et locales
Servicio Nacional de Aguas Subterráneas Riego y Avenamiento	SENARA	Responsable de l'établissement, de la gestion, de l'entretien et du développement des systèmes d'irrigation et des systèmes de drainage

Contraloría General de la República		Surveille le Trésor Public, y compris toutes les institutions œuvrant dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement
Tribunal Ambiental Administrativo	TAA	Compétence exclusive sur les violations présumées de la législation environnementale ou de la législation sur la protection des ressources naturelles causées par des entités publiques ou privées. En cas de violation, des amendes et des sanctions administratives peuvent être infligées pour garantir l'élimination ou l'atténuation des dommages. Peut imposer des mesures provisoires pour atténuer les dommages
Municipalités locales (telles que l'Entreprise de Services Publics d'Heredia (Empresa de servicios públicos de Heredia, ESPH), les Comités d'Approvisionnement en Eau Rurale (Comités de abastecimiento de agua rural, CAAR) et les Associations Administratives pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (Asociaciones administrativas para el aprovisionamiento de agua y saneamiento, ASADAS)		Gestion locale et maintenance des services municipaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement qui existaient avant la création d'AyA en 1961, à condition qu'un niveau minimum de qualité et de service efficace soit produit

Tableau 6 : Principaux organismes gouvernementaux responsables de l'eau au Costa Rica
Source : élaboration propre à partir de Bower (2014)

S'il est vrai qu'on a insisté sur la nécessité d'inclure toutes les parties prenantes dans la gestion de l'eau depuis le début des discussions sur la mise en place des nouvelles politiques de l'eau, voire la GIRE, dans la pratique, les espaces de discussion et de débat se sont réduits, et par conséquence, des situations de conflit ont été générées. Par exemple, au Salvador, l'approbation en 2021 de la Loi sur l'eau, pourtant basée sur un avant-projet de loi non consensuel, a mis fin à des années d'activisme citoyen pour une loi sur l'eau qui incluait toutes les parties concernées. Cependant, il est également important de noter que les situations de conflit elles-mêmes ont motivé divers acteurs de la société civile à consolider des alliances. Par exemple, toujours dans le cas du Salvador, le *Foro del Agua*[35], plateforme citoyenne née en octobre 2006, rassemble une cinquantaine d'organisations de la société civile (entre autres : *juntas de agua*[36], églises, universités, groupes de jeunes, syndicats, organisations non gouvernementales, et associations féministes) ayant pour objectif principal la promotion d'une gestion responsable, efficiente, équitable et participative des ressources en eau. Le *Foro del Agua* s'oppose catégoriquement à la privatisation de l'eau et à tout projet susceptible de nuire les ressources hydriques, tels que l'exploitation minière ou les grands projets immobiliers, tout en s'efforçant d'influencer les politiques publiques en matière d'eau (López Sanjuán, 2019).

Quoi qu'il en soit, les discussions sur l'eau en Amérique centrale nous renvoient aussi aux discussions sur les modèles de développement et les phénomènes d'exclusion. Comme l'analyse C. Sojo

[35] https://forodelagua.org.sv/
[36] Une *Junta de Agua* est un organisme communautaire responsable de la gestion et de l'administration du service d'eau potable dans un endroit précis, généralement dans les zones rurales ou dans les quartiers précaires des villes.

(2007), en discutant la cohésion sociale. Dans un contexte d'exclusion et de pauvreté persistante, alors que les États se retirent progressivement de l'économie et de la société, en promouvant la privatisation des services publics, la déréglementation et les coupes dans les dépenses publiques et sont confrontés à des efforts conditionnés par les restrictions fiscales, la corruption, le crime organisé et l'autoritarisme, le dualisme structurel centres-périphéries s'accentue exacerbant les tensions entre la ville et ses périphéries, l'urbain et le rural, les identités transnationales des élites et les migrations forcées des pauvres, entre autres dualismes.

2.1.4 L'urbain, le ruraux et le périurbain dans la gestion communale de l'eau

La plupart de la littérature sur la gestion communale de l'eau dans la région se concentre sur les territoires ruraux. Cette tendance à privilégier le rural par rapport à l'urbain dans le contexte centraméricain a beaucoup à voir avec la perception selon laquelle l'organisation communale de la gestion de l'eau est naturellement nécessaire dans un monde rural qui n'est normalement pas connecté aux systèmes formels d'infrastructures hydrauliques. Dans les territoires urbains, on suppose que la population, bien que vivant dans des conditions précaires, est connectée aux services urbains. En ce sens, il existe un large scénario urbain/périurbain à analyser, qui permettrait de montrer qu'il existe également de longues luttes communautaires des citadins pour l'accès à l'eau.

Comme mentionné précédemment, l'essentiel de la littérature analysée se concentre sur des études de cas en milieu rural, montrant comment la force des associations communautaires à travers les *juntas de agua* ruraux sont capables de gérer les ressources de leurs territoires, non sans difficultés et conflits. Par exemple, LaVanchy et al. (2017) ont enquêté sur les luttes de la communauté rurale de Tola, située sur la côte sud-ouest du Pacifique nicaraguayen, pour garantir un accès adéquat à l'eau courante, face aux développements touristiques de la zone, mais également aux effets dus au changement climatique et les sécheresses prolongées dans la région. L'article examine la précarité de l'eau à la lumière des législations locales et montre comment la faiblesse des structures de mise en œuvre des politiques publiques, ainsi que les réglementations elles-mêmes, contribuent à la raréfaction de l'eau. La même faiblesse des structures qui régulent l'accès à l'eau affecte les conflits locaux entre communautés pour le contrôle de la ressource, par exemple entre les communautés transfrontalières entre Mexique et Guatemala. Dans l'article de L. Mejía González (2020), l'accent est mis sur les échanges quotidiens et les conflits d'accès et d'utilisation de l'eau, d'un regard actuel mais aussi à travers les processus historiques de gestion des ressources.

Cependant, si elles veulent vraiment être efficaces sur le long terme, les luttes du monde rural doivent influencer différents scénarios multi-niveaux. Ce n'est que dans la mesure où les acteurs ruraux sont capables de gérer leurs ressources et de négocier avec des acteurs nationaux et internationaux pour les protéger, qu'ils peuvent effectivement garantir l'accès à l'eau courante et à l'assainissement de leurs

communautés, comme en témoigne une vaste étude de terrain au Nicaragua menée par Sara T. Romano. S. T. Romano soutient qu'il est possible de passer des protestations à l'élaboration proactive de politiques. En 1999, la Banque interaméricaine de développement (BID) approuve un prêt de US$21 millions de dollars américains pour lancer la modernisation des services d'eau et d'assainissement. Dans ce contexte, un mouvement anti-privatisation grandissant émerge dans le pays. L'alliance formée par la *Red Nacional de Defensa de los Consumidores* (RNDC, en francais Réseau national de défense des consommateurs), *l'Alianza por la no privatización del agua y el derecho de acceso al agua* (en français, l'Alliance pour la non-privatisation de l'eau et le droit d'accès à l'eau), la *Coalición por el derecho al agua* (CODA, en français Coalition pour le droit à l'eau) et les *Comités de Agua Potable y Saneamiento* (CAPS, en français Comités d'eau courante et d'assainissement) parvient, grâce à son activisme, à ce que les représentants des institutions gouvernementales rendent des comptes, à être incluse dans le processus d'élaboration des politiques publiques sur l'eau et à ouvrir des espaces pour favoriser la participation citoyenne. Entre autres, en offrant aux citoyens une formation à l'élaboration des politiques publiques, ce qui leur a permis de formuler leurs propres propositions de normes et de réglementations ; en établissant des partenariats avec des organisations non gouvernementales et en facilitant la participation des populations ruraux isolées. Dans ce cas, les mouvements anti-privatisation de l'eau ont exigé la responsabilité des institutions de l'eau, et ont pu étendre leurs propres réseaux de contacts et de soutien, créant des espaces et des pratiques démocratiques extra-institutionnelles (Romano, 2012).

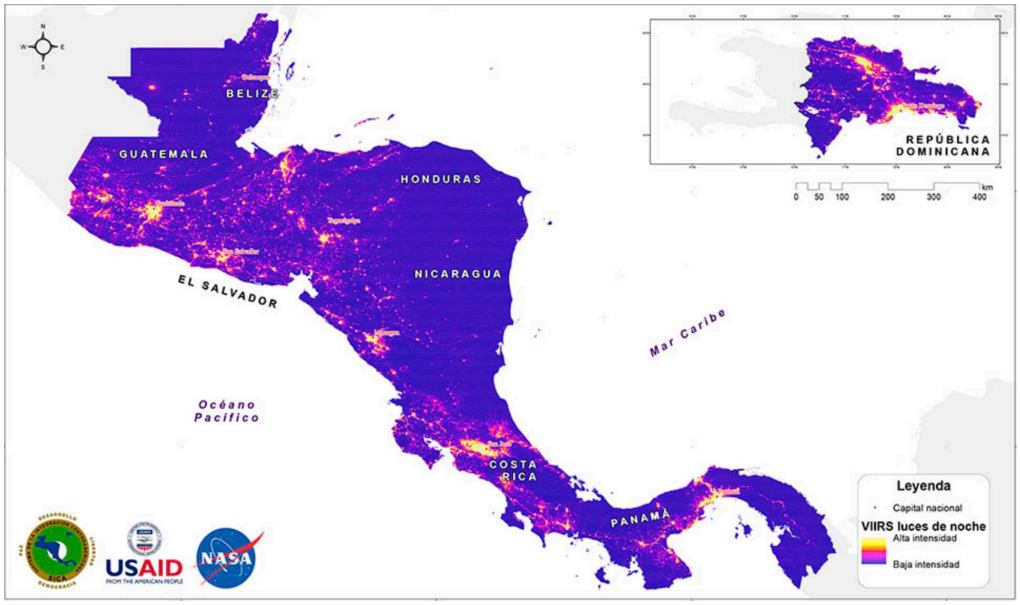
Dans le cas des villes, la gestion communale de l'eau entre en conflit avec les structures étatiques et leurs modèles de développement et de territorialisation, comme le montre F. Alpízar Rodríguez (2018) dans le cas de Costa Rica. L'auteur analyse la gestion de l'eau dans une perspective historique comme une manière d'aborder la construction progressive et territoriale de l'État. Dès la période de consolidation de l'État costaricain, entre 1821 et 1870, la gestion de l'eau était principalement assurée par les municipalités. Cependant, cette situation évolua avec la consolidation de la République libérale, entre 1870 et 1940. En 1884, la première loi sur les eaux fut adoptée, privilégiant les usages privés de l'eau. Entre 1940 et 1982, une nouvelle loi sur les eaux fut promulguée (en 1942), et l'État étendit les infrastructures hydrauliques à l'ensemble du pays, en privilégiant l'approvisionnement des villes, les infrastructures hydrauliques et les systèmes d'irrigation pour l'agro-industrie. En 1953, la Loi générale sur l'eau courante fut adoptée, suivie en 1961 par la création du Service national des aqueducs et alcantarillés (SNAA). La dernière période, entre 1982 et 2014, fut marquée par une dispersion des compétences en matière de gestion de l'eau entre différentes institutions, entraînant une incohérence institutionnelle. Selon l'auteur, la perte du pouvoir infrastructural de l'État à partir des années 1980 a conduit à une perte de contrôle sur les ressources clés, déterritorialisant ainsi la société civile. Également au Costa Rica, les défis de l'approvisionnement en eau courante et en assainissement dans les communautés urbaines pauvres des territoires périurbains de la ville de San José sont analysés par L. Bonilla (2002), qui indique qu'une partie du problème est due à la passivité des habitants de ces

communautés, qui, dans l'attente que l'État résolve le problème, sont généralement assez passifs. Cette passivité est en relation très forte avec le manque de cohésion sociale de ces territoires, en raison entre autres des flux migratoires constants qui affectent les structures sociales locales et leur capacité à s'organiser autour de la défense de leurs ressources.

2.2 Des villes conurbaines sur un territoire réduit

Après l'indépendance en 1821, les nouvelles capitales centraméricaines se sont établies principalement à l'intérieur des anciens territoires coloniaux sur le plateau central, à l'exception de la ville de Panama, située sur la côte Pacifique. Le Honduras présente un cas particulier, avec la concurrence entre l'ancienne capitale minière, Tegucigalpa, et la ville industrielle côtière émergente de la côte caraïbe, San Pedro Sula. Toutes les villes ont consolidé leur position tout au long des XIXe et XXe siècles grâce à l'expansion de l'économie du café et de l'industrialisation des années 1960-1970. La seule capitale qui n'émerge pas de cette dynamique historique est la ville de Belmopan, fondée en 1970, mais qui n'accèdera au statut de capitale du pays qu'après 1981, lorsque le Belize obtiendra son indépendance de la Grande-Bretagne.

La localisation de la plupart de ces villes dans des zones sismiques, volcaniques, et des écosystèmes fragiles, les a exposées tout au long de leur histoire à des risques importants, aggravés par une expansion urbaine constante. Cette réalité se développe dans des systèmes nationaux de villes qui présente deux caractéristiques principales : 1. La primauté d'une capitale qui centralise la population et les activités. Ces capitales se sont étendues pour former de véritables Aires Métropolitaines dans les années 1980 et plus récemment elles sont identifiées comme Régions Métropolitaines, en raison de l'expansion urbaine persistante, le long des axes d'agglomération et des zones d'influence urbaine environnantes dans les territoires de la périurbanisation. 2. La plupart des capitales, à l'exception de Belmopan au Belize, sont situées sur l'axe Pacifique de l'isthme centraméricain, ce qui coïncide avec la connectivité assurée par l'autoroute Panaméricaine qui relie longitudinalement le Guatemala au Panama. Dans le contexte actuel d'une région de plus en plus urbanisée, bien qu'avec une population urbaine qui stabilise sa croissance, les systèmes urbains créent des territoires « con-urbanisés » dans lesquels les espaces périurbains ne se limitent plus seulement aux périphéries des villes, mais à de vastes territoires interurbains consolidés, comme le montre la Carte 1, où l'on peut observer les villes de la région centraméricaine à partir de la luminosité nocturne.

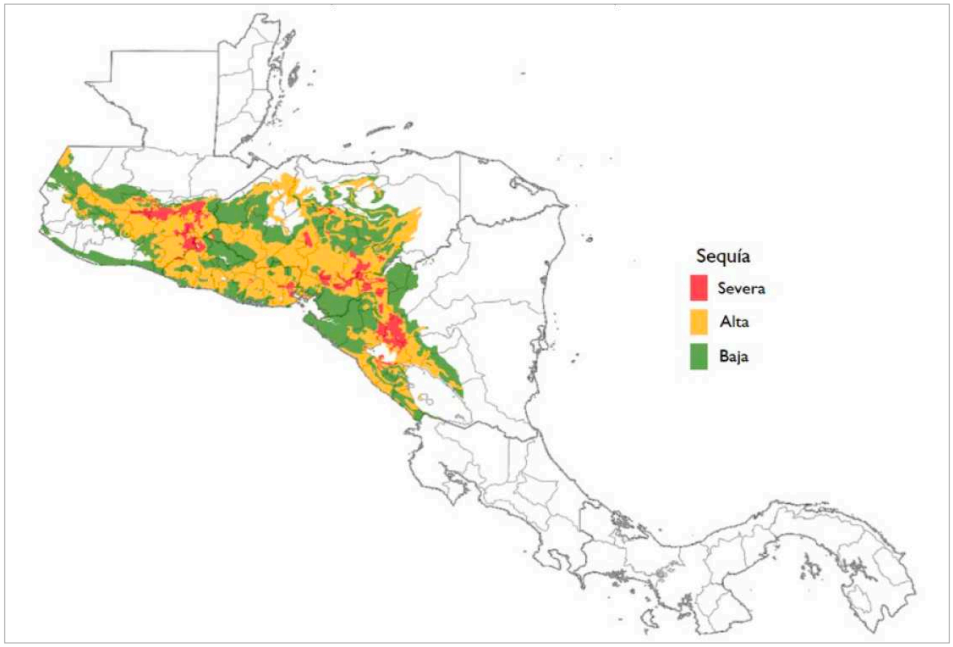


Carte 1 : Système urbain d'Amérique centrale mis en valeur par la luminosité nocturne, 2024
Source: https://www.sica.int/nasa-sica/mapas

D'un autre point de vue, on peut remarquer que l'espace régional où se concentrent la majorité des grandes villes, entre les villes de Guatemala, San Salvador, Tegucigalpa, San Pedro Sula et Managua, coïncide pratiquement avec la délimitation du *Corredor Seco Centroamericano* (CSC, en français Corridor sec centraméricain). La zone qui est connue depuis les années 2010 comme le « corridor sec » centraméricain s'étend du Chiapas (Mexique) au Guanacaste (Costa Rica), allant des zones basses du versant Pacifique aux vallées intermédiaires jusqu'à 800 mètres d'altitude, dans les zones centrales du Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa Rica. Entre 2010 et 2019, 19 épisodes de sécheresse se sont produits dans le CSC. Ces sécheresses sont associées à des processus de dégradation de l'environnement, influencés entre autres par l'expansion urbaine, qui, combinés à des conditions climatiques défavorables, augmentent la récurrence de ces événements (CEPAL/CAC_SICA, 2020)[37]. La Carte 2 montre le territoire couvert par le CSC, indiquant trois niveaux de sécheresse : élevé, moyen et faible[38]. Dans l'Encadré 1 sont décrites les conditions climatiques du corridor sec d'Amérique centrale.

[37] *Comisión Económica para América Latina/Consejo Agropecuario Centroamericano - Sistema de Integración Centroamericana* (CEPAL/CAC-SICA, en français Commission Économique pour l'Amérique Latine/Conseil Agropecuaire Centro-Américain-Système d'Intégration Centraméricain)

[38] Les caractéristiques d'une sécheresse sévère sont de faibles précipitations (800 mm-1.200 mm/an) et plus de 6 mois secs. La sécheresse élevée est caractérisée par des précipitations moyennes (1.200 mm-1.600 mm/an) et 4 à 6 mois secs, tandis que la sécheresse faible est caractérisée par des précipitations élevées (1.600 mm-2.000 mm/an) et 4 à 6 mois secs (CEPAL/CAC_SICA, 2020).



Carte 2 : Corridor sec d'Amérique centrale
Source : Estudio de caracterización del Corredor Seco Centroamericano (FAO, 2012) dans CEPAL/CAC-SICA, 2020.

> L'Amérique centrale présente une riche diversité de climats et d'écosystèmes, résultat de sa topographie complexe qui s'étend des côtes aux hautes montagnes. Les précipitations annuelles varient considérablement, les régions côtières des Caraïbes recevant plus de 6 000 mm par an. Même si les tendances des précipitations totales ne montrent pas de changements significatifs, la variabilité accrue et la hausse des températures exercent une pression très forte sur les ressources en eau. L'évapotranspiration accrue et la sécheresse qui en résulte menacent les écosystèmes et la disponibilité de l'eau dans la région.
>
> (CEPALC /CAC-SICA, 2020).

Encadré 1 : Conditions climatiques du corridor sec d'Amérique centrale

La relation entre villes et écosystèmes en Amérique centrale est marquée par l'échelle de la région centraméricaine. Il faut avoir à l'esprit que la transformation des villes capitales vers des régions métropolitaines ne peut ignorer le fait qu'ils s'étendent dans des pays à extension territoriale limitée, le cas le plus critique étant celui du Salvador. D'autre part, dans les villes, il y a une génération constante de risques urbains mineurs (tel que des petites glissements de terrain ou des inondations locales récurrentes en saison des pluies), qui dans la plupart des cas passent inaperçus mais qui revêtent une importance singulière pour les populations qui les subissent périodiquement. Ces risques se caractérisent par le fait qu'ils sont générés dans une période de formation longue et, sans mesures correctives immédiates, le problème s'enracine et s'aggrave, étroitement liée aux caractéristiques du modèle

d'expansion urbaine (Lungo, 2004 ; Lungo, 2001). Ces grandes villes/régions métropolitaines dans des petits pays ont un fort impact sur les processus de transformation territoriale. Selon M. Lungo (2001), au début des années 2000, au moins onze types d'effets de l'expansion urbaine pouvaient être identifiés dans la transformation territoriale, mêmes que ceux qui se produisent dans le reste de l'Amérique latine: 1. Perte de terres agricoles ; 2. Diminution des espaces verts ; 3. Abandon et détérioration des zones centrales de la ville[39] ; 4. Pollution atmosphérique ; 5. Pollution et détérioration des aquifères ; 6. Extension des trajets domicile-travail ; 7. Dispersion des lieux de travail ; 8. Augmentation de la ségrégation socio-spatiale ; 9. Augmentation des coûts des infrastructures et services urbains ; 10. Augmentation du coût du logement et 11. Inadéquation de la réglementation de l'utilisation des terres.

Pour M. Lungo (2021), l'interconnexion croissante des systèmes économiques, sociaux et technologiques a considérablement accru la vulnérabilité des villes d'Amérique centrale. L'interconnexion de ces systèmes a augmenté la vulnérabilité urbaine, provoquant la combinaison et l'intensification de risques initialement isolés. Ces risques ont donc été accrus, transformant de petites vulnérabilités en menaces à plus vaste échelle. La faiblesse conjuguée de la législation, du cadre réglementaire et des institutions en charge du développement urbain, accroît ces vulnérabilités tout en augmentant les conflits socio-environnementaux dans des contextes urbains de plus en plus fragiles et détériorés. D'un autre côté, la profonde division entre les villes formelles et informelles de la région a toujours été une source de vulnérabilité, en particulier pour les secteurs les plus défavorisés. Cependant, en raison de l'interconnexion croissante des systèmes urbains, cette fragmentation ne se limite plus à certains secteurs, mais expose l'ensemble de la population à des risques croissants.

2.3 Le « mal-développement » et l'augmentation des conflits pour l'eau

Les conflits autour de l'eau en Amérique centrale peuvent apparaître comme une conséquence des modèles de développement mis en œuvre dans la région et mettent en évidence les profondes inégalités qui continuent de diviser les sociétés centraméricaines. Le discours dominant selon lequel, pour sortir de la pauvreté et des inégalités, il faut promouvoir les investissements privés, encourage un portefeuille d'investissements qui va des projets touristiques aux *charter cities*[40], en passant par les barrages hydroélectriques ou des extractions minières, soit des projets censés apporter le développement à la population. D'un autre côté, les populations locales voient la nécessité de s'organiser, cette fois pour défendre leurs territoires, leurs ressources et leurs moyens de subsistance contre l'extractivisme, qu'il soit minier, relatif à de grandes infrastructures hydrauliques, à l'agro-industrie, au tourisme ou même à

[39] Dans le cas de San Salvador depuis 2015 cette situation a changé. Le soi-disant « centre historique abandonné », qui en réalité a été pendant de nombreuses années un espace habité par les pauvres urbains (qui y trouvaient également leurs moyens de subsistance), est l'objet d'un processus agressif de gentrification.

[40] Une *charter city* est un concept urbain qui propose la création de villes dotées d'un haut degré d'autonomie, où de nouvelles formes de gouvernance et de développement économique peuvent être expérimentées. En substance, c'est comme si une « cité-État » était créée au sein d'un pays, avec la capacité d'établir ses propres lois, réglementations et politiques dans certains domaines.

l'expansion urbaine qui produit une perte d'écosystèmes et de paysages sur les territoires sur lesquels elle s'étend. L'autre face du développement, ou *mal desarrollo* (mal-développement), comme l'appelle M. Svampa (2014), montre aussi une Amérique centrale migrante. Les migrations ne sont certainement pas quelque chose de nouveau dans une région qui, tout au long de son histoire, a dépendu de l'expulsion de sa population pour maintenir son économie à flot, mais les motivations socio-environnementales sont de plus en plus fréquentes (Bolaños Guerra, 2018). Il nous semble important de revenir ci-dessous sur quelques-unes des recherches sur ces sujets dans la région.

2.3.1 Conflits socio-environnementaux et crises de l'eau

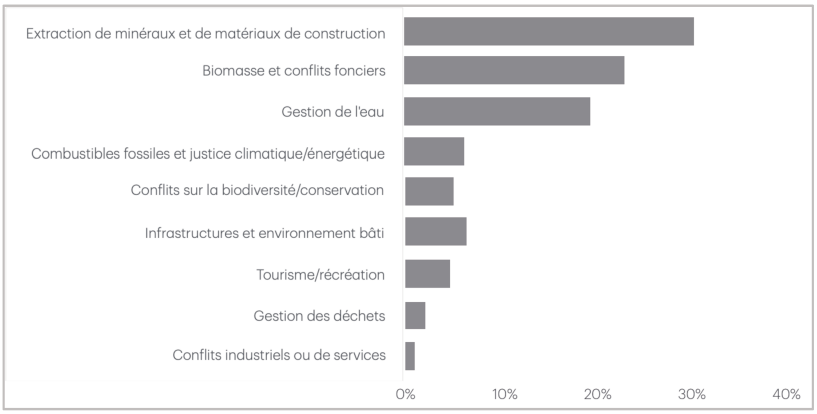
La montée des conflits socio-environnementaux découle de la mise en place de mégaprojets, de la re-primarisation de l'économie et d'une stratégie d'appropriation géopolitique de nouveaux impérialismes, En ce sens, E. Bran-Guzmán (2017) s'intéresse aux mouvements pour la défense des territoires d'Amérique centrale et s'interroge sur l'articulation d'une nouvelle mobilisation sociale et politique dans la région autour de la défense de l'environnement, montrant que la plupart des conflits étaient liés en 2017 à des projets miniers (26 recensés), hydroélectriques (22) ou à l'utilisation de pesticides dans la production agricole (12). Dans les 81 cas présentés dans le Tableau 7, il existe trois caractéristiques attachées à un cadre institutionnel d'intégration et de développement dans la région : 1. la présence de capitaux étrangers et locaux dans des secteurs spécifiques ; 2. le financement et le conseil d'organismes multilatéraux (BID, Banque mondiale, BCIE) promouvant les investissements et les mégaprojets, et 3. la présence de l'État dans la création des conditions pour attirer, encourager et protéger les investissements (Bran-Guzmán, 2017, p.47-48)

Pour tous les types de conflits présentés dans le Tableau 7, il existe des mouvements de la société civile qui entreprennent des trajectoires pour défendre leurs territoires et leurs ressources inhérentes. Ces mouvements, très actifs dans les décennies 1970-1980, coïncidant avec les conflits armés de la région (Guatemala, El Salvador, Nicaragua), sont entrés dans une phase relativement passive après la fin des conflits, exsangues après une période d'énorme répression. La période suivante de pacification à l'échelle de la région a permis aux mouvements sociaux de se restructurer et de rentrer dans la sphère politique (Bran-Guzmán, 2017). Plus récemment, le retour de gouvernements autoritaires dans la région a jeté les bases de la prolifération de nouveaux processus extractivistes, tandis que les organisations de la société civile, une fois de plus épuisées par l'échec et la corruption des gouvernements de gauche qui les soutenaient (Nicaragua, El Salvador), doivent se restructurer autour de la défense de leurs territoires et de leurs moyens de subsistance (Roque Baldovinos, 2021).

Types de conflits	Guatemala	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Costa Rica	Totaux
Exploitation minière	11	1	5	6	3	26
Barrages hydroélectriques	15	2	3	1	1	22
Plantations et utilisations de produits agrochimiques	3	1	3	3	2	12
Pétrole	1	0	1	0	1	3
Conservation des zones protégées	1	0	2	2	1	6
Gestion des déchets	0	1	0	0	0	1
Infrastructure	0	0	0	1	0	1
Projets touristiques	1	1	1	0	4	7
Extraction illégale de minéraux	1	0	0	0	0	1
Service d'énergie électrique	1	0	0	0	0	1
Zones de développement	0	0	1	0	0	1
Totaux	34	6	16	13	12	81

Tableau 7 : Conflits environnementaux autour de mégaprojets en Amérique centrale en 2017
Source : élaboration propre à partir de Bran-Guzmán (2017)

D'autre part, les chercheurs du rapport sur L'État de la région 2021, compilant les conflits socio-environnementaux sur la période 1990-2020, indiquent que « 80,2% des conflits socio-environnementaux enregistrés au cours de la période 1990-2020 étaient liés à l'extraction de minéraux et de matériaux de construction, aux conflits d'utilisation des terres associés à des activités telles que l'agriculture, la pêche, l'élevage et la foresterie, à la gestion des eaux, à l'utilisation des combustibles fossiles et la justice climatique/énergétique » (Chacón Araya & González Rosales, 2021, p. 267). Comme le montre le Graphique 2, il est frappant de constater que la gestion de l'eau apparaît comme l'un des trois motifs de conflits les plus fréquents. La justice climatique ou la conservation de la biodiversité sont quelques-unes des questions qui commencent à émerger dans les nouvelles situations conflictuelles, ainsi que l'augmentation des conflits en raison du développement des infrastructures et de l'augmentation de l'espace bâti.



Graphique 2 : Répartition procentuelle des conflits environnementaux par sujet 1990-2020
Source : élaboration propre à partir de Chacón y González (2021)

Des 3300 conflits recensés dans le *Global Atlas of Environmental Justice*[41] (en français Atlas mondial de la justice environnementale) en octobre 2020, 120 ont été identifiés en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Beaucoup de ceux-ci sont liés à de projets miniers affectant directement les sources d'eau de la population locale (Martínez-Alier, 2020). Entre 2022 et 2024, seul le journal numérique d'investigation environnementale *Mala Yerba*[42] (en français Mauvaise Herbe) a documenté au moins 35 plaintes différentes pour dommages environnementaux en Amérique centrale. Ces plaintes correspondent à des sujets aussi variés que l'exploitation minière des métaux, la pollution des mers, des rivières et des lacs, la défense des sites sacrés pour les communautés autochtones, la perte de biodiversité, l'extractivisme immobilier, les conflits pour l'accès et la gestion de l'eau, les mégaprojets, l'extractivisme touristique, la criminalisation des défenseurs de l'environnement, entre autres.

2.3.2 Modèles de développement et accumulation par dépossession

En général le tournant mondial vers le néolibéralisme génère une discussion intense sur les formes de gestion des ressources naturelles et, parmi elles, des ressources en eau. Que ceux-ci soient contrôlés par l'État, le marché ou par des groupes d'utilisateurs, nous revenons à la discussion sur les modèles du développement. On retrouve dans ce contexte des visions opposées sur la gestion de l'eau et des ressources naturelles, avec des acteurs publics et privés qui s'opposent aux visions des acteurs de la société civile. On peut donner comme exemple les conflits autour de l'eau liés aux modèles de développement et d'investissement qui favorisent le tourisme, comme au Costa Rica, dont l'économie dépend largement. En analysant le cas de la région du Guanacaste, E. Cañada (2019) montre comment les conflits socio-environnementaux surgissent avec l'introduction de projets touristiques dans les zones rurales. S'intéressant aux mouvements communautaires de défense de l'eau, l'auteur démontre qu'il n'y a pas de rejet du tourisme proprement dit mais des processus de dépossession et d'inégalités qu'il implique. Toujours pour le Guanacaste, A. Ramírez Cover (2012) a fait un récit historique de la transformation des modèles de développement dans la région entre 1997 et 2006, cartographiant les territoires où des conflits pour l'accès aux ressources en eau surgissent, notamment entre les développements touristiques et les communautés rurales.

Dans certains cas, des modèles de développement sont imposés de l'extérieur, et avec l'appui des gouvernements en place, ils dessinent de véritables enclaves territoriales d'exclusion, s'appropriant du même coup les ressources naturelles locales. L'histoire de l'Amérique centrale regorge de cas

[41] www.ejatlas.org

[42] *Mala Yerba* (Mauvaise herbe) https://mala-yerba.com/ Est un site digital d'informations salvadorien, qui se donne pour objectifs de faire du journalisme spécialisé sur les problèmes socio-environnementaux dans l'isthme centraméricain, avec un focus particulier sur le Salvador, de promouvoir l'agenda environnemental, de démocratiser l'information sur les crises de l'eau, de l'alimentation et du climat, et d'enregistrer les déplacements forcés des populations vulnérables à la crise climatique et aux mégaprojets,

d'enclaves, existantes dans la région dès l'époque préhispanique et qui se sont renforcées au début du XXe siècle autour des zones d'exploitation bananière. J. Palma-Herrera (2019) analyse le cas du Honduras et fait un récit historique des enclaves sur le territoire, depuis Copán, site majeur situé aujourd'hui au Honduras et présenté comme une enclave du monde maya, jusqu'aux aux zones d'emploi et de développement économique (ZEDE) actuelles, proposées par le gouvernement en 2013. L'échec de ce modèle de *charter city*[43], qui s'affirme dans un contexte de fragmentation territoriale et d'exclusion, a laissé en héritage au Honduras toute une législation qui a permis l'avancement de concessions territoriales et de ressources naturelles à des investisseurs étrangers : les districts d'énergies renouvelables, les zones touristiques spéciales, les zones minières et zones forestières (Palma-Herrera, 2019 ; Cao, 2019). Dans ce contexte, la pression sur les ressources en eau s'est accrue, ainsi que les conflits autour de l'eau, allant jusqu'à la persécution et la criminalisation des défenseurs de l'environnement, comme ça a été le cas de Berta Cáceres, fondatrice du *Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras* (COPINH, en français Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras), un mouvement anti-extractiviste contre la privatisation des rivières et contre des projets hydroélectriques. Berta Cáceres a été assassinée chez elle le 3 mars 2016 par des hommes armés (Ponce Lara, 2018) et sa famille continue en 2024 de se battre contre une procédure judiciaire jugée incomplète.

L'un des délires les plus récents de ces choix de développement est la soi-disant "*Bitcoin city*"[44] que veut développer le gouvernement du Salvador sur les pentes du volcan Conchagua, dans le golfe de Fonseca, et qui serait financée par la crypto-monnaie, une image de synthèse promotionnelle est montrée dans la Figure 5. Le projet est destiné exclusivement aux investisseurs étrangers, et il se présente comme un modèle en harmonie avec l'environnement, mettant en avant l'alimentation de la ville par l'énergie du volcan. À aucun moment, ni les conditions particulières du territoire où il va s'installer, ni la relation avec les habitants locaux, ne sont en discussion dans la proposition. Les effets sur les écosystèmes locaux, y compris les ressources en eau, ne le sont pas non plus. Au contraire, l'accent est mis sur les actions relatives à la rapidité dans la gestion des procédures réglementaires pour le mettre en œuvre, l'approbation expresse des permis environnementaux et les incitations fiscales pour les investisseurs. Cet exemple présente des similitudes avec les ZEDE honduriennes décrites précédemment, surtout en ce qui concerne la faiblesse de la législation environnementale qui favorise ainsi la déprédation de ressources. Au chapitre 3, les processus extractivistes opérant lentement derrière ce projet sont décrits plus en profondeur.

[43] Une Charter City, ou charter city, est un concept urbain qui propose la création de villes dotées d'un haut degré d'autonomie, où de nouvelles formes de gouvernance et de développement économique peuvent être expérimentées. En substance, c'est comme si une « cité-État » était créée au sein d'un pays, avec la capacité d'établir ses propres lois, réglementations et politiques dans certains domaines.

[44] Le Salvador a adopté le bitcoin comme monnaie officielle le 7 septembre 2021, malgré les mises en garde du Fonds Monétaires International. À l'heure actuelle la majorité de la population ne l'utilise pas.



Figure 5 : Image de synthèse promotionnelle du projet de Bitcoin City au Salvador
Source : https://amazingarchitecture.com/storage/1550/bitcoin_city_el_salvador_fr_ee_fernando_romero_enterprise.jpg

Dans les environs de la *Bitcoin City*, le gouvernement du Salvador prévoit la construction d'un aéroport, afin que les investisseurs étrangers puissent arriver directement dans la nouvelle ville prévue. A cet effet, un dispositif de vente forcée des terres où seront implantées les nouvelles infrastructures a été lancé, qui touche les habitants des hameaux de la zone, les dépossédant non seulement de la terre mais aussi de leurs moyens de subsistance, l'agriculture et la pêche (Zablah Rauda, 2024). Sur la Photographie 1 on peut observer les terrains où l'aéroport du Pacifique serait construit. Ce projet entend promouvoir également le tourisme de plage dans la zone, en relation directe avec le boom des activités touristiques de la région. Dans un contexte relativement calme ces dernières décennies, l'Amérique centrale s'est développée en effet comme une périphérie touristique des États-Unis et du Canada, promotionnant des résidences secondaires pour les retraités et fournissant un contexte idéal pour le blanchiment d'argent. Cette dynamique favorise l'expulsion ou l'intégration subordonnée aux activités touristiques des habitants des territoires de destination, dans des processus d'accumulation par dépossession (Cañada, 2017).



Photographie 1 : Hameau de Condadillo, dans le Golfe de Fonseca, El Salvador,
à l'endroit projeté pour la construction de l'aéroport du Pacifique
Source : *El Faro*, P.V Peña (2024)

2.3.3 Mégaprojets et néo-extractivisme

Une autre source de conflits de plus en plus fréquente dans la région est due aux mégaprojets, comme l'introduction de grands centrales hydroélectriques, et des projets neo-extractivistes, notamment les concessions d'extraction minière. L'héritage d'une législation environnementale faible permet l'avancement de ce type de projets. J.Martínez Fuentes & E.Sandoval Forero (2011) ont analysé l'échelle régionale pour montrer les multiples situations de conflits autour de l'eau qui ont suivi la mise en œuvre du plan Puebla-Panama, promu par la Banque mondiale et le FMI en 2001 ; ce vaste plan d'interconnexions et d'infrastructures du sud du Mexique au Panama, a déclenché une série de conflits en lien avec la mise en œuvre de projets hydroélectriques et la résistance locale aux diverses formes d'extractivisme des ressources naturelles

Dans le cas du Costa Rica, certains auteurs analysent la tension entre l'implantation des centrales hydroélectriques et la résistance communautaire qui, par un activisme renforcé, en vient à former un mouvement national de défense des rivières (Gutiérrez Arguedas & Villalobos Villalobos, 2020). Étudier l'agenda du « capitalisme vert » et le rôle du Costa Rica comme laboratoire mondial de la décarbonation permet à Gutiérrez Arguedas de contextualiser plus largement le cas des centrales hydroélectriques et les luttes collectives pour la défense de l'eau (Gutiérrez Arguedas, 2020). D'un autre point de vue, plus encourageant, l'organisation communautaire et citoyenne qui s'est structurée pour la

défense des rivières au Costa Rica (Gutiérrez Arguedas, 2019) a servi d'exemple pour promouvoir des projets régionaux de récupération des écosystèmes riverains dans des contextes urbains, comme c'est le cas du projet de restauration de la rivière Acelhuate au Salvador (Gutiérrez Poizat, 2021 ; Hércules Solórzano et al., 2016 ; Unidad Ejecutora de Programas Hídricos, 2015).

Un autre regard sur les conflits autour de l'eau se porte sur les projets dits néo-extractivistes (Svampa & Slipak, 2015 ; Lander, 2014), qui sont liés à l'exploitation minière ou au développement de grands projets d'infrastructures qui facilitent l'extraction et/ou l'exploitation des ressources naturelles. D. Villafuerte Solís (2014) analyse, dans les cas du Guatemala et du Nicaragua, les projets de méga-infrastructures de transport visant à faciliter l'extraction de ressources naturelles. En ce qui concerne l'exploitation de minerais métalliques, A. MacKinley (2016) raconte la longue lutte de la société salvadorienne contre ces projets d'exploitation au Salvador, et les défis de la bonne gouvernance autour de la problématique. L'article a précédé l'approbation d'une loi interdisant les mines de métaux en mars 2018, qui a fait du Salvador le premier pays au monde à adopter une loi restrictive de ce type (Spalding, 2018). Considérant une autre forme d'extractivisme, Edith Kauffer (2021) analyse l'hydro-extractivisme dans le bassin transfrontalier du fleuve Usumacinta, entre le Guatemala et le Mexique. L'auteure s'interroge ce qu'on entend par hydro-extractivisme. Le définissant comme « l'extraction de ressources naturelles destinées à leur commercialisation pour le bénéfice prédominant d'acteurs externes aux espaces intervenus, qui produit des impacts environnementaux, sociaux et économiques sur les ressources hydriques et suscite des réactions d'opposition, ainsi que des conflits pouvant mener à des violences » (Kauffer, 2018 ; p.48 ; traduction de l'espagnol par SGPoizat), l'auteure identifie six modalités d'hydro-extractivisme : 1. L'extraction de l'eau en tant que ressource (besoins humains), 2. L'utilisation de l'eau pour produire d'autres ressources extraites (énergie), 3. L'utilisation de l'eau dans une activité extractive (mines), 4. L'eau comme moyen de production d'une ressource faisant l'objet d'un extractivisme, hydro-extractivisme agricole (production d'ananas ou d'huile de palme, comme le montrent L.Medina & T.Rodríguez Echavarría (2021), en analysant l'intégration de l'Amérique centrale dans la mondialisation et les marchés internationaux, intégration qui façone les paysages et entraîné des mutations territoriales parmi l'example de la production d'ananas entre Costa Rica et Nicaragua) 5. Lorsque l'eau constitue un écosystème dans lequel sont menées des activités extractives (pêche, construction), 6. Lorsque l'eau est intégrée dans des processus qui la transforment en bien économique échangeable. Ainsi, l'auteure met en évidence la complexité du phénomène. À partir d'un travail de terrain mené entre 2017 et 2020, l'auteure distingue les éléments qui contribuent à faire de l'hydro-extractivisme un phénomène transfrontalier, en décrivant les types d'hydro-extractivisme rencontrés dans le bassin du Usumacinta et les conflits qui en résultent. Dans cette analyse, en tant que phénomène socio-politique, l'hydro-extractivisme est à la fois lié aux réalités locaux et au fait d'opérer dans une frontière politique.

2.3.4 Des migrations climatiques croissantes en lien avec la sécheresse

La question de la migration est depuis longtemps un thème constant dans le contexte centraméricain. Récemment, les processus migratoires sont plus fréquemment liés aux effets du changement climatique dans la région, en particulier aux pertes dans le secteur agricole dues à des périodes de plus en plus longues de sécheresse. Ces déplacements migratoires sont souvent liés à de grands projets d'infrastructures (barrages, parcs éoliens) et à l'exploitation intensive des ressources naturelles (mines, élevage industriel, monocultures). Projets souvent imposés, ils dégradent les écosystèmes et entraînent des déplacements forcés des populations (Global Witness 2017 ; Lakhani 2020). Par ailleurs, les accords de libre-échange avec les Etats-Unis, signés par les pays centraméricains dès 1990 ont accéléré la transformation des systèmes agricoles traditionnels, bouleversant les écosystèmes locaux et les moyens de subsistance (Bolaños-Guerra & Calderón-Contreras, 2021).

Pour certains auteurs comme R. Díaz Bolaños (2019), sur le territoire qui correspond aujourd'hui au Corridor Sec de l'Amérique Centrale (CSC), des processus de dégradation environnementale se sont succédé depuis l'époque préhispanique. Commençant par la construction de grandes villes à l'époque précolombienne, qui ont entraîné une perte de couvert forestier et des processus d'érosion. Par la suite, pendant la période coloniale, l'introduction de l'élevage intensif, l'exploitation forestière et de nouvelles cultures comme la canne à sucre ont provoqué de nouveaux processus d'érosion et une perte de végétation. L'expansion de la frontière agricole avec l'introduction du café pendant la période républicaine, ainsi que la construction d'infrastructures telles que les routes et les chemins de fer, ont intensifié la déforestation. Pour l'auteur, il convient de prendre en compte cette série de perturbations environnementales lorsqu'on analyse l'impact actuel de la sécheresse sur les territoires appartenaient au corridor sec et les conséquences qu'elle entraîne pour les populations locales (parmi eux, les migrations) (Bolaños-Guerra & Calderón-Contreras (2021) réfléchissent à partir des théories de la *political ecology*, s'intéressent à la résilience socio-écologique, qui permet, entre autres, l'auto-organisation des populations vulnérables et leur ouverture à de nouvelles voies de résistance. Pour les auteurs il est nécessaire de repenser les projets de coopération en tenant compte des pratiques résilientes des populations locales. Ils soulignent également qu'il est nécessaire d'aller au-delà des analyses qui favorisent les migrations induites par la violence urbaine (notamment dans les cas du Guatemala, Honduras et du Salvador), pour inclure d'autres types de violence, voire la violence climatique. Les relations entre migrations et impacts directs du changement climatique, sur des problématiques telles que les risques naturels, la rareté de l'eau ou l'élévation du niveau de la mer, sont analysées par Kaenzig & Piguet (2018), dans diverses études de cas d'Amérique latine. Pour l'Amérique centrale, les auteurs relient les processus migratoires aux effets causés par les tempêtes tropicales, les ouragans et les inondations mais aussi en raison des sécheresses prolongées et des effets sur la production agro-alimentaire.

D'un autre point de vue, à partir de diverses définitions du concept de frontière et de l'analyse de deux réalités, les migrations et l'abondance des ressources en eau à la frontière entre le Guatemala, le Belize et le Mexique, E. Kauffer (2010) fait allusion à l'eau comme un élément qui favorise ou contrarie les mouvements migratoires. Analysant aussi l'eau comme un élément favorisant ou freinant les mouvements migratoires, J. Cuéllar (2021) étudie les images médiatiques des migrants mésoaméricains traversant des fleuves transfrontaliers, en particulier le fleuve Suchiate, entre le Guatemala et le Mexique, comme montre la Photographie 2. L'auteur avance que dans ces scénarios des « biomes frontaliers » sont créés, liés aux dynamiques de la mobilité, des économies informelles et de l'environnement. Ces phénomènes de socialisation et de formation de territoires transfrontaliers s'opposent au discours contre les mouvements migratoires et à la fermeture et contrôle des frontières (Cuéllar, 2021).



Photographie 2: Des migrants salvadoriens traversent la rivière Suchiate entre le Guatemala et le Mexique
Source : P.V Peña, El Faro, 2019

2.4 Résolution des conflits et activisme citoyen

Au milieu de ce panorama complexe et parfois sans espoir, des initiatives comme le Tribunal centraméricain de l'eau permettent certaines avancées dans la gestion des ressources en eau. Le tribunal de l'eau d'Amérique centrale est un tribunal de conscience et n'est pas contraignant d'un point de vue juridique, mais il l'est du point de vue de l'interaction et de la solidarité internationales (Rodríguez et al., 2014). En 1999, J. Borreo rédige les fondements éthiques et juridiques qui constituent la base du Tribunal. Initialement circonscrit à la région centraméricaine, il commence bientôt à recevoir des cas d'autres pays d'Amérique latine et se transforme en le Tribunal latino-américain de l'eau, basé au Costa

Rica. (Minaverry, 2015). Le premier tribunal centraméricain s'est réuni le 28 août 2000, examinant onze procès liés à l'eau dans la région (Caubet, 2002). Un deuxième tribunal centraméricain a eu place en 2004, avec neuf procès. À partir du 2006 la première audience latino-américaine s'est réunie pour analyser treize demandes (Rosas Landa, 2012). La dernière audience a eu lieu en 2018[45].

R. Spalding (2018) démontre, à travers l'étude de l'approbation de la loi contre les mines métalliques au Salvador, comment l'interaction entre la mise en œuvre des politiques publiques et la capacité des mouvements sociaux à les influencer est le produit de la combinaison du fait d'avoir une portée spatiale (territoires divers et différentes échelles) et d'un large réseau de relations entre acteurs, locaux et étrangers. Pour S. Gutiérrez Poizat (2019) le Salvador a, entre autres, le défi de construire une société capable de résoudre les conflits face à la recrudescence des conflits socio-environnementaux dans le pays. Dans son article d'opinion sur les cinq défis posés au gouvernement installé en 2019 sur les questions environnementales, l'auteure s'intéresse dès l'éducation environnementale à la gestion locale des ressources naturelles, mettant en avant la résolution des conflits comme une nécessité urgente.

2.5 Quelques espaces où continuer à approfondir la recherche

Concernant futurs sujets de recherche, il est important d'analyser plus en profondeur la relation entre expansion urbaine et dégradation de l'environnement, en particulier dans cette situation de développement de grandes agglomérations con-urbanisées dans un territoire réduit. La relation évidente entre le corridor sec centraméricain déjà formé et les processus d'expansion urbaine n'en est qu'un exemple.

D'un autre côté, la collaboration entre le monde académique, les mouvements sociaux et le journalisme environnemental constitue une combinaison puissante qui commence déjà à donner des résultats face à l'augmentation des conflits environnementaux, cela fournit surtout des matériaux importants issus des territoires et des visions de ses habitants. Il faut développer le dialogue entre science et société et continuer à analyser les trajectoires de défense des territoires « par le bas » en Amérique centrale.

Enfin, cela implique aussi un dialogue substantiel entre la géographie, l'urbanisme et même l'architecture, dialogue qui reste à se construire dans des pays comme le Salvador qui ne disposent pas encore d'enseignement supérieur en géographie ou en urbanisme ; de cette manière, le nécessaire dialogue entre les sciences sociales et l'organisation de l'espace est fondamental, récupérant une tradition de pensée qui a produit d'importants travaux par des chercheurs tels que M. Lungo (2018,

[45] Entre 2000 et 2018, le tribunal a organisé 11 audiences, dont une à Istanbul, en Turquie, en 2009. Les autres ont eu lieu au Costa Rica en 2000 et 2004, au Mexique en 2006, 2007, 2016 et 2018, au Guatemala en 2008 et 2015, en Argentine en 2012 et au Salvador en 2016.

2004, 2001), S. Baires (2018, 1988) et C. Ferrufino (2013, 2005, 2000) , qui maitrisaient en même temps les savoirs venus de l'urbanisme et des sciences sociales.

Finalement, bien qu'il y ait déjà des enquêtes sur ces sujets, une vision plus complète des conflits socio-environnementaux à la lumière de l'écologie politique latinoaméricaine, tout comme l'analyse des territoires hydrosociaux, restent à se développer. Ces enquêtes pourront contribuer à trouver des solutions novatrices à la situation critique des ressources en eau en Amérique centrale.

Conclusions du chapitre

L'Amérique centrale est une région de plus en plus urbanisée et le modèle de développement urbain expansif, qui, depuis la fin du XIXe siècle, a transformé les capitales en régions métropolitaines, exerce une forte pression sur les ressources naturelles, y compris l'eau. L'extension de ce modèle urbain métropolitain dans de petits pays génère en interne une série constante de risques urbains qui n'ont pas été suffisamment étudiés par rapport aux impacts à plus vaste échelle dans ses territoires tels que la perte de terres agricoles ou l'augmentation de la pollution et la détérioration des aquifères.

Ce chapitre a montré comment, en Amérique centrale, les villes continuent de s'étendre parallèlement à l'urbanisation croissante de la population. Un phénomène à souligner dans ce contexte est que, s'il est vrai que certaines villes se distinguent par leur taille, en particulier les capitales qui sont devenues des métropoles, il est en réalité plus pertinent de parler d'un système de villes con-urbanisées à l'échelle régionale. Fortement concentré sur le littoral pacifique et relié par un réseau d'autoroutes s'étendant de la frontière entre le Mexique et le Guatemala jusqu'au canal de Panama, ce système coïncide en grande partie avec les territoires actuellement affectés par le corridor sec centraméricain. D'autre part, il a été souligné que ce système con-urbanisée de villes se situe dans une bande de territoire de taille limitée (par rapport à d'autres territoires d'Amérique latine). Bien que cela puisse présenter de grands avantages spatiaux, il existe toujours une forte fragmentation et une division, notamment administrative. C'est pourquoi, en matière de gestion et de gouvernance de l'eau, le chapitre plaide pour une vision transfrontalière de l'eau en Amérique centrale.

Cette relation entre les systèmes de villes con-urbanisées et la gestion et la gouvernance de l'eau, envisagée sous un angle transfrontalier, offre encore de nombreuses perspectives de recherche, notamment dans une perspective combinant études urbaines et géographiques. Ce chapitre a présenté certains éléments qui pourraient nourrir ce débat, comme la présence d'organisations environnementales régionales proposant des visions intégrées de la relation société-environnement. Une approche territoriale et urbaine soulève des questions qui ouvrent la voie à de nouveaux projets de recherche, par exemple : Comment comprendre les espaces périurbains au sein de systèmes de villes con-urbanisées situés sur un territoire spatialement restreint et administrativement fragmenté ?

Comment analyser la gestion et la gouvernance de l'eau dans ces espaces ? Peut-on parler de périurbanisation au sein de la con-urbanisation ? Le débat reste ouvert.

Ce chapitre a également abordé la pression exercée dans les différents pays de l'Isthme depuis les années 1990 pour promouvoir la privatisation de l'eau et mettre en œuvre un modèle de gestion intégrée de la ressource, la GIRE, n'est pas différente de celle du reste de l'Amérique latine. Au milieu de ce processus, qui se heurte à des points de vue opposés sur la gestion des ressources (entre ceux qui soutiennent une gestion plus efficace et plus rentable -gouvernements, entreprises privées- et ceux qui penchent vers une gestion plus communautaire -société civile), les conflits socio-environnementaux n'ont fait qu'augmenter. Il convient à nouveau de se demander si la GIRE constitue le modèle le plus adapté à un territoire restreint et con-urbanisée, ou comment ajuster les propositions de la GIRE à cette réalité.

En ce qui concerne l'impact actuel des projets extractivistes, la région est marquée non seulement par les inégalités historiques mais aussi par la même configuration socio-territoriale qui a été évoquée précédemment : un territoire réduit avec de grands ensembles urbains con-urbanisées. Soumise à une nouvelle vague de gouvernements autoritaires et populistes (Nicaragua, El Salvador), la région n'est pas étrangère à des projets totalement insoutenables comme les *charter cities* au Honduras ou la *Bitcoin City* au Salvador, qui donnent un petit échantillon des délires autoritaires dans un contexte de facilités offertes localement au capital transnational. Ce type de projets, en combinaison avec d'autres plus « classiques » comme les grands projets d'infrastructures voire les barrages hydroélectriques ou les concessions minières, mobilisent en même temps les populations locales qui résistent et se battent pour la protection de leurs territoires, des ressources qu'ils contiennent, leurs modes et moyens de vie, tout en évitant de faire partie des milliers de migrants climatiques que la région expulse quotidiennement.

Certaines des institutions régionales qui soutiennent les luttes socio-environnementales face à la montée de l'extractivisme et des conflits, comme le Tribunal centraméricain de l'eau (actuellement Tribunal latinoaméricain de l'eau), ne sont pas suffisantes si elles n'agissent pas de concert avec des autres acteurs comme l'académie ou les mouvements sociaux qui remplissent des fonctions de soutien importantes. En ce sens, l'excellent travail réalisé par les journalistes d'investigation sur les questions environnementales, documentant les conflits et diffusant les plaintes, aide à prendre davantage conscience des processus de dépossession en cours dans la région. Le chapitre conclut en soulignant certains axes de recherche à développer concernant la gestion et la gouvernance de l'eau en Amérique centrale.

CHAPITRE 3

L'EAU AU SALVADOR : ENTRE CRISE HYDRO-SOCIALE ET TERRITORIALE

Au cours des deux premiers chapitres, on a souligné le fait qu'en Amérique latine, bien que les ressources en eau soient abondantes, leur gestion et leur gouvernance contestables engendrent une pénurie profonde. Cette pénurie n'est pas généralisée bien entendu ; tandis que certains jouissent d'une abondance d'eau, pour la majorité des habitants de la région l'accès quotidien à l'eau courante reste compliqué. Dans le cas de l'Amérique centrale, la distribution inégale de l'eau dans une région qui a souffert de profondes inégalités économiques, sociales et environnementales tout au long de son histoire augmente les conflits pour l'accès à la ressource. L'urbanisation croissante et l'étendue territoriale limitée de cette région ont exercé une pression sans précédent sur les ressources en eau, en particulier dans les zones à haute densité de population. Le Salvador, étant le pays le plus petit et le plus densément peuplé d'Amérique centrale, illustre de manière aiguë cette problématique. La compétition pour l'accès à l'eau a déclenché des conflits sociaux et environnementaux, exacerbés par des facteurs tels que les inégalités et la faiblesse institutionnelle.

3.1 Une double crise hydro-sociale et territoriale au centre de la gestion et la gouvernance de l'eau

Le Salvador, avec une superficie de 21,040 km² et une population de 6,364,943 habitants en 2023[46], se distingue par ses niveaux élevés de dégradation environnementale. Selon les données de la CEPAL en 2020[47], le Salvador est, avec le Nicaragua, le pays le plus déforesté de la région, ne conservant que 28,2 % de couverture forestière. Même si l'isthme centraméricain reçoit des précipitations importantes pendant la saison des pluies (de mai à octobre), le Salvador est le pays d'Amérique centrale avec les précipitations annuelles les plus faibles, avec seulement 1,640 mm par an (moyenne entre 2011 et 2020), contre 2,749 mm au Costa Rica sur la même période (Castellanos et al., 2023). Bien que les chiffres annuels puissent quelque peu varier[48], le pays ne dépasse généralement pas 1,800 mm de précipitations. En termes de disponibilité d'eau par habitant et par an, le Salvador se situe également au bas de l'échelle régionale, avec seulement 2,876 m³ en 2023, bien en dessous du Guatemala avec 12,121 m³, qui est le deuxième pays avec la plus faible disponibilité d'eau par habitant dans la région[49].

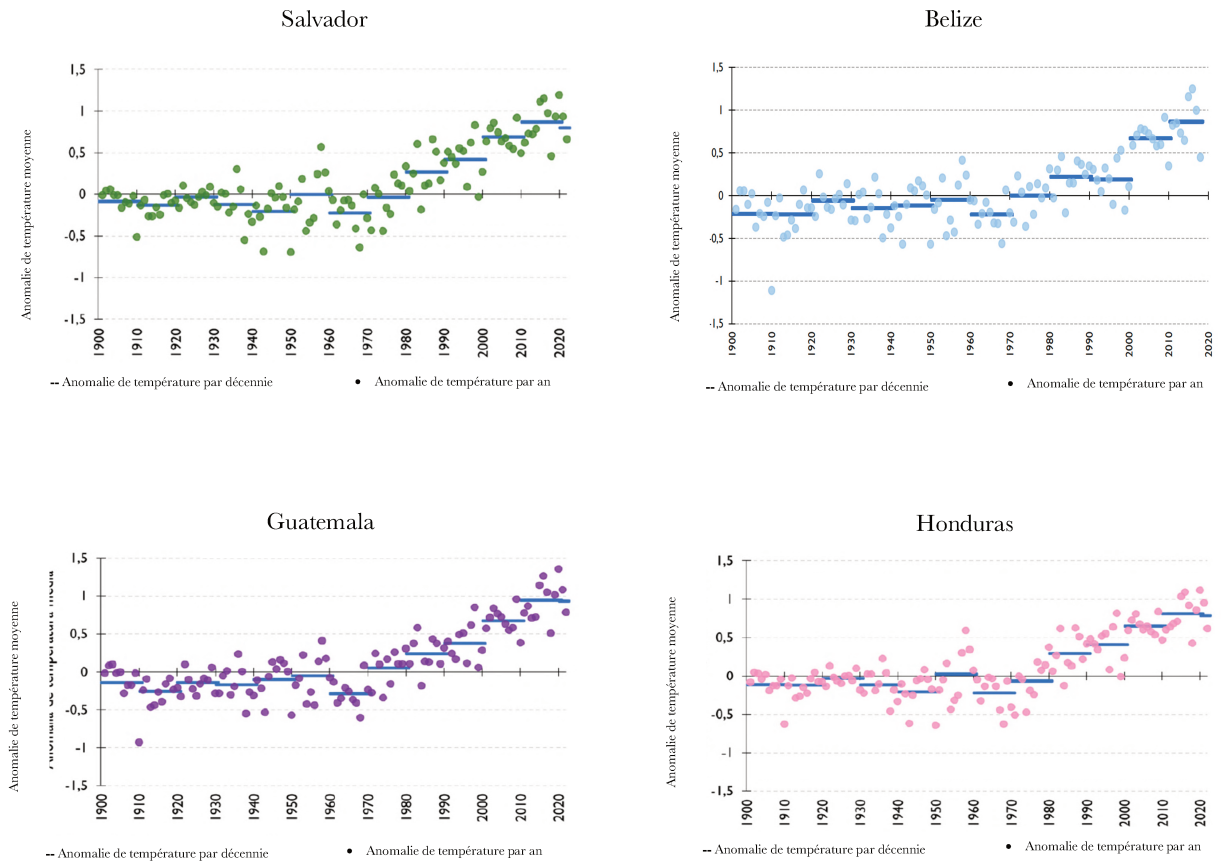
[46] www.datosbancomundial.org
[47] CEPALSTAT 2020, https://statistics.cepal.org/portal/cepalstat
[48] En 2023, les précipitations annuelles moyennes au Salvador ont été de 1 749,5 mm (MARN, 2023).
[49] https://centroclima.org/

Bien que tous les pays de l'isthme aient connu une dégradation environnementale depuis les années 1990, en lien avec l'expansion de la frontière agricole, la déforestation illégale, la pollution de l'eau et le changement climatique qui a fait monter la température régionale, les effets sont particulièrement ressentis dans un petit pays densément peuplé comme le Salvador. Le Tableau 8 résume les données sur la couverture forestière (2020), les précipitations cumulées (2011-2020) et la disponibilité en eau par habitant (2023), d'après les données de la CEPAL et du SICA.

PAYS	COUVERT FORESTIER (en pourcentage du territoire en 2020)	PRÉCIPITATIONS ANNUELLES (en mm entre 2011 et 2020)	EAU PAR HABITANT (en m^3 à 2023)
Bélize	56	--	64,817
Guatemala	32,9	2,152	12,121
Salvador	28,2	1,640	2,876
Honduras	56,8	1,882	15,211
Nicaragua	28,3	2,204	38,668
Costa Rica	59,4	2,749	31,318
Panama	56,7	2,477	52,437

Tableau 8 : Couverture forestière, précipitations annuelles et disponibilité d'eau par habitant en Amérique centrale
Source : Élaboration propre basée sur Castellanos et al. (2023) ; https://statistics.cepal.org/portal/cepalstat ; https://centroclima.org/

En général, pour tous les indicateurs, les pays du Triangle Nord (Guatemala, Salvador et Honduras) présentent des chiffres moins élevés que les autres pays de la région, à l'exception du Nicaragua qui connaît une baisse dramatique de sa couverture forestière. Ces facteurs combinés ont une influence sur l'augmentation des températures, comme le montrent les graphiques 3, 4, 5 et 6. Ces graphiques révèlent que les trois pays du Triangle Nord, auxquels s'ajoute le Belize, ont dépassé de plus d'un degré Celsius la température moyenne sur la période 2011-2020 par rapport à la période de référence 1961-1990 (Castellanos et al., 2023 ; CEPAL/CAC-SICA, 2020). Cette hausse des températures affecte déjà les calendriers de semis et met en péril la sécurité alimentaire (Recinos, 2024; Díaz, 2024). Bien qu'il soit important de souligner que la température augmente de manière générale dans toute la région, une analyse plus approfondie est nécessaire pour étudier les tendances et les relier aux phénomènes climatiques à l'échelle mondiale.



Graphiques 3, 4, 5 et 6 : Anomalies de température par année et décennie 1900-2020
au Salvador, Belize, Guatemala et Honduras
Source : Castellanos et al., 2023 ; CEPAL / CAC-SICA, 2020.

3.1.1 De la crise hydrique a la crise hydro-sociale

Face à ce constat, J. Cuéllar affirme qu'au Salvador, « il existe une profonde crise "hydro-sociale" résultant de la déformation de l'économie politique du pays et de la dégradation de son territoire » (Cuéllar, 2020 ; p.317). Selon l'auteur, la combinaison de facteurs tels que la dégradation continue des écosystèmes depuis les années 1990, manifestée par la perte de couvert végétal, la contamination des sols et de l'eau par l'utilisation de produits chimiques dans l'agro-industrie, ainsi que les sécheresses récurrentes liées à l'appartenance du pays au corridor sec centroaméricain (CSC), associées à une institutionnalisation faible de la gestion et gouvernance de l'eau et à l'absence de garanties d'accès universel, accentuent la rareté et les inégalités d'accès à cette ressource, aggravant ainsi la crise hydro-sociale. Pour Cuéllar, le débat sur l'eau au Salvador révèle une profonde division entre ceux qui considèrent l'eau comme une marchandise et ceux qui la considèrent comme un droit humain fondamental. Tandis que les entreprises cherchent à maximiser leurs profits à travers la privatisation, les communautés locales luttent pour garantir un accès équitable et durable à cette ressource vitale pour la survie et le bien-être de tous. La crise hydro-sociale décrite par J. Cuéllar (2020) transcende la crise

hydrique posée par A. McKinley (2018), en incorporant la dimension sociale au-delà de problèmes tels que la contamination ou la rareté de l'eau.

3.1.2 Anciens et nouveaux discours sur la gestion et gouvernance de l'eau

La profonde division entre ceux qui considèrent l'eau comme une marchandise et ceux qui la considèrent comme un droit humain fondamental continue de nourrir le discours d'une crise hydro-sociale articulée « d'en haut » et, simultanément, selon une perspective binaire. Dans une perspective binaire l'eau est soit publique, soit privée, soit une ressource, soit un bien commun, sans que l'on prenne en compte son hybridité dans le processus socio-naturel par lequel l'eau et la société se construisent et se reconstruisent dans le temps et dans l'espace (Swyngedouw, 2004). Dans le cas du Salvador, s'il est vrai que cette logique binaire persiste et que les discours « d'en haut » tendent à s'imposer, cela ne se fait pas sans une forte résistance. Pour C. Díaz-Combs (2024), il existe au moins quatre groupes d'acteurs aux visions différentes qui proposent des alternatives à la gestion et à la gouvernance de l'eau au Salvador, décrits ci-dessous.

1. Les groupes les plus « radicaux », composés d'activistes et de professionnels, considèrent l'eau comme un enjeu politique central. Leur analyse de la crise de l'eau s'appuie sur une critique historique des structures d'accumulation inégales, néolibérales, et identifie l'oligarchie salvadorienne et la droite politique comme les principaux obstacles à une gestion progressiste de cette ressource. Fondant leur discours sur une analyse juridique de l'eau, ils s'opposent fermement à la privatisation. Bien que reconnaissant les injustices liées à l'accès à l'eau, leur perspective s'inscrit dans des narratives plus larges de lutte contre les inégalités sociales.

2. Le deuxième groupe est celui des « intellectuels », qui regroupent universités, ONG environnementales et *think tanks*, et qui, d'un point de vue technique, proposent une compréhension de la crise de l'eau depuis une position souvent non conflictuelle, tout en reconnaissant certes l'injustice hydrique et les impacts sur les populations marginalisées du pays. Bien qu'ils admettent que la crise de l'eau soit d'origine politique, ils mettent l'accent sur la nécessité d'une bonne gouvernance de l'eau ancrée sur des solutions techniques.

3. Le troisième groupe est celui que l'auteure nomme les « syndicalistes » et qui représente la classe ouvrière. Bien qu'ils ne portent pas directement les dénonciations de la privatisation de l'eau ou les revendications pour la justice hydrique, ils les soutiennent. Ce groupe lie son activisme en faveur de l'eau à la quête d'une vie juste et digne, tant sur le plan professionnel que personnel. Leurs principales revendications sont l'accès à des infrastructures hydrauliques adéquates, la

lutte contre la privatisation et le contrôle du prix de l'eau, ainsi que la disponibilité d'eau en quantité et en qualité suffisante sur leurs lieux de travail et dans leurs foyers. Ce groupe s'inscrit dans la tradition des mouvements ouvriers et des mouvements de masse, et inclut souvent les revendications des habitants et leurs luttes pour un habitat digne. C'est ce que Martínez-Alier (2021) appelle « l'environnementalisme des pauvres », qui émerge lorsque les communautés marginalisées se mobilisent pour se protéger contre la dégradation environnementale qui affecte leurs vies tant sur le plan social que matériel (Martínez-Alier, 2021).

4. Le quatrième groupe est celui des « entrepreneurs », qui se perçoivent comme les leaders naturels de la gouvernance de l'eau, invoquant leur expérience entrepreneuriale pour gérer la ressource de manière efficace. Adoptant le même langage que les autres groupes en affirmant que leur objectif final est d'atteindre une « justice hydrique », que l'accès à l'eau est un « droit humain fondamental » ou qu'ils sont en faveur d'une « vie digne », ils orientent le débat vers la question des coûts. Pour ce groupe, la régulation des tarifs de l'eau est essentielle pour garantir une gestion efficace de la ressource.

Les quatre groupes précédemment décrits doivent gérer leurs propres agendas au sein de la confusion engendrée par la « techno-utopie » du gouvernement actuel, où « la gouvernance de l'eau repose en grande partie sur des outils numériques tels que les applications de paiement, la géolocalisation et les cryptomonnaies, combinés à un état sécuritaire et de surveillance punitive » (Díaz-Combs, 2024, p.129). Dans ce contexte, le discours officiel, mélange de populisme, d'autoritarisme et d'environnementalisme, promeut la jouissance de la nature : plages, montagnes, volcans, lacs... pour articuler une nouvelle version du discours, désormais usé, sur la modernité et le progrès, à travers la dérégulation environnementale et la construction de grandes infrastructures hydriques financées par l'accroissement de la dette extérieure (Arsel et al., 2021).

3.2 Le Salvador, L'eau, le territoire et la ville

Dans le contexte centraméricain, le Salvador, avec son territoire limité et sa forte densité de population, a développé une relation particulière entre sa population et son territoire, marquée par de profondes inégalités. Le géographe anglais D. Browning résume ainsi cette situation : « Tout au long de son histoire, le pays a dépendu de deux principales sources de richesse : une population compétente et une terre fertile. Malheureusement, ces deux ressources ont souvent été exploitées de manière injuste et insensée » (Browning, 1987, p.10). Le territoire est indéniablement un concept socio-spatial clé, que les luttes environnementales dans la région ont mobilisé pour revendiquer des droits sur la terre et s'opposer aux expropriations (Quimbayo Ruiz, 2020). Cependant, les luttes environnementales dans les processus

d'urbanisation commencent à peine à être explorées dans le cas salvadorien, et en ce sens la relation entre l'eau, le territoire et la ville mérite d'être approfondie.

Comme on l'a vu au chapitre 1, le territoire en Amérique latine possède une double connotation, matérielle et symbolique, qui produit à la fois un pouvoir de domination et un pouvoir d'appropriation. Cela se traduit par deux approches distinctes de la territorialité latino-américaine : d'une part, le pouvoir exercé pour dominer le territoire, souvent lié à des processus de planification et de contrôle territorial ; d'autre part, le pouvoir issu de l'appropriation du territoire, c'est-à-dire de l'expérience quotidienne de celui-ci (Haesbaert, 2017). D'un point de vue plus urbain, cela peut être associé d'un côté à l'aménagement urbain et de l'autre aux processus de lutte pour le droit à la ville menés par les mouvements sociaux (Porto-Gonçalves, 2009 ; de Sousa Santos, 2007).

De la même manière que le territoire peut être appréhendé comme un espace de pouvoir, soit pour le dominer, soit pour se l'approprier, les territoires hydro-sociaux, ces configurations spatiales de personnes, d'institutions, de flux d'eau, de technologies hydrauliques et d'environnement biophysique liées au contrôle de l'eau, sont également définis par des rapports de pouvoir sociaux, où le conflit occupe une place prédominante (Boelens et al., 2016). En Amérique latine, les concepts de territoire en général et de territoires hydro-sociaux en particulier mettent fortement l'accent sur la promotion de stratégies et d'actions en faveur de la durabilité et de la gestion territoriale (Martínez Alier et al., 2015). Pour R. Zibechi, ce sont les mouvements sociaux et populaires qui ont conceptualisé et mobilisé le concept de territoire en lien avec la revendication de la résistance territoriale (Zibechi, 2012), en réaction aux transformations imposées à leurs modes de vie et de production, territoriaux et symboliques, à la suite de l'introduction du modèle néolibéral dans les années 1990 (Zibechi, 2007).

C'est seulement au cours des cinq dernières années qu'au Salvador, quelques chercheurs s'appuyant sur le riche cadre conceptuel proposé par l'Écologie Politique Latino-américaine (EPL) ont commencé à analyser le territoire comme un espace de conflits liés à l'eau, contrairement à d'autres pays de la région de l'ALC comme le Mexique, le Brésil ou l'Argentine, où de telles approches existent depuis les années 1990. Ces études ne proviennent pas encore des sciences urbaines, mais plutôt des sciences sociales (Gutiérrez, 2024 ; Cuéllar, 2020) ou d'approches plus techniques comme l'étude combiné de la chimie (sur la pollution de l'eau) et l'économie (sur le prix de l'eau) de López et al. (2024) ou d'après la géologie sur la pollution des aquifères dans l'analyse d'Alvarado Batres et al. (2022). Certaines de ces études adoptent une perspective plus territoriale en analysant les processus liés à l'accumulation par dépossession dans les zones à forte valeur foncière, en examinant les nouveaux développements immobiliers côtiers liés au tourisme et à la gentrification du littoral salvadorien (Patel, 2024), ou dans les zones périurbaines où ont migré des groupes à haut revenu, servant de plateforme à

un spectacle éco-urbain qui soutient le projet populiste-autoritaire du gouvernement actuel (Gutiérrez, 2023).

Sans prétendre mener une analyse approfondie selon les principes de l'EPL, mais en reprenant les visions qui conduisent soit à la domination soit à l'appropriation du territoire, et le conflit issu des rapports sociaux de pouvoir, nous proposons ici un bref aperçu historique de la relation entre l'eau, le territoire et la ville au Salvador. Cet aperçu permettra de commencer à comprendre les territoires hydro-sociaux dans le contexte urbain salvadorien, en proposant un regard qui dépasse les approches centrées uniquement sur l'expansion urbaine ou sur l'eau en tant qu'infrastructure urbaine nécessaire à cette même expansion. Nous distinguons ainsi au moins trois périodes : 1. De 1881 à 1945, période marquée par de profondes transformations de la propriété foncière et par la promotion d'un projet de développement moderniste qui introduit le concept d'eau moderne dans le pays. 2. De 1945 à 1970, période caractérisée par l'introduction de grandes infrastructures hydrauliques et des processus d'industrialisation qui entraînent de forts mouvements migratoires de la campagne vers la ville, transformant ainsi San Salvador en une aire métropolitaine. 3. De 1970 à nos jours, période où, à partir des politiques néolibérales imposées, commencent à s'opérer des processus renouvelés d'accumulation par dépossession et de marchandisation des ressources en eau dans un contexte mondialisé.

3.2.1 1881-1945 la nouvelle république : répartition inégale de la terre et de ses ressources

À la fin du XIXe siècle, face au besoin des élites locales de consolider la nouvelle république, les classes dirigeantes trouvent dans la monoculture du café le fondement de leur modèle économique. Introduire le café a signifié entreprendre une profonde réforme agraire destinée à la production de café, mais aussi au contrôle du territoire. Pour J. Mahoney, dans le cas du Salvador, c'est un libéralisme radical qui se consolide, transformant profondément la tenure de la terre, éradiquant progressivement les structures communautaires encore existantes depuis la colonisation, au profit de l'expansion rapide du capitalisme agraire. Ce dernier privatise et concentre la terre et ses ressources entre les mains de quelques-uns, avec le soutien d'un puissant appareil d'État militarisé (Mahoney, 2011). Le point culminant de ce processus est marqué par la promulgation de la loi d'extinction des *ejidos* et terres communautaires, le 15 février 1881. Ce processus favorise parallèlement la formation d'une vaste force de travail « libre », nécessaire à la production de café (Arias Peñate, 1988, p.74-77).

Comme le souligne A. Segovia, « dans le capitalisme agraire-exportateur, la terre constituait le principal facteur de production et l'accumulation de capital en dépendait de manière critique, raison pour laquelle sa possession et son contrôle étaient une priorité pour les élites agraires et les compagnies transnationales, qui utilisèrent les États pour s'en approprier en dépossédant les paysans et les communautés indigènes à travers l'expansion de la frontière agricole » (Segovia, 2021, p.7). Ainsi, la

terre et ses ressources se concentrent dans un système de *latifundia-minifundia*, qui combine de grandes propriétés productrices de café avec des propriétés de taille moyenne et petite, généralement dédiées à l'agriculture de subsistance. Le fonctionnement de cette nouvelle structure agraire dépendait, en l'absence d'une loi nationale sur l'eau, de la gestion locale de la ressource, avec par exemple la promulgation des premiers règlements sur l'eau par les villes (Gutiérrez Poizat & Mendoza Bohne, 2024). Ces modes de gestion municipale de l'eau coexistaient avec des modes de gestion communautaires hérités de nombreuses structures de gestion coloniales (Fournier, 2010 ; Vargas Sanabria, 2001).

Bien que quatre modèles de gestion de l'eau coexistent, au moins temporairement, pendant cette période – publics, public-privés, privés et communautaires –, les profondes transformations de la structure foncière engendrent de nombreux conflits. Ces modèles de gestion s'appliquent tant en milieu urbain que rural : les comités municipaux de l'eau gèrent l'eau courante en milieu urbain ; les sociétés de l'eau, issues de partenariats public-privé, sont généralement implantées en milieu rural ; enfin, les entreprises privées offrent des services d'eau dans les deux milieux. Les modèles de gestion communautaire, souvent associés aux terres communales et *ejidales*[50], et traditionnellement gérés par les communautés autochtones ou les municipalités, sont les seuls à ne pas résister à cette nouvelle gouvernance de l'eau (Gutiérrez Poizat & Mendoza Bohne, 2024).

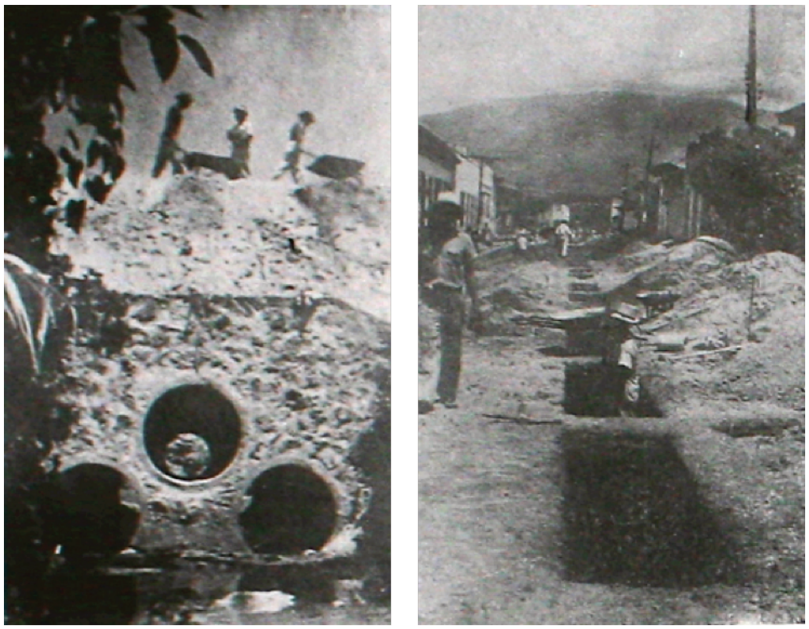
Dans ce contexte, la ville de San Salvador s'impose progressivement comme le cœur économique du pays, passant de 15 000 à plus de 50 000 habitants entre 1821 et 1905 (Fernández Vásquez & Lungo Uclés, 1988). Cette croissance urbaine est accompagnée par l'émergence des premières législations relatives à l'eau urbaine (Ching, 1997 ; Baires & Lungo Uclés, 1988), principalement axées sur l'approvisionnement en eau pour les nouveaux usages liés à l'expansion urbaine (résidentiel, commercial, industriel attaché à l'économie du café). Cependant, l'accès à l'eau demeure inégal. Tandis que les classes aisées bénéficient d'un approvisionnement en eau relié à leur domicile, une grande partie de la population, concentrée dans les zones périphériques, dépend de sources d'eau publiques (fontaines, rivières) ou de puits, comme le montre la Photographie 3.

[50] En ce qui concerne le Salvador, les *ejidos* correspondaient aux terres publiques appartenant aux municipalités, tandis que les *tierras comunales* étaient celles appartenant aux communautés indigènes.



Photographie 3 : Fontaine publique sur la Plaza Morazán, dans le centre de San Salvador (1882)
Source: Archive Peter Fassold

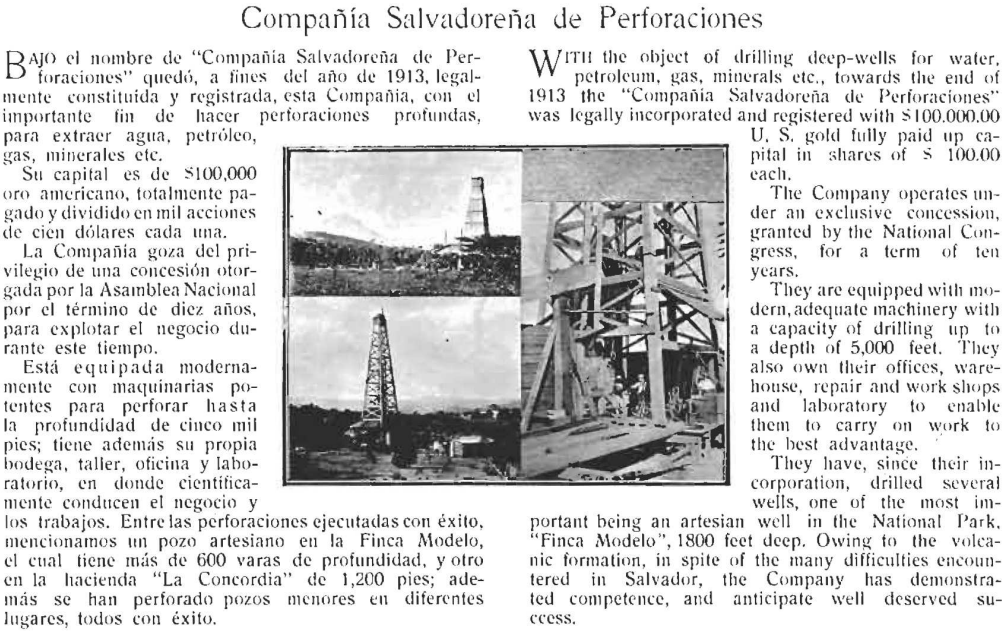
Du point de vue de l'aménagement urbain, un urbanisme hygiéniste embryonnaire, inscrit dans le Code de la Santé, encourage l'introduction d'infrastructures d'assainissement (Diario Oficial de la República de El Salvador, Tomo 49, número 108, 18 julio 1900, p.1213). Ces courants hygiénistes, prédominants à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, ont fortement influencé les politiques publiques urbaines. Soucieux de la santé publique, les gouvernements de l'époque ont mis en œuvre des mesures telles que l'amélioration des réseaux d'approvisionnement en eau, la gestion des déchets, le pavage des rues et la création d'espaces verts. Ces actions étaient considérées comme essentielles pour lutter contre les épidémies telles que la tuberculose, la rougeole, le choléra et la grippe (Sánchez Ruiz, 2020 ; García Quesada, 2014). Les photographies 4 et 5 illustrent les travaux d'installation d'infrastructures d'eau courante et d'égouts dans la ville de San Salvador dans les années 1940.



Photographies 4 et 5 : Introduction des infrastructures d'eau courante et de drainage dans la ville de San Salvador
Source: Memoria de Obras Públicas 1942-1944

Par ailleurs, l'expansion urbaine, en particulier dans la capitale, a engendré une augmentation significative de la demande en eau. Cette demande croissante ne s'est pas limitée à l'accès aux services de base tels que l'eau courante et l'assainissement, mais a également stimulé la construction de grandes infrastructures hydrauliques. Les barrages hydroélectriques, par exemple, ont été érigés pour répondre à la demande énergétique croissante des villes, tandis que les systèmes d'irrigation se sont étendus pour soutenir la croissance des économies agro-exportatrices (Gutiérrez Poizat & Mendoza Bhone, 2024).

Le pouvoir exercé pour dominer le territoire introduit le discours du progrès et du développement. Dans cette perspective, l'eau doit être maîtrisée et, pour cela, il est nécessaire d'introduire des technologies permettant d'accéder non seulement aux sources d'eau de surface comme les rivières, les lacs ou les lagunes, mais aussi d'exploiter les eaux souterraines grâce à des forages. La *Compañía Salvadoreña de Perforaciones* (en français Société Salvadorienne de Forages), se présentant comme « équipée de manière moderne avec des machines puissantes » capables d'extraire non seulement de l'eau mais aussi du « pétrole, du gaz, des minéraux, etc. », comme annoncé dans le Libro Azul de El Salvador (1916, p.205) et montré par la Figure 6, est une illustration claire de ce discours de contrôle et de domination.



Compañía Salvadoreña de Perforaciones

BAJO el nombre de "Compañía Salvadoreña de Perforaciones" quedó, a fines del año de 1913, legalmente constituída y registrada, esta Compañía, con el importante fin de hacer perforaciones profundas, para extraer agua, petróleo, gas, minerales etc.

Su capital es de $100,000 oro americano, totalmente pagado y dividido en mil acciones de cien dólares cada una.

La Compañía goza del privilegio de una concesión otorgada por la Asamblea Nacional por el término de diez años, para explotar el negocio durante este tiempo.

Está equipada modernamente con maquinarias potentes para perforar hasta la profundidad de cinco mil pies; tiene además su propia bodega, taller, oficina y laboratorio, en donde científicamente conducen el negocio y los trabajos. Entre las perforaciones ejecutadas con éxito, mencionamos un pozo artesiano en la Finca Modelo, el cual tiene más de 600 varas de profundidad, y otro en la hacienda "La Concordia" de 1,200 pies; además se han perforado pozos menores en diferentes lugares, todos con éxito.

WITH the object of drilling deep-wells for water, petroleum, gas, minerals etc., towards the end of 1913 the "Compañia Salvadoreña de Perforaciones" was legally incorporated and registered with $100.000.00 U. S. gold fully paid up capital in shares of $ 100.00 each.

The Company operates under an exclusive concession, granted by the National Congress, for a term of ten years.

They are equipped with modern, adequate machinery with a capacity of drilling up to a depth of 5,000 feet. They also own their offices, warehouse, repair and work shops and laboratory to enable them to carry on work to the best advantage.

They have, since their incorporation, drilled several wells, one of the most important being an artesian well in the National Park, "Finca Modelo", 1800 feet deep. Owing to the volcanic formation, in spite of the many difficulties encountered in Salvador, the Company has demonstrated competence, and anticipate well deserved success.

Figure 6 : Annonce de la Compañía Salvadoreña de Perforaciones, à capitaux privés et qui a obtenu une concession pour forer des puits pour 10 ans à partir de 1913
Source : Libro Azul de El Salvador (1916)

Les gouvernements autoritaires et militaristes qui ont dirigé le pays entre 1934 et 1945 ont largement contribué à façonner l'image du pays tout au long du XXe siècle. Leurs investissements dans les infrastructures ont notamment marqué un tournant décisif : l'eau, autrefois ancrée dans les pratiques locales, a été transformée en une ressource « moderne », homogénéisée et déconnectée de son histoire (Linton, 2017). Cette nouvelle conception de l'eau repose sur un modèle de domination territoriale. Les villes, en tant que centres de pouvoir, jouent un rôle central dans cette dynamique. L'eau est ainsi confiée à des « spécialistes » et devient l'objet d'un projet d'ingénierie sociale (Trottier, 2012). Ces transformations n'ont pas été sans susciter de vives réactions sociales, témoignant de l'importance des conflits liés à l'accès à l'eau et à sa gestion. En effet, les conflits autour de l'eau à cette période sont principalement liés à l'expropriation des terres et de leurs ressources au profit de l'économie agro-exportatrice. Ces expropriations ont provoqué de vives protestations de la part des paysans et des populations indigènes, allant jusqu'à des massacres sanglants comme celui d'Izalco en 1932. Ce territoire, où les terres et l'eau étaient gérées de manière collective, illustre bien l'ampleur des enjeux liés à la maîtrise de cette ressource (Gaitán, 2010).

3.2.2 1945-1980 : des grands projets d'infrastructure hydrique

Durant la première moitié du XXe siècle, l'approvisionnement en eau de l'AMSS provenait principalement de l'aquifère de San Salvador ou de sources directes comme les rivières et les ruisseaux. Cependant, à partir de 1945, une série de grands projets hydroélectriques ont été lancés, associés à la mise en place de nouvelles infrastructures d'eau courante et d'assainissement dans les villes, ainsi qu'à des projets récréatifs et touristiques faisant un usage intensif de la ressource hydrique (Cornejo Mejía, 2017; Rivera, 2017). Parallèlement, l'irrigation est devenue stratégique pour l'agriculture, à la suite du déclin de la culture du café, fortement dépendante des pluies saisonnières, et à l'essor de la culture du coton et de la canne à sucre, qui nécessitent des systèmes d'irrigation importants (Arias Peñate, 1988). La création en 1961 de *l'Administración Nacional de Acueductos y Alcantarillados* (ANDA) déjà citée, a introduit un nouvel acteur dans la gestion de l'eau, sous la forme d'une entité autonome, opérant principalement dans les zones urbaines (Gutiérrez Poizat, 2013).

Vers 1970, l'AMSS comptait 704 000 habitants, en grande partie à cause des migrations rurales vers les zones urbaines, provoquées par les nouvelles expropriations de terres côtières destinées à la culture du coton et de la canne à sucre, mais aussi par l'attrait de l'industrie, encouragée par des programmes de substitution des importations (Arias Peñate, 1988). Par conséquent, la demande en eau a augmenté, notamment pour les usages domestiques, mais aussi commerciaux et industriels. Par ailleurs, les premières alertes concernant la pollution des rivières ont été lancées par ANDA en 1969. La diminution continue des niveaux des nappes phréatiques dans le bassin du fleuve Acelhuate, où se situe l'AMSS, a été mise en évidence par *l'Informe sobre hidrología superficial de las cuencas de los ríos Sucio y Acelhuate* (en français Rapport sur l'hydrologie de surface des bassins versants des rivières Sucio et Acelhuate) (ANDA-PNUD, 1969). Cette baisse s'est poursuivie sans interruption depuis lors.

Durant cette période, les conflits autour de l'eau ont éclaté tant dans les zones agricoles périurbaines, où les producteurs réclamaient de l'eau pour leurs cultures, comme dans la périphérie nord de l'AMSS entre les entreprises agro-exportatrices liées à la production de canne à sucre et les communautés locales subissant une diminution des ressources en eau et une augmentation de la pollution de l'eau de surface qu'elles consommaient. Parallèlement, les demandes d'accès à l'eau courante et à l'assainissement se sont accrues dans les quartiers précaires en expansion, souvent situés dans les zones périurbaines de l'AMSS et généralement non desservis par les services de la ville (Cuéllar & Díaz, 2018).

Parallèlement, les mouvements populaires urbains, qui se sont constitués à partir des années 1970 et regroupent les habitants des quartiers précaires (tant en ville qu'en périphérie), notamment au sein de *l'Unión de Pobladores de Tugurios* (en francais l'Union des Habitants des Bidonvilles) et plus tard de *l'Unidad de Comunidades de El Salvador* (UCES, en francais L'Unité des Communautés du Salvador) (La Universidad, 2018), revendiquent la construction de logements décents et l'accès à des services publics, notamment l'eau courante, ainsi qu'une simplification des démarches administratives pour accéder à ces services (Proceso, 1988).

Avec l'expansion rapide de l'urbanisation à partir de 1970 et la diminution croissante de la surface de recharge de la nappe phréatique de San Salvador, l'approvisionnement en eau de l'AMSS a dû s'effectuer à partir de sources de plus en plus éloignées. Les efforts pour protéger les zones de recharge de la nappe phréatique, qui ont conduit à la définition en 1974 de la Première Zone de Protection des Sols, aux limites naturelles de la ville (volcan de San Salvador, colline de San Jacinto et lac d'Ilopango), se sont révélés insuffisants. En 1981, une étude sur l'extraction et la recharge de la nappe phréatique a été intégrée au *Plan Maestro de Desarrollo y Aprovechamiento de los Recursos Hídricos* (PLAMADARH, en français Plan directeur pour le développement et l'utilisation des ressources en eau) (GOES-PNUD, 1981), démontrant que la production d'eau ne suffisait pas à couvrir la demande (Cuéllar & Díaz, 2018).

En 1975, face à la demande croissante en eau de l'AMSS, la construction du projet *Abastecimiento de Agua Zona Norte Etapa I* (en français Approvisionnement en eau de la Zone Nord, Étape 1), a été lancée dans le bassin du fleuve Sucio. Ce projet, qui prévoyait la construction d'infrastructures pour l'extraction et le transport de l'eau sur 25 km jusqu'à l'AMSS, s'est achevé en 1981 (Cuéllar et al., 2017a). C'est également en 1981 que la guerre civile a éclaté au Salvador. Le projet Zone Nord a également inclus la définition de zones de protection dans le bassin versant du fleuve Sucio, qui ont été modifiées dans les années 1990 pour permettre les nouvelles zones d'expansion de l'AMSS prévues par le *Plan Maestro de Desarrollo Urbano del Área Metropolitana de San Salvador Ampliada* (PLAMADUR-AMSSA, en français Plan directeur de développement urbain de l'Aire métropolitaine élargie de San Salvador) (Brutti & Umaña, 2002), décrit plus en détail au chapitre 4. Ce plan, conçu entre 1992 et 1997, propose un développement sectorisé de l'Aire métropolitaine élargie (ajoutant trois districts au 14 districts formant l'AMSS) de San Salvador, en identifiant quatre axes d'expansion (nord, sud, est et ouest) fonctionnant comme des sous-systèmes indépendants, chacun avec ses propres masses d'eau.

3.2.3 De 1998 : le processus lent mais constant vers la privatisation de l'eau

Plus tôt que prévu, la demande incessante en eau a conduit au lancement d'un nouveau projet, le *Sistema Río Lempa* (en français Système rivière Lempa), qui prélève de l'eau du fleuve Lempa (voir Carte 4), à 42 kilomètres au nord de l'AMSS. Contrairement à l'eau extraite de la nappe phréatique de San Salvador et à celle du projet Zone Nord, qui possèdent plusieurs points d'extraction, ce projet repose sur un seul point de ponction, mais avec un potentiel beaucoup plus important. Les travaux de construction ont débuté en 1988 et l'exploitation en 1993. Dans ce cas, le projet n'inclut aucune mesure compensatoire pour protéger les zones de recharge et ne comporte qu'une clause axée sur la qualité de l'eau, contrôlée à la station de traitement de Las Pavas. L'ensemble des mesures mises en œuvre a été finalisé en 1999. En 2015, la station de Las Pavas était pratiquement en ruine. La production de l'usine a chuté de 500 000 à 225 600 mètres cubes d'eau par jour. Cette baisse est attribuable à des défaillances des pompes, une consommation énergétique excessive et à une turbidité élevée de l'eau due à une forte charge en sédiments ce qui a entraîné une diminution de la capacité à rendre potable l'eau consommée dans l'AMSS (Cuéllar & Díaz, 2018). La même année, avec le soutien du gouvernement français, le *Proyecto de rehabilitación de la planta de tratamiento de agua potable de Las Pavas y su red de abducción* (en français Projet de réhabilitation de la station de traitement d'eau courante de Las Pavas et de son réseau de distribution) a été lancé. Cette projet, bien qu'ayant augmenté la quantité d'eau extraite, n'a pas suffi à satisfaire la demande (Cuéllar et al., 2017b). L'une des critiques principales à l'égard du projet Lempa-Las Pavas est qu'il s'est uniquement concentré sur l'extraction et la qualité de l'eau, sans se soucier de protéger les territoires où l'eau est produite, créant ainsi une solution temporaire et non durable.

Plus récemment, face à la pénurie persistante de la ressource, l'eau du lac d'Ilopango (voir Carte 3) sera traitée pour la consommation humaine grâce au *Proyecto potabilizador de agua del Lago de Ilopango* (PAPLI, en français Projet de potabilisation de l'eau du lac Ilopango). Les travaux de construction de l'usine ont débuté en mai 2023 et sa mise en service est programmée pour décembre 2025. Ce projet est financé par le gouvernement de la République populaire de Chine, pour un montant de US$400 millions de dollars (Lozano, 2023). Le PAPLI a en commun avec tous les systèmes précédents « la consolidation d'un modèle de gestion basé exclusivement sur des solutions d'infrastructure physique, d'équipements et de technologies capables de résoudre le défi de la disponibilité de l'eau à court terme » (Cuéllar & Díaz, 2018, p.81), sans gérer de manière systémique le territoire qui produit cette même eau. Pour Cuéllar & Díaz, « la viabilité et la durabilité de l'approvisionnement en eau de l'AMSS ne peuvent être envisagées, et encore moins garanties, en ignorant les défis de gestion, de transformation et d'inclusion qui existent dans les territoires essentiels pour les systèmes Zone Nord et Rivière Lempa » (Cuéllar & Díaz, 2018, p. 83). Un scénario qui semble de plus en plus éloigné.



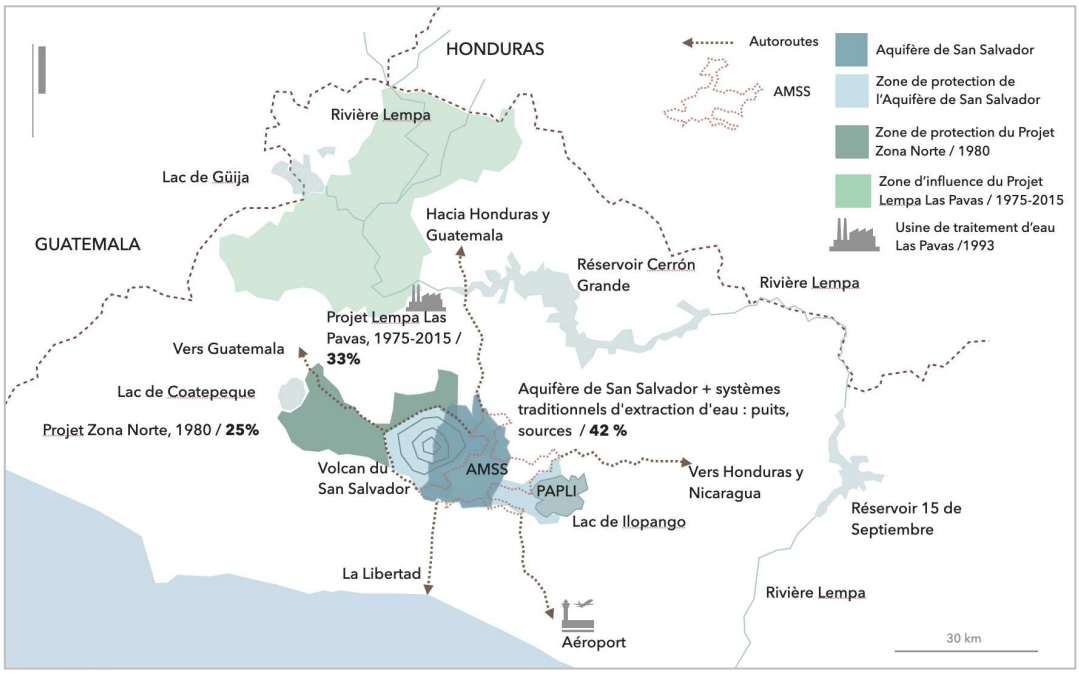
Carte 3 : Localisation du lac d'Ilopango où se localise le projet PAPLI, par rapport à l'AMSS et la rivièreLempa

Source : Élaboration personnelle basée sur Cuéllar et al. (2017a, 2017b), Cuéllar et Díaz (2018)

L'ensemble des projets qui fournissent actuellement en eau à l'AMSS sont illustrés sur la Carte 4. L'aquifère de San Salvador reste la principale source d'eau pour la ville (42 %), suivi du projet Lempa - Las Pavas (33 %) et enfin du projet Zone Nord (25 %). Les travaux de construction de la station de traitement d'eau courante du lac d'Ilopango (PAPLI) ont commencé en décembre 2023 et devraient entrer en service en 2026 (ANDA, 2023). De plus, la carte montre les deux grands réservoirs du pays, Cerrón Grande et 15 de Septiembre, situés le long du cours d'eau le plus important, le fleuve Lempa, et d'où provient une partie de l'énergie consommée dans l'AMSS.

Avec l'approbation en 1998 du premier prêt de la BID de US$40 millions de dollars américains visant à « moderniser » le secteur des ressources en eau et de l'approvisionnement en eau courante et assainissement dans le pays, à travers le *Programa de Modernización del Sector de Recursos Hídricos y del Subsector de Agua Potable y Saneamiento* (en français Programme de modernisation du secteur des ressources en eau et du sous-secteur de l'eau courante et de l'assainissement) (Astvaldsson, 2008), a commencé un processus lent mais constant qui a mené à la privatisation imminente de l'eau dans le pays. Les plus récents mouvements pour atteindre cet objectif ont été l'approbation en 2021 de la *Ley General de Recursos Hídricos* (LGRH, en français Loi générale des ressources en eau), et en 2022 de la nouvelle *Autoridad Salvadoreña del Agua* (ASA, en français Autorité salvadorienne de l'eau), marquant une nouvelle étape dans la gestion de l'eau à l'échelle nationale. L'ASA est également chargée d'élaborer la Politique

nationale de gestion intégrée des ressources en eau, ainsi que le Plan national de gestion intégrée des ressources en eau (Díaz, 2021a), visant à introduire la GIRE, présent à l'agenda régional depuis 2006 sous l'impulsion de la GWP Amérique centrale.



Carte 4 : Systèmes qui fournissent de l'eau à l'AMSS

Source : Élaboration personnelle basée sur Cuéllar et al. (2017a, 2017b), Cuéllar et Díaz (2018)

Jusqu'en 2022, avant l'entrée en fonction de l'ASA, au moins 10 institutions publiques, en plus de l'ANDA, géraient la ressource au niveau national. Le Tableau 8 présente ces institutions gestionnaires de l'eau, en fonction du type d'utilisation. Dans les territoires où l'ANDA n'est pas présente, principalement en zone rurale et périurbaine, l'eau est gérée par des opérateurs locaux ou *Juntas de Agua*[51]. Le pays compte actuellement 2325 *Juntas de Agua*, qui fournissent de l'eau courante à environ 30 % de la population rurale et périurbaine du pays (Víchez, 2021). En pratique, les opérateurs de l'eau tels que l'ANDA, les associations de l'eau (municipales), les *Juntas de Agua* (communautaires), les entreprises de l'eau (privées), les systèmes d'irrigation (privés et communautaires), facilitent l'accès, de manière formelle ou informelle, à la population (ibid.).

[51] Comités de gestion des systèmes communautaires d'approvisionnement en eau potable

ORGANISME PUBLIC	RESPONSABILITÉS	LOIS ASSOCIÉES
ANDA, MINSAL, MINEC, MARN, Municipalités	Responsable de l'approvisionnement en eau pour la consommation humaine	- Loi d'ANDA - Loi de l'Environnement - Code municipal - Code de santé
MAG, MINSAL, CENDEPESCA	Responsable de l'approvisionnement en eau pour la production agricole	- Loi de l'irrigation et du drainage - Loi portant organisation et promotion de l'agriculture - Code de santé
MARN, ANDA	Responsable de l'approvisionnement en eau pour la production industrielle	- Loi de l'Environnement - Réglementation spéciale des eaux usées - Loi d'ANDA
SIGET, CEL, MARN	Responsable de l'approvisionnement en eau pour la production d'énergie	- Loi générale sur l'électricité - Loi CEL - Loi de l'Environnement
MITUR, MARN, Municipalités	Responsable de l'approvisionnement en eau pour les loisirs et le tourisme	- Loi sur le tourisme - Loi d'ISTU - Loi de CORSATUR - Loi de l'Environnement - Code municipal
MARN, MAG, CENDEPESCA, MITUR, Municipalités	Responsable de l'approvisionnement en eau des écosystèmes	- Loi de l'Environnement - Loi sur les espaces naturels protégés - Loi de l'irrigation et du drainage - Loi portant organisation et promotion de l'agriculture - Loi sur le tourisme - Code municipal

Tableau 9 : Principaux organismes gouvernementaux responsables de l'eau au Salvador jusqu'à l'approbation de la Loi générale sur les ressources en eau et la création de l'Autorité salvadorienne de l'eau
Source : élaboration propre basée sur H. Romero (2018)

ACRONYME		SIGNIFICATION
1	ANDA	Asociación Nacional de Acueductos y Alcantarillados
2	CEL	Comisión Ejecutiva Hidroeléctrica del Río Lempa
3	CENDEPESCA	Centro de Desarrollo de la Pesca y la Acuicultura
4	CORSATUR	Corporación Salvadoreña de Turismo
5	ISTU	Instituto Salvadoreño de Turismo
6	MAG	Ministerio de Agricultura y Ganadería
7	MARN	Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales
8	MINEC	Ministerio de Economía
9	MINSAL	Ministerio de Salud
10	MITUR	Ministerio de Turismo
11	SIGET	Superintendencia General de Electricidad y Telecomunicaciones

3.2.4 Le dernier chapitre, accumulation par dépossession et dépossession par le spectacle

Les processus d'accumulation par dépossession, qui selon D. Harvey font partie de la logique « impérialiste » du capitalisme contemporain (Harvey, 2010), incluent notamment : « la marchandisation et la privatisation de la terre ; la conversion de diverses formes de propriété (communale, collective et étatique) en droits de propriété privée ; la restriction de l'accès aux biens

communs ; et l'adoption de processus coloniaux, néo-coloniaux et impériaux d'appropriation de biens (comme les ressources naturelles) » (Ávila-García, 2016 ; p.29 , traduction de l'espagnol para SGPoizat). L'accumulation par dépossession et l'accaparement mondial des terres ne se limitent pas aux territoires ruraux mais s'étendent également à l'échelle des villes, à travers ce que certains auteurs appellent l'extractivisme immobilier (Svampa, 2014; Chaz, 2018). Ces nouvelles formes d'extractivisme en contexte urbain continuent de favoriser l'accaparement des terres et des biens communs tels que l'eau.

Les processus d'accumulation par dépossession n'ont cessé de se produire au Salvador depuis la fin du XIXe siècle. Ils ont toujours été impulsés par les élites locales en alliance avec le capital transnational, et comme l'indique J. Mahoney (2011), constamment accompagnés d'un appareil militaire chargé d'exécuter des massacres contre les « communistes », qu'il s'agisse de paysans ou d'indigènes (Ching & Tilley, 1998) , de réprimer les « terroristes », qu'il s'agisse de populations, de guérilleros ou de membres de gangs (Cardona, 2009), ou plus récemment de persécuter et d'emprisonner les défenseurs de l'environnement (Rosales, 2024). Depuis 2019, avec les pratiques mises en place par un gouvernement ouvertement autoritaire qui utilise le spectacle comme moyen de propagande, J. Gutiérrez (2023) parle de dépossession par le spectacle qui se produit dans des projets de spéculation immobilière.

L'avènement du bukelisme au Salvador a intensifié les processus d'accumulation des terres, mais cette fois dans un procès de dépossession par le spectacle. (Gutiérrez, mars 2024). J. Gutiérrez le définit comme une nouvelle forme de dépossession des terres et des ressources naturelles. Dans le sillage de la crise financière de 2008 et face aux vives critiques du modèle néolibéral, émergent ce que l'auteur qualifie d'« utopies urbaines d'évasion». Ces projets utopiques sont favorisés par de fortes concentrations de capital, des contextes digitalisés et des investissements immobiliers spéculatifs, renforcés par l'ascension de gouvernements populistes et autoritaires. Présentés au public avec un grand déploiement médiatique, ces projets utopiques lentement mis en œuvre, servent à mettre en place des processus peu visibles d'accaparement des terres et des ressources naturelles. Ces processus, indépendamment des résultats des projets, servent à créer les conditions préalables à des expropriations à plus grande échelle. Les gouvernements populistes utilisent ces projets utopiques comme élément visuel de leurs stratégies de communication et d'affirmation de leurs projets politiques autoritaires. J. Gutiérrez (ibid.) l'exemplifie avec le projet de Bitcoin City (voir chapitre 2). Implanté au pied du volcan de Conchagua dans le département de La Unión, Bitcoin City, au lieu de s'appuyer sur un processus d'expropriation foncière déclaré, se présente comme une utopie en devenir, à la recherche de grands investisseurs dans les cryptomonnaies. Parallèlement, le marché immobilier de Conchagua a connu une flambée des prix et des processus d'accaparement de terres et de ressources qui se déroulent discrètement.

La promotion (100% numérique) de Bitcoin City comme une ville symbolisant « un nouveau chapitre de notre civilisation » [52], grâce à une nouvelle urbanisation respectueuse de l'environnement, avec des espaces « verts » et « bleus » [53], en dit long. Pourtant, depuis son lancement en mai 2022, le projet n'a pas encore vu le jour et aucune mesure n'a été prise pour préserver les ressources en eau de la région, bien que le prix des terrains où elle sera développée ont déjà haussé. Dans ce contexte, la dépossession prend une nouvelle forme et se transforme en une dépossession par le spectacle (Gutiérrez, 2024), où la nature joue un rôle essentiel en étant utilisée comme élément d'un montage, d'un décor, tout en prétendant la protéger, alors que les processus extractivistes se poursuivent. Pour J. Gutiérrez (ibid.) au Salvador l'eau, transformée en marchandise, est instrumentalisée médiatiquement pour consolider le pouvoir autoritaire. Cette évolution nécessite une analyse approfondie sous l'angle de l'EPL.

Face à cette réalité, les conflits autour de l'eau se sont intensifiés dans le pays, activant des mouvements de défense du territoire et du droit à la ville au sein de la société civile. Gónzalez Márquez (2022) analyse les protestations contre l'extractivisme immobilier menées par le collectif Salvemos el Valle del Ángel et les habitants du cantón[54] Joya Galana pour protéger les sources d'eau dans les établissements ruraux en territoires périurbains au nord de l'AMSS. McKinley (2016) fait de même avec les collectifs qui s'opposent à l'approbation de projets miniers. Tandis que Posada Vaquerano (2022) analyse les protestations contre les grands projets immobiliers et d'infrastructures dans la logique techno-utopiste, tels que Bitcoin City ou l'aéroport du Pacifique.

3.3 Des anciens et nouveaux conflits pour l'eau

Les récents changements dans la gestion et la gouvernance de l'eau au Salvador marquent une nouvelle phase dans les anciens modèles libéraux extractivistes qui ont façonné la nation salvadorienne depuis la fin du XIXe siècle. La terre n'a depuis lors cessé d'être concentrée entre les mains de quelques-uns et son alliance la plus précieuse a toujours été avec le capital, qu'il soit local ou global. Il n'est donc pas surprenant d'observer dans la région centraméricaine et au Salvador une augmentation des conflits socio-environnementaux (Bran-Guzmán, 2017). Bien que les réformes agraires des années 1960-1980 aient permis une redistribution partielle des terres dans le pays, avec le temps, les coopératives paysannes nées de ces réformes ont perdu la propriété de leurs terres en raison de la baisse constante de l'aide technique gouvernementale pour leur gestion et de la forte pression en faveur d'un changement d'affectation des sols, retournant à des mains privées. Ainsi, une partie de ces terres a alimenté

[52] https://loopdesignawards.com/project/bitcoin-city/
[53] https://www.dezeen.com/2022/05/12/bitcoin-city-el-salvador-president-nayib-bukele/
[54] Au Salvador, un *cantón* est une subdivision administrative d'une district. En d'autres termes, c'est la plus petite unité territoriale. Les *cantones* regroupent généralement plusieurs communautés ou villages, et servent à organiser la gestion locale et à améliorer la qualité des services publics. Avec la récente réduction du nombre de communes, le nombre de *cantones* par commune a augmenté, ce qui complique encore davantage la tâche de répondre aux besoins locaux.

l'expansion urbaine, non seulement dans l'AMSS mais aussi dans des villes secondaires comme Santa Ana, Sonsonate et San Miguel, et a permis l'expansion de la frontière agro-industrielle (Rajack, 2012). Plus récemment, dans le cadre de la politique du gouvernement de relance économique par le tourisme, des territoires comme la bande côtière est mise à disposition d'investisseurs locaux et étrangers.

Plus spécifiquement dans le cas de l'eau, les relations hydro-politiques contemporaines qui tendent à exploiter les opportunités locales en fonction de positions géographiques avantageuses (Caubet, 2007) font de l'Amérique centrale un territoire attractif en raison de l'abondance de cette ressource. Pour G. Caubet, dans le contexte de l'appropriation des ressources stratégiques mondiales, la première question hydro-politique internationale est la gestion de l'eau douce, suivie de la fourniture d'énergie. Il s'agit donc de considérer l'eau comme une marchandise et de la mettre ainsi à la disposition du capital privé (local, transnational) qui, avec le soutien des gouvernements nationaux en place, détient les droits d'utilisation et de gestion de celle-ci. Cela a entraîné des réformes des cadres juridiques et institutionnels pour garantir l'investissement privé, en particulier de ce capital mondial, dans la propriété foncière, les droits sur l'eau et les concessions minières (Ávila-García, 2016). Cela a également favorisé la promotion agressive de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), que certains auteurs considèrent comme une nouvelle forme de colonialisme (Trottier, 2012).

Ainsi, les processus continus de dépossession de la terre et de ses ressources, qui opèrent dans le pays depuis la fin du XIXe siècle, se poursuivent aujourd'hui, non plus sous l'égide d'une économie agro-exportatrice ou de substitution des importations avec un développement des industries urbaines, mais dans le cadre d'une diversification des investissements dans un monde globalisé, en s'associant à des groupes de pouvoir économique et politique locaux en alliance avec de nouveaux capitalistes mondiaux. Pour W. Robinson (2013), ces investissements comprennent : 1. Des activités industrielles intégrées dans les chaînes de production mondiales, telles que la *maquila*[55] textile et technologique ; 2. De nouveaux modèles agro-industriels mondiaux qui ont progressivement remplacé les cultures d'exportation traditionnelles, notamment la production de canne à sucre pour les biocarburants, l'huile de palme et l'ananas ; 3. Le tourisme associé au capital immobilier mondial, qui, dans le cas du Salvador, est promu en lien avec le tourisme côtier et la gentrification des centres historiques ; 4. Les services, le commerce et la finance internationaux en partenariat avec des groupes d'investisseurs locaux, favorisant la prolifération des centres d'appels et des centres commerciaux ; 5. Les migrants en tant que main-d'œuvre bon marché dans les zones d'accumulation intensives de biens et de capital (États-Unis et Europe), et en même temps comme source de revenus locaux grâce aux transferts de fonds, qui, dans le

[55] La maquila est un système de production qui consiste à transformer, sous contrat, des matières premières et produits semi-finis importés en produits finis, afin de les réexporter vers le pays d'origine. En Amérique centrale, l'industrie maquiladora est particulièrement développée dans les secteurs du textile, de la confection, de la métallurgie, de l'électronique et de la chaussure. Le faible coût de la main-d'œuvre régionale en a fait un pôle d'attraction pour ces investissements.

cas du Salvador, constituent le principal produit d'exportation, représentant jusqu'à 20 % du PIB[56] ; 6. Enfin, une nouvelle série d'activités extractives, les plus importantes étant l'exploitation minière et les grands projets d'infrastructure pour la production hydroélectrique, cette fois en partenariat avec le capital chinois (Svampa & Slipak, 2015).

3.3.1 Le nouveau cadre juridique de l'eau : la dernière étape de la privatisation ?

Au cours de la réalisation de cette thèse, des changements significatifs ont eu lieu en matière juridique en relation à la gestion et gouvernance de l'eau. Le premier changement majeur est intervenu fin 2021 avec l'adoption de la Loi Générale des Ressources Hydriques (LGRH). Après quinze années de discussions au cours desquelles au moins six avant-projets de loi[57] ont été proposés par différents acteurs (société civile, groupes d'irrigants, institutions gouvernementales, secteur privé, universités, églises, etc.), le gouvernement actuel a adopté, selon les organisations environnementales, une loi alignée sur les intérêts du secteur privé et favorisant une « privatisation déguisée » de l'eau (Díaz, 2021b). Il s'agit de la première loi réglementant la ressource hydrique à l'échelle nationale au Salvador. Auparavant, comme indiqué dans le Tableau 8, différentes institutions géraient l'eau en fonction de ses différents usages (santé, agriculture, environnement, consommation, etcétéra) et sur la base de leurs propres lois et règlements.

Le deuxième changement important est étroitement lié à l'adoption de la LGRH. Cette loi prévoit la création de *l'Autoridad Salvadoreña del Agua* (en français, Autorité Salvadorienne de l'Eau, ASA), qui a commencé ses activités un an plus tard, fin 2022. Depuis lors, l'ASA est chargée de mettre en œuvre la LGRH à l'échelle nationale. Sous la supervision de l'ASA, tant l'ANDA que les 2325 systèmes communautaires (*Juntas de Agua*), les associations de l'eau (municipales), les entreprises de l'eau (privées), les systèmes d'irrigation (privés et communautaires) deviennent des opérateurs du service. L'ASA est également responsable de l'attribution des concessions d'eau pour tous types d'utilisations : santé, industrie, commerce, habitat, agriculture (Víchez, 2021). L'ASA dépend directement de la présidence de la République.

Avant l'adoption de la LGRH et la création de l'ASA, de nombreuses études ont analysé les propositions relatives à cette loi et à l'organisme de régulation de l'eau, tant celles émanant du gouvernement central que celles proposées par la société civile. Ces travaux se sont notamment penchés

[56] Chiffres de la Banque Mondiale, www.datosbancomundial.org

[57] 2006 / Premier avant-projet de Ley General de Agua (LGA) élaboré par le Foro del Agua
2011 / Deuxième avant-projet de LGA : élaboré par le Foro del Agua
2012 / Troisième avant-projet de LGA : élaboré par le MARN
2013 / Quatrième avant-projet de LGA : élaboré par de associations d'usager de l'eau pour l'agriculture
2017 / Quinzième avant-projet de LGA : élaboré par l'ANEP
2017 / Sixième Avant-projet de LGA : élaboré par l'Université Centraméricaine UCA, le Procureur des droits de l'homme et l'Archevêché de San Salvador

sur la compatibilité du projet de loi et de l'entité de régulation avec le droit humain à l'eau et à l'assainissement, tel que reconnu par la résolution 64/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les auteurs de ces études soulignent d'une part la nécessité de maintenir la pression de la société civile pour garantir la pleine reconnaissance de ce droit (Carranza Amaya, 2020). D'autre part, ils reconnaissent que si le comité d'experts a bien pris en compte ce droit, il a également souligné la nécessité d'un équilibre entre les acteurs publics, privés et communautaires pour assurer son effectivité (Álvarez Cedillos, 2021, Argueta Portillo, 2019). La discussion a même bénéficié de l'avis du rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit humain à l'eau et à l'assainissement (Arrieta, 2018).

Les études sur la LGRH ne se limitent pas à son analyse juridique. Certaines se penchent sur son articulation avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), comme le montre le travail de E. Juárez Vargas (2020), qui analyse l'articulation entre la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et l'ODD 6 lié à l'eau et à l'assainissement, en soulignant que malgré les progrès en matière de réglementation, l'accès à l'eau en quantité et qualité suffisantes, ainsi que l'accès à des systèmes d'assainissement adéquats, pose toujours de grands défis. D'autres adoptent une perspective plus diachronique, à l'image de L. Arrieta (2018) qui retrace l'évolution de la réglementation de l'eau au Salvador depuis 1949. Cette analyse historique met en évidence la complexité du paysage institutionnel salvadorien, marqué par une multiplicité d'acteurs au niveau central et une faible coordination au niveau local, ce qui a souvent engendré une confusion des rôles. Quant à L. González Ayala (2022), il s'intéresse plus spécifiquement à l'impact des politiques publiques en matière d'eau sur le droit humain à l'eau entre 2010 et 2020. Son étude souligne l'importance de la formulation de ces politiques pour garantir l'effectivité de ce droit fondamental.

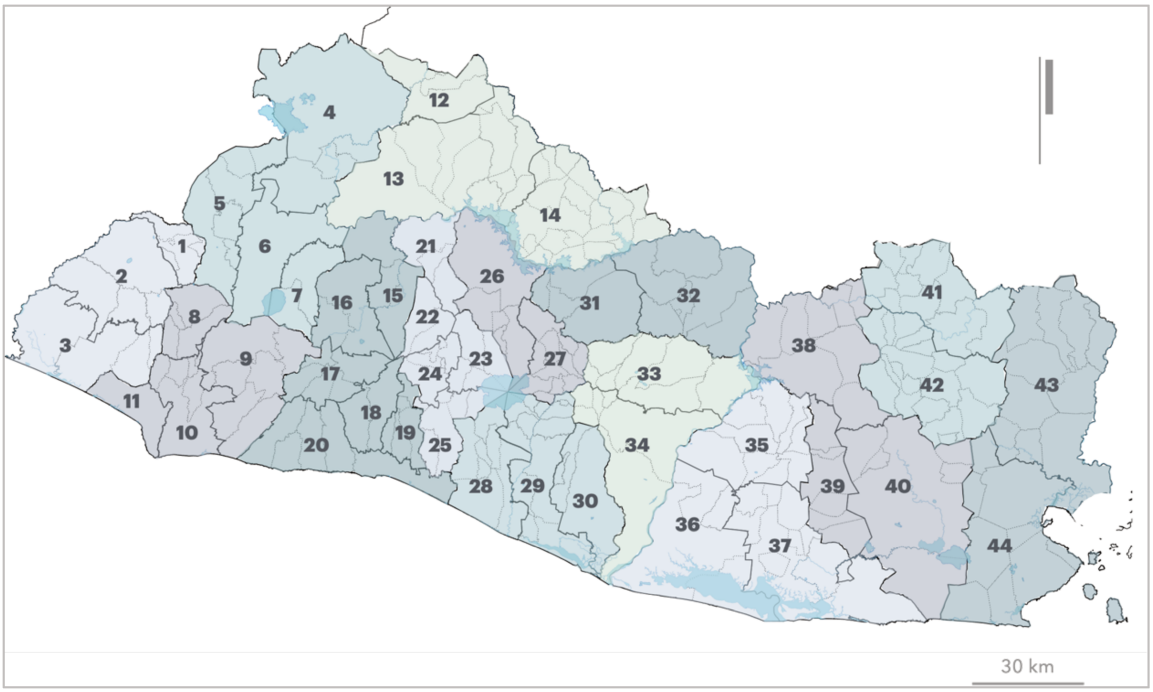
Avec l'approbation de la première LGRH et la mise en service de l'ASA, le gouvernement actuel s'assure un meilleur contrôle sur les ressources hydriques à l'échelle nationale, bien qu'il soit nécessaire de souligner qu'il ne s'agit là que d'une nouvelle étape dans le processus de privatisation de l'eau qui a débuté à la fin des années 1990 (Astvaldsson, 2008). Ceci s'est opéré dans le contexte des politiques d'ajustement structurel et de la mise en œuvre du modèle néolibéral dans la région de l'ALC, qui, entre autres, a promu la privatisation des services publics. Cela signifie que la porte est ouverte à l'entrée de capitaux transnationaux dans la gestion de l'eau, ce qui commence déjà à se produire avec l'octroi de concessions d'extraction d'eau à des entreprises comme Coca-Cola et Nestlé (Díaz, 2016), et avec des projets de coopération en matière d'eau avec le gouvernement de la République populaire de Chine (ANDA, 2023). C'est pourquoi l'on parle d'une « privatisation déguisée » de l'eau au Salvador (Díaz, 2021). Parallèlement, les communautés, en particulier rurales et périurbaines, qui ont accès à l'eau par le biais des Juntas de Agua, craignent à juste titre une privatisation de la ressource et une augmentation du prix de l'eau, ce qui compromettrait la viabilité de leurs opérations à court terme. Il faut rappeler que les 2,325 Juntas de Agua opérant au Salvador gèrent la ressource localement depuis

plus de quarante ans, face à l'incapacité ou au manque d'intérêt des gouvernements successifs à apporter des solutions (Blandón, 2024).

3.3.2 La nouvelle organisation de l'espace municipal : une confusion territoriale qui favorise les extractivismes ?

Un troisième changement significatif survenu au Salvador pendant la réalisation de cette thèse est la réduction du nombre de municipalités de 262 à 44. Les anciennes 262 municipalités, désormais devenues des districts, ont été regroupées en 44 nouvelles municipalités. Les divisions administratives précédentes ont été maintenues, tant au niveau des départements (14 au total) que des districts (262). Cette réforme a suscité de vives controverses quant aux motifs qui ont conduit à la mettre en œuvre, avec des interrogations sur le fait qu'il s'agissait d'une mesure d'aménagement du territoire ou d'une stratégie politique visant à assurer la majorité au gouvernement actuel lors des élections municipales de mars 2024, ce qui a effectivement été le cas, le gouvernement actuel ayant obtenu la majorité des municipalités (Benítez, 2023). Avant l'adoption de cette réforme, le *Plan Nacional de Ordenamiento y Desarrollo Territorial* (PNODT, en français Plan national d'aménagement et de développement du territoire), présenté en 2011, considérait le territoire comme une "ressource rare et précieuse" et proposait une organisation territoriale basée sur un système de villes reliées en réseau, entre lesquelles seraient situées des zones de conservation environnementale. Dans ce modèle, tant le sol que l'eau devaient être réglementés (Ferrufino et al., 2005). En pratique, le PNODT a été mis en œuvre de manière très timide et n'a pas été pris en compte dans les discussions sur la nouvelle organisation administrative et territoriale du pays (Benítez, 2023).

Cette nouvelle organisation municipale a également entraîné une révision des taxes municipales, ce qui a posé des problèmes aux nouvelles municipalités en matière de financement de leurs services (Jiménez, 2024). Parallèlement, les institutions qui, pendant quarante ans, ont accompagné les processus de décentralisation territoriale et d'autonomie des municipalités ont été démantelées, affaiblissant ainsi la capacité des municipalités à soutenir leurs citoyens de manière directe. Selon F. Blandón (2024), le lien étroit qui s'était construit au fil des années entre les habitants et leurs gouvernements locaux, notamment dans le cadre de projets d'accès à l'eau courante, a été rompu. Désormais, tous les projets municipaux, y compris ceux liés à l'eau, sont mis en œuvre par la *Dirección de Obras Municipales* (DOM, en français Direction des Travaux Municipaux), une entité directement rattachée à la présidence de la République. La nouvelle répartition administrative du Salvador est présentée sur la Carte 5.



Carte 5 : Nouvelle carte du Salvador montrant les 14 départements, 44 communes et 262 districts
Source : Élaboration propre basée sur CNR

DÉPARTEMENT	COMMUNES	"DISTRITOS" (anciennes communes)
Ahuachapán	1. Ahuachapán Norte 2. Ahuachapán Centro 3. Ahuachapán Sur	12
Santa Ana	4. Santa Ana Norte 5. Santa Ana Oeste 6. Santa Ana Centro 7. Santa Ana Este	13
Sonsonate	8. Sonsonate Norte 9. Sonsonate Este 10. Sonsonate Oeste 11. Sonsonate Centro	16
Chalatenango	12. Chalatenango Norte 13. Chalatenango Centro 14. Chalatenango Sur	33
La Libertad	15. La Libertad Norte 16. La Libertad Centro 17. La Libertad Oeste 18. La Libertad Sur 19. La Libertad Este 20. La Libertad Costa	22
San Salvador	21. San Salvador Norte 22. San Salvador Oeste 23. San Salvador Este 24. San Salvador Centro 25. San Salvador Sur	19

DÉPARTEMENT	COMMUNES	"DISTRITOS" (anciennes communes)
Cuscatlán	26. Cuscatlán Norte 27. Cuscatlán Sur	16
La Paz	28. La Paz Oeste 29. La Paz Centro 30. La Paz Este	22
Cabañas	31. Cabañas Oeste 32. Cabañas Este	9
San Vicente	33. San Vicente Norte 34. San Vicente Sur	13
Usulután	35. Usulután Norte 36. Usulután Oeste 37. Usulután Este	23
San Miguel	38. San Miguel Norte 39. San Miguel Oeste 40. San Miguel Centro	20
Morazán	41. Morazán Norte 42. Morazán Sur	26
La Unión	43. La Unión Norte 44. La Unión Sur	18

3.3.3 Un nouvel âge d'or pour l'extractivisme immobilier

L'une des conséquences directes des changements d'utilisation des terres décrits précédemment est que l'approbation de projets est de plus en plus fréquente dans des zones périurbaines considérées comme des zones de protection naturelle, qui conservent non seulement les sols et les forêts mais représentent également des zones importantes de recharge en eau. Les communautés locales qui habitent ces territoires, dont beaucoup se trouvent à la limite des zones urbaines et rurales, sont plongées dans des conflits pour l'accès au foncier et à l'eau dans des conditions d'inégalité de moyens et de ressources devant les sociétés immobilières et le gouvernement lui-même. L'ampleur et la fréquence de ces conflits socio-économiques, qui se cachent derrière une idée profondément enracinée de progrès et de développement, montrent en même temps que de plus en plus d'acteurs sociaux (jeunes, églises, groupes LGTBI, entre autres), remettent en question ces mêmes idées de développement, En étroite collaboration avec les populations affectées, en intégrant la nécessité de protéger les ressources naturelles comme un élément indissociable du progrès lui-même (Nolasco, 2023 ; Monterrosa, 2023).

Un autre processus en cours, déjà évoqué précédemment, est la promotion de grands projets d'infrastructure. Dans ce contexte, les ressources naturelles sont subordonnées aux investissements censés stimuler le développement du pays, et ne sont plus considérées comme des ressources précieuses en soi, essentielles à la vie sur les territoires. En d'autres termes, elles ne sont protégées que dans la mesure où elles n'entravent pas les investissements. Cela se traduit par exemple par l'approbation par le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (MARN) de projets immobiliers controversés dans des zones de conservation et de recharge des nappes phréatiques, en périphérie de la

zone métropolitaine de San Salvador (Amaya, 2020 ; Barrera, 2023). Ces projets ont été rendus possibles grâce à des changements d'affectation des sols qui transforment les espaces naturels protégés en zones urbanisables.

L'un des projets qui a eu une grand visibilité médiatique est le projet immobilière *Ciudad Valle del Ángel* (aujourd'hui *Ciudad Valle Dulce*), dans le district d'Apopa, dans la zone périurbaine nord de l'AMSS. Cette grand projet immobilier qui couvre 1800 ha, est construit par la société immobilière Urbánica. Le collectif *Salvemos el Valle del Ángel*, (en français Sauvons la vallée de l'Ange), qui rassemble divers acteurs sociaux (églises, habitants, ONG), s'oppose à cette projet qui affecterait l'approvisionnement en eau des résidents actuels de la zone (ARPAS, 2020). Le collectif s'est formé lentement depuis 2006 mais s'est fait plus visible en 2019 lorsque les inquiétudes concernant la construction du projet résidentiel se sont intensifiées. O. González Márquez (2022) analyse le conflit du point de vue des habitants du cantón de Joya Galana qui signalent des effets directs sur leur droit humain à l'eau et à l'assainissement.

Finalement certains auteurs analysent le conflit autour de l'eau à partir des multiples intérêts qui coïncident au niveau local dans le processus de mise en œuvre de projets immobiliers dans le cas de la municipalité de Nejapa, au nord de l'AMSS (Hernández Donaires, 2022), ou dans la municipalité de Conchagua, dans le département de La Unión, à proximité de projets qui affecteraient l'accès à l'eau comme le nouvel aéroport de La Unión ou Bitcoin City (Posada Vaquerano, 2022)

3.3.4 Rien ne change : la pollution de l'eau et l'exploitation minière métallique

Les projets liés à l'eau, que ce soit sur le plan juridique, territorial ou socio-économique, ont des répercussions concrètes sur la vie des populations. Malgré l'existence des nouveaux cadres réglementaires, la mise en œuvre de projets liés à l'eau génère souvent des tensions autour de l'accès à cette ressource vitale. La rareté de l'eau et la dégradation de sa qualité sont au cœur de ces conflits, qui se manifestent au sein même des territoires où vivent les populations.

La rareté et la pollution de l'eau sont à l'origine de nombreux conflits. Pour comprendre ces dynamiques, il convient d'analyser les facteurs qui conduisent à ces situations. Les études sur la gestion de l'eau, en particulier dans les zones rurales, montrent que la mise en œuvre de la LGRH et l'intégration du changement climatique dans les politiques de gestion territoriale sont des enjeux cruciaux. Les *Juntas de Agua*, par exemple, sont confrontées à de nombreux défis pour assurer la continuité de l'approvisionnement en eau dans leurs communautés (Valle de García, 2022). De plus, les politiques de gestion territoriale ne prennent pas toujours suffisamment en compte les impacts du changement climatique, ce qui aggrave la rareté de l'eau (Aguilar, 2015).

Si de nombreuses études techniques analysent les différents types de pollution de l'eau, leurs résultats ne parviennent pas toujours à ceux qui en subissent les conséquences directes. Par exemple, les rejets domestiques et industriels dans les rivières, bien que réglementés sur le papier, sont souvent peu contrôlés (Quintanilla Torres, 2022), entraînant des problèmes de santé publique importants. Les hauts niveaux de pollution de la rivière Acelhuate dans l'AMSS, analysé par l'ANDA depuis 1969 (ANDA-PNUD, 1969) et intégrée au réseau de surveillance de la qualité de l'eau des rivières du MARN depuis 2000, sans que des changements significatifs aient lieu, et qui a fait l'objet d'une large couverture médiatique par la presse locale (Díaz, 2017 ; Meza, 2018), illustre bien ce constat.

Enfin, l'exploitation minière des métaux constitue un problème critique depuis environ 15 ans. Le conflit autour de cette question est analysé selon plusieurs dimensions : d'après une dimension juridique, d'après une dimension socio-économique et d'après une dimension environnementale. Sur le plan juridique, le long chemin menant à l'approbation de la loi contre l'exploitation minière des métaux en 2017 a déclenché une longue liste de conflits dans la société salvadorienne, parmi lesquels les luttes entre l'État salvadorien et des consortiums miniers. R. Spalding a analysé ce processus en détail (Spalding, 2018). Cependant, même si la loi contre l'exploitation minière a été approuvée, elle n'a pas été appliquée et des populations continuent d'être affectées, à la fois par la pollution et par les pressions des sociétés minières pour réactiver les projets locaux (Cruz Gomez, 2021). L'activisme joue un rôle crucial dans la compréhension des conflits liés à l'exploitation minière. Les travaux d'A. McKinley (2016) illustrent bien comment la combinaison de l'analyse académique et de l'engagement citoyen permet de mettre en lumière les dimensions sociales, économiques et environnementales de ces conflits.

Au moment de la clôture de la rédaction du présent document, l'exploitation minière métallique a été à nouveau autorisée sur le territoire salvadorien. Le militantisme mené pendant plus de quinze ans par divers acteurs de la société civile (Église, milieux universitaires, collectifs citoyens), qui avait conduit à l'interdiction totale de l'exploitation minière métallique dans le pays en 2017 (faisant du Salvador le premier pays au monde à interdire toute forme d'exploitation minière métallique), a été révoqué. Le 23 décembre 2024, l'Assemblée législative a à nouveau autorisé l'exploitation minière métallique sur le territoire national.

Conclusions du chapitre

Ce chapitre a mis en évidence l'existence d'une double crise, territoriale et hydro-sociale, au cœur de la gestion et de la gouvernance de l'eau au Salvador. Deux facteurs sont déterminants : d'une part, le territoire est une ressource « rare et précieuse » (Ferrufino et al., 2005) et l'a toujours été. Cette réalité a été parfaitement comprise par les élites locales qui, en alliance avec le capital transnational, ont accaparé tout au long de l'histoire du pays les terres et les ressources naturelles, privant ainsi la majorité

de la population de leurs moyens de subsistance (Browning, 1987). Le second facteur est lié à la dégradation environnementale et à une structure institutionnelle fragile dans le cas de la gestion et de la gouvernance de l'eau.

Il a également été souligné qu'il fallait dépasser la compréhension de la crise comme étant uniquement une crise hydrique, donc centrée sur des questions telles que la qualité de l'eau ou sa rareté, et la considérer plutôt comme une crise hydro-sociale, qui intègre la dimension sociale inhérente à l'eau. De cette manière, la crise de l'eau est liée dans le temps à la persistance des inégalités sociales, aux modèles économiques et aux projets politiques. Actuellement, les inégalités sociales se sont accrues sous l'effet de la mise en œuvre d'un modèle économique néolibéral agressif et d'un gouvernement autoritaire.

En ce qui concerne les perceptions et les discours sur l'eau, au moins quatre groupes d'acteurs ont été identifiés, abordant les questions hydriques depuis des positions souvent antagonistes, ce qui complique encore davantage la gestion et la gouvernance de l'eau. Il y a ceux qui s'opposent catégoriquement à la privatisation de la ressource en s'appuyant sur une critique historique des structures d'accumulation, inscrivant leurs discours dans des luttes de longue date contre les injustices sociales. Un deuxième groupe prône des approches plus techniques, proposant une compréhension de la crise qui cherche des consensus et des solutions fondées sur des analyses techniques. Un troisième groupe, plus proche de l'activisme en faveur d'une vie digne et juste, cherche en fin de compte à construire un habitat digne, avec de l'eau en quantité et de qualité suffisantes. Enfin, un quatrième groupe a été identifié, ouvertement favorable à la privatisation de l'eau, sous le prétexte que la ressource doit être gérée de manière efficace. Il a également été souligné que ces quatre groupes doivent gérer actuellement leurs propres agendas dans un contexte de confusion créé par le gouvernement autoritaire actuel en ce qui concerne la protection des ressources naturelles, qui, sous la promesse d'atteindre la "modernité et le progrès", les laisse sans protection en raison d'une dérégulation environnementale croissante.

L'article retrace également l'évolution historique de la relation entre l'eau et la ville (comme ce fut le cas pour l'Amérique latine et l'Amérique centrale, chapitres 1 et 2), en identifiant quatre périodes :

1. Entre 1881 et 1945, lors de la constitution de la république, les bases d'une structure inégalitaire de la propriété foncière sont posées, les villes s'étendent et l'eau est gérée par divers acteurs, en plus de l'État.
2. Entre 1945 et 1980, la gestion de l'eau se centralise entre les mains de l'État, des institutions sont créées pour fournir de l'eau aux villes et de grandes infrastructures hydrauliques sont mises en place. C'est également pendant cette période que se forment les premiers établissements

précaires urbains et que s'organisent les mouvements sociaux luttant pour l'accès au logement et aux services urbains pour les populations défavorisées. San Salvador devient une zone métropolitaine, où la pollution des masses d'eau et les risques urbains liés à l'eau augmentent.

3. De 1980 à 1998, le modèle de développement change et l'État se désengage progressivement de la gestion de l'eau. Les systèmes d'approvisionnement en eau de l'agglomération de San Salvador ne suffisent plus à répondre à la demande de la population.
4. De 1998 à aujourd'hui, l'introduction d'un modèle néolibéral éloigne encore davantage l'État de la gestion de l'eau. Dans ce contexte, il est suggéré que nous sommes entrés dans une nouvelle phase de processus d'accumulation par dépossession , sous l'égide d'un régime autoritaire.

Une attention particulière a été accordée à la définition de la « dépossession par le spectacle » proposée par J. Gutiérrez (2024). Il s'agit d'une stratégie utilisée par le gouvernement actuel qui, à travers le déploiement publicitaire de grands projets d'investissement, qui ne sont pas nécessairement mis en œuvre, déclenche des processus de valorisation foncière (et de ses ressources), profitant ainsi au grand capital pour accaparer lentement et discrètement les futurs terrains à urbaniser. Dans ce contexte, l'eau est également « spectacularisée » (promu par l'spectacle) à travers des projets de prétendue protection environnementale qui, associés à la « modernité et au progrès » en cours, attireront des investissements dans le pays, comme en témoigne le cas de Bitcoin City.

En ce qui concerne les conflits liés à l'eau que toutes ces situations engendrent, il a été souligné que certains sont persistants dans le temps tandis que d'autres sont liés à la conjoncture actuelle. Ainsi, des questions telles que la pollution de l'eau et la nouvelle autorisation de l'exploitation minière métallique dans le pays sont des sujets récurrents dans les débats sur l'eau depuis au moins les années 1970. Tandis que le nouveau cadre juridique de l'eau, avec l'adoption de la première loi générale sur les ressources hydriques (LGRH) et la création de l'Autorité salvadorienne de l'eau (ASA), est perçu comme la dernière étape pour consolider la privatisation de l'eau. Par ailleurs, il reste à voir les implications de la nouvelle réorganisation administrative territoriale, avec la réduction du nombre de municipalités (de 262 à 44) et le retour à une centralisation des décisions territoriales, sur la gestion et la gouvernance de l'eau. Cette réorganisation pourrait bien affaiblir le travail accompli en faveur de la décentralisation et de l'autonomie municipale. Il est encore trop tôt pour décrire l'impact à moyen et long terme de ces changements. Ce sont pourtant des sujets qui ouvrent de nouvelles opportunités de recherche.

Il convient également de souligner, comme dans le reste de l'Amérique latine, le rôle essentiel des journalistes dans la documentation et la dénonciation de ces enjeux. Au Salvador, des médias numériques tels qu'El Faro, Mala Yerba, Gato Encerrado ou Factum (qui couvrent également

l'Amérique centrale) font référence. Une alliance précieuse se construit entre ces médias et d'autres acteurs, qu'il convient de renforcer.

Par ailleurs, il faut suivre de près le travail de jeunes chercheurs (López et al., 2024 ; Gutiérrez, 2024 ; Alvarado Batres et al., 2022 ; Cuéllar, 2020), travaillant tant au sein du pays que dans des universités étrangères, qui commencent à analyser la question de l'eau sous l'angle de la justice environnementale et à partir de domaines de connaissance aussi variés que l'anthropologie, la géologie, l'ingénierie chimique ou l'économie. Leur approche actuelle, bien que pertinente, pourrait être enrichie par une dimension plus fortement ancrée dans l'écologie politique.

Au cours de cette recherche, il a été enrichissant de constater comment, dans des cinq dernières années, la question de l'eau s'est à nouveau imposée comme l'un des enjeux majeurs des agendas académiques au Salvador, notamment face aux changements rapides induits par la pandémie et par le bukelisme, un phénomène qui mérite d'être analysé plus en profondeur. Dans ce contexte, il est nécessaire que les études urbaines et l'architecture s'inscrivent également dans ce débat avec un rôle plus important, comme elles l'avaient fait dans les années 1970-1990 en ce qui concerne l'accès au logement et l'aménagement urbain.

Conclusions de la Première Partie

La première partie de cette thèse a révélé que l'oxymore apparent en Amérique latine, à savoir la coexistence de la rareté de l'eau et de son abondance, masque une réalité bien plus complexe. Dans ce contexte, s'intéresser à la gestion et à la gouvernance de l'eau « par le bas » constitue un véritable défi, qui dépasse largement le débat sur la nature publique ou privée de l'eau, ou sur son statut de marchandise ou de bien commun. Les conclusions les plus importantes de cette première partie, qui serviront de fondement à l'analyse développée dans la seconde partie, sont présentées ci-après.

Dans le cadre de cette thèse qui cherche à comprendre comment les habitants des quartiers informels en périphérie urbaine accèdent à l'eau après de longs processus d'inclusion précaire, l'état des lieux a montré qu'à l'échelle régionale (Amérique latine), de nombreuses études ont abordé cette question (Gómez-Fuentes, 2009; Gonzálvez Torralbo et al., 2022; Quiroz Rothe & Alcántar García, 2017; Castillo, 2017; Aguilar & López, 2009; Mansilla Quiñónez et al., 2020; García-Estrada & Hernández-Guerrero, 2019; Merlinsky, 2019). Néanmoins, en Amérique centrale et au Salvador, ces études sont moins nombreuses et l'attention se porte davantage sur l'intensification des conflits environnementaux (Donate Dutch, 2020; López Sanjunán, 2019; LaVanchy et al., 2017; Mejía González, 2020; Bran-Guzmán, 2017; Cañada, 2019; Martínez Fuentes & Sandoval Forero, 2011; Gutiérrez Arguedas, 2020; Kauffer, 2021). Bien que des auteurs comme S.Romano (2012) aient décrit de longs parcours d'accès à l'eau, notamment au Nicaragua, son recherche ne porta pas spécifiquement sur les quartiers informels en périphérie urbaine mais dans les zones ruraux. Néanmoins, il est intéressant de noter que, dans tous les cas (Amérique latine, Amérique centrale et El Salvador), l'intérêt pour les questions liées à l'eau est en constante augmentation.

L'Amérique latine est également un terrain propice aux mobilisations sociales autour du droit à l'eau, de la protection de cette ressource et des revendications face à la nouvelle vague d'extractivisme. À cet égard, les travaux d' J.Audren de Kerdel & M.Forget, 2016, S.Hardy & F.Poupeau (2014) et Mathieu Uhel (2019) sur la « guerre de l'eau » en Bolivie sont particulièrement pertinents. En Amérique centrale et au Salvador, les mouvements citoyens contre l'extraction minière, tels que ceux décrits par R.Spalding (2018), T.L.Cruz Gómez (2021) ou A.McKinley (2016), sont aussi remarquables. Dans ce contexte, certains auteurs soulignent que la reprimarisation des économies latino-américaines (Svampa, 2023) a favorisé la multiplication de grands projets extractivistes, y compris dans le secteur de l'eau, lesquels sont présentés comme des vecteurs de modernisation et de progrès.

L'une des principales contributions théoriques à la gestion et à la gouvernance de l'eau en Amérique latine, pertinent dans le cadre de cette étude, provient de l'Écologie Politique Latino-américaine (EPL). Enrichie par les apports de la *Political Ecology* (anglo-saxonne) et de l'Écologie Politique

(française), elle s'intéresse à la relation société-nature « en » et « pour » l'Amérique latine. Bien que le terme général d'Écologie politique soit le plus fréquemment utilisé pour désigner les études menées dans la région (Merlinsky, 2017 ; Ávila García, 2016 ; Durand Smith et al., 2011 ; Lamberti et al. 2012 ; Martín, F., Tobias, M. A., & Merlinsky, G., 2020), les contributions d'auteurs tels que J.Martínez-Alier, (2020) , E.Leff (2004) , H.Alimonda (2022) , R.Haesbaert (2017) ou B.De Sousa Santos (2007), pour n'en citer que quelques-uns, provenant de l'EPL ou bien J.Liton & J.Budss (2014), E.Swyngedouw (2003), 2005 ou Boelens et al. (2016, 2011), provenant de la *Political Ecology*, sont pertinents pour cette thèse

Cette première partie de thèse met en évidence plusieurs thèmes qui renforcent l'intérêt pour les processus de gestion et de gouvernance de l'eau « par le bas », parmi eux :

1. Certes, la question de l'eau est une question politique et, à ce titre, elle doit également être envisagée sous l'angle des structures de pouvoir injustes qui se sont consolidées au fil de l'histoire de la région. La lutte historique qui oppose élites et peuple de façon binaire, et qui alimente le discours anti-privatisation, doit être révisée car de nombreux autres acteurs interviennent dans la consolidation de ces structures. Le rôle des organismes internationaux, des agences de coopération, des petites et moyennes entreprises, et pas seulement des grandes multinationales, doit être pris en compte. Mais il est également nécessaire d'analyser de manière plus approfondie les relations sociales de pouvoir « d'en bas », dont les « détails » passent souvent inaperçus.

2. La bonne gouvernance de l'eau est sans aucun doute une aspiration collective, mais la définition de ce qui est bon pour certains groupes ne l'est pas nécessairement pour d'autres. Réduire le discours de la bonne gouvernance à une approche « intellectuelle » en proposant des solutions techniques issues de divers domaines de connaissances professionnelles, sans intégrer les solutions qui émergent d'autres savoirs et de l'expérience vécue des territoires en tant qu'espaces de vie, ne permet pas d'exploiter toute la richesse que ce discours peut apporter. Une fois de plus, il est nécessaire de rendre visibles les contributions « d'en bas » à la bonne gouvernance de l'eau.

3. Bien que l'« écologisme des pauvres » (Martínez-Alier, 2021) ne soit pas un concept nouveau, il est essentiel de réinvestir les voix contemporaines « d'en bas », non seulement pour mettre en évidence les injustices (actuelles et historiques), mais aussi pour récupérer des éléments permettant d'envisager d'autres alternatives. Mener à bien cette tâche dans le contexte de confusion et de manque de transparence engendré par la prolifération des régimes autoritaires dans la région constitue certes un défi. Cependant, si les communautés, les habitants et les

résidents des territoires qui ont progressivement construit leur propre trajectoire d'inclusion précaire aux réseaux socio-technologiques de l'eau ont prouvé quelque chose, c'est que leurs solutions, bien qu'imparfaites, sont construites par eux-mêmes à partir de l'appropriation du territoire, ce qui n'est pas négligeable.

4. Gérer l'eau de manière efficace est certes nécessaire, mais il est tout aussi important de démasquer les structures injustes qui sous-tendent souvent cette efficacité. L'efficacité ne peut s'imposer en maintenant des structures de pouvoir inégales. Elle ne doit pas non plus se réduire à la question tarifaire. Des discussions plus larges sur la couverture universelle du service, sur la qualité de celui-ci, ou sur l'allocation des usages à ceux qui peuvent payer en excluant ceux qui n'en ont pas les moyens, sont nécessaires. Dans le contexte salvadorien par exemple, les familles les plus pauvres paient déjà plus pour l'eau. La régulation des tarifs devrait prendre en compte d'autres variables que les seules réglementations par quantité de mètres cubes consommés, afin d'atteindre une véritable justice hydrique.

5. La Political Ecology a permis de remettre au goût du jour les concepts de cycle hydro-social (Linton & Budds, 2014) et de territoires hydrosociaux (Boelens et al., 2016) afin d'analyser les relations de production et de reproduction entre l'eau et la société. Les notions de territorialisation (Haesbaert, 2017) et d'écologie des savoirs (De Sousa Santos, 2007), issues de l'EPL, apportent également des éléments précieux. Néanmoins la littérature consultée pour cette recherche n'a révélé qu'un seul exemple d'utilisation du concept de territoires hydrosociaux dans le contexte salvadorien (Alvarado Batres et al., 2022), ce qui motive à poursuivre l'exploration de ces bases théoriques et de ces outils d'analyse issus des trois courants de pensée, et à les adapter aux contextes locaux.

6. Bien que l'eau moderne ait largement influencé les discours et les pratiques liés à l'eau depuis la fin du XIXe siècle, l'eau dans les régions marginalisées d'Amérique latine est restée un concept hybride. Cette hybridité persistante, fruit des inégalités profondes qui caractérisent la région, doit être reconnue comme une réalité, en tenant compte de la dynamique et de la force qu'elle génère, malgré les conditions d'inclusion précaire. Reconnaître cette hybridité dans les pratiques liées à l'eau ouvre de nouvelles perspectives pour la gestion et la gouvernance de la ressource, offrant ainsi une alternative aux discours dominants sur l'eau moderne

SEGUNDA PARTE

INTRODUCCIÓN A LA SEGUNDA PARTE

En la segunda parte de esta tesis se profundiza en el estudio de caso de Montreal elaborando además una comparación de tendencias entre los fenómenos de expansión urbana e incremento de conflictos por el agua operando en los ejes nor-poniente, dónde se localiza Montreal y el eje sur, dónde se localiza Nuevo Cuscatlán. Si bien es cierto no se logró profundizar en un estudio de caso en Nuevo Cuscatlán, las tendencias generales de la expansión urbana, el tipo de periurbanización que se va conformando y el tipo de conflictos por el agua que se observan sí son objeto de comparación.

La segunda parte se compone de tres capítulos. En el *capítulo 4* se hace una descripción detallada de los procesos de expansión urbana del AMSS en los ejes nor-poniente (Montreal) y sur (Nuevo Cuscatlán), desde los años 1990. Desde una perspectiva urbana y territorial en este capítulo se delimita en mapas el territorio que comprende el Área Metropolitana de San Salvador AMSS y su área de influencia. Si bien es cierto se describen las tendencias de expansión generales de la ciudad, la expansión nor-poniente y sur son de particular relevancia por varias razones: 1. En términos de diferencias socio-espaciales hacia el nor-poniente tradicionalmente se han desplazado las clases obreras y clases medias, mientras que al sur lo han hecho las clases con mayor poder adquisitivo, 2. Mientras que los territorios al nor-poniente son ricos en reservas hídricas en los territorios de la expansión sur el agua es escasa, 3. En cuando a los conformación de los territorios periurbanos, hacia el norte existe aún un predominio de las actividades agrícolas, bajo una fuerte presión de los nuevos usos industriales y residenciales; en el sur el incremento de los conjuntos residenciales suburbanos y espacios turísticos (de playa), ejerce igualmente una enorme presión sobre los territorios rurales dónde se van insertando, 4. Si bien es cierto en ambos casos existen planes de desarrollo urbano y territorial, estos se han implementado solo parcialmente. La combinación del análisis de estos factores permite concluir el capítulo con una muestra de los conflictos por el agua que se desarrollan en cada uno de estos ejes.

En el *capítulo 5* se describe la trayectoria de inclusión precaria a las redes socio-tecnológicas del agua en Montreal. Iniciando con una descripción física del territorio actual de Montreal para luego adentrarse en la historia del conjunto de asentamientos desde su formación a finales de 1940 hasta ahora. Este recorrido histórico se ha articulado a partir de los relatos de los mismos habitantes de Montreal, y en él es posible recuperar elementos valiosos sobre sus propios procesos de territorialización, la conformación de los territorios hidro-sociales en Montreal y los procesos de gestión y gobernanza del

agua desde abajo que han ido construyendo en su larga trayectoria de inclusión precaria a las redes socio-tecnológicas del agua, y a la ciudad misma. En este capítulo se incluye también una descripción de los más relevantes conflictos por el agua de los habitantes de Montreal, entre ellos mismos y con otros actores fuera de su territorio. La descripción de los procesos de territorialización a partir de las relaciones sociales de poder sirve en este capítulo para hacerse una mejor idea de los diversos territorios hidro-sociales presentes en Montreal: Finca Argentina, Finca Montreal y Asentamientos intervenidos por el Programa de Mejoramiento de Barrios (PMB). Como elemento adicional y con la aspiración de proyectar esta discusión a otros territorios en el mundo se presentan brevemente las trayectorias de inclusión precaria en tres ciudades en América latina y África: Santiago, Chile; Casablanca, Marruecos y Ouagadougou, Burkina Faso.

Finalmente el *capítulo 6* se adentra en el análisis de la gestión del agua desde abajo, desde lo cotidiano en Montreal, haciendo uso del ciclo hidro-social adaptado (ver capítulo 1), elaborando tres diferentes tipos de ciclos hidro-sociales en la zona, continuando con lo detallado en el capítulo 5 en los territorios de Finca Argentina, Finca Montreal y los asentamientos intervenidos por el Programa de Mejoramiento de Barrios (PMB). En cada uno de estos territorios se hace una introducción a las relaciones entre habitantes y agua, desde los relatos de los protagonistas, luego se describen las piezas del esquema de ciclo hidro-social adaptado concluyendo con algunos elementos para la discusión en cada caso. El capítulo finaliza con la descripción de los modelos de expansión urbana afectando tanto Montreal como Nuevo Cuscatlán y la reflexión de que independiente del tipo de modelo de expansión y tipos de periurbanización, así como de la presencia o ausencia de agua, los conflictos por el acceso al recurso están en constante incremento. El capítulo concluye con una recopilación de conflictos por el agua en ambos ejes documentados por periodistas dedicados a temas ambientales.

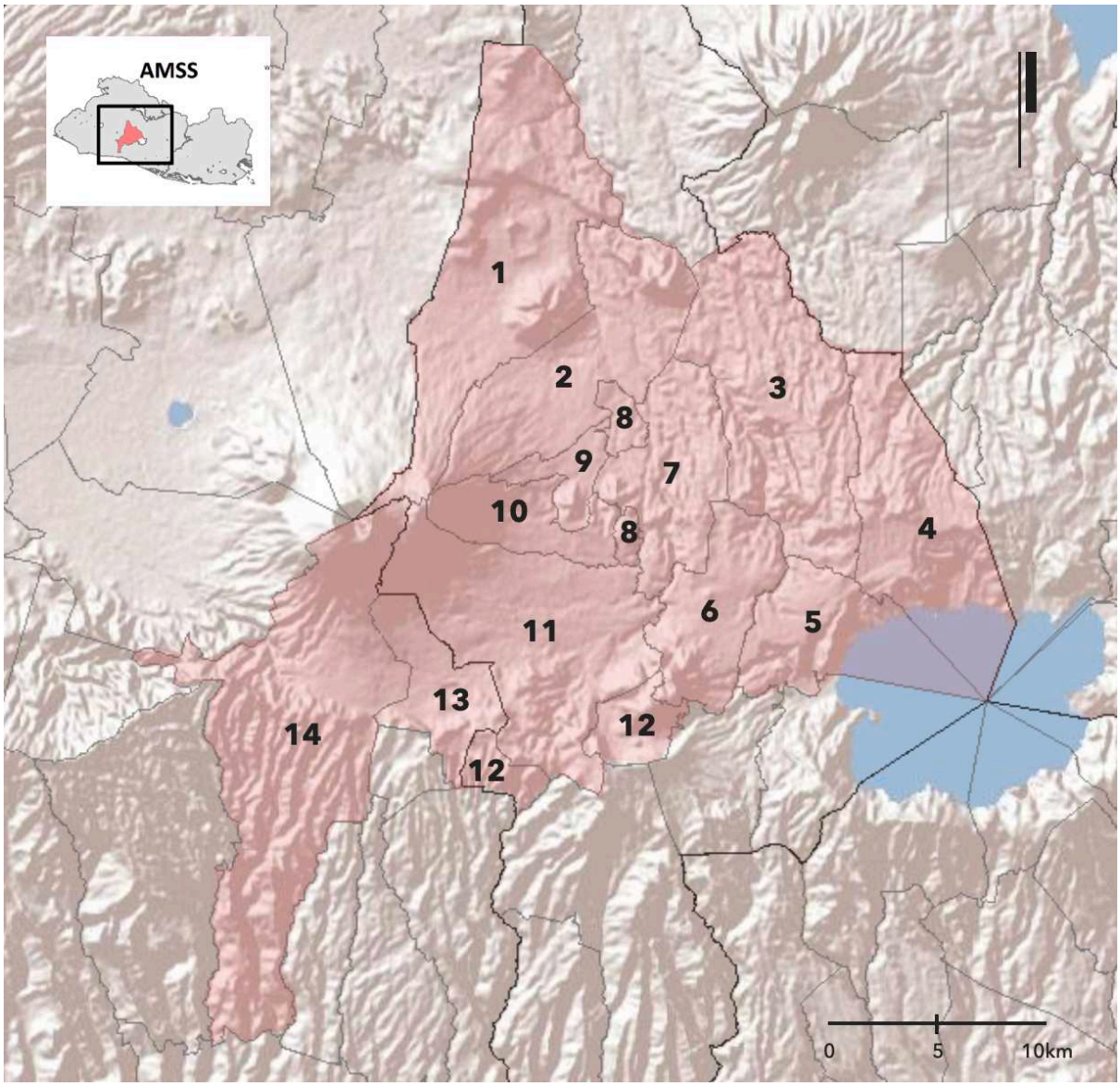
CAPÍTULO 4
CIUDADES QUE CRECEN, TERRITORIOS QUE CAMBIAN: IMPACTOS DE LA EXPANSIÓN URBANA EN LOS TERRITORIOS PERIURBANOS DEL AMSS

De acuerdo con la Oficina de Planificación del Área Metropolitana de San Salvador, (OPAMSS), las tendencias de crecimiento actuales del AMSS son expresiones de diversas dinámicas que con el paso del tiempo han configurado el espacio metropolitano, con mayor impacto a partir de la segunda mitad del siglo XX. Entre 1950 y 1990, las sucesivas olas migratorias del campo a la ciudad, producto de múltiples factores como la crisis del sector agrícola, la guerra, desastres naturales como terremotos y la concentración misma de fuentes de trabajo en la urbe, favorecieron la expansión de la mancha urbana. Este crecimiento de la ciudad provocó al mismo tiempo el aumento de la cantidad de Asentamientos Urbanos Precarios (AUP), ante la creciente demanda no satisfecha de suelo, vivienda y servicios urbanos. De aproximadamente 411 asentamientos precarios existentes en el AMSS a principios de los años 1970, se contabilizan 791 en 1992 (Lungo, 1992, 2018). Por otro lado, S. Baires afirma que en paralelo en estos años se consolidan las desigualdades socio-territoriales del AMSS, con la población de bajos ingresos habitando al nor-oriente (Mejicanos, Ayutuxtepeque, Apopa, Soyapango, Ilopango), mientras que la población de ingresos medios y altos lo hace al nor-poniente y sur-poniente (San Salvador, Santa Tecla, Antiguo Cuscatlán) (Baires en Séguin, 2006; p. 47-84).

A partir de 1992 y hasta 2007, inicia la desaceleración de las tasas de crecimiento del AMSS, sin embargo el decrecimiento poblacional no ha implicado que la ciudad deje de expandirse, al contrario. Inicia de esta manera una nueva etapa de expansión urbana hacia territorios periurbanos, la cual ha desbordado desde 2007 a la fecha. En el actual contexto neoliberal, esto significa que se han profundizado las desigualdades sociales: mientras que por un lado se consolidan las comunidades cerradas privilegiadas, proliferan por otro los asentamientos informales, favoreciendo espacios de tensión entre ambos (Jiménez & Zagt, 2022).

El AMSS ha estado conformado por 14 municipalidades, ahora distritos (ver Mapa 5, capítulo 3) hasta 2022, como se muestra en el Mapa 6. En este momento están en proceso de incorporarse otros 8 distritos (Huizúcar, Nuevo Cuscatlán, San José Villanueva, Zaragoza, La Libertad, Chiltiupán, Jicalapa, Tamanique y Teotepeque), como parte de la consolidación de un corredor a lo largo del eje

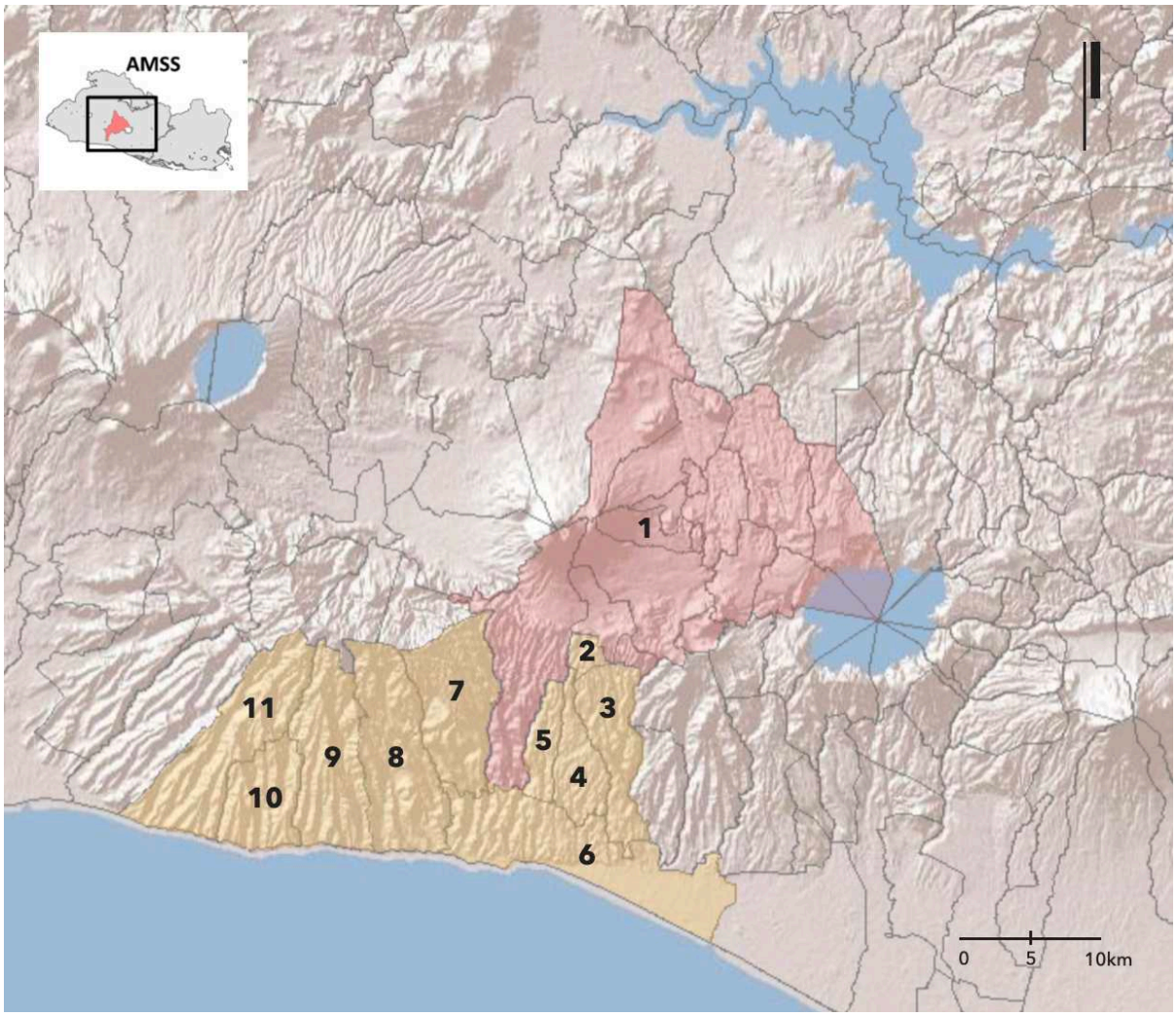
de expansión sur, uniendo el Área Metropolitana con las zonas de desarrollo turístico costeras[58] como se muestra en el Mapa 7. Estos distritos, con excepción de dos, Jicalapa y Teotepeque, forman parte de la Región Metropolitana de San Salvador (RMSS) que aglutina a un total de 48 distritos y que se detalla en el Mapa 8, Recuadro 2.



Mapa 6: Delimitación de los distritos que conforman el AMSS (hasta 2022)
Fuente: Elaboración propia con base en Visualizador de Información Geográfico de Evaluación Ambiental (VIGEA) y OPAMSS

1. Nejapa, 2. Apopa, 3. Tonacatepeque, 4. San Martín, 5. Ilopango, 6. Soyapango, 7. Ciudad Delgado, 8. Cuscatancingo, 9. Ayutuxtepeque, 10. Mejicanos, 11. San Salvador, 12. San Marcos, 13. Antiguo Cuscatlán, 14. Santa Tecla

[58] https://www.asamblea.gob.sv/node/13339

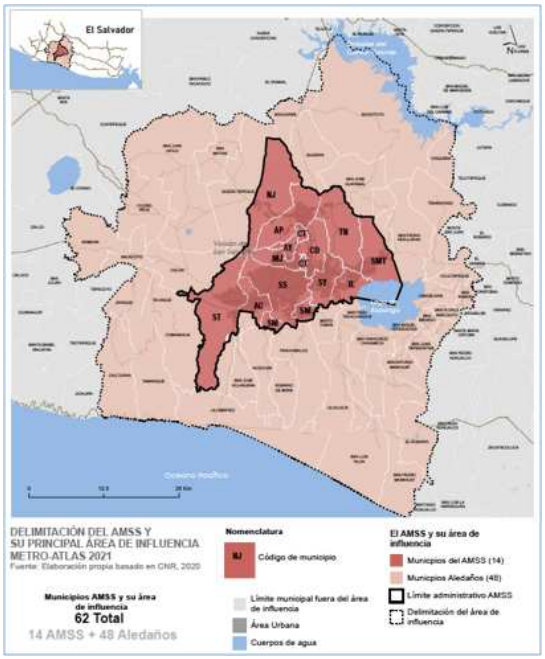


Mapa 7: Nueva delimitación del AMSS (2022) conectando con la zona turística de playa
Fuente: Elaboración propia con base en VIGEA y OPAMSS

1. AMSS, 2. Nuevo Cuscatlán, 3. Huizúcar, 4. San José Villanueva, 5. Zaragoza, 6. La Libertad, 7. Comasagua, 8. Tamanique, 9. Chiltiupán, 10. Jicalapa, 11. Teotepeque

La Ley de Desarrollo y Ordenamiento Territorial del Área Metropolitana de San Salvador y los Municipios Aledaños LDOT_AMSS, establece que el territorio del AMSS está constituido por 14 municipios (ahora llamados distritos[1]): Antiguo Cuscatlán, Santa Tecla, Apopa, Ayutuxtepeque, Cuscatancingo, Ciudad Delgado, Ilopango, Mejicanos, Nejapa, San Marcos, San Martín, Tonacatepeque, San Salvador y Soyapango, distribuidos en los departamentos de San Salvador y La Libertad[2]. Sucesivos planes de ordenamiento territorial han identificado que el AMSS posee un área de influencia aún más amplia conocida como Región Metropolitana de San Salvador (RMSS). En 1990, se determinó esta área en 26 municipios aledaños (PLAMADUR, 2002).

Con la introducción de la cuestión de lo "Metropolitano" se redefine nuevamente el área de influencia como lo indican el Plan Nacional de Ordenamiento y Desarrollo Territorial, PNODT, 2000 y el Plan de Desarrollo Territorial de la Subregión Metropolitana de San Salvador, 2009-2011 (Metro Atlas, 2021), reconociendo a la fecha como área de influencia a 48 distritos aledaños. Cubriendo, junto con los 14 distritos del AMSS, 3385 km² (16% de la superficie total del país), como se muestra en el Mapa 7 de Delimitación del AMSS y su principal área de influencia. Esta nueva cartografía detalla los 14 distritos que conforman el AMSS y los 48 distritos "aledaños" que son influenciados e influencian a su vez, las dinámicas metropolitanas. Algunos de ellos ya están siendo afectados directamente por la expansión del AMSS como se verá más adelante.



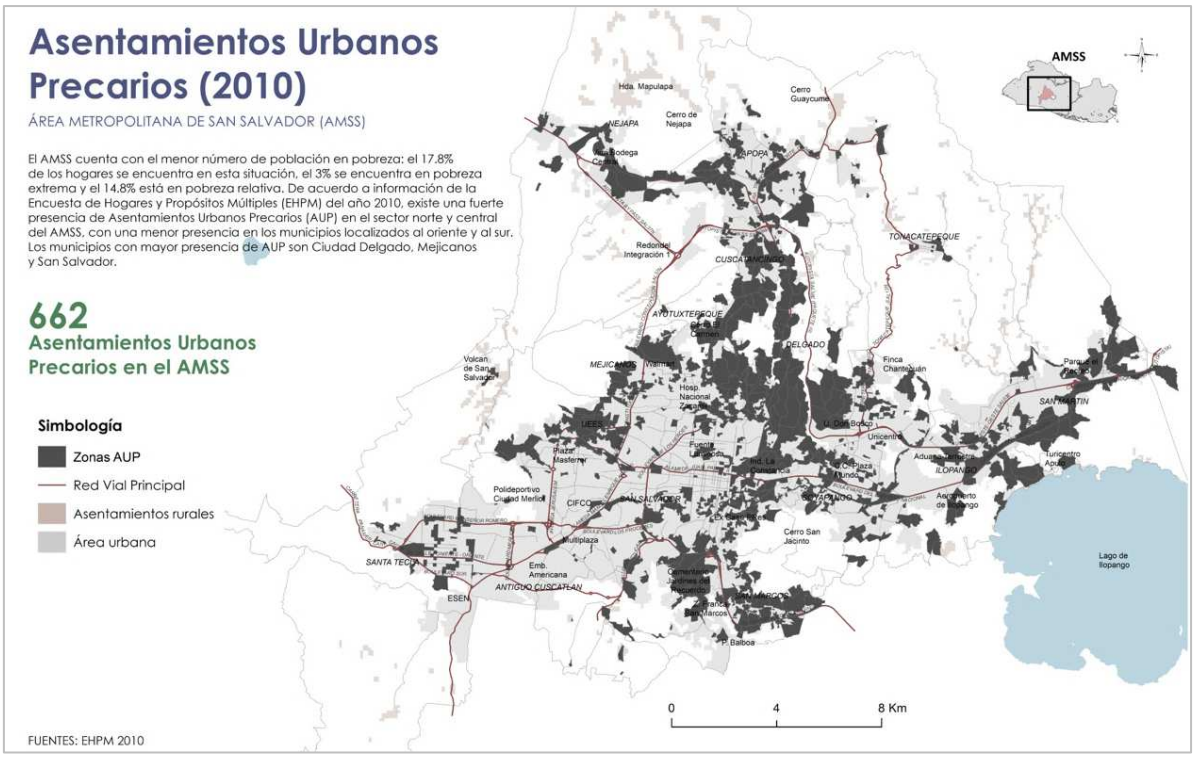
Mapa 8: El AMSS y la RMSS
Fuente: Metro Atlas 2021

1 Desde el 7 de diciembre de 2023 los antiguos 262 municipios del país pasan a ser denominados distritos y se reagrupan para reducir la cantidad de municipios de 262 a 44 (Decreto Legislativo No 156 / Ley de Reestructuración Territorial). En esta tesis prevalecerá el uso de la nueva nomenclatura, distritos.

2 A partir de 2022 el AMSS se amplía a 24 distritos. Jicalapa y Teotepeque no pertenecen a la RMSS, pero forman parte del nuevo AMSS

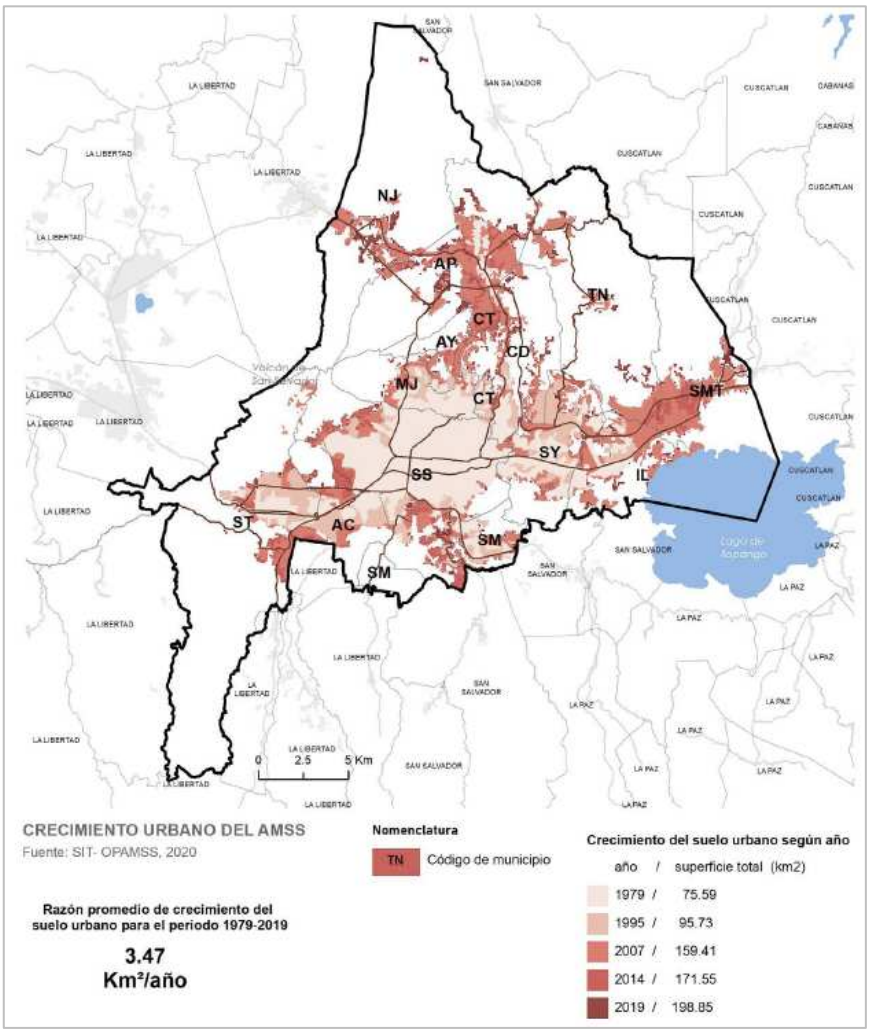
Recuadro 2: Delimitación del AMSS y su área de influencia

Las desigualdades socio-territoriales que ya identificaba S. Baires en 2006, con la población de bajos ingresos ubicada hacia el nor-oriente del AMSS y la de ingresos medios y altos hacia el nor-poniente y sur-poniente, respectivamente (Baires en Séguin, 2006), se mantienen al 2024. En el año 2010, la OPAMSS contabiliza 662 AUP cuya distribución se observa en el Mapa 9, sin embargo FUNDASAL & PNUD (2009) elevan esa cifra a 1381. A lo que habría que agregar los recientes procesos de gentrificación tanto en el centro histórico del AMSS como en la zona costera, que están nuevamente teniendo incidencia en los desplazamientos de las poblaciones más pobres (Pacheco, 2024).



Mapa 9: Ubicación de los Asentamientos Urbanos Precarios (AUP) en el AMSS
Fuente: OPAMSS

Las tendencias de expansión urbana del AMSS que se observan en el Mapa 10, muestran la coincidencia de las zonas de mayor concentración de AUP hacia el nor-oriente y nor-poniente. Si bien es cierto la ciudad igualmente se ha expandido hacia el sur-poniente, son pocos los AUP identificados en esta zona de difusión. Por otro lado, como se observa igualmente en el Mapa 9, muchos de estos AUP se encuentran ubicados dentro de la ciudad consolidada ya que lo que una vez fueron territorios periurbanos se han ido incorporando a la ciudad en la medida que esta se expande, quedando los asentamientos integrados a la trama urbana. En otras ocasiones los AUP se ubican directamente dentro de la ciudad, en tierras marginales, normalmente a orillas de ríos (FUNDASAL & PNUD, 2009).



Mapa 10: Crecimiento urbano del AMSS entre 1979 y 2019
Fuente: Metro Atlas, 2021

NJ. Nejapa, AP. Apopa, TN. Tonacatepeque, SM1. San Martín, IL. Ilopango, SY. Soyapango, CD. Ciudad Delgado, CT. Cuscatancingo, AY. Ayutuxtepeque, MJ. Mejicanos, SS. San Salvador, SM. San Marcos, AC. Antiguo Cuscatlán, ST. Santa Tecla

Mientras la tasa de crecimiento poblacional del AMSS ha decrecido a partir de la década de 1990, la ciudad sin embargo sigue expandiéndose. Desde 1910 hasta 1950 la ciudad mantiene una tasa de crecimiento poblacional promedio del 23.42%, expandiéndose de manera gradual. Entre 1960 y 1980 la tasa de crecimiento poblacional promedio aumenta a un 38%, coincidiendo con algunos de los fenómenos previamente identificados (la industrialización, migraciones campo-ciudad, la guerra, o terremotos). Es en este momento que la ciudad se desborda, transformándose en un Área Metropolitana aglutinando diversos distritos. A partir de 1990 la tasa de crecimiento poblacional vuelve a descender,

llegando en 2024 a un 11.8%, y aunque el crecimiento poblacional se reduce, la ciudad sigue expandiéndose. Las tendencias poblacionales descritas previamente se muestran en la Tabla 10.

AÑO	TOTAL	TASA DE CRECIMIENTO (%)
1900	126,000	-
1910	160,000	21.3
1920	202,000	20.8
1930	246,000	17.9
1940	290,000	15.2
1950	360,000	19.4
1960	504,000	28.6
1970	704,000	28.4
1980	942,000	25.3
1990	1,050,000	10.3
2000	1,350,000	22.2
2010	1,700,000	20.6
2020	1,698,000	-0.1
2024	1,554,913	-9.2

Tabla 10: Crecimiento poblacional del AMSS entre 1900 y 2024
Fuente: elaboración propia con base en datos históricos de población y censo 2024

P. Abramo (2012) sostiene que en la ciudad latinoamericana el funcionamiento de los mercados del suelo, sean éstos formales o informales, producen simultáneamente una estructura compacta y difusa, a la que él identifica como una estructura "com-fusa". La compactación de ciertas zonas de la ciudad consolidada, ya sea por proyectos de gentrificación en centros históricos o la creación de nuevos barrios exclusivos, así como la densificación de los asentamientos precarios, incide al mismo tiempo en la difusión de los espacios periurbanos, hacia dónde se trasladan aquellos pobladores de pocos recursos o clases medias que no logran acceder a suelo urbano en la ciudad consolidada, conviviendo en muchos casos con pobladores de residenciales exclusivas a quienes la periferia de las ciudades les permite un nivel más de exclusividad que no logran en la ciudad: "vivir en medio de la naturaleza". Adicionalmente Abramo indica que no se puede hablar de mercados separados, sino que existen innumerables interrelaciones entre ellos más allá de solamente el acceso al suelo. Se puede afirmar que, a partir de la década de 1990, al mismo tiempo que se reducen las tasas poblacionales, el AMSS se expande hacia sus periferias, bajo un modelo de concentración y difusión, como el propuesto por Abramo.

Habría que añadir que las dinámicas capitalistas basadas en una economía de servicios, dependiente en gran medida de las remesas y penetrada por el capital regional y transnacional (Robles Rivera, 2019), han facilitado en las últimas dos décadas la expansión urbana del AMSS (Rocha, 2008). A pesar de que existen planes reguladores que ordenan el crecimiento de la ciudad (ver Recuadro 2),

éstos presentan vacíos que facilitan al capital privado aprovechar al máximo la renta del suelo, C. Ferrufino (2013) plantea al menos cuatro:

1. La ausencia de una definición clara del aprovechamiento del suelo que aunado al hecho que en el país no existe impuesto predial ni impuesto al valor agregado (plusvalías) proveniente de la introducción de mejoras con fondos públicos, permite a los privados maximizar sus ganancias.

2. El tratamiento no diferenciado de las condiciones ambientales y urbanas de cada sitio dónde se desarrollan los proyectos, que va en detrimento de la protección de los recursos naturales o patrimoniales propios de cada localidad.

3. La inexistencia de estándares para proveer a la ciudad o a los distritos de equipamientos comunales públicos que bien podrían servir justamente para proteger los recursos únicos, naturales y patrimoniales de cada territorio; y finalmente

4. La indefinición dentro de los planes territoriales, de perímetros urbanos y la consecuente transformación sin control de suelos rurales a suelos urbanos, debido sobre todo a un nulo soporte legal.

Esta serie de fenómenos han facilitado la expansión urbana del AMSS, aunada a otra serie de factores como lo indica H. Ávila Sánchez (2001) quien sostiene que la peri-urbanización, en el caso de las ciudades Latinoamericanas se puede explicar por fenómenos interconectados como la concentración de actividades económicas en áreas urbanas, la crisis del sector agrícola, los desplazamientos de población, o el encarecimiento del suelo urbano (Ávila Sánchez, 2001). Lecturas más recientes hacen alusión a la fuerza del capital inmobiliario, sea este local o global (o ambos), que promueve la acumulación de capitales por medio del aprovechamiento de la renta del suelo y que acelera la transformación física y social de diferentes espacios centrales y periurbanos de las ciudades (Méndez Pérez et al., 2022; Souchaud & Prévôt-Schapira, 2013).

En este contexto la infraestructura juega un papel fundamental. A partir del año 2000, la inversión pública en infraestructura vial, eléctrica e hídrica, prevista en los planes de ordenamiento y desarrollo del AMSS desde los años 1990, se consolida y posibilita la expansión del Área Metropolitana. En la actualidad esta expansión va tomando forma conurbada (ver Carte 1, capítulo 2), con ejes en cuatro direcciones:

1. La primera al nor-poniente, dónde han prevalecido territorios tradicionalmente agrícolas (caña de azúcar y agricultura de subsistencia) y forestales, con asentamientos rurales rodeando ciudades intermedias con acentuadas funciones de ciudades dormitorio. Con la introducción de nueva infraestructura se promueven inicialmente inversiones industriales y logísticas, como complejos de producción *off-shore* (principios del 2000), o empresas de bebidas embotelladas, por ser un territorio abundante en agua. Sin embargo pronto entra en acción el capital inmobiliario que transforma los suelos rurales en conjuntos habitacionales para clases medias complementados con espacios comerciales en la forma de centros comerciales (Alvarado Batres et al., 2022) . Estas inversiones bordean el volcán de San Salvador, en suelos clave para la recarga del acuífero de San Salvador, lo que provoca conflictos permanentes entre los habitantes locales, los inversionistas y los nuevos habitantes de la zona (Hernández et al., 2021). A lo largo de este eje de expansión urbana se ubica Montreal.

2. La segunda hacia el sur-poniente, en territorios igualmente agrícolas (café), con una densa masa de bosque secundario de cafetal, en medio de los cuales se ubican pequeños pueblos de marcada vocación agrícola. Desde principios del año 2000, con la ampliación de la infraestructura vial y la introducción de infraestructura hídrica, se han ido situando a lo largo de la carretera que conduce hacia la costa, una serie de conjuntos habitacionales de clases media-alta, acompañados de inversiones en centros comerciales, complejos educativos exclusivos o complejos de ocio y recreación por membresías (campos de golf, gimnasios, etc.) (Vega, 2020b). El agua en estos territorios es escasa sin embargo el acceso local al recurso ha estado garantizado por la cobertura boscosa que ha mantenido la humedad del suelo y permitido la lenta recarga de acuíferos aislados, propios de esta zona, así como sostenido la permanencia de los caudales de ríos y quebradas en época de lluvia. Todo este patrimonio natural se ha ido perdiendo por el avance de las nuevas inversiones inmobiliarias, poniendo en grave riesgo a las fuentes de agua para la población local.

   Por otra parte gobierno y empresa privada se asocian en 2006 para promover el "Proyecto de mejoramiento del sistema de abastecimiento de agua potable del sureste de San Tecla, sureste de Antiguo Cuscatlán, Nuevo Cuscatlán, Zaragoza y San José Villanueva, Departamento de La Libertad" que permite transportar agua del Proyecto Zona Norte (ver capítulo 3) para promover la expansión urbana en esta zona sur (Peña, 2015). Las marcadas diferencias económicas y socioculturales entre los habitantes locales, la mayor parte de ellos rurales, y los nuevos habitantes urbanos de los complejos exclusivos, se vuelven más evidentes justamente en cuanto al acceso al agua, lo cual es fuente constante de conflictos (Díaz, 2022a).

3. Los otros ejes, oriente y poniente, han tenido crecimientos diferenciados. Hacia el oriente, dónde se ubicó el primer eje industrial del AMSS en los años 1960, a lo largo del Bulevar del Ejército hasta llegar al entonces aeropuerto internacional en Ilopango, se construyeron conjuntos habitacionales para clases obreras (algunos de ellos producidos por el Estado), y más adelante se ha ido densificando con viviendas de clases medias y bajas (López Pérez, 1984).

4. Hacia el poniente se crea, a partir de los años 1990, un nuevo eje industrial con zonas francas hechas a medida para la industria maquilera textil, alimentos y papeleras, entre otros. Inversiones que vinieron acompañadas de nuevos complejos de vivienda para clases medias, muy similares a los ubicados en el eje nor-poniente, los cuales igualmente funcionan como residenciales dormitorios del AMSS (Ferrufino, 2000; Márquez & Pradilla C. E., 2016). Las ciudades pre-existentes, se ven desbordadas por las nuevas construcciones y los nuevos pobladores. La urbanización creciente se ubica además sobre uno de los territorios más fértiles del país, el valle de Zapotitán, otrora territorio de producción agrícola diversificada, y rico en agua. Los conflictos por el acceso a servicios básicos y las constantes preocupaciones por los altos niveles de contaminación del agua en ríos y quebradas por las industrias ubicadas en la zona, así como los por los complejos habitacionales, son frecuentes (Beltrán, 2016).

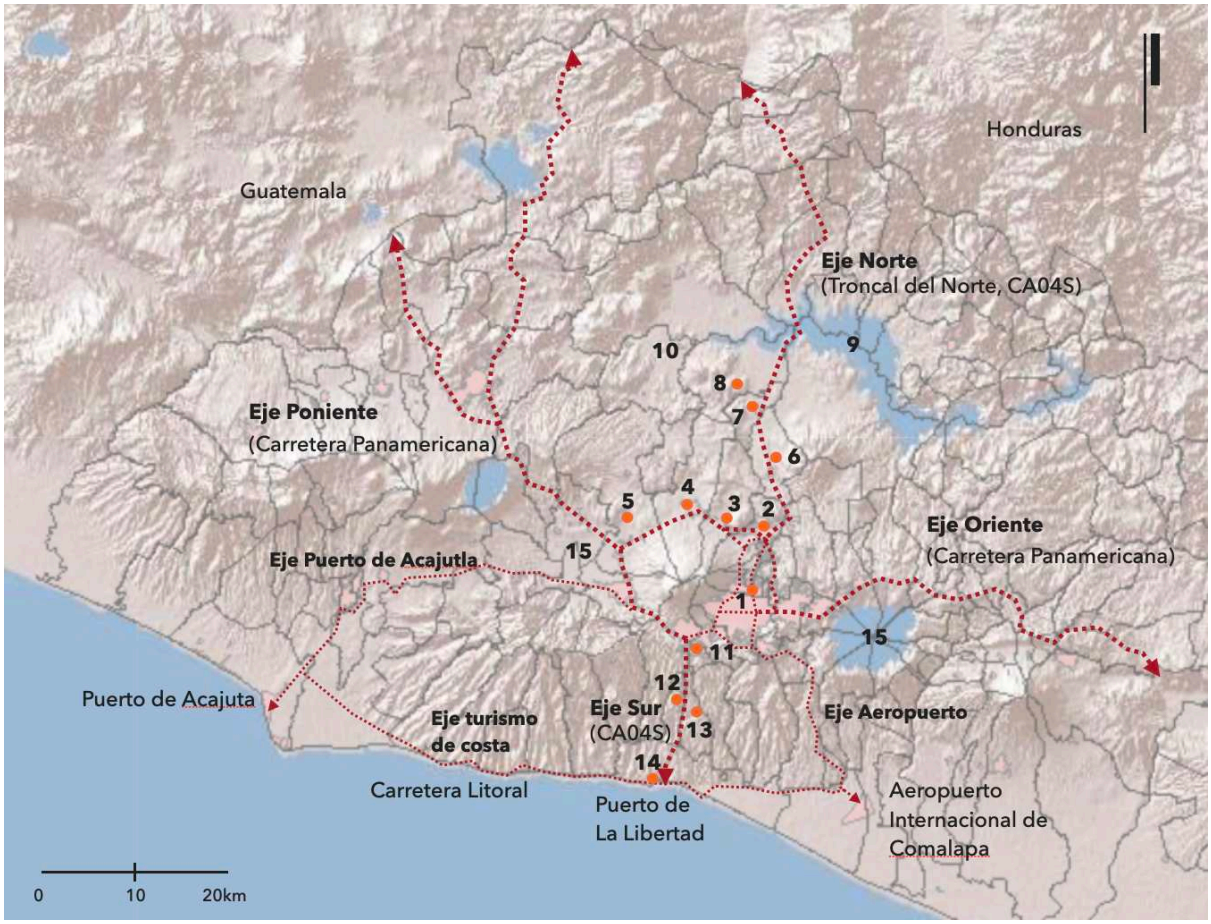
En esta tesis se analizarán con mayor detenimiento tanto la expansión hacia el nor-poniente como la expansión hacia el sur. En ambos ejes de expansión los conflictos por el acceso al agua han incrementado de la mano con las transformaciones territoriales que se han observado con mayor intensidad desde los años 1990.

El Mapa 11 muestra los diferentes ejes de expansión del AMSS y permite visualizar cada una de las tendencias de crecimiento previamente descritas. Mientras que hacia el nor-poniente la expansión urbana prácticamente ha rodeado al volcán de San Salvador en el eje Apopa (2), Nejapa (3), Quezaltepeque (4) y San Juan Opico (5), sobre territorios que constituyen una reserva natural estratégica y zona de recarga del acuífero de San Salvador. Hacia el sur, en los distritos de Nuevo Cuscatlán (11), Zaragoza (12) y San José Villanueva (13), las nuevas urbanizaciones avanzan rápidamente hacia la ciudad-puerto de La Libertad (14). En ambos ejes es claro el motor de la inversión inmobiliaria, sobre todo en proyectos habitacionales y comerciales, como uno de los factores determinantes de la expansión (Robles Rivera, 2019; Vega, 2020a; Vega, 2020b). Montreal, el caso de estudio de esta tesis y que se profundizará en los capítulos 5 y 6, se encuentra ubicado en el eje de expansión nor-poniente.

El tema del agua es crítico para posibilitar la expansión urbana, mientras que en los territorios a lo largo de los ejes nor-poniente, el agua es abundante, hacia el sur es escasa. Parte de la infraestructura hídrica que provee de agua al AMSS (ver Mapa 4 en capítulo 3), y que son claves en los procesos de

incremento de la mancha urbana se observa igualmente en este mapa: la Planta Potabilizadora de Las Pavas (10), parte del proyecto Lempa-Las Pavas y el proyecto Zona Norte (15), del cual se extrae el agua destinada a la expansión sobre el eje sur (Cuéllar & Díaz, 2018; Cuéllar & Larios, 2001).

Existen otros dos ejes que también se muestran en el Mapa 10 y que han sido objeto de inversiones en infraestructura, vivienda e industria. El primero de ellos es el que conduce hacia el nuevo aeropuerto internacional en Comalapa y el segundo el que conduce hacia el puerto de Acajutla. Conectados ambos por la carretera Litoral, dónde actualmente se invierte en turismo de costa. Habrá que esperar algún tiempo más para ver hasta qué punto las inversiones recientes en turismo de playa y las nuevas expansiones tanto del puerto como del aeropuerto, ejercen influencias a lo largo de estos ejes.

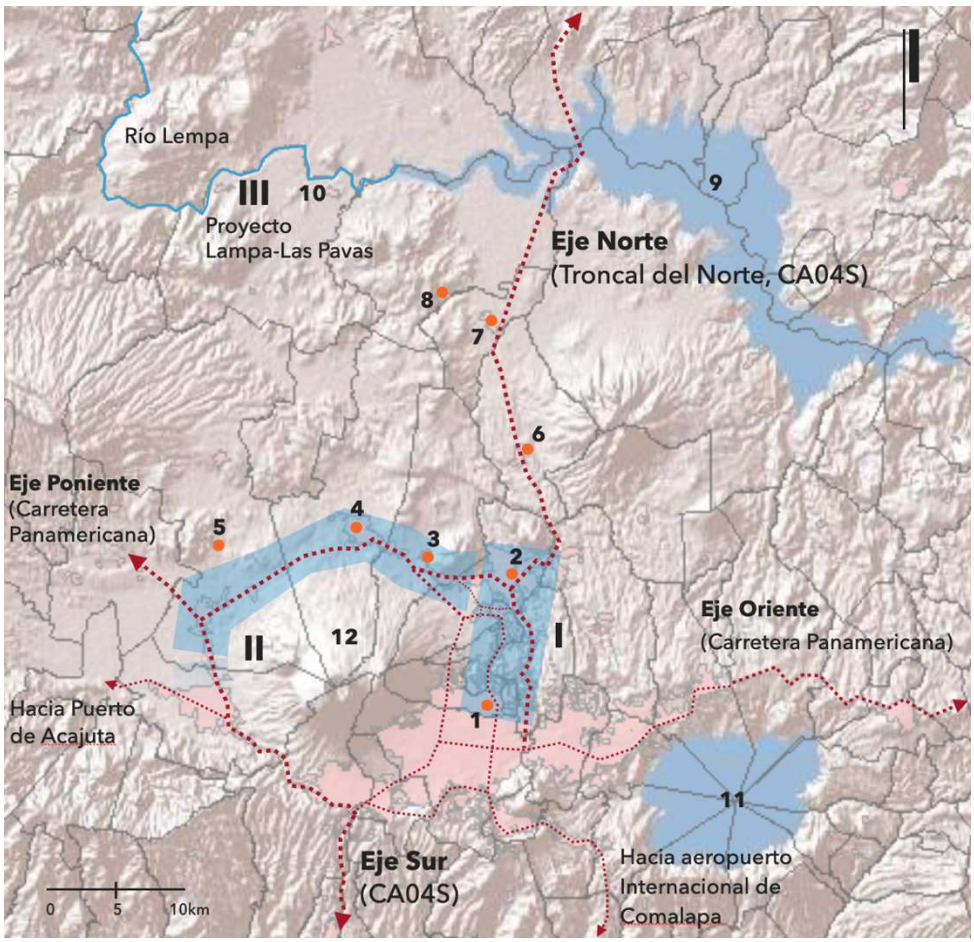


Mapa 11: Ejes de expansión del AMSS
Fuente: elaboración propia con base en VIGEA

1. AMSS, 2. Apopa, 3. Nejapa, 4. Quezaltepeque, 5. San Juan Opico, 6. Guazapa, 7. Aguilares, 8. El Paisnal, 9. Embalse del Cerrón Grande, 10. Planta Potabilizadora de Las Pavas, 11. Nuevo Cuscatlán, 12. Zaragoza, 13. San José Villanueva, 14. Puerto de La Libertad, 15. Valle de Zapotitán (Proyecto Zona Norte), 16. Lago de Ilopango

4.1 Donde el agua traza el futuro: la expansión hacia el nor-poniente

Los territorios al nor-poniente del AMSS se caracterizan por ser territorios productores de agua (ver Recuadro 3), y por ende territorios que han sido y siguen siendo estratégicos para el AMSS. Los fenómenos de expansión urbana en este caso, se ha ido dado por fases desde los años de 1950. Para comprender mejor el desarrollo de estos ejes (norte y poniente), el territorio se ha dividido en tres zonas de expansión que se muestran en el Mapa 11: I. Entre Mejicanos (1) y Apopa (2); II. Que abarca Nejapa (3), Quezaltepeque (4) y San Juan Opico (5), y III. Un amplio territorio productor de agua, dónde se ubica el Proyecto Lempa-Las Pavas (10) y el Embalse del Cerrón Grande (9), así como la central hidroeléctrica del mismo nombre, importante fuente de energía para el AMSS. El análisis se concentrará en las dos primeras zonas de expansión, pero es importante mostrar el territorio ampliado ya que las dinámicas de expansión y extracción de recursos (alimentos, agua, energía) están inter-relacionadas en este amplio espacio.



Mapa 12: Expansión urbana a lo largo del Eje Norte
Fuente: elaboración propia con base en VIGEA

1. Mejicanos, 2. Apopa, 3. Nejapa, 4. Quezaltepeque, 5. San Juan Opico, 6. Guazapa, 7. Aguilares, 8. El Paisnal, 9. Embalse del Cerrón Grande, 10. Planta Potabilizadora de Las Pavas, 11. Lago de Ilopango, 12. Volcán de San Salvador

I. La primera zona de expansión, entre Mejicanos y Apopa se comienza a conformar lentamente a partir de 1950, en la medida que se acentúa la crisis del sector agrícola y se introducen industrias urbanas como parte del modelo de sustitución de importaciones (Arias Peñate, 1988). Sucesivas migraciones, cada vez más numerosas, ocurren entre 1970 y 1990, producto de la inestabilidad social que ya vivía el país previo a la guerra civil que estalla en 1981 (y finaliza en 1992), extendiéndose durante la misma. Otros factores que tienen incidencia en estos procesos migratorios incluyen terremotos, además de una seria crisis económica (Martínez Ortega, 2016), reconfigurando territorialmente el espacio entre Mejicanos y Apopa. En la actualidad podemos decir que este es un espacio peri-urbano consolidado, muy relacionado con el AMSS. En esta zona de expansión se ubica Montreal.

II. La segunda zona de expansión se comienza a desarrollar a partir del cambio de siglo, en el año 2000, y es sobre todo producto de mejoras en la infraestructura vial, conectando las ciudades de Apopa, Nejapa, Quezaltepeque y el cantón Sitio del Niño en San Juan Opico. En un principio se ubican aquí industrias embotelladoras de agua y refrescos, que aprovecharon tanto la ventaja de la infraestructura vial y la cercanía del AMSS, pero sobre todo la abundante agua en la zona, por un lado, agua superficial de diversos ríos como el San Antonio o el río Sucio, por otro, agua subterránea proveniente del acuífero de San Salvador y extraída por el Proyecto Zona Norte (Alvarado Batres et al., 2022; Cuéllar & Larios, 2001). Más adelante, inversionistas inmobiliarios han encontrado en estos territorios espacio para sus desarrollos y una serie de residenciales de clase media han sido edificadas a lo largo de la carretera (Amaya & Díaz, 2023). En la actualidad estas zonas habitacionales funcionan como residenciales-dormitorio del AMSS y sus dimensiones solo han ido en aumento. Con el tiempo otros usos han ido apareciendo, especialmente usos comerciales que suplen parte de la demanda de los nuevos habitantes. Las transformaciones que están ocurriendo en esta zona de expansión están ejerciendo una presión cada vez más fuerte en el territorio dónde se ubica Montreal.

III. La tercera zona, que como ya se mencionó antes no es una zona de expansión por el momento, pero sí un territorio productor de recursos para el AMSS, queda entre las ciudades de Guazapa, Aguilares y El Paisnal, en los distritos del mismo nombre y el de San Pablo Tacachico. Estos son territorios que producen alimentos, agua y energía para el AMSS, gracias a la presencia de ríos relevantes como el Acelhuate, el Sucio, el Suquiapa y el río Lempa (el más importante del país), que a su vez da vida al Embalse del Cerrón Grande, dónde se ubica la central hidroeléctrica del mismo nombre. Es decir, son territorios vitales para la subsistencia del Área Metropolitana. Por ejemplo, el agua que se extra del río Lempa a través del proyecto Lempa-Las Pavas, y se potabiliza a través de la Planta potabilizadora de Las Pavas, provee un 33% del agua que consume el AMSS (Cuéllar et al., 2017).

Las zonas de expansión I y II, son conocidas por sus abundantes ríos y quebradas, buena parte de ellos bajando desde el volcán de San Salvador, dentro de la sub-cuenca del río Acelhuate. Algunos de ellos resultan "curiosos" como el río Brujo de Nejapa "pequeña quebrada de curso intermitente, que se asegura corre durante siete años al cabo de los cuales desaparece durante un período igual de tiempo para volver a renacer" (Dawson & Krakow, 1890; p.34); o el río San Antonio que tiene "todas las apariencias de la salida al aire libre de un río subterráneo" (ibid; p. 37). Otros sitios vinculados con el agua son de uso recreativo o medicinal como las fuentes termales de Guazapa. Estas mismas fuentes termales se utilizan para producción de energía geotérmica.

Basta detenerse a recuperar algunos de los nombres ancestrales de las ciudades que se encuentran en estas zonas para darse cuenta de la importancia del agua para estos territorios, por ejemplo: Apopa, que se compone de dos palabras provenientes del Nahuatl, APO/vapor o bruma y PAN/lugar, y su combinación significa "Lugar del vapor o la neblina"; o Nejapa, que surge de la combinación de NESHTI/ceniza y APAN/río, y que juntos quieren decir "Río de cenizas", muy probablemente por la cercanía del Volcán de San Salvador.

Recuadro 3: Entre Ríos Brujos y Ríos de Cenizas

4.1.1 1950-1990, de pueblos de indios a colonias obreras (zona de expansión I)

La expansión urbana hacia el nor-poniente ha pasado por diferentes fases. Una primera fase (zona de expansión I, ver Mapa 11), se da a partir de los años 1950, con un proceso de lenta migración del campo a la ciudad, migraciones que se intensifican entre 1970 y 1990. Distritos como Mejicanos, Ciudad Delgado, Ayutuxtepeque, Cuscatancingo y Apopa, reciben a buena parte de esos pobladores que migran en busca de trabajo y espacios para vivir. C. López Pérez (1984) señala que el crecimiento de la población de San Salvador pasó de 36.4% en 1961 a 40.2% en 1971, coincidiendo con la implementación del modelo de sustitución de importaciones, que desplaza la ubicación de las industrias de los lugares de abastecimiento de materias primas normalmente en territorios rurales (primeras fases de la industrialización en América latina y el Caribe en los años 1950), a centros urbanos dónde ahora se ubican industrias de producción de bienes intermedios destinados a suplir piezas componentes para mercados externos. La motivación principal para ubicarse en las ciudades es la abundante fuerza de trabajo (Brodersohn, 1980) que se encuentra en ellas, así como las facilidades que ofrecen como puntos intermedios entre los sitios de producción y los mercados internacionales (López Pérez, 1984; Sermeño, 1980).

Para A. Portes (1971), la precipitada urbanización de este período es producto de tres factores: 1. La población que llega a las ciudades lo hace en flujos acelerados, normalmente a las ciudades predominantes como es el caso del AMSS; 2. La distribución desigual de los ingresos produce distorsiones en los patrones de uso del suelo: mientras que las élites pueden desplazarse por el uso intenso

del automóvil y la introducción de infraestructura, a exclusivas zonas suburbanas, los pobres deben proveerse su propia vivienda en asentamientos precarios, normalmente sin la infraestructura adecuada y ubicados en la periferia de la ciudad; 3. El desmantelamiento de la producción agrícola tradicional no se produce creando en paralelo suficientes puestos de trabajo en la nueva agro-industria o en las industrias urbanas, sino que favoreciendo el incremento de una economía informal y un excedente de fuerza laboral, aprovechada por las nuevas industrias urbanas.

Por ejemplo, el distrito de Apopa se convierte a partir de los años 1970, en una ciudad receptora de población e inversiones de la industria textil, alimentaria y química (Guerra Rodríguez et al., 2014), al mismo tiempo que se construyen una serie de proyectos habitacionales orientados a suplir el mercado laboral vinculado a la industria, entre ellos Valle del Sol, Popotlán I y II, Ciudad Obrera I, II y III o Chintuk I y II, Tikal, todas edificadas entre las décadas de 1970 y 1990. Mientras tanto, como ya se mencionó previamente, distritos como Mejicanos, Cuscatancingo o Ayutuxtepeque se ven desbordados por no poder suplir la demanda de vivienda para los nuevos pobladores que llegan a sus territorios en estas décadas, favoreciendo de esta manera el aparecimiento de asentamientos precarios, como los observados en Montreal. Para visualizar en cifras el crecimiento urbano en esta primera zona de expansión, se muestran en la Tabla 11 los datos desglosados por cantidad de población y tasas de crecimiento en algunos distritos a lo largo de la zona de expansión nor-poniente, en dos períodos: 1950-1971 y 1971-1992. Como puede observarse las tasas de crecimiento de distritos como Apopa, Cuscatancingo y Mejicanos son las más altas entre 1950 y 1971, mientras que entre 1971 y 1992, Apopa sigue a la cabeza, seguido de Ayutuxtepeque, Cuscatancingo y Mejicanos. En 2024, Nejapa sobresale.

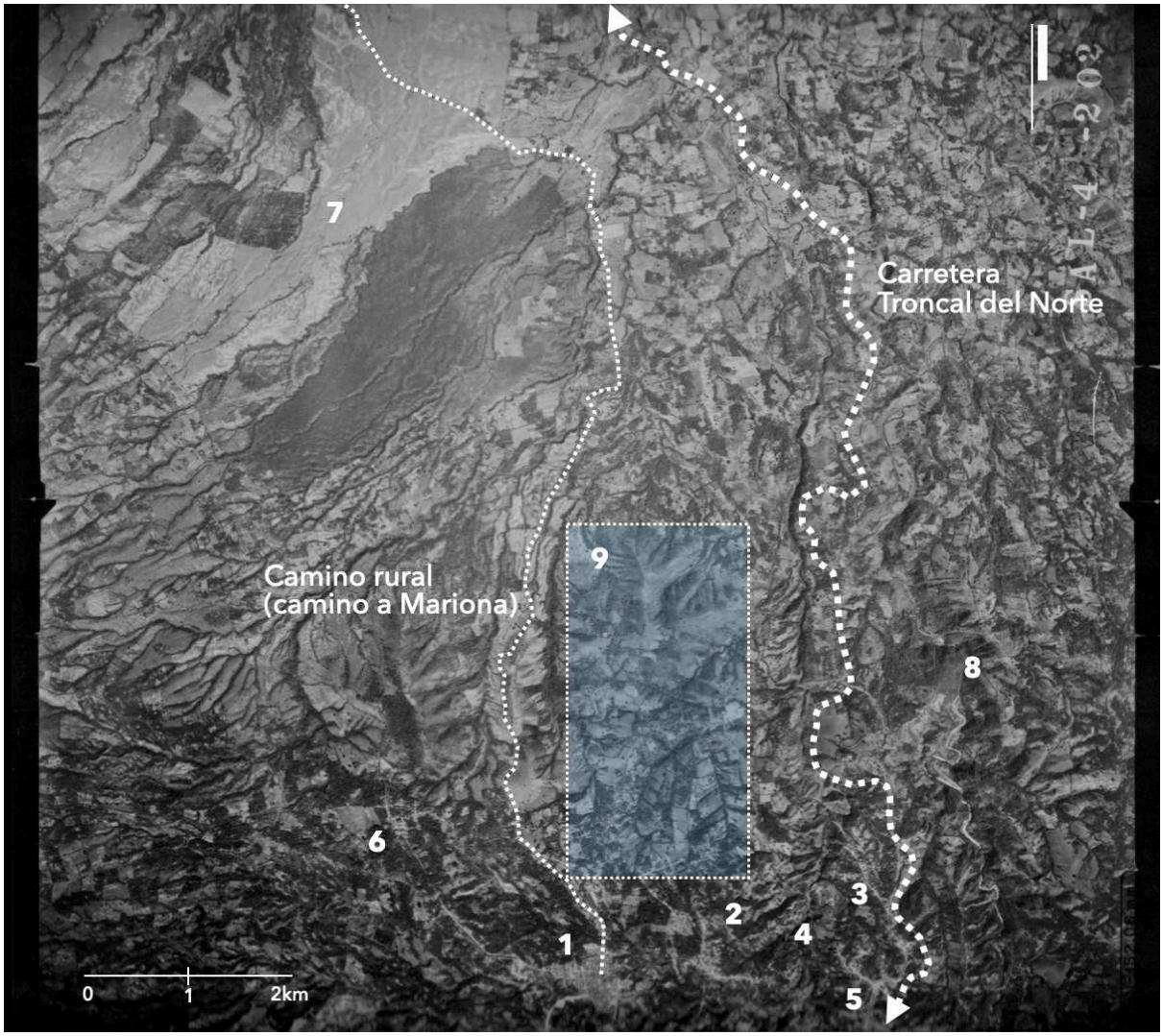
Distrito	Extensión Km²	Población total (miles de habitantes)				Tasas de crecimiento poblacional (%)		
		1950	1971	1992	2024	1950-1971	1971-1992	1992-2024
Apopa	51,84	3,021	18,980	109,179	129,083	84.1	82.6	15.4
Ayutuxtepeque	8,41	2,230	8,379	23,810	31,631	73.4	64.8	24.7
Cuscatancingo	5,40	4,160	21,674	57,485	68,137	80.8	62.3	15.6
Delgado	33,42	19,333	64,048	109,863	106,367	69.8	41.7	-3.3
Mejicanos	22,12	14,406	69,359	144,855	136,641	79.2	52.1	-6.0
Nejapa	83,36	8,930	15,368	23,891	35,673	41.9	35.7	33.0
Total AMSS*	543,31	280,760	707,572	1,494,627	1,554,913	60.3	52.7	3.9

Tabla 11: Territorio y población entre 1950 y 2024 en distritos selectos en el eje nor-poniente
Fuente: elaboración propia con base en Baires (2018) y datos censo 2024
*Se delimita el AMSS a los14 municipios mostrados en el Mapa 6, previo a su ampliación en 2022 (los municipios añadidos se muestran en el Mapa 7)

En este contexto cabría preguntarse ¿Qué hace atractivos a estos distritos para que se vuelvan receptores de esta población migrante? Para M. Lungo el tema central es el acceso a la tierra urbana y al respecto indica que "la existencia de tierras marginales desde el punto de vista económico, es decir, aquellas cuyo precio (cuando lo tenían), era sumamente bajo y que constituían generalmente los terrenos adyacentes a las quebradas que cruzan la ciudad de San Salvador, había abierto la posibilidad para que los sectores urbanos más pobres construyeran sus viviendas precarias, eludiendo parcial o totalmente el costo de la tierra urbana" (Lungo Uclés, 1992, p. 49).

El tipo de propiedad de estas tierras marginales es igualmente una cuestión central cuando se analiza el acceso al suelo urbano. En la Fotografía 6, fotografía aérea del año 1949, se distinguen al menos dos formas de división de las propiedades: grandes latifundios (al nor-poniente), en este caso dedicados a la producción de caña de azúcar, (de hecho desde 1882 se ubica allí el ingenio azucarero El Ángel, el cual a la fecha sigue en operaciones), y pequeñas y medianas parcelas (resto de la imagen), normalmente dedicadas a la producción agrícola de subsistencia y pequeña ganadería. Las primeras de propiedad privada, normalmente vinculadas al gran capital y con escasas posibilidades de convertirse en tierras marginales (Robles Rivera, 2019), y las segundas más accesibles a los nuevos pobladores ya fuese por medio de compra o arrendamiento (Baumeister, 2017), o simplemente invadiéndolas.

Otra manera de comprender la estructura de la propiedad y por tanto la factibilidad de acceder a suelo urbano para las poblaciones migrantes en esta primera zona de expansión de los ejes nor-poniente, tiene que ver con procesos históricos de subdivisión de la tierra desde la época colonial. Antes de que Ciudad Delgado se convirtiera en ciudad, en 1968, existían en la zona tres pueblos independientes: Aculhuaca, Paleca y San Sebastián Texinca, todos pueblos de indios al igual que Mexicanos, Ayutuxtepeque y Cuscatanciango. En la estructura de tenencia de la tierra durante la colonia, a cada pueblo de indios se le adjudicaban tierras comunales (Lauria-Santiago, 1999), la mayor parte de estas tierras pasan, luego de conformarse la república, a ser de propiedad privada con la privatización de las tierras comunales en 1882 (Decreto de Extinción de Tierras Ejidales y Baldías). Sin embargo, muchas de ellas permanecen en manos de los antiguos ejidatarios (Ching, 1997), subdividiéndose con el tiempo al transmitirse los derechos de propiedad de padres a hijos (Baumeister, 2017). Esto podría explicar en parte la fragmentación de la tierra en propiedades de pequeña y mediana escala que se observa aún en 1949, y que para los años 1970 constituyen una opción de acceso a suelo urbano para la nueva población que llega a la ciudad.



Fotografía 6: Fotografía aérea del territorio periurbano al norte del AMSS en 1949
Fuente: Elaboración propia con base en fotografía del Centro Nacional de Registros (CNR)

1. Mejicanos, 2. Cuscatancingo, 3. Paleca, 4. Aculhuaca, 5. San Sebastián Texinca, 6. Ayutuxtepeque, 7. Cultivos de caña de azúcar (Valle del Ángel), 8. Pequeñas parcelas de cultivos de subsistencia (maíz, frijol), 9. Zona dónde comienza a formarse Montreal.

Como dato complementario resulta valioso recuperar la mirada de G. J. Dawson (1890), quién en la Geografía Elemental de la República de El Salvador menciona que "el terreno en el que están situadas las cinco poblaciones indígenas últimamente indicadas… (se refiere a Ayutuxtepeque, Cuscatancingo, Aculhuaca, Paleca y San Sebastián Texinca)… es muy quebrado y uno de los más estratégicos del país. Los pueblos están muy próximos unos a otros. Las laderas de innumerables cerros y aún las hondonadas, se mantienen siempre cultivadas con esmero. La pequeña sección que abrazan es una de las más pobladas de Centroamérica. Los sansalvadoreños la llaman en tono de broma « Los Estados Unidos » Los habitantes son muy industriosos, y gran parte de las legumbres, exquisitos frutos,

aves de corral y caza con que están siempre provistos los mercados de San Salvador, son llevados allá por ellos" (Dawson & Krakow, 1890, p.37). De esta cita se puede deducir que, desde finales del siglo XIX, esta zona ya era bastante poblada y utilizada para una producción agrícola diversa de pequeña escala.

En las entrevistas realizadas para esta investigación con los habitantes de la zona Montreal se desprende que la mayor parte de las 31 colonias que conforman Montreal han sido originalmente una propiedad privada lotificada a través de intermediarios por sus propietarios; en otras palabras, cada colonia era un terreno privado que se subdivide y se pone a la venta como "lotes sin servicios", es decir terrenos rústicos sin acceso a servicios básicos (agua, luz, telefonía). Incluso algunos de ellos mantienen a la fecha nombres heredados de las antiguas propiedades rurales que les dieron origen como "Quinta Vera" o "Finca Argentina". También se menciona que algunos de estos herederos vivían en Montreal, por ejemplo los hermanos conocidos como "los indios", quienes iban siempre descalzos y se dedicaban a la agricultura previo a vender sus tierras (O.J & O.R, comunicación personal, 2024, marzo 19), lo que podría indicar la presencia de descendientes de los pueblos de indios originales de la zona.

Pobladores y personal de FUNDASAL con quienes se ha conversado, se ha indicado que algunos de los habitantes de Montreal fueron reubicados luego de terremotos en "terrenos baldíos" a orillas de ríos y quebradas, normalmente en propiedad municipal o en terrenos más alejados de la ciudad, propiedad de instituciones del Estado (N.C, comunicación personal, 5 de octubre de 2022; H.T, comunicación personal, 24 de octubre de 2022). Esta es otra de las modalidades de acceso a suelo urbano mencionada por diversos autores (Muñoz Contreras & Lungo, 1990; Lungo Uclés, 1992; Martínez Ortega, 2016).

De esta manera la expansión en la primera zona del eje norte debe enmarcarse en la transición de la economía agroexportadora tradicional basada en el café y en una producción agrícola de subsistencia, a una economía con dos ejes primordiales: 1. Por un lado el desarrollo de la agro-industria en la que destacan la caña de azúcar y el algodón (Arias Peñate, 1988; López Pérez, 1984; Sermeño, 1980), lo que tiene como consecuencia la liberación de una masa de trabajadores que ya no son requeridos en el campo, y quienes se mueven a las ciudades en busca de trabajo (Baumeister, 2017; Martínez Ortega, 2016). 2. Por otro lado una economía basada en la sustitución de importaciones, la cual promueve la ubicación de zonas industriales urbanas para la producción de bienes intermedios, esta industria se nutre de la masa de trabajadores (Brodersohn, 1980), antes rurales ahora urbanos, quienes además de obtener un trabajo precario se encuentran con serias dificultades para acceder a suelo urbano y vivienda digna (Lungo Uclés, 1992; Portes, 1971, 1989).

La conformación de mercados informales de suelo urbano (Sunkel, 1971), permite a esta población satisfacer de alguna manera sus necesidades y lograr asentarse en "tierras marginales desde el punto de vista económico" (Lungo Uclés, 1992; p. 49), ya sea porque se les dona, la compran, la arriendan o incluso, la invaden, al mismo tiempo que se proveen, primero de vivienda y luego de servicios, por ellos mismos, lo que trae como consecuencia la expansión de AUPs en territorios periurbanos del AMSS (Martínez Ortega, 2016; Lungo Uclés, 1992; Lungo Uclés, 1989). Este es el caso de los orígenes de la expansión urbana en la fase I, a lo largo de los ejes nor-poniente del AMSS. Es igualmente el origen la conformación de la zona Montreal.

4.1.2 Cambio de siglo, infraestructura vial y apuesta logística (zona de expansión II)

Un segundo momento importante en la expansión a lo largo de los ejes nor-poniente ha sucedido desde el año 2000 a la fecha (zona de expansión II, ver Mapa 11). En este caso son dos las dinámicas que la favorecen: por un lado la planificación y posterior construcción de infraestructuras, sobre todo viales, y por otro el peso de las dinámicas económicas y procesos de inversión inmobiliaria en el AMSS, que estimulan la transformación de suelos rurales a suelos urbanizables. Para comprender mejor el contexto de estas dos dinámicas es necesario ir unos años más atrás, a los años 1990, cuando se sientan las bases de la economía neoliberal en el país y cómo estas favorecen la transición hacia una economía terciaria, dónde las inversiones inmobiliarias se vuelven determinantes en los procesos de acumulación de capital.

F. Robles (2010) plantea que durante los años 1990, las élites salvadoreñas se renuevan, amoldando el Estado y el modelo de acumulación a sus intereses particulares. C. Carrillo (2020), por otra parte, indica que, con base en el modelo neoliberal promovido por el Fondo Monetario Internacional y el Banco Mundial, en El Salvador se plantea la necesidad de impulsar un cambio sistemático en las políticas económicas con base en tres elementos: la liberalización económica, la privatización y la desregulación. De esta manera "el gran sector emergente fue el financiero", complementándose con el sector servicios, ambos vinculados al crecimiento de las remesas y las importaciones. Un tercer sector relevante en esta transición es el de las exportaciones no tradicionales, en concreto las maquilas. Esta transformación de la economía nacional renueva y consolida a una oligarquía nacional/regional que controla entre otros, el sector financiero, el comercio internacional y las pensiones, al mismo tiempo que permite el ingreso de capital transnacional que controla servicios públicos como la telefonía y la electricidad, y parte de la industria maquiladora (ibid.). Sin embargo, la aspiración de los años 1990 de convertir a El Salvador en un centro financiero y logístico regional que catapultara las inversiones en el país, no se concretiza. La banca nacional que fue privatizada en los años 1990, quedando en manos de las élites locales, se vende a capital transnacional a mediados de los años 2000, lo que capitaliza a dicha élites quienes ya resentían el incremento de la competencia con

capitales regionales y transnacionales; de esta manera son capaces de reorientar sus inversiones, favoreciendo ahora los sectores de servicios, comercio, turismo, consumo y construcción (Robles Rivera, 2019).

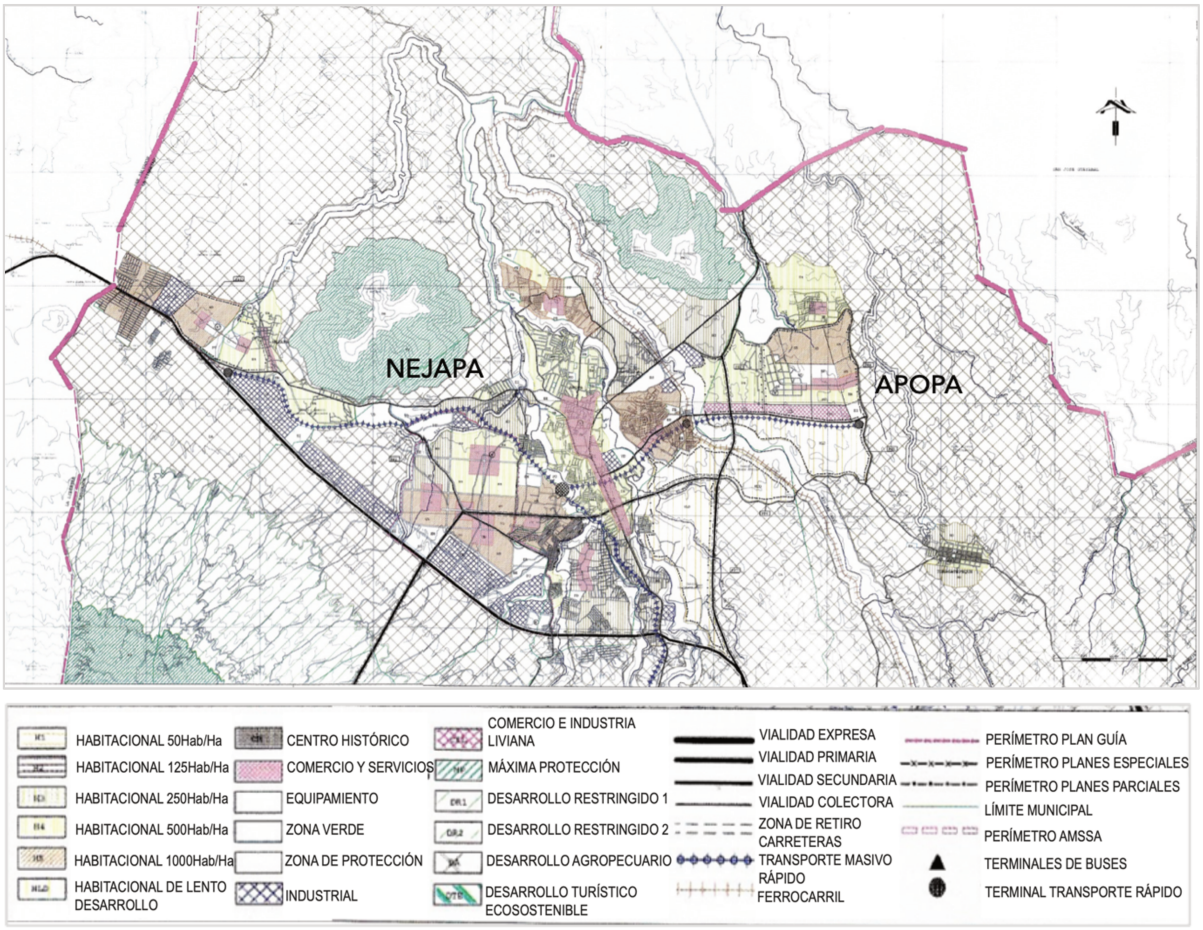
Por otra parte, es importante notar que, con la puesta en marcha de la Oficina de Planificación del Área Metropolitana de San Salvador en 1990, los esfuerzos por planificar la expansión del Área Metropolitana se fortalecen. De esta forma el Plan Maestro de Desarrollo Urbano del Área Metropolitana de San Salvador Ampliada, PLAMADUR AMSSA, estudio realizado entre 1992 y 1997, por técnicos salvadoreños e italianos, contratados por el Gobierno de El Salvador con fondos del BID (Brutti & Umaña, 2002), hace una propuesta de desarrollo en los cuatro ejes de expansión del AMSS (norte, sur, oriente y poniente), previamente identificados (ver Mapa 10), además de una propuesta para las áreas centrales (Centro Histórico), identificando a cada zona como un subsistema. Cada uno de estos subsistemas debería actuar como una entidad urbana "separada y reconocible".

De esta manera se propone que en el subsistema norte se combine un desarrollo urbano con un desarrollo rural. El desarrollo urbano prioritario incluye una gran zona industrial, infraestructura de intercambio, un gran mercado de mayoreo, equipamiento institucional (universidades, hospitales, oficinas de gobierno), y grandes áreas de expansión habitacional destinadas a la vivienda popular. Al mismo tiempo se propone organizar el desarrollo rural alrededor de proyectos de conservación, valorizando los suelos de buena calidad, los cuales sentarían las bases para ser territorios autosostenibles; en medio de ellos se localizarían asentamientos rurales "ordenados y eficientes", con acceso a servicios básicos para toda su población. Todo ello combinado con inversiones en el sector agroindustrial (Brutti & Umaña, 2002). Aunque el plan menciona la necesidad de proteger los acuíferos, no propone acciones específicas de protección de las zonas de recarga, una medida de enorme relevancia dado el incremento de la demanda del recurso hídrico para operativizar todas las propuestas del plan.

Debe indicarse que la expansión del AMSS hacia la zona nor-poniente ya estaba incorporada en las visiones del planificación urbana desde 1968, con el Metroplan 80, como lo indica un planificador urbano y regional consultado: "*En el caso del Área Metropolitana de San Salvador es claro, desde los primeros ejercicios de planificación metropolitana (…) fundamentalmente el Metroplan 80 de 1968, se identificó que la zona norte del Área Metropolitana de San Salvador, que apenas en ese momento el Metroplan la identificó, la nombró como tal. Pues pero sí se veía que esta zona, que ahora llamamos el Valle del Ángel, tenía toda esa potencialidad para absorber una buena parte del crecimiento previsto para la ciudad.*" (F.C, comunicación personal, mayo 13 de 2024). Años más tarde, la estrategia del modelo territorial propuesto por el PLAMADUR AMSSA implicaba convertir al AMSS en un sistema policéntrico, evitando la "expansión urbana descontrolada" y creando distritos o asocios de distritos, independientes, cada uno de ellos aportando y desempeñando un "papel productivo significativo" para el área metropolitana (Brutti & Umaña, 2002).

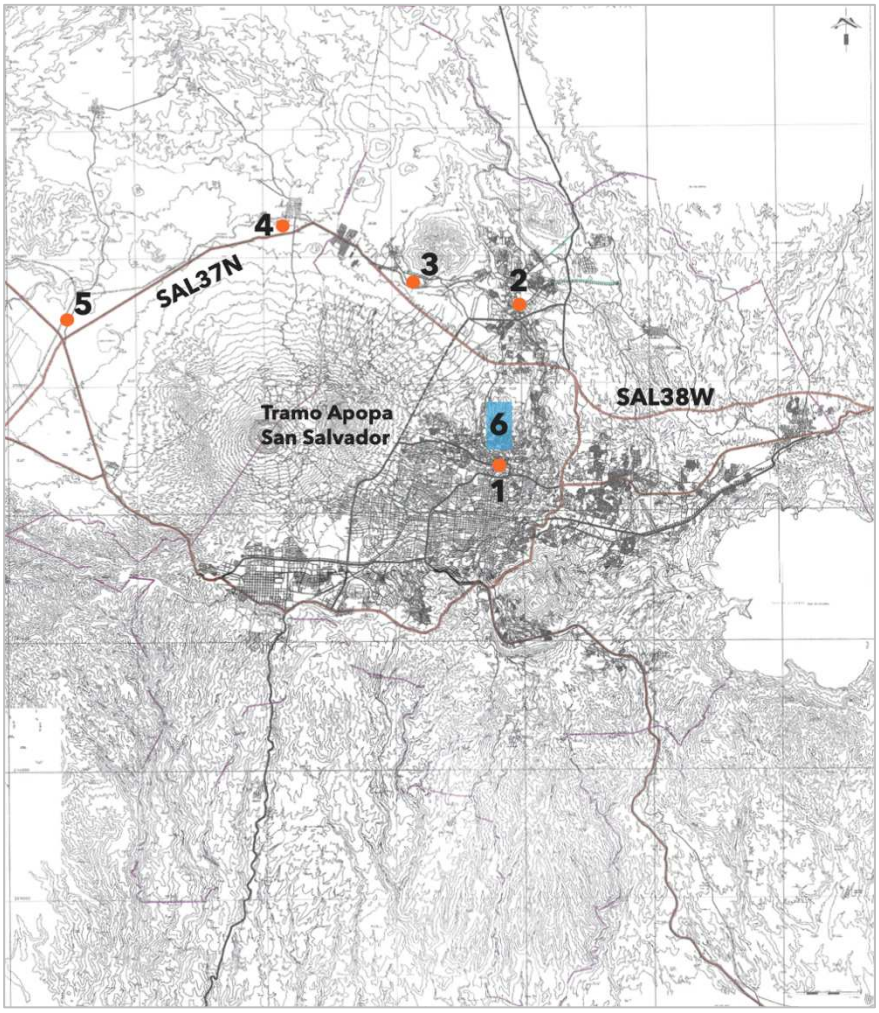
Resumiendo, en el subsistema norte se permitirían los usos industriales y al mismo tiempo se deberían conservar suelos; se favorecería la agroindustria coexistiendo con asentamientos rurales ordenados y eficientes; y el tipo de vivienda prioritaria sería la vivienda popular. El plan también plantea la necesidad de proteger estos territorios como zonas primordiales para la recarga del acuífero de San Salvador, adoleciendo, sin embargo, de medidas concretas para lograrlo.

En el Mapa 13, se muestran los usos de suelos propuestos por el PLAMADUR AMSSA entre Apopa y Nejapa. Es importante observar que a lo largo de la autopista principal (nor-poniente/sur-oriente), se propone una franja continua de industrias hacia el norte y una zona de desarrollo agropecuario (agroindustria), hacia el sur. Aunque igualmente es notoria la expansión de la agroindustria también hacia el norte y nororiente, rodeando las zonas urbanas y las zonas de máxima protección en los cerros cercanos. En cuanto a la vivienda, el plan prioriza la vivienda obrera con densidades que van desde los 250 hasta los 1000 habitantes por hectárea. Esta vivienda se organizaría en super cuadras con zonas centrales de comercio y servicios.



Mapa 13: Usos de suelo en el área de expansión norte del AMMS
Fuente: Brutti & Umaña, 2002

Asimismo, el plan propone la introducción de un sistema de transporte masivo rápido que incluía la reactivación del ferrocarril. Para que todas estas propuestas de usos de suelo y expansión hacia el nor-poniente fueran posibles, el PLAMADUR AMSSA, proponía la introducción de una vialidad "mayor" en el AMSS, que incorporaba un sistema tangencial externo a la vialidad interna de la ciudad, y que la conectaría con los principales polos de atracción y desarrollo hacia el norte del país. De esta manera se propone un tramo conector entre Apopa y San Salvador, así como la construcción de las autopistas SAL37N, que conectaría con la carretera Panamericana y las rutas hacia Guatemala y Honduras, al poniente y norte, respectivamente; así como la SAL38W, que entroncaría con la Panamericana oriente y la ruta hacia Honduras y Nicaragua. Este sistema se muestra en el Mapa 14. Es notable el hecho que, a pesar de estar cerca de todas estas nuevas infraestructuras viales, Montreal nunca se conectó a ellas, quedando "atrapada" en medio de las vialidades sin estar conectada. Otra manera de estar precariamente integrado a la ciudad y a su desarrollo.



Mapa 14: Vialidad propuesta por el PLAMADUR AMSSA
Fuente: Brutti & Umaña, 2002

1. Mejicanos, 2. Apopa, 3. Nejapa, 4. Quezaltepeque, 5. San Juan Opico, 6. Ubicación de Montreal

Con la extensión de las autopistas SAL38W en el año 2000, que une el distrito de Soyapango con Apopa, conectando de esta manera el eje norte con el eje oriente (carretera Panamericana CA4), y la autopista SAL37N en el 2004, la cual une Apopa con el cruce de autopistas en el cantón Sitio del Niño, en San Juan Opico, pasando por Nejapa y Quezaltepeque, se completa el sistema que permite expandir el AMSS hacia el norte. A partir de esta fecha es patente la ubicación en la zona de los primeros complejos industriales, notablemente industrias de bebidas embotelladas. De acuerdo a de Luis Romero & Dalla Torre (s.f.), en el año 1999, la empresa EMBOSALVA S.A., (Industrias La Constancia, ILC / SAB Miller), principal embotelladora de Coca-Cola en el país, traslada su planta de operaciones de Soyapango (oriente del AMSS), a Nejapa; en 2009, JUMEX, empresa mexicana productora de jugos de frutas, abre su planta en Nejapa (López Piche, 2009); en 2019, el grupo LACTOLAC, dedicado a la elaboración de productos lácteos se traslada igualmente a la zona; y en enero de 2024, abre su planta Nestlé (Molina, 2024). La ubicación en esta zona para estas industrias es estratégica en términos de acceso a vías de comunicación y materias primas: agua y azúcar, también producida en el cercano Ingenio Azucarero El Ángel (ahora Grupo El Ángel), como ya se mencionó operando entre Apopa y Nejapa desde 1882.

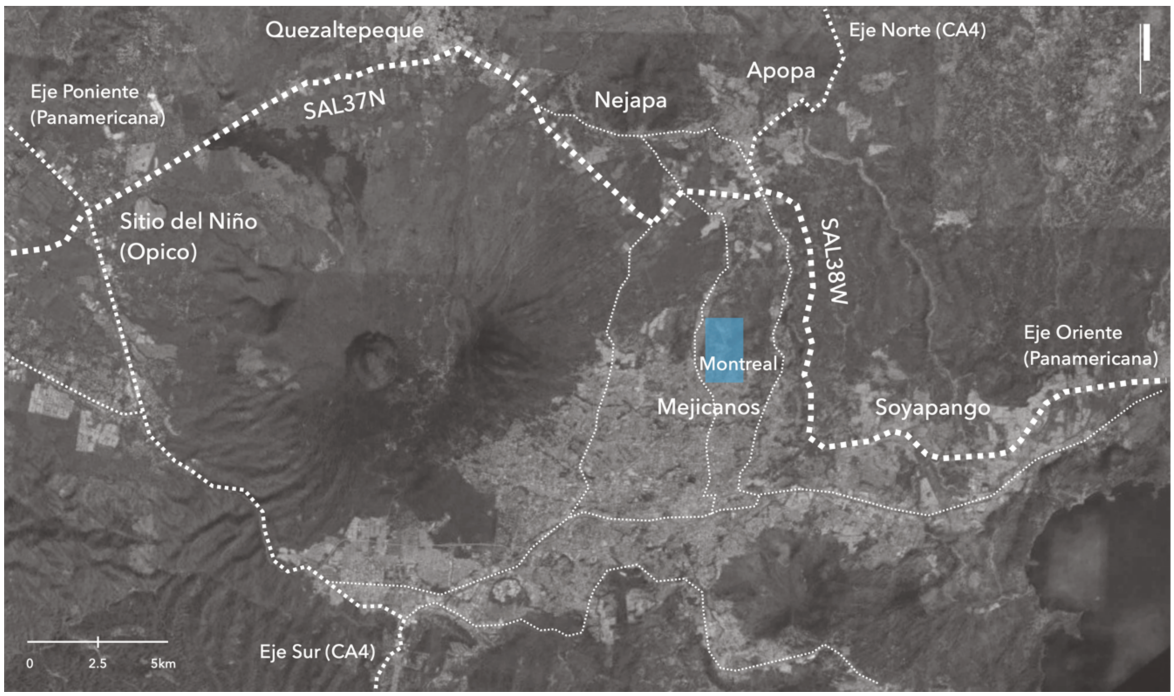
Desde la apertura de la autopista se han concentrado en la zona, además de las embotelladoras, bodegas y centros de distribución de industrias variadas como: supermercados (Walmart), panaderías (Bimbo), farmacéuticas (Imberton), ferreterías (Freund, Vidrí), repuestos para vehículos (Impresa), o logística (Ransa, DHL), en una mezcla de inversiones de capital local y transnacional, como se muestra en las Fotografías 7, 8 y 9. Al mismo tiempo en esta zona se ubican importantes distribuidoras de energía eléctrica (Nejapa Power, Etesal, Hilcasa Energy), además de producir energía geotérmica, otro factor estratégico de atracción para las industrias.

Con relación a estas dinámicas, "*en esa aparición (…) de bodegas y centros de distribución y todo esto, juega un papel muy importante en los primeros años del siglo XXI, una apuesta de país (…) por, efectivamente, esas actividades terciarias y de ver el país como un centro logístico, un centro de distribución en escala, Centroamericana*[59]*, es decir eso es, esa fue una visión. Y uno de los territorios prioritarios de concreción de esa visión es efectivamente la zona norte del Área Metropolitana de San Salvador, solo así [se puede]… explicar también que fue una apuesta muy clara, en ese momento, la inversión en esa nueva infraestructura vial, que es cierto ya estaba planeada desde antes pero que no se había ejecutado y que en aquel momento pues sí, ya se pudo realizar. Y eso fue para mí un detonante claro de ya la transformación y la urbanización efectivamente de esta zona aunque, como ya hemos dicho, esa visión estaba desde hacía bastante tiempo, ¿verdad? Pero es la inversión en esa infraestructura vial, en el marco de esa apuesta logística que finalmente produce, ese cambio importante (…) que estamos viendo*." (F.C, comunicación personal, Mayo 13 de 2024).

[59] Un centro de distribución que sirviera a la región Centroamericana, desde Guatemala hasta Panamá.

El Salvador como un centro logístico de relevancia Centroamericana motiva finalmente a impulsar la expansión hacia el nor-poniente del AMSS en esta denominada fase II. Una apuesta que surge de un proceso de planificación urbana pero que, como se describe más adelante no se apega en su totalidad a lo planteado por el PLAMADUR AMSSA. En esta fase de la expansión sobresalen dos elementos: 1. La poca atención que se le da a la protección de las cuantiosas reservas de agua en la zona, muy probablemente vinculado al mismo hecho de ser un recurso abundante, lo que con el paso del tiempo ha impactado en el incremento de los conflictos por el agua. La presencia de ese mismo recurso abundante ha favorecido las grandes inversiones (industria, agroindustria, inmobiliario), en detrimento de los usos de las poblaciones locales, todo enmarcado en esa visión de país que favorecía las grandes inversiones logísticas. 2. En cuanto a las inversiones en infraestructura, sobre todo vial, que apuestan por actividades logísticas, pero promueven contradicciones al combinar usos no compatibles (industria, vivienda) y no atender a poblaciones como Montreal, con enormes necesidades de conectividad, pero que no es tomado en cuenta a pesar de estar tan cerca de las nuevas rutas de movilidad. En las Fotografías 7, 8 y 9 se muestra la nueva infraestructura vial, así como algunas de las empresas e industrias ubicadas en esta zona de expansión.

En la actualidad se observa una conurbación en proceso que parte de las zonas peri-urbanas de Mejicanos, dónde se ubica Montreal, hasta llegar a San Juan Opico. Esta conurbación de centros urbanos originales, AUP y nuevos desarrollos inmobiliarios, es posible gracias a la finalización de las autopistas propuestas por el PLAMADUR y al hecho de contar con agua y energía en la zona. Este sistema vial se muestra en la Mapa 15, a continuación.



Mapa 15: Infraestructura vial que facilita la expansión urbana en el eje nor-poniente
Fuente: elaboración propia con base en Maps (2024)







Fotografías 7, 8 y 9: Inversiones en vialidad e industrias en el eje nor-poniente
Fuente: SGPoizat, 2024

Las aspiraciones del PLAMADUR de instalar en la zona norte "grandes áreas de expansión habitacional (1400 Ha para el 2005), destinadas predominantemente a la vivienda popular" (Brutti & Umaña, 2002, p.19), sin embargo no se cumplen, y en su lugar los conjuntos habitacionales, que posterior a la ubicación de industrias en esta zona, se desarrollan, se destinan a sectores de clase media. Conjuntos cerrados con predominio del uso de vehículos individuales. Este formato habitacional, no extraño en las ciudades latinoamericanas y centroamericanas (Gómez-Maturano, 2021; Alvarado Alcázar & Jiménez Barboza, 2013; Janoschka, 2002), se volvió predominante en la zona, combinándolos con desarrollos comerciales como centros o plazas comerciales. Los gobiernos municipales locales han tenido un papel protagonista para que los proyectos habitacionales en el Valle del Ángel no estuviesen destinados a vivienda popular, o de interés social como indicaba el PLAMADUR AMSSA, con lo que la ciudad misma ha perdido una oportunidad valiosa para generar suelo urbano y viviendas accesibles que ayudasen en parte a disminuir el déficit habitacional del AMSS, que para el año 2019 era de 542,788 viviendas (COAMSS & OPAMSS, 2021).

De acuerdo con el mismo planificador urbano y regional, son las instituciones públicas, en concreto las alcaldías de Apopa y Nejapa, así como la OPAMSS, las que con sus actuaciones representaron "*la dificultad más grande para instalar el tema de la vivienda social (…) la municipalidad de Apopa decía: nosotros ya tenemos suficiente vivienda obrera (…) haciendo referencia a (…) proyectos (…) desde Popotlán hasta Tikal, pues sí nosotros queremos vivienda de grupos medios u otros, que vengan acá. Y entonces de verdad quién más se resistió a que se reservara suelo de vivienda social es la municipalidad de Apopa.*" (F.C, comunicación personal, mayo 13 de 2024). Por otra parte, las inversiones previstas por el plan en equipamientos como hospitales, universidades, oficinas de gobierno, o espacios públicos, son mínimas o no suceden por lo que los nuevos habitantes de la zona tienen siempre que desplazarse hasta el AMSS en busca de esos usos complementarios.

De esta manera la expansión en esta segunda fase en la zona norte del AMSS presenta diversas tensiones: La primera de ellas es la existente entre la combinación de usos habitacionales en urbanizaciones cerradas, en los cuales el medio de transporte predominante es el vehículo, con complejos de bodegas, centros de distribución, industria y agroindustria, que utilizan la misma autopista para trasladar sus productos. Esta situación ha generado un tráfico intenso, en detrimento tanto de los habitantes como de las empresas ubicadas en esta zona, al respecto F.C menciona que "*no podés tener un discurso de promoción de la inversión privada que se traduce muy fácilmente en "vamos a hacer lo que los privados nos pidan", porque (…) allí hay una contradicción porque un privado puede pedir logística y otro privado puede pedir vivienda, pero entre logística y vivienda hay muchos problemas de funcionabilidad. Es decir (…) que no necesariamente le va a ir bien a un gran recinto, a un gran centro de distribución con trailers y pues, ese tipo de movilidad pesada, que va a ocupar*

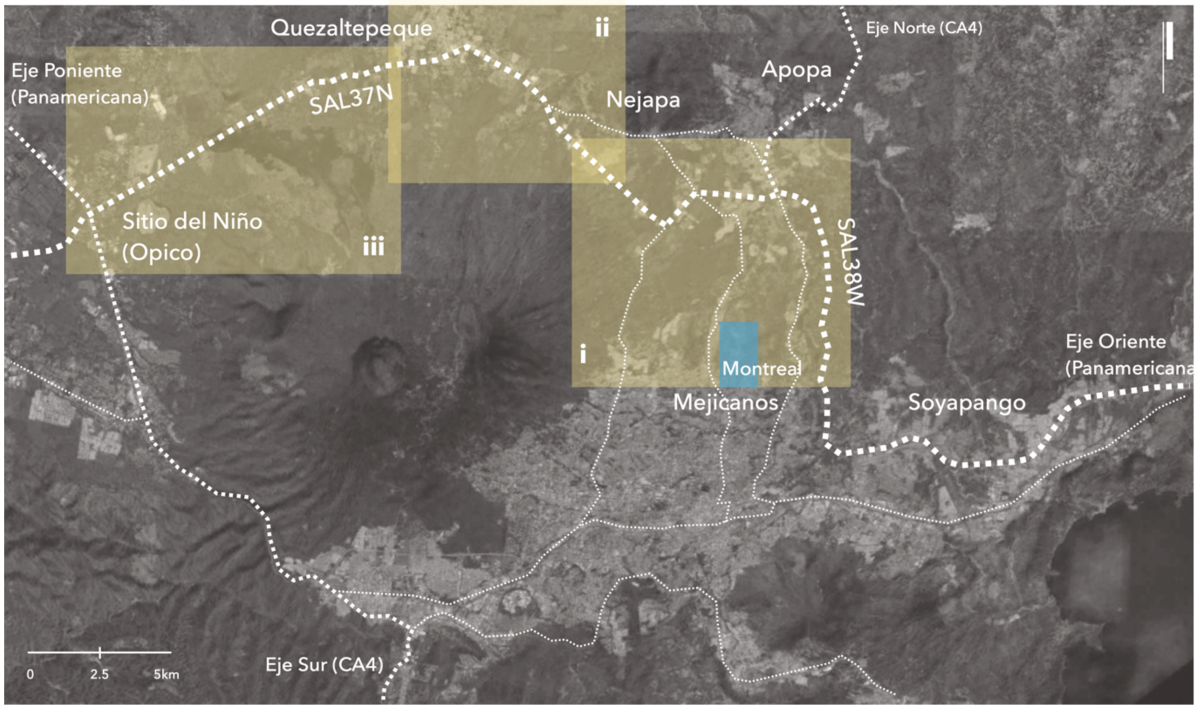
la misma autopista de un gran desarrollo residencial donde todo mundo tiene vehículo, porque no hay transporte público en el Valle del Ángel y entonces todos van a quedar varados en la vía (…) y por lo tanto las ventajas de la logística ya no van a existir. Y por lo tanto también el diferencial de la vivienda que aspira a grupos de ingresos mayores pues tampoco va a existir." (F.C, comunicación personal, mayo 13 de 2024). La ausencia de un adecuado sistema de transporte público, el cual estaba previsto por el PLAMADUR y que nunca llegó a implementarse, hace esta tensión aún más grave.

En segundo lugar, es importante observar las dimensiones que van tomando los conjuntos habitacionales cerrados, por ejemplo, Ciudad Marsella, que posee alrededor de 5600 unidades habitacionales o el proyectado Ciudad Valle del Ángel (ahora Valle Dulce), que propone 3500 viviendas unifamiliares más 3000 apartamentos, para un aproximado de 39,000 nuevos habitantes (Vega, 2020a). Proyectos de estas dimensiones requieren suministros considerables de agua para su buen funcionamiento. L. Vega, indica que, para el caso de Valle del Ángel, la empresa inmobiliaria ha sido capaz de negociar con las instituciones públicas, el Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales (MARN) y la Asociación Nacional de Acueductos y Alcantarillados (ANDA), permisos ambientales y factibilidades para el suministro de agua que van en detrimento del acceso al recurso para los habitantes locales. De los 400 litros de agua por segundo otorgados a la inmobiliaria para sus proyectos, esta se comprometía a entregar la mitad a ANDA, para beneficiar a las comunidades locales, al final la empresa se quedó con 240 litros por segundo y ANDA solamente con 160 (Factibilidad 127/2019 de ANDA, en Vega, 2020a.)

En tercer lugar habría que poner en relevancia el hecho que no son claros los lineamientos y regulaciones de protección del recurso hídrico en esta zona, dónde por el momento, aún hay abundancia, pero que sin embargo ya presentan serios problemas de escasez debido sobre todo a la precaria gestión, que favorece la contaminación de las aguas superficiales y la sobre-explotación de las aguas subterráneas, tanto por la industria, agroindustria como por los conjuntos habitacionales (Amaya & Díaz, 2023; Hernández et al., 2021; Beltrán, 2016). En este caso no solamente el recurso hídrico está siendo afectado, sino además habría que contabilizar la pérdida de la cobertura vegetal, biodiversidad, así como las afectaciones por la extracción de materias primas para la construcción.

4.1.3 Descripción de usos de suelo en los tramos i, ii y iii en la zona de expansión II

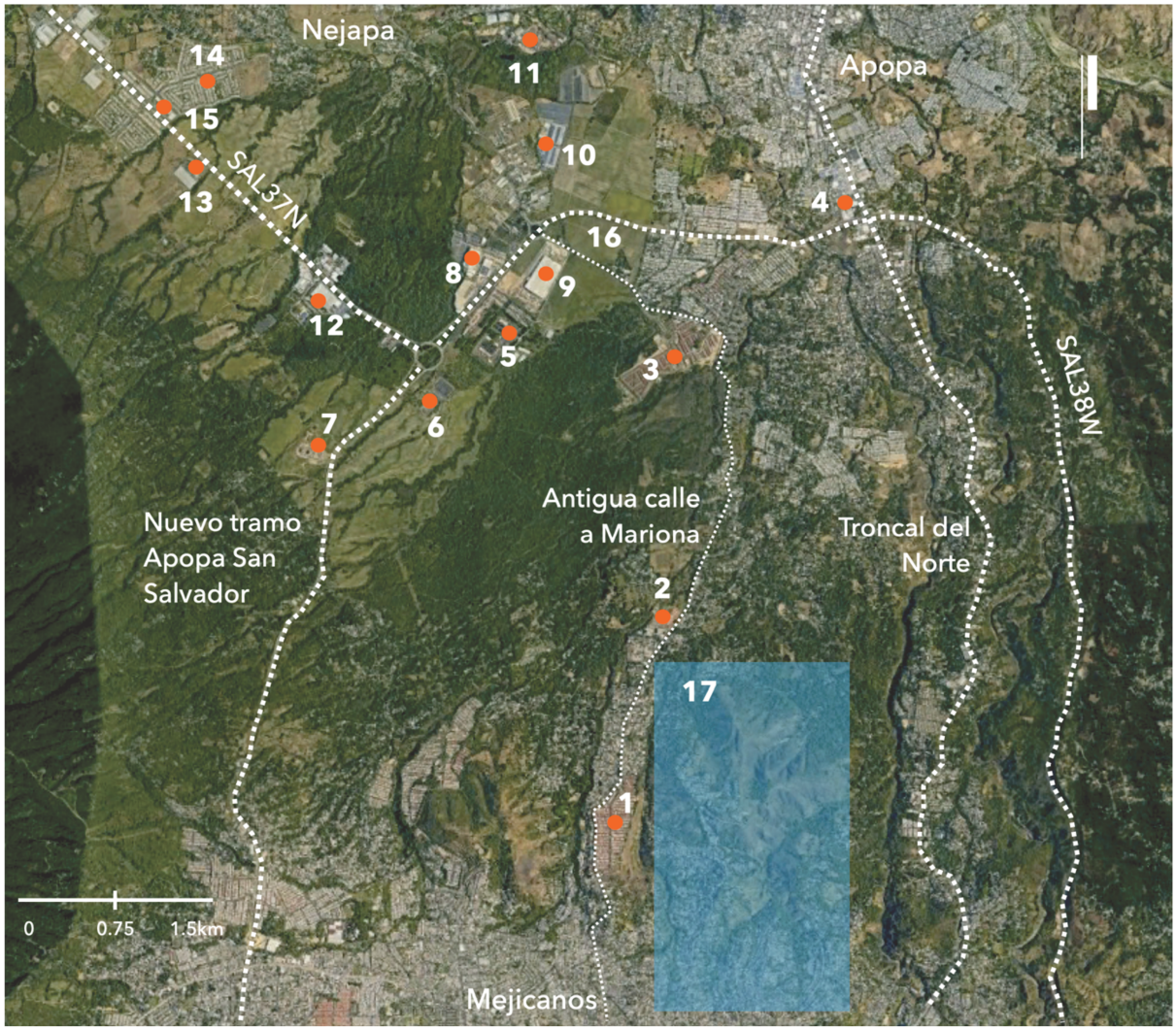
A continuación, en el Mapa 16, se muestra una serie de tramos (i, ii, iii), sobre las autopistas SAL37N y SAL38W, dónde se ubican algunos de los proyectos más representativos que se han instalado desde 1999 a la fecha en esta zona de expansión. Cada uno de estos tramos será posteriormente mostrado con más detalle.



Mapa 16: Ubicación de tramos i, ii y iii en la zona de expansión II
Fuente: elaboración propia con base en Maps (2024)

Tramo i

En el primer tramo (i) (Mapa 17), el más cercano a Montreal, pueden distinguirse diferentes usos de suelo que van transformando poco a poco el territorio. El Ingenio El Ángel (11) es sin duda un elemento singular ya que opera en la zona desde 1882, concurriendo en su alrededor un flujo intenso de transporte de carga operando a diario, flujo que coexiste con el tráfico habitual entre Apopa y Nejapa., como se muestra en las fotografías 10 y 11.



Mapa 17: Tramo i, autopistas SAL37N y SAL 38W, entre Apopa y Nejapa
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth (2024)

1. Ciudad Corinto (habitacional), 2. Centro Penitenciario Mariona, 3. Paseo del Prado (habitacional), 4. Centro Comercial Plaza Mundo, 5. Nejapa Power (energía), 6. Etesal (energía), 7. Centro de Espiritualidad Virgen de Fátima, 8. Ransa (logística), 9. Centro de distribución ferreterías Freund, 10. Hilcasa Energy (energía), 11. Ingenio El Ángel (agroindustria azucarera), 12. Walmart, 13. DHL, 14. Metrópoli San Gabriel (habitacional), 15. Centro comercial San Gabriel, 16. Valle Dulce (antes Valle del Ángel, habitacional), 17. Zona dónde se ubica Montreal



Fotografía 10 : Tráfico en la antigua calle entre Apopa y Nejapa
Fuente: SGPoizat, 2024



Fotografía 11: Furgones en la nueva autopista SAL37N, entre Apopa y Nejapa
Fuente: SGPoizat, 2024

Otros usuarios tempranos, son las plantas generadoras de energía eléctrica, en este tramo se ubican al menos cuatro: Nejapa Power (5), Etesal (6) e Hilcasa Energy (10), además del mismo Ingenio, que ahora como Grupo El Ángel también produce energía (www.grupoelangel.com.sv/energia/). Luego están las inversiones en industria y logística que con la apertura de la nueva vialidad a partir del año 2000, proliferan en la zona. Entre otros se encuentran en este tramo: Ransa (8), ferreterías Freund (9), Walmart (12), y DHL (13). En las fotografías 12, 13 y 14 se pueden observar las instalaciones de Nejapa Power (fotografía 12), así como las bodegas de la ferretería Freund (fotografías 13 y 14)







Fotografías12, 13 y 14: Nejapa Power, Ferreterías Freund y nuevos espacios de bodegaje en construcción
Fuente: SGPoizat, 2024

Los conjuntos habitacionales que se han ido ubicando en este tramo, como ya se mencionó previamente, no han sido dirigidos a sectores obreros como planteaba el PLAMADUR-AMSSA, sino a clases medias. El más antiguo es Ciudad Corinto (1), justo frente a Montreal sobre la antigua calle a Mariona. Las comunidades de Montreal tienen diversos conflictos con Ciudad Corinto, que van desde quejas por la obstrucción del cauce de la quebrada Siete Pilas lo que provoca inundaciones en Montreal hasta el mal manejo de las descargas de aguas negras de la urbanización, a pesar de que esta cuenta con una planta de tratamiento. En las Fotografías 15 y 16 se muestra el muro perimetral de Ciudad Corinto, a lo largo de la calle a Mariona y cómo se observa Ciudad Corinto desde Montreal.





Fotografía 15: Muro perimetral de Ciudad Corinto en calle a Mariona
Fotografía 16: Ciudad Corinto vista desde Montreal
Fuente: SGPoizat, 2024

En la misma calle a Mariona se ubican ahora Paseo del Prado (3) y Valle Dulce (16) cuyas casas en construcción se muestran en la Fotografía 17. Valle Dulce es el nuevo nombre del desarrollo Valle del Ángel, proyecto que ha sido objeto de fuertes críticas por parte de grupos ambientalistas y habitantes de la zona (Amaya & Díaz, 2023; González, 2021). Otros como Metrópoli San Gabriel (14), que se observa en las Fotografías 18 y 19, se encuentra a lo largo de la nueva autopista e incluye además su propio centro comercial (15).



Fotografía 17: Viviendas en construcción en Valle Dulce
Fuente: SGPoizat, 2024



Fotografía 18: Acceso a Metrópoli San Gabriel
Fuente: SGPoizat, 2024



Fotografía 19: Vista aérea de Metrópoli San Gabriel (s.f.)
Fuente: https://www.youtube.com/watch?v=fATNOX37tuA

Finalmente, existen también en este tramo algunos usos singulares como el Centro Penitenciario La Esperanza, conocido como Mariona (2), el Centro de Espiritualidad Virgen de Fátima (7), o el Centro Comercial Plaza Mundo (4), que no está vinculado a un conjunto habitacional en particular, sino que más bien aprovecha una ubicación estratégica entre vialidades. Tres tipos de "centros" muy representativos de la vida contemporánea: seguridad, religión y consumo. Como se puede observar en las Fotografías 20, 21 y 22 a continuación.



Fotografía 20: Centro penitenciario Mariona
Fuente: www.laprensagrafica.com (2021)



Fotografía 21: Centro de Espiritualidad Virgen de Fátima
Fuente: SGPoizat, 2024

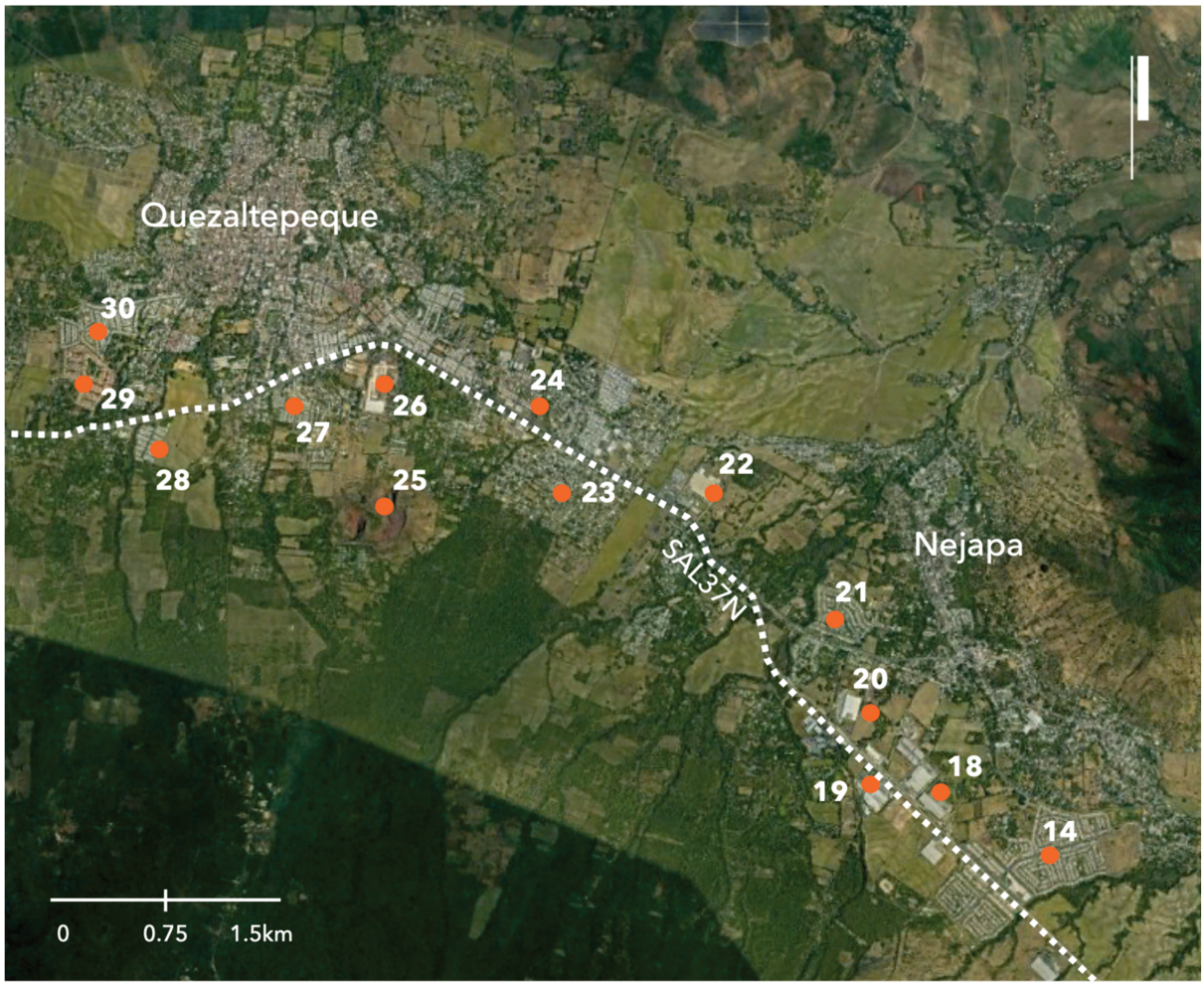


Fotografía 22: Centro comercial Valle Dulce
Fuente: SGPoizat, 2024

Tramo ii

El siguiente tramo (ii) detallado en el Mapa 18 presenta una combinación de usos. Para comenzar se ubica aquí la planta de Coca-Cola (Industrias La Constancia / SAB Miller) (20), la cual inició operaciones en 1999 (de Luis Romero & Dalla Torre, s.f.). Con el tiempo tanto industrias como bodegas y centros de distribución deciden ubicarse en la zona, como el Centro de distribución de la ferretería Vidrí (20), que lo hace en 2010[60], o LACTOLAC (19), que comienza a operar en 2019 (Hernández, 2018). Al mismo tiempo residenciales cada vez más grandes también hacen su aparición, como las Residenciales Villas de Pamplona (29) y Villa Primavera (30), estas residenciales tienen en común ser promocionadas como seguras, "inteligentes", con amenidades (piscinas, casas club, canchas, etc.), y centros comerciales cercanos.

[60] www.vidri.com.sv



Mapa 18: Tramo ii, autopista SAL37N entre Nejapa y Quezaltepeque
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth (2024)

14. Metrópoli San Gabriel (habitacional), 18. Imberton (farmaceútica), 19. LACTOLAC (lácteos), 20. Centro de Distribución Vidrí (ferretería), 21. Quintas de San Antonio (habitacional), 22. Planta Coca Cola, 23. Lotificación Las Américas (habitacional), 24. Urbanización Florida (habitacional), 25. Planta Saltex en el Cerrito (materiales de construcción), 26. Del Sur (energía), 27. Residencial Bella Granada (habitacional), 28. Jardines del Valle (habitacional), 29. Residencial Villas de Pamplona (habitacional), 30. Residencial Villa Primavera (habitacional)

Al mismo tiempo que proliferan los conjuntos habitacionales cerrados, en este tramo es relevante notar igualmente la venta de lotes sin servicios como la Lotificación Las Américas (23), de dimensionas tan extensas como las residenciales previamente mencionadas y que, al estar promovida por desarrolladores informales del suelo, se venden como "terrenos rústicos", no ofreciendo servicios básicos como agua, luz o drenajes, mucho menos el resto de extras como ser seguras, inteligentes o contar con amenidades, tampoco vienen con su propio centro comercial incluido. A continuación, dos imágenes, Fotografías 23 y 24, obtenidas de sitios de venta de terrenos rústicos, dónde se observa el tipo de terrenos que se ofrecen en la Lotificación Las Américas.



Fotografías 23 y 24: Lotes en venta en Lotificación Las Américas
Fuente: www.clasificados.st (2024)

La demanda de materiales de construcción en la zona ha hecho que empresas como Saltex (25), ubicada en El Cerrito, Quezaltepeque, la cual ha sido objeto de acusaciones por parte de organizaciones ambientalistas (Foro del Agua, ReVerdes), y habitantes de la zona (Comunidad Santa Rosa Arriba), quienes en abril de 2023 presentaron una denuncia ante el Juzgado Ambiental de San Salvador, demandando a las cinco empresas que explotan el cerro para la extracción de materiales de construcción (Saltex, De la Roca, Prefabricados, Prefasa y De la Peña). Esta denuncia incluía afectaciones a la biodiversidad local y a la calidad del agua. El juzgado falló a favor de las organizaciones en agosto 2023, indicando a las empresas que no podían seguir extrayendo materiales y al MARN, que debía evaluar el daño ambiental en el sitio[61].

En la Fotografía 25 se muestra la actividad extractiva de materiales pétreos en El Cerrito, materiales que suplen la creciente demanda de la industria de la construcción en la zona. La mina ha sido recientemente clausurada gracias a la presión de grupos ambientalistas[62]

[61] www.audiovisualesuca.com/voces-ciudadanas
[62] www.balsamotv.org



Fotografía 25 : extracción de materiales pétreos en El Cerrito, Quezaltepeque (s.f.)
Fuente: https://x.com/balsamotv/status/1559988539818909696

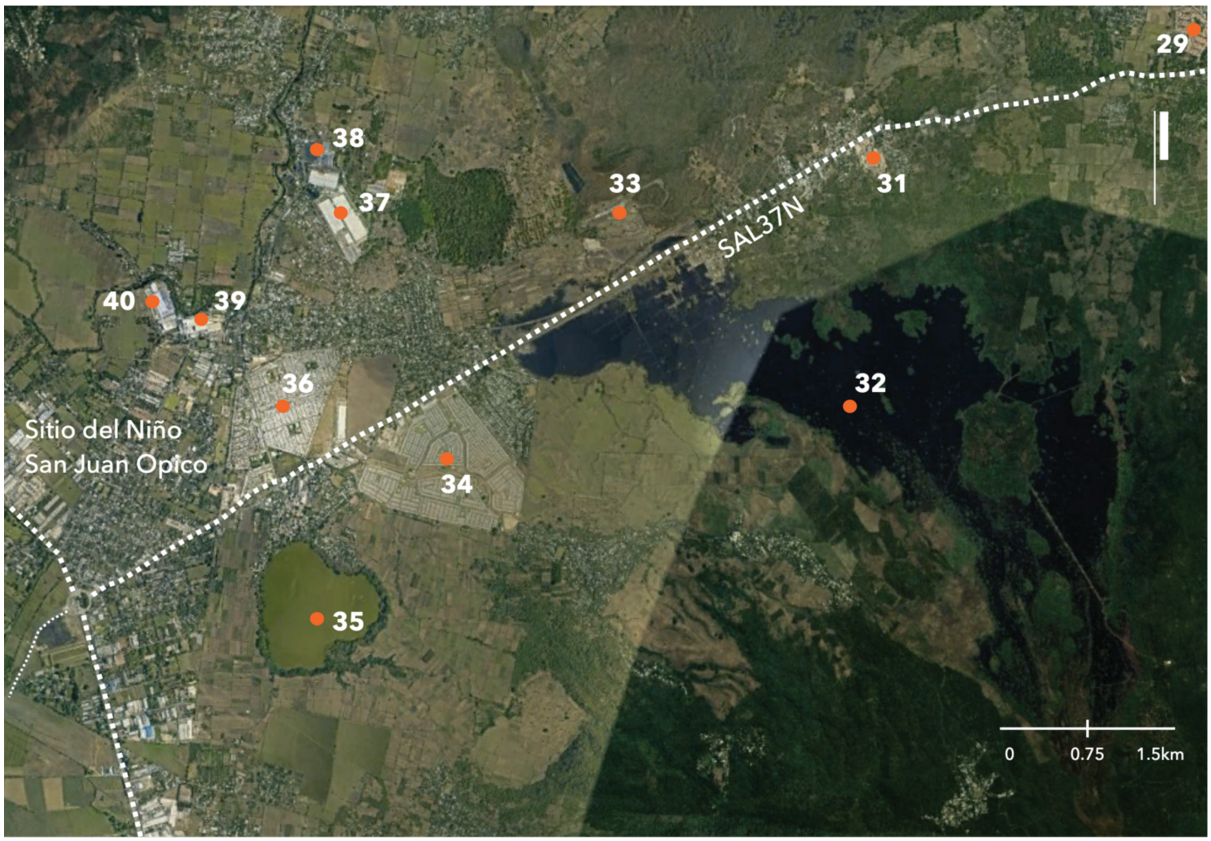
Tramo iii

El tercer tramo (iii), que se muestra en el Mapa 19, presenta varias singularidades. Por un lado, en términos de conectividad en el cantón Sitio del Niño (San Juan Opico), se unen tres vialidades importantes: la SAL37N, la carretera Panamericana nor-poniente (Eje Poniente), y la autopista hacia el Puerto de Acajutla (Eje hacia el Puerto de Acajutla). Asimismo, se completa la ruta que circunda al volcán de San Salvador, conectando a través de la Panamericana nuevamente con el AMSS (ver Mapa 11, Ejes de expansión del AMSS y Mapa 15, infraestructura vial que facilita la expansión urbana en el eje nor-poniente).

En este tramo se pueden observar asimismo conjuntos residenciales cada vez más extensos, una nueva tipología de vivienda facilitada por el acceso a considerables porciones de suelo urbanizable y la conectividad vial ya instalada. Esta tipología denominada "ciudades", supera con creces las dimensiones de la primera de su género, Ciudad Corinto (Tramo i). Estamos hablando de mega complejos habitacionales de entre 5000 y 6000 unidades de vivienda, con una sola calle de ingreso, totalmente amuralladas, y con su propio centro comercial, de acuerdo con el modelo ya ensayado en la zona, pero sin ningún otro equipamiento que haga de ellas verdaderas ciudades. Ejemplo de ello son Ciudad Marsella (34) y Ciudad Versalles (36)

Finalmente, en esta zona existen elementos naturales singulares dentro del Área Natural Protegida Complejo el Playón, que incluye la lava de las dos últimas erupciones del volcán de San Salvador (1959 y 1917), sector conocido como El Playón (32) y la Laguna de Chanmico (35). De acuerdo

con S. Meléndez, “El Playón alberga a varias familias que han visto crecer a sus hijos dentro de este monumento natural de rocas, producto de las erupciones del volcán de San Salvador en los años 1659 y 1917.” (Meléndez, 2017). En la serie de Fotografías 26, 27 y 28, se puede observar El Playón (32), la Laguna de Chanmico (35) y una vista aérea del mega conjunto residencial “Ciudad Marsella” (34)



Mapa 19: Tramo iii, autopista SAL37N entre Quezaltepeque y El Sitio del Niño (San Juan Opico)
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth (2024)

29. Residencial Villas de Pamplona, 31. Bloques de La Peña (materiales de construcción), 32. Lava de la erupción del volcán de San Salvador de 1917, 33. Autódromo El Jabalí, 34. Ciudad Marsella (habitacional), 35. Laguna de Chanmico, 36. Ciudad Versalles (habitacional), 37. Planta Hanes (textiles), 38. Planta de energía solar, 39. Kimberly Clark (textiles), 40. Galvanisa (materiales de construcción)



Fotografía 26: Lava en El Playón
Fuente: David Martínez en Merino, 2022



Fotografía 27: Laguna de Chanmico
Fuente: Aleida Reyes en guanacos.com



Fotografía 28: Ciudad Marsella
Fuente: https://www.youtube.com/watch?v=vI-W0YvaPjA

En resumen, la zona de expansión II, es un claro ejemplo de que a pesar de existir esfuerzos de planificación de la expansión urbana (Brutti & Umaña, 2002), estos se han quedado cortos tanto en sus visiones como en su implementación. La liberalización económica, la privatización y la desregulación promovidas por el modelo económico neoliberal imperante desde los años 1990 (Carrillo, 2020; Robles Rivera, 2010, 2011, 2019), ha impactado los mercados de suelo y favorecido, con el apoyo de las instituciones públicas, las inversiones privadas tanto industriales como inmobiliarias en la zona norte del AMSS. Las tensiones que han derivado de estas inversiones entre vivienda e industria; transporte privado y transporte logístico; zonas urbanizadas y áreas naturales protegidas; impermeabilización de suelos y pérdida de zonas de recarga hídrica, impactan en el acceso al agua y, a pesar de que aún existe abundancia del recurso en la zona, es cada vez más frecuente encontrarse con escasez de este (Amaya & Díaz, 2023; Hernández et al., 2021; Beltrán, 2016). En este escenario las más afectadas han sido las poblaciones locales, especialmente los asentamientos rurales, que sufren de la presión constante por el cambio de usos de suelo y el avance de las construcciones, pero también por ver severamente disminuidos los recursos básicos con que cuentan: tierra, agua, bosques (Alvarado Batres et al., 2022), y para quienes las tensiones previamente mencionadas, han pasado a convertirse en verdaderos conflictos por el acceso a dichos recursos.

Estas afectaciones están poco a poco llegando a impactar territorios muy cercanos a Montreal, como es el caso de Ciudad Corinto, y es de prever que, en un futuro próximo, los habitantes de Montreal y de otros sectores en el AMSS similares a Montreal, vean disminuido el acceso al agua en sus comunidades. De acuerdo el experto en temas de planificación urbana y regional previamente citado, es necesario poner atención a la continua expansión de las infraestructuras, sobre todo viales, que cada vez están llegando más cerca de Montreal y que como consecuencia inmediata comienzan a revalorizar los suelos, hasta ahora marginales, dónde estas comunidades se localizan; por otra parte la enorme presión por proveer de agua a los desarrollos en la zona norte, sin que existan medidas rigurosas de protección del aún abundante recurso, provocaría en un escenario cercano de escasez en el que el agua no sería suficiente para abastecerlos y se tendría que desviar recursos de otras zonas de la ciudad, sobre todo de zonas precarias, como es el caso de Montreal (F.C, comunicación personal, Mayo13 de 2024).

Finalmente se ha mencionado una tercera zona de expansión (III), que no es aún un territorio hacia dónde se extiende la mancha urbana, pero sí un territorio proveedor de recursos para el AMSS. De acuerdo con Kandel et al. (2009), la zona norte ha tradicionalmente proveído agua y energía al AMSS, pasando a jugar un rol complementario y estratégico para el Área Metropolitana. Para los autores "La creciente demanda energética asociada al proceso de urbanización y a sectores emergentes como las comunicaciones, la maquila y los servicios logísticos, entre otros, ha llevado a la necesidad de ampliar la explotación del potencial hidroeléctrico por los menores costos y por su impacto en la competitividad frente a las opciones de generación térmica (…) el norte sigue siendo el territorio para

proveer ese potencial estratégico para el desarrollo del país" (Kandel et al., 2009; p. 2). En el capítulo 3 se indicó que el AMSS comenzó a tener problemas de abastecimiento de sus sistemas tradicionales (acuífero de San Salvador), debido a la fuerte expansión urbana en los años 1970, lo que redujo la recarga del acuífero. En los años 1980 se comienza a extraer agua de Quezaltepeque a través del Proyecto Zona Norte, este sistema, junto con el acuífero de San Salvador es el que provee de agua a la mayor parte de desarrollos en esta zona (Cuéllar et al., 2017; Herrador & Dimas, 2001).

De esta manera, aunque no sea un territorio de expansión del AMSS, sí es un territorio proveedor de recursos clave, que con la apertura de la carretera Longitudinal del Norte en 2012, es igualmente objeto de especulación del suelo y amenazas por proyectos de minería. Como advierten Kandel et al. (2009) "El mercado de tierras está asociado a la construcción de la carretera, pero también refleja una nueva estrategia de captar los excedentes que ha generado la zona por el flujo de remesas. Además del rol de la zona norte para los servicios logísticos, este territorio mantiene su rol de proveedor de agua y energía para las zonas urbanas e industriales y está sistemáticamente amenazado por sus importantes recursos para ejes de acumulación emergentes, como la minería." (Kandel et al., 2009, p. 5).

4.2 "Más agua, más vida", incremento de los conflictos por el agua en el eje de expansión nor-poniente

Encontramos de esta manera en la expansión urbana en la zona nor-poniente, una serie de contradicciones que se traducen en tensiones y más recientemente incluso en conflictos, en torno al acceso al agua. Los conflictos por el agua que a continuación se describen se pueden clasificar de la siguiente manera: 1. Conflictos por la desigualdad en el acceso al agua; 2. Conflictos por daños al medioambiente; y 3. Conflictos por riesgos asociados a la expansión urbana.

4.2.1 Conflictos por la desigualdad en el acceso al agua: el caso Coca-Cola en Nejapa

El caso de la planta embotelladora de Coca-Cola (La Constancia ILC / SAB Miller), en Nejapa es un ejemplo de los conflictos por el acceso a agua corriente entre las poblaciones locales y la industria. Romero & Dalla Torre (s.f.), mencionan que en 1999, cuando Coca-Cola inicia sus operaciones en la zona, obtuvo permiso para extraer 2 millones de metros cúbicos de agua al año. La empresa se comprometió entonces a identificar una zona de recarga del acuífero, impermeabilizar solamente un 25% del área dónde se ubicaría y a no realizar descargas contaminantes sobre el río San Antonio, sin embargo no se definieron los mecanismos de monitoreo del cumplimiento de estos compromisos por parte de las instituciones encargadas: la alcaldía de Nejapa, MARN y ANDA. En 2013 Coca-Cola pide permiso para ampliar sus instalaciones otorgándosele entonces la posibilidad de extraer solamente 1.2

millones de metros cúbicos del acuífero, sin embargo, debido a los débiles controles y la poca transparencia de la empresa y las instituciones, fue imposible determinar si extraía solamente 1.2 millones de metros cúbicos anuales como indicaba el permiso o si mantenía la extracción de 2 millones de metros cúbicos al año otorgada en 1999, al momento de iniciar operaciones.

Ese mismo año, ante la inconsistencia de los datos y las evidentes carencias de agua de la población local, especialmente en zonas rurales, el Foro del Agua de El Salvador, (www.forodelagua.org.sv) lleva adelante una consulta pública en la que se recolectaron 2200 firmas de oposición al proyecto de ampliación. Al mismo tiempo la alcaldía de Nejapa, encargada de proveer el 30% del agua en el distrito (el 70% restante lo suministra ANDA, y en conjunto atienden a una población de 30,000 habitantes), a través del Sistema Municipal de Aguas del Río San Antonio (SMARSA), presentó una carta al Ministerio de Medioambiente transmitiendo su preocupación por la ampliación de la planta (Romero & Dalla Torre, s.f.).

En complemento a estas acciones efectuadas por la sociedad civil y la municipalidad, el Foro del Agua encargó al hidrólogo J. Quiñónez realizar un estudio técnico sobre el estado del acuífero (Quiñónez Basagoitia, 2013). Este estudio demostró que para el año 2014 la extracción de agua del acuífero no solo por la planta Coca-Cola, sino además el agua utilizada en riego por la agroindustria cañera y pozos que no eran reportados a ANDA, realizaban en conjunto una extracción de 34.67 millones de metros cúbicos al año. El acuífero sólo es capaz de recargar 18.10 millones de metros cúbicos anuales, con lo que se evidencia un déficit de 16.57 millones de metros cúbicos. J.Quiñónez Basagoitia concluye que con los niveles de extracción de los proyectos actuales, el distrito se encuentra en estrés hídrico y de continuar con el mismo ritmo de extracción, aunado a los impactos de la crisis climática, el acuífero dejaría de existir en el 2041 (Hernández et al., 2021). Esto afectaría no solamente a los habitantes de Nejapa, sino a parte de la población del AMSS a la que se le suministra agua de esta fuente.

De este acuífero, parte del Proyecto Zona Norte, se extraen 1350 litros de agua por segundo (42 millones de metros cúbicos de agua al año), los cuales proveen de agua a un 25% de la población del AMSS (Hernández et al., 2021; Cuéllar et al., 2017). En la Figura 7 se muestran algunos datos relevantes sobre el acuífero de Nejapa y en el Recuadro 4 la rutina diaria de Luisa Miranda, quien vive en el entorno rural de Nejapa, para obtener agua.

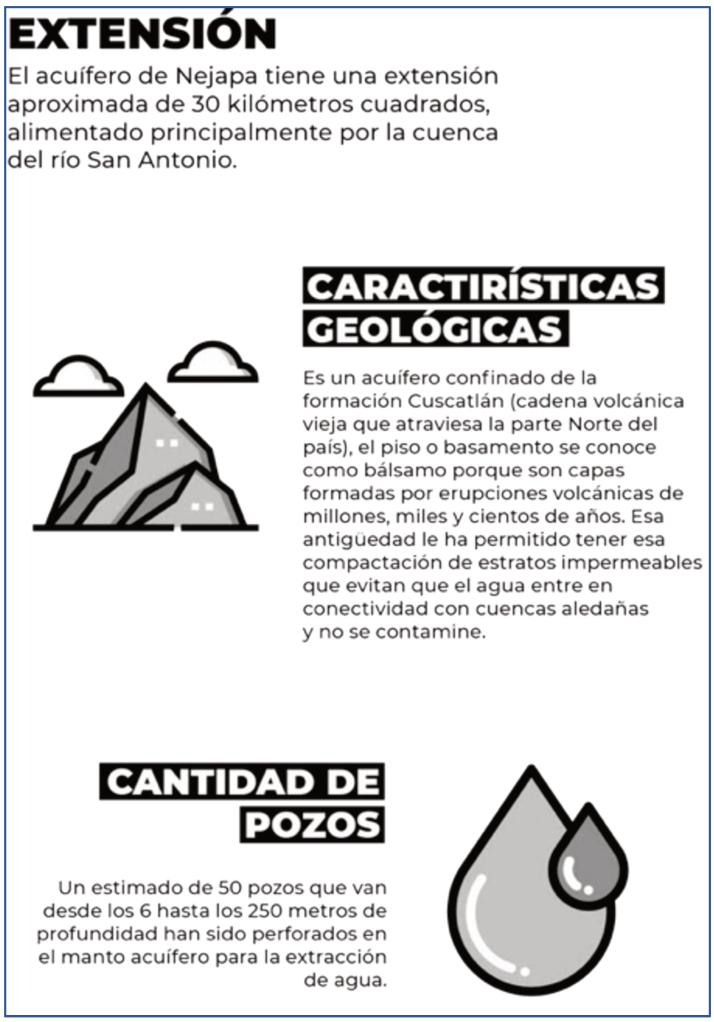


Figura 7: El acuífero de Nejapa en datos
Fuente: https://gatoencerrado.news/2021/08/12/nejapa-y-chinautla-en-estres-hidrico/

"Luisa Miranda tiene 27 años, es madre soltera; su núcleo familiar se compone de 7 personas, quienes viven en la última vivienda del Caserío conocido como El Relámpago en Nejapa. No tienen electricidad y no fue sino hasta hace dos años que les introdujeron el servicio de agua potable por el que todos los meses pagan $7.25, a pesar que en verano sólo cae dos veces al mes y en invierno dos veces por semana.

Luisa, sale todos los días a trabajar al campo, siembra maíz, caña, recolecta alimentos y corta café. Al regresar a casa descansa por unos minutos, sus pies y sus manos tienen el color de la tierra, se limpia con una prenda de ropa el cuello y los brazos.

Después, toma un cántaro para ir a traer agua a un nacimiento ubicado a diez minutos de su casa. El camino es estrecho, entre árboles altos, flores silvestres, canto de pájaros. Pero Luisa ya no presta atención a estos detalles porque es parte de una rutina agotadora en busca de agua. Desde pequeña ha cargado cántaros, haciendo de 10 a 15 viajes diarios. El agua del nacimiento es de gran ayuda pero no es potable y se agota."

(Hernández et al., 2021)

Recuadro 4: Luisa Miranda y su día a día buscando agua

4.2.2 Conflictos por daños al medioambiente: las denuncias de la Asociación Comunal de Agua Potable ARA

"La Asociación Comunal de Agua Potable denunció la tala ilegal de árboles en el bosque del cantón Joya Galana, en el distrito de Apopa. La presidenta de la asociación aseguró que la deforestación amenaza el debilitado caudal del río Chacalapa, de donde se abastece el sistema de agua que llega a más de 21 comunidades de Apopa y algunas de Nejapa." (Díaz, 2022b). De esta manera es presentada la denuncia de la Asociación Comunal de Agua Potable ARA, que desde 2018, gestiona el agua en las comunidades El Ángel, Joya Galana, Línea Férrea, Pitarrillo, San Carlos, El Castillo, Funeraria, Joyas del Norte, Carretera a Quezaltepeque, Pinares, Petacones y Santa Carlos, entre los distritos de Apopa y Nejapa, y que abastece a más de 5000 personas[63]

Esta denuncia es una de las más de 50 que ARA ha publicado a través de sus redes desde 2018. La diversidad de denuncias que hace va desde la tala de bosques, la venta ilegal de derechos de agua a empresas ubicadas en la zona donde operan daños a las infraestructuras de agua comunitarias, incendios forestales, la descarga de vertidos contaminantes a ríos y quebradas, hasta denuncias por utilizar los cauces de los ríos como botaderos de desperdicios de tala y construcción, obstruyéndolos y causando daños en comunidades aguas abajo. Sin embargo, su campaña más fuerte ha sido la oposición al proyecto de desarrollo urbano Ciudad Valle del Ángel, para la cual han colaborado con el Foro del Agua de El Salvador, diferentes iglesias y la academia. Esta campaña ha significado la realización de asambleas para trasmitir la problemática a las comunidades, marchas pacíficas, demandas ante las instituciones públicas (alcaldía, MARN, OPAMSS, ANDA), solicitando que se detenga el proyecto y se mantenga el bosque como un gran parque urbano, asimismo han participado en foros abiertos al público y denunciado la situación del Valle del Ángel en diferentes medios de comunicación (www.facebook.com/ARAJoyaGalana). Las protestas también quedan plasmadas en murales como el mural "Más Agua, Más Vida", realizado por colectivos Ecofeministas y que se muestra en la Fotografía 29.

[63] www.aracomunal2018.wixsite.com



Fotografía 29: Mural contra la destrucción del Valle del Ángel, realizado por colectivos Ecofeministas
Fuente: SGPoizat, 2024

El 29 de diciembre de 2018, ARA denuncia la descarga de contaminantes desde la planta de procesamiento de carnes y bodegas de Walmart. Miembros de ARA se reunieron con la ingeniera Karla Sánchez, empleada de Walmart, quien se comprometió a reparar la fuga. En las Fotografías 30 y 31, tomadas de la cuenta de facebook de ARA se observa la descarga directa de aguas contaminadas cercanas al nacimiento del río Chacalapa, de dónde se abastecen de agua las familias pertenecientes a la asociación.



Fotografías 30 y 31: Descargas contaminantes de Walmart al río Chacalapa
Fuente: www.facebook.com/ARAJoyaGalana

El 4 de enero de 2019 denuncian a la empresa Urbánica, desarrolladores de Ciudad Valle del Ángel (ahora Valle Dulce), por haber iniciado la tala en terrenos dónde se desarrollará el proyecto. Esta tala estaría afectando las zonas de recarga del río Chacalapa. En esta ocasión los acompaña personal de la Alcaldía de Apopa como se muestra en las Fotografías 32 y 33.





Fotografías 32 y 33: Alcaldía y miembros de ARA verificando deforestación en Valle del Ángel
Fuente: www.facebook.com/ARAJoyaGalana

El 14 de marzo de 2019, junto al Foro del Agua y la Mesa Territorial del Foro del Agua de la Zona Norte, presentan una denuncia formal en la Fiscalía contra Urbánica (empresa desarrolladora del proyecto) y el proyecto Valle del Ángel. A partir de marzo 2019, en asocio con el Foro del Agua y la Alianza Nacional contra la Privatización del Agua, ANAPA, participan de una serie de eventos contra la privatización del agua y los desarrollos urbanos en el Valle del Ángel (Nolasco, 2023), que denuncian entre otros la destrucción de bosques, contaminación de suelos y agua, y la disminución de las zonas de recarga de acuíferos (www.facebook.com/ANAPA).

En medio de todas estas acciones de denuncia y activismo, la asociación también debe darle mantenimiento a los sistemas que opera, mantener informados a sus usuarios sobre cortes de agua, energía, o reparaciones que afecten el servicio, etcétera. Esta serie de actividades suelen ser desgastantes para los directivos y como lo indica N.C, sobre los directivos de Montreal, no mantienen el mismo nivel de energía para todo lo que deben atender: "*Pero nosotros decíamos eso, ¿por qué la organización no se mantiene estable? hasta que un señor de Argentina me decía: «pero es que está bien, no son clubes de té que van a estar permanentemente en reuniones, si la gente tiene otras cosas que hacer». Entonces se volverán a unir cuándo la necesidad los vuelva a convocar y así van.*" (N.C, comunicación personal, 5 de octubre de 2022).

El activismo en contra de la privatización del agua y del proyecto Ciudad Valle del Ángel, pierde fuerza luego de la toma de posesión del nuevo gobierno en junio de 2019. El proyecto logra el permiso medioambiental el 1 de diciembre de 2020 (González, 2021; Amaya, 2020; Amaya & Díaz,

2019), al mismo tiempo ANDA no revierte la concesión de 400 litros de agua por segundo otorgada a la urbanizadora, solicitada por ANAPA, ni tampoco informan de qué manera se repartirá finalmente esta concesión entre ANDA y la empresa desarrolladora (www.facebook.com/ANAPA). Los gobiernos municipales tanto de Nejapa como de Apopa, que antes acompañaban a los habitantes de la zona en algunas de sus demandas, guardan silencio. En marzo de 2024 se realizaron elecciones municipales y todos los distritos de la zona: Apopa, Nejapa, Quezaltepeque y San Juan Opico, son gobernados por el actual partido en el gobierno, Nuevas Ideas (Meléndez, 2024; Alvarado, 2023; Benítez, 2023a, 2023b; ARPAS, 2020), el silencio ha continuado.

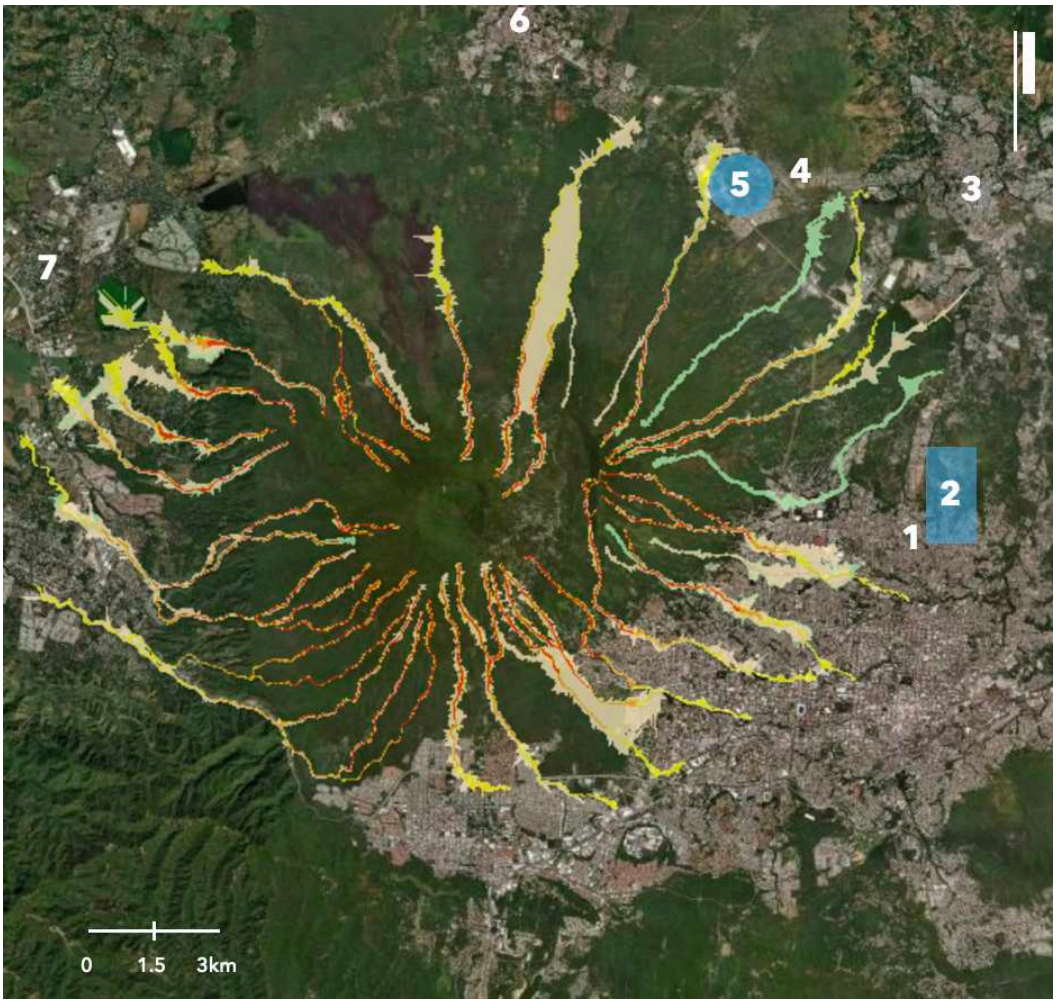
4.2.3 Conflictos por riesgos asociados a la expansión urbana: la tragedia de Los Angelitos

La noche del 29 de octubre de 2020, las comunidades Los Angelitos I y II, El Salitre, Comunidad La Granja y El Chorizo, en el cantón El Conacaste del distrito de Nejapa, así como el barrio San Antonio en el casco urbano de Nejapa, quedaron sepultadas bajo un alud de agua, lodo, árboles y piedras. Nueve personas fallecieron y al menos 170 familias sufrieron daños en sus viviendas. Este flujo de escombros conocido como lahar, no es desconocido para el volcán de San Salvador, ya en 1982 un devastador lahar bajó por la quebrada El Níspero hacia la colonia Montebello, es esa ocasión 500 personas fallecieron y hubo daños en casi 160 viviendas (Amaya & Pacas, 2020). De acuerdo con lo reportado por los periódicos de investigación Gato Encerrado y El Faro (Oliva, 2020; Labrador, 2020; Amaya & Pacas, 2020), el desastre pudo haberse evitado de haber existido por un lado una alerta temprana, y por otro una buena coordinación entre el MARN, Protección Civil y la alcaldía de Nejapa. Eso no sucedió.

El MARN, a través de sus Visualizador de Información Geográfico de Evaluación Ambiental, (VIGEA), tiene identificadas las zonas propensas a sufrir flujos de escombros en el volcán de San Salvador, como se puede observar en el Mapa 20, entre ellas el lahar que baja por el cauce de la quebradas El Aguatón, en la parte alta del volcán, conectando con la quebrada Santa Catarina, en la parte media y llegando finalmente a la quebrada El Terraplén, que pasa por la zona urbana de la ciudad de Nejapa, y que causó la tragedia previamente descrita. Sin embargo, esta información tampoco se tuvo a la mano la noche del 29 de octubre.

De acuerdo con los habitantes de los asentamientos afectados, la lluvia de esa noche no era particularmente fuerte, sin embargo aseguran que la tragedia pudo ser ocasionada por la obstrucción del cauce de las quebradas debido a que suelen ser lugares de depósito de restos de terracería y material de construcción (Labrador, 2020; Amaya & Pacas, 2020). Para el MARN el problema habría sido ocasionado por fuertes lluvias y por material "represado" en la parte alta de las quebradas "de forma

natural" (Oliva, 2020). Al final nadie se hizo responsable por lo ocurrido. En las Fotografías 34 y 35, se muestra el estado en el que quedaron las comunidades luego del evento.



Mapa 20: Lahares que bajan del volcán de San Salvador
Fuente: elaboración propia con base en VIGEA

1. Mejicanos, 2. Ubicación de Montreal, 3. Apopa, 4. Nejapa, 5. Zona afectada por el alud de lodo en Nejapa, 6. Quezaltepeque, 7. San Juan Opico

Nuevos proyectos están por construirse o ya se han construido en zona, con alta probabilidad de ser impactados por flujos de escombros. La combinación de afectaciones por el cambio climático, en especial lluvias más intensas y concentradas, así como la constante deforestación y acumulación de materiales de los procesos de construcción en los cauces de ríos y quebradas, no auguran escenarios de mitigación de riesgos en el futuro. A esto habría que sumar la débil coordinación interinstitucional para responder a tiempo a eventos similares, y la poca o nula información con que cuenta la ciudadanía al respecto.



Fotografía 34: Estado de comunidades luego del paso del flujo de escombros
Fuente: Carolina Amaya / Gato Encerrado, 2020



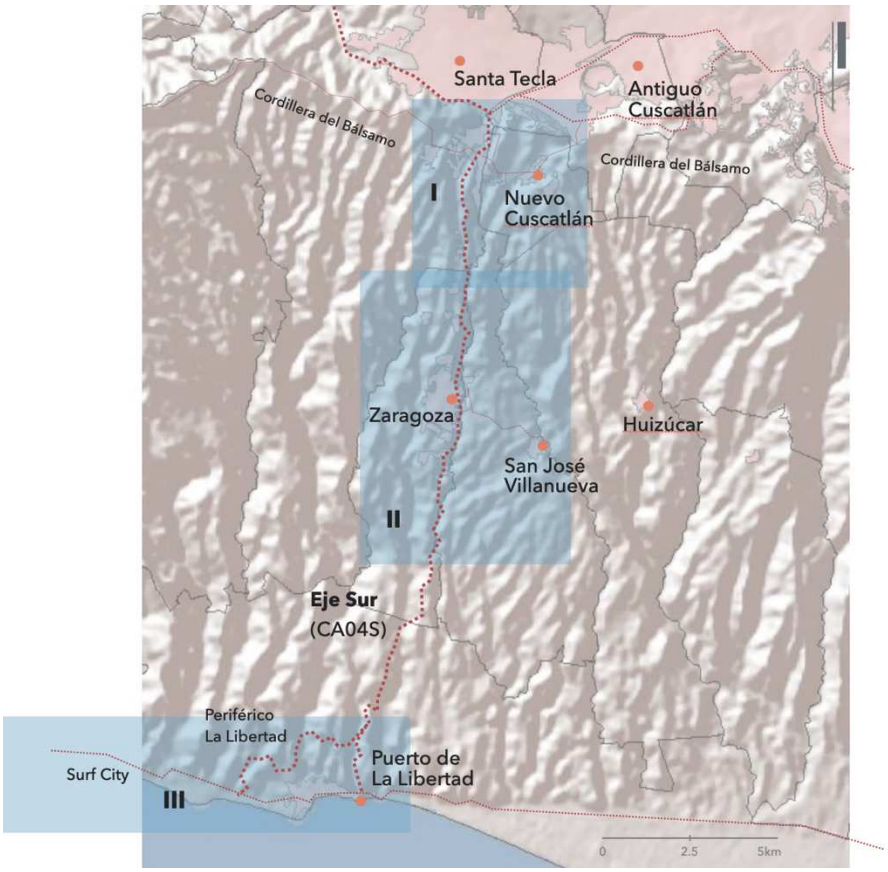
Fotografía 35: Estado de comunidades luego del paso del flujo de escombros
Fuente: Carolina Amaya / Gato Encerrado, 2020

En resumen, se constata que los conflictos por el acceso a nuevo suelo urbanizable y los recursos inherentes a ese suelo, se han incrementado en la zona nor-poniente a partir de la introducción de las nuevas infraestructuras viales lo que ha permitido el cambio de usos de suelos, de rurales a urbanos. En la visión de convertir al país en un centro logístico, propuesta por el PLAMADUR_AMSSA, la localización de industrias y centros de distribución en este territorio se ha facilitado desde entonces, complementándose con inversiones en conjuntos habitacionales y centros comerciales. Estos dos grandes usuarios ejercen una presión considerable sobre la tierra y sus recursos, en especial agua y energía, entrando en directo conflicto con los habitantes de la zona, quienes son testigos de procesos extractivistas que les afectan directamente como la deforestación para crear nuevo suelo urbanizable, lo que consecuentemente deriva en pérdida de áreas de infiltración para los acuíferos existentes en la zona al mismo tiempo que incrementa la extracción del recurso por el incremento de la demanda; la contaminación de aguas subterráneas y superficiales sobre todo por procesos industriales; o las afectaciones por procesos naturales, como inundaciones o deslizamientos de tierra, que se han visto incrementados debido a las acciones humanas que les modifican. Estos conflictos se acercan cada vez más a Montreal.

4.3 Camino a "Surf City": la expansión hacia el sur

La expansión urbana a lo largo del eje sur se produce en territorios dónde el agua es un bien escaso y ha tenido como premisa indispensable la introducción de infraestructura hídrica. En el año 2006 se inaugura el más importante proyecto de infraestructura hídrica en este eje el cual incluye tanto sistemas de agua corriente, aguas negras y drenajes, así como plantas de tratamiento de aguas residuales. Este proyecto de agua se conecta con la red hídrica del AMSS y, a través de ella, conecta con el Proyecto Zona Norte.

Hacia el sur es posible distinguir tres zonas de expansión urbana: I. La primera de ellas entre Santa Tecla, Antiguo Cuscatlán y Nuevo Cuscatlán; II. La segunda entre las ciudades de Zaragoza y San José Villanueva; y finalmente, III. Una tercera entre la ciudad puerto de La Libertad y los desarrollos turístico-inmobiliarios de playa impulsados por el proyecto "Surf City". Para los objetivos de esta investigación el trabajo se centrará en la primera zona de expansión en Nuevo Cuscatlán, sin embargo, para comprender la totalidad de las dinámicas en este distrito es necesario describir igualmente tanto lo que sucede en una segunda zona de expansión entre Zaragoza y San José Villanueva, así como en la zona costera. Las tres zonas de expansión (I, II y III), se muestran en el Mapa 21.



Mapa 21: Expansión urbana a lo largo del Eje Sur
Fuente: elaboración propia con base en VIGEA

El Mapa 21 muestra, además de las tres zonas de expansión, las ciudades más relevantes a lo largo de la autopista CA04S (que continua en el eje norte), y que en este tramo es conocida como carretera al Puerto de La Libertad.

I. La primera zona de expansión, al sur de la Cordillera del Bálsamo, entre los distritos de Santa tecla, Antiguo Cuscatlán y Nuevo Cuscatlán, comienza a desarrollarse a principios del 2000 (Vega, 2020b), y en ella se ubican desarrollos inmobiliarios exclusivos, con algunos conjuntos de clase media-alta, centros comerciales e instituciones educativas también exclusivas, conviviendo con ciudades pequeñas muy vinculadas al mundo rural, como es el caso de Nuevo Cuscatlán, así como poblaciones rurales dispersas, tradicionalmente vinculadas a la producción cafetalera de la zona, y algunos asentamientos precarios, normalmente de personas desplazadas ya fuese por violencia o eventos naturales extremos como terremotos (Gutiérrez, 2023).

II. Una segunda zona de expansión se da entre los distritos de Zaragoza y San José Villanueva, si bien es cierto ambas ciudades presentan cascos urbanos consolidados, sus actividades siguen muy vinculadas al mundo rural (Leduchowicz Municio, 2015). Sin embargo luego de 2006, año en el que entra en operación el asocio público-privado para la introducción de agua corriente en la zona (Vega, 2020b), se ubican entre estas dos ciudades una serie de desarrollos habitacionales cerrados, para familias de ingresos medios y altos, en combinación con ofertas de ocio y recreación, siempre en formato cerrado, como clubes de deporte y campos de golf (Peña, 2015). Estos desarrollos contrastan con las pequeñas ciudades pre-existentes muy vinculadas a las actividades agrícolas predominantes y con asentamientos precarios que se van conformando, muchos de ellos bordeando las nuevas urbanizaciones exclusivas.

III. Finalmente, una tercera zona de expansión más reciente es la que se da en la franja costera y que tiene como centro urbano relevante la ciudad puerto de La Libertad. En este caso relacionada con el turismo de playa e inversiones inmobiliarias promovidas por uno de los proyectos más destacados del actual gobierno: "Surf City" (Plan Nacional de Turismo, El Salvador 2023; FOSEP, s.f.). Estas inversiones de turismo de playa están transformando el mercado de suelos, afectando no solamente la franja costera, sino además poblaciones en la parte alta de la Cordillera del Bálsamo, dónde se encuentra Nuevo Cuscatlán. Como lo puntualiza Patel (2024a), una de las afectaciones más importantes es en el suministro de agua a las poblaciones locales, quienes han visto afectadas sus fuentes y sistemas de aprovisionamiento con el incremento de la oferta turística en la zona, así como con el incremento de la oferta residencial. Todo ello a pesar de fuertes inversiones en gestión del recurso hídrico con los proyectos de FOMILENIO II (Fondos del Milenio), que impulsa en el país el gobierno de Estados Unidos (www.presidencia.gob.sv).

4.3.1 El agua, un "espectáculo" al alcance de unos pocos: fideicomisos, empresas municipales de agua y asociaciones comunales de agua

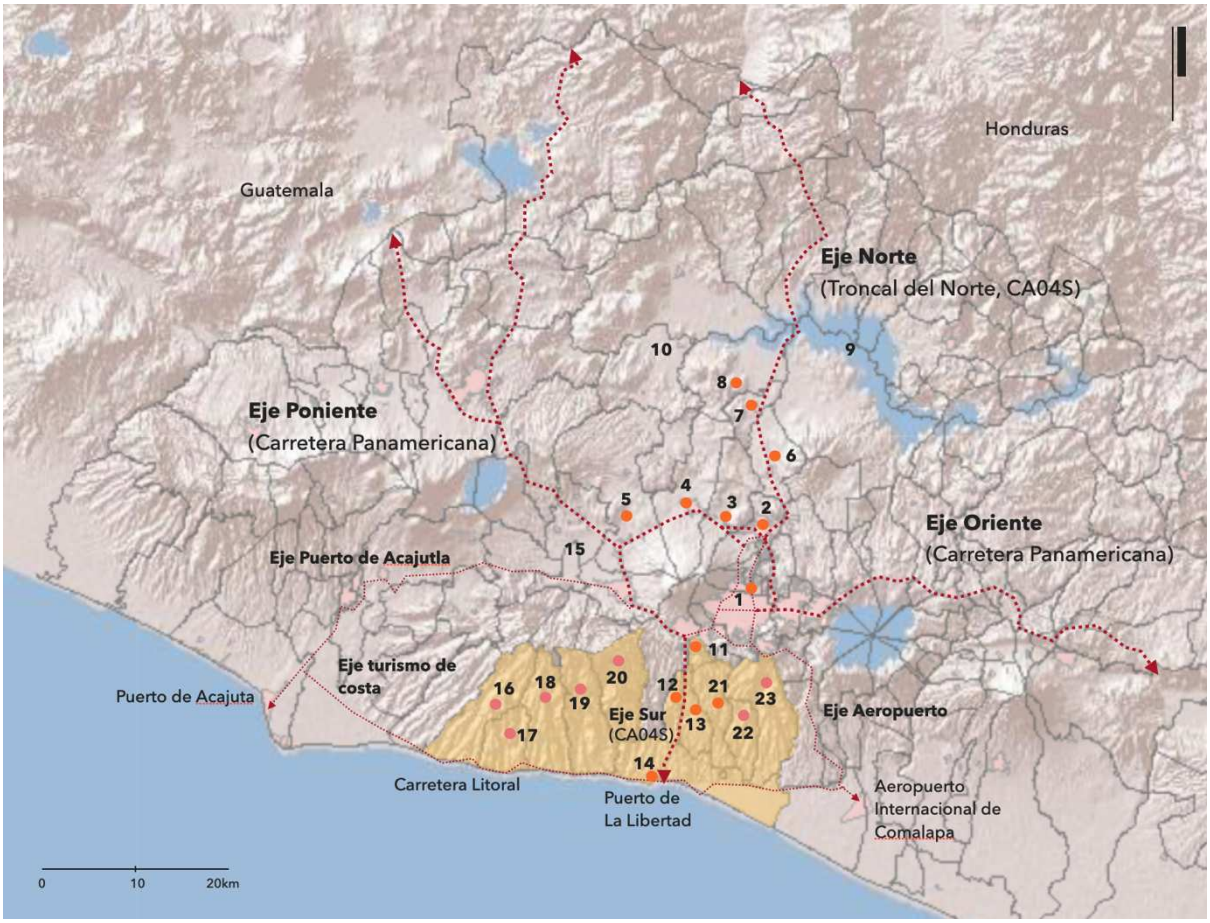
Desde el año 2000 la parte sur de la Cordillera del Bálsamo, entre los distritos de Santa Tecla, Antiguo Cuscatlán, Nuevo Cuscatlán, Zaragoza y San José Villanueva experimenta una serie de transformaciones en los usos del suelo. Con el decline de la producción cafetalera operando en la zona desde finales del siglo XIX, los terrenos agrícolas, aún abundantes en dichos territorios, comienzan a ser objeto de cambios de usos de suelo que permiten lucrativas inversiones inmobiliarias (Gutiérrez, 2023; Vega, 2020b). En el año 2005 el entonces Vice Ministerio de Vivienda y Desarrollo Urbano, VMVDU (ahora Ministerio de Vivienda), presenta el "Plan de Desarrollo Territorial de la región de La Libertad", que se muestra en el Mapa 22, e identifica como proyectos estratégicos: 1. Lograr fuentes de abastecimiento de agua corriente para los distritos de Nuevo Cuscatlán, Zaragoza y San José Villanueva (zonas I y II a lo largo del eje de expansión sur), así como para los distritos de Jicalapa, Teotepeque,

Chiltiupán, Comasagua, Huizúcar, Rosario de Mora y Panchimalco, la mayor parte de ellos en la franja costera; y 2. La creación de centros regionales en los distritos de Zaragoza y San José Villanueva



Mapa 22: Plan de Desarrollo Territorial de la región La Libertad
Fuente: www.leonsol.com

Es relevante notar que con la modificación en 2022 de la cantidad de distritos que conforman el AMSS (ver Mapas 6 y 7), la casi totalidad de distritos de la Región La Libertad es incorporada al Área Metropolitana. Con excepción de los distritos de Rosario de Mora y Panchimalco, curiosamente dos distritos que por un lado no han sido beneficiados con nuevas infraestructuras hídricas (como Nuevo Cuscatlán, Zaragoza y San José Villanueva) y por otro, no poseen territorios costeros en sus jurisdicciones, todos los demás fueron incorporados al nuevo AMSS. La excepción es el distrito de Huizúcar, que comparte las mismas características que Rosario de Mora y Panchimalco, pero el cual está estrechamente vinculado a las dinámicas de inversiones de Nuevo Cuscatlán. En el Mapa 23 se ubica la región La Libertad en el contexto de los ejes de expansión del AMSS mostrados previamente (ver Mapa 11).



Mapa 23: Ubicación de la región La Libertad con relación a los ejes de expansión del AMSS
Fuente: elaboración propia con base en VIGEA

1. Mejicanos, 2. Apopa, 3. Nejapa, 4. Quezaltepeque, 5. San Juan Opico, 6. Guazapa, 7. Aguilares, 8. El Paisnal, 9.Embalse del Cerrón Grande, 10. Planta potabilizadora de Las Pavas, 11. Nuevo Cuscatlán, 12. Zaragoza, 13. San José Villanueva, 14. Puerto de La Libertad, 15. Valle de Zapotitán (proyecto Zona Norte), 16. Teotepeque, 17. Jicalapa, 18. Chiltiupán, 19. Tamanique, 20. Comasagua, 21. Huizúcar, 22. Rosario de Mora, 23. Panchimalco

Desde los años 1970, cuando el AMSS experimenta un fuerte crecimiento urbano, la zona sur ya se comenzaba a identificar como una futura zona de expansión de las élites urbanas (Ferrufino, 2000). Dicha expansión comienza a darse con más claridad a finales de la década de 1990 y con rotunda fuerza en los años 2000, con la introducción de la infraestructura necesaria para materializarla (vialidad, agua, electricidad). En la Tabla 12, se muestra la evolución poblacional por distrito en las zonas de expansión I y II, desde 1971 hasta 2015, siendo los distritos de Nuevo Cuscatlán, Zaragoza y San José Villanueva, los que presentan las tasas de crecimiento más altas.

	Años selectos					Tasa de crecimiento poblacional (%)			
Distrito	1971	1992	2007	2015	2024	1971-1992	1992-2007	2007-2015	2015-2024
Santa Tecla	53,000	117,000	122,000	137,000	125,532	54.7	4.1	10.9	-9.1
Antiguo Cuscatlán	9000	30,000	34,000	43,000	37,451	70	11.8	20.9	-14.8
Nuevo Cuscatlán	2000	5000	7000	9000	12,699	60	28.6	22.2	29.1
Zaragoza	4000	14,000	23,000	25,000	26,510	71.4	39.1	8.0	5.7
San José Villanueva	4000	7000	14,000	18,000	19,150	42.9	50	22.2	6.0

Tabla 12: Población por distrito en el eje sur, 1971-2024
Fuente: elaboración propia con base en Vega (2020b)

Como ya se mencionara, estos son territorios en los que el agua es escasa. La escasez de agua en esta región se atribuye al hecho de contar con fuentes de agua superficial distribuidas en pequeñas cuencas de cortos cauces, las cuales poseen pocas áreas de recogimiento y por tanto, propician que los caudales promedio de los ríos sean bajos. Estas características de las cuencas combinadas con una cobertura vegetal cada vez más escasa y la presencia de abundantes sedimentos, produce además una baja permeabilidad (Chávez Hernández et al., 2004). En cuanto al agua subterránea, la presencia de rocas de baja permeabilidad y materiales sedimentarios hace que la presencia de acuíferos que pueden ser explotados sea mínima, por lo que se le considera una zona de bajo potencial hidrogeológico. Adicionalmente el agua subterránea se mueve a través de roca fracturada por lo que cualquier apertura de grietas contamina fácilmente dichas aguas (ibid.). La expansión urbana hacia esta zona ha hecho que la cobertura vegetal siga disminuyendo, incrementando la poca permeabilidad del suelo. Adicionalmente los necesarios movimientos de suelo para construir las nuevas edificaciones contribuyan a la posible apertura de grietas que contribuyen a contaminar los insuficientes acuíferos.

Como lo indican diversos estudios (Leduchowicz Municio, 2015; Chávez Hernández et al., 2004), si bien es cierto puede extraerse agua de los acuíferos aislados en la zona, al ser éstos de diversas dimensiones, en algunos hay mayor reserva que en otros y por tanto un terreno puede contar con agua, mientras que otro a la par tener muy poca o nada. Adicionalmente la composición misma de los suelos, una mezcla de lavas basálticas riolíticas y toba fundida o ignimbritas, hace que la infiltración hacia estos acuíferos sea lenta, aunque no imposible mientras se mantenga una amplia cobertura vegetal que facilite la humedad en los suelos. Esta cobertura vegetal ayudaría asimismo a proteger los ecosistemas riparios y el cauce de los abundantes ríos que se originan en la parte alta de la cordillera. Es justamente esta cobertura boscosa la que se pierde poco a poco con la urbanización creciente, afectando las fuentes naturales de agua de dónde se provee la población local (Vega, 2020)

En 2006, con base en las recomendaciones del Plan de Desarrollo Territorial de la región de La Libertad, impulsado por el VMVDU, se implementa el "Proyecto de mejoramiento del sistema de abastecimiento de agua potable del sureste de San Tecla, sureste de Antiguo Cuscatlán, Nuevo Cuscatlán, Zaragoza y San José Villanueva, Departamento de La Libertad", mejor conocido como FIHIDRO (Peña, 2015). Según lo expresa R.Castellanos, presidente del consejo de administración de FIHIDRO y además presidente de "El Encanto, Villas & Golf", uno de los desarrollos inmobiliarios exclusivos de la zona, "El FIHIDRO es una figura nueva, que se da en el país por primera vez. Una inversión público-privada, privada –pública realmente, en el cual hubo un grupo de 29 desarrolladores o dueños de terrenos en el área…[quienes] atendieron un llamado del gobierno, en este caso del Viceministerio de Vivienda y posteriormente de ANDA, para invertir en inyectarle al sistema, o en darle al ANDA por así decirlo, una buena cantidad de agua o un sistema completo perforando pozos, haciendo tanques, introduciendo tuberías grandes." (Audiovisuales UCA, 2010). En realidad el proyecto de "Financiamiento para acceso a agua potable y sistemas de saneamiento salvadoreños FIHIDROS", tiene como origen un préstamo de US$2 millones de dólares de la Iniciativa Oportunidades para la Mayoría del BID, y US$2 millones de recursos locales provenientes del Banco ProCredit S.A. con el objetivo de financiar proyectos comunitarios de agua en El Salvador. Este fondo proveería préstamos dirigidos a operadores locales de pequeña escala (OLPES) para mejorar, reparar y ampliar sus sistemas de abastecimiento de agua (BID, 2021).

El fideicomiso creado con fondos del BID no tuvo como objetivo otorgar préstamos a los OLPES, sino establecer una estructura financiera administrada por el Banco Multisectorial de Inversiones (BMI)[64] para financiar la conexión de 18,000 hogares a la red de agua corriente. Esta iniciativa, que incluye nuevos proyectos urbanos (14,252 conexiones) y comunidades existentes (3,748 conexiones), contó con una inversión total de US$6.7 millones (Vega, 2020b). De acuerdo con el acta de constitución del fideicomiso, los aportes de ANDA incluyen proveer y colaborar en la instalación de acueductos y alcantarillados en los proyectos urbanísticos privados y, en caso de no utilizar las conexiones que se le han concedido, asignarlas a proyectos privados, adicionalmente si ANDA no cumple con sus obligaciones, el proyecto debe ser transferido en su totalidad a los inversionistas privados. En todo caso la prioridad en el suministro y conexión la tienen los proyectos privados (ibid.). En la Tabla 13 se desglosan con mayor detalle los aportes y cantidad de conexiones iniciales y finales del fideicomiso.

[64] Ahora Banco de Desarrollo de la República de El Salvador (BANDESAL)

RUBRO	APORTE PRIVADO	APORTE ANDA	TOTAL
Aportación inicial	US$5,220,571.00	US$1,567,393.49	US$6,787,964.49
Aportación final	US$7,124,352.16	-	-
Cantidad inicial de conexiones	14252	3748	18000
Cantidad final de conexiones	22452	13725	36177

Tabla 13: Detalle de Inversiones y cantidad de conexiones del fideicomiso FIHIDRO
Fuente: elaboración propia con base en Vega (2020b)

El acceso al agua en cada uno de los distritos que serían beneficiados con el proyecto es variado. En el caso de Santa Tecla y Antiguo Cuscatlán solamente los territorios al sur de ambos distritos, espacios periurbanos hacia dónde se expande el AMSS, serían los beneficiados del proyecto. En cuanto a los distritos de Nuevo Cuscatlán, Zaragoza y San José Villanueva, cuya totalidad del territorio presentaba serias dificultades en el acceso al recurso, el proyecto tendría un mayor alcance. En el entendido que uno de los problemas más apremiantes en la totalidad de estos territorios es que no existen acuíferos subterráneos extensos, sino solamente acuíferos aislados y por tanto la perforación local de pozos es limitada, el agua que posibilitaría la expansión urbana propuesta en el proyecto debía necesariamente transportarse desde otros territorios. En este caso FIHIDRO se conectó a las redes existentes del AMSS pero trasladando el agua desde el proyecto Zona Norte, a 80 km de distancia.

E. Tejada, de la Asociación Comunitaria Unida por el Agua y la Agricultura, ACUA, oenegé que trabaja con las comunidades rurales de la zona, comenta que "Cuando nos enteramos del proyecto FIHIDRO, en realidad, y vimos una copia del documento, no aparecían comunidades, realmente solo aparecían los fideicomitentes, los nombres de quienes habían aportado dinero de la empresa privada, pero no aparecían comunidades. Conforme fuimos indagando, tuvimos acceso incluso a un mapa pero, en el mapa tampoco aparecían comunidades. Entonces lo que hicimos, como organizaciones que estábamos en la zona, es visibilizar esas comunidades. Y cuando decimos visibilizar solo de (San José) Villanueva eran alrededor de 25 comunidades, que empezamos a hacer censos, hasta geo-referenciar los puntos dónde estaban las comunidades, y se las mandamos también, toda esa información se la enviamos a ANDA, y las comunidades por su parte empezaron a gestionar también el servicio de agua, aunque sabíamos que les iban a decir que no, pero el objetivo era visibilizar que esas comunidades existían y que no estaban pensado el agua para ellas." (Audiovisuales UCA, 2016).

Finalmente, FIHIDRO benefició a un total de 30 comunidades en Zaragoza y 33 en San José Villanueva, gracias a las gestiones de las comunidades mismas (apoyadas por ACUA), quienes se movilizaron para que se les incluyera en el proyecto. Sin embargo, a pesar de contar con una tubería de agua instalada los beneficiarios de ANDA se quejan de un servicio de agua intermitente lo que les

obliga a comprar agua a proveedores privados; por otra parte, el agua que llega a sus viviendas no es de la mejor calidad, lo que les provoca frecuentes enfermedades gastrointestinales (Audiovisuales UCA, 2016).

En el caso de Nuevo Cuscatlán, el agua que llega al distrito a través de FIHIDRO y que posibilita la inversión inmobiliaria privada es utilizada, durante el período de N. Bukele como alcalde de Nuevo Cuscatlán (entre 2012 y 2015, ver capítulo 3), para promover su particular proyecto político. En 2014 el distrito inaugura su propio sistema municipal de agua: el Sistema de Acueductos de Nuevo Cuscatlán (SANC), que parte de un convenio entre la alcaldía e inversionistas inmobiliarios de la zona que promueven la Residencial La Florida. Como parte del convenio, los inversionistas proveerían acceso a pozos dentro de sus terrenos a cambio de la aprobación de permisos de construcción y al mismo tiempo, prioridad en las conexiones al sistema municipal de agua (Gutiérrez, 2023). El agua en cuestión es facilitada por la infraestructura hídrica introducida por FIHIDRO. Previamente, en 2013, la municipalidad se había desvinculado de la Asociación de Municipios de la Región La Libertad, AMUSDELI, entidad encargada de aprobar los permisos de construcción en la zona, con el objetivo de controlar de manera independiente la expansión urbana en su territorio. Aprovechando esta coyuntura, Bukele negocia directamente con los privados sin pasar por la aprobación de AMUSDELI. Para S. Gutiérrez (2023), ambas decisiones forman parte de la "instrumentalización de las economías rurales en contextos periurbanos marcadas por la intersección entre la especulación inmobiliaria y el autoritarismo popular" (Gutiérrez, 2023; p.151-152). De esta manera, el SANC espectacularíza el agua en función de un objetivo político, y lo logra.

El otro proyecto de infraestructura tanto vial como hídrica que posibilita la expansión en el eje sur es el conocido como FOMILENIO II. Este es un acuerdo de cooperación entre el Millenium Challenge Corporation (MCC) del Gobierno de los Estados Unidos de América, y el Gobierno de El Salvador, por medio del cual se invierte un total de US$700 millones de dólares en dos fases: FOMILENIO I Y FOMILENIO II (Millenium Challenge Corporation & Fondo del Milenio, s.f.). FOMILENIO II provee fondos en tres áreas: mejorar el clima de inversión, invertir en capital humano e invertir en infraestructura logística, para lo cual se destinaron US$277 millones de dólares. Parte de los fondos del componente de mejora del clima de inversión, US$5.06 millones de dólares, se invirtieron en una planta de tratamiento de aguas residuales (PTAR) en el distrito de Nejapa en el eje de expansión nor-poniente, la cual favorece directamente a la planta industrial LACTOLAC (ver Mapa 17). Una segunda PTAR se construye en el eje de expansión sur, en el cantón el Zonte, distrito de Tamanique, uno de los distritos dónde se promueve el turismo de playa y que forma parte del proyecto "Surf City". En esta PTAR se invierten US$2,8 millones de dólares, y favorece directamente a los inversionistas hoteleros de la zona aglutinados en la Alianza El Zonte. En ambos casos la MCC indica que las comunidades locales y gobiernos municipales han estado involucrados en los procesos y forman parte

de los actores que les gestionan, así como que dichas inversiones traerán desarrollo a las comunidades aledañas, sin embargo como se verá más adelante, estos logros son parciales.

Las millonarias inversiones en infraestructura vial e hídrica que han facilitado la expansión en el eje sur han beneficiado sobre todo a empresas privadas en los sectores inmobiliarios y turísticos. Si bien es cierto la movilidad en las vías principales ha mejorado, las vías secundarias y caminos rurales aún presentan serias deficiencias. Por otra parte, el acceso a agua corriente en cantidad y calidad adecuadas sigue siendo un reto en las comunidades rurales de la zona, como comenta B.E, residente de la lotificación Montañas del Mar, cercana a la carretera a la ciudad puerto de La Libertad (CA04S): "*Fíjese que ríos no hay cerca, está demasiado lejos el río que hay, es lo que está más cerca. Agua es, tenemos agua hasta la casa, gracias a Dios, pero sí nos costó bastante porque antes no toda la gente tenía agua, entonces, cuándo empezaron a volver a vender agua nosotros compramos y fue así como tenemos ahorita. Pero sí cae agua cada dos días, una hora*." (B.E, comunicación personal, mayo 15 de 2024).

B.E y su familia dependen del sistema de agua administrado por la Asociación Comunal de Agua Potable, ASCOBAPCO, la cual provee agua a 321 familias[65]. Ante la creciente demanda de agua de la comunidad, ASCOBAPCO se ha visto en la necesidad de buscar nuevas fuentes de agua, B.E lo describe de la siguiente manera: "*Sí hay un pozo. Y un pozo por ejemplo hoy hace poco, porque hay mucha gente que todavía no tiene agua. Entonces dijeron que ya no iban a vender porque este* [pozo], *ya no alcanza. Ya no sube el agua hasta donde nosotros, porque allí es como una, una cuesta, verdad, entonces ya no sube el agua por, porque como ya demasiada gente, entonces, lo que hicieron agarrar otro terreno por onde nosotros vivimos para empezar a hacer pozos. Y hicieron en una parte que no, no encontraron agua y en esta última que hicieron sí encontraron mucha agua. Así es como que ya van a comenzar a vender nuevamente.*" (B.E, comunicación personal, mayo 15 de 2024). Esta mejora pudo haber sido financiada con los fondos BID ya que ASCOBAPCO es uno de los OLPES para quienes estaban destinados originalmente los fondos de los FIHIDROS

En este contexto el problema de la escasez y acceso al agua persiste. "*Fíjese que, que todos estamos igual porque como le digo allí es bien grande y todos, todos dependemos de esa Junta de, de Agua, vea, entonces digamos que todos estamos igual porque no, no hay, no hay agua y … o sea que toda la gente sufre allí con el agua. Y lo peor es que hay gente, hay bastante gente pobre que quizás ellos no pueden, ni alcanzan porque ellos no tienen su agua.*" (B.E, comunicación personal, mayo 15 de 2024). Por cada conexión a la red de ASCOBAPCO, cada familia debe cancelar US$500 dólares; las familias más pobres dependen del agua que les regalan o de ir a buscar agua a los ríos, que como se mencionó antes no solamente están alejados, sino que cada vez poseen menos caudal y están más contaminados.

[65] www.x.com/ForodelaguaSV

4.3.2 "Vivir en medio de la naturaleza" con la libertad de poseer un auto

La ampliación de la carretera A04S y la construcción de infraestructura complementaria como pasos a desnivel o el *bypass* de La Libertad, ha facilitado la expansión urbana en el eje de expansión sur. Incluso antes de aprobarse el Plan de Desarrollo Territorial para la región de La Libertad en 2005, el tercer componente de infraestructura logística de FOMILENIO II ya implementaba la ampliación y readecuación de la carretera Litoral (CA02), entre el Aeropuerto Internacional de Comalapa y la ciudad puerto de La Libertad, por un monto total de US$80.1 millones de dólares. Adicionalmente a FOMILENIO II, el Banco Centroamericano de Integración Económica, BCIE, aprueba un préstamo por US$61.5 millones de dólares para ampliar la carretera a la ciudad puerto de La Libertad (CA04S), junto con la construcción de un *bypass* que conectara la carretera directamente con la zona de playas, sin pasar por la ciudad (Ministerio de Obras Públicas y de Transporte, MOPT, 2021). Parte de esta infraestructura se observa en las Fotografías 36, 37 y 38. Las nuevas inversiones inmobiliarias en la zona utilizan las facilidades de conectividad para promover una vida cerca de la naturaleza a pocos minutos de la ciudad, sin embargo la realidad dista mucho de este ideal, con un entorno natural cada vez más depredado y con el alto tráfico generado por la misma expansión urbana.



Fotografía 36: Paso a desnivel en Santa Tecla
Fuente: SGPoizat, 2024



Fotografía 37: Autopista CA04S ampliada, hacia el Puerto de La Libertad y "Surf City"
Fuente: SGPoizat, 2024



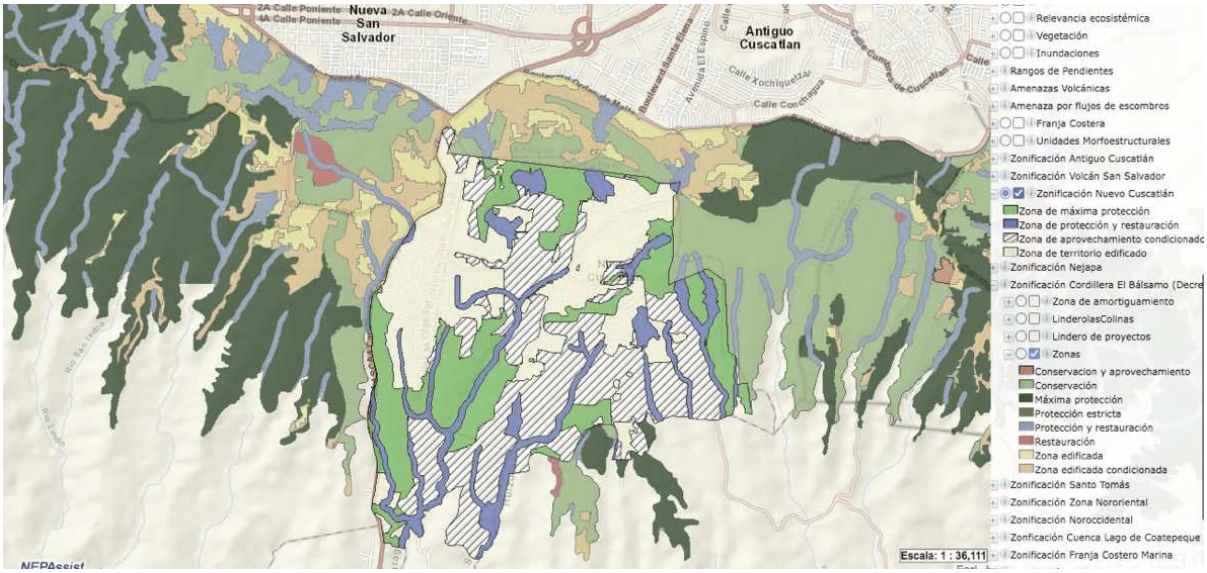
Fotografía 38: Bypass de la ciudad puerto de La Libertad
Fuente: www.vielca.com (2023)

4.3.3 Nuevo Cuscatlán, la "Nueva Ciudad"

Entre 2012 y 2015 el fenómeno de Nuevo Cuscatlán irrumpe en el desarrollo del eje de expansión sur. La "Nueva Ciudad" como se le conoce desde entonces a Nuevo Cuscatlán, surge como parte del proyecto político del entonces alcalde N. Bukele en ruta hacia la presidencia del país a la que llegaría en 2019, luego de ser también alcalde de San Salvador entre 2015 y 2018.

Una vez Bukele asume el mando como alcalde de Nuevo Cuscatlán en 2012, y como parte del marketing político que implementa, se ponen en marcha una serie de proyectos "gratuitos" que en realidad son parcialmente financiados con fondos provenientes de empresas vinculadas a lavado de dinero (Labrador, 2019). Entre otros, se proyecta una biblioteca municipal (ver Fotografía 45), una clínica municipal, un programa municipal de becas y la donación de alimentos a adultos mayores de todo el municipio (Plataforma del Gobierno de la Nueva Ciudad 2012-2015, 2012).

En términos espaciales, las transformaciones realizadas desde la alcaldía de Nuevo Cuscatlán a partir de 2012 incluyeron al menos dos cambios clave. El primero de ellos, que ya se mencionó previamente, sucede en 2013 al trasladarse la aprobación de los permisos de construcción a la municipalidad, al desvincularse de AMUSDELI, entidad que hasta entonces tenía el control de los permisos de construcción en todos los distritos asociados. El segundo se hace efectivo en 2014 con el cambio de las ordenanzas medioambientales municipales, cambio que claramente reduce las zonas de protección ambiental en el distrito. Este cambio contradice no solamente lo planteado por las ordenanzas municipales, sino además por la Zonificación Ambiental de la Cordillera del Bálsamo y la Zonificación Ambiental para Nuevo Cuscatlán, elaboradas por el MARN, las cuales se muestran en el Mapa 24.



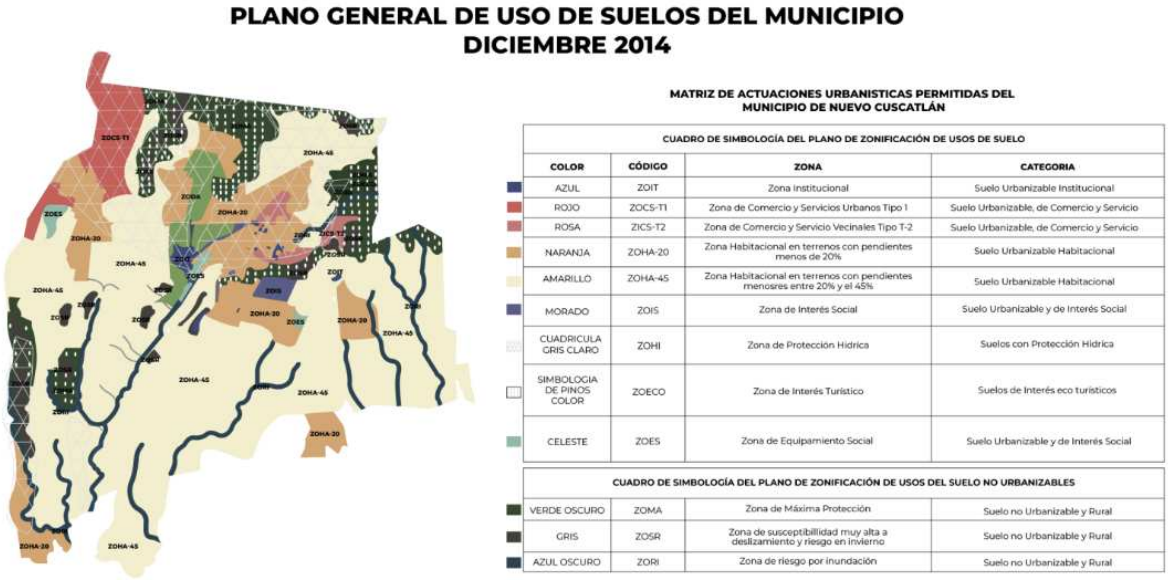
Mapa 24: Zonificación ambiental de la Cordillera del Bálsamo y Nuevo Cuscatlán, MARN
Fuente: VIGEA / MARN (s.f.)

Las ordenanzas medioambientales del distrito en 2011, un año antes de que ganara Bukele las elecciones municipales, guardaban estrecha relación con lo planteado por el MARN, como se muestra en el Mapa 25, sobre todo en cuanto a la protección de la zona sur del distrito la cual se reconoce como de "máxima protección/aprovechamiento condicionado" (MARN), o "desarrollo agroforestal" (ordenanza municipal).



Mapa 25: Ordenanza Medioambiental de Nuevo Cuscatlán, 2011.
Fuente: K. Hernández en Barrera & Vaquerano, 2023

Sin embargo, con el cambio de las ordenanzas medioambientales a partir de 2014 se permite la urbanización de prácticamente todo el distrito, como se muestra en el Mapa 26. Junto a la utilización de los permisos de construcción como forma de control y fuente de ingresos para financiar su plataforma política, Bukele sienta las bases de un extractivismo inmobiliario agresivo en Nuevo Cuscatlán.



Mapa 26: Ordenanza Medioambiental de Nuevo Cuscatlán, 2014
Fuente: K. Hernández en Barrera & Vaquerano, 2023

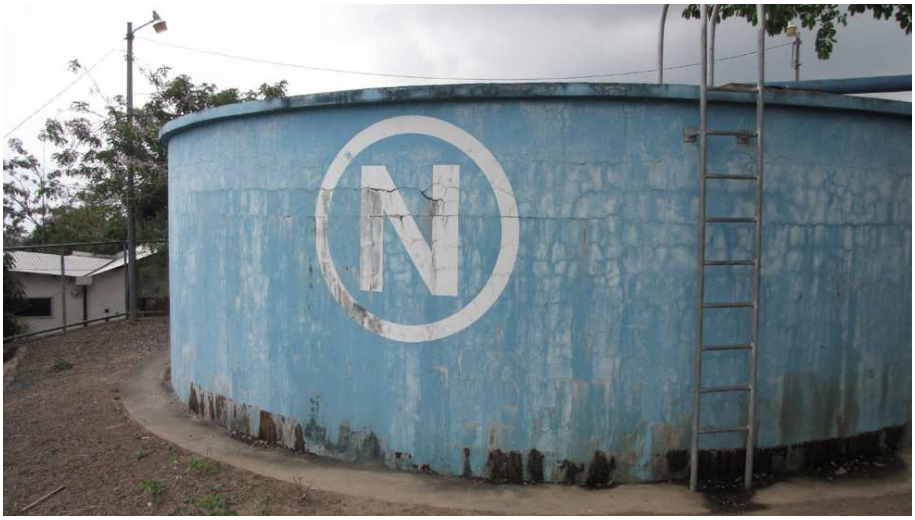
Junto con la introducción del Sistema de Acueductos de Nuevo Cuscatlán (SANC), que ya se describiera previamente y que fue promovido como un sistema "gratuito" de agua para todo el distrito (Redacción Diario1, 2014), pero que sin embargo a la salida de Bukele de la alcaldía ha dejado de proveer agua regularmente a los habitantes de las comunidades (Gutiérrez, 2023), se combinan una serie de proyectos que contribuyen a facilitar procesos de acumulación por desposesión a través de la instrumentalización de los recursos naturales.

Para aglutinar en un solo eslogan los cambios implementados en el distrito, Bukele bautiza a Nuevo Cuscatlán como "La Nueva Ciudad" utilizando la N como símbolo del municipio y de su partido político, "Nuevas Ideas", como se observa en las Fotografías 39 y 40. En esta nueva ciudad se ponen en marcha las "nuevas ideas" que levantarían la imagen política de Bukele. En la fotografía 41 se puede observar la misma N, esta vez en el tanque de agua del SANC, ahora sin mantenimiento una vez cumplida su función real: servir de plataforma al proyecto político de Bukele.





Fotografías 39 y 40: Nuevo logo municipal de Nuevo Cuscatlán y logo del partido Nuevas Ideas
Fuente: SGPoizat, 2024 / www.nuevasideas.com



Fotografía 41: Tanque de agua del SANC sin mantenimiento
Fuente: J. Gutiérrez, 2023

La utilización de fondos públicos (ANDA), de cooperación (USAID), préstamos en modelos de asocios públicos-privados (FIHIDRO), o simplemente acuerdos entre gobiernos municipales y empresas privadas (SANC), por el control al acceso y gestión del agua, está a la base no solo de facilitar la expansión urbana, sino además de obtener control sobre un recurso natural escaso y por tanto vital para posibilitar desde proyectos políticos hasta la reproducción misma del capital, ahora en la forma de inversiones inmobiliarias y de turismo (Patel, 2024; Gutiérrez, 2023).

Al igual que en la zona norte, los Planes de Desarrollo Territorial proponen un modelo de organización del territorio y sus recursos y, aunque no lleguen a implementarse por completo, son la base para que las grandes inversiones en infraestructura se gestionen y eventualmente se construyan. De esta manera la edificación de pasos a desnivel, ampliación de autopistas o la introducción de redes de agua corriente e infraestructura de saneamiento son clave para la expansión urbana. En el caso del eje de expansión sur, podríamos plantear que se trata de un proceso de neo-extractivismo progresista (Kauffer, 2018; Gudynas, 2009), que plantea un mayor control de las rentas del suelo e infraestructuras por parte de actores políticos (Estados, gobiernos regionales, municipales), en coordinación con élites locales. Para E. Kauffer, una de las formas del neo-extractivismo hídrico tiene relación con el agua como recurso en sí mismo, y con la forma cómo se enfrentan los diferentes actores en un territorio, ya sea a la escasez o a la abundancia del recurso. En este sentido la introducción de necesarias infraestructuras de agua como acueductos, pozos, sistemas de transferencia de agua de una región a otra, etcétera, tenderán a favorecer espacios urbanos (existentes o en desarrollo), en detrimento de las poblaciones locales (Kauffer, 2018).

De esta manera la expansión urbana a lo largo del eje sur se ha visto posibilitada por procesos de neo-extractivismo hídrico y urbano vinculados estrechamente a la introducción de infraestructura. El aprovechamiento de las élites locales, sean estas políticas o económicas y la posición privilegiada que tienen con respecto a otros actores que facilitan el proceso, como bancos, instituciones públicas, gobiernos municipales, entre otros, les permiten configurar los proyectos de acuerdo con sus propios intereses y necesidades. Las poblaciones locales, muchas veces sin la organización comunitaria necesaria para enfrentarse a ellos, a veces aisladas como es el caso de los asentamientos rurales, y sobre todo sin los recursos y medios indispensables para oponerse a los proyectos desarrollistas, suelen adaptarse sin que ello signifique cambios significativos en sus medios y estilos de vida.

La más reciente etapa de la especulación inmobiliaria en Nuevo Cuscatlán se ha dado luego que Bukele ganara las elecciones presidenciales en 2019, y ordenara a su Ministro de Medioambiente, F. López, que agilizara la aprobación de permisos medioambientales para proyectos inmobiliarios (Díaz, 2019) para favorecer el clima de inversión y el desarrollo del país.

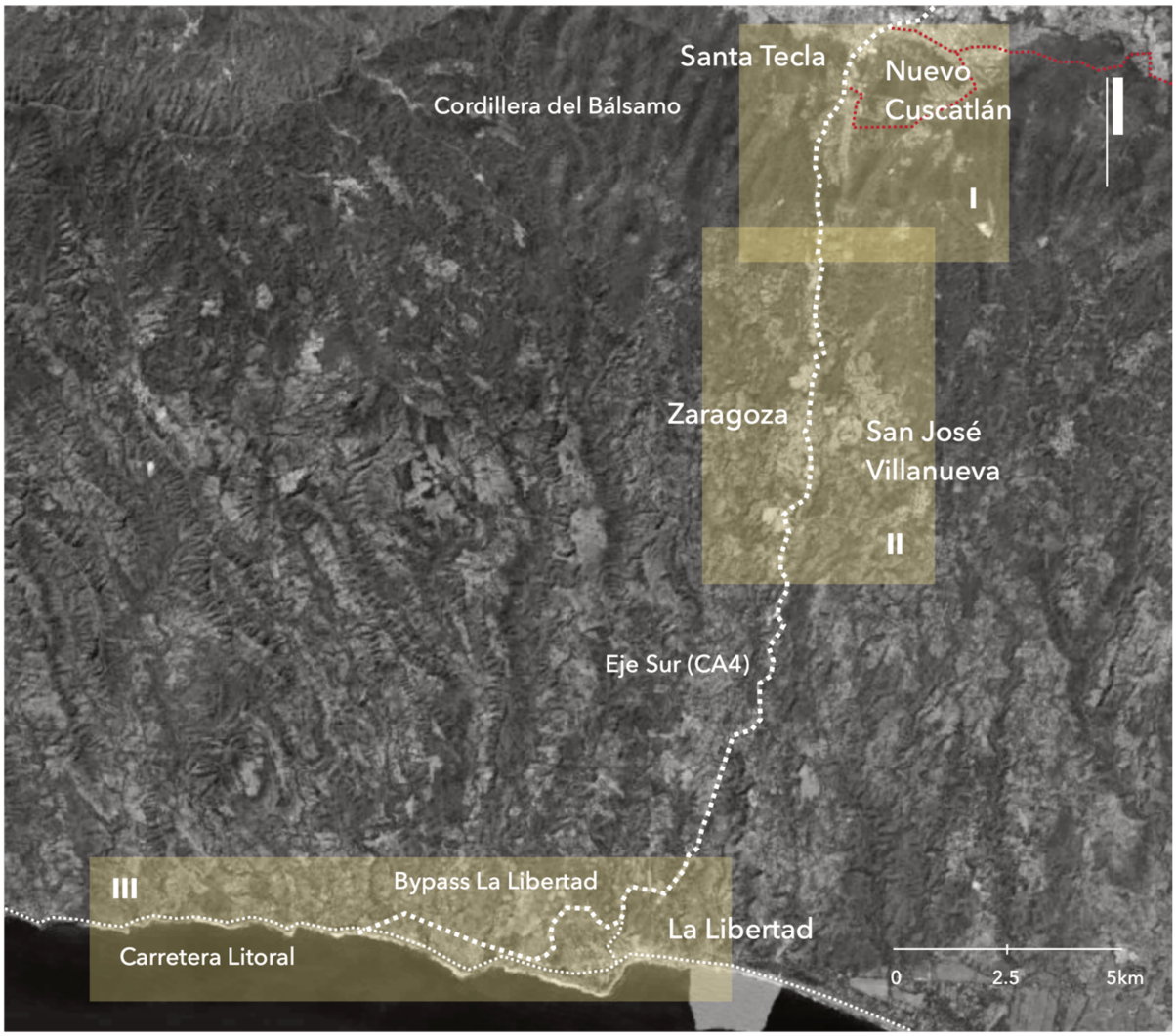
En la Tabla 14 se resumen los proyectos de infraestructura hídrica más relevantes en este eje de expansión, así como los beneficiarios de estos y los impactos que están causando en el medioambiente y las poblaciones locales.

PROYECTO	INFRAESTRUCTURA	BENEFICIARIOS	IMPACTOS
FIHIDRO Trasvase de agua desde el Proyecto Zona Norte	- Redes de distribución (gestionado por ANDA) - Tanques de almacenamiento de agua (gestionado por ANDA)	- Empresas vinculadas a la industria de la construcción - Población local de la región sur (Santa Tecla, Antiguo Cuscatlán, Nuevo Cuscatlán, Zaragoza, San José Villanueva)	- Reducción de la capacidad del Acuífero de San Salvador (Proyecto Zona Norte) - Distribución desigual del agua a favor de los proyectos inmobiliarios privados
SANC Acuerdos entre el gobierno local de Nuevo Cuscatlán y desarrolladores inmobiliarios (Residencial La Florida) para el uso municipal de agua de pozos privados a cambio de aprobación de permisos de construcción	- Extracción de agua de pozos en terrenos privados - Tanques de almacenamiento de agua municipales - Se desvincula de FIHIDRO pero sigue utilizando las redes de distribución de agua corriente de ANDA en el distrito	- Empresas vinculadas a la industria de la construcción - Población local de Nuevo Cuscatlán	- Incremento de permisos de construcción y cambio de ordenanzas medioambientales que permiten la destrucción de zonas de recarga hídrica - Reducción de la capacidad de los acuíferos locales aislados - La gratuidad del agua para la población local no se cumple - El agua es cada vez más escasa en el distrito
FOMILENIO II Construcción de Planta de Tratamiento de Aguas Residuales (PTAR) en playa El Zonte	- Plantas de Tratamiento de aguas Residuales (gestionada por ANDA)	- Empresas vinculadas a la industria Turística / Alianza El Zonte - Población local playa El Zonte	- La PTAR beneficia directamente a los empresarios hoteleros de la zona - Las poblaciones locales están siendo desplazadas por los desarrollos turísticos de playa por lo que es dudosa la afirmación que ellos son beneficiarios directos

Tabla 14: Infraestructura y neo-extractivismo hídrico en el eje sur
Fuente: elaboración propia

4.3.4 Descripción de usos de suelo en las zonas de expansión I, II y III, en el eje de expansión sur

Como se indicara previamente, la expansión hacia el sur puede dividirse en tres zonas (I, II y III), las cuales se delimitaron en el Mapa 21, destacando asimismo un resumen de sus características principales. En el Mapa 27, se muestran las mismas tres zonas incluyendo la extensión total de la franja costera dónde se ubican las playas que pertenecen al proyecto "Surf City".



Mapa 27: Ubicación de las zonas de expansión I,II y III a lo largo del eje de expansión sur
Fuente: elaboración propia con base en Maps (2024)

4.3.4.1 Zona de expansión I

Desde el año 2002 el eje de expansión sur ya se consolidaba como el nuevo eje hacia dónde se iban trasladando los grupos de alto poder adquisitivo. A continuación, se detalla la evolución de esta zona de expansión desde 2002 hasta 2023, explicando a través de una serie de mapas (Mapas 27 al 30) cómo ha sido el proceso de urbanización de estos territorios periurbanos. Es importante destacar que si bien es cierto este eje ha sido el preferido por las élites para irse trasladando poco a poco, con la llegada al poder de N. Bukele, desde sus inicios como alcalde de Nuevo Cuscatlán en 2012, hasta lograr la presidencia en 2019, este eje ha sido objeto de profundas transformaciones: por un lado en el polo de Nuevo Cuscatlán, dónde además se ubica la casa particular de Bukele, y por otro con los procesos de gentrificación de la costa con el proyecto "Surf City", el cual inicia en la ciudad-puerto de La Libertad.

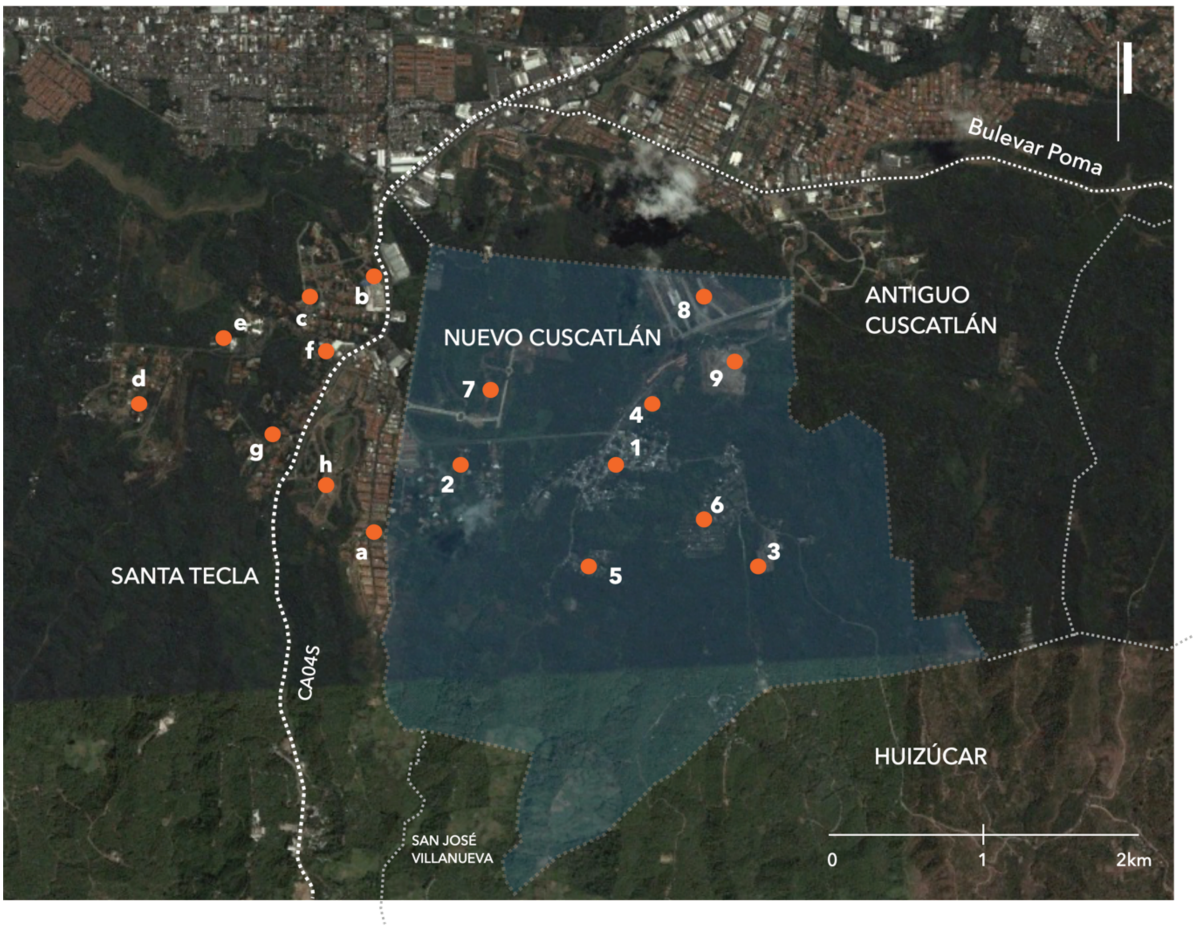
Iniciando con el Mapa 28, que muestra a Nuevo Cuscatlán en 2002, se observa la presencia de residenciales exclusivas como Las Piletas (c) o Alturas de Tenerife (d), ambas en el distrito de Santa Tecla y Quintas de Santa Elena (2), en Nuevo Cuscatlán, que se desarrollan en este momento. Aparecen igualmente conjuntos habitacionales de clase media como Residencial Vía del Mar (a), y usos complementarios como el Centro Comercial La Joya (b) y la Escuela Superior de Economía y Negocios (e), ESEN.



Mapa 28: Nuevo Cuscatlán y alrededores en el año 2002
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth

En Nuevo Cuscatlán: 1. Centro de Nuevo Cuscatlán, 2. Quintas de Santa Elena, 3. Residencial Kuaukali, 4. Colonia La Esperanza II, 5. Colonia Altos de Nuevo Cuscatlán, 6. Colonia 7 de Marzo. En Santa Tecla: a. Residencial Vía del Mar, b. Centro comercial La Joya, c. Residencial Las Piletas, d. Residencial Alturas de Tenerife, e. Escuela Superior de Economía y Negocios (ESEN)

Dos años luego de la introducción del proyecto FIHIDRO, en 2008, en los distritos de Santa Tecla y Nuevo Cuscatlán incrementan notablemente las inversiones inmobiliarias, como se observa en el Mapa 29



Mapa 29: Nuevo Cuscatlán y alrededores en el año 2008
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth

En Nuevo Cuscatlán: 1. Centro de Nuevo Cuscatlán, 2. Quintas de Santa Elena, 3. Residencial Kuaukali, 4. Colonia La Esperanza II, 5. Colonia Altos de Nuevo Cuscatlán, 6. Colonia 7 de Marzo, 7. Residencial La Florida, 8. Condado Santa Elena, 9. Garden Hills

En Santa Tecla: a. Residencial Vía del Mar, b. Centro comercial La Joya, c. Residencial Las Piletas, d. Residencial Alturas de Tenerife, e. Escuela Superior de Economía y Negocios (ESEN), f. Centro comercial Las Palmas, g. Urbanización Villa Bosque, h. Residencial Los Sueños

En el Mapa 28 se pueden observar tres nuevos proyectos habitacionales de clase media-alta en Nuevo Cuscatlán: Residencial La Florida (7), Condado Santa Elena (8) y Garden Hills (9). Mientras que en el distrito de Santa Tecla hay un nuevo Centro comercial, Las Palmas Mall (f), y dos nuevos proyectos habitacionales: la urbanización Villa Bosque (g) y la super-exclusiva Residencial Los Sueños (h). Adicionalmente se inaugura el Bulevar Poma, que conecta la zona con la autopista al aeropuerto de Comalapa. En las fotografías 42 y 43 se muestran algunos de los proyectos previamente mencionados. En la primera de ellas, Fotografía 42, se observa el Centro Comercial La Joya, en medio de la nueva red eléctrica que se amplía al mismo tiempo que la carretera, mientras que en la Fotografía 43, se observa la calle principal de la Residencial Vía del Mar, una de las primeras residenciales que se construyera en la zona.

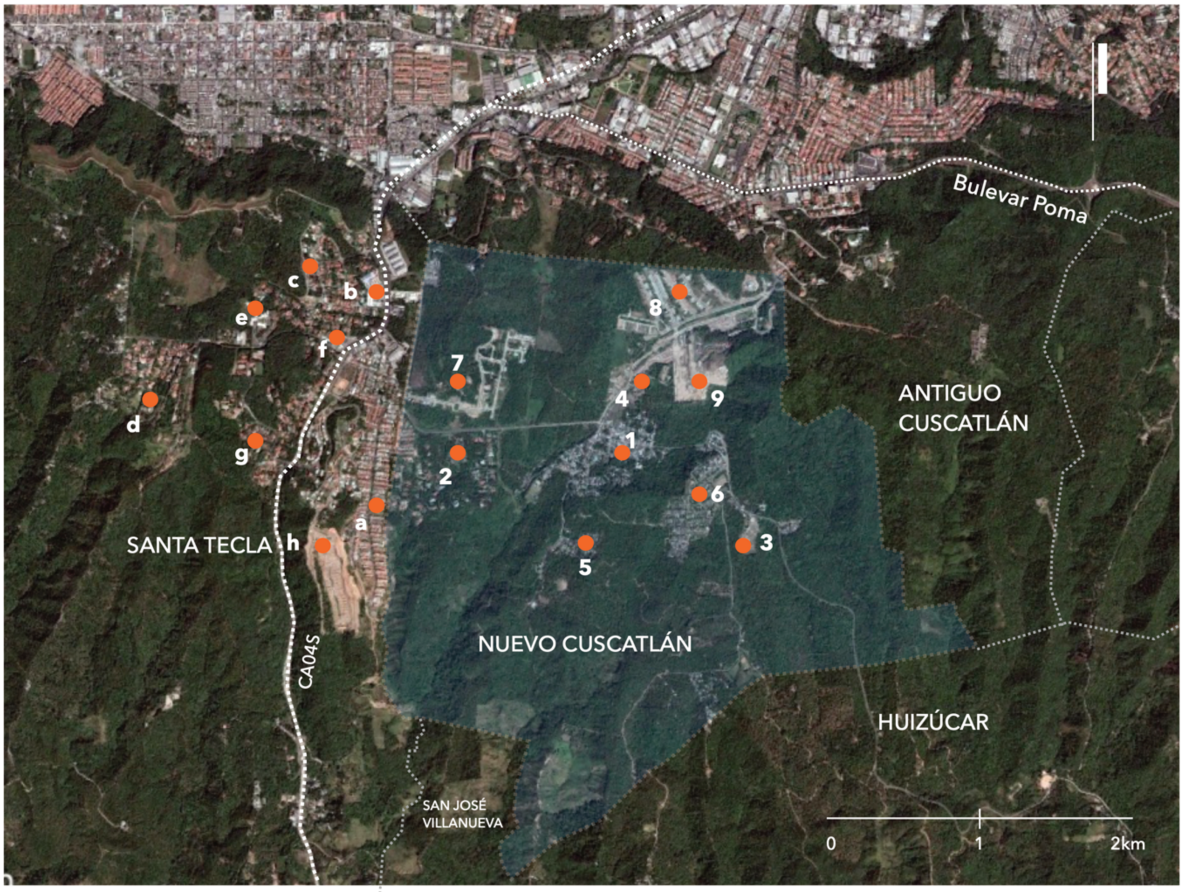


Fotografía 42: Centro comercial La Joya
Fuente: SGPoizat, 2024



Fotografía 43: Calle principal en Residencial Vía del Mar
Fuente: SGPoizat, 2024

En 2013, con Bukele como alcalde de Nuevo Cuscatlán, se aprueban los permisos para la extensión al proyecto de Residencial La Florida (7) con quienes además cierra el acuerdo para la promoción del SANC; las nuevas casas de La Florida de observan en la Fotografía 44. Asimismo, se aprueban nuevas fases de Condado Santa Elena (8) Garden Hills (9) y Quintas de Santa Elena (2). En el centro histórico de Nuevo Cuscatlán (1) Bukele construye entre otros la Biblioteca Municipal que puede observarse en la Fotografía 45. Mientras tanto, en el distrito de Santa Tecla, la Residencial Los Sueños (h) continua en proceso de expansión, como se puede observar en el Mapa 30.



Mapa 30: Nuevo Cuscatlán y alrededores en el año 2013
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth

En Nuevo Cuscatlán: 1. Centro de Nuevo Cuscatlán, 2. Quintas de Santa Elena, 3. Residencial Kuaukali, 4. Colonia La Esperanza II, 5. Colonia Altos de Nuevo Cuscatlán, 6. Colonia 7 de Marzo, 7. Residencial La Florida, 8. Condado Santa Elena, 9. Garden Hills

En Santa Tecla: a. Residencial Vía del Mar, b. Centro comercial La Joya, c. Residencial Las Piletas, d. Residencial Alturas de Tenerife, e. Escuela Superior de Economía y Negocios (ESEN), f. Centro comercial Las Palmas, g. Urbanización Villa Bosque, h. Residencial Los Sueños



Fotografía 44: Nuevas casas en Residencial La Florida
Fuente: SGPoizat, 2024

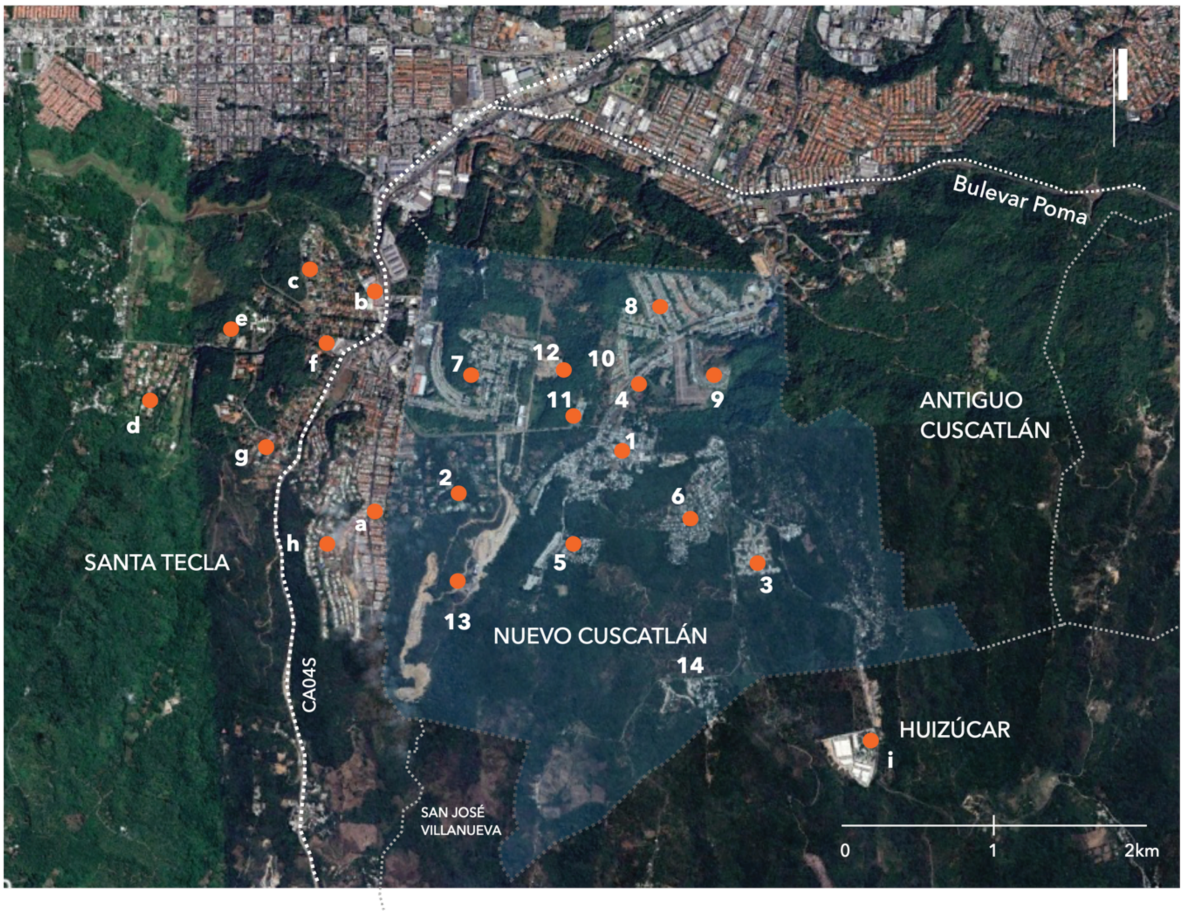


Fotografía 45: Biblioteca Municipal de Nuevo Cuscatlán
Fuente: SGPoizat, 2024

Los cambios de la regulación medioambiental municipal en 2014, junto a la orden directa de Bukele, ya como presidente en 2019, a su Ministro de Medioambiente y Recursos Naturales, de agilizar la aprobación de permisos medioambientales a los desarrolladores inmobiliarios, cambia profundamente los usos de suelo municipales y desata una serie de problemas medioambientales, entre ellos la cada vez más frecuente escasez de agua en la zona, vinculada directamente a la deforestación.

En 2023, como puede visualizarse en el Mapa 31, uno de los proyectos al que durante años se le negaron los permisos de construcción, finalmente inicia obras: Portales del Bosque Town Houses, la entrada principal se muestra en la Fotografía 46 (dónde se ubican los apartamentos Artea y Arborea) (13), promovidos paradójicamente como "una invitación de la naturaleza" como se muestra en las Fotografías 47 y 48, objeto de mucha controversia en la zona por estar ligada a lo que en algunos medios se denomina "El cártel inmobiliario de Nuevo Cuscatlán" (Amaya & Rodríguez, 2022; Rodríguez, 2022), dónde figuran conglomerados inmobiliarios nacionales e internacionales, políticos e incluso familiares cercanos al presidente. Asimismo, se densifica la Residencial Kuaukali (3), en el cantón San Antonio El Pacún. Mientras que nuevos proyectos como el Country Club Salvadoreño (12) en la Fotografía 49, Condado Santa Elena (8) en la Fotografía 50 y el colegio bilingüe Cuscatlán (11) en la Fotografía 51, se ubican cerca del casco urbano del distrito. Destaca además el incremento de los espacios de venta y alquiler de oficinas como se observa en la Fotografía 52.

Fuera de Nuevo Cuscatlán en el distrito de Huizúcar, hacia dónde se está extendiendo la urbanización aparece un proyecto singular, el complejo de eventos Salamanca (i). Finalmente, algo curioso es que incluso las viviendas rurales comienzan a retomar el lenguaje arquitectónico de las nuevas construcciones en la zona, como se puede observar en la Fotografía 53.



Mapa 31: Nuevo Cuscatlán y alrededores en el año 2023
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth

En Nuevo Cuscatlán: 1. Centro de Nuevo Cuscatlán, 2. Quintas de Santa Elena, 3. Residencial Kuaukali, 4. Colonia La Esperanza II, 5. Colonia Altos de Nuevo Cuscatlán, 6. Colonia 7 de Marzo, 7. Residencial La Florida, 8. Condado Santa Elena, 9. Garden Hills, 10. Residencial Cuscatlán, 11. Colegio Bilingüe Cuscatlán, 12. Country Club Salvadoreño, 13. Portales del Bosque (antes conocido como Kalamanda), 14. Cantón San Antonio El Pacún

En Santa Tecla: a. Residencial Vía del Mar, b. Centro comercial La Joya, c. Residencial Las Piletas, d. Residencial Alturas de Tenerife, e. Escuela Superior de Economía y Negocios (ESEN), f. Centro comercial Las Palmas, g. Urbanización Villa Bosque, h. Residencial Los Sueños

En Huizúcar: i. Complejo de Eventos Salamanca



Fotografía 46: Entrada principal a Portales del Bosque
Fuente: SGPoizat, 2024





Cuscatlán Fotografías 47 y 48: Publicidad y construcción en proceso de apartamentos Artea en Portal del Bosque (2024)

Fuente: @grupomsac



Fotografía 49: Club Salvadoreño Nuevo Cuscatlán



Fotografía 50: Edificación en altura en Condado Santa Elena

Fuente: SGPoizat, 2024



Fotografía 51: Colegio Bilingüe Cuscatlán
Fuente: SGPoizat, 2024



Fotografía 52: Alquiler y venta de espacios para oficinas
Fuente: SGPoizat, 2024


Fotografía 53: Vivienda rural en las afueras del casco histórico de Nuevo Cuscatlán
Fuente: SGPoizat, 2024

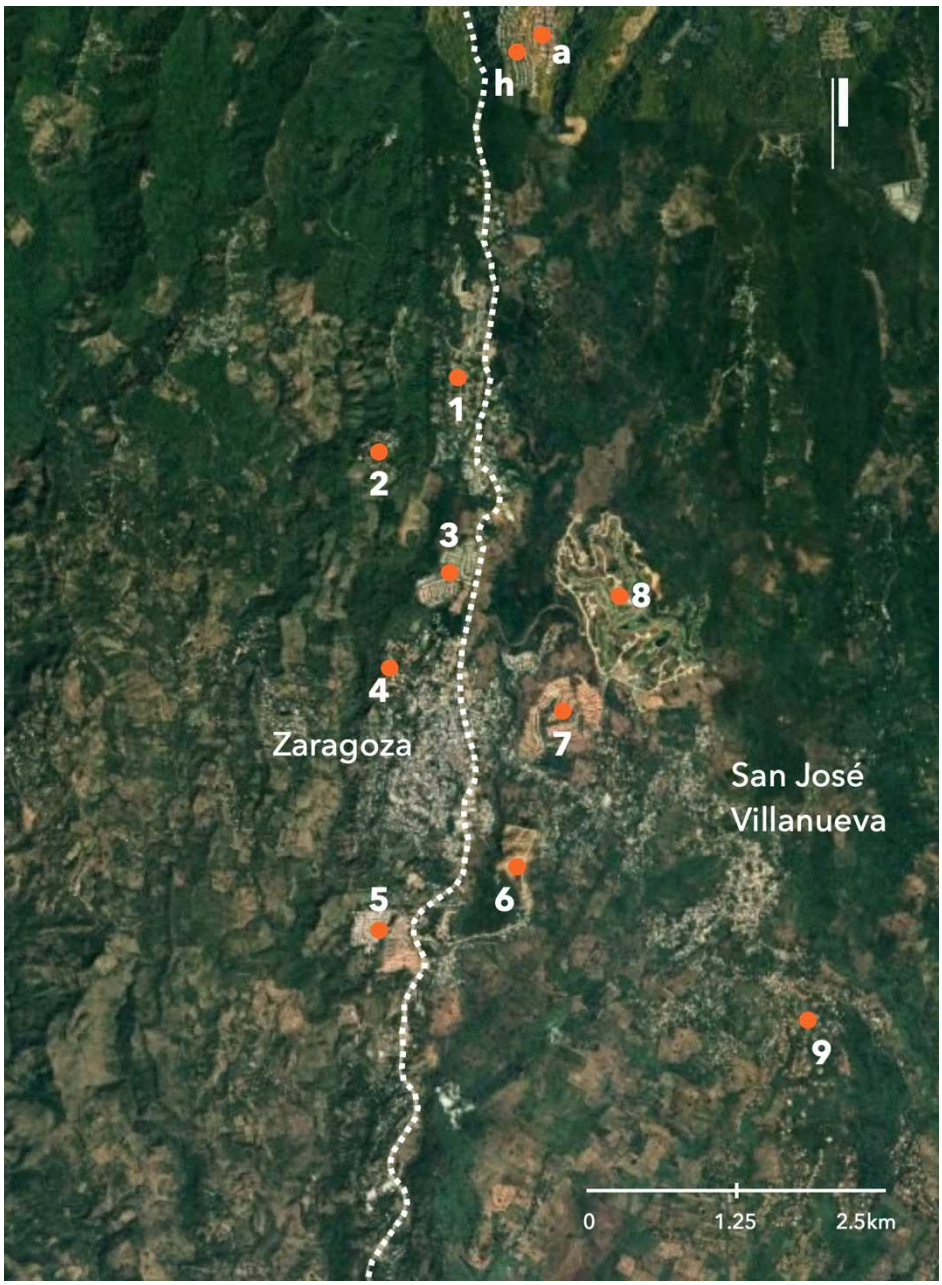
4.3.4.2 Zona de Expansión II

En la zona de expansión II las ciudades de Zaragoza y San José Villanueva se han visto desbordadas por los nuevos proyectos habitacionales que desde la puesta en marcha de FIHIDRO en 2006 han contado con un acceso seguro a fuentes de agua. Igualmente, el ensanche de la carretera CA04S permite el desarrollo de conjuntos habitacionales cerrados, con un único acceso y con sistemas de seguridad con guardias y videovigilancia, una tipología adaptada de los centros suburbanos norteamericanos y que es posible gracias al predominio del transporte privado (Janoschka, 2002). Algunos de estos conjuntos suburbanos, que se ubican en el Mapa 32, están orientados a ingresos medio-alto como Palo Alto (3) o Miramar (7), otros a ingresos altos como El Encanto Villa & Golf (8) o Residencial Tuscania (1), cuyo acceso se muestra en la Fotografía 54, dónde se observa además una enorme pantalla que alterna fotografías de las amenidades internas con las que cuenta el complejo residencial. Entre los desequilibrios que causa, en este territorio de la franja media de la Cordillera del Bálsamo, el predominio de esta suburbia, está el hecho que las comunidades rurales y los pequeños conjuntos urbanos de Zaragoza y San José Villanueva han quedado fragmentados en medio de los nuevos desarrollos, sin realmente integrarse con ellos.

Si bien es cierto existen algunos espacios comerciales en los centros de Zaragoza o San José Villanueva, la mayor parte de los nuevos habitantes de la zona hacen sus compras en los centros comerciales del AMSS o cercanos a Nuevo Cuscatlán. Lo mismo sucede con otro tipo de equipamientos como salud, educación o recreativos. Por otra parte, la mayor parte de las fuentes de trabajo siguen estando ubicadas en el AMSS, esto significa que las urbanizaciones en este tramo funcionan más como residenciales dormitorios, como es el caso de los nuevos desarrollos habitacionales en la zona nor-poniente. Es decir, el AMSS sigue ejerciendo una fuerte función centralizadora de ofertas de trabajo, estudio, salud, recreación, comercio, etc. Finalmente hay que destacar que en cuanto a las infraestructuras viales, si bien es cierto el ensanche de la autopista CA04S ha mejorado la conectividad, en horas de alto tráfico por la mañana o tarde, los embotellamientos son frecuentes.



Fotografía 54: Acceso a Residencial Tuscania
Fuente: SGPoizat, 2024



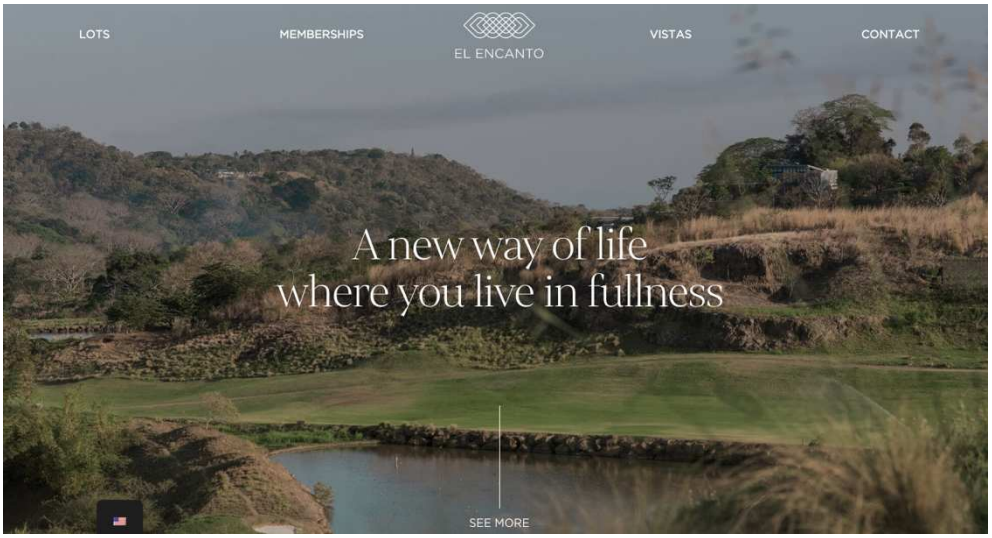
Mapa 32: Ubicación de proyectos en la zona de expansión II
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth (2024)

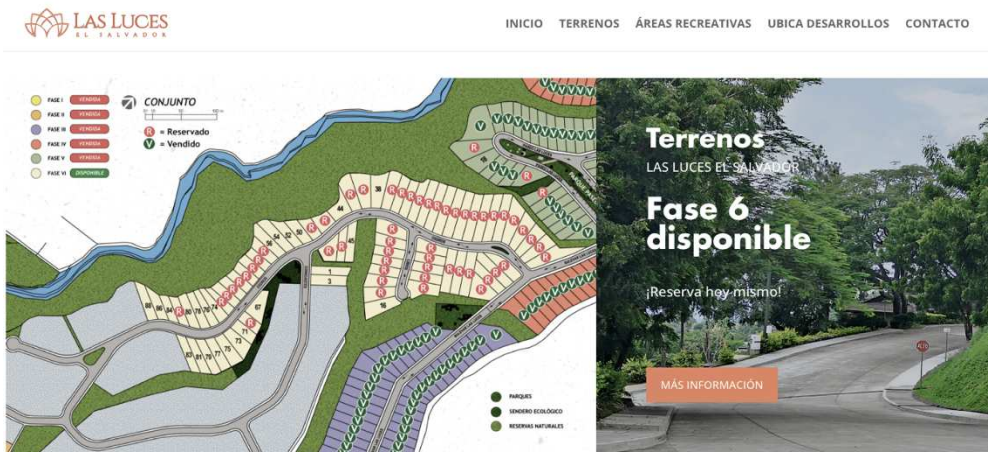
En Santa Tecla: a. Residencial Vía del Mar, h. Residencial Los Sueños

En Zaragoza: 1. Residencial Tuscania, 2. Residencial Los Manantiales, 3. Residencial Palo Alto, 4. Residencial Las Mercedes, 5. Residencial Brisas de Zaragoza

En San José Villanueva: 6. Residencial Las Luces, 7. Residencial Miramar, 8. El Encanto Villas & Golf, 9. Residencial La Hacienda

En las fotografías 55, 56 y 57 se muestra parte de la oferta residencial en esta zona de expansión







Fotografías 55, 56 y 57: Oferta de vivienda en la zona de expansión II, en el eje sur
El Encanto Villas & Golf, Las Luces y Miramar
Fuentes: www.elencanto.com.sv; www.lasluceselsalvador.com; www.gruporoble.com (2024)

4.3.4.3 Zona de Expansión III

En la zona de expansión III encontramos una fuerte inversión inmobiliaria vinculada al turismo de playa y a las inversiones habitacional-vacacional impulsadas por el proyecto turístico más importante en marcha en el país: "Surf City". "Surf City" es uno de los proyectos insignia del actual gobierno, y ya ha comenzado a transformar no solo el paisaje de la costa salvadoreña, sino sobre todo el mercado de suelos en la zona (Patel, 2024a; Redacción Mala Yerba, 2023), impactando incluso en el mercado de suelos hasta la zona de expansión I, en Nuevo Cuscatlán. En el Mapa 33 se observa la serie de playas ubicadas en esta zona, algunas de ellas ya intervenidas por "Surf City" como la ciudad-puerto de La Libertad (10) dónde se ubica "Sunset Park" (ver Fotografía 58), y Punta Roca (16), playa dónde se desarrollan diversos torneos de surf.



Mapa 33: Ubicación de proyectos en la zona de expansión III
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth (2024)

En Zaragoza: 5. Residencial Brisas de Zaragoza

En San José Villanueva: 6. Residencial Las Luces, 7. Residencial Miramar

En La Libertad: 10. Sunset Park, 11. Playa El Obispo, 12. Playa Las Flores, 13. Playa San Diego, 14. Parque Natural Walter Thilo Deininger, 15. Planta Asfáltica Grupo ECON, 16. Playa Punta Roca / Surf City, 17. Playa El Cocal, 18. Playa San Blas, 19. Playa El Majahual, 20. Playa El Tunco, 21. Playa El Sunzal, 22. Club de Playa Xanadu, 23. Playa El Palmarcito, 24. Club de Playa Atami, 25. Playa El Zonte, 26. Plata de Tratamiento de Agua Residuales PTAR, El Zonte

En la Fase I de "Surf City" se ha construido con fondos no reembolsables del gobierno de la República Popular de China el parque de diversiones "Sunset Park", que se muestra en la Fotografía 58. China ha prometido a El Salvador US$500 millones de dólares en proyectos de desarrollo, de estos fondos US$85 millones serán destinados a mejorar la calidad del agua en la ciudad-puerto de La Libertad y el lago de Ilopango, y US$200 millones de dólares para la transformación de la costa salvadoreña en destino turístico con el proyecto "Surf City", adicionalmente inversionistas chinos están comprando tierras en diversos puntos de la costa, incluida La Libertad (Ellis, 2021), transformando al mismo tiempo los paisajes culturales, arquitectónicos y simbólicos de los territorios dónde invierten (Baisotti, 2022).

Al mismo tiempo "Surf City" mantiene una estrategia promocional intensa con el objeto de posicionar a El Salvador como un destino de surf. Para ello se organizan frecuentes torneos de surf a lo largo del año. En noviembre 2023, fue escenario de parte de las actividades del concurso Miss Universo, que se celebró en el país y que causó mucha controversia al ser considerado como una estrategia más de marketing político por parte del Gobierno (Suárez, 2023; Carballo, 2023). Por otra parte, bajo la promesa de mantener la seguridad en la zona de playas, "Surf City" se ha militarizado, y son frecuentes las imágenes como la que se muestra en la fotografía 59. Presencia militar que forma parte del Plan Control Territorial, cuyo objetivo ha sido recuperar el control de los territorios en manos de pandillas y grupos criminales y que, desde el 20 de junio de 2019, mantiene al país en un permanente régimen de excepción. Este plan no ha estado exento de múltiples cuestionamientos (International Crisis Group, 2020a; International Crisis Group, 2020b).



Fotografía 58: "Sunset Park en la ciudad-puerto de La Libertad
Fuente: www.diarioelsalvador.com (2022)

Otra mutación que está sufriendo la franja costero-marina es el aparecimiento de conglomerados inmobiliarios transnacionales y nacionales que están transformando el paisaje de la costa salvadoreña. Por ejemplo, la empresa inmobiliaria Desarrollos Bienestar ha anunciado una inversión de US$20 millones de dólares en un complejo residencial de lujo en la Playa El Cocal, en el distrito de La Libertad (Abarca, 2023). La imagen digital del proyecto se muestra en la Figura 8. Estas inversiones suelen ir acompañadas por desplazamientos de la población local, a quienes, con la promesa de obtener una vivienda y títulos de propiedad en otros sitios alejados de la playa, se les obliga a dejar sus hogares y medios de vida (Amaya et al., 2023). Debe tenerse en cuenta que esta población desplazada se dedica a la pesca artesanal y al ser trasladados a otros sitios, lejos de las playas, pierden no solo sus hogares sino además sus medios de vida. Esta situación se repite en diversos puntos de la franje costera del país (ver capítulo 3 y los desplazamientos por el nuevo aeropuerto del Pacífico).



Figura 8 : Imagen digital de "Collection, Residencias y Resort" en playa El Cocal, La Libertad
Fuente: www.diarioelsalvador.com (2023)

Finalmente, otro de los elementos que han visibilizado la zona costera, en particular la playa de El Zonte, ha sido la introducción del bitcoin como moneda de uso cotidiano por algunos de sus habitantes, incluso antes de que el bitcoin se volviera moneda de uso oficial en el país en septiembre 7 de 2021 (Martínez, 2021). Como otras playas en el país, El Zonte ha sufrido no solo por la violencia de las pandillas sino además por carencias en cuanto a servicios básicos, en especial agua, suelo y viviendas adecuadas. En este contexto y con el objetivo de trabajar con los jóvenes, población altamente vulnerable, se funda en 2008 la Casa de la Esperanza, un proyecto local enfocado en el deporte como alternativa a la violencia. En 2019, Casa de la Esperanza recibe un donativo en bitcoin a través de otro lugareño, Mike Peterson, de origen norteamericano y cambia su nombre a "Hope House" (ver Fotografía 61), "Hope House" se vuelve posteriormente la sede del proyecto "Bitcoin Beach" (Patel, 2024b), apoyando asimismo las iniciativas del gobierno.



Fotografía 59: Ingreso militarizado a playa Punta Roca
Fuente: www.laprensagrafica.com (2023)



Fotografía 60: "Hope House" en El Zonte, sede de "Bitcoin Beach"
Fuente: C. Martínez en Martínez, 2021

Con la fiebre del bitcoin, El Zonte se ha visto invadido por cripto-turistas, incentivados por el mismo gobierno como se puede observar en la Figura 8, motivando a extranjeros a invertir y trasladarse a vivir en El Salvador (Patel, 2024a; Redacción Mala Yerba, 2023).



Figura 9: ¡El Salvador, la nueva tierra de las personas libres! (2024)
Fuente: @nayibbukele

A partir de lo previamente expuesto se puede concluir que tanto la expansión en el eje nor-poniente como en el eje sur están transformando de forma acelerada los territorios periurbanos del AMSS, sobre todo a partir de la introducción de nuevas infraestructuras viales, de electricidad e hídricas. Los tipos de periurbanización que se van conformando tienden a valorizar los conjuntos suburbanos de residenciales cerrados, ya sea para clases medias o altas, por sobre otros tipos de asentamientos, notablemente asentamientos rurales o precarios. Por otra parte, mientras en el eje nor-poniente la confusión generada por usos incompatibles como los usos industriales y logísticos coexistiendo con usos habitacionales y agrícolas, es causa de fuertes conflictos por el acceso al agua, en un territorio dónde el recurso es aún abundante. En el caso del eje sur, dónde prevalecen los usos habitacionales para grupos de alto poder adquisitivo ahora influenciados por la oferta turística de playa, se generan igualmente conflictos por el acceso al agua con las poblaciones locales, quienes observan de cerca cómo las nuevas infraestructuras hídricas no les proveen de agua a ellos, pero sí a las residenciales exclusivas y a los proyectos turísticos, todo ello sucediendo en un territorio dónde el agua es un recurso escaso. A continuación, se describen algunos de los conflictos por el agua que se pueden observar en el eje sur.

4.4 "Agua para campos de golf pero no para comunidades", incremento de los conflictos por el agua

4.4.1 Nuevo Cuscatlán: conflictos por depredación de suelos, bosques y agua

Febrero 4, 2022: el ministro de Seguridad y Justicia informa del hallazgo de al menos 26 cadáveres extraídos de una fosa clandestina ubicada en la Finca Suiza en Nuevo Cuscatlán, la cuál sería, según expertos, la fosa clandestina más grande del país (Recinos, 2022; Jordán, 2022). Marzo 24, 2022: a un poco más de un mes, sin que la policía resolviera el caso de la fosa clandestina, en la misma Finca Suiza, la desarrolladora inmobiliaria Urbánica, inicia la construcción del exclusivo proyecto inmobiliario Condominio Portales del Bosque (Mala Yerba, 2022). Dos realidades paralelas y divergentes surgen en medio del conflicto que enfrenta a los habitantes de Nuevo Cuscatlán con la inseguridad y violencia, por un lado, y la depredación de recursos naturales y escasez de agua, por otro.

En dos ocasiones, 2008 y 2015, el MARN negó el permiso ambiental para la construcción del proyecto entonces denominado, Islas de Santa Elena (ahora Portales del Bosque, ver Mapa 30 y Fotografías 46, 48 y 49). Con el cambio de las ordenanzas medioambientales municipales en 2016, el proyecto se modificó bajo el nombre de Kalamanda. De acuerdo a uno de los arquitectos, cuya firma consultora se incorpora en esta segunda fase, el área a intervenir aumentó al unirse dos inversionistas, lo que ofreció la oportunidad de revalorizar las propiedades al incluir una mejor conectividad vial y equipamientos como centros educativos y de salud: "*nace más como un proyecto inmobiliario habitacional, verdad, y se vuelve un proyecto más integral en cuanto a planificar equipamientos complementarios educativos, de salud, para tener pues una planificación de un sector urbano, verdad, con conectividades viales y de tráfico también que revalorizaran el territorio*" (A.E, comunicación personal, Junio 6, 2024). Asimismo se apostó por la construcción de vivienda de interés social y se incorporó una visión amplia de protección ambiental respetando áreas de recarga hídrica y ecosistemas riparios bajo un enfoque de cuenca, "*Se hicieron estudios más amplios, estudios viales, estudios de riesgo, estudios hidrológicos, también hidrogeológicos para analizar todas las condiciones que podría tener el inmueble para soportar ya un desarrollo más intenso y en paralelo las gestiones con las instituciones para evaluar que condicionantes se podrían tener y cómo se podría gestionar una mayor densidad de usos de lo que se tenía clasificado en planes, digamos, en planes territoriales el inmueble*." (A.E, comunicación personal, junio 6, 2024).

Dentro de los terrenos dónde se proyectaba el nuevo desarrollo están ubicadas al menos dos comunidades rurbanas y una población rural aislada. En esta etapa dos, los inversionistas donan una propiedad en las cercanías del casco urbano de Nuevo Cuscatlán para construir vivienda de interés social, como lo menciona A.E "*cuándo estuvimos haciendo todos esos análisis y estudios pues, se tuvo esa realidad de asentamientos informales, verdad, que existían en la zona y estaban también ubicados en áreas de riesgo a lo largo de la ladera del río. Entonces se hizo una gestión triangulada diría yo, entre el desarrollador, una oenegé que ya estaba en la*

zona, que ya había hecho un proyecto de vivienda, de vivienda social, verdad, allí en Nuevo Cuscatlán, y alcaldía. Entonces se había logrado pues, que el desarrollador donara una porción, no sé si era una manzana o cuánto, para reubicar a las viviendas que estaban en alto riesgo en las laderas del río, trasladarlas a este inmueble" (A.E, comunicación personal, junio 6, 2024). A.E también menciona que se trabajó en la recuperación de los ecosistemas riparios dentro de las propiedades habilitándolos como áreas de recarga hídrica, protección y al mismo tiempo de esparcimiento, "*Hicimos, recuerdo yo, nosotros les apoyamos, en hacer un diseño de vivienda social en ese inmueble que se iba a donar para también tener cierto equipamiento recreativo, hacer un proyecto de calidad dentro de lo que era factible y, trabajando en conjunto con la oenegé y la alcaldía, eso fue lo que analizamos para, liberar por un lado, a las familias del riesgo, recuperar ambientalmente el río, en sus laderas y reducir los riesgos de contaminación, de mejoramiento que se tenían hacia el río y luego, el poder aprovechar también el río como un elemento paisajista y de aporte como ocio y deportivo y social tanto para el desarrollo inmobiliario como para la población de Nuevo Cuscatlán, ya que el río llegaba hasta el pueblo. Entonces vimos esa oportunidad de beneficios compartidos para mejorar las condiciones de las familias que estaban allí, el beneficio ambiental de proteger el río en su área de influencia y luego, el convertir el río como un eje, un eje urbanístico del desarrollo que prácticamente se revalorizaba y se le daba pues un uso social recreativo para cuidarlo, cuidarlo y volcar parte del desarrollo aprovechando lo que el río y su curso podría ofrecerle a todo el desarrollo y conectarlo.*" (A.E, comunicación personal, junio 6, 2024). Sin embargo, aún con los nuevos planteamientos urbanos y ambientales que menciona A.E, el MARN no dio la aprobación para que el proyecto iniciara operaciones.

No es hasta agosto 2021, en el marco de un nuevo contexto político, siendo Bukele presidente y su actual Ministra de Vivienda, Michelle Sol, alcaldesa de Nuevo Cuscatlán, que el proyecto logra los permisos necesarios para comenzar obras. En esta tercera etapa el proyecto inicia operaciones bajo la dirección de uno de los grupos inmobiliarios más poderosos del país, Grupo Dueñas (quienes también están desarrollando Valle del Ángel, ahora Valle Dulce, en el eje nor-poniente), y cambia nuevamente su nombre a Portales del Bosque. En esta nueva etapa se inicia comercializando dos torres de apartamentos, Artea y Arboré (ver Fotografías 48 y 49), la empresa que las promociona pertenece a familiares del actual presidente (Amaya & Rodríguez, 2022). Los proyectos de vivienda de interés social y protección de ecosistemas no se incorporan en esta última versión y el proyecto se vuelve un modelo tradicional de desarrollo inmobiliario dónde predomina la vivienda. Para A.E esta fue una oportunidad perdida ya que se perdieron componentes importantes como la vivienda de interés social, equipamientos urbanos (educativos, de salud) o la protección de ecosistemas, los cuáles podrían haber hecho una diferencia en el proyecto.

Es en esta última etapa que se agudizan los conflictos entre los pobladores locales y el Grupo Dueñas. Al desaparecer la propuesta inicial de construcción de viviendas de interés social en Nuevo Cuscatlán, los habitantes de las comunidades al interior de los terrenos a desarrollar se ven constantemente acosados para que desalojen sus viviendas, sin una opción realista de traslado en la zona

(Gutiérrez, 2023b; Amaya & Rodríguez, 2022). Por otra parte, mientras Portales del Bosque tiene asegurado el acceso al agua con la aprobación de la perforación de tres pozos, uno de ellos ya en funcionamiento, las comunidades locales que se abastecen de agua a través de SANC, experimentan un servicio cada vez de menor calidad (Rodríguez, 2022), amenazado constantemente por la pérdida de cobertura boscosa en la zona, la cual afecta tanto el agua superficial como subterránea (Chávez Hernández et al., 2004). En las fotografías 61 y 62 se observa en avance de la deforestación en Portales del Bosque entre 2019 y 2022.



Fotografía 61 : Vista hacia terrenos dónde se ubica Portales del Bosque, en 2019
Fuente: SGPoizat, 2019



Fotografía 62: Vista hacia terrenos dónde se ubica Portales del Bosque, en 2022
Fuente: S. Hernández en Rodríguez, 2022

4.4.2 San José Villanueva: agua para campos de golf, pero no para comunidades

En el Encanto Villas & Golf, en San José Villanueva, se mantiene el césped de un campo de golf de 18 hoyos, mientras en las comunidades vecinas el agua es un bien escaso. El mantenimiento del campo del golf equivale a consumir 20 litros de agua por segundo, para un total de 1,728,000 litros de agua al día, con lo que se podría llevar agua a una comunidad de 9000 personas (Peña, 2015). Si bien FIHIDRO garantizó 13,725 conexiones para un total de 63 comunidades en los distritos de Zaragoza y San José Villanueva (ver Tabla 13), el servicio de agua es ineficiente (Audiovisuales UCA, 2016). En la Fotografía 63, se observa el campo de golf de El Encanto Villas & Golf.



Fotografía 63: Vista del campo de golf de El Encanto, villas y golf (2024)
Fuente: sitio web de El Encanto, www.elencanto.com.sv

La respuesta de El Encanto Villas & Golf ante las demandas de los pobladores locales por el acceso desigual al agua ha sido la implementación de una iniciativa de Responsabilidad Social Empresarial (RSE), enviando una vez por semana un camión cisterna, donado a la municipalidad, con agua extraída de su complejo residencial para abastecer parcialmente a las comunidades aledañas (Peña, 2015). Este camión cisterna tiene los logos de El Encanto y la alcaldía de San José Villanueva, sirviendo al mismo tiempo de propaganda política, como se muestra en la Fotografía 63.



Fotografía 64: Abastecimiento de agua por camión-cisterna en San José Villanueva

Fuente: F. Peña en Peña, 2021

A pesar de la inversión millonaria para llevar agua a estos territorios a través de FIHIDRO, las protestas por el mal servicio de agua se han intensificado desde 2019, con cierres en la autopista que lleva a la ciudad-puerto de La Libertad (Machuca & Sibrián, 2019; Calderón & Funes, 2020). Para organizaciones de la sociedad civil como El Foro del Agua, FIHIDRO es una muestra de la injusticia hídrica y el extractivismo inmobiliario operando en la zona bajo mecanismos legales, institucionales y simbólicos, ya que se modifican leyes, reglamentos y ordenanzas con el apoyo de las instituciones del Estado, bajo la premisa de llevar progreso y desarrollo a los territorios (Rodríguez, 2024).

Sin embargo, la lucha de las comunidades por garantizar el acceso al agua para sus familias no es algo reciente. Por ejemplo, las mujeres asociadas en el comité de mujeres Fe y Esperanza, en el cantón El Cimarrón, distrito de La Libertad, han realizado gestiones con diferentes gobiernos e instituciones del Estado, entre otras ANDA, desde 1996, para llevar agua a sus hogares (Flores, 2022); Algunas de ellas se observan con sus cántaros en la Fotografía 65. El Comité pro-defensa del agua de Zaragoza, o los comités de vecinos de la comunidad La Escalón y la colonia Nueva Esperanza, de San José Villanueva, también se han organizado desde 2006 para gestionar el acceso a agua corriente en sus comunidades (Audiovisuales UCA, 2016). Sin embargo, a la fecha, la situación lejos de mejorar está volviéndose más crítica, ya que las fuentes naturales de las que algunas familias se abastecen, normalmente las familias más pobres, está desapareciendo o siendo contaminadas debido al avance de la deforestación, pérdida de biodiversidad y expansión de la urbanización en la zona (Vega, 2020b).



Fotografía 65: Mujeres del comité de mujeres Fe y Esperanza
Fuente: E. Flores en Flores, 2022

Mientras tanto el Ministerio de Turismo, MITUR, promociona a El Salvador como destino deportivo para deportes como el surf y el golf, en el caso de este último el país ha sido, en enero 2024, la sede de El Salvador Golf Open Championship, realizado en el Encanto Villas & Golf (Ministerio de Turismo, 2024).

4.4.3 El Zonte: surf, bitcoin y desalojos

En diciembre 2018 iniciaron las obras de construcción de la Planta de Tratamiento de Aguas Residuales (PTAR) en El Zonte, parte de un acuerdo de inversión firmado por FOMILENIO II, la alcaldía de Chiltiupán (La Libertad), y la Alianza El Zonte, esta última formada por un conjunto de tres empresas hoteleras: Roberto Océano Inversiones, S.A. de C.V., Surfing Pacífica, S.A. de C.V. y Grupo Menéndez Zometa, S.A. de C.V. (Transparencia activa, 2018). Bajo este acuerdo público privado, Alianza El Zonte hace una inversión de US$9.1 millones de dólares en tres hoteles de playa, mientras que FOMILENIO II aporta un total de US$2.8 millones de dólares para la construcción de la PTAR; planta que sería posteriormente administrada por la alcaldía, la comunidad y los empresarios privados (Millenium Challenge Corporation & Fondo del Milenio, s.f.). Mientras que los empresarios ejecutan sus inversiones en infraestructura hotelera: Roberto Océano en Desarrollo inmobiliario Cayena Estates; Surfing Pacífica en Puro Surf Hotel; y Grupo Menéndez Zometa en Palo Verde Sustainable Hotel, promueven al mismo tiempo su participación en el acuerdo público-privado con FOMILENIO II, y resaltan su aporte a la mejora de la calidad del agua en El Zonte (ver Figura 10).



Figura 10: Collage de imágenes de la página web de Roberto Océano, promocionando inversiones de playa con acceso a agua corriente y saneamiento (2024)
Fuente: www.robertooceano.com

El 26 de agosto de 2022, Bukele anuncia que en la playa El Zonte la cual "para muchos es conocido como Bitcoin Beach; vamos a arreglar un área de 15,000 metros cuadrados, donde habrá centro comercial, parqueo, club de playa, planta de tratamiento, para revitalizar el área" (Redacción Presidencia, 2022). En 2022, cuando Bukele hace su anuncio, la planta de tratamiento ya estaba operando, con inversión de FOMILENIO II, un proyecto heredado de gobiernos anteriores. Para los miembros de la Asociación de Desarrollo Comunal El Zonte, ADECOP#2 El Zonte, que aglutina a habitantes y empresarios de la zona, y quienes han estado trabajando en la revitalización de la playa desde 2019, la noticia se recibe con entusiasmo ya que el proyecto presentado por Bukele incluiría viviendas y negocios para los habitantes locales, muchos de ellos viviendo en la playa desde hace 30 años (Amaya et al., 2023).

En mayo 2023, Michelle Sol, Ministra de Vivienda, se reúne con habitantes de El Zonte para informarles que se edificará un parque estatal, Bitcoin Beach Club de Playa, pero que contrario a lo prometido por Bukele en 2022, en esta nueva versión no hay espacio para viviendas y negocios para los habitantes locales. Las opciones para las 25 familias viviendo en la zona son aceptar trasladarse a 3km de la playa, al proyecto estatal Lomas de El Zonte, dónde cada casa les costará US$10,000 más aporte en mano de obra, o desalojar. Ninguna de estas familias tiene títulos de propiedad y esta carencia les vuelve aún más vulnerables (Amaya et al., 2023). En la Fotografía 66 se muestran las viviendas en construcción en Lomas de El Zonte, frente a la PTAR financiada por FOMILENIO II.



Fotografía 66: Viviendas en construcción por el gobierno en Lomas de El Zonte, frente a la PTAR de FOMILENIO II
Fuente: A. López en Amaya et al., 2023

Las Figuras 11 y 12 muestran el nuevo proyecto de Bitcoin Beach Club de Playa anunciado por la ministra Sol (Amaya et al., 2023)



Figura 11: Imagen digital que muestra la vista en planta de Bitcoin Beach Club de Playa en el Zonte
Fuente: Ministerio de Obras Públicas y Transporte, MOPT, en Amaya et al., 2023



Figura 12: Imagen digital de Bitcoin Beach Club de Playa
Fuente: Ministerio de Obras Públicas y Transporte, MOPT, en Amaya et al., 2023

Conclusiones del capítulo

A partir de la década de 1950, San Salvador experimenta una profunda transformación hacia un Área Metropolitana, impulsada por intensas migraciones del campo a la ciudad. Este flujo migratorio, especialmente intenso entre 1950 y 1970, desencadena una expansión urbana acelerada y la transformación de los espacios periurbanos, donde se asienta una población migrante que encuentra dificultades para acceder a suelo y vivienda en zonas consolidadas (Lungo, 1992). Esta dinámica genera marcadas desigualdades socio-territoriales, con una concentración de población de bajos ingresos en el nor-oriente y de clases medias y altas en el nor-poniente (Baires, 2018).

Si bien las tasas de crecimiento poblacional del AMSS disminuyen a partir de los años 1990, la expansión urbana continúa, acentuando las desigualdades y ejerciendo una presión constante sobre los territorios periurbanos. Esta nueva configuración espacial que P. Abramo (2012) denomina "com-fusa", es decir que genera al mismo tiempo una ciudad compacta y difusa, es resultado de la compactación de ciertas áreas y el encarecimiento del suelo, lo que impulsa a diversos sectores de la población, desde los más vulnerables hasta las clases medias, a buscar vivienda en la periferia, en un patrón de expansión difuso. Mientras tanto los grupos con mayor poder adquisitivo comienzan a trasladarse a territorios periurbanos al sur del AMSS, buscando espacios de mayor exclusividad en entornos naturales, coexistiendo con poblaciones rurales que ven como se modifican sus estilos y medios de vida.

La expansión acelerada del Área Metropolitana de San Salvador hacia los cuatro puntos cardinales ha dado lugar a una compleja configuración urbana, caracterizada por una creciente demanda de recursos naturales y una intensificación de los conflictos socioambientales. Los procesos de expansión hacia el nor-poniente y el sur, analizados en este capítulo, ejemplifican esta dinámica, generando una presión significativa sobre los territorios periurbanos, especialmente en lo que respecta al acceso al agua corriente. Estos conflictos por el agua, que enfrentan a diferentes grupos sociales y sectores productivos, revelan las tensiones subyacentes en un contexto de crecimiento urbano descontrolado. El caso de Montreal, que será analizado en profundidad en los capítulos 5 y 6, permite comprender cómo estas dinámicas generales impactan en localidades específicas y cómo se articulan con las políticas públicas y las acciones de los actores locales.

Los planes de ordenamiento territorial han trazado las líneas generales de la expansión urbana en ambas zonas, pero su implementación parcial y sujeta a intereses particulares ha limitado su capacidad para garantizar una gestión sostenible de los recursos naturales. La construcción de infraestructura vial, eléctrica y, sobre todo, hídrica, ha sido fundamental para impulsar el crecimiento urbano, generando una creciente demanda de agua, especialmente en el sur, donde este recurso es más escaso. Los conflictos por el acceso al agua se ven agravados por una gobernanza del agua débil,

caracterizada por la reducción de espacios de participación ciudadana, la corrupción y la ausencia de mecanismos efectivos de regulación. En este contexto, los procesos de acumulación por desposesión (Harvey, 2010), que favorecen la concentración de la propiedad de la tierra y el agua en manos de unos pocos, intensifican la competencia por los recursos hídricos, poniendo en riesgo la sostenibilidad de los ecosistemas y el bienestar de las comunidades locales. Estos mismos procesos de acumulación por desposesión, que impulsan la expansión urbana, ejercen presiones crecientes sobre territorios como Montreal, históricamente marginalizados. Mientras que en el nor-poniente esta presión se manifiesta de manera más gradual, en el sur, donde las tierras tienen un mayor valor, las comunidades locales enfrentan situaciones aún más críticas y directas, como en el caso de Nuevo Cuscatlán, Zaragoza, San José Villanueva y la franja costera.

Desde 2019 a la fecha, El Salvador, con la llega del Bukelismo al poder, están operando una serie de transformaciones tanto en los marcos regulatorios como en la gestión misma de los territorios y sus recursos, los cuales ya están causando impactos profundos en las dinámicas territoriales. La aprobación de la Ley General de Recursos Hídricos en 2021, la creación de la Autoridad Salvadoreña del Agua en 2022 y la reducción de la cantidad de municipalidades en 2023 (ver capítulo 3), están transformando los marcos regulatorios. Por otra parte, las apuestas por atraer inversión extranjera, por ejemplo con la implementación de proyectos turísticos como "Surf City", la agilización de los permisos medioambientales para grandes obras de infraestructura así como la aprobación de permisos de extracción de agua a consorcios multinacionales o el uso mismo del agua como elemento de marketing político (Gutiérrez, 2023), desencadenan una serie de decisiones que inciden en la gestión y gobernanza del agua. Es necesario seguir de cerca estas dinámicas para comprender mejor los impactos territoriales que tendrán en el mediano y largo plazo.

CAPÍTULO 5
LA TRAYECTORIA DE INCLUSIÓN PRECARIA EN MONTREAL

Las luchas por la defensa de los territorios tienen en América Latina una dimensión ontológica que Arturo Escobar (2015) plantea como una manera de enfrentarse a la visión de un solo mundo que propone el proyecto moderno. Escobar añade que este mundo único de la modernidad se basa en una ontología dualista, que ha erosionado la base ontológica-territorial latinoamericana dónde priman concepciones del mundo no dualistas. De esta manera las comunidades emprenden procesos de "resistencia, oposición, defensa y afirmación de los territorios" (Escobar, 2015; p92-93) construidos en múltiples mundos.

Esta defensa del territorio no está exenta de conflicto. Si partimos de la noción que el territorio se consolida a lo largo del tiempo a partir de lógicas sociales, culturales e institucionales y que como producto de estas lógicas los diversos territorios no son estáticos ni neutrales, produciéndose y reproduciéndose por medio de la conflictividad (Valter do Carmo Cruz, 2024; Morales Gómez et al., 2023) resultará necesario, en el caso del agua, analizar las relaciones sociales de poder, que justamente están a la base de la conflictividad hídrica, y que nutren esos procesos de resistencia y defensa del territorio de los que habla Escobar.

En las zonas periurbanas de Montreal y Nuevo Cuscatlán, la defensa de los territorios se encuentra actualmente en una fase crítica. Por un lado, las presiones de la expansión urbana que como ya se mostraron en el capítulo previo, han incrementado desde finales de los años 1990, por otro lado, la fuerte presión por el acceso y control del recurso hídrico ya sea con fines políticos o económicos, que deja a los pobladores de los asentamientos precarios periurbanos en condiciones de desventaja. En este contexto resulta valioso recuperar los planteamientos de Escobar, ya que las resistencias que estos pobladores han ido configurando a lo largo del tiempo se sostienen justamente por la fortaleza de haberse construido y seguirse construyendo en múltiples mundos. A continuación, se propone traer a la discusión tanto a actores como las relaciones sociales de poder que estos actores construyen en sus territorios. El relato se estructura en formato "trayectoria", es decir se articula a través de los procesos de territorialización que llevan a cabo estos actores en el tiempo.

En el caso de Montreal, esta trayectoria se nutre del trabajo de terreno, entrevistas y grupos focales realizados en Montreal entre 2022 y 2024, así como de visitas a la zona desde 2012 acompañando algunos de los procesos del Programa de Mejoramiento de Barrios (PMB), implementado por la Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima, FUNDASAL. Asimismo, hay referencias a documentos de estudio de la zona, informes de proyectos e investigaciones académicas, que incluyen entre otros grupos focales que apoyan los datos recopilados en esta investigación. Al no contar con suficiente información de campo en el caso de Nuevo Cuscatlán, no es posible hacer una comparación entre los dos escenarios periurbanos, sin embargo, Nuevo Cuscatlán se tomará como referencia en el capítulo 7 cuando se analicen los conflictos por el agua.

De esta manera este capítulo se concentra en el caso de estudio de Montreal y se organiza de la siguiente manera: 1. En primer lugar, se describe Montreal y se hace un recorrido por la historia de la transformación del territorio rural a territorio periurbano de Montreal, identificando a los actores clave en el proceso. 2. En segundo lugar, se identifican las relaciones de poder entre estos actores y los posibles escenarios de conflicto, sobre todo aquellos que tienen que ver con la gestión del agua. 3. Finalmente se analizan los procesos de territorialización partiendo de las relaciones sociales de poder.

5.1 El territorio periurbano de Montreal actualmente

El territorio periurbano de Montreal es en realidad un conjunto de 31 diferentes asentamientos que desde 1950 se han transformado de espacios rurales a espacios urbanos en la periferia de los municipios de Mejicanos, Cuscatancingo y Ciudad Delgado. Se identifican actualmente al menos cuatro grandes sectores en Montreal: finca Argentina (1); finca Montreal (2) de dónde toma su nombre todo el sector; asentamientos intervenidos por el Programa de Mejoramiento de Barrios (PMB) de FUNDASAL (3); propiedades de diversos tamaños que complementan el conjunto (4). A continuación, se muestran los cuatro sectores en el Mapa 33

Montreal posee un área de 99.1 hectáreas y de acuerdo con proyecciones de población[66], en 2015 contaba con 30,000 habitantes[67]. En el registro de la propiedad del Centro Nacional de Registros (CNR), se contabilizan un total de 3087 lotes, distribuidos en 31 asentamientos, algunos de ellos de pequeñas dimensiones como el Pasaje Villalta que posee solamente cuatro lotes, hasta lotificaciones como la Colonia Buenos Aires que posee 398 lotes. Existen igualmente asentamientos que no han sido registrados en el CNR como la Finca Argentina sectores 1 y 3, dónde actualmente viven dos comunidades de no videntes y las comunidades 24 de Julio y 5 de Mayo, que formaron parte del PMB y que sí han sido registradas en la base de datos de FUNDASAL. No existe un dato exacto sobre el

[66] Proyecciones de la Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples y datos censales del Programa de Mejoramiento de Barrios de FUNDASAL
[67] Los datos del censo 2024 no llegan a desglosar la población por barrios

porcentaje de familias que poseen título de propiedad, pero de acuerdo con lo expresado en las diferentes entrevistas con habitantes y el equipo de FUNDASAL, podrían ser alrededor de un 40%, el resto de familias solamente poseen documentos de "promesa de venta", pero no una propiedad debidamente registrada a su nombre. El Mapa 34 muestra la ubicación de los diferentes asentamientos de Montreal.

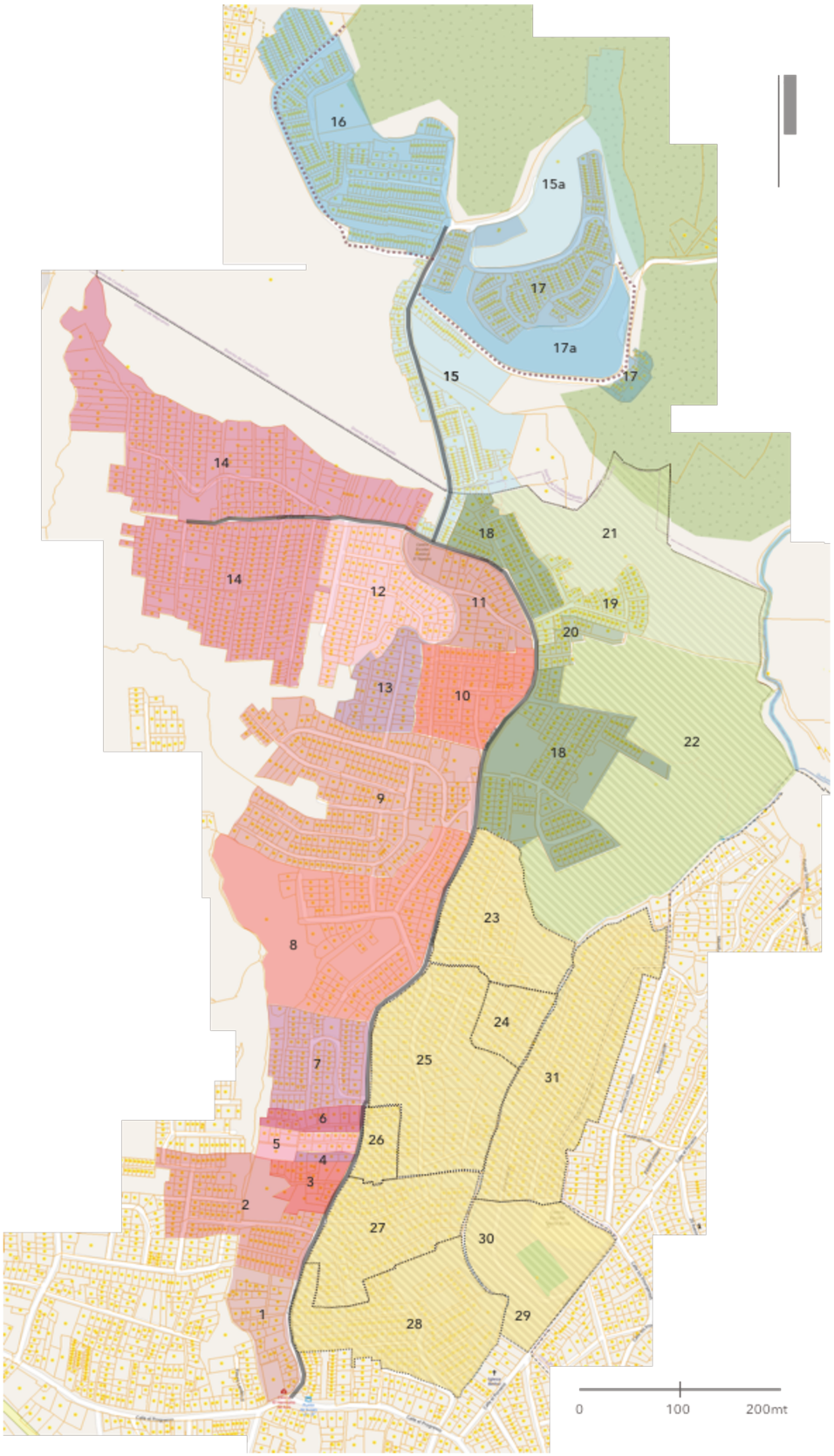


Mapa 34: Sectores que componen Montreal y zonas aledañas
Fuente: elaboración propia con base en Maps (2024)

1. Finca Argentina, 2. Finca Montreal, 3. Sector intervenido por el Programa de Mejoramientos de Barrios (PMB), 4. Resto de lotificaciones, 5. Lomas de Mónico, 6. Ciudad Corinto
a. Quebrada Siete Pilas, b. Quebradas Las Pringas, c. Río El Chagüite, d. Única calle de acceso a Montreal, e. Antigua calle a Mariona
(Línea punteada en amarillo límites de asentamientos construidos. Línea punteada en verde límite de terrenos rústicos parte de la Finca Montreal)

Los 31 asentamientos en los cuatro sectores mostrados en el Mapa 35 están distribuidos de la siguiente manera: en el sector 1 hay cinco y pertenecen a finca Argentina (15-17), dos de ellos no registrados en el CNR (15a y 17a) y dónde se ubican sendas comunidades de personas no videntes[68]. En el sector 2, hay también cinco que conforman la finca Montreal (18-22) dentro de ellos dos aún no han sido lotificados (21 y 22). El sector 3 corresponde a los asentamientos intervenidos en por el PMB y posee nueve asentamientos (23-31). Finalmente, en el sector 4, se ubican catorce asentamientos (1-14).

[68] Estas personas están ubicadas en terrenos que pertenecían al Ministerio de Educación. Según indican sus habitantes el mismo Ministerio vendió los lotes a la comunidad de videntes, originalmente maestros. Posteriormente llegaron otros usuarios.



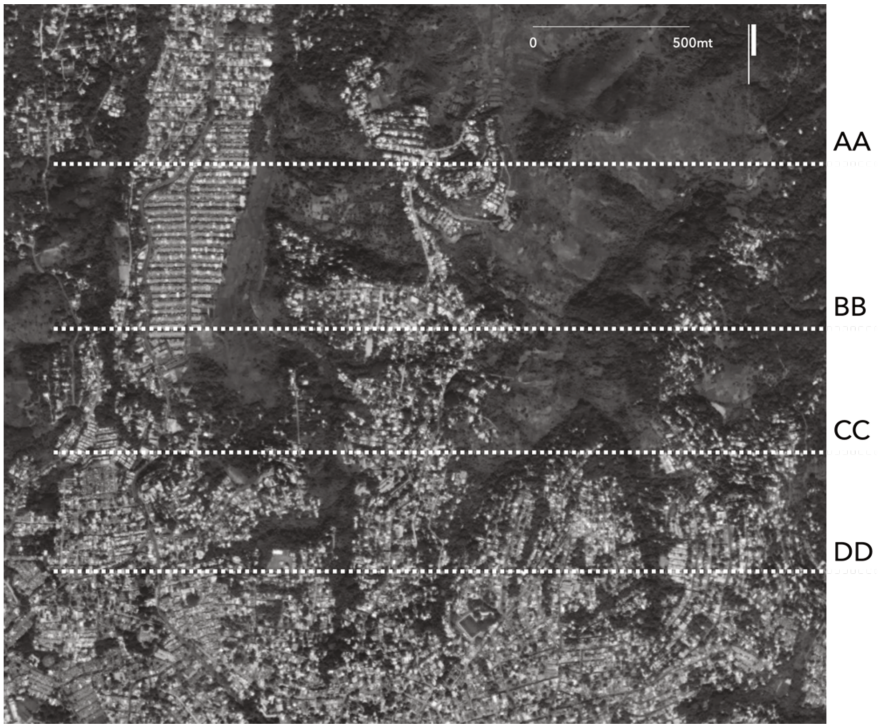
Mapa 35: Ubicación de los asentamientos que componen Montreal
Fuente: elaboración propia con base en información catastral del CNR

En la Tabla 15 se detalla cada uno de los asentamientos y la cantidad de lotes que posee, en las observaciones se colocan para algunos de ellos los nombres con los que se les conoce (aunque en el registro posean otro nombre, por ejemplo, Colonia Delicias del Norte se conoce como pasajes Calabozo 1 y 2. También se coloca en las observaciones que en los datos de lotes se han combinado los dos asentamientos que conforman la Colonia Montreal. Finalmente, también se ha agregado en las observaciones cuáles de los asentamientos pertenecen al PMB.

	Nombre	# lotes	Observaciones
1	Colonia Delicias del Norte	42 lotes	Pasajes Calabozo 1 y 2
2	Colonia Navarrete	105 lotes	Pasajes Tlaloc, Tecti, Ischel, Telt, Texticali
3	Pasaje Palacios	21 lotes	
4	Pasaje Villalta	4 lotes	
5	Pasaje 7 Pilas	19 lotes	
6	Pasaje 6	20 lotes	
7	Colonia Veracruz	95 lotes	
8	Colonia San Simón	120 lotes	
9	Parcelación Iberia	246 lotes	
10	Colonia San Juan	78 lotes	
11	Colonia Buenos Aires 1	46 lotes	
12	Lotificación Villas de Guadalupe	113 lotes	
13	Colonia Buenos Aires 2	44 lotes	
14	Colonia Buenos Aires	398 lotes	
15	Finca Argentina sector 1	145 lotes	
15a	Finca Argentina sector 1	sin datos	Comunidad de no videntes
16	Finca Argentina sector 2	318 lotes	
17	Finca Argentina sector 3	232 lotes	
17a	Finca Argentina sector 3	sin datos	Comunidad de no videntes
18	Colonia Montreal	220 lotes	Dos porciones
19	Colonia Montreal	67 lotes	Pasaje Willington
20	Colonia Montreal	23 lotes	Pasaje Elías
21	Finca Montreal porción A	-	Terreno rústico
22	Finca Montreal porción B	-	Terreno rústico
23	Lotificación San Juan Quinta Vera	65 lotes	PMB / FUNDASAL
24	Comunidad Artiga	23 lotes	PMB / FUNDASAL
25	Colonia Cantizano	106 lotes	PMB / FUNDASAL
26	Comunidad El Bambú	33 lotes	PMB / FUNDASAL
27	Colonia Delicias del Norte	108 lotes	PMB / FUNDASAL
			Pasajes San Juan, San Cayetano y Aquino
28	Lotificación El Progreso	154 lotes	PMB / FUNDASAL
29	Comunidad 24 de Julio	30 lotes	PMB / FUNDASAL
30	Comunidad 5 de Mayo	44 lotes	PMB / FUNDASAL
31	Colonia Santa Rosa	168 lotes	PMB / FUNDASAL
	TOTAL (lotes)	3087 lotes	sin contar las comunidades de no videntes

Tabla 15: Cantidad de lotes por asentamiento en Montreal
Fuente: elaboración propia con base en datos del CNR y FUNDASAL

Es importante observar que la topografía de Montreal es bastante accidentada con abundancia de colinas y depresiones. Existe una sola calle de acceso, la Calle Montreal, que se ubica en la cresta de la colina principal de la zona, a esta colina se le conoce localmente como "el lomo del caballo" ya que su forma asemeja a la cabeza de un caballo. Al llegar a finca Argentina, esta calle se bifurca, rodeando la parte alta de la finca; este sector se conoce localmente como "el cerro", en alusión a una topografía más elevada que el resto de Montreal. Las viviendas se han ido disponiendo poco a poco en las pendientes de las colinas. El conjunto está enmarcado por las quebradas Siete Pilas, Las Pringas y el río el Chagüite. A continuación, en la Fotografía 67, se muestra una serie de perfiles[69] de la zona que ayudan a comprender mejor su topografía.

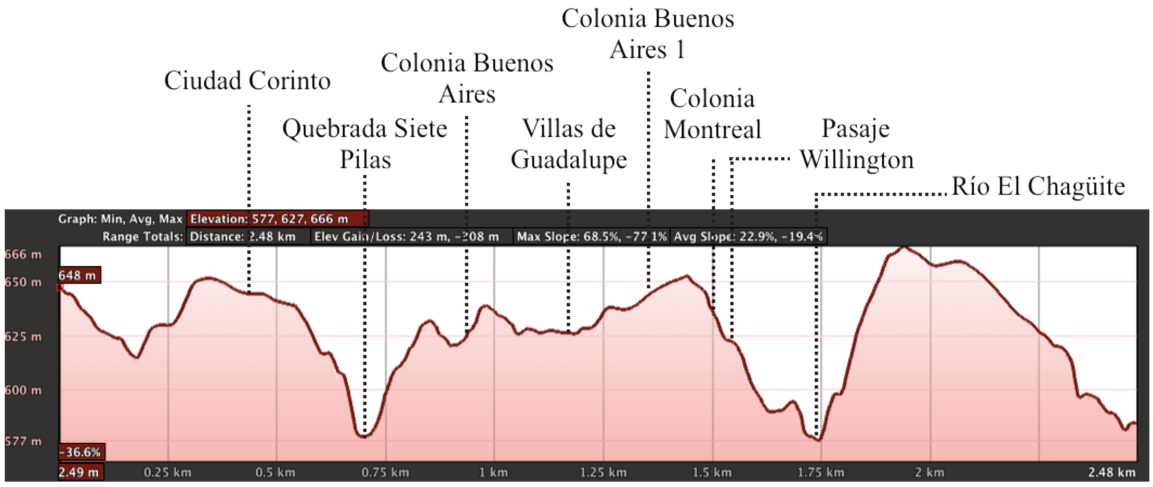


Fotografía 67: Ubicación de perfiles del terreno en Montreal
Fuente: elaboración propia con base en Maps (2024)

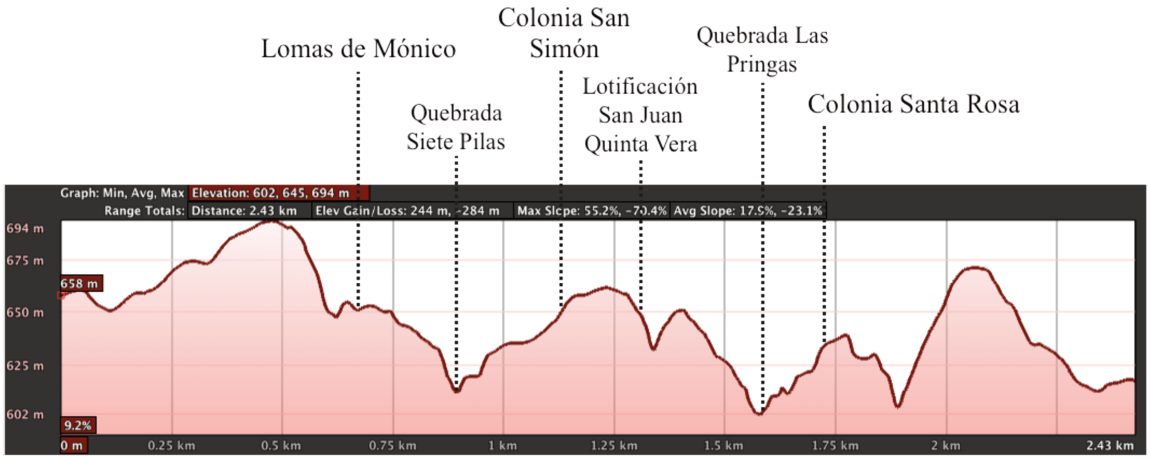


Perfil AA

[69] Ciudad Corinto (en perfiles AA y BB) y Lomas de Mónico (en perfil CC), no pertenecen a Montreal pero se incluyen como referencia.



Perfil BB



Perfil CC



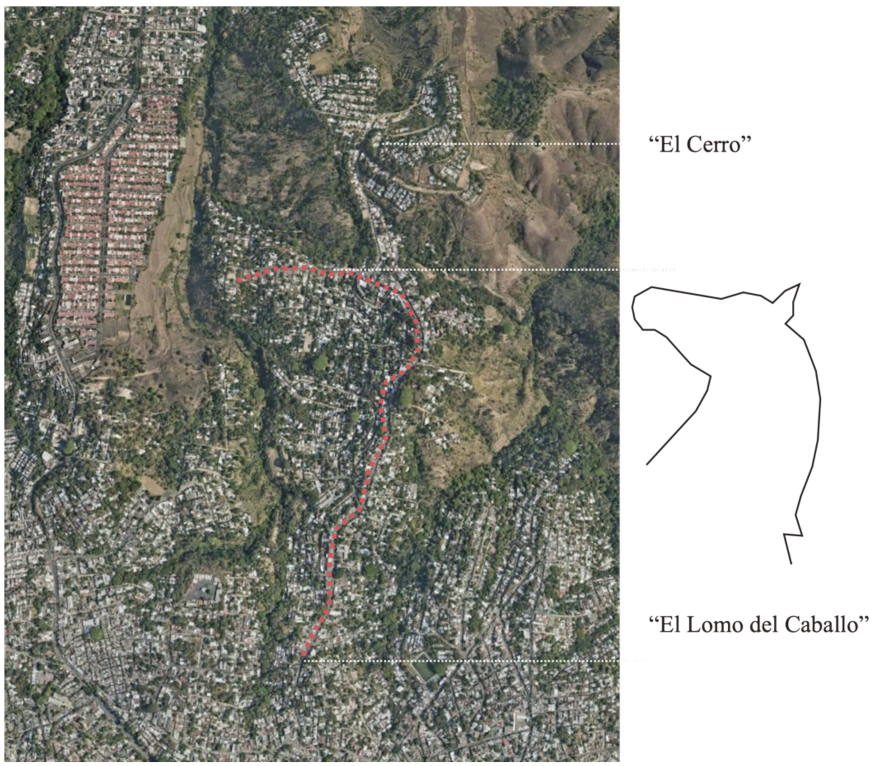
Perfil DD

Figuras 13, 14, 15 y 16: Perfiles AA, BB, CC y DD del territorio dónde se ubica Montrea
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth (2024)
NOTA: los perfiles reflejan la situación real, sin embargo parecen acentuados a causa de la escala

Y finalmente la Fotografía 68 muestra el relieve actual de la zona desde una vista aérea, y en la Fotografía 69 los nombres locales de los diferentes sectores



Fotografía 68: Vista de pájaro Montreal
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth (2024)



Fotografía 69: Nombres locales y ubicaciones de los sectores que conforman Montreal
Fuente: elaboración propia con base en Google Earth (2024)

5.2 De territorio rural a territorio periurbano

5.2.1 "Allí nací y primero Dios allí me voy a morir…"

Para contextualizar los procesos de territorialización en los territorios periurbanos del AMSS, habría que remontarse a la época en la que El Salvador era predominantemente un país rural, que coincide con los primeros datos de conformación de asentamientos precarios en la ciudad (Lungo Uclés, 1992). En 1942 la población total estimada del país era de 1,862,980 habitantes; San Salvador contaba en ese entonces con 105,193 habitantes, es decir representaba solamente el 5.6% del total de población. Esta tendencia, más rural que urbana, se ve reflejada en el hecho que un 62.3% de la población vivía entonces en zonas rurales, mientras que solo el 37.7% se ubicaba en áreas urbanas (Lemaire, 1946) a pesar de que desde inicios del siglo XX las ciudades, sobre todo la capital y aquellas vinculadas a la producción cafetalera como Santa Ana o Nueva San Salvador, se expanden (Fernández Vásquez & Lungo Uclés, 1988). En cuanto a la economía, si bien es cierto el café constituye el principal producto de exportación, coexiste entonces con otros cultivos que también son importantes para la economía nacional como el algodón, la caña de azúcar y el henequén. Las políticas a favor de la primacía del café, que incluía entre otros, la transformación gradual en la tenencia de la tierra facilitando la concentración de la misma en pocas manos (Demyk, 2007; Paige, 1993), así como el control de las exportaciones, la comercialización y los créditos, por parte de las élites salvadoreñas (Lauria-Santiago, 2003), no eliminan por completo la existencia de pequeños y medianos propietarios, quienes se dedican a la agricultura de subsistencia (maíz, maicillo, frijol), a la ganadería y en algunos casos, a la producción de café.

El territorio dónde actualmente se ubica Montreal, entre los municipios de Mejicanos, Cuscatancingo y Ciudad Delgado, era en 1940 un espacio rural. Son pocos los habitantes actuales de Montreal que recuerdan cómo era este territorio rural, sin embargo, M.M comenta que él nació allí en 1949, en terrenos de la Finca Montreal: *"porque yo allí nací, tengo 73 años y conozco todo el proceso de la calle Montreal… 1949. M allí me voy a morir"* (M.M, Grupo Focal, septiembre 19, 2022). En este lugar rústico la actividad principal era el pastoreo de ganado vacuno, complementándose con la siembra de granos básicos, incluso se sembraban en menor escala café y cacao, como comenta C. quien menciona que en 1965: *"la calle no llegaba hasta aquí abajo; sino que era una vereda porque eran fincas, aquí había cafetales, había chocolateros… de dónde sacan… eh…* [chocolate]… *antes se llamaba aquí cantón el Cacao …"* (C., Grupo Focal, septiembre 7, 2016, en Chacón Marroquín, 2017). Los productos de estas actividades agrícolas eran utilizados para consumo propio y los excedentes se comercializaban en los mercados de Mejicanos, Cuscatancingo o San Salvador (Martínez Ortega, 2016).

Este patrón de uso de suelo agrícola, ya estaba establecido incluso desde la época colonial, lo confirman las palabra del obispo Cortés y Larraz en su visita a la parroquia de Mexicanos (que incluía los pueblos de indios de Mexicanos, Aculhuacan, San Sebastián y Ayustastepeque), entre 1768-1770: "Las cosechas que produce este territorio son maíces, frijoles, caña, verduras, frutas y con la proximidad

de la ciudad de San Salvador, se ayudan llevando sus frutas y verduras, trabajando en la misma ciudad y sus haciendas" (Cortés y Larraz, 2000, p.95). Estas tierras rurales fueron originalmente parte de las tierras adjudicadas a los pueblos de indios de Mejicanos, Ayutuxtepeque, Cuscatancingo, Aculhuaca, Paleca y San Sebastián Texinca durante la colonia (los últimos tres conforman actualmente Ciudad Delgado). A principios del siglo XX, dejan de ser pueblos de indios y se les reconoce como barrios de la ciudad de San Salvador, aunque la mancha urbana no llegue aún hasta ellos (Lindo-Fuentes, 1990). De esta manera podemos inferir que en el sector Montreal se encuentran propiedades de pequeño y mediano tamaño heredadas por los descendientes de los habitantes de los pueblos de indios originales.

Desde el punto de vista económico fueron siempre tierras marginales que no interesaban ni al poder colonial ni más adelante al gran capital agroexportador, el cual sí poseía inversiones en la en la cercanía de Montreal, en Valle del Ángel, tierras dedicadas al cultivo de café y caña de azúcar. Sin embargo, tierras que con el incremento de la población urbana a partir de 1950 y la consecuente demanda de suelo urbano, sí le interesarán a cierto capital intermedio, en la forma de desarrolladores inmobiliarios operando en los márgenes de la informalidad. La Fotografía 70 muestra el paisaje de Mejicanos a inicios del siglo XX. Nótese el terreno conformado por pequeñas colinas, las calles de tierra y las mujeres cargando recipientes (cántaros), normalmente utilizados para transportar agua.



Fotografía 70: Entrada a Mejicanos a principios del siglo XX
Fuente: www.guanacos.com

En la actualidad aún se puede observar el paisaje de colinas en medio de las cuales se van ubicando los asentamientos periurbanos. En la Fotografía 71 se muestra una vista hacia el sur desde la colonia San Simón en Montreal, al fondo las viviendas de Lomas de Mónico, asentamiento separado de Montreal por la quebrada Siete Pilas.



Fotografía 71: Vista del paisaje entre colinas en Montreal
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

Los habitantes de Montreal en esta época son campesinos, la mayoría de ellos colonos[70] sin tierra, quienes arriendan parcelas de cultivo en las fincas de la zona, dónde siembran para su propio consumo vendiendo el excedente. En la actualidad sigue habiendo colonos que mantienen la tradición de la ganadería y siembra de subsistencia, coexistiendo con los asentamientos urbanos vecinos. Normalmente ubicados en las tierras rurales al norte (en "El Cerro", Finca Argentina, ver Mapa 33). En este caso podríamos hablar de "campesinos rurbanos", algunos de ellos viven en Montreal y alquilan parcelas de cultivo en finca Argentina; la mayor parte de ellos han sido originalmente campesinos expulsados de otros territorios, quienes al llegar a Montreal no dejan de dedicarse a actividades agrícolas lo que les complementa las fuentes de ingresos que puedan tener en la ciudad. El caso de O.R lo ejemplifica: O.R llega a San Salvador en 1987 cuando tenía 20 años, en busca de trabajo, campesino originario de un cantón cerca de la ciudad de Ishuatán en Sonsonate (al poniente del país), *"Nosotros trabajábamos allá de puro campo vea. Maíz, maicillo, frijoles…"* (O.R., comunicación personal, marzo 19, 2024). Al llegar a San Salvador encuentra trabajo como obrero en la industria de la construcción y al mismo tiempo alquila una parcela para cultivar. O.R comparte lo siguiente:

O.R
Yo siembro allá arriba. Allá es onde cultivo yo
Sandra
Tiene su casa en la Guadalupe y va a sembrar a la Argentina ¿Y qué siembra?
O.R
Frijol, maíz, ayote, de lo que caiga

[70] Los colonos era personas a quienes los dueños de la tierra les arrendaban parcelas para que cultivaran para su propio consumo. En la época de cosecha se empleaban en las fincas, normalmente por salarios muy bajos o incluso de forma gratuita. De esta manera los terratenientes mantenían ingresos permanentes tanto en época de siembra como de cosecha.

Sandra
¿Y cómo le ha ido con la cosecha ahora que no llueve usted?
O.R
Fíjese que allí todo, yuca, solo levanta los tallos y son unos tanates de yuca, como la tierra es blandita
Sandra
¿Y con el agua cómo hace?
O.R
Solo en invierno. Ahorita desde que saqué los frijoles no ha vuelto a llover, pero allí tengo mi pedazo
Sandra
¿Y cómo hace con ese terreno? usted allí va o lo alquila
O.R
Es que allí hay un señor que él tiene, allí es dónde guardo yo las cosas, en la casa onde él, y él por vivir allí tienen derecho a sembrar. Porque eso ya no es de aquí de la Argentina sino que es de Cusca, Ciudad Delgado, ¡ah! y por allí pasa un río, y allí el dueño de todas esas cosas saber quién es pero, los que viven allí tenían derecho a sembrar, entonces ese señor me da a mi para que yo poder sembrar. Pero ya va mi hermano con su siembra y todo vea. Pero yo tengo quiero ver, como unos quince años de no comprar frijoles

Incluso le queda algún excedente que su esposa vende a los vecinos: *"yo se la traigo a mi esposa y vos si la ponés en un pozo con agua al ratito todas se las han comprado. Los chipilín y mora"* (O.R., ídem).

A continuación, las Fotografías 72 y 73 en el sector norte, captadas en finca Argentina, cerca de dónde siembra O.R. Nótese siempre el paisaje de colinas en medio de las cuales están las plantaciones de maíz. Las viviendas están construidas con materiales mixtos y las calles son de concreto o de tierra. La abundante vegetación de los cerros está poco a poco desapareciendo por el avance de las edificaciones. En esta zona la presión de los desarrolladores inmobiliarios operando en el eje nor-poniente es fuerte (ver capítulo 4), lo que añade un nivel más de fragilidad a la zona al ser tierras que comienzan a ser deseadas para proyectos habitacionales.



Fotografía 72: Territorio rurbano en Finca Argentina, sector norte de Montreal
Fuente: SGPoizat, agosto 2023



Fotografía 73: Lotes rurales con cultivos de maíz en Finca Argentina, sector norte de Montreal
Fuente: SGPoizat, agosto 2023

Desde los estudios rurales existen planteamientos teóricos sobre los espacios periurbanos como fronteras dónde se manifiestan expresiones de la vida rural cercanas a la ciudad. Para las poblaciones con mayores recursos económicos estas manifestaciones son una forma de escapar de la ciudad y vivir en el campo, rodeados de naturaleza, estos pobladores periurbanos buscan mejores locaciones y nuevos estilos de vida. En el caso de migrantes pobres que se mueven del campo a la ciudad, la práctica de la agricultura urbana es una manera de complementar los ingresos que logran ofreciendo su fuerza de trabajo en la ciudad. En este caso los territorios periurbanos son espacios dónde se producen hibridaciones "rurbanas" en la interfase urbano-rural; para las poblaciones menos favorecidas constituyen al mismo tiempo espacios dónde se visibilizan las resistencias "desde abajo", en particular con respecto al acceso a la tierra, el agua y la soberanía alimentaria (Ávila Sánchez, ed., 2010).

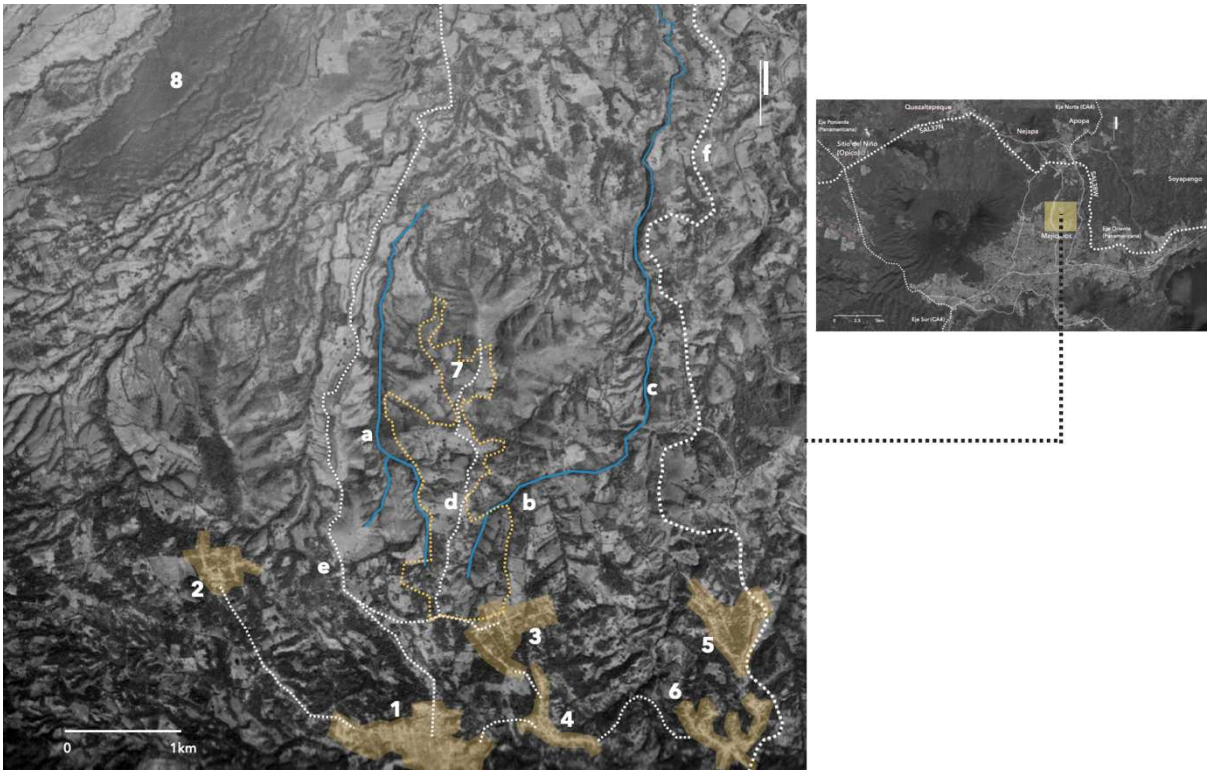
Desde otra perspectiva, los nuevos "campesinos rurbanos", utilizan sus conocimientos del mundo rural para reivindicar sus propios saberes en medio de un entorno urbano que los minimiza. Por ejemplo, cuando O.R comenta sobre su educación previo a venir a buscar trabajo a la capital, lo hace casi con vergüenza y dice: *"De allí a trabajar y cómo un poco perturbada la visión verdá, porque nosotros venimos de un, vea, de una educación nada de ambiciones, mucho menos alguna meta o algo por el estilo vea, pero aquí venimos, lo que se iba dando"* (O.R., comunicación personal, marzo 19, 2024). Pero al mismo tiempo comenta que poco a poco fue aprendiendo el oficio de la construcción: *"Pero el chiste fue que desde que comencé a trabajar yo aquí, eh, fue para aprender algo. Yo no sabía nada, no sabía los números, no sabía nada, nada, y de repente en construcción cero, cero… Fue comenzar a trabajar y me entusiasmé al final. Empecé a aprender con la cinta por lo menos, todo, que centímetros, metros, pero me gustó trabajar"* (O.R., ibid.). Su rostro y la manera de hablar cambian cuando finalmente habla de la parcela que cosecha en la finca Argentina, en ese momento es él el experto.

Hacia 1950 El Salvador tiene una población de 1.9 millones de habitantes, 360,000 de ellos viviendo en el AMSS (Rosa & Barry, 1995), para entonces Montreal ya ha iniciado su proceso de transformación de territorio rural a periurbano. M. llegó a Montreal en 1949, cuando ella tenía 15 años, se mueve de un barrio de San Salvador, el barrio San Miguelito, junto a su hijo y su madre: *"con mi muchacho nos venimos para acá, aquí todo empedrado"* (M., Grupo Focal, septiembre 7, 2016, en Chacón Marroquín, 2017). Este proceso de transformación de rural a urbano en Montreal va de la mano con la acelerada dinámica de urbanización que experimenta la ciudad de San Salvador a partir de 1950. El incremento de la frontera agroexportadora gracias al impulso de cultivos como la caña de azúcar y el algodón, que expulsa a buena parte de la población campesina de sus tierras y, el fomento a las industrias manufactureras en contextos urbanos, estarían para algunos autores, a la base del incremento de las migraciones del campo a la ciudad en las décadas de 1950 y 1960 (Segovia, 2021; Arias Peñate, 1988; Sermeño, 1980). Aunque los gobiernos militares de la época muestran interés en la planificación urbana y en la necesidad de proveer de vivienda a la población en las ciudades, impulsando la Dirección de Urbanismo y Arquitectura DUA y el Instituto de Vivienda Urbana IVU, los esfuerzos no son suficientes para cubrir la amplia demanda de vivienda y servicios, sobre todo de la población de menores recursos (FUNDASAL & PNUD, 2009). Para Nora Clichevsky en la medida que la ciudad se expande, también incrementan los tipos de informalidad en las ciudades y al respecto indica que entre otros encontramos: ocupaciones ilegales de suelo, mercados informales de suelo, loteos irregulares, venta de lotes rurales, por mencionar algunos. Para la autora la venta ilegal de lotes irregulares, a cargo de los propios propietarios o promotores, es la forma más extendida de hábitat popular en América Latina, llegando hasta un 50% en el caso de las ciudades en El Salvador (Clichevsky, 2007). Magdalena, su pequeño hijo y su madre acceden a un lote irregular a través del mercado informal de suelo, muy alejadas de los programas estatales de la época.

Pero ¿cómo luce el territorio de Montreal en 1950? En un acercamiento a la zona dónde actualmente se ubica Montreal, Fotografía 74, fotografía aérea que data de 1949[71], podemos observar que el territorio posee una topografía accidentada, con abundantes depresiones o terrenos de altas pendientes entre las quebradas Siete Pilas (a) y Las Pringas (b) / El Chagüite (c), estos últimos tributarios del río Tomayate. Se ubican en la fotografía las ciudades de Mejicanos (1), Ayutuxtepeque (2), Cuscatancingo (3), Aculhuaca (4), Paleca (5) y San Sebastián Texinca (6), todas ellas "barrios" de San Salvador; nótese que todas están conectadas por caminos rurales, los cuales se mantienen hasta ahora formando parte de la red vial de la ciudad. Asimismo, se advierte que ya entonces existía un camino rural sobre la parte alta de la colina principal dónde se ubica actualmente Montreal, este camino rural se convertirá con el paso del tiempo en la Calle Montreal, único acceso a la zona. Es notoria también en esta fotografía la escasa cobertura boscosa, lo que indica la intensidad del uso agrícola y ganadero de

[71] El pequeño mapa de ubicación muestra la zona de la fotografía en el AMSS actual

estas tierras. Al nor-poniente se distinguen las tierras dedicadas al cultivo de caña de azúcar en Valle del Ángel (8). Se puede observar también en esta fotografía que Cuscatancingo (3) se une al borde sur de la zona ahora reconocida como Montreal.



Fotografía 74: Fotografía aérea de la zona dónde se ubica Montreal, 1949
Fuente: elaboración propia con base en fotografía aérea de1949, Centro Nacional de Registros (CNR)

1. Mejicanos, 2. Ayutuxtepeque, 3. Cuscatancingo, 4. Aculhuaca, 5. Paleca, 6. San Sebastián Texinca, 7. Montreal, 8. Valle del Ángel
a. Quebrada las Siete Pilas, b. Quebrada Las Pringas, c. Río El Chagüite, d. Única calle de acceso a Montreal, e. Antigua calle a Mariona, f. Carretera Troncal del Norte

Esta parte sur es la que está actualmente más integrada con las áreas urbanas de Mejicanos y Cuscatancingo, cómo puede apreciarse en las Fotografías 75 y 76 a continuación. La integración es evidente en el tipo de construcciones, con materiales más estables (bloque de concreto, ladrillo); el hecho que las viviendas poseen un segundo nivel que indica inversiones en mejora de vivienda a largo plazo. También se puede observar en el hecho de contar con calles pavimentadas, aceras, drenajes, infraestructura de electricidad que pertenecen a los equipamientos urbanos de Mejicanos y Cuscatancingo.



Fotografía 75: Calle céntrica de Mejicanos
Fuente: SGPoizat, agosto 2023



Fotografía 76: Ingreso a Montreal, parada de buses de la ruta 2C
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

Hasta aquí se han identificado al menos tres actores: 1. Los pobladores originales, dueños de la tierra, en este caso propiedades rurales de pequeño y mediano tamaño; 2. Los nuevos habitantes que van llegando poco a poco a ubicarse en Montreal atraídos por la posibilidad de alquilar o comprar un lote rústico dónde levantar sus casas, algunos de estos habitantes seguirán dedicándose a la siembra y ganadería ahora como "campesinos urbanos"; 3. Los lotificadores informales, intermediarios entre los propietarios y los nuevos habitantes, de los cuáles se comenta más adelante.

5.2.2 "No había transporte, no había alumbrado, no había nada…"

Hacia 1960 nuevos habitantes van llegando poco a poco a Montreal, atraídos por la posibilidad de acceder a un terreno que puedan pagar de acuerdo con sus posibilidades, aunque ellos mismos tengan que proveerse la vivienda y servicios urbanos. L. nació en Montreal en 1976 pero su madre llegó en 1960, proveniente de otra zona periurbana de San Salvador, el cantón San Ramón. L. comenta que la Finca Montreal pertenecía a una sola familia: *"era una sola familia, eran la familia Aguirre, y ellos por darle la herencia que los hijos, se la estaban pidiendo, ahí ellos vendieron, de ahí vino la lotificadora que son López & López. Ya de ahí que ellos comenzaron a hacer la venta de los terrenos… un lugar rústico"* (L., Grupo Focal, septiembre 7, 2016, en Chacón Marroquín, 2017). En 1960 cuando la madre de Lidia llega a Montreal, El Salvador es un país de 2.5 millones de habitantes y el AMSS ha incrementado su población a 504,000 personas (Rosa & Barry, 1995).

El Salvador de la década de 1960 es un país en crisis. A nivel internacional los precios del café, al alza en la década de 1950, bajan dramáticamente, lo mismo sucede con los precios del algodón; esto causa el lento desmantelamiento del Estado benefactor hacia finales de los años 1960. Por otra parte, las restricciones internas al desarrollo de las industrias promovidas bajo el programa de sustitución de importaciones, lideradas por la oligarquía más conservadora, motiva a grupos progresistas a presionar por una "modernización" del Estado (Beverley, 1982). Esta doble crisis, agrícola e industrial, provoca protestas masivas, sobre todo en las ciudades, lideradas por sindicalistas obreros, empleados públicos, estudiantes y sindicatos de maestros, mientras que por otra parte incrementa la represión de los gobiernos militares de la época (Castellanos, 2001; Jung, 1982; Richter et al., 1980). El triunfo de la revolución cubana en 1959 provoca una mayor injerencia de los Estados Unidos en la región Centroamericana, y un incremento en los programas contrarrevolucionarios (Ram, 1983). El AMSS sigue creciendo tanto en población como en extensión, y las zonas periurbanas, sobre todo al norte y nor-oriente, reciben a la mayor parte de la población de escasos recursos. Al mismo tiempo estos salvadoreños pobres también comienzan a emigrar, lo hacen hacia Guatemala, Honduras, Nicaragua y México, e incluso hacia Estados Unidos dónde, en 1969, vivían ya 500,000 salvadoreños (Beverley, 1982).

Cuando la finca Montreal es dividida por sus propietarios, la familia Aguirre, la propiedad se va fraccionando y lotificando poco a poco. C. comenta que en 1965: *"empezaron a venir entonces varias personas que compraban las manzanas y empezaron a lotificar"* (C., Grupo Focal, septiembre 7, 2016, en Chacón Marroquín, 2017). Estas personas eran lotificadores informales. D.V menciona la existencia de dos propiedades diferentes, la finca Montreal y la finca Veracruz: *"Fíjese que allí en la comunidad, en la Veracruz, era una finca y eran las dos, como se dice, las dos familias más adineradas. Que estaba el señor que hoy ya no está, el señor que vivía desde la tienda el primo y la familia Aguirre"* (D.V., Grupo Focal, septiembre 19, 2022). Se ha mencionado también al Sr. Navarrete, propietario de la que ahora se conoce como Colonia Navarrete,

como alguien que *"vendía por parcelas"* (A.R, Grupo Focal, septiembre 19, 2022). Se deduce de lo conversado con las personas entrevistadas y participantes de grupos focales que los dueños de la tierra utilizaron los servicios un lotificador informal, López & López, para que ellos se hicieran cargo del proceso de lotificación y venta (finca Montreal, finca Veracruz), aunque en ciertos casos los propietarios vendían las parcelas directamente (colonia Navarrete), es decir que el propietario es al mismo tiempo el lotificador.

P.V, uno de los habitantes que llegó a Montreal en el año 1968 mencionó haber migrado del occidente del país, zona cafetalera: *"Vine de Atiquizaya, departamento de Ahuachapán y me ubiqué allí por el Centenario*… [parque Centenario, en el Centro Histórico de San Salvador]…*de allí buscando por dónde irse ubicando vine a dar aquí*… [Montreal]… *en ese tiempo, el 68"* (P.V., comunicación personal, marzo 22, 2024). Cuando le pregunto cómo era Montreal en esa época contesta: *"Pues, la calle era polvosa, polvo en el verano y lodo en el invierno. No había transporte, no había alumbrado, no había nada"* (P.V., ibid.). J. también llega a Montreal en 1968 y comenta que: *"el año en que yo me vine a vivir aquí no había transporte, a pie nos íbamos a comprar al mercado… en el 68, sí… sí… entonces a los años resultó un anciano…* [don Santo]… *él trató de dar las vueltas para que tuviéramos transporte, y es así como tenemos transporte… sea de una ruta* [línea de buses]" (J., Grupo Focal, septiembre 7, 2016, en Chacón Marroquín, 2017). Antes de que se gestionara la única ruta de buses de transporte público en los años 1970, las personas caminaban o se movilizaban montados en burros o en caballos, C., a quién se ha citado previamente, menciona que: *"antes se venía uno en burro o en un caballo que tenían los Hernández… había una persona en este sector que se llamaba Raymundo Hernández, ellos tenían esos animales para trasladarse"* (C., Grupo Focal, septiembre 7, 2016, en Chacón Marroquín, 2017).

A finales de 1960 Montreal inicia un proceso acelerado de ocupación del territorio que se puede describir como un proceso de "urbanización inversa" (Pírez, 2020). Es decir, un proceso en el cual los pobladores ocupan una porción de tierra sin que previamente esta tierra se haya urbanizado. Los elementos que complementan la urbanización: agua, luz, telefonía, espacios públicos, calles, drenajes, entre otros, se producen luego de haber accedido al lote; en este caso suelen ser los mismos pobladores quienes se organizan para lograr el acceso a estas infraestructuras. No existe un formato único, a veces se hace de forma individual, a veces colectivamente; en algunas ocasiones hay apoyo de los diferentes niveles del gobierno (central, local), en otros se contrata a proveedores privados. Para P.Pírez, la forma de acceder a las infraestructuras urbanas en la urbanización inversa puede ser mercantil o no mercantil, dependiendo de la solvencia de los pobladores: si son propietarios de un terreno o un inmueble (mercantil), pueden obtener más fácilmente apoyo del gobierno, instituciones, oenegés, entre otros; en el caso de una tenencia irregular, tendrán que ser los mismos pobladores quienes se provean a sí mismos las infraestructuras y servicios (no mercantil), evidentemente este es un formato con más limitaciones. En todas las modalidades el acceso al suelo está a la base de lograr no solo la vivienda, sino la urbanización misma (Inostroza, 2017; Jaramillo, 2008; Clichevsky, 2007). Actualmente esta

urbanización inversa se advierte en la zona norte, en finca Argentina, dónde se encuentra una mezcla de lotes con servicios precarios y terrenos rústicos, como los observados en el asentamiento de "no videntes" (ver Mapa 34, Asentamiento 17a, sector 3, Finca Argentina) en la Fotografía 77.



Fotografía 77: Vista de San Salvador desde finca Argentina, asentamiento 17a, sector 3, en primer plano la "urbanización inversa"
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

Los mismos habitantes de Montreal mencionan que allí "no hay urbanización", lo expresa O.R de esta manera: *"Y no, como no hay urbanización, ese es el problema. Los que vendieron los lotes, solo vendieron los lotes y de allí que ellos vean"* (O.R., comunicación personal, marzo 19, 2024). La Fotografía 78 muestra una calle interna de acceso a un grupo de viviendas, construida por los mismos habitantes en finca Argentina, asentamiento 17a, sector 3.



Fotografía 78: Calle de acceso a viviendas en finca Argentina, asentamiento 17a, sector 3
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

López & López siguen operando en la zona, aunque los vendedores de lotes originales ya fallecieron: *"Ah, jaja, ya, a pues ya se les reconoce. No pues, él ya se murió. Don Oscar y Samuel, el vendedor que había allí de lotes"* (O.J, comunicación personal, marzo 19, 2024); Algunas de sus prácticas sin embargo siguen teniendo impacto en los procesos de acceso a suelo y servicios para poblaciones de escasos recursos económicos, a continuación, algunas de ellas extraídas de la conversación con O.R y O.J:

1. Los lotificadores utilizan lenguajes formales para presentar el proyecto, de esta forma muestran la lotificación o parcelación en planos, incluyendo espacios como "áreas recreativas" o "zonas verdes ecológicas" que suelen ser exigidos por la normativa. Sin embargo, aunque la lotificación no haya sido aprobada por las autoridades competentes se indica en planos que en la lotificación hay una zona verde. Esta zona verde también suele ser vendida como lote: *"Pero bueno, ese vendió, bueno hasta zonas verdes"* (O.R., comunicación personal, marzo 19, 2024)

2. Los compradores saben que están adquiriendo un bien de dudosa procedencia sin embargo al final suelen no tener otras opciones de compra: *"Yo creo, yo creo que esos legalizaron esos terrenos no comprados, yo creo que esos así les caen quizás, les caen…"* (O. J, comunicación personal, marzo 19, 2024)

3. López & López es un lotificador bien establecido, aunque sea informal, ya que promueve propiedades no solamente en Montreal, sino en otras partes de la ciudad: *"Ajá, Buena Vista, nombres, pero una vez le preguntamos nosotros por algún lote en algún lugar… Ah sí, si tengo, dijo, sí, sí tengo dijo… Ahh, mire, fuimos a ver esa que está frente o adelantito yendo por la autopista, adelantito de la Terminal del Sur, aquella loma onde siembran"* (O.J, ibid.)

4. O.R y O.J visitaron al menos tres diferentes lotificaciones propuestas por López & López hasta llegar a Montreal; ellos mismos reconocen la frustración al ver los sitios dónde se encontraban los lotes propuestos: *"¡Imagínese quién va a comprar ese gran pedrero allí!"* (O.R, comunicación personal, marzo 19, 2024). "*Y fuimos a ver otra, igual, pero se metía al fango, al charco en la punta, yendo a Cusca, del mismo maitro* [el mismo lotificador]*"* (O.J, comunicación personal, marzo 19, 2024). *"Pero allí no llega ni a pie, jajaja. No hay ni acceso"* (O.R, comunicación personal, marzo 19, 2024)

5. La poca calidad de los terrenos que promueven los lotificadores es evidente, sin embargo, la necesidad hace que la gente los compre, ya que al final no existen para ellos otras opciones de mayor calidad en el mercado: *"Y ha botado, y ha vendido sinnúmero y bastantes lotificaciones tenía, pero, solo lotificaciones así de feas o más feas"* (O.J, comunicación personal, marzo 19, 2024)

6. Sin embargo, las aspiraciones de los compradores en el mercado informal de tierras son tan validas como las de quienes aspiran a tener una propiedad en el mercado formal: "*Esa es la lotificación, esos son los lotes, el basurero… Y cuando usté lo mira, ¡Qué futuro le mira a eso mano!*" (O.J, ibid.)

7. Otro de los temas presentes en las conversaciones es sobre las cuotas a cancelar por los terrenos y cómo estas necesariamente tienen que ajustarse a la capacidad de pago de los posibles compradores. Esto implica estrategias desde proponer cuotas bajas, adecuadas a cada cliente hasta brindar facilidades de préstamos, evidentemente no con la banca tradicional, sino que con prestamistas. En muchas ocasiones las familias entran en impagos y pueden llegar a endeudarse e incluso perder sus lotes. O.J comenta lo que le costaba ahorrar los US$16 dólares mensuales del pago del lote: *"O sí, o imagínese que la pura tierra fea, si imagínese cuando yo estaba pagando ese, si a mí me costaba conseguir, yo oía fuerte, bonita cantidad: ciento cuarenta colones, dieciséis dólares… No por eso, pero oiga, oiga la cantidad, dieciséis dólares, pero magínese que habían veces que yo no los tenía"* (O.J, ibid.) y O.R añade con relación al acceso a crédito: *"Es por igual verdá, como si usté no tiene es como que deba diez mil como que deba un peso, pero porque no lo tiene… Si porque usté no tiene derecho como quien dice vea, no aplica para nada"* (O.R, comunicación personal, marzo 19, 2024)

8. Algunos de los propietarios originales (o sus descendientes) viven aún en Montreal; por ejemplo, en el caso de la finca Montreal, el casco de la finca, es decir el sitio dónde estaba la casa de los dueños, no ha sido parcelado, en él se encuentra la casa dónde viven los descendientes de los Aguirre. O.R indica al mostrarle un vídeo: *"Este era el casco de la finca Montreal, allí onde está ese palón de conacaste, grande"* (O.R, ibid.)

Para S.Jaramillo (2008), el mercado capitalista también rige el acceso a suelo, vivienda y equipamiento en la urbanización espontánea. Los agentes, sean estos compradores o vendedores, actúan como agentes mercantiles simples. En el mercado específico del suelo urbano estas transacciones se consideran ilegales porque violan las normas urbanas, pero al final siguen operando como una transacción mercantil, que incluso pueden dar lugar a onerosos procesos de acumulación de rentas para los vendedores, dependiendo de la localización, la escasez de tierras en venta y la alta demanda. En el Recuadro 5 se describen algunas características de las relaciones mercantiles en la urbanización espontánea de acuerdo con Jaramillo

De esta manera, hacia finales de 1960, Montreal ya es un asentamiento precario en la periferia norte del AMSS. Sus nuevos habitantes adquieren lotes rústicos dónde construyen ellos mismos sus viviendas, lotes que compran ya sea directamente a sus propietarios o a través de intermediarios como la lotificadora informal López & López. En un proceso de "urbanización inversa", servicios básicos como agua, luz o transporte público son inexistentes, sin embargo, los propios habitantes toman la

iniciativa de proveerlos o buscar quién se los provea. En esta época los esfuerzos por acceder a dichos servicios son aislados, es decir no existe una sólida organización comunitaria, pero eso pronto cambiaría influenciados por las protestas masivas de la época y sobre todo por el clima de reivindicación social previo al estallido de la guerra civil en 1981. Es en la década siguiente, en los años 1970, que se consolidará la figura de los "pobladores", es decir habitantes de los asentamientos informales con cierto nivel de organización comunitaria, dispuestos a luchar por sus derechos como ciudadanos. Los habitantes de Montreal inician de esta manera su transformación de habitantes a pobladores organizados.

> En cuanto a los actores involucrados, los pobladores estarán dispuestos a pagar por terrenos que les ofrezcan ventajas de localización, o que les eviten largos procesos de organización para invadir tierras que podrían incorporar acciones violentas, adicionalmente a la constante incertidumbre del desalojo. El vendedor, un lotificador "pirata" o informal es en realidad un agente capitalista, lo cual no impide que parte de sus actividades sean ilegales o aparentemente inestables.
>
> Generalmente el lotificador informal compra los terrenos a sus propietarios originales. El precio que paga es cercano al precio de suelo rústico, con algún incremento por la expectativa de una futura urbanización. Antes de vender preparará una vialidad básica y eventualmente algún equipamiento mínimo, aunque esta no es una condición indispensable y vende los terrenos a pobladores individuales. En algunos casos puede crear una estructura comunitaria, subordinada, que le permita tener control sobre procesos sociales de reivindicación frente a las autoridades o simplemente de adquisición de bienes, como el acceso a servicios urbanos. Incluso puede llegar a actuar como intermediario con actores políticos, lo que promueve esquemas de clientelismo.
>
> Una característica importante es que usualmente el lotificador ilegal comparte con sus potenciales clientes una serie de rasgos culturales y sociales similares, esto le permite ofrecer servicios adaptados a la condición social de sus compradores, por ejemplo, facilidades de pago ajustadas a su condición económica, normalmente muy precaria. Esta cercanía ayuda al mismo tiempo a evitar otros competidores. Aunque se les perciba como estafadores, y en muchas ocasiones lo sean, en el largo plazo les interesa que sus operaciones rindan fruto y puedan reproducirse.
>
> (Jaramillo G., 2008)

Recuadro 5: Las relaciones mercantiles en la urbanización espontánea

5.2.3 "Y comenzamos a organizarnos"

Hacia 1970 El Salvador posee 3.6 millones de habitantes y el AMSS es sin lugar a duda la ciudad más grande del país con 704,000 habitantes (Rosa & Barry, 1995). El descontento social incrementa en esta década, descontento que ya se venía manifestando desde la década previa y que en 1968 culmina con una huelga general de maestros, la cual tiene el apoyo de organizaciones de obreros y estudiantes, entre otros. Una nueva huelga de maestros moviliza al país en 1971, en este caso apoyada además por una extensa participación de grupos marginados urbanos y campesinos organizados. Del

campo a la ciudad llegan campesinos expulsados por la falta de trabajo y la represión, muchos de ellos organizados con el apoyo de la iglesia católica en la Federación Cristiana de Campesinos Salvadoreños (FCCAS) y en la Federación de Trabajadores del Campo (FTC). Las organizaciones de pobladores que se activan en los asentamientos precarios urbanos no están afiliadas a sindicatos concretos, son más bien organizaciones que reivindican el derecho a la ciudad (tierra, vivienda y servicios), de las poblaciones más desfavorecidas, y se aglutinan en la Unión de Pobladores de Tugurios (UPT) (González, 1999). Estas organizaciones de pobladores reciben un fuerte apoyo de la iglesia católica que apuntala la organización de las comunidades cristianas de base y tiene en Monseñor Oscar Arnulfo Romero[72], nombrado arzobispo en 1977, su líder más relevante (Pirker, 2012). En la Fotografía 79 se observa a Monseñor Romero visitando un asentamiento precario en San Salvador

Diversos autores han estudiado la figura de los llamados "pobladores", mezcla de colono rural y trabajador urbano. Los pobladores deben ser inventivos y organizarse entre ellos para acceder a vivienda, servicios y lograr cambios y mejoras en sus comunidades, forzando su camino en medio del sistema (Carroza-Athens, 2024; Castells, 1973; Morse, 1965). Desde las ciencias sociales se analiza en América Latina, en las décadas de 1960 y 1970, el fenómeno de los pobladores y su papel central en la autoproducción del hábitat (Michel & Souchaud, 2018; Connolly, 2013), determinado por "una explosiva urbanización de las ciudades, una intensa migración campo-ciudad y un vertiginoso desarrollo de ocupaciones de terrenos por parte de movimientos populares" (Carroza-Athens, 2024, p.3), así como otros formatos de acceso a suelo urbanizable que se mueven entre lo formal e informal. Los movimientos de pobladores toman su nombre del contexto chileno, dónde los asentamientos precarios se conocen como "poblaciones", en estos territorios los pobladores de América Latina resisten a los regímenes militares y represivos de la época (Cortés, 2024). Si bien es cierto, como se mencionó previamente, existen diferentes tipos de informalidad (Clichevsky, 2007) son las tomas organizadas de tierras y la subsecuente autoconstrucción de la vivienda, la modalidad mayormente asociada a los movimientos de pobladores. En el caso de Montreal, aunque la mayor parte del territorio se ha formado a través de lotificaciones informales, la ausencia de servicios hace que desde los años 1970 sus habitantes se comiencen a organizar.

[72] Monseñor Romero es asesinado por los escuadrones de la muerte en 1980.



Fotografía 79: Monseñor Romero en un asentamiento precario en San Salvador, 1980
Fuente: Museo de la Palabra y la Imagen en Equipo Maíz, 2002

"Yo comencé… y comenzamos a organizarnos, pero no la veíamos, porque nos decían que era una zona que no merecía lo que se pedía. Y bueno, el sistema de gobierno era muy, trabajaba en dónde le convenía pues y aquí sabían que no iban a obtener nada, fueron claros… [gobiernos militares]… *Sí, sí. Hasta que se logró, que por medio del FMLN*[73] *se forjara el municipio y comenzó la organización"* (P.V, comunicación personal, marzo 22, 2024). En el relato de P.V hay dos elementos importantes que resaltar: por un lado, el hecho que para los gobiernos de la época (gobiernos militares), los asentamientos precarios no "merecían" contar con los servicios básicos de la ciudad formal, porque sus pobladores no retribuían la inversión realizada, sobre todo en términos político-clientelistas, aunque sí obtuvieron cierto apoyo del gobierno municipal. Por otro lado, hay que recordar que en ese momento ya había en el país un ambiente tenso (finales de los años 1960 y toda la década de 1970), previo a la guerra civil y los pobladores de estos territorios solían ser percibidos como una amenaza al sistema; los altos niveles de represión por parte del Estado llevan a esos mismos pobladores a organizarse para acceder a los servicios básicos y al mismo tiempo hacer frente a la represión (Jung, 1982).

La represión extrema y abandono de los sucesivos gobiernos militares no impide que en ciertas ocasiones los gobiernos locales, las alcaldías, apoyaran algunas de las demandas de acceso a servicios de los pobladores, como lo atestigua C. en el caso de la electricidad: *"Nosotros, lo que yo bien me acuerdo, que allá en el Pasaje San Cayetano, la calle llegaba desde el punto de las 2C hasta el famoso molino hasta allí por dónde está ahora el Pasaje 4; pero hasta allí había un molino, hasta allí había energía eléctrica; en el 68 la comunidad dónde yo vivo,*

[73] Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional, movimiento armado guerrillero durante la guerra civil, luego de la firma de los acuerdos de paz, se convierte en partido político.

el Pasaje San Cayetano, se conformó la directiva y en el 70 ya conformada la directiva se logró, vea, a través de la alcaldía también, junto con la alcaldía y CAESS[74] *que nos echaran la energía pero que hasta en el año 70 ahí en el San Cayetano"* (C., Grupo Focal, septiembre 7, 2016, en Chacón Marroquín, 2017). Y con respecto al agua, cuando alguno de los vecinos a través de gestiones individuales, lograba tener una conexión de agua, éste les vendía agua a los demás: *"Eh, al siguiente… en el 69 un señor que se llamaba, se llama, A.R solo hasta allí tenía agua potable, hasta ahí había agua potable. De ahí para abajo no había. Poco a poco se fue, porque yo me acuerdo que habían, el señor del molino hasta ahí iba a traer el agua. Hasta ahí nomás. Él abastecía a varias personas, les vendía…"* (C., ibid.). De esta manera estos vecinos operan como proveedores de servicios de agua locales.

A la organización comunal que se va fortaleciendo poco a poco a partir de la relación con los movimientos de masas y la iglesia, habría que agregar la propia solidaridad entre vecinos que igualmente se fortalece y permite a los habitantes más desfavorecidos, acceder igualmente a ciertos servicios. Esto lo ilustra el siguiente comentario de N.C quién trabajó como promotora social de Montreal (N.C., comunicación personal, octubre 5, 2022):

> N.C
>
> *En cuanto a organización yo creo que nosotros hemos sido un poco groseros al subestimar que la gente… que nosotros vamos a llegar a hacer una maravilla y que no hay nada cuando llegamos, pero como no… solo lograr asentarse ya requirió que se organizaran. Mucha gente ha construido en colectivo, por lo menos lo básico, ha metido los servicios, han hecho una casa comunal. Todos esos han sido pequeños esfuerzos pues. Y te digo pues, que las comunidades tienen fama de violentas, de mucho pleito… pero lo que yo he encontrado, y creo que por allí lo expresaba, que si no fuera la solidaridad de esta gente, mucho más grande que la de las colonias formales, esta gente no sobrevive, fíjate… y se mide en un montón de pequeños detalles, vaya, cuando fue el terremoto que te mandan a dejar un plato de comida, que te dan un predio mientras te resolvés, verdad, que hay gente que gestiona y canaliza para los que están sufriendo más, de la misma comunidad, esa es solidaridad pues, y sino esta gente se muere, y si no se mueren es por eso, aunque se pasen peleando, aunque se pasen vigiando, si te han llevado pupusas o pollo campero, o por qué no has pagado el agua y si estás comiéndote el pollo pues, aunque pasen todos esos chambres…*
>
> Sandra
>
> *Es más grande que los chambres, la solidaridad*
>
> N.C
>
> *Es mucho más fuerte y sobre todo cuándo está en juego la vida, y sobre todo, te digo a mi me admiró una señora, de allí de la Montreal también, la niña Lupita, me admiraba porque ella tiene un pelo negrito y ya está mayor, una trenza así mirá, yo no sé de dónde saca pelo esa señora. Pero ella estuvo cuidando a un señor hasta que murió que no era nada de ella. ¿Quién va todos los días a la casa de otro a verlo, a lavarlo, a darle aunque sea una sopa dos veces al día hasta que se muere? porque no aparecieron hijos, no apareció familia…*

[74] Compañía de Alumbrado Eléctrico de San Salvador.

En la década de 1970 se fortalece la organización comunal y la solidaridad como respuesta al aumento de la represión y falta de interés por parte de los gobiernos militares de la época de mejorar las condiciones de vida de los habitantes de los asentamientos. La Unión de Pobladores de Tugurios, es apoyada por la iglesia católica y los movimientos de masas (ver Recuadro 6). Este apoyo repercute directamente en el incremento de las capacidades organizativas de los pobladores quienes logran gestionar algunos servicios con el apoyo de gobiernos municipales. Diferentes formas de acceder a servicios como agua y electricidad aparecen en Montreal: vecinos que han logrado conexiones domiciliares, venden los servicios a vecinos aún no conectados o regalan agua a los vecinos más pobres. De esta manera opera la transición de habitantes de asentamientos precarios a pobladores organizados que luchan por que sus comunidades logren los servicios públicos a los que tienen derecho como ciudadanos.

Previo a la guerra civil y durante la guerra misma, diversos sectores de la sociedad civil se aglutinan en organizaciones que demandan cambios estructurales en el país. Esta "movilización de masas" fue muy diversa: campesinos, obreros, estudiantes, maestros y pobladores, entre otros. En 1980 se crea la Coordinadora Revolucionaria de Masas, la cual tiene como objetivo organizar el accionar de los diferentes movimientos de masas, en especial el conjunto de acciones "desestabilizadoras" como huelgas, manifestaciones, demandas ante instituciones públicas, etcétera. Los movimientos de masas tienen además el apoyo de sectores progresistas de la iglesia católica, transformada luego de la Conferencia General del Episcopado Latinoamericano en Medellín en 1968, promoviendo una crítica abierta al sistema capitalista y una opción preferencial por los pobres.

(Calvo Isaza & Parra Salazar, 2014; Pirker, 2012)

Recuadro 6: Los movimientos de masas en El Salvador

5.2.4 "Fue el tiempo de la guerra, vea. Nos salimos de nuestros lugares…"

El movimiento popular urbano que se ha venido gestando en las ciudades, en particular en el AMSS, se apropia del espacio urbano y periurbano como escenario de sus luchas. En particular los territorios de las comunidades sientan los cimientos de un nuevo poder popular en continua creación, estructuración y transformación (La Universidad, 2018). En la medida que la represión por parte del Estado incrementa, la Unión de Pobladores de Tugurios se une al movimiento de masas denominado Bloque Popular Revolucionario (BPR), el cual nace en 1975. El BPR se vincula posteriormente a la organización guerrillera Fuerzas Populares de Liberación (FPL), una de las organizaciones que conformarán el Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN). En enero de 1980, se conforma la Coordinadora Revolucionaria de Masas (CRM), la cual llama a los comités populares en los barrios y comunidades a sumarse al movimiento de trabajadores, maestros, estudiantes, contra la junta cívico-militar en el poder y apoyar la huelga general de junio y agosto de ese mismo año; esta huelga es brutalmente reprimida. En marzo de 1980 Monseñor Romero es asesinado. Menos de un año

después, el 10 de enero de 1981 el FMLN lanza su "ofensiva final" iniciando de esta manera la guerra civil salvadoreña (Pirker, 2012; González, 1999) que finalizaría hasta 1992.

El Salvador de 1980 tiene una población de 4,729,000 habitantes y el AMSS llega a los 942,000[75]. Sin embargo, el nuevo escenario de guerra civil plantea nuevos desafíos en términos poblacionales: entre enero y marzo de 1982, llegan al AMSS 16,000 desplazados por la guerra, impactando fuertemente el mercado informal del suelo y el acceso a vivienda y servicios urbanos (López Aquino et al., 1987). La oferta de lotes sin servicios en Montreal no está al alcance de los bolsillos de los nuevos allegados, quienes recurren a la invasión de tierras o llegan a vivir con familiares que ya están establecidos en la zona, como es el caso de R.J y su familia: *"No, es que nosotros nos venimos, como acuérdese que fue el tiempo de la guerra, vea. Nos salimos de nuestros lugares, yo estuve, cuando me vine a dar aquí a San Salvador, nosotros fuimos a dar allá a la Veracruz, que allá tenía mi'amá, mi'apá, mis hermanos, allá estuvimos… eh… vinimos 85"* (R.J, comunicación personal, octubre 25, 2022). R.F llegó a San Salvador a los 15 años, desde el Cantón Agua Charca, departamento de Morazán: *"Verdad, yo soy originaria de Morazán. Me vine por el asunto que estaba bien el conflicto armado, por la guerra"* (R.F, comunicación personal, octubre 26, 2022).

En 1986 un fuerte terremoto perturba el país, dando origen a nuevos desplazamientos y serias afectaciones en las comunidades ya establecidas en la ciudad. El terremoto "dejó un saldo de 15,000 muertos, 200,000 damnificados y pérdidas materiales estimadas por US$2000 millones de dólares" (La Universidad, 2018, p.38). Solo en el AMSS 20,000 familias fueron afectadas. R.J, quién llegó a Montreal en 1985 junto a su familia, desplazados por la guerra, había logrado alquilar una casa en la colonia Veracruz sin embargo el terremoto le causa serios daños y esto provoca un nuevo desplazamiento junto a su familia que él mismo describe a continuación (R.J, comunicación personal, octubre 25, 2022):

> R.J
> *El '86 fue el terremoto, entonces la casita que estábamos alquilando nosotros quedó toda varillada por todos lados. Entonces nos venimos nosotros y el alcalde don… (Don Mauricio)[76]… no, no era don Mauricio, era otro señor que no me acuerdo el nombre. Ese nos dio que nos ubicáramos por allí, por cierto que estuvimos bien ubicados por la escuela*
>
> Sandra
> *¿Ustedes levantaron la casita?*
>
> R.J
> *¿onde?*
>
> Sandra
> *¿Cuándo se reubicaron allí por la escuela?*
>
> R.J
> *No, nosotros hicimos una champa provisional. No estable, provisional verdad. Entonces, ya de allí fue que ya empezamos a buscar ubicación verdad. Toda esa gente de allí para allá empezó a reubicarse y entonces a mí me*

[75] www:datos.bancomundial.org
[76] Entre 1985 y 1988 el alcalde de Mejicanos fue Rafael Arturo Valencias.

dijeron: "mire aquí no se va a quedar, si gusta vamos a ver allá abajo, entonces me trajeron para acá y yo empecé a darle forma a todo eso de allí (señala la casa del frente)

Sandra
¿Quiénes le dijeron eso? ¿Los de la alcaldía?

R.J
No, es que por la alcaldía nos dio la facultad de que nos ubicáramos por el caso en el que estábamos verdad. Por la situación. Entonces la alcaldía nos dijo que pudiéramos ubicarnos en estas áreas así, verdá

Sandra
Y aquí ¿no había conexión de agua en esa época?

R.J
No, no había. Nosotros venimos a dar así…

Sandra
¿Era el puro monte pues?

R.J
Era el puro monte, y nosotros aquí no teníamos agua, no teníamos luz, de aquí salíamos nosotros a la calle allá, a la calle allá, y salíamos todavía una cuadra para abajo, por una calle que sube así, que sube así. Allí íbamos a traer agua nosotros…

Sandra
¿Había cantarera[77]?

R.J
Allí había, allí había cantarera

Sandra
Entonces era de jalar cántaros todos los días

R.J
Todos los días, todos los días… ha sido un sacrificio bastante fuerte verdad

En octubre de 2022, 36 años después, R.J y su familia ya tienen una conexión de agua, electricidad, un pasaje con piso de concreto gracias al PMB y una casa de bloque construida por esfuerzo propio, sin embargo, el terreno dónde fue reubicado por la alcaldía está en una zona de alto riesgo por deslizamientos e inundaciones. Parte de la casa que construyó para su hija colapsó en 2022, como se puede observar en la Fotografía 80.

[77] Nombre que proviene del cántaro. Un cántaro es un tipo de recipiente tradicionalmente hecho de barro o cerámica, aunque también pueden encontrarse de otros materiales como metal. Su forma suele ser característica: ancho en la parte central, estrecho en la boca y en el fondo, y a menudo con una o dos asas. En este caso, la cantarera se refiere a los grifos públicos donde suelen llenarse los cántaros.



Fotografía 80: Parte de la casa de R.J y su familia que colapsó en 2022
Fuente: FUNDASAL, 2022

Como consecuencia de la doble tragedia de los desplazamientos y el terremoto, se forma la Unidad de Comunidades de El Salvador (UCES) que aglutina al el Comité de Comunidades Marginales (CCM), el Comité Coordinador de Comunidades (CCC) y la Unión Nacional de Damnificados de El Salvador (UNADES) (La Universidad, 2018). Quienes expresan que "nuestro trabajo inicial fue construir canaletas, casas comunales y obras de infraestructura… somos los marginados que vivimos a las orillas de los barrancos, de los ríos, abandonados, sin gozar de ningún servicio básico, no tenemos nada" (Proceso, 1988, p.14-15).

En la primera asamblea de comunidades que celebran en 1987 presentan una serie de demandas al gobierno, algunas de ellas directamente vinculadas a la mejora de sus asentamientos, como las descritas a continuación:

1. Cese de desalojos por parte de alcaldías y dueños de terrenos
2. Donación de predios municipales y estatales a las comunidades que los ocupan
3. Expropiación de terrenos privados ocupados para ser vendidos a precios simbólicos a las comunidades
4. Para las comunidades en terrenos inseguros y de alto riesgo, poner a disposición tierras urbanizables
5. Introducir servicios en comunidades no urbanizadas
6. Construcción de viviendas dignas
7. Desburocratización de trámites para la introducción de servicios básicos
8. Construcción y equipamiento de escuelas y hospitales

Otras relacionadas con manipulaciones políticas, ayuda internacional, créditos y economía, como:

1. No injerencia en las comunidades de partidos políticos
2. No instrumentalización y condicionamiento de la ayuda internacional
3. Entrega de ayuda internacional y concesión de créditos blandos
4. Cese de las campañas de hostigamiento y respeto a los derechos humanos
5. Rebaja de precios en la canasta básica

Algunos de los habitantes de Montreal, ya organizados, logran proveerse ellos mismos de servicios ante la falta de apoyo de las instituciones encargadas. Por ejemplo, N.C comenta sobre el acceso al agua de comunidades en el sector de Santa Rosa, quienes llegan a este sitio en 1986, desplazados por el terremoto (N.C, comunicación personal, octubre 5, 2022):

N.C

Pero lo que el señor contaba de que ellos llegaron ahí por, creo que por el terremoto del 86, porque era, son tres comunidades está este la 5 de Mayo, todo ese sector Santa Rosa y no me acuerdo ya ni cuál cuáles eran las otras. Ya te la voy a buscar. La cuestión es que este señor dice que llegaron y armaron ahí sus champas provisionales por el terremoto, con la gente que venían y pidieron permiso a ANDA para conectarse a las tuberías porque ahí estaban cerca, y se los negaron por supuesto. Entonces ellos ya tenían previsto que se los iban a negar. Entonces el plan de ellos fue este: "en la noche nos conectamos" y cabal verdad rompieron la calle hicieron la conexión por lo menos para tener agua por cantarera (cuando nosotros llegamos a la comunidad si estaban por cantarera), y este, volvieron a tapar y ahí queda mucho, fíjate entonces este señor dice que se reunió con la comunidad, era el presidente, y les dijo que a partir de allí aunque no estuvieran pagándole a ANDA iban a hacer de caso que sí y que iban a pagar como que si le están pagando y que iba a estar recogiéndose el dinero familia por familia, como que estuvieran pagando un recibo.

Sandra

¿Y fijaron un monto? ¿Un monto para, igual para todos, mensual?

N.C

Sí, sí. Entonces con el tiempo, no sé cuántos años después parece que o ANDA se dio cuenta o ellos volvieron a insistir en la factibilidad y se dieron cuenta del asunto los de ANDA. Y entonces les dijeron de que tenían que pagar el agua consumida más una multa y ellos les dijeron que sí. Porque lo tenían ahorrado y les dijeron que "nosotros no somos ladrones" sí, "sino que nosotros necesitamos el agua porque aquí tenemos niños aquí", tenemos… Entonces no se puede vivir un solo día sin agua y este la pagaron toda, pagaron la conexión, pagaron la multa y todavía les quedó dinero. Entonces, pero fue, es un caso emblemático, es un caso bien bonito de ahí, de…

Resumiendo, los años de la guerra permiten a los pobladores fortalecer sus capacidades organizativas. Algunos de ellos, afiliados a los movimientos de masas, se forman como líderes y líderesas, quienes, a pesar del clima de represión e inseguridad, sacan adelante pequeños proyectos para sus comunidades. Proyectos que poco a poco llevan "la urbanización" a sus territorios, en un proceso de urbanización inversa, propiciado por los mismos pobladores y sus gestiones. De esta forma en el

escenario de guerra que se agudiza con el terremoto de 1986, los asentamientos de Montreal absorben y acomodan a la nueva población desplazada, al mismo tiempo que logran ciertas mejoras en sus territorios. Podríamos decir que el período de la guerra les fortaleció y los preparó para aprovechar al máximo el trabajo posterior que realizan en los años 1990, junto a los gobiernos municipales de izquierda y entre 2007 y 2015 con el PMB junto a FUNDASAL.

5.2.5 "Y así fue como una alcaldesa, la primera alcaldesa, empezó a meter el agua…"

En 1990 el país alcanza los 5.2 millones de habitantes, incrementando a 5.8 millones en el año 2000. El AMSS supera el millón de habitantes en 1990: 1,050,000; llegando a 1,350,000 a inicios del siglo XXI[78]. La firma de los acuerdos de paz en 1992 no fue garante de mejores condiciones de vida para la población salvadoreña. En las década de 1990 y durante los primeros años del nuevo siglo, persisten las fuertes desigualdades socio-económicas que siguen caracterizado al país; la inseguridad y la violencia aumentan, vinculadas al fenómeno de las pandillas; mientras la aplicación de un fuerte modelo económico neoliberal que privatiza servicios públicos como la electricidad, la telefonía y el sistema de pensiones, al mismo tiempo que impone un regresivo impuesto al valor agregado, afecta profundamente la economía, en especial de las clases medias (Almeida, 2010; Wade, 2008). Las migraciones aumentan, principalmente hacia Estados Unidos, incrementando al mismo tiempo las remesas, volviéndose la población migrante el más importante producto de exportación del país (Garni & Weyher, 2013a; Gammage, 2006). En cuanto a la población más vulnerable, sus carencias históricas persisten, agravadas por el incremento del costo de la vida producto de las políticas neoliberales (van der Borgh, 2000). Ciertamente el control territorial impuesto por las pandillas afecta a estas poblaciones, pero estas afectaciones no son menores que la misma violencia por parte del Estado en forma de planes "mano dura" o "super mano dura", estigmatizando por igual a pobladores y pandilleros (Garni & Weyher, 2013b)

Mientras tanto en Montreal los pobladores, que han ganado cierto capital social en las dos décadas previas (1970-80), aprovechan su propia organización y capacidad de negociación para acercarse a los gobiernos municipales y lograr mejoras en sus asentamientos. En los años 1990 se consolida la Asociación Intercomunal de Montreal (ASIM), a la cual pertenecen directivas de cada uno de los asentamientos de la zona. P.V comenta que esto sucedió en 1997: *"Porque fíjese que cuándo se organizó la Inter, las directivas organizó la Intercomunal. Una directiva de toda la zona, y se me vino la idea que podíamos hacerla en el municipio (asentar la directiva), se formó la ASIM, Asociaciones Intercomunales de Mejicanos. Ya Mejicanos todo organizado"* y añade: "*Sí, movimiento fuerte. Sí porque fíjese que Mejicanos fue uno de los municipios que si se organizó bien. Para que hubieran directivas, intercomunales y la ASIM, ya a nivel de municipio. De allí salían los concejales, con*

[78] datos.bancomundial.org

conocimiento" (P.V, comunicación personal, marzo 22, 2024). En 1998, la alcaldesa en funciones de Mejicanos, María Tomasa Flores de Delcid y la Intercomunal (o Inter como la llaman los pobladores de Montreal), trabajan conjuntamente para introducir servicios de agua corriente en la zona. P.V lo describe de esta manera: *"Y así fue como una alcaldesa, la primera alcaldesa, empezó a meter el agua y de allí nos fuimos metiendo, a manera de que hemos llegado a estas alturas dónde estamos"* (P.V., ibid.).

Los siguientes relatos se basan en esta conversación con P.V.

Con relación a la forma de operar de la Intercomunal P.V menciona que:

"Es que además de las reuniones de la colonia, estaban las de la intercomunal y luego las sesiones del municipio, pero vamos dos de cada directiva, se hacía una buena asamblea… En el 97 fue eso, que nació la coordinación…"

"Fíjese que aquí eran solo 22 colonias en la directiva. Yo llegaba a trabajar a la colonia para echar ver cuáles eran sus objetivos, cuáles eran sus fines, cuáles sus logros, claro la gente entendía. Lográbamos sacar dos de la directiva (de la colonia), para formar la Intercomunal."

"Sí, fíjese que cuando se quería ir fuera del municipio se le pedía a cada presidente de la directiva que eligiera a dos representantes de su colonia para que la representaran en la intercomunal"

Conversamos asimismo sobre cómo a través de sus gestiones como líder comunal y luego concejal de la alcaldía de Mejicanos, se generaron diversos proyectos entre 1998 y 2006, sobre las relaciones con otros actores (pandillas, policías, vecinos, dependencias del gobierno, alcaldía, propietarios de la tierra) y cómo con cada uno de ellos se entablan relaciones con el objeto de realizar las obras. Fragmentos de estas conversaciones se detallan a continuación:

Sobre la introducción de energía eléctrica, la gestión inicia desde organizar el plan, hacer visitas de campo e involucrar a los vecinos hasta "hacerse amigo de la empresa" proveedora del servicio.

"Fíjese que todo eso que usted ve acá, fíjese que mi profesión es enfermero, a las dos de la mañana que me acababa de echar [que se iba a dormir] *me ponía a hacer las cositas. Y me decían, ¿qué está haciendo? Estoy haciendo un plan, y empecé a pasar colonia por colonia para solicitar un tendido eléctrico, porque los tendidos eléctricos estaban en pedazos de madera podrida, en polines, la corriente era a* [en el país el estándar es 110V], *bien baja, completamente desastroso, y mire como yo lo primero que hice fue acercarme a ser amigo de la empresa, sí CAESS, y hasta que se logró el proyecto. Cuando ya estaba en la zona, llegaba a la comunidad y decía, fulanito… sí… hágame un favor, no es obligación pero si puede, si puede, démele un fresquito al señor ese que está allí… ah, como no don P.V, ya sabe… porque vaya, uno andar es eso y que le ofrezcan un vasito de agua, entonces la gente, como no don P.V, así de esa manera, y trabajaba muy bonito. Y da gusto ver lo que se hace pues".*

Sobre la introducción de agua en la parcelación Iberia comenta que ni pandilleros ni policías interferían con su trabajo, que incluye escuchar las necesidades de los vecinos y gestionar materiales con la alcaldía; los vecinos ya están organizados, saben cuáles son sus necesidades y además ponen ellos mismos la mano de obra

> *"Mire cuando estaban las pandillas. Aquí el grupo de pandilleros, por allá la policía. Yo pasaba. Yo iba a hacer mi trabajo, pero bien conocido por todos ellos. El año pasado para Semana Santa, bien me acuerdo, el jueves santo, llegó el jefe de la policía… Don P.V… Sí, le digo yo… Le queremos pedir un favor… de qué… hay una fuga de agua allá en la Iberia, allí toda el agua ya se termina, nosotros estamos ya sin agua desde hace quince días y no, y dicen que usted nos puede ayudar… vamos pues, vamos a ir a quitar el agua… y empezaron, eso si que la comunidad ya con sus palas y piochas allí… ¡denle, ahora!… desdichadamente el tubo era tan largo que estaba roto de punta a trompa, se sacó e inmediatamente pidió recolecta para comprar el tubo, después que querían pavimentar diez metros… llego dónde el alcalde, mirá aquí quieren cemento, quieren arena, ¿pero y se puede?, ah, les digo yo, mira, allí hay 25 bolsas en la alcaldía, que las vayan a traer. Se arregló el tubo, se pavimentó y eso es lo que le encanta a uno pues, la comunidad. Eso sí que aquí no les gusta trabajar, pero hay que orientarlos"*

Sobre la presión sutil que los pobladores ejercen sobre las instancias de gobierno, para que le conectaran el servicio de agua, menciona que llegaron 35 personas organizadas a ANDA y que fueron claros al comentarles que hay más "que quieren protestar" si no conectaban el agua.

> *"Ya, ya ahorita te va a caer… a los ocho días, ¿no? ¿está sin agua?... ya llevamos 22 días sin agua… pues viniendo, estaba otro compañero esperándome y me dijo él, llamamos, y nos reunimos 35, de allá arriba le dijimos al señor del pick-up que nos llevara a ANDA. Nos montamos, ya nos bajamos, saludamos, que éramos organizados y que nos conocían en realidad a esta hora a pedir el agua. Y que considerábamos que la cosa no iba a ser difícil, porque hay más dificultad allá en la colonia que hay mucha gente que quiere protestar y van a coger aquí el transporte para venir a ANDA. Solo le pedimos una parte, a los cinco minutos nos estaba ofreciendo la línea"*

Mientras fue concejal en la alcaldía tenía acceso a información privilegiada, por ejemplo, quiénes eran los dueños de terrenos baldíos o propiedades en disputa, si estos propietarios tenían moras con la alcaldía o no; esta información la usaba para negociar

> *"Cuando yo entré al consejo* [municipal]*, entré a la administración de mercados, y entonces, eh, fíjese que habían champas allí entre de la basura que no las quitaban, y puse un rótulo: "el responsable de estas champas preséntese a la administración de mercados de la alcaldía". Pasó el primer día, no llegó nadie. Hasta que llegaron, vaya les digo yo, vamos a hacer algo allí, queremos limpiar, pero a saber quién es el dueño de la champa, porque allí se ve que hacen piñatas. Eh, para empezar, el permiso de la alcaldía… No tengo… Ah, ¿y cómo hacen para que le*

den…?... Lo compramos [el permiso]… *¿Y a quién se lo compró?... Ah la persona ya no existe… Bueno, a manera de que se le daba el conocimiento de que se iba a demoler la champa, que no había nada que lo respaldara, sino que ellos la alquilaban también, entonces alguien se lucraba de eso, verdad, hasta que se quitaron las champas y de allí empezamos a limpiar, a limpiar, a limpiar, hasta que se quitaron los basureros. Pero sí, hay que pensar que se puede hacer y cómo se puede hacer"*



Fotografía 81: Don P.V sentado en la hamaca de su casa (foto modificada por privacidad)
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

Todo este trabajo comunitario no ha estado exento de conflicto. En algunas ocasiones los directivos sienten que sus comunidades no les apoyan, como lo comparte P.A, directivo de la colonia Navarrete: *"La gente de La Navarrete dice, directivas van y directivas vienen y nunca han hecho nada pues, y entonces yo les doy la razón pues, porque nosotros como directiva no hemos hecho nada porque no tenemos el apoyo de la comunidad si no tenemos apoyo de nadie, pues, como les digo nosotros no tenemos ninguna bandera para decir, con esto vamos a empezar. Porque si vaya, como les digo, como les digo, si X o Y entidad lleva un proyectito allí entonces la gente va a ver y me van a apoyar, me van a apoyar"* (P.A, Grupo Focal, septiembre 19, 2022).

Ante lo que plantea P.A, A.F responde, indicando que sí existen conflictos como la escasez de recursos o el desinterés de los vecinos, pero, se deben buscar formas de resolverlos, actuando ellos mismos, sin esperar que otros lo hagan: "*Don P.A, fíjese que con lo que dice usted sí nos unimos, pero, hubo, bueno voy a aclarar una cosa, que cuando era la ofensiva* [la guerra] *nosotros en la casa nos reuníamos, los vecinos para mejorar, aun así, bajo ese movimiento, verdad. Y de allí, lo que hemos hecho en el pasaje, verdad, antes había uno de la Directiva que a él se le dio lo que era la recolecta, pero él se fue a hacer la mejora a otro pasaje. Entonces nosotros, verdad, no vimos,*

desde ese momento lo que hacemos nosotros es unirnos, verdad, y ver las mejoras que se hacen, y aun así, unidos, siempre hay problemas. Siempre hay problemas de, tal vez no de organización, sino que viendo que la situación actual lo que hace más falta es el dinero, está bien escaso y nos cuesta mucho y algotros que tienen problemas, que no pueden estar en las reuniones, y yo consulto eso antes y tampoco pueden estar, por eso no hemos hecho reuniones. Pero de allí, de querer resolver los problemas, y como le decía al principio tenemos lo del final del pasaje, lo vamos a juntar. Pero lo mejor es que cada pasaje tome conciencia y unirse pues, verdad, y comenzar dando el paso primeramente porque si no, si esperamos que otro lo haga no lo van a hacer" (A.F, Grupo Focal, septiembre 19, 2022).

Entre 1990 y hasta la llegada del PMB en 2007, son los mismos habitantes organizados quienes van poco a poco gestionando el acceso a los diferentes servicios urbanos. La clave de esta organización se encuentra en las alianzas que hicieron previo a la guerra con actores como los movimientos de masas y la iglesia católica; alianzas que les ayudaron en la formación de líderes y lideresas así como en la capacidad de crear una estructura organizacional en la figura de la Asociación Intercomunal de Montreal (ASIM), con la suficiente fuerza y capacidad para negociar con otros actores como la alcaldía, la empresa privada o las instituciones del gobierno encargadas de proveer los servicios que ellos requerían. El ingreso de habitantes de Montreal, como P.V, dentro de la estructura del gobierno municipal, da cuenta asimismo de la ineludible relación con los gobiernos locales, a través de quienes necesariamente pasan muchas de las gestiones que darán solución a sus problemáticas.

Sin embargo, es importante también destacar en este período que Montreal sufre doblemente por temas de violencia e inseguridad: por un lado, la violencia cotidiana por parte de las pandillas, quienes además controlaban el territorio y a las personas que allí viven y, por otra parte, la policía y el ejército quienes, a través de los diferentes programas de combate a la delincuencia promovidos por los gobiernos de la época, ejercían igualmente violencia contra los habitantes de los asentamientos. Estas violencias no impiden que los habitantes de Montreal continúen con sus gestiones por lograr el acceso a los servicios básicos.

Finalmente es importante no idealizar a las comunidades, al interior de estas existen innumerables conflictos entre vecinos. La grave situación económica que en muchas ocasiones los lleva a priorizar su situación individual por sobre la colectiva, está al centro de muchos de estos conflictos. Sin embargo, en Montreal prevalece el espíritu colectivo, a pesar de las adversidades.

5.3 El Programa de Mejoramiento de Barrios (PMB)

Entre 2007 y 2015 se desarrolla el Programa de Mejoramiento de Barrios (PMB) en los asentamientos: Lotificación San O.J Quinta Vera, Comunidad Cantizano, Comunidad El Bambú, Colonia Delicias del Norte (Pasajes San O.J, San Cayetano y Aquino), Lotificación El Progreso, Comunidad 24 de Julio, Comunidad 5 de mayo y Colonia Santa Rosa, alrededor de 1000 familias beneficiadas[79]. Este programa fue implementado por la Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima (FUNDASAL), con el apoyo del banco alemán Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW). Otros aportes incluyeron a las mismas familias en forma de fuerza de trabajo, así como el gobierno central, gobiernos municipales, empresa privada y actores de la zona como parroquias, centros de salud y centros educativos. Por otra parte, organizaciones de cooperación como CORDAID[80], MISEREOR[81], Fundación Bernard Van der Leer, SELAVIP[82] y Hogar de Cristo-Luxemburgo, también hicieron aportaciones puntuales (FUNDASAL, 2006), todas ellas organizaciones vinculadas a la iglesia católica.

Los componentes del programa incluían entre otros: "la legalización de lotes, reducción de riesgos, reordenamiento vial, introducción de agua, drenajes y saneamiento, mejora del abasto de energía eléctrica, equipamiento social, mejoramiento del medioambiente y entorno, mejora de vivienda nueva y construcción de unidades habitacionales a familias reubicadas por situación de riesgo" (FUNDASAL, 2015, p.88). De esta manera los ejes de acción del PMB fueron: 1/ Fortalecimiento de la organización y gestión social; 2/ Fortalecimiento de la participación ciudadana y de la incidencia política; 3/ Gestión del hábitat y gestión del riesgo; 4/ Gestión del suelo y seguridad en la tenencia de la tierra; 5/ Promoción de los sectores infantiles y juveniles; 6/ Equidad de Género; 7/ Gestión del conocimiento, investigación y sistematización (SUM Consult GmbH, 2006).

En palabras de B.M, quién trabajó en los equipos técnicos de FUNDASAL, el PMB cubría diferentes áreas: "*El proyecto era bastante integral porque abarcaba desde la legalización de tierras a la mejora de infraestructura urbana bajo el concepto de que la casa, mal que bien, cada quien puede invertir en su casa según sus posibilidades, pero, es imposible gestionar la infraestructura urbana. Entonces el mejoramiento de barrios, el programa, prácticamente era la mejora de la infraestructura urbana: agua potable, aguas lluvias, aguas negras y grises, ehh, y también construcción de muros de protección, mejoramiento de calles y pasajes y recuperación de zonas verdes y creación de zonas verdes en algunos casos para la mejora sustancial de las personas"* (B.M, comunicación personal, julio 16, 2023).

[79] Datos aproximados obtenidos de Memorias de Labores de FUNDASAL entre 2007 y 2015.
[80] Catholic Organization for Relief and Development Aid / www.cordaid.org
[81] Obra Episcopal de la Iglesia Católica Alemana / www.misereor.org
[82] Servicio latinoamericano, africano y asiático de vivienda popular / www.selavip.org

En este caso el proyecto se origina en FUNDASAL, luego que sus equipos técnicos determinaran que esta zona era favorable a una intervención de este tipo. Es decir que no son los habitantes de Montreal quienes promueven el PMB, sino que el PMB llega a ellos, o al menos a una parte de los asentamientos de la zona. El PMB tenía en cuenta ciertas condiciones para poder trabajar en los asentamientos, entre ellas que hubiese una posibilidad realista de obtener títulos de propiedad de la tierra, ya que esto es pre-requisito para que instituciones como ANDA o las compañías de electricidad aprueben la conexión y presten el servicio. Al mismo tiempo que hubiese cerca de los asentamientos puntos de conexión con la red formal de agua de la ciudad. Estas condiciones hacen que no se trabaje en todos los asentamientos, sino solo en aquellos más cercanos a las zonas urbanas de Mejicanos y Ciudad Delgado. B.M lo plantea de esta forma: *"Prácticamente es pequeña infraestructura, o sea no la creación de grandes tuberías madre y eso no, sino que, si parte de los requisitos, por decirlo así, es que pueda haber una conexión. Por ejemplo, con el agua potable, que sí haya una conexión de agua potable porque la construcción de pozos no era parte del proyecto… cómo se gestiona el agua privada en este país. Ese no era parte del componente, tenía que haber conexión cercana a alguna tubería madre de ANDA y que tuviera la capacidad también, porque ANDA a veces también dice que ya la tubería ya no tiene capacidad"* (B.M, ibid). N.C lo confirma: *"Esa fue la razón de quedarnos del lado derecho de la Montreal, porque en este lado no hay tubería primaria"* (N.C, comunicación personal, octubre 5, 2022).

N.C añade que otra de las condiciones es que no deben haber montos excesivos en obras de protección, lo que nuevamente vuelve a dejar a muchas familias fuera del PMB dadas las condiciones topográficas de la zona con altas pendientes: *"Esta matriz* [sobre la matriz para seleccionar los asentamientos del programa] *incluye eso verdad, de que hayan ciertas carencias, y carencias también manejables porque por ejemplo si el terreno tenía unos desniveles, unas pendientes demasiado fuertes y el costo de un muro se llevara todo lo que estaba no tenía sentido. Porque casi siempre son para proteger cuatro o cinco viviendas y la gente sigue igual"* (N.C, ibid.). En la Fotografía 81, se observan las obras del PMB.

A la fecha aún existen resentimientos por parte de algunos de los habitantes de Montreal, por no haber sido beneficiados con el PMB. Lamentan que no se les haya tomado en cuenta e incluso que hayan colaborado con su fuerza de trabajo, pero que al final el programa no les favoreció a ellos: *"Es que es un ejemplo. FUNDASAL ayudó enfrente a dónde nosotros vivimos. Todo ese sector tiene aguas negras, empezando desde La Aquino, llega hasta por La Cantizano… Quinta Vera… y enfrente no tenemos aguas negras. Allí está que nosotros, mi esposa estuvo colaborando en el pasaje San Cayetano con la mentira que le dieron que nos iban a conectar las aguas negras a nosotros. Ya cuando el proyecto terminó le dijeron que no se podía"* (A.F, Grupo Focal, septiembre 19, 2022). En la fotografía 82 se muestran parte de las obras del PMB en 2011.



Fotografía 82: Introducción de tuberías de agua corriente y drenajes en Montreal
Fuente: FUNDASAL, 2011

En relación a los actores con quienes FUNDASAL trabajó en el terreno: los habitantes, organizaciones instaladas en la zona y pandillas, H.J, quien ha colaborado con FUNDASAL y con la OPAMSS, comenta que al llegar FUNDASAL a Montreal se encontraron con una organización fuerte con tres componentes relevantes: primero un líder comunal (P.V), respetado y reconocido en la zona y además vinculado al gobierno municipal del FMLN como concejal: *"Había un líder en la Montreal que ejercía en sí un, valga la redundancia, un liderazgo con la gente de la Montreal. Era don P.V… tenía mucho que ver con la alcaldía, creo que hasta fue concejal"* (H.J, comunicación personal, octubre 31, 2022).

En segundo lugar, el apoyo de los actores ya establecidos en el terreno como iglesias y oenegés, con quienes las directivas comunales trabajaban muy bien, y quienes apoyaron al PMB: *"Además había un trabajo muy fuerte de ONGs allí en la zona Montreal. Allí estaba CINDE… o no sé si está (todavía); los Pasionistas; estaban también estaba incursionando CEMUJER; estaba incursionando esta ONG Fray Bartolomé de las Casas que tiene su sede, todavía la tiene aquí en el centro histórico atrás de la iglesia El Rosario. Ellos trabajaban mucho con juventudes, mucha cuestión, más que todo está Fray Bartolomé de las Casas con juventud, cómo apoyar población LGTBQ, CINDE lógicamente con niñez. Los Pasionistas un trabajo muy fuerte con la comunidad y de hecho la sede de los Pasionistas en esa zona queda en la iglesia, o no sé si es parroquia, San Francisco, que está antes de entrar a… Los Pasionistas son de la orden católica... Nos daba el apoyo"* (H.J, ibid.)

Finalmente, se estableció un diálogo con las pandillas a través de los líderes comunales de la zona, lo que derivó en que las pandillas permitieran el trabajo de FUNDASAL en Montreal. Cuando pregunto a H.J si las pandillas impedían los avances del proyecto, comenta que no y que, gracias a las gestiones de P.V, los pandilleros le permitían entrar a Montreal hasta en la noche: *"No porque influyó mucho don P.V. Don P.V para que yo pudiera estar allí y moverme libremente en la Montreal, el habló. Yo podía estar allí 6, 7 de la noche, y yo iba con mi carro y podía estar allí tranquilamente. Nunca me pasó nada, nunca, 6, 7 de la noche en la Montreal… Bueno, estamos hablando del año 2011…"* (H.J, ibid.). El mismo P.V lo confirma cuando comenta cómo las pandillas le ofrecieron cuidar por las noches un tractor que se gestionó con el Ministerio de Obras Públicas para el trabajo de terracería del parque Montreal: *"Cuando salía yo a ver allí en la zona, a ver que, decía yo, ¿qué pudiéramos hacer aquí? le digo yo, mirá, ¿qué pudiéramos hacer aquí? a pues hagamos una cancha, ¿pero mirá el terreno?* [en mal estado], *noo, me dijo, eso es con el ministro de Obras Públicas, vamos, y nos fuimos. Cabal mire, nos dio el tractor y allí venía yo subido en el tractor y todo el despelote para la zona, ¿qué va a hacer?, una cancha, ¿allá atrás?, sí… Mire, primer día montones de gente allí viendo el tractor, en la noche lo traíamos para acá el tractor* [señalando afuera de la casa]… *Sí. Para que no le fueran a robar piezas. Dijeron los jóvenes* [los pandilleros], *ya no lo saque don P.V, allá déjelo, se lo vamos a cuidar. Mire, con todas sus cajitas de cerveza, sus traguitos y pasaban en la noche cuidando el tractor, allá amanecían pues"* (P.V, comunicación personal, marzo 22, 2024)

Cabe destacar que adicionalmente al capital social encontrado en Montreal, FUNDASAL introduce un nuevo nivel de gestión al que normalmente no acceden los pobladores, aunque estén organizados: el diálogo con la cooperación internacional, lo que al mismo tiempo puede facilitar el diálogo de primer nivel con el gobierno. A través de la Intercomunal, los pobladores de Montreal ya lograban gestiones exitosas con gobiernos locales, ministerios y organismos como ANDA, así como con empresas privadas proveedoras de servicios; FUNDASAL aporta su red de contactos y conocimientos técnicos, como un valor adicional ventajoso para las comunidades. Por ejemplo, H.J comenta cómo fue integrado en el equipo contraparte de la cooperación Holandesa: *"Bueno, tenemos un proyecto de Urban Matters, que son asuntos urbanos que era financiado por la Agencia Holandesa de Cooperación CORDAID. Bueno, era una ONG, no era la Agencia Holandesa… necesitamos una persona con la cual M. pueda dialogar, pueda tener intercambio de ideas y pueda nutrirse de otras visiones para abordar el tema de Urban Matters, que se hacía en dos áreas del Área Metropolitana de San Salvador"* (H.J, comunicación personal, octubre 31, 2022). En la Fotografía 83 se observa a niños de Montreal y un representante de KfW en una visita al sitio en 2012



Fotografía 83: Visita a Montreal de cooperantes alemanes
Fuente: FUNDASAL, 2013

De la mano con el componente de fortalecimiento de la participación ciudadana y la incidencia política, FUNDASAL ha continuado con la tradición de formación de líderes y lideresas, así como el refuerzo de la organización comunitaria, que floreciera en la década de 1970 en alianza con los movimientos de masas, y que incluso continuó durante el período de la guerra. En el siglo XXI, los pobladores aglutinados en el Movimiento de Asentamientos Populares Urbanos (MAPUS) y la Comisión Nacional de Pobladores (CONAPO), salen a las calles a marchar para demandar el apoyo a los procesos de producción social del hábitat, como se observa en la Fotografía 84



Fotografía 84: Marcha por el mejoramiento del hábitat
Fuente: FUNDASAL, 2012

El PMB aprovecha las bases comunitarias ya existentes en Montreal y construye sobre ellas. Sin olvidar que para la mayor parte de familias beneficiadas el acceso a servicios básicos, la seguridad en la tenencia de la tierra y la mejora de sus viviendas, eran los temas más importantes, el PMB refuerza las

redes comunitarias enfocándose en poblaciones vulnerables como niñez, juventud y mujeres. Al mismo tiempo el PMB colabora y construye junto a actores ya trabajando en el territorio aprovechando igualmente las redes que estos actores ya tenían construidas con los pobladores de la zona, validándoles y reforzando el trabajo colectivo.

Por otra parte, a través del PMB los pobladores de Montreal logran entablar relaciones con equipos técnicos enfocados en apoyarles, con actores de la cooperación internacional, así como con actores de alto nivel dentro del gobierno y organismos internacionales. Aunque el PMB les proporcionó un objetivo común en un tiempo determinado, no deja de ser valiosa la experiencia y en algunos casos concretos de líderes y lideresas, esas experiencias les han permitido aportar en otros escenarios de incidencia política. Es el caso de la lideresa R.F, quien es representante de Montreal en discusiones sobre la Ley de Vivienda o en relaciones con agencias de Naciones Unidas. Esta es una nueva capacidad de gestión para los pobladores de la zona.

En cuanto a relaciones potencialmente conflictivas con actores como las pandillas o la policía, los pobladores de Montreal han sabido negociar con ellos cuando así ha sido requerido. Esto no elimina los escenarios de violencia e inseguridad, el control territorial, las extorsiones y la estigmatización de sus pobladores por el resto de la sociedad, así como las continuas violaciones a los derechos humanos derivadas de los planes de "Mano Dura" impulsados tanto por gobiernos de derecha como de izquierda (Orellana, 2020).

En relación con el acercamiento a los gobiernos municipales y otras instituciones encargadas de prestar servicios, tanto públicas como privadas, los pobladores de Montreal ya habían establecido relaciones de colaboración antes de la llegada del PMB. Nuevamente, estas relaciones no han sido históricamente fluidas, y sobre todo tienen éxito en la medida que los líderes y lideresas, tanto de parte de los pobladores como de sus interlocutores públicos o privados, establecen relaciones de colaboración en las que ambos ganan. El PMB acompaña y puede jugar un rol importante en caso las negociaciones se vuelvan complicadas.

Sin embargo, también el hecho que el PMB no haya llegado a la totalidad de la población en Montreal, ha generado fricciones entre los pobladores. Algunos de ellos sienten que FUNDASAL no los ha acompañado e incluso les engañó, mientras que otros siguen esperando la llegada de un nuevo PMB a sus asentamientos. Al mismo tiempo quienes han sido beneficiados con los proyectos, a casi diez años de finalizadas las obras, tienen el enorme desafío de su mantenimiento y siguen acudiendo a FUNDASAL en busca de apoyo, lo cual no siempre es factible.

Para finalizar, si bien el PMB ha sido una etapa única en la trayectoria de la inclusión precaria de Montreal, podríamos decir que por sus características es un proyecto que costaría replicar. Sin

embargo, sigue teniendo impacto en la zona: en el apoyo a la formación de líderes y lideresas, en el apoyo a la niñez y juventud, en el acompañamiento de las demandas por la mejora del hábitat de los pobladores, en el apoyo a la organización comunitaria, entre otros. Es decir que no es solamente la parte física sino también la social, integradas en un proyecto, lo que hace único al PMB. Aunque el PMB traslada parte de su experiencia a instancias del gobierno éstas, que están llamadas en primer lugar a proveer a los ciudadanos de entornos urbanos dignos, no son capaces de retomar y liderar la experiencia.

5.4 Montreal en la actualidad

En el año 2020, El Salvador era un país de 6.4 millones de habitantes y el AMSS contaba con 1.809,087 millones de personas[83]. A 80 años de haberse encaminado la zona periurbana de Montreal en una trayectoria de inclusión precaria a las redes socio-tecnológicas del AMSS, en la actualidad la zona sigue presentando en ciertos sectores, las mismas carencias que tuvieron los primeros habitantes que llegaron a instalarse en terrenos rurales de la finca Montreal a finales de 1940, agravados por temas actuales como afectaciones por el cambio climático o el neo-extractivismo global que busca acaparar tierra y recursos naturales, además de promover igualmente las inversiones inmobiliarias como proyecto extractivista (Svampa, 2011), por ejemplo, en los asentamientos al norte, en finca Argentina. Mientras que otros sectores al sur, como los asentamientos beneficiados con el PMB, se encuentran mucho más integrados con la ciudad formal, y en algunos casos es ya imposible establecer la diferencia. Algunos actores que acompañaron el PMB siguen aún presentes en la zona como FUNDASAL o la iglesia católica, aunque sin intervenir en grandes operaciones de mejoramiento del hábitat. Oenegés y cooperación internacional han disminuido notablemente su presencia en la zona (Labrador, junio 2, 2021). Las que siguen teniendo amplia presencia en la zona son las iglesias protestantes (Christian et al., 2015), habría que investigar la relación de estas con el acceso al agua, si lo hay.

El problema de la legalización de la propiedad sigue siendo un tema crítico (von Bennewitz, 2017), a pesar de que Montreal se compone de lotificaciones en las que se han establecido relaciones mercantiles de acceso al suelo. El hecho que los agentes intermediarios entre los propietarios originales y los posibles compradores operen en medio de lo formal y lo informal, hace que estas operaciones mercantiles sean inestables (Mosso, 2021; Clichevsky, 2009). Mientras las leyes de El Salvador insistan en que sólo se puede acceder a los servicios urbanos si se es propietario, perdurará la inclusión precaria de la mayor parte de pobladores de los asentamientos periurbanos de escasos recursos.

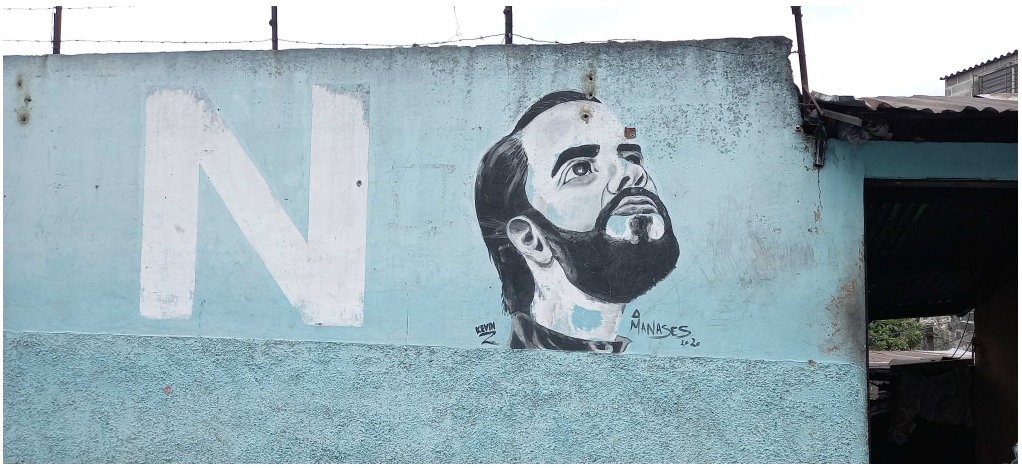
En cuanto a los habitantes de Montreal, los dueños originales de la tierra, o más bien algunos de sus descendiente, siguen viviendo en Montreal. A los habitantes que comenzaron a comprar lotes a

[83] www.datosbancomundial,org

finales de 1940, se han ido sumando nuevos habitantes que llegan constantemente y se ubican dónde aún hay tierra vacante. En la actualidad muchos de los pobladores tienen familias extendidas[84], lo que ha aumentado la densidad por lote, llegando incluso a construirse en condiciones de alto riesgo.

Desde 2019 a la fecha, con la llegada al poder del bukelismo, es cada vez más notoria la ausencia de los gobiernos municipales, los cuales han llegado incluso a negarse a escuchar las demandas de los pobladores; esto no significa necesariamente que no se introduzcan mejoras (que no suelen ir más allá de pavimentar tramos de la única calle de acceso), sin embargo estas obras ya no están a cargo de las municipalidades sino de una nueva instancia centralizada del gobierno: la Dirección de Obras Municipales (DOM). Esto por otra parte se traduce en la ausencia de transparencia, la escasa información de los proyectos y planes en la zona, y el control total de la narrativa sobre todo a través de redes sociales y medios de comunicación controlados por el Estado (Alvarado, 2024). Como ejemplo, ningún empleado público, ni de los gobiernos locales ni del gobierno central, accedió a colaborar con esta investigación.

Mientras tanto el gobierno central es el nuevo agente que ejerce el control territorial de la zona una vez desplazadas las pandillas, y es evidente el incremento del autoritarismo de Estado y el miedo de las personas a expresarse abiertamente en contra del gobierno (Lemus et al., 2023; Blanco, 2023). Sin embargo, hay que decir que, en Montreal como en el resto del país, el actual gobierno goza de altos niveles de popularidad (International crisis group, 2020). Como se observa en la Fotografía 85 que muestra el nuevo mural que ha reemplazado al grafiti de las pandillas.



Fotografía 85: Mural con la imagen de Bukele y el logo de su partido Nuevas Ideas, en Montreal
Fuente: SGPoizat, 2024

[84] Por ejemplo hijos que crecen y forman sus propias familias pero siguen viviendo en el mismo lote que sus padres. También familiares que migran a la ciudad o desde otras partes de la ciudad y son recibidos, temporal o indefinidamente. Hay que recordar que hasta hace un par de años, muchas familias ni siquiera podían moverse de Montreal por el control ejercido por las pandillas y por la falta de recursos económicos para independizarse.

Otro de los grandes problemas a los que se enfrenta Montreal en la actualidad es el cambio climático y el aumento de los riesgos asociados al mismo. El incremento de eventos de inundaciones y deslizamientos de tierra, unido al hecho que en la mayor parte de asentamientos no existen drenajes de aguas negras ni aguas lluvias, hace que los suelos sean mucho más inestables (Hardoy & Pandiella, 2009). Adicionalmente, en términos históricos estos han sido suelos vulnerables. Con el tiempo, las prácticas agrícolas de subsistencia en El Salvador han producido suelos muy erosionados y propensos a deslizamientos y derrumbes, lo cual unido a la condición sísmica del país, es causa de muchos de los riesgos y vulnerabilidades en estos territorios. De acuerdo con estudios realizados en la cuenca del río Acelhuate en los años 1980, cuenca dentro de la cual se ubica Montreal, los métodos tradicionales de poda y quema del suelo antes de las primeras lluvias, en preparación para la siembra, los dejan muy expuestos a la erosión. Esta es la forma tradicional en la que los suelos agrícolas de las fincas de la zona se han preparado para la temporada de siembra. Si le agregamos el hecho que muchos de los colonos que realizaron estas actividades eran temporeros, es decir gente que se movía de hacienda en hacienda dependiendo de la época de cosecha, su compromiso con las tierras que alquilaban para las siembras de subsistencia era igualmente temporal, lo que incidió en la nula implementación de procesos de regeneración del suelo que suelen ser procesos de mediano y largo plazo (Wiggins, 1981). Estas prácticas históricas de manejo de los suelos tienen graves consecuencias en la actualidad.

Los conflictos entre pobladores y las diferentes instancias del gobierno han sido una constante a lo largo de la historia de Montreal: falta de interés de los diferentes niveles del gobierno por proveer de servicios a la zona, regulaciones no adaptadas a las realidades de los pobladores, trámites prolongados para otorgar títulos de propiedad, manipulación con fines políticos, represión y control por parte de policías y militares, entre otros. A estos conflictos habrá que agregar una nueva amenaza sobre la zona, en concreto al norte, en finca Argentina, dónde los inversionistas inmobiliarios privados ya llegaron motivados por los desarrollos inmobiliarios en los territorios de expansión urbana al norte del AMSS. Grandes proyectos habitacionales como Valle Dulce (antes Valle del Ángel) o Ciudad Corinto (una de las primeras grandes inversiones inmobiliarias cerca de Montreal, ver capítulo 4), son solo un ejemplo de que estas tierras, normalmente consideradas marginales por el gran capital, comienzan a ser suelos que le interesan. Este interés del mercado inmobiliario por suelos con potencial urbanizable en los territorios periurbanos del AMSS presentará nuevos desafíos para los pobladores de Montreal, especialmente para los más vulnerables.

En el caso de finca Argentina, la propiedad es lotificada por el mismo Estado de acuerdo con lo que indica H.V.J, poblador de finca Argentina, sector 3: "*Este fui a solicitar el terrenito al Vice Ministerio de Vivienda cuando estaba aquí abajito de la universidad calle a Zacamil, entonces allí lo fui a solicitar con mi señora, me lo dieron. Me dieron este terreno, si, el Viceministerio de Vivienda. De allí fue que formalizaron todo y terminamos teniendo escritura cada uno de nosotros, que nos dieron terreno"* (H.V.J, comunicación personal, marzo 22, 2024). Aunque

M.J, de FUNDASAL, indica que de acuerdo con investigaciones hechas por ellos en la zona la situación se vuelve más grave aún porque en este caso es el mismo gobierno el que no ha concluido con la titularización de los terrenos, en realidad lo que tienen los pobladores es una promesa de venta, no un título de propiedad: "*Era del Estado, pero resulta que apareció, como siempre pasa, que estaba escriturada a nombre de otro, no sé si era CORSAIN, pero siempre del Estado. Siempre del Estado. Entonces se encontraron en ese lío, que la gente no tiene propiedad, no es propietaria, o sea, son poseedores, pero no son propietarios, no tienen escritura. Entonces, cuándo la gente intenta resolver el problema se encuentra que nadie le quiere… y quién trajo a la gente aquí es el Estado"* (M.J, comunicación personal, marzo 22, 2024). Todo ello a pesar de que los pobladores han estado cancelando cuotas y han pagado por los títulos, como lo expresa Z.A, otra pobladora del sector 3: *"Empezamos pagando 38 colones (US$4.34) por los lotes, de allí este, como dijeron de que nos iban a dar una ayuda, los dieron una ayuda para que construyéramos, construimos las casitas… Si porque aquí vinieron a escriturar, pagamos 50 colones (US$5.7) y nos dieron las escrituras. Que la primera vez, pagamos a un banco, a CREDISA, vino, vinieron también que nos dijeron que la pagáramos allí y a la larga no los, no los, quedó perdido eso. Entonces de allí nos trajeron nuevamente para pagar esos 50 y ya nos hicieron las escrituras, y la mayoría que era dueña de su terrenito sacó la escritura y el que no ha pagado el lote, que no tiene pagado es que no tiene escritura. Por eso, porque allá deben los US$300, US$300 dólares es hoy"* (Z.A, comunicación personal, marzo 22, 2024).

Como el tema de la propiedad de la tierra era muy confuso, los mismos pobladores organizados a través de sus representantes se avocaron a las instituciones para investigar quién o quiénes eran los dueños de la propiedad y de esa manera iniciar negociaciones para avanzar con la titularización, como lo comenta D.V : *"Entonces aquí ellos tienen escrituras, los de los otros sectores no tienen, que serían Bella Vista, los no videntes, hay zonas en las cuales no tienen ni escritura, y era lo que andábamos nosotros luchando a ver si les daban quién era el dueño, verdad, y que si así, que si así es que ya para escriturarlos. Podía ser. Pero se dio de que ya después apareció de que ya lo vendieron y de que de cómo no es de Ciudad Delgado en sí, el encargado, y de que es de Mejicanos, entonces quedamos en un limbo. Visitamos a un lado, visitamos al otro y no se hacen cargo. Entonces sí, ese es el detalle"* (D.V, comunicación personal, marzo 22, 2024). Y continua la conversación entre ellos de la siguiente manera:

> Z.A
> *Y cómo eso, eso, supuestamente era del banco. No sé hoy quién la tiene*
> D.V
> *Bien raro el nombre de la persona, es de, pero que dijieron que era de gobierno. Ya hoy después que ha salido que no, que ya vendieron, que son unos chinos y que ellos van a hacer unos multifamiliares*
> H.V.J
> *Se lo dieron a los chinos pues*
> Z.A
> *Y hoy ya les pusieron luz. Hoy ya les pusieron luz a las parcelas. Tienen su luz propia ya*

De acuerdo con un reportaje del periódico digital *Mala Yerba*, del 21 de junio de 2023 (ver Figura 17), en terrenos de finca Argentina se edificará "Ciudad Formosa", un complejo de 17 torres de apartamentos, cada una de nueve niveles, y ocho apartamentos por nivel, es decir 1224 apartamentos más estacionamiento y amenidades, cubriendo un total de 40 manzanas de terreno, en una zona considerada de alta recarga hídrica. Ciudad Formosa afectaría además de los habitantes del sector, a la flora y fauna que habita en estos territorios rurales. La inversión es de capital taiwanés (Orellana Solares, 2023). En este caso han sido las mismas instituciones del Estado las que se han asociado a inversionistas privados para entorpecer los procesos de titularización, dejando en una situación de alta vulnerabilidad a los pobladores de la zona. En las Figuras 18 y 19 se muestra parte de la promoción de los apartamentos de Ciudad Formosa.



25/08/2024, 01:59 Destruir sin consultar: Ciudad Formosa, otra residencial en Valle El Ángel - MalaYerba

MALAYERBA
EL PERIODISMO NUNCA MUERE

CONSTRUCCIONES CONSULTA PÚBLICA CRISIS HÍDRICA MEGAPROYECTOS

Destruir sin consultar: Ciudad Formosa, otra residencial en Valle El Ángel

La construcción de Ciudad Formosa desplazará a personas no videntes y agricultores de la zona norte de Ciudad Delgado. Ninguno de los afectados se enteró por vías oficiales de la consulta pública que tanto el MARN y la alcaldía llevaron a cabo sobre el proyecto de capital taiwanés.

Miércoles 21 de junio, 2023 0 Foto: Equipo Impulsor de Escazú
D Guillermo Orellana Solares
(* guillermiln)

Los habitantes del cantón Arenal y de la nca Argentina, en Ciudad Delgado, desconocían acerca de un proyecto habitacional llamado Ciudad Formosa, porque la alcaldía mantuvo en secreto las gestiones para esta construcción y la consulta pública transparente que exige la legislación ambiental salvadoreña. Los vecinos, la mayoría agricultores, podrían quedarse sin tierras para cultivar y sin casas.

La zona donde se planea construir Ciudad Formosa es parte de Valle El Ángel, la recarga hídrica que abastece San Salvador y que en los últimos años está siendo intervenida por otros proyectos urbanísticos a cargo de las familias Dueñas y Poma.

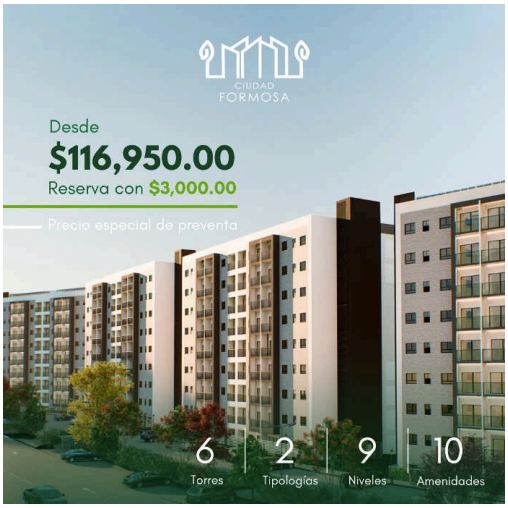
En el caso de Ciudad Formosa, el titular del proyecto es Li Fu Liu, un taiwanés que ha tenido vínculos laborales con el actual presidente de la Federación Salvadoreña de Volleyball, Shean-Jyh Liou, mejor conocido en el mundo deportivo como "Fito Liu".

De acuerdo con información del Centro Nacional de Registro de Comercio, el 16 de julio de 2009, Shean-Jyh fue nombrado administrador único propietario del Parque Industrial Sam Li S.A. de C.V., ubicado en San Juan Opico, La Libertad; y Li Fu Liu, su administrador suplente. Además, Li Fu Liu es representante legal de la sociedad Hermano Textil S.A. de C.V., de acuerdo con el Diario O cial, tomo N°435, publicado el 28 de junio de 2022.

https://mala-yerba.com/destruir-sin-consultar-ciudad-formosa-otra-residencial-en-valle-el-angel/ 1/6

Figura 17: Nota del periódico Mala Yerba sobre Ciudad Formosa, a construirse en finca Argentina
Fuente: https://mala-yerba.com/destruir-sin-consultar-ciudad-formosa-otra-residencial-en-valle-el-angel





Figuras 18 y 19: Publicidad de ventas de Ciudad Formosa (nótese que la calle Montreal ahora se llama Avenida Montreal y los asentamientos ni siquiera están indicados en el mapa. Evidentemente el precio por apartamento es inaccesible a los habitantes de la zona) (2024)
Fuente: @ciudadformosasv

R.F, tiene claro lo que les espera a los pobladores de finca Argentina: *"Desalojo dijeron, porque ya los chinos están ellos diciendo lo que iban a construir y todo eso… Sí, lo que menos quieren es que la gente viva aquí"* (R.F, comunicación personal, marzo 22, 2024)

5.5 Relaciones sociales de poder y escenarios de conflicto

Previamente se han descrito actores y relaciones sociales de poder a lo largo de más de ochenta años de recorrido de la historia de Montreal. En dicho recorrido se destacó que en este territorio periurbano dichas relaciones están vinculadas a temas centrales como la propiedad de la tierra y sus recursos o a normativas que limitan el acceso a servicios urbanos. Con un énfasis especial en las relaciones cotidianas, desde abajo, las cuales no están exentas de conflictos, se describió como los conflictos mismos permiten desencadenar procesos de organización comunitaria que propician la lucha por la mejora del hábitat.

En América Latina las relaciones sociales de poder que configuran los territorios del agua no se pueden desvincular de los movimientos sociales. Las diversas formas de asociación y movilización que se activaron al interior de regímenes militares y dictatoriales en los años 1970 progresan en el marco de las transiciones hacia la democracia hacia finales de la década de 1980, reivindicando entre otros el derecho a suelo, vivienda y servicios urbanos. Con la imposición de políticas neoliberales en la década de 1990, muchos de estos movimientos van poco a poco perdiendo fuerza. Sin embargo, iniciando el nuevo siglo se entra en un nuevo ciclo de reivindicaciones sociales diversas: desde la guerra por el agua

en Bolivia (2000), hasta las manifestaciones estudiantiles en Chile (2006, 2011) (Fry, 2020). Uno de los debates más importantes en este momento se da en torno a la territorialidad como elemento que configura a los movimientos sociales, el territorio se ha vuelto un espacio de resistencia y al mismo tiempo un espacio desde dónde surgen nuevas creatividades, es por ello por lo que diversos autores los definen ahora como movimientos socio territoriales (Halvorsen et al., 2021; Massetti, 2009). En El Salvador poco a poco se van dando estas transiciones hacia los movimientos socio territoriales, con agendas que promueven un proyecto de incidencia política en temas clave como la gestión hídrica, los megaproyectos, la urbanización descontrolada o la minería metálica, proponiendo alternativas al modelo neoliberal imperante (Almeida, 2011).

En el caso de Montreal habría que tener en cuenta la lenta transición que sus habitantes hacen de ser clientes en una operación mercantil en el mercado informal del suelo a una inicial organización comunal vinculada a los movimientos sociales de 1970 y 1980, la cual llega a tomar fuerza en 1998 con el nacimiento de la Asociación Intercomunal de Montreal (ASIM). Es en este momento que despega la organización y se tiene una más sólida capacidad de incidir, desde abajo, en la gobernanza del propio territorio; de esta manera la ASIM trabaja arduamente por lograr introducir servicios básicos como agua corriente y electricidad para la mayor parte de los habitantes de la zona, o para cuidar y dar mantenimiento s sus espacios públicos a través de la Asociación Intercomunal de Administración del parque Montreal, cuyos miembros se observan en la Fotografía 86. En el momento que llega el Programa de Mejoramiento de Barrios, entre 2007 y 2015, los pobladores fueron capaces de aportar desde su propia organización, capital social que aprovechan FUNDASAL y la cooperación internacional.



Fotografía 86: Evento público de la Organización Intercomunal de Administración del Parque Montreal
(foto modificada por privacidad)
Fuente: archivo FUNDASAL, 2015

En la actualidad los pobladores organizados de Montreal mantienen contactos con movimientos socio territoriales y espacios de incidencia, buscando entre otros: mejorar el acceso a los servicios de agua que ellos mismos han gestionado, introducir un adecuado saneamiento (aún inexistente en la mayor parte de los asentamientos), y hacer frente al incremento de riesgos urbanos, sobre todo inundaciones y deslizamientos. El papel de las mujeres en el cuido del territorio y el aporte a sus comunidades se ha ido reforzando a lo largo de esta trayectoria, como es el caso de la lideresa R.F, representante de ACNUR[85] en Montreal, quién se muestra en la fotografía 87, participando en el foro "El papel de la mujer en la transformación de su comunidad", como parte del proyecto Comunidades Resilientes de ACNUR.



Fotografía 87: R.F participando en foro organizado por ACNUR y FUNDASAL
(foto modificada por privacidad)
Fuente: @fundasalsv, marzo 2024

Pero no solamente las circunstancias contextuales inciden en los ciclos del activismo de los movimientos sociales, como lo plantea Fry (2020) al comentar sobre la pérdida de fuerza de los movimientos en los años 1990 debido a la introducción de las políticas neoliberales. Al interior mismo de los movimientos existen ciclos de acción colectiva que se activan dependiendo efectivamente del contexto, pero sobre todo de las necesidades al interior de sus comunidades, como lo comenta N.C: "*Es que las organizaciones en las comunidades, en los asentamientos precarios, y es lo que más o menos nosotros también tratábamos de rescatar, no es que FUNDASAL la llegue a hacer, la gente viene fuerte, viene fuerte con una organización fuerte y fluctúa. Fluctúa verdad. Cuando más o menos han satisfecho una necesidad como bueno, se organizaron para meter una tubería de agua aunque fuera ilegal, también por el desgaste y porque la gente tiene que seguir subsistiendo para comer, hay períodos más laxos. Después se presenta otra situación y la organización volvió a subir, la cohesión comunitaria vuelve a subir y vuelve a relajarse y así van por varios ciclos en función de sus necesidades… Pero nosotros decíamos eso, ¿por qué la organización no se mantiene estable? hasta que un señor de Argentina me decía: "pero es que está bien, no son clubes de té que van a estar permanentemente en reuniones, si la gente tiene otras cosas que hacer". Entonces se volverán a unir cuándo la necesidad los vuelva a convocar y así van"* (N.C, comunicación personal, octubre 5, 2022).

[85] Agencia de Naciones Unidas para los Refugiados

En este momento, Montreal se encuentra en una etapa de baja intensidad del activismo de incidencia política, muy relacionado con la implementación de medidas de control territorial por parte del Estado, las cuales han afectado directamente a la zona por ser considerado territorio de pandillas; sin embargo, la organización no ha dejado de existir y se activa en función de las necesidades puntuales de los pobladores. Habría que seguir observando cómo se desarrollan las alianzas con movimientos socio territoriales, por ejemplo, con los que trabajan activamente en Valle del Ángel y cómo evolucionarán sus habitantes en el nuevo contexto político del país. Lo que sí es claro es que cualquiera que sea el rumbo, el conflicto permanecerá al centro de las relaciones sociales de poder y serán estas mismas situaciones de conflicto las que estarán a la base de las luchas por el agua que definan los paisajes hídricos de Montreal.

De acuerdo con Boelens & Zwarteveen (2011), se pueden identificar cuatro maneras principales en las que las cuestiones del agua son políticas y por tanto disputadas, es decir que los conflictos por el agua implican luchas sobre recursos, reglas, derechos, autoridad y discursos. En primer lugar puede haber disputas sobre la distribución y la asignación del agua. En segundo lugar pueden existir conflictos sobre los contenidos de las reglas, derechos y leyes que determinan la distribución y asignación del agua. Une tercera forma en la que las cuestiones del agua son disputadas tiene que ver con las luchas acerca de quién decide sobre la distribución del agua. Finalmente un área importante de contestación se centra en los discursos y cómo estos se utilizan para articular los problemas y soluciones sobre el agua. Para E. Swyngedouw es a partir de las relaciones de poder social que son inherentes al control del agua que se van formando los paisajes hídricos (Swyngedouw, 2004). Lo que interesa es entender las situaciones de conflicto como generadoras de relaciones que estarían a la base tanto de la gestión del agua (y otros servicios básicos), como de la gobernanza misma del recurso. Para ello se plantean tres niveles en los que opera el conflicto: 1/ al interior del territorio periurbano de Montreal entre actores que viven allí o que operan directamente en él; 2/ en el exterior inmediato, vinculados a actores que pueden tener incidencia directa en el territorio pero que no pertenecen a él necesariamente; 3/ en el exterior no inmediato, es decir conflictos con actores que inciden en la gestión y gobernanza del agua, pero desde escenarios nacionales o globales. De esta manera se describen a continuación algunos de los escenarios de conflicto entre actores a partir de las relaciones sociales de poder identificados previamente (Almeida, 2011):

5.5.1 Conflictos entre vecinos por el acceso y gestión del agua

5.5.1.1 Conflictos por el acceso local a recursos básicos

En los escenarios de mayor precariedad el acceso al agua estará a la base de una serie de situaciones de conflictos entre vecinos, por ejemplo en la organización de turnos para llenar recipientes con agua en grifos públicos (cantareras), como se muestra en la Fotografía 86; entre quienes tienen una conexión domiciliar de agua y "venden" agua a sus vecinos, por la repartición de la cuota de agua mensual o el incremento de la cuota si hay una nueva familia viviendo en el lote; conflictos entre quienes han sido beneficiarios de proyectos de agua (u otras mejoras) y quienes no. Estos conflictos pueden escalar a situaciones de mucha violencia, o pueden resolverse de manera pacífica, dependerá de cada situación.

También se pueden presentar conflictos con otros sectores de la ciudad dónde sí hay agua o que sus infraestructuras hayan dañado las fuentes locales de agua, como es el caso entre Montreal y Ciudad Corinto. En este caso los vecinos de Montreal acusan a la residencial Ciudad Corinto, al frente, de contaminar el agua de la quebrada Siete Pilas, lo comenta R.F: "*Vaya, me dicen unas personas, y lo que yo ví también, que desde el 87, que llegaron los primeros no tenían el agua allí potable, se abastecían del pocito que está frente a la cancha del mango y el otro que estaba del lado de La Corinto, pero el otro pocito ese sí, todavía tuve yo la dicha de ir a lavar trastes y a lavar ropa allí, verdad, entonces, pero los de La Corinto lo taparon*" (R.F, Grupo Focal, septiembre 19, 2022)



Fotografía 88: Vecinos de Montreal llenando sus recipientes (cántaros) con agua almacenada en barriles
Fuente: archivo FUNDASAL, 2007

5.5.1.2 Conflictos por el nivel de participación en la organización comunal

No todos los habitantes de Montreal participan de las actividades de las organizaciones comunitarias. La transición de habitante a poblador organizado implica tiempo, compromiso y asumir ciertas responsabilidades. Las presiones de la vida diaria no facilitan el que todos y todas participen con la misma intensidad, lo que causa quejas de parte de quienes sí lo hacen. La poca participación o indiferencia en formar parte o apoyar directivas, actividades colectivas, gestiones, etcétera; el desgaste de los líderes y lideresas y la ausencia de relevos entre los más jóvenes; o el incremento del individualismo, son solo algunos de estos escenarios de conflicto. Más recientemente la criminalización de parte del Estado por vivir en territorios previamente controlados por pandillas, ha hecho que la participación se reduzca.

5.5.2 Conflictos derivados de regulaciones relacionadas con la propiedad del suelo

5.5.2.1 Conflictos por operaciones mercantiles de acceso a suelo periurbano.

En este caso tanto los propietarios originales de la tierra como los operadores informales (lotificadores), se encuentran en una posición de poder con respecto a los "clientes"; especialmente estos últimos, que operan como intermediarios entre los habitantes y las instituciones que eventualmente formalizan la compraventa con un título de propiedad. En muchos casos, la promesa de venta original no necesariamente se traduce en un título de propiedad. El no contar con un título de propiedad está al origen de la negación de los servicios públicos formales (agua, electricidad), lo que generará otra serie de conflictos entre habitantes/pobladores organizados e instituciones.

5.5.2.2 Conflictos por lograr la prestación formal de servicios básicos

En este caso volvemos al tema crítico de la propiedad privada del suelo. Por norma, si no se es propietario los proveedores, ya sean públicos o privados, no prestarán los servicios, de esta manera se generan una serie de alter-realidades que van desde conectarse informalmente a las redes de infraestructura (agua, electricidad), hasta hacerse del servicio por medio de otros proveedores, lo que suele incrementar el precio de este. Normativas pensadas para la formalidad y no para la informalidad. En la medida que se logra negociar "regulaciones" adaptadas a cada situación, los conflictos se reducen, sin embargo, todo el proceso puede ser muy desgastante. Por ejemplo, el caso de la conexión a la red eléctrica de O.R, quién comenta que al no tener título de propiedad la compañía de electricidad le negaba el servicio domiciliar, pero los mismos técnicos de la compañía les sugerían conectarse a la red a través del único vecino que sí tenía un servicio regular: *"Como no. Como CAESS siempre vendía pues. Entonces había, como le quiero decir, había un fulano que tenía luz eléctrica propia. Podía vender que, cuatro o cinco parece vea, derechos, que usté podía conectarse a la línea de él y CAESS le ponía su contador… A cada uno. Entonces, yo compré uno por allí y a la hora que lo iba ocupar no me lo dieron. Me conecté de las líneas de CAESS"* (O.R, comunicación

personal, marzo 19, 2024), finalmente termina él mismo conectándose de forma informal. En la Fotografía 88 se pueden observar conexiones directas a la red, en viviendas frente a la calle Montreal.

A esto habría que añadir que cuando la introducción de servicios se presenta dentro de un escenario complejo para las instituciones, éstas preferirán no involucrarse o hacerlo de forma híbrida (formal/informal); en el caso de Montreal trabajar en terrenos de altas pendientes, erosionados y con difícil acceso a las redes de servicios públicos como agua, drenajes, electricidad, recolección de basura o transporte, puede ser un factor en contra de los proyectos solicitados. Antes de la puesta en marcha del plan control territorial, las pandillas eran el otro motivo por el cual las instituciones tenían poca presencia en la zona.



Fotografía 89: Conexiones directas a la red de electricidad en colonia Veracruz
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

5.5.2.3 Conflictos por relaciones de clientelismo y posibles escenarios de corrupción

Dependiendo de quienes sean los representantes públicos y de los contactos que se tengan en alcaldías o ministerios, así pueden llegar a realizarse proyectos o no, persistiendo en muchos casos relaciones de clientelismo que favorecen posibles escenarios de corrupción. Lo mismo puede suceder con instituciones como ANDA o las compañías de electricidad o telefonía. En este caso los procesos se pueden volver largos y complicados y mantener al centro de las discusiones el tema de la propiedad del suelo.

5.5.3 Conflictos por situaciones de violencia e inseguridad

5.5.3.1 Conflictos por violencia e inseguridad

Escenarios de violencia e inseguridad pueden afectar el acceso a servicios públicos o el mantenimiento de infraestructuras. Actores como la delincuencia común, las pandillas, la policía o el

ejército que operan en los territorios pueden generar estos escenarios. Al mismo tiempo pueden ser actores que permitan o faciliten el acceso a los servicios dependiendo del contexto, por ejemplo, las pandillas no fueron obstáculo en los procesos del Programa de Mejoramiento de Barrios; sin embargo las mismas pandillas impedían el acceso a técnicos de ANDA cuando había fugas de agua y era necesario dar mantenimiento a las infraestructuras, en este caso solo podían acceder a la zona técnicos conocidos por los pandilleros o personas viviendo en las zonas controladas por ellos. En la mayoría de casos debían además pagar un "peaje" o extorsión por permitirles el paso.

5.5.4 Conflictos con otros actores

5.5.4.1 Conflictos por ser beneficiario o no de un proyecto de mejora

Los conflictos pueden surgir con cualquier institución pública, religiosa, oenegé, entre otros, que proyecte una mejora en la zona. Por las dimensiones del territorio de Montreal (31 asentamientos, 30,000 habitantes), no suelen ser proyectos que abarquen a la totalidad de la zona y a quienes habitan allí, por lo tanto, siempre surgirán escenarios de conflicto con aquellos sectores que no forman parte de las operaciones de mejora. Pueden añadirse un nivel más al conflicto cuando estos proyectos se implementan de arriba hacia abajo sin que se desarrollen procesos participativos, lo que podría estar obviando las necesidades reales en la zona, o cuando los requerimientos impuestos a los proyectos por las agencias de cooperación limitan la población que puede ser beneficiaria.

5.5.4.2 Conflictos con empresas privadas afectando directamente el territorio

Suelen nuevamente ser relaciones de poder desequilibradas ya que la empresa privada siempre llevará ventajas en cuanto a recursos, capacidad de gestión, acceso a información, redes de contactos, etc. Mientras que a los pobladores les queda solamente su propia capacidad organizativa o hacer presión mediante manifestaciones públicas. Por ejemplo, el caso de Ciudad Formosa y la incertidumbre que ya está causando entre los pobladores de finca Argentina, habrá que esperar a ver cómo se desarrolla este escenario de potencial conflicto en el futuro.

5.5.5 Conflictos relacionados con derechos

5.5.5.1 Conflictos por el derecho a un hábitat digno

Históricamente los sucesivos gobiernos han abandonado a los asentamientos precarios periurbanos, y solo se han acercado a ellos cuando tienen algún interés político-partidista. La alianza de los sucesivos gobiernos (militares, civiles, autoritarios) con los grupos oligárquicos y el capital transnacional prioriza inversiones en otros territorios o en los territorios periurbanos cuándo éstos ya no son percibidos como tierras marginales. Esta desigual alianza ha impulsado la organización de la

población quién ha llevado sus luchas a temas más estructurales como la implementación de políticas públicas que mejoren las condiciones de vida del conjunto de asentamientos precarios y no solo de Montreal. En la Fotografía 89 se observan a manifestantes en una marcha por el agua en abril 2024. Estas marchas aglutinan a una diversidad de actores y crecen en número de participantes cada año, incluso a pesar del contexto represivo actual.

Para finalizar, se presenta en la Tabla 16 los tipos de conflictos actuales, los actores involucrados y el tipo de gestión/gobernanza del agua vinculada a ese conflicto. Este es un cuadro en permanente evolución.



Fotografía 90: Marcha por el agua en San Salvador, abril 2024
Fuente: Revista Gato Encerrado (Meléndez, 2024

	CONFLICTOS	ACTORES	GESTIÓN/GOBERNANZA DEL AGUA
ESCENARIO LOCAL (entre vecinos)			
1	Conflictos por lograr llenar recipientes en grifos públicos	Vecinos vs. Directivas comunales	- Gestión de vecinos y Directivas de los horarios y pagos en los grifos públicos
2	Conflictos entre vecinos por pagos en facturas de agua compartidas	Vecinos vs. vecinos	- Gestión entre vecinos por pagos compartidos de agua
3	Conflictos entre vecinos por desperdicio de agua que puede causar escasez	Vecinos vs. vecinos	- Mala gestión del agua dentro de los hogares es zona sur que puede provocar escasez en zonas intermedia y norte
4	Conflictos por reparaciones de infraestructura de agua	Vecinos vs. Directivas comunales	- Gestión entre vecinos y/o Directivas por la reparación de infraestructura de agua, desde la gestión de fondos hasta las obras de mantenimiento

ENTORNO INMEDIATO (entre vecinos, municipalidades e instituciones públicas)			
5	Conflictos con municipalidades y ANDA por no prestar un servicio de agua adecuado	Vecinos, Directivas comunales vs. municipalidad, ANDA	- Deficiente gestión municipal/ANDA en el mantenimiento de infraestructura pública de agua: grifos públicos, tubería, tanques de agua, contadores de agua
			- Deficiente gestión municipal para introducir nueva infraestructura o hacer reparaciones
			- Deficiente gestión municipal/ANDA de horarios en los que llega el agua a la zona
			- Deficiente gestión de la calidad del agua, que suele no ser apta para consumo humano
6	Conflictos con municipalidades por no atender las demandas de los vecinos	Vecinos vs. municipalidades	- Gestiones a través de las Directivas comunales o grupos de vecinos para comprar agua a camiones cisterna privados.
7	Conflictos por lograr acceder al agua en casos de emergencia o escasez	Vecinos, Directivas comunales vs. municipalidad	- Gestión municipal de camiones cisterna y distribución en casos de emergencia - Gestión de vecinos y Directivas comunales para acceder al recurso en casos de emergencia
8	Conflictos por respuestas de la municipalidad ante eventos de riesgo como deslizamientos o inundaciones	Vecinos, Directivas comunales vs. equipos de protección civil, municipalidad	- Gestión conjunta de riesgos ante eventos extremos
CONTEXTO EXTERNO (entre vecinos, gobierno central y actores privados)			
9	Conflictos con el gobierno central por políticas públicas, regulaciones (Ley de Agua, privatización del agua, otros)	Vecinos, Directivas comunales, movimientos socio territoriales (externos vs. Gobierno central	- Gobernanza del agua desde arriba y las afectaciones que tendrá en Montreal y otros territorios
10	Conflictos con inversionistas privados (grandes proyectos inmobiliarios, extracción de recursos, otros)	Vecinos, Directivas comunales, movimientos socioterritoriales, vs. Gobierno central, inversionistas privados	- Gobernanza del agua desde arriba que favorece al capital privado (nacional, transnacional)

Tabla 16: Resumen de conflictos, actores y gestión/gobernanza en Montreal
Fuente: elaboración propia

5.6 Procesos de territorialización a partir de las relaciones sociales de poder

¿Cómo luce el territorio de Montreal en este momento? ¿Cuál es su paisaje? natural, construido ¿Cómo son las edificaciones, las viviendas? las cuales han sido levantadas por sus propios habitantes con mucho esfuerzo a lo largo del tiempo ¿Cómo lucen las infraestructuras, los equipamientos urbanos? ¿Cómo son los espacios públicos? ¿Qué tipo de comercio encontramos en la zona? ¿Cuáles son los

riesgos urbanos en Montreal? botaderos de basura, espacios que sufren por inundaciones y deslizamientos. Estos son algunos de los elementos que con el tiempo han configurado este territorio, elementos naturales, construidos, culturales, que surgen de las relaciones sociales de poder y que nacen del conflicto.

A continuación, se describen diferentes tipos de territorios que corresponden a diferentes etapas de la inclusión precaria en Montreal. Iniciando con la periferia más alejada de la ciudad en "El Cerro" o Finca Argentina, hasta llegar a los asentamientos intervenidos por el PMB, y que son los que están más formalmente integrados a la ciudad. Cada uno de estos espacios constituye un gradiente en la transición de la ciudad consolidada a territorios rurbanos. Sin embargo, con las dinámicas de la expansión urbana en el eje nor-poniente ejerciendo una presión cada vez más más cercana, por ejemplo Ciudad Formosa, es posible que este gradiente sufra alteraciones intensas que complejicen aún más el acceso al agua corriente.

5.6.1 Finca Argentina

La transición del paisaje natural al paisaje construido pasa por diferentes etapas: desde edificar una primera vivienda que en la mayoría de casos es precaria hasta lograr, con la introducción de mejoras, una vivienda que se acerca a las tipologías del entorno en la ciudad formal. En finca Argentina, se observa la producción social del hábitat en los primeros momentos de la transición de rural a urbano. Este paisaje es producto de una serie de conflictos: entre lotificadores informales y nuevos habitantes en el momento de adquirir un lote que no tiene ningún tipo de servicios; entre diferentes instancias del gobierno y habitantes a quienes el mismo gobierno traslada allí pero no les proveen de servicios. En ambos casos surgen conflictos por la irregularidad de la propiedad del suelo, por el abandono y poca atención que el gobierno presta a las demandas de los habitantes, y más recientemente por el avance de las inversiones inmobiliarias que amenazan con desalojarlos de su territorio. Estas son las comunidades que están amenazadas por la próxima construcción de Ciudad Formosa. De esta interacción de relaciones sociales de poder, el paisaje resultante de finca Argentina se muestra en las siguientes fotografías. Iniciando con la Fotografía 91 dónde se pueden observar las casas de lámina y materiales precarios en el sector 3 no videntes.



Fotografía 91: Casas de lámina en sector 3 no videntes, Finca Argentina
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

Desde este sector 3 de no videntes, paradójicamente se tienen las mejores vistas de todo Montreal hacia la ciudad de San Salvador, como se muestra en la Fotografía 92, en la cual también se observan, en primer plano, las casas de Montreal sobre la cresta de la colina ("el lomo del caballo").



Fotografía 92: Vistas de Montreal y la ciudad desde sector 3 no videntes
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

En las Fotografías 93, 94 y 95 se muestran dos tipos de viviendas en finca Argentina que denotan el abandono, la ausencia de infraestructuras y al mismo tiempo el arraigo que se va formando expresado en pequeños jardines







Fotografía 93: casa abandonada en sector 3, utilizada previamente por pandilleros.
Fotografías 94 y 95: Casas de lámina en el sector 3; nótense el pequeño y cuidado jardín a la par de drenajes de aguas negras y lluvias de tierra
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

En finca Argentina es dónde más sufren los habitantes por el acceso precario al agua. A pesar de que existen tuberías e incluso tanques de almacenamiento, el servicio llega cada 15 o cada 20 días, a veces deben esperar hasta un mes para tener agua del grifo. Mientras tanto compran agua o almacenan agua en recipientes; en época de lluvia también la colectan. En casos críticos deben bajar del cerro hasta los grifos públicos más cercanos y transportar agua desde allí hasta sus viviendas. Hay que tener en cuenta que buena parte de esta población es no vidente, lo que agrega un grado más de dificultad a esta necesaria actividad. En las Fotografías 96 y 97 se muestran dos de los grifos públicos en la zona.

Estos grifos públicos solo proveen de agua en ciertas horas del día, a veces muy temprano por la mañana o al final de la tarde. El servicio de agua hasta finca Argentina suele no ser constante, por lo que pueden pasar varios días sin que haya agua en estos grifos. Los vecinos se organizan para conectar mangueras a los grifos y llenar sus recipientes con agua. En algunas ocasiones los transportan ellos mismos, en otras pagan para que les lleven los recipientes a sus casas y tienen que hacer largos recorridos en terrenos de pendientes muy altas, para llegar a sus hogares. La gestión de los grifos la hacen directamente los vecinos: quién llega primero, llena primero. Además, hay tiempos establecidos para que cada persona llene sus recipientes. Estos tiempos dependerán del tiempo en el que hay agua en la

zona. Al no cumplirse estas reglas básicas se suelen generar muchas situaciones de conflicto diario en los grifos. La mayoría de las veces estas actividades las realizan las mujeres.





Fotografías 96 y 97: Grifos públicos (cantareras) en finca Argentina
Fuente: SGPoizat, agosto 2023

En la zona, tampoco existen drenajes de aguas lluvias ni aguas negras (Fotografía 95. Sobre todo, el tema del saneamiento es crítico ya que la solución es abrir agujeros en sus terrenos que se van llenando poco a poco de heces; una vez lleno abren uno nuevo. En algunos terrenos han abierto hasta tres agujeros y ya no pueden abrir más. Adicionalmente estas excavaciones causan una gran inestabilidad en terrenos de fuertes pendientes y en frecuentes ocasiones colapsan, afectando a las mismas familias y familias que viven abajo, quienes ven sus propiedades inundadas de heces. La única zona en todo Montreal dónde existe cobertura de aguas negras es en la zona de los asentamientos intervenidos con el PMB (Fotografías 111 y 112). Algunos vecinos, cuando les es posible, han hecho sus propias conexiones de aguas negras descargando en drenajes de aguas lluvias, lo que sigue siendo una solución insalubre.

De acuerdo con los vecinos, el tanque que se muestra en la Fotografía 98, en finca Argentina, fue construido por un inversionista privado que iba a desarrollar un proyecto inmobiliario en la zona.

El proyecto nunca se realizó y el tanque quedó abandonado, las pandillas lo llenaron de grafiti, para indicar que controlaban este territorio, grafiti que fue removido en 2021, luego de puesto en marcha el Plan Control Territorial. En la actualidad el tanque no funciona. De esta manera lo explica Z.A: *"Hay tubería, pero vaya ese tanquecito, allí estaba por onde está ese palo de mango porque, ese tanque grande que está allí y uno que está más abajo lo hizo el banco, una empresa que vino que iba a construir casas acá. Onde están todas esas champitas era onde iban a construir ellos, y ellos mandaron a hacer esos tanques. Y ellos embargaron a un banco, dicen, entonces esos tanques ya se arruinaron porque como están sin uso"* (Z.A, comunicación personal, marzo 22, 2024). Es previsible que las infraestructuras realizadas con inversión privada hayan pasado a ser propiedad del nuevo dueño y activarse una vez en marcha el proyecto de Ciudad Formosa.



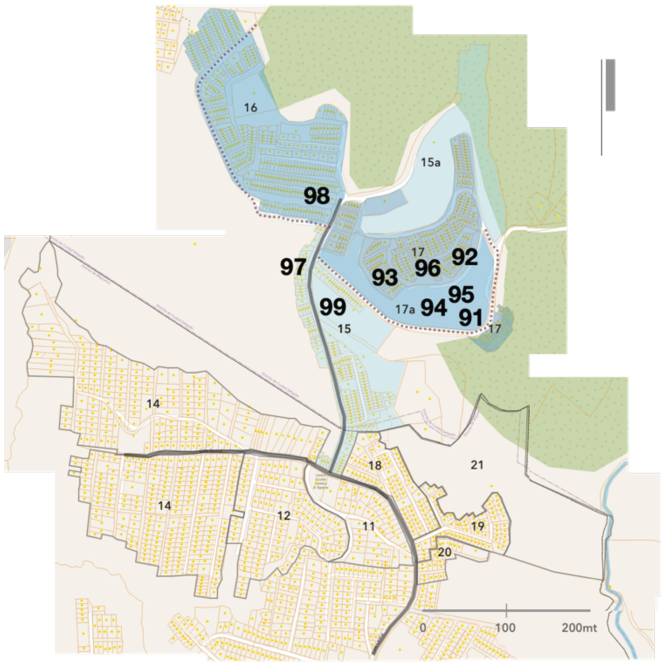
Fotografía 98: Tanque de agua fuera de uso en finca Argentina.
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

Adicionalmente a este tanque existen dos tanques más, parte de un sistema de agua corriente, gestionado por la comunidad; el que se muestra en la Fotografía 99 está ubicado en la parte baja del cerro e incluye un sistema de bombeo para hacer llegar al agua a la parte alta; el otro está ubicado en la parte alta del cerro. Este sistema, gestionado por los vecinos con el apoyo de la municipalidad es alimentado por agua que llega de la tubería principal de Montreal, administrada por ANDA.



Fotografía 99: Tanque de agua y sistema de bombeo en la parte baja del cerro, manejado comunalmente
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

En el Mapa 36 se muestra la ubicación de las fotografías 91 a 99 en finca Argentina



	Nombre	Observaciones
11	Colonia Buenos Aires 1	
12	Lotificación Villas de Guadalupe	
13	Colonia Buenos Aires 2	
14	Colonia Buenos Aires	
15	Finca Argentina sector 1	
15a	Finca Argentina sector 1	Comunidad de no videntes
16	Finca Argentina sector 2	
17	Finca Argentina sector 3	
17a	Finca Argentina sector 3	Comunidad de no videntes
18	Colonia Montreal	Dos porciones
19	Colonia Montreal	Pasaje Willington
20	Colonia Montreal	Pasaje Elías
21	Finca Montreal porción A	Terreno rústico

Mapa 36: Ubicación de fotografías 91 a 99 en finca Argentina
Fuente: elaboración propia

5.6.2 Finca Montreal y alrededores

Bajando de finca Argentina hacia la zona intermedia de Montreal, se ubican, en el sector poniente la parcelación Iberia, la colonia San O.J, la lotificación Villas de Guadalupe, y las colonias Buenos Aires y Buenos Aires 2; y en el sector oriente la colonia Montreal, los pasajes Willington y Elías y las dos porciones rústicas de la finca Montreal. En esta zona la tipología de viviendas cambia, y se observan mezclas de materiales como lámina y bloque de concreto denotando que las familias han invertido más en sus viviendas con el tiempo. Hay una ruta de microbuses, la ruta 32, que llega hasta la colonia Buenos Aires, hasta aquí la calle ha sido recientemente pavimentada por la Dirección de Obras Municipales (DOM), la cual como ya se indicó que depende directamente del gobierno central y no de las municipalidades. En la Fotografía 100 se observa el acceso a la colonia San O.J desde la calle Montreal, un acceso de pronunciada pendiente, y los rótulos de la DOM (en color cyan, el color del partido Nuevas Ideas), publicitando la pavimentación de la calle.



Fotografía 100: Acceso que baja a la colonia San Juan frente al casco de la finca Montreal, aún rural
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

Los conflictos más frecuentes, mencionados por habitantes de estos asentamientos, se dan entre vecinos, directivas y la alcaldía u otras dependencias del gobierno. Estas relaciones suelen ser complejas dependiendo de la cohesión entre vecinos y directivas, y entre líderes comunales e instituciones. Uno de los temas recurrentes es el apoyo que pueden lograr los proyectos comunales dependiendo si las poblaciones o sus líderes son afines políticamente a los partidos en el poder, sobre todo en el caso de las alcaldías, nuevamente V.W lo explica con un ejemplo: *"fíjese bien de que como no nos ayudaba la Alcaldía, no nos ayudaba nadie, quisimos hacer una unión de comunidades… Armamos una carpeta, supuestamente técnica, a lo que*

nosotros tenemos entendido, y la llevamos al MOP[86]. Pero en el MOP nos dijeron que ellos, directamente hoy, es como una, digamos, no están directamente con ese tipo de obra, sino que hoy han abierto esta nueva, este nuevo ente, como dice, el DOM, la Dirección de Obras Municipales, y que nosotros nos avocamos allí, pero, resulta ser que buscando soluciones nos dice la Dirección de Obras Municipales, que la palabra lo dice, Municipales, que tiene que llevar una venia, o tiene que llevar una inspección, o algo de parte de la Alcaldía. Entonces nosotros casi siempre dependemos de las cosas de la Alcaldía… Entonces, tenemos, digamos ahorita, no es que yo me quiera meter en política, no me quiero meter en nada de eso, pero tenemos, nosotros aquí somos de la Montreal, no nos vamos a mentir entre todos. Tenemos que de repente hay divisiones por cuestiones políticas, que si digamos cierta Directiva no es afín a lo que manda la Alcaldía, entonces no ayuda, entonces todo eso a nosotros nos ha venido a afectar como, aquí hablo por la zona pues, verdad, ehh, por todos, por toda la Montreal" (V.W, Grupo Focal, septiembre 19, 2022). Los vecinos coinciden en que con el gobierno municipal actual, liderado por Nuevas Ideas[87], la relación de trabajo que habían mantenido con gobiernos municipales en el pasado se ha perdido: *"No es por nada, pero digamos, las anteriores en algo nos han ayudado, verdad, porque ellos se han metido a arreglar pasajes, a arreglar calles, verdad"* (V.W, ibid.).

Adicionalmente uno de los problemas que tienen es que la ASIM nunca fue legalmente inscrita. Mientras los alcaldes y gobiernos municipales fueron aliados de las comunidades organizadas en Montreal, sobre todo los gobiernos de izquierda del FMLN, esto no fue un impedimento para trabajar conjuntamente. Sin embargo, en el contexto actual no se les reconoce jurídicamente y por tanto se les niega cualquier tipo de apoyo, aunque ellos siguen trabajando con los recursos que logran gestionar entre ellos mismos, como lo comenta C.C, lideresa de la colonia Iberia: *"comentarles que, aunque la Inter no está legalmente, pero seguimos trabajando y luchando en la zona, quizá no con el nombre de Inter, sino que lo que yo le explicaba "Red de Líderes", que es la que ahorita tenemos… Entonces para concluir, verdad, decirles que, aunque la Inter no llegó a ser legalizada pero sí seguimos trabajando por mejorar la zona Montreal"* (C.C, Grupo Focal, septiembre 19, 2022)

En cuanto al agua, sobre la calle Montreal ya existe una tubería principal de ANDA (hasta la colonia Buenos Aires), gestionada gracias al esfuerzo de años de cabildeo de la ASIM con diversas instituciones. La mayor parte de viviendas tienen una conexión de agua domiciliar, a veces formal, a veces informal, dependiendo de si son o no propietarios. Aunque siempre hay vecinos, sobre todo quienes viven en las partes más bajas de las colinas/pasajes, que deben hacer uso de grifos públicos, comprar agua a sus vecinos en las partes más altas o incluso, bajar a las quebradas en busca de agua para usos domésticos. En esta zona intermedia los tamaños de las lotificaciones han incrementado notablemente, por ejemplo, solo la colonia Buenos Aires tiene 398 lotes, originalmente vendidos sin servicios ni equipamientos.

[86] Ministerio de Obras Públicas
[87] Nuevas Ideas, partido gobernante en El Salvador, controla el 84% de los gobiernos municipales del país

Lograr al menos una tubería sobre la calle de acceso principal y desde allí irse conectando poco a poco no está exento de muchas situaciones de conflicto entre vecinos. Por ejemplo, conflictos porque disminuye la presión del agua en las tuberías: mientras que para las casas en la parte alta, más cerca de la calle Montreal, suele haber mayor presión, a las últimas casas, en la parte baja, llega el agua con una presión muy débil. Conflictos por no ponerse de acuerdo en los pagos por cobros en grifos públicos especialmente cuando aumenta el consumo en algunas familias que crecen, V.W lo describe de esta manera: *"En la lotificación Montreal tienen otro problema, que son dos cantareras, pero como lo han hecho a nivel de Directiva, de repente no cobran lo que es justo para la gente, sino que por decir algo, si esta casa de repente, digamos yo nací, me acompañé, entonces dividí la casa, verdad. Entonces ellos ya lo toman como dos familias, cobran no por propiedad, sino que le cobran por familia, entonces allí están como dicen, volvemos a un tema que empezamos: están cobrando el agua demasiado. Están como dicen, hay Directivas que se, que se lucran de ese tipo de cosas"* (V.W, Grupo Focal, septiembre 19, 2022)

A lo largo de la calle Montreal el paisaje urbano en esta zona intermedia es bastante parecido a cualquier otra zona urbana de la ciudad formal, sin embargo este paisaje cambia al ingresar a los pasajes que bajan de la parte alta de la colina dónde las casas suelen ser más precarias, los pasajes además son muy estrechos y conectarse a los servicios como agua y luz es más complejo, tanto por la distancia hacia la calle principal, como por lo débiles que resultan las conexiones, como ya se mencionó antes. En las Fotografías 101 y 102 se observan las tipologías de viviendas en la parte alta, sobre la calle Montreal.



Fotografía 101: Viviendas frente a la calle Montreal entre colonia Buenos Aires 1 y colonia Montreal, con casas de materiales mixtos. Al fondo se observa el cerro de finca Argentina
Fuente: SGPoizat, marzo 2024



Fotografía 102: Viviendas frente a la calle Montreal entre colonia Buenos Aires 1 y colonia Montreal. Al fondo, cubierto parcialmente por nubes, el volcán de San Salvador
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

Estas colonias y lotificaciones a las que no han llegado programas integrales de mejoramiento y que se van urbanizando de forma inversa (Pírez, 2020) gracias al esfuerzo de sus habitantes, presentan múltiples carencias y un incremento notable de riesgos urbanos. O.J, quien vive junto a su familia en la última casa del pasaje A en la parcelación Iberia, es decir, en la parte más baja y cercana a la quebrada Siete Pilas, comparte diversas fotos que muestran al mismo tiempo el hermoso paisaje natural que rodea su vivienda y los riesgos de encontrarse en esta ubicación.

En la Fotografía 103 se observa el final del pasaje y el paisaje lejano con los cerros dónde se ubican la colonia Buenos Aires y Ciudad Corinto. En las Fotografías 103 y 104 es posible ver lo estrecho que es el pasaje, la inclinación de este hacia la quebrada provoca que en eventos de lluvias intensas, fluya una fuerte corriente de agua que inunda las casas que están en la parte baja; algunos vecinos colocan bolsas llenas de arena para desviar este cauce de agua, esto no soluciona el problema y suele ser fuente de conflictos entre vecinos ya que otras casas terminan inundadas. Adicionalmente la corriente de agua transporta basura y todo lo que encuentra a su paso por lo que las casas en las partes más bajas también reciben estos materiales de desecho los cuales ocasionan múltiples daños en sus viviendas.

Hasta aquí tanto el agua como la energía eléctrica se logran por medio de conexiones informales. Los materiales de las viviendas varían dependiendo del presupuesto de cada familia para invertir en mejoras.



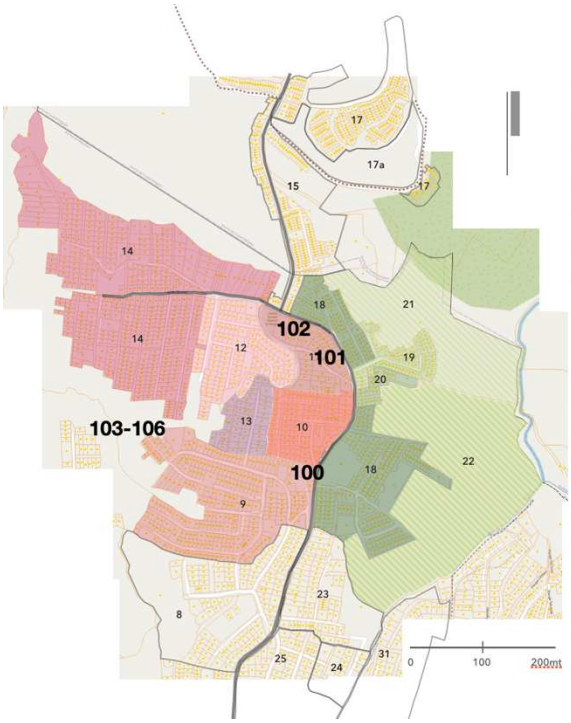
Fotografías 103 y 104: Vistas del final del pasaje A en parcelación Iberia.
A la izquierda, se observa una caja artesanal de aguas lluvias y vistas de los cerros cercanos
A la derecha, una vista del estrecho pasaje que sirve al mismo tiempo de canal abierto de aguas lluvias
Fuente: O.J, abril 2024

Otro de los problemas serios que hay en esta zona son los botaderos de basura a cielo abierto, normalmente ubicados al final de los pasajes. El servicio de recolección de basura es irregular y solamente colecta desechos en la calle Montreal, por lo que los vecinos deben llevar su basura hasta la parte más alta del terreno, sino las alternativas son quemarla o utilizar los diversos botaderos al aire libre que hay en toda la zona, lo que incrementa los riesgos a la salud. La acumulación de basura es causa de contaminación y enfermedades, pero también agrega inestabilidad a los suelos, incrementando los riesgos por deslizamientos. En el caso del final del pasaje A, dónde viven O.J y su familia, hay que agregar que el desnivel hasta el lecho de la quebrada Siete Pilas es de aproximadamente 50 metros (ver Perfil BB/Figura 14 y Fotografía 67) por lo que su vivienda está en un terreno de alto riesgo, en la Fotografía 105 se muestra el cauce de la quebrada Siete Pilas desde la casa de O.J. El suelo bajo la vivienda ha comenzado a colapsar por las fuertes lluvias y la acumulación de basura, como se muestra en la Fotografía 106.



Fotografías 105 y 106: Vistas del final del pasaje A en parcelación Iberia.
A la izquierda, se observa el bosque ripario en el cauce de la quebrada Siete Pilas.
A la derecha, basura acumulada al final del pasaje
Fuente: O.J, abril 2024

En el Mapa 37, se muestra la ubicación de las fotografías 100 a la 106 en la zona intermedia de Montreal



	Nombre	Observaciones
8	Colonia San Simón	
9	Parcelación Iberia	
10	Colonia San Juan	
11	Colonia Buenos Aires 1	
12	Lotificación Villas de Guadalupe	
13	Colonia Buenos Aires 2	
14	Colonia Buenos Aires	
15	Finca Argentina sector 1	
17	Finca Argentina sector 3	
17a	Finca Argentina sector 3	Comunidad de no videntes
18	Colonia Montreal	Dos porciones
19	Colonia Montreal	Pasaje Willington
20	Colonia Montreal	Pasaje Elías
21	Finca Montreal porción A	Terreno rústico
22	Finca Montreal porción B	Terreno rústico
23	Lotificación San Juan Quinta Vera	PMB / FUNDASAL
24	Comunidad Artiga	PMB / FUNDASAL
25	Colonia Cantizano	PMB / FUNDASAL
31	Colonia Santa Rosa	PMB / FUNDASAL

Mapa 37: Ubicación de fotografías 100 a 106 en Finca Montreal y alrededores
Fuente: elaboración propia

5.6.3 Primeros asentamientos y asentamientos intervenidos por el PMB

Finalmente, al sur, los asentamientos más cercanos al área urbana de Mejicanos y Cuscatancingo están divididos en dos sectores: el sector intervenido por el Programa de Mejoramiento de Barrios (PMB) al oriente de la calle Montreal que incluye la lotificación San O.J Quinta Vera, la comunidad Artiga, la colonia Cantizano, la comunidad El Bambú, la colonia Delicias del Norte (pasajes San O.J, San Cayetano y Aquino), lotificación El Progreso, comunidad 24 de Julio, comunidad 5 de Mayo y la colonia Santa Rosa; y el sector al poniente de la calle Montreal que incluye a parte de la colonia Delicias del Norte (pasajes Calabozo 1 y 2), la colonia Navarrete, los pasajes Palacios, Villalta, Siete Pilas y 6, la colonia Veracruz y la colonia San Simón.

La cercanía con Mejicanos y Cuscatancingo ha favorecido a estos asentamientos. Por ejemplo, los primeros tramos de la tubería de agua corriente sobre la calle Montreal pasan primero por esta zona, por lo que logran acceder más temprano que los otros sectores al servicio de agua, además de ser un servicio más regular. Esta misma cercanía a las redes de infraestructura de agua de la ciudad favorece que parte de estos asentamientos sean objeto de mejoras con el PMB, ya que como se mencionó previamente estar cerca de estas redes era una de las condiciones solicitadas por los organismos de cooperación. Aunque no dejan de tener carencias como el deficiente servicio de recolección de basura y existan aún fuertes diferencias entre las viviendas, este sector se siente más integrado a la trama urbana y se beneficia de la cercanía de equipamientos de salud, educativos y recreación de la ciudad formal. Aunque hay que mencionar que al interior los asentamientos cuentan con sus propios parques, casas comunales, escuelas, clínicas y un mejor transporte público. A continuación, las Fotografías 107 y 108 muestran algunas de las tipologías de viviendas sobre la calle Montreal.



Fotografía 107: Viviendas frente a la calle Montreal entre colonia San Simón y lotificación San Juan Quinta Vera.
Fuente: SGPoizat, marzo 2024



Fotografía 108: La casa de los Leones en colonia Veracruz, frente a la calle Montreal
Fuente: SGPoizat, agosto 2023

Sin embargo, al adentrarse en los pasajes aún pueden encontrarse viviendas muy precarias como la casa de D.V, al final del pasaje El Universal, colonia Veracruz, que se muestra en las Fotografías 109 y 110. En esta casa vive D.V con su hija y dos nietas. La casa queda al final del pasaje y frente a la quebrada Siete Pilas, por lo que sufre igualmente de inundaciones y deslizamientos que ellas intentan controlar parcialmente con plásticos como se observa en las fotografías.



Fotografías 109 y 110: Vivienda precaria al final del pasaje Universal en colonia Veracruz
Fuente: SGPoizat, agosto 2023

En esta zona sur de Montreal la mayor parte de pasajes está adoquinados o encementados, existen drenajes de aguas lluvias, aunque persiste la ausencia de redes de aguas negras, con excepción de los asentamientos beneficiados por el PMB. En cuanto al agua corriente, la mayor parte de viviendas poseen una conexión de agua domiciliar, formal o informal, sin embargo, algunas viviendas muy precarias al final de los pasajes siguen bajando a las quebradas a buscar agua o la toman de los escasos grifos públicos.

Las diferencias entre vecinos persisten en esta zona, en este caso por el cuido del agua. Al estar más cercanos a la zona urbana de Mejicanos los habitantes de estos asentamientos tienen agua con más frecuencia y mayor presión que en la zona intermedia o en finca Argentina, sectores que sufren por la escasez de agua y al respecto comentan: *"Tenemos ese problema verdad de la distribución del agua, porque abajo dónde está plano [se refiere a las casas cercanas a la ciudad formal, en Mejicanos]… allí reciben el agua todo el día, pero qué es lo que pasa, que esa gente se duerme y deja los chorros abiertos y el agua se está desperdiciando y la gente de arriba no les llega el agua y por eso es que tenemos este problema"* (M.M, Grupo Focal, septiembre 19, 2022).

En esta zona varios vecinos han querido gestionar conexiones domiciliares de agua corriente, pero se quejan de que aun teniendo las escrituras en ANDA les exigen además que inviertan en una fosa séptica y no en excavaciones para letrinas. La inversión por familia de una fosa séptica es demasiado cara y por tanto no logran finalizar los trámites: *"Fíjese que referente al agua, a los problemas, cuando uno solicita el servicio de agua potable lo que le pide el ANDA es la escritura y lo segundo es fosa séptica… Que se tenga fosa séptica y que se tengan escrituras. Si la persona dueña del terreno o el terreno tiene fosa séptica pues no hay ningún problema, o sea porque lo que ANDA, o sea es un conecte entre ANDA y la Alcaldía. Ese es el problema que muchas personas han tenido. Porque nosotros para tener agua tuvimos que poner fosa séptica"* (M.M, ibid.). Algunos pasajes se organizan para hacer una sola fosa e invertir en conjunto, de esta manera logran gestionar y finalizar el trámite con ANDA.

Otro de los problemas que mencionaron vecinos de esta zona sur pero que afecta igualmente a todo Montreal es la mala calidad del agua que reciben en sus casas. Los vecinos mencionan que el agua sale con tierra y que no es apta para beber, además comentaron sobre el poco mantenimiento que la infraestructura de ANDA de dónde proviene el agua que llega a la zona: *"Yo tengo entendido que las tuberías de agua que nosotros tenemos, yo estuve trabajando en un proyecto de los sensores de gas cloro de los tanques de ANDA. Entonces el agua que nos llega a nosotros en la Montreal es del tanque que está aquí por la Santísima Trinidad, por Ayutuxtepeque. Entonces tengo entendido yo que esos pozos no reciben un mantenimiento, digamos, adecuado porque solo le echan el gas cloro, es gas cloro es lo que ocupan para hacerlo lo más, digamos, potable. Ya no hacen el lavado, ya no hacen lo que tienen que hacer, entonces todo eso a nosotros nos afecta pues, porque cuántos años no tendrán esos de … ANDA tendría que hacer eso"* (V.W, Grupo Focal, septiembre 19, 2022).

En todo Montreal, los vecinos se han organizado en comités de prevención de riesgos. Tienen grupos de WhatsApp por sectores y cuando alguna vivienda o grupos de viviendas están en riesgo, acuden a ayudar. Estos grupos estuvieron normalmente apoyados por las municipalidades y por Protección Civil, que dependía del Gobierno central y con comités en cada municipio además de comités vecinales; toda una estructura y conocimiento de los problemas desde los territorios que ha sido reducido al mínimo por el actual gobierno. De esta manera, en un tema tan crítico como es la prevención y protección ante riesgos de inundaciones o deslizamientos, solamente los vecinos se pueden apoyar entre ellos: *"Lo segundo es que, vaya, por ejemplo, yo vivo en la calle principal, vivimos en bajada con niña L. Ehh, cuando hay lluvias, cuando cualquier cosa que haya que tenga que ver con lluvias, la parte afectada es la de abajo, la que da a esa quebrada… siempre hay problemas en cuanto a inundaciones porque de mí, de la principal, de la calle principal baja toda a la principal de la Iberia, toda el agua entonces va a caer al final de la principal y al inicio del pasaje A, entonces allí hay una bóveda, esa bóveda está abajo de una casa, o sea la casa está arriba y la bóveda está abajo, entonces nosotros fuimos a ver esa problemática porque cuando llueve se inunda toda esa parte de allí y los habitantes del pasaje A no pueden pasar porque es un río… esas fueron de las últimas, eh, casas que vendieron López & López, esa era área recreativa… Tenemos un chat dónde "ahorita se está inundando!", y tenemos que bajar en la tormenta, sí, verdad, con unas botas hasta aquí, tenemos que bajar y esa es la problemática"* (C.C, Grupo Focal, septiembre 19, 2022). C.C habla de la casa de O.J, al final del pasaje A en la parcelación Iberia (ver fotografías 103 y 104, y como bien lo indica el problema no es reciente, es un problema que inicia con la venta ilegal de una zona verde por la lotificadora López & López, en los años 1990.

Los únicos comentarios que se lograron obtener para esta investigación de parte de personal municipal fueron de técnicos de Protección Civil, quienes pidieron no revelar ni sus nombres ni en qué municipio trabajan. Al consultarles sobre la manera cómo reaccionan ante emergencias y si están implementando o no proyectos junto con los ciudadanos en este momento, indicaron que las respuestas ante emergencias no están siendo coordinadas junto con los ciudadanos en los territorios y que eso dificulta la actuación inmediata. Por otra parte, mencionan que los alcaldes reciben órdenes directas del Gobierno central y para los municipios en los que está distribuido Montreal (Mejicanos, Cuscatancingo y Ciudad Delgado), la orden ha sido no apoyar ningún proyecto de prevención de riesgos en la zona. También mencionaron que no tienen asignados recursos de ningún tipo y que ellos siguen llegando a colaborar a Montreal de forma personal, por las relaciones que durante años establecieron con los vecinos.

De esta manera, la mayor parte de conflictos se da entre vecinos o con otros actores que tienen relaciones directas con los vecinos o con las diferentes directivas. Es decir, en niveles de gestión local. Aunque se han mencionado problemas que van más allá de lo que ellos mismos pueden gestionar en este momento, por ejemplo, para la introducción de toda una red de aguas negras en la zona (un proyecto que debería provenir del Gobierno central), saben que deben seguir fortaleciendo la

organización comunitaria para poder negociar en cuanto la ocasión se presente. Es por ello por lo que insisten en obtener la legalización de la ASIM y continuar trabajando en colectivo por todo Montreal, a pesar de las dificultades y conflictos.

Otro de los elementos a destacar de lo compartido por los pobladores de Montreal es que aunque vivan en asentamientos distintos y tengan una serie de diferencias entre ellos, cuando hablan lo hacen pensando en el bien de todo Montreal y se organizan de tal forma que puedan apoyar a quienes tienen menos recursos, por ejemplo lideresas de la colonia Veracruz representan a las comunidades de finca Argentina cuando es necesario hacer gestiones que sobrepasan las capacidades de los habitantes de esta zona. La misma percepción que ellos tienen de su activismo es en favor de todo Montreal: *"Entonces para concluir, verdad, decirles que, aunque la Inter no llegó a ser legalizada pero sí seguimos trabajando por mejorar la zona Montreal"* (C.C, ídem.).

En los asentamientos intervenidos por el PMB también existe diversidad en las viviendas, pero lo que caracteriza a esta zona es que cuentan con redes de electricidad, agua corriente, aguas negras y alcantarillados, así como con pasajes pavimentados, aunque persista el deficiente sistema de recolección de basura y los problemas por inundaciones y deslizamientos sean cada vez más frecuentes, sobre todo porque la densidad de los lotes ha aumentado y se construyen nuevas viviendas o adiciones a las viviendas existentes, en zonas de protección a orillas de ríos y quebradas. En esta zona también existen problemas con el deficiente servicio de agua y problemas por la contaminación del líquido, por lo que deben almacenarla y comprar agua para beber. Esto es una constante en todo Montreal.

Uno de los problemas más apremiantes en este momento es el mantenimiento de las infraestructuras realizadas por el PMB. A nueve años de finalizadas las obras, mucha de la infraestructura original tiene algún nivel de deterioro. Por otra parte, las familias han crecido y al no tener muchas opciones en el mercado de vivienda fuera de Montreal, lo que hacen es subdividir el lote y construir viviendas adicionales allí mismo, a veces sobre la vivienda existente, a veces en zonas de protección, o en dónde logren obtener espacio adicional. Esto causa diversos tipos de problemas: en primer lugar la presión sobre las infraestructuras que inicialmente fueron diseñadas para un grupo familiar y deben dar servicio a dos o hasta tres familias adicionales; en segundo lugar la falta de espacio hace que a veces se construya sobre obras de protección o se sobrepasen los límites acercándose cada vez más a las orillas de ríos y quebradas, lo que incrementa el riesgo por deslizamientos o inundaciones; finalmente el conflicto con otros vecinos por acceder al agua cuando hay más demanda y cada vez menos líquido.

Las fotografías a continuación muestran el paisaje en la zona intervenida por el PMB. En las Fotografías 111 y 112 se observa parte de la infraestructura construida por el PMB: pasajes de concreto,

canaletas de aguas lluvias y cajas de registro ya administradas por ANDA, también contadores de energía eléctrica domiciliar, servicio que pudo obtenerse gracias a que las familias han ido poco a poco logrando también la titularización de sus lotes.



Fotografías 111 y 112: pasajes mejorados por el PMB en comunidad 24 de Julio (izquierda) y colonia San Juan Quinta Vera (derecha)
Fuente: SGPoizat, agosto 2022 / marzo 2024

Sin embargo, en estos mismos asentamientos mejorados se han incrementado las situaciones de riesgos asociadas al cambio climático y las mismas dinámicas de inclusión precaria más allá de las infraestructuras, en procesos de densificación interna como ya se explicara previamente. De acuerdo con datos de FUNDASAL y PNUD (2009) de las 563 comunidades marginales distribuidas en todo el país, la mitad están expuestas a deslizamientos y casi la tercera parte a inundaciones. Además, al ubicarse en terrenos de altas pendientes incrementan su vulnerabilidad. Por otra parte, la mitad se expone a una contaminación por desechos sólidos muy alta.

En las Fotografías 113 y 114 se muestran deslizamientos en la comunidad 24 de Julio, ocurridos en septiembre 2022, y las soluciones implementadas por los mismos habitantes. Las viviendas que fueron afectadas estaban construidas sobre los muros de protección que se construyeron con el PMB, estos muros no estaban calculados para soportar una vivienda sobre ellos y colapsaron. Las familias

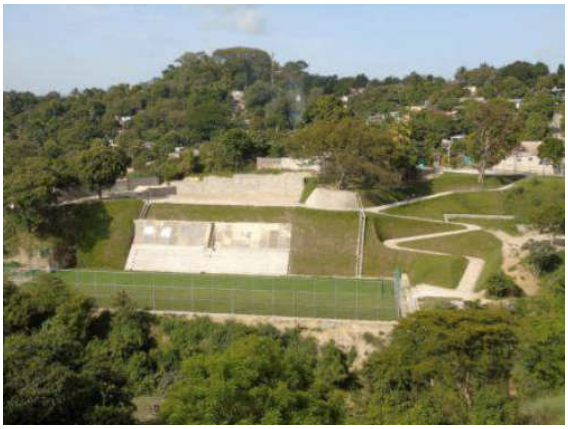
solicitaron apoyo a la municipalidad, pero solamente les entregaron plásticos para proteger el suelo de la constante lluvia; técnicos de FUNDASAL llegaron a inspeccionar y elaboraron un informe con recomendaciones para las familias afectadas, pero la institución no tenía otros recursos para apoyar a las familias. En visita al mismo sitio un año después se pudo observar que las familias ya habían implementado una solución de acuerdo con sus propios recursos técnicos y monetarios. El antes y después se muestra en las fotografías



Fotografías 113 y 114: Soluciones locales a deslizamientos.
A la izquierda plásticos donados por la alcaldía para evitar la erosión por
fuertes lluvias que provocaron deslizamientos en la comunidad 24 de Julio; a la derecha
soluciones implementadas por los habitantes con sus propios recursos y conocimientos técnicos,
observadas en visita de campo un año después,
Fuente: SGPoizat, octubre 2022 / agosto 2023

En esta misma zona sur se encuentra otro elemento que caracterizan a Montreal: el Parque Montreal, un proyecto realizado con el apoyo de la oenegé Holandesa CORDAID y un consorcio de organizaciones nacionales y extranjeras. El terreno dónde se ubica el parque era un terreno privado cuya propiedad se transfiere a la alcaldía de Mejicanos por canje de deuda de parte del propietario. Las gestiones de la ASIM para que se les concediera la administración del parque fueron clave para aprobar

el proyecto, que además contaba ya con apoyo financiero. A la fecha el parque sigue siendo un espacio colectivo muy apreciado por los habitantes de Montreal, administrado localmente. A continuación, algunas imágenes que muestran el antes y el ahora del Parque Montreal, recopiladas en las Fotografías 115, 116 y 117.

Fotografías 115 y 116: Antes y después del Parque Montreal
A la izquierda, cancha de futbol construida por la comunidad. A la derecha, el Parque Montreal luego de finalizado el proyecto, que incluye además de la cancha original, graderías para espectadores, senderos, áreas de juego y canchas adicionales de futbol y basquetbol, además han protegido los taludes con vegetación y muros
Fuente: Archivo FUNDASAL, 2007, 2016



Fotografía 117: Ingreso al Parque Montreal
Ese día había una actividad para los niños y se compartían los avances en el mejoramiento de espacios públicos (foto modificada por privacidad)
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

La zona sur de Montreal es además un territorio dónde existe un vibrante comercio local, muy castigado durante la etapa en que las pandillas cobraban extorsiones y controlaban la zona, pero que a pesar de todo no dejó de existir. Asimismo, hay clínicas, escuelas, iglesias, casas comunales que complementan los servicios que los habitantes de Montreal obtienen en el cercano centro de Mejicanos.

A continuación, algunas imágenes de estas actividades, equipamientos y recursos naturales en las Fotografías 118, 119 y 120.

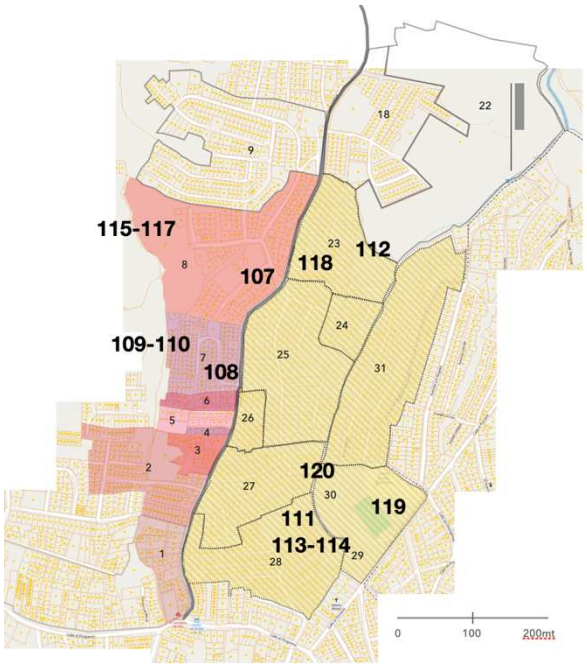






Fotografías 118, 119 y 120: Comercio, equipamiento educativo y bosques en Montreal
Arriba, venta de refrescos en la entrada de colonia San O.J Quinta Vera.
Al centro, día deportivo en Centro Escolar Santa Rosa en comunidad 24 de Julio
Abajo, bosque ripario, bambú en quebrada Las Pringas, en comunidad 5 de Mayo
Fuente: SGPoizat, marzo 2024 / agosto 2023 / octubre 2022

En el Mapa 38, se muestra la ubicación de las fotografías 107 a 120, en la zona sur de Montreal.



	Nombre	Observaciones
1	Colonia Delicias del Norte	Pasajes Calabozo 1 y 2
2	Colonia Navarrete	Pasajes Tlaloc, Tecti, Ischel, Telt, Texticali
3	Pasaje Palacios	
4	Pasaje Villalta	
5	Pasaje 7 Pilas	
6	Pasaje 6	
7	Colonia Veracruz	
8	Colonia San Simón	
9	Parcelación Iberia	
18	Colonia Montreal	Dos porciones
22	Finca Montreal porción B	Terreno rústico
23	Lotificación San Juan Quinta Vera	PMB / FUNDASAL
24	Comunidad Artiga	PMB / FUNDASAL
25	Colonia Cantizano	PMB / FUNDASAL
26	Comunidad El Bambú	PMB / FUNDASAL
27	Colonia Delicias del Norte	PMB / FUNDASAL
		Pasajes San Juan, San Cayetano y Aquino
28	Lotificación El Progreso	PMB / FUNDASAL
29	Comunidad 24 de Julio	PMB / FUNDASAL
30	Comunidad 5 de Mayo	PMB / FUNDASAL

Mapa 38: Ubicación de Fotografías 107 a 120 en primeros asentamientos y asentamientos intervenidos por el PMB
Fuente: elaboración propia

5.7 Trayectorias de inclusión precaria en otras regiones del mundo

La trayectoria de inclusión precaria en Montreal es única, pero al mismo tiempo comparte aspectos con otras trayectorias en asentamientos periurbanos tanto en el contexto Latinoamericano como en otras regiones del mundo. Sobre estas trayectorias, Sylvy Jaglin (2001) plantea que el desarrollo de las infraestructuras de agua permanece inconcluso en muchas ciudades del sur global, encontrándonos con tres escenarios: 1. El primero de ellos, que denomina el tipo "Chileno o Sudafricano", en el que las redes de infraestructura existen sin embargo el problema principal es el consumo de los pobres; 2. El segundo, en el tipo "Brasileño o Marroquí", una parte de la ciudad está conectada a las redes formales del agua, pero numerosos asentamientos precarios obtienen un servicio deficiente por el poco nivel de adaptación tanto técnica como comercial a dichas redes, en este escenario podría ubicarse Montreal; 3. Finalmente, en el caso del "África occidental", dónde las infraestructuras deben aún introducirse y la población permanece largamente subvencionada (Jaglin, 2010). En todo caso, para S. Jaglin, los tres tipos de escenarios demuestran que persiste una "desconexión durable" a las redes socio-tecnológicas del agua.

A continuación, se describen brevemente tres escenarios periurbanos y sus trayectorias de inclusión precaria a las redes socio-tecnológicas de agua corriente, de acuerdo con los escenarios propuestos por S. Jaglin. El objetivo es el realizar una breve comparación con el caso de Montreal identificando algunas divergencias y/o coincidencias que podrían más adelante profundizarse.

5.7.1 Santiago de Chile, Chile

En Chile, sucesivas políticas de vivienda de interés social, implementadas por los gobiernos de Salvador Allende y Augusto Pinochet, logran la introducción de infraestructuras de agua en los asentamientos precarios urbanos y periurbanos de Santiago de Chile entre 1970 y 1995. Mientras que durante el mandato de Allende se promueve la construcción masiva de viviendas, en el período de la dictadura de Pinochet se alcanza la titularidad de suelo y la vivienda, aunque este proceso se acompaña de una fuerte segregación espacial que tiene como objetivo final la erradicación de los campamentos populares. Sin embargo, gracias a la implementación de estas políticas de vivienda, para 1992 la tasa de acceso a la red de agua corriente en el Gran Santiago alcanza un 99.1% (Pflieger, 2008).

La primera gran reforma del sector de agua y saneamiento en Chile se lleva a cabo en 1977, en este momento se constituyen empresas públicas de gestión del agua, empresas privadas distribuidoras de agua y se revisan las estructuras tarifarias, lo que provoca impagos en los barrios más pobres de la ciudad que no logran cancelar las tarifas establecidas. Con la expansión de la ciudad, especialmente notoria a partir de los años 1990, las empresas inmobiliarias se aseguran que sus inversiones en las zonas periurbanas cuenten con servicios de agua apoyándose en distribuidores privados; sin embargo los barrios precarios en estas mismas zonas, servidos por empresas públicas, siguen sin lograr el pago completo de sus facturas. A partir de 1995 el Movimiento de Consumidores y Usuarios de Chile (ODECU), luchará porque se introduzcan criterios de equidad social en las fórmulas tarifarias (ídem, 2008).

Rodríguez y Sungrayes (en Castillo Couve, 2014) hacen referencia en el caso chileno a "los con techo" (en oposición a los movimientos de los "sin techo" en otros países de la región), y la necesidad de solventar problemas cualitativos más que cuantitativos de los servicios urbanos. En el caso específico de la provincia de Peñalolén, en la periferia de Santiago de Chile, María José Castillo Couve comenta que los asentamientos de Nueva Palena y Alborada, vecinos, pero con trayectorias diferentes, sufren por igual con el acceso deficiente a servicios de agua tanto en cantidad como en calidad. Mientras que Nueva Palena se origina con una toma de tierra y el subsecuente proceso de introducción de servicios por los propios habitantes, Alborada es un reasentamiento de pobladores hecho por el Estado, y es el mismo Estado quién les provee de infraestructura de agua y saneamiento. Estas trayectorias diferenciadas originan divisiones entre los habitantes de los asentamientos. Sin embargo, con la llegada

del programa de mejoramiento de barrios "Quiero mi barrio" (entre 2007 y 2009), una intervención desde arriba implementada por el Ministerio de Vivienda, Construcción y Saneamiento (MINVU), los mismos habitantes se unen para lograr una mayor incidencia en la toma de decisiones del programa, que incluya servicios de agua en cantidad y calidad adecuadas así como tarifas acordes a sus capacidades presupuestarias. De acuerdo con la autora, en esta experiencia se observa que originalmente "los pobladores no constituyen un actor social capaz de emprender autónomamente proyectos de desarrollo local… No coordinan ni emprenden acciones; solo se limitan a exigir ser parte de espacios abierto por el Estado. Con todo, durante esta transformación de su barrio han iniciado un nuevo ciclo de participación dónde se encuentran con sus vecinos" (Castillo Couve, 2014; p. 27) y que les ha permitido empoderarse para elevar su capacidad de gestión. Esta breve descripción del caso chileno y los asentamientos periurbanos de Nueva Palena y Alborada nos permite elaborar algunas reflexiones con relación a la situación general en El Salvador y procesos particulares en el caso de Montreal.

1. En primer lugar, ya sea que los pobladores se encuentren en un contexto de acceso total a las infraestructuras de agua, como en Chile, o un acceso parcial a las mismas, como en El Salvador, la realidad es que lograr llevar las infraestructuras a sus territorios sigue siendo en gran medida un proceso que se origina "desde abajo". Resulta relevante sin embargo que en el caso chileno hayan sido los programas continuos de vivienda de interés social los que hayan servido de "excusa" para introducir las infraestructuras de agua corriente, esto nos puede llevar a otras reflexiones como el papel fundamental de las políticas públicas y regulaciones para la producción social de vivienda y hábitat, construyendo desde las bases, apoyando la inclusión y justicia urbana (FUNDASAL & PNUD, 2009)

2. A pesar que existan programas y proyectos de apoyo que pueden venir ya sea del Estado mismo u otros actores como oenegés y la cooperación internacional, es necesario que siempre existan espacios que incluyan las visiones desde abajo. La incorporación de estas visiones debe ser tomada en cuenta con todo su potencial, no solamente en las decisiones sobre ~~los~~ de proyectos de mejora a implementa~~r~~, sino en la incidencia real en procesos más amplios como la elaboración de políticas públicas. La co-creación de mecanismos adecuados de acceso al suelo, la incidencia en procesos de ordenamiento y desarrollo territorial, la planificación preventiva ante riesgos urbanos o la toma de decisiones en presupuestos y recursos, son algunas de las áreas en las que se pueden incorporar visiones desde abajo.

3. Habría que ponerle particular atención al tema de la privatización de los recursos hídricos y cómo afectará a los usuarios en los asentamientos precarios en El Salvador. Como se ha descrito en el caso de Chile, dónde el agua ya ha sido privatizada, contar con una tubería domiciliar no es suficiente, se necesita además que el agua llegue en cantidad y calidad adecuada a los hogares

y que las familias tengan la suficiente capacidad de pago de las tarifas, que ciertamente incrementan al momento de privatizarse el recurso. Aunque en El Salvador el agua no está oficialmente privatizada, en el caso de Montreal, dónde muchas familias ya cuentan con tubería domiciliar de agua corriente, el servicio es muy deficiente, por ejemplo, en finca Argentina el agua llega a los hogares cada 15 o 20 días, y a veces deben esperar hasta un mes. A ello hay que agregar que en ambos casos el presupuesto de agua se incrementa por la necesidad de comprar agua para beber a proveedores privados.

4. Por otra parte, la privatización del agua en Chile ha incrementado aún más la inclusión precaria a las redes de agua corriente. Mientras que los desarrollos inmobiliarios privados tienen la capacidad de gestionar e invertir en sus propias redes de agua (por ejemplo como lo ha hecho el fideicomiso FIHIDRO en el caso de la expansión del eje sur del AMSS; ver capítulo 4), para los asentamientos informales en espacios periurbanos las inversiones son más complejas, y dependerán del real interés y capacidad del Estado en llevar las infraestructuras a estos territorios y de la organización de sus habitantes gestionando las mismas infraestructuras desde abajo. En conclusión, ya sea en contextos en los que el recurso es público o en los que el recurso es privado, siempre habrá algún nivel de resistencia de parte del Estado en proveer las infraestructuras y llevar el recurso a estos asentamientos, favoreciendo más bien a los desarrolladores privados. Dependiendo del nivel de organización de los habitantes de estos territorios, así será su capacidad de gestión e incidencia en la toma de decisiones.

5.7.2 Casablanca, Marruecos

La adopción de un modelo de asocio público-privado para la gestión del agua en Marruecos se enmarca en la serie de reformas institucionales y planes de ajuste estructural en marcha en el país desde 1982. Sin embargo, en el sector agua, no es hasta 2002 que se aprueba el programa de ajuste estructural del sector agua que pondría en operación la Ley del Agua de 1995. Los componentes de este programa incluían: 1/ la gestión eficaz del servicio de agua; 2/ la apertura del mercado público del agua a operadores privados, incluyendo oenegés y asociaciones comunitarias; 3/ un tarifario diferenciado. En 1997 el Estado de Marruecos concede el conjunto de servicios de agua al grupo SUEZ (Suez-Lyonnaise des Eaux) por un período de 30 años (Baron & Belarbi, 2010).

Con el objetivo de proveer de agua a los habitantes más pobres de las ciudades se pone en marcha un proceso de selección de barrios llevado a cabo por las municipalidades. Entre otros, los barrios debían clasificarse como de carácter social, en ellos solamente se permitiría el uso habitacional y además debían ubicarse cerca de las infraestructuras formales de agua de la ciudad para facilitar las conexiones. Luego se invita al proveedor privado de servicios de agua a introducir las infraestructuras.

En este esquema las municipalidades adquieren un papel clave como intermediarios entre los habitantes, el gobierno metropolitano y las empresas operadoras (ibid, 2010).

Sin embargo, lograr que todos los componentes del programa funcionen de acuerdo con lo planificado resulta ser más complejo al implementarse finalmente en sitios concretos. Por ejemplo, en el caso de la zona periurbana de Lahraouiyine, en Casablanca. Este conjunto de 16 *douars* (asentamientos), que en ~~a~~ 2007 albergaba 70,000 habitantes, es una zona estratégica por su cercanía con zonas industriales y comerciales; es por ello por lo que la municipalidad la selecciona como zona beneficiaria para la introducción de infraestructura de agua, luego de fuertes presiones por parte de los habitantes de la zona. Tradicionalmente el asentamiento se ha proveído del líquido a través de fuentes públicas, esta red de fuentes es la que debería de incrementarse, sin embargo, la empresa operadora solamente introduce nuevas fuentes públicas en los *douars* más cercanos a la zona urbana de Casablanca, es decir dónde establecer las conexiones es menos complejo, dejando sin servicio a los sectores más alejados. Nuevamente la acción colectiva de los habitantes se pone en marcha y, con esfuerzo propio y el apoyo de "benefactores" instalan fuentes hasta los *douars* más alejados, gestionando ellos mismos el recurso.

1. En el caso de Lahraouiyine es la organización comunal la que presiona al gobierno municipal para que se les incluya, al igual que lo han hecho los habitantes de Montreal durante años.

2. Una vez los proyectos llegaron a la zona, son nuevamente los mismos habitantes los que adaptan las infraestructuras a sus necesidades, gestionando además desde abajo, tanto las infraestructuras como el acceso al agua. De la misma manera en Montreal, una vez introducida la tubería principal, son los mismos habitantes los que encuentran la manera de acceder al líquido organizándose para introducir nuevas infraestructuras y gestionando el acceso al recurso.

3. El caso del PMB para Montreal introduce a otros actores como oenegés y cooperación, que apoyan la mejora de infraestructuras del agua a Montreal. En Lahraouiyine, los "benefactores" juegan un rol importante para satisfacer las demandas de los pobladores, muy similar al rol de la cooperación en el caso local.

5.7.3 Ouagadougou, Burkina Faso

En la actualidad, en los asentamientos precarios periurbanos de Ouagadougou en Burkina Faso, la ausencia de infraestructura de agua se justifica, de acuerdo con la Oficina Nacional de Agua y Saneamiento (ONEA), por el alto costo de su introducción, lo que ha hecho florecer un mercado paralelo de re-venta de agua (Zoma et al., 2022). Esta situación es aún más compleja por el hecho que

en Burkina el agua es un bien escaso y el crecimiento constante de la ciudad ha incrementado las diferencias en el acceso al recurso (Briand & Loyal, 2017).

Sin embargo, entre 1983 y 1990, el gobierno revolucionario de Burkina Faso movilizó a los residentes de los asentamientos periurbanos y les organizó en "comités revolucionarios" que ayudarían a la introducción de equipamientos como escuelas o unidades de salud, así como infraestructura de agua, por ejemplo, fuentes públicas de aprovisionamiento de agua corriente. De acuerdo con S. Jaglin (1994), esta iniciativa se apoyó en tres pilares: 1/ la gestión conjunta de las infraestructuras y servicios públicos, 2/ la descentralización y 3/ la participación ciudadana. Si bien es cierto la ciudadanía se moviliza, esta movilización no fue acompañada por fortalecidos procesos de descentralización. Aunque se regulariza la tenencia de la tierra y se mejoran los trámites de acceso a servicios públicos, enmarcado en embrionarios procesos de planificación urbana, la administración pública no es capaz de introducir las infraestructuras por falta de recursos, lo que ha persistido a la fecha. En el largo plazo la gestión conjunta no fue exitosa ya que se dio prioridad a pequeños proyectos de inversión y a la gestión local de los mismos, sin que estos se complementaran con la introducción de grandes infraestructuras de gestión multinivel y a largo plazo. Por otra parte, la gestión local promovió tensiones entre diferentes categorías de actores excluidos de los círculos de toma de decisiones, por ejemplo: las mujeres, quienes, a pesar de jugar un rol fundamental en la provisión de agua en los hogares, fueron relegadas a un papel secundario; mientras que por otro lado líderes locales y comerciantes se apropiaban de forma individual del recurso (Baron & Bonnassieux, 2013).

De esta manera, en el caso de Ouagadougou, mientras que en las zonas centrales el agua llega a la mayoría de hogares por medio de tubería domiciliar, en los asentamientos periurbanos lotificados dónde operaron los comités revolucionarios, las fuentes públicas son el formato más expandido de acceso al agua; estas fuentes permiten a las familias más pobres comprar el agua en pequeñas cantidades y equilibrar sus gastos, aunque al mismo tiempo presenten desventajas como el tiempo invertido en llegar a la fuente, el tiempo de espera en llenar los recipientes o los horarios en los que las fuentes están habilitadas (Briand et al., 2009, en Briand & Loyal, 2017). Aquellos asentamientos periurbanos que no están lotificados se proveen de agua a través de perforaciones hechas por su propio esfuerzo, pozos aún en funcionamiento o directamente de las fuentes naturales de agua, volviendo el acceso al agua aún más precario. Por otra parte, la introducción o no de los servicios de agua, y los costos a pagar por estos servicios, tiene una dimensión cultural importante en Burkina, de esta manera, las mujeres, quienes como se mencionó antes, son normalmente las encargadas de llevar el agua a los hogares, es decir, invierten buena parte de su tiempo en transportar el agua desde las fuentes hasta las casas, están a favor de contar con servicios de agua domiciliares y por tanto invertir más en las tarifas de agua. Sin embargo, son los hombres quienes controlan la economía familiar, y por tanto quienes finalmente deciden hacer o no la inversión (Briand & Loyal, 2017).

Desde el año 2000 una serie de reformas al sector agua y saneamiento han sido introducidas. El Plan Nacional de Acceso al Agua Potable y Saneamiento (PN-AEPA, por sus siglas en francés), de 2006 es el marco de referencia actual en materia de agua y saneamiento en contextos rurales y urbanos y periurbanos. La descentralización sigue jugando un rol central dentro del plan, sin embargo, en lugar de transferir facultades a las organizaciones comunitarias, el plan las transfiere a las municipalidades quienes deben preparar sus propias políticas de agua, apoyándose en otros actores como oenegés u organismos de cooperación para implementarlas. Aunque se mantiene una estructura jerárquica con el gobierno central como el mayor tomador de decisiones, se promueve un formato híbrido de gestión del agua por medio de las Asociaciones de Usuarios del Agua (AUE por sus siglas en francés), en formación desde los años 1980-1990 (Baron & Bonnassieux, 2013).

Aunque aparentemente la situación en Burkina Faso pareciera muy diferente de la situación en El Salvador, algunos elementos podrían compararse:

1. En primer lugar, el hecho que aún en el mismo territorio de Montreal existen situaciones diversas de acceso al agua: mientras que algunos asentamientos han logrado contar con conexiones domiciliaras, por ejemplo, los beneficiarios del PMB, otros siguen en condiciones muy precarias y deben hacer uso de fuentes públicas de agua, como en finca Argentina. En los casos en los que las familias deben proveerse de agua de fuentes públicas o de ríos y quebradas, son mayoritariamente las mujeres quienes se encargan de esta actividad, como en el caso de los asentamientos precarios periurbanos en Ouagadougou.

2. Persiste al interior de algunos hogares, especialmente los más pobres, el control de los hombres sobre la economía familiar y los bienes de la familia (por ejemplo, contratos de compraventa de lotes se hacen a su nombre), lo que puede tener incidencia directa en la inversión que el hogar haga en mejorar la infraestructura de acceso al agua, como en el caso africano.

3. Mientras, entre 1983 y 1990, el gobierno revolucionario de Burkina Faso organiza a la población de los asentamientos precarios, para regularizar la titularidad de la tierra e introducir de infraestructura de agua corriente; en El Salvador, en contexto de guerra civil en el mismo período, el Estado a través de la Administración Nacional de Acueductos y Alcantarillados (ANDA), prioriza la búsqueda de nuevas fuentes de agua corriente para la creciente demanda en el Área Metropolitana (Zúñiga, 2021). Al mismo tiempo, ANDA introduce nueva infraestructura hídrica que sin embargo deja por fuera a los asentamientos periurbanos, en constante expansión por los desplazamientos forzados por el conflicto. Ante la inexistencia de políticas públicas enfocadas a estas poblaciones y la inexistencia de proyectos de apoyo a estos

territorios, son los mismos pobladores quienes se organizan para lograr acceder a las infraestructuras de agua.

4. Estas dos trayectorias de orígenes diversos, pero con algunas coincidencias, difieren en un punto esencial: la gestión de la infraestructura de agua "desde abajo". Mientras que en Ouagadougou la iniciativa nace de "arriba hacia abajo", promovida por el gobierno revolucionario de Burkina, en Montreal nace "desde abajo" potenciada por la organización comunal y otros actores que han acompañado el proceso. En ambos casos, persiste ciertamente la ausencia de una visión a largo plazo, de procesos de planificación sostenidos y sobre todo la fragilidad de la gestión multinivel y una gobernanza del agua que proteja y potencie los logros de la organización comunal.

5. En el año 2021 se aprobó en El Salvador el Plan Nacional de Gestión Integral del Recurso Hídrico, muy debatido por los movimientos socio territoriales al favorecer la lenta privatización de los recursos hídricos. Aunque el Plan promueve cierto nivel de descentralización del agua, las decisiones se siguen tomando de forma jerárquica. Habría que esperar cómo evolucionan los procesos de implementación del Plan lo que podría dar más argumentos para hacer una comparación más profunda con el caso de Burkina Faso.

Estos tres ejemplos, comentados muy brevemente, dan cuenta de otras trayectorias que podrían, en investigaciones futuras, ser comparadas con Montreal. Sobre todo, los casos africanos añaden una serie de elementos valiosos a tener en cuenta en un análisis comparativo en dimensiones tan variadas como la cultura del agua, la territorialización a partir de la trayectoria de inclusión precaria a las redes socio-tecnológicas del agua, y el papel de las políticas públicas impuestas de arriba hacia abajo, entre otros.

Conclusiones del capítulo

Desde la geografía humana se plantea que tanto sujetos como territorios se construyen a sí mismos en un proceso dialectico que A.Schwarz & M.Streule (2024) denominan "subjetividades territoriales". De acuerdo con las autoras la formación de los sujetos pasa por procesos de *agency*, es decir la capacidad de actuar y tener un protagonismo social en un territorio dado; entendiendo el territorio como un espacio que surge de múltiples interacciones realizadas por diversos actores sociales embebidos en procesos asimétricos de poder. El territorio no existiría como plantea C. Porto-Gonçalves (2006) sin las relaciones sociales de poder que lo configuran. De esta manera territorios y sujetos están en constante producción y reproducción como parte de un proceso dialectico. Para A. Lindón, quien analiza los territorios periurbanos de la ciudad de México, la construcción social de un territorio es un proceso

creativo inacabado que contiene ideas, significados e imágenes específicos, en él convergen múltiples subjetividades que se van construyendo a partir de la vida cotidiana (Lindón, 2002). Para R.Haesbaert & L.Mason-Deese (2020) el territorio en América Latina se entiende como un espacio de prácticas que no proceden de conceptos hegemónicos de prácticas de poder, sino más bien de complejos procesos de territorialización llevados a cabo por múltiples sujetos en diversos espacios y tiempos. De esta forma estos grupos van transformando sus espacios y desarrollando territorialidades que proceden de experimentar sus territorios como territorios de vida.

A lo largo de este capítulo se han descrito una serie de prácticas de la vida cotidiana relacionadas con la gestión del agua, llevadas a cabo por los habitantes de Montreal en interacción con otros actores sociales. Ellas denotan los complejos procesos de territorialización en los que tanto sujetos como territorio se han ido produciendo y reproduciendo de forma dialéctica en un proceso creativo e inacabado para configurar los paisajes hídricos de Montreal. Las relaciones sociales de poder que están a la base de estos procesos son en la mayor parte de casos asimétricas y por tanto surgen de tensiones y conflictos que forman parte de ese mismo proceso creativo. En este proceso vale la pena resaltar algunos elementos:

1. Podemos afirmar que el territorio hidro-social de Montreal no está excluido de la ciudad, es un territorio vinculado a la ciudad, aunque de forma precaria. Esta inclusión precaria es el producto de las prácticas cotidianas de los habitantes de Montreal por lograr el acceso al agua en sus asentamientos.

2. Los territorios del agua en Montreal se han ido construyendo "desde abajo", han sido los propios habitantes quienes, en su trayectoria de inclusión precaria a las redes socio-tecnológicas del agua de la ciudad formal, han impulsado la territorialización de su entorno y configurado sus propios paisajes hídricos.

3. Esta territorialización no ha estado exenta de conflictos, de hecho el conflicto está a la base de las prácticas cotidianas, sin embargo es valioso destacar que el conflicto es un elemento dinamizador que les empuja a buscar soluciones a sus necesidades. Sin idealizar el conflicto, que también desgasta y a la larga puede generar mucha frustración, hay que resaltar el hecho que los conflictos también preceden a la organización comunitaria y la solidaridad.

4. La capacidad de agencia que han adquirido los habitantes de Montreal les ha permitido negociar con otros actores y a lo largo de 80 años construir su propio territorio hidro-social. Sin duda existen influencias externas que ellos no controlan, pero se van adaptando y buscando

soluciones con los recursos que tienen a la mano. De esta manera podemos afirmar que la trayectoria de inclusión precaria en Montreal es evolutiva y flexible

5. En contraste, persiste una desconexión durable de los servicios de agua corriente, drenajes y saneamiento, provocada de manera externa, desde las estructuras formales, entre otros por: intereses políticos, por políticas públicas y normativas no adaptadas a la realidad de la zona, por visiones de arriba hacia abajo promovidas por la planificación urbana, por situaciones de violencia e inseguridad, o por intereses del capital local o global. Esto significa que a pesar de haber "logrado la tubería", el agua no llega en cantidad y calidad adecuadas a Montreal

6. Sin embargo, esa misma tubería, gestionada con el esfuerzo de generaciones de habitantes de Montreal, es una conquista que se defiende. Una tubería que ciertamente no llega a todos por igual, pero que, aunque sea en la forma de un grifo público, de una conexión informal o de contadores compartidos entre vecinos, ha sido gestionada "desde abajo". De esta manera la defensa del territorio y de las infraestructuras de agua, están a la base de las prácticas hidro-sociales de los pobladores de Montreal

7. La tubería es parte del esfuerzo colectivo. La tubería llega a Montreal por el activismo de sus pobladores. La tubería no es perfecta, pero les incluye de forma precaria a las redes socio-tecnológicas del agua de la ciudad formal y por tanto les vuelve actores activos co-creando sus propios territorios hidro-sociales desde su práctica territorializadora, desde abajo, desde lo cotidiano.

8. La tubería se sigue produciendo y reproduciendo, el proceso no está finalizado…

Ciertamente, en la territorialización de un conjunto de asentamientos precarios como Montreal, operan procesos de colonización de la naturaleza (Alimonda, 2022). Sin embargo a diferencia de lo planteado por H. Alimonda, quien se refiere principalmente a la colonización producto de la influencia de estructuras hegemónicas dominantes a nivel global y élites locales que les apoyan, en este caso se plantea que existen igualmente procesos de colonización de la naturaleza operando en pequeña escala, producto igualmente de relaciones mercantiles y de procesos hegemónicos que actúan "desde abajo", los cuales, motivados por las mismas necesidades de los habitantes que llegan a estos territorios, transforman y desgastan los entornos naturales. En este caso, hablamos por ejemplo de procesos de erosión de la tierra, contaminación local de aguas superficiales, depredación de bosques, que en las necesarias modificaciones al territorio natural para edificar el asentamiento, y proveerse de servicios básicos, realizan los propios habitantes. Opera por tanto una colonización de la naturaleza por

necesidad, producto a su vez de una colonización de la naturaleza que responde a las necesidades de los regímenes de acumulación dominantes.

En este proceso de colonización de la naturaleza por necesidad existen diferentes niveles, podemos identificar al menos tres, cada uno de ellos con impactos diversos:

1. La transición de tierras rurales a lotes sin servicios promovida por el mercado informal del suelo (Jaramillo, 2008); una transacción mercantil que, aunque no produzca transformaciones notables en el corto plazo en los entornos naturales, las producirá en el mediano y largo plazo en la medida que la urbanización informal crece y la necesidad de extraer recursos (agua, bosques, fauna), para la propia sobrevivencia es necesaria.

2. Una vez los asentamientos precarios se expanden y los procesos de urbanización inversa (Pírez, 2020) entran en operación, los extractivismos locales incrementan, en este caso en asocio con otros actores que son necesarios para la implementación de infraestructuras hídricas, aunque estas sean precarias. Actores como alcaldías, instituciones públicas, oenegés, proveedores privados de agua e incluso los mismos vecinos que facilitan acceso a fuentes de agua en sus propiedades, son algunos de estos actores. En este nivel están operando diferentes procesos: ciertamente continua la colonización de la naturaleza por necesidad, pero al contar con infraestructuras hídricas, aunque sean precarias, y que los procesos de desconexión durable (Jaglin, 2010) a las redes formales de agua de la ciudad también entran en funciones, la colonización de la naturaleza toma otras dimensiones. Podría incluirse en este caso la extracción y transporte de agua desde otros territorios hasta Montreal; en este caso el agua que llega a través de la única tubería operada por ANDA proviene del Proyecto Zona Norte, a 90 km de la zona.

3. Finalmente, en un tercer nivel, es posible observar una colonización de la naturaleza producto de procesos de acumulación por desposesión. En este caso los mismos habitantes de Montreal son víctimas del despojo al ser desposeídos de su tierra, de su agua, de su tubería, y de todo lo que con mucho esfuerzo y a lo largo de largas trayectorias de inclusión precaria han ido construyendo, o dicho de otra forma, territorializando. El ejemplo más notable es el de la nueva Ciudad Formosa en finca Argentina. En este caso las inversiones inmobiliarias como proceso extractivista (Svampa, 2011) se unen a la colonización de la naturaleza por fuerzas hegemónicas del capital global, con el apoyo en este caso del gobierno central y sus instituciones, quienes promueven las inversiones extranjeras como parte de su programa político.

En cada uno de los niveles y en cada una de las etapas de la inclusión precaria encontramos una ecología de saberes que ciertamente nace de las luchas sociales de poder: la lucha por acceder a suelo urbano, la lucha por lograr una vivienda, la lucha por conectarse a los servicios urbanos, la lucha por que sea reconocida la capacidad de agencia de los habitantes y pobladores organizados, la lucha por la construcción de un hábitat digno y por el derecho a la ciudad.

En este capítulo se han incluido tres ejemplos de trayectorias de inclusión precaria en otras ciudades del mundo: en Santiago de Chile / Chile, en Casablanca / Marruecos y en Ouagadougou / Burkina Faso. Estos ejemplos muestran como estos procesos no son exclusivos de los asentamientos precarios en la periferia del AMSS y las ciudades Centroamericanas, sino que operan en otras partes del planeta. Un posible seguimiento a esta investigación sería profundizar en casos de estudio en otros contextos que permitan enriquecer el contexto salvadoreño y regional.

CAPÍTULO 6.
LA GESTIÓN DEL AGUA DESDE ABAJO EN MONTREAL

De la misma manera que las relaciones sociales de poder han influido en los procesos de territorialización de Montreal, estas mismas relaciones sociales de poder han configurado las redes socio-tecnológicas que facilitan el acceso a servicios básicos urbanos, indispensables a esos mismos procesos de territorialización. La conformación de estas redes no es casual, su consolidación está estrechamente ligada a escenarios de conflicto dentro de una trayectoria de inclusión precaria a la ciudad. En este capítulo, interesa describir las particulares redes socio-tecnológicas del agua que con el tiempo se han ido configurando en Montreal, y para ello se propone hacer uso del ciclo hidro-social como esquema de análisis (ver capítulo 1).

6.1 El ciclo hidro-social y la creación de territorios hidro-sociales en Montreal

Las ecologías políticas del agua y las geografías del agua hacen uso del término ciclo hidro-social para referirse al estudio de las relaciones en constante evolución entre agua y sociedad, al mismo tiempo que movilizan los términos paisajes del agua y territorios hidro-sociales para describir las dimensiones espaciales de esas relaciones (Boelens et al., 2016). De esta manera, desde la *Political Ecology* se plantea que los flujos del agua no se producen exclusivamente a través del ciclo hidrológico, sino que lo hacen asimismo a través del ciclo hidro-social. Para J.Linton & J.Budds, (2014), el ciclo hidro-social, cuya definición (traducida al francés) se presentó en el capítulo 1, incorpora tres ideas centrales: 1. En primer lugar, la necesidad de gestionar el agua tiene un efecto importante en la organización de la sociedad, que a su vez afecta la disposición del agua, lo que da lugar a nuevas formas de organización social y así sucesivamente, en un proceso cíclico; 2. En segundo lugar en virtud de esta relación, el agua y la sociedad están relacionadas internamente, lo que significa que determinados tipos de relaciones sociales producen diferentes tipos de agua, y viceversa; 3. En tercer lugar a pesar de esta producción de agua, y a pesar de la construcción social de representaciones del agua, las propiedades materiales del agua desempeñan un papel activo en el proceso hidro-social, a veces estructurando las relaciones sociales y a veces alterándolas (como en el caso de las inundaciones o deslizamientos por lluvias intensas).

Interesa de esta manera comprender los ciclos hidro-sociales para descifrar los territorios hidro-sociales, que se constituyen a través de las diferentes dinámicas socioambientales que entran en conflicto

o llegan a acuerdos alrededor de la gestión y gobernanza del agua en un espacio determinado, en este caso en el territorio periurbano de Montreal. Desde la perspectiva de la Ecología Política Latinoamericana este proceso socio-natural en el que agua y sociedad se producen y reproducen a sí mismos, nace de relaciones sociales de poder y se hace un énfasis particular en que estas se constituyen históricamente como mediadores de las relaciones entre sociedad y naturaleza (Alimonda, 2019). Es por ello por lo que al hablar de la gobernanza del agua es necesario recuperar la necesaria articulación compleja y contradictoria entre múltiples prácticas y representaciones, por medio de las cuáles diversos actores, operando en diferentes escalas y con diferentes grados de legitimidad, colaboración y/o conflicto, intervienen en la territorialización de un espacio (Alimonda, 2006)

Por otra parte, ya se mencionó previamente que los territorios hidro-sociales pueden ser imaginados, planificados o materializados por las prácticas cotidianas. Para R.Haesbaert & L.Mason-Deese (2020) los territorios son sobre todo práctica cotidiana ya que de ellos depende la vida La creación de territorios hidro-sociales (Boelens et al., 2016), cuya definición (traducida al francés) se encuentra en el capítulo 1, involucra la "humanización" de la naturaleza y por tanto del agua, sin embargo, en este proceso se supera la dualidad sociedad-naturaleza y se produce un proceso dialéctico en el que lo natural es una parte intrínseca de los procesos sociales, generándose de esta manera una producción socio-natural de los territorios (Swyngedouw & Heynen, 2003).

En este contexto las redes socio-tecnológicas del agua son un componente fundamental de la materialización de los territorios hidro-sociales, ya que es a través de estas redes que directamente fluye el agua. Al mismo tiempo que se constituyen en el soporte material del flujo del agua, estas redes pueden convertirse en objetos de control por parte del Estado, del mercado o en su ausencia de otros grupos de poder y, reflejar profundas desigualdades socio espaciales. Pueden igualmente simbolizar "progreso y desarrollo" y ser publicitadas de esa forma por las estructuras de poder político y económico, pero igualmente se pueden constituir en objetos de resistencia y lucha desde los pobladores por la defensa del territorio y sus recursos. De esta forma las infraestructuras socio-tecnológicas del agua importan no solo desde el punto de vista de las infraestructuras mismas, sino además desde el punto de vista cultural, político o económico, como un reflejo de poder (Meehan, 2014), y de esta manera como fuente de poder y fuerza promotora de las trayectorias de inclusión precaria a la ciudad.

Retomando las propuestas de A. Lindon (2020), para entender los espacios periurbanos desde lo vivido, es decir desde la experiencia espacial de habitarlos y por tanto dar el protagonismo a sus habitantes (como se ha hecho en el capítulo 5, al describir las relaciones sociales de poder fundamentalmente desde los relatos de los habitantes de Montreal), es posible analizar las micro geografías del agua en la vida cotidiana. En este contexto los espacios periurbanos, esos territorios "periféricos" relacionados con un "centro" por medio de la continua expansión de la ciudad,

experimentan un permanente estado de inestabilidad en la vida cotidiana. A. Lindon (ídem.) propone que estos son espacios dónde se dan al mismo tiempo dinámicas de cambio y permanencia; en el momento que se llega a estos territorios se intenta reproducir el ordenamiento espacial de la ciudad formal e inician procesos de urbanización inversa (Pírez, 2020), con la introducción paulatina de servicios urbanos, entre ellos el agua. De esta forma los territorios periurbanos se van transformando a partir de las prácticas cotidianas. Siendo la aspiración última que los paisajes del agua sean permanentes, integrando gradualmente la periferia a la ciudad. Sin embargo, en el caso del agua, esta construcción cotidiana de las infraestructuras hídricas, en las que las comunidades invierten con mucho esfuerzo recursos económicos, pero también mano de obra y tiempo de dedicación, y que son muchas veces gestionadas y administradas por los mismos habitantes, carecen de visibilidad y de reconocimiento dentro de una estructura legal y política que les afecta externamente (Boelens et al., 2011).

6.1.1 Las relaciones en permanente evolución entre los habitantes de Montreal y el agua

Haciendo uso del ciclo hidro-social se analizarán las relaciones en permanente evolución entre los habitantes de Montreal y el agua. Para ello se propone dividir el territorio en tres segmentos, cada uno de ellos en un estado diferente de la trayectoria de inclusión precaria a las redes socio-tecnológicas del agua. El primero de ellos es la más reciente frontera entre territorio urbano y territorio rural, una especie de periferia dentro de la periferia, en los asentamientos de "El Cerro" o finca Argentina y sus alrededores. En estos territorios pueden distinguirse las primeras fases de la inclusión precaria a la ciudad. Como ya se mostró en el capítulo 5, son los territorios con mayores carencias en términos de infraestructura (calles, electricidad, agua) y equipamientos, y dónde las viviendas están construidas con materiales de baja calidad; pero también territorios donde existen prácticas agrícolas permanentes, cultivos de subsistencia que son un apoyo a la economía familiar de quienes la practican, o que en términos de paisaje lejano poseen unas vistas privilegiadas. No están exentos por otro lado de las más fuertes amenazas, en este caso las presiones cada vez más cercanas de la expansión sobre el eje norte, que como ya se mostró en el capítulo 4, están transformando los territorios cercanos a Montreal con la proliferación de proyectos habitacionales, comerciales e industriales, y que representan al mismo tiempo una presión adicional sobre los recursos naturales locales, sobre todo tierra rural muy deseada por su posibilidad de transformarse en suelo urbanizable, y agua, que en la zona es aún un recurso abundante.

El segundo segmento está conformado por los asentamientos que poco a poco, desde los años 1950, se han ido consolidando sobre la larga colina conocida como "El lomo del caballo", cuya sinuosa cresta fuera otrora un camino rural en medio de la finca Montreal y que en la actualidad se ha transformado en la calle Montreal, la única calle de acceso a los asentamientos que desde la cresta bajan hasta la orilla de las quebradas Las Siete Pilas y Las Pringas. Este segmento no es uniforme, mientras algunos vecinos han logrado un acceso directo al agua a través de una conexión domiciliar, por ejemplo,

los vecinos que están frente a la calle Montreal, por dónde pasa la tubería principal que lleva agua a la zona; otros vecinos aún deben hacer uso de grifos públicos o bajar a los ríos cercanos en busca de agua. Otro de los distintivos de este segmento es que en él se encuentran los asentamientos que no fueron beneficiados por el Programa de Mejoramiento de Barrios (PMB). Esto significa que, en toda la zona, aunque se acceda al agua corriente de formas diversas (grifo en casa, tubería compartida, grifo público, ríos y quebradas, cosecha de agua), no existe una red de saneamiento adecuada, por lo que las familias recurren en el mejor de los casos a conexiones con la red de aguas lluvia (cuando hay), la construcción de fosas sépticas o simplemente agujeros sin tratamiento en sus terrenos. Es decir que el conjunto de redes de infraestructura hídrica está inacabado.

El tercer segmento comparte la misma trayectoria de inclusión precaria que los asentamientos del segmento 2, sin embargo, entre 2007 y 2015 fueron beneficiarios del Programa de Mejoramiento de Barrios. Ser parte de este programa los lleva a un nivel adicional en la trayectoria de inclusión precaria: cada vivienda logra una tubería domiciliar de agua corriente, saneamiento y drenajes. Además de conexiones domiciliares de electricidad e iniciar los procesos de formalización de la propiedad de sus lotes. Aunque el paisaje urbano no sea muy diferente al de las casas en el segmento dos, la calidad de barrio mejorado les permite enfocar sus esfuerzos en otros temas como la mejora de la vivienda. Estos tres niveles de la trayectoria de inclusión precaria podrían seguirse desglosando, sin embargo, permiten de forma general comprender cómo la gestión del agua se va adaptando, conformando con el tiempo la peculiar gobernanza del agua desde abajo en Montreal.

6.1.2 El esquema de ciclo hidro-social adaptado

Para desarrollar el análisis a través del ciclo hidro-social en Montreal se recupera el modelo conceptual adaptado del ciclo hidro-social propuesto en el capítulo 1 y que se muestra en la Figura 4 (recuperada del capítulo 1). En este esquema los componentes básicos que proponen J. Linton & J. Budds(2014) son el poder social, la tecnología e infraestructura (del agua) y el agua misma (H2O), colocados en el círculo al centro. Las dobles flechas simbolizan el proceso constante de producción y reproducción del agua en el que todos los elementos están íntimamente relacionados, afectándose de tal manera que los cambios o transformaciones en uno de ellos necesariamente influirán en los otros. Al centro del esquema se coloca el agua (o las aguas), particular(es) resultantes.

Los tres componentes básicos se desglosan aún más en el esquema de la siguiente manera: 1. En el caso del H_2O, el recurso forma parte de los recursos naturales del territorio de Montreal, ya sea agua superficial o agua subterránea, pero también agua lluvia; este recurso (H_2O) está contenido en la conformación hidrogeológica particular de la zona y en su particular orografía, pero también se relaciona con otros recursos naturales como la flora y fauna locales, y con el ciclo hidrológico mismo como motor que impulsa las estaciones de lluvia (e incluso las afectaciones por el cambio climático); 2.

El poder social que incluye actores y sus específicas relaciones sociales de poder, se han descrito en el capítulo 5, identificando al mismo tiempo diversos tipos de conflictos alrededor de la gestión del agua; en este esquema se añade la gobernanza del agua pero particularmente la gobernanza "desde abajo" que en este caso se refiere a la gobernanza de la inclusión precaria en Montreal, retomando de R.Haesbaert & L.Mason-Deese (2020), el concepto de inclusión precaria al territorio hidro-social en oposición al uso de la idea de exclusión como corte totalizante entre lo formal y lo informal; 3. La tecnología y la infraestructura del agua se analiza siempre desde la inclusión precaria, lo que en el caso de Montreal ha producido históricamente procesos de desconexión durable, retomada de los planteamientos de S. Jaglin (2010), quien indica que en los asentamientos precarios no se logra un acceso completo a los servicios de agua y saneamiento y por tanto permanecen sus habitantes en un estado de desconexión durable de las redes formales del agua; sin embargo se plantea igualmente que esta desconexión de lo formal promueve y produce formatos híbridos de conexión formal-informal, por lo que las infraestructuras y la tecnología son necesariamente híbridas; desde la mirada de la ciudad formal muchas veces se ignora esta hibridez y se describe a la ciudad como un escenario fragmentado y excluyente.

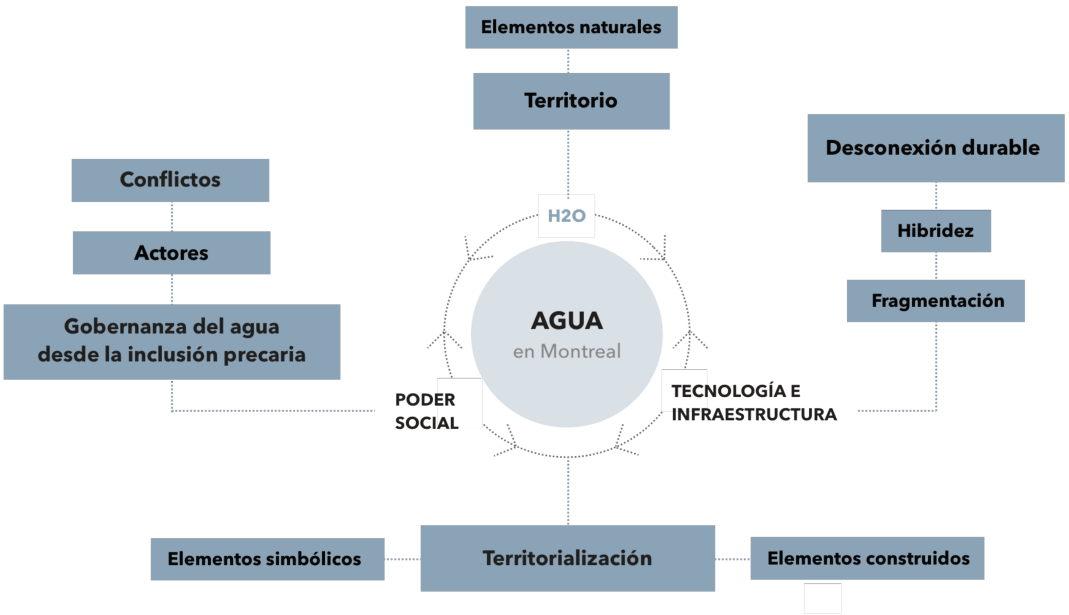
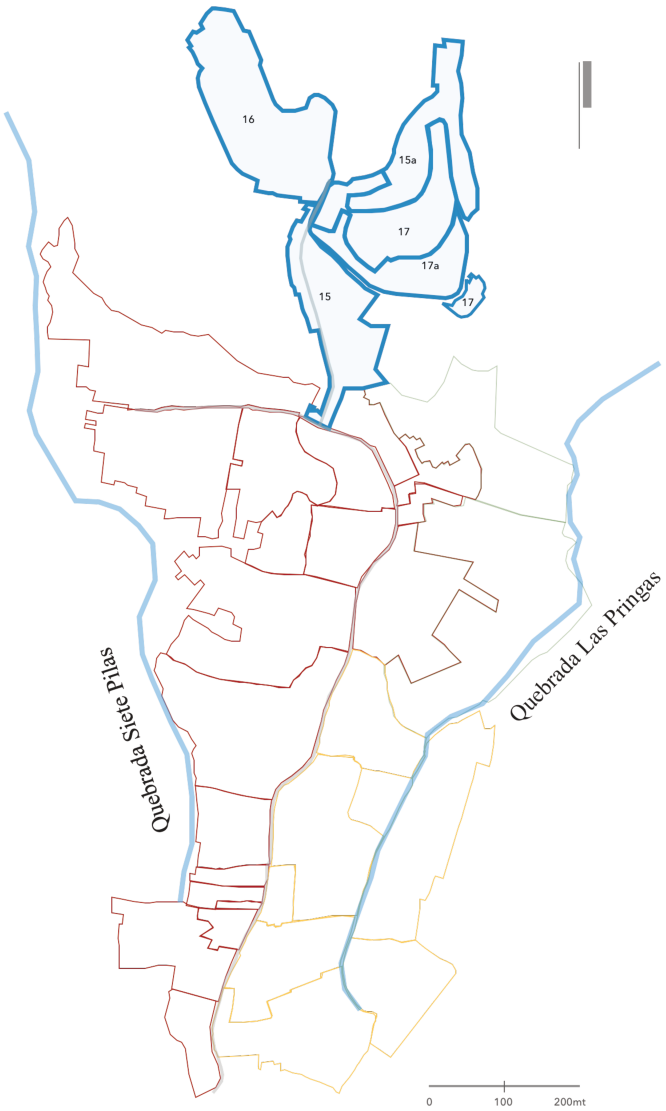


Figura 4 (recuperada del capítulo 1): Modelo conceptual del ciclo hidro-social para Montreal
Fuente: Elaboración propia con base en Haesbaert & Mason-Deese (2020),
Linton & Budds (2014), Jaglin (2010)

Las múltiples interacciones de estos componentes son las que producirán la particular territorialización hídrica de Montreal, tanto la simbólica como la material (construida), la materialidad producida por las prácticas cotidianas. En todo caso lo que interesa es finalmente establecer cómo operan la gestión y la gobernanza del agua "desde abajo" utilizando como herramienta de análisis los tres niveles del ciclo hidro-social en Montreal. A continuación el análisis del ciclo hidro-social en Montreal.

6.2 La frontera rurbana: “El Cerro” finca Argentina

La frontera más alejada de la ciudad en todo Montreal se encuentra en finca Argentina y sus alrededores. Este territorio es en el que encontramos las formas más básicas de inclusión precaria tanto a la vivienda como a equipamiento y servicios urbanos. Dentro del conjunto de Montreal esta zona se resalta en el Mapa 39 a continuación.



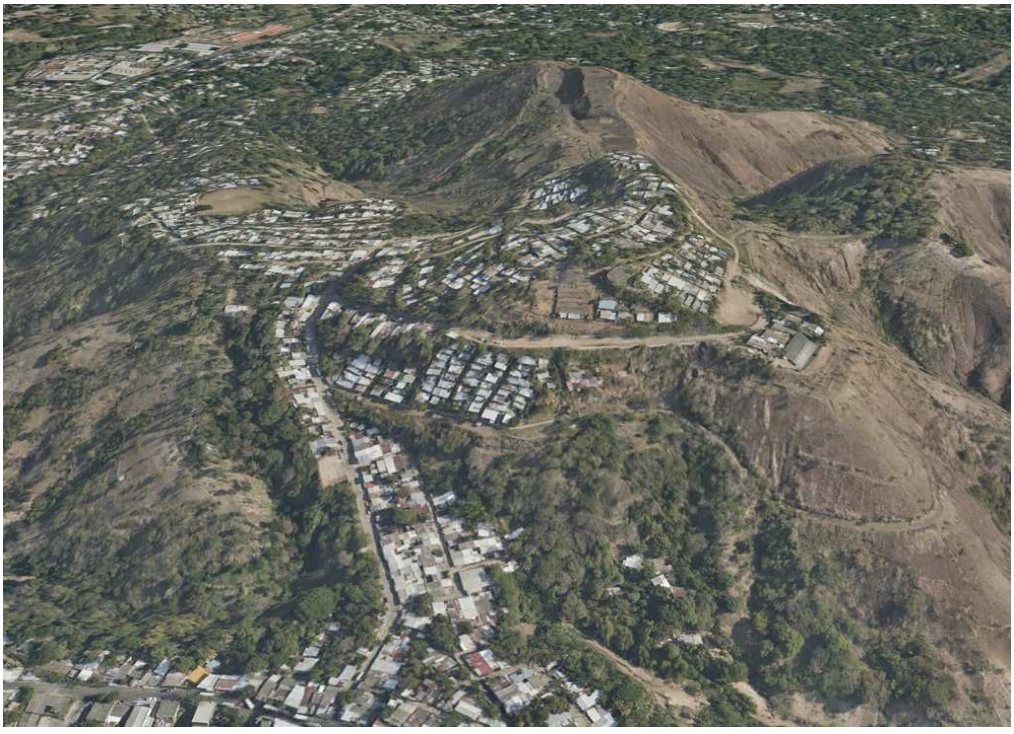
	Nombre	Observaciones
15	Finca Argentina sector 1	
15a	Finca Argentina sector 1	Comunidad de no videntes
16	Finca Argentina sector 2	
17	Finca Argentina sector 3	
17a	Finca Argentina sector 3	Comunidad de no videntes

Mapa 39: Ubicación de asentamientos en “El cerro”, finca Argentina
Fuente: elaboración propia

En esta zona existen 695 lotes oficialmente reconocidos por el Centro Nacional de Registros. Según datos recopilados por los propios habitantes en la zona viven alrededor de 800 familias, la mayor parte de ellas sin un título de propiedad de la tierra dónde están ubicadas sus viviendas. Adicionalmente, en los alrededores de finca Argentina existen algunas viviendas aisladas, de los colonos de las zonas rurales de la finca, esta población no está contabilizada.

6.2.1 La gestión del agua en Finca Argentina desde los relatos de sus habitantes

Dentro de Montreal, finca Argentina se reconoce como el sector más precario de toda la zona. Los habitantes del resto de asentamientos lo llaman "El Cerro", y se sienten separados en términos de su propia trayectoria de inclusión precaria. Al contrario, quienes viven en finca Argentina, si bien reconocen sus carencias, no expresan sentirse separados del resto de asentamientos en Montreal y están muy claros de sus problemas con respecto al agua, H.V.J lo describe de esta manera: *"Nosotros fundamos este, este cerro que usted está viendo… mire la verdad que desde que venimos aquí nosotros hemos tenido el problema del agua, como aquí no hay cantareras verdad, pero nos fuimos preocupando por meter tuberías para el chorro*[88] *de mi casa. Entonces ha sido posterior, un año. Entonces el agua siempre ha sido bombeada. Hay veces mencionan alcaldes, cuando vienen aquí en campaña, que van a meter… incluso los de ANDA han venido a ver, a tomar medidas, vienen, pero no han hecho nada para meter el agua directamente de ANDA. Siempre ha estado la tubería y el agua nos cae cada mes, cada 25 días, cada 15 días, según como ellos dispongan porque uno no dispone de eso. Que son los bombeos, los directivos que se toman en eso. El del agua es el problema que tenemos hasta ahorita"* (H.V.J comunicación personal, marzo 22, 2024). En la Fotografía 121 se observa la topografía del "El Cerro".



Fotografía 121: Vista aérea de "El Cerro", finca Argentina
Fuente: Google Earth, 2024

En la parte alta de "El Cerro", a través del esfuerzo de los mismos vecinos, existen tuberías que bombean el agua desde la parte baja. Para ello se construyeron dos tanques de almacenamiento de

[88] Grifo de agua

agua: uno abajo, que incluye el sistema de bombeo y otro arriba para almacenar y distribuir. El proyecto se hizo con el apoyo de la municipalidad y ANDA en 1998. Actualmente abastece a por lo menos 232 familias, aunque los vecinos expresan que se sirve a todo el sector, (800 familias). Este ramal incluye tres grifos públicos. Sin embargo, son los mismos vecinos quienes gestionan el agua, es decir controlan la cantidad de agua por familia, el tiempo de prestación del servicio, los cobros mensuales, y son ellos quienes realizan las gestiones ante los diferentes niveles de gobierno y sus instancias para que el agua les sea proveída. Con el incremento de familias viviendo en la zona, el sistema original ya no da abasto y los directivos deben repartir menos agua entre más persona, esto ha sido fuente de múltiples conflictos entre vecinos.

El agua del sistema de bombeo no es suficiente para toda la demanda en la zona por lo que las familias complementan su consumo comprando agua a camiones cisterna (conocidos localmente como pipas) privados, comprando agua en bolsas o almacenando agua en sus casas cuando finalmente llega el servicio: *"Nos hallamos allí, ya nosotros como ya estamos adaptados con este, con esto de que ya tenemos bastantes años de vivir aquí, esta agarramos agua digamos así para, en barriles, en la pila, en pichinga*[89] *para tener almacenada y para tomar compramos, compramos de la de bolsa. Pasan vendiendo aquí, nosotros para tomar si compramos, de allí más es para bañarnos, para lavar, es la que agarramos"* (H.V.J. ídem.). Por su parte Z.A, comenta sobre el tiempo en que no existía el sistema de bombeo, y se proveían de agua de los grifos públicos en la colonia Buenos Aires: *"Allá íbamos a traer agua, cuatro cantaradas para pasar el día, en la noche. Así íbamos pasando. Ya hoy después es que ya mas o menos se ha organizado esto del agua, pero, cuando no hay agua, es nosotros antes es que íbamos a comprar pipas allí a Mejicanos, pero hoy ya no, ya no venden pipadas de agua allí en la alcaldía ya no vendieron. Así es que hemos sufrido con esto del agua, y seguimos sufriendo porque onde no tengamos ya directamente agua de ANDA, vamos a seguir en las mismas*" (Z.A, comunicación personal, marzo 22, 2024). Z.A habla de que cada uno de los habitantes de finca Argentina cuente con servicio domiciliar de agua.

H.V.J añade, al consultarle si hay pozos en la zona: *"Noo, no hay pozo. Viene de ANDA siempre, siempre viene de ANDA allá abajo, de allá la bombean para este tanque de aquí"* (H.V.J, comunicación personal, marzo 22, 2024). Con el tiempo se introdujeron además grifos públicos de agua en las zonas baja e intermedia del cerro, que proveen del líquido a los nuevos habitantes que no están conectados al sistema de bombeo previamente mencionado. En la Fotografía 122 se muestra la ubicación de los dos tanques del sistema de agua gestionado y administrado comunalmente, así como el tanque privado en desuso, realizado por inversionistas inmobiliarios (mencionado en el capítulo 5) y los grifos públicos de agua.

[89] Botella o contenedor de pequeño y/o mediano tamaño para líquidos



Fotografía 122: Ubicación de las principales infraestructuras de agua en finca Argentina
Fuente: Elaboración propia con base en Google Earth

1. Tanque de almacenamiento de agua y sistema de bombeo en la parte baja de "El Cerro", 2. Tanque de almacenamiento de agua en la parte alta de "El Cerro", 3. Tanque de agua privado actualmente en desuso, 4. Grifos públicos o cantareras

Estos territorios son también espacios dónde se desarrolla una intensa actividad agrícola de subsistencia en función de la temporada de lluvia en el país. Los agricultores, siembran entre otros: maíz, frijol, yuca, tomates, productos de la canasta básica con la que alimentan a sus familias y venden el excedente. Ellos mismos comentan que también a fauna diversa como topos, iguanas, tortugas, conejos y gatos: *"Póngale que para el consumo. Mire como siembra poquito vea, uste consume y regala. Es cada tres días una guacalada*[90]*, un canasto más o menos de este espesor de tomate, solo tomate así grande, cuando valía casi dos coras*[91] *cada tomate… allí chiles, ocres, camote, de todo… y ese se le corta, le pasa el veneno encima pero siempre, esa cosa que duro. Y la yuca, para la yuca si es buen terreno. Pero también allí hay topos, un puño de topos y nadie le para valor a los pobres… Los garrobos. Y los garrobos esos logran los túneles, esos los garrobos para lo que no tienen para nosotros que es plaga es para el frijol. Noombre dos garrobitos ya grandes se comen los frijoles. Esos comen igual a los venados. Hay*

[90] De huacal o guacal. Un huacal es un tipo de contenedor, generalmente hecho de madera, aunque también puede fabricarse con otros materiales como mimbre o plástico. Su diseño suele ser resistente y está pensado para transportar y almacenar diversos objetos, desde frutas y verduras hasta agua.
[91] Dos coras equivale a US$0.50 centavos de dólar. El nombre "cora" es una adaptación de "quarter" o monedas de $0.25 centavos en Estados Unidos

conejos, hay gatos, tortugas hay bastantes, pero si pasa el gavilán las pobres tortuguitas, se las lleva… los cuyos… un día que estábamos arrancando tres encontramos verdá" (O.R, comunicación personal, marzo 19, 2024).

La proximidad del volcán de San Salvador hace que geológicamente los suelos dónde se ubica Montreal sean suelos que contienen una alta concentración de materiales de origen volcánico. De acuerdo con especialistas, estas zonas que rodean el volcán de San Salvador son aptas para el crecimiento de zonas boscosas y cultivos diversos. Se caracterizan por permitir una buena infiltración de agua y por sostener abundante vegetación. El fracturamiento de las rocas más antiguas debido a la actividad tectónica y volcánica las convierten además en zonas de alto potencial hidrogeológico (Alvarado Batres et al., 2022). *"Es que es húmedo, es pendiente, pero, o sea la tierra cuando uste va caminando mete los pies. Está blandito, no hay nacimientos, pero solo es la humedad del invierno porque en el verano no pasa eso y la otra que está la deforestación. Ya está"* (O.R, comunicación personal, marzo 19, 2024). En la Fotografía 123 se observan algunas parcelas de cultivo en finca Argentina.



Fotografía 123: Parcelas de cultivo en medio de las viviendas en finca Argentina,
Fuente: Google Earth, 2024

En las fronteras rurales de Montreal, a lo largo de ríos y quebradas, en zonas aún no lotificadas, pero dónde se desarrolla una intensa agricultura rurbana, o en territorios a dónde ya están llegando las grandes inversiones inmobiliarias, encontramos diversos elementos que analizar. En primer lugar, los bordes de ríos y quebradas, así como los bosques riparios que aún se conservan, son la fuente primaria de agua para muchas familias, sobre todo aquellas que se ubican en los lotes más alejados de las infraestructuras de agua que se localizan en la calle Montreal, pero más próximos a estos cauces. Hasta allí se siguen desplazando, en su mayoría mujeres y niños, a buscar agua, a lavar, a bañarse. Estos desplazamientos no son fáciles, principalmente por las pronunciadas pendientes en la zona; en invierno

los caminos rurales por dónde transitan son aún más difíciles de recorrer. A continuación, en la Fotografías 124 y 125, se muestra cómo se almacena el agua en las zonas más rurales de Montreal, en tinas o refrigeradoras recicladas, así como los caminos para llegar a los ríos cercanos.




Fotografías 124 y 125: Izquierda, almacenamiento de agua en lotes rurales; derecha, camino de acceso a la quebrada Siete Pilas
Fuente: FUNDASAL, 2012

6.2.2 Descripción del ciclo hidro-social en Finca Argentina

En los territorios rurales y rurbanos en finca Argentina observamos un ciclo hidro-social que responde a las primeras fases de territorialización de los asentamientos precarios periurbanos. De esta manera, el territorio se identifica por uno de sus elementos naturales: "El Cerro". Este cerro está rodeado de tierras fértiles y alberga importante flora y fauna; los ciclos de siembras funcionan con el ritmo de las lluvias; los ríos y quebradas cercanos conservan aún un importante bosque ripario, aunque están muy contaminados y la deforestación avanza. Desde "el cerro" se tienen las mejores vistas de todo Montreal, vistas de la ciudad formal que según cuentan los mismos habitantes son más bonitas por la noche con las luces lejanas y que, paradójicamente, muchos de ellos, al ser parte de una comunidad de no videntes, no pueden apreciar.

En cuanto a las relaciones sociales de poder, aunque existe una organización comunal en la zona y cuentan con el apoyo de la Intercomunal y otros líderes de Montreal, no ha sido hasta 2022 que la municipalidad ha reconocido formalmente a la Directiva comunitaria (Alcaldía de Ciudad Delgado, 2022[92]). No hay que perder de vista que los primeros habitantes de estos territorios llegaron a la zona

[92] Según lo mencionado por personal de la Alcaldía de Ciudad Delgado que no quisieron ser identificados.

en la década de 1980, apoyados por instituciones de gobierno y es solamente 40 años más tarde, que su directiva es reconocida. En todos estos años, son los mismos habitantes quienes han tenido que gestionar el acceso al agua y promover una gobernanza del agua desde abajo, adaptada a las necesidades de su territorio. En este camino han sido claves algunos de los gobiernos municipales que en su momento (finales de los años 1990) apoyaron en la gestión del sistema de agua corriente comunitario, así como ANDA, que provee el líquido. Sin embargo, cuando se intenta expandir el sistema y dotar de tuberías domiciliarias a nuevos habitantes de la zona, las gestiones no avanzan por no estar resuelta la propiedad privada de los terrenos. Esta situación de incertidumbre de la propiedad ha facilitado la llegada de otros actores: inversionistas inmobiliarios privados, quienes sí han contado con el apoyo tanto del gobierno central como de los gobiernos municipales (de Mejicanos, Cuscatancingo y Ciudad Delgado), en diversos períodos presidenciales y municipales, para impulsar sus proyectos.

Pero estos territorios de viviendas y cultivos están por ser transformados por las nuevas inversiones inmobiliarias que ya están en marcha en la zona, como Ciudad Formosa, que ya se mencionara en el capítulo 5. Habrá que esperar para ver cuáles serán las transformaciones en estos territorios en esta nueva etapa con presiones por la expansión en el eje norte y el extractivismo inmobiliario en marcha. En este contexto se mantiene la desconexión durable de las redes socio-tecnológicas del agua, favoreciendo formatos híbridos de acceso al recurso y propiciando algunos escenarios de fragmentación, por ejemplo, entre finca Argentina y el resto de asentamientos de Montreal, o escenarios que ya están por transformar la zona como los nuevos desarrollos inmobiliarios previamente mencionados y el impacto que seguramente tendrá en los asentamientos ya existentes.

De esta manera se confirma que aún en los territorios con las condiciones más precarias no existe una completa exclusión de los servicios urbanos. Se observa una hibridez en las redes socio-tecnológicas del agua que si bien es cierto mantiene el escenario de desconexión durable, es decir, no se ha llegado al acceso universal al agua en cantidad y calidad adecuadas, las persistentes gestiones por el acceso al recurso llevadas a cabo por sus habitantes han construido una estructura de gestión del agua, impulsada desde abajo, desde la vida cotidiana.

A continuación, se propone un primer esquema, Figura 20, del ciclo hidro-social en los territorios rurales/rurbanos, fronteras urbanas entre finca Argentina y parte de finca Montreal, esquema que resume lo descrito previamente.

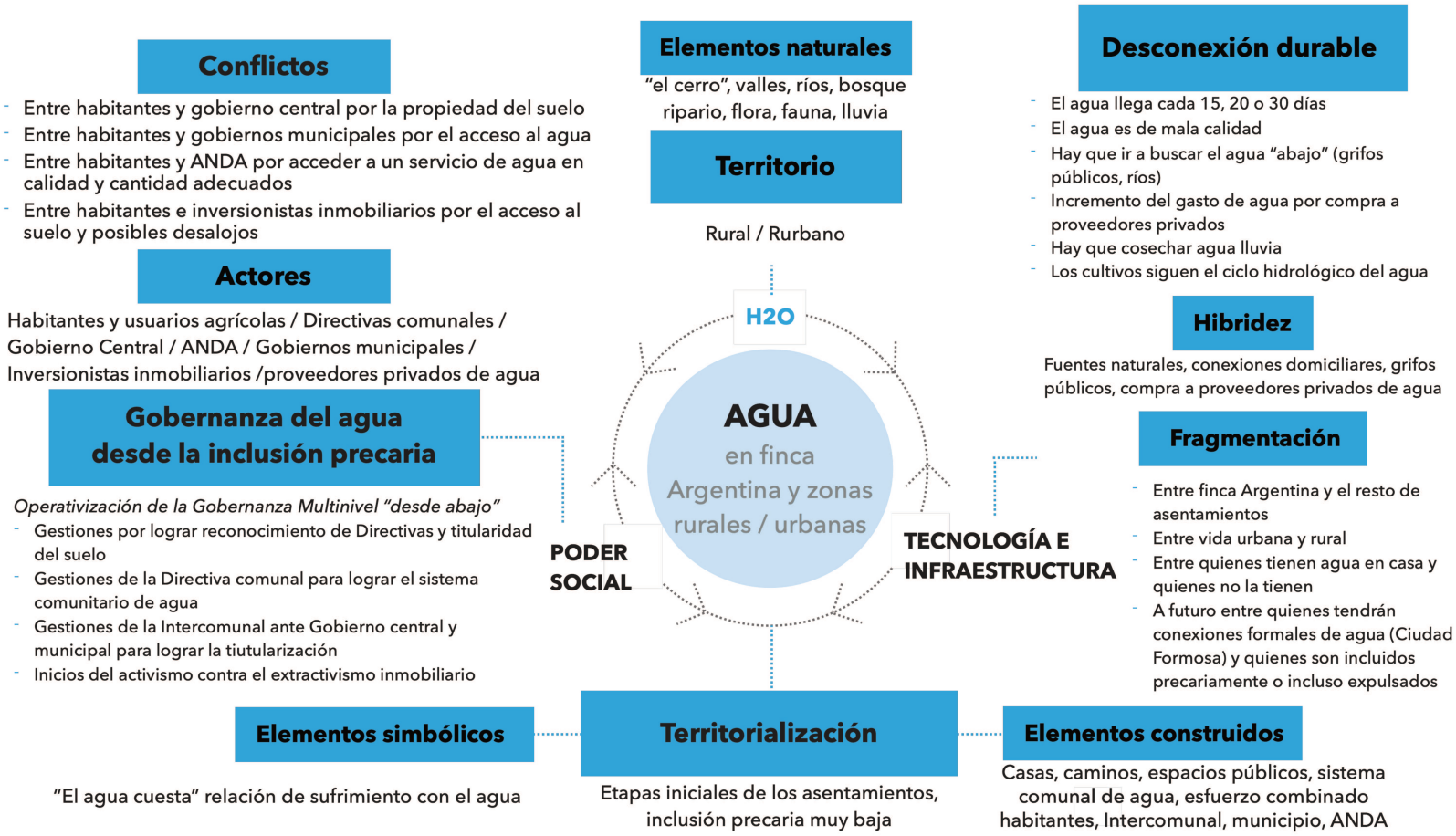


Figura 20: Propuesta de ciclo hidro-social para los territorios rurales/rurbanos, fronteras urbanas en finca Argentina

Fuente: Elaboración propia con base en Haesbaert & Mason-Deese (2020), Linton & Budds (2014), Jaglin (2010

6.2.3 Algunos elementos para la discusión

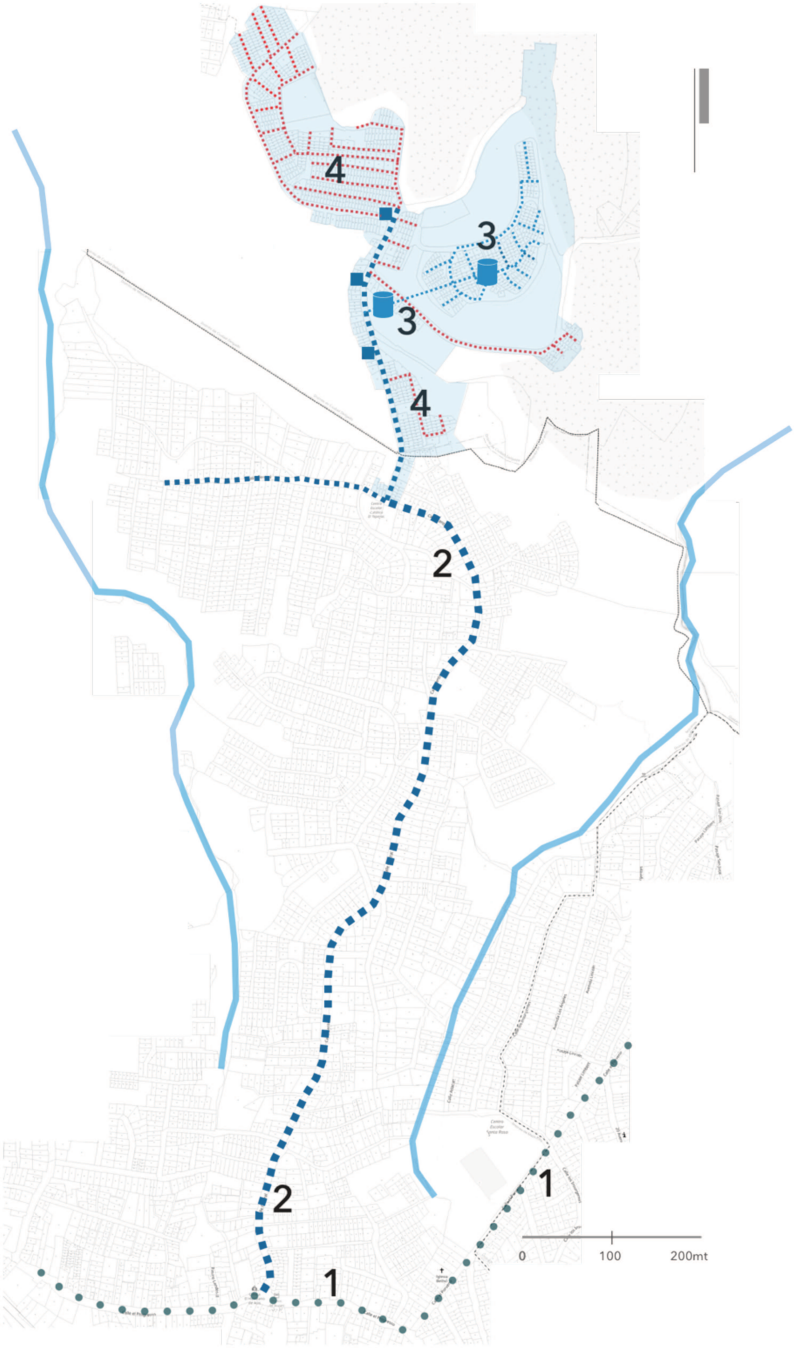
En primer lugar, el hecho que para los habitantes de finca Argentina sea tan dura la relación que tienen con el agua, en la que acceder al recurso les causa sufrimiento, no se debe a la inactividad de los mismos habitantes. Para ellos es indispensable contar con el servicio de agua para poder desarrollar su vida. En este caso es necesario poner atención a la constante negativa por parte de las instituciones del gobierno en múltiples escalas: gobiernos locales, gobierno central e instituciones vinculadas a la provisión de servicios de agua corriente, de reconocer el derecho más básico de los habitantes de finca Argentina que es el derecho a la propiedad de sus lotes. Sin este reconocimiento básico, que es parte de las normativas impuestas desde arriba, el camino a la inclusión a las redes socio-tecnológicas del agua es complicado.

En segundo lugar, habría que observar cómo se adaptaría el hecho que en la zona ya opere un sistema de agua gestionado y administrado por los mismos habitantes. En el contexto de la negación sistemática del derecho a la propiedad del suelo, si estas familias son expulsadas de la zona, la infraestructura del agua que tanto les ha costado pasaría a pertenecer automáticamente a quienes sí sean reconocidos como propietarios. Esta realidad no es tan lejana, teniendo en cuenta que las presiones de la expansión de la frontera urbana en el eje norte están siendo muy fuertes y se acercan cada vez más a Montreal.

En tercer lugar, esto les deja en una posición de fragilidad con respecto a otros actores que ya están entrando en la zona, es decir los inversionistas inmobiliarios quienes, dentro de la lógica mercantilista del agua imperante, operan conjuntamente con actores políticos, controlando no solamente el discurso sobre la propiedad de la tierra y sus recursos, sino además las normativas tanto operativas como administrativas sobre el agua. En este caso no sería remoto pensar en el despojo no solamente de la tierra y los recursos naturales, sino además de las infraestructuras del agua que se integrarían de esta manera a las nuevas operaciones mercantiles.

Finalmente, es importante poner mucha atención a los inicios de este movimiento local de pobladores que en el caso de finca Argentina ha mostrado su inconformidad ante el secretismo en torno a la venta de tierras y aprobación del proyecto inmobiliario de Ciudad Formosa, que se mencionara en el capítulo 5, y que deja a los habitantes de la zona frente a una creciente incertidumbre ante posibles desalojos. Este movimiento tiene el apoyo de la Intercomunal y de movimientos socioterritoriales, ya activos en las demandas de justicia hídrica y en contra del extractivismo inmobiliario en Valle del Ángel.

Para completar el esquema del ciclo hidrosocial en finca Argentina, se muestra a continuación el Mapa 40 con la ubicación de la red de infraestructura de agua corriente en la zona.



Mapa 40: Ubicación de las redes de infraestructura de agua corriente en "El Cerro", finca Argentina
Fuente: elaboración propia

1 Tubería de agua potable de la ciudad formal

2 Calle Montreal

Tubería de agua potable principal

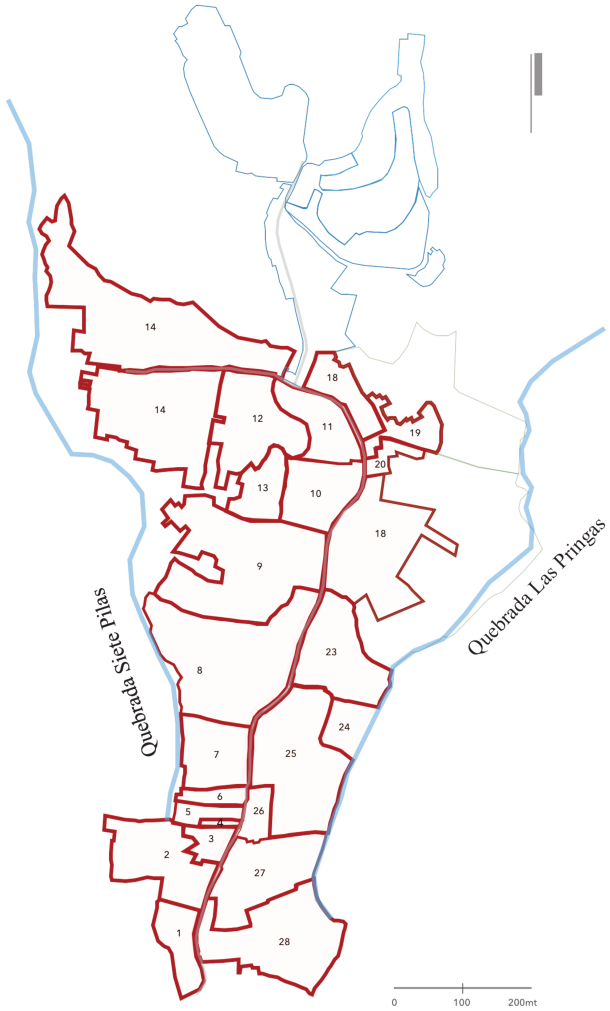
Tubería de agua potable secundaria a colonia Buenos Aires y finca Argentina

3 Sistema de agua potable gestionado por la directiva comunitaria en finca Argentina

4 Asentamientos dónde la mayor parte de los habitantes accede al agua potable por grifos públicos (cantareras) y fuentes naturales

6.3 La periferia precaria: "El Lomo del Caballo", finca Montreal y alrededores

En la medida que los diferentes asentamientos de Montreal se han ido estableciendo en estos territorios la constante ha sido que ellos mismos han tenido que gestionar sus propios servicios urbanos. Como ya se describió en el capítulo 5, la mayoría de estos asentamientos son lotificaciones informales no urbanizadas a las que se accede por medio del mercado informal del suelo (Clichevsky, 2009). De esta manera sus habitantes deben unir esfuerzos para gestionar desde abajo la introducción de los diferentes servicios urbanos: agua, luz, recolección de basura, etcétera, en un proceso que P. Pírez (2020) denomina de "urbanización inversa". En este caso nos enfocaremos en los asentamientos sobre la colina conocida como el "Lomo del Caballo"[93], como los mismos pobladores la denominan, y que se muestra en el Mapa 41.



	Nombre	Observaciones
1	Colonia Delicias del Norte	Pasajes Calabozo 1 y 2
2	Colonia Navarrete	Pasajes Tlaloc, Tecti, Ischel, Telt, Texticali
3	Pasaje Palacios	
4	Pasaje Villalta	
5	Pasaje 7 Pilas	
6	Pasaje 6	
7	Colonia Veracruz	
8	Colonia San Simón	
9	Parcelación Iberia	
10	Colonia San Juan	
11	Colonia Buenos Aires 1	
12	Lotificación Villas de Guadalupe	
13	Colonia Buenos Aires 2	
14	Colonia Buenos Aires	
18	Colonia Montreal	Dos porciones
19	Colonia Montreal	Pasaje Willington
20	Colonia Montreal	Pasaje Elías
21	Finca Montreal porción A	Terreno rústico
22	Finca Montreal porción B	Terreno rústico
23*	Lotificación San Juan Quinta Vera	
24*	Comunidad Artiga	
25*	Colonia Cantizano	
26*	Comunidad El Bambú	
27*	Colonia Delicias del Norte	Pasajes San Juan, San Cayetano y Aquino
28*	Lotificación El Progreso	
*	Beneficiado posteriormente por el PMB	

Mapa 41: Ubicación de asentamientos en "El lomo del caballo", finca Montreal
Fuente: elaboración propia

[93] Lomo se refiere a la espalda

6.3.1 La gestión del agua en Finca Montreal, una historia de escasez en medio de la abundancia

El agua ha sido históricamente abundante en Montreal, lo indican incluso los relatos actuales de sus habitantes: *"Allí habían un montón de pozos, habían unas piedras así, plancitas, como que eran lavaderos. La mayoría de gente, allí íbamos a lavar toda la ropa. Yo me acuerdo que de pequeña, llevaba hasta mis dos guacaladas de ropa sucia y allí las iba a lavar"* (D.Z, Grupo Focal, septiembre 19, 2022), D.Z habla de Montreal en su niñez, en 1977, cuando ella tenía 7 años. La quebrada Las Siete Pilas toma su nombre de al menos siete nacimientos de agua a lo largo de su recorrido, allí iba a lavar D.Z. En estos puntos, las personas, sobre todo mujeres y niñas, bajaban a lavar ropa y acarrear agua. Incluso la selección de los terrenos dónde ubicarse estaba en función de la cercanía a las fuentes de agua: *"Bueno, nosotros llegamos a la Montreal, yo vivía en la colonia González, fuera de la Montreal. Cuando mi hermana llegó a vivir allí, ella agarró uno de los últimos terrenos allá en la colonia Buenos Aires por la razón de que le quedaban más cerca los ríos"* (D.Z, ídem.).

6.3.1.1 El agua municipal no llega a Montreal

Para comprender el contexto en el que se introducen las primeras redes de agua corriente en Montreal hay que hacer un breve recorrido por la historia de la gobernanza del agua en El Salvador. Mientras en Montreal los colonos de las fincas y los nuevos habitantes que iban llegando poco a poco se abastecían de fuentes naturales, existían en el país instituciones encargadas de proveer el servicio de agua, lamentablemente no para todos. En 1940 la entidad máxima a cargo de administrar el agua en el país era el Ministerio de Gobernación y Fomento, el cual se preocupaba por introducir las diferentes obras públicas a nivel nacional. Este ministerio delegaba en las municipalidades la administración de los proyectos de agua. Normalmente lo que la municipalidad hacía era constituir una Junta de Agua dentro de la estructura administrativa municipal, presidida por el alcalde y conformada por miembros sugeridos por la misma municipalidad, la cual era luego ratificada por el Ministerio. La Junta de Agua era asimismo la encargada de elaborar el Reglamento de Aguas para el municipio. De esta manera el agua era administrada en las zonas urbanas por Sistemas de Agua Corriente Municipales, los cuales también servían a las poblaciones rurales aledañas.

Las municipalidades proveían de agua domiciliar a quienes podían pagar el servicio y de fuentes públicas en los parques a quienes no contaban con recursos suficientes. En el caso de los territorios rurales adyacentes a la ciudad, colocaban grifos públicos (cantareras), ubicados en las salidas de la ciudad, así como pilas construidas en los caminos que conducían a otras ciudades, para que los habitantes de las zonas periféricas "no se vean en la necesidad de ocurrir por agua hasta las pilas del parque" (Diario Oficial de la República de El Salvador, Tomo 8, No 13, 15 de enero de 1880, p. 54). Para 1940, los antiguos pueblos de indios, ahora ciudades y villas, de Ayutuxtepeque, Mejicanos, Cuscatancingo y Ciudad Delgado, contaban con sistemas de agua municipales, que servían a la población urbana y rural aledaña, sin embargo, algunos de esos habitantes quedaban siempre fuera del

sistema, entre ellos los habitantes de Montreal. En la Fotografía 126 se observa una fuente municipal con grifos públicos o cantareras en la zona periurbana de San Salvador en 1916.



Fotografía 126: Grifos públicos o cantareras en la zona periurbana de San Salvador
Fuente: Libro Azul de El Salvador, 1916

En las zonas rurales productivas, el agua era administrada por Empresas de Agua, las cuales normalmente eran implementadas con apoyo gubernamental como parte de los incentivos a la producción de café o caña de azúcar. Estas empresas de agua solían prohibir el acceso a las fuentes de agua dentro de sus terrenos con el objeto de "protegerlas", como se expresa en la siguiente cita: "No permitir bañarse, tomar agua, lavar ni abrevar animales en las presas y fuentes que proporcionen agua para el servicio" (Diario Oficial de la República de El Salvador, Tomo 48, número 95, 24 de abril de 1900, p. 665). Podemos inferir que los terrenos rurales dónde está ubicado Montreal no contaban tampoco con Empresas de Agua para la producción agrícola por varios motivos: el primero de ellos por el tipo de agricultura de la zona, agricultura de subsistencia, para la cual no se necesita de la introducción de infraestructura de agua para una producción intensiva, como es en el caso de monocultivos como la caña de azúcar (producida en las cercanías de Montreal, en Valle del Ángel), sino solamente de riego natural en la estación lluviosa (de abril a octubre).

En segundo lugar, al ser tierras que fueron manejadas de forma comunal por poblaciones indígenas, algunos de los antiguos usos colectivos del agua permanecen y no se niega el acceso a las fuentes de agua ni a los antiguos colonos de las parcelas, ni a los nuevos habitantes que llegan una vez comenzado el proceso de lotificación y para quienes los Sistemas de Agua Corriente municipales tampoco son una opción. De esta manera mientras la finca Montreal fue un territorio rural dedicado a la ganadería y agricultura de subsistencia, el agua se recuperaba de fuentes naturales; cuando comienza

el proceso de lotificación, la situación no cambia, a pesar de existir una institucionalidad del agua que en principio debía proporcionar el servicio.

6.3.1.2 El "Estado benefactor" provee de agua a los propietarios en los territorios periurbanos

En 1950 asume la presidencia el coronel Oscar Osorio[94], quien impulsa una serie de reformas sociales gracias al aumento de los precios del café a nivel internacional. Estas reformas incluyeron los sectores de vivienda, seguridad social, educación, salud e infraestructura en general (Rivera, 2017; Posada & López, 1993). Sin embargo, este "Estado benefactor" no cubre la totalidad de las demandas de la población, en especial en las zonas rurales; tampoco es capaz de cubrir la creciente demanda de vivienda y servicios urbanos, entre ellos el agua, de las personas que migran a las ciudades en busca de trabajo. Como ya se describiera en la expansión urbana a lo largo del eje norte (en el capítulo 4), estas migraciones son provocadas por un nuevo descenso de los precios del café, el cual impulsa un proceso de incipiente industrialización y diversificación agrícola, promoviendo sobre todo las agroindustrias del algodón y la caña de azúcar (Arias Peñate, 1988; López Pérez, 1984; Sermeño, 1980).

En 1961 cuando se crea la Administración Nacional de Acueductos y Alcantarillados, ANDA, institución pública que se encargaría de llevar agua a las zonas urbanas del país, queda establecido en la normativa de la institución que el agua que provee ANDA solamente se otorgará a quienes demuestren que son propietarios o se encuentran en proceso de legalizar los inmuebles dónde habitan (ANDA, 2023). Esta normativa deja por fuera a la mayor parte de vecinos de Montreal, como lo menciona Armando Palacios, poniendo como ejemplo el caso de los vecinos de la colonia Navarrete, quienes a la fecha por no tener título de propiedad de sus inmuebles, no cuentan con servicio domiciliar de agua: *"No están conectados. Entonces han tratado de conectarse, pero, desgraciadamente, la mayoría de personas de La Navarrete no tienen escrituras, porque el señor que les vendió así, fue lotificación, y muchos se atuvieron y todos se quedaron a media asta. Terminaron de pagar verdad, pero, no les extendieron la escritura"* (P.A, Grupo Focal, septiembre 19, 2022) y A.R añade: *"A ver, para seguir con eso de las escrituras que es de lo que se está hablando, principalmente con las escrituras, veo que la mayoría de vecinos tienen como papeles de compra-venta, dónde se especifica de vender, todo eso de que el Sr. N. le vendía por parcelas o por partes a los habitantes"* (A.R, Grupo Focal, septiembre 19, 2022).

En la medida que la finca Montreal se lotifica y al no existir la infraestructura adecuada, los habitantes obtienen el agua de diferentes formas: algunos de fuentes naturales, en las quebradas cercanas; otros la compran de los vecinos que de manera individual han logrado una conexión de agua

[94] Es importante observar que El Salvador ha sido gobernado por militares desde 1931(Maximiliano Hernández Martínez), hasta 1982 (Tercera Junta Revolucionaria de Gobierno), con breves períodos de gobiernos civico-militar de carácter transitorio (1945-48 / enero-julio 1962).

domiciliar, específicamente de quienes por ser propietarios logran acceder al servicio, como lo relata G.L: *"Nosotros íbamos a lavar al río y allí acarreábamos agua, y allí la gente acarreaba agua para vender del río. Y luego, este, después de eso pasamos bastante tiempo allí acarreando agua del río. Y acarreábamos agua porque un señor logró poner su agua, pero bien lejos de nosotros, pero así en carreta acarreaban el agua después. En carreta, de esas carretas que llevan los bueyes… Cuando ya supimos que había agua por allí, ya empezamos a acarrear el agua así en los cántaros o en carretas que… hacíamos las carretas de dos tambos*[95] *y allí montaban los tambos en las carretillas. Y los señores que tenían sus bueyes, acarreaban agua en, ya en barriles para vender"* (G.L, Grupo Focal, septiembre 19, 2022).

6.3.1.3 El agua se vende entre vecinos (con el visto bueno de ANDA)

En 1965, a iniciativa de la municipalidad, se adoquina una parte de la calle Montreal, la pavimentación de este camino rural sirve para introducir el primer tramo de tubería de agua corriente, que llega hasta la colonia Veracruz. En las cercanías de la casa conocida como "tienda el primo" se ubica la primera cantarera o grifo público en Montreal. Estas cantareras las gestionan las familias propietarias de los terrenos que se van lotificando: la familia Aguirre, los "conejos" y "el primo"; lo hacen de forma individual, pero con el objetivo de proporcionar el servicio de agua de grifos públicos a sus "clientes", es decir a quienes han adquirido lotes en sus propiedades. Al mismo tiempo, por ser propietarios introducen las primeras infraestructuras de agua individual en sus propias viviendas, todo esto lo describe P.A: *"Está en la entrada. Está casi en la entrada de la Montreal en el punto*[96] *de la 2C que tiene la Montreal, como dos cuadras… pero "El Primo" está hasta cuatro cuadras… hasta allí llegaba, había agua, entonces había ciertas casas que llamamos de la punta de la Montreal hasta "El Primo", que ya había agua… Sí, era agua domiciliar. Llegaba allí. No todos tenían la probabilidad de tener esa agua. Sino que cada quien había hecho sus arreglos para conseguir que le instalaran allí. Porque yo llegué allí por el año 70, y el año 70 ya había agua allí cuando yo llegué"* (P.A, Grupo Focal, septiembre 19, 2022). A.F añade: "*Y con el agua, sí había agua, que la casa de altillo que está frente a las gradas era la que tenía agua y nos vendía agua. Entonces todos los del pasaje allí íbamos a comprarle agua a la señora y con la energía eléctrica igual, había un señor que es de la primera casa del pasaje que nos vendía la electricidad"* (A.F, Grupo Focal, septiembre 19, 2022).

Sucesivas mejoras de la calle Montreal permitieron extender la red de agua corriente. De esta manera, en 1980 se colocan nuevos grifos públicos sobre la calle principal, que proveen del recurso a las colonias San Simón, la parcelación Iberia y la colonia Montreal. En esta ocasión, ya no son los propietarios originales de la tierra los que solicitan las mejoras, sino más bien es la incipiente organización comunitaria la que realiza las gestiones. Aunque siguen existiendo familias que deben ir a las fuentes naturales (ríos y quebradas) en busca del agua, los grifos públicos más cercanos les evitan largos recorridos acarreando agua o pagando para que les lleven el agua a sus casas, lo que implicaba un costo adicional, V.W lo explica de esta forma: *"No. Fíjese que nosotros teníamos que ir a poner en una cantarera,*

[95] Recipientes para transportar líquidos, normalmente agua. También se utiliza para los contenedores de gas para cocinar.
[96] El punto se refiere a la parada de buses de la ruta 2C

que eran dos chorros, y esa cantarera, le poníamos nombre a las mangueras, mejor dicho, números, porque conforme el número que iban poniendo, uno tenía que ir a poner la manguera. Uno tenía que estar pendiente porque si no el otro le quitaba el turno. Y pasábamos que, dos, tres semanas sin agua. Y había un hermano, no sé quién se acuerda de eso, que le decíamos el hermano Polo, que allí él tenía el agua en barriles. Y digamos él acarreaba el agua del sector dónde no había para dónde había. Entonces así, como dicen, nos tocaba a nosotros… Lo que dice niña Z., teníamos que ir a la quebrada de allí por la Iberia para abajo a lavar ropa o sino allí por el Willington también a lavar ropa porque, o sea, era bien apremiante el recurso" (V.W, Grupo Focal, septiembre 19, 2022).

Por otra parte, las familias ubicadas frente a la calle Montreal y que logran demostrar que son propietarios de sus terrenos, acceden directamente a la red de agua corriente de forma individual con el visto bueno de ANDA; para quienes no son propietarios, pero se localizan cerca de estas viviendas, la misma ANDA sugiere que se conecten varias familias a la conexión formal y que paguen la factura entre todos, como lo explica nuevamente A.F: *"Pero sí había agua en la parte principal. Así es que lo que acordamos los vecinos es que en vez de cantarera poner este, la tubería, y a cada quién pues hacerle, y si no es su presupuesto, y así logramos pues que cada casa tuviera su… pero eso sí verdad, el contador que pone ANDA, que hasta la vez no han cambiado, le pagamos a ANDA en un acuerdo, que lo que trae el recibo lo repartimos y eso es lo que pagamos, verdad… Hasta la fecha, sí. Porque ninguno sabemos de qué si se quiere solicitar el contador ya domiciliar, no van a abrir ellos nueva cañería, lo van a conectar a la existente y le van a cobrar lo que es el contador, que vale como $68 o algo, y pues, mejor es que se conecte a la tubería actual, que no les gusta pues, para facilitarle entre los vecinos"* (F.A, Grupo Focal, septiembre 19, 2022).

6.3.1.4 La Intercomunal gestiona una nueva tubería de agua

Habría que esperar hasta 1998 para que una tercera etapa de mejora de la calle Montreal fuera aprovechada para extender la red de agua corriente hasta la lotificación Villas de Guadalupe, sirviendo además a la colonia San O,J, las colonias Buenos Aires 1 y 2, la colonia Montreal y los pasajes Willington y Elías. Esta nueva gestión es liderada por la Intercomunal y tiene el apoyo de los gobiernos municipales de la época, de los cuales algunos vecinos formaban parte. D.V describe parte de esta trayectoria de la siguiente manera: "*Ellos* [las familias propietarias de la tierra] *fueron los primeros que dice que se metieron de empeño a poner el agua. En lo que dice ella es de que cuando todavía, solo ellos lograron tener agua, hasta La Veracruz, la mayoría de las comunidades hasta allí llegaban a traer el agua* [agua que compraban], *los demás restantes alrededor a las pocitas, lo que se decía "El Pozo"… Pues dicen que ellos fueron como en 1965, que ellos ya tenían agua allí… Conforme ha sido el tiempo hubo el primer cambio de calle, que fue que ya el adoquinado se podría decir, entonces allí fue donde comenzaron a meter el primero que fue el primer arreglo de calle y la cantarera que tuvo la San Simón. Ya conforme el tiempo se fue dando otra vez y ya fueron acumulando más alcantareras que ya hablaban de que la Villa Guadalupe tenía cantarera, pero a manera de que no era todo el sector, sino que eran raras y contadas las alcantareras que habían en toda la zona"* (D.V, Grupo Focal, septiembre 19, 2022).

6.3.1.5 Agua insuficiente y de mala calidad: llega el agua embotellada a Montreal

En esta época, Montreal comienza a sufrir de problemas cada vez más generalizados en toda el Área Metropolitana: un servicio menos constante y una mayor contaminación del agua. Es en este momento que incrementa la presencia de proveedores privados de agua. Empresas como Coca-Cola y la cervecería local La Constancia agregan a sus negocios la venta de agua embotellada, presentándola como la solución a los problemas de escasez y contaminación del agua. Ante la imposibilidad que los grandes camiones de las empresas comercializadoras ingresen a todas las calles y pasajes de los diferentes asentamientos (por su tamaño), se crea un mercado de re-venta de agua controlado por intermediarios que compran el agua a los grandes distribuidores y la acercan a la zona en pequeños camiones, como puede verse en la Fotografía 127. Al mismo tiempo asentamientos como Montreal se vuelven uno de los mayores consumidores de agua en bolsas de plástico, que se pueden adquirir por un menor costo y que son ofrecidas por los negocios locales.



Fotografía 127: Pequeño camión repartidor de agua embotellada en Montreal
Fuente: SGPoizat, octubre 2022

6.3.1.6 Una red de agua corriente híbrida que necesita mantenimiento

La precariedad de las redes de agua corriente, una mezcla de tubería central "formal" sobre la calle Montreal y una serie de conexiones a esta tubería realizadas por los mismos habitantes, con sus propios recursos y conocimientos técnicos, añade a la red una fuerte presión que se materializa en constantes fugas de agua que no suelen ser reparadas prontamente. Adicionalmente, hay que recordar que los tramos más antiguos de la tubería central tienen más de 50 años de antigüedad y no han contado con un mantenimiento adecuado en todo este tiempo. G.L hace este comentario al respecto: *"Sí, pero de*

allí no. Y ahora incluso nosotros tenemos un grave problema en el Willinton, porque fíjese que el pasaje de nosotros ya realmente no sirve, ya hay unas fugas, unas cárcavas de agua… el pasaje que arregló prácticamente en ese tiempo, ese proyecto, ya está inundado, ya no puede salir, está inundado dónde se ha deteriorado, el agua. Nosotros hoy, este año, meses atrás, como directivos, hemos reunido, haciendo ventas, verdad, así pues, pues no ha salido ningún proyecto de la Alcaldía. Nosotros haciendo ventas y todo, y la gente con sus colaboraciones, hemos logrado medio arreglar unas canaletas, que hemos hecho, pero uniéndonos entre nosotros con la gente. Este, se han hecho esas canaletas y al hacer esas canaletas hemos encontrado que parte de los muros tienen las casas así [inclinada], *y la parte del pasaje así, verdad, que es la zona de calle, dígamolo así … hay unas cárcavas*[97] *bastante profundas que esas no las hemos podido nosotros arreglar, solo hemos logrado rellenar, como dicen, con el mismo ripio que hemos ido sacando de las cárcavas… ¿Cuántos años? Pues le estoy hablando que quizás, como unos 50 años, sí"* (G.L Grupo Focal, septiembre 19, 2022). En cuanto a la tecnología necesaria para solucionar los problemas relacionados con el mantenimiento de las infraestructuras, llega un momento en el que los esfuerzos de los habitantes, sus conocimientos y sus recursos, no son suficientes y se hace indispensable escalar el nivel de gestión; por ejemplo cuando las cárcavas son demasiado grandes y se necesita maquinaria pesada que se debe gestionar con instituciones, o se debe recurrir a servicios profesionales (ingeniería). En la Fotografía 127 se observa a una vecina limpiando una canaleta de aguas lluvias que se ha obstruido con basura, una solución cotidiana a un problema mucho más grande: la continua erosión de los suelos.



Fotografía 128: Vecina de colonia San Simón limpiando una canaleta de aguas lluvias obstruida con basura
Fuente: SGPoizat, marzo 2024

[97] Huecos que se forman en suelos inestables por ejemplo por fugas no controladas de agua

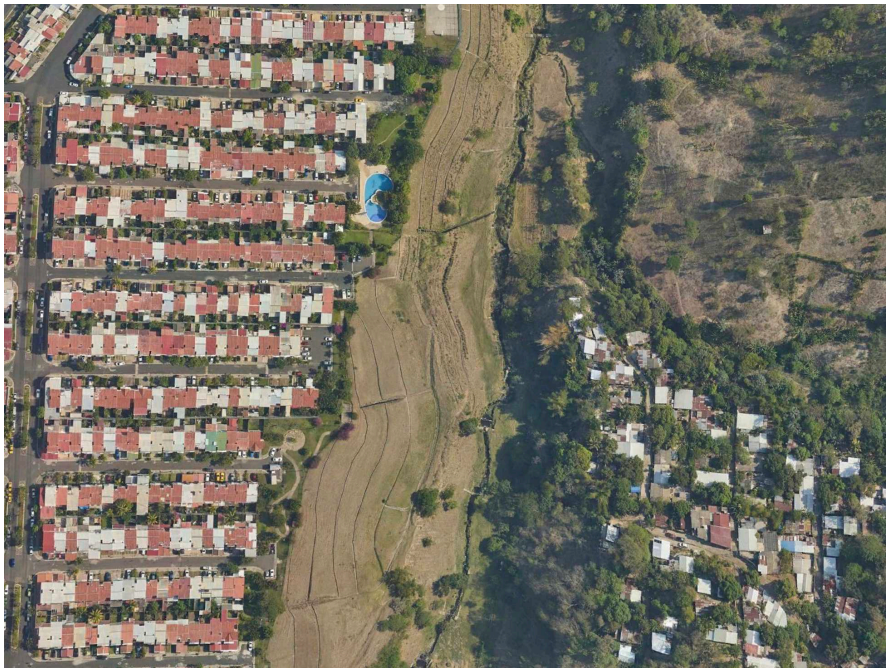
6.3.1.7 Montreal territorio de pandillas, nuevos problemas de acceso al agua y mantenimiento de la infraestructura

Las pandillas en El Salvador se fortalecen poco a poco luego de la firma de los acuerdos de paz en 1992. Los asentamientos precarios, hogares de los mismos pandilleros, se volvieron territorios bajo su control; un control total que incluía no solo el territorio sino también a sus habitantes. En este contexto el acceso a fuentes de agua, para quienes no contaban con una conexión domiciliar, se volvió más complicado. Al mismo tiempo el mantenimiento de la infraestructura por parte de las municipalidades o ANDA se redujo notablemente.

En el primer caso, nadie podía acceder a fuentes de agua que no estuvieran dentro del territorio dónde se ubicaban sus viviendas, y que era controlado por algunas de las dos pandillas más fuertes en la zona (la Mara Salvatrucha o el Barrio 18). Para algunos vecinos esto significaba hacer recorridos más largos hacia las fuentes de agua en caso la fuente más cercana estaba en territorio contrario. En cuanto a las necesarias reparaciones a las infraestructuras hídricas los pandilleros, quienes controlaban celosamente a quién salía o entraba a sus territorios, cobraban "impuestos" por ingresar a sus territorios; de esta manera los técnicos de instituciones de servicios públicos como ANDA debían solicitar permiso y pagar un "impuesto" por ingresar a hacer reparaciones, por lo que Montreal fue prácticamente abandonado por ANDA y las necesarias reparaciones en la red eran realizadas por los mismos vecinos: *"No, no llegaban* [los técnicos de ANDA]. *Allí onde nosotros en la Iberia, la Directiva quizás hacían, tenían unos fonditos vea, o pasaban por casa, por la casa onde nosotros también para ir a remendar un hoyo, a remendar el tubo y ya nos llegaba* [el agua]" (O.J, comunicación personal, marzo 19, 2024).

Sin embargo durante el período bajo el control de las pandillas, la Intercomunal logra gestionar la introducción de dos nuevos ramales a la red de agua corriente aprovechando nuevamente la pavimentación de las calles en 1998. Lo que indica nuevamente la capacidad de gestión de los vecinos no solo con las instituciones, sino con los pandilleros. Estas realidades refuerzan además el hecho de que incluso en las peores condiciones (control, extorsiones por parte de las pandillas), los vecinos de Montreal no estaban totalmente excluidos de la ciudad formal y sus instituciones.

En cuanto a los dos nuevos ramales que se gestionaron, el primero llevaba a nuevas etapas de la colonia Buenos Aires y el segundo subía al cerro de finca Argentina (descrito en el apartado 6.2.1). Hacia la colonia Buenos Aires, se colocaron una serie de grifos públicos; en la última visita de campo (marzo 2024) se ubicaron al menos cuatro grifos que suministran el servicio a 398 familias. Evidentemente la situación se prestaba a una diversidad de conflictos entre vecinos por el acceso al recurso. Desde la colonia Buenos Aires, en medio de la escasez de agua, los habitantes observan a diario las piscinas privadas del conjunto habitacional cerrado de Ciudad Corinto, como puede observarse en la Fotografía 129.



Fotografía 129: a la izquierda piscina en Ciudad Corinto; a la derecha camino por dónde bajan a buscar agua a la quebrada Siete Pilas vecinos de las casas más alejadas de la colonia Buenos Aires

Fuente: Google Earth, 2024

6.3.1.8 El Plan control territorial, más tranquilidad y menos respuesta de parte de las instituciones

Con la puesta en marcha del Plan control territorial (descrito en el capítulo 4) en 2019 el gobierno recupera el control de los territorios antes controlados por las pandillas. Desde entonces la presencia del ejército se ha vuelto normal y si bien es cierto los vecinos se sienten agradecidos por la reducción de la inseguridad, muy pocos se atreven a comentar sobre el nuevo actor a cargo del control de sus territorios, el ejército. Por otra parte la reducción de la cantidad de municipios (descrita en el capítulo 3), les está afectando directamente al no tener actualmente un canal abierto de negociaciones con los ahora distritos (antes municipios), que dependen de las decisiones centralizadas en una alcaldía que debe solucionar problemas en un territorio más amplio. En Montreal el único proyecto realizado por la nueva y centralizada Dirección de Obras Municipales (DOM) (comentada en el capítulo 5), ha sido la pavimentación de algunos tramos de la calle principal de acceso a Montreal.

En cuanto a los proyectos de mantenimiento de infraestructura hídrica que ahora se necesitan los habitantes de Montreal no encuentran interlocutores claros. Lo comenta V.W de esta manera: *"Armamos una carpeta, supuestamente técnica, a lo que nosotros tenemos entendido, y la llevamos al MOP*[98]*. Pero en el MOP nos dijeron que ellos … no están directamente con ese tipo de obra, sino que hoy ha abierto esta nueva… DOM … Dirección de Obras Municipales, y que nosotros nos avocamos allí, pero, resulta ser que buscando soluciones nos dice la Dirección de Obras Municipales, que la palabra lo dice, Municipales, que tiene que llevar una venia, o tiene que llevar una inspección, o algo de parte de la Alcaldía. Entonces nosotros casi siempre dependemos de las cosas de la Alcaldía. Entonces, tenemos, digamos ahorita, no es que yo me quiera meter en política, no me quiero meter en nada de eso, pero tenemos, nosotros aquí somos de la Montreal, no nos vamos a mentir entre todos. Tenemos que de repente hay divisiones por cuestiones políticas … les llevamos hasta una carpeta técnica, hasta con un tipo de presupuesto, verdad, y, todavía ofreciendo la mano de obra comunitaria, que es la de nosotros y otras ayudas. Y ellos nos dicen que no hay, digamos, que no hay una respuesta a pesar de estar viendo que hay casas que están en riesgo"* (V.W, Grupo Focal, septiembre 19, 2022).

6.3.2 El ciclo hidro-social en finca Montreal

La trayectoria de inclusión precaria previamente descrita permite identificar algunos momentos relevantes en la introducción de las infraestructuras de agua corriente en finca Montreal relacionados con el contexto general del sector agua en el país y en el AMSS. En primer lugar, los orígenes del primer tramo de tubería en 1965 no se deben al esfuerzo comunitario sino más bien al interés de los primeros lotificadores (propietarios de la tierra, viviendo en la zona), por obtener agua domiciliar para ellos y proveer de fuentes públicas de agua a los habitantes que poco a poco iban comprando o alquilando terrenos en la zona. Esta iniciativa privada coincide con los planes de la recién creada Administración Nacional de Acueductos y Alcantarillados (que nace en 1961) de llevar agua corriente a los territorios periurbanos del Área Metropolitana de San Salvador, un proyecto prioritario para el Estado Salvadoreño. Hay que recordar que entre 1950 y 1960 los gobiernos de América Latina refuerzan a las instituciones encargadas de superar el déficit en el acceso al agua corriente a través de programas de modernización y mejoras tecnológicas. En el caso de El Salvador, ANDA prioriza sus intervenciones de expansión de la red de agua corriente en los municipios de San Salvador, Mejicanos, Ayutuxtepeque, Cuscatancingo, Ciudad Delgado, Soyapango, Ilopango, San Marcos, Antiguo Cuscatlán y Santa Tecla (Zúñiga, 2021).

El segundo tramo de tubería, introducido en los años 1980, coincide con dos acontecimientos relevantes: desde abajo, con los inicios de la organización comunal en el contexto de la guerra civil, organización estrechamente vinculada a los movimientos de masas en las zonas urbanas; desde arriba, con los planes del Estado para optimizar los servicios de agua corriente por medio de incentivos

[98] Ministerio de Obras Públicas

institucionales, en este contexto ANDA prioriza la búsqueda de nuevas fuentes de agua para el AMSS con el impulso del Proyecto Zona Norte, que extrae agua de los territorios de expansión sobre el eje norte del AMSS, entre Nejapa y Quezaltepeque. Para entonces el AMSS experimenta un fuerte incremento en la demanda de agua (Cuéllar & Díaz, 2018).

En 1998, cuando se introduce el tercer tramo de la tubería de agua corriente sobre la calle Montreal, incluyendo los dos ramales hacia finca Argentina y la colonia Buenos Aires, el Gobierno central y ANDA están en busca de nuevas fuentes de agua para la ciudad ante la creciente demanda del servicio. En 1993 se inaugura el Proyecto Río Lempa (Lempa − Las Pavas) (ibid.), que es el que actualmente provee de agua a los territorios de Montreal (Alvarado Batres et al., 2022). Mientras tanto, desde abajo, la organización comunitaria se consolida y la "Intercomunal", que nace en 1998, trabaja arduamente por llevar el servicio de agua corriente a todos los asentamientos, incluso en el contexto de control territorial de las pandillas. Aunque el ideal para los pobladores de Montreal es el lograr una conexión domiciliar, esto no es posible sobre todo por la normativa de ANDA que solamente hace este tipo de conexiones si se es propietario del terreno; sin embargo, la misma ANDA contempla entre sus modalidades de acceso al agua las conexiones de "fácil acceso", es decir aquellas que no estando dentro de la vivienda, se encuentran a distancias accesibles, en este caso se refiere a fuentes públicas. La mayor parte de las infraestructuras que se introducen en Montreal entran dentro de esta categoría.

Desde otra escala, la introducción de las políticas neoliberales en los años 1990 elimina los subsidios al agua al mismo tiempo que, en contradicción con el discurso de "modernización" de los servicios públicos, incrementa la ineficiencia y mala calidad de los servicios prestados por ANDA (Zúñiga, 2021), lo que favorece los planteamientos a favor de la privatización de la institución y el agua. En 1998, año en el que la Intercomunal entra en funciones, el Gobierno de El Salvador aprueba un préstamo del Banco Interamericano de Desarrollo (BID), para desarrollar el "Programa de Modernización del Sector de Recursos Hídricos y del Subsector de Agua Potable y Saneamiento", que prepara el camino a la privatización del recurso (Astvaldsson, 2008) (mencionado en la Introducción). En la práctica, aunque no se haya formalizado la privatización de agua en el país, la ineficiencia en la prestación del servicio de agua corriente en Montreal desde los años 1990 ha incrementado la presencia de proveedores privados, elevando considerablemente el costo mensual de la factura de agua. De acuerdo con lo expresado por los pobladores, el costo promedio por servicios combinados de agua en Montreal (ANDA, compra de agua a privados) es de US$30 dólares mensuales, mientras que en otros sectores de la ciudad formal las facturas no suben de US$10 dólares, es decir que los cambios lentos pero constantes en las políticas públicas del agua a quienes más han afectado es a las familias de menos recursos. Con la excepción del PMB impulsado desde la cooperación internacional entre 2007 y 2015,

ni el Gobierno central a través de ANDA, ni los gobiernos municipales han introducido nuevas infraestructuras de agua corriente luego de finalizadas las obras de extensión de la tubería central en 1998.

En el año 2021 se aprueba finalmente la Ley General del Recurso Hídrico (LGRH), que está por sobre la Ley de ANDA. En el nuevo contexto, ANDA pasaría a ser un operador más de agua y poco a poco se daría espacio a nuevos operadores privados. En el año 2022 entre en funciones la Autoridad Salvadoreña del Agua (ASA), que vendría a complementar lo planteado por el "Programa de Modernización del Sector de Recursos Hídricos y del Subsector de Agua Potable y Saneamiento" de 1998. En la nueva etapa de la gestión y gobernanza del agua en El Salvador, todo apunta a que el recurso será privatizado.

Lo que sí es evidente es que en este momento no existen interlocutores claros de parte de las diversas instancias del gobierno que atiendan las necesidades de los habitantes de Montreal. Los actores que tradicionalmente han tenido más presencia en los territorios: las municipalidades, no atienden a los ciudadanos, en gran medida por la reorganización de los municipios que ha hecho que reduzcan su trabajo en las comunidades. Por otra parte la centralización de los proyectos municipales en la DOM complejiza los procesos al ser un organismo que depende directamente de la Presidencia y no de los municipios; esto hace aún más inaccesibles las demandas de los habitantes al mismo tiempo que los proyectos no responden necesariamente a las necesidades locales sino a la agenda de la Presidencia. Otras instancias como el MOP o ANDA, que también han tenido presencia en Montreal, se han desvinculado totalmente de cualquier proyecto que soliciten los habitantes. Ellos mismos han expresado sentirse abandonados por las instituciones (aunque no desean expresarlo abiertamente por temor a represalias).

Con base en lo previamente descrito se presenta a continuación un esquema resumen del ciclo hidro-social en los asentamientos en los territorios de la finca Montreal y alrededores, en el llamado "Lomo del Caballo".

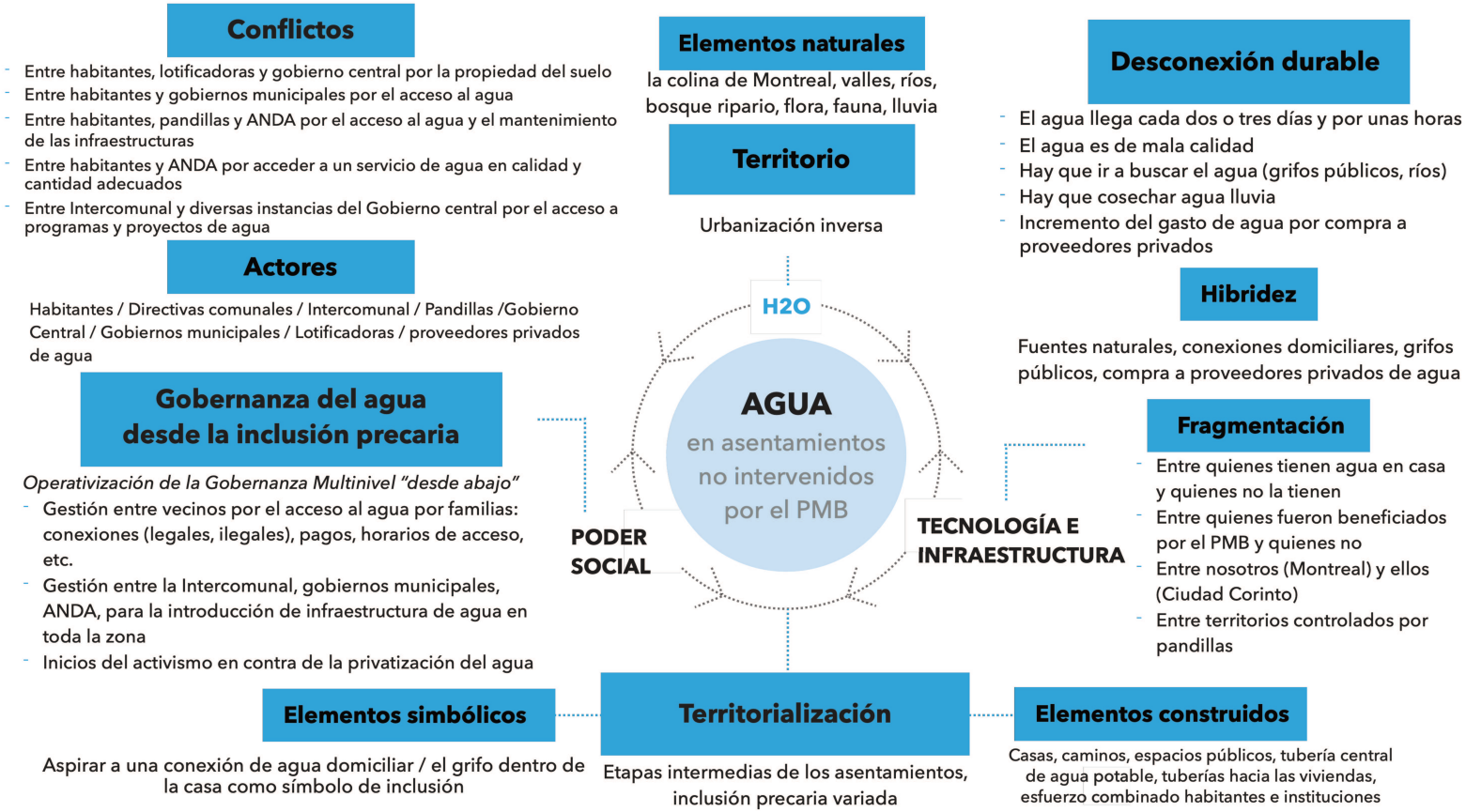


Figura 21: Propuesta de ciclo hidro-social para territorios de la periferia precaria en finca Montreal y alrededores

Fuente: Elaboración propia con base en Haesbaert & Mason-Deese (2020), Linton & Budds (2014), Jaglin (2010)

6.3.3 Algunos elementos para la discusión

El ciclo hidro-social en los asentamientos no intervenidos por el PMB presenta varias situaciones que es importante destacar. En primer lugar hay que tener en cuenta que cada uno de los asentamientos lleva una trayectoria diferenciada de inclusión precaria, no se puede generalizar. De esta manera, algunos podrán estar en situaciones bastante precarias como en el caso de finca Argentina, los habitantes de las zonas más rurbanas de la colonia Buenos Aires, o los habitantes al final de los pasajes, en zonas de mayor vulnerabilidad y riesgos por la cercanía con los ríos y quebradas, pero también porque reciben desechos, descargas de agua, de las viviendas en las partes más altas. Mientras que otros han logrado un acceso total a servicios de agua corriente al interior de sus viviendas como en el caso de los asentamientos beneficiados por el PMB.

En segundo lugar, si bien es cierto existe una tubería central, que en gran medida es un logro de la acción comunitaria, el agua que lleva esta tubería sigue llegando de forma diferenciada a las viviendas. Mientras que unos se conectan directamente por estar más cerca de la tubería o por ser propietarios de sus terrenos; otros dependen de vecinos que les venden agua, o de organizarse para pagar facturas compartidas entre conexiones legales e informales, lo que siempre deja en desventaja a quienes se encuentran aún en la informalidad. Incluso habrá algunos que no logren hacer llegar el grifo al interior de sus viviendas y tengan que desplazarse hasta los grifos públicos (cantareras), lo que hace aún más precaria su situación. En todo caso lo relevante en este contexto es que el contar con la legalidad de un grifo al interior de la vivienda simboliza un estatus diferente dentro del conjunto de viviendas y asentamientos. El grifo domiciliar es una aspiración, un símbolo de progreso y calidad de vida.

En tercer lugar, aunque la tubería es un logro comunitario, al final esta tubería le pertenece al Estado y por lo tanto existe un nivel de dependencia muy alto en cuanto al mantenimiento y mejoras de esta. Los vecinos podrán hacerse cargo de su mantenimiento en situaciones que se acoplen a sus recursos, tanto económicos como técnicos, pero llega un momento en el que éstos son superados y es aquí cuándo la gobernanza del agua corriente desde abajo se vuelve crítica, porque habrá que negociar reparaciones mayores que no necesariamente son prioritarias para el Estado. Aunque exista acompañamiento de otros actores como oenegés, organismos de cooperación, la misma iglesia(s) operando en la zona, es necesario enfrentar un abordaje desde los objetivos mismos de las políticas públicas en procesos largos que pueden ser muy desgastantes.

En cuarto lugar, es necesario revisar y profundizar en el análisis de las relaciones con otros actores que tienen incidencia directa en los territorios como los lotificadores, las pandillas/el ejército, las municipalidades o los proveedores privados de agua, cada uno en su contexto tanto temporal como espacial. Estas relaciones están marcadas por intereses de control sobre los recursos: la tierra, el agua, es decir los recursos más básicos para emprender los procesos de construcción social del hábitat. En el

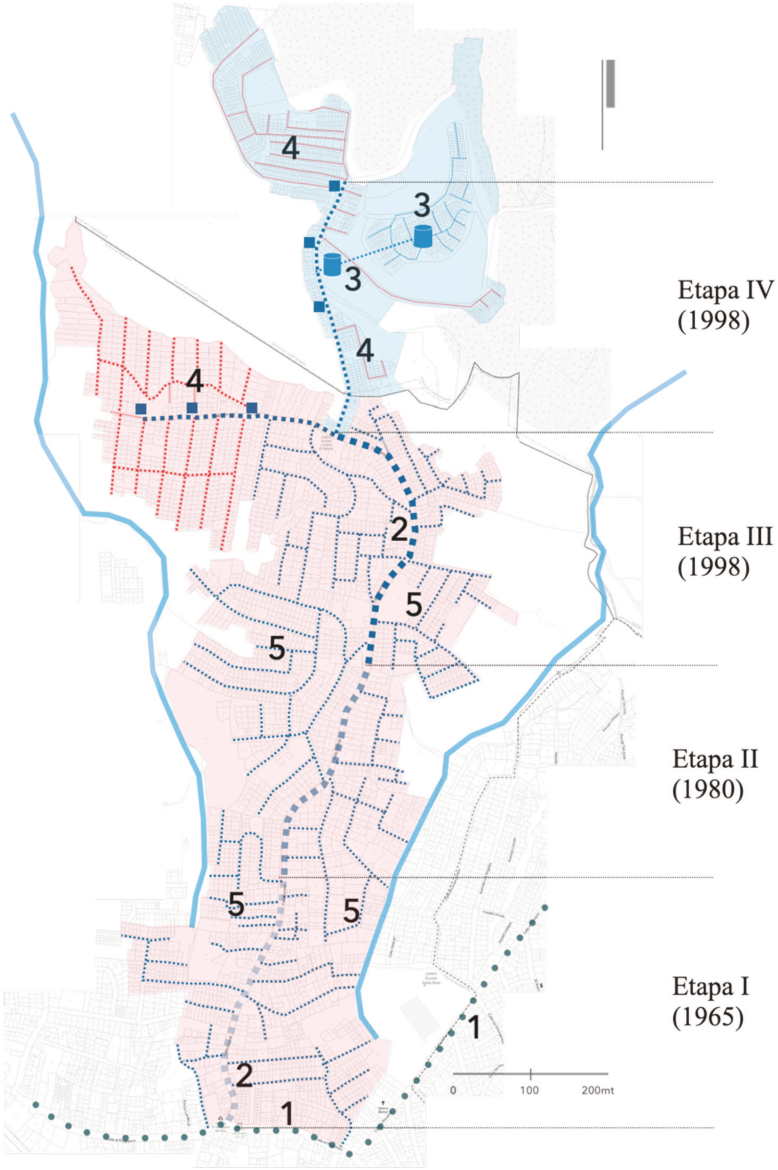
caso de los lotificadores el control que ejercen sobre un recurso escaso como es la tierra a través de complicados procesos de compra-venta de terrenos que no necesariamente finalizan con un título de propiedad, incide directamente en la capacidad de las familias para gestionar una tubería de agua en sus viviendas. Aunque las pandillas ya no controlan el territorio de Montreal, la presencia del ejército y la ausencia de instituciones locales como las alcaldías, está reconfigurando la relación entre los habitantes de la zona y los actores públicos. El caso de los proveedores privados de agua, en particular grandes multinacionales como Coca-Cola o la industria cervecera, que han incursionado en el negocio del agua embotellada, es otro caso para analizar; aprovechar el servicio deficiente de agua para promover la compra de agua a privados, es decir mercantilizar el agua y promoverlo como la respuesta a un problema estructural más amplio de acceso a servicios de agua en cantidad y calidad adecuados , da cuenta de variados niveles de control de recursos básicos operando en este tipo de asentamientos por otros actores[99].

Finalmente se refuerza la necesidad de revisar los conceptos de exclusión y fragmentación. Este nuevo esquema de ciclo hidro-social más bien promueve la idea de que en Montreal ha existido desde sus orígenes un proceso de inclusión precaria a las redes socio-tecnológicas del agua. De una u otra forma, cada uno de los habitantes de Montreal accede a servicios de agua corriente, en diferentes escalas de la inclusión precaria. Esta inclusión precaria varía en el tiempo y el espacio y se debe analizar dentro de las dinámicas del ciclo hidro-social (o ciclos hidro-sociales) que necesariamente llevan a la construcción de los diversos territorios hidro-sociales en Montreal.

Por otra parte, al hacer referencia a la fragmentación es necesario separar la fragmentación social de la fragmentación infraestructural. En el primer caso la fragmentación es clara: existe una diferenciación social y un estatus distinto entre quienes tienen agua dentro de la casa y quienes no, entre quienes han sido beneficiados por un programa o proyecto de mejora y quienes no, entre los habitantes de ciudad formal y los habitantes de Montreal. Sin embargo en el caso de las redes de infraestructura hídrica, es decir la tubería, el líquido (H_2O) se desplaza a través de un sistema interconectado aunque este sistema no sea perfecto y solamente se fragmenta cuando interviene el factor social que niega la introducción de la tubería a determinados sectores de la ciudad o no permite el mantenimiento a la tubería existente, que controla quién tiene acceso a la tubería y quién no, o que decide a qué hora y por cuánto tiempo correrá el agua por esa tubería. De esta manera para el caso del agua se propone analizar la fragmentación por un lado, desde sus componentes sociales y por otro, desde las afectaciones que los componentes sociales causan a los componentes físicos.

[99] Más recientemente algunas alcaldías han comenzado a vender agua embotellada como una forma de obtener recursos ante la reducción de fondos municipales de parte del gobierno central. Ver noticia de enero 3, 2025 en el siguiente vínculo: https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/alcaldia-santa-ana-oeste-implementa-empresa-municipal-de-agua-embotellada/1190336/2025/

Para completar el esquema del ciclo hidro-social en finca Argentina y los asentamientos que poco a poco se fueron desarrollando en finca Montreal, se muestra a continuación el Mapa 42, con la ubicación de la red de infraestructura de agua corriente en ambos territorios.



Mapa 42: Ubicación de las redes de infraestructura de agua corriente en "El cerro", finca Argentina y asentamientos sobre "El lomo del caballo" en finca Montreal y alrededores
Fuente: elaboración propia

1 Tubería de agua potable de la ciudad formal

2 Calle Montreal
Tubería de agua potable Montreal, Etapa I
Tubería de agua potable Montreal, Etapa II
Tubería de agua potable Montreal, Etapa III
Tubería de agua potable a colonia Buenos Aires y finca Argentina

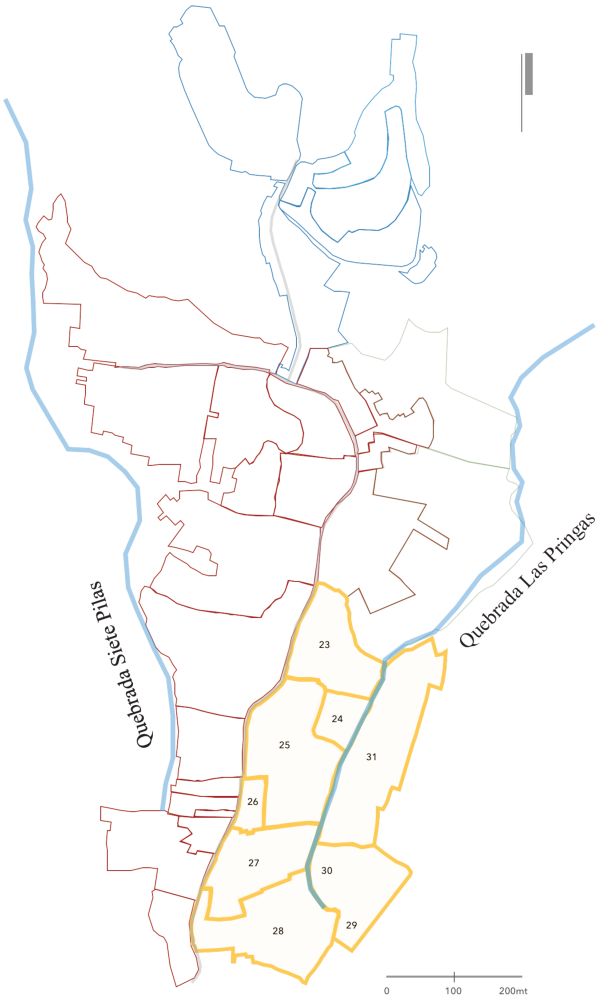
3 Sistema de agua potable gestionado por la directiva comunitaria en finca Argentina

4 Asentamientos dónde la mayor parte de los habitantes accede al agua potable por grifos públicos (cantareras) y fuentes naturales

5 Asentamientos dónde la mayor parte de los habitantes accede al agua potable por conexión domiciliar legal, ilegal o una mezcla

6.4 Asentamientos intervenidos por el Programa de Mejoramiento de Barrios (PMB)

Si bien es cierto cada uno de los asentamientos en Montreal se encuentra en una fase diferente de la trayectoria de la inclusión precaria, en el caso de los asentamientos intervenidos por el Programa de Mejoramiento de Barrios encontramos el nivel más alto de integración a las redes formales de infraestructura del agua en la ciudad. Esto significa que la mayoría de las viviendas, al menos las beneficiadas hasta el año 2015 en que finaliza el programa, cuentan con redes de agua corriente, saneamiento y drenajes domiciliares, así como con otro tipo de infraestructuras como obras de protección, canalización, conexión con las redes de agua de la ciudad, es decir obras de infraestructura urbana más allá de las conexiones individuales a las viviendas. En el Mapa 43 se muestran los asentamientos incluidos en el PMB.



	Nombre	Observaciones
23	Lotificación San Juan Quinta Vera	PMB / FUNDASAL
24	Comunidad Artiga	PMB / FUNDASAL
25	Colonia Cantizano	PMB / FUNDASAL
26	Comunidad El Bambú	PMB / FUNDASAL
27	Colonia Delicias del Norte	PMB / FUNDASAL
		Pasajes San Juan, San Cayetano y Aquino
28	Lotificación El Progreso	PMB / FUNDASAL
29	Comunidad 24 de Julio	PMB / FUNDASAL
30	Comunidad 5 de Mayo	PMB / FUNDASAL
31	Colonia Santa Rosa	PMB / FUNDASAL

Mapa 43: Ubicación de asentamientos seleccionados como beneficiarios del PMB
Fuente: elaboración propia

6.4.1 La gestión del agua bajo el Programa de mejoramiento de barrios

Lograr llevar este tipo de infraestructuras urbanas a parte de los asentamientos en Montreal es el producto de dos esfuerzos combinados: por un lado la propia trayectoria de inclusión precaria a las redes socio-tecnológicas del agua realizada por los mismos pobladores en su proceso de construcción social del hábitat, que les posibilita ser seleccionados como beneficiarios del PMB; por otro lado el mismo PMB que se enmarca en procesos de apoyo a la mejora del hábitat precario impulsados por diversos actores (academia, oenegés, cooperación nacional e internacional, la iglesia, entre otros). En el caso de El Salvador, FUNDASAL incorpora a sus programas la mejora de barrios en condiciones precarias desde 1986, con el primer proyecto de mejoramiento de la comunidad Tutunichapa afectada por el terremoto que ocurrió ese mismo año (Martínez Ortega, 2016).

De acuerdo con lo establecido por el proceso de identificación y selección de zonas precarias a rehabilitar por el Programa de Mejoramiento de Barrios de FUNDASAL, el objetivo del programa era el de: "Mejorar las condiciones físicas, sociales, económicas y medioambientales de poblaciones en barrios pobres y marginales de El Salvador, con la participación de la población como sujetos de su propio desarrollo" (Augusta & Cannavó, 2003, p. 7). En el caso de los asentamientos de Montreal, fueron los mismos habitantes quienes impulsaron los diferentes procesos de mejora de sus territorios, hasta la llegada de FUNDASAL, por lo que al promover el PMB en la zona se implementa sobre la base de esos procesos de producción social del hábitat que durante años se fueron consolidando desde abajo.

Desde el año 2003, en que se inicia la pre-selección de los barrios a intervenir por el PMB en Mejicanos, hasta el inicio de las obras en 2007, pasan cuatro años. Durante este tiempo dos actividades fueron prioritarias: la primera, la pre-selección de los barrios beneficiarios junto con las municipalidades, y la segunda la elaboración de la priorización de las necesidades junto con los habitantes, para posteriormente elaborar diagnósticos, convenios y realizar la gestión de fondos (FUNDASAL, 2015). Es decir que no se partió de cero si no que se trabajò con las pre-existencias en la zona que, en el caso de Mejicanos y los asentamientos pre-seleccionados por el PMB, provenían de un largo recorrido de organización comunitaria, trabajo junto con los gobiernos municipales e incluso con dependencias del gobierno central.

El primer diagnóstico identificó solamente a las comunidades 24 de julio y 5 de mayo, como posibles beneficiarios del PMB, sin embargo, el programa se fue extendiendo al resto de asentamientos que cumplían con los requerimientos del programa hasta llegar a un total de 9 asentamientos, de los cuales seis pertenecían a la zona Montreal y tres más en el sector Santa Rosa, ubicados en una colina al frente de Montreal. Este programa beneficiaría a alrededor de 800 familias (FUNDASAL, 2015).

Cada uno de los asentamientos a intervenir se encontraba en una etapa diferente de la inclusión precaria, sin embargo fueron seleccionados por compartir varios elementos en común:

1. En primer lugar que existiera la posibilidad real de legalización de la propiedad de los lotes.

2. En segundo lugar que se pudiesen integrar los asentamientos al tejido físico y social de la ciudad, lo que automáticamente descartaba a asentamientos más alejados del borde urbano del AMSS.

3. En tercer lugar que la topografía de la zona no fuese muy complicada para no incurrir en costos muy altos de obras de protección, nuevamente, esto dejó por fuera a varios asentamientos en la zona (aunque al final sí se trabajó en asentamientos de pendientes pronunciadas).

4. En cuarto lugar era necesario contar con algún nivel de organización comunal, en este aspecto no solamente los asentamientos beneficiados con el PMB cumplían con el requerimiento, sino que prácticamente todos los asentamientos de la zona.

5. Un quinto requerimiento era que las familias tuvieran la capacidad de trabajar en ayuda mutua, este fue un nuevo filtro porque no todos los habitantes de Montreal se encontraban dispuestos a participar en este proceso.

6. Finalmente era indispensable estar ubicados cerca de tuberías principales de la ciudad (agua corriente, saneamiento, drenajes), con capacidad de soportar las nuevas conexiones.

La Tabla 17 muestra los principales aspectos que se tomaron en cuenta para realizar el sondeo y selección de las zonas a intervenir en Montreal.

	ELEMENTOS A CARACTERIZAR	INDICADORES
1	Aspectos de vinculación de las comunidades entre sí y con la ciudad: ubicación, morfología, tipología	Ubicación, accesos, topografía, forma del asentamiento, trazo de lotes, tamaño, entorno
2	Historia de la comunidad respecto a la tenencia de la tierra y sus orígenes	Situación legal del terreno, propietario, origen
3	Historia de la comunidad respecto a la organización comunal y otros comités	Tipo de organización, personería jurídica, directiva, funcionamiento de la organización
4	Situación existente de infraestructura técnica y servicios básicos	Agua corriente, aguas negras, aguas lluvias, energía domiciliar, alumbrado público, seguridad, recolección de basura, telefonía, posibilidad de conectar con redes de la ciudad
5	Equipamiento	Escuelas, clínicas, iglesias, áreas verdes, áreas recreativas, casas comunales, zonas de reserva ambiental, comercio
6	Aspectos relacionados con la construcción de viviendas	Tipo de construcción y materiales, calidad de la construcción y materiales, número de pisos, servicios básicos dentro de la casa
7	Medioambiente, riesgo físico	Lugares y tipos de riesgos: inundaciones, deslizamientos, contaminación, propagación de enfermedades, drogas, inseguridad
8	Aspectos relacionados con familias residentes en la comunidad	Tamaño de la familia, ocupación, jefatura
9	Riesgos sociales. Situación social de la comunidad	Nivel de educación, salud, presencia de pandillas y violencia, grupos vulnerables, grupos religiosos
10	Aspectos relacionados con la gestión de proyectos	Relación con el municipio, ayuda de instituciones en la zona, participación de la población
11	Necesidades sentidas por la población	Priorización de necesidades, proyectos en gestión y previstos

Tabla 17: Principales elementos a caracterizar en el sondeo de preselección de barrios del PMB
Fuente: elaboración propia a partir de Augusta & Cannavó (2003)

6.4.2 El ciclo hidro-social en los asentamientos mejorados por el PMB

A casi diez años de haber concluido el PMB en Montreal, existen nuevos desafíos que enfrentan sus habitantes. El primero de ellos es que los asentamientos se han ido densificando en el transcurso de este tiempo. Las mismas familias crecen y ante la imposibilidad de moverse a otras zonas de la ciudad ya fuese por violencia, inseguridad y control territorial (en el tiempo de las pandillas), o porque no tienen los recursos para comprar o alquilar en otras zonas, el mismo lote se va densificando con vivienda para dos o más familias. Esto trae como consecuencia inmediata que la demanda de agua original para una sola vivienda ahora se reparte entre la cantidad de viviendas añadidas al terreno. Por otra parte, el cálculo de capacidad de las infraestructuras originales ahora debe dar abasto para el incremento poblacional, sin que se hayan introducido modificaciones al sistema, por lo tanto, tenderá a ser menos efectivo. Otra de las consecuencias observadas en las visitas de campo es que, al no tener más espacio en los lotes, las nuevas extensiones a la vivienda original se hacen sobre las infraestructuras de protección del terreno: muros de contención o muros en bordes de ríos y quebradas, infraestructuras que no están calculadas para resistir las nuevas edificaciones, y por lo tanto se observan claros daños a las mismas o, en el peor de los casos, colapsan.

En segundo lugar, algo que comparten con el resto de los asentamientos en Montreal es que no se les da el adecuado mantenimiento a las infraestructuras de agua, ahora conectadas a la ciudad formal, ni por parte de la municipalidad, ni de ANDA, ni de otras dependencias del Estado a quienes les compete hacerse cargo del mantenimiento de las obras. Esto se debe a una combinación de factores que pueden ir desde la falta de recursos de los gobiernos locales hasta la poca prioridad que dan organismos como ANDA o el Ministerio de Obras Públicas a dar mantenimiento a infraestructura en espacios perirubanos precarios de la ciudad. Pero también a el complejo panorama de administración del agua y las infraestructuras, asociadas a los diversos usos del recurso en el país. Por ejemplo en el caso que una obra de protección falle a orillas de un río, los vecinos suelen ir en primer lugar a la municipalidad a solicitar apoyo, sin embargo la municipalidad puede indicar que no les compete a ellos hacerse cargo de las reparaciones por ser el ministerio de medioambiente el encargado de proteger los ecosistemas riparios y por tanto las infraestructuras de protección; al avocarse los vecinos al ministerio de medioambiente este puede alegar que las obras de protección al ser obras físicas son competencia del ministerio de obras públicas, pero pueden argumentar que esa es competencia del gobierno local y regresar todo a las municipalidadas. De esta manera el camino se vuelve largo y desgastante para quienes realizan las gestiones. Al final, todos tienen competencia pero nadie se hace cargo.

Otro de los temas también compartidos con el resto de Montreal tiene que ver con el incremento de los riesgos asociados al agua. Los más frecuentes son los riesgos por deslizamientos de tierra o inundaciones. Nuevamente diversos factores determinan esta vulnerabilidad, entre otros: el

cambio en los patrones de lluvia que ahora tienden ser más intensas y de corta duración o lluvias continuas por largos períodos de tiempo (Romero, 2018). Por otra parte temas que ya se mencionaron antes como la fragilidad de los suelos por el incremento de la densidad habitacional de los lotes o, en el caso de las viviendas que no cuentan con una red formal de saneamiento (aguas negras), la apertura frecuente de agujeros para la fabricación artesanal de letrinas lo cual desestabiliza igualmente los suelos (la mayor parte de ellos suelos en pendientes). El problema de la basura es un tema serio, ciertamente los botaderos locales a cielo abierto a orillas de ríos y quebradas, pero también la basura acumulada que estos cuerpos superficiales de agua arrastran de otros sectores de la ciudad, lo que incrementa la propensión a deslizamientos de los terrenos.

Lo que sí es notable es que una vez resuelto el acceso al agua corriente de forma domiciliar y al contar con redes de drenajes de aguas lluvias y saneamiento, estos asentamientos, incluso siempre en una trayectoria de inclusión precaria a la ciudad, aunque por otros factores, perciben sus problemáticas en otros niveles. En este caso los problemas están más relacionados con el mantenimiento de las infraestructuras o con la gestión de riesgos que, aunque son temas presentes en el resto de los asentamientos de Montreal, en este caso el haber superado las necesidades más básicas de acceso a servicios urbanos de agua y saneamiento les coloca en una posición más integrada a la ciudad, incluso en algunos casos totalmente integrada con el entorno inmediato.

El esfuerzo que implicó mejorar los nueve barrios a través del PMB es único en el contexto de Montreal. Lo interesante es que además de las evidentes mejoras físicas de los asentamientos intervenidos, el mismo programa sirvió de base para reforzar las estructuras sociales comunitarias ya operando en la zona. Con el PMB, nuevos arreglos sociales entre actores entran en funcionamiento y de alguna manera mientras dura el programa muchas de las situaciones previas de conflicto se van diluyendo, incluso con actores con poder y control sobre el territorio y sus recursos, como las pandillas; o actores con poder político como las municipalidades. Las municipalidades, que incluso acompañaron parte de la trayectoria de inclusión precaria en Montreal, renuevan sus compromisos, no sin estar exentos de lograr ellos también visibilidad y ganancia política. Incluso actores que tradicionalmente estaban alejados de los procesos de gestión del agua, como el gobierno central, facilitaron algunos de los componentes como la titularización de las propiedades. Es decir que el PMB puede considerarse un elemento singular e irrepetible en la línea histórica de los procesos de construcción de territorios hidro-sociales en Montreal.

De esta manera el ciclo hidro-social para los asentamientos intervenidos por el PMB quedaría como se propone en la Figura 22.

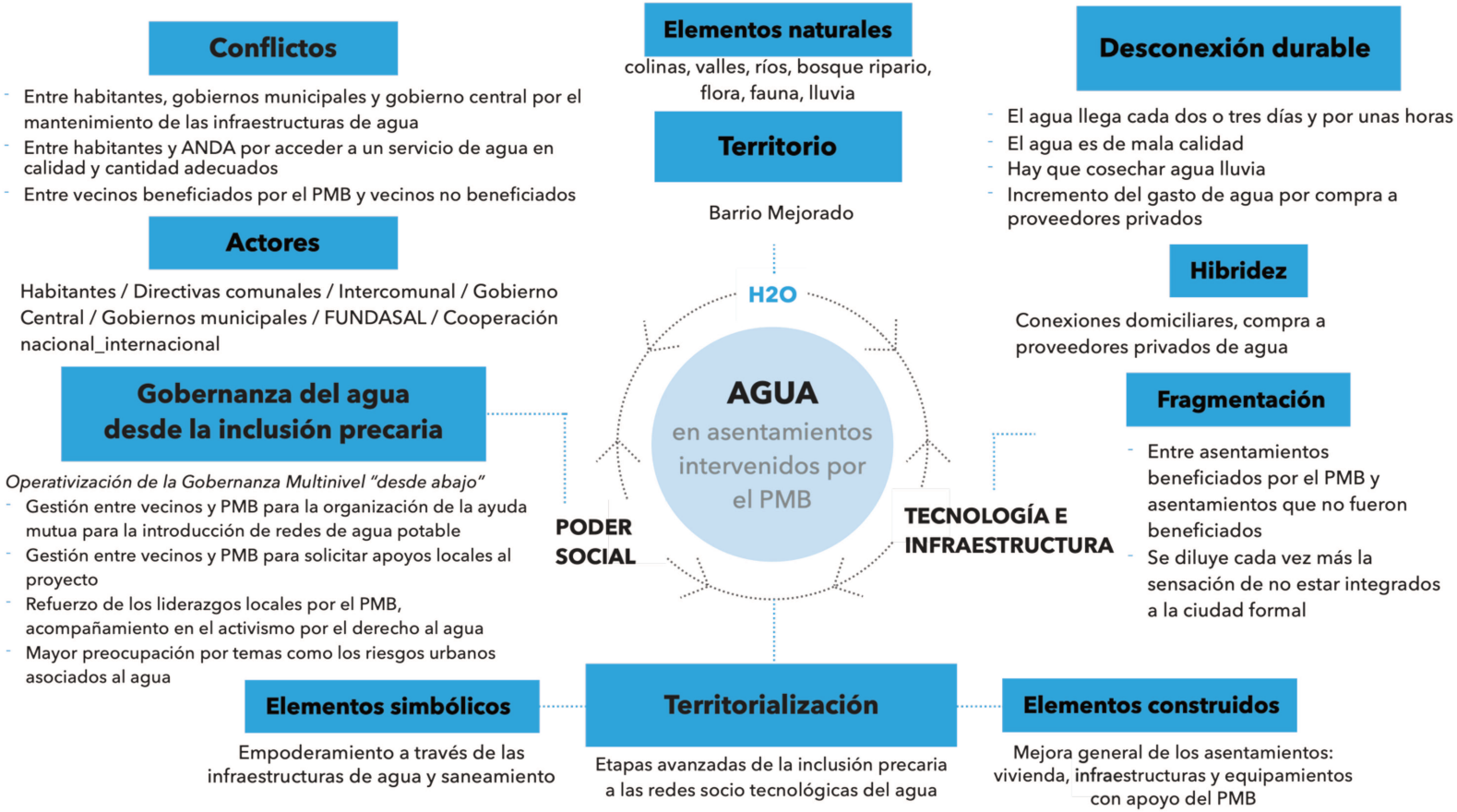


Figura 22: Propuesta de ciclo hidro-social para los asentamientos intervenidos por el PMB
Fuente: Elaboración propia con base en Haesbaert & Mason-Deese (2020), Linton & Budds (2014), Jaglin (2010)

6.4.3 Algunos elementos para la discusión

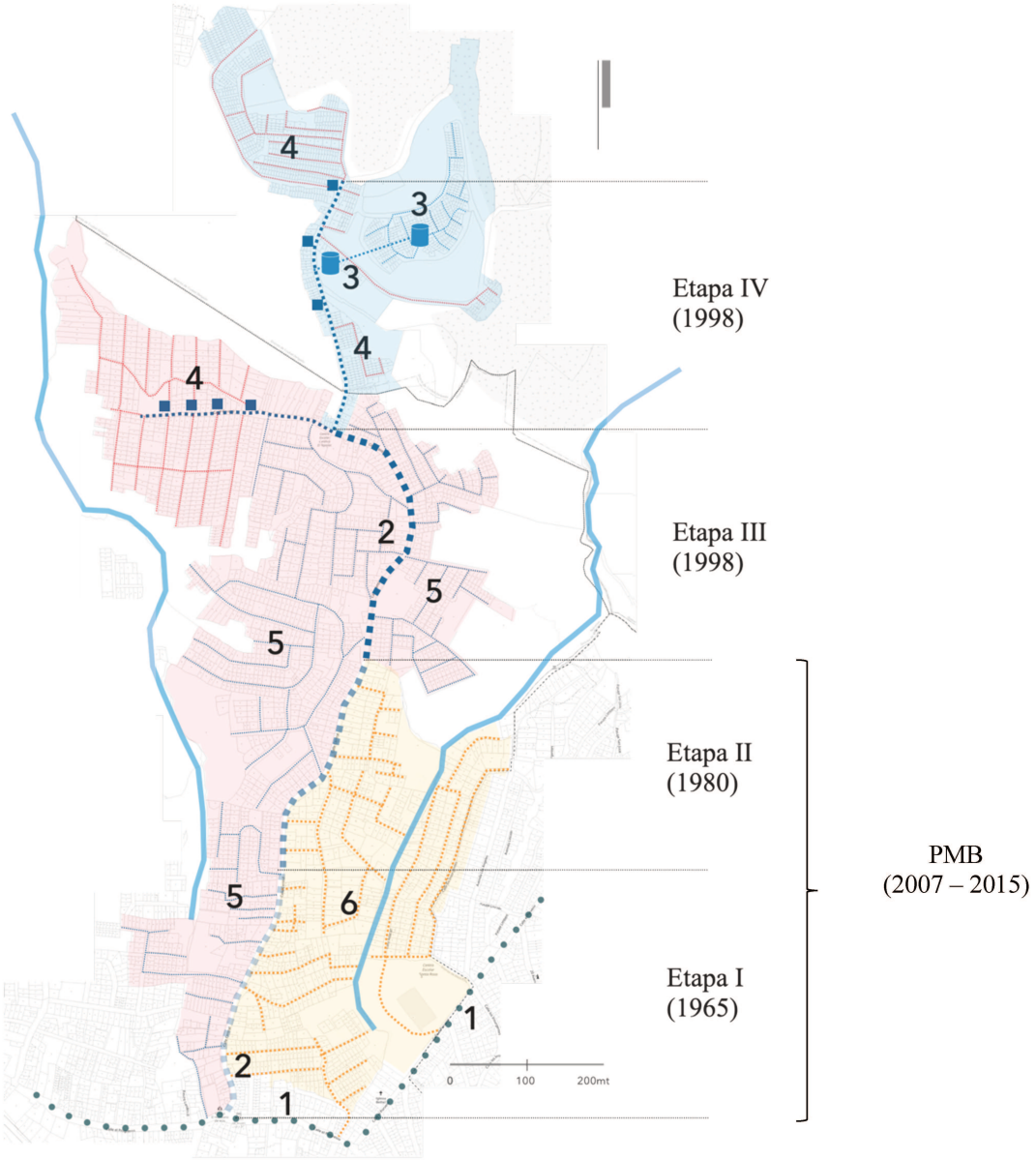
Algunos de los elementos que vale la pena destacar de esta experiencia se detallan a continuación. En primer lugar, el PMB significa una mejora notable en las condiciones de vida para las familias de los asentamientos dónde opera. El hecho de contar cada vivienda con acceso a servicios de agua corriente, saneamiento y drenajes de agua lluvia, es verdaderamente una transformación en la vida cotidiana de los pobladores. A esto se añade que estas infraestructuras se complementan con la introducción de otro tipo de infraestructuras hídricas, de escala barrial o incluso para todo el sector, que no habría sido posible realizar sin contar con los recursos financieros, la coordinación de diversos actores en diferentes escalas de la gestión y gobernanza del agua, y con el mismo compromiso de los habitantes de los asentamientos ya que uno de los elementos fundamentales del PMB era la ayuda mutua, es decir que cada familia debería hacer un aporte en mano de obra al proyecto.

En segundo lugar, el PMB facilita un nuevo nivel en la gestión y gobernanza del agua al contar con el acompañamiento de un grupo de oenegés, lideradas por FUNDASAL, y el apoyo de la cooperación internacional. Estos nuevos actores posibilitan los espacios para que los mismos pobladores se vayan empoderando cada vez más y logren un nivel adicional en la gobernanza del agua desde abajo que ellos mismos ya se habían labrado. De esta manera, por un lado, los pobladores acompañan procesos de gestión ante autoridades y organismos internacionales, exponiendo desde sus realidades las necesidades de sus territorios. Por otro lado, sobre todo en el caso de las mujeres, la niñez y la juventud, quienes tradicionalmente se encargaban de la provisión y gestión del agua en el hogar, nuevos liderazgos se forjan, camino que hasta la fecha sigue acompañando FUNDASAL.

En tercer lugar, a prácticamente diez años de haberse finalizado las intervenciones del PMB los asentamientos beneficiados están cada vez más integrados al contexto urbano inmediato. Hay que resaltar que en términos físicos se atendió a las comunidades más cercanas a la ciudad por la facilidad de poder conectar con los sistemas de infraestructura de agua formales. De hecho, es difícil distinguir entre las casas de Mejicanos y algunas de las casas de Montreal y Santa Rosa, por ejemplo, en materiales y sistemas constructivos. Sin embargo, se siguen presentando problemas de inundaciones, deslizamientos, contaminación de los cuerpos naturales de agua, un deficiente servicio de agua en cantidad y calidad, problemas que se presentan en los 31 asentamientos de Montreal, desde finca Argentina hasta la zona intervenida por el PMB.

En cuarto lugar, en términos de relaciones sociales existe una clara diferencia entre vecinos, dependiendo del nivel de acceso a agua corriente, saneamiento y drenajes que tengan. De esta manera podríamos hablar de que opera en la zona una estratificación social en función del acceso a las redes socio-tecnológicas del agua. Mientras que los habitantes de finca Argentina estarían en el estrato más bajo, los asentamientos beneficiados por el PMB, se ubicarían en el estrato más alto. Esto sigue

generando ciertos niveles de roces entre vecinos e incluso quejas por no haber sido incluidos en el programa. A continuación, se presenta el mapa completo, Mapa 44, que muestra las redes de infraestructura hídrica en Montreal, incluyendo a los asentamientos beneficiados por el PMB.



Mapa 44: Ubicación de las redes de infraestructura de agua corriente en todos los asentamientos de Montreal
Fuente: elaboración propia

1 Tubería de agua potable de la ciudad formal

2 Calle Montreal
Tubería de agua potable Montreal, Etapa I
Tubería de agua potable Montreal, Etapa II
Tubería de agua potable Montreal, Etapa III
Tubería de agua potable a colonia Buenos Aires y finca Argentina

3 Sistema de agua potable gestionado por la directiva comunitaria en finca Argentina

4 Asentamientos dónde la mayor parte de los habitantes accede al agua potable por grifos públicos (cantareras) y fuentes naturales

5 Asentamientos dónde la mayor parte de los habitantes accede al agua potable por conexión domiciliar legal, ilegal o una mezcla

6 Asentamientos dónde la mayor parte de los habitantes accede al agua potable por conexión domiciliar legal (PMB). Intervenciones realizadas entre 2007 y 2015.

6.5 Montreal y Nuevo Cuscatlán: dos modelos de expansión urbana, mismos conflictos por el agua

A continuación se propone hacer una comparación general de los procesos de expansión urbana que se han descrito tanto al nor-poniente como al sur del AMSS. Como ya se indicara en la introducción a esta tesis, el objetivo no es comparar asentamientos particulares y cada una de sus propias trayectorias de inclusión precaria ya que solamente se cuenta con información suficientemente detallada para un caso de estudio (Montreal), sino que es más bien analizar procesos generales que sirvan de base para identificar tendencias y eventualmente plantear futuras líneas de investigación o temas en los que continuar profundizando.

Los impactos de la expansión urbana del AMSS serán analizados en este capítulo desde las siguientes perspectivas: 1. El tipo de periurbanización que se va configurando en cada uno de los ejes. 2. La relación entre abundancia o escasez de agua y el impacto que tiene en el incremento de los conflictos hidro-sociales en ambos territorios periurbanos. 3. Aunque no se profundice en un análisis comparativo de casos, es posible plantear algunos elementos que hacen más fuerte a una comunidad con relación a los extractivismos del agua, para ello se recupera parte de la trayectoria de inclusión precaria de Montreal, analizándola con respecto a lo observado en Nuevo Cuscatlán.

Ante el incremento de los conflictos por el agua en ambos ejes, pareciera que los conflictos persisten tanto si hay abundancia como si hay escasez de agua. En todo caso al centro de las discusiones están la gestión y gobernanza del agua, influenciadas por las relaciones sociales de poder; ante esta realidad conflictiva y de relaciones asimétricas de poder, ¿qué se puede recuperar de la gestión y gobernanza del agua desde abajo? En otras palabras ¿Cómo resistir desde abajo a los procesos extractivistas, desde una gobernanza y gestión alternativas?

6.5.1 Los tipos de periurbanización en los ejes nor-poniente y sur del AMSS

A lo largo de la historia de crecimiento del AMSS, sucesivos movimientos poblacionales han favorecido procesos de expansión urbana en diferentes ejes. Desde los primeros traslados de las clases con mayores recursos económicos del núcleo central urbano hacia el norte, quienes migran en busca de espacios con mejor plusvalía facilitados por el aparecimiento del automóvil en 1915 (Lungo, 2015), hasta el aparecimiento de asentamientos precarios hacia el nor-oriente alimentados por sucesivas olas migratorias del campo a la ciudad, a partir de la segunda mitad del siglo XX y que sin la existencia previa de inversiones en vivienda, infraestructura o equipamientos de parte del gobierno o de

inversionistas privados, favorece la consolidación asentamientos precarios. Estas dinámicas favorecen profundas desigualdades socio-territoriales (Baires en Séguin, 2006).

Desde los años 1990, a pesar de que la población urbana ha ido decreciendo, la ciudad sigue expandiéndose y esta distribución socio-territorial diferenciada se ha consolidado. Con la llegada del siglo XXI incrementan estos procesos expansivos, favorecidos por la introducción de infraestructuras viales, eléctricas e hídricas, tal como fue establecido en planes de ordenamiento territorial tanto para el eje nor-poniente (Brutti & Umaña, 2002), como para el eje sur[100]. Sin embargo lo planteado por los planes de ordenamiento se implementa solo parcialmente en la medida que prevalecen intereses particulares, sobre todo políticos y económicos, los cuales tienen una influencia directa en la ejecución de dichos planes.

La expansión urbana hacia el eje nor-poniente, que se desarrolla bajo la visión del país como centro logístico, ciertamente recibe inversiones en complejos industriales, centros de distribución y centros logísticos. Sin embargo, la propuesta del PLAMADUR de dotar a esta zona con vivienda popular y equipamientos urbanos como universidades, hospitales, oficinas de gobierno y espacios públicos, no se materializa. En su lugar, aparecen grandes complejos habitacionales de formato cerrado para clases medias, que entran en conflicto con los usos industriales y logísticos de la zona, compitiendo por vialidades y recursos como el agua y la energía (F.C, comunicación personal, mayo 13 de 2024). Estos formatos de vivienda tipo "suburbia" tienen un solo tipo de equipamiento complementario: el centro comercial.

En medio de este paisaje caótico de complejos habitacionales cerrados, centros comerciales, industrias y centros logísticos, las presiones sobre los territorios rurales y tierras consideradas marginales, incrementa. Tanto para continuar con la expansión de los usos predominantes (vivienda, industria, logística), como para la extracción de recursos naturales: materias primas para la construcción (pétreos), bosques, agua y producción energética, que posibilitan la expansión de esos mismos usos. De esta manera, territorios como Montreal, históricamente considerados marginales, se transforman poco a poco en territorios de valor para el capital nacional y transnacional. No es extraño en este contexto el aparecimiento de "Ciudad Formosa" (ver capítulo 5) en terrenos de finca Argentina (Orellana, 2023).

[100] www.leonsol.com

En el caso del eje sur, las presiones son más directas ya que las tierras de la expansión urbana y territorios aledaños no son consideradas marginales sino más bien tierras de alto valor para los desarrolladores. De esta manera se observa como en todo un distrito, Nuevo Cuscatlán, se modifican las ordenanzas medioambientales y se eliminan las restricciones a las inversiones inmobiliarias. Por otra parte, el Plan de Desarrollo Territorial de la región de La Libertad plantea de forma clara que la expansión urbana será posible en la medida que se asegure un suministro seguro de agua para un territorio donde el agua es un recurso escaso. Es así como el primer FIHIDRO implementado en el país aprovecha fondos de inversión para financiar proyectos comunitarios de agua, redireccionándolos ciertamente a un proyecto "comunitario" que termina favoreciendo a una comunidad de grandes empresas inmobiliarias (Vega, 2020b; BID, 2021). Vale la pena indicar que, en este caso, es nuevamente el mismo gobierno, esta vez el gobierno central a través de ANDA, quien posibilitan el acceso a estos fondos. En ambos casos, se observa claramente cómo operan las relaciones sociales de poder entre los diferentes niveles de gobierno (central, municipal) y la empresa privada, ya sea capital nacional o transnacional. En este caso el discurso del desarrollo se adecua a las necesidades de las inversiones privadas y solo residualmente a las necesidades de las poblaciones locales más necesitadas.

6.5.2 De El Salvador centro logístico a "Bitcoin El Salvador"

El país centro logístico Centroamericano que se visualizaba en los años 1990 ha pasado a ser ahora un país que se transforma agresivamente para atraer inversión extranjera, promoviendo el turismo de playa, la gentrificación de áreas centrales de las ciudades, el minado de bitcoin o más recientemente el regreso a la minería metálica (ver capítulo 3). Las consecuencias de un proyecto político populista y autoritario que utiliza el espectáculo para promocionar un falso desarrollo sobre la base de depredar los pocos recursos naturales que le quedan al país (Gutiérrez, 2023), están aún por verse.

En el entendido que los espacios periurbanos no son solamente territorios de expansión, sino además territorios donde operan procesos socioeconómicos y socioecológicos inducidos por la misma expansión (Follmann, 2022), es decir espacios dónde ocurren procesos extractivistas que integran tanto la dimensión territorial como la dimensión ecológica, bajo su propia condición de interfase (ibid.), podemos afirmar que tanto en la expansión hacia en nor-poniente como en la expansión hacia el sur del AMSS, operan procesos multiformes que están transformando los paisajes de forma acelerada desde los años 2000. Las profundas transformaciones en el eje de expansión sur, sobre todo con los nuevos desarrollos turísticos en la franja costero-marina, han incluso provocado la expansión del AMSS territorialmente (ver Mapa 7), de 14 distritos a 25 distritos, en una clara apuesta por expandir la influencia del AMSS hacia el sur. En otras palabras, las presiones sobre los territorios y poblaciones locales en esta nueva zona metropolitana ampliada solamente incrementarán.

6.5.3 Las formas que toma la periurbanización en los ejes de expansión

Es así como en ambos ejes de expansión, y de acuerdo con las categorías para la periurbanización en América Latina planteada por Ortiz Báez et al. (2020), observamos un predominio de espacios periurbanos y suburbanos coexistiendo con espacios rurbanos. Sin embargo, mientras al nor-poniente estos espacios se mezclan con actividades industriales, logísticas o agroindustriales, al sur los asentamientos rurales originales van quedando atrapados en medio de los nuevos complejos habitacionales cerrados (como en Zaragoza o San José Villanueva), o sus habitantes son simplemente expulsados de sus territorios por nuevos desarrollos turísticos (como en El Zonte). En cuanto a los asentamientos periféricos, su presencia ha sido más notoria en el caso de la zona nor-poniente del AMSS (ver Mapa 8), como es el caso de Montreal, que se encuentra ubicada en esta zona.

Aunque también existe presencia de Asentamientos Urbanos Precarios (AUP) en el eje sur, predominan los asentamientos rurales que poco a poco en la medida que la expansión urbana avanza, se vuelven la nueva periferia. En el caso de Nuevo Cuscatlán se algunos encuentran totalmente integrados con el casco original del distrito. Sin embargo es más bien frecuente encontrar asentamientos rurales que coexisten con los nuevos desarrollos inmobiliarios. Es posible localizar asimismo algunos asentamientos originalmente concebidos como temporales, para familias desplazadas por desastres naturales (terremotos, inundaciones), pero que han terminado siendo de carácter permanente, normalmente los más frágiles ante la presión de la expansión urbana.

En medio de esta diversidad de espacios periurbanos lo que sí es claro es el incremento de los conflictos socio-ambientales. Entre ellos sin duda destacan los conflictos por el agua. A continuación las Tablas, 18 y 19, resumen tanto las características y procesos de la periurbanización como los tipos de conflictos por el agua más significativos en ambos ejes de expansión.

EJE NOR-PONIENTE			
TIPO DE PERIURBANIZACIÓN	CARACTERÍSTICAS	PROCESOS	TIPOS DE CONFLICTOS POR EL AGUA
ESPACIOS PERIURBANOS	▪ Fragmentados y dispersos pero conectados por infraestructura vial ▪ Usos heterogéneos del suelo ▪ Población diversa social y culturalmente ▪ Deterioro de ecosistemas ▪ Especulación del suelo ▪ Fuerte inversión en infraestructura vial	▪ Introducción de infraestructuras viales con predominio del vehículo privado y vehículos de carga ▪ Planes de ordenamiento territorial parcialmente implementados ▪ Mercado del suelo "com-fuso" (Abramo, 2012) favorizando la expansión periurbana	▪ Desigualdad en el acceso al agua corriente entre nuevos y antiguos usuarios ▪ Conflictos por daños al medioambiente y contaminación de fuentes de agua ▪ Conflictos por el incremento de riesgos asociados a la deforestación y afectaciones a los ecosistemas ▪ Extractivismo de recursos naturales: agua, bosques, pétreos ▪ Conflictos por cambios en normativas ambientales
ESPACIOS SUBURBANOS	▪ Complejos residenciales cerrados coexistiendo con usos industriales, logísticos y agroindustriales ▪ Complejos residenciales cerrados coexistiendo con poblaciones rurales		
ESPACIOS RURBANOS	▪ Emergencia de nuevas formas urbanas mundializadas: industria, logística en medio de zonas rurales	▪ Coexistencia de asentamientos rurales y nuevos usos industriales, agroindustriales y logísticos	
ESPACIOS PERIFÉRICOS	▪ Presencia de asentamientos urbanos precarios	▪ AUP's sin servicios, urbanización inversa (Pírez, 2020) ▪ Vivienda autoconstruida	▪ Presión de los nuevos desarrollos por acceder a sistemas de agua (infraestructuras) que han sido históricamente logrados por las comunidades ▪ Presión por acceder a fuentes de agua

Tabla 18: Tipo de periurbanización, características, procesos y tipos de conflictos por el agua en el eje de expansión nor-poniente

Fuente: elaboración propia a partir de Ortiz Baéz et al. (2020)

EJE SUR			
TIPO DE PERIURBANIZACIÓN	CARACTERÍSTICAS	PROCESOS	TIPOS DE CONFLICTOS POR EL AGUA
ESPACIOS PERIURBANOS	▪ Fragmentados y dispersos pero conectados por infraestructura vial ▪ Usos heterogéneos del suelo ▪ Población diversa social y culturalmente ▪ Deterioración de ecosistemas ▪ Especulación del suelo ▪ Fuerte inversión en infraestructura vial	▪ Introducción de infraestructuras viales con predominio del vehículo privado ▪ Planes de ordenamiento territorial parcialmente implementados ▪ Mercado del suelo "com-fuso" (Abramo, 2012) favorizando la expansión periurbana, muy vinculado a procesos de gentrificación	▪ Desigualdad en el acceso al agua corriente entre nuevos y antiguos usuarios ▪ Conflictos por daños al medioambiente y contaminación de fuentes de agua ▪ Conflictos por el incremento de riesgos asociados a la deforestación y afectaciones a los ecosistemas ▪ Extractivismo de recursos naturales: agua, bosques, pétreos ▪ Espectacularización del agua (Gutiérrez, 2023) ▪ Proyecto político - autoritario neoextractivista ▪ Conflictos por cambios en normativas ambientales
ESPACIOS SUBURBANOS	▪ Complejos residenciales cerrados coexistiendo con poblaciones rurales ▪ Complejos turísticos que expulsan a poblaciones locales		
ESPACIOS RURBANOS		▪ Coexistencia de asentamientos rurales y nuevos usos habitacionales de lujo, equipamientos exclusivos y complejos turísticos	

Tabla 19: Tipo de periurbanización, características, procesos y tipos de conflictos por el agua en el eje de expansión sur
Fuente: elaboración propia a partir de Ortiz Baéz et al. (2020)

6.6 Abundancia o escasez de agua y su impacto en los conflictos hidro-sociales

Ya sea que el agua sea un recurso abundante o un recurso escaso, en los ejes de expansión analizados los conflictos hidro-sociales han incrementado desde los años 2000. Ciertamente cualquier expansión de la ciudad implicará transformaciones en los territorios hacia dónde la ciudad crece. Desde la perspectiva de la Ecología Política Latinoamericana, se puede afirmar que los territorios hidro-sociales que se van configurando tanto en el ejer nor-poniente como en el eje sur del AMSS, muestran como visiones contrastantes sobre el agua están al origen de los conflictos: mientras para algunos grupos el agua es a la vez un recurso y un bien, necesario para impulsar inversiones, para otros es igualmente un recurso y un bien necesario para mantener la vida y los medios que la posibilitan.

Lo más relevante en este caso es que independientemente de si en los territorios de la expansión hay abundancia o escasez de agua, los conflictos por el acceso al recurso solo incrementan. En la expansión norte sobre todo por el conflicto de usos entre vivienda, industria, agro-industria y asentamientos rurales. En la expansión sur por la especulación inmobiliaria y los nuevos desarrollos turísticos de playa. En ambos casos el agua es clave para continuar con los procesos de expansión.

A continuación, se recuperan algunos de los conflictos documentados por periodistas que investigan temas medioambientales y ponen en evidencia las dinámicas hidro-sociales conflictivas en los ejes de expansión analizados. Se han seleccionados artículos desde 2021 a la fecha, posterior al período de confinamiento por la pandemia (2020-2021), que ciertamente amerita un análisis separado.

6.6.1 Conflictos hidro-sociales por el acceso al agua

6.6.1.1 En el eje nor-poniente: Comunidades contra Coca-Cola por el acceso al agua.

Redacción Mala Yerba, 5 de noviembre 2024

El periódico digital Mala Yerba reporta que diversas comunidades del distrito de Nejapa apoyadas por el Foro del Agua solicitan que no se apruebe la extracción de 782,816m^3 de agua anuales por Coca-Cola. Las comunidades indican que mientras la Coca Cola extrae 2 millones de litros de agua diarios, ellos sufren de escasez de agua en sus asentamientos.



Fotografía 130: Protestas contra aprobación de explotación del acuífero de Nejapa por la Coca-Cola
Fuente: Mala Yerba, 2024

6.6.1.2 En el eje sur: Comunidades contra desarrolladores inmobiliarios por el acceso al agua.

César Rodríguez, Mala Yerba, 24 de marzo y 8 de abril 2022

En dos entregas, C. Rodríguez describe cómo desde que N. Bukele fue alcalde de Nuevo Cuscatlán el actual proyecto Portales del Bosque (antes Kalamanda) obtiene los permisos medioambientales que durante más de dos años le fueron negados por el MARN. La aprobación de los permisos es posible gracias al cambio de las ordenanzas ambientales del distrito. Una vez llega Bukele a la presidencia los inversionistas originales de Kalamanda hacen una alianza con la misma empresa que desarrolla Valle Dulce en el eje nor-poniente, Urbánica, perteneciente a la familia Dueñas, y el proyecto es rebautizado Portales del Bosque. En esta etapa, se incorporan al proyecto otros actores, tanto nuevos inversionistas como promotores inmobiliarios, algunos de ellos parte del gobierno de Bukele, como el presidente de la Asamblea Legislativa, la Ministra de Vivienda y familiares directos como la esposa de Bukele.

En medio de esta aprobación de permisos y cambios de normativas, está el acceso al agua para las comunidades locales. El proyecto municipal de agua, SANC, promovido por Bukele en su período como alcalde de Nuevo Cuscatlán (ver capítulos 3 y 4), que funcionó durante su administración, presenta actualmente serias deficiencias, en contraste con el acceso a agua permanente en las residenciales de lujo en la zona.

En las siguientes fotografías 131 y 132, se muestra el avance de las construcciones en 2022 de los edificios Artea en Portales del Bosque (ver capítulo 4, fotografías 47 y 48), y el contraste con el grifo público operado por el SANC en una de las comunidades que será desalojada de la finca Santa Elena, donde se construye el proyecto.



Fotografía 131: Obras de construcción de Portales del Bosque en Nuevo Cuscatlán
Fuente: San Hernández, Mala Yerba, 2022



Fotografía 132: Grifo público operado por el SANC en finca Santa Elena
Fuente: Carolina Amaya, Mala Yerba, 2022

6.6.2 Conflictos hidro-sociales por normativas que facilitan o restringen el acceso al agua

6.6.2.1 En el eje nor-poniente: Organizaciones por la defensa del agua presentan demanda de inconstitucionalidad por la explotación privada de aguas subterráneas.

Carolina Amaya, Mala Yerba. 21 de mayo 2022

21 de mayo de 2022. En respuesta a la demanda de inconstitucionalidad del convenio entre la empresa inmobiliaria Dueñas y ANDA por la explotación del agua subterránea en sus propiedades, interpuesta por el Foro del Agua, la Sala de lo Constitucional indica que el agua subterránea en terrenos privados no es propiedad del Estado. Esto genera una fuerte discusión no solamente legal ya que la Sala no tiene autoridad sobre la adjudicación de usos del agua, sino además porque abre el camino para que otros propietarios utilicen la misma figura legal para explotar el agua de manera privada en sus propiedades. Hay que recordar que esto no es algo nuevo en El Salvador, dónde desde finales del siglo XIX, concesiones de explotación de agua en terrenos privados han sido adjudicadas a los dueños de la tierra de forma ilimitada. Esta discusión transcurre al mismo tiempo que la nueva Autoridad Salvadoreña del Agua entra en funciones.



Sala de lo Constitucional privatiza agua subterránea en terrenos privados

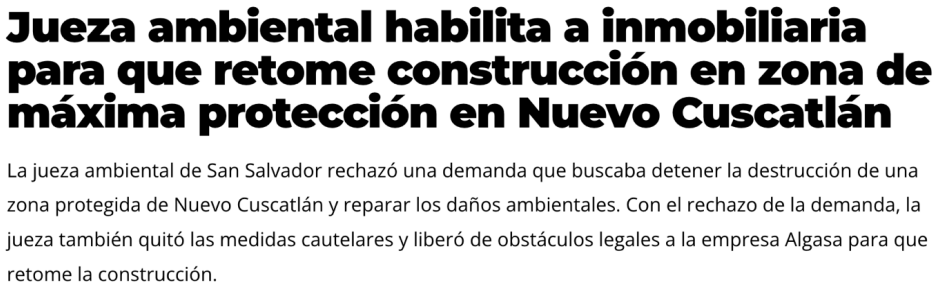
La Sala rechazó la demanda de inconstitucionalidad interpuesta por el Foro del Agua en contra de un convenio entre ANDA y la sociedad Dueñas Hermanos Limitada, en el caso Valle El Ángel. Y determinó que el agua subterránea "no es de uso público" cuando yace en terrenos privados.

Fotografía 133: Privatización del agua en terrenos privados en Valle del Ángel
Fuente: San Hernández, Mala Yerba, 2023

6.6.2.2 En el eje sur: Habitantes de residencial La Florida contra empresa desarrolladora que construye extensiones a la misma residencial.

Ezequiel Barrera. Gato Encerrado, 28 de julio 2023

En este caso inusual, son los mismos habitantes de la Residencial La Florida quienes denuncian ante el juzgado ambiental de San Salvador a las empresas desarrolladoras que construyeron la residencial que habitan y que con el visto bueno del MARN iniciaron las obras de una nueva etapa del proyecto, en una zona que el MARN identifica como de máxima protección ambiental. El juzgado desestima la denuncia y las obras continúan.



Jueza ambiental habilita a inmobiliaria para que retome construcción en zona de máxima protección en Nuevo Cuscatlán

La jueza ambiental de San Salvador rechazó una demanda que buscaba detener la destrucción de una zona protegida de Nuevo Cuscatlán y reparar los daños ambientales. Con el rechazo de la demanda, la jueza también quitó las medidas cautelares y liberó de obstáculos legales a la empresa Algasa para que retome la construcción.

Figura 23 : Inmobiliaria retoma construcción en zona de máxima protección en Nuevo Cuscatlán
Fuente: Gato Encerrado, 2023

6.6.3 Conflictos hidro-sociales por la legitimidad de los actores que hacen valer la normativa

6.6.3.1 En el eje nor-poniente: Construcción del paso a desnivel Integración

Carolina Amaya y Marvin Díaz / Mala Yerba. 26 de enero de 2023

En este caso las comunidades y grupos ambientalistas aglutinados en el Foro del Agua, denuncian la aprobación de permisos por parte del Ministerio de Medioambiente para la ampliación de la infraestructura vial entre Quezaltepeque, Nejapa, Apopa y San Salvador. De acuerdo con fuentes oficiales, esta infraestructura permitirá un tráfico más fluido entre San Salvador y el eje Apopa – Quezaltepeque. De acuerdo con las comunidades y grupos ambientalistas, la obra favorece sobre todo la conectividad para otros proyectos aprobados por el MARN en la zona como son los conjuntos habitacionales cerrados de Valle Dulce y Paseo del Prado, el Centro Ceremonial Nuestra Señora de Fátima y el Centro de Servicios y Convenciones de la Iglesia Elim. Todos en terrenos que el mismo MARN califica de "máxima conservación ambiental".

Adicionalmente estos proyectos se construyen sobre la zona de recarga hídrica del acuífero de San Salvador y afectan la cuenca del río Chacalapa. De este río se proveen directamente 23 comunidades rurales, es decir alrededor de 7000 personas. Para el Estado salvadoreño, la aprobación de los permisos de construcción es un paso indispensable para avanzar con la conectividad en el eje de expansión nor-poniente y hasta ahora las protestas que se han realizado en la zona no han detenido ni permisos ni obras.



Gobierno de Bukele se une a la destrucción del Valle El Ángel

La construcción del paso a desnivel Integración es el proyecto con el que el Ejecutivo se incorpora a las presiones que tiene la zona norte de San Salvador. La Constructora Meco, S.A. ganó la licitación por más de 38 millones de dólares. Entre las obras de la empresa se incluye la extracción de 22 mil metros cúbicos de tierra provenientes de la recarga hídrica del río Chacalapa.

Fotografía 134: Nueva infraestructura vial en Valle del Ángel
(afectando zona de recarga hídrica del río Chacalapa y el acuífero de San Salvador)
Fuente: Secretaría de Prensa de la Presidencia en Mala Yerba, 2023

6.6.4 Conflictos hidro-sociales por discursos diferenciados por el acceso al agua

Los ejemplos que se describe a continuación muestran diferentes discursos con respecto al agua los cuales están al centro de múltiples conflictos hidro-sociales. Por un lado en el eje nor-poniente, las denuncias de comunidades sobre la deforestación, las afectaciones a zonas de recarga hídrica, así como los estudios de expertos que indican que Nejapa ya se encuentra en una fase de estrés hídrico. Mientras tanto, las noticias que aparecen en los medios oficiales anuncian por un lado que el gobierno "no está en contra del desarrollo" y que el desarrollo debe ser "sostenible" (noticias MARN, junio 3, 2022).

Mientras que, en el eje sur, las comunidades habitando en las playas dónde se implementan los proyectos de "Surf City" (ver capítulo 4), denuncian que están siendo desalojadas de sus territorios en el marco de un fuerte proceso de gentrificación turística en la zona, la ASA anuncia que se trabaja en planes estratégicos para la mejora del suministro de agua en comunidades como parte del proceso de transformación hídrica de "Surf City" (noticias ASA, septiembre 19, 2023). En las noticias oficiales, se nota una curaduría de la información muy delicada, omitiendo hacer comentarios sobre empresas o instancias del gobierno que están al centro de los diversos conflictos hidro-sociales que están surgiendo en los territorios. En todo caso, ambos discursos son evidentemente opuestos.

6.6.4.1 En el eje nor-poniente: Denuncias de la Asociación Comunal de Agua Potable del cantón Joya Galana por la tala de bosques.

Marvín Díaz. Gato Encerrado, 25 de agosto 2022

La Asociación Comunal de Agua Potable del cantón Joya Galana denuncia la tala de bosques, indicando que la deforestación está debilitando el caudal del río Chacalapa, lo cual a su vez pone en riesgo las fuentes de agua de dónde las comunidades se abastecen. El artículo describe cómo los miembros de la asociación se acercan a diferentes instancias del gobierno sin que ninguna de ellas de seguimiento a la denuncia. Mientras tanto la tala continua.


Gato Encerrado Revista
EL SALVADOR OPINIÓN PODCAST LOMÁSLEÍDO
agosto 25, 2022
Tala de bosque pone en riesgo el agua de comunidades de Apopa y Nejapa
La Asociación Comunal de Agua Potable denunció la tala ilegal de árboles en el bosque del cantón Joya Galana, en el municipio de Apopa. La presidenta de la asociación aseguró que la deforestación amenaza el debilitado caudal del río Chacalapa, de donde se abastece el sistema de agua que llega a más de 21 comunidades de Apopa y algunas de Nejapa.

Figura 24: Comunidades denuncian tala de bosques que pone en riesgo el agua
Fuente: Gato Encerrado, 2022

La ASA atiende denuncias de las comunidades por cobros excesivos de parte de "una empresa" a los habitantes de Apopa. Noticias ASA. 17 de enero, 2024.

> Anteriormente la ASA había recibido una denuncia interpuesta por los habitantes de este lugar, refiriéndose al desabastecimiento de agua por parte de una empresa que les cobraba por el acceso al agua. Nuestro equipo se ha realizado las inspecciones correspondientes, en las cuales se determinaron dos factores: desabastecimiento a las comunidades y la falta de autorización de uso y aprovechamiento del agua de la empresa distribuidora.
>
> Según el art. 135, literal "A" de la Ley General de Recursos Hídricos, "Hacer uso y aprovechamiento de un acuífero sin autorización de la ASA", es sancionado con una infracción muy grave, que puede ser multado de mil uno a diez mil salarios mínimos mensuales del sector comercio. Se recopiló documentación de la empresa denunciada, por parte de nuestro equipo con la cual se determinó que había infringido la ley del agua, por ese motivo se le multó por $174,000.

Figura 25: Extracto de noticia ASA, 17 de enero 2024
Fuente: www.asa.gob.sv/visita-del-presidente-de-la-asa-a-valle-verde-apopa

6.6.4.2 En el eje sur: Denuncias por desalojos de pobladores en playas de "Surf City".

Carolina Amaya, Guillermo Orellana Solares, Stanley Luna, Marvín Díaz, Michelle Recinos. Mala Yerba, 20 de noviembre 2023.

En una serie de entregas se denuncian los desplazamientos que los habitantes de la playa El Zonte están sufriendo por parte del Estado Salvadoreño, debido a la construcción de Bitcoin Beach Club de Playa. Un club de playa manejado por el gobierno, es decir público, pero que al mismo tiempo para su construcción es necesario el desalojo de los habitantes originales de la playa El Zonte.

Desalojos y desempleo en Surf City: la realidad de 25 familias en El Zonte

Los habitantes de playa El Zonte serán desalojados de sus viviendas y de sus negocios para dar paso a la construcción del parque estatal Bitcoin Beach Club de Playa, que forma parte del programa turístico Surf City. La solución que la ministra Michelle Sol les ha ofrecido a estas familias es vivir en Lomas del Zonte, una colonia que construyen frente a una planta de tratamiento de aguas negras y cuyas casas cuestan el equivalente en bitcoin de $10,000. La oferta de la funcionaria se aleja totalmente de la promesa del presidente Bukele de mejorar las viviendas de los colonos.



Fotografía 135: Familia que será desalojada en playa El Zonte
Fuente: San Hernández, Mala Yerba, 2022

El proyecto de Bitcoin Beach Club de Playa está pensado para turistas y aunque se ofreció inicialmente que las familias habitando en el frente de playa serían incorporadas al proyecto, al final se les ha forzado a desplazarse (ver capítulo 4). Mientras tanto, sin mencionar nada sobre los desplazamientos, el gobierno a través de la ASA, promueve la mejora de los sistemas de agua para las comunidades de la zona, a través del "Plan estratégico para la mejora del suministro de agua en comunidades de El Tunco"

Noticias ASA sobre mejoras en los sistemas de agua en la playa El Tunco, parte de "Surf City". Noticias ASA. 19 de septiembre, 2023.

Nuestro presidente Jorge Castaneda, socializó el Plan Estratégico para la Mejora del Suministro de Agua en Comunidades de El Tunco. Esta actividad forma parte del proceso de transformación hídrica de Surf City.

Junto a la comunidad y los empresarios de la zona, se han realizado acciones para la realización de un Diagnóstico y análisis de fluctuación en las presiones y caudales.

El equipo multidisciplinario ha realizado visitas técnicas para verificar las áreas con potencial de mejora en la distribución y abastecimiento de agua.

Todo esto, ha permitido la elaboración del Plan Estratégico que implementaremos para mejorar los sistemas de abastecimiento y saneamiento de la zona y llevar mejores condiciones de calidad de vida a los habitantes.

Figura 26: Extracto de noticia ASA, 19 de septiembre 2023
Fuente: www.asa.gob.sv/presentamos-el-plan-estrategico-para-la-zona-de-el-tunco

Detrás de todos estos conflictos hidrosociales, está presente la diferencia en los discursos sobre el acceso y usos que se le deben dar al agua. Mientras las comunidades y organizaciones que les apoyan insisten en demandar la protección de las fuentes de agua y la mejora del servicio que reciben, los empresarios y los diferentes niveles del gobierno ponen como prioridad "el desarrollo" sin realmente definir de qué se trata y la sostenibilidad como una aspiración, sin realmente indicar cómo se logrará. El discurso político tiene como objetivo principal reforzar la permanente campaña mediática necesaria que alimenta el discurso "tecno-utopista-populista" (Díaz Combs, 2024; Gutiérrez, 2024) sobre el agua y los procesos de desposesión por medio del espectáculo (Gutiérrez, 2023), que promueve el gobierno actual.

Es posible observar que, indistintamente si en el territorio hay abundancia o escasez de agua, los discursos diferenciados se mantienen y los cuatro tipos de conflictos presentados están presentes. En ambos casos, quienes tienen las mayores desventajas son los pobladores locales que viven en condiciones precarias, ya sea en comunidades rurales o en asentamientos precarios. Sin embargo es importante resaltar que en la medida que estos pobladores están organizados y tienen el apoyo de otros actores, por ejemplo activistas medioambientales o profesionales, y sus demandas son publicadas en medios, sus posibilidades de resistir incrementan, aunque no necesariamente se resuelvan favorablemente todas sus demandas. Se observa igualmente que en el eje nor-poniente los pobladores están más activos y organizados que en el eje sur, dónde la organización local es más dispersa y por lo tanto más débil, aunque habría que realizar un estudio más profundo en este eje para confirmar esta observación.

Conclusiones del capítulo

La trayectoria de la inclusión precaria de Montreal a la ciudad en general y a las redes socio-tecnológicas del agua en particular, es en gran medida un esfuerzo comunitario, gestado desde los propios habitantes a lo largo del tiempo. Este no es un ejemplo aislado, lo hacen millones de pobladores a diario en las ciudades de América Latina, y sus trayectorias lejos de ser un ejemplo y de contar con todos los apoyos posibles, son normalmente vistas desde la óptica de la "exclusión", es decir desde el punto de vista de quienes sí se sienten incluidos.

Sin embargo se ha mostrado que los habitantes de Montreal no están totalmente excluidos de las redes socio-tecnológicas del agua corriente del AMSS, conectándose de múltiples formas en la medida que sus recursos y las gestiones, tanto individuales como colectivas, que tienen al alcance, les posibilitan. De esta manera lo persiste es un permanente estado de desconexión precaria, por lo que se confirma al mismo tiempo que no existe exclusión, sino más bien una inclusión precaria.

Los pobladores en los asentamientos de Montreal han ido construyendo con el tiempo su propia capacidad de agencia en temas hídricos. Ejercen en este sentido un poder que emana desde la comprensión más profunda de su propio territorio. La manera en la que lo han ido territorializando en el tiempo da cuenta de sus propios saberes y de cómo los utilizan en la medida de sus recursos y de la capacidad de ejercer ese poder que van construyendo. Este conocimiento y poder de agencia desde abajo debe ser reconocido y no menospreciado.

De esta manera han ido cocreando su propia epistemología del agua: el agua es vida pero también es peligro, el agua es estatus en un contexto de precariedad generalizada, el agua tiene un valor económico pero también un valor solidario. Los habitantes de los territorios más rurbanos saben cuándo

sembrar y cuándo cosechar; saben cómo protegerse en caso de inundaciones o deslizamientos, y saben cómo reconstruir luego que pasan los momentos más críticos; saben cuándo el agua está contaminada, tienen sus propios métodos para reconocerlo[101]; saben que el agua no llega a sus viviendas en cantidad adecuada y por tanto se han ingeniado diversas maneras de obtenerla y almacenarla para suplir todas sus necesidades. Toda esta riqueza de los propios lenguajes del agua en Montreal es algo único y está estrechamente ligado con la territorialización hídrica de la zona. Como lo plantea S. Clarimont (2022) en el caso de la construcción socio-territorial de la problemática climática por los actores locales en los valles de la Dronne y de la Vézère (Francia), la sensibilidad puede ser considerada como un soporte para comprender las relaciones que se entretejen entre los individuos y el agua, en este caso aplicada al cambio climático. En el caso de Montreal la construcción socio-territorial alrededor del acceso al agua corriente también podría leerse a partir de la sensibilidad de sus habitantes, inserta en sus propias epistemologías del agua.

Si bien es cierto el acceso al agua les divide y puede llevar a situaciones de conflicto entre vecinos al interior de los asentamientos. Ese mismo conflicto en otra escala, por ejemplo entre pobladores e instituciones encargadas de proveer del recurso, les une internamente y les impulsa a gestionar el recurso desde abajo. El conflicto es inherente a las relaciones sociales de poder en los asentamientos precarios, pero el conflicto no necesariamente debe verse como algo negativo, el conflicto también posibilita que surjan transformaciones.

A lo largo de las diferentes etapas de la expansión urbana y territorialización de Montreal es evidente que los asentamientos más antiguos se van poco a poco pareciendo más a la ciudad formal, aunque sigan integrados precariamente a través de las infraestructuras y equipamientos urbanos, esta integración les hace más resilientes ante las presiones urbanas y los despojos. Sin embargo, para aquellos asentamientos que están en la frontera de la expansión, en la nueva periferia que se van construyendo, en ese territorio rurbano aún más precario, es más complejo resistir a los diversos tipos de extractivismos. Una manera de consolidar la resistencia podría ser a través de defender la tubería. Ya en el capítulo 5, se indicó que la tubería se sigue produciendo y reproduciendo de manera dialéctica, por lo tanto esa tubería que ellos mismos han hecho llegar hasta las fronteras de la expansión, como es el caso de finca Argentina, puede también ser un elemento unificador de resistencia ante las presiones que estos territorios ya comienzan a experimentar.

[101] Por ejemplo cuando D.V Dubón pregunta "Quiénes han visto que el agua potable que está saliendo del chorro, está saliendo accesible para nosotros? Accesible en el sentido de que podamos consumirla. Porque yo tengo un barril de aluminio en dónde allí están los residuos que trae el agua… (el agua)… Sale con tierra o trae pedacitos digamos, porque en el aluminio se le está plasmado, digamos que me le está comiendo al barril de aluminio lo que trae el agua" (Dubón, V., Grupo Focal, septiembre 19, 2022). D.V es capaz de reconocer la contaminación del agua por el color, el olor y el daño que produce en sus recipientes. Sabe que esa "tierra" no es cloro, y no es buena para consumo humano.

En cuanto a los diferentes ciclos hidro-sociales que se han planteado, se pueden extraer algunas conclusiones valiosas:

1. Existe una persistente relación de sufrimiento con respecto al agua, ya sea que se viva en finca Argentina, dónde ciertamente el agua "cuesta" aún más porque hay que ir a buscarla fuera del hogar, o si se vive en alguno de los asentamientos intervenidos por el PMB, dónde se cuenta con una tubería de agua domiciliar, pero el agua no llega ni en cantidad ni con la calidad adecuadas. Es por ello por lo que se puede afirmar que en la inclusión precaria el agua es un recurso con que se establece una relación de sufrimiento.

2. Pero el agua, a pesar de mantener una constante sensación de sufrimiento, también puede proporcionar estatus diferenciados e incluso llegar a empoderar. Dependiendo de que se tenga una mayor o menor inclusión precaria, pero también un mayor o menor nivel de organización y participación en los procesos colectivos.

3. Con relación a las infraestructuras existe una relación cercana entre la desconexión durable a las redes socio-tecnológicas del agua y los procesos de hibridez y fragmentación urbanas. Por un lado, las infraestructuras son siempre híbridas, una mezcla de elementos formales con elementos informales: conexiones, redes de distribución, operadores de los servicios, mantenimiento, todo es híbrido. Esta hibridez al mismo tiempo produce fragmentación no en términos de la infraestructura que es híbrida pero no puede ser fragmentada porque el agua debe circular, sino que espacialmente con respecto a la ciudad formal o entre los mismos asentamientos, ya que cada uno de ellos lleva su propio proceso de inclusión precaria. De esta manera dependiendo de en qué etapa de la propia trayectoria se encuentra cada asentamiento, cada grupo de viviendas, cada segmento, así se encontrará también en un escenario híbrido infraestructuralmente y fragmentado espacialmente.

4. Con relación a la gobernanza del agua desde la inclusión precaria, es importante indicar que opera ciertamente una gobernanza multinivel construida desde abajo ya que en este caso no son las instituciones ni los gobiernos los que proveen de agua a los asentamientos, son los mismos pobladores organizados quienes desde los procesos de urbanización inversa gestionan sus propios servicios. De esta manera es necesario contar con una mínima estructura de gobernanza local, con sus propios actores, normativas e incluso instituciones, que servirá para relacionarse con las estructuras de gobernanza externas.

5. De esta manera también la gestión local del agua que implementa controla, da mantenimiento, administra, tiene sus propios mecanismos de funcionamiento.

En cuanto al incremento de los conflictos por el agua que se ha observado en los dos ejes de expansión presentados, se ha demostrado que independientemente de si en los territorios de la expansión hay abundancia de agua o no, los conflictos están siempre presentes. De esta manera se vuelve necesario hacer uso de herramientas como el ciclo hidro-social que permite ver más allá de solo las dimensiones cuantitativas del agua, incorporando elementos sociales, políticos y económicos que permiten ver lo complejo de las realidades.

Como se ha podido observar en los diferentes ciclos hidro-sociales propuestos para Montreal, tres son los temas que se han identificado como los más críticos para los habitantes de los asentamientos precarios con respecto al agua, y que podrían servir de base para un análisis más profundo en el caso de Nuevo Cuscatlán:

> 1. El acceso formal al agua depende actualmente de lograr la titularidad de la propiedad. Pero esta premisa debe ser contestada, se debe superar el discurso de la propiedad como premisa necesaria para acceder al agua corriente.

De esta manera un primer elemento a resaltar en estos contextos de urbanización inversa (Pírez, 2020), es que se debe superar el discurso de la propiedad del suelo como condición fundamental para lograr el acceso a una red formal de agua. Es tan complejo lograr un título de propiedad que incluso las mismas instituciones encargadas de prestar el servicio de agua facilitan en muchas ocasiones las conexiones informales, pasando por sobre esta condición dictada por la normativa. Los pobladores de los asentamientos precarios demuestran en el día a día que son posibles otros arreglos. Ciertamente no ideales, porque los dicta la necesidad, pero en un diálogo más sincero, podrían mejorarse las condiciones. De esta manera es necesario concentrarse en los escenarios de hibridez, por ejemplo para mejorar la calidad del agua desde las fuentes naturales, mejorar la administración de los grifos públicos, hacer acuerdos rentables pero justos con los proveedores privados locales de agua, o pensar en mejorar el sistema de conexiones informales de agua, por mencionar algunos temas.

> 2. El acceso formal al agua es una trayectoria que viene desde abajo y solo en la medida que las comunidades tienen valor político para los gobiernos (locales, central), lograrán el apoyo para introducir las necesarias infraestructuras hídricas; desde otra perspectiva solo en la medida que los pobladores estén organizados lograrán mejores acuerdos con los gobiernos y sus diferentes instancias. Pero esta trayectoria tiene un enorme valor socio-político, por la construcción de modelos gestión y gobernanza alternativos, socio-económicos, porque en todo el proceso las comunidades invierten recursos y socio-ambientales, porque incluso en medio de la precariedad la naturaleza se protege. Estas trayectorias merecen ser reconocidas. Mostrando cómo las comunidades organizadas son verdaderos actores para tomar en cuenta en una mesa de

negociación, con aportes más allá de solo un coyuntural valor político.

El que las comunidades son valiosas en la medida que proveen un capital político, en el fondo este es un activo que facilita o impide las negociaciones que hacen los pobladores con los gobiernos, sobre todo los gobiernos locales y los organismos encargados de suministrar el servicio, en este caso ANDA, pero ahora también la ASA como ente regulador. El capital político que aportan las comunidades está normalmente basado en complejas relaciones de poder muchas veces dentro de situaciones de clientelismo, que en el fondo ambos actores ocupan a su favor. En el caso de Montreal, el largo proceso de organización comunitaria de sus habitantes quienes con el apoyo de los movimientos de base de los años 1980 se logran organizar, ayuda a que sean capaces de negociar de una forma menos asimétrica con los gobiernos locales de izquierda que a finales de los años 1990 llegan al poder. En este caso los vínculos son aprovechados tanto por los pobladores como por los políticos. Esta es una coyuntura muy particular que, sin embargo, no elimina el hecho de que en Montreal la tubería principal que provee agua desde la red formal de la ciudad fue negociada "desde abajo".

3. Finalmente existe un tercer tema del cual poco se habla: las infraestructuras, y que es necesario analizar y visibilizar aún más en las discusiones sobre el agua, sobre todo en los territorios periurbanos. Las infraestructuras hídricas de la inclusión precaria son valiosas y deben ser reconocidas, deben protegerse y se les debe seguir estudiando y divulgando para que entren en la conciencia colectiva. Este no es solo un trabajo de la academia, sino que las alianzas con los medios de comunicación son en este caso fundamentales.

La tubería como un elemento más de la territorialización de los asentamientos precarios, debe no solo ser reconocido sino además protegida para que en medio del voraz contexto extractivista actual no sea reapropiado para beneficio de otros actores y en detrimento de los pobladores que tanto han luchado por ella. En todo caso contar o no con una tubería de agua corriente gestionada "desde abajo" pareciera ser crítico.

Una vez se ha logrado llegar a contar con una tubería, así sea parcial y no provea a todos los habitantes de la misma manera. Esta infraestructura forma parte del territorio construido por los mismos habitantes. No es solo la vivienda individual o algunos de los equipamientos como parques o casas comunales lo que debe visibilizarse como parte de sus logros, sino además las infraestructuras son igualmente parte del paisaje edificado "desde abajo". En este sentido, aunque la tubería sea administrada por ANDA, son los mismos habitantes quienes la gestionaron, quienes la construyeron y quienes le dan el mantenimiento básico. Estas acciones deben ser reconocidas, así como por ejemplo son reconocidos las infraestructuras privadas de agua en los proyectos habitacionales, presentes en ambos ejes de expansión del AMSS. La tubería es la materialización concreta de un elemento formal,

en medio de la diversidad de elementos informales, que permiten el acceso al agua. La tubería es producto de años de trayectoria de inclusión precaria y por tanto es importante visibilizarla aún más y aprovecharla igualmente como un elemento importante de negociación.

Conclusiones de la segunda parte

A través de los capítulos 4, 5 y 6 se ha demostrado lo importante que es seguir investigando las dinámicas hídricas que se desarrollan en los territorios periurbanos del AMSS. En primer lugar por que como se detalló en el capítulo 4, a pesar de que han existido planes y programas de ordenamiento de estos territorios, estos suelen ser aplicados solo parcialmente siendo superados por las mismas dinámicas alrededor del agua. Siendo además los territorios periurbanos una interfaz relevante entre las fronteras rurales y los espacios urbanos.

Las dinámicas de expansión a lo largo de los ejes nor-poniente y sur del AMSS muestran cómo los llamados ne-extractivismos de recursos naturales, avanzan rápidamente, impulsados no solamente por las dinámicas globales sino además con el apoyo del actual proyecto político autoritario que utiliza dichos recursos como parte de sus propias estrategias de desposesión. En este contexto las tierras marginales dónde constantemente se ubican los asentamiento precarios urbanos en medio de la dinámica expansiva de la ciudad, se vuelven poco a poco tierras valiosas para el capital, por su nueva posición estratégica, los recursos que albergan, y en el caso de El Salvador, porque la tierra es escasa.

Retomando parte de lo analizado en la primera parte de esta tesis, los espacios periurbanos deben analizarse no solamente en la relación dual centro-periferia, con respecto a un solo conjunto urbano (o ciudad), sino que deben enmarcarse en la dinámica aún más compleja de territorios conurbados. Esto plantea no solamente la necesidad de redefinir lo periurbano en el contexto salvadoreño/centroamericano, sino además de redefinir las aproximaciones a los territorios hidro-sociales más allá de un enfoque de cuenca (GIRH). El uso del ciclo hidro-social como herramienta de análisis es un buen punto de partida, combinarlo con otras perspectivas (urbanas, territoriales) es fundamental.

En cuanto a la trayectoria de inclusión precaria de Montreal que se relató en los capítulos 5 y 6, añadiendo algunos elementos de las dinámicas ocurriendo en Nuevo Cuscatlán y el eje sur, queda claro que es igualmente necesario seguir profundizando en este estudio. Sobre todo para confirmar algunas de las cualidades de la inclusión precaria que ya se describieran, sobre todo el hecho de que si una comunidad ya ha logrado gestionar su propia infraestructura hídrica (la tubería), y lo ha hecho desde lo cotidiano, en un proceso largo pero relativamente continuo y estable, estaría en una mejor posición para enfrentar las dinámicas extractivistas que están produciéndose en este momento y que seguro se seguirán consolidando.

En este sentido es necesario igualmente superar las premisas del agua moderna e incorporar el agua híbrida que producen y reproducen en el día a día millones de habitantes de los asentamientos precarios en los territorios periurbanos. Esto también implica superar los discursos del acceso universal

perfecto, en calidad y cantidad, por medio de infraestructuras producidas solamente por los medios modernos, e introducir redes socio-tecnológicas del agua imperfectas pero que pueden mejorar sustancialmente.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Comment les Salvadoriennes et les Salvadoriens vivant dans des conditions précaires en territoires périurbains accèdent-ils à l'eau au quotidien ? Comment gèrent-ils l'eau depuis leurs territoires ? Quel niveau d'influence ont-ils sur les décisions concernant l'eau qu'ils consomment ? Comment se rapportent-ils à d'autres acteurs en ce qui concerne cette même gestion ? Comment les décisions prises « d'en haut », à d'autres niveaux, affectent-elles leurs territoires et les ressources qu'ils contiennent, en particulier l'eau ? Ce sont là quelques-unes des questions qui ont motivé la réalisation de cette recherche. Pour tenter de trouver des réponses, dans cette thèse il a été proposé de reconstruire les trajectoires d'inclusion précaire dans les réseaux socio-techniques par lesquels les habitants des quartiers précaires périurbains accèdent à l'eau courante. Cela permettrait de récupérer des éléments précieux issus de processus « d'en bas » pour améliorer la gestion et la gouvernance de l'eau.

Comme démontré tout au long des trois premiers chapitres, l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) est reconnue comme la région du monde possédant la plus grande quantité de ressources hydriques de la planète. Cependant, cette richesse n'est pas distribuée équitablement, ce qui entraîne une pénurie importante au sein même de cette abondance (Madden Libra et al., 2022). Les origines de cette répartition inégale sont liées à des processus d'exclusion historique persistants et loin d'être éradiqués (Lavigne Delville & Léonard, 2014). En plus des débats sur les processus historiques d'exclusion, il existe également un débat sur la gestion et la gouvernance de l'eau, qui suscite fréquemment des conflits, en confrontant des visions souvent divergentes : économique, environnementale, sociale, symbolique (Linton, 2017 ; Almeida, 2011). Se situer au cœur de la complexité de tous ces débats n'est pas aisé, d'autant plus que les enjeux sont souvent flous et qu'il est indispensable de comprendre d'une part les éléments du cadre réglementaire, les institutions et les acteurs qui définissent la gouvernance, et d'autre part les modalités de mise en œuvre, les méthodes d'analyse et les formes de contrôle qui rendent opérationnelle la gestion (Gupta et al., 2013).

Dans la région une vaste littérature apparue à partir des années 1970, a abordé des problèmes liés à l'eau sous un angle technique, motivée par des phénomènes tels que l'industrialisation, l'expansion urbaine, les migrations ou la pollution de l'eau. Depuis l'introduction du concept de gouvernance de l'eau par la Banque mondiale en 1989 (Diarra & Plane, 2012), le sujet est également inscrit aux agendas des institutions financières et des organismes de coopération qui encouragent des processus visant à

améliorer l'efficacité de la gestion de la ressource, dans le cadre d'une «bonne et optimale gouvernance» (Artiga, 2018), généralement en partenariat avec les autorités locales et le secteur privé. Ces visions à la fois politiques, techniques et économiques, élaborées « d'en haut », se sont concrétisées à travers successifs programmes et projets d'ajustement structurel qui, à ce jour, n'ont pas réussi à résoudre les problèmes de l'eau.

Les études urbaines et les sciences sociales ont inscrit la question de l'accès à l'eau courante à leur agenda de recherche et d'activisme dès les années 1970, bien qu'elle soit restée subordonnée à des questions telles que l'accès au logement et la fourniture d'équipements urbains (Michel & Souchaud, 2018). Des pays comme le Brésil, l'Argentine, le Chili ou le Mexique offrent à cet égard de précieux exemples, parmi lesquelles, l'accompagnement des processus d'occupation de terres, l'autoconstruction de logements et l'accès aux services urbains par les «pobladores», notamment au Chili (Gonzálvez Torralbo et al., 2022), ou encore les habitants des quartiers périphériques précaires de Mexico (Quiroz Rothe & Alcántar García, 2017), pour ne citer que quelques exemples parmi tant d'autres dans la région. Il faut toutefois souligner que ces exemples sont moins nombreux en Amérique centrale. Plus spécifiquement, dans le contexte salvadorien, quelques références existent (Baires & Lungo Uclés, 1988) qui analysent principalement des questions urbaines comme l'expansion des villes ou les risques urbains, la gestion de l'eau étant un sujet secondaire, qui accompagne l'analyse d'autres phénomènes. La précieuse documentation produite par FUNDASAL au cours de plus de 50 ans de travail dans le cadre de AUP's constitue une autre source d'information et analyse, axée sur la construction d'habitats durables, où l'eau est certes un élément vital. Cependant, on n'a pas trouvé au Salvador d'exemples concrets qui, en partant des trajectoires d'inclusion précaire décrits par des habitants eux-mêmes, reconstruiraient spécifiquement les processus de gestion et de gouvernance de l'eau à partir de l'expérience de leurs territoires et de leur vie quotidienne, c'est-à-dire « d'en bas ».

En revenant sur la région de l'ALC, ce n'est qu'à partir des années 1990, avec l'augmentation des problèmes environnementaux, une population de plus en plus urbaine et l'expansion continue des villes, entre autres, que de nouvelles façons d'analyser la gestion et la gouvernance de l'eau ont émergé. Grâce aux précieuses contributions de l'Écologie politique latino-américaine (EPL), l'eau s'est imposée comme un thème central dans les agendas de recherche académique et d'activisme, à partir d'une réflexion actualisée sur la défense des territoires et la nécessité d'une relation renouvelée avec la nature face à la crise environnementale croissante (Leff, 2004). En s'appuyant sur des propositions théoriques issues de l'EPL liées à la décolonisation de la nature (Alimonda, 2022 ; Porto Gonçalvez, 2006 ; Leef, 2003), à la territorialisation comme une trajectoire d'inclusion précaire (Haesbaert & Mason-Deese, 2020 ; Haesbaert, 2013) ainsi qu'à l'écologie des savoirs (De Sousa Santos, 2007), et en observant comment celles-ci opèrent dans les territoires périurbains des villes latino-américaines voir salvadoriennes (Ortiz Báez et al., 2020), cette thèse a ambitionné a démontrer que la mobilisation des

savoirs locaux et des connaissances enracinées dans l'expérience territoriale on conduit les habitants des territoires périurbains à s'organiser et à résister à travers de longs processus, non exempts de conflits, pour obtenir l'accès à l'eau. Conflits généralement moins visibles et que se développent dans la vie quotidienne des habitants de ces territoires (Boelens et al. 2011), mais non moins précieux pour autant. De cette perspective, les relations sociales de pouvoir sont remises en question, favorisant les savoirs «d'en bas» (Jenatton et al., 2022), la territorialisation par l'inclusion precaire (Haesbaert, 2017; Porto Gonçalvez, 2006) et la variété de connaissances (Escobar, 2015), dans le but d'ouvrir la voie à une réappropriation sociale de l'eau courante.

Ce sont à nouveau des pays comme le Brésil, l'Argentine, le Chili ou le Mexique (Ávila-García, 2016 ; Merlinsky, 2017) qui dominent les analyses de la gestion de l'eau à partir de l'EPL. Cependant, il existe des analyses précieuses dans la région andine comme celles de Mathieu Uhel (2019) et quelques-unes en Amérique centrale élaborées par Cuéllar (2021 ; 2020). Dans le cas du Salvador, au cours des quatre dernières années, quelques analyses ont été réalisées en utilisant des concepts de l'EPL axés sur la pollution de l'eau ou l'extractivisme immobilière et leurs impacts sur les ressources hydriques (López et al., 2024 ; Gutiérrez, 2024 ; Alvarado Batres et al., 2022 ; Cuéllar, 2020), mais aucune d'entre eux n'a cherché à reconstruire les trajectoires d'inclusion précaire dans les réseaux socio-techniques de l'eau courante des AUP's dans les territoires périurbains.

Le parcours effectué dans les trois premiers chapitres de cette thèse a permis, d'autre part, de mettre en évidence les thèmes les plus pertinents en matière de gestion et de gouvernance de l'eau dans la région. Par exemple, un thème dominant dans les discours d'en haut a été l'introduction de grands projets d'infrastructure hydraulique, tels que des barrages hydroélectriques, des usines de traitement de l'eau courante, des systèmes d'extraction et de distribution d'eau à grande échelle, qui sont promus comme des projets de développement et de modernisation favorisant la plupart de la population, mais qui ont un impact relatif sur les territoires précaires périurbains. Un autre grand thème régional concerne les visions de l'eau et leur impact sur la gestion et gouvernace de la ressource : d'une part, les visions privatisantes qui présentent l'eau comme une marchandise, et d'autre part, les visions qui insistent sur l'eau comme un bien public et un droit humain. Selon la vision dominante, les structures de gouvernance sont construites et la gestion de la ressource est mise en œuvre ; il convient de noter que depuis les années 1990, la GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) a été promue dans toute la région comme le modèle de gestion prédominant. Ce modèle de gestion est en même temps fortement contesté (Trottier, 2012 ; García, 2008 ; Biswas, 2008). Au Salvador, pays qui a récemment adopté sa première loi générale sur les ressources en eau (en 2021) et créé l'Autorité salvadorienne de l'eau (en 2022), organisme chargée de mettre en œuvre la GIRE, il reste à voir l'impact de ces changements dans les cadres réglementaires et comment ils vont affecter des établissements précaires périurbains. Enfin, un troisième thème qui domine les discussions sur l'eau dans la région est l'augmentation évidente des

conflits liés à l'eau, conflits aussi variés que la gestion des bassins transfrontaliers, les migrations climatiques ou l'exploitation minière et son impact sur les ressources hydriques ; l'augmentation des conflits concernant l'eau est souvent liée à la mauvaise gestion et gouvernance de l'eau, ce qui revient à les discussions des visions sur l'eau.

Les trois premiers chapitres ont permis aussi de mettre en évidence le lien entre ville et eau, montrant comment les villes, dans une région de plus en plus urbanisée, sont des espaces de dispute pour l'accès à l'eau courante. La récupération d'un récit peu exploré au Salvador entre ville et eau a également permis de mettre en évidence non seulement des questions de planification urbaine qui orientent les processus d'organisation spatiale, mais aussi des relations complexes entre les décisions politico-économiques qui affectent les territoires urbains et les habitants de ces mêmes territoires qui subissent les impacts de ces décisions. Ainsi, un premier grand thème est celui des divers extractivismes, tant naturels qu'urbains, qui opèrent dans la ville consolidée et ses territoires périurbains. En général, en ALC, nous pouvons identifier trois moments historiques clés. Le premier, pendant la formation des nouvelles républiques et la domination de modèles économiques basés sur la primarisation des économies et la prédominance d'économies agro-exportatrices centrées sur des monocultures comme le café et la banane (Segovia, 2021). Un deuxième moment survient avec l'introduction du modèle de substitution des importations, qui diversifie les monocultures et introduit les agro-industries, tout en favorisant les industries dans les contextes urbains. Dans les deux cas, de fortes migrations se produisent de la campagne vers les villes, en raison du dépossession des terres et des moyens de subsistance des populations rurales (Arias-Peñate, 1998), les villes s'étendent et les problèmes d'accès à l'eau courante s'aggravent. Le troisième moment survient à partir des années 1990, avec la mise en œuvre de mesures d'ajustement structurel qui modifient à nouveau le modèle économique, en mettant cette fois l'accent sur les services. Les économies tertiarisées de la région misent sur les centres logistiques, les industries manufacturières relocalisées comme les usines de maquila, et la privatisation des services publics, y compris l'eau. Au Salvador, la privatisation de l'eau commence en 1998 (Astvaldsson, 2008). Dans cette dernière étape, les villes continuent de s'étendre et l'on observe des phénomènes apparemment contradictoires : une diminution des taux de croissance urbaine, mais un pays de plus en plus urbanisé. C'est-à-dire que les villes s'étendent même si leur population n'augmente pas de manière significative. De nouveaux phénomènes migratoires se produisent, liés notamment à l'extrême violence et à l'insécurité (post-guerre, gangs, narcotrafic, etc.), et les zones périurbaines accueillent au nouveau une grande partie de cette population migrante interne, ce qui augmente la pression sur l'accès à l'eau courante.

Depuis 2019 avec le changement de gouvernement et l'arrivé du Bukelisme, le pays assiste à la mise en œuvre d'un modèle politique autoritaire et d'un modèle économique extractiviste agressif, à nouveau axé sur l'extraction de la nature (plages, mines, géothermie) (Patel, 2024 ; McKinley, 2016) et

sur l'extractivisme immobilier (gentrification des centres historiques ; augmentation des projets immobiliers dans les territoires périurbains) (Gutiérrez, 2024). Dans les deux cas, l'eau est au cœur des débats, que ce soit pour acquérir du capital politique, comme cela a été démontré dans le cas du SANC à Nuevo Cuscatlán (Gutiérrez, 2023 ; Labrador, 2019), ou pour stimuler la relance de l'exploitation minière métallique dans le pays, en arguant qu'avec les bénéfices de la mine, les 95% des eaux de surface contaminées du pays seront décontaminées (Diario El Salvador, 2024). À aucun moment, des projets visant à améliorer l'accès à l'eau courante dans les AUP's périurbaines n'ont été envisagés, et tout semble indiquer qu'on continuera plutôt à favoriser les investissements privés, comme cela a été le cas à Nuevo Cuscatlán avec le soi-disant «cartel immobilier de Nuevo Cuscatlán» (Rodríguez, 2022), ou dans le cas de Ciudad Formosa à finca Argentina, à Montréal (Orellana, 2023). Ces projets augmentent sans aucun doute les pressions sur l'accès à l'eau courante dans les territoires périurbains. Comme l'expérimentent déjà les communautés de Nuevo Cuscatlán (Amaya & Rodríguez, 2022), et comme on prévoit que cela puisse se produire à Montréal (Ferrufino, communication personnelle, 13 mai 2024).

En résumé de cette première partie, l'accent est mis sur les éléments suivants, dont certains ont déjà été développés dans cette thèse et d'autres pouvant faire l'objet de développements futurs :

1. La richesse des analyses de l'EPL en ce qui concerne les questions environnementales en ALC est précieuse et ses apports et analyses devraient être étendus à des contextes où elle a été moins utilisée, comme c'est le cas du Salvador.

2. D'autre part, en ce qui concerne les études urbaines, s'il est vrai qu'il existe une littérature admirable qui retrace les dynamiques des AUP's et leurs longues luttes pour accéder au logement, aux services, aux infrastructures, aux équipements et à des habitats harmonieux, l'accent mis trop souvent uniquement sur le logement relègue au second plan la question des infrastructures de l'eau courante. Il est nécessaire de reconsidérer l'importance des infrastructures et les processus politiques, économiques et culturels qui les produisent, mais aussi les apports socio-technologiques qui les sous-tendent.

3. De cette manière, les analyses urbaines peuvent être enrichies par les apports de l'EPL. Dans cette thèse en particulier, nous avons retenu trois éléments :

   La décolonisation de la nature. Dans la mesure où la nature a été « dénaturée » pour en faire une ressource, puis plus récemment une marchandise, il est nécessaire de revoir les relations entre les êtres humains et la nature en nous débarrassant des discours normalisés de contrôle et de domination (Leff, 2003). La lente territorialisations des quartiers précaires périurbains, même si des échanges commerciaux s'y déroulent, peuvent donner quelques pistes.

La redéfinition du concept de territoire compris comme un espace uni-fonctionnel, qui avec le temps a été approprié et éventuellement dominé (Haesbaert, 2017), mais qui est sujet à la mobilisation des savoirs locaux pour la défense du territoire lui-même, ces savoirs étant ancrés dans l'expérience du territoire comme un espace construit socialement, vécu dans la pratique, dans le quotidien, « d'en bas » (De Sousa Santos, 2007).

Partir d'une écologie des savoirs en reconnaissant la diversité épistémologique dans le monde, au-delà d'un savoir unique technique ou scientifique. L'écologie des savoirs est au cœur des luttes contre les extractivismes territoriaux de l'eau (De Sousa Santos, 2007).

4. Par ailleurs, on a élaboré un schéma d'analyse propre en s'appuyant sur les propositions du cycle hydro-social (Linton & Budds, 2014). Ce cadre de référence a permis de mettre en évidence *l'écologie des savoirs* propre aux habitants des quartiers précaires périurbains ; leurs processus de *territorialisation*, c'est-à-dire cet espace construit socialement à partir des pratiques quotidiennes, et éventuellement de récupérer des éléments permettant de *décoloniser la nature*. C'est-à-dire en se concentrant sur les processus lents de territorialisation par les pratiques quotidiennes et en incluant la diversité des savoirs pour accéder à l'eau courante, l'eau cesse partiellement d'être considérée comme une marchandise, étant reconnue comme une ressource indispensable à la vie et donc comme un droit. Ce n'est pas une tâche facile, cette thèse propose quelques pistes, mais ces processus sont en constante évolution et il faut donc continuer à y travailler.

5. Dans le cas du Salvador, mais aussi de la région d'Amérique centrale, il est important d'être attentif aux nouveaux autoritarismes extractivistes qui s'installent dans la région (Nicaragua, El Salvador), et qui impulsent des projets ayant déjà des impacts environnementaux graves sur les réserves forestières et hydriques.

6. Outre les impacts environnementaux causés par les autoritarismes extractivistes, qui se développent généralement dans les territoires ruraux, il est important de ne pas négliger les liens qu'ils entretiennent avec les territoires urbains. Au sein de ces derniers, on observe également des extractivismes urbains, qu'il faut analyser dans toute leur complexité : certes en termes d'accès au sol et d'immeubles, mais aussi en termes d'accès aux infrastructures et d'écosystèmes naturels en contexte urbain, comme les écosystèmes riverains qui abritent encore une importante couverture forestière dans les villes et où se localisent plusieurs AUP's.

7. Du point de vue académique, il est important de renforcer les liens entre l'architecture et l'urbanisme, et les sciences sociales. La richesse des analyses produites dans la région à partir des mouvements sociaux des années 1960 et qui ont donné lieu à de précieuses contributions sur le socio-urbain (Zicardi & Castells, 2020) complétées par les apports de la géographie, très développés dans des pays comme le Brésil (Haesbaert, 2017). Au Salvador, il y a beaucoup de travail à faire dans ce sens.

8. D'autre part, l'important apport du journalisme d'investigation, très engagé dans les causes environnementales et ayant produit un riche corpus documentaire et de dénonciation, a été mis en évidence. Ce journalisme soutient les processus qui viennent «d'en bas», des territoires où opèrent les différents extractivismes. La collaboration entre le monde académique et le journalisme d'investigation est nécessaire et doit être renforcée.

Concernant la deuxième partie de la thèse, l'approfondissement du cas d'étude de Montréal est l'élément principal (chapitres 5 et 6). Cependant, pour mieux comprendre l'impact de cette trajectoire d'inclusion précaire aux réseaux socio-technologiques de l'eau courante dans les territoires périurbains de l'AMSS, il a été nécessaire d'inclure une analyse des processus d'expansion de l'AMSS, sur deux des axes qui se transforment notablement depuis la fin des années 1990 (chapitre 4) : l'axe nord-ouest, où se situe Montréal, et l'axe sud. Analyser la manière dont se produit l'expansion nord-ouest et sud de l'AMSS permet de mettre en évidence les processus d'impact territorial et de renforcer certaines des conclusions tirées du cas d'étude de Montréal (chapitre 7). Comme indiqué dans l'introduction de cette thèse, en l'absence d'une étude de cas dans l'axe sud, une comparaison plus détaillée n'a pas été possible.

Concernant les expansions nord-ouest et sud, historiquement ces deux axes ont fait l'objet d'expansions urbaines qui, depuis le milieu du XXe siècle, ont marqué une claire répartition socio-spatiale dans l'AMSS. La population migrante arrivant en ville dans les années 1960-1970, expulsée des campagnes par l'expansion de la frontière agricole et la mise en place d'industries urbaines (Arias-Peñate, 1988), s'installe au nord-est de la ville. Des municipalités comme Mejicanos, Ciudad Delgado et Cuscatancingo (où se localise Montréal), accueillent une grande partie de cette population qui s'installe sur des terres rurales périurbaines qui se transforment progressivement, par des processus d'urbanisation inverse (Pírez, 2016), en les nouvelles périphéries de la ville. Montréal en est un exemple. De nouvelles migrations dans les années 1980, dues à la guerre civile ou à des événements ponctuels comme des tremblements de terre, étendent ces zones urbaines périphériques. Pendant ce temps, les élites urbaines se déplacent d'abord vers le nord, dans un processus lent qui commence à la fin des années 1930, puis vers le sud à partir des années 1990 (Baires, 2018 ; Lungo & Baires, 1988).

Dans ce contexte d'expansions et de transformation des territoires périurbains, il est important de souligner que chaque axe d'expansion analysé a fait l'objet d'exercices de planification urbaine. Le PLAMADUR-AMSSA des années 1990 (Brutti & Umaña, 2002) qui définit les interventions dans le sous-système nord et le « Plan de Développement Territorial de la Région de La Libertad » élaboré par León Sol Arquitectos en 2005, et qui indique les dynamiques de croissance des districts au sud de l'AMSS, témoignent des efforts de planification de la ville. Par ailleurs, le MARN a élaboré une série de zonages environnementaux pour des territoires spécifiques, par exemple pour la zone de la Cordillera del Bálsamo, où se situe les districts inclus dans le « Plan de Développement Territorial de la Région de La Libertad ». En complément, chaque district est tenu d'élaborer ses propres ordonnances environnementales. Ces documents sont peu connus du grand public et sont susceptibles d'interprétations, de manipulations et de modifications significatives, comme cela a été le cas à Nuevo Cuscatlán (Barrera & Vaquerano, 2023). Malgré l'existence de ces plans d'aménagement, les intérêts politiques et la force du capital prévalent souvent, déterminant finalement les usages prioritaires. Ainsi, dans le nord-ouest, on assiste au développement d'un mélange d'industries, de centres logistiques et de logements de classe moyenne, tandis qu'au sud, ce sont des complexes résidentiels de luxe qui se multiplient.

Un autre élément à souligner dans ces deux axes d'expansion est l'abondance ou la rareté de l'eau. Alors qu'au nord-ouest l'eau est encore un ressource abondante, au sud elle est très rare. Ce qui est remarquable, c'est que peu importe l'abondance ou la rareté de l'eau, les conflits pour l'accès à cette ressource ne cessent d'augmenter sur les deux axes. Cela confirme le rôle stratégique de la gouvernance et de la gestion de l'eau dans tous les scénarios. Cependant, comme cela a été décrit, les différentes visions sur la manière de gérer cette ressource et sur les principes qui doivent guider sa gouvernance sont contradictoires (Díaz-Combs, 2024) et sont souvent elles-mêmes source de nombreux conflits.

En relation directe avec la question des différentes visions de l'eau, de sa gestion et de sa gouvernance, il est important de souligner le rôle central qui, tout au long de l'histoire du Salvador, a été attribué à la question de la propriété de la terre et de ses ressources (Gutiérrez-Poizat & Mendoza Bohne, 2024). Tandis que, selon une vision privatisatrice, celui qui contrôle la propriété de la terre contrôle également ses ressources, y compris l'eau, et peut donc en disposer à sa guise ; selon une perspective plus proche des droits humains, l'eau ne peut appartenir à personne et doit être considérée comme un bien commun de l'humanité. Ces discussions devraient conduire à repenser différents formats de propriété, qui ne sont pas étrangers à l'histoire du pays, et qui peuvent encore être trouvés dans des cas concrets de coopératives de logement, la propriété collective de la terre pour la production agricole, ou l'approvisionnement en eau par des Juntas de Agua.

Concernant le récit de la trajectoire d'inclusion précaire aux réseaux socio-technologiques de l'eau courante entreprise par les habitants de Montréal depuis la fin des années 1940, plusieurs éléments peuvent être mis en avant. Tout d'abord, comme cela a déjà été souligné, il est novateur de retracer l'histoire de plus de 80 ans de présence dans ces territoires périurbains, du point de vue de l'accès à l'eau. Habituellement, ce type de trajectoire est documenté du point de vue de l'accès au foncier ou au logement, et de manière complémentaire seulement, des services et des équipements urbains. En ce sens, cette thèse apporte une contribution unique, en mettant en évidence d'autres éléments tout aussi précieux :

1. Premièrement, on a décrit les différents moments historiques qui ont marqué les processus de territorialisation à Montréal, cette fois non seulement en termes de définition de paysages urbains ou périurbains, mais avec un accent particulier sur les paysages hydro sociaux. Il s'agit là d'un exercice unique, qu'il convient de poursuivre.

2. Deuxièmement, on a souligné le rôle fondamental des infrastructures hydrauliques ainsi que des savoirs locaux pour se procurer et gérer ces infrastructures. Au-delà du logement, des équipements urbains ou même des services urbaines, cela représente également un aspect novateur par rapport aux manières traditionnelles d'analyser les territoires périurbains depuis l'architecture ou l'urbanisme dans le contexte salvadorienne. En ce sens, approfondir à la fois la forme même des infrastructures et leur rôle important dans la définition des paysages hydro sociaux est une tâche qui reste à accomplir dans le contexte du pays.

3. Troisièmement, il convient de souligner la série de relations et d'arrangements hydro sociaux qui se tissent à partir des territoires et qui s'articulent de manière créative avec les structures formelles de l'eau. À chaque étape de l'histoire hydro sociale de Montréal, il a été démontré que les habitants doivent nécessairement s'organiser, même par le biais d'arrangements simples entre voisins, pour gérer l'accès à l'eau courante. Cette organisation se renforcera avec le temps et, dans la mesure où les arrangements sont plus solides, ils auront une plus grande capacité de négociation avec les structures formelles de l'eau. En ce sens, il faut souligner que chaque AUP a son propre niveau d'inclusion précaire, est toujours capable d'atteindre un certain niveau de négociation.

4. Quatrièmement, il faut signaler qu'il s'agit d'un processus dynamique, dans lequel les éléments fondamentaux du cycle hydro-social : eau, relations sociales de pouvoir, technologie et infrastructure, se produisent et se reproduisent au fil du temps. Ainsi, chaque trajectoire est unique et, bien qu'il existe de grandes éléments communes, on peut finalement tirer un enseignement singulier de chacune des expériences. Cela est particulièrement pertinent dans

un contexte qui tend à uniformiser les processus et à mettre en œuvre des solutions globales sans prêter attention aux caractéristiques particulières de chaque territoire périurbain et de chacun des AUP dans ces territoires.

5. Cinquièmement, il est important de souligner la question de l'hybridité tant dans les relations sociales de pouvoir que dans les infrastructures et les technologies, un aspect souvent négligé dans les plans et projets élaborés « d'en haut ». Les solutions généralistes ont longtemps insisté sur la division entre le formel et l'informel, entre être propriétaire ou non, entre la ville consolidée et les périphéries. Dans ces classifications duales de la réalité, considérer l'hybridité comme une qualité à valoriser serait bénéfique non seulement pour les AUP, mais aussi pour les villes en général. Les études urbaines et les visions postmodernes de la ville (Harvey, 2003) ont déjà apporté des éléments importantes, qui peuvent bien être approfondi dans le contexte salvadorien.

6. Sixièmement, dans le cas spécifique de Montréal il existe certes une fragmentation spatiale qui définissent des paysages hydro sociaux divers, tant au sein du groupe de quartiers, par exemple entre finca Argentina et les quartiers intervenus par le PMB, mais aussi entre l'ensemble des 31 quartiers et la ville formelle. Bien qu'il faille insister sur le fait que la fragmentation spatiale n'est pas applicable aux infrastructures hydrauliques, en particulier au réseau de canalisations, de réservoirs, de pompes, etcétéra, qui se connectent aux réseaux de la ville formelle, car l'eau doit être transportée et à son état liquide, ne peut pas être fragmentée. Dans cette thèse, on insiste sur l'idée qu'il n'y a pas de fragmentation, mais plutôt des processus de déconnexion durable exercés depuis des positions de pouvoir, par exemple par le refus d'entretenir les infrastructures, ce qui peut entraîner des fuites d'eau permanentes, par la rationalisation du service d'eau ou par la fourniture d'une eau de très mauvaise qualité dans ces territoires.

En ce qui concerne les cycles hydro sociaux à Montréal, tels qu'ils ont été détaillés pour chacun des ensembles d'logements : 1. Finca Argentina, 2. Finca Montréal et environs et 3. Habitations bénéficiant du PMB, il est possible de trouver trois moments différents d'inclusion précaire. Le premier d'entre eux, à Finca Argentina, se situe dans une position similaire, bien que dans le contexte actuel, à celle des premiers habitants arrivés à Montréal à la fin des années 1940. Finca Argentina est la nouvelle frontière périphérique de la ville, tout comme l'était Finca Montréal à son époque. Le fait de pouvoir profiter de la canalisation que les habitants de Finca Montréal ont réussi à faire parvenir jusqu'à la partie basse d'« El Cerro » où se situe Finca Argentina, et d'ici de se connecter au système de bornes-fontaines publiques et au système de pompage qui amène l'eau de la ville vers la partie en haut, est similaire, bien qu'à une autre échelle d'infrastructure, aux branchements domestiques que certains voisins de Finca Montréal ont réussi à obtenir vers 1970 et qui leur ont permis de vendre de l'eau aux voisins n'ayant

pas de branchement domestique. Dans ce cas, l'organisation communautaire est encore faible, mais elle s'appuie sur le solide réseau communautaire dont disposent déjà les autres quartiers de Montréal. À ce niveau l'accès à l'eau est difficile, les habitats sont vulnérables et se trouvent en position de désavantage par rapport aux projets immobiliers extractivistes qui se profilent déjà à l'horizon voire Ciudad Formosa (Orellana, 2023).

Le deuxième cycle hydro social identifié se situe à un stade intermédiaire entre la situation la plus précaire de Finca Argentina et une situation plus intégrée à la ville dans les établissements bénéficiant du PMB. Finca Montréal et ses environs présentent une diversité de paysages hydro-sociaux, allant des plus vulnérables dans les parties les plus basses du terrain, proches des ravins Siete Pilas et Las Pringas, et plus éloignés de la conduite principale sur l'avenue Montréal, jusqu'aux habitations situées le long de l'avenue Montréal et disposant d'un branchement direct à la conduite. Dans ce cas l'accès à l'eau reste difficile, mais le branchement domestique fait la différence, il confère un statut différent par rapport aux voisins qui n'en ont pas, même si eux y accèdent de manière informelle. Cependant, il est important de souligner que, même si les conditions actuelles ne sont pas idéales pour que l'ensemble des comités de quartier, regroupés au sein de l'Intercommunale, ou comme ils se sont actuellement appelés « Red de líderes » (Castillo, C., Groupe Focal, 19 septembre 2022), puissent promouvoir non seulement l'accès généralisé à l'eau courante mais aussi le système d'assainissement indispensable, ce qui constitue un véritable défi dans ces établissements de Montréal, l'organisation est déjà très fort et capable de résister.

Enfin, dans le troisième scénario présenté dans le dernier cycle hydro social, correspondant aux établissements bénéficiant d'interventions du PMB, on observe un double émancipation de ses habitants. Premièrement, grâce à l'organisation communautaire qui les a amenés à devenir des acteurs importants dans la transformation de l'accès aux services d'eau courante, d'assainissement et d'énergie, ainsi qu'à des améliorations en matière de connectivité, d'espaces publics, d'équipements communautaires et d'ouvrages de protection. L'introduction même d'ouvrages hydrauliques de taille moyenne tels que des puits, des canalisations, des branchements à des collecteurs et à des stations d'épuration existantes dans la ville formelle, est également une preuve de ce travail collectif. Deuxièmement, il existe une émancipation des habitants de ces quartiers en ce qui concerne les infrastructures qu'ils continuent d'entretenir dans la mesure de leurs possibilités, ce qui les positionne dans un scénario d'intégration plus étroite avec la ville formelle.

Comme on l'a montré dans la deuxième partie de cette thèse, les habitants de Montréal ont élaboré leur propre savoir sur l'eau, très différent de celui qui prévaut dans la ville formelle. Si l'eau est un élément de division, elle est aussi un élément d'union, ce qui est un atout majeur à ne pas négliger.

Cela ouvre des perspectives intéressantes pour une meilleure gestion de l'eau, menée par les habitants eux-mêmes, à partir de leur vécu quotidien dans les zones périurbaines.

Pour conclure, l'analyse des processus d'expansion de la ville a permis d'identifier trois éléments clés pour une gestion de l'eau courante menée par les habitants des AUP's périurbaines :

1. L'accès à l'eau courante, un droit fondamental, ne devrai être subordonné à la possession d'un titre de propriété. Pourtant, ce critère a été érigé en condition sine qua non d'accès à cette ressource vitale, excluant ainsi de nombreux habitants des AUP. Bien que l'objectif d'une propriété universelle soit légitime, il est illusoire dans un contexte marqué par de fortes inégalités foncières. Il est donc impératif de repenser les modèles de propriété pour garantir un accès équitable et durable à l'eau courante, en tenant compte de la diversité des situations et des aspirations des populations concernées.

2. Il est nécessaire de soutenir les processus d'organisation communautaire. Depuis les réflexions académiques et l'activisme des années 1960-1970, qui soulignaient la nécessité de construire de nouvelles relations avec l'environnement à partir des territoires, où la construction d'habitats dignes et durables va au-delà du simple logement, mais aussi depuis l'EPL à partir des années 1990 qui est à la base de plusieurs reflétions et activismes actuelles. Tout pour souligner qu'il existe une grande variété de contributions théoriques très proches des activismes sociaux, qui peuvent être réinvesties. En ce sens, des alliances avec les mouvements sociaux et les médias ont déjà commencé à porter leurs fruits, même dans le contexte très difficile que traverse actuellement le Salvador.

3. Enfin, cette thèse propose de souligner le rôle fondamental des infrastructures dans les trajectoires d'inclusion précaire. Dans la mesure où une communauté reconsidère des formats alternatifs de propriété du sol et des ressources qui y sont liées, dans la mesure où elle renforce ses propres processus d'organisation communautaire, mais également dans la mesure où elle valorise ses réseaux d'eau courante, elle sera d'autant mieux préparée à résister aux multiples extractivismes qui la touchent actuellement. La canalisation, une fois réalisée, doit être défendue. Sans sous-estimer le rôle vital du logement, celui-ci n'en reste pas moins l'expression d'un bien individuel, tandis que la propriété du sol, les équipements comme les maisons communales et les parcs parviennent parfois à se renforcer et à se protéger en tant que biens communs. En ce sens, il est proposé de considérer également les canalisations, expression matérielle des réseaux socio-technologiques de l'eau, comme un bien commun et, à ce titre, de les préserver, de les protéger et de permettre ainsi aux habitants des AUP en contexte périurbain

de s'orienter vers des scénarios moins précaires en matière de gestion et de gouvernance de l'eau « par le bas ».

BIBLIOGRAPHIE

Abarca, M. (2023, noviembre 8). Nuevo desarrollo inmobiliario en Surf City costará $20 millones. *Diario El Salvador.* Récupéré en juin 18, 2024, de https://diarioelsalvador.com/nuevo-desarrollo-inmobiliario-en-surf-city-costara-20-millones/424747/

Abramo, P. (2012). La ciudad com-fusa: mercado y produccion de la estructura urbana en las grandes metropolis latinoamericanas. *EURE, 38*(114), 35–69. doi:10.4067/S0250-71612012000200002 Récupéré de https://search.proquest.com/docview/1021201977

Acosta, J. (2018). VI. El Agua y la participación ciudadana. Dans A. McKinley (Ed.), *La crisis hídrica en El Salvador: hechos y retos* (pp. 131–150). UCA Editores.

Acuña Ortega, V. (2015). Centroamérica en las globalizaciones (siglos XVI-XXI). *Anuario De Estudios Centroamericanos, 41*, 13–27.

Agarwal, A., de los Angeles, M. S., Bhatia, R., Chéret, I., Davila-Poblete, S., Falkenmark, M., Gonzalez-Villarreal, F., Jønch-Clausen, T., Aït Kadi, M., & Kindler, J. (2000). *Integrated water resources management*. Global water partnership Stockholm.

Aguilar, A. G. (2008). Peri-urbanization, illegal settlements and environmental impact in Mexico City. *Cities, 25*(3), 133–145. https://doi.org/10.1016/j.cities.2008.02.003

Aguilar, A. G., & López, F. M. (2009). Water Insecurity among the Urban Poor in the Peri-urban Zone of Xochimilco, Mexico City. *Journal of Latin American Geography, 8*(2), 97–123. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/25765264

Aguilar, Y. (2015). La gestión territorial: en el entorno de cambio climático en El Salvador. *Perspectivas, 2*(9)

Alimonda, H. (2022). The Coloniality of Nature: An Approach to Latin American Political Ecology. *Alternautas, 6*(1) https://doi.org/10.31273/alternautas.v6i1.1094

Almeida, P. (2011). Olas de movilización popular movimientos sociales en El Salvador, 1925-2010. UCA Editores, San Salvador

Almeida, P. (2010). El Salvador: elecciones y movimientos sociales. *Revista de ciencia política, 30*(2), 319–334. doi:10.4067/S0718-090X2010000200008 Récupéré de http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=32416605008

Alpízar Rodríguez, F. (2018). El poder infraestructural y la gestión del agua en Costa Rica. *Estado, Empresas Públicas y Desarrollo* (pp. 33–63). Centro de Investigación y Estudios Políticos, Escuela de Ciencias Políticas, Universidad de Costa Rica CIEP-UCR.

Alvarado Alcázar, A. & Jiménez Barboza, G. (2013). Urbanizaciones cerradas en Costa Rica: un nuevo objeto de estudio. *Revista de ciencias sociales (San José),* (137) doi:10.15517/rcs.v0i137.8404 Récupéré de https://doaj.org/article/8c43137995a440e98c13300f2d3487b2

Alvarado Batres, C., Ramírez Martínez, A. d. C., & Flores, C. A. (2022). *Territorios hidrosociales en la zona norte del volcán de San Salvador: modelos de desarrollo formas de habitar y crisis medioambiental.* ACUA, San Salvador:

Alvarado, J. (2023, junio 2). Bukele reducirá los municipios del El Salvador a 44 y los diputados a 60. *El Faro.* Récupéré en juin 12, 2023, de https://elfaro.net/es/202306/el_salvador/26871/Bukele-reducir%C3%A1-los-municipios-de-El-Salvador-a-44-y-los-diputados-a-60.htm?v=1

Alvarado, J. (2024, abril 15). Las promesas incumplidas de Bukele. *El Faro*. Récupéré en juin 10, 2024 https://especiales.elfaro.net/es/cuscatlan/

Álvarez Cedillos, J. G. (2021). *Resolución 64/292: Derecho Humano al Agua y Saneamiento de la Asamblea General de las Naciones Unidas y su vinculación con el anteproyecto: Ley Integral del Agua propuesta por el Comité de Expertos Hídricos en El Salvador.* https://repositoriosiidca.csuca.org/Record/RepoUES23479

Alzate-Navarro, Á. (2023). Mecanismos de planificación y gestión del régimen urbano neoliberal en Medellín: los tratamientos urbanísticos. *Eure, 49* (148) https://doi.org/10.7764/EURE.49.148.02

Amaya, C. (2020, noviembre 6). Medioambiente da luz verde a la construcción del megaproyecto ciudad Valle El Ángel. *Revista Gato Encerrado*. Récupéré en mai 8, 2023, de https://gatoencerrado.news/2020/11/06/medio-ambiente-da-luz-verde-a-la-construccion-valle-el-angel/

Amaya, C., & Díaz, M. (2019, septiembre 17). 100 días de priorizar permisos ambientales e ignorar la ley de agua. *Revista Gato Encerrado*. Récupéré en mai 8, 2024, de https://gatoencerrado.news/2019/09/18/100-dias-de-priorizar-permisos-ambientales-e-ignorar-ley-del-agua/

Amaya, C., & Díaz, M. (2023, enero 26). Gobierno de Bukele se une a la destrucción del Valle del Ángel. *Mala Yerba*. Récupéré en mai 8, 2024, de https://mala-yerba.com/gobierno-de-bukele-se-une-a-la-destruccion-del-valle-el-angel/

Amaya, C., & Pacas, L. (2020, diciembre 16). Negarse a ver los riesgos. *Revista Gato Encerrado.* Récupéré en mai 25, 2024, de https://gatoencerrado.news/2020/12/16/constructores-de-vulnerabilidad/

Amaya, C., & Rodríguez, C. (2022, marzo 24). Administración Bukele beneficia la construcción de Grupo Dueñas en la Finca Suiza. *Mala Yerba.* Récupéré en juillet 17, 2023, de https://mala-yerba.com/administracion-bukele-beneficia-la-construccion-de-grupo-duenas-en-la-finca-suiza/

Amaya, C., Díaz, M., Luna, S., Orellana Solares, G., & Recinos, M. (2023a, noviembre 20). Desalojos y desempleo en Surf City: la realidad de 25 familias en El Zonte. *Mala Yerba.* Récupéré en juillet 17, 2024, de https://mala-yerba.com/desalojos-y-desempleo-en-surf-city-la-realidad-de-25-familias-en-el-zonte/

Amaya, C., Díaz, M., Orellana Solares, G., & Recinos, M. (2023b, julio 31). Los desplazados de Bukele. *Mala Yerba.* Récupéré en juillet 18, 2024, de https://mala-yerba.com/los-desplazados-de-bukele/

ANDA. (2020). *Boletín Estadístico 2020*. San Salvador

ANDA-PNUD. (1969). *Informe sobre hidrología superficial de las cuencas de los ríos Sucio y Acelhuate.* San Salvador:

Angotti, T. (1987). Urbanization in Latin America: Toward a Theoretical Synthesis. *Latin American Perspectives, 14*(2), 134–156. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/2633700

Angotti, T., & Irazábal, C. (2017). Planning Latin American Cities: Dependencies and "Best Practices". *Latin American Perspectives, 44*(2), 4–17. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/26178807

Ankersen, T. T., & Ruppert, T. (2006). Tierra y Libertad: The Social Function Doctrine and Land Reform in Latin America. *Tulane Environmental Law Journal, 19*(1), 69–120. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/43292727

Arias Peñate, S. (1988). *Los subsistemas de agroexportación de El Salvador : el café, el algodón y el azúcar* (1a ed.). San Salvador, El Salvador: UCA Editores. Récupéré de http://www.econis.eu/PPNSET?PPN=1393855970

Argueta Portillo, I. J. (2019). *El reconocimiento del derecho humano al agua en la República de El Salvador, a través de la aprobación de una ley de aguas, integral con enfoque de cuencas y su relación con el Objetivo de Desarrollo Sostenible número 6; período. 2010-2018.* https://repositoriosiidca.csuca.org/Record/RepoUES20408

ARPAS. (2020, enero 3). *Proyecto Valle del Ángel, amenza latente para agua de las comunidades.* www.arpas.org.sv. Récupéré en mai 9, 2024 de https://arpas.org.sv/2020/01/proyecto-valle-el-angel-amenaza-latente-para-agua-de-las-comunidades/

Arrieta, L. (2018). *Institucionalidad del Agua en América Latina*. Universidad Centroamericana José Siméon Cañas, UCA, San Salvador.

Arsel, M., Adaman, F., & Saad-Filho, A. (2021). Authoritarian developmentalism: The latest stage of neoliberalism? *Geoforum, 124*, 261–266. https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2021.05.003

Astvaldsson, A. (2008). BID, BM y CAFTA_DR en el proceso de privatización del agua en El Salvador. *La Universidad, 1*(1) https://revistas.ues.edu.sv/index.php/launiversidad/issue/view/2/9

Artiga, R. (2018). IV. La economía política y la gobernanza del agua en El Salvador. Dans A. McKinley (Ed.), *La crisis hídrica en El Salvador: hechos y retos* (pp. 89–102). UCA Editores.

Audiovisuales UCA (Producer), & Audiovisuales UCA (Director). (2010, 17 de abril). *FIHIDRO Agua segura ¿para quién?* Récupéré en mai 10, 2024 de [Video/DVD] San Salvador, El Salvador

Audiovisuales UCA (Producer), & Audiovisuales UCA (Director). (2016, 17 de abril). *Agua ¿Para todos?* Récupéré en mai 10, 2024, de [Video/DVD] San Salvador, El Salvador

Audren de Kerdrel, J., & Forget, M. (2016). Stratégies d'accès à l'eau en milieu urbain : les territoires de l'eau à Cochabamba (Bolivie). *Problèmes d'Amérique latine, 100*(1), 111–128. doi:10.3917/pal.100.0111 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2016-1-page-111.htm

Ávila-García, P. (2016). Hacia una ecología política del agua en Latinoamérica. *Revista de estudios sociales (Bogotá, Colombia),* (55), 18–31. doi:10.7440/Res55.2016.01 Récupéré de http://journals.openedition.org/revestudsoc/9602

Ávila Sánchez, Héctor - Compilador/a o Editor/a. (2010). *Lo urbano-rural, ¿nuevas expresiones territoriales?* Centro Regional de Investigaciones Multidisciplinarias/UNAM. Récupéré de http://biblioteca.clacso.edu.ar/gsdl/collect/mx/mx-020/index/assoc/D637.dir/Lo_urbano_rural.pdf

Ávila Sánchez, H. (2001). Ideas y planteamientos teóricos sobre los territorios periurbanos. Las relaciones campo-ciudad en algunos países de Europa y América. *Investigaciones Geográficas, 1*(45), 108–127. https://doi.org/10.14350/rig.59148

A.E. (2024, junio 6). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

Azpiazu, D. (2010). Privatización del agua y el saneamiento en Argentina : El caso paradigmático de Aguas Argentinas S.A. *VertigO,* (Hors série 7) doi:10.4000/vertigo.9730 Récupéré de http://journals.openedition.org/vertigo/9730

Baires, S. (2018). División social del espacio urbano y emergencia de los barrios cerrados en el Área Metropolitana de San Salvador (2003). In L. M. Castro, & R. O. L. Salazar (Eds.), *Antología del pensamiento crítico salvadoreño contemporáneo* (pp. 443-480). CLACSO. https://doi.org/10.2307/j.ctvfjd0vt.19

Baires, S., & Lungo Uclés, M. (1988). Población y economía en la consolidación de la capital salvadoreña 1880-1930. Dans R. Fernández Vásquez, & M. Lungo Uclés (Eds.), *La estructuración de las ciudades capitales Centroamericanas* (pp. 131–159). Editorial Universitaria Centroamericana EDUCA.

Baisotti, P. (2022). Economy, Inequalities, and Cities; Chinese Influence in Latin America. Dans P. Baisotti (Ed.), *New Global Cities in Latin America and Asia* (pp. 309-336). University of Michigan Press.

Bakker, K., & Morinville, C. (2013). The governance dimensions of water security: a review. *Philosophical Transactions of the Royal Society of London. Series A: Mathematical, Physical, and Engineering Sciences, 371*(2002), 20130116. https://doi.org/10.1098/rsta.2013.0116

Bakker, K., Kooy, M., Shofiani, N. E., & Martijn, E. (2008). Governance Failure: Rethinking the Institutional Dimensions of Urban Water Supply to Poor Households. *World Development, 36*(10), 1891–1915. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2007.09.015

Bakker, K. (2003). Archipelagos and networks: urbanization and water privatization in the South. *The Geographical Journal, 169*(4), 328–341. https://doi.org/10.1111/j.0016-7398.2003.00097.x

Baron, C., & Bonnassieux, A. (2013). Gouvernance hybride, participation et accès à l'eau potable. Le cas des associations d'usagers de l'eau (AUE) au Burkina Faso. *Annales de géographie, 122*(693), 525–548.

Baron, C., & Belarbi, W. (2010). 21. Gouvernance participative et rôle des associations pour l'accès à l'eau dans la périphérie de Casablanca (Maroc). *L'eau mondialisée* (pp. 381–401) La Découverte. doi:10.3917/dec.schne.2010.01.0381 Récupéré de https://www.cairn.info/l-eau-mondialisee--9782707154965-page-381.htm

Baquero Moreno, M. A., & Madden Libra, J. (2022). *Acceso al agua en América Latina y el Caribe: definiciones y datos*. Banco Interamericano de Desarrollo (BID). https://doi.org/http://dx.doi.org/10.18235/0004493

Barraqué, B., Formiga-Johnsson, R. M., & Santoni, L. (2018). Chapitre 3 - Interaction entre services publics et ressources en eau dans les métropoles en France et au Brésil. *Gestion Durable de l'eau Urbaine*. France: NSS. Récupéré de http://books.openedition.org/quae/19533

Barraqué, B. (2014). Pour une histoire des services d'eau et d'assainissement en Europe et en Amérique du Nord. *Flux (Centre national de la recherche scientifique (France). Groupement de recherche 903 Réseaux), 3/4*(97-98), 4–15. doi:10.3917/flux.097.0016 Récupéré de https://enpc.hal.science/hal-01199564

Barrera, E., & Vaquerano, R. (2023, mayo 30,). Ministro del Ambiente autoriza la destrucción de una zona protegida en Nuevo Cuscatlán. *Revista Gato Encerrado*. Récupéré en juillet 16, 2024, de https://gatoencerrado.news/2023/05/29/ministro-de-medio-ambiente-firmo-sentencia-de-muerte-a-zona-de-maxima-proteccion/

B.M, (julio 16, 2023). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

Barry, D., Hermán, R., Artiga, R., & Molina, H. (1999). Capítulo 4 : El desafío del agua en Centroamérica . Dans C. R. P. San José (Ed.), *Informe Estado de la Región ; 1 - 1999*

Basterrechea Díaz, M., & Franco, G. (2021). *Estado de la implementación de la Gestión Integrada de los Recursos Hídricos en Centroamérica y Republica Dominicana al 2020.* GWP Centroamérica

Baumeister, E. (2017). *El Salvador, evolución de la agricultura y las estrategias de los pequeños agricultores*. Programa Regional de Investigación sobre Desarrollo y Medio Ambiente PRISMA.

Benítez, B. (2023, junio 14). Asamblea de Bukele modifica la división territorial de El Salvador sin un estudio técnico. *Revista Gato Encerrado* Récupéré en mai 6, 2024 https://gatoencerrado.news/2023/06/15/municipios/

Benítez, B. (2023a, junio 12). Los 44 municipios del nuevo mapa de El Salvador. *Revista Gato Encerrado*. Récupéré en juillet 13, 2024, de https://gatoencerrado.news/2023/06/13/los-44-municipios-del-nuevo-mapa-de-el-salvador/

Benítez, B. (2023b, mayo 27). Bukele ordena reducir municipios y diputados antes de las elecciones 2024. *Revista Gato Encerrado.* Récupéré en mai 25, 2024, de https://gatoencerrado.news/2023/06/03/bukele-ordena-reducir-municipios-y-diputados/

Berghuber, K., Vogl, C. R., & Gramajo, S. E. (2010). Conocimientos, costumbres y estrategias de la gestión del agua en el caserío Vista Hermosa del Departamento San Marcos, Guatemala. *Agricultura, Sociedad Y Desarrollo, 7*(1), 81–107.

Bertazzo, S. (2015). La tutela del acceso al agua potable en el Derecho Internacional. *Revista De Derecho - Universidad Católica Del Norte, 22*, 55–92. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=371043382003

Berthe, A. (2018). L'accès à l'eau et à l'assainissement au Brésil, un enjeu de développement soutenable à évaluer. *Problèmes d'Amérique latine, 111*(4), 59–83. doi:10.3917/pal.111.0059 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2018-4-page-59.htm

Berti Lungo, C. G., & Ferrufino Martínez, C. E. (2009). *Ordenamiento territorial en Centroamérica y República Dominicana: insumos para la construcción de una agenda regional* (primera edición ed.)

Besteiro, A. G. (2022). Political ecology, écologie politique, ecología política : les faux amis. *Géocarrefour : revue de géographie de Lyon, 96*(2), 1. doi:10.4000/geocarrefour.17877 Récupéré de http://journals.openedition.org/geocarrefour/17877

Beverley, J. (1982). El Salvador. *Social Text,* (5), 55–72. https://doi.org/10.2307/466334

BID (2021). Financiamiento para acceso a agua potable y sistemas de saneamiento salvadoreños FIHIDROS. http://dx.doi.org/10.18235/0006268

BID. (2018). Foro Mundial del Agua 2018. América Latina y el Caribe. Resumen Ejecutivo. Banco Interamericano de Desarrollo BID.

Bied-Charreton, M., Makkaoui, R., Petit, O., & Requier-Desjardins, M. (2006). La gouvernance des ressources en eau dans les pays en développement : enjeux nationaux et globaux. *Mondes en développement, no 135*(3), 39–62. doi:10.3917/med.135.0039 Récupéré de https://univ-artois.hal.science/hal-00387213

Biswas, A. K. (2008). Integrated Water Resources Management: Is It Working? *International Journal of Water Resources Development, 24*(1), 5–22. https://doi.org/10.1080/07900620701871718

B.E (2024, mayo 15). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

Blanco, S. (2023, septiembre 5). *Militarizar comunidades no significa control territorial* Récupére en mai 20, 2024 de https://noticias.uca.edu.sv/articulos/militarizar-comunidades-no-significa-control-territorial

Blandón, F. (2024, junio 28). La herencia del gobierno pasado: el desmontaje de la institucionalidad de apoyo a los municipios. Récupéré en octobre 20, 2024 de https://uca.edu.sv/mdt/blog/la-herencia-del-gobierno-pasado-el-desmontaje-de-la-institucionalidad-de-apoyo-a-los-municipios/

Boelens, R., Hoogesteger, J., Swyngedouw, E., Vos, J., & Wester, P. (2016). Hydrosocial territories: a political ecology perspective. *Water International, 41*(1), 1–14. https://doi.org/10.1080/02508060.2016.1134898

Boelens, R. A., Cremers, L., & Zwarteveen, M. Z. (2011). Justicia Hídrica: acumulación de agua, conflictos y acción de la sociedad civil. *Justicia Hídrica: acumulación, conflicto y acción social*. Justicia Hídrica, IEP Instituto de Estudios Peruanos, Fondo Editorial PUCP.

Bolaños-Guerra, B., & Calderón-Contreras, R. (2021). Desafíos de resiliencia para disminuir la migración inducida por causas ambientales desde Centroamérica. *Revista de estudios sociales (Bogotá, Colombia),* (76), 7. doi:10.7440/res76.2021.02

Bolaños Guerra, B. (2018). Biopolíticas del cambio climático para Centroamérica. *Trace.Travaux Et Recherches Dans Les Amériques Du Centre,* , 135–158. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=423858279009

Bonnet, G., & Clarimont, S. (2022). Perception de la ressource en eau et adaptation au changement climatique en territoires touristiques ruraux : le cas des vallées de la Dronne et de la Vézère. *Géocarrefour : Revue De Géographie De Lyon, 96*(1), 1. Récupéré de https://doi.org/10.4000/geocarrefour.18204

Bonilla Bonilla, L. V. (2002). Desarrollo urbano, agua potable y vida cotidiana: en la cuerda floja de la sostenibilidad hacia el siglo XXI. *Abra,* Récupéré de https: //explore.openaire.eu/search/publication?articleId=dedup_wf_001::2cb56a5704522dd7fab2c1d7ca7e3c7d

Borreo, J. M. (1999). Tribunal Centroamericano del Agua. Fundamentos Etico-Juridicos. https://funcagua.org.gt/

Borsdorf, A. (2006). *Cómo modelar el desarrollo y la dinámica de la ciudad latinoamericana*. Santiago de Chile: Red Eure. Récupéré de https://ebookcentral.proquest.com/lib/[SITE_ID]/detail.action?docID=3163734

Bower, K. (2014). Water supply and sanitation of Costa Rica. *Environmental Earth Sciences, 71*(1), 107–123. https://doi.org/10.1007/s12665-013-2416-x

Bran-Guzmán, E. (2017). Conflictividad socioambiental en Centroamérica. Una década de rearticulación y movilización social y política. *Argumentos, 30*, 43–68.

Briand, A., & Loyal, A. (2017). La demande pour des services urbains d'eau potable : une analyse du consentement à payer des ménages bamakois et de quartiers précaires de Ouagadougou. *Revue d'économie régionale et urbaine (ADICUEER (Association)), Janvier*(1), 33–66. doi:10.3917/reru.171.0033 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2017-1-page-33.htm

Brodersohn, V. (1980). Estructura y desarrollo social en El Salvador. *Desarrollo Económico, 20*(77), 121-134. https://doi.org/10.2307/3466575

Browning, D. (1983). Agrarian Reform in El Salvador. *Journal of Latin American Studies, 15*(2), 399–426. https://doi.org/10.1017/S0022216X00000766

Browning, D. (1987). *El Salvador, la tierra y el hombre* (tercera ed.). Dirección de Publicaciones e Impresos, Ministerio de Cultura y Comunicaciones.

Brun, A., & Lasserre, F. (2006). *Politiques de l'eau : Grands principes et réalités locales* (1e ed.). Québec, Canada: Presses de l'Université du Québec. Récupéré de https://openresearchlibrary.org/viewer/d6eeb7ae-91ab-4eef-926a-b751f0a41db1

Brutti, F., & Umaña, C. (Eds.). (2002). *Resumen PLAMADUR AMSSA Plan Maestro de Desarrollo Urbano del Área Metropolitana de San Salvador Ampliada*. FLACSO FUNDAUNGO.

Budds, J. (2011). Relaciones sociales de poder y la producción de paisajes hídricos. *Justicia Hídrica: Acumulación, Conflicto Y Acción Social, 15*, 59–70.

Búfalo, E. (2002). Las reformas económicas en América Latina. *Revista Venezolana De Economía Y Ciencias Sociales, 8*

Cadalen, P. (2020). L'Amazonie et le vivant à l'épreuve de l'écopouvoir. *Raisons Politiques, 80*(4), 77–90. https://doi.org/10.3917/rai.080.0077

Calderón-Contreras, R., & Bolaños-Guerra, B. (2021). Desafíos de resiliencia para disminuir la migración inducida por causas ambientales desde Centroamérica. *Revista De Estudios Sociales,* , 7–23. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=81566516002

Calderón, B., & Funes, J. (2020, febrero 19,). Protestan por falta de agua potable en carretera al puerto de La Libertad y calle a Mariona. *La Prensa Gráfica*. Récupéré en juillet19, 2024, de https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Protestan-por-falta-de-agua-potable-en-carretera-al-puerto-de-La-Libertad-y-calle-a-Mariona-20200219-0019.html

Calvo Isaza, Ó, & Parra Salazar, M. (2014). Medellín (rojo) 1968. Protesta social, secularización y vida urbana en las jornadas de la II Conferencia General del Episcopado Latinoamericano. Bogotá, DC: Planeta. *Estudios Políticos,* (44), 245–248.

Camkin, J., & Neto, S. (2016). Roles, rights, and responsibilities in water governance; Reframing the Water Governance Debate. *World Affairs, 179*(3), 82–112. https://www-jstor-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/26369517

Campos Cabral, V., & Ávila-García, P. (2013). Entre ciudades y presas. Oposición campesina al trasvase de agua y la defensa del río Temascaltepec, México. *Revista de estudios sociales (Bogotá, Colombia),* (46), 120–133. doi:10.7440/res46.2013.12 Récupéré de http://journals.openedition.org/revestudsoc/7868

Campos, V. N. d. O., & Fracalanza, A. P. (2010). Governança das águas no Brasil: conflitos pela apropriação da água e a busca da integração como consenso. *Ambiente & Sociedade, 13*(2), 365–382. https://doi.org/10.1590/S1414-753X2010000200010

Cañada, E. (2019). Conflictos por el agua en Guanacaste, Costa Rica: Respuestas al desarrollo turístico. *Anuario De Estudios Centroamericanos, 45*

Cañada, E. (2017). Turismo y comunidades rurales en Centroamérica: un proceso de desposesión. *Anudar Red,* (61), 61–91.

Cao, L. (2019). Charter Cities. *The William and Mary Bill of Rights Journal, 27*(3), 717–764. https://search.proquest.com/docview/2234986780

Carballo, W. (2023, noviembre 14,). Hacer nuestro el Miss Universo: belleza, fealdad y política. *El Faro.* Récupéré en juillet 18, 2024, de https://elfaro.net/es/202311/columnas/27150/hacer-nuestro-el-miss-universo-belleza-fealdad-y-politica

Cardona, M. (2009). El Salvador: Repression in the name of anti-terrorism. *Cornell International Law Journal, 42*(1), 129–155. http://search.informit.org/doi/10.3316/agispt.20211103056376

Carranza Amaya, X. J. (2020). *Análisis sobre la gestión de aguas, el derecho al agua y la autoridad hídrica en la propuesta de ley integral del agua en El Salvador* https://repositoriosiidca.csuca.org/Record/RepoUES23807

Carrillo, C. (2020). La reconsolidación del régimen oligárquico en El Salvador; los ejes de la transformación neoliberal. In L. North, B. Rubio, A. Acosta & C. Pástor (Eds.), *Concentración económica y poder político en América Latina* (pp. 179-215). CLACSO. https://doi.org/10.2307/j.ctv1gm013c.8

Carroza-Athens, N. (2024). El movimiento de pobladores en Chile y Venezuela (2010-2022): discursos y significados en torno a la autogestión del hábitat. *Eure, 50*(150), 1–23. https://doi.org/10.7764/eure.50.150.02

Castellanos, E., Centeno, S. P., Olivares, J., & Quiroz, V. (2023). *Información climática disponible y recomendaciones para su uso en la inversión pública en los países del COSEFIN/SICA_S2301115_es.* CEPAL, Ciudad de México.

Castellanos, J. M. (2001). *El Salvador 1930 - 1960* (1. ed. ed.). Dir. de Publicaciones e Impresos. San Salvador

Castells, M. (1973). Movimiento de pobladores y lucha de clases en Chile. *Revista EURE, Revista De Estudios Urbano Regionales, 3*(7), 9–35. https://doi.org/https://doi.org/10.7764/834

Castillo Couve, M. J. (2014). Competencias de los pobladores en vivienda y barrio: trayectoria y experiencias recientes en Chile. *América Latina, Hoy, 68*(68), 17–37. https://doi.org/10.14201/alh2014681737

Castillo, M. M. (2017). La antigüedad de asentamientos informales como factor de diferenciación sociespacial - un caso de estudio de la ciudad de México. *Urbana: Revista Eletrônica do Centro Interdisciplinar De Estudos Da Cidade, 9*(1), 204. https://doi.org/10.20396/urbana.v9i1.8647229

Castree, N. (2008). Neoliberalising Nature: Processes, Effects, and Evaluations. *Environment & Planning. A, 40*(1), 153–173. https://doi.org/10.1068/a39100

Castro, J. E. (2008). Water Struggles, Citizenship and Governance in Latin America. *Development (Society for International Development), 51*(1), 72–76. https://doi.org/10.1057/palgrave.development.1100440

Castro, J. E., & Lacabana, M. (2005). Agua y Desarrollo en América Latina: por una democracia sustantiva en la gestión del agua y sus servicios. *Cuadernos del CENDES, 22*(59) Récupéré de http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=40305901

Caubet, C. (2002). Un tribunal de l'eau en Amérique Centrale. *Écologie & politique (Paris), 24*(1), 43–49. doi:10.3917/ecopo.024.0043 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique1-2002-1-page-43.htm

CCAD, & SICA. (2014, juin 27). *Estrategia Regional Ambiental Marco 2015-2020.* Récupéré en juin, 15, 2022, de https://www.sica.int/ccad/eram/gestion.aspx?Idm=1

CEPAL / CAC_SICA. (2020). *Análisis espacial de datos históricos y escenarios de cambio climático en México, Centroamérica, Cuba, Haití y la República Dominicana (LC/MEX/TS.2020/43).* CEPAL, Ciudad de México

Cevallos-Serrano, L. A. (2024). Inmobiliario, infraestructura y financiarización: la producción del espacio latinoamericano contemporáneo. *Eure, 50*(151)https://doi.org/10.7764/EURE.50.151.14

Chacón Araya, K., & González Rosales, S. (2021). Conflictividad ambiental: una aproximación para el análisis de las presiones sobre los ecosistemas y sus recursos. Dans Consejo Nacional de Rectores (Ed.), *SEXTO ESTADO DE LA REGIÓN (2021)*

Chacón Marroquín, D. I. (2017). *Elementos para una estrategia participativa de la Gestión de Riesgos (GDR) para la construcción de territorios resilientes. Análisis de caso comunidad Las Palmas y Montreal en el período 2012-15* (Tesis de Maestría, UCA, El Salvador)

Chartier, D., & Löwy, M. (2013). No L'Amérique latine, terre de luttes socioécologiques. *Écologie & Politique, 46*(1), 13–20. https://doi.org/10.3917/ecopo.046.0013

Chávez Hernández, J. A., Mata Zelaya, R. A., & Ventura Díaz, E. M. (2004). *Comportamiento de flujos subterráneos dentro del complejo volcánico Bálsamo, región hidrográfica E* (Ingeniero Civil, UCA, El Salvador).

Chaz, E. (2018). Extractivismo urbano. Debates para una construcción colectiva de las ciudades. *Cuaderno Urbano.Espacio, Cultura, Sociedad, 24*, 195–199. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=369259347009

Ching, E., & Tilley, V. (1998). Indians, the Military and the Rebellion of 1932 in El Salvador. *Journal of Latin American Studies, 30*(1), 121–156. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/158450

Ching, E. (1997). *From clientelism to militarism: The state, politics and authoritarianism in El Salvador, 1840-1940* Récupéré de Dissertations & Theses Europe Full Text: Social Sciences https://search.proquest.com/docview/304330235

Christian, P. B., Gent, M., & Wadkins, T. H. (2015). Protestant growth and change in El Salvador: Two Decades of Survey Evidence. *Latin American Research Review, 50*(1), 140–159. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/43670235

Clichevsky, N. (2009). Algunas reflexiones sobre informalidad y regularización del suelo urbano. *Bitácora Urbano-Territorial, 14*(1) https://doaj.org/article/238189dc27a64ccba420547be0a84385

Clichevsky, N. (2007). Informalidad y regularización del suelo urbano en América Latina: algunas reflexiones. *Revista Brasileira De Estudos Urbanos E Regionais, 9*(2), 55. https://doi.org/10.22296/2317-1529.2007v9n2p55

COAMSS, & OPAMSS. (2021). *Metro Atlas dinámicas locales y metropolitanas a la luz de los 17 objetivos de desarrollo sostenible*. San Salvador

COAMSS-OPAMSS. (2016). *Resumen ejecutivo Esquema Director Área Metropolitana de San Salvador.* San Salvador

Colmenárez, A. (2020). Una década del derecho humano al agua y la participación ciudadana. *Compendium,* https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=88064965004

Comisión Económica para América Latina y el Caribe, (CEPALC). (2024). *Anuario estadístico para América Latina y el Caribe 2023.* (No. LC/PUB 2023/25-P). Santiago

Connolly, P. (2013). La ciudad y el hábitat popular: paradigma latinoamericano. Dans E. Pradilla, & B. Ramírez (Eds.), (pp. 505–562). Universidad Autónoma Metropolitana, Xochimilco.

Cordero Ulate, A., & Cartagena Cruz, R. E. (2009). *Metabolismo socio-natural y conflictos ambientales en Costa Rica y El Salvador 1992-2007.* San José : FLACSO Costa Rica). Récupéré de http://biblioteca.clacso.edu.ar/gsdl/cgi-bin/library.cgi?a=d&c=cr/cr-003&d=104691584oai

Cornejo Mejía, C. M. (2017). Factores sociales, políticos y económicos de la modernidad arquitectónica en El Salvador. *Realidad: Revista De Ciencias Sociales Y Humanidades,* (150), 41–64. https://doi.org/10.5377/realidad.v0i150.6167

Cortés y Larraz, P. (Ed.). (2000). *Descripción geográfico-moral de la diócesis de Goathemala.* Dirección de Publicaciones e Impresos, San Salvador

Coutinho Vargas, M. (2011). La gestion privée des services d'eau et d'assainissement en Amérique latine : que reste-t-il des politiques pro-marché de la dernière décennie ? *Cahiers des amériques latines (Paris), 66*, 155–175. doi:10.4000/cal.503 Récupére de https://doaj.org/article/c33040436676446a914d888641da274d

Cover, A. R. (2007). Conflictos socioambientales y recursos hídricos en Guanacaste; una descripción desde el cambio en el estilo de desarrollo (1997-2006). *Anuario De Estudios Centroamericanos,* , 359–385.

Crenzel, E., *From the Promise of Service Universalisation to the Universalisation of Protest: The Privatisation of Water and Sanitation Services in Tucumán*, Argentina, Projeto PRINWASS, Rapport de Recherche D5.2, Oxford, 2003.

Cruz Gomez, T. L. (2021). *La falta de regulación penal para la remediación ambiental sobre los daños causados por la minería metálica en El Salvador* https://repositoriosiidca.csuca.org/Record/RepoUES24949

Cuéllar, J. E. (2020). El Salvador's Hydrosocial Crisis. *Null, 52*(3), 317–323 https://doi.org/10.1080/10714839.2020.1809101

Cuéllar, J. E. (2021). Waterproofing the State: Migration, River-Borders, and Ecologies of Control. *Null, 18*(1), 59–74. https://doi.org/10.1080/14775700.2021.1872765

Cuéllar, N., & Díaz, O. (2018). III Degradación ambiental y desafíos del agua para el Área Metropolitana de San Salvador (AMSS). Dans UCA Editores (Ed.), *La Crisis Hídrica en El Salvador: Hechos y Retos* (pp. 53–87). Universidad Centroamericana José Siméon Cañas, UCA.

Cuéllar, N., Díaz, O., Kandel, S., Gómez, I., Luna, F., & Morán, W. (2017). *Dinámicas de exclusión y degradación ambiental en El Salvador*. PRISMA.

Cuéllar, N., Díaz, O., & Salinas, K. (2017a). *Tendencias de abastecimiento de agua en el AMSS y desafíos de restauración ambiental en El Salvador.* PRISMA

Cuéllar, N., Díaz, O., Kandel, S., Gómez, I., Luna, F., & Morán, W. (2017b). *Dinámicas de exclusión y degradación ambiental en El Salvador*. PRISMA.

Cuéllar, N., & Larios, S. (2001). *Acceso al agua potable en El Salvador: tendencias, perspectivas y desafíos No42*

Da Cunha, J., & Rodríguez Vignoli, J. (2009). Crecimiento urbano y movilidad en América Latina. *Revista Latinoamericana De Población, 3*, 27–64. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=323827368003

Dagicour, O. (2020). Géopolitique de l'Amazonie . *Politique Étrangère, Printemps*(1), 135–146. https://doi.org/10.3917/pe.201.0135

Dawson, G. J., & Krakow, S. (1890). *Geografía elemental de la República del Salvador*. Academia Salvadoreña de la Historia. San Salvador

De Alba, F., & Kloster, K. (2007). El agua en la ciudad de México y el factor de fragmentación política. *Perfiles Latinoamericanos*, 137–159. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=11502905

De Gouvello, B. (1999). *La recomposition du secteur de l'eau et de l'assainissement en Argentine à l'heure néo-libérale. Lecture au travers du phénomène coopératif.* Récupéré de https://theses.hal.science/tel-00129511

De Loë, R. C., & Patterson, J. J. (2017). Rethinking water governance; moving beyond water-centric perspectives in a connected and changing world. *Natural Resources Journal, 57*(1), 75–100. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/26202188

De Luis Romero, E., & Dalla Torre, H. (s.f.). *Inversión extranjera en una planta embotelladora en El Salvador, el caso de Nejapa*. San Salvador: Alianza por la Solidaridad.

Demyk, N. (2007). Café et pouvoir en Amérique centrale. *Études rurales,* , 137–154. doi:10.4000/etudesrurales.8540 Récupéré de http://journals.openedition.org/etudesrurales/8540

De Sousa Santos, B. (2007). Para além do pensamento abissal: das linhas globais a uma ecologia de saberes. *Novos Estudos,* (79), 71–94. https://doi.org/10.1590/S0101-33002007000300004

De Souza Martins Freitas, E., & Soares del Gaudio, R. (2015). Crise ecológica, escassez hídrica e ideologias: uma análise crítica da Carta de 2070. *Sociedade & Natureza, 27*(3), 439–451. https://doi.org/10.1590/1982-451320150306

Diarra, G., & Plane, P. (2012). La Banque mondiale et la genèse de la notion de bonne gouvernance. *Mondes en développement, 158*(2), 51–70. doi:10.3917/med.158.0051 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2012-2-page-51.htm

Diario El Salvador, (2024, diciembre 6). Presidente Bukele confirma que pedirá derogar ley que prohíbe minería. *Diario El Salvador* Récupéré en decembre 6, 2024 de https://diarioelsalvador.com/presidente-confirma-que-pedira-derogar-ley-que-prohibe-mineria/599493/

Dias, R., & Matos, F. (2022). Governança da água e a gestão dos recursos hídricos: a formação de comitês de bacia no Brasil. *Revista Delos, 6*(17) https://ojs.revistadelos.com/ojs/index.php/delos/article/view/268

Díaz Bolaños, R. E. (2019). *El Corredor Seco Centroamericano en perspectiva histórica*. San José: Universidad de Costa Rica. doi:10.15517/aeca.v45i0.40697 Récupéré de http://www.econis.eu/PPNSET?PPN=1752695666

Díaz-Combs, C. (2024). *"When the water stops but the bills never do": Contentious water politics and collective action in El Salvador* (Doctoral dissertation, Syracuse University).

Díaz, M. (2024, septiembre 26). Crisis climática: calentamiento del mar asfixia a la pesca artesanal salvadoreña. *Mala Yerba* Récupéré en octobre 25, 2024, de https://mala-yerba.com/crisis-climatica-calentamiento-del-mar-asfixia-a-la-pesca-artesanal-salvadorena/

Díaz, M. (2022a, noviembre 12). Desplazados por el Aeropuerto del Pacífico piden que la UES estudie las afectaciones del proyecto. *Revista Gato Encerrado* Récupére en mai 25, 2023, de https://gatoencerrado.news/2022/11/12/desplazados-por-aeropuerto-del-pacifico-piden-que-la-ues-estudie-las-afectaciones-del-proyecto/

Díaz, M. (2022b, agosto 25). Tala de bosque pone en riesgo el agua de comunidades de Apopa y Nejapa. *Revista Gato Encerrado.* Récupéré en juin 20, 2023, de https://gatoencerrado.news/2022/08/25/tala-de-bosque-pone-en-riesgo-el-agua-de-comunidades-de-apopa-y-nejapa/

Díaz, M. (2021a, septiembre 21). Comisión define estructura del ente rector del agua y sus 22 atribuciones. *Revista Gato Encerrado* Récupéré en juin 10, 2024, de https://gatoencerrado.news/2021/09/21/comision-define-integra-el-ente-rector-del-agua-y-sus-atribuciones/

Díaz, M. (2021b, diciembre 23). Nuevas Ideas, sus aliados y Johnny Wright aprueban ley de agua que beneficia a las empresas. *Revista Gato Encerrado* Récupéré en juin 10, 2024 https://gatoencerrado.news/2021/12/23/nuevas-ideas-sus-aliados-y-johnny-wright-aprueban-ley-de-agua-que-beneficia-a-empresas/

Díaz, M. (2019, junio 6,). Fernando López dice que su prioridad es agilizar tramitología en el MARN. *Revista Gato Encerrado.* Récupéré en juillet 15, 2024, de https://gatoencerrado.news/2019/06/06/fernando-lopez-dice-que-su-prioridad-es-agilizar-la-tramitologia-en-el-marn/

Díaz, M. (2017, noviembre 17). Cinco empresas contaminan el río Acelhuate en El Salvador. *Gatoencerrado* Récupéré en juillet 25, 2023, de https://gatoencerrado.news/2017/11/17/cinco-empresas-contaminan-el-rio-acelhuate-en-san-salvador-gatoradio/

Díaz, M. (2016, marzo 22). Los millones de metros cúbicos de agua que explota la empresa privada. *Revista Gato Encerrado* Récupéré en juillet 25, 2023, de https://gatoencerrado.news/2016/03/22/los-millones-de-metros-cubicos-que-explota-la-empresa-privada-en-el-salvador/

Donate Duch, A. (2020). Territorio e identidad: la disociación imposible en la defensa de Tacushcalco. *Ecología Política : Cuadernos De Debate Internacional,* (60), 108–112. https://doi.org/10.53368/EP60MACred01

D.V, (marzo 22, 2024). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

Durand Smith, L., Figueroa Díaz, F., & Guzmán Chávez, M. G. (2011). La ecología política en México Dónde estamos y para dónde vamos? *Estudios sociales (Hermosillo, Mexico), 19*(37), 281–307. Récupéré de http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=41716750011

Edelenbos, J., & Teisman, G. R. (2011a). La gouvernance de l'eau sous l'angle de la synchronisation des systèmes : synthèse des enseignements empiriques et des théories de la complexité. *Revue internationale des sciences administratives (1927), 77*(1), 103–120. doi:10.3917/risa.771.0103 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-administratives-2011-1-page-103.htm

Edelenbos, J., & Teisman, G. R. (2011b). Numéro spécial sur la gouvernance de l'eau. *Revue internationale des sciences administratives (1927), 77*(1), 5–30. doi:10.3917/risa.771.0005

Escobar, A. (2015). Territorios de diferencia: la ontologia politica de los "derechos al territorio". *Cuadernos de antropología social,* (41), 25–38. Récupéré de https://search.proquest.com/docview/2113603068

Emsellem, Y. (1977). La gestion intégrée des ressources en eau. *La Houille Blanche, 63*(2-3), 243–252. https://doi.org/10.1051/lhb/1977016

Ellis, E. (2021). *China and El Salvador: An Update*. Center for Strategic and International Studies (CSIS). Récupéré de JSTOR http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/resrep30086

Equipo Maíz. (2002). *El Salvador, imágenes para no olvidar.* San Salvador

Escobar, A. (2015). Territorios de diferencia: la ontologia politica de los "derechos al territorio". *Cuadernos de antropología social,* (41), 25–38. Récupéré de https://search.proquest.com/docview/2113603068

Fernández, D., Montañez, A., & Sarmanto, N. (2023). *Diagnóstico de la prestación de servicios de agua potable y saneamiento en El Salvador.* (No. LC/TS 2023/94). Santiago

Fernández Vásquez, R., & Lungo Uclés, M. (1988). La estructuración de las capitales centroamericanas. Récupéré de https://search.proquest.com/docview/59487990

F.C. (2024, mayo 13). Dans Gutiérrez Poizat S. (Ed.), *Comunicación personal*

Ferrufino, C. (2013). *La provisión privada de suelo y vivienda accesible en El Salvador*. Lincoln Institute of Land Policy.

Ferrufino, C. E., Gutiérrez, S., & Zeledón, A. (2005). *Plan nacional de ordenamiento y desarrollo territorial (PNODT): una lectura desde la sociedad civil*. Fundación Nacional para el Desarrollo (FUNDE).

Ferrufino, C. (2000). *Globalization and Urban Structure in Latin America: The Case of Export Processing Zones in El Salvador*. (Master Thesis, Virginia Tech).

Follmann, A. (2022). Geographies of peri-urbanization in the global south. *Geography Compass, 16*(7), n/a. https://doi.org/10.1111/gec3.12650

Fournier, J.M. (2010). Inégalités et conflits de l'eau dans les villes d'Amérique latine. *L'eau mondialisée, la gouvernance en question* (pp. 492) La Découverte. Récupéré de https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00512536

French, A. (2016). ¿Una nueva cultura de agua?: inercia institucional y gestión tecnocrática de los recursos hídricos en el Perú. *Anthropologica Del Departamento De Ciencias Sociales, XXXIV*, 61–86. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=88649163004

Fry, M. (2020). Los movimientos sociales latinoamericanos: teorías críticas y debates sobre la formación. *Revista De Ciencias Sociales, 33*(47), 13–30. https://doi.org/10.26489/rvs.v33i47.1

M.J, (marzo 22, 2024). Dans Gutiérrez Poizat S. (Ed.), *Comunicación personal*

FUNDASAL. (2015). *Una Mirada a la transformación de barrios.* San Salvador

FUNDASAL, & PNUD. (2009). *Escenarios de vida desde la exclusión urbana, una mirada al habitat popular en 32 ciudades de El Salvador.* San Salvador

FUNDASAL. (2006). *Memoria de Labores 2006.* San Salvador

Flores, E. (2022, marzo 22,). Las mujeres de El Cimarrón luchan desde 1996 por tener agua potable. *Revista Gato Encerrado.* Récupéré en juillet 19, 2024, de https://gatoencerrado.news/2022/03/22/galeria-dia-del-agua/

Gaitán, C. U. (2010). La matanza de 1932 en El Salvador, anticomunismo y democracia en Costa Rica. *Revista De Ciencias Sociales,* (128-129)

Gammage, S. (2006). Exporting People and Recruiting Remittances: A Development Strategy for El Salvador? *Latin American Perspectives, 33*(6), 75–100. https://doi.org/10.1177/0094582X06294112

García-Estrada, L., & Hernández-Guerrero, J. (2019). Ciclo hidrosocial y acceso al agua en la periferia de la ciudad de Morelia, México: Estudio de caso en La Aldea. *Revista Geográfica De América Central, 1*(64), 269–297. https://doi.org/10.15359/rgac.64-1.10

Garcia, L. (2008). Integrated Water Resources Management: A "Small" Step for Conceptualists, a Giant Step for Practitioners. *International Journal of Water Resources Development, 24*(1), 23–36. https://doi.org/10.1080/07900620701723141

Garcia Quesada, G. I. (2014). *La modernización entre cafetales. San José, Costa Rica, 1880-1930*. San José: Universidad de Costa Rica. Instituto de Investigaciones Sociales. Récupéré de https://www.jstor.org/stable/43871309

Garni, A., & Weyher, L. F. (2013a). Crime and Estrangement in El Salvador; Neoliberal Mystification. *Sociological Perspectives, 56*(4), 623–645. https://doi.org/10.1525/sop.2013.56.4.623

Garni, A., & Weyher, L. F. (2013b). Dollars, "Free Trade," and Migration: The Combined Forces of Alienation in Postwar El Salvador. *Latin American Perspectives, 40*(5), 62–77. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/23465990

Gil Sevilla, M., Jouravlev, A., & Saravia Matus, S. (2021). *Reflexiones sobre la gestión del agua en América Latina y el Caribe*. Naciones Unidas, CEPAL.

Global Water Partnership, (2023). *Guía para la aplicaciónde la gestión integrada del recurso hídrico (GIRH) a nivel municipal.*

Global Witness. (2017,). "Honduras: The Deadliest Country in the World for Environmental Activism". https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/ honduras-deadliest-country-world-environmental-activism/

GOES-PNUD. (1981). *Plan Maestro de Desarrollo y Aprovechamiento de los Recursos Hídricos*

Goldfajn, I., Martínez, L., & Valdés, R. O. (2021). Washington Consensus in Latin America. *The Journal of Economic Perspectives, 35*(3), 109–132. https://doi.org/10.1257/jep.35.3.109

Gómez Aguilar, I. E., & Candray Medina, H. O. (2023). El derecho humano al agua en El Salvador: reflexión jurídica sobre su reconocimiento, la situación del recurso hídrico y la efectividad de su protección. *Estudios centroamericanos, 78*(775), 51–84. doi:10.51378/eca.v78i775.8015

Gómez-Fuentes, A. (2009). Un ejército de mujeres. Un ejército por el agua. Las mujeres indígenas mazahuas en México. *Agricultura, Sociedad Y Desarrollo, 6*, 207–221.

Gómez-Maturano, R. (2021). Urbanizaciones cerradas y fragmentación urbana. *El habitar contemporáneo desde las unidades residenciales en América Latina*. Universidad Pontificia Bolivariana.

Gómez Soto, W.H. (2015). Dialética e imaginação na sociologia de José de Souza Martins. *Estudos Sociedade E Agricultura, 23*(1) https://doaj.org/article/5071b6aa9c144301ac467db2050e2721

González Ayala, L. A. (2022). *La formulación de políticas públicas en materia hídrica y su incidencia en el acceso al derecho humano al agua de la población salvadoreña en el periodo 2010 – 2020.*

González, L. A. (1999). El Salvador de 1970 a 1990: política, economía y sociedad. *Realidad (San Salvador),* (67), 43–61. doi:10.5377/realidad.v0i67.4844 Recuperado de https://dialnet.unirioja.es/servlet/oaiart?codigo=6521126

González, O. (2021, Enero 15). MARN justifica con dictamen técnico el permiso que otorgó al proyecto Valle El Ángel. *Revista Gato Encerrado* https://gatoencerrado.news/2021/01/15/medio-ambiente-justifica-con-dictamen-tecnico-el-permiso-para-construir-ciudad-valle-el-angel/

González, O. (2021, Enero 15). MARN justifica con dictamen técnico el permiso que otorgó al proyecto Valle El Ángel. *Revista Gato Encerrado.* Recuperado en Mayo 25, 2024, de https://gatoencerrado.news/2021/01/15/medio-ambiente-justifica-con-dictamen-tecnico-el-permiso-para-construir-ciudad-valle-el-angel/

González Márquez, O. (2022). *Comprensión de los habitantes del Cantón Joya Galana, Apopa, que se abastecen a través del sistema comunitario, sobre el derecho humano al agua y al saneamiento. https://repositoriosiidca.csuca.org/Record/RepoUES30078*

Gouveia, I. C. M. (2016). A cidade de São Paulo e seus rios: uma história repleta de paradoxos. *Confins,* https://doi.org/10.4000/confins.10884

Gonzálvez Torralbo, H., Caro Puga, S., & Bravo Rojas, C. (2022). Pobladores y pobladoras en Peñalolén (Chile) (1930-1990). *Notas históricas y geográficas,* (29), 141–167. Récupéré de https://dialnet.unirioja.es/servlet/oaiart?codigo=9045863

Graham, S., & Marvin, S. (2022). Splintering Urbanism at 20 and the "Infrastructural Turn". *The Journal of Urban Technology, 29*(1), 169–175. https://doi.org/10.1080/10630732.2021.2005934

Graham, S., & Marvin, S. (2001). *Splintering urbanism* (1. publ. ed.). Routledge. https://doi.org/10.4324/9780203452202

Grandgirard, A. (2007). *De la gestion intégrée comme doctrine à l'intégration comme défi de gestion* http://pastel.archives-ouvertes.fr/pastel-00003040

Grupo Focal, Septiembre 19, 2022, Dans Gutiérrez Poizat S. (Ed.), *Comunicación personal*

Gudynas, E. (2009). Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. Contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual. *Extractivismo, Política Y Sociedad,* (187), 187-225.

Guerrin, J. (2011). What is Water? The History of a Modern Abstraction. *Natures sciences sociétés (Montrouge), 20*(2), 235–255. doi:10.1051/nss/2012020 Récupéré de https://hal.inrae.fr/hal-02598048

Guevara Pérez, E. (2018). Análisis resumido del debate sobre la gestión integral de los recursos hídricos en el Perú. *Revista INGENIERÍA UC, 25* https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=70757669019

Gupta, J., Pahl-Wostl, C., & Zondervan, R. (2013). 'Glocal' water governance: a multi-level challenge in the anthropocene. *Current Opinion in Environmental Sustainability, 5*(6), 573–580. https://doi.org/10.1016/j.cosust.2013.09.003

Gutiérrez Arguedas, A. (2020). Capitalismo verde y energías "limpias"/renovables: Costa Rica como laboratorio mundial de descarbonización. *Anuario (Centro De Investigación Y Estudios Políticos),* (11), 195–227. https://doi.org/10.15517/aciep.v0i11.43238

Gutiérrez Arguedas, A., & Villalobos Villalobos, D. (2020). Proyectos hidroeléctricos y resistencias comunitarias en defensa de los ríos en Costa Rica: un análisis geográfico. *Cuadernos De Geografía: Revista Colombiana De Geografía, 29*(1), 133–151. https://doi.org/10.15446/rcdg.v29n1.75271

Gutiérrez-Arguedas, A. (2019). Conflitos socioambientais na Costa Rica contemporânea. *Tensões Mundiais, 15*(28), 213–242. https://doi.org/10.33956/tensoesmundiais.v15i28.981

Gutiérrez Poizat, S., & Mendoza Bohne, S. (2024). *México y Centroamérica en el antropoceno hídrico del siglo XIX a 1950.* Manuscrit non publié.

Gutiérrez Poizat, S. (octubre 2021). Intervenciones de Regeneración en la Cuenca del Río Acelhuate. Article présenté dans le *Primer Congreso Mundial De Ríos Urbanos*

Gutiérrez Poizat, S. (2019, junio 10). Cinco desafíos en la agenda medioambiental del nuevo Gobierno. *El Faro* Récupéré en mai 20, 2023 de https://elfaro.net/es/201906/columnas/0000023398-cinco-desafios-en-la-agenda-medioambiental-del-nuevo-gobierno

Gutiérrez Poizat, S. (2013), Premisas para comprender la Arquitectura Moderna en El Salvador. *Identidades,* 41-58. San Salvador

Gutiérrez, J. (2024). Real estate oligarchs: elites and the urbanization of the land question in El Salvador. *The Journal of Peasant Studies, 51*(2), 489–511. https://doi.org/10.1080/03066150.2023.2252758

Gutiérrez, J. (marzo, 2024). Spectacular Dispossession: Land Grabbing, Far-Right Urbanism and the Economy of Appearances in El Salvador's "Bitcoin City". Article présenté à l'*International Conference on Global Land Grabbing*

Gutiérrez, J. (2023). Staging the New City: Urban spectacles and the ecological origins of Nayib Bukele's authoritarian populism. *City & Society, 35*(3), 141–155. https://doi.org/10.1111/ciso.12473

Guy Caubet, C. (2007). Dimensions ultralibérales de la conquête de l'eau : intérêts géopolitiques et carences juridiques internationales. *Écologie & politique (Paris), 34*(1), 43–55. doi:10.3917/ecopo.034.0043 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-sciences-cultures-societes-2007-1-page-43.htm

Guerra Rodríguez, D. M., Nolasco Portillo, A. G., & Orantes Rosales, G. A. (2014). *Determinantes de la localización industrial en el municipio de Apopa, período 2000-2010.* (Licenciatura en Economía, UES)

Haesbaert, R., & Mason-Deese, L. (2020). Territory/ies from a Latin American Perspective. *Journal of Latin American Geography, 19*(1), 258–268. https://www-jstor-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/48619313

Haesbaert, R. (2017). Lugares que fazem diferença: encontros com Doreen Massey. *GEOgraphia (Universidade Federal Fluminense. Pós-Graduação Em Geografia), 19*(40), 5. https://doi.org/10.22409/GEOgraphia2017.1940.a13795

Haesbaert, R. (2017). Dos múltiplos territórios à multiterritorialidade. 2004. *Acesso Em, 6*

Haesbaert, R. (2013). De espaço e território, estrutura e processo. *Economía, Sociedad Y Territorio, 13*(43), 805–815. http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S140584212013000300011&lng=en&tlng=en

Halvorsen, S., Fernandes, B. M., & Torres, F. V. (2021). Movimientos socioterritoriales: casos de América Latina y Europa. *Geograficando, 17*

Hardoy, J. (2013). La construcción de las ciudades de América Latina a través del tiempo. *Problemas Del Desarrollo, 9*(34) https://doi.org/10.22201/iiec.20078951e.1978.34.40920

Hardoy, J., & Pandiella, G. (2009). Urban Poverty and Vulnerability to Climate Change in Latin America. *Adapting Cities to Climate Change* (1st ed., pp. 225–250). Routledge. https://doi.org/10.4324/9781849770361-12

Hardy, S., & Poupeau, F. (2014). *L'auto-organisation de la gestion urbaine de l'eau. La fonction des coopératives dans le système d'approvisionnement en eau de La Paz et El Alto (Bolivie)* Editions du Seuil. doi:10.3917/arss.203.0086 Récupéré de https://explore.openaire.eu/search/publication?articleId=od165::9fd0157a12513471929c1daf601c1ce8

Harvey, D. (2010). The right to the city: From capital surplus to accumulation by dispossession. *Accumulation by Dispossession*, 17–32.

Harvey, D. (2007). Neoliberalism as Creative Destruction. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science, 610*, 22–44. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/25097888

Harvey, D. (2003). The right to the city. *International Journal of Urban and Regional Research, 27*(4), 939–941. https://doi.org/10.1111/j.0309-1317.2003.00492.x

Hatch Kuri, G., Schmidt Nevdedovich, S., & Carrillo Rivera, J. (2017). Elementos de análisis de la propuesta de Ley General de Aguas en México a partir del Derecho Humano al Agua y sus repercusiones en el quehacer científico, docente y en la investigación. *Revista De El Colegio De San Luis, VII*, 30–61. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=426249657003

H.J, (octubre 31, 2022). Dans Gutiérrez Poizat S. (Ed.), *Comunicación personal*

H.T. (2022, Octubre 24). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

H.V.J, (marzo 22, 2024). Dans Gutiérrez Poizat S. (Ed.), *Comunicación personal*

Hernández Donaires, E. V. (2022). Dans Carranza Rojas C. F. (Ed.), *Evaluación de la Gestión del Recurso Hídrico en el Municipio de Nejapa, El Salvador: Un Análisis de Múltiples Criterios.* Universidad Nacional, Costa Rica.

Hernández, G. (2018, octubre 29). LACTOLAC construye nueva planta de procesamiento. *El Diario De Hoy.* Récupéré en mayo 22, 2024, de https://historico.elsalvador.com/historico/533749/lactolac-construye-nueva-planta-de-procesamiento.html

Hernández, N., Martínez, O., & Ayala, A. (2021, agosto 12). Nejapa y Chinautla en estrés hídrico. *Revista Gato Encerrado.* Récupéré en mai 24, 2024, de https://gatoencerrado.news/2021/08/12/nejapa-y-chinautla-en-estres-hidrico/

Herrador, D., & Dimas, L. (2001). *Valoración económica del agua para el Área Metropolitana de San Salvador*. San Salvador

Herrera, J. (2022, agosto 31,). *Bitcoin Beach se beneficiará de los USD 200 millones que Bukele invertirá para el turismo.* Récupéré en juillet 10, 2024 de https://www.criptonoticias.com/comunidad/bitcoin-beach-beneficiara-usd-200-millones-bukele-invertira-turismo/#google_vignette.

Hommes, L., Boelens, R., Bleeker, S., Duarte-Abadia, B., Stoltenborg, D., Vos, J., & Roldán, D. (2020). Gubernamentalidades del agua: la conformación de los territorios hidrosociales, los trasvases de agua y los sujetos rurales-urbanos en América Latina. *A&P Continuidad, 7*(12), 10–19. https://doi.org/10.35305/23626097v7i12.247

Hristov, J. (2004). Land, Blood and Capital Accumulation: Latin America's Eternal War on the Poor. *Journal of Peacebuilding & Development, 1*(3), 4–19. https://doi.org/10.1080/15423166.2004.463743402161

Hugon, P. (2007). Vers une nouvelle forme de gouvernance de l'eau en Afrique et en Amérique latine. *La revue internationale et stratégique, 66*(2), 65–78. doi:10.3917/ris.066.0065 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2007-2-page-65.htm

Ignacio Bernal, P. (2019). El núcleo residual del derecho humano al agua en Colombia El papel del discurso económico en su delimitación. *Bulletin De L'Institut Français D'Études Andines, 48*, 199–218. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=12664400005

Inostroza, L. (2017). Informal urban development in Latin American urban peripheries. Spatial assessment in Bogotá, Lima and Santiago de Chile. *Landscape and Urban Planning, 165*, 267–279. https://doi.org/10.1016/j.landurbplan.2016.03.021

International Crisis Group & nbsp. (2020a). *Back to the Iron Fist; Bukele's Security Policies*. International Crisis Group. Récupéré de JSTOR http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/resrep31423.6

International Crisis Group & nbsp. (2020b). *The Extraordinary Drop in Homicide*. International Crisis Group. Récupéré de JSTOR http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/resrep31423.8

Jaglin, S. (2010). Accès à l'eau, accès à la ville. *Regards sur la terre 2010. L'annuel du développement durable. Dossier "Villes : changer de trajectoire"* (pp. 183–191) Presses de Sciences Po. Récupéré de https://enpc.hal.science/hal-00580965

Jaglin, S. (2005). *Services d'eau en Afrique subsaharienne: la fragmentation urbaine en question*. CNRS.

Jaglin, S. (2001). L'eau potable dans les villes en développement: les modèles marchands face à la pauvreté. *Revue Tiers Monde, 42*(166), 275–303. http://econpapers.repec.org/article/prsrtiers/tiers_5f1293-8882_5f2001_5fnum_5f42_5f166_5f1504.htm

Jaglin, S. (1994). Why mobilize town dwellers? - joint management in Ouagadougou (1983-1990). *Environment and Urbanization, 6*(2), 111–132. https://doi.org/10.1177/095624789400600207

Janoschka, M. (2002). El nuevo modelo de la ciudad latinoamericana: fragmentación y privatización. *Eure (Santiago), 28*(85), 11–20.

Jaramillo G., S. (2008). Reflexiones sobre la "informalidad" fundiaria como peculiaridad de los mercados del suelo en las ciudades de América Latina. *Territorios (Bogotá, Colombia),* (18-19), 11–54. Récupéré de http://dialnet.unirioja.es/servlet/oaiart?codigo=3012941

Jenatton, M., Lamine, C., Morales, H., Durand, L., & Brandenburg, A. (2022). Trajectoire intellectuelle d'une political ecology « latino-américaine » : une relecture émancipatrice des crises sociales et écologiques ? *Natures sciences sociétés (Montrouge), 30*(3), 265–277. doi:10.1051/nss/2023007 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2022-3-page-265.htm

Jiménez, R. (2024, septiembre 26). Reestructuración Municipal: financiamiento público municipal y cambios institucionales. Récupéré en octobre 20, 2024 de https://uca.edu.sv/mdt/blog/reestructuracion-municipal-financiamiento-publico-municipal-y-cambios-institucionales/

Jiménez, A., & Zagt, P. (2022). Recetarios internacionales en la producción local de espacios urbanos. El caso de San José, Costa Rica. *Revista Geográfica Venezolana, 63*(1), 120-134. https://doi.org/10.53766/RGV/2022.63.01.07

Jordán, L. (2022, noviembre 5,). Sigue búsqueda de desaparecidos en fosas clandestinas de Nuevo Cuscatlán. *La Prensa Gráfica.* Récupéré en juillet 19, 2024, de https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Sigue-busqueda-de-desaparecidos-en-fosas-clandestinas-en-Nuevo-Cuscatlan-20221104-0085.html

Juárez Vargas, E. B. (2020). *Avances y Desafíos de la República de El Salvador en el Cumplimiento del Objetivo de Desarrollo Sostenible 6: Agua y Saneamiento, Perspectivas de la Gestión del Recurso Hídrico en el Área Metropolitana de San Salvador, período 2015 – 2018* https://repositoriosiidca.csuca.org/Record/RepoUES21560

Jung, H. (1982). The civil war in El Salvador. *Boletín De Estudios Latinoamericanos Y Del Caribe,* (32), 5–13. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/25675122

Kaenzig, R., & Piguet, E. (2018). *Migration and Climate Change in Latin America and the Caribbean.* https://explore.openaire.eu/search/publication?articleId=od805::c257f808d15d667062378170cec1b12b

Kandel, S., Gómez, I., & Cuéllar, N. (2009). *Repensando la zona norte de El Salvador en la estrategia de desarrollo nacional.* Programa salvadoreño de investigación sobre desarrollo y medioambiente, PRISMA.

Kauffer Michel, E. F. (2010). Migraciones y agua en la frontera entre México, Guatemala y Belice: aproximaciones en torno a una relación multiforme. *Liminar (San Cristóbal De Las Casas, Mexico), 8*(2), 29–45. https://doi.org/10.29043/liminar.v8i2.83

Kauffer, E. (2021). Hidroextractivismo en la cuenca del Usumacinta: entre dinámicas transfronterizas y diferenciaciones fronterizas. *Trace.Travaux Et Recherches Dans Les Amériques Du Centre,* , 171–199. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=423869346007

Kauffer Michel, E. F. (2018). Pensar el extractivismo en relación con el agua en América Latina: hacia la definición de un fenómeno sociopolítico contemporáneo multiforme. *Sociedad Y Ambiente,* (16), 33-57. https://doi.org/10.31840/sya.v0i16.1812

Kostof, S. (1991). *The city shaped* (1st North American pbk. ed ed.). Little, Brown.

Lago, M., & Leboucher, G. (2021). La santé publique en Amérique latine : un état des lieux. *Les études du Centre d'études et de recherches internationales,* (252-253), 85–99. Récupéré de https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03578909

Labrador, G. (2020, noviembre 2). Protección civil no alertó a los habitantes de Nejapa. *El Faro.* Récupéré en mai 25, 2024, de https://elfaro.net/es/202011/el_salvador/24959/Protecci%C3%B3n-Civil-no-alert%C3%B3-a-los-habitantes-de-Nejapa.htm

Labrador, G. (2021, junio 2). Nayib Bukele anuncia nueva "batalla" contra medios y oenegés. *El Faro.* Récupéré en mai 25, 2024, de https://elfaro.net/es/202106/el_salvador/25519/Nayib-Bukele-anuncia-nueva-batalla-contra-medios-y-oeneg%C3%A9s.htm

Lakhani, N. (2020,). Who Killed Berta Cáceres? Dams, Death Squads, and an Indigenous Defender's Battle for the Planet. *Verso*

Lamberti, M. J. -. A., Giraud, M. -. A., Romero, P. -. A., Alimonda, H. -. A., Palacio, G. -. A., Escobar, A. -. A., Secreto, M. V. -. A., Bunker, S. G. -. A., Svampa, M. -. A., Machado Aráoz, H. -. A., Tabra, M. -. A., Aste, J. -. A., Echave C., J. d. -. A., Palacín Quispe, M. -. A., Pérez, M. -. A., Wagner, L. S. -. A., & Alimonda, H. -. C. o. E. (2012). *La naturaleza colonizada : ecología política y minería en América Latina.* Argentina.

Lander, E. (2002). Eurocentrism,Modern Knowledges,and the "Natural" Order of Global Capital. *Nepantla: Views from South, 3*(2), 245. https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=7296100&lang=fr&site=ehost-live

Langlois, D. (2014). Résistances novatrices de peuples autochtones face au pillage de leurs territoires et de leurs ressources en Amérique latine. *Recherches Amérindiennes Au Québec, 44*(2-3), 143–152. https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1030975ar

Lauria-Santiago, A. (Ed.). (2003). *Una república agraria*. Dirección de Publicaciones e Impresos. San Salvador

Lauria-Santiago, A. A. (1999). Land, Community, and Revolt in Late-Nineteenth-Century Indian Izalco, El Salvador. *The Hispanic American Historical Review, 79*(3), 495–534. https://doi.org/10.1215/00182168-79.3.495

La Universidad. (2018). La problemática urbana del área metropolitana de San Salvador (AMSS) y el movimiento popular. *La Universidad,* (6)

LaVanchy, G. T., Romano, S. T., & Taylor, M. J. (2017). *Challenges to Water Security along the "Emerald Coast": A Political Ecology of Local Water Governance in Nicaragua* https://doi.org/10.3390/w9090655

Lavigne Delville, P., & Léonard, E. (2014). Terre et ressources naturelles renouvelables dans les pays du Sud. *Dictionnaire des inégalités*. Armand Colin. Récupéré de https://hal.ird.fr/ird-01113261

Lee, T. R. (1990). Managing Water Resources in Latin America. *Natural Resources Journal, 30*(3), 581–607. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/24883593

Lefebvre, H. (1986). *La production de l'espace* (3. éd. ed.). Éd. Anthropos.

Leff Zimermann, E. (2004). Racionalidad ambiental y diálogo de saberes: significancia y sentido en la construcción de un futuro sustentable. *Polis (Santiago, Chile : 2001), 2*(7) Récupéré de http://dialnet.unirioja.es/servlet/oaiart?codigo=2798847

Leff Zimermann, E. (2003). La Ecología Política en América Latina. Un campo en construcción. *Polis (Santiago, Chile : 2001), 1*(5) Récupéré de http://journals.openedition.org/polis/6871

Leduchowicz Municio, A. (2015). *Estudio de sistemas de bombeo de agua potable en comunidades rurales Salvadoreñas*. San Salvador

Lemaire, M. E. (1946). El Salvador. *Economic Geography, 22*(3), 193–202. https://doi.org/10.2307/141187

Lemus, E., Martínez, C., & Martínez, O. (2023, febrero 3,). El régimen de Bukele desarticula a las pandillas de El Salvador. *El Faro* Récupéré en septembre 10, 2024, de https://elfaro.net/es/202302/el_salvador/26691/R%C3%A9gimen-de-Bukele-desarticula-a-las-pandillas-en-El-Salvador.htm

Linton, J. (2017). De l'eau modern aux eaux plurielles: L'évolution de la frontière hydro-sociale. *Écologie Politique de l'Eau: Rationalités, usages et imaginaires*. Récupéré de https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01952449

Linton, J. (2017). III. De l'eau moderne aux eaux plurielles. *Écologie politique de l'eau* (pp. 143–156) Hermann. doi:10.3917/herm.pierr.2017.01.0143 Récupéré de https://www.cairn.info/ecologie-politique-de-l-eau--9782705694142-page-143.htm

Linton, J., & Budds, J. (2014). The hydrosocial cycle: Defining and mobilizing a relational-dialectical approach to water. *Geoforum, 57*(57), 170–180. https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.10.008

Lindo-Fuentes, H. (1990). *Weak foundations*. Univ. of California Press.

Lindón, A. (2002). La construcción social del territorio y los modos de vida en la periferia metropolitana. *Territorios,* (7), 27–41.

Lombard, M., & Rakodi, C. (2016). Urban land conflict in the Global South: Towards an analytical framework. *Urban Studies, 53*(13), 2683–2699. https://doi.org/10.1177/0042098016659616

Lorrain, D., & Poupeau, F. (2014). Ce que font les protagonistes de l'eau. *Actes de la recherche en sciences sociales, N° 203*(3), 4–15. doi:10.3917/arss.203.0004

López, S. L., & Zaizar, S. S. (2020). *Chinese Investment in Latin America and the Caribbean*. Atlantic Council. Récupéré de JSTOR http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/resrep29467.5

López Sanjuán, L. I. (2019). *Incidencia de la sociedad civil en el reconocimiento y ejercicio del derecho humano al agua y al saneamiento en El Salvador.* Récupéré de http://hdl.handle.net/2445/145937

López, M., Hernández, J., Martínez, V., Gómez, I., Valle, L., & Candray, H. (2024). *Informe de investigación: Acceso al agua de calidad.* San Salvador: Publicaciones Académicas UCA.

López Pérez, C. R. (1984). *Industrialización y urbanización en El Salvador, 1969 - 1979* (1 ed.). San Salvador: UCA-Ed. Récupéré de http://www.econis.eu/PPNSET?PPN=255256191

López Piche, K. (2009, febrero 19). Jumex inaugura planta en el país. *La Prensa Gráfica.* Récupéré en mai 20, 2024, de https://web.archive.org/web/20090222184126/http://www.laprensagrafica.com/index.php/economia/nacional/19071.html

López Aquino, A. R., Majano Carballo, A. M., & Sosa de la Cruz, M. (1987). *Efectos de la crisis socioeconómica en la vivienda. Caso de la población desplazada al Área Metropolitana de San Salvador. Período 1979-1984* (Licenciatura en Economía, UES).

Lozano, B. (2023, mayo 19). Adjudicación del proyecto de potabilización del lago de Ilopango será el 30 de mayo. *Diario El Salvador.* Récupéré en janvier 5, 2025, de https://diarioelsalvador.com/adjudicacion-del-proyecto-de-potabilizacion-del-lago-de-ilopango-sera-el-30-de-mayo/362754/

Luque, D., Búrquez, A., Nava, A., Gómez, E., Rivera, M., & Martínez Yrízar, A. (2012). Pueblos indígenas de Sonora: el agua, ¿es de todos? *Región Y Sociedad,* 53–89. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=10223024002

Lungo Uclés, M. (2018). Notas en torno a la planificación y desarrollo del Área Metropolitana de San Salvador (1993). Dans L. M. Castro, & R. O. L. Salazar (Eds.), *Antología del pensamiento crítico salvadoreño contemporáneo* (pp. 429-442). CLACSO. https://doi.org/10.2307/j.ctvfjd0vt.18

Lungo, M. (2004). Expansión urbana y regulación de la tierra en Centroamérica: antiguos problemas, nuevos desafíos. *Torres, Ana Clara (Comp.) El Rostro Urbano De América Latina*

Lungo, M. (2001). Expansión de las ciudades en Centroamérica y generación de riesgos urbanos. *Realidad (San Salvador),* (79), 41–62. doi:10.5377/realidad.v0i79.4379 Récupéré de https://dialnet.unirioja.es/servlet/oaiart?codigo=4020831

Lungo Uclés, M. (1992). *Procesos Urbanos*. Istmo Editores.

Lungo Uclés, M. (Ed.). (1989). *Lo urbano: teoría y métodos* (primera edición ed.). Editorial Universitaria Centroamericana.

Machuca, E., & Sibrián, W. (2019, abril 9,). Persisten las protestas por la falta de agua potable. *La Prensa Gráfica.* Récupéré en juillet 19, 2024, de https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Persisten-las-protestas-por-la-falta-de-agua-potable-20190408-0496.html

Madden Libra, J., Marinus Collaer, J. S., Datshkovsky, D., & Pérez-Urdiales, M. (2022). *Scarcity in the land of plenty. Technical note IDB-TN-2411.* Inter - American Development Bank, Water and Sanitation Division.

Mahoney, J. (2011). Liberalismo radical, reformista y frustrado: orígenes de los regímenes nacionales en América Central. *América Latina Hoy, 57*, 79–115. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=30818683004

Mansilla Quiñones, P., Pino Vásquez, A., Ojeda Ledesma, L., & Rodríguez Torrent, J. C. (2020). El acceso al agua en asentamientos informales. El caso de Valparaíso, Chile. *Bitácora urbano-territorial, 30*(1), 151–165. Récupéré de https://dialnet.unirioja.es/servlet/oaiart?codigo=7262907

Margolies, L. (1979). Introduction: The Process of Social Urbanization in Latin America. *Urban Anthropology, 8*(3), 213–225. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/40552881

MARN (2023). *Resumen climatológico anual 2023*. San Salvador:

Márquez, L. L., Lisett, & Pradilla C. E., E. (2016). Los territorios latinoamericanos en la mundialización del capital. *Territorios (Bogotá, Colombia), 18*(34), 17–34. https://doi.org/10.12804/territ34.2016.01

Martín, F., Tobias, M. A., & Merlinsky, G. (2020). Presentación del Dossier #13: hacia la conformación de una Ecología Política del Agua en América Latina. Enfoques y agendas de investigación. *Quid 16,* (13), 1–11. Récupéré de https://dialnet.unirioja.es/servlet/oaiart?codigo=7448689

Martínez, A., & de Felippe, O. (2013). Derecho humano al agua y control de convencionalidad. *Derecho PUCP,* , 105–120. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=533656139007

Martínez-Alier, J. (2021). *El ecologismo de los pobres: conflictos ambientales y lenguajes de valoración*. Icaria.

Martínez-Alier, J. (2020). Conflictos ambientales en Centroamérica y las Antillas: un rápido toxic tour. *Ecología Política : Cuadernos De Debate Internacional,* (60), 43–54. https://doi.org/10.53368/EP60MACep04

Martínez Alier, J. -. A., Urkidi, L. -. A., Lemus, B. -. A., Barkin, D. -. A., Hirsch, C. -. A., Toni, F. -. A., . . . De Castro, Fabio - Compilador/a o Editor/a. (2015). *Gobernanza ambiental en América Latina* Argentina. Récupéré de http://biblioteca.clacso.edu.ar/gsdl/collect/clacso/index/assoc/D10473.dir/GobernanzaAmbiental.pdf

Martínez, C. (2021, junio 13,). El Zonte, academia de bitcoin. *El Faro.* Récupéré en juillet 19, 2024, de https://elfaro.net/es/202106/el_salvador/25544/El-Zonte-academia-de-bitc%C3%B3in.htm

Martínez - Espiñeira, R., & Pérez Urdiales, M. (2024). *Working paper No IDB - WP - 01571 Affordability Measures Under Multiple and Non - Exclusive Sources in Latin America and the Caribbean* . Inter - American Development Bank, Water and Sanitation Division. https://doi.org/http://dx.doi.org/10.18235/0005529

Martínez Fuentes, J., & Sandoval Forero, E. (2011). Agua, desarrollo y conflicto dentro del Plan Puebla Panamá. *Ra Ximhai, 7*, 133–151.

Martínez Ortega, E. (2016). *Barrios, una mirada desde la ciudad profunda*. FUNDASAL.

Martínez Valencia, A., & Castorena Davis, L. (2018). Género, institucionalismo y marginalidad: la gestión del agua de uso doméstico como desafío para el empoderamiento de las mujeres. El caso de la ciudad de La Paz, Baja California Sur, México. *Sociedad Y Ambiente,* 175–199. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=455757584007

Massardier, G., poupeau, F., Mayaux, P., Mercier, D., & Cortinas, J. (2016). Multi-level policy coalitions an interpretative model of water conflicts in the americas. *Ambiente & Sociedade, 19*(4), 153–178. https://doi.org/10.1590/1809-4422ex0001v1942016

Massey, D., Research Group, H. G., Bond, S., & Featherstone, D. (2009). The Possibilities of a Politics of Place Beyond Place? A Conversation with Doreen Massey. *Scottish Geographical Journal, 125*(3-4), 401–420. https://doi.org/10.1080/14702540903364443

Massey, D. (2001). Talking of space-time. *Transactions - Institute of British Geographers (1965), 26*(2), 257–261. https://doi.org/10.1111/1475-5661.00019

Massetti, A. (2009). *La década piquetera : acción colectiva y protesta social de los movimientos territoriales urbanos (1995-2005)* Nueva Trilce Editorial.

McKinley, A. (2016). Consideraciones clave para el debate sobre la minería metálica en El Salvador. *Anuario de estudios centroamericanos, 42*(1), 45–62. doi:10.15517/aeca.v42i1.26933 Récupéré de https://www.jstor.org/stable/44735196

McKinley, A. (2018). *La crisis hídrica en El Salvador: hechos y retos*. UCA Editores.

Meadows, D. H. (1972). *The limits to growth* (Reprint. ed.). Universe Books.

Medina, L., & Rodríguez Echavarría, T. (2021). L'insertion de l'Amérique centrale dans le marché mondial : ancienneté et effets des logiques capitalistes sur les territoires. *L'Information géographique, 85*(4), 75–92. doi:10.3917/lig.854.0075 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2021-4-page-75.htm

Mejía González, L. (2020). Acuerdos y conflictos en dos localidades fronterizas chuj entre México y Guatemala. *Frontera Norte, 32*

Meléndez, S. (2017, junio 12). Un siglo después de la noche fatal. *Revista Factum.* Récupéré en mai 22, 2024, de https://www.revistafactum.com/un-siglo-despues-de-la-noche-fatal/

Meléndez, C. (2024, mayo 9). Claves para entender la transición municipal y la crisis económica que heredan las nuevas 44 alcaldías. *Revista Gato Encerrado.* Récupéré en mai 25, 2024, de https://gatoencerrado.news/2024/05/09/claves-para-entender-la-transicion-municipal-y-la-crisis-que-heredan-las-44-alcaldias/

Meléndez, C. (2024, agosto 29,). Nuevas Ideas intentó que los más pobres pagaran más por el agua potable de ANDA. *Revista Gato Encerrado* Récupéré en october 15, 2024, de https://gatoencerrado.news/2024/08/29/nuevas-ideas-intento-que-los-mas-pobres-pagaran-mas-por-el-agua-potable/

Méndez Pérez, A., González Villanueva, M., & De la Torre Galindo, F. J. (2022). Consideraciones para el análisis de la urbanización periférica en ciudades mexicanas. *Proyección (Mendoza), 16*(32), 5–38. https://doi.org/10.48162/rev.55.027

Merino, M. (2022, julio 9). "Joyas Negras" y su importancia para la vida. *Diario El Salvador.* Récupéré en mai 23, 2024, de https://diarioelsalvador.com/joyas-negras-y-su-importancia-para-la-vida/247554/

Merlinsky, M. G. (2017). Ecología política del agua y territorialización de las luchas sociales. La experiencia del foro hídrico de Lomas de Zamora. *Anthropologica Del Departamento De Ciencias Sociales, 35*(38), 119–143. https://doi.org/10.18800/anthropologica.201701.005

Mesclier, É, Piron, M., & Gluski, P. (2016). Territoires et inclusion dans les périphéries de Lima (Pérou) : une démarche exploratoire à partir de données sur le raccordement à l'eau et au tout-à-l'égout. *Espace géographique, 44*(3), 273–288. doi:10.3917/eg.443.0273 Retrieved from https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2015-3-page-273.htm

Meza, F. (2018, marzo 22). Aún hay vida en el contaminado Acelhuate. *La Prensa Grafica,* Récupéré en mai 15, 2023, de https://search.proquest.com/docview/2017010562

Michel, A., & Souchaud, S. (2018). Le Droit à la ville comme itinéraire . *Problèmes D'Amérique Latine, 110*(3), 39–59. https://doi.org/10.3917/pal.110.0039

Millenium Challenge Corporation, M., & Fondo del Milenio, F. I. (s.f.). *Nuestro legado 2015-2020. FOMILENIO II.* https://issuu.com/fomilenioii/docs/legado_fomilenioii___1_

Minaverry, C. (2015). El avance de la implementación de los tribunales ambientales en América Latina. *Gestión Y Ambiente, 18*, 95–108. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=169443282005

Ministerio de Obras Públicas y de Transporte, MOPT. (2021). *Memoria de Labores Junio 2020 - Mayo 2021.* San Salvador:

Ministerio de Turismo, M. (2024, enero 17,). *El Salvador epicentro del golf profesional y motor del turismo deportivo.* Récupéré en mai 16, 2024, de https://www.mitur.gob.sv/el-salvador-epicentro-del-golf-profesional-y-motor-del-turismo-deportivo/.

Modi, I. (2015). Social Exclusion and Inequality: Challenges before a Developing Society. *Sociological Bulletin, 64*(1), 3–14. https://doi.org/10.1177/0038022920150101

Molina, K. (2024, enero 23). Nestlé invierte $10 millones en nuevo centro de distribución en El Salvador. *La Prensa Gráfica.* Récupéré en mai 25, 2024, de https://www.laprensagrafica.com/economia/Nestle-invierte-10-millones-en-nuevo-centro-de-distribucion-en-El-Salvador-20240122-0073.html

Monterrosa, L. A. (2023, enero 9). A propósito del "desarrollo": discusiones críticas. Récupéré en juin 20, 2024, de https://uca.edu.sv/mdt/blog/a-proposito-del-desarrollo-discusiones-criticas/

Morales Gómez, C. A., Cortés Márquez, N., & Solorio Santiago, E. (2023). Presentación del dossier Territorialidades y territorios: procesos de transformación en América Latina. *Revista Textos Y Contextos, 1*(26), e4487. https://doi.org/10.29166/tyc.v1i26.4487

Morales-Juárez, H., & Méndez-García, E. M. d. C. (2021). Tensiones en la gobernanza desde abajo: sistemas independientes de agua en el municipio de Huajuapan de León, Oaxaca, México. *Tecnología Y Ciencias Del Agua, 12*(3), 204–256. https://doi.org/10.24850/j-tyca-2021-03-06

Moreno-Brid, J. C., Pérez Caldentey, E., & Ruíz Nápoles, P. (2004). The Washington Consensus: A Latin American Perspective Fifteen Years Later. *Journal of Post Keynesian Economics, 27*(2), 345–365. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/4538928

Morse, R. M. (1965). Recent Research on Latin American Urbanization: A Selective Survey with Commentary. *Latin American Research Review, 1*(1), 35–74. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/2502372

Moser, C. O. N., & McIlwaine, C. (2014). New frontiers in twenty-first century urban conflict and violence. *Environment and Urbanization, 26*(2), 331–344. https://doi.org/10.1177/0956247814546283

Mosso, E. (2021). Tenencia del suelo, normativas y neoliberalismo en Latinoamérica. *Bitácora Urbano-Territorial, 31*(2), 229–242. https://doi.org/10.15446/bitacora.v31n2.86168

Muñoz Contreras, M. E., & Lungo, M. (1990). Mario Lungo Uclés (comp.). Lo urbano : teoría y métodos. Costa Rica : Ed. Universitaria Centroamericana, 1989. 342 p. *Estudios Demográficos Y Urbanos, 5*(1), 201. https://doi.org/10.24201/edu.v5i1.761

Mussetta, P. (2013). El agua en discordia: balance cualitativo en Latinoamérica. *Gestión Y Ambiente, 16*, 113–127. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=169427489004

Nations Unies. (2023). *Rapport sur les objectives de développement durable: édition spéciale*. https://www.un.org/sustainabledevelopment/es/water-and-sanitation/

N.C. (2022, Octubre 5). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

Nieto, N. (2011). La gestión del agua: tensiones globales y latinoamericanas. *Política Y Cultura,* , 157–176.

Nolasco, B. (2023, junio 6). Marchan contra la destrucción ambiental que permite el gobierno de Bukele. *Revista Gato Encerrado*. Récupéré en juin 13, 2023, de https://gatoencerrado.news/2023/06/07/ambientalistas-exigen-que-la-mineria-se-mantenga-prohibida-en-el-salvador/

Nowosielski, M. (2012). Challenging Urban Exclusion? Theory and Practice. *Polish Sociological Review, 179*(3), 369–383. https://www.ceeol.com/search/article-detail?id=231941

Oliva, X. (2020, noviembre 2). Sobrevivir a ciegas al deslave en Nejapa. *Revista Gato Encerrado.* Récupéré en mai 25, 2024, de https://gatoencerrado.news/2020/11/02/sobrevivir-a-ciegas-al-deslave-en-nejapa/

Ornelas, R. (2003). América Latina: territorio de construcción de la hegemonía. *Revista Venezolana De Economía Y Ciencias Sociales, 9*, 117–135.

Orellana, L. (2020, Febrero 7). La Mano Dura como estilo de vida salvadoreño. *El Faro* Récupéré en novembre 25, 2024, de https://elfaro.net/es/202002/columnas/23996/La-Mano-Dura-como-estilo-de-vida-salvadore%C3%B1o.htm

Orellana Solares, G. (2023, junio 21,). Destruir sin consultar: Ciudad Formosa, otra residencial en Valle El Ángel. *Mala Yerba* Récupéré en mai 20, 2024, de https://mala-yerba.com/destruir-sin-consultar-ciudad-formosa-otra-residencial-en-valle-el-angel/

Ortiz Báez, P., Boisson, S., Torres, M., & Bogaert, J. (2020). Analysis of the urban-rural gradient terminology and its imaginaries in a latin-american context. *Theoretical and Empirical Researches in Urban Management, 15*(2), 81–98. https://www-jstor-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/26915292

O.J & O.R. (2024, Marzo 19). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

Pacheco, A. (2024, octubre 18). Gentrificación y turistificación: qué son y cuáles son sus impactos en el Centro Histórico de San Salvador. https://uca.edu.sv/mdt/blog/gentrificacion-y-turistificacion-que-son-y-cuales-son-sus-impactos-en-el-centro-historico-de-san-salvador/

Paige, J. M. (1993). Coffee and Power in El Salvador. *Latin American Research Review, 28*(3), 7–40. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/2503609

Palma-Herrera, J. L. (2019). *The Return of the Enclaves to Honduras in the XXI Century: The Zones of Employment and Economic Development (ZEDE), the Version of the Charter Cities Rejected by its Creator Paul Romer (2010-2019)* https://www.lareferencia.info/vufind/Record/CR_c1220a69d859d0274237

Paltán, H., Basani, M., Minaya, V., & Rezzano, N. (2020). *Servicios de agua potable y saneamiento resilientes en América Latina y el Caribe. Note técnica IDB-TN-01988*.

Parthenay, K. (2015). Hauts fonctionnaires et organisations régionales en Amérique centrale : émergence informelle du supranationalisme. *Revue Internationale De Politique Comparée, 22*(1), 7–31. https://doi.org/10.3917/ripc.221.0007

Parthenay, K. (2019). Revisiter le pouvoir normatif européen : le double visage de l'UE en Amérique centrale. *Politique Européenne, 63*(1), 96–124. https://doi.org/10.3917/poeu.063.0096

Patel, R. (2024). Securing development: Uneven geographies of coastal tourism development in El Salvador. *World Development, 174*, 106450. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2023.106450

Patel, R. (2024a). Economic freedom or crypto colonialism? Materialities of Bitcoin adoption in El Salvador. *Geoforum, 151*, 103980. https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2024.103980

Peña, F. (2015, septiembre 20). Hay un oasis en el desierto de La Libertad. *El Faro.* Récupéré en mai 8, 2024, de https://elfaro.net/es/201509/noticias/17374/Hay-un-oasis-en-el-desierto-de-La-Libertad.htm

P.V, (marzo 22, 2024). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

Pflieger, G. (2008). Historia de la universalización del acceso al agua y alcantarillado en Santiago de Chile (1970-1995). *EURE, 34*(103), 131–152. doi:10.4067/s0250-71612008000300007 Récupéré de https://search.proquest.com/docview/223743879

Pintos, P. (Ed.). (2019). *Extractivismo inmobiliario y vulneración de bienes comunes en la cuenca baja del río Luján.* . El Colectivo.

Pírez, P. (2016). Las heterogeneidades en la producción de la urbanización y los servicios urbanos en América Latina. *Territorios,* (34), 87–112. https://doi.org/10.12804/territ34.2016.04

Pirker, K. (2012). Radicalización política y movilización social en El Salvador: los frentes de masas. *Dossier AAVV El Salvador: Dossier*, 62–77.

Ponce Lara, C. (2018). *Redefiniendo las luchas en Centroamérica contra el neoliberalismo. Entrevista a Bertha Zúñiga Cáceres a propósito del movimiento anti extractivista en Honduras* https://www.lareferencia.info/vufind/Record/CL_82924bb010556a08259092ef47b59fbc

Portes, A. (1971). Urbanization and Politics in Latin America. *Social Science Quarterly, 52*(3), 697-720. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/42858812

Portes, A. (1989). Latin American Urbanization during the Years of the Crisis. *Latin American Research Review, 24*(3), 7-44. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/2503697

Porto-Gonçalves, C. (2009). De Saberes y de Territorios - diversidad y emancipación a partir de la experiencia latino-americana. *Polis (Santiago), 8*(22), 121–136. https://doi.org/10.4067/S0718-65682009000100008

Porto-Gonçalves, C. (2006). El agua no se niega a nadie. *Polis (Santiago, Chile : 2001), 5*(14) Récupéré de http://journals.openedition.org/polis/5127

Porto-Gonçalves, C. W. (2006). A Reinvenção dos Territórios: a experiência latino-americana e caribenha. *Los Desafios De Las Emancipaciones En Un Contexto Militarizado, 1*, 151–197.

Posada Vaquerano, R. B. (2022). In Segura Bonilla O. (Ed.), *Escenarios para la gobernanza del agua: Un análisis de múltiples criterios en el municipio de Conchagua, El Salvador*. Universidad Nacional, Costa Rica.

Postigo de la Motta, W. (2006). Sobre el derecho humano al agua. *Quórum.Revista De Pensamiento Iberoamericano,* , 133–150.

Poupeau, F. (2022). En l'absence de planification : l'idéal de l'eau pour tous et toutes face aux inégalités urbaines. *Mouvements (Paris, France : 1998), n° 109*(1), 38–46. https://doi.org/10.3917/mouv.109.0038

Pradilla Cobos, E. (2018). Cambios neoliberales, contradicciones y futuro incierto de las metrópolis latinoamericanas. *Cadernos Metrópole, 20*(43), 649–672. https://doi.org/10.1590/2236-9996.2018-4302

Proceso. (1988). *La campaña electoral en las comunidades marginales*

Quimbayo Ruiz, G. A. (2020). Territory, sustainability, and beyond: Latin American urbanization through a political ecology. *Environment and Planning. E, Nature and Space (Print), 3*(3), 786–809. https://doi.org/10.1177/2514848619887933

Quintanilla Torres, R. A. (2022). *La preservación ambiental con énfasis en la protección de los mantos acuíferos, y el desarrollo sostenible en El Salvador*

Quiñónez Basagoitia, J. (2013). *Revisión y análisis de los componentes hidrológico e hidrogeológico del Estudio hidrogeológico, hidrológico e hidráulico y de riesgo. Zona Planta Nejapa. Industrias la Constancia, ILC. Nejapa, San Salvador*. San Salvador

Quiroz Rothe, H., & Alcántar García, E. A. (2017). El urbanismo popular en México. elementos para una história pendiente. *Urbana: Revista Eletrônica do Centro Interdisciplinar De Estudos Da Cidade, 9*(1), 47. https://doi.org/10.20396/urbana.v9i1.8647221

Rajack, R. et al. (2012). Evaluación de las tierras de El Salvador. Informe 82312-SV, Banco Mundial

Ram, S. (1983). El Salvador: Perspectives on a Revolutionary Civil War. *Social Scientist, 11*(8), 3–38. https://doi.org/10.2307/3517048

R.F, (octubre 26, 2022). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

R.F, (marzo 22, 2024). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

R.J, (octubre 25, 2022). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

Rebouças, A. d. C., Braga, B., Tundisi, J. G., Lanna, A. E. L., Ostrensky, A., Tucci, C. E., Pompeu, C. T., Telles, D. D., Salati, E., & Salati, E. (2002). Águas doces no Brasil: capital ecológico, uso e conservação. *Águas doces no Brasil: capital ecológico, uso e conservação* (pp. 703)

Recabarren Santibáñez, O. (2016). El estándar del derecho de aguas desde la perspectiva del derecho internacional de los derechos humanos y del medio ambiente. *Estudios Constitucionales, 14*, 305–346. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=82049420010

Recinos, M. (2022, febrero 6). Confirman hallazgo de 26 cuerpos en fosa de Nuevo Cuscatlán. *La Prensa Gráfica.* Récupéré en juillet 19, 2024, de https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Confirman-hallazgo-de--26-cuerpos---en-fosa-de-Nuevo-Cuscatlan-20220205-0048.html

Recinos, M. (2024, octubre 31). El corredor seco y la búsqueda de alimentos. *Mala Yerba* Récupéré en novembre 5, 2024, de https://mala-yerba.com/el-corredor-seco-y-la-busqueda-de-alimentos/

Redacción Presidencia. (2022, agosto 26,). *Presidente Nayib Bukele lanza la fase 2 de Surf City 1 en La Libertad y anuncia la ejecución de proyectos que potenciarán el turismo.* Récupéré en mai 20, 2024, de https://www.presidencia.gob.sv/presidente-nayib-bukele-lanza-la-fase-2-de-surf-city-1-en-la-libertad-y-anuncia-la-ejecucion-de-proyectos-que-potenciaran-el-turismo/.

Reyes Añorve, J., García Sánchez, M., Pineda Avonza, B., & Godínez Alarcón, G. (2015). Derecho al agua y calidad de vida. *RIDE Revista Iberoamericana Para La Investigación Y El Desarrollo Educativo, 6* https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=498150319045

Revet, S. (2021). L'épidémie de Covid-19 en Amérique latine : se préparer ou réduire la vulnérabilité ? *Les études du Centre d'études et de recherches internationales,* (252-253), 54–58. Récupéré de https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03384806

Richter, E., Beverly, J., Dash, B., & Dash, I. F. (1980). Social Classes, Accumulation, and the Crisis of "Overpopulation" in El Salvador. *Latin American Perspectives, 7*(2/3), 114–139. https://doi.org/10.1177/0094582X8000700208

Rivera, S. (2017). Modernidad arquitectónica en El Salvador : la estética de un ideal. *Realidad (San Salvador),* (150), 9–39. https://doi.org/10.5377/realidad.v0i150.6166

Robinson, W. I. (2013). L'Amérique latine face au nouveau capitalisme mondialisé . *Mouvements, 76*(4), 14–24. https://doi.org/10.3917/mouv.076.0013

Robles Rivera, F. (2011). Los de entonces ya no son los mismos. Acumulación por desposesión en la última década en El Salvador y Costa Rica. *Anuario De Estudios Centroamericanos, 37*, 105-137.

Robles Rivera, F. (2019). Élites en el Salvador: cambios y continuidades(2000-2016). Récupéré de http://biblioteca.clacso.edu.ar/gsdl/cgi-bin/library.cgi?a=d&c=cr/cr-004&d=123456789347oai

Roca Alcázar, F. (2019). Les ressources menacées de l'Amazonie. *Etudes (Paris. 1897), Janvier*(1), 19–28. doi:10.3917/etu.4256.0019 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-etudes-2019-1-page-19.htm

Rocha, J. L. (2008). Centroamérica. 12 mil millones en remesas:¿ Quién se come ese mandado? *Envío: Publicación Mensual Del Instituto Histórico Centroamericano, 27*(313), 47.

Rodríguez, C. (2022, abril 8). El cártel inmobiliario de Nuevo Cuscatlán. *Mala Yerba.* Récupéré en juillet 17, 2024, de https://mala-yerba.com/el-cartel-inmobiliario-de-nuevo-cuscatlan/

Rodríguez, M. (2024, abril 24,). Foro del Agua: mecanismos legales facilitan el despojo del agua y de las tierras. *Radio Bálsamo TV*. Récupéré en juillet 19, 2024, de https://www.balsamoradiotv.com/post/foro-del-agua-mecanismos-legales-facilitan-el-despojo-del-agua-y-de-las-tierras

Rojas, G. A. (2006). *Estado del marco normativo y legal del agua en Centroamérica*. GWP, Centroamérica

Romano, S. T. (2012). From Protest to Proposal: The Contentious Politics of the Nicaraguan Anti-Water Privatisation Social Movement. *Bulletin of Latin American Research, 31*(4), 499–514. https://doi.org/10.1111/j.1470-9856.2012.00700.x

Romero, H. (2018). II Diez temas clave para mejorar la situación del agua en El Salvador. Dans UCA Editores (Ed.), *La Crisis Hídrica en El Salvador: Hechos y Retos* (pp. 23–51). Universidad Centroamericana José Siméon Cañas, UCA.

Roque, R. (2021). Nayib Bukele: populismo e implosión democrática. *Andamios (Mexico City, Mexico), 18*(46), 233–255. https://doi.org/10.29092/uacm.v18i46.844

Rosa, H., & Barry, D. (1995). *Población, territorio y medio ambiente en El Salvador.* PRISMA, San Salvador

Rosales, D. (2024, octubre 18). Tribunal absuelve a los cinco líderes antiminería de Santa Marta. *El Faro* Récupéré en octobre 25, 2024, de https://elfaro.net/es/202410/ef_foto/27604/tribunal-absuelve-a-los-cinco-lideres-antimineria-de-santa-marta

Rosas Landa, O. (2012). La lucha legal por la justicia hídrica: México en el Tribunal Latinoamericano del Agua. *El Cotidiano, 27*(173), 67. Récupéré de https://www.proquest.com/docview/1021194689

Rotger, D. V., & Sanz Ressel, K. (2020). Urbanización en áreas de fragilidad ambiental. (Des)articulaciones entre políticas públicas y procesos de expansión urbana sobre cuencas hidrográficas. El caso del eje sudeste de la ciudad de la Plata. 2003-2018. *Quid 16,* (13), 243–268. Récupéré de https://dialnet.unirioja.es/servlet/oaiart?codigo=7448699

Sánchez, J. y León, M. (coords.), *"Recursos naturales y desarrollo sostenible: propuestas teóricas en el contexto de América Latina y el Caribe"*, serie Recursos Naturales y Desarrollo, No 220 (LC/TS.2023/198), Santiago, Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), 2024.

Sánchez Ruiz, G. (2020). Ciudades latinoamericanas entre mediados del siglo XIX y principios del XX: del Higienismo al Urbanismo. *Arquitectura Y Urbanismo, XLI*, 31–45. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=376864178004

Santos, C. (2020). La frontera hídrica del agronegocio en Uruguay: nuevas dinámicas de acumulación y despojo. *Quid 16,* (13), 12–34. Récupéré de https://dialnet.unirioja.es/servlet/oaiart?codigo=7448690

Séguin, A. (2006). *La segregación socio-espacial urbana: una mirada sobre Puebla, Puerto España, San José y San Salvador.* Récupéré de http://bibliotecadigital.iplacex.cl/handle/123456789/76946

Segovia, A. (2021). 150 años de capitalismo a la carta en Centroamérica. *Anuario de estudios centroamericanos,* (1) Récupéré de https://dialnet.unirioja.es/servlet/oaiart?codigo=8512370

Sermeño, O. J. (1980). *El proceso de sustitución de importaciones en El Salvador* (Tesis de Licenciatura, UES).

Schneier-Madanes, G. (2014). Conflits de l'eau à Buenos Aires1 : les enjeux urbains. *Eaux et réseaux : les défis de la mondialisation,* , 183–198. Récupéré de https://api.istex.fr/ark:/67375/9TJ-F74VK7B4-H/fulltext.pdf

Schteingart, M. (2000). La Investigación urbana en América Latina. *Papeles De Población, 6*

Schwarz, A., & Streule, M. (2024). Territorial subjectivities. The missing link between political subjectivity and territorialization. *Progress in Human Geography, 48*(3), 275–291. https://doi.org/10.1177/03091325241228600

Simon, D., McGregor, D., & Thomas, D. (2006). Contemporary perspectives on the peri-urban zones of cities in developing countries. *The peri-urban interface: approaches to sustainable natural and human resource use* https://search.proquest.com/docview/36796917

Sojo, C. (2007). Cohesión social y exclusión. Una mirada desde Centroamérica. *Quórum.Revista De Pensamiento Iberoamericano,* , 76–87.

Souchaud, S., & Prévôt-Schapira, M. (2013). Introduction : Transitions métropolitaines en Amérique latine : densification, verticalisation, étalement. *Problèmes d'Amérique latine, 90*(3), 5-16. doi:10.3917/pal.090.0005 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2013-3-page-5.htm

Spalding, R. J. (2018). From the Streets to the Chamber. *European Review of Latin American and Caribbean Studies,* (106), 47–74. https://doi.org/10.32992/erlacs.10377

Suárez, L. C. (2023, febrero 1). Miss Universo en El Salvador, el marketing político en tacones. *El Faro.* Récupéré en juillet 18, 2024, de https://elfaro.net/es/202302/columnas/26690/Miss-Universo-en-El-Salvador-el-marketing-pol%C3%ADtico-en-tacones.htm

SUM Consult GmbH. (2006). *Estrategia de trabajo social en el Programa de Mejoramiento de Barrios de FUNDASAL.*

Sunkel, O. (1971). Desarrollo, subdesarrollo, dependencia, marginación y desigualdades espaciales; hacia un enfoque totalizante . *Investigación Económica, 31*(121), 23-77. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/42813586

Svampa, M. (2023). Conflits socio-environnementaux et tournant écoterritorial en Amérique latine. *Amérique latine : les nouveaux conflits* (pp. 99–111). Éditions Syllepse. https://doi.org/10.3917/syll.cetri.2023.04.0099

Svampa, M. (2022). *Las fronteras del neoextractivismo en América Latina: Conflictos socioambientales, giro ecoterritorial y nuevas dependencias* Bielefeld University Press. Récupéré de https://www.ssoar.info/ssoar/handle/document/81546

Svampa, M., & Slipak, A. (2015). La Chine en Amérique latine : du Consensus des matières premières au Consensus de Beijing. *Problèmes d'Amérique latine, 98*(3), 95–122. doi:10.3917/pal.098.0095 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2015-3-page-95.htm

Svampa, M. (2014). *Maldesarrollo: La Argentina del extractivismo y el despojo*. Katz editores.

Svampa, M. (2011). Néo-« développementisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique latine, 81*(3), 101-127. doi:10.3917/pal.081.0101 Récupéré de de https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2011-3-page-101.htm

Swyngedouw, E. (2005). Dispossessing H2O: the contested terrain of water privatization. *Capitalism, Nature, Socialism, 16*(1), 81–98. https://doi.org/10.1080/1045575052000335384

Swyngedouw, E. (2004). Social power and the urbanization of water: Flows of power. *Journal of Economic Literature, 42*(4), 1246. https://search.proquest.com/docview/213238880

Swyngedouw, E., & Heynen, N. C. (2003). Urban Political Ecology, Justice and the Politics of Scale. *Antipode, 35*(5), 898–918. https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2003.00364.x

Tagle Zamora, D., Escalante Rocha, B., & Caldera Ortega, A. (2016). El Derecho Humano al Agua en México. Un análisis desde la perspectiva de gobernanza y los proyectos políticos. *O Social Em Questão, 19*, 149–176. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=552264396007

Talledos Sánchez, E. (2017). La sed urbana. La ciudad como construcción hidráulica de San Luis Potosí, México. *Revista De El Colegio De San Luis, 7*(14), 345–350. https://doi.org/10.21696/rcsl7142017702

Thomas, F. (2018). Chine-Amérique latine : la nouvelle grande alliance ? *La revue internationale et stratégique, 111*(3), 107–114. doi:10.3917/ris.111.0107 Récupéré de https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2018-3-page-107.htm

Torres-Carral, G. (2006). El pago de los servicios ambientales y las comunidades indígenas. *Ra Ximhai, 2*, 187–207.

Transparencia activa. (2018, diciembre 14,). *FOMILENIO II firma contrato para construcción de planta de tratamiento en El Zonte.* Radio y televisión comunitaria Izcanal. Récupéré en juillet 20, 2024, de https://www.izcanal.org/fomilenio-ii-firma-contrato-para-construccion-de-planta-de-tratamiento-en-el-zonte/

Trottier, J. (2012). L'avènement de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau. *Gestion de l'eau : Approche territoriale et institutionnelle* (pp. 179–198) Presses de l'Université du Québec. Récupéré de https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03056688

Tude Sevá, J., & Martins Lemes, J. V. (2019). Propriedade da terra e poder no Brasil na obra de José de Souza Martins. *Revista Da Faculdade De Direito Da UFG, 42*(3), 180–201. https://doi.org/10.5216/rfd.v42i3.56535

Uhel, M. (2019). La « guerre de l'eau » à Cochabamba. De la réappropriation de l'espace politique à la reproduction d'un lieu symbolique de la contestation. *L'Espace Politique, 37* https://doaj.org/article/9e56508f6aac4ed6a697eb2854a608e3

Unidad Ejecutora de Programas Hídricos. (2015). Marco conceptual de la propuesta de recuperación de ríos urbanos. El Salvador: MARN.

Uribe Arzate, E., & Valdéz De Hoyos, E. (2016). El derecho humano al agua. Una cuestión de interpretación o de reconocimiento. *Cuestiones Constitucionales,* , 3–25. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=88546081001

Uruena, R. (2009). Expertise and global water governance: how to start thinking about power over water resources. *Anuario Mexicano De Derecho Internacional, IX*, 117–152. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=402740624004

Valle de García, J. d. C. (2022). *El estado salvadoreño versus la gestión comunal del agua.*

Valter do Carmo Cruz. (2024). Carlos Walter Porto-Gonçalves e as geo-grafias desde os de baixo. *Trabalho Necessário, 22*(47) https://doi.org/10.22409/tn.v21i47.61703

Van der Borgh, C. (2000). The Politics of Neoliberalism in Postwar El Salvador. *International Journal of Political Economy, 30*(1), 36–54. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/40470765

Van Leeuwen, M., & Van Der Haar, G. (2016). Theorizing the Land–Violent Conflict Nexus. *World Development, 78*, 94–104. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.10.011

Vargas Sanabria, A. (2001). El manejo histórico de los recursos hídricos en Costa Rica con énfasis en el perído indígena y en los siglos XVI, XVII, XVIII y XIX. *Anuario de estudios centroamericanos, 27*(1), 59–81. Récupéré de https://www.jstor.org/stable/25661340

Vega, L. (2020a). *Estudio de desigualdades sociales y el impacto del derecho humano al agua provocadas por la especulación urbanística en El Salvador. Caso de estudio: el Valle del Ángel*. San Salvador:

Vega, L. (2020b). *Estudio de desigualdades sociales y el impacto del derecho humano al agua provocadas por la especulación urbanística en El Salvador. Caso de estudio: la Cordillera del Bálsamo*. San Salvador:

Víchez, G. (2021, diciembre 22). Juntas de agua: una historia de 49 años de exclusión. *Revista Factum* https://www.revistafactum.com/juntas-historia-de-exclusion/

Villafuerte Solís, D. (2014). Neoextractivismo, megaproyectos y conflictividad en Guatemala y Nicaragua. *Espiral (Guadalajara), 21*(61), 109–141.

Villagómez Velázquez, Y., & Gómez Martínez, E. (2020). Los recursos hídricos en las regiones indígenas de México. *Región Y Sociedad, 32*, 1–26. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=10264844023

Von Bennewitz, E. (2017). Land Tenure in Latin America: from Land Reforms to Counter-Movement to Neoliberalism. *Acta Universitatis Agriculturae Et Silviculturae Mendelianae Brunensis, 65*(5), 1793–1798. https://doi.org/10.11118/actaun201765051793

Wade, C. J. (2008). EL SALVADOR: CONTRADICTIONS OF NEOLIBERALISM AND BUILDING SUSTAINABLE PEACE. *International Journal of Peace Studies, 13*(2), 15–32. http://www.jstor.org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/stable/41852975

Wiggins, S. (1981). Sols, économie et société au Salvador : le bassin du Río Acelhuate. *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien, 36*(1), 23–40. doi:10.3406/carav.1981.1553 Récupéré de https://search.proquest.com/docview/1307769046

Wilkinson, J. (2010). Water and Land in Latin America: Global Strategies and Policies. *Review - Fernand Braudel Center for the Study of Economies, Historical Systems, and Civilizations, 33*(2/3), 153–176. https://www.jstor.org/stable/23346880

Yip, C., & Yokoya, M. (2016). Direito Internacional dos Direitos Humanos e direito à água: uma perspectiva brasileira. *Anuario Colombiano De Derecho Internacional, 9*, 167–195. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=429552773005

Zablah Rauda, N. (2024, julio 29). Las víctimas de Bitcoin city. *El Faro* Récupéré en octobre 5, 2024, de https://elfaro.net/es/202407/el_salvador/27502/Las-v%C3%ADctimas-de-Bitcoin-City.htm

Zamudio Rodríguez, C. (2012). Uhel. *Gestión Y Ambiente, 15*, 99–112. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=169424893007

Z.A, (marzo 22, 2024). Dans Gutiérrez Poizat, S. (Ed.), *Comunicación personal*

Zibechi, R. (2012). *América Latina: Periferias Urbanas, Territorios de Resistencia.* Ediciones desde abajo.

Zibechi, R. (2010). Pan para hoy, incertidumbre mañana. *América Latina En Movimiento,* http://www.alainet.org/es/active/41887

Zibechi, R. (2007). *Autonomías y emancipaciones: América Latina en movimiento.* Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Fondo Editorial de la Facultad de Ciencias Sociales

Ziccardi, A., & Castells, M. (2020). Políticas urbanas y construcción del espacio urbano:; aspectos conceptuales. In M. M. Di Virgilio (Ed.), *Ciudades latinoamericanas* (pp. 565–596). CLACSO. https://doi.org/10.2307/j.ctv1gm01hk.22

Zoma, V., Kiemdé, A., & Sawadogo, Y. (2022). Principaux défis de la croissance urbaine de Ouagadougou. *Regardsuds, Septembre*(2), 77–92. Récupéré de https://hal.science/hal-03831409

Zúñiga, E. F. (2021). Institucionalización del servicio de agua potable en El Salvador. Una aproximación histórica a la Administración Nacional de Acueductos y Alcantarillados (ANDA) 1. *Revista de ciencias sociales (San José),* (171), 137–219. Récupéré de https://www.proquest.com/docview/2608509585/abstract/

TABLES ET FIGURES

TABLE DES CARTES / TABLA DE MAPAS

Carte 1 : Système urbaine d'Amérique centrale mis en valeur par la luminosité nocturne…….. 85

Carte 2 : Corridor sec d'Amérique centrale…….. 86

Carte 3 : Localisation du lac d'Ilopango où se développe le projet PAPLI,
par rapport à l'AMSS et la rivière Lempa……. 114

Carte 4 : Systèmes qui fournissent de l'eau à l'AMSS…….. 115

Carte 5 : Nouvelle carte du Salvador montrant les 14 départements, 44 municipalités et 262 districts 123

Mapa 6 : Delimitación de los distritos que conforman el AMSS (hasta 2022)……. 137

Mapa 7 : Nueva delimitación del AMSS (2022) conectando con la zona turística de playa…… 138

Mapa 8 : El AMSS y la RMSS…….. 139

Mapa 9: Ubicación de los Asentamientos Urbanos Precarios (AUP) en el AMSS…… 140

Mapa 10: Crecimiento urbano del AMSS entre 1979 y 2019…… 141

Mapa 11 : Ejes de expansión del AMSS……. 146

Mapa 12: Expansión urbana a lo largo del Eje Norte……. 147

Mapa 13: Usos de suelo en el área de expansión norte del AMMS…… 156

Mapa 14: Vialidad propuesta por el PLAMADUR AMSSA…….. 157

Mapa 15 : Infraestructura vial que facilita la expansión urbana en el eje nor-poniente……. 159

Mapa 16 : Ubicación de tramos i, ii y iii en la zona de expansión II…….. 163

Mapa 17 : Tramo i, autopistas SAL37N y SAL 38W, entre Apopa y Nejapa…… 164

Mapa 18 : Tramo ii, autopista SAL37N entre Nejapa y Quezaltepeque…… 171

Mapa 19 : Tramo iii, autopista SAL37N entre Quezaltepeque y El Sitio del Niño (San Juan Opico)… 174

Mapa 20 : Lahares que bajan del volcán de San Salvador…….. 184

Mapa 21 : Expansión urbana a lo largo del Eje Sur…… 187

Mapa 22: Plan de Desarrollo Territorial de la región La Libertad…….. 189

Mapa 23 : Ubicación de la región La Libertad con relación a los ejes de expansión del AMSS…… 190

Mapa 24: Zonificación ambiental de la Cordillera del Bálsamo y Nuevo Cuscatlán, MARN…… 199

Mapa 25: Ordenanza Medioambiental de Nuevo Cuscatlán, 2011…… 199

Mapa 26: Ordenanza Medioambiental de Nuevo Cuscatlán, 2014…… 200

Mapa 27: Ubicación de las zonas de expansión I, II y III a lo largo del eje de expansión sur…… 204

Mapa 28: Nuevo Cuscatlán y alrededores en el año 2002…….. 205

Mapa 29 : Nuevo Cuscatlán y alrededores en el año 2008……. 206

Mapa 30 : Nuevo Cuscatlán y alrededores en el año 2013……. 208

Mapa 31: Nuevo Cuscatlán y alrededores en el año 2023……. 211
Mapa 32: Ubicación de proyectos en la zona de expansión II…… 216
Mapa 33 : Ubicación de proyectos en la zona de expansión III……. 218
Mapa 34: Sectores que componen Montreal y zona aledañas…… 235
Mapa 35 : Ubicación de los asentamientos que componen Montreal…… 236
Mapa 36: Ubicación de fotografías 91 a 99 en finca Argentina…… 294
Mapa 37: Ubicación de fotografías 100 a 106 en Finca Montreal y alrededores……. 300
Mapa 38: Ubicación de Fotografías 107 a 120 en primeros asentamientos y asentamientos intervenidos por el PMB…… 310
Mapa 39: Ubicación de asentamientos en "El cerro", finca Argentina…… 327
Mapa 40: Ubicación de las redes de infraestructura de agua corriente en "El Cerro", finca Argentina 336
Mapa 41: Ubicación de asentamientos en "El lomo del caballo", finca Montreal…….. 337
Mapa 42: Ubicación de las redes de infraestructura de agua corriente en "El cerro", finca Argentina y asentamientos sobre "El lomo del caballo" en finca Montreal y alrededores…… 353
Mapa 43: Ubicación de asentamientos seleccionados como beneficiarios del PMB…….. 354
Mapa 44: Ubicación de las redes de infraestructura de agua corriente en todos los asentamientos de Montreal…… 362

TABLE DES ENCADRÉS / TABLA DE RECUADROS

Encadré 1 : Conditions climatiques du corridor sec d'Amérique centrale…… 86
Recuadro 2 : Delimitación del AMSS y su área de influencia…….. 139
Recuadro 3: Entre Ríos Brujos y Ríos de Cenizas…… 149
Recuadro 4: Luisa Miranda y su día a día buscando agua…… 179
Recuadro 5: Las relaciones mercantiles en la urbanización espontánea…….. 254
Recuadro 6: Los movimientos de masas en El Salvador…… 258

TABLE DES FIGURES / TABLA DE FIGURAS

Figure 1 : Sources d'eau en Amérique latine et les Caraïbes…… 22
Figure 2 : Le cycle hydro-social…… 24
Figure 3 : Défis stratégiques dans la gouvernance de l'eau…….. 41
Figure 4 : Modèle conceptuel adaptée du cycle hydro-social à Montréal…… 66
Figure 5 : Image de synthèse promotionnelle du projet de Bitcoin City au Salvador…….. 92
Figure 6 : Annonce de la Compañía Salvadoreña de Perforaciones, à capitaux privés et qui a obtenu une concession de forage de puits pour 10 ans à partir de 1913…….. 110
Figura 7 : el acuífero de Nejapa en datos…….. 179
Figura 8 : Imagen digital de "Collection, Residencias y Resort" en playa El Cocal, La Libertad…… 220

Figura 9 : ¡El Salvador, la nueva tierra de las personas libres!..... 222
Figura 10: Collage de imágenes de la página web de Roberto Océano, promocionando inversiones de playa con acceso a agua corriente y saneamiento……. 228
Figura 11 : Imagen digital que muestra la vista en planta de Bitcoin Beach Club de Playa en el Zonte 230
Figura 12: Imagen digital de Bitcoin Beach Club de Playa…… 230
Figuras 13: Perfile AA del territorio dónde se ubica Montreal……. 238
Figuras 14, 15 y 16 : Perfiles BB, CC y DD del territorio dónde se ubica Montreal…… 239
Figura 17: Nota del periódico Mala Yerba sobre Ciudad Formosa, a construirse en finca Argentina 278
Figuras 18 y 19: Publicidad de ventas de Ciudad Formosa……. 279
Figura 20: Propuesta de ciclo hidro-social para los territorios rurales/rurbanos, fronteras urbanas en finca Argentina……. 334
Figura 21: Propuesta de ciclo hidro-social para territorios de la periferia precaria en finca Montreal y alrededores…… 350
Figura 22: Propuesta de ciclo hidro-social para los asentamientos intervenidos por el PMB…….. 360
Figura 23 : Inmobiliaria retoma construcción en zona de máxima protección en Nuevo Cuscatlán.. 373
Figura 24: Comunidades denuncian tala de bosques que pone en riesgo el agua…….. 375
Figura 25: Extracto de noticia ASA, 17 de enero 2024…… 376
Figura 26: Extracto de noticias ASA, 19 de septiembre 2023…….. 377

TABLE DES GRAPHIQUES / TABLA DE GRÁFICOS

Graphique 1 : Pourcentage de population urbaine par pays en Amérique centrale entre 1960 et 2023 75
Graphique 2 : Répartition procentuelle des conflits environnementaux par sujet 1990-2020……. 89
Graphiques 3, 4, 5 et 6 : Anomalies de température par année et décennie 1900-2020 au Salvador, Belize, Guatemala et Honduras…… 102

TABLE DES PHOTOGRAPHIES / TABLA DE FOTOGRAFÍAS

Photographie 1 : Hameaux Condadillo dans le Golfo de Fonseca, El Salvador, à l'endroit projeté pour la construction de l'aéroport du Pacifique…… 93
Photographie 2 : Des migrants salvadoriens traversent la rivière Suchiate entre le Guatemala et le Mexique…….. 96
Photographie 3 : Fontaine publique sur la Plaza Morazán dans le centre de San Salvador (1882)….. 108
Photographies 4 et 5 : Introduction des infrastructures d'eau courante et de drainage dans la ville de San Salvador……. 109
Fotografía 6: Fotografía aérea del territorio periurbano al norte del AMSS en 1949…….. 152
Fotografías 7, 8 y 9: Inversiones en vialidad e industrias en el eje norte…….. 160
Fotografía 10 : Tráfico en la antigua calle entre Apopa y Nejapa…… 165

Fotografía 11 : Furgones en la nueva autopista SAL37N, entre Apopa y Nejapa…… 165
Fotografía 12, 13 y 14 : Nejapa Power, Ferreterías Freund y nuevos espacios de bodegaje en construcción..…… 166
Fotografía 15 : Muro perimetral de Ciudad Corinto en calle a Mariona…… 167
Fotografías 16 : Ciudad Corinto vista desde Montreal…… 167
Fotografía 17 : Viviendas en construcción en Valle Dulce…… 168
Fotografía 18 : Acceso a Metrópoli San Gabriel…….. 168
Fotografía 19 : Vista aérea de Metrópoli San Gabriel…….. 169
Fotografía 20 : Centro penitenciario Mariona…….. 169
Fotografía 21: Centro de Espiritualidad Virgen de Fátima…….. 170
Fotografía 22: Centro comercial Valle Dulce…… 170
Fotografías 23 y 24 : Lotes en venta en Lotificación Las Américas…… 172
Fotografía 25 : extracción de materiales pétreos en El Cerrito, Quezaltepeque…… 173
Fotografía 26: Lava en El Playón…… 175
Fotografía 27: Laguna de Chanmico……. 175
Fotografía 28: Ciudad Marsella…….. 175
Fotografía 29: Mural contra la destrucción del Valle del Ángel, realizado por colectivos Ecofeministas 181
Fotografías 30 y 31: descargas contaminantes de Walmart al río Chacalapa…… 181
Fotografías 32 y 33 : Alcaldía y miembros de ARA verificando deforestación en Valle del Ángel…… 182
Fotografía 34 y 35 : Estado de comunidades luego del paso del flujo de escombros……. 185
Fotografía 36 : Paso a desnivel en Santa Tecla…… 196
Fotografía 37 : Autopista CA04S ampliada, hacia el Puerto de La Libertad y "Surf City"…… 197
Fotografía 38 : Bypass de la ciudad puerto de La Libertad…… 197
Fotografías 39 y 40 : Nuevo logo municipal de Nuevo Cuscatlán y logo del partido Nuevas Ideas…… 201
Fotografía 41: Tanque de agua del SANC sin mantenimiento…… 201
Fotografía 42 : Centro comercial La Joya…… 207
Fotografía 43 : Calle principal en Residencial Vía del Mar…… 207
Fotografía 44: Nuevas casas en Residencial La Florida……. 209
Fotografía 45 : Biblioteca Municipal de Nuevo Cuscatlán…….. 209
Fotografías 46: Entrada principal a Portal del Bosque…… 212
Fotografías 47 y 48: Publicidad y construcción en proceso de apartamentos Artea en Portal del Bosque 212
Fotografía 49: Club Salvadoreño Nuevo Cuscatlán…… 213
Fotografía 50: Edificación en altura en Condado Santa Elena……. 213
Fotografía 51: Colegio Bilingüe Cuscatlán……. 214
Fotografía 52: Alquiler y venta de espacios para oficinas…….. 214
Fotografía 53: Vivienda rural en las afueras del casco histórico de Nuevo Cuscatlán…… 214
Fotografía 54 : Acceso a Residencial Tuscania…… 215
Fotografías 55, 56 y 57: Oferta de vivienda en la zona de expansión II en el eje sur……. 217
Fotografía 58: "Sunset Park" en la ciudad-puerto de La Libertad……. 219
Fotografía 59: Ingreso militarizado a playa Punta Roca…… 221

Fotografía 60 : “Hope House” en El Zonte, sede de “Bitcoin Beach”…… 221
Fotografía 61 : Vista hacia terrenos dónde se ubica Portales del Bosque, en 2019……. 225
Fotografía 62 : Vista hacia terrenos dónde se ubica Portales del Bosque, en 2022……. 225
Fotografía 63 : Vista del campo de golf de El Encanto Villas & Golf……. 226
Fotografía 64 : Abastecimiento de agua por camión-cisterna en San José Villanueva…… 226
Fotografía 65 : Mujeres del comité de mujeres Fe y Esperanza…….. 227
Fotografía 66: Viviendas en construcción por el gobierno en Lomas de El Zonte, frente a la PTAR de FOMILENIO II…….. 229
Fotografía 67 : Ubicación de perfiles del terreno en Montreal…… 238
Fotografía 68: Vista de pájaro Montreal……. 240
Fotografía 69 : Nombres locales y ubicaciones de los sectores que conforman Montreal…….. 240
Fotografía 70 : Entrada a Mejicanos a principios del siglo XX……... 242
Fotografía 71 : Vista del paisaje entre colinas en Montreal…… 243
Fotografía 72: Territorio rurbano en Finca Argentina, sector norte de Montreal…….. 244
Fotografía 73: Lotes rurales con cultivos de maíz en Finca Argentina, sector norte de Montreal……. 245
Fotografía 74: Fotografía aérea de la zona dónde se ubica Montreal, 1949…….. 247
Fotografía 75: Calle céntrica de Mejicanos……. 248
Fotografía 76 : Ingreso a Montreal, parada de buses de la ruta 2C…… 248
Fotografía 77 : Vista de San Salvador desde finca Argentina……. 251
Fotografía 78 : Calle de acceso a viviendas en finca Argentina, asentamiento 17a, sector 3…….. 251
Fotografía 79: Monseñor Romero en un asentamiento precario en San Salvador, 1980……... 256
Fotografía 80: Parte de la casa de R.J y su familia que colapsó en 2022…… 261
Fotografía 81: Don P.V Pérez sentado en la hamaca de su casa……..….. 266
Fotografía 82: Introducción de tuberías de agua corriente y drenajes en Montreal…… 270
Fotografía 83: Visita a Montreal de cooperantes alemanes……. 272
Fotografía 84: Marcha por el mejoramiento del hábitat……. 272
Fotografía 85: Mural con la imagen de Bukele y el logo de su partido Nuevas Ideas en Montreal…… 275
Fotografía 86: Evento público de la Organización Intercomunal de Administración del Parque Montreal 280
Fotografía 87: R.F Ramos participando en foro organizado por ACNUR y FUNDASAL…….. 281
Fotografía 88: Vecinos de Montreal llenando sus recipientes (cántaros) con agua almacenada en barriles 283
Fotografía 89: Conexiones directas a la red de electricidad en colonia Veracruz…… 285
Fotografía 90: Marcha por el agua en San Salvador, abril 2024…….. 287
Fotografía 91: Casas de lámina en sector 3 no videntes, Finca Argentina…… 290
Fotografía 92: Vistas de Montreal y la ciudad desde sector 3 no videntes…… 290
Fotografía 93: casa abandonada en sector 3, utilizada previamente por pandilleros…… 291
Fotografías 94 y 95 : Casas de lámina en el sector 3 no videntes finca Argentina…… 291
Fotografías 96 y 97: Grifos públicos en finca Argentina…… 292
Fotografía 98: Tanque de agua fuera de uso en finca Argentina…….. 293
Fotografía 99 : Tanque de agua y sistema de bombeo en la parte baja del cerro, manejado comunalmente, finca Argentina……... 294

Fotografía 100: Acceso que baja a la colonia San Juan frente al casco de la finca Montreal, aún rural 295
Fotografía 101: Viviendas frente a la calle Montreal entre colonia Buenos Aires 1
y colonia Montreal, con casas de materiales mixtos. Al fondo se observa el cerro de finca Argentina.. 297
Fotografía 102: Viviendas frente a la calle Montreal entre colonia Buenos Aires 1 y colonia Montreal.
Al fondo, cubierto parcialmente por nubes, el volcán de San Salvador…… 298
Fotografías 103 y 104: Vistas del final del pasaje A en parcelación Iberia…… 299
Fotografías 105 y 106: Vistas del final del pasaje A en parcelación Iberia…… 300
Fotografía 107: Viviendas frente a la calle Montreal entre colonia San Simón y lotificación San Juan
Quinta Vera……... 301
Fotografía 108: La casa de los Leones en colonia Veracruz, frente a la calle Montreal…… 302
Fotografías 109 y 110: Vivienda precaria al final del pasaje Universal en colonia Veracruz…… 302
Fotografías 111 y 112: Pasajes mejorados por el PMB en comunidad 24 de Julio y colonia San Juan Quinta
Vera……..……. 306
Fotografías 113 y 114: Soluciones locales a deslizamientos……... 307
Fotografías 115 y 116: Antes y después del Parque Montreal……... 308
Fotografía 117: Ingreso al Parque Montreal…… 308
Fotografías 118, 119 y 120: Comercio, equipamiento educativo y bosques en Montreal…… 309
Fotografía 121: Vista aérea de "El Cerro", finca Argentina……... 328
Fotografía 122: Ubicación de las principales infraestructuras de agua en finca Argentina……... 330
Fotografía 123: Parcelas de cultivo en medio de las viviendas en finca Argentina…… 331
Fotografías 124 y 125: Almacenamiento de agua en lotes rurales y camino de acceso a la quebrada
Siete Pilas…… 332
Fotografía 126: Grifos públicos o cantareras en la zona periurbana de San Salvador…….. 339
Fotografía 127 : Pequeño camión repartidor de agua embotellada en Montreal……. 343
Fotografía 128: Vecina de colonia San Simón limpiando una canaleta de aguas lluvias obstruida con
basura……. 344
Fotografía 129: Piscina en Ciudad Corinto y camino por dónde bajan a buscar agua
a la quebrada Siete Pilas vecinos de las casas más alejadas de la colonia Buenos Aires…….. 346
Fotografía 130: Protestas contra aprobación de explotación del acuífero de Nejapa por la Coca-Cola.. 370
Fotografía 131: Obras de construcción de Portales del Bosque en Nuevo Cuscatlán…… 371
Fotografía 132: Grifo público operado por el SANC en finca Santa Elena…… 371
Fotografía 133: Privatización del agua en terrenos privados en Valle del Ángel…… 372
Fotografía 134: Nueva infraestructura vial en Valle del Ángel…… 374
Fotografía 135: Familia que será desalojada en playa El Zonte……. 376

TABLE DES TABLEAUX / TABLA DE TABLAS

Tableau 1 : Caractéristiques et phénomènes des zones périurbaines en Amérique Latine…… 19
Tableau 2 : Ressources internes annuelles renouvelables en eau douce par région…… 35
Tableau 3 : Caractéristiques, concepts et processus associés dans les espaces de la périurbanisation…. 55

Tableau 4 : Population totale par pays en Amérique centrale entre 1960 et 2023……. 75
Tableau 5 : Population totale urbaine par pays en Amérique centrale entre 1960 et 2023…… 75
Tableau 6 : Principaux organismes gouvernementaux responsables de l'eau au Costa Rica……. 80-81
Tableau 7 : Conflits environnementaux autour de mégaprojets en Amérique centrale en 2017…… 89
Tableau 8 : Couverture forestière, précipitations annuelles et disponibilité d'eau par habitant en Amérique centrale…….. 101
Tableau 9 : Principaux organismes gouvernementaux responsables de l'eau au Salvador jusqu'à l'approbation de la Loi générale sur les ressources en eau et la création de l'Autorité salvadorienne de l'eau…… 116
Tabla 10: Crecimiento poblacional del AMSS entre 1900 y 2024…… 142
Tabla 11 : Territorio y población entre 1950 y 2024 en municipios selectos en el eje nor-poniente… 150
Tabla 12 : Población por municipio en el eje sur, 1971-2024…… 191
Tabla 13: Detalle de Inversiones y cantidad de conexiones del fideicomiso FIHIDRO…… 193
Tabla 14 : Infraestructura y neo-extractivismo hídrico en el eje sur…….. 203
Tabla 15: Cantidad de lotes por asentamiento en Montreal…….. 237
Tabla 16: Resumen de conflictos, actores y gestión/gobernanza en Montreal……. 288
Tabla 17: Principales elementos a caracterizar en el sondeo de preselección de barrios del PMB…… 357
Tabla 18: Tipo de periurbanización, características, procesos y tipos de conflictos por el agua en el eje de expansión nor-poniente…….. 367
Tabla 19: Tipo de periurbanización, características, procesos y tipos de conflictos por el agua en el eje de expansión sur…….. 368

ANNEXES

A continuación se compilan la serie conversaciones realizadas para esta investigación a través de grupos focales, entrevistas y visitas de campo. Se logró conversar con habitantes, líderes y lideresas de Montreal; con técnicos de FUNDASAL en las áreas de Proyección Social y Construcción; con antiguos colaboradores de FUNDASAL quienes luego estuvieron en instituciones del Estado (OPAMSS, FISDL); profesionales de la arquitectura y el urbanismo, involucrados por un lado en proyectos de desarrollos inmobiliarios (Nuevo Cuscatlán) y proyectos de planificación urbana. Se logró realizar una entrevista con una vecina de un asentamiento precario rural en el eje de expansión sur del AMSS y con un periodista de investigación con quién se trataron temas más amplios sobre medioambiente y conflictos medioambientales.

Como ya se comentó previamente, no se lograron realizar entrevistas con personal de ninguna instancia del gobierno (alcaldías, ANDA, ASA, DOM, MARN, entre otros). Este es un vacío significativo para la investigación, pero al mismo tiempo una línea de trabajo en la que profundizar más adelante, si el acceso a la información pública y la transparencia se restituyen en el país.

A continuación el material.

GRUPO FOCAL / Líderes, lideresas y habitantes de Montreal

Participantes: Líderes y lideresas de Montreal (13 personas), personal de apoyo de FUNDASAL (2 personas), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Septiembre 19, 2022
Lugar: Centro de Desarrollo Infantil de Mejicanos

INTRODUCCIÓN
Se agradeció la presencia de los participantes y personal del apoyo. Se explicó de qué se trata el proyecto de investigación y la dinámica de trabajo del grupo focal. Se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar tanto sus nombres como la información compartida.

PRESENTACIONES
Nos presentamos. La sesión inició con 11 líderes y lideresas. A lo largo de la tarde se unieron 2 personas más al grupo que no se mencionan en esta primera ronda de presentaciones.

1. Gracias por venir, mi nombre es M.J, trabajo en Promoción Social de FUNDASAL. Gracias a los que ya conozco un poquito más, a los que voy a conocer y que son líderes y lideresas de la comunidad. Así que gracias por estar aquí. Mucho gusto.

2. Mi nombre es V.W, vengo representando a Comunidad San Juan, de la Avenida Montreal y a la vez nos han pedido de favor que represente a Lotificación Montreal. En teoría pues va a venir alguien y veo que no viene, pero aquí estoy yo

3. Mi nombre es M.M y represento al Sector 1 de la Comunidad Finca Argentina y también soy de los líderes de allí. Aquí estamos siendo presentes

4. Si buenas tardes soy P.O y yo represento a la comunidad Tlatecate, que son tres, es la Navarrete que forma el pasaje Tlaloc, pasaje Textlicalli y parte de la calle principal de la Montreal

5. Buenas tardes, D.Z, y represento al Pasaje Elías

6. Buenas tardes, mi nombre es C.C y vengo en representación de la Colonia Iberia y la Buenos Aires 2 y 1 también

7. Buenas tardes, mi nombre es A.F, y represento al Pasaje Tlaloc, y pues la reunión es bien importante verdad y nos atañe estar presentes

8. Mi nombre es Sandra Gutiérrez, investigadora, y pues, gracias a todos ustedes por estar aquí esta tarde con nosotros

9. Buenas tardes, mi nombre es A.R y pertenezco a la directiva de Tlatecate, del Pasaje Tlaloc y calle Principal y soy también habitante del Pasaje Tlaloc

10. Buenas tardes, mi nombre es R.F, yo vengo de la Mónico II, y yo, este, yo pertenezco a la Directiva y también estoy frente al llamado Parque Montreal… la quebrada nos divide

11. Buenas tardes. Mi nombre es D.V, me pidieron que representara aquí a los habitantes de la directiva de la Veracruz, así que ahora me voy a tomar el cargo de representar a la Colonia Veracruz

12. Buenas tardes, mi nombre es G.L viuda de Martínez. Vengo de la Calle Principal, Colonia Iberia. Representando también la directiva allí con la niña C.C. Somos vecinas

13. Tengan muy buenas tardes. Mi nombre es S.J, y estoy representando al Willington, de aquí de la zona Montreal

14. Buenas tardes. Mi nombre es A.E, trabajo en FUNDASAL, específicamente en el Departamento de Construcción, en la sección Diseño y mi papel aquí a apoyar este taller

DESARROLLO

Sandra
Bueno, pues mucho gusto y muchas gracias, y gracias, M.J. M.J va a ir ayudándome; a veces se me olvidan algunas cosas que son fundamentales, pero gracias a M.J pues, allí me va a poner un ojito para que todo salga bien.

Hoy sí. Bueno entonces, como les decía, la primera inquietud que surge es: en aquel momento, cuándo ustedes llegan a ubicarse en estos diferentes sectores, que ahora constituyen todo el sector Montreal ¿De dónde, de dónde obtenían el agua?

D.Z
Bueno, nosotros llegamos a la Montreal, yo vivía en la colonia González, fuera de la Montreal. Cuando mi hermana llegó a vivir allí, ella agarró uno de los últimos terrenos allá en la colonia Buenos Aires por la razón de que le quedaban más cerca los ríos. Allí habían un montón de pozos, habían unas piedras así, plancitas, como que eran lavaderos. La mayoría de gente, allí íbamos a lavar toda la ropa. Yo me acuerdo que de pequeña, llevaba hasta mis dos guacaladas de ropa sucia y allí las iba a lavar

Sandra
¿En qué año fue eso D.Z?

D.Z
1977

Sandra
¿Y usted cuántos años tenía?

D.Z
Tenía aproximadamente como 7 años

Sandra
Como los peques que andan aquí ahorita

V.W
¿Qué año dijo que era?

D.Z
77, como 9 años tenía yo

V.W
En ese año nací yo, por eso estoy preguntando

Sandra
V.W ¿Y usted se acuerda? ¿En su casa ya había agua?

V.W
No. Fíjese que nosotros teníamos que ir a poner en una cantarera, que eran dos chorros, y esa cantarera, le poníamos nombre a las mangueras, mejor dicho, números, porque conforme el número que iban poniendo, uno tenía que ir a poner la manguera. Uno tenía que estar pendiente porque sino el otro le quitaba el turno. Y pasábamos que, dos, tres semanas sin agua.

Y había un hermano, no sé quién se acuerda de eso, que le decíamos el hermano P., que allí él tenía el agua en barriles. Y digamos él acarreaba el agua del sector dónde no había para dónde había. Entonces así, como dicen, nos tocaba a nosotros… Lo que dice niña D.Z, teníamos que ir a la quebrada de allí por la Iberia para abajo a lavar ropa o sino allí por el Willington también a lavar ropa porque, osea, era bien apremiante el recurso

Sandra
¿Y esa cantarera quién la puso? la alcaldía o…

V.W
La alcaldía la había puesto

Sandra
¿Alguien más se acuerda?

G.L
Yo vivía, en el ‘78 llegamos allí a la colonia

Sandra
En el ‘78. En ese año llegó usted a la colonia niña G.L… y ¿cómo hacía para tener el agua?

G.L
Nosotros íbamos a lavar al río y allí acarreábamos agua, y allí la gente acarreaba agua para vender del río. Y luego, este, después de eso pasamos bastante tiempo allí acarreando agua del río. Y acarreábamos agua porque un señor logró poner su agua, pero bien lejos de nosotros, pero así en carreta acarreaban el agua después. En carreta, de esas carretas que llevan los bueyes

Sandra
O sea que bajaban al río, allí tomaban el agua y se la llevaban en la carreta o ¿cómo era?

G.L
No, no, no. Ya había agua potable más arriba. Si, porque si caminábamos algo

Sandra
Y esa agua potable ¿de dónde llegaba? ¿era del ANDA?

G.L
Si era la del ANDA

Sandra
Pero eso no fue al nomás llegar en el '78… ¿cómo cuántos años habrán pasado hasta que ya había agua de ANDA?

G.L
Quizá como unos seis años. Cuando ya supimos que había agua por allí, ya empezamos a acarrear el agua así en los cántaros o en mmm, en carretas que… hacíamos las carretas de dos tambos y allí montaban los tambos en las carretillas. Y los señores que tenían sus bueyes, acarreaban agua en, ya en barriles para vender

Sandra
D.V quería decir algo

D.V
Pues fíjese que en una ocasión don M. nos dio la tarea de andar investigando respecto a lo del agua. Entonces ehh uno de los habitantes que creo que muchos lo conocen es el don S. Aguirre. Fíjese que allí en la comunidad, en la Veracruz, era una finca y eran las dos, como se dice, las dos familias más adineradas. Que estaba el señor que hoy ya no está, el señor que vivía desde la tienda el primo y la familia Aguirre. Ellos fueron los primeros que dice que se metieron de empeño a poner el agua. En lo que dice ella es de que cuando todavía, solo ellos lograron tener agua, hasta La Veracruz, la mayoría de las comunidades hasta allí llegaban a traer el agua, los demás restantes alrededor a las pocitas, lo que se decía "El Pozo".

Pues dicen que ellos fueron como en 1965, que ellos ya tenían agua allí…

Sandra
En 1965 ellos ya tenían el agua

D.V
Pero ellos estaban tres familias: uno de ellos era la familia de "Los Conejos", la familia Aguirre y los de la tienda El Primo

M.J
¿Esas familias eran los dueños de la finca?

D.V
Los tres se repartían, porque cada quien era, el apellido de cada uno… entonces los más adinerados eran la familia Aguirre, que ellos comenzaron a vender a la lotificadora, que fue La Veracruz. Pero ellos solo le vendieron y como

dice, todo lo de allí es ladera, ya comenzaron a quedar ya los pasos, quedando que ahorita solo está el hijo de la señora que ya la mayoría solo es uno el que está viviendo allí en esa comunidad. Pero ya lo demás pasó a ser parte de la lotificación de López & López, porque ellos lo vendieron. Conforme ha sido el tiempo hubo el primer cambio de calle, que fue que ya el adoquinado se podría decir, entonces allí fue donde comenzaron a meter el primero que fue el primer arreglo de calle y la cantarera que tuvo la San Simón. Ya conforme el tiempo se fue dando otra vez y ya fueron acumulando más alcantareras que ya hablaban de que la Villa Guadalupe tenía cantarera, pero a manera de que no era todo el sector, sino que eran raras y contadas las alcantareras que habían en toda la zona

Sandra
¿Y esas quién las gestionó? ¿esta familia Aguirre? ¿o la comunidad?

D.V
No ellos solo se encargaron de tener, digamos ellos pusieron el agua hasta su sector, ya de allí cuando hicieron el cambio, digamos arreglo de calle ya se puede decir que fue como un convenio que tuvieron entre tanto lo que era del MOP en su momento y la alcaldía que también estaba. Porque para los que se recuerdan, Pirolo, que estuvo también Blandino (ex-alcalde de Mejicanos), lo único fue que antes de todos ellos, este, fue Simón Paz

Sandra
¿Y en qué año fue esto? ¿Cuándo cambiaron esa calle D.V?

D.V
No, no, estamos hablando de hace unos añitos atrás. Es que han sido dos cambios…

Sandra
El primer cambio

D.V
Porque hubieron dos

Sandra
Porque si usted me habla de cantareras…

V.W
Por los 80's

Sandra
Aja, por los 80's

D.V
80 - 81 fue la primera, ya de allí en el 98 fue la segunda ocasión porque como lo iban dejando por etapas. Lo iban dejando por etapas. Entonces ya cuando le terminaban de dar la continuidad pues fue en el 98

M.J
¿Y en el 98 ampliaron las cantareras o solo fue la calle?

D.V
No, solo fue la calle, pero ya habían cantareras en varios sectores

Sandra
Pero no había agua domiciliar … había que seguir yendo a las cantareras

D.V
Entonces fue que comenzaron a hacer proyecto tras proyecto porque hubo unas…

V.W
Entre el primero y el segundo cambio de calle fue que pusieron la tubería madre ya

D.V
Pero ya… por eso es que hay dos… solo así la mecha, después cada quien se encargaba… Hay dos mechas de agua: una que llega hasta La Veracruz y la otra que ya da continuidad hasta topar hasta la Finca Argentina, que en el caso ellos tienen bomba, que una vez al mes les tiran el agua. Pero de lo contrario era sólo mecha porque cuando, aún se da el caso que cuando el sector desde la San Simón hasta llegar a la Buenos Aires se va el agua, la Veracruz tiene

Sandra
¿Y entonces al introducir esta tubería madre?… permítame, Don O.P, ¿una preguntita… entonces ya la gente puede hacer su conexión domiciliar?

D.V
Si, ha sido un proceso porque también se ha dado de que para lograr tener, en el, varias casas, hay muchas casas que se ha dado… participaban como diez familias, porque fueron ya para instalar el agua, digamos, "yo lo tengo, pero tú no lo tienes", entonces fue un comité que formaron en dónde los que no tenían agua se comenzaron a organizar y así fue como ellos lograron tener, que ya no fue mucho de pagarle a ANDA, sino que ya ir viendo uno por uno cuánto iba a ir cancelando, que era como le podría decir "ayuda mútua", de que hoy lo tuvo, hoy me tocó a mí, y hoy me toca ir a ayudarte y así verdad… Se dieron como diez familias allí en el sector Veracruz, en el caso de la San Simón que fueron varios beneficiarios también allí y lo otro que es en el Pasaje 5… que allí se organizaron y ellos como dice comenzaron a trabajar en ese punto

O.P
Si, una aclaratoria, que las primeras tuberías que se hicieron llegaban hasta allá al "primo", del primo para afuera muchas casas tenían agua, o sea que, los de un poco más afuera de los que vivimos de la Montreal, para el año 70 ya había casas que tenían agua

M.J
¿Por dónde está ese taller El Primo?

Varios…
En La Veracruz, en La Veracruz

Sandra
¿Y eso está ya más cerca de la ciudad o más hacia afuera?

O.P
Está en la entrada. Está casi en la entrada de la Montreal en el punto de la 2C que tiene la Montreal, como dos cuadras… pero "El Primo" está hasta cuatro cuadras… hasta allí llegaba, había agua, entonces había ciertas casas que llamamos de la punta de la Montreal hasta "El Primo", que ya había agua

Sandra
¿Esa era agua domiciliar? Era agua conectada con ANDA… pero hasta allí llegaba

O.P
Sí, era agua domiciliar. Llegaba allí. No todos tenían la probabilidad de tener esa agua. Sino que cada quien había hecho sus arreglos para conseguir que le instalaran allí. Porque yo llegué allí por el año 70, y el año 70 ya había agua allí cuando yo llegué

Sandra
Usted ¿En qué sector estaba Don O.P?

O.P
Allí por La Navarrete, en calle principal

Sandra
¿Y ya tenía agua?

O.P
No, La Navarrete todavía no tenía agua, porque La Navarrete la lotificaron allá por el año 77 - 78 parece y La Navarrete era una como finca. Entonces no existía La Navarrete todavía. Cuando yo le estoy hablando de la parte o sea, aclarándole que hasta "El Primo" ya había agua, entrando desde la 2C hasta "El Primo". Pero La Navarrete en ese tiempo no existía.

Sandra
1978 me dijo, por allí ya comienza a formarse la Navarrete… muy bien…

A.F
Yo creo que La Navarrete fue de las últimas colonias que se han formado, porque yo siempre iba yo hasta el final de la San Simón y todo estaba construido. Pero, en La Navarrete no habían casas en ese sector. Así es que es de las últimas que lotificaron llamémolo así… Y con el agua, sí había agua, que la casa de altillo que está frente a las gradas era la que tenía agua y nos vendía agua. Entonces todos los del pasaje allí íbamos a comprarle agua a la señora y con la energía eléctrica igual, había un señor que es de la primera casa del pasaje que nos vendía la electricidad.

Pero para la introducción del agua potable pues pasó algún tiempo quizá un par de años, en que a través de solicitudes a la ANDA pues se… y luego verdad, bueno, ellos acordaron ponernos una cantarera pero, acordamos los del pasaje, estaba la mamá de A,R, la niña L., que entró también al contrato de FUNDASAL, porque nosotros ya tuvimos un contrato, algunos residentes, con FUNDASAL, nos dieron un material de construcción para algunas casas y muros de retención. Así es que nosotros íbamos hasta allá a pagar las cuotas. Entonces, pero sí, en esa parte FUNDASAL no nos ayudaba mientras no hubiera por lo menos energía eléctrica… así es que con ANDA pues logramos eso…

Sandra
¿En qué año fue eso don A.F? ¿Se acuerda?

A.F
Quizás 76, por allí 75 -76… Pero sí había agua en la parte principal. Así es que lo que acordamos los vecinos es que en vez de cantarera poner este, la tubería, y a cada quién pues hacerle, y si no es su presupuesto, y así logramos pues que cada casa tuviera su… pero eso sí verdad, el contador que pone ANDA, que hasta la vez no han cambiado, le pagamos a ANDA en un acuerdo, que lo que trae el recibo lo repartimos y eso es lo que pagamos, verdad

Sandra
¿Hasta la fecha?

A.F
Hasta la fecha, sí. Porque ninguno sabemos de que si se quiere solicitar el contador ya domiciliar, no van a abrir ellos nueva cañería, lo van a conectar a la existente y le van a cobrar lo que es el contador, que vale como $68 o algo, y pues, mejor es que se conecte a la tubería actual, que no les gusta pues, para facilitarle entre los vecinos.

Igual hicimos con las aguas lluvias, aguas negras, como allí es una quebrada al final del pasaje. Todas las colonias de La Navarrete, al final es una quebrada, porque allí vienen las aguas residuales, por qué, porque no se puede ni siquiera poner con bomba para sacar, nadie verdad… entonces, igual hicimos nosotros. Así que el mayor problema que tenemos nosotros es al final del pasaje, que es la quebrada

Sandra
¿Cuál de las quebradas? ¿Las Siete Pilas o Las Pringas?

A.F
No sé cómo le llaman a la quebrada que pasa al frente de La Navarrete, al final, porque recibe las aguas desde el 1, recibe las aguas de toda La Navarrete, los de la Montreal a un lado…

Sandra
Allá tenemos el planito… (la Navarrete está frente a la quebrada Siete Pilas)

(Murmullos buscando la ubicación de la quebrada y el nombre)

Sandra
Buenas tardes, hay dos compañeros más que se han unido.

O.P
Seño, una aclaratoria, por ejemplo ellos como Pasaje Tlaloc, pertenecen a La Navarrete, el Pasaje Texticalli pertenece a La Navarrete. Y la Texticalli tiene otra jugada con el agua, ellos tienen contadores y no todos tienen agua

Sandra
Tienen contadores y no todos tienen agua

M.J
¿Dónde? ¿Quiénes son?

O.P
La Texticalli. Siempre de La Navarrete

V.W
¿Pero por qué tienen contadores y no tienen agua?

O.P
Porque en veces no, el asunto fue de que en veces las personas que habitaban allí no eran propietarias, entonces las propietarias no estaban cuando estuvo el movimiento de que les pusieran el agua, las tuberías. Entonces solo han quedado las mechas…

M.J
¡Ahh! Entonces no están conectados

O.P
No están conectados. Entonces han tratado de conectarse pero, desgraciadamente, la mayoría de personas de La Navarrete no tienen escrituras, porque el señor que les vendió así, fue lotificación, y muchos se atuvieron y todos se quedaron a media asta. Terminaron de pagar verdad pero, no les extendieron la escritura. Por ejemplo, tal vez me voy a salir del tema pero sí se los voy a aclarar, la Alcaldìa pidió fotocopias de las últimas letras, del contrato y hasta la fecha, no nos han favorecido en nada. No nos han favorecido le digo porque yo represento allí verdad. Yo vivo en la calle principal, a mí no me afecta. Yo porque me gusta colaborar con la comunidad es que ando por acá

Sandra
Pero la gente tiene los documentos, y aun enseñando los documentos…

O.P
La Alcaldía, yo como referente, la alcaldía me pidieron documentos, fotocopias. Yo las entregué y dijeron que se las iban a entregar al abogado, y se las entregamos, porque yo se las entregué, pero hasta la fecha… eso ya pasa del año, creo yo

M.J
¿Y esas personas que no están conectadas a la mecha cómo hacen con el agua?

O.P
La compran

M.J
¿Se la compran al vecino o camiones?

O.P
Al vecino

Sandra
A ver, creo que usted quería decir algo y luego le doy la palabra a… su nombre, Guadalupe, sí Guadalupe, dígame

G.L
Yo vivo en la Willington, yo llegué en, en el 71 llegaron mis papás a vivir por allí verdad, pero ya conforme fui creciendo en realidad que el agua se acarreaba hasta aquí dónde dicen ellos, hasta aquí: al Primo o al Amate, hasta aquí se venía a acarrear el agua. Pero de allí tuvimos un proyecto, no tengo bien la fecha exacta, pero fue con FUNDASAL creo yo, que arreglaron el pasaje donde nosotros con unos muros de contención, que en ese tiempo mis abuelos eran los que estaban en el comité como directivos allí, verdad. Porque allí siempre ha sido algo informal, no ha había directiva formal así siempre, entonces pero sí, hasta esa fecha fue que ya llegamos a tener agua y se arreglaron esos muros de contención

Sandra
Hasta que llegó el proyecto de FUNDASAL

G.L
Sí, pero de allí no. Y ahora incluso nosotros tenemos un grave problema en el Willinton, porque fíjese que el pasaje de nosotros ya realmente no sirve, ya hay unas fugas, unas cárcavas de agua… el pasaje que arregló prácticamente en ese tiempo, ese proyecto, ya está inundado, ya no puede salir, está inundado dónde se ha deteriorado, el agua. Nosotros hoy, este año, meses atrás, como directivos, hemos reunido, haciendo ventas, verdad, así pues, pues no ha salido ningún proyecto de la Alcaldía. Nosotros haciendo ventas y todo, y la gente con sus colaboraciones, hemos logrado medio arreglar unas canaletas, que hemos hecho, pero uniéndonos entre nosotros con la gente. Este, se han hecho esas canaletas y al hacer esas canaletas hemos encontrado que parte de los muros tienen las casas así (inclinada), y la parte del pasaje así, verdad, que es la zona de calle, dígamolo así … hay unas cárcavas bastante profundas que esas no las hemos podido nosotros arreglar, solo hemos logrado rellenar, como dicen, con el mismo ripio que hemos ido sacando de las cárcavas…

V.W
Eso es porque hay fuga de agua

G.L
Hay fugas de agua de tanto lo que es agua lluvia, como también siento que de agua potable porque es de esas que tuberías tienen años de haberlas puesto, verdad. No han hecho ningún cambio, hasta la fecha no se ha hecho ningún cambio de tuberías ni de la principal, ni de las exteriores de los pasajes, verdad, de las comunidades aledañas. Yo creo que todos estamos así verdad, que son tuberías viejas. Entonces este, pero a nosotros sí ya nos está afectando porque por lo menos yo en mi casa, de mi vecina hace poco, yo tiré un video donde en el momento

que se vino la tormenta, salía un, pero como que vea, le estoy hablando, como del "gruesor" de un tubo de agua potable así, salía el pito de agua así, por el muro del vecino y caía en el patio, caía en mi casa. Pero entonces, qué es qué pasa, esa agua viene, con profundidad siento yo del pasaje, porque la vecina enfrente de mi casa dice también dice que le sale también de una esquina de la casa, así, una fuga que se supone que es de la calle principal allí

Sandra
¿Y su casa ya queda más abajo en el pasaje?

G.L
Es en bajada, mmjú

M.J
¿Cuántos años más o menos tiene esa tubería?

G.L
¿Cuántos años? Pues le estoy hablando que quizás, como unos 50 años, sí

Sandra
Bueno, la primera tubería madre, más de 50

G.L
Sí, pero, ya la que nos pusieron allí digamos que yo tengo 52 años, dígamos que de unos seis años, siete años que tenía yo, porque mis abuelos eran los que andaban en eso

(De acuerdo a G.L las tuberías se introdujeron alrededor de 1979-1980)

Sandra
Está cipota, no se preocupe… Sí niña D.Z…

D.Z
Yo me recuerdo, aproximada, que hace un año, dos años que tuvimos una reunión en la comunal del sector 1, dónde se eligieron a dos personas: a Don O. de la Cantizano y Don R. del Pasaje Wellington, ¿te recordás? como representantes, porque supuestamente iban a ayudar para hacer cambios de tuberías. Tuberías de Agua Potable y Tuberías de Aguas Negras. Pero hasta el momento no se ha sabido nada. Si no me equivoco, no me recuerdo muy bien, yo creo que con FUNDASAL iba a ver el proyecto.

O.P
Ya no se tocó el tema

G.L
Están esos proyectos, por decirlo así, estancados. Las necesidades se expusieron, verdad, de toda la zona, de toda la comunidad. Se expusieron todas las necesidades de diferentes comunidades pues allí hay varias comunidades. Entonces los proyectos están estancados, necesitamos tanto las aguas negras como el agua potable

Sandra
Si Don O.P

O.P
Fíjese que alargando más lo que dice aquí el compañero sobre la quebrada que tienen ellos que está al final. Fíjese que allí, al final de la Texticalli se ha hecho un gran barranco pues. Eso sí está bien feo y yo fui a ver eso hoy…

Sandra
Y ese barranco será por la misma razón, que hay fugas

O.P
Aprovechando que aquí está la compañera de FUNDASAL … esta es la pasadita que hay mire, aquí está el barranco

Sandra
¿Y está es la tubería?

O.P
No, esta es solo una pasadita porque este pasaje une con la otra Navarrete, pues mire, Aquí hay barranco mire, todo esto es barranco.

Sandra
Aquí va la quebrada

O.P
Sí, esta es la quebrada que le estaba mencionando… aprovechando que aquí está la compañera de FUNDASAL tal vez nos echa la manita allí para mandar a hacer una bóveda, algo así pues

Sandra
Mmmju, mmmju… un muro de retención… sí A.R, como le estoy dando la espalda no he visto…

A.R
Primero dele la palabra a mi compañero aquí y luego…

Sandra
Ahh, perdón, sí diga Don A.F

C.C
Y después voy a hablar yo, que estoy así con la mano

A.F
Vaya, aclarando que sigo con las escrituras, vaya, que decía don O.P. El dueño de la lotificación fue liberando partes de la propiedad porque está hipotecado, entonces lo que nos hizo falta es ir a personarnos qué partes son las, fueron las liberadas. En ese entonces nosotros logramos sacar las escrituras, que le llamamos. Pero sí, yo tengo una referencia para que cualquiera de los vecinos, de que quiera ir a ver las escrituras, para que vean en qué folio y en qué libro, verdad, como referencia para que algún notario, algún abogado pueda ayudarles, porque hay zonas ya liberadas y si no han, me imagino yo, que requiere un poquito de esfuerzo para investigar si ya se puede o no, verdad. Pero así de entrada el dueño no iba a ir a repartir las escrituras, sino que habría que, alguien que esté interesado que le pague a un notario para que le vaya a investigar si ya pueden, porque hay partes que ya fueron liberadas, ya no están hipotecadas. Y eso fue hace años

Sandra
Ok, perdone, ya perdí, ya perdí la cuenta yo aquí… a ver A.R

A.R
A ver, para seguir con eso de las escrituras que es de lo que se está hablando, principalmente con las escrituras, veo que la mayoría de vecinos tienen como papeles de compra-venta, dónde se especifica de vender, todo eso de que el Sr. Navarrete le vendía por parcelas o por partes a los habitantes… Y referente a lo de la bóveda que el compañero O.P menciona, esa bóveda conecta desde el pasaje Tlaloc a la calle Texticalli, porque realmente esa es calle derrumbada, no es pasaje sino que calle que colinda con la colonia Bethel… entonces esa es una sola calle

que conecta, verdad, pero toda esa parte está derrumbada. Y año tras año con las lluvias y todo, eso se ha venido derrumbando parte por parte, incluso ahora el último palo que estaba allí ya se ha ido y creo que está retenido entre unas varas de Bambú que también los vecinos han sembrado y todo, incluso mi mami allí, incluso ella ha sembrado como camaroncillo para que las raíces retengan la tierra, verdad, y que no se vaya deteriorando tan rápido. Ehhmm, y conforme a la quebrada por ejemplo todo esto de las aguas lluvias, del agua potable, yo tengo conocimiento por parte de mi mamá verdad, que es la habitante de… bueno ella tiene dos salidas, tanto al pasaje Tlaloc como del lado de la calle Texticalli. Yo tengo entendido que como pasaje ellos se han apoyado entre todos para poder obtener el agua y poder incluso, actualmente, el compañero A.F es el líder de nuestro pasaje. Es líder y yo ayudante de él aparte de que pertenezco a la directiva, verdad. Entonces no nos dejamos como que a expensas de la ayuda que prometen, porque al final de todo siempre prometen y a veces no cumplen, realmente

Sandra
¿Quiénes prometen?

A.R
Los de la Alcaldía… incluso todavía estamos esperando dos, dos lámparas, que hace poco se acercaron a comentarnos eso y todavía nos han llegado. Digo, hay forma entre todos los vecinos hacemos recolecta de dinero para ir mejorando el pasaje, sin embargo como mencionaba mi compañero y vecino A.F, al final nosotros somos de la última casa, realmente la última, la casa de mi mami prácticamente está al borde, del precipicio, porque esa quebrada se ha ido deteriorando año con año y todavía sigue deteriorándose, verdad, entonces eso se ha derrumbado todo y la bóveda, que realmente no es bóveda sino que como que una pequeña construcción que conecta, tanto el pasaje Tlaloc con la calle Texticalli, se está derrumbando, y es debido a eso que la pasada que había de la calle Texticalli ya prácticamente ya no está, ya está poquita. Entonces mi mami lo que ha ido haciendo es irse metiendo, metiendo de su cerco, verdad, de su lindero, porque realmente cada quién tiene su lindero, pero hemos llegado a una situación en la que realmente ya no se puede porque hemos pedido ayuda a la Alcaldía y realmente no aportan ayuda, ni para volar el palo ni siquiera…

Sandra
¿Y con quiénes más trabajan aparte de la Alcaldía? con el MOP, con ANDA… V.W, ya le doy la palabra, pero primero va C.C que me está haciendo "ojitos" desde hace ratos… a ver C.C

C.C
Fíjese que nosotros, verdad, ehh, nosotros venimos de la colonia Iberia y nosotros le comentábamos a M.J que nosotros hicimos como un estudio de nuestro sector porque para la pandemia, todos los días casi, se arruinaba una tubería. No sé si porque todos estábamos encerrados y gastábamos agua, a saber… la cosa es que las tuberías de la Iberia tienen bastantes años, eh, que están allí, sólo yo tengo este 44 años y eh, ya estaban esas tuberías. Entonces me imagino que esas andarán por unos 50 años quizás, y allí poco a poco, verdad, que se rompe una tubería y llega ANDA y que ya instala

V.W
Eso es remiendo…

C.C
Exacto, es remiendo… Entonces nosotros, como directivos, hicimos como una carpeta dónde decía verdad, somos tantos pasajes, nuestra comunidad anda por las 400 y ficha de familias, y hicimos solo de toda la colonia Iberia, solo el pasaje C, porque fue por beneficio propio de ellos, verdad, no llegó ni la Alcaldía ni nadie, sino que ellos se pusieron en acuerdo y ellos cambiaron sus tuberías solo de ese pasaje. De allí todas las tuberías de la Iberia están viejitas. Entonces nosotros hicimos esa carpeta y empezamos a ver vaya, cuántos tubos se van de tanto, empezamos a hacer presupuesto y le comentaba a M.J que andábamos este tratando de cómo por nueve mil diez mil dólares el cambio total, de toda la colonia, en tuberías. Entonces nosotros, verdad, nos pusimos a ver qué podemos hacer y empezamos a ver eso, verdad, entonces estamos, como hoy por lo que vino la pandemia y hoy con lo que está del régimen es bien difícil podernos reunir, pero ya tenemos como avanzado eso verdad, de que ya hay cuántos tubos se van a ir, de qué medida, o sea, toditito, y lo que nosotros estábamos tratando de hacer era que la misma

comunidad trabajara en mutuo acuerdo, que abriera cada quién su pedacito de espacio y que este vecino con este compraran entre los dos el tubo, y que cada quién pagara, verdad, sino quisieran ellos trabajar, de pagarle a alguien para que le trabajara su espacio y así llegar, verdad, o gestionar con ANDA, que llegara solo la instalación, o, nosotros como comunidad buscar al fontanero propio para poderlo hacer.

Entonces, eso era como uno de los proyectos que nosotros, la Directiva nueva que está, verdad, estamos tratando de hacer solo en la Iberia y nos falta un año para entregar ya la Directiva pero, estamos tratando de ver si por lo menos dejamos eso, verdad, plasmado en las comunidades y, estábamos, verdad, queríamos volar muy alto, verdad, nosotros, y estábamos tratando de enamorar a alguien que está fuera de Alcaldía y ANDA y todo lo demás que si podía proporcionarnos por lo menos la mitad de este proyecto, y pues en esas cosas andamos, verdad, queriendo ver y, también queríamos ver para hacerle más fácil, verdad, las cosas a los vecinos que si alguien nos proporcionaba el equipo para la apertura de las calles, para que la gente ya no pagara, verdad, ni ese hiciera ese estar abriendo los hoyos sino que buscara a alguien que nos prestara la maquinita y nosotros la comunidad de los vecinos tratar de abrir el espacio para que después, verdad, viniera o ANDA o buscáramos particular que hiciera el cambio de tubería. Ese es pues lo que nosotros como Iberia tenemos allí presente.

Lo segundo es que, vaya por ejemplo, yo vivo en la calle principal, vivimos en bajada con niña G.L. Ehh, cuando hay lluvias, cuando cualquier cosa que haya que tenga que ver con lluvias, la parte afectada es la de abajo, la que da a esa quebrada, y allí entra el pasaje A, final A, entra el final del B. En el B hay el problema de esa fuga de agua que estábamos hablando, en la entrada, el C, al final del C y al final del D, que colinda con la cancha del Mangón, desde allí hasta el final del pasaje A siempre hay problemas en cuanto a inundaciones porque de mí, de la principal, de la calle principal baja toda a la principal de la Iberia, toda el agua entonces va a caer al final de la principal y al inicio del pasaje A, entonces allí hay una bóveda, esa bóveda está abajo de una casa, o sea la casa está arriba y la bóveda está abajo, entonces nosotros fuimos a ver esa problemática porque cuando llueve se inunda toda esa parte de allí y los habitantes del pasaje A no pueden pasar porque es un río

Sandra
Esas casas quedan abajo

C.C
Vaya es así, cuándo llega aquí y aquí está el río y aquí está… esas fueron de las últimas, eh, casas que vendieron López & López, esa era área recreativa

Sandra
Área verde… y se transformó en lote

C.C
López & López los vendió

Sandra
La bóveda

C.C
Y esa bóveda fue hecha, creo que después, pero allí encima está una casa

Sandra
Encima de la bóveda

C.C
Sí, hay una entradita así y allí es donde pasa toda el agua

G.L
El baño es el que queda allí…

C.C
¿El baño? pero de esa casa. Imagínese es un baño el que queda allí, y baja, es que es un río completo el que baja por toda la principal a parar allí, y baja hasta la quebrada, entonces siempre que hay lluvias esa es la problemática de esa parte de abajo más que todo. Que los vecinos no pueden pasar a su pasaje porque es una correntada exagerada

Sandra
Supera la bóveda, es decir, el agua está arriba de la bóveda

C.C
No. Es como, el desnivel el agua pasa

Sandra
Ahh, el agua viene en correntada por la calle

C.C
Ajá, y se convierte en un gran charco, en una piscina que los vecinos no pueden pasar. Vaya y fuimos a ver eso, sí, y como directivos hemos ido quizás como tres, cuatro veces a hacer limpieza en esa zona. Porque nosotros decimos verdad el monte y toda la tierra y la arena y todo, pueda ser que eso detenga un poco el agua y se haga esa poza, la cosa es que es lo mismo, y la cosa es que nosotros estamos, bueno yo soy coordinadora de protección civil de la zona, verdad, de la Iberia. Tenemos un chat dónde…"¡ahorita se está inundando!", y tenemos que bajar en la tormenta, sí, verdad, con unas botas hasta aquí, tenemos que bajar y esa es la problemática.

Ehh, hoy en la, en la, hoy que estuvo Don Simón Paz (ex-alcalde), ehh, nos gestionaron, bueno, cuando estaba el señor todavía ayudaba. Nos gestionaron plástico. Toda esa parte de allá, del final del pasaje A, está forrado de plástico. Cada vez que viene el invierno, es la primer gente que nosotros vamos con plástico porque es exagerado el deslave que hay allí de la tierra. Entonces más que todo por esa zona es que estamos como al pendiente, verdad, mire qué pasa, por ejemplo una, hace como dos meses, este, una de las directivas vive por ese espacio y decía: "ayúdenme, me estoy inundando!", porque estaba cayendo una tormenta y bajamos a ver y efectivamente, verdad, el agua baja y se hace demasiada agua y eso provoca que la gente ni pase a sus casas pues. Entonces, esa es la problemática que tenemos en la Iberia

Sandra
V.W, cuénteme, cuéntenos

V.W
Nosotros tenemos, tenemos, digamos una peculiaridad si se puede llamar así, lo que es Montreal está así, digamos: la calle principal, de la calle principal al lado derecho va para acá y al lado izquierdo va para abajo. Toda, la casi la mayoría es una cordillera desde la calle principal… Ehhh, por ende empezamos allí por dónde vive A.R, el pasaje Tlaloc, aún antes de allí tenemos el problema de muro de contención, pero ese no solo es allí, es casi que esa quebrada pasa toda la Montreal, y llega, o sea, hasta el fondo. Allí tiene el problema digamos Veracruz, allí tiene Iberia, allí tiene el problema San Simón, allí tiene el problema Buenos Aires, es un problema de toda la zona, al lado de la quebrada dónde están ellos.

Al lado de la quebrada dónde están ellos, que es el Willington, que es al otro lado, es casi igual. O sea digamos, es toda la zona. Ahora, tenemos también, hablando de aguas lluvias, hablando de aguas negras. De agua potable tenemos por ejemplo Finca Argentina, lotificación Montreal, tengo entendido que hay otra… El Cerro, por eso… Finca Argentina, que es sector uno, dos, lotificación Montreal, no me acuerdo, ah, creo que parte del Buenos Aires, no tienen agua de contador, digamos, solo cantareras todavía, verdad. En este sentido, alguien por allí mencionaba, creo que usted mencionaba, que se los echan cada, cada, una vez al mes

Sandra
¿En Buenos Aires?

William
En sector Finca Argentina. En la lotificación Montreal tienen otro problema, que son dos cantareras, pero como lo han hecho a nivel de Directiva, de repente no cobran lo que es justo para la gente, sino que por decir algo, si esta casa de repente, digamos yo nací, me acompañé, entonces dividí la casa, verdad. Entonces ellos ya lo toman como dos familias, cobran no por propiedad sino que le cobran por familia, entonces allí están como dicen, volvemos a un tema que empezamos: están cobrando el agua demasiado. Están como dicen, hay Directivas que se, que se lucran de ese tipo de cosas.

Entonces con el tema de los muros de contención, nosotros, en la intención, fíjese bien de que como no nos ayudaba Alcaldía, no nos ayudaba nadie, quisimos hacer una unión de comunidades que le queríamos poner Intercomunal. Fuimos a tomar videos dónde de por allí por dónde vive niña A.R, fuimos a tomar vídeos con don O.P allí por el Texticalli. Armamos una carpeta, supuestamente técnica, a lo que nosotros tenemos entendido, y la llevamos al MOP. Pero en el MOP nos dijeron que ellos, directamente hoy, es como una, digamos, no están directamente con ese tipo de obra, sino que hoy ha abierto esta nueva, este nuevo ente, como dice, el DOM, la Dirección de Obras Municipales, y que nosotros nos avocamos allí, pero, resulta ser que buscando soluciones nos dice la Dirección de Obras Municipales, que la palabra lo dice, Municipales, que tiene que llevar una venia, o tiene que llevar una inspección, o algo de parte de la Alcaldía. Entonces nosotros casi siempre dependemos de las cosas de la Alcaldía. Entonces, tenemos, digamos ahorita, no es que yo me quiera meter en política, no me quiero meter en nada de eso, pero tenemos, nosotros aquí somos de la Montreal, no nos vamos a mentir entre todos. Tenemos que de repente hay divisiones por cuestiones políticas, que si digamos cierta Directiva no es afín a lo que manda la Alcaldía, entonces no ayuda, entonces todo eso a nosotros nos ha venido a afectar como, aquí hablo por la zona pues, verdad, ehh, por todos, por toda la Montreal. Ehh, tenemos ese problema porque póngale nosotros, digamos, queriendo ayudar, les llevamos hasta una carpeta técnica, hasta con un tipo de presupuesto, verdad, y, todavía ofreciendo la mano de obra comunitaria, que es la de nosotros, ehh, y otras ayudas. Y ellos nos dicen que no hay, digamos, que no hay una respuesta a pesar de estar viendo que hay casas que están en riesgo, como decía niña A.R, hay árboles. Mire, hoy hasta para cortar un árbol no hay solución. Yo allí tengo varias fotos que andamos tomando con niña C.C y con otros líderes allí, nombre, árboles que están así ve, o sea ni siquiera así ve, y las casas aquí. Y no nos dan ni siquiera el permiso para ir a cortar y no nos dan digamos los medios para poder ayudarnos entre nosotros, me entiendo, quisimos legalizar la Intercomunal entre todas las Directivas, para poder tener un poder de gestión diferente que no fuera de parte de la Alcaldía, sino que por otros… no nos legalizaron, no nos ayudaron nada

Sandra
V.W y es, con todas las Alcaldías ha sido así o ahora…

V.W
Ahorita solo con esta. No es por nada, pero digamos, las anteriores en algo nos han ayudado, verdad, porque ellos se han metido a arreglar pasajes, a arreglar calles, verdad, ahora, con el tema de agua negras siempre tenemos entendido que eso es un proyecto millonario, pues se entiende que no va a ser de la noche a la mañana, pero por lo menos que si se pudiera gestionar por etapas, me entiende, que fuera algo real y verídico para mejorar la calidad de vida de nosotros, porque mire, nosotros, digo nosotros porque yo voy a hablar por mí porque varios estamos en la misma condición: yo tengo de lo que yo vivo como cinco veces de tener que hacer hoyos en el pedacito de terreno que tengo, eso se vuelve un riesgo, me entiende, por qué, porque eso digamos servicios de fosa, entonces, no es como si tuviéramos conexión aguas negras tuviéramos algo diferente

Sandra
Claro

M.J
Yo solo una duda, una duda

Sandra
Si

M.J
Con la legalización de la Intercomunal lo iban a hacer con Gobernación?

V.W
No. Con la Alcaldía

O.P
No nos llegaron a juramentar. Desde allí empezó el problema. Que si nos hubieran llegado a juramentar tendríamos más beneficios

M.J
Que la otra es a través de Gobernación. Vamos a probar. Pero me llevo aquí mis apuntes…

Sandra
Sí, gracias M.J

C.C
La mayor parte de los que estamos aquí estábamos integrados en la Inter. Entonces eh, sí estábamos, a pesar de que la Alcaldía estaba o está renuente a querer apoyar la zona Montreal, nosotros como líderes y ehh, empezamos a trabajar, verdad, y empezamos a hacer como cositas pequeñas. No nos metimos a gastos de que traigame material y todo eso, verdad, pero por lo menos empezamos a trabajar en lo pequeño que podíamos hacer. Por ejemplo en mi colonia, verdad, mi persona con don V.W y otras personas más habíamos formado un grupo en el cual ayudábamos, verdad, o seguimos ayudando, ehh, por ejemplo: si tiene material pero no tiene para pagar mano de obra, ehh, él trabaja mucho la estructura metálica, entonces con él cambiamos un techo de un señor, de un vecino de nosotros que tenía todo, solo no tenía como la mano de obra y no tenía como el recurso para pagarlo

Sandra
Le ayudaron. C.C, yo la voy a tener que interrumpir con mucha pena pero, la niña R.F estaba con ganas de…

C.C
Si. Solo para terminar comentarles que aunque la Inter no está legalmente, pero seguimos trabajando y luchando en la zona, quizá no con el nombre de Inter, sino que lo que yo le explicaba "Red de Líderes", que es la que ahorita tenemos y que, este, lo estamos manejando, verdad, en la zona y así es como llegó la niña D.V y yo lo tiré a la Red de Líderes y por eso es que estamos varios aquí. Entonces para concluir, verdad, decirles que aunque la Inter no llegó a ser legalizada pero sí seguimos trabajando por mejorar la zona Montreal

Sandra
Ya voy a regresar a eso porque me interesa bastante

R.F
Vaya, allí, este, yo, este, me dicen unas personas, vaya, y lo que yo ví también, que desde el 87, que llegaron los primeros no tenían el agua allí potable, se abastecían del pocito que está frente a la cancha del mango y el otro que estaba del lado de La Corinto, pero el otro pocito ese sí, todavía tuve yo la dicha de ir a lavar trastes y a lavar ropa allí, verdad, entonces, pero los de La Corinto lo taparon

Sandra
Yo me acuerdo que fuimos niña R.F, a ver unos pocitos y un nacimiento

R.F
Aja, ese es del que está al lado de la cancha, del parque, pero al otro lado está ya el pocito ese que era una laja blanquita, bien bonita, bien limpita nacía el agua pero lo taparon los de La Corinto

M.J
Ya no existe

R.F
Ya no existe porque lo taparon los de La Corinto, si, con toda la loma que botaron ellos, verdad

C.C
Porque ellos hacen, perdón, creo que hacen descargas de sus aguas negras allí

R.F
Ajá, y está la quebrada del otro lado, verdad, de La Iberia, de ese lado, abajo de La Corinto. Que es donde tienen la planta ellos que dicen, pero no le dan uso sino que la echan ir así, va, y, este, allí y lo que también ellos pusieron un tubo, verdad, para las aguas de nosotros, las aguas lluvias y todo eso, pero le dejaron una, el tubo era pequeño y sobre eso se pusieron a echar montón de eso, de la cosa de la loma que ellos quitaban, verdad, porque allí construyeron las casas y eso tapó el tubo. Hoy cuando llueve se hace una gran laguna allí. Que si eso siempre está, porque fuimos con la directiva, verdad, a decirles que fueran a remover esa piedra y dijeron que no, que ellos ya habían terminado, y que máquinas no tenían y… cómo lo vamos a quitar, si es una gran piedra que… y la Alcaldía también le pedimos que mandaran máquina para moverla, pero tampoco…

Sandra
No les ayudaron

R.F
Así es que tenemos eso, que por una, que por eso una señora se fue de allí, porque cabal allí en la poza tenía ella su lote y un día las cacerolas andaban allí nadando porque todo se le había llenado, entonces ella se salió de allí. Porque como allí se mantiene esa poza

Sandra
Y se fue de la colonia pues

R.F
Sí, se fue de allí por… ya no podía vivir de allí pues, porque siempre le sucede eso

Sandra
O sea que fíjense, con todo lo que me están contando, aquí hay varios temas: está el tema de cuando llegaron a esta zona y cómo obtenían el agua, cómo han ido a lo largo del tiempo y en diferentes momentos, acercándose a diferentes actores, verdad, que si la Alcaldía, que si el MOP, que si ANDA

(Se interrumpe la sesión porque llega el refrigerio)

M.J
Por ejemplo hoy las lotificadoras tienen que dejar los servicios básicos y por lo menos obras de mitigación de riesgo, antes no, cualquier terreno lo hacían pedazos, lo lotificaban y lo vendían, no tuvieran agua potable, no tuvieran… y allí hay muchas de esas lotificaciones así que la gente la compraba por necesidad de dónde vivir pero, no tienen garantizado nada, por eso es que les ha costado a ustedes tener lo que tienen

O.P
Fíjese que por ejemplo la Alcaldía me llegó a buscar a mí, porque fíjese que a mí me toman como referente en La Navarrete. En la Texticalli ofrecieron un pasamanos, porque allí, mire, la Texticalli es así mire, ese sí, las casas

están en cascada, una tras otra, no es un terreno planito, como la Quinta Vera, más peor todavía. Entonces ofrecieron que iban a hacer un pasamanos, dijeron que iban a poner, ehh, iban a dar el material. Bueno y la gente cuando miraba que yo andaba con ellos allí que andaban midiendo, porque llegó la arquitecta a medir, me preguntaban: "¿qué van a hacer aquí?"... pues no está viendo que un pasamanos. Pasó el tiempo y hoy la gente me dice: "Don O.P ¿qué pasó con el pasamanos?

C.C
¿se lo pusieron en su casa?"

O.P
Y fíjese que ese es el problema que tenemos como directivos porque como le digo yo que estoy allí en la zona, yo no tengo ninguna bandera para excusarme de que la gente no colabore porque La Navarrete nunca ha recibido nada, de nadie, nunca ha recibido nada. Entonces si X, vaya, un ejemplo le voy a poner a usted: FUNDASAL. Si llegara con algo y se viera la gente se emocionara pues, dijera "¡Hoy sí!", funciona esta directiva. Entonces yo como presidente de la Directiva, yo me siento maniado pues, porque a mí es que corren a preguntarme "¿y cómo está?", y yo les digo: "No, no hay nada". Si, si, viera que horrible es cuando uno tiene que responder, que le hacen preguntas a uno…

C.C
"¡Es que no hacen nada!"... No sí fíjese que la problemática de ellos creo que es la de todos los directivos

V.W
Pero, allí yo voy a… no quiero ofender a nadie, pero allí es dónde es la visión que nosotros tenemos, y cuando digo nosotros es como Intercomunal, de una dirigencia diferente en el sentido de que, si nosotros aceptamos un cargo de líderes comunales tiene que ser a nivel de conciencia para nuestra gente, si es cierto, no nos ayuda con un pasamanos, nos mintieron, pero, hay poder de gestión, hay poder de hacer rifas, hay poder de hacer digamos, un almuerzo e ir recolectando, este, digamos, los fondos y poder acá… yo admiro mucho a niña G.L porque ella es bien activa, a sea ella se mueve, ehh, y es lo que nosotros digamos, queremos empezar como dicen, a hacer las cosas diferentes. Que no estemos, como dicen, sentados esperando, sino que provocando el desarrollo de nuestras comunidades. Porque, si bien es cierto, por decir algo, viene la Alcaldía, me da un proyecto a mí, pero no me va a dar solo a mí, le tiene que dar a ella, le tiene que dar a él, me tiene que dar para todos. En ese orden, de cuando ya va allá por dónde don A.F, yo puedo tener otras necesidades, no me voy a quedar esperando que terminen, no verdad, sino que tenemos que empezar a sacar adelante los proyectos que nosotros tenemos

O.P
Si, yo quiero hacer una aclaración, allí la realidad de las cosas es que en La Navarrete yo felicito al pasaje Tlaloc pues. Pero el pasaje Texticalli es una comunidad que no ayuda en nada. Una sola golondrina no hace verano. Usted dice, hacer rifas, pero yo me pongo a hacer una rifa y que tal nadie compra. La gente de La Navarrete dice…

C.C
Lo vamos a ir a ayudar don O.P, vaya…

O.P
La gente de La Navarrete dice, directivas van y directivas vienen y nunca han hecho nada pues, y entonces yo les doy la razón pues, porque nosotros como directiva no hemos hecho nada porque no tenemos el apoyo de la comunidad si no tenemos apoyo de nadie, pues, como les digo nosotros no tenemos ninguna bandera para decir, con esto vamos a empezar. Porque si vaya, como les digo, como les digo, si X o Y entidad lleva un proyectito allí entonces la gente va a ver y me van a apoyar, me van a apoyar.

Pero vaya, como les digo yo sí los felicito a ellos porque ellos sí son bastante unidos al Tlaloc, Texticalli no. Fíjese que a pesar de ser unidos ellos trabajan sólo para su pasaje, y que bueno. Y el Tlaloc, el Texticalli que es de la misma comunidad pues, pero es porque ellos son un poco más unidos que el Texticalli…

V.W
Entonces nosotros les decimos, si él tiene necesidad y no lo apoya la comunidad, está La Iberia, está la Elías, está Willington, está San O.J, está nosotros, o sea, que podemos ayudarle. En que él dice, nosotros en la San O.J no tenemos pero ni 100 familias, ni 100 casas y verdad, y yo me muevo, yo hago diez listas, con diez números, a dólar cada número; cuando no tenemos nada que rifar, rifamos del mismo dinero que recogemos y lo menos, lo menos que nos queda son cien dólares, lo menos de una rifa. Y muchas veces no los vendo en la San O.J, allí me ayuda niña A.R, niña C.C…

Sandra
Mire don O.P, funciona, funciona la Inter

A.F
Don O.P, fíjese que con lo que dice usted si nos unimos pero, hubo, bueno voy a aclarar una cosa, que cuando era la ofensiva nosotros en la casa nos reuníamos, los vecinos para mejorar, aun así, bajo ese movimiento, verdad. Y de allí, lo que hemos hecho en el pasaje, verdad, antes había uno de la Directiva que a él se le dio lo que era la recolecta pero él se fue a hacer la mejora a otro pasaje. Entonces nosotros, verdad, no vimos, desde ese momento lo que hacemos nosotros es unirnos, verdad, y ver las mejoras que se hacen, y aun así, unidos, siempre hay problemas. Siempre hay problemas de, tal vez no de organización sino que viendo que la situación actual lo que hace más falta es el dinero, está bien escaso y nos cuesta mucho y algotros que tienen problemas ehh, que no pueden estar en las reuniones, y yo consulto eso antes y tampoco pueden estar, por eso no hemos hecho reuniones. Pero de allí, de querer resolver los problemas, y como le decía al principio tenemos lo del final del pasaje, ehh, lo vamos a juntar. Pero lo mejor es que cada pasaje tome conciencia y unirse pues, verdad, y comenzar dando el paso primeramente porque si no, si esperamos que otro lo haga no lo van a hacer…

Sandra
D.V nos quería decir algo…

D.V
Aquí habemos tres, que aun así, le voy a hacer partícipe a Don O.P que en el 2016 hicimos un levantamiento de diagnóstico de toda la zona Montreal. A la misma fecha, a últimos de ese año se le hizo la entrega a Mauricio G. A qué les quiero decir eso, de que Blandino, él era el que ya estaba ya para afuera, verdad, pero ya de allí hicimos paz en otros períodos él tuvo el conocimiento de eso. Supo de lo que nosotros teníamos en el diagnóstico que era lo que se le había entregado a Mauricio G. pero jamás él nos dio el espacio para lograr estudiar y lo que nosotros le habíamos planteado. De tocarle puerta, no solo en una ocasión sino que en muchas.

Ahora Don O.P, O. me dice a mí: "¿cómo vamos a reunirnos con FUNDASAL? sí, la zona Montreal ha sido intervenida por comunidades?" Aun así, que lo que mencionó usted del Willington, que hubo instalación de tuberías, pero nosotros hemos estado constantemente representando. Mi persona ha representado a la Montreal, a partir de eso, me tomé el cargo de estar representando también la Finca Argentina, porque hemos estado en reuniones, en capacitaciones, en dónde hemos estado como dicen plasmándonos hasta cómo llegar a aquella persona, cómo se va beneficiar en el proceso , para que después no vayan a decir: "miré, usted no tuvo palabras para decírselo, o nos llegó diciendo cosas que nosotros no entendimos lo que le iban a decir", el proyecto mutual, o por ponerlo no dijo: "miren señores pongo las manos al fuego por FUNDASAL". Simplemente que nosotros no hemos presentado proyecto es porque en su momento se dio que no había cooperante. Esto es por punto que hemos tenido no porque aún los diagnósticos que estaban o están, si los volvemos a dar con una copiada son los mismos. Porque si nos vamos allá arriba a la Buenos Aires, en el diagnóstico que nosotros tuvimos era un pasamanos que las gradas de llanta y dónde se agarraban varas de bambú, para mi siento que no ha cambiado, se mantiene. Si estoy hablando de mi comunidad, estaban hablando de que, umm, el agua llega en un lugar, yo tengo dos factores que son muy perjudiciales. Mi pasaje es el último, el Universal, así se llama. Recibe toda el agua de la calle principal, estamos hablando de la San Simón y la que conocen como la tienda del primo. Son dos aguas que vienen a dar, tienen su cajita por allí que reciben el agua, pero ya en el lapso de la calle, de la escuela, todo eso se rebalsa y sigue, sigue minando, sigue minando, y todo eso llega a mi pasaje, dónde yo tengo una cárcava quizás más bonita que la de él, porque si ya dos metros es lo que me divide a mí de la cárcava. Las tuberías de

agua potable se han reventado en un codo y va a dar al terreno de mi casa, dónde también ya minó el terreno. Si se puede decir de que esto, dos pasos, son los que tengo para acceso, para salir de mi casa. Llegaron en su momento los de la alcaldía que fue a principios de este año, y me dijeron sí, mire levante un diagnóstico, levantelo, haga una lista de preparación qué es lo que necesita de materiales. En este año… mire le dije fíjese que están estas fugas de agua porque ya en ese codo que se había reventado, como dicen, entre rifas viniendo de por en por se lo va a hacer, pero por qué, porque viene aquella campeona y comienza a ver dónde era la fuga de agua. Entonces qué era lo que pasaba, que no era la parte de arriba sino que el codo de la parte de abajo, pero como aquel *chiflón*[102] de agua, verdad, en el último pasaje, entonces, todavía minó. Como le digo, aquella comenzó a ver el hoyito verdad, y ya de allí cuando vieron de que ya todos se quedaron con agua, sin agua, llegaron abajo. Que era que no tenía todo el pasaje, toda la colonia agua. Pero de que allí había abierto, que el agua estaba que toda ya tuvo espacio para salir más fácil…

(Interrupción por lluvia y niños jugando, no se comprende lo que dice D.V…)

Pero dijeron ellos, no pero fíjese, yo lo hice un viernes, ya día domingo, ya se pusieron de acuerdo los miembros de la directiva y ya ellos dijeron mire, fíjese que vamos a cerrar la llave principal, día lunes, martes, ya se trabajó con eso. Gracias a Dios hoy he tenido un año que ya no se dio esa fuga de agua, pero mientras tanto hoy que ya tuve, que ya tengo un papel que les proporcioné a los del comité, me dijeron, ahh pero fíjese que el que estaba representando aquí este sector, renunció, el que estaba de promotor, renunció. Yo les dije a los del comité, estos papeles tengo porque, pedí ayuda, en este caso de C. (de FUNDASAL), y fíjese que me están pidiendo que un levantamiento de parte de la Alcaldía y no sé si me pueden ayudar. Llegamos a tener el levantamiento, se los proporcioné a los del comité y les digo, va, primeramente no sé si alguien sabe pero si no, aquí tenemos nosotros que rebuscarnos a ver a que eso se cumpla. El otro problema era de que en el papel, como yo lo había gestionado de parte de la FUNDASAL, mi nombre, que por qué lo había hecho yo personalizado, que por qué salía mi nombre. Yo les dije, yo lo hice porque yo pedí el favor, presenté carta a FUNDASAL, que lo hicieran, que me ayudaran con el diagnóstico que para qué materiales necesitaba para la zona. Entonces ahorita eso está allí en la Alcaldía. Lo que les digo a los del comité de mi comunidad fue, lo que me va a ayudar FUNDASAL es que si yo ya metí ese papel es, que me respalden, y decirles a ellos, miren, apóyenme, porque eso es lo que se quiere de que si vamos a meter un diagnóstico o vamos a volver a mover el que ya tenemos y solo le vamos a cambiar la fecha, cambiar la fecha y si es posible las fotos. Esas son las peores necesidades que tenemos ahora

Sandra
Yo estoy emocionada porque aquí ha salido una gran cantidad de información, muchísimo más de lo que yo me imaginaba… ya voy llenando papeles y papeles

D.V
Pero aquí hay un punto que quiero que todos me digan, de allí de la comunidad… ¿Quiénes han visto que el agua potable que está saliendo del chorro, está saliendo accesible para nosotros? Accesible en el sentido de que podamos consumirla. Porque yo tengo un barril de aluminio en dónde allí están los residuos que trae el agua

Sandra
¿No se puede tomar? ¿Está contaminada? ¿Sale de colores o…?

V.W
Sale como blanquita

Sandra
¿Sale con tierra? ¿Tiene olor?

[102] Corriente fuerte, de agua o viento

D.V
Sale con tierra o trae pedacitos digamos, porque en el aluminio se le está plasmado, digamos que me le está comiendo al barril de aluminio lo que trae el agua

V.W
Es como cuando la misma tierra, genera … moho

D.V
Es como que fuera cemento blanco. Después de que se dio ese problema de que dijeron que el agua estaba contaminada, que tenía plomo…

V.W
Yo tengo entendido que las tuberías de agua que nosotros tenemos, yo estuve trabajando en un proyecto de los sensores de gas cloro de los tanques de ANDA. Entonces el agua que nos llega a nosotros en la Montreal es del tanque que está aquí por la Santísima Trinidad, por Ayutuxtepeque. Entonces tengo entendido yo que esos pozos no reciben un mantenimiento, digamos, adecuado porque solo le echan el gas cloro, es gas cloro es lo que ocupan para hacerlo lo más, digamos, potable. Ya no hacen el lavado, ya no hacen lo que tienen que hacer, entonces todo eso a nosotros nos afecta pues, porque cuántos años no tendrán esos de … ANDA tendría que hacer eso

Sandra
Como les digo, aquí aparte de este último tema que es un tema bien importante hay una cuestión que creo que no hemos tocado en todo lo que ustedes han dicho y quizás lo vamos a hablar rapidito porque ya llegaron unas empanadas con café, que es más importante todavía, pero es el tema del precio del agua ¿Cuánto pagan ustedes al mes por el agua? y si pagan solamente agua por ejemplo que llega de ANDA o tienen que comprar agua aparte y ¿a quién le compran? ¿Cuánto gastan al mes?

M.
La mayoría compramos agua

V.W
Yo gasto de agua cuatro, cinco dólares

Sandra
¿Cinco dólares semanales? comprando agua

V.W
Semanales, comprándo agua que vale $1,25

Sandra
Y ¿a quién le compran agua?

V.W
Allí pasan vendiendo unos camioncitos

Sandra
Un camioncito, sin nombre

V.W
Esa agua, esa Primaveral

Sandra
Esa agua si la pueden tomar

D.V
En alguna ocasión porque últimamente ha estado saliendo con sabor a tierra

V.W
Ajá, en apariencia sí porque tiene un fardo hasta tres semanas ya está con mal olor

D.V
No, yo estoy hablando de que nosotros compramos dos, tres a la semana

M.J
Tres fardos

Sandra
¿Cuánto gastan ustedes?

D.V
Digamos $3,75

Sandra
A la semana

D.V
En la semana

Sandra
Eso aparte del agua que pagan… cuánto pagan de agua mensual

V.W
$3,50

Sandra
Eso es mensual…

M.
Yo pago $2,50 y me llega dos veces por mes, cada 15 días

Sandra
Dos veces por mes

M.J
Aquí sería buenos que nos cuente el problema de la Finca Argentina, porque la Finca Argentina tiene un grave problema de agua potable

M.
Tenemos ese problema verdad de la distribución del agua, porque abajo dónde está plano (se refiere a las casas en Montreal, debajo del cerro de Finca Argentina), allí reciben el agua todo el día, pero qué es lo que pasa, que esa gente se duerme y deja los chorros abiertos y el agua se está desperdiciando y la gente de arriba no les llega el agua y por eso es que tenemos este problema

M.J
El agua de arriba es cantarera

M.
Cantarera. Y la gente que ya comienza la cuesta, ellos compran de la pipa, contratan la pipa, $40, $50 dólares por una pipada y entre ellos, entre tres o cuatro vecinos allí se distribuyen el agua. Porque no les llega, uuu, ellos ya tienen pero más de un año que no les llega pero ni una gota de agua. Y yo a veces ando con el megáfono diciéndole a la gente de que seamos conscientes, que por favor cierren los chorros en la noche, no que ellos se duermen y dejan la pila rebalsando y uno puede ver en la cuneta porque no tenemos para aguas negras, toda el agua va a salir a la calle y ese es el problema que tenemos, y a veces hay tuberías que si usted sube, después del plan y empieza la cuesta allí ya hay fugas de agua porque va a encontrar la calle toda mojada porque nadie, nadie hace algo por abrir eso y averiguar cuál es el problema, dónde está el problema

M.J
Hay una bomba, que es la que supuestamente tiene que subir el agua, pero no da abasto tampoco

M.
Solo allá arriba (se refiere al final de la calle de acceso, en las lotificaciones de finca Argentina), son 750 familias, imagínese, 750 familias, lo que hay que hacer para todo el sector de allá arriba. Y solo dónde nosotros, del sector 1 son 162 familias. Y allí el otro problema que tenemos es que necesitamos normalmente la tubería de aguas negras. Como dice él, nadie de nosotros tiene excusados de lavar, verdad, todos son fosas sépticas o puro pozo y así algunos que tienen que ese ya se llenó, hay que taparlo y hay que abrir otro en otro lado… así que necesitamos normalmente eso… las aguas negras y la renovación de la tubería madre, la que sube, la presión que debe de tener la bomba, para que podamos todos tener agua

Sandra
Antes de darle la palabra a V.W y antes de las empanadas y el café, si hago una cuenta así rápida con lo que me acaban de decir, pagan entre agua de ANDA que llega dos veces al mes y llega contaminada, más el agua que compran, alrededor de unos $25 a $30 dólares mensuales… por allí andarán más o menos los precios. Pero tienen que surtir, o sea, reciben agua de ANDA, mala y algunos no reciben para nada y tienen que comprar. Y estos proveedores, esta gente que llega a venderles agua pues son gente de aquí que llega con camioncitos… ok, eso quería entenderlo

V.W usted quería decir algo también

V.W
Como lotificación Montreal, que es la que está a la par de la San O.J. No sé si ustedes ya conocen el programa que tienen ellos allí. A ellos les fueron a hacer hace cuánto, unos dos años, tres años, la calle… tres años… entonces vinieron ellos y dijeron, para no estar rompiendo la calle antes de, dígamos, después de, metieron tuberías. Allí está que digamos que buena parte de la segunda entrada de la lotificación Montreal que han dejado sus mechas y digamos tienen la mecha principal en la calle encementada, pero en sobre la Avenida Montreal, sobre la calle principal. Pero allí tienen el problema que no les quieren conectar el agua

Sandra
¿Quién no les quiere conectar?

V.W
ANDA
Lo otro no son las grandes cantidades de, son 22 familias que han hecho ese proyecto, pero qué fuera lo bueno, que estas 22 familias, si ellos tienen agua, si ellos tuvieran agua, digamos, de estas 22 familias, de ellos tuvieran las otras restantes, ¿por qué? porque de las otras si son cantareras. Hay una cantarera allí. Entonces muchas veces como dice Don M., el agua no cae todos los días, cuando cae, la gente que es inconsciente pasa todo el día llenando y se va el agua y ya todos los demás ya no alcanzan, entonces lo que ellos ven que digamos de estas 22 familias tuvieran agua, por cada una de ellas, digamos, pudieran estar vendiendo a diferentes gentes y pudieran abarcar más

M.J
No las conectan ¿por qué?

V.W
Yo creo que es por falta de gestión, por falta de gestión allí

D.V
Se dio el problema también allí porque no tienen escrituras. Porque no les han hecho entrega de escrituras. Ese es el principal problema que tienen ellos, aún así para la instalación de… digamos, el tiraje de el gaz. Ese es el principal problema que tienen ellos, que no tienen escrituras y también hasta aún ese tema se tocó aquí con Douglas, que anduvimos dando vueltas, quiénes eran los que tenían propio, quienes no y, por cuestiones así se dio también de que quienes estaban usurpando… no porque nosotros anduviéramos averiguando eso, sino que de una pregunta salía otra y así como que nos dábamos cuenta de las cosas. Pero ya de allí en eso de lo de las escrituras ese es un punto muy amplio también porque mucha gente sin escrituras, y en el caso que quisieron también, porque, valga el caso y el anuncio, allá en la final de La Futura han hecho una residencia, cuando quitaron esa… que estuvieron instalándoles allí las tuberías hubo un buen tramo de que La Montreal se quedó sin agua… ¿alguien se recuerda?... y entonces, ehh, llegó un momento en el cual estuvieron llegando las pipas pero uno decía ahh, será porque vengan el día que no hay… no lo que pasaba también era que para beneficio de ANDA allí era una residencia (Paseo del Prado), la que había, y La Montreal sin agua. Pero ¿por qué? porque, ya allá ya es otro mundo. Volvemos a Corinto, de que no le importa quién le perjudique pero allí, todo bien bonito.

Entonces allí se comenzó a ver que carro con barriles, personas allí lavando con cántaros, y el de que si hoy echaban el agua era de que todos, todos teníamos que aprovechar porque era chorros como por una, dos horas de que cayera el agua y si no de que pasaran hasta dos semanas porque llegó un momento de que hasta una semana sin agua

Sandra
Don M.M usted quería agregar algo

M.M
Muy buenas tardes

Sandra
Buenas tardes

M.M
Me pica la lengua por hablar verdad. Pertenezco a la directiva de Don O.P y a la secretaria allá verdad. Fíjese que referente al agua, a los problemas, cuando uno solicita el servicio de agua potable lo que le pide el ANDA es la escritura y lo segundo es fosa séptica

Sandra
Ya construida la fosa

M.M
Que se tenga fosa séptica y que se tengan escrituras. Si la persona dueña del terreno o el terreno tiene fosa séptica pues no hay ningún problema, o sea porque lo que ANDA, o sea es un conecte entre ANDA y la Alcaldía. Ese es el problema que muchas personas han tenido. Porque nosotros para tener agua tuvimos que poner fosa séptica

M.
Pero de cuánto estamos hablando

M.M
Por eso dije yo que son dos problemas que muchas veces las personas no los pueden cumplir. Pero tiene el otro ejemplo de la comunidad dónde está La Tlaloc, allí no pidieron fosa séptica sino que allí se las dieron como comunidad, como comunidad, y pusieron un solo contador para el pasaje porque allí vive, vivía mi hermana, entonces, hicieron eso y ANDA eso era lo que estaba pidiendo pero en pasaje. Nosotros como vivimos en la calle principal, entonces como calle principal lo que piden es escritura y fosa séptica. Y bien, pero el decir eso, de eso estamos hablando. Entonces esos son los dos aspectos que muchas veces las personas se detienen para tener agua potable… desconozco los que viven allá por… porque yo allí nací, tengo 73 años y conozco todo el proceso de la calle Montreal

Sandra
¿Desde qué año Don M.M?

M.M
1949. Allí nací y primero Dios Allí me voy a morir. Mire, yo conozco toda la historia y me gusta y he escuchado y que bueno, porque me hizo recordar desde mi infancia hasta dónde estoy. Y siempre nos ha gustado trabajar en Directiva. Lastimosamente, lastimosamente suceden problemas con las directivas, de que no apoyan a los integrantes de la directiva, nosotros tenemos ese problema, no sé si ustedes lo tienen, pero si no lo tienen que bueno. Nosotros cuando queremos hacer actividad no todos nos participan, no todos nos apoyan, entonces allí es dónde se nos quita el deseo de poder trabajar para la comunidad. Por eso, yo quiero decirle, nosotros tenemos un lema, yo quiero decir, no soy político ni nada, pero nosotros antes que una institución se nos acerca nosotros le decimos, nosotros somos apolíticos, nosotros no representamos a ningún partido político. Nosotros somos apolíticos, si la ayuda viene para la comunidad, bienvenida, pero no nos van a atacar a manera de manipular porque nos dieron esto, porque nos dieron esto, no… no me dejará mentir allá la compañera, el compañero Fernando porque todavía no se nos ha querido unir a la directiva pero allí estamos, allí está la vista allí para que lo integremos a la directiva porque es un señor, un compañero que ha trabajado para el pasaje y lo quisiéramos tener aquí. Lo quisiéramos tener porque ya que se fue don O., don O. estuvo en la directiva pero central… Allí tenemos a don O.P que también… pero por motivos de lo que estamos viviendo nos hemos retirado hasta como directivos de la comunidad ya no hacemos reuniones… con esto que hemos venido a escuchar acá yo creo que nos llevamos intención para volver a la directiva, volver a la comunidad y ver si se reactiva nuevamente pues, la directiva

M.J
Don M.M ha sacado algo bien importante que muchas comunidades se han enfrentado a eso porque sí ANDA hoy está pidiendo que solventen el tema del saneamiento para poder meter agua

Sandra
Eso no lo pedían antes…

M.M
Como no…

M.J
No, pero no a todos. Por ejemplo en Venecia para hacer biodigestor, para hacer el agua potable, nos pidieron que tuviera cada uno una solución y como allí por topografía no se puede conectar a la red porque la red está arriba, entonces tuvieron que hacer un biodigestor cada familia para que lograran aprobar el acceso al agua potable porque sino no lo aprueban. Y en esa comunidad no hay aguas negras, entonces cuesta

R.F
Y además los terrenos de allí son como dice él, la calle principal aquí y todo para abajo… No son adecuados los terrenos para estar haciendo eso

Sandra
Es un buen punto verdad…

V.W
Fíjese que sí, si digamos, si en algún momento, primeramente Dios, verdad, entrara un proyecto, y nosotros, al menos yo, verdad, lo voy a decir así ve, fuera muy esencial el de aguas negras, muy pero muy esencial para mejorar la calidad de vida y que los terrenos no son grandes, entonces ya no hay como que mucho y más si hay construcción, ya no hay mucho chance de poder andar haciendo como más hoyos pues… y cada uno de $5000 dólares verdad

M.
Y acordémonos también que la construcción de la fosa séptica tiene un límite de vida y eso ya con el tiempo, eso ya hiede, las enfermedades y no podemos contratar a alguien que venga y solucione todo esto, ajá, y entonces es un problema en verdad. Así que es necesario la construcción de una tubería de aguas negras

D.V
Le voy a robar ahorita y se lo voy a poner así, en una reunión que tuvimos nosotros, este, nos preguntaron a cada miembro de la comunidad, los representantes, que cuál era la necesidad que teníamos. Hubo alguien que dijo, el arreglo de calle, la principal; las tuberías de aguas negras; y el tercer punto era, el cambio de tuberías de aguas potable. ¿Cómo lo ven ustedes allí? El arreglo de la calle, las tuberías y el arreglo de tubería de agua potable

A.F
Para empezar las aguas negras

R.F
Aguas negras

A.F
Porque si nos ponemos a arreglar la calle después romperían…

D.V
Pero son dos puntos, son dos, el del agua negra y el agua potable… pero el primer punto que habían puesto era la calle, después las aguas negras y por último el agua potable

V.W
Pero ese es un ejemplo. Teniendo lo que él dijo, tendrían que ser aguas negras con agua potable

D.V
Si, apunte, apunte

A.F
Es que es un ejemplo. FUNDASAL ayudó enfrente a dónde nosotros vivimos. Todo ese sector tiene aguas negras, empezando desde La Aquino, llega hasta por La Cantizano

R.F
Hasta Quinta Vera llega

A.F
Quinta Vera… y enfrente no tenemos aguas negras. Allí está que nosotros, mi esposa estuvo colaborando en el pasaje San Cayetano con la mentira que le dieron que nos iban a conectar las aguas negras a nosotros. Ya cuando el proyecto terminó le dijeron que no se podía

Sandra
¿Quién dijo eso?

A.F
El ingeniero, que no se podía romper la calle, dijo...

C.C
Diga el nombre, ¡aquí lo anotamos ya!

A.F
No, yo no tengo el nombre… Vino una persona y dijo, le dijo a mi esposa, si usted nos paga, nos pagan, ese ya era trabajador, de los que habían trabajado allí en la ayuda mutua. Si ustedes me pagan yo les hago la conexión como topo, sin romper la calle, pero que les de permiso la directiva y el ingeniero, y se negaron, porque el pozo justo está cerquita de dónde nosotros. Entonces dijo él, en dos noches yo pongo la tubería, pero que le de permiso la directiva del Aquino, no perdón del San Cayetano y el ingeniero, dijo y se negaron, ya que la habían hecho trabajar a mi esposa dando la cuota que daba mensualmente, ya cuando iban a terminar le dijeron no, no se puede, ¿y qué voy a seguir haciendo pues? no, ya no vaya. Porque inclusive, ya que iba a terminar el proyecto llegó uno de los directivos, mirá está tu esposa, ¿cómo para qué?, es que queremos información de la directiva, como ella estuvo en la directiva, pues te voy a ser sincero le dije, allí está pero no está, le dije… pues si, yo estaba molesto pues, y sigo molesto pues la agarraron de bobo pues… entonces no es como le decían a uno, entonces no hay, no hay

Sandra
Pues yo les propongo que si quieren nos levantamos, allí hay unas empanaditas y café que han preparado los compañeros, y si quieren se las traen y seguimos platicando… y así aprovecho yo para poner estos papelógrafos…

C.C
Quizás así, quizás así como directivos, como habitantes y como líderes, quizás estamos así en el sentido de la Alcaldía, pero estamos abiertos a buscar nuevas formas de ver mejorada nuestra zona, y pues esto, esta problemática del agua es difícil porque creo que toda, entrando desde el inicio hasta el final, el problema es la quebrada que nos va a dar ese lío, tenemos que estar siempre al pendiente, Vayan ver, protección civil, está lloviendo, estén pendientes y allí andamos caminando, pero ese es el problema… Obviamente La Iberia está en bajo y la principal allí va…

Sandra
O sea la gente que está aquí arriba no siente todos esos problemas pero por otro lado si llega la tubería allí, en la parte alta, está bien, pero si no llega no tienen agua

C.C
Fíjese que hasta qué punto llegamos nosotros los de La Iberia en gestionar porque, lo que le contaba de la pandemia, a cada ratito, yo era la encargada de andar con los de ANDA, de pasaje en pasaje, miren, ellos llegaban con una, con una notificación vaya a nosotros nos dijeron que este, pero mire tengo problemas en el otro pasaje, pero me dijeron en este, entonces qué hacía yo, que al final soy de la directiva, solo pasaba a echar, mire autoríceme, les voy a dar refrigerio y les voy a dar almuerzo a estos señores y los voy a pasar de un pasaje al otro, y así trabajaba con ANDA. Con ellos, yo les daba su refrigerio y les mandábamos a hacer almuerzo, y así me trabajaban los pasajes que estaban arruinados. Y llegamos a un punto de que ellos lo que hicieron, llegamos al punto de que gestionamos una válvula, porque qué es lo que hacíamos cuando se arruinaban las tuberías de La Iberia, íbamos hasta el punto de la 2C, con una gran válvula a quitar, qué hacíamos, a toda La Montreal dejábamos sin agua por el problema de nosotros… y sabe cuál era el problema, que teníamos que ir a la PNC porque ellos nos tenían que acuerpar, a cada ratito llegábamos a la PNC, mire nos pueden acuerpar, vamos a ir a abrir, a cerrar, vamos a abrir, vamos a reparar, porque reparábamos propio

Sandra
ANDA y la PNC, o solo ustedes…

C.C
Comunidad con el fontanero

Sandra
Comunidad con el fontanero, pagado por la comunidad a ir a buscar a los de la PNC para que ellos [cuidaran]

C.C
Exacto

Sandra
¿Y quién exige el acuerpamiento de la PNC?

C.C
Fíjese que nosotros lo tomamos así por el hecho de que las gentes de la zona de allí de la 2C, ahh, ¡ya vienen estos otra vez!, entonces para tener un poco más de, de…

Sandra
De respaldo

C.C
Exacto, si, si… mire, gracias a Dios ellos aceptaban ir con nosotros. Entonces para todo eso ANDA nos donó una válvula y ese proyecto lo mandamos a la Alcaldía. Ese proyecto no llegó a las manos de nosotros porque solo mandaron unos cuantos ladrillos, unas cuantas bolsas de cemento; solo el albañil estaba cobrando $350 dólares por hacer ese hoy porque llegaran, llegó ANDA, abrió el hoyo y metió la válvula y la válvula pasó seis meses abierta, la calle principal cerrada. Nosotros como directivos empezamos a gestionar y empezamos con los vecinos a pedir dinero, y ¿quién terminó? la directiva en unión con la ayuda de los vecinos, cerrando esa válvula y poniéndole una tapadera y abriendo la calle. O sea, ahora llego ANDA, ahora mismo llegó alcaldía, nosotros les pasamos los datos y eso pasó, solo mandaron unas tres cosas y la comunidad absorbió todo, se le pagó al albañil. Solo directivos y somos mujeres todas las de la directiva

Sandra
¡Eso! Ese tema no lo hemos tocado

C.C
En mi directiva hay solo tres hombres, de allí la mayoría somos mujeres, señoras y unas cuantas que… y solo mujeres apaleamos, cerrando ese hoyo con el albañil que habíamos contratado

(Termina la sesión con un café. Terminamos conversando y haciendo un resumen de lo expuesto en el grupo focal)

ENTREVISTAS / Líderes, lideresas y habitantes de Montreal

ENTREVISTA 1

Participantes: R.J, R.M (hija de R.J), L.G (FUNDASAL), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Octubre 25, 2022
Lugar: Pasaje 8, comunidad 5 de Mayo. Casas de R.J y R.M. Se acompañó una inspección del equipo técnico de FUNDASAL a la vivienda de R.M, que parcialmente había colapsado por un deslizamiento de tierra. La familia, beneficiaria del PMB, sigue solicitando apoyo a FUNDASAL años después de siete años de finalizado el programa y ante el bajo nivel de respuesta de parte de la alcaldía.

INTRODUCCIÓN
El equipo de FUNDASAL hace las presentaciones. La conversación se desarrolla durante el recorrido para inspeccionar los daños a la vivienda. Se explicó por qué acompaño al equipo técnico de FUNDASAL. Se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

Sandra
¿En qué año llegaron a vivir aquí? … antes o en el '86 llegaron aquí

R.J
No, es que nosotros nos venimos, como acuérdese que fue el tiempo de la guerra, vea. Nos salimos de nuestros lugares, yo estuve, cuando me vine a dar aquí a San Salvador, nosotros fuimos a dar allá a la Veracruz, que allá tenía mi'amá, mi'apá, mis hermanos, allá estuvimos… eh… vinimos '85

El '86 fue el terremoto, entonces la casita que estábamos alquilando nosotros quedó toda varillada por todos lados. Entonces nos venimos nosotros y el alcalde don… (Don Mauricio)… no, no era don Mauricio, era otro señor que no me acuerdo el nombre. Ese nos dio que nos ubicáramos por allí, por cierto que estuvimos bien ubicados por la escuela

Sandra
¿Ustedes levantaron la casita?

R.J
¿onde?

Sandra
¿Cuándo se reubicaron allí por la escuela?

R.J
No, nosotros hicimos una champa provisional. No estable, provisional verdad. Entonces, ya de allí fue que ya empezamos a buscar ubicación verdad. Toda esa gente de allí para allá empezó a reubicarse y entonces a mi me dijeron: "mire aquí no se va a quedar, si gusta vamos a ver allá abajo, entonces me trajeron para acá y yo empecé a darle forma a todo eso de allí (señala la casa del frente)

Sandra
¿Quiénes le dijeron eso? ¿Los de la alcaldía?

R.J
No, es que por la alcaldía nos dio la facultad de que nos ubicáramos por el caso en el que estábamos verdad. Por la situación. Entonces la alcaldía nos dijo que pudiéramos ubicarnos en estas áreas así, verdad

Sandra
Y aquí ¿no había conexión de agua en esa época?

R.J
No, no había. Nosotros venimos a dar así…

Sandra
¿Era el puro monte pues?

R.J
Era el puro monte, y nosotros aquí no teníamos agua, no teníamos luz, de aquí salíamos nosotros a la calle allá, a la calle allá, y salíamos todavía una cuadra para abajo, por una calle que sube así, que sube así. Allí íbamos a traer agua nosotros…

Sandra
¿Había cantarera?

R.J
Allí había, allí había cantarera

Sandra
Entonces era de jalar cántaros todos los días

R.J
Todos los días, todos los días… ha sido un sacrificio bastante fuerte verdad

L.G
¿Y qué le vendieron en la escritura?

R.J
Ese es el problema, aquí nosotros no somos legalizados, pero así no sé, se ha gestionado, pero así no sé, no le puedo decir cuántas veces

L.G
Nosotros hicimos un intento, pero… nosotros dejamos las obras de protección y lo separamos pero, pero… aún así no, no se pudo

R.J
Porque a nosotros así pues quizás, nos dieron una consolación de palabra de que de parte de FUNDASAL nos iban a poner un abogado y nos iban a ayudar para eso de las escrituras, pero bueno, quizás se fue eso de aquello…

L.G
No, si fue por la misma… como es una zona de riesgo

R.J
Ahhh… entonces nosotros hemos gestionaaado

R.M
Lo más que ya se trajeron 33 (hay 33 familias más en zonas de riesgo)

L.G
Esa es otra realidad

Sandra
Y a saber ¿cuántas casas más hay en esta misma condición?

La inspección de la vivienda continua. El equipo técnico de FUNDASAL explica que ellos solamente pueden hacer una inspección y preparar un presupuesto que entregan a la familia, pero no tienen fondos ni capacidad para ejecutar las obras de reparación. Eso lo debe gestionar la familia.

Hacen ver a don R.J y R.M que la casa ha colapsado porque la edificaron sobre el muro de protección de la quebrada (obra realizada por el PMB) y que ese muro no estaba calculado para resistir el peso de una vivienda. Esta es una realidad cada vez más frecuente en Montreal: la zona se sigue densificando y las nuevas familias se ubican en zonas de riesgo, las únicas disponibles para nuevas viviendas; construyen sobre muros de retención u otro tipo de obras públicas; o terminan construyendo dentro de los mismos lotes familiares, por lo que se observan varias viviendas de dos o hasta tres niveles. Adicionalmente las nuevas familias se siguen conectando de forma informal a las redes de agua y electricidad. Todo esto incrementa las situaciones de riesgo en la zona.

Nos despedimos con una fuerte sensación de impotencia.

ENTREVISTA 2

Participantes: R.F, vecina y lideresa de la zona Montreal; Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Octubre 26, 2022
Lugar: Centro de Formación Continua UCA

INTRODUCCIÓN
R.F es una de las lideresas más activas de Montreal y su entorno; es representante de ACNUR para la zona y colabora activamente con FUNDASAL y la Comisión Nacional de Pobladores (CONAPO) trabajando por la aprobación de la Ley de Vivienda de Interés Social. La entrevista se realiza en el marco de un evento sobre vivienda de interés social organizado por la Universidad Centroamericana UCA, en el que R.F participaba.

Se le explicó el proyecto de investigación. Se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

Sandra
Muchas gracias por su tiempo. Podría decirme su nombre completo y de dónde viene.

R.F
Bueno, mi nombre es R.F, este, actualmente vivo en Lomas de Mónico en Mejicanos. Verdad, yo soy originaria de Morazán. Me vine por el asunto que estaba bien el conflicto armado, por la guerra

Sandra
¿En qué año fue eso niña R.F?

R.F
Este, en el, fue en el 80. Verdad porque yo estaba sacando mi sexto grado cuando empezó en el 79

Sandra
¿Y llegó allí a la Montreal o llegó a otro lugar?

R.F
No, llegué a trabajar. Ganaba 50 dólares, 50 colones al mes

Sandra
¿En qué trabajaba?

R.F
Empecé trabajando, cuidando una niña, verdad, y eso me pagaban. Verdad, y el primer mes pues el objetivo mío era trabajar para ayudarle a mi mamá verdad, porque por la guerra nos salimos a un pueblo y o sea, allí no éramos bienvenidos, verdad, porque veníamos de afuera del cantón y habíamos llegado al pueblo

Sandra
¿A qué pueblo llegaron?

R.F
Al pueblo de Osicala. Y allí pues verdad, este, porque como en esa época la mayoría de los cantones nos fuimos para el pueblo porque se puso bien terrible la situación

Sandra
¿Y cuál era su cantón?

R.F
Mi cantón se llama Cantón Agua Charca

Sandra
Mmmm, entonces llega a Osicala

R.F
Llego a Osicala y entonces decía yo, todos los días era de que, de que habían enfrentamientos porque vivíamos cerca de la comandancia, dónde estaban los guardias. Entonces era bien terrible y yo quería ayudarle a mi mamá y me vine, verdad.

Sandra
¿Su mamá se quedó allá? ¿Se vino usted solita para San Salvador?

R.F
Sí, me vine con una señora que se encargaba de… aquí le encargaban verdad, *cipotas*[103] que vinieran a trabajar y le pedí permiso a mi mamá. Fue bien tremendo porque yo hasta dormía con ella. Acababa de cumplir yo 15 años, y entonces mis hermanas se habían venido de escondidas entonces mi mamá sufría mucho. Iba a comer y ella lloraba, entonce yo ese dolor no se lo voy a dar a mi mamá, decía. Le pedí permiso para quince días y mire aquí estoy más de cuarenta años!!! jajaja

Sandra
¿Y a qué colonia llegó a trabajar aquí?

R.F
A la Monpegón, allí por Freund de Mejicanos. Por allí me vine a trabajar y mi idea era verdad; mi idea era que, mi mamá trabajaba tanto que, me daba tanta lástima pues que ella tanto que trabajaba en la finca. Entonces dije yo, no, yo quiero ayudarle y le pedí permiso quince días. Ay no me dijo, hija, ¿qué te vas a ir a hacer? Yo voy a ir a trabajar mamá le dije, quiero ayudarle. Pero mirá se puso ella a decirme, mirá que uno en los trabajos uno ni come, uno ni come cuando tiene hambre sino que cuando le dan los patrones. Yo sé mamá le dije, pero déjeme ir a probar. Quince días deme permiso y si no me gustan esos quince días aquí me va a tener, le dije. Pero no, mi idea era ayudarle y yo sí los 45 colones se los mandé y me quedé con cinco colones para el pasaje… verdad

Sandra
Por cualquier cosa

R.F
Sí, sí. Entonces así pues, y después que…

Sandra
¿Y cuántos eran ustedes niña R.F?

R.F
Mire mi mamá tuvo quince hijos pero ya allí ya sólo éramos siete. Se habían venido cuatro hembras, este mujeres, para acá y habíamos quedado yo y dos hermanos hombres. Verdad, yo soy la última de ellos. Y sí, fue difícil la cosa, pero el objetivo ese era, verdad, ayudarle y hice un año allí en el trabajo verdad y la señora me dijo, fíjate que yo ya no te puedo pagar más, vos ameritás que te paguen, ganar más. Y ella tenía una prima que íbamos con ella a visitar y me dijo, ¿no te querés ir a dónde aquella prima mía que vamos me dice, a visitarla? Yo sí, le dije yo. Y así es como llegué, llegué a los 17 años dónde esa señora

[103] Palabra que significa niño/a o joven en El Salvador

Sandra
¿Y esa señora dónde vivía?

R.F
Vivía, antes vivía allí en la San Francisco, verdad, allí llegué. No había cumplido yo 17 años todavía cuando llegué dónde ella. Y después nos fuimos verdad, para el Paraíso en Santa Tecla, este, y allí seguía yo con ella. Y después tuve mis hijos y ella me dio la oportunidad de tenerlos allí conmigo en el trabajo, porque igual verdad, salí embarazada pero así verdad, yo sola siempre. Este y, el papá de mi primer hijo me decía verdad, que nos acompañáramos y yo siempre tenía aquello que a mi mamá quién le iba a ayudar verdad, sino que solo yo. Y yo me ponía a pensar muchas cosas verdad. No los hombres a veces le hablan fuerte a uno y yo no quiero eso, jajaja. Entonces decía yo, nooo, entonces le dije, mire, le dije, la verdad que yo no puedo porque solo yo le ayudo a mi mamá. No, me dijo, yo le voy a ayudar para que le de a ella. No le dije, porque yo no me voy a sentir bien, porque a cuenta de qué va a estar usted manteniendo otra persona, le dije. Así es que bueno, total que estuvimos ocho años con él y después verdad, sucedió algo allí, verdad, entonces él andaba con otra persona y me sacaba que era que yo andaba con otro y yo, mire dígame la verdad, aquí el que anda con alguien más es usted, no yo. Y así verdad, y seguí sola dónde la señora, me aceptaron así…

Sandra
¿Con el niño?

R.F
Sí, sí. Y después, que tuve a mi otro hijo, verdad. Igual, verdad, allí con la señora verdad, pero ya la tercera yo les dije no, usted no tiene por qué estarme aguantando si usted no tiene por qué, así es que me voy a ir. Pero igual ella me dio la oportunidad, verdad, de estar allí con mi hijo. Y ya después, verdad, a ellos les pasó un caso verdad, que los embargó el banco y se vinieron para Antiguo Cuscatlán. Compraron un apartamento y allí seguí yo con ellos, pero el apartamento era ya pequeño y yo con tres hijos, decía yo, ay no, aquí ya no puedo estar decía yo, porque me sentía presionada pues, y a veces yo regañaba a mis hijos y ella se molestaba porque me decía por qué… y verdad, entonces, ya de por último que yo ya había comprado el derecho de mi lote allí en Mejicanos

Sandra
¿Y de eso cómo se enteró?

R.F
Eso mire había, había un señor que era empleado de ellos, era carpintero y les comentó allí que me iba a vender su lote porque con él, era hijastro el muchacho y no se llevaban bien, verdad, entonces dijo que iba a vender el lote. Y cómo la señora pertenecía a las señoras de Ingenieros, entonces ella vendía listas porque mantenían ellos una escuela, entonces había comprado, ella me había anotado un número, verdad, y me saqué el televisor, que empezaban los televisores a control remoto

Sandra
A colores, sí yo me acuerdo

R.F
Y me lo saqué verdad, entonces me dijo, mirá aquí tienes televisor, me dijo, si los ponés a los niños entonces te lo van a arruinar y te vas a quedar. Yo te lo voy a comprar me dijo. Me dio como, como mil colones. Entonces el señor vendía su lote y me dijo, mirá y no querés ver este allí, comprarle el lote. No, le dije, yo ahorita no tengo dinero, le dije yo. Entonces el señor lo vendía en 4500 (colones)[104], y ya después en lo mismo, este, me saqué un viaje y ellos tenían oficinas en Estados Unidos y me dijo, vas a ir al viaje, me dijo, y entonces tenía yo mis dos niños nomás. No le dije yo, porque yo tengo lo del vuelo, pero para gastar allá dinero no tengo, y además que … Andá me dijo, aquí dejáme a los cipotes, yo te los voy a cuidar. No le dije yo, no. Entonces vendenos el viaje, me

[104] Aproximadamente US$450 dólares

dijo. Entonces ya ni me acuerdo cuánto era, era, pero si era como, como quizás más de mil colones. Entonces el señor vendía el lote en 4500

Sandra
Pero ya tenía usted la mitad

R.F
Sí. Entonces me dijo, que me faltaban 2500. Y me dijo, yo te lo voy a prestar, me dijo y anda a comprarlo me dijo. Y entonces así hicimos trato con el señor. Y allí terminé de pagarlo. Como diez años me llevé terminándolo de pagar porque solo el derecho me vendió el señor, verdad. Yo, yo preocupada porque mis hijos chiquitos, verdad, pero después y ya como a los diez años, en el 2000, me decidí, verdad, a venirme para allí, para mi casita que se la encargaba a unas personas que me la cuidaran

Sandra
¿El lote ya tenía la casa?

R.F
Sí, pero era de adobe y de una parte de ladrillo pero del rojo. Y me vine, me había buscado a unas personas para que me la cuidaran. Este y me vine yo, y este, así con el dinero, que fui con el proyecto del agua

Sandra
Pero ¿Su casita tenía agua cuando usted llegó?

R.F
No, no tenía. Quedaba bien lejos para ir a traer el agua y de allí, igual, así, este… Cada mes iba yo, me descontaba la señora, me ayudaba de esa forma para no retrasarme de las cuotas. Y una vez fui yo a una reunión dónde estaban hablando de lo del agua. Entonces vine yo y les dije, yo quiero entrar a ese proyecto, les dije yo, dígame cómo está la cosa

Sandra
¿Y era proyecto de la alcaldía? ese proyecto del agua ¿Quién lo gestionaba?

R.F
Era ANDA y Plan Padrino parece que se llamaba. Entonces, este, entré a ese proyecto, y después, verdad, allí yo pagando y todo. Pero así fue como logré yo tener mi casita me fui en el 2000. El dos del Diciembre del 2000. Y resulta que el 2001 fueron los terremotos y me la botan la casa. Como que la agarraron y la tiraron así a que no quedara nada

Sandra
Ay noo

R.F
Sí, entonces, pero lo, lo mejor verdad y hacíamos así, contando anécdotas con el vecino me decía, mire pues, usted su casa caída y no dice ni hace nada. Y yo que voy a hacer, si me pongo a llorar no la voy a hacer, digo que la voy a hacer no tengo pisto, le decía, jajaja

Sandra
Pero ¿ya tenía mecha de agua?

R.F
Ya tenía agua y luz y ya había terminado de pagarla. Entonces la ventaja que era mía, verdad

Sandra
El lote también

R.F
Si, era mío el lote. Tenía escritura y todo y eso me benefició porque andaba un proyecto de la parroquia con la alcaldía, haciendo censo de todas las casas que las había botado el terremoto para ver si aplicábamos para, para ser beneficiados por la vivienda, verdad. Pero entonces había un problema que tenían, que era, que la hicimos con ayuda mutua. Si, y entonces, tenía a mis hijos pequeños pues y verdad, y no tenía quién, y como les dije yo al encargado de la parroquia y de la alcaldía, mire le dije yo, quiero hablar con usted que yo no tengo a quién mandar ni pisto para pagar quién vaya a trabajar le dije, pero yo me siento capaz de que puedo hacer el trabajo le dije, entonces me aceptaron y cuando llegaba el albañil o los encargados de la parroquia o la alcaldía siempre me veían trabajando verdad, y eso, verdad, por eso es que tengo yo mi casita. Gracias a Dios, verdad, y a la parroquia

Sandra
La levantó otra vez

R.F
Sí. Y hasta ahorita no me he movido, porque les digo yo, aunque sea como que sea pero me ha costado y por eso quiero yo mi casita y no he tenido necesidad pues de irme para otro lugar

Sandra
¿En qué parte de la Montreal queda su casita?

R.F
Eso queda en la Mónico, queda en Mejicanos, está frente del parque Montreal. Lomas de Mónico se llama

Sandra
Ahhh, Lomas de Mónico, si… me gustaría ir a conocer su casa, que la debe tener bien *chula*[105] ahorita

R.F
Sí, fíjese que nos ha costado. Hace poquito mi hija, como allí en FUNDASAL hay créditos para los que quieren mejorar su vivienda y ya la división ya no servía, el piso era del rojito, verdad, pero mi hija quería ponerle cerámica y hacer las divisiones de tabla roca y estaba trabajando ella en el Burguer King, digo estaba trabajando porque ahorita no tiene empleo, verdad, y entonces y le aplicaron para el crédito y gracias a Dios pudo hacer eso. Ahorita estamos terminando otro cuartito, porque ella también quiere su cuarto para su niño

Sandra
¡Ahh ya tiene nietos pues!

R.F
Ajá, cinco años tiene

Sandra
¡Ayy que chulo!

R.F
Ajá, entonces está en eso verdad, allí en eso verdad, y sí, yo, mi lugar, yo lo siento, verdad, o sea, aprecio mi lugar, verdad, mmm, y no ha habido necesidad de que nos vayámos, verdad, de salir a otro lugar

[105] Bonito o bonita, adjetivo muy usado en Centroamérica

Sandra
¿Cómo siente usted la cuestión del agua ahorita? porque en la reunión que tuvimos la vez pasada salieron varios temas: que no llega con frecuencia, que llega sucia… ¿A usted también le toca comprar agua?

R.F
Fíjese que gracias a Dios no, en mi zona, gracias a Dios, bueno, incluso hay una parte… yo soy la última casa, solo esta otra persona después de mí que tiene agua. Entonces, aunque no haya agua a mí siempre me cae, yo no sé si son gotitas o qué pero si yo dejo abierto el chorro se me llena la pila en la noche… Pero sí hay lugares, yo conozco, la Montreal por ejemplo la Finca Argentina, que eso, yo he andado allí pues, hemos estado, verdad, y sabemos de toda esa situación y estoy consciente de que sí, es bien difícil porque un día, un rato que no me caiga agua, a mí me desespera porque el agua es pues, lo más primordial, pues

Sandra
¿Y en su casa cómo maneja el agua negra? ¿Tiene fosa?

R.F
Sí

Sandra
¿Y todavía funciona? ¿No se le ha arruinado?

R.F
Fíjese que se me hundió una vez el servicio. Pero gracias a Dios también, verdad, cómo pues sí Dios lo lleva a uno allí, verdad, se nos hundió el servicio y yo tenía un crédito con, porque hice un tapial también de 15 metros, me prestaron allí en CrediHabitat, entonces este, y no había terminado de pagarlo cuando se me hundió el servicio. Entonces me dijo, le dije a licenciado, ahh licenciado, porque es bien, así conmigo, y le digo, licenciado, aquí vengo ¡que me de más pisto! De verdad niña R.F ¿Y qué le pasó? Es que fíjese que me paso esto, se me hundió el servicio y fíjese porque hay, este, el agua llega a un plancito y entonces se filtra, entonces eso hizo que se me hundiera el servicio. Y me dijo, nooo Niña R.F, fíjese que viene un proyecto, me dijo, en otra comunidad y vamos a ver si podemos sacar de este, biodigestor, vamos a ver si le sacamos uno a usted, me dijo. Y resulta de que una señora no quería porque es de trabajar en ayuda mutua, y una señora dicen que no quería, y él dijo, bueno, esta señora no quiere y niña R.F necesitando, dijo, jajaja

Sandra
¡Usted se anotó, pues!

R.F
Sí, y mire que gracias a Dios, verdad, el proyecto de ellos, que ellos daban todo: el biodigestor, el servicio, que yo ya tenía el servicio, verdad, y daban para el techito del servicio y todo

Sandra
¿O sea que tiene energía con el biodigestor? ¿Le funciona?

R.F
Sí, sí

Sandra
Ahh, que bueno

R.F
Con eso estoy ahorita

Sandra
Y dígame ¿En su casa usted también agarra agua, por ejemplo, del agua lluvia, con los canales? Aprovecha para agarrar un poquito de agua o es suficiente con la que le llega…

R.F
Es suficiente, sí, es suficiente

Sandra
¿Y tiene su inodoro y tiene su ducha niña R.F?

R.F
Sí, la pila también y mi lavatrastos

Sandra
¡Ahh que bonito!

R.F
Sí, ajá

Sandra
Sí, o sea que está bien equipadita. Pero imagínese que salió de allá del Agua Zarca, cuando tenía apenas, cuando estaba en sexto grado, ¿Cuántos años tenía? No tenía ni quince

R.F
No, no tenía quince

Sandra
Estaba *bichita*[106] ¿Cuántos años tenía?

R.F
Tenía trece, trece años tenía, porque de trece años saqué yo mi sexto grado. Fue en el 79

Sandra
Trece años ¡imagínese! 1979, todo el recorrido hasta irse en el año 2000 a Mejicanos. Ya tiene 22 años de estar allí, o sea que, pero, es un gran esfuerzo

R.F
Sí, sí

Sandra
Y ha necesitado ángeles en el camino, verdad, ayuda

R.F
Sí, sí, el Señor siempre me los ha puesto

Sandra
Mmmjú, por eso es que usted ahora le anda ayudando a tanta gente. Que eso a mí me admira tanto porque todo lo que ha pasado y, híjole, tener ese espíritu, de vocación de ayudarle a la gente

[106] Diminutivo de bicho/a, que significa niño/a pequeño/a

R.F
Si. Y también hemos vivido situaciones porque verdad, en el 2006 mataron a mi hijo mayor, verdad, de 17 años, al año el otro, de 15 años

Sandra
¿Eso fue tema de las pandillas, niña R.F?

R.F
Mmmjú, si, si… fueron los pandilleros…

Sandra
¿Y esos muchachos? … bueno, el tema de las pandillas es un tema bien complicado, pero, yo me pregunto si por ejemplo en el caso del agua ellos hacen divisiones, de aquí para allá un territorio, de allá para acá otro y usted no puede tocar esta quebrada, no puede tocar otra… ¿Así funciona?

R.F
Sí

Sandra
O sea que usted por ejemplo, imagínese, la gente que no tiene agua, ehh, yo tengo que ir a una cantarera a traer agua, si está en otro territorio no puedo pasar

R.F
Si, no se puede. No se puede, verdad… si

Sandra
Si, eso de sus hijos fue muy doloroso. Me acuerdo que usted me lo compartió una vez que estábamos allá en la UCA. Un hijo se siente toda la vida, verdad…

R.F
¡Ayy, sí!

Sandra
Eso es, algo que se lleva en el corazón, imagínese todo lo que le costaron esas cositas

R.F
Sí, sí. Han costado verdad, porque igual, verdad, uno por los hijos tiene que seguir, tiene que seguir por ellos, tiene que seguir, porque a los tres días que había enterrado a uno, iba yo a trabajar, verdad, porque, ¿por qué? porque tenía dos bocas más que mantener. Y entonces, hay que seguir

Sandra
Y… esta situación de la delincuencia, todo ahora, con esto que está pasando ¿Ha disminuido un poco niña R.F? ¿O solo así apenitas? Superficial nada más

R.F
Si, yo digo que sí, porque, este se siguen viendo casos, este, las extorsiones siempre están

Sandra
¿A usted la extorsionaba allí? o ¿solo a la gente que tiene negocio?

R.F
¡No, no! solo tiendas o algo así

Sandra
Yo he visto en todos los lugares donde he andado, así como de colonias como dónde usted vive, que hay *picachitos* (pequeños picks-up), que llegan con…

R.F
Si, con verduras…

Sandra
Con verduras, pero también con agua. Esos picachitos compran agua, por ejemplo al Agua Cristal, y después re-venden los tambos

R.F
Si, así hacen ellos, o los de las verduras. Bueno, algunos por ahorita, verdad, contentos porque no tienen que pagar eso, verdad, pero la mayoría sí. Siempre se da en varias partes, sí

Sandra
Pues yo le agradezco niña R.F… todavía hay un tema…

R.F
Con lo del agua mire, porque por ejemplo nosotros cuando sí se iba el agua, por ejemplo, hoy están quitándola… Yo no sé si la quitan porque yo le digo a mi hija: vaya, hoy nos están racionando el agua, le digo, porque casi todos los días

Sandra
La están quitando

R.F
La quitan, verdad, y sale con un olor pero a pega, verdad, o están arreglando algo y por eso la quitan. A saber. Y le digo yo a mi hija, porque antes, este, había, cuando no había agua… antes se iba más el agua, se pasaban varios días que no había agua y habían unos pocitos. Había un pozo que, pero a ese pocito llegaban a lavar trastes porque yo también iba a lavar trastes y llevábamos agua, a una laja blanquita, bien bonita, pero lo taparon los de La Corinto (una urbanización privada, cerrada, al otro lado del cerro)

Sandra
Los de La Corinto, cuando hicieron allí…

R.F
Los de La Corinto, cuando ellos hicieron la construcción allí, que estamos cerca nosotros. La Mónico está cerca de La Corinto. Ellos taparon ese pocito

Sandra
Yo me acuerdo que bajé, la última vez que fui, que pude bajar allí a la quebrada, era la Siete Pilas, había todavía una pilita cabal allí, que habían hecho…

R.F
Ajá, pero está cerca del parque

Sandra
Ajá, bajando a la par del parque, cabal

R.F
Vaya, allí vamos también cuando no hay agua. Vamos. Ese es otro pocito. Pero el de otro, ese sí lo taparon

Sandra
Ese sí lo taparon

R.F
Ese está habilitado todavía, ese que usted dice

Sandra
O sea que cuando usted no tiene agua ahora, puede bajar a ese pocito a traer agua

R.F
Sí, no, y muchas personas van… porque si hay bastantes niños o qué, verdad. Nosotros tal vez, este, allí podemos ir, este, así pues, economizando, pero dónde hay personas que son más, necesitan ir allí más

Sandra
Mmjú. Y, por ejemplo, ahora que se han venido estas grandes lluvias, que usted me dice que su casita queda al final casi del pasaje. ¿No ha tenido problemas que se vienen las grandes correntadas?

R.F
Como no

Sandra
¿Y no se le ha inundado la casa?

R.F
Pues porque me tocó hacer un zanjo bien hondo y largo para evitar eso, porque como es en bajada y a mi casa llega plancito, entonces, quiérase o no allí se estanca el agua y se me filtra. Entonces para evitar eso me tocó hacer un zanjo bien largo para evitar eso

Sandra
¿Y eso lo hicieron cuando estuvo el proyecto de FUNDASAL o le tocó hacerlo así…?

R.F
No, yo lo hago, ehh, así, o sea, yo escarbo así nomás

Sandra
¡Usted está construyendo! ¡De tanta ayuda mutua ya aprendió!

R.F
No está pavimentado eso, sino que solo es tierra y yo hago el zanjo para que allí se vaya

Sandra
Pero entonces le toca hacerlo todos los años y estarlo cuidando y limpiando para que se pueda ir el agua

R.F
Sí, sí, sí… que no se le acumule, porque si una hoja queda allí, allí se van quedando las demás y eso hace que se estanque el agua

Sandra
¿Y le ha funcionado?

R.F
Sí, me ha funcionado

Sandra
Se va el agua, pero no se le inunda la casa

R.F
Sí, y estoy pensando ponerle cemento

Sandra
Sería lo mejor para que ya no tenga que estar zanjeando todos los años

R.F
¡Ayyy sí!

Sandra
Porque eso es pesado

R.F
Y no solo es una vez, sino que tiene que estar, tengo que estar viendo allí seguido pues, limpiando

Sandra
Pero el resto de, como el pasaje ya quedó encementado, con todas sus tuberías del proyecto de FUNDASAL

R.F
No, no, donde nosotros no ha sido intervenido

Sandra
O sea que el pasaje sigue siendo de tierra

R.F
Sí, sí. Si, no… ha hecho, pero, medio ha hecho allí ahorita… pero se ha dañado con la lluvia porque se han hecho bastantes hoyos. Porque él tenía carro antes, él encementó allí el pasajito allí

Sandra
Es que yo me acuerdo de que justamente, esa vez que fuimos a ver cuándo inauguraron el proyecto (de FUNDASAL), nos metimos por otros lado, había un muro de llantas y estaban, todavía tengo las fotos yo por allí, y estaban, las casas, habían algunas casas abandonadas pero todas tenían mecha. Casas abandonadas ya casi no hay niña R.F

R.F
No, no. Allí dónde nosotros no. Ehh, en la, en la Montreal sí, pero dónde nosotros porque allí…

Sandra
Es que dónde usted queda más cerca, verdad, del parque

R.F
Del parque, si, enfrente del parque, de este lado, del lado de La Corinto. Pero entonces allí no ha entrado. Ahorita estamos en un proyecto a ver si nos sale mejorar una canchita que tenemos, el único espacio que tenemos en una zona de allí

Sandra
Y si la puedo, ehh, le puedo preguntar ¿Cuánto paga usted de agua al mes? más o menos, en promedio

R.F
Mire eso sí me sale poco, tres, tres y algo

Sandra
Y como no tiene que comprar agua extra le sale bien

R.F
Si, mmjú

Sandra
Y es con ANDA, ¿verdad?

R.F
Sí, con ANDA. Sí, pero la mayoría de personas si compran agua allí

Sandra
Mmjú. Ahora con esta nueva ley de agua… ¿Usted la conoce niña R.F? La nueva ley de agua

R.F
Sí, ahhh, sí, ajá

Sandra
Porque usted ha andado en esas cuestiones, verdad

R.F
Sí, hemos andado, y eso es lo que queremos también, verdad, porque nada menos en una, estábamos en una reunión y estábamos hablando eso, pues verdad, que es para unos pocos, este eso pues, y hay muchas personas que el pariente o la mamá les da a ellos que incluso andan… hay que hacer un gran gasto para ver de tener agua porque piden bastante y exigen un pozo y a veces los terrenos no son adecuados para esos pozos, otro que las personas no están en capacidad de gastar tanto; porque yo sé de una señora que fue bastante tiempo que ella hizo un pozo que gastó como 800 dólares

Sandra
Y además les piden que sea titular de la tierra, verdad. Tiene que tener título de propiedad

R.F
Sí, sino no se puede, verdad, y hay personas que están pagando, están iniciando agarrar un su lote o que

Sandra
O sea que

R.F
Sí porque bien feo también, porque a veces los vecinos no quieren verdad, darles, pues, agua también, entonces pues esa situación… es bien necesario porque es como la vivienda, todos tenemos derecho y al agua que es lo más esencial pues, verdad, importante

Sandra
Sí usted puede vivir debajo de un puente, pero tres días sin agua no aguanta

R.F
Sí, ajá, sí

Sandra
Mmjú, mmjú

R.F
Y para todo, es lo más principal verdad, por así decir, verdad

Sandra
Bueno le agradezco mucha niña R.F

Terminamos de platicar y R.F se incorpora en el evento sobre vivienda de interés social. A pesar del todo lo sufrido a lo largo de su vida, especialmente la muerte de sus dos hijos a manos de las pandillas, ella es una lideresa activa que lucha por lograr un hábitat digno para todos y todas.

ENTREVISTA 3

Participantes: D.V, vecina y lideresa de Montreal; Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Octubre 26, 2022
Lugar: Centro de Formación Continua UCA

INTRODUCCIÓN
D.V es una activa lideresa de Montreal. La entrevista se da en el marco de un evento sobre vivienda de interés social organizado por la Universidad Centroamericana UCA. Se le explicó el proyecto de investigación. Se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

Esta entrevista contiene parte de una historia personal de abuso y violencia; D.V la quiso compartir y le estoy agradecida por ello. En medio de esto D.V también habla sobre el acceso al agua para ella, su familia y sus vecinos.

Sandra
Muchas gracias D.V por concederme esta entrevista. Si quiere comenzamos con su nombre y que me cuente cómo es que llegó hasta allí, a Montreal

D.V
Bueno mi nombre es D.V y mis papás, mi mamá tenía 14 años cuando mi papá tenía 26, entonces se la conquistó, comenzaron ellos a agarrar, a adquirir el terreno y ya estando yo en ese asentamiento de terreno, comenzando a pagar pues, después aparecí yo

Sandra
O sea que usted nació allí

D.V
Si, soy yo de allí y si, en ocasiones, me ha tocado también salir de allí. Pero ya, ehh, estando en el terreno, ehh, una familia disfuncional que hubo un momento en dónde mi papá también dejó a mi mamá embarazada, entonces mi mamá comenzó a ser la mamá y papá de nosotros. Llegó una etapa en la cual se dio que solo era mi mamá y nosotros, y él solo llegaba, maltrataba y se retiraba

Sandra
¿Y cuántos eran ustedes?

D.V
Nosotros, mi mamá en su momento, este, éramos solo tres. Éramos tres niñas en su momento. Y él ya venía con tres hijos antes del primer matrimonio que tenía. Ya él era el segundo matrim… por decirlo así que con mi mamá solo se acompañó y porque salimos nosotros tres, verdad… el segundo hogar de él, verdad, pero él se fue la dejó embarazada de mi última hermana ya, ya solo con la otra señora, la otra señora con la que él se acompañó y se, estaba embarazada pero no de él. Esa señora tuvo, ya en pareja ellos, tuvo una hija, pero la señora ya tenía dos hijos, el que tenía en el estómago y otro que ya estaba afuera. Ya llegó una etapa en la cual tenía diez años y me fui a vivir con ellos

Sandra
¿Y todos vivían allí en la misma zona?

D.V
No. Mi papá cuando me llevó a vivir con él que tenía, nos llevó a nosotras tres como hermanas, las tres hermanas nos llevó a vivir con él a San Marcos. Mi mamá se quedó en Mejicanos, pero a nosotros nos mintió, nos dijo de

que nos iba a comprar estreno. Cuando nosotros se dio que pasó 24, no vimos a mi mamá, llegó 31 tampoco. Entonces nos dijo él que mi mamá no nos quería, que nos había dejado con él porque ya tenía una nueva pareja

Sandra
Y usted con diez añitos…

D.V
Nosotros yo era la mayor por parte de mis hermanas y cuando venimos a darnos cuenta que eso era una mentira porque mi mamá nos andaba buscando. Una hermana de mi papá llegó a vernos, el dos de enero y nos dijo que por qué nosotros no nos íbamos para donde mi mamá, y nos comenzó a contar de que mi papá había llegado para el 24, a la hora de la noche de baile, temprano, y a la fuerza agarró a mi mamá para que bailara y como ella no quiso le, le, con una gillette le hirió su pecho… ella herida, la blusa, fue un rasguño pero sí intencional, como ella no accedió a bailar ni a estar con él. Pero nosotros ignorábamos todo eso

Sandra
Mmmjú

D.V
Cuando mi mamá, cuando mi mamá, como se puede decir, dio las vueltas con el que estaba de alcalde de allí de San Marcos, era el compadre de mi papá, por medio de él fue que mi mamá recuperó a mis dos hermanas, pero a mí me dijo de que yo me quedara viviendo con él, que sólo iba a entregar a mis otras dos hermanas, a mí no. Entonces vine yo, accedí, y en ese lapso de tiempo, pasé tres años con él, allí estuve viviendo, pero mientras tanto en mi casa, él solo llegaba, daba diez colones (un poco más de un dólar), y hasta allí…

Sandra
Mmjú

D.V
Ehh, por ponérselo de esa manera, en lo que me daban a mí para la escuela yo comenzaba a reunir dinero, que, entre un colón, dos colones, cuándo mi mamá me llegaba a visitar y de escondidas, que no se diera cuenta ni mi papá ni mi madrastra, cuando yo sabía que teníamos ya el lugar o ella me mandaba a llamar con alguien yo ya sabía dónde la podía encontrar y yo, mis ahorritos que tenía, que era de la escuela, yo se los daba. Les compraba calcetines, juguetes, cosas a mis hermanas y le daba dinero a mi mamá y me decía ella, ese dinero es tuyo, guárdalo, no porque yo sé que mi papá no le ayuda, así que yo le ayudaba a ella. Yo sentía de que era bastante lo que yo le daba aunque ahora, en este tiempo, quizás para ella, no sé cómo le hacía porque mi papá, él, no le ayudaba. Y si en algún momento había alguna ayuda, tenía que ser a cambio de… de qué, o te acostás o no hay nada. Y si pasaba algo, después terminaba peleando, le pegaba y se iba porque él ya tenía su terreno

Pues bueno, eso, cuando fue el terremoto del 86, yo ehh, mi madrastra me quiso pegar y me pelié con ella, entonces yo estaba recostada en un muro y solo ví entonces, como es cuesta, entonces, todo el sector de San Marcos, todo son cuestas, que son casi así una tras otra, entonces yo estaba recostada en un muro y comencé a ver que decían: ¡Está temblando! ¡Está temblando! ¡Es terremoto! y las piedras, tac, tac, tac, rodaban en toda aquella cuesta, y yo solo tranquila, viendo cómo pasaba todo, pero todavía no sabía lo que había sucedido en mi casa. Cuándo ya tenía un mes, porque nos fuimos también de esa casa dónde estábamos para dónde la suegra de mi papá

Sandra
¿Y esa casa nueva, dónde quedaba?

D.V
Era champa, nos fuimos a vivir a una champa dónde la suegra de él, siempre en San Marcos, porque para que estuviéramos más juntos, pero, ya después, cuándo pasó un mes después del terremoto, cuando me llevó a la casa, que era la de nosotros y se había caído (llora)

Sandra
Se había caído la casa…

D.V
Sí, la casa de la familia y me dijo, yo no sé nada de tu mamá ni de tu papá, me dijo. Entonces le estoy hablando que en ese momento me sentí impotente, no sabía nada de mis hermanas…

Sandra
¿Cuántos años tenía D.V?

D.V
Trece. Trece años. Entonces no sabía yo nada de ella y lo que hice fue comenzar a recoger lo que pude, fotos, cositas que al ver la casa, que no era una casa, era un predio baldío, que cama, cocina, nada, no había seña de nada. Todo aquello botado, perdido. Y, cuándo me volvió a llevar dentro de quince días, después de ese mes, a los quince días volví a ir después que me llevó y me dijo: ya sé dónde está tu mamá, pero fíjate que cómo la mujer me dejó. La señora con la que él estaba, ella, ella lo dejó sin nada. Entonces este, me llevó para dónde mi mamá. Le estoy hablando de que para dormir entre cuatro palos

Sandra
No había casa…

D.V
No había casa, es decir, la casa de nosotros, la de dónde estaba mi mamá con mis hermanos se perdió, esa es la que cayó, no había nada. Entonces cuándo mi papá me dijo ándate con tu mamá porque al menos vas a estar con ella, ya sé dónde está. Ehh, llovía, un plástico era el que nos resguardaba, por ponerlo así, que se ponía en el suelo, pero solo nos cubría lo que era la parte de las rodillas hasta la cabeza y los pies para afuera, que era que dormíamos a la intemperie, por decirlo, pero yo ya me sentía feliz porque estaba con mi mamá, ya estaba con mi mamá y eso no lo vió, no lo vivió en carne propia porque solo me dijo, ¡ándate con tu nana!

Sandra
¿Y no les ayudó ni nada? ¿Y cómo hicieron para levantar otra vez una casita? ¿Ese terreno no era de ustedes?

D.V
Él lo estaba pagando

Sandra
O sea que el terreno estaba a nombre de él

D.V
A nombre de él estaba, entonces, este se dio… Después de eso vino, y él, no sé cómo hizo para que se fue y me dijo, mirá te vas a volver a ir conmigo, porque como la casa en dónde él vivía en San Marcos él volvió otra vez a pesar de que su pareja lo había dejado, y allí con agua, luz, todas las prestaciones, a orilla de la calle, mientras en la casa dónde mi mamá no había nada. Ellos estaban con la esperanza de que llegara el camión de los soldados a dejar desayuno, almuerzo y cena y hacer cola para comer. Este, así les tocaba, nos tocaba, la ayuda…

Sandra
Después del terremoto

D.V
Si. Esa era la ayuda que se recibía y que en ocasiones también llegaba de la parroquia de la San Agustín, de allí de Mejicanos, a donar frazadas. Llegó una ayuda de construcción, de hacer casas, a los que ya habían perdido sus casas, pero como siempre ha sido la envidia, vino y la vecina de a la par, aparte de lo que pudo ella agarrar de nosotros, de las cosas de mi mamá que había en la casa. Dijeron que ella no necesitaba y vieron que todo aquello

estaba botado por los suelos, y vieron que era un plan, solo con ripio. Entonces la casa, no pudo adquirir mi mamá material para la construcción de la casa por lo que dijo la señora, porque dijo que no, no necesitaba, porque mi mamá ya estaba bien, ya vivía en otro lugar. Nosotros vivíamos, porque estaba una semana con ella, una semana con mi papá, así me tenía él. Entonces llegó él y dijo él vaya, voy a reunir el dinero y voy a ver cómo mando a arreglar la casa, la voy a levantar, pero mientras no pasaba eso, de parte de la parroquia anduvieron haciendo champas y mi mamá logró que le construyeran una galera. Le hicieron una galera, mientras tanto el agua se acarreaba, estábamos con candelas, con aquel, cómo no teníamos nada, cocinando con leña y mi mamá ya había conseguido un trabajo en una pupusería de Mejicanos. Entonces cuando la señora decía que le había ido mal, entonces mi mamá nos llevaba pupusas, que le daban mitad sueldo, mitad pupusas, pero, para nosotros contentas porque mi mamá iba a llegar. Cuando ya después decidió otra vez mi papá de que me fuera otra vez con él a dormir los dos en una misma cama de pita, a comer, como se puede decir que la tuve que hacer de ama de casa porque fuimos a comprar platos, vasos, cucharas, todo lo que era para un hogar, una cocina, pero mi mamá como el tambo de gas estaba bueno mi papá se lo llegó a quitar. Eso era lo único que mi mamá tenía, no tenía cocina, pero tenía el tambo, pero mi papá se lo llegó a quitar. Le dijo que no era que lo necesitaba y a pesar de la precariedad en la que se encontraba mi mamá con mis hermanas. Vino él y después me dijo mirá, fijate que yo me voy a ir a vivir a dónde mi mamá, allá a Valle Nuevo, entonces las cosas ay te las llevás, ya habíamos comprado un juego de comedor de cuatro personas, los trastes, este, un ropero. Entonces llegó una sobrina de él y a ella le quedó todo, a ella le dejó las cosas, y mi otra hermana de las mayores como ya ella estaba criando, le dejó la mesa del comedor

Sandra
Las cosas que tenían en la casa de San Marcos

D.V
Si, que habíamos hecho los dos, por decirlo así, que los dos, con qué sacrificio porque yo era la que aguantaba hambre a la par de él. Pero mientras tanto lo que yo comenzaba a hacer era escaparme de la escuela, y cuando me decían hoy no hay clases, yo ya había agarrado aquella iniciativa de que, hoy voy a ir a ver a mis hermanas. Entonces mi mamá sabía que cuando yo había llegado ese día dejaba hecho arroz con chorizo, entonces mi mamá sabía que yo ese día había llegado a visitarla (solloza), que aunque no la había visto a ella pero, les había dejado comida a las cipotas. Y ese fue un proceso de un año

Sandra
O sea que a penitas tenía entre 14 y 15 años

D.V
Para 14

Sandra
Mmjú

D.V
Casi para cumplir 14. Entonces llegó un momento en el que mi mamá me dijo, mirá y por qué no te venís para acá, si tu papá, no si ya me dijo él que se va a ir para Santa Lucía, que me venga a esta casa con usted. Bueno, llegó un momento en el que me dijo él, mirá este llegate al lugar, te voy a dar para que compren estreno

Sandra
¿Y en Santa Lucía tenía familia su papá?

D.V
Estaba la mamá de él. Allí se fue a vivir él. Y a mí me mandó a vivir a dónde mi mamá, pero como le digo, me mandó cómo me había llevado antes, con las manos vacías volví otra vez.

Sandra
O sea que a usted la andaban de un lado para otro D.V

D.V
Sí. Y ya de allí cuando mi mamá tenía lo de la galera, yo lo que podía era dejarle dinero, dejarle cositas allí que les llevaba. Un día que llegó él, y nomás me dijeron mis hermanas, allí viene mi papá. Ya nosotros nos habíamos ingeniado de tener una puerta de escondida, digamos una puerta por dónde me escapé, pasé por una loma y cuándo él ya llegó a la casa no había pasado nada porque yo ya estaba…

Sandra
Su papá la agredía…

D.V
Mi papá cuando me lastimaba, me castigaba con maicillo, hincada, sobre las manos levantadas y los cinchazos. Así era el castigo que yo recibía de él. Pero mientras él no se daba cuenta que yo visitaba a mis hermanas, mi madrastra era mi otra pesadilla, porque ella vivía diciéndome que sí, que yo no sabía cocinar, que yo era mantenida, que iba a hacer una de diez años, ya llevaba tres años con ellos. Entonces cuando ya se separaron, que le menciono, ehh, ella me dijo que lo había dejado porque él quiso abusar de la hija menor, de la hija mayor de él, de ella que diga. Entonces vino y me dijo mi papá, no hija, lo que pasa que ella se fue con un marimacho, se fue y lo dejó por otra mujer. Entonces ese fue todo el problema que se dio con ellos, lo dejó sin nada, y ese ya después de eso conforme el tiempo que yo volví otra vez a dónde mi mamá, me voy dando cuenta que mi mamá estaba embarazada. Entonces yo, para mí no le digo entre en celo, sino que me molesté porque sabía cómo estábamos de la precariedad, como estábamos pasándola, yo ya no venía con aquella mentalidad de aquella niña, sino que yo ya venía con la mentalidad de ver el sufrimiento, de estar sufriendo personalmente cosas, agresiones verbales, de malos tratos, y , y, ya saber que ella estaba embarazada, como dicen aquí, pegué el grito en el cielo y le dije que ¿por qué? Llegó un momento que dijo mi papá, mirá, yo le traigo a tu mamá una cocina pero si vuelve conmigo, y traía, llevaba una caja, y como mi mamá no accedió se llevó todo de regreso

Sandra
¡Que chantaje más grande!

D.V
Como no accedió, él se llevó las cosas y me dijo mi mamá, a la fuerza no voy a estar con tu *tata*[107], porque yo sé lo que he vivido, yo sé, ustedes han visto. Hubo un momento en que nosotros las tres, las tres hermanas nos metimos para lograr separarlo. Porque estaban que se daban de alma, y una de mis hermanas con cuchara, la otra con tenedor y yo en medio, separándolos. Y dijo él, ahh, ya pusistes a las cipotas en contra mía. Pues en ese lapso de tiempo que llegaba una pipa de agua, a quien lograra agarrar, o lograba llenar el barrilito que tenía, o solo las dos tres cantaradas de agua que podía lograr, de lo contrario hasta que volviera dentro de una semana, así era como estábamos con el agua

Sandra
Mientras tanto seguían en la *champita*[108] esta que habían construido, de la iglesia

D.V
Sí. Pero llegó un momento en el que nos dijeron que ya habían vendido porque allí iban a hacer la escuela San Simón, que es ahora, porque como también la escuela San Simón, la que estaba, la viejita, había tenido muchos… perdieron varios grados, y había tenido rajadura en las paredes, iban a construir la nueva

Sandra
¿Y en esa galera, habían más familias viviendo? ¿o eran solo ustedes?

---

[107] Papá, palabra proveniente de los pueblos originarios de Mesoamérica
[108] Diminutivo de champa, casa precaria normalmente autoconstruida

D.V
En ese caso solo mi mamá con mis dos hermanas y ya ese tiernito, que ya estaba el tiernito

Sandra
Mmjú, o sea que les tocaba a ellas ir a buscar agua

D.V
Sí, llegaba la pipa o si no ir…

Sandra
A las cantareras o sino…

D.V
No había cantareras todavía sino que se caminaba a la quebrada a lavar ropa

Sandra
¿A cuál? a Las Pringas o a la otra, a Las Siete Pilas

D.V
A Las Siete Pilas.

Sandra
A lavar ropa

D.V
A lavar ropa, a todo, y sino pues a la misma vez pues allí mismo a bañarnos y ir con la ropa ya solo para tenderla. Y el agua que se lograba traer era, por decirlo así, lo que se iba a ensuciar de trastos para lograr lavar

Sandra
Mmjú… y esta pipa llegaba una vez por semana

D.V
Era raro que llegara dos veces a la semana, de lo contrario una vez por semana y éramos como cincuenta familias

Sandra
O sea que no alcanzaba, había que ir a correr y hacer cola rápido
D.V
Sí, si logró agarrar dos, tres cantaradas era bien, sino pues el que solo, o el que lograba llenar, por decirlo así un barril, era porque era el que estaba más cerquita que quedaba de la pipa

Sandra
¿Y esa pipa llegaba de ANDA? ¿O de la alcaldía la mandaban?

D.V
Sí, no de ANDA. De ANDA era y entonces así fue un tiempo hasta cuando dijo mi mamá, vaya ya nos pidieron, entonces vamos a deshacer la champa. Entonces otro señor, vecino de allí, me ayudó a desarmar la champa y me cayó un cuartón en la cabeza que todavía tengo aquí en el hombro la cicatriz de que me cayó el clavo con la costanera. Y ya después de eso este como mi mamá, él no había construido todavía la casa, nos fuimos a vivir con mi tío

Sandra
¿Allí mismo o en otro lado?

D.V
Ehh, cerca, cerca… Porque vivíamos en la colonia San Simón. Nos pasamos a La Veracruz. Mi tío nos dio un predio, del terreno, un pedacito que tenía allí para lograr hacer la champa, nos hacía medido el agua porque él llenaba también con manguera. Nos hacía medido por decir, la luz, que en el lapso de la noche a tales horas tenía que estar apagada la luz

Sandra
Pero, o sea, levantaron la nueva champa en el terreno del tío, pero allí tampoco era de ustedes

D.V
No era de nosotros

Sandra
Estaban un poco, como allí, un poco arrimaditos

D.V
Sí, estábamos de arrimados

Sandra
En un pedacito del terreno del tío

D.V
Sí…

Sandra
Y en cualquier momento les podía decir que…

D.V
Es que nos dijo también, que nos fuéramos después porque nos dijo que, solo nos tuvo como seis meses, en ese lapso de tiempo, este me dijo, nos dijo, verdad, que nos fuéramos porque él iba a hacer el horno, como el es panadero, era, porque hoy ya no, ya no trabaja en panificación. Entonces nos dijo de que iba a hacer el horno, que le desocupáramos allí. Dijo mi mamá, bueno, tu tata ya mandó a hacer la casa, vámonos para allá. Entonces él había alquilado la casa, tuvimos que ir a decirle a la señora que vivía allí de que desocupara porque nos íbamos a ir nosotros otra vez para allí, verdad, porque era de nosotros la casa, pero después nos vamos dando cuenta que él no había terminado de pagar el terreno. Entonces nos quedamos allí, ya estábamos allí hablándole de que ya no nos movimos, ya nos quedamos allí

Sandra
¿Allí en dónde?

D.V
En el terreno que estamos ahora viviendo pero, el problema ha sido de que no hay agua propia

Sandra
En ese terreno. Aún ahora

D.V
El terreno nosotros, ehh, estoy, estoy, le digo estoy porque llegó un proyecto de PROCOMES (Asociación de Proyectos Comunales de El Salvador), como unos diez años y… y me hicieron gradas, metieron tubería para agua lluvia, y el que iban haciendo ese proyecto, digamos el que iba trabajando allí dijo que le pagáramos solo cinco dólares y él nos iba a dejar la mecha para la instalación del agua potable. Entonces varios estamos allí en la comunidad de La Veracruz, que estamos así que no pagamos agua ahorita. Tenemos así porque dijeron de que el proyecto era de PROCOMES y que PROCOMES se iba a hacer cargo de, de…

Sandra
¿De hacer los pagos?

D.V
De hacer los pagos, de llevar ese proceso, y ya como se puede decir, ya quedando asentados nosotros, nos dimos cuenta de que PROCOMES, solo el señor fue el que llegó a hacer ese trámite pero que nosotros estamos usurpando el agua

Sandra
¿Y cómo llegan a ese terreno D.V? Porque vaya está, se pasan, al terreno del tío, del terreno del tío regresan a la casa dónde estaba el terrenito del… que se había caído pero que su papá levantó otra vez la casa, la estaba alquilando en un terreno a nombre de su papá. Ese terreno no estaba pagado, la gente de allí entiendo que no se movió de la casa, o ¿sí se movieron?

D.V
Después se fueron

Sandra
Y regresaron ustedes allí, a ese terreno

D.V
Sí, volvimos. Pero en ese caso se dio de que mi mamá trabajaba, ya trabajaba allá por Santa Tecla y el, la patrona de ella le dio de aguinaldo 900 colones[109], entonces dijo mi mamá que eso lo iba a dar para dejarlo de prima y a la misma vez abono para que mi papá desapareciera de, de, el nombre del él por el terreno

Sandra
Ya ¿Y lograron hacer ese cambio, D.V?

D.V
Sí se logró aparentemente para nosotros y ya hoy que nosotros en el 2003, ehh, terminé de pagar, porque mi mamá comenzó pagando, pagó cinco años pero ya después me surgió también de que yo trabajando, ehh, me fui a trabajar después de que fracasé en mi primer hogar yo me fui para mi casa, me fui dónde mi mamá, hice mi champita, hice mi espacio y ya después yo le dije a ella vaya mire usted, le descubrieron que era diabética, entonces comenzó una etapa de que se ponía mal. Cuídeme los niños, cuídeme mi hija verdad, vine y comencé a trabajar, ya después perdí mi trabajo por cuestiones de que mi hija era alérgica. Mi mamá volvió a salir embarazada de su segundo hijo, se acompañó.

Llegué de que intenté de hacer mi segundo hogar, solo duré cinco meses con esa persona porque era maltratador, me pegaba y como yo ya venía de eso, dije, no voy a volver a vivir lo que mi mamá, el espejo de dónde vengo y esa noche me agarró a la fuerza, a los dos meses de haberme dejado con él descubrí que estaba con dos meses de embarazo, pero yo no sabía de que lo que me había surgido, para mí no entendía que esa había sido una violación, porque había sido contra mi voluntad, me maltrató y que fue algo sin mi consentimiento, pero no era la primera etapa, cuando tenía ocho años, ocho años, a mí un primo me violó. Entonces para mí, mi mente estaba como quién dice que no sabía lo que había pasado en su momento ya con una pareja como no venía de que me trataran de esa forma, había visto, pero no que lo había vivido en carne propia. Entonces para mí lo que había sucedido era, ahh, él se enojó y… pero yo lo dejé, me separé de él. Entonces yo no entendía, aun así cuándo el doctor me preguntó, mirá y, y fue a la fuerza, mire me pelié con… no, me dijo, tenés dos meses de embarazo pero, esto había sido una violación porque fue sin tu consentimiento, fue tu maltrato porque sí, tenía un golpe, un gran chichón en la frente, que pasé hasta, fui a dar hasta el hospital de la Zacamil porque me había reventado el tímpano. Fue un proceso de dos años para lograr quitarme aquella bulla de lo que me había quedado en el oído. A puro medicamento, pero si no me hacía efecto ya los últimos medicamentos me iban a tener que operar. Gracias a Dios

[109] Aproximadamente US$90 dólares

tuve cura con las medicinas. Pero ya eso en mi segundo hogar y yo dije no, ya no voy a seguir. Mi mamá aparece que estaba embarazada… Ahh, el padrastro era bien, ya bolo como dicen se siente superior, con corvo verdad, entonces, ehh, llegó un momento que él se fue también porque aparte de que estaba con ella, tenía otra persona. Pero mientras tanto en ese lapso de tiempo que ya viví, venía de allá para acá, de Santa Tecla a Mejicanos, este, la patrona que tenía es que le había dado los 900 colones, se fue ella a hacer los trámites a López & López.

Ahora, repitiéndole lo del 2003 le aparece de que, comenzamos a dar las vueltas para las escrituras, dijeron de que uno de los socios de López & López había fallecido y que teníamos que darles espera. Hay que esperar. Ya poniéndomelo yo así de esa manera, le dije, yo voy a terminar de pagar lo que usted tiene atrasado porque ella había pagado solo cinco años y tenía un año de mora

Sandra
¿Estos de López & López quiénes eran? ¿Abogados? ¿Lotificadores?

D.V
Son lotificadora López & López.

Entonces después de eso yo terminé de pagar el terreno. Cinco años más, que era lo restante que faltaba que era lo que tenía mi mamá de mora. Prácticamente se me hizo seis años

Sandra
¿Y le dieron las escrituras?

D.V
Ese es el otro punto, que mi papá está en el CNR (Centro Nacional de Registros), que como que él está ahorita arrendando el terreno. No aparece mi mamá

Sandra
Ni usted, ni su nombre, ni el nombre de su mamá

D.V
Mi nombre no tiene nada que ver allí porque yo solo le daba el dinero a mi mamá para pagar, para que pagara, pero aparece mi papá en el CNR, que él

Sandra
Como dueño

D.V
Como que él está arrendando todavía el terreno y que el señor que ya falleció, que él todavía está, que con él es que ha hecho el trámite mi papá. Y ya no está al que le pagó los 900 colones mi mamá se robó el dinero, no hizo el trámite, sin embargo todos los recibos que hacen constar lo que mi mamá ha pagado, están a nombre de ella. Eso es lo que se puede decir que nos respalda. Pero si el día de mañana vienen López & López y re-venden el terreno, cosa que han estado haciendo con otros vecinos, este lo pueden hacer ellos y sacarnos

Sandra
Y se quedan ustedes sin nada

D.V
Nos quedamos sin nada.

Sandra
Ni su papá siquiera porque no tiene…

D.V
No, porque él solo tiene el papel de arrendamiento. Ya no sería el papel de arrendamiento, sino que sería el papel de compra-venta porque ya está pagado, solo esperando escrituras

Sandra
¿Y han tenido asesorías de parte de FUNDASAL para ver cómo se desenreda todo eso? porque es una cuestión jurídica, es una cuestión

D.V
Fíjese que en su momento, este, ahh, cuando comencé que yo dije que queríamos ya las escrituras, se dio un punto en dónde de parte del Vice-Ministerio (de Vivienda), dijeron que iban a hacer construcción de viviendas y mi comunidad había salido beneficiada para quince viviendas, y así fue como comencé a hacer los trámites, digamos, a dar las vueltas. Ver qué necesidades habían o ver qué familias eran las necesitadas de una vivienda

Sandra
Esto siempre en el terreno de La Veracruz

D.V
Si. Allí fue dónde descubrí que muchas familias no tienen escrituras. No solo es mi casa, ni mi familia, sino que la de la vecina no tiene, ehh, nos encontramos con cinco familias allí que no tienen una escritura. Y hay otro sector también que es en el Willington, dónde ellos ya terminaron de pagar y López & López no les ha proporcionado las escrituras sino que los tiene con la mentira de que dice que los hijos que han heredado no quieren dar la firma para las escrituras. Eso es lo que dice él, y cómo el señor que está encargado ahorita es primo y abogado

Sandra
De los herederos…

D.V
Entonces él también está a favor y cuándo ya le solicitamos las escrituras siempre nos vuelve diciendo que el papel de arrendamiento, ese es el que nos proporciona

Sandra
Mmjú, no les da escritura

D.V
No, no nos da escritura ni de compra-venta porque ya eso ya es, ya no puede decir de que está arrendado sino que ya es con promesa de compra-venta pues. Porque eso ya está pagado

Sandra
Pero si su papá, por ejemplo, ya tenía digamos, en arrendamiento este terreno desde el 86, desde antes, porque el terremoto, imagínese todos los años que han pasado sin tener titularidad de esa tierra. Y ha pagado allí su papá, algo tuvo que haber pagado

D.V
Si, él pagó. Ya solo le faltaban tres años y después se encapuchó y ya no pagó. Mi mamá comenzó de cero

Sandra
De allí su mamá y de allí usted! ¡¡¡Que ese terreno lo han más que recontrapagado!!!

D.V
Sí, está doble pagado

Sandra
Y sin tener las escrituras. Y en el CNR no les resuelven nada

D.V
Allí fue dónde descubrimos que mi papá aparece

Sandra
Como arrendatario

D.V
Con el señor difunto que es como arrendatario. Pero mientras tanto no hay un algo que nos respalde a nosotros que sí, ya vamos a adquirir la escritura. Porque me dijeron en el CNR y aun así el señor de López & López, de que hable con mi papá para que él me lo ceda como herencia, pero que primero lo tengo que pasar al Diario Oficial. Pero si él no tiene tampoco las escrituras entonces qué me va a ceder ¡y somos trece hijos! ¿Qué me va a pasar a mí? Poniéndolo que nosotros por decirlo así por mi mamá que ha terminado de pagar, tendríamos derecho las tres más los tres hijos varones que tiene porque ha sido de distintos hogares, somos seis hermanos. Con ellos no tendría el problema, pero por parte de mi papá estamos hablando que somos trece hermanas por parte de mi papá

Sandra
Cualquiera podría decir esto también me toca a mí

D.V
Porque aun así está las tres mayores, una de ellas me dijo de que ellos tenían derecho porque son las de matrimonio

Sandra
Y por ejemplo, con esto que me contó D.V de que este vecino que, con el proyecto ese que llegó del agua en realidad no fueron los del proyecto los que hicieron la conexión sino el vecino, ustedes tienen mecha domiciliar o tienen que ir a traer agua dónde el vecino, o cómo funciona, porque tampoco tienen cómo demostrarle a ANDA que les ponga una mecha… ¿Cómo funciona ahorita el agua en su casa?

D.V
Antes de eso nosotros con manguera y si no estaba una cantarera en la zona de la San Simón, en dónde nosotros allí solo le decíamos a los que pagan, los que pagaban allí porque entre ellos era una colecta que hacían para pagar ese recibo. Había una persona encargada para pagar el consumo de la cantarera. Entonces nosotros comprábamos, comprábamos a diez centavos la cantarada de agua

Sandra
A diez centavos la cantarada de agua

D.V
Y sino pues, dependiendo de quién estuviera ese día, pagábamos hasta 20, 25 centavos de colón

Sandra
O sea que allí el precio lo ponía el que estaba en el día…

D.V
Y sino pagábamos 1.25 por la hora de agua con manguera, 1.25 si nosotros lográbamos llenar llenábamos y sino pues hasta dónde alcanzara, pero una hora y 1.25… llegábamos a pagar hasta 1.50, 1.75

Sandra
Mmjú, y ahorita ¿cómo funciona? ¿cómo tienen agua, acceso al agua ustedes?

D.V
De la mecha madre metió él tubería, le quemó el pedacito y solo lo instaló y ya de allí solo…

Sandra
Ya de allí pusieron los chorros y todo lo demás…

D.V
Lo demás de la instalación yo lo he hecho

Sandra
Esa mecha es la mecha que lleva agua de ANDA y ustedes ha agarrado allí… ¡Es que sino no pueden! Porque ANDA jamás les va a poner mecha a usted porque no tienen título del terreno, no tienen otro montón de cosas, es la única opción que queda

D.V
Habían unos vecinos en que comenzaron ellos a hacer reunión en dónde yo asistía, que era reunión como de diez familias, que ellos, entre ellos mismos comenzaron a dar las vueltas para que les quedara a una, una cuota de pago porque iba a ser el grupo, el grupo verdad de familias, para lograr adquirir el agua potable. Cuando ellos se cambiaron de un lugar a otro ya no nos avisaron a nosotros, no porque nosotros estábamos asistiendo a esa reunión, mi persona, mi mamá y mi persona íbamos a la reunión, pero cuando ellos ya se trasladaron hubo egoísmo, ya no nos avisaron. Cuando nosotros venimos a darnos cuenta que a ellos ya les estaban instalando las cajas, que tenían que hacer ello las cajas que ya era para ponerles el contador, este, ya, ya no nos quisieron meter

Sandra
Y son vecinos que están allí cerquita, que todos los días los mira

D.V
Sí, vecinos de comunidad

Sandra
Ya tienen allí contador y ustedes no. ¿Y estaban en la misma situación que ustedes?

D.V
Si. Pero hay otros de los cuales tienen agua propia, tienen su contador, pero también están robando agua

Sandra
Hacen las dos cosas

D.V
Si

Sandra
Tienen conexión legal y digamos ilegal

D.V
Si. Igual que la luz. En mi caso pues gracias a Dios nosotros tenemos luz propia pero hemos pasado quizás como tres años de que no tuvimos luz, porque llegó un momento que nos turnábamos con uno de mis hermanos, que es el mayor de los varones, y hoy me tocaba pagar el recibo de la luz a mí y el otro a él, entonces llegó un momento que él no quiso pagar y tampoco yo tenía el dinero. No lo quiso pagar él pero yo aportaba para siete bocas en mi casa. Yo trabajaba para mi mamá, para mis tres hijos que ya eran tres, y los tres de mi mamá, sin ponerme yo en cuenta allí

Sandra
Mmjú, y usted. Usted era la boca número ocho y no comía pues

D.V
No porque yo a veces, si llegaba y no había comida pues, siempre había pero, lo importante para mí era de que no les faltara nada en la casa. Ehh, ponía desde el grano de sal hasta arroz, frijoles, azúcar. Yo sentía que como mujer o como ama de casa podía aportar

Sandra
Pero porque le tocó hacer eso desde que tenía 10 años D.V. A usted la vida la puso a proveer desde los 10 años, entonces claro eso ha seguido hasta ahora… Pero digamos que, volviendo al tema del terreno y el agua y todo esto, incluso sabiendo que ese terreno pues, no es de ustedes porque no hay escritura, igual uno tiene que vivir allí y tiene que mejorar su vivienda. Cómo siente usted eso, estar haciendo una inversión en esa casa pensando que en cualquier momento puede venir alguien y decir bueno ya, esto no es suyo. Igual siempre hacen las inversiones porque hay que vivir, no hay de otra

D.V
Esta la casa pero, yo no vivo en la casa

Sandra
Usted vive…

D.V
Yo vivo en champa

Sandra
A la par de la casa
D.V
A la par de la casa porque el terreno, la casa de tantos temblores que han habido ya se rajaron las paredes

Sandra
O sea que nadie vive en la casa

D.V
Lo tenemos equipado de que si hay alguna reunión de nosotros, que una fiestecita que se vaya a hacer, un almuercito para la niñas o… porque tengo dos nietas. Si aun así ellas dicen Ahh yo quiero un pastel, por A o B motivos siempre hay alguna cosita y, y nos vamos para ese cuarto

Sandra
Pero la vida es en la champa

D.V
En la champa

Sandra
¿Y allí en la champa ustedes tienen baño?

D.V
Afuera

Sandra
Afuera. Y ¿cocinan también afuera?

D.V
Si. Digamos en el cuarto a dónde tenía mi primer champa, este, allí he dejado la cocina. Y mi mamá se fue el año pasado porque intentaron matar a mi hermano… digamos que eso ha sido hace poco, este, lo intentaron matar, eso se ha des…

Sandra
Se desmembró la familia

D.V
La familia. Porque mi mamá allí vivía también con mis hermanos

Sandra
¿Y a dónde se fue su mamá?

D.V
Estuvo un año viviendo allí por San Jacinto, por el ex cuartel, y ya de allí pues, como yo le decía a ella el muerto a los tres días apesta

Sandra
Allí eran familiares

D.V
Si, mi otra hermana. Mi otra hermana pero este, llegó un momento en el que mi mamá me dijo que ya se quería ir, ya se sentía desesperada. No sé qué sucedió, ni ha entrado en detalles conmigo pero, me dijo tu hermana ha cambiado. Y yo le dije, desde entrada ella no es la misma. Ya desde antes que surgiera eso, porque como para mí en el 2018 que le comenté tuve visita también en mi casa, en el cuarto, ehh, fui violada, entonces eso no lo vieron mis familias pero, se los dije a ellos y con la diferencia de que nos dejaban a vivir otra vez allí, nos dejaban viviendo porque la idea de ellos era de que fue de las 12 de la noche hasta las dos y media de la mañana, pero que nos fuéramos porque el problema era conmigo, respecto a lo que le comentaba de que ese Ministerio, que anduve averiguando que si escrituras, entonces hay una que es la cuñada de dos propios y ella me los mandó. Que yo había puesto denuncia, que yo había puesto demanda, pero yo andaba viendo el tema de mi casa, del terreno, el tema de que tenemos ese problema nosotros que no tenemos escritura pero, para ellos que como sí, como dicen, piensa mal y acertarás, verdad, entonces ella pensó de que yo andaba haciendo trámites pero para sacarlos a ellos y noo, el tema era mi punto de vista. Aparte de eso que yo estaba dando la cara por diez familias que les iban a hacer su casa, entonces…

Sandra
Pero, esa gente se la han llevado ahora D.V, con esto (el régimen de excepción), o ¿allí siguen?

D.V
Es decir los cuñados sí, pero ella allí sigue. Ella allí está, allí está porque con eso de que tiene dos niños, está criando ahorita, este, por eso dijeron de que no se la llevaban, pero que anduviera a paso lento porque si no se la van a llevar también. Pero siguen, allí hay escondidos varios. Tengo un vecino que sigue todavía allí cerca, escondido, allí está

Sandra
Pero eso es, digamos, algo en contra de poder hacer un trabajo como vecinos, como comunidad

D.V
No, no, no, ellos ya se dieron cuenta de que a lo que ella me mandó a hacer o a ocasionar era, como se puede decir, intimidar, pero a ellos les llaman, que los que me mandaron eran gatos. Los propios mandaron gatos. Pero no sabían los propios más alto de ella, que ella, de ellos

Sandra
Ellos no estaban enterados de la situación

D.V
De la situación, entonces lo que dijeron los que llegaron a mi casa que eso era un chascarrillo, que a eso le llaman ellos un chambre

Sandra
¿Y por un chambre hicieron todo eso?

D.V
Por un chambre hicieron todo. Robaron máquina de coser, ropa, loción, dinero, relojes que yo tenía que por decirlo así la batería les faltaba, todo eso se embolsaron, se lo llevaron. El cuaderno, el bolsón con todos los cuadernos de las clases de mi hija así se fue, la máquina… dónde yo vivo es bajada, es bajada, son gradas feas, porque el terreno se está deteriorando de tanta lluvia. Es decir, se está cayendo

Sandra
Ese terreno no está encementado

D.V
Noo. Es pura tierra y es, queda a orilla. De a dos metros, tres metros, tengo una cárcava

Sandra
Hay cárcava allí

D.V
Sí, hay cárcava. Entonces estamos hablando que aparte que yo vivo en alto se ha desbordado un metro de altura de lo de la entrada, de mi acceso

Sandra
¿Y ahora con estas lluvias?

D.V
Y ahora más para allá hay dos, tres metros de distancia de una cárcava que tengo enfrente

Sandra
Íjole pero con estas lluvias tan fuertes

D.V
Si. Allí una caja recibidora de agua que hicieron en su momento PROCOMES, está en el aire. Ya está solo que, el cuadro, y el tubo que pusieron está bien visible, el gran orificio que está allí

Sandra
¿Y eso lo han ido a ver los compañeros de FUNDASAL?

D.V
No, no, no. Ahorita no. Llegó, pero, llegaron porque yo solicité una medición para meter una carta a la alcaldía, pero ya, de que yo ya he expuesto, a FUNDASAL, eh, la problemática que tengo nueva ahora, no. Sino que ellos llegaron solo a hacer la medición solicitando que yo quería que me hicieran ellos un presupuesto de material para presentarlo a la alcaldía. Cosa que no han resuelto tampoco ni han llegado arquitectos de la alcaldía. Yo se los proporcioné a los que estaban del comité de la directiva, me dijeron que ya se lo habían hecho llegar a la alcaldía pero hasta ahorita… llegaron allí en un momento los de la alcaldía porque tuvimos a principio de año, digamos a mediados de año, este, tres acumulaciones de pulga

Sandra
¿De pulgas?

D.V
Si. Todo lo que era el pasaje se había llenado de pulgas, como por allí pasan no solo las niñas, digamos un grupito de dos estudiantes sino solo como en una familia hay como trece nietos. Solo de una familia. Y todos ellos pasan por ese sector porque es el acceso más cerca a no ir a dar la vuelta hasta la calle principal para bajar hasta dónde está la escuela. Es un acceso aún más corto para llegar rápido a la escuela y no se ponen en peligro los niños porque no suben hasta la calle principal. Entonces llegó un momento de que la primera vez llegaron a fumigar de parte de la alcaldía, la segunda vez llevaron a la unidad de salud. Si estamos hablando de que se dió como en dos meses eso de ir a fumigar. Llegó en su momento un concejal, vio, pero cuando yo les mencioné FUNDASAL, yo les puse bien claro y les dije que FUNDASAL no venía con proyecto, que FUNDASAL ellos solo vienen y comienzan a capacitarnos a enseñarnos a nosotros, los miembros de las comunidades cuáles son las problemáticas que tenemos verdad, no vienen haciendo proyectos porque no hay cooperante, y eso, con eso yo les puse en stop, porque me dijeron, sí pero mire ¿Y ellos que no han intervenido las ocho comunidades que están al otro lado? sí, pero no fue FUNDASAL, fue la embajada Alemania, fueron allí como quien dice la que aventó el pisto, les dije. En su momento iba a ser aquí Holanda, pero como le dieron prioridad a lo del parque, ya de allí el alcalde ya no se movilizó por eso fue de que el proyecto de Holanda se fue para otro lado. Eso fue lo que yo les puse con eso, con, con, una pared verdad, para que no me siguieran ellos cuestionando. Y me dijeron ellos que por qué yo estaba con ellos, porque ellos me han capacitado les dije, ellos me han ido mostrando cosas de las cuales yo ignoraba, mis derechos, y aun así las problemáticas que tenemos y las precariedades que hay en la zona. Cuáles son las necesidades que nosotros tenemos que exigir… Entonces, ¿cuáles son sus exigencias? sí, aquí no hay tuberías de aguas negras, no tengo agua potable, aquí no está encementado

Sandra
Tampoco hay drenajes de aguas lluvias

D.V
La caja es la única y no da abasto, además de esto mire cómo se me está cayendo el terreno y vieron ellos cómo está allí, y como de parte de FUNDASAL está Jacqueline le solicité plástico y es el que tengo allí. Quito y pongo, quito y pongo, cada vez que, porque eso es lo que me ha ayudado para que no se siga lavando

Sandra
¿Tiene fosa en el terreno? ¿Cómo hacen con las aguas negras?

D.V
Fíjese que hemos hecho la mayoría es de poner ehh, de lavar e instalarla en el tubo del agua esa.

Sandra
Del agua lluvia…

D.V
Allí toda la mayoría lo ha hecho así. Porque a nosotros tuvimos uno y se nos hundió que era fosa de hoyo

Sandra
Fosa séptica

D.V
A pues esa. Entonces dijimos que desde entonces ya no íbamos a hacerlo porque ya era el tercero que se había hecho en el terreno

Sandra
O sea que el terreno ya estaba demasiado inestable

D.V
Si, ya, ehh, se puede decir que el último que fue el que se hundió, entonces dijimos que desde entonces, mis hermanas, como ellas tenían la posibilidad, digamos, tenían los recursos, ehh, pagaron para hacerlo. Como sabían ellos que yo era la que proporcionaba en la casa lo de la comida no me exigieron, porque sabían que yo era la que le aportaba a mi mamá

Sandra
Pero digamos que eso entonces por lo menos está resuelto, tienen allí un bañito que pueden ocupar y todo. Y ¿hay ducha también? o allí mismo

D.V
No. Aparte, aparte, es un pedacito que tenemos con barril porque no lo he subido hasta arriba. Aparte que nosotros estamos allí pero yo tengo manguera

Sandra
¿Y cuánto paga usted de agua al mes D.V? ¿Cuánto gastan en agua?

D.V
Se puede decir que si ya llegáramos a ocuparla, se puede decir, lo que gastábamos cuando llenábamos… quizá unos 5 o 6 dólares

Sandra
Pero no les toca comprar agua aparte, para tomar

D.V
Sí, sí. Ahorita si estamos comprando agua aparte porque el agua que sale del chorro sale sucia, en ocasiones ha salido con grumos blancos

Sandra
Eso me acuerdo que lo mencionó en la reunión que tuvimos la vez pasada

D.V
Que es lo que dijeron que era cemento blanco pero no era, como en el barril de aluminio que tengo, que es un tanque de avión, que mi papá, este, consiguió como él ha sido chatarrero, entonces ese allí nos quedó y es así como se dio de que eso se carcome el aluminio, y así es como están los pedacitos, los grumos. Así es como descubrí de que el agua no es accesible

Sandra
No es potable

D.V
No es para consumo

Sandra
¿Y a quién le compran agua?

D.V
Allí pasan a vender, este, los fardos de agua a 1.25. Ya hoy si a 1.25 lo están dando, no porque pasaban vendiéndolo a dólar

Sandra
¿Y cuánto tiene ese fardo? ¿Cómo cuánto será? ¿Para qué le alcanza?

D.V
Lo compro cada tres días. A veces que nos toca mejor lo que hago es que compramos una botellita porque a veces antes de los tres días se nos ha acabado. Entonces allí se compra botellita o sino entonces herbolado. Así me toca en veces, hervirla

Sandra
Pero ya con esto, cada tres días ya es un gasto considerable

D.V
Se compra miércoles y se compra sábado, y si ya de allí volvemos otra vez y así vamos, cada tres días

Sandra
Y, esta situación están la mayor parte de vecinos

D.V
Si, todos los de ese pasaje, nosotros compramos el agua

Sandra
¿Cómo hacen por ejemplo, cuando quieren hacer pedidos a la alcaldía o a ANDA? Se logran unir, o ya tienen una Junta, ¿Cómo hacen para pedir un proyecto de estos? Porque hasta ahorita yo siento que a usted le toca cargar sobre los hombros un montón de cosas. La gente le apoya, le ayuda…

D.V
No. Cuándo estaba como presidenta porque veían que yo me movilizaba y dí que fue una ayuda que nos respaldó por parte de FUNDASAL, fuimos como para siete comunidades en dónde la niña N.C, nos dijo verdad, que teníamos que nosotros presentar y que los mismos miembros de las comunidades, teníamos, si estábamos de acuerdo, íbamos a intercambiar, pero que nosotros tuviéramos una buena información para qué y en qué y cómo lo íbamos a utilizar los 250 dólares. Entonces, ehh, está una rampla, aparte de las gradas está una rampla en dónde llegaron los de ANDA porque, ehh, hasta ahorita no hemos tenido ese problema, pero enfrente del terreno dónde yo vivo está una mecha madre, por decirlo así porque es el final del pasaje, y cuando se revienta, se revienta enfrente del terreno. Entonces eso me ha ido perjudicando también

Sandra
Más inestable el suelo

D.V
Más sí, porque todo eso es lo que ha ido ayudando a que se vaya lavando, lavando, se afloja más la tierra y vámonos para abajo

Sandra
Yo me acuerdo que me contó que su casa está al final del pasaje, o sea que además toda la correntada cuando llueve fuerte por allí pasa

D.V
Se cruzan dos, viene una de la principal de la San Simón y la otra de toda la principal de la calle más La Veracruz. Entonces tiene espacio dónde correr, pero como tiene desvío, que es dónde están gradas recibidoras, que son tres cajas, no dan abasto, se rebalsa, entonces siempre va a topar y queda enfrente del terreno. Entonces de parte de la alcaldía llegó el alcalde que estaba en ese momento. Llegó Simón Paz pero lo que hizo fue que como ya era su salida y quería ganar votos, a los que le habían metido carta para entrega de láminas, les comenzó a repartir, como quién dice a ganar votos, pero no quedó. Digamos, siempre hizo la donación de digamos, lo que se le había hecho, dio las láminas. Pero ese señor, el nuevo alcalde, lo que ha hecho es de que ha llevado solo campaña de medicamentos, de consultas médicas, que es por parte de la Lotería Nacional, ellos son los que han llegado

Sandra
Nada de agua, nada de otros proyectos, nada

D.V
No, nada. No, él se ha enfocado en que dice que no quiere saber nada de La Montreal

Sandra
¿Y por qué?

D.V
Pues hasta ahorita no sé, y el que estaba allí como promotor de la zona, que era de la San Simón, yo le pregunté al señor que qué era lo que había sucedido y me dijo él, no, es que ese viejo tal por cual no le gusta que uno le diga las babosadas, y como a mí como promotor me decían los de las comunidades, mire, le voy a presentar esta carta al alcalde, le voy a pedir esto al alcalde, entonces cuando ya me preguntaban a mí yo les decía que sí y en el consejo, les decía que sí, que yo como promotor les había dicho que sí, verdad, que metieran la carta y allí iban a ver que resolvían los concejales más el alcalde, entonces vino y me dijo el alcalde que no me anduviera metiendo en babosadas que no me correspondía porque yo era promotor, no era concejal. Entonces vino y a mí me quitó. Así fue la respuesta que me dio.

Sandra
Es la alcaldía de Mejicanos

D.V
Si. Tienen un Meléndez

Sandra
¿Y tienen que trabajar con otras alcaldías? o solo Mejicanos

D.V
Solo Mejicanos

Sandra
O sea D.V que ahorita en pocas palabras quién por ustedes, porque la alcaldía no hace caso

D.V
Si la alcaldía tal vez, como dicen, en la comunidad que se *enyoya*[110] más, pero hoy ni comité que hay en la comunidad en que yo vivo

Sandra
¿Y las iglesias? porque hace poco me comentaron que algunas iglesias les están apoyando. Tampoco las iglesias

D.V
Ahorita ni las iglesias. Tal vez ahorita a lo que le ha entrado de lleno la pastoral de la San Agustín que ellos es, este, en entrega de becas, ayuda para los pobres, eso. En el caso de Él es Paz, ehh, este, en comenzar a asesorar, no asesorar sino que a capacitar a niños, digamos los comienzan a orientar en los derechos, en la equidad de género, ehh, más que todo, la necesidad que hay en las comunidades pero desde el sentido que como lo ve pero del punto de vista como niño. Y CINDE que ellos más que todo se meten de lleno con los jóvenes y niñez en lo de los refuerzos escolares

Sandra
¿Sus nietas van al CINDE?

[110] Enyoyarse, acercarse a alguien para conseguir algo

D.V
No. Ella, la chiqui… la grande, ella está ahorita en el Es Paz, pero ella llegó como curiosa porque esa vez que pasamos llegó buscando a una muchacha, entonces vine y le dije, mirá, no está a la muchacha que vos querés ver, vámonos. Entonces me quedo, le dijo, a D., N., se llama la muchacha del Es Paz. Entonces vine y le dije, no hay problema que la niña se quede. No, y ¿cuántos años tiene? Ah le dije yo, tiene ahorita cinco años y medio y va a cumplir seis. Déjela. Y nos quedamos allí. Desde entonces quedó reclutada, porque a ella le gustó, le llamó la atención y cada vez que ella habla de, de que voy a ir al Es Paz, sabés que su maestra es la N., así le dice ella, N., voy a ir a ver a N. Entonces ella le ha gustado, y si, ella le ha ayudado bastante

Sandra
Muchas gracias D.V por todo lo que me ha contado

D.V
Si mi hermano me dice, salite de allí, si esa babosada no sirve, ya ese terreno ya no sirve, y le digo yo, yo me puedo salir pero ¿a dónde? ¿a dónde me voy? no tengo a dónde. Porque lo otro está de que la pared de mi vecina me sirve como pared a mí y la pared de la otra casa que está levantada, me sirve como pared a mí, entonces, ehh, yo lo tengo en L, que es lámina que yo he puesto, pero si ya la vecina viene y bota la pared de ella me quedo *chulona*[111]. La casa se nos queda así como está rajada, me quedo chulona, entonces… Y más de eso de que cuándo me la hicieron, este, por parte de una iglesia cristiana me donaron polines y lámina, porque mi hijo iba a la escuela, que estábamos nosotros asociados a esa iglesia, pero él estaba en proyecto. En proyectos de… no me acuerdo cómo es que se llama eso, pero era para la niñez, que a los doce años ellos les dan de alta, tenían patrocinador, entonces llegaron ellos a hacerme un socioeconómico, a ver necesidades, a ver qué había y vieron que mi champa era toda de madera, entonces salí beneficiada, salió beneficiado mi hijo y salió beneficiada mi mamá porque como ya después de que fue lo del terremoto, mi papá construyó pero le puso madera, entonces ya todo estaba podrido. Eso se le cambió. Entonces llegaron ellos, lo que hicieron fue que el que llegó a hacer el, el que comenzó a soldar picó y en una de las columnas de la casa allí ha dejado puesto el polín

Sandra
¿De la pared de los vecinos?

D.V
No, de la casa que está rajada. Si esa casa, la que le digo que está reventada de las paredes, se cae, se cae la champa también porque allí

Sandra
Muchas gracias por compartir todo esto D.V

D.V
Fíjese que de parte de FUNDASAL, don C.M, él supo porque llegaron a visitarme pero después que se dieron cuenta ellos que no aparecía, no sabían nada de mí. Llegaron a buscarme a la casa, se dieron cuenta de por qué yo no salía. Pero le estoy hablando de que fue ya a los tres meses después de que había pasado eso (la violación)

Sandra
¿Y eso cuándo fue?

D.V
Fue en julio de 2018, el día 28. Entonces lo tengo bien así porque mi cumpleaños es 22 de julio. Entonces acababa de pasar mi cumpleaños y no puedo cambiarlo, verdad… mi hijo, mi tercer hijo, él para el 9 de febrero de ese mismo año me lo apuñalaron, cuando él iba saliendo de estudiar no lo dejaron que se bajara del bus. Y andaban unos, dos jóvenes eran, que andaban con pines del INTI (Instituto Técnico Industrial), entonces, ehh, le forcejearon el bolsón, le robaron los lentes, a manera que él no se había enterado, no se había dado ni cuenta que

[111] Desnuda

lo habían apuñalado, hasta que una señora le dijo, mirá hijo, anda pasá consulta, ¿por qué?, porque fijate que te apuñalaron, ¿y a dónde? y cuando le dijo, tocate, y él, y se va viendo la, que tenía, que estaba ensangrado. Entonces él no se había dado cuenta, no sentía nada, ya después cuando él ya se bajó, que fue allí por el Bloom (hospital), él abordaba del INFRAMEN (Instituto Francisco Menéndez), ya para bajarse en la Nacional (universidad), él allí se bajaba para abordar la 44 (ruta de buses), porque él trabaja en AUDI, allí en Santa Elena, entonces él solo se baja y aborda la 44, cuándo entonces él de caballeroso dejó bajar a sus compañeras y él ya no bajó, lo dejaron agarrar, y ya los tenían, como dice controlados, porque no lo dejaron bajar. Pasó todo, ya para dónde está, no sé cómo se llama el colegio que está arriba, si es Cristóbal Colon, por allí se han tirado ellos, pero a todo esto sus lentes, el bolsón, su uniforme de física (deporte). Entonces ellos se llevaron todo. Pero él nunca se imaginó, y él es muy nervioso, se puso nervioso pero a la misma vez dijo, ok, que se forcejeó con ellos pero no sintió en qué momento fue, cuando ya él ya se iba a bajar, en la esquinita dónde va cruzar, que ya se va a trasladar al Bloom, digamos por el anexo que le llaman en la parte de abajo, este, él se bajó de allí de la 3 y le dijo la señora de que fuera a pasar consulta. ¿Por qué? esa fue la reacción de él ¿Por qué? porque te apuñalaron. Pero nadie, dice que habían bastantes hombres pero nadie se metió. Allí dejaron que pasara eso. Nadie se metió, nadie defendió, nadie me dijo él. Pero ya después de eso cuando se bajó, dice que caminó ¿Pero qué hago? ¿Me voy para la clínica? ¿Me voy para el trabajo? ¿Qué hago? él todavía. A todo esto yo andaba con D. dando una charla de qué, qué somos nosotros CONAPO (Comisión Nacional de Pobladores), qué es el trabajo de CONAPO allá por Tacachico, en Santa Ana. Allá andábamos nosotros, por Santa Ana andábamos, con don Humberto, allá andábamos, cuando en eso ya en carretera que veníamos por la Troncal voy viendo el poco de llamadas que tenía del papá, qué ¿a dónde estaba? y él de entrada me dice, verdad, de que a dónde estaba porque habían apuñalado al niño. Le estoy hablando de que eso fue el 9 de febrero y mi hijo cumple años el 11 de febrero. Entonces para él está marcado, para nosotros como familia está marcado los tiempos de nuestros cumpleaños, los meses. Que a mi hermano lo quisieron matar el 8 de febrero, en el mes del cumpleaños, pero de mi hijo…

Sandra
Pero se fue a la clínica, lo curaron

D.V
Si, se fue. Cuando llegué a la Unidad de Salud, ya estaban esperándolo, la ambulancia. Daniela me fue a dejar y de allí nos hemos ido a la Zacamil y ya Dios lo hizo todo porque milésimas faltó a que le fueran a rozar una costilla y que le dañaran el bazo. En el momento (no sintió dolor), sino que en la madrugada, cuando ya me lo dieron de alta porque de lo contrario él estaba normal. Después le entró la fiebre, deliraba. A él con un cuchillo de los que ocupan de sierra del Campero (restaurante de pollo asado), con uno de esos…

Fíjese que por parte de ACNUR (Agencia de la ONU para refugiados), M.J me dijo que me iban a llamar de parte de ACNUR, ehh, tuve ayuda psicológica y de allí me dijeron que si yo estaba de acuerdo a ir al programa de Vision World, entré al programa de Vision World, que es las capacitaciones también y en una de esas decía de trabajo y emprendimiento y cómo yo he estado con las bolsas, aprendiendo a que estuve con grupo, verdad, no con negocio propio. Entonces yo vine y me dije, ohh, me voy a dar la oportunidad. La máquina me la robaron, me quedé sin nada, entonces yo dije voy a comenzar, ya a probar algo para mí, verdad, y no salí, no salí beneficiada con el programa de capital semilla y eso es lo que me tiene mal, porque eso estamos hablando que ha sido reciente. Estamos hablando que hace como quince días. Entonces me atacó el colon, he estado con hemorragias, dicen, dicen que me veo delgada de lo mismo porque no puedo tener ni alegrías ni impresiones, tristezas pero porque ya llegué a un punto del cual ya, ya hasta me hicieron medición de que quise, que quise entrar en depresión y que se me eleva, ehh, la autoestima se me baja. Entonces yo le dije, pero es que eso no se mide y la depresión no tiene medición, eso, entonce vine hace poco, le venía comentando a M.J de que tuve, me hablaron siempre de ACNUR que si quería yo asistir a consultas de Médicos del Mundo. Y yo le dije que sí, que ahorita era cuando más lo necesitaba, así que en esta semana fui

Sandra
¿Y qué tal? ¿Le ha ayudado un poco?

D.V
Ehh, sí porque me dieron medicamentos para todos los males ahorita. Porque, es decir, la hemorragia que tenía, de tanto medicamento me lo cortaron, solo estoy permanente con el dolor de vientre como que ya me va a venir, ya me va a venir, pero sí, este, ya pasé consulta y logré también que pasaran mis nietas porque una de ellas padece de broncoespasmos y la chiquitina padece de que es alérgica al sol, entonces ella usa Eucerín, así se llama el medicamento, son cuatro, la pomada, la crema, el jabón y el protector solar. Solo ese paquete vale 50 dólares. Pues fíjese que en su momento, gracias a Dios, así le digo, que tuve ayuda de parte de ACNUR, que me estuvieron aportando por tres meses y de allí sacaba. Y entonces vine yo y así como le digo, inocentemente le digo yo a la de ACNUR, ¿y le ha servido? si, fíjese de que mi nieta estuvo enferma, ha estado grave y no hay problema que yo lo haya utilizado en esto el medicamento. No, me dijo. Si usted, es su voluntad comprárselo está bien, ¿y viven con usted?, si, y si gusta la mete también en el programa de Médicos del Mundo, así es como también ellas pasaron consulta ese día…

Dios mueve personas

Al final de la entrevista nos abrazamos y lloramos juntas. D.V es una mujer que ha sufrido mucha violencia en su vida y aun así sigue adelante. Su casa es una de las casas más precarias que he visitado en Montreal. En este momento una de sus hijas ya aplicó a un proyecto de cooperativas de vivienda de FUNDASAL, esperando que en el futuro tengan una vivienda digna, seguridad de su tierra (de forma colectiva), servicios adecuados y un entorno saludable dónde ella, su hija y sus nietas vivan dignamente y seguras.

ENTREVISTA 4

Participantes: O.J y O.R, habitantes de Montreal; Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Marzo 19, 2024
Lugar: Obra de construcción en la que trabajaban O.J y O.R

INTRODUCCIÓN
O.J y O.R son dos habitantes de Montreal. O.J vive en la parcelación Iberia y O.R en la lotificación Villas de Guadalupe. Conversamos mientras compartimos un almuerzo en medio de su jornada de trabajo. Se les comentó sobre la investigación y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar tanto sus nombres como la información compartida.

Sandra
Buenas tardes muchas gracias por concederme esta entrevista que es para mi trabajo de investigación sobre el agua en la zona Montreal. Podríamos comenzar con sus nombres y a qué se dedican

O.J
Mi nombre es O.J y trabajo en construcción

O.R
Mi nombre es O.R y trabajo en construcción con mi hermano O.J

O.R comienza antes de que yo preguntara algo a contar cómo vivió él la ofensiva del FMLN en la ciudad de San Salvador, en noviembre de 1989. Cuenta que iba a su casa luego del trabajo en Cumbres de Cuscatlán, cuando todo comenzó

Sandra
Ese día que comenzó la ofensiva se fue a trabajar

O.R
A mediodía, como pagaban los viernes y yo después de que se pagaban me iba, vea, y ese día comenzó. Tenía unas casitas comenzadas aquí en Cumbres de Cuscatlán. Esas casas las hicieron pedazos a balazos

Sandra
Pues se salvó porque si estuvo bien tremendo

O.R
No, y después de eso me salvé porque empezaron los enfrentamientos va, y me vine como a los ocho días, nueve días después que estaba más calmado, y me fui a trabajar, y se quedaron los soldados y los guerrilleros allí en Cumbres. Y la casita en medio y yo arriba

Sandra
Ahh, ¿Y qué hizo usted?

O.R
Mire allí un parapetío, así como ese desayunador que tiene usté, y allí me quedé. Mire solo le hacía "chu-chu", los balazos, así encima de la espalda. Y sabe que hice ahí, ahí quité una lámina y allí me metí

Sandra
Mire nosotros, mi papá me acuerdo que en el baño armó con los colchones, nos metió, mi hermano y yo estábamos como chiquitos todavía y…

O.R
Pero se podían meter en cualquier lado

Sandra
Allí puso en el baño los colchones de las camas de nosotros puso encima, y allí armó para que estuviéramos nosotros y, pero no había agua, no podíamos salir, no había luz. No fue bien tremendo eso

O.R
Y la comida se iba agotando también

Sandra
La comida se iba acabando. Ya le digo, terminamos a pura tortilla con sal y, y la angustia de que allí nomás estaba el puesto de los soldados y todas las noches oíamos pasar a los guerrilleros arriba, esa sí era angustia mire. Era tremendo. Pero bueno, ya pasó

O.R
Ahorita estamos bien

Sandra
Pues, o sea que ustedes allí compraron lote y ustedes fueron armando sus casas

O.J
Allí a la Montreal

Sandra
Y los lotes, el puro lote usted, nada de agua…

O.R
Ni agua, ni luz, rústico

Sandra
¿Y cómo hacen ustedes?

O.J
No, ahora, ahorita casi no hay lugar dónde no hay agua, usted se ha fijado que

Sandra
Pero, pero tienen contador de ANDA

O.R,
Si, sí, allí todos los servicios están ya

Sandra
¿Y al principio cómo hacían?

O.J
De los pozos, va

O.R
Pero cuando nosotros llegamos ya estaba más o menos. La familia de mi esposa de allí son. Hay un río allá, al río había un nacimiento allá abajo, ellos allá iban, y el amate

Sandra
En las vereditas, porque allí es pura vereda

O.J
En el amate había un chorro quizá, va

O.R
Una cantarera

Sandra
¿Pero las cantareras estaban arriba usted?
O.R
No, aquí por el amate, por el punto de la 2C

Sandra
Aja, a la entrada

O.R
Y habían jaladores de agua así que se les pagaba

Sandra
O sea que iban a ese nacimiento de agua, iban a jalar agua allí a la cantarera con los cargadores de agua, pero, ¿no les abundaba usted?

O.R
Noo

Sandra
¿Y tenían que comprar agua?

O.J
No ahí menos, si ni llegaban… allí de la que caía (agua lluvia porque ni siquiera llegaban los que vendían agua)

Sandra
¿O sea que un gran camino verdad?

O.J
Tamos vivos, pero… a puro…

O.R
A puro dolor dicen, a puro dolor

Sandra
De verdad que sí. Yo he hablado con varia gente de allí de la Montreal. Hay gente que me cuenta que han llegado allí desde 1940, que todo eso era

O.R
Monte

Sandra
Era campo

O.J
Habían vacas y todo allí, creo

Sandra
Sí, había pasto, pero había terrenos pequeñitos verdad

O.R
Los cerros

O.J
Ajá, dónde don S.

Sandra
¿Él ha llegado desde hace un montón de tiempo allí a la Montreal?

O.R
Cuarenta años más o menos

O.J
Él vivía allí desde antes

Sandra
¡Cuarenta años!

O.R
Si

Sandra
Pues fíjese que a mí eso me contaba la gente que, nombre, yo vine aquí en 1940, otros fueron llegando como en los setenta y así en diferentes momentos

O.J
Ya es una buena cifra de años va

Sandra
Si, en diferentes momentos. Y llegan casi siempre porque ya hay familiares allí, así como ustedes, que ya hay un familiar y entonces ese familiar les ayuda y

O.J
Si más que todo, solo que tiene uno, digamos, el amparo de que hay alguien

Sandra
Claro

O.R
No ve que, yo cuando puse la primera vez luz eléctrica, la puse desde el punto de los microbuses

Sandra
De la 2C

O.R
No, de los microbuses de la 32, que había unas líneas principales, va

Sandra
Sobre la calle principal

O.R
Como unos 200 casi 300 metros

O.J
Casi desde la entrada de la calle a la Argentina

O.R
Por el colegio de las monjitas. Toda la callecita

Sandra
Y de allí la jaló, la línea

O.R
Si. Ya después hicieron nuevos proyectos. Ve si hubiera sabido mejor me hubiera esperado a que me pusieran un poste enfrente. Allí solo la conectaron. Pero sí me la dejaron. Me salió.

Sandra
Pero ya le pusieron contador allí

O.R
No, es que nosotros teníamos contador

Sandra
Ustedes tenían, pero no tenían luz

O.R
Como no. Como CAESS siempre vendía pues. Entonces había, como le quiero decir, había un fulano que tenía luz eléctrica propia. Podía vender que, cuatro o cinco parece vea, derechos, que uste podía conectarse a la línea de él y CAESS le ponía su contador

Sandra
Mmmjú, ¿a cada uno?

O.R
A cada uno. Entonces, yo compré uno por allí y a la hora que lo iba ocupar no me lo dieron. Me conecté de las líneas de CAESS

Sandra
¿Y no les exigían que tuvieran título de propiedad para la conexión? Porque hay gente que no tiene título

O.R
Entonces para eso, cuesta. Y mire, pero llegaron los chistosos (los pandilleros), y me fueron a conectar y empiezan a enrollar el alambre y se lo iban a llevar. Entonces, qué te pasa hijo, si este alambre es mío y yo lo he comprado. Me lo hicieron pedazos, pero al fin me lo dieron. Doscientos y ficha de metros por dos líneas, pero allí me lo dejaron todo hecho pedazos. Allí conté todo el puño de postes, conté como once postes

Sandra
¿Y ahorita cómo lo tiene? la conexión allí enfrente del poste

O.R
Mmmjú. Y mejoró la corriente. Acuérdese que la corriente entre más distancia, el voltaje que llega a onde uno la va a utilizar es. Si era cien allá onde lo conecta, llega como setenta, setenta y cinco cuando conecta. Cuando anda cerquita…

Sandra
Pero imagínese todos los años que pasan verdad, hasta que uno logra hacer las mejoras

O.J
Así como allá en la Argentina. Antes, hoy que estaba fregado (en tiempo del control de las pandillas), allí era, así se conectaban vea, a los, a los cipotes (los pandilleros), les decían me vua conectar vea, no es que le iba a decir a CAESS

Sandra
Los bichos (los pandilleros) hacían las conexiones

O.R
No llegaban. No llegaban los de CAESS

Sandra
No llegaban porque los mismos bichos no dejaban que entraran. Hoy si llegan, verdad

O.J
Sí, hoy sí ya

O.R
Lo mismo si usted pidiera comida

Sandra
Se arruinaba la tubería… yo me acuerdo antes que iba, los grandes hoyos con agua desbordando y los de ANDA no llegaban

O.J
No, no llegaban. Allí onde nosotros en la Iberia, la Directiva quizás hacían, tenían unos fonditos vea, o pasaban por casa, por la casa onde nosotros también para ir a remendar un hoyo, a remendar el tubo y ya nos llegaba

Sandra
¡Ayy, es que esos bichos hombre!

O.R
Mire, y una vez no sé si de CLARO (proveedor de servicios de telefonía, internet y televisión por cable), no sé de qué, violaron unas bichas allí, no sé si las violaron, pero hicieron un su buen desorden

Sandra
¿Los de CLARO? ¿De verdad?

O.R
Sí. Con que después que ellos mismos les dieron permiso, empezaron a conectar vea vos

O.J
Pues sí ya, cuando estaban unos allí

O.R
Que ellos (los pandilleros), les dieron permiso. No sé qué convenio llegaron, si internet para ellos, así sin límite, pero les dieron chance que fueran a vender. Antes no iban

O.J
Pues, sí, pero ellos cobraban

Sandra
No la compañía

O.J
No la compañía. Siempre era baje que les hacían a los de CLARO

Sandra
O sea que hacían su propio "chanchuyo" (negocio) allí

O.J
Su propio, su propio

Sandra
Mmjú, cabal

O.R
Para dejar a los trabajadores de CLARO, que anduvieran

Sandra
Pues sí porque si no, no los dejaban entrar y las compañías no se iban a meter allí a…

O.J
Sí, o la gente, eh, requería ese tipo, un servicio de esos vea, pero no podía

Sandra
¿Y con el agua lo mismo, usted?

O.R
Si, pero con el agua, como ese es otro sistema, siempre pasaban, tenían que pagar los, los que pasan dejando los recibos vea

O.J
Un reconocido siempre había

O.R
Tenía que ser de la zona

Sandra
Tenía que ser de la zona, tenía que pagar el peaje, verdad

O.J
Así es

Sandra
¿Y cuánto gastaban ustedes de agua al mes? salía caro… entre andar acarreando agua

O.R
No, ya nosotros no. Ya nosotros ya casi no jalamos agua

O.J
Eso fue tipo en el noventa, ya noventialgo ya lo mucho

O.R
Y ya después todas las casas… Había una sola, un solo medidor y uno iba a una cierta, a dónde don M. íbamos, vea, a pagar.

O.J
Onde la Guadalupe tenía un solo medidor. Toda la Guadalupe

O.R
Un solo medidor y íbamos a pagar y ellos iban a pagar a ANDA. Pero también la Directiva que recibía esa plata tenía que, la obligación de una, de cualquier falla del agua a repararla. Como se pagaba, o sea

O.J
Dejaba un fondito que

O.R
Claro

O.J
Y más un gasto que uste hiciera de ocho colones, digamos, ellos cobraban diez colones

O.R
diez o doce pesos

Sandra
Mmm, para mantener ese fondo

O.J
Ajá, y era un montón de personas

O.R
Allí habrían, en esa Guadalupe, habrían, unas sesenta familias ya

Sandra
Ya estaba bonito, porque póngale que unas cinco personas por familia en cada casa

O.R
Si, y ellos ponían tarifa dependiendo si uste vivía pongamos en esta casa y habían aquel lo consideraban, había que pagar otra cuota

Sandra
Como, digamos que crecían los hijos y allí se acompañaban y tenían otra, ya era otra familia

O.R
Otra familia. Había que pagar otra cuota, aunque fuera la misma tubería

Sandra
Y si no es mucha indiscreción ¿Cuánto pagan de agua ahorita ustedes, al mes?

O.R
Hoy como ya es por medida vea, si no pasa de diez pesos

Sandra
¿Y ya no tienen que comprar agua para beber?

O.R
Si el agua potable no sirve

Sandra
No sirve, verdad. A mí me dijeron que a veces el agua llega con tierra

O.J
Casi la mayoría

O.R
En las fugas, y cuando hay fugas no allí se mete toda la tierra pues, y pasa. Si a mí me ha caído el agua del chorro hasta con lombrices, pero lombrices de la tierra vea

O.J
Yo tengo tiempo de que sí he calificado el agua porque, la hacemos en un recipiente, antes allí estaba una agüita, un lodito de tierra blanca en el asiento, ahora no, ahora no, el agua siempre no tiene… es bien clara

Sandra
¿No era cloro ese polvito usted?

O.J
No porque onde la dejaba que se asentara, en el asiento siempre tenía el residuo de tierra blanca

Sandra
Porque el cloro

O.J
El cloro si, o se disipa y ya no se mezcla y esta no, era tierra blanca

O.R
Y fíjese que mancha los tanque de los… como se llama

O.J
Los servicios

O.R
Sí, los sanitarios. Y hasta dónde llega el nivel de agua hasta allí se quedan bien amarillos, pero un amarillo como esa madera vea. Y ese va en el agua

Sandra
O sea que pagan como diez dólares al mes más el agua potable

O.R
Más el agua potable

Sandra
Y allí ¿cuánto gasta?

O.R
No, nosotros gastamos. El agua potable es la que no se puede tomar

Sandra
Por eso, tiene que comprar garrafón, botella…

O.J
No menos de diez pesos

Sandra
¿O sea que unos veinte pesos al mes de agua pues?

O.J
Mínimo, mínimo

O.R
Sí, si yo lleno tres botellas que valen, no sé si valdrán a dos setenta y cinco cada una. Solo allí son siete cincuenta va (en realidad son ocho veinte y cinco)

O.J
Esa te alcanza para tres

O.R
Para tres semanas porque ya prácticamente solo en la tarde es que se utiliza el agua para tomar. Nosotros solo para tomar ocupamos el agua de botella, allí la hervida

Sandra
Para cocinar se hierve el agua

O.R
Si

Sandra
Yo tengo un filtro, un pichel que le compro un filtro y con ese verdad, pero

O.R
Solo tiene que estar cambiando el filtro

Sandra
Tengo que estar cambiando el filtro, pero si es caro, y eso era, es parte de lo que estábamos nosotros viendo ¿Cómo hacer un filtro? verdad, que uno puede ir haciendo capas de arena, capas de tierra, o sea ¿cómo tiene que ser ese filtro para que le salga el agüita…

O.R
Pero es que la gente es bien boba también. Llegó una, una organización y le fueron a dar filtros a toda la gente, filtros buenos, son filtros de barco y ya por allí están botados. Esos filtros son buenísimos, si es como que pase un, se hunda el agua aquí y pase allá ya sale filtrada. Y esos filtros agarraban que, veinte y cinco, treinta botellas de agua. Solo se la llenaba y ponía el recipiente abajo, el recipiente con un niple y usted estaba tomando buena agua, pero la gente empezó unos a botarlos… pero porque no le cuesta…

Sandra
¡Ay hombre! Lo que a uno no le cuesta, eso es, a eso iba. Lo que a uno no le cuesta, le tiene que costar un poquito. Pues yo le estaba diciendo a don O.J que allí, entre el 2007 y el 2015 se hizo un programa que se llamaba Programa

de Mejoramiento de Barrios, pero a la entrada, solo las colonias de la entrada cuando usted va por el punto de la 2C… la Navarrete y todas esa de allí. Y allí porque no había, no había tuberías, no había nada, pusieron inodoros

O.R
No quiere agua carbonatada (me ofrecieron Coca Cola)

Sandra
Gracias pero que les quede a ustedes, yo desde hace…

O.R
Y sabía uste que científicamente no deja envejecer

Sandra
¿En serio?

O.R
Sí, porque estaban analizando que joven se muere uno

Sandra
Jajaja, siii, cabal, bien joven, jajaja… está bueno eso… una cualidad más

O.R
Me lo han prohibido porque mire esta cosa para, para los triglicéridos es remala

O.J
El azúcar

O.R
Pues sí, y directo a la sangre vea

Sandra
Pero ya va a ver, como ya se empanzaron con la Coca Cola, verdad, pero aquí tengo yo un fresquito de mango, les voy a dar a probar, aunque sea un poquito… Pues, yo la otra cosa que noté allí en todo lo que ando caminando y platicando y viendo cosas. El otro gran tema son los inodoros usted

O.J
Ahh sí, allí eso está desordenado

Sandra
¿Cómo hacen ustedes con los inodoros? ¿tienen conexión con…

O.R
No, si allí no hay urbanización…

Sandra
Son de fosa

O.R
Ahh si, fosa séptica sí

Sandra
Pero esas fosas colapsan usted

O.J
Si, si claro que sí. Si no tienen que tener un tiempo

Sandra
Ese era el gran lío, en todo lo que me iban contando. No, si yo ya voy abriendo cinco hoyos, ya no me caben allí en el terreno

O.J
Lo que pasa que uste tiene arruinado el terreno. Imagínese que yo ahí onde vivo, allí a la verdá que con un par de hoyos que yo tengo, tengo arruinado porque tengo agujereado

O.R
Una inundación allí flota

O.J
Una inundación o un movimiento (temblor)

Sandra
Mire, ¿y no funcionará mejor tener allí una letrina abonera?

O.R
Parece que llegaron con un programa esas aboneras de esas

O.J
Si, esas aboneras si funcionan porque como esas son elevadas

Sandra
Esas son elevadas… Y una vez que ya todo… porque eso es puro abono

O.J
Sí, solo hay que irle aplicando ceniza

Sandra
Si, ceniza, cal, hay que tener, digamos, estar siempre pendiente, verdad

O.J
Así, para que no se arruine, porque si no se chuqueya (se descompone)

Sandra
Se chuqueya, pero, hay que ir sacando ese abono, y ese abono ya sirve para las plantas

O.J
Solo hay que dejarlo que madure un tiempo. Dejarlo que se seque, por eso se hacían dos cámaras

Sandra
Le puedo conseguir los folletos de cómo se construye, para que no estén haciendo fosas pues

O.R
Imagínese que el Ministerio, el Ministerio de Salud, exigía que había que abrir un hoy de nueve punto cincuenta metros de profundidad. Una cámara, más o menos de uno cincuenta por un metro para ir la tubería, y ese hueco de nueve metros solo caye el agua. Es este del colador, o una trampa, no sé cómo le dicen, que caiga solo el agua. Son más efectivas las, son más efectivas las de lavar

Sandra
¿Cómo son esas?

O.R
Es una séptica, pero es forrada, o hoy hay plásticas en la tierra y cada cierto tiempo, llegan a succionar como hacen los de Mapreco (empresa de materiales de construcción)

Sandra
Ya le entendí

O.R
Y ya de allí se la llevan

Sandra
Fíjese que hay otras, pero esas no pueden ser en un solo terreno. Esa es una tubería grande, esa usted tiene, vaya digamos, diez inodoros, todos los vecinos de los pasajes y entonces todos van filtrando a unas tuberías que poco a poco van infiltrando en la tierra, pero despacito

O.J
Son agujereadas

Sandra
Verdad. Pero necesita terreno, buen espacio. No puede ser en una sola casa, y entonces al final eso se va diluyendo pues

O.J
Eso existe siempre, a la tierra siempre tiene que ir va

Sandra
Cabal. Es que yo creo que allí hay que buscar otras soluciones porque he visto en la casa de una compañera que vive allí. Cerca del parque ese del, de la cancha… No, Dios mío, como colapsan las fosas de arriba, baja en cascada, verdad, y el hoyo de su vecina de arriba da a la pared de ella. Mire, me mandaba los videos, la D.V, allí salía, perdón la expresión, pero salía caca, allí el chorrito, porque ya estaba colapsando. Entonces a ella se le inundaba la casa cada lluvia, porque la fosa séptica se llenaba de agua y entonces se inundaba

O.J
Es por los respiraderos, entonces en esos respiraderos, respira

Sandra
Pero el problema era que respiraba al comedor del vecino que está abajo, verdad

O.R
Así tenemos un vecino allí dónde la niña D. Allí hay ratos que no se aguanta uste, me queda un poquito retirado, hay un espacio, así como allí, entonces, el vecino, pero está más abajo, pero no cuida su inodoro, va. No le echan ceniza o cal o algo. Hay bastantes cosas para aplicarle, pero más cuando, más cuando está más arriba, hay un terreno que filtra bastante humedad y le llega. Yo lo tengo arriba y todo techado, no le llega humedad

Sandra
La ventaja es que construyen. Saben cómo hacer las cosas

O.J
Si, es una defensa que por lo menos tiene para

Sandra
Y se las ingenian, resuelven. Yo lo que veo, la gente que no puede hacer eso, a la gente le cuesta

O.J
Un, un inodoro de fosa, normal. Un hoyo digamos, con la casa directo así, no hay nada, ni de eso, tienen que pagar que les hagan el hoyo, que les pongan de todo, y mínimo que anda pagando, doscientos dólares, porque le hagan ese hoyo, mínimo. El hoyo y se lo forren de algo allí

Sandra
Solo la mano de obra

O.R
Y eso que alguien que le cobre barato

O.J
Por eso le digo, si alguien, vea que uno, verdá, aquel que le decimos Jamaica. Solo eso anda haciendo, "ahh, decile a Jamaica", abrir un hoyo, a Jamaica

Sandra
Jamaica anda abriendo hoyos a diestra y siniestra

O.J
Ese Jamaica… Un árbol: Jamaica. En toda la redonda

Sandra
¡Bueno, tiene trabajo!

O.J
No le falta el trabajo

O.R
Y es bueno, porque le abunda. Es fuerte pues. Si a uno lo meten en un agujero de nueve metros, no sale hasta almorzar

O.J
Bien que no sale, uno está diez minutos y el bañado, uno cansado y viene ahogándose pues

Sandra
Pero lo hace

O.R
Nooo, loo hace!

O.J
Diez minutos. Ese no, ese a las ocho, siete y media, a las once y media viene saliendo

Sandra
Si, complicado. Pero imagínese, piense solamente. La Montreal, la calle aquí arriba…

O.J
La loma

Sandra
La loma, para abajo con una gran pendiente. Ahora, a esa loma hágale hoyos por todos lados, que va a tener, se le va a deslizar la tierra, se le desliza la tierra hombre. Si eso es lo que pasa, bien inestable ese suelo ya de tanto hoyo

O.R
Para el terremoto del 86, quizás por eso hubo tanta explosión allí, vea. Esa cosa quedó

O.J
Eran polvazones allí

O.R
Pero así, así explotó, como Comasagua para el 2001. Vio uste la calle a Comasagua

O.J
Explotada

O.R
Así. A pues igual. Yo todo alrededor, solo que poca gente había en ese tiempo vea, pero así exploto. Y ahora imagínese con todas las poblaciones, todo tienen un su hoyero por todos lados

Sandra
Eso le digo, hay que pensar en otras formas

O.R
Y solo abren agujeros, mire, yo abrí esa fosa, y no la abrí, solo la abrí como uno cincuenta abajo de la capa de, de cascajo, allí tenemos una capa que pasa, pero no todos los lados está con la misma hondura. El cascajo es un buen filtro porque no deja ni que se desmorone y tampoco deja que se inunde pue. Pero si lo hace arriba de eso ya se fregó porque toda la tierra allí se pone aguadita y ¡pas!, para adentro. Y hay gente que no la busca

O.J
Igual hay que llevar un broquel, una caja de ladrillo o algo, por lo menos para que uste tenga protección encima, pero hay quien solo, solo el hoyo, así se hace ve… ¡fiuuu!

O.R
Allí les puse yo de esos ladrillos le puse a la fosa

O.J
Pues sí un cajón grande, solo que tiene, sin fondo, no tiene en tierra acá

Sandra
Si, pero, pero eso le iba a decir, abajo es la pura tierra. O sea que ese también, ese suelo es bien inestable

O.J
Sí, solo como digo, con ese cajón, por lo menos sostiene la, hace fuerza, una gran presión, o algo allí cerquita

O.R
Para no estar descargue y descargue y descargue de agua. Pongámole, pasa todo el día solo. Es algo que se ocupa. Entonces eso al agua que le caiga en la mañana, todo el día. Y en el invierno es por igual porque hay humedad alrededor

Sandra
Porque lo tiene bien protegido y está con techito y todo

O.R
Todo está, que no le de humedad por todos lados. Pero sí, yo he visto gente allí que se les inunda, se les van de lado

O.J
Allí la parte hacía y hacía inodoros y no le ponía ni taza al fin y al cabo pues

Sandra
Era como ir al monte pues

O.J
Se iban a arrimar allí, pero de repente estaban uno en vacío… hacían otros lejos, así, así arruinaron todo, todo el lugar, había un patiecito como este así… todo, un hoyo allá, otro allí, y ya después ya todo un solo, como que era, como que era un camanance

Sandra
Y la otra cosa que me estaban diciendo es que cuando llueve fuerte como claro los pasajitos son así verdad

O.J
Son empinados

Sandra
Se viene aquella gran catarata. Usted que está al final, esa agua debe ser terrible

O.J
Pero fíjese que tengo, tenemos un corta que… porque yo dejo el carro más arriba, allá dónde le digo que se inunda. Ajá que no se va de tope, pero me corta el agua un poco antes, lo fregado es cuando dice a que dar y dar y dar, a veces se brinca su poco y entonces despunta más abajo

Sandra
¿Y todavía hay más gente debajo de su casa?

O.J
No. Yo soy el último, pero está, yo estoy empinado porque fíjese que el pasaje, viene una calle así ve, y termina así ve. Entonces yo, yo estoy recto, me voy recto. Entonces aquí, aquí se aparta una, una acequia. Entonces pero cuando viene con fuerza el agua aquí, se llena, se llena, se llena y se brinca para este pasaje

Sandra
Ya, pero ese desvío le salva a usted

O.J
Ese me salva porque tiene… y en cuestión de que cuándo estaban pavimentando, porque esta calle en sí viene pavimentada. Cuando estaban pavimentando aquí, supuestamente había planos de resumirse un poquito más y no poner tubo, una parrilla o un tubo, para que quedara como puentecito. Porque nosotros cuando está lloviendo y ha llovido fuerte para atravesarnos allí cruzar por hondo o por

Sandra
Si así me dijeron, hasta una señora que se tuvo que ir porque allá iban las cacerolas en el río

O.J
Allá dónde la niña L., no sé qué pasaje es allí, que debajo le pasa el agua

Sandra
Si, así me dijeron, que la casa está aquí y por debajo el gran poco de agua

O.R
Mi casa es así mire, yo estoy más fregado…

O.J
Una T

O.R
Aquí, aquí vivo yo en la T, viene otro pasaje de allá por el punto y deja la basura aquí, viene este otro pasaje y me deja la basura aquí, cuando llueve recio, viene aquí, choca por todos… hasta el portón, hasta el portón me mueve

Sandra
Con todo y basura

O.R y O.J
Agua, piedras

O.R
Una vez me quedé en chinga. Iba en otro carro, no parece que en este iba y llegué y no me dejó bajarme porque era un río, y me movía con el carro y, pero hasta allí nomás, y no tengo filtración de agua en mi solar, solo ese problema. Y mi esposa que peleya (pelea) yo allí a cada rato por la basura porque viene de allá, viene de aquí y se aglomera la basura …

O.J
Con el agua o con el viento, como hace remolinos

O.R
Entonces aquí en este país, botellas, latas, cualquier cosa, se hace el gran poco. Hay que recogerla porque queda cabal en esta esquina. Viene de aquí, viene de aquí. Y no, como no hay urbanización, ese es el problema. Los que vendieron los lotes, solo vendieron los lotes y de allí que ellos vean

Sandra
¿Y quiénes eran?

O.R
Allí está todavía

Sandra
Un tal López & López me dijeron

O.J
Ah, jaja, ya, a pues ya se les reconoce. No pues, él ya se murió. Don Oscar y Samuel, el vendedor que había allí de lotes.

O.R
Pero bueno, ese vendió, bueno hasta zonas verdes
O.J
Pero ese López & López era un señor que, un gordo, así ve

Sandra
Le iba bien pues, a López & López

O.J
Y ha botado, y ha vendido sin número y bastantes lotificaciones tenía, pero, solo lotificaciones así de feas o más feas

O.R
La de la Bella Vista va

O.J
Ajá, Buena Vista, nombres, pero una vez le preguntamos nosotros por algún lote en algún lugar… Ah sí, si tengo, dijo, sí, sí tengo dijo… ¡Ahh, mire!, fuimos a ver esa que está frente o adelantito yendo por la autopista, adelantito de la Terminal del Sur, aquella loma onde siembran

O.R
Aquí en San Marcos

O.J
Sí, esa loma, esa loma, supuestamente era de él

Sandra
¿De López & López?

O.R
Imagínese quién va a comprar ese gran pedrero allí

Sandra
Pues sí es que, con tanta necesidad, la gente termina comprando esas cosas

O.J
Y fuimos a ver otra, igual, pero se metía al fango, al charco en la punta, yendo a Cusca, del mismo maitro (del mismo señor)… solo que esta allá, allá por las casitas de La Hacienda, ¿Cómo se llama? A., la C., ¿Cómo es que se llama?

O.R
La A., la de Ch.

O.J
Ah pues sí. A pues allí, pero más allá, más

O.R
Pero allí no llega ni a pie, jajaja. No hay ni acceso

O.J
A pues allí. Pero onde hay un, onde caen todas las aguas, a pues allí mire… El criadero de huerta que tiene la demás gente y allí quiere, pero criadero de huerta porque allí cae el agua y todo eso. Esa es la lotificación, esos son los lotes, el basurero… Y cuando uste lo mira, ¡Qué futuro le mira a eso mano!

Sandra
Pero pues sí, la necesidad, verdad, y porque no hay en otro lado, allí termina uno

O.J
Yo creo, yo creo que esos legalizaron esos terrenos no comprados, yo creo que esos así les caen quizás, les caen…

Sandra
Es ilegal, mire, la gran mayoría de esas "lotificadoras" operan en lo ilegal. Es terreno rústico, verdad, porque allí habían siembras, había… entonces lo que ellos hacen es que dicen: "bueno, es un terreno rústico, yo voy a vender para que la gente venga a sembrar milpa y solo voy a, voy a hacer los lotecitos, entonces, no importa si el terreno está así. Ellos hacen la misma línea verdad, como ver esto, así, uno, dos, tres, cuatro, mientras más terrenos le salgan, mejor, pero cuando usted va a ver, estos que en el plano se ven todos planitos, es así ve, entonces la gente lo que compró fue un pedazo de barranco

O.R
Y allí quienes van a vivir

Sandra
Cabal. En el barranco

O.J
Ni le da el cuadro allí si uste saca el nivel

Sandra
Olvídese, solo lo que va a invertir para hacer el muro para que le quepa allí algo

O.R
Retención y contención tiene que ser los dos muros

Sandra
Los dos muros. Y, además, normalmente como lo venden como terreno rústico entonces la ley no les obliga a que haya agua, ni electricidad, ni las alcaldías pasan con la basura, ni nada. Entonces, usted compra el terreno y allí va viendo, construye su casita como puede, y va poco a poco

O.R
Ni pasajes dejan para que, va a haber alguna vez que no pueda

O.J
Ni acceso hay con alguna carretilla que

Sandra
Eso debería estar controlado porque mire, ustedes por lo menos tienen título, ahora yo he estado hace poco con una compañera que le vendieron, no le dieron nunca recibos, no le dieron nunca título, y yo, siento una gran sospecha, le dije, mire vamos a averiguar, cabal, cuando averiguamos…

O.J
No aparecía

Sandra
Nombre, nada. Además, le habían vendido un terreno por aquí, y después le cobraban por otro por aquí y un gran relajo

O.R
Pero ni modo que le estaban sacando plata

Sandra
Todos los meses. Y el lotificador le dijo, mire, pues deje de pagar, le dijo, no hay nada. Lo que pasa es que abajo, en la letra chiquita, allí decía, si usted deja de pagar por tantos meses el lote regresa. Entonces regresó el lote a la lotificadora y lo vuelven a vender

O.J
Hay otro que empieza a caer

Sandra
Hay otro que empieza a caer, pero eso no lo controla nadie. Porque operan en lo ilegal. Nadie, nada, ni las alcaldías, ni el Ministerio de Vivienda, ni el CNR, ni nada. Pero eso tiene que controlarse porque, como engañan a la gente

O.R
Si, si tal vez con gran esfuerzo porque las personas…

Sandra
Claro. Dígame, es toda la vida pues, usted allí ha muleado (se ha esforzado) para construir algo y de repente se lo quitan así nomás

O.J
O sí, o imagínese que la pura tierra fea, si imagínese cuando yo estaba pagando ese, si a mí me costaba conseguir, yo oía fuerte, bonita cantidad: ciento cuarenta colones, dieciséis dólares.

Sandra
Si, si no invente si cuesta

O.J
No por eso, pero oiga, oiga la cantidad, dieciséis dólares, pero imagínese que habían veces que yo no los tenía

Sandra
Sí, si le creo

O.R
Es por igual verdá, como si usté no tiene es como que deba diez mil como que deba un peso, pero porque no lo tiene

Sandra
Cabal, y se va atrasando y entonces si se atrasa, le quitan otra vez el lote

O.J
Mire, si ah nombre, si al final de cuentas salían ganando, fíjese que conseguí el dinero, y cuánto me queda, no le vamos a bajar como cien pesos me decía si uste lo paga de un solo. Nombe, cabal, cierto, ganaban de una sola vez

O.R
Lo mismo es como en una comercial, uste va a comprar al contado o al crédito, no lo mismo se lo viene dando pues

Sandra
Pues miren yo trabajo con una organización que se llama FUNDASAL, Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima

O.J
Es bastante, es de bastantes años vea

Sandra
No sé si la conocen, tiene ya cincuenta y cinco años. Construye más viviendas que el Ministerio de Vivienda cada año. Y hay varios proyectos y programas allí, hay uno que me gusta mucho que es el de cooperativas de vivienda, ahorita estamos construyendo unas viviendas allá en Chalatenango. Bien bonito ese proyecto. Hay otros que se llama Credi-Habitat, por si ustedes en algún momento tienen necesidad

O.J
Es crédito

Sandra
Es crédito para mejora de vivienda, para, y para no irse con los usureros que le quitan el hígado y el intestino delgado o todo al mismo tiempo

O.J
Si se equivocó, como perdió, tiene todo perdido, todo lo que tenía

Sandra
Cabal. O los bancos, verdad

O.R
Por eso se llaman usureros o ajiotistas

Sandra
Ajiotistas. Y si va al banco no le hacen ni caso, verdad

O.J
Si porque uste no tiene derecho como quien dice vea, no aplica para nada

O.R
No, y por la edá (edad)… y no tiene con qué defenderse digamos… Ah bueno, a mí ya no me dan ni crédito ni en una comercial ni por diez pesos. ¿Cuántos años tiene? ahh, ya, mire, le vamos a hablar

Sandra
Jajaja, cabal, mire ya estamos iguales, a mí ya ni caso me hacen. Más que llego toda canosa, ya ni caso me hace

O.R
No, pero uste todavía está joven

Sandra
¡Ay Dios uste! esto es porque paso comiendo sopa de pito todo el día, jajaja

O.J
No, pero en realidá casi andamos en el rango pero, pero si ya muy, ya más mayor uno menos

O.R
O por un empleo fijo, imagínese que yo no puedo incluso aplicar ni para cotizar seguro personal, no puedo cotizar seguro personal porque me dicen, y que tiene, con lo que se va a defender. Hay que tener un su negocito, algo que miremos ellos, no solo la inscripción va y los voy a dejar colgados. Ya ni para eso aplico

Sandra
Púchica que país este usted

O.R
Estamos bien quebrados en ese aspecto

O.J
Pero hay otros más quebrados

Sandra
Hay otros más quebrados

O.R
Si, está Honduras, Nicaragua

O.J
Yo veo que está feo, pero hay otros más quebrados

O.R
Estaba diciendo un catracho que, en ese país hasta para tomarse una soda vea, aunque le haga daño, es un privilegio, porque la gente, la de menos recursos púchica ganan una tontera. Dice que el que tiene más de tres o cuatro en una familia, comerse una porción de carne en el mes, si no se pone pilas puede pasar el otro mes y no se la come porque no le alcanza. Nosotros aquí todavía siquiera comemos algo

Sandra
Si, pues mire yo creo que uno siempre tiene que dar gracias por lo que tiene, verdad, y como bien dice usted, hay otros que están más fregados pero si uno puede ayudar un poquito también es bien importante. Yo he visto cómo le cambia la vida a la gente, aunque sea una cosita, mire, eso programa allá en Chalatenango, allí sí ha sido pesado porque como es con ayuda mutua, se construyen las casas y la mayor parte de las cooperativistas son mujeres mayores de cincuenta años. Usted no tiene idea cómo les ha costado a todas esas mujeres

O.R
Pero esas mujeres son buenas para trabajar

Sandra
Pero se cansan

O.R
Ah no claro, más que van emplasticadas y todo las pobres

Sandra
Nombre, se cansan, pero ya tienen sus casitas. Ya se hizo la primera rifa

O.J
Por lo menos las hacen, los materiales los, los …

Sandra
Nítido mire, se les da entrenamiento en construcción, en manejo de bodega, en compras, todo

O.J
Ah pues si para, para que vaya todo más o menos…

O.R
Las capacitan primero

Sandra
Ah, primero se capacita y ya después ellas manejan todo, y como usted en la autoconstrucción allí en la cooperativa, todo el mundo trabaja en todas las casas

O.J
Pues sí, voy a aquella, voy a la otra

Sandra
En todas. Y al final, cuando ya se terminan las casas se hace una rifa, o sea que usted no sabe que casa le va a tocar, así es que toditas las casas, todo el mundo trabaja pero bien cabal, bien nítidas para que

O.J
No es como que usté tenga su terrenito y diga aquí me la van a hacer o la vamos a construir, pero uste ya sabe que esa es la suya

O.R
Pero mire el chiste aquí en la colonia, en la Montreal. Todo mundo que vivía allí le habían dado una casita. Llegó, quién llegó a hacer esas casitas que llegaron

O.J
Yo creo que eran de cómo se llama

O.R
Del BID parece

Sandra
¿Del BID?

O.J
De Padrino no sé qué les daban

Sandra
Ah, Plan Padrino

O.R
Pero el chiste fue de que a todos les dieron sus casitas va. Vaya ahora dijo Plan Padrino todos los que tienen casitas tienen que ir a trabajar en la hechura de la calle, la calle principal que se llama Circunvalación. Pero el chiste era que cuando trabajamos, trabajamos en el pasaje de un fulano, verdá, allí el… y al siguiente, a la siguiente fin de semana había que ir a trabajar al otro pasaje. Este inútil ya no iba al otro pasaje. Entonces ya la gente empezó a minimizar la obra porque dijeron, si, en la calle principal todo mundo vea, pero cuando ya nos metimos a los pasajes. Yo trabajaba allí por mi cuñado, yo no era ni beneficiario de nada, pero allí trabajaba y me fijaba yo, umm, llegaba a trabajar no a estar fregando… ¿y fulano? no como dice que, ni le arreglan su pasaje que para qué viene aquí… pero es que vamos de pasaje por pasaje. Pero habían unos que querían que cuando se trabajara aquí y él vivía por aquí, quería que al siguiente fin de semana se brincara a todo estos pasajes

Sandra
Si, si hay de todo, hay de todo. Cuesta

O.R
Si, como hay tanta cabeza que piensa diferente vea

Sandra
Bueno señores, espero que hayan quedado bien llenitos (almorzamos juntos)

O.J
No, hemos quedado más que todo super bien, con su atención…

Terminamos de almorzar y comenzamos a conversar sobre los lotificadores y diversos tipos de personas que les estafan

Sandra
Es un licenciado

O.J
Pero me dice, pero me manda un mensaje vea. Una vez lo vi yo. Con eso que me has mandado me dice. Que yo le mandé un mensaje escrito vea. Con eso que me has mandado ya tengo la idea, ay … Yo solo por malo vea, sí hombre, ay me avisás, le dije yo. Pero se mira él, se mira joven, se mira bien…

O.R
Mire que la gente es bien atrevida. No un polecía de los cipotes pue: dame los documentos por favor, vengo y le digo yo: pérame hijo, ya te los doy y dije a abrir la gaveta, y me dice así todavía: como que pérame, no le digo yo: ah m'ijo andás malo, le digo, mirá andás algo asoliado, cuando vos naciste yo, tenía casi tu edad, le dije. Cuando vos naciste yo ya era un hombre, le digo yo al polecía y estaba pues, pidiéndonos todo. Ya me agarró los papeles y dice a verlos vea. Y con esto a saber que maquinando andaba el jodido, porque yo ni lo traté mal. Y ya dice, y me agarra los papeles. Disculpe por favor, me dijo, puede proseguir el camino. Jajaja, por lo menos aprendió la lección. Que bruto, por qué no me pudo decir, mire, deme sus documentos pues

Sandra
Pero mire, así estamos, la sociedad así lastimosamente está organizada, pero yo creo que, cuando uno reconoce la historia de su familia, verdad, yo reconozco a mis abuelas, las dos, la mamá de mi papá, descalcita, sin dientes, sacó adelante cuatro hijos, y ella hacía cualquier trabajo, desde cortar flores, cortar café, limpiar muertos, todo, para sacar adelante a sus hijos. Mi otra abuela era niña de campo también, pero logró estudiar para maestra, y así verdad, o sea, digo yo todo lo que yo tengo ahorita no es porque yo solita lo hice…

O.R
Si, tienen que ver con una dinastía

Sandra
Porque, toda la familia verdad. Fíjense en la familia de ustedes, por ejemplo, nacieron allá en Sonsonate, allá está la familia grande, pero hubo alguien que se vino para acá, después vinieron ustedes ¿Cómo fue eso? Ustedes se vinieron en el ochenta y nueve, me dijo

O.R
No, yo me vine como en el ochenta y siete

Sandra
Pero ya había alguien aquí, ¿allí en la Montreal o en otro lado?

O.R
Si, allí en Mejicanos, en el punto de la 2

Sandra
¿Y les tocó alquilar, les tocó …? Mmmjú, pero ¿Cómo es esa historia?

O.R
De allí a trabajar y cómo un poco perturbada la visión verdá, porque nosotros venimos de un, vea, de una educación nada de ambiciones, mucho menos alguna meta o algo por el estilo vea, pero aquí venimos, lo que se iba dando

Sandra
En el ochenta y siete todavía había guerra

O.R
Ahh pues sí, claro, yo me escapé varias veces, yo de la Terminal de Occidente me fui de toque de queda hasta allá onde vivo. Ya toque de queda, que ya los buses llegaban y allí lo tiraban a uno, llegaba a la intemperie. No todo el bulevar Venezuela y el puño de soldados solo se nos quedaban viendo y yo con el maletín que andaba. Pero de día, porque los toques de queda eran a las cinco y media

Sandra
¿Pero ustedes se vinieron por la guerra para acá?

O.R
No, no, no, a buscar trabajo. Nosotros trabajábamos allá de puro campo vea. Maíz, maicillo, frijoles… y, y yo llegué hasta los veinte años

Sandra
Allá en Sonsonate, ¿en el mero Sonsonate?

O.R
No, no, no, en los cantones. En el cantón, en el municipio de Ishuatán, la última punta allí de la Cordillera del Bálsamo. Allí todavía hay bastante bálsamo, va, pero onde nosotros ya no, nosotros vivimos como a unos siete, ocho kilómetros del mar para arriba. Nosotros nos vamos a pie, va a pie al mar. Playa Dorada, a pues a por allí vamos a dar, a un estero allí que se llama Yamechapa. Allí voy a pescar yo todavía. Si nosotros vamos a pasar las noches allí todavía. Yo tengo mis atarrayas y todo

Sandra
¿Usted también pesca don O.J?

O.J
Allí a la intemperie, si allí nos quedamos, bien, hacemos la fogata y allí

O.R
Con un pescado recién sacado del agua, asado

O.J
Viendo la luna

O.R
Y como vivimos cerca. Ahora ya es otro estilo vea. Si hay luna, llevamos a mi madre, lo que aguantamos, diez, diez y media, y de allí agarramos para la casa de nosotros. Solo estamos el rato allí disfrutando la playa

O.J
El sábado

O.R
La asada de pescado, comiendo de lo que hay

Sandra
Pues debe haber sido difícil que se vinieran para acá, estaba bien difícil. Pero fíjese, si usted no hubiera tenido a alguien aquí habría sido más difícil

O.R
No, mejor no me hubiera venido. Pero el chiste fue que desde que comencé a trabajar yo aquí, eh, fue para aprender algo. Yo no sabía nada, no sabía los números, no sabía nada, nada, y de repente en construcción cero, cero

Sandra
¿Y cómo aprendió?

O.R
Fue comenzar a trabajar y me entusiasmé al final. Empecé a aprender con la cinta por lo menos, todo, que centímetros, metros, pero me gustó trabajar

O.J
Sea que cinta no había allá

O.R
No, ni lo ocupábamos porque nadie tenía casi todo, un metro de los de madera. Pero son bien exactos en sus medidas. Pero el chiste es que ni eso podía, pero cuando venimos aquí, vine que escuadras, que niveles, pero comencé a trabajar casi solo con números y los números me encantaban, me empecé a fijar, lo que nunca he trabajado es por el día. Lo que hacíamos o, empecé a aprender, claro lo capacitaban. Yo empecé a trabajar solo en techo, me capacitaban los de Eureka (empresa de materiales de construcción), Eureka era la única que hacía lámina de asbesto. Estos de Arco (empresa de materiales de construcción) siempre hacían, pero como que no era que muy calificada la lámina, no le ponían cuidado. Pero allí me fui, pasando, pasando. Ya cuando este se vino

Sandra
¿En qué año se vino usted?

O.R
Este se vino en el noventa y seis, diez años después

O.J
No antes, antes. A pues si no, noventa y cuatro. Noventa y cuatro andábamos allá va, en Usulután

Sandra
Pero usted si ya llegó allí a la Montreal, a la Guadalupe. Porque usted ya vivía allí en la Guadalupe

O.R
Y mi hermana ya también vivía allí

O.J
Ya tenemos otra hermana, la menor de él, que ya vivía allí

O.R
Ella ya vivía allí para la guerra

O.J
Cuando el terremoto (de 1986) se había ido para allí. Ya estaba viviendo por allá

O.R
No, esos vivían por filete

O.J
Por filete, ah, entrando

Sandra
Porque mucha gente con la que yo he hablado allí me dicen que para el terremoto se movieron, pero, había gente que ya estaba en San Salvador pero como se les cayeron las casas en otros lados, llegaron allí porque la alcaldía, en esa época, montó como un campamento

O.J
Ah, era, un lugar de, de, de todo. O sea, toda la gente estaba allí

Sandra
Para el ochenta y seis

O.R
Y había trabajo para todo mundo, aunque sea despojos de calle. Les daban comida y toda la cosa

Sandra
Hasta les dieron terrenitos después, porque yo hablé con un señor de la 5 de Mayo, y me dice, si nos dieron, pero no les dieron título porque eran, eran las meras, meras orillas de las quebradas. Allí quédense porque, el campamento finalmente lo tuvieron que desmontar y, y no tienen título todavía

O.J
Como don O.J, de allá del final, de los finales

Sandra
No, no, él es casi más bien de la entrada, allí por dónde está, no me acuerdo cómo se llama esta escuela

O.R
¿La San Simón?

O.J
Es que allá entrando está una así para adentro, en la San Simón y después hay otra ya para adentro por la Argentina

Sandra
Pero allá ya es ya casi el campo

O.J
No pues sí, si allá

O.R
Yo siembro allá arriba. Allá es dónde cultivo yo

Sandra
Tiene su casa en la Guadalupe y va a sembrar a la Argentina ¿Y qué siembra?

O.R
Frijol, maíz, ayote, de lo que caiga

Sandra
¿Y cómo le ha ido con la cosecha ahora que no llueve usted?

O.R
Fíjese que allí todo, yuca, solo levanta los tallos y son unos tanates de yuca, como la tierra es blandita

Sandra
¿Y con el agua cómo hace?

O.R
Solo en invierno. Ahorita desde que saqué los frijoles no ha vuelto a llover, pero allí tengo mi pedazo

Sandra
¿Y cómo hace con ese terreno? usted allí va o lo alquila

O.R
Es que allí hay un señor que él tiene, allí es dónde guardo yo las cosas, en la casa onde el, y el por vivir allí tienen derecho a sembrar. Porque eso ya no es de aquí de la Argentina sino que es de Cusca, Ciudad Delgado, ah y por allí pasa un río, y allí el dueño de todas esas cosas saber quién es pero, los que viven allí tenían derecho a sembrar, entonces ese señor me da a mi para que yo poder sembrar. Pero ya va mi hermano con su siembra y todo vea. Pero yo tengo quiero ver, como unos quince años de no comprar frijoles

Sandra
No me diga, es buena la cosecha usted

O.R
Si, que yo tengo allí lo que me queda de lugar, porque solo cuando tengo lugar voy va. Yo saco hasta mis dos quintales

Sandra
¿Y hay varia gente que hace eso?

O.R
Pero la gente es haragana mire, allí hay espacio

O.J
Chipilín y moras allí son silvestres

O.R
Eso nace allí, así como cortar cualquier monte ve. Y la gente, de tan haragana que es, yo se la traigo a mi esposa y vos si la ponés en un pozo con agua al ratito todas se las han comprado. Los chipilín y mora. Ella nace como cualquier otro monte. Cuando yo ya limpio nace mejor va, porque ellas nacen más en lo limpio y yo ya aparto los palos. Pero allí lo bonito es que lo que uste siembra, últimamente siembra tomate como en octubre

O.J
Casi en octubre

O.R
Hasta diciembre. Todo diciembre paso y yo cortando tomates

Sandra
¿Y lo venden allí mismo?

O.R
Póngale que para el consumo. Mire como siembra poquito vea, uste consume y regala. Es cada tres días una guacalada, un canasto más o menos de este espesor de tomate, solo tomate así grande, cuando valía casi dos coras (dos coras quivale a US$0.50 centavos de dólar) cada tomate… allí chiles, ocres, camote, de todo… y ese se le corta, le pasa el veneno encima pero siempre, esa cosa que duro. Y la yuca, para la yuca si es buen terreno. Pero también allí hay topos, un puño de topos y nadie le para valor a los pobres

Sandra
Si, si tienen que comer ellos también

O.J
Ah, pero son malos, se consumen la milpa

O.R
Mire, como qué es saber qué, y uno solo dentra como de aquí a esa patiya de la mesa, y es lo que la mata de maíz dentra. Y oyéndome que yo ya andaba cerca verdá, pero la sumió como que era una máquina, una trituradora, la máquina, tres matas de maíz así de gruesas las cañas ve, tu tu tu tu tu, solo los hoyos dejó.

O.J
Significa que la cola al tronco se lo lleva lejos. O lo corta o a saber dónde se lo come

Sandra
Ah, sí tienen un montón de túneles pues

O.R
Los garrobos. Y los garrobos esos logran los túneles, esos los garrobos para lo que no tienen para nosotros que es plaga es para el frijol. Noombre dos garrobitos ya grandes se comen los frijoles. Esos comen igual a los venados. Hay conejos, hay gatos, tortugas hay bastantes, pero si pasa el gavilán las pobres tortuguitas, se las lleva… lo cuyos… un día que estábamos arrancando tres encontramos verdá

Sandra
Pero las tortuguitas porque hay agua allí cerca porque ellas

O.R
Es que es húmedo. Es pendiente, pero, o sea la tierra cuando uste va caminando mete los pies. Está blandito, no hay nacimientos, pero solo es la humedad del invierno porque en el verano no pasa eso y la otra que está la deforestación. Ya está.

Hicimos una nueva pausa y retomamos la conversación describiendo los tanques que están en finca Argentina. En particular el tanque más grande, que actualmente está abandonado. En la medida que vamos conversando les muestro fotos y un video para que me indiquen lo que ellos reconocen de Montreal

Sandra
¿Qué, qué? ¿El tanque estaba lleno de letras? (quiere decir que el tanque estaba pintado con las letras símbolo de la Mara Salvatrucha, a esta pandilla los habitantes de las comunidades los reconocen como "las letras", a la pandilla contraria, el Barrio 18, se le reconoce como "los números")

O.J
De letras. Unas letras gigantes

Sandra
¿Y quién ha pintado esto?

O.J
Allí ya el nuevo gobierno

Sandra
Ellos lo han pintado… Pero ese tanque no tiene agua

O.J
No

Sandra
¿Nunca ha tenido agua?

O.J
Sí, como no. Creo que sí

O.R
El que tiene agua es el que está abajo
O.J
¿Hay otro?

O.R
Sí

Sandra
Y hay otro tanque... y está las casas de los monos (de los pandilleros)

O.J
Las paredes, si… Y esta, la muchacha, cómo se llama, la hija de don B., la que me mencionó aquel día, la bicha zarca

Sandra
Ah si, C.C

O.J
C.C se llama ella

Sandra
¿Esto es dónde viven los cieguitos? Todas estas casas, mire el jardín chulo

O.J
Ajá, el campamento, sí, a pues allá está el mango mire

Sandra
Y allá enfrente está el botadero. Vaya mire, yo lo que me encuentro siempre son estas llantas o arena así

O.R
Esa viene así encontrada

O.J
Eso es antes de llegar a la cancha

Sandra
Pero esto se termina cayendo o ¿aguantan?

O.R
Aguanta. Es como colocan las llantas

O.J
Porque tiene respiración, filtra

Sandra
Pues aquí es bajando ya otra vez de allá del cerro… talapo, talapo, talapo… (observamos huecos en las paredes del cerro, normalmente los talapos, torogoces o mot-mot, hacen sus nidos en estos huecos; también los garrobos viven en huecos en las paredes de los cerros.

O.R
Garrobo

Sandra
Garrobos, talapos y este es el otro tanque. Pero este tanque si ya está abajo. Este sí tiene agua

O.J
Si, es onde entra un tubo bien cholo así

Sandra
Este tiene agua. Y lo que hay enfrente son cantareras, puras cantareras, son los chorritos allí… entonces las letras tenían atrapado el tanque de arriba
O.R
Tenían aquel, así como que usté diga… bienvenidos a

Sandra
Y ahora está esta otra letra por todos lados, ahora solo esa es la que ví… (les muestro la N del partido Nuevas Ideas, que está en varias paredes de la zona) vaya les voy a ir enseñando lugares para que me digan

Seguimos viendo fotos…

O.R
Allá está la Corinto y el tanque, en Ayutuxtepeque

O.J
Lo que había que ver es algo como dice usté rápido, pero algo que evacue el agua, algo que la tire un poquito más lejos, que no la tengamos tal vez así, verdá, cerquita… Pudiera, hubiera posibilidad poner encausar, un su tubo, porque está cerquita la quebrada, si allí solo que está empinado, allí ya digamos si uno pone un tubo queda así, ve

Sandra
Vaya esto, yo creo que podríamos hacer, con la intercomunal, hacer una campaña de limpieza

O.R
Para la basura, es quizás estar con la gente martillándola porque mire, tenemos una cultura tan…

Sandra
Pero si la basura se volviera algo que pudiera dar fuente económica

O.J
Fíjese que yo no justifico a los que llegan a con los camiones de basura, pero hay gente que mire, el día que ha pasado la basura, ya tipo nueve, el basural, entera la bolsa, no se han levantado a las seis de la mañana poniendo la bolsa en el camión, sino que a la hora que me levanto pongo la basura y ya la tiro

O.R
No la saco un día antes porque están el puño de perros

O.J
Ah, pues sí, pero esos no piensan ni en eso, ni sacarla antes ni que la vayan a sacar, mejor la saco cuando yo…

O.R
Lo que hace más daño en la tierra es lo sintético y plástico

Sandra
Nosotros podemos hacer todo lo que queramos para poder proteger estos muros, pero, si la basura sigue allí

O.J
Mire yo camino allí, fíjese que camino así hacia allá y unos de los pasajes, hay unos canales que terminan así ve, así, pero están hasta con turbante de … turbante de onde comienzan onde le tiran y uno más se va disipando así, botellas, bolsas… es que mire, como tampoco se les enseña, si los niños se comen un churro… tiran el envoltorio

O.R
Yo tengo problemas con el agua

Sandra
¿por qué?

O.R
L'agua y la basura, sí, porque allí se me acumula todo lo que viene de allá, lo que viene de aquí. Yo vivo en la cruz-calle. En un pasajito, cabal en la Circunvalación, esta, y viene un pasajito aquí. Cuando ese pasaje, cuando llueve, se mueve el portón por el agua. Una vez me quedé allí afuera, que no me podía bajar para ir a abrir el portón y así me hacía con el carro con los cuatro nosotros adentro. Porque son ríos, agarra una gente, uno de la tercera edad o un niño y se lo pasa levantando. Allí si es complicado porque la gente a nosotros se nos hace, y mi esposa que tiene la tarea de pasar va de barrer, va de barrer, va de barrer y barrer, al siguiente día está el gran turbante de hojas y plástico

O.J
Lo tiene todo bien cuadrado

Les muestro un vídeo y me iban diciendo dónde quedaban algunos puntos de orientación

Terminamos de ver el vídeo y les agradecí por el tiempo. Ellos regresaron a trabajar en el techo que estaban protegiendo para el invierno.

VISITA DE CAMPO A MONTREAL

Desde el inicio de la investigación esta es la primera vez que se logra visitar todo Montreal. El acceso a Montreal ha estado restringido desde 2019 con la puesta en marcha del Régimen de Excepción, ya que la zona era considerada una de las más peligrosas del AMSS y refugio de pandillas. El "régimen" se traslapa con las restricciones de circulación por el COVID 19 en 2020. No es hasta 2022 que se logra realizar una pequeña visita junto al equipo técnico de FUNDASAL (ver entrevista 1), y una nueva visita parcial en 2023. En marzo 2024 finalmente se hace un recorrido por todo Montreal, acompañados por nuevamente por el equipo técnico de FUNDASAL y lideresas de la zona. A la visita se unen estudiantes de la carrera de Arquitectura de la UCA y su profesor, quienes están elaborando su trabajo de graduación en Montreal, y Christian P. de la universidad de BOKU, Austria, quién se encuentra realizando su investigación de Maestría en Montreal

En el marco de esta visita se realizan dos importantes conversaciones. La primera con habitantes de finca Argentina (entrevista 5) y la segunda con uno de los líderes históricos de Montreal (entrevista 6), ambas se detallan a continuación.

ENTREVISTA 5

Participantes:	H.V.J, Z.A (habitantes finca Argentina). D.V, R.F (lideresas Montreal). L.G., M.J, S.C (equipo técnico de FUNDASAL). G.C (docente UCA), estudiantes UCA, P.C (estudiante de Master en la Universidad de Recursos Naturales y Ciencias de la Vida, BOKU, Austria), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha:	Marzo 22, 2024
Lugar:	Visita a finca Argentina en el marco de visita de campo a Montreal

INTRODUCCIÓN
El equipo técnico de FUNDASAL y las lideresas de Montreal introducen al equipo UCA, BOKU y la investigadora. Se les comentó sobre las investigaciones que realizamos y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar tanto sus nombres como la información compartida.

M.J de FUNDASAL, comenta que los habitantes de finca Argentina llegaron allí hace 30 años y que entre sus mayores problemáticas están la titularización de sus lotes y el acceso a agua potable y saneamiento. Luego nos presentamos.

La conversación tiene lugar un pequeño espacio abierto, bajo un árbol de ceiba, con unas vistas increíbles de la ciudad.

H.V.J
Nosotros fundamos este, este cerro que usted está viendo… mire la verdad que desde que venimos aquí nosotros hemos tenido el problema del agua, como aquí no hay cantareras verdad, pero nos fuimos preocupando por meter tuberías para el chorro de mi casa. Entonces ha sido posterior, un año. Entonces el agua siempre ha sido bombeada.

Hay veces mencionan alcaldes, cuando vienen aquí en campaña, que van a meter… incluso los de ANDA han venido a ver, a tomar medidas, vienen, pero no han hecho nada para meter el agua directamente de ANDA. Siempre ha estado la tubería y el agua nos cae cada mes, cada 25 días, cada 15 días, según como ellos dispongan porque uno no dispone de eso. Que son los bombeos, los directivos que se toman en eso. El del agua es el problema que tenemos hasta ahorita.

Otra cosa que tenemos también nosotros un problema acá es de que toda la gente, la mayoría, todo aquí, no tenemos aguas negras y todos tenemos el terrenito que nos han dado el Ministerio de Vivienda, eso fue, pero no tenemos aguas negras. Estando yo en la casa no hay, ya no hay campo fíjese, y las aguas negras desearíamos que las metieran.

Sandra
Mire, ¿Y ese tanque que hay allí cerca? ¿Está lleno de agua?

H.V.J
No, no, está vacío

Z.A
El que nos abastece es este pequeñito, pero como cuando se vino a hacer esta comunidad era pequeña la comunidad, hoy ya hay más población, no da muy abasto, pero, las directivas allá tratan la manera de que tengamos cada 15, cada 20 días, cuando no hay cada mes, ah sí, están las pipas…

Sandra
¿Y cómo hacen entonces? ¿Compran agua o van a acarrear?

Z.A
Nos hallamos allí, ya nosotros como ya estamos adaptados con este, con esto de que ya tenemos bastantes años de vivir aquí, esta agarramos agua digamos así para, en barriles, en la pila, en pichinga para tener almacenada y para tomar compramos, compramos de la de bolsa. Pasan vendiendo aquí, nosotros para tomar si compramos, de allí más es para bañarnos, para lavar, es la que agarramos.

Sandra
¿Es un gran gasto usted?

Z.A
Sí

Sandra
¿Cuánto gastan de agua al mes?

Z.A
Si, verdad porque eh, agua para tomar, nosotros en veces se nos van tres bolsas, se nos van tres bolsas a la semana

Sandra
¿Y esas bolsas cuánto cuestan?

Z.A
Son tres dólares y si va a la tienda vale $1.25, si agarramos al camión a dólar

Sandra
Sale carito ¿verdad?

Z.A
Si. La problemática aquí ha sido que nunca entró un proyecto de ANDA definitivamente porque los alcaldes dicen que nosotros pertenecemos a Ciudad Delgado y otros a Mejicanos

H.V.J
No se quieren hacer cargo de eso

Z.A
No estamos legalizados

H.V.J
Aquí solo cobran

D.V
¿Ustedes tienen escrituras de su vivienda?

Z.A
Sí. Pero vaya, nosotros dónde vamos a comprar cualquier cosa es a Mejicanos. Los DUI los tenemos de Mejicanos la mayoría, es raro quién lo tiene de Ciudad Delgado

Sandra
¿Y en Mejicanos pagan por los lotes?

H.V.J
No, en Ciudad Delgado

Z.A
Ese es el problema. De la canchita que ve allá, para allá, es, es Mejicanos, de allí para acá es Ciudad Delgado

H.V.J
Y aquí no entra al proyecto mire eso también de la pavimentada mire hasta onde llega, pero aquí no, no nos hacen nada. Aquí no hemos tenido, nosotros comunalmente lo hacemos en veces de arreglar

Sandra
¿Hace cuánto llegaron aquí dice?

H.V.J
Yo vine aquí el 94

Sandra
¿Y cómo vino a parar aquí?

H.V.J
Este fui a solicitar el terrenito al Viceministerio de Vivienda cuando estaba aquí abajito de la universidad calle a Zacamil, entonces allí lo fui a solicitar con mi señora, me lo dieron. Me dieron este terreno, si, el Viceministerio de Vivienda. De allí fue que formalizaron todo y terminamos teniendo escritura cada uno de nosotros, que nos dieron terreno

Sandra
Igual usted

Z.A
Sí, yo vine en el 95. Empezamos pagando 38 colones (US$4.34) por los lotes, de allí este, como dijeron de que nos iban a dar una ayuda, los dieron una ayuda para que construyéramos, construimos las casitas. Solo las paredes, ya para techo nosotros teníamos que ver como hacíamos va, porque la mano de obra, solo por hacer un cajoncito dos mil colones (US$229) cobraban. Y así hemos ido viviendo aquí, este, los pedazos de calle que mira allí pavimentado es porque la comunidad se… ahorita todo el mundo anda, da para una bolsa de cemento, para algo, sí, porque para ayudas, no, no nos entran ayudas

H.V.J
Y nosotros colaboramos. Y mire, yo fui a la alcaldía, estuve yo, que me colaboraran con esa ceiba porque está a la orilla mire, esa yo la sembré, chiquitita, tiene 24…

Z.A
28

H.V.J
Pero me dijeron, ahí vamos a llegar a ver, no vinieron a nada. Pa rescatarla pue, y esa ceiba grande que está aquí pue

Sandra
¿Dónde vivían antes?

H.V.J
Yo vivía en Mejicanos. En una colonia bonita que vivía mi mamá

Sandra
Cuando oyó lo de los lotes se vino para acá

H.V.J
Sí, una señora me comunicó que tienen terreno allá abajo, pero ya todo eso estaba ya dado y entonces me tocó venir aquí arriba, el problema es, caminamos bastante, pero es muy sufrido. Mire eso de cuando las lluvias, al principio aquí, yo me iba a los hoyos, los zanjos, si es que eran unos zanjos, todos ellos también se caían, mucha gente (señala a las casas de sus vecinos, de la comunidad de no videntes) … aquí hemos sufrido para tener, pero gracias a Dios tenemos nuestra casita y allí estamos

M.J
Una consulta, pero no todos tienen resuelto el problema de la tenencia de la tierra ¿no? Porque estuvimos viendo pues sí, las escrituras, porque hay gente que no tiene escrituras aún

H.V.J
Es que el problema se dio porque muchas, muchas personas les dieron el terreno. Pero otras, cuando les dieron la ayuda, dejaron el terreno y se fueron. Vendieron los derechos, ese es el problema, entonces no han arreglado bien lo de las escrituras, ni se han presentado al CNR a hablar porque no tienen los documentos completos

Z.A
Si porque aquí vinieron a escriturar, pagamos 50 colones (US$5.7) y nos dieron las escrituras. Que la primera vez, pagamos a un banco, a CREDISA, vino, vinieron también que nos dijeron que la pagáramos allí y a la larga no los, no los, quedó perdido eso. Entonces de allí nos trajeron nuevamente para pagar esos 50 y ya nos hicieron las escrituras, y la mayoría que era dueña de su terrenito sacó la escritura y el que no ha pagado el lote, que no tiene pagado es que no tiene escritura. Por eso, porque allá deben los US$300, US$300 dólares es hoy

Sandra
Usted también se vino de Mejicanos

Z.A
No, yo vine de allá del Modelo, de allá. Yo soy de oriente, pero nosotros para la guerra nos vinimos allá onde un tío allá en el Modelo, a la orilla del río. Pero como nos evacuaron de allá mi mamá vino a, vino a agarrar el lote, porque mi mamá también vivía aquí, ella ya murió. Y de allí que yo fui y también me anotaron, me dieron a mí también, entonces así fue como vine a parar… porque a nosotros nos dijeron que allá abajo los iban a dar cuando venimos y (ríe), ya estaban dados todos los lotes allá abajo y venimos a agarrar aquí arriba, los vinieron a repartir…

Aquí, hasta allá onde ve el punto de los microbuses íbamos a traer agua antes

Sandra
¿Hasta dónde está el punto de la 2C o aquí abajo?

Z.A
No, de la 32. Allí íbamos a traer agua

Sandra
¿Y subían toda esta cuesta por aquí?

Z.A
Sí, toda esta calle, por aquí era la entrada, por la escuela

H.V.J
Era tierra todo antes

Z.A
Allá íbamos a traer agua, cuatro cantaradas para pasar el día, en la noche. Así íbamos pasando. Ya hoy después es que ya mas o menos se ha organizado esto del agua, pero, cuando no hay agua, es nosotros antes es que íbamos a comprar pipas allí a Mejicanos, pero hoy ya no, ya no venden pipadas de agua allí en la alcaldía ya no vendieron. Así es que hamos sufrido con esto del agua, y seguimos sufriendo porque onde no tengamos ya directamente agua de ANDA, vamos a seguir en las mismas

Sandra
¿O sea que tubería no hay pues, aquí?

Z.A
Hay tubería, pero vaya ese tanquecito, allí estaba por onde está ese palo de mango porque, ese tanque grande que está allí y uno que está más abajo lo hizo el banco, una empresa que vino que iba a construir casas acá. Onde están todas esas champitas era onde iban a construir ellos, y ellos mandaron a hacer esos tanques. Y ellos embargaron a un banco, dicen, entonces esos tanques ya se arruinaron porque como están sin uso

Sandra
Allí quedaron abandonados

Z.A
Ajá, abandonados, pero hoy después no sé qué solución les han dado a esta gente que vive ahí porque como dicen que ha aparecido el dueño, jaber (a saber)… pero así es la cosa aquí

H.V.J
Nosotros ciertamente es aguas negras lo que … porque mire, póngase a pensar cuántos años tenemos toda la gente que estamos acá, ahora abriendo hoyos para las fosas pue

Sandra
Ya es más hoyo que otra cosa el terreno pues

Z.A
Jajaja, yo ya llevo tres

Sandra
¿Y cuánto duran esos hoyos?

H.V.J
A veces cuatro cinco años, dependiendo, o sea, hay quienes los hacen profundos para que duren

M.J
¿Y el pozo con el que abastecen agua aquí, a dónde está ubicado?

H.V.J
Noo, no hay pozo. Viene de ANDA siempre, siempre viene de ANDA allá abajo, de allá la bombean para este tanque de aquí

G.C
Por eso la tienen cada 15 o cada 20, por eso la bombean, para tener un poco de presión. No la pueden mantener porque muy caro

H.V.J
Primero llenan el tanque de abajo para que venga arriba

G.C
Puro bombeo hay

M.J
No es constante

G.C
15, 20, 30

Z.A
Como es grande. Vaya porque vea esas casitas que están ahí antes no estaban, hay allá por la escuela, ah, es que aquí por este lado no se han ido… vaya aquel lado hay bastantes, hay para abajo, de la comunal para abajo hay bastantes. Es bien grande la población, entonces anantes da abasto este tanquecito, y más eso de que no echan el agua seguido
Sandra
¿Cómo cuánta gente vivirá aquí en esta zona, en la Argentina?

M.J
Es grande

H.V.J
Antes solo las casitas estas, más de 800, ya con esas que vinieron las champas, a hacer allí, eran mucho más ahora

M.J
Unas 1000

G.C
Otras 800 personas tal vez

H.V.J
Familias… Posiblemente hay más. Todo eso está lleno de champas

M.J
Estás hablando de 2000

Sandra
¡2000 familias!

H.V.J
Al principio, solo estas casas eran, contaban unos directivos, eran, más de 800, que se llenaban, es el sector 3

Z.A
Aquí es el sector 3, es que va por sectores

Sandra
¿Cuántos sectores hay?

H.V.J
Tres

Z.A
Nosotros vivimos aquí que es el sector tres. Está el sector uno, que es allá abajo. Sector dos, sector tres. El sector tres es de la escuela para allá. Entonces va por sectores, entonces, solo aquí en el sector tres hay bastante población, más allá abajo, hay otros. Hay bastante gente.

D.V
Entonces aquí ellos tienen escrituras, los de los otros sectores no tienen, que serían Bella Vista, los no videntes, hay zonas en las cuales no tienen ni escritura, y era lo que andábamos nosotros luchando a ver si les daban quién era el dueño, verdad, y que si así, que si así es que ya para escriturarlos. Podía ser. Pero se dio de que ya después apareció de que ya lo vendieron y de que de cómo no es de Ciudad Delgado en sí, el encargado, y de que es de Mejicanos, entonces quedamos en un limbo. Visitamos a un lado, visitamos al otro y no se hacen cargo. Entonces sí, ese es el detalle. Ahora vamos a ver con este nuevo que sí ya viene cubriendo un buen espacio

Z.A
¿Usté está hablando de las parcelas?

D.V
Sí, las parcelas. Es que hemos andado, bueno es que en su momento anduvimos con la niña C., con B., con T., con ellas anduvimos haciendo los recorridos

Z.A
Y cómo eso, eso, supuestamente era del banco. No sé hoy quién la tiene

D.V
Bien raro el nombre de la persona, es de, pero que dijieron que era de gobierno. Ya hoy después que ha salido que no, que ya vendieron, que son unos chinos y que ellos van a hacer unos multifamiliares

H.V.J
Se lo dieron a los chinos pues

Z.A
Y hoy ya les pusieron luz. Hoy ya les pusieron luz a las parcelas. Tienen su luz propia ya

Sandra
¿Y la gente aquí siembra? porque esas parcelas tienen un poco de terrenito para sembrar o…

D.V
Es que se decía las parcelas porque antes era de que, era cuestión de que llegaban a sembrar. Entonces por eso se les quedó que las parcelas

Sandra
O sea que esa tierra que antes se cultivaba se fue convirtiendo en casas

D.V
Si, ya en viviendas

H.V.J
En champas todo eso, allí luchaba la gente

G.C
¿Y parquecitos así? solo tienen este

H.V.J
Este y

Z.A
Este y la directiva ya hace tiempo dijeron que dejaban este pedazo de zona verde dónde está la ceiba

H.V.J
Supuestamente

Z.A
Supuestamente, para eso, para los niños o para un mercado. Para eso supuestamente es que se dejó ese pedazo. Pero a la larga no, nunca se ha visto que hagan algo

H.V.J
Por eso sembré esa ceiba allí, así chiquitita ve, para, para

Sandra
Pero está lavado allí el borde, se puede caer

Z.A
Sí, por eso es que necesita que le dieran arena y ladrillo para hacerle un murito allí y que él iba a pagar que se lo hicieran, pero no, no

Sandra
Allí está peligrosa, está chula pero peligrosa, se cae

H.V.J
Sí, sí, pero no hallo yo a onde ir ahora. No se haya a onde ir. No ofrecen nada

R.F
Mire y ese poste que está allí
Z.A
Fíjese que hay varias lámparas quemadas y no las vienen a arreglar

R.F
Ya lo vio, que está desgastado allí

Z.A
Y no lo vienen a cambiar

Sandra
O sea que usted ve aquí toda la ciudad

Z.A
Ah, en la noche viera bien bonito se ve para allá

Sandra
Bueno pues nosotros, don H.V.J y Z.A, muchas gracias, gracias por compartir esta historia con nosotros

Junto a todo el grupo comenzamos a conversar sobre los cambios que se avecinan con los nuevos dueños

M.J
Era del Estado, pero resulta que apareció, como siempre pasa, que estaba escriturada a nombre de otro, no sé si era CORSAIN, pero siempre del Estado. Siempre del Estado. Entonces se encontraron en ese lío, que la gente no tiene propiedad, no es propietaria, o sea, son poseedores, pero no son propietarios, no tienen escritura. Entonces, cuándo la gente intenta resolver el problema se encuentra que nadie le quiere… y quién trajo a la gente aquí es el Estado

Sandra
Pero me estaban diciendo niña R.F, D.V, que esta propiedad se la han pasado a una, no sé si empresa, corporación china, que va a hacer condominios

M.J
Mmmm, ¿Formosa?

Sandra
No sé… pero ellos ¿le irán a dar casa a la misma gente que está aquí, o la van a mandar a otro lado, o…?

R.F
Desalojo dijeron porque ya los chinos están ellos diciendo lo que iban a construir y todo eso

Sandra
Y van a desalojar a la gente que vive aquí

R.F
Sí, lo que menos quieren es que la gente viva aquí

ENTREVISTA 6

Participantes:	P.V (líder histórico de Montreal). D.V, R.F (lideresas Montreal). L.G, M.J, S.C (equipo técnico de FUNDASAL). G.C (docente UCA), estudiantes UCA, P.C (estudiante de Máster en la Universidad de Recursos Naturales y Ciencias de la Vida, BOKU, Austria), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha:	Marzo 22, 2024
Lugar:	Primero nos encontramos en el Parque Montreal y luego don P.C nos invitó a su casa, a una cuadra del parque en la colonia San Simón.

INTRODUCCIÓN
D.V hace la presentación de don P.V y luego cada uno de los participantes se presenta. Se le comentó sobre las investigaciones que realizamos y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

Empezamos a conversar en el parque Montreal y luego nos invita a continuar en su casa.

P.V
Entonces, eh, hemos luchado, lo que se obtiene hasta ahora es por la lucha organizada…

Sandra
¿Cuándo vino usted aquí a Montreal don P.V?

P.V
En el 68

Sandra
¿Y de dónde vino?

P.V
Vine de Atiquizaya, departamento de Ahuachapán y me ubiqué allí por el Centenario (parque Centenario, en el Centro Histórico de San Salvador), de allí buscando por dónde irse ubicando vine a dar aquí, en ese tiempo, el 68

Sandra
¿Y cómo era antes?

P.V
Pues, la calle era polvosa, polvo en el verano y lodo en el invierno. No había transporte, no había alumbrado, no había nada. Yo comencé… y comenzamos a organizarnos, pero no la veíamos, porque nos decían que era una zona que no merecía lo que se pedía. Y bueno, el sistema de gobierno era muy, trabajaba en dónde le convenía pues y aquí sabían que no iban a obtener nada, fueron claros…

G.C
Eran militares

P.V
Sí, sí. Hasta que se logró, que por medio del FMLN se forjara el municipio y comenzó la organización. Y así fue como una alcaldesa, la primera alcaldesa, empezó a meter el agua y de allí nos fuimos metiendo, a manera de que hemos llegado a estas alturas dónde estamos

Sandra
Es un gran camino verdad don P.V

P.V
Así es

Sandra
¿Y ahora cómo ve usted la cosa aquí?

P.V
Está decaído, está decaído… porque, este, cómo es que se llama, no se ve, interés,

Sandra
De la gente aquí o del… (gobierno)

P.V
Si más que todo, la gente fue llegando ya no quiere. Yo siempre les he dicho, busquemos jóvenes, tirémonos, pero el joven tampoco, no, no le parece mucho

Sandra
¿Por qué será eso?

P.V
Falta de trabajo. Entonces cuando no hay eso, no hay líderes. Porque no es tan fácil responsabilizarse de la actividad. Porque fíjese que cuándo se organizó la Inter, las directivas organizó la Intercomunal. Una directiva de toda la zona, y se me vino la idea que podíamos hacerla en el municipio, se formó la ASIM, Asociaciones Intercomunales de Mejicanos. Ya Mejicanos todo organizado

Sandra
¿Y en qué año fue eso?

P.V
Como en el 98, 2000

Sandra
¿Y en esos años hubo movimiento? se lograron cosas

P.V
Sí, movimiento fuerte. Sí porque fíjese que Mejicanos fue uno de los municipios que si se organizó bien. Para que hubieran directivas, intercomunales y la ASIM, ya a nivel de municipio. De allí salían los concejales, con conocimiento

Sandra
Pero verdad que había gente que trabajaba en la municipalidad que vivía aquí en Montreal

P.V
Si. Todavía hay.

Sandra
¿Y cómo está la relación ahora con la municipalidad don P.V?

P.V
Fíjese que se quiso, se intentó, pero no, no se pudo

Sandra
Habrá que esperar quizás

P.V
Pues como que no se sabe, porque las esperanzas no se ven más claras. Con que no llegaron cuándo estaba el alcalde, cuándo había alcalde, y hoy verdad… Y las comunidades están llenas de necesidades

Sandra
¿Cuáles son las necesidades que ve usted aquí, fuertes?

P.V
Vaya por ejemplo allí están viendo esa, ese material caído allí. Antes al nomás ver eso inmediatamente el alcalde llegaba a solucionar, hoy sin ver un parque, un ornamento, nada… por lo menos la comunidad quería que eso se pasara para allá, allá, no es tan difícil, moverlo de allí y ponerlo allá, porque allá está lleno de arena y le daría protección y el talud. ¡Son cosas que están a la vista y que no hacen pues!

Sandra
Y los que saben bien cómo funcionan son ustedes porque viven aquí y les pueden dar esa información

P.V
Pero mire aquí el que quiere trabajar sale, sale, y le halla. Desgraciadamente hoy es diferente. Hoy solo se va a un salario y le interesa el salario… pero mire que bonito a esta doña ya la conoce (a Verito). Hicimos una actividad dónde vino V.R y allá los jóvenes de allá

D.V
El Festival de las Piscuchas (*cerf-volants*)

P.V
El Festival de las Piscuchas. Montones de piscuchas aquí y allá. ¡Bonito! Si es que cosas que están en la comunidad, viera aquí hay un montón de trabajo, pero el que no sabe no se ocupa. Por ejemplo, mire, todas esa lámparas que están allí, en Navidad, Fin de Año, todo oscuro, apagado, apagado. No había lámparas, entonces yo le dije al comité de deportes, hagamos actividad, hagamos algo y se compraron todas las lámparas. Allí está bien iluminado en la noche

Sandra
O sea que pueden ocupar la chancha en la noche también

P.V
Si, si

R.F
A veces yo bajo como a las nueve de la noche y allí están los jóvenes

P.V
Aquí hemos querido poner árboles, hemos querido hacer sombra, se siembran los árboles verdad, pero desgraciadamente hay un ganado verdad, las vacas, los cabros, que se comen… le dijimos a la alcaldía que intervengan y nada

Caminamos un poco observando los árboles que sí se han logrado mantener, una ceiba, un pacún, un laurel…

Sandra
¿Y cómo ve usted don P.V el tema del agua?

P.V
Bien. Bien en parte y bien en comparación a otro lugar porque es raro que el agua no se nos… ahora la gente de allá del cerro si… (Finca Argentina)

R.F
De allá venimos

P.V
Allá sí tienen problemas. Pobrecita la gente. Solo les prometen, pero nunca… Y cuando estábamos en la administración nosotros, las pipas de agua todos los días…

Sandra
¿Y usted estuvo en la alcaldía? ¿Allí estuvo de concejal o cómo?

P.V
Si, estuve de concejal

Sandra
¿En qué años don P.V?

P.V
2006-2009 (con el alcalde Blandino Nerio, del FMLN) … Fíjese que todo eso que usted ve acá, fíjese que mi profesión es enfermero, a las dos de la mañana que me acababa de echar (se iba a dormir), me ponía a hacer las cositas. Y me decían, ¿qué está haciendo? Estoy haciendo un plan, y empecé a pasar colonia por colonia para solicitar un tendido eléctrico, porque los tendidos eléctricos estaban en pedazos de madera podrida, en polines, la corriente era a 85V (en el país el estándar es 110V), bien baja, completamente desastroso, y mire como yo lo primero que hice fue acercarme a ser amigo de la empresa, sí CAESS, y hasta que se logró el proyecto. Cuando ya estaba en la zona, llegaba a la comunidad y decía, fulanito… sí… hágame un favor, no es obligación pero si puede, si puede, démele un fresquito al señor ese que está allí… ah, como no don P.V, ya sabe… porque vaya, uno andar es eso y que le ofrezcan un vasito de agua, entonces la gente, como no don P.V, así de esa manera, y trabajaba muy bonito. Y da gusto ver lo que se hace pues.

Porque aquí hubieron también, como se llama, este, los de la Asamblea, los diputados, ¡que había de diputados!, pero para el trabajo comunitario, nada. Aún cuándo estábamos trabajando en la bajada y todo eso… ¿Cuándo van a terminar? ¡no se apuran ustedes, no terminan, uno quiere pasar!... miren el diputado, ve… (menciona la figura de los diputados de forma sarcástica, indicando que son haraganes)

Así que mire en toda la zona, así como estamos aquí, don P.V, don P.V, don P.V…

Mire cuando estaban las pandillas. Aquí el grupo de pandilleros, por allá la policía. Yo pasaba. Yo iba a hacer mi trabajo, pero bien conocido por todos ellos. El año pasado para Semana Santa, bien me acuerdo, el jueves santo, llegó el jefe de la policía… Don P.V… Sí, le digo yo… Le queremos pedir un favor… de qué… hay una fuga de agua allá en la Iberia, allí toda el agua ya se termina, nosotros estamos ya sin agua de ha quince días y no, y dicen que usted nos puede ayudar… vamos pues, vamos a ir a quitar el agua… y empezaron, eso sí que la comunidad ya con sus palas y piochas allí… ¡denle, ahora!… desdichadamente el tubo era tan largo que estaba roto de punta a trompa, se sacó e inmediatamente pidió recolecta para comprar el tubo, después que querían pavimentar diez metros… llego dónde el alcalde, mirá aquí quieren cemento, quieren arena, ¿pero y se puede?, ah, les digo yo, mira, allí hay 25 bolsas en la alcaldía, que las vayan a traer. Se arregló el tubo, se pavimentó y eso es lo que le encanta a uno pues, la comunidad. Eso sí que aquí no les gusta trabajar, pero hay que orientarlos

Sandra
Se necesitan más líderes y lideresas

P.V
Mjú, porque yo me acuerdo que el hermano T… con él, él se pegó a mí, los dos nos apegamos, y toda la zona. Entonces, el hacía un buen trabajo, verdad, muy bello, muy conocido el hermano T.

G.C
¿Y el agua, aguas negras cómo?

P.V
Gracias, fíjese que desdichadamente no hay. Allá en aquella parte desde la Santa Rosa, que es Cuscatancingo, habían unas mechas y allí se buscaron y a través de la ayuda de Alemania (Programa de Mejoramiento de Barrios, PMB), se logró un proyecto, se llegó hasta la Quinta Vera, quedando pendiente esta parte, ya no se pudo

Por ejemplo, aquí pide la gente, para el deporte, un lugarcito dónde se puedan desvestir, ya también para hacer pipí y como en realidad la zona carece de espacios (públicos), seguido aquí, permanente, se llena, uy, allí eso es lo bueno pues, que el espacio se aprovechó

Ahh, si nos pusiéramos a platicar, si las cosas, cómo se ven, cómo se hacen…

P.C
¿Qué pasa con los deslizamientos?

P.V
Mire allí ese muro, ese muro este invierno se va a ir. Ya pidió la señora a la alcaldía plásticos, pero ni siquiera plásticos dan…
Luego don P.V nos invitó a su casa y seguimos la conversación allí

Sandra
Aquí hay seis, seis casas comunales, pero aquí entonces venían y se reunían aquí en su casa

P.V
Aquí hasta bodega de mantenimiento tenía

Sandra
¡De verdad!

P.V
Sí, todo el material que traía…

Sandra
Aquí lo tenía… Pero, mire, cuéntenos un poco cómo nace esa idea de la intercomunal, porque eso es algo único…

P.V
Es que además de las reuniones de la colonia, estaban las de la intercomunal y luego las sesiones del municipio, pero vamos dos de cada directiva, se hacía una buena asamblea

Sandra
Y allí se discutía todos los problemas que había y cómo resolverlos

P.V
Sí, sí, si…

Sandra
Eso dice fue en los 90's

P.V
En el 97 fue eso, que nació la coordinación

Sandra
Pues yo si le soy sincera no he escuchado de intercomunales en otros lados, pero sí deben de haber ¿verdad?... ustedes de FUNDASAL saben de otras…

M.J
Hay otras, sí.

P.V
Fíjese que aquí eran solo 22 colonias en la directiva. Yo llegaba a trabajar a la colonia para echar ver cuáles eran sus objetivos, cuáles eran sus fines, cuáles sus logros, claro la gente entendía. Lográbamos sacar dos de la directiva (de la colonia), para formar la Intercomunal.

Sandra
O sea que también había trabajo de formación de líderes y lideresas

P.V
Sí, fíjese que cuando se quería ir fuera del municipio se le pedía a cada presidente de la directiva que eligiera a dos representantes de su colonia para que la representaran en la intercomunal

Sandra
Y esas representaciones eran, iban a todos lados: a la alcaldía, a los ministerios

P.V
Sí.

Llegan unos refrescos que los estudiantes que nos acompañaron compraron, horchata de coco

Sandra
Pues don P.V nos estaba contando cómo trabajaban la organización comunal, que yo creo que para investigación que están haciendo ustedes es bien valioso porque, uno mira, verdad, comunidades, las colonias y todo y no se imagina lo que cuesta cada proyecto, pero no solamente el valor monetario, sino además el tiempo de las personas, el interés… Cuéntenos más de cómo funcionaba la organización don P.V

P.V
Como le digo, de cada directiva de las colonias, se sacan dos para que formen la intercomunal. La intercomunal ya organizada puede estructurar sus planes de trabajo, su forma de organizarse y, luego las acciones y, se le cobra a la gente y si dice vamos, allá están todos…

Sandra
De verdad funciona

P.V
Sí. Por ejemplo, yo una vez estaba queriendo migrar a los Estados Unidos (por la falta de agua), como me comunico todos los días, verdad, fíjate que no hallo… a sí ¿no?... ya, ya ahorita te va a caer… a los ocho días, ¿no? ¿está sin agua?... ya llevamos 22 días sin agua… pues viniendo (a su casa), estaba otro compañero esperándome y me dijo él, llamamos, y nos reunimos 35, de allá arriba le dijimos al señor del pick-up (transporte) que nos llevara a ANDA. Nos montamos, ya nos bajamos, saludamos, que éramos organizados y que nos conocían en realidad a esta hora a pedir el agua. Y que considerábamos que la cosa no iba a ser difícil, porque hay más dificultad allá en la colonia que hay mucha gente que quiere protestar y van a coger aquí el transporte para venir a ANDA. Solo le pedimos una parte, a los cinco minutos nos estaba ofreciendo la línea…

Sandra
¿De verdad?

P.V
Sí.

Sandra
Vaya fíjese, eso es algo que también hay que saber valorar, que, si usted está organizado, si usted está acuerpado por su gente, verdad, no va uno solito

P.V
No, no tampoco

Sandra
Allí si ya tiene un poco más de fuerza para poder negociar las cosas

P.V
Así es, pero, eso muy poco lo hacíamos cuando me fui… Como le digo, ya la colonia organizada, ya la zona más segura verdad, porque para tantos delitos y dificultades que ya pasamos. Pero gracias a Dios, nadie ha muerto en la calle por andar en sus, necesidades

Sandra
No

P.V
Saliendo a trabajar uno, no

Sandra
Mire y ahora que ya se vienen las lluvias, ya uno se aflige con esas lluvias, verdad… ¿Cómo están? caen bien fuertes y bien concentradas… ¿Cómo están aquí con eso de las lluvias?

P.V
Mire que cuando llueve recio uno se ha de afligir, pero, de unas reuniones de la Inter decía un día… había ido como a muchos repartos (colonias y pasajes), y les digo, miren, antes era un paisaje, como unos 20 días en Nueva Orleans, la gente subida en los techos de las casas porque los canales no eran suficientes para la cantidad de agua que cayó, que todo el mundo tuvo que subirse verdad, y la Montreal les digo yo, no es la excepción, es tan vulnerable, pero gracias a Dios ninguno de los habitantes de la zona se ha subido a un techo por una inundación, porque aquí, aunque sea las quebradas ahí van!

Sandra
Yo no creo que se vaya a inundar por aquí

P.V
No, no.

Sandra
Pero sí se desliza todo

P.V
Así es, en deslizamientos es peligroso. Aquí solo dos personas tenemos, en la historia de la zona que murieron por cerrar un pasaje, en la … y en la Buenos Aires

Sandra
¿Y cuándo fue eso?

P.V
Ya hace tiempo, quizás como en el 96

Sandra
Se vino un deslizamiento

P.V
Si, es que el pasaje tenía su tope y las aguas al llegar al final se consumían. Y el temporal fue penetrando tanta agua, que se desplomó y se fue a caer a dos casas con todas las familias

Sandra
¡Ay no!

P.V
Mire, cuándo uno no sabe nada, es decir ya… cuando le digo que vine a vivir acá, la, el pasaje Wellington no existía, ni la San Juan

Sandra
¿Hasta dónde llegaba?

P.V
Hasta la Iberia

Sandra
Hasta la Iberia

P.V
Fíjese que nos decían, los problemas aquí estaban, por desconocimiento o acciones de los lotificadores y los alcaldes, porque yo he visto que el lotificador quiere vender hasta la quebrada dónde pasa el agua, pero no puede ser, sin embargo, las leyes indican hasta dónde, hasta dónde, son zonas verdes, verdad, que pueden servir para otras cosas, con lo cual el terreno, no puede uno ir a comprar dónde se va a ir a matar él mismo. Y, el alcalde, por apoyarlo, por permitir que la venta de ese lote se vea realizada, del lotificador pues, vendió dónde no tenía que vender. Por eso fueron quedando esas partes, fíjese, zonas verdes.

Sandra
Por suerte quedaron

P.V
Por suerte. Y fíjese que un día estaba el secretario municipal, estaba con su computadora, perdoná que te interrumpa, le digo yo… Ajá don P.V ¿qué quería?... Mírame este inmueble, le digo yo, que estaba en la San Simón… Y usted ¿qué quiere que le mire?... ¿Hay mora?... Sí, me dice, hay US$36,000 dólares, desde hace meses que no pagan multa… Y empecé a moverme, a la manera que el representante, don F.M, había muerto, y los responsables no estaban aquí, estaban en Washington, porque de allá de Santa Ana era la familia y el resto de Mejicanos y la Montreal… Y en parte hay una lotificación que se llama San Simón y el terreno este está allá adentro y no tiene razón, y les podés hablar vos le dije yo al secretario, que tenés una mora de US$36,000 dólares, yo no vengo a cobrar, le dije, yo lo que vengo nomás es a informar… Pero le agradecemos, mire, ellos se conectaron con los familiares en Washington, luego llegó el teléfono a mi amigo… Muchas gracias, te agradecemos por el informe, ahora bien, ¿cómo pudiera ayudarles para que esa mora se liberara?... nos pueden donarlo ahí, allí le va a ayudar Méndez también a eso…

Sandra
De qué les servía allá, si hasta en Washington vivían

P.V
Sí. Así que, para no pensar en el dinero, y se reunieron en el consejo… Allí está la foto, dónde están firmando la donación. Allí llegó la deuda…

Sandra
O sea que la deuda se saldó con esa donación y ahora el parque le sirve a toda la gente

P.V
Cuando salía yo a ver allí en la zona, a ver que, decía yo, ¿qué pudiéramos hacer aquí? le digo yo, mirá, ¿qué pudiéramos hacer aquí? a pues hagamos una cancha, ¿pero mirá el terreno? (en mal estado), no me dijo, eso es con el ministro de Obras Públicas, vamos, y nos fuimos. Cabal mire, nos dio el tractor y allí venía yo subido en el tractor y todo el despelote para la zona, ¿qué va a hacer?, una cancha, ¿allá atrás?, sí… Mire, primer día montones de gente allí viendo el tractor, en la noche lo traíamos para acá el tractor

Sandra
¿Allí? (señalando afuera de la casa)

P.V
Sí. Para que no le fueran a robar piezas. Dijeron los jóvenes (los pandilleros), ya no lo saque don P.V, allá déjelo, se lo vamos a cuidar. Mire, con todas sus cajitas de cerveza, sus traguitos y pasaban en la noche cuidando el tractor, allá amanecían pues

Sandra
¿Los bichos? (los pandilleros), ¿Allí lo cuidaban? vaya fíjese, lo que es poner a todo el mundo a trabajar, verdad

P.V
Pero era cosa de ellos, como les gustaba… Así que mire las cosas como se pudieron conseguir, pero sí alguien que ande en la mente, ¿qué puedo hacer? ¿qué hay aquí?... Por ejemplo, mire, allá por la vuelta, a la vuelta, un gran paredón, allí no hay acera, cuando yo paso, ya se hubiera hecho allí. Mire, se pone un rótulo dónde diga, se regala tierra y tomar la medida, del paredón, a manera de ocupar esa tierra y abrir el espacio, ya abriendo el espacio se hace una acera bien amplia, bien amplia, a manera de que se pone mejor un poquito, en la mente, que sea iluminada, chiquititas las cosas, pero tienen un espacio

Dónde uno está parado, ve, dónde uno está parado, ahí, allí está el trabajo, pero el que no hace el trato ni nada, no hay nada que hacer

P.V
Cuando yo entré al consejo (municipal), entré a la administración de mercados, y entonces, eh, fíjese que habían champas allí entre de la basura que no las quitaban, y puse un rótulo: "el responsable de estas champas preséntese a la administración de mercados de la alcaldía". Pasó el primer día, no llegó nadie. Hasta que llegaron, vaya les digo yo, vamos a hacer algo allí, queremos limpiar, pero a saber quién es el dueño de la champa, porque allí se ve que hacen piñatas. Eh, para empezar, el permiso de la alcaldía… No tengo… Ah, ¿y cómo hacen para que le den…?... Lo compramos (el permiso) … ¿Y a quién se lo compró?... Ah la persona ya no existe… Bueno, a manera de que se le daba el conocimiento de que se iba a demoler la champa, que no había nada que lo respaldara, sino que ellos la alquilaban también, entonces alguien se lucraba de eso, verdad, hasta que se quitaron las champas y de allí empezamos a limpiar, a limpiar, a limpiar, hasta que se quitaron los basureros. Pero sí, hay que pensar que se puede hacer y cómo se puede hacer

Sandra
Y cómo se puede hacer… si porque cosas que hacer siempre van a haber

P.V
Mire yo cuando quiero comer sandía de choto (gratis), solo me cruzo la acera. Allá en el centro de Mejicanos había una sandiyera que existe, todavía existe. Que tengo la sandía en el pavimento, porque no había acera y un día me acerqué a dónde la señora de las sandías a comer una sandía… Don P.V yo no sé si ha visto esto… ¿el qué?... Venga a ver… Y vi que adentro había ladrillo de piso y bien ordenadito, ¿y eso qué? le digo… En aquel tiempo del PCN me dijo, quisieron vender aquí y hacer puestos para venderlos, pero no se pudo, porque la señora allá dónde está el Pollo Campero, Sra. Ayala, dice que es dueña de aquí y cada que quiere hacer algo, tira a la policía y saca a la gente… ¡Ay, a quién le dijeron! y empecé a investigar. Le digo al secretario, mire, míreme allí el predio, si es municipal o tiene dueño… No me dijo, es municipal… ¿Está seguro? le digo… Para convencerle vamos allá al CNR (Centro Nacional de Registros) … Vamos pues. Y si era municipal. Y me fui a dónde el director de la policía de Mejicanos, ya con los papeles hechos, que yo quería trabajar en tal parte, pero había una señora, dueña de paja (mentira), del terreno, que se adueñaba de esa parte y se hacía la dueña y que si era realmente la dueña, pues a hacerle caso, pero que si no presentaba ningún papel como dueña que nos dejara trabajar. Hasta hoy no conozco a la señora quién es

Sandra
¡Nunca llego!

P.V
Llegaba dónde el alcalde, pero yo como le trabajaba al alcalde también, le decía, mirá va a venir esa señora… Yo le dije que me trajera la solvencia municipal, si tiene puesto, y, no ha venido, me dijo. Mire, se ordenó bien toda esa ventita que la misma gente, mire don P.V nunca creímos que usted nos ayudara en esto, se ordenaron bien las ventas, los puestos, se ordenó la venta y allí está el paso bien bonito. Cosas chiquititas, chiquititas, pero han estado por años y años, están allí, no se perjudica a nadie.

Sandra
Y todavía sigue comiendo sandía

P.V
¡Ah, sí! Yo cuándo paso por allí, don P.V, don P.V, todos, es la amistad que se hace

Sandra
Pues mire don P.V, yo desde hace ratos quería conocerlo porque todo el mundo me ha hablado de usted. Tenés que conocer a don P.V, tenés que conocer a don P.V

P.V
¡Ah, pues, y con horchata de coco!

Y mire, el trabajo más pior (peor), fue cuando las pandillas, esa visión, yo le decía a ella (la esposa), mirá así como ustedes me han visitado hoy, las pandillas me van a visitar… Ajá don P.V… está bueno, está bueno, queremos que usted nos informe… otros decían, nombre, nombre, pero hay que tener ciertas formas de… y así se vive en paz…

Le agradecemos por el tiempo y seguimos disfrutando de la horchata de coco…

ENTREVISTAS AL EQUIPO TÉCNICO DE FUNDASAL

En esta serie de entrevistas se ha conversado con técnicos de las áreas de Proyección Social y Construcción de FUNDASAL. Este equipo es el que a lo largo del desarrollo de esta investigación me ha acompañado a Montreal e introducido a sus habitantes, líderes y lideresas. Junto a ellos igualmente se han organizado tanto el Grupo Focal como las visitas de campo. Su conocimiento de la zona Montreal resulta valioso y agrega un punto de vista diferente al de los pobladores.

A continuación las entrevistas

ENTREVISTA 7

Participantes: N.C (equipo de Proyección Social de FUNDASAL), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Mayo 10, 2022
Lugar: Universidad Centroamericana UCA.

INTRODUCCIÓN
N.C formó parte del equipo de Proyección Social de FUNDASAL durante la implementación del PMB. Trabajó tanto en la investigación previa que hizo el levantamiento de línea base, así como la identificación de los asentamientos a intervenir, y posteriormente acompañando en el proceso mismo de implementación del PMB. N.C hace comentarios de su experiencia en Montreal pero también en otros proyectos de FUNDASAL, que abonan a la discusión.

Se le comentó sobre la investigación y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

N.C
Quizás te cuento más y después vemos que hay acá… este no exactamente en la Montreal, porque la Montreal inicia ahí en la parada de la 2C hacia adentro…

Sandra
¿Cuántas comunidades son allí porque hasta donde yo supe habían 12?

N.C
Nooo, hay más, porque ya después de que terminas la línea recta hay una serie de bifurcaciones que yo decía que era como el lomo de un caballo Que a los costados tiene las comunidades verdad porque lo único plano ahí es la calle de acceso y salida, entonces

Sandra
Es la que está en la cresta de la montaña

N.C
Es la que está en la cresta de la montaña, entonces nosotros intervenimos con mejoramiento de barrios, digamos si vos vas entrando con la de mano derecha y la del inicio quizás con, con las primeras 8 de allí de este lado, después seguimos de este lado, del lado derecho. Después de esas comunidades de la Montreal, casi integradas a la Montreal pero que no pertenecen, está una quebrada

Sandra
¿Las Siete Pilas?

N.C
No me acuerdo si es Las Siete Pilas pero subiendo la montaña otra vez está el sector Santa Rosa y ahí hay tres comunidades incluyendo una que se llama 5 de Mayo, ahí sería ideal contactar ya vamos a ver cómo lo contactamos, a un líder ya es un señor mayor creo que se llama J., no me acuerdo el apellido. Fíjate que cuando nosotros estábamos en el programa de mejoramiento de barrios les hacíamos intercambio, la gente que iba a empezar a mejorar su barrio visitaba y era visitada por gente que ya lo había mejorado. Entonces para qué les dijeran cuáles eran los bemoles, cuáles eran las reacciones, que les dieran y que los otros se motivaran de ver como habían quedado los pasajes, los accesos este, de agua y todo eso, y entonces que se animaran. En esos intercambios vino gente de Ilopango a Mejicanos a esta zona Santa Rosa y hay una comunidad que se llama 5 de mayo donde está este J.. A mí el testimonio de él no se me olvida porque es bien lindo. Incluso como él lo cuenta verdad por eso quizás sería mejor que fuera el mismo que te lo dijera. Sí entonces pero, pero habría que ver cómo lo contactamos porque ya no yo no puedo ya no, de hecho no estoy ni en el trabajo de campo… Pero lo que el señor contaba de que ellos llegaron ahí por, creo que por el terremoto del 86, porque era, son tres comunidades está este la 5 de Mayo, todo ese sector Santa Rosa y no me acuerdo ya ni cuál cuáles eran las otras. Ya te la voy a buscar. La cuestión es que este señor dice que llegaron y armaron ahí sus chapas provisionales por el terremoto, con la gente que venían y pidieron permiso a ANDA para conectarse a las tuberías porque ahí estaban cerca, y se los negaron por supuesto. Entonces ellos ya tenían previsto que se los iban a negar. Entonces el plan de ellos fue este: "en la noche nos conectamos" y cabal verdad rompieron la calle hicieron la conexión por lo menos para tener agua por cantarera (cuando nosotros llegamos a la comunidad si estaban por cantarera), y este, volvieron a tapar y ahí queda mucho, fíjate entonces este señor dice que se reunió con la comunidad, era el presidente, y les dijo que a partir de allí aunque no estuvieran pagándole a ANDA iban a hacer de caso que sí y que iban a pagar como que si le están pagando y que iba a estar recogiéndose el dinero familia por familia, como que estuvieran pagando un recibo.

Sandra
¿Y fijaron un monto? ¿Un monto para igual para todos, mensual?

N.C
Sí, sí. Entonces con el tiempo, no se cuántos años después parece que o ANDA se dio cuenta o ellos volvieron a insistir en la factibilidad y se dieron cuenta del asunto los de ANDA. Y entonces les dijeron de que tenían que pagar el agua consumida más una multa y ellos les dijeron que sí. Porque lo tenían ahorrado y les dijeron que "nosotros no somos ladrones" sí, "sino que nosotros necesitamos el agua porque aquí tenemos niños aquí", tenemos… Entonces no se puede vivir un solo día sin agua y este la pagaron toda, pagaron la conexión, pagaron la multa y todavía les quedó dinero. Entonces pero fue, es un caso emblemático, es un caso bien bonito de ahí, de… pero no es exactamente la Montreal sino de comunidades aledañas para el caso podría ser lo mismo porque te digo es como que estemos hablando de una distancia de aquí al ICAS… porque nosotros intervenimos del lado derecho del lomo del caballo

Sandra
¿Por dónde está el Parque? porque de un lado está el parque y del otro está la casa comunal

N.C
¿Cuál parque? es que hay varios, ¿El Parque Montreal?

Sandra
El grandote!!! el parque Montreal

N.C
Es el otro lado

Sandra
Mmmm, ya te entendí, dónde está entonces la casa comunal

N.C
Si.

Sandra
Porque allí también hay un parque

N.C
Si, hay también una casa comunal. Y en esas comunidades de allí se atendieron esas tres comunidades juntas como núcleo tengo unos contactos creo

Sandra
¿Y ellos conocieron este testimonio?

N.C
Claro

Sandra
¿Y qué pensaron? ¿Porque ellos como habían hecho para resolver el agua allí?

N.C
¿Los que llegaban de Ilopango? Bueno, hay distintas experiencias te digo, obtienen la factibilidad por lo menos para unos cuantos chorros públicos pero la mayoría recurre a eso

Sandra
¿A conectarse de forma informal?

N.C
A conectarse de forma informal, si, y por cantareras, lo único que con eso sí hay

Sandra
Eso sí hay, esos sí los pone ANDA, los chorros públicos

N.C
Sí, si…

Sandra
Los pedís y te los ponen… Pero hay mucha que gente piensa que la gente en las comunidades lo que hace es bajar al río y agarrar agua del río y eso ocupa

N.C
Sí, sí, sí, sí, sí, sí, también hacen eso, pero vaya, nuestros ríos la mayoría están bien contaminados

Sandra
Entonces, digamos, esa opción de bajar a la quebrada y agarrar agua de la quebrada ya sabes que esa agua es un agua sucia, es mejor lograr la conexión aunque sea una conexión ilegal o hacer el transporte de agua desde las cantareras

N.C
Este después me queda de tarea ahí para darte por lo menos el teléfono de este señor, y sino por lo menos que pudieras entrevistarlo a él en la FUNDASAL o algo así verdad porque llegar hasta allá, él ya está mayor, no sé no sé qué tanto, si será posible para él la movilidad

Sandra
Y ahorita no sé, con esto del régimen de excepción no sé si está muy complicado ir a la Montreal

N.C
No, no, de hecho hay gente de promoción social que va. Entonces lo que podríamos hacer es hablar con la jefa de promoción social, que si van, alguien te acompañe, o si van, si organizan el viaje y yo estoy allí este te podría acompañar.

Sandra
Me encantaría porque ellos te conocen

N.C
Si, sino sería de buscar… J.R. creo que se llama

Sandra
Y sino en los archivos debe estar

N.C
Si, si, allí lo tengo

Sandra
Decime, todos estos testimonios y todo esto que ustedes iban recopilando

N.C
No están escritos…

Sandra
¡No está escrito!

N.C
No, no, no

Sandra
Aprovechemos y lo escribimos ahora

N.C
Jajaja!!! Fíjate que en ese tiempo estaba empezando también el cooperativismo de vivienda y aunque tiene un montón de bondades yo tuve mis recelos en el sentido de que bueno G.G, el que vino entonces, él era buenísimo con el uso de la palabra pero tenía un nivel distinto de los líderes, entonces a él le encantaba meter el marxismo él no sé qué no… Mira una vez tratamos construir un curriculum con los compañeros que resultó algo así como el pensum de sociología de los 70's de la UES, jajaja!!!... Una cosa que además de desfasada era bien fundamentalista en sus pronunciamientos, todavía hablando de la lucha obrera. Todavía siguen con pilas así te voy a decir, entonces… allá en Uruguay y todavía hay gente que lo impone acá, hace poco acabo de oír un término algo así… militantes o algo por el estilo, pero ese tipo de cosas… A mí me parecía más que la gente tiene que platicar entre ellos, porque ellos, ellos han subsistido, ellos tienen un conocimiento construido entre ellos y porque no es lo mismo vivir en la costa, que vivir en las montañas, que vivir en la ciudad, en las zonas pobres. Entonces siempre lo que procuramos fue una escuela itinerante, de hecho así le llamamos

Sandra
¿Y lo lograron?

N.C
Por lo menos, es que, empezamos, yo solo estuve en la jefatura del departamento 2014 al 2016. Cuando se fue el otro señor que estaba antes y, este en el 2017 salió la cuestión del FISDL y entonces ya agarrás para allá verdad, este era un ascenso prácticamente porque ya era una consultoría verdad, pero ya no pude seguir haciendo nada de eso, pero sí durante un año y yo creo que por allí deben de estar, y yo creo que esos sí se rescataron, lo voy a buscar, porque, bueno, hubo gente de la Montreal y gente de Santa Ana, que allá tienen sus propias dificultades, que vino a la costa a ver cómo vive esa gente del lado de La Paz… gente que hasta allí conoció el mar

Sandra
¡Imagínate! No lo conocían, ¡en este país tan chiquito!

N.C
Así es y pues sí, pero cuánto vale ir al mar. Entonces entre pasajes y que no vas a ir solo y que algo tenés que comer, son de 10 a 15 dólares como mínimo

Sandra
No se puede

N.C
No, eso no lo tienen, así como para decir "me lo voy a gastar en esto". Bueno, y falta de voluntad también porque a veces se gastan en otras cosas menos importantes pienso yo, mirá, te digo, yo desvariando acá pero… una señora nos contaba también de que ella, desde que eran novios, su esposo le ofrecía llevarla a conocer el lago de Suchitoto para, porque era interesante cómo habían hecho un lago artificial, entonces se divorciaron y jamás la llevó, y yo digo ¿que cuesta el bus para Suchitoto? Lo que estamos atadas, de que los hombres nos anden llevando, ¡imagínate! Pero vaya, ese testimonio es interesante te digo

Sandra
Entonces esto por ejemplo yo no lo sabía, la gente llegó allí por el terremoto del '86… ¿Y de dónde llegaron?

N.C
De mesones, de mesones de Mejicanos. Y casi siempre pasa también de que se asienta una familia y tienen familiares en el interior del país, entonces ya le dice "venite que aquí está bien, aquí está bien, podés entonces allí armar tu champa en un pedacito, no están reclamando nada", y así se va poblando. Pero la Montreal ha sido sobre todo lotificaciones, es de las más ordenadas

Sandra
Y esas lotificaciones ¿Quién las manejaba?

N.C
Eran unos terrenos agrícolas que el dueño original las parceló y las vendió sin servicios. Entonces, a diferencia de Las Palmas. Las Palmas era potrero, era

Sandra
Era parte de la finca San Benito

N.C
Sí, pero no tenía dueño. Lo que se concluyó era que el dueño era el Estado. El que nunca les asistió, verdad. Porque cuando ya se trató del proceso de legalización era el Estado. Y de allí hay comunidades que, o se toman predios públicos municipales o estatales o privados. Cuando son privados están sujetos a desalojo y el tiempo de prescripción, uuuu, les lleva un montón eso, si casi nunca prospera, pero con mejoramiento de barrios si se invertía, cuando el terreno era estatal, municipal o lotificaciones. Lotificaciones…

Sandra
¿Aunque sean así precarias?

N.C
Si, no justamente por ser precarias porque ehh, lotificaciones encontrás de todo, una gama también, hay gente que o por remesas o porque han tenido algún empleo han logrado mejorar sus viviendas. Fíjate que las lotificaciones no estaban en el espectro del mejoramiento de barrios al inicio, entonces cuando ya nos peinamos los territorios le decía yo a G.C: "G.C la gente que está viviendo en lotificaciones es gente que no se quiso ir a un mesón, que en vez de pagar un mesón prefirió pagar la letra de un lote, pero era más o menos lo mismo 50 colones pagabas por un cuarto, 50 o 75 por una lotificación y entonces ya estabas por lo menos en lo seguro, lo que pasa es que sin servicios verdad. Entonces allí prácticamente lo único que quedó delimitado fueron accesos porque era lo que sirvió para parcelar

Sandra
O sea allí tenían, yo me acuerdo cuando fuimos a recorrer la Montreal. Una de las visitas la hice contigo cuando vinieron los alemanes, se hizo todo un recorrido y un par de veces que fui con mis estudiantes también. Recuerdo que la gente me decía aquí el problema es la basura, porque evidentemente con esos pasajitos no entraba la basura, entonces ellos lo que hacían era que sacaban la basura arriba en la calle principal y allí sí la lograban sacar y si no al río pues, la basura se iba a la quebrada, como hay quebradita de un lado y del otro

N.C
Yo creo que allí el principal problema, bueno la basura, o sea ya después de pasarla la zona está recta o curvilínea lo que sea pero plana, empiezan unas bifurcaciones que yo después me hacía la idea de un alacrán con bracitos, porque después llegás al extremo izquierdo y aquí se sigue subdividiendo. Y aquí de este lado te conectás con Cuscatancingo y aquí de este lado te conectás con Ciudad Delgado, y hay un momento en que para toda conexión porque hay algunos terrenos que siguen teniendo una fuerte vocación agrícola. Entonces al final de la cabeza del alacrán, de los bracitos del alacrán, vos ves unas grandes lomas con cultivo

Sandra
Me acuerdo que fuimos al final de esa callecita que mencionás y llegamos a la casa de alguien que tenía vacas. A mí me llamó la atención que tenía vacas, su milpa, el frijolar y tenía una refrigeradora vieja y allí echaban el agua que era el bebedero de las vacas

N.C
Si, si, sí, he visto fotos

Sandra
Luego lo empecé a observar muy frecuentemente en otras comunidades, la gente agarra las refrigeradoras viejas y son los tanques de agua

N.C
Mirá estás fotos, esos son los accesos (hacia las quebradas, caminos de tierra), tercera edad allí quedan, con un tambo de gaz. Cómo bajás allí

Sandra
Nosotros bajamos a un nacimiento… mirá que bonito ese dibujo

N.C
Ajá, cómo se imaginan una vivienda digna. Casi todos con segunda planta fíjate, la segunda planta es señal de estatus. Esto es en Tonacatepeque… ¡imagínate el uso de los colchones! (como divisiones o verjas)...
(Hojeamos un libro escrito por N.C)

Y aquí sí he recogido mucho testimonio, este es Santa Ana… Este es Ilopango, imagínate lo que cuesta construir esto para tener que dejarlo abandonado… Entonces la mayoría de testimonios están sobre la violencia y el desplazamiento forzado. Aquí está Buenaventura, ¿te acordás?

Sandra
Enseñá, enseñáme la foto

N.C
De Ilopango, que lo mataron

Sandra
¿Lo mataron?

N.C
Sí, sí. Cuando hicimos la investigación estaba plagiado el 27 de Julio de 2016, y fue enterrado en una casa abandonada en la misma comunidad. La gente pensaba que había más de un cadáver porque lo habían partido, pero solo era él, fijate

Aquí habla sobre lo del agua, los agrotóxicos, creo que la parte medioambiental, yo la agarré con referencia a la gente de La Paz. Con la extracción de arena en el Jiboa… a vaya, este mirá, este es la Montréal

Sandra
Los niños, las mujeres (en la foto haciendo cola para ir a buscar agua)

N.C
Esta es en la zona, no de la joroba (del caballo), en uno de los bracitos… aquí está una cancha, entonces, ANDA o la alcaldía o quien sea llega y abastece estos barriles

Sandra
Entonces no hay chorro

N.C
No

Sandra
ANDA llega y llena los barriles, una vez por semana

N.C
Y ellos suben con cántaro

Sandra
Y la gente tiene que estar haciendo cola desde tempranito para estar llenando… ¿Y el camión del ANDA, es una pipa? y ¿se quedan hasta que se vacía la pipa?

N.C
No me acuerdo si es de ANDA o la alcaldía, pero sí, así están

Sandra
… una vez por semana… pero esa agua termina siendo no suficiente para todo lo que ellos tienen que hacer en sus casas. Decime, la prioridad de ellos en el uso del agua, vos que entraste a las casas, ¿para qué la ocupan adentro? ¿cocinar?

N.C
Básicamente, y aseo (personal), porque si pueden lavar en otro lado, van a lavar a otro lado

Sandra
La ropa… porque lavaderos públicos no hay ¿verdad? …

N.C
No, no

Sandra
¿Van a lavar a las quebradas?

N.C
Sí, sí, cuando hay quebradas con cierto nivel de limpieza sí, por ejemplo el Cacao, que está sobre la calle a Agua Caliente. Si vos vas por Agua Caliente, si vos das la vuelta para cruzar a la FUNDASAL, si siguieras recto para Soyapango, allí hay dos comunidades que se llaman el Cacao 1 y el Cacao 2, entonces abajo pasa un río que es drenaje, pero antes de llegar al río, que seguramente esos manantiales eran afluente, contribuyentes de ese río, allí sí hay manantiales y la gente allí lava

Sandra
Mmm, porque mirá, yo allí en la Montreal, bajamos, en un camino así como el que me acabas de mostrar, en medio de un gran monte, logramos bajar a una… tenían una pilita, habían hecho una pilita de una nacimiento. Era sobre esta quebrada que te digo que se llama Las Siete Pilas. Yo me imagino que se llamará así porque deben haber al menos siete nacimientos de agua

N.C
¿Y tú estás contemplando el drenaje junto con el agua?

Sandra
Me enfoco en el agua potable pero es inevitable hablar de drenajes y saneamiento

N.C
Porque fijate que eso también es importante

Sandra
Sí, no solo el agua potable sino también el saneamiento, el drenaje. Imagínate que yo logro tener agua en mi casa porque llega ANDA o por cualquier razón, pero y todo lo que yo saco sucio de mi casa

N.C
Sí, fijate que me acordé por eso, porque ese sí lo tengo acá por el testimonio de D.V, de la señora de pelo blanco, que dice:

"Uno pide el agua potable, y lo manda a pedir permiso a la Alcaldía y a la Unidad de Salud. Y la unidad de salud le dice a uno: "mire tiene que hacer una fosa"... las personas hacen la fosa, pero tienen un tiempo de caducidad, se les llena, ¿qué es lo que hace la gente? las aguas negras que tiene (en la fosa), las saca a la calle contaminando todo y no son solo una son varias familias" (V. Dubón)

Otro testimonio:
"Cuando es agua potable, anda le exige la fosa. El problema que se da es que el terreno no es adecuado para tener una fosa séptica. Entonces ¿qué sucede? que contratan a personas sin tener conocimientos, solo les hacen un par de cajas y una fosa que es solamente para unos meses… mi vecino hizo eso, y el día del terremoto del 86, hasta me abrió la casa. Todo lo que él había hecho adentro de los hoyos salió adentro de mi casa. hasta la fecha tengo problemas con él porque no ha solucionado nada (...) Es indispensable que usted esté legal, tanto como su

propiedad, estar legal con la alcaldía con todos sus impuestos, eso es lo que le exige ANDA cuando usted va a pagar su derecho de agua. Eso no se lo van a quitar... Hasta hoy el 3 de junio (de 2015) logré tener agua potable. Es una cuestión de estar llegando (S. R.)

Sandra
¿Cómo está D.V?

N.C
Mejor, mejor… pobre mujer, si han sido tres veces, incluyendo la primera vez que fue entregada por el papá… sí esa mujer ha tenido… la mala suerte no existe, pero si existiera allí se concreta porque… Ella me contaba, imagínate, que a la casa de ella le decían las siete cucas, porque eran siete hermana, era despectivo verdad. La mamá se fue llenado de hijos de visitas ocasionales del papá. El papá no se hacía cargo, entonces por supuesto que no les tenía cariño. Él trabajaba en un taller de mecánica según lo que me explica, allí por el lado de la Chacra y un día se la trajo y allí la dejó para que fuera mujer del dueño del taller. No sé qué deuda tenía, no sé qué pasó, ya no me puse a indagar más con ella en eso, pero cuando logró salir de esa situación y habló con sus hermanas, una de ellas le dijo: "si a mí me pasó lo mismo", o sea ya era…

Sandra
Una práctica común, las niñas eran mercancía

N.C
Sí, sí y esa vez que le llevó… esta última vez que pasó lo de la violación, este, fue por pleito de vecinos, algo así como una tontera que se pelaron entre vecinos y la mujer con la que se peleó le dijo: "te vas a arrepentir", y entonces era amiga de pandilleros y se la cobraron en la noche. Entonces no solo les robaron, a las diez de la noche a ella y a la mamá, porque la mamá y ella viven juntas, sino que regresaron después a las doce de la noche solo por ella. Entonces ¡Ay no! ¡Ay no!

Sandra
Y sin poder irse de allí

N.C
Si

Sandra
¡Que historias verdad! Después te ponés a pensar que el acceso al agua viene a ser… casi lo menos de lo difícil que tienen estas familias ¿no? porque las historias personales siempre son bien complicadas, especialmente para las mujeres

N.C
Si, entonces, aquí (en el libro), sí tenía varios testimonios fíjate, vaya mirá este también es del hoyo. Este es otro sector de Mejicanos, solo mirá por qué le dicen el hoyo

Sandra
¡Ay Dios! es un hoyo literalmente

N.C
Sí, esta cancha la refiere M.O, él se fue a vivir allí a la Montreal

Sandra
Allí estuvo, comprometido totalmente para entender

N.C
Yo había leído el libro y me quedé con eso

Sandra
Contáme, llega la gente después de los terremotos, de diferentes partes del país, está todo este tema de la lotificación, logran tener sus terrenos, acceden de esta manera ilegal al agua pero eventualmente logran que tenga un cierto nivel de legalidad. Pero cuando llega FUNDASAL ¿Cuáles son los problemas más grandes? porque no todos tienen agua y me imagino que casi nadie tenía drenajes adecuados

Cuándo llega FUNDASAL, ¿Cómo está el nivel de organización allí y qué es con lo que empieza FUNDASAL? Eso en que año fue, cuándo empezó el proyecto

N.C
Es que el programa de mejoramiento de barrios fue así, mirá, el asunto fue de que se hizo Las Palmas, verdad, se gestionó durante mucho tiempo, la ejecución fue más o menos 1997-2001, que fue el primer mejoramiento de barrios hecho, porque los anteriores habían sido renovaciones, botar todo, lotificar, y construir una unidad habitacional con servicios domiciliares de agua y drenaje. Después nos vamos a La Chacra, que fueron doce comunidades, allí sí, comunidades distintas, y cuando ya se tenían este 1200, aquel 1400 familias los alemanes dijeron: "vaya está bien, ustedes ya nos demostraron que tienen la capacidad de esto, les vamos a dar 10 millones de euros" (creo que por allí andaba el monto), "y ustedes elaboren dónde van a intervenir y solo van metiendo los proyectos a no objeción, proyectos dentro del programa". Creo que nos pusieron como límite llegar a 3000 familias con eso. Entonces más o menos se hizo una investigación que ya la traía adelantada FUNDASAL en 32 ciudades pero, nosotros decidimos quedarnos sobre todo en San Salvador para crear el modelo, más chiquito. Y entonces el equipo del programa lo que hacíamos era formar parejas, uno técnico y uno social, y nos peinábamos los municipios. Y yo peiné Soyapango, en dos ocasiones. Otros se iban a Santa Ana, que al final no cuajó, no porque queríamos llegar hasta allá. B.M con otro compañero fueron a Ilopango y entraron a esas comunidades grandotas por el lado de la autopista. Y otros vinieron aquí a la zona de Mejicanos, entonces después nos reuníamos y ya teníamos una matriz para ir calificando, entonces, en un municipio por ejemplo, en Soyapango o Ilopango, dónde están la mayoría de proyectos el programa cubrió varias intervenciones, entonces mandó por ejemplo, esta que te digo, la zona de la Santa Rosa, estaba la 5 de Mayo, no me acuerdo las otras. Las primeras tres fueron una intervención. Las de la Montreal fueron una siguiente. Así hasta que se agotó el dinero.

Sandra
Pero eso fue ya para 2000…

N.C
El programa mejoramiento de barrios estuvo mirá del 2002 que empezamos La Chacra, hasta como 2007 y después del 2007 hasta como el 2015 creo que terminó

Sandra
Yo me acuerdo de la fecha en que terminó que era 2015, pero no tenía muy clara la fecha en la que había comenzado. Son prácticamente siete, ocho años de estar trabajando allí. Que eso es bien importante porque significa que un proceso de este tipo lleva tiempo y qué instituciones, qué privado por ejemplo, se queda haciendo un proyecto durante ocho años

N.C
Si, si

Sandra
Entonces, llegan allí, ustedes identifican a partir de esta matriz…

N.C
Esta matriz incluye eso verdad, de que hayan ciertas carencias, y carencias también manejables porque por ejemplo si el terreno tenía unos desniveles, unas pendientes demasiado fuertes y el costo de un muro se llevara todo lo que estaba … no tenía sentido. Porque casi siempre son para proteger cuatro o cinco viviendas y la gente sigue igual. Pero cuando nosotros llegamos a las comunidades es rara la que haya conseguido agua potable domiciliar. Y si la tienen es con una tubería instalada de forma artesanal, o lo que tienen son chorros más inmediatos de dónde pueden conectarse, como aquel que está allá, y que allí hubieran dos o tres casas juntas, ya no es tan limitado como una cantarera para un grupo de gente más grande, sino que ya los chorros más distribuidos pero no es domiciliar, y drenajes, casi ninguna. Drenajes no tienen.

Sandra
Pero es que de todas maneras tampoco podés conectar un drenaje, ¿a qué lo conectás? si no existe una tubería madre de ninguna infraestructura pública ¿verdad?

N.C
Eso fue la razón de quedarnos del lado derecho de la Montreal, porque en este lado no hay tubería primaria

Sandra
Entonces, ustedes, porque yo me acuerdo que cuando hicimos el recorrido veíamos muros, había alguna infraestructura colectiva, por ejemplo colectores de agua que llegaban hasta los ríos y tenían incluso hasta unos implementos para poder retener basura, la más gruesa. Y la gente me contaba a mí: "nosotros, después del proyecto hacemos toda la recuperación de la basura, pero la quebrada sigue sucia porque la basura no es nuestra, la basura viene de otros lados y termina aquí

N.C
Sí, de otras comunidades aguas arriba, sí, así es. En el caso de nosotros, en el caso del mejoramiento de barrios se tuvo que echar mano de una planta de tratamiento de aguas existente en Soyapango, para hacer una descarga medio directa. No porque casi todas, es el único caso que recuerdo que hayamos tenido que hacer uso de las plantas de tratamiento. Porque de allí toda el agua de las comunidades era encauzada a tuberías primarias

Sandra
Pero porque no había tubería allí, no lo lograron hacer así

N.C
En el lado de Soyapango no. Fue en el lado del Cantón El Limón, allí no había y entonces había una colonia formal, que tenía capacidad, que la planta tenía capacidad para más, se hizo todo el estudio y se conectó unas comunidades a esa planta para poder dejarlas con drenaje

Sandra
Y entonces cómo siguió el proceso, contame que esto es justamente…

N.C
No, este, el programa caducó verdad, después del 2015. Solo que se trató de dejar el instrumental pedagógico o el libro incluso que tiene estos criterios que te estoy diciendo de elección, de cómo es el proceso para un mejoramiento de barrios, se hizo la red, se socializó con universidades, vaya aquí cuántas veces no venimos (a la UCA), este con la UES. Allí, el último proyecto fue de devolución, de socialización con instituciones, academia y luego yo tuve el chance de ir con don Ismael, cuando estaba entonces como director a Alemania. Uno de los consultores que sirvió en Los Manantiales, cumplió 25 años en ese tiempo y nos dijeron: "si ustedes se pagan el pasaje, aquí les damos alojamiento y la comida". Fue un momento de celebración bien bonito porque fue como juntar a los países que habían estado con ellos fijate, con los que se había estado trabajando y cada quién llevaba su experiencia. Entonces por ejemplo, aclimatación o climatización de escuelas en China

Sandra
¡Ay que bonito!

N.C
Sí, entonces cosas así pudimos compartir. Y aprovechamos para ir a Kf (KfW), con el señor K., que era el delegado para América Latina, y el señor K. trajo a su jefe, y el jefe trajo al jefe del jefe y nos dijeron: "bien bonito el programa pero ni un euro más". Entonces no quisieron seguir invirtiendo, entonces otros mejoramientos más modestos que casi son renovación, como el que se acaba de hacer en La Venecia, lo fui a conocer hace poco, este son, esfuerzos de FUNDASAL por juntar pitas para hacer la trenza.

Sandra
Pero en la Venecia hay una organización comunal bien fuerte ¿Cómo fue la organización aquí en la Montreal?

N.C
Es que las organizaciones en las comunidades, en los asentamientos precarios, y es lo que más o menos nosotros también tratábamos de rescatar, no es que FUNDASAL la llegue a hacer, la gente viene fuerte, viene fuerte con una organización fuerte y fluctúa. Fluctúa verdad. Cuándo más o menos han satisfecho una necesidad como bueno, se organizaron para meter una tubería de agua aunque fuera ilegal, también por el desgaste y porque la gente tiene que seguir subsistiendo para comer, hay períodos más laxos. Después se presenta otra situación y la organización volvió a subir, la cohesión comunitaria vuelve a subir y vuelve a relajarse y así van por varios ciclos en función de sus necesidades. Quizá lo que permanezca más estable es la Junta Directiva que trabaja con cosas pequeñas como la Unidad de Salud, que llega a una campaña de vacunación, o la Alcaldía que llega a una campaña de recolección de residuos sólidos masivos, grandes, voluminosos le dicen ellos. Aparte de eso se mantienen también estables las iglesias, los clubes juveniles, los clubes religiosos, el deporte. Pero organizaciones así como fortalecidas para el proyecto sólo cuando logra una institución como FUNDASAL, llegar y fortalecer. Yo les decía incluso que para mí fue sorprendente aquí en Las Palmas, que es como que saqués una planta y le saqués la raíz y le cortés las ramitas y la pongás en algo más grande y la dejés abonada porque llegás hasta el fondo, allí llegás hasta cada casa con la organización de cada familia de cara a los pasajes, para meter los servicios. Pero nosotros decíamos eso, ¿por qué la organización no se mantiene estable? hasta que un señor de Argentina me decía: "pero es que está bien, no son clubes de té que van a estar permanentemente en reuniones, si la gente tiene otras cosas que hacer". Entonces se volverán a unir cuándo la necesidad los vuelva a convocar y así van. Entonces, digamos, cuando cuándo nosotros llegamos hallamos un nivel incipiente, no a cero, porque jamás aletargado por decir algo porque han logrado tener de alguna manera los chorros públicos, pasa la basura, entonces cada quién está saliendo a ver qué consigue para comer ¿verdad? Cuando ya se dice: "mire vamos a tener que hacer trabajo por ayuda mutua, vamos a tener que organizarnos por pasaje, hay que capacitarse", entonces empieza la efervescencia. Y algo se deja para que la gente siga siendo educadora de sus pares. Pero es de tener buena voluntad

Sandra
Es muy bueno lo que me decís porque en general desde fuera la gente tiene esta idea romantizada, siempre se habla en general en los textos académicos de la comunidad y la organización comunal y pareciera que es algo que surge, que está ya de una sola vez fortalecido, que permanece en el tiempo y hay como una especie de, de idealismo siento yo con respecto a ese…

N.C
Yo creo que incluso en FUNDASAL fíjate porque yo ví los intentos de formar un movimiento de pobladores por el habitat y lo que es enfrentarse con el Estado, con la burocracia. Hasta la fecha fíjate, no hay una Ley de Vivienda de Interés Social, ni una política, que son las buenas intenciones. Pero una Ley con presupuesto, con la cuestión de la regularización del suelo para estas familias no hay, entonces la gente llega y cuando vos ves los líderes te encontrás gente como aquel señor, mirá, que son los originarios, los que llegaron, entonces y no deja de decepcionarse un poco, incluso, pues la otra gente que está en FUNDASAL en las oficinas han de decir: "y este es el líder que me trae", verdad, este señor que no pueden leer, son de tercera edad, etc., etc. Otra cosa es la

organización cooperativa del Centro Histórico porque allí son mujeres jóvenes, casi la mayoría, madres de familia solteras, este…

Sandra
Comerciantes

N.C
Comerciantes aguerridas y todo, pero de las comunidades urbanas o rurales, periurbanos o rurales es eso lo que encontrás, ¡vaya este señor!

Sandra
Si, si

N.C
Entonces la gente más joven que encontrás es como la D.V. Y la D.V vende peluches, otro día vende pan, otro día vende ganchos, otros día vende tamales con la hija. Entonces a esa gente le estamos pidiendo que esté permanentemente en la organización

Sandra
No pueden, no tienen tiempo

N.C
Y por último terminan yéndose, entonces, eso es lo difícil del trabajo social y de la parte de la organización comunitaria

Sandra
Y después viene la ayuda mutua que también es bien pesada porque para que te salga tu proyecto y para que tengás la conexión… ¿Cómo ves el tema de la ayuda mutua? Digamos en el corto plazo vos decís "Ay, qué chévere", me voy a meter en esto porque…

N.C
Si, es algo que defiende la FUNDASAL y yo he sido testigo de cómo fortalece el tejido y también deja el convencimiento en la comunidad de sus propias fortalezas y que pueden volverlas a activar pero tiene que ser pensada también en términos de la sobrevivencia de la gente. Los primeros proyectos de ayuda mutual cuando yo llegué a la FUNDASAL que oí hablar a mi ex-jefa, que hablaban de un parto porque la ayuda mutua duraba nueve meses, ahora imagínate nueve meses estar sacrificando todos tus fines de semana, es cierto pues, vas a tener una casa y todo, pero en Mejoramiento de Barrios llegamos a tener ayudas de un año, ayuda mutua de año y medio, entonces la gente también acaba cansada.

Sandra
Yo me recuerdo haber ido a Cuna de Paz, y las mujeres de Cuna de Paz

N.C
Están cansadas también

Sandra
¡Estaban agotadas! Se sentían ya sin fuerza e incluso habían algunas que decían "Yo me voy a morir y no voy a ver esto", porque son mujeres bien mayores verdad. Entonces, cómo, porque siento que en un contexto urbano mientras más centralidad tenés, por ejemplo las cooperativas del Centro Histórico con más acceso a todo el movimiento urbano, quizás la ayuda mutua es más ágil pero aquí estamos hablando de lo periurbano, de gente que tiene que transportarse, que a veces tienen trabajos agrícolas, a veces son trabajos urbanos. ¿Cómo ves esa mezcla?

N.C
Fíjate que yo fui hace poco también porque he estado ayudando a la FUNDASAL en terminar el libro de los 55 años, y entonces, lo empezó don E. que dejó una estructura y los primeros capítulos, lo siguió E,J, y E,J había dejado una novela, verdad, pues ella es una literata… entonces con cuestiones así de impactantes como el diámetro del agujero dónde entró la bala que mató a Monseñor Romero. Entonces digo, pues sí está bien rescatar… y sin ninguna cita, ninguna cita. Entonces, este, desde Noviembre me dieron esa tarea, la acabo de entregar y yo ¡ya estuvo y no veo más esa cosa les digo! Porque ya, no, no, fabuloso, pero fue… ha sido, ha sido, bien fuerte en el sentido de documentar en el sentido de que la FUNDASAL puede decir que hizo 500 casas en Chintuc, pero quién, aunque sea una referencia tiene que ponerse a los hechos históricos. Entonces, que vaya todo documentado, verdad, y con normas APA. Que los testimonios lleven la debida sangría y cursivas y si es de libro que vayan entre comillas, y todo, todo eso, todo eso se lo he estado poniendo. Y entonces le dije yo a C.: "quiero ir a proyectos porque estoy escribiendo cosas que no conozco y fui a Venecia y fui a ACOVICUPA también, a la Cooperativa de Cuna de La Paz. Lo que está pasando es que allí han comprado un terreno para 60 y solo, 60 familias y solo tienen la tercera parte. Entonces, estas familias que están empezando están de punta de lanza y se está haciendo Roma. Entonces, yo hablé de esto con C. y le digo es que me recibieron hasta de forma hostil, de aquello de "Y trae un su millón de dólares, ¿qué viene a hacer aquí?" Así, y un compañero me dijo: "Ya que te vas a reunir con ellos allí está la casa comunal", creés que se movieron del corredor, sentadas en el piso y como que había llegado un zanate a comer allí

Sandra
Es que están cansadas, ya no tienen fuerzas

N.C
Si, a esa gente le ha tocado la tal pre-obra que es la casa comunal, hecha de adobe; le tocó lo del tanque y le tocó las primeras tres vivienda y hoy están con 23 más, y es un grupito reducido de 12 gentes

Sandra
Sí, yo estuve en una jornada de ayuda mutua que S. organizó y llevaba allí el montón de gente, de cipotes normalmente, de la universidad… pero me recuerdo que en esa jornada estuvimos trabajando desde la mañanita hasta la tarde. Mirá, yo, en un momento que ya no aguantaba más, estaba tan agotada… esa jaloneada de adobes, el picado de piedra, cargar la piedra, ¿Cómo hacen esas mujeres todo ese trabajo solas? prácticamente solas pues, porque sí es cierto que hay acompañamiento pero… no, no es demasiado pesado

N.C
Sí, sí, allí están pensando un montón de estrategias y quizá habría que volver a los orígenes. Hubo un gerente de FUNDASAL que dijo: "no podemos resolver todo, entonces démosle a la gente lotes con servicio", y así empezó, así fue el Pepeto. Acaban de venir, pero acaban de venir te digo hace como unos tres o cuatro años a hacer un estudio de la vivienda incremental, de cómo la gente progresó en esos asentamientos a partir de lotes con servicio. El Sauce es un ejemplo también de vivienda bien chiquita, de un solo cuarto, pero con servicios, con dos cuartos y otra con tres cuartos, según la capacidad de pago de la gente pero no podés hacer para todos igual. Entonces al rato podría ser ACOVICUPA por allí de decir bueno aquí están los 60 lotes, enfoquémonos en los servicios y la vivienda que cada quién la vaya haciendo cada quién como pueda… a medida que se vaya consiguiendo financiamiento, lo que podría establecerse es que se mantenga el diseño de adobe

Sandra
Sí verdad, ya existe el conocimiento, ya se sabe cómo… las mujeres son expertísimas en hacer adobes. Pero, fíjate, esa condición es completamente diferente, si estás en un territorio rural en la montaña, tienes un río precioso ahí bien cerquita y distinto no, pero a mí me ha interesado mucho el tema de los territorios peri-urbanos, porque justamente estás en esa frontera con la ciudad, la ciudad, lográs acceder a ciertos servicios de la ciudad pero, tenés también esta condición rural, mucha gente sigue manteniendo esta forma de vida rurales y tiene ingresos de modos de vida rurales y quizás podría ser que esta misma urbaruralidad o ruralurbanidad, como quisieran llamarla, les permite tener una cierta calidad de vida, podría ser, pero quizás no sé si estoy en lo correcto ¿Qué pensás vos a partir de lo que has visto?

N.C
Mira yo creo que cada, bueno y de hecho está puesto ahí en el libro también pues, o sea, una de las de las, de las cuestiones de éxito del programa mejoramiento de barrios y también del hacer de FUNDASAL es que no hay recetas, para cada comunidad se tiene que estudiar su problemática y, y sobre eso proponer. A partir de diagnósticos participativos, a partir de lo que la gente te esté diciendo esto necesitamos, que esa lección la traemos desde bueno, Las Palmas por ejemplo, dónde vas a ir a meter 1400 personas para hacer un terreno plano, que eran las primeras ideas, y después lotificar y bueno, de hecho ya había vivienda que eran más grandes que otras y la gente lo ha dado por hecho pues, cómo iba a reaccionar el que perdía terreno, entonces ahí bueno: "¿qué es lo que necesitamos?" Y entonces ahí tuvimos que oír a la gente: "servicios, pasajes mejorados", ya empezar a, a diseñarlo con la gente viviendo allí porque no se van a ir a otro lado, qué podemos ceder que sí

Sandra
Los pasajes mejorados también son algo interesante, verdad, porque el pasaje también permite no solo que haya una mejor movilidad y acceso, te permite también hacer las conexiones de los drenajes. ¿Cómo ves el mantenimiento de los drenajes?

N.C
Excelente

Sandra
La gente lo sigue cuidando y todo. O sea, digamos que después que ha pasado todo este tiempo la gente sigue cuidando

N.C
Si, en Las Palmas, no hemos sabido nosotros de problemas. Y en Las Palmas nos habían dicho, les recibimos ese sistema, que era la primera vez que se usaba en el país, a los cinco años de que pruebe de que está funcionando bien y no esperaron los cinco años. Terminó el proyecto en el 2001 y allí lo recibieron y lo han seguido operando

Sandra
¿ANDA?

N.C
ANDA. Nosotros fuimos a ver una experiencia… Pero es que es eso, es el convencimiento de la gente de que esto es lo que conviene porque esta es la realidad de la comunidad. Nosotros fuimos a ver una experiencia a Guatemala, en una comunidad que se llama el Mezquital, en dónde aunque sean asentamientos urbanos precarios, son terrenazos, si es Guatemala, es otro concepto de territorio, entonces la gente no entendía por qué le estaban metiendo esos tubitos si allí había espacio, verdad, la gente decía: "aquí se están robando el dinero", entonces sabotearon el sistema, metieron muñecas, metían piedras… Aquí no, aquí a la gente les constó también a ellos hacerlo y así ha sido en todo el mejoramiento de barrios y saben cómo está construido, pues, así les digo yo, como las patas de una araña de lo más delgado a lo más grueso, hasta llegar a la tubería primaria, entonces saben que tienen que contribuir, y no hemos sabido fíjate, ya mejor a la Plaza El Bambú (un centro comercial cercano), le dicen el Titanic porque no drena, ya viste el agua lluvia ¡que por los ascensores baja! … y allí no, allí no ha pasado eso fíjate… Entonces sí está bien, bien vinculado.

N.C comenta más adelante que para repetir el modelo los financiadores (KfW), han contratado a una consultora para impulsarlo desde dentro de las instancias de gobierno, pero que incluso así los procesos son muy lentos

N.C
En cuanto a organización yo creo que nosotros hemos sido un poco groseros al subestimar que la gente… que nosotros vamos a llegar a hacer una maravilla y que no hay nada cuando llegamos, pero como no… solo lograr asentarse ya requirió que se organizaran. Mucha gente ha construido en colectivo, por lo menos lo básico, ha metido los servicios, han hecho una casa comunal. Todos esos han sido pequeños esfuerzos pues. Y te digo pues, que las comunidades tienen fama de violentas, de mucho pleito… pero lo que yo he encontrado, y creo que por

allí lo expresaba, que si no fuera la solidaridad de esta gente, mucho más grande que la de las colonias formales, esta gente no sobrevive, fijate… y se mide en un montón de pequeños detalles, vaya, cuando fue el terremoto que te mandan a dejar un plato de comida, que te dan un predio mientras te resolvés, verdad, que hay gente que gestiona y canaliza para los que están sufriendo más, de la misma comunidad, esa es solidaridad pues, y sino esta gente se muere, y si no se mueren es por eso, aunque se pasen peleando, aunque se pasen vigiando, si te han llevado pupusas o pollo campero, o por qué no has pagado el agua y si estás comiéndote el pollo pues, aunque pasen todos esos chambres…

Sandra
Es más grande que los chambres, la solidaridad

N.C
Es mucho más fuerte y sobre todo cuándo está en juego la vida, y sobre todo, te digo a mí me admiró una señora, de allí de la Montreal también, la niña L., me admiraba porque ella tiene un pelo negrito y ya está mayor, una trenza así mirá, yo no sé de dónde saca pelo esa señora. Pero ella estuvo cuidando a un señor hasta que murió que no era nada de ella. ¿Quién va todos los días a la casa de otro a verlo, a lavarlo, a darle aunque sea una sopa dos veces al día hasta que se muere? porque no aparecieron hijos, no apareció familia… lo que hacía la niña R.F…

Sandra
La niña R.F, y con la vida de ella, todo lo que ha sufrido, y con sus hijos y todo… la niña R.F sí que a mí me sorprende la calidad humana de esa mujer

N.C
Ya no lo hace lo de la sopita para la gente viviendo en calle porque la gente a la que se lo daba ya murió y los hijos ya no quisieron seguir con eso. No era ni gran cosa, pero ponele que nadie la supervisaba, ella podría haber podido decir: "sí, yo lo sigo haciendo", y no hacerlo, verdad, hacer una sopa, bajar hasta el centro con ese asunto caliente, volver de regreso y todos los días

Sandra
Mirá, hay dos cositas más que me interesan antes de que te libere… dos cosas puntuales: ¿Qué pasa con los proveedores privados de agua?, ¿llega gente que vende agua privada allí?

N.C
No, no

Sandra
¿Siempre es de ANDA? ¿Siempre es con la alcaldía… o?

N.C
No, no tendrían para tanto.

Sandra
Ni siquiera el agua Cristal ni esas cosas así…

N.C
No sé, fijate que tengo la idea que la gente está comprando agua para tomar, porque la calidad del agua que está suministrando la alcaldía sobre todo ellos mismos te dicen que no es muy buena, no es para consumo humano, así directo. Vimos una comunidad con la gente esta del PNUMA, hace unos días, allí dónde están esos restaurantes de lujo, subiendo al volcán. La gente no tiene agua, verdad, porque, pues sí, va más para arriba. Entonces han hecho una experiencia bien interesante para captación de agua lluvia, del mismo techo que hicieron para ese espacio, entonces les queda así el plafón, pero abajo está la cisterna. Y allí abastecen a las familias o a quien sea de agua llovida, verdad.

Están, todavía tienen que hacerse estudios, esa es otra cosa interesante que podrías ver, cómo mantener esa agua para que no agarre plagas para que se mantenga medianamente soluble porque, en Tacachico y en otras partes del área rural, donde están haciendo cosecha de agua de lluvia le meten peces, pero es para riego y los peces allí saca sus excrementos, entonces fabuloso para los cultivos, pero no para que te la tomes así nomás

Sandra
Con el agua lluvia hay un problema serio, especialmente si vos la cosechas en las ciudades, porque el nivel de contaminación atmosférica es bien alto, entonces, las gotitas de agua cargan con esa contaminación atmosférica y se la llevan, o sea que vos cosechas agua pero está totalmente contaminada para consumo humano

N.C
¿Qué tendrá? que la señora que me ayuda en la casa la agarra y le digo yo: "¿Y para qué está agarrando agua lluvia?" "Viera que chelitos deja los trapeadores", me dice… ¡¡Que corrosivos no tendrá que deja chelitos los trapeadores!!

Sandra
La podés ocupar para lavar, para los inodoros, en las ciudades para regar el jardín, pero no para consumo humano, no para bañarte, no para cocinar. Entonces si tiene sus limitaciones la cosecha de agua

N.C
La gente, con esa agua que les lleva la alcaldía, no sé hasta dónde la estarán bebiendo. Porque no toda la gente tiene la capacidad de comprar una botellita

Sandra
Y el otro tema son las pandillas, ¿Hay algún tipo de control sobre los recursos? ¿Sobre el agua? porque yo me acuerdo que cuando fuimos a hacer el recorrido por ejemplo, yo quería ir a ver una tubería, que nacía, porque las pasaban colgando, acá abajo estaba el río y arriba pasaba colgando… y me dijeron: "No, no podemos cruzar porque al otro lado está la pandilla, la otra pandilla"... ¿Había algo también, algún control sobre el agua de parte de las pandillas?

N.C
Control sobre el agua no, a lo que sí le metieron mano fue a los espacios públicos, pero al agua no. Esa la han dejado en manos de la Junta Directiva, a veces alguno de ellos está en la Junta Directiva también verdad, pero, o tienen vínculos y todo, pero no, no están directamente, es que asunto de las pandillas, aparte del sentido de pertenencia que le da a los bichos es sobre todo el mercado, el mercado de la droga, verdad, hasta dónde llega uno, hasta dónde maneja el otro. El narcomenudeo. No, no se meten con estos temas. Ellos saben que es algo básico para la vida, es algo beneficioso para la comunidad. Es lo que nos pasa a nosotros pues, a nosotros no nos pasa nada, te digo, aun así rentean a los albañiles, a los que caminan la comunidad, pero, piden trabajo…

Sandra
Pero más de eso, no…

N.C
No, no, no atacan a nadie

Sandra
N.C, muchas gracias por tus comentarios.

ENTREVISTA 8

Participantes: L.G (equipo de Construcción de FUNDASAL), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Octubre 25, 2022
Lugar: Pasaje 8, comunidad 5 de Mayo. Casas de R.J y R.M. Se acompañó una inspección del equipo técnico de FUNDASAL a la vivienda de R.M, que parcialmente había colapsado por un deslizamiento de tierra. La familia, beneficiaria del PMB, sigue solicitando apoyo a FUNDASAL años después de finalizado el programa, ante el bajo nivel de respuesta de parte de la alcaldía.

INTRODUCCIÓN
En el marco de la visita de inspección a la casa parcialmente colapsada en el pasaje 8, aprovecho para entrevistar a L.G, técnico en construcción y parte del equipo de Diseño y Construcción de FUNDASAL. Conversamos previo a hacer la inspección.

Se le comentó sobre la investigación y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

L.G
Desde dónde ellos quieren construir hay como 1.5 metros, hasta dónde se desbordó el talud

Sandra
¿Y es sólo en un punto dónde ha habido (deslizamiento)?

L.G
Solo en un punto es

Sandra
A mí me estaban comentando de que las personas que vivían en esa zona han estado construyendo sobre la infraestructura

L.G
Es posible que sí. Que ellos como los espacios que tienen son bien pequeños abarcaron un poco más de la zona de protección de dónde tenían el talud, entonces otro problema que le veía yo es que, está bien que lo hayan hecho pero no protegieron la, la, agua lluvia de toda la vivienda cae directamente hacia el talud

Sandra
O sea que ha está erosionando

L.G
y eso ayuda a erosionar un poco, porque nosotros cuando fuimos les dijimos que, por el momento la fundación nos les puede resolver inmediatamente vea, pero les dijimos que si podían ellos con sus recursos poner el canal y llevar ese canal de descarga a una descarga que tenemos algo cerca allí, vea

Sandra
Porque se ve ya hasta el pozo, el pozo estaba, era tanta la erosión que había

L.G
Sí se ve. Y ese pozo es un colector de descarga de aguas negras

Sandra
Íjole, o sea que si ese pozo colapsa hay un problema de salubridad

L.G
Sí
Sandra
Porque me estaba diciendo L. que no es solamente ese punto el que está en peligro y que se está erosionando sino que hay otros más ¿Usted ha visitado otros?

L.G
No, otros no hemos visitado. No nos han dicho nada sobre el resto

Sandra
Porque allí habría que ver… ¿vamos a poder encontrar a alguien de la comunidad allá?

L.G
Como nosotros vamos a la zona ellos nos van a decir algo

Sandra
Vaya. Porque a mí me interesaría ver cómo está la infraestructura en este momento. Que ellos me cuenten un poco, quienes estén allí, con quienes se pueda hablar ¿Qué es lo que han observado y qué ha pasado? pero también tal vez eso lo podemos hablar ahorita en el camino ¿Cómo ve usted L.G, desde que se terminaron los proyectos, que fue allá por el 2015 que se terminó todo esto, el tema del mantenimiento?

L.G
No

Sandra
Cero. Y la alcaldía ¿nada tampoco?

L.G
La alcaldía les ayuda pero es bien poco también, a veces no logran… incluso allí, hoy hay una nueva descarga de aguas servidas que llega a la quebrada. Cuando nosotros hicimos el proyecto se eliminó todo eso, porque la quebrada iba a trabajar únicamente pero descarga de aguas lluvias, pero en el período de verano eso iba a estar seco, pero no sé cómo construyeron otro colector y han descargado directamente a la quebrada

Sandra
Sin tratamiento, directamente a la quebrada

L.G
Solo que creo que son aguas servidas, no son aguas negras

Sandra
Ah, ok

L.G
Creo, no estoy seguro, pero es una manera de, si es aguas servidas, agua con jabón, entonces si se estanca siempre queda el mal olor

Sandra
Si, definitivamente. Y de todas maneras las mismas quebradas de todas maneras llevan basura de la misma que se tira allí pero de la que arrastra, o sea que eso se mezcla, aguas servidas con plásticos, basura y va dañando. Pero ¿Hay un componente post proyecto de enseñar cómo debe ser el mantenimiento? Yo me acuerdo que…

L.G
Yo creo que todo eso se hace en el proceso constructivo. Se les alerta también a qué están expuestos sino se… pero, yo creo que sí, en algunos sí funciona, pero hay algunos que son un poco descuidados verdad. No con todos se logra el objetivo

Sandra
Pero yo creo que quizás ese debería ser un punto casi de honor ahora verdad, porque esto va a empezar a suceder con más frecuencia. Ya el proyecto tiene casi 10 años de haberse terminado y evidentemente después de 10 años si no se le ha dado mantenimiento van a empezar a haber problemas. Porque pues la situación estaba bastante complicada para esa casa y otras casas que estaban también en la zona que estaban en peligro.

L.G
O sea, todas las casas que estaban alrededor de ella se corren el mismo riesgo.

Sandra
Claro. Y me mencionaban también los compañeros de la zona que había llegado gente de la alcaldía, que había llegado gente de protección civil, pero que ninguno se hace cargo porque pues…

L.G
Es una inversión

Sandra
Allí hay otro tema, pues, es algo constante porque vemos que van y vienen gobiernos municipales y no…

L.G
Sí, pero con el desorden que… por lo menos financieramente ninguna alcaldía responde ahorita… ahorita solo partidas de nacimiento están dando… Los alcaldes quiérase o no ocupan los recursos para otras cosas, pero se hacía algo. Lo de limpiar eso es otro tema, habría que fiscalizar también

Sandra
Eso es otra cosa, ahora, no sé si llamarlo excusa porque es una realidad pero digamos que con propiedad pueden decir: "no hay recursos, y nosotros no vamos a hacer nada porque no tenemos recursos". Pero allí entran otras variables, cómo la ve usted, por ejemplo el Ministerio de Medioambiente con el tema de la limpieza de los ríos

L.G
Pero, Medioambiente no tiene como… ellos son los que rigen y dictan normas, leyes, pero como algo así "vamos a hacer una limpieza", no tienen ese recurso verdad, ellos

Sandra
No, eso no. Pero por ejemplo de allí se toman también algunas instituciones que llegaron y les habían dicho, es que aquí las casas están construidas en terrenos de protección. Según la normativa de Medioambiente desde el eje de la quebrada hay un margen de protección de 25mt, entonces, y con lógica verdad, las personas que me compartieron la información me decían: "Entonces ¿cómo es que antes nos aprobaron los proyectos, sabiendo que existía esa normativa?"

L.G
Esa zona, incluso nosotros entramos para poder legalizar pero no se pudo por eso mismo. Pero nosotros no construimos allí nada y las viviendas quedaron tal y como las que habían y algunos se les hizo pie de casa para que ellos siguieran construyendo. Con las zonas de protección que se construyeron, pero es que esa zona la administró B.M (B.M, ver entrevista 11)se debe acordar bien de todo eso, porque toda esa parte constructiva ella la administró. Legalmente todo eso nunca se superó por la misma condición en las que ellos vivían al margen de la quebrada

Sandra
Ajá, pero allí cómo que allí la normativa es un poco obsoleta porque la realidad en todas estas comunidades es que la gente definitivamente no se separa 25 metros del eje de la quebrada

L.G
No, no

Sandra
Entonces esas normativas

L.G
Si, no son aplicables, peor a como ellos verdad

Sandra
Pero justamente a esa normativa se aferran las otras instituciones para decir que aquí no hacemos nada porque ustedes están en una condición de ilegalidad.

Hay otro tema que a mí me ha llamado la atención y lo he escuchado recientemente, ustedes que andan aquí todos los días en las comunidades me lo dirán. Parece que hay más gente, parece que se está incrementando la densidad poblacional en estos espacios. Puede ser porque las familias han crecido y entonces, pues, crecen los hijos, forman sus hogares, pero se siguen quedando allí. No se pueden mover a otros territorios, también por cuestiones de inseguridad o de control territorial. Pero eso significa que hay más necesidad de espacios para vivir y claro, por ejemplo si una familia se incrementa allí en el pequeño lotecito que tiene van a querer construir un cuarto más porque el hijo se acompañó con alguien o no sé, ¿ustedes han observado que se esté incrementando la densidad?

L.G
Si se da eso. En la 5 de mayo… solo que en ese lugar a dónde vamos a ir, dónde se da el problema más grande, ellos sí se ampliaron pero es un espacio bien grandote el que han generado, pero parece que el uso que tiene no es… bueno, por el momento no lo estaban ocupando por la misma situación que había de riesgo. Pero sí se ampliaron y la construcción que había existente más antes era menor el área y ellos invadieron un poco más la zona de protección

Sandra
Pero, allí me entra otro cuestionamiento verdad, porque digo yo, íjole, si lo que está sucediendo es que las personas que nacen en la comunidad, porque es lógico, una familia va a incrementarse con el tiempo. Si estas personas no pueden irse a otro lado, no tienen los recursos por cuestiones de la violencia, lo que va a empezar a suceder es que hay más gente allí, más gente, demandando vivienda y van a empezar a construir dónde sea

L.G
Si, eso, la misma necesidad es la que hace

Sandra
Pero eso también tiene otras consecuencias verdad porque va a comenzar a incrementar la presión sobre las infraestructuras que ya de por sí tienen sus años, y entonces lo que va a suceder es que va a empezar a haber incremento de riesgos y de problemáticas de este tipo.

Ellos me decían que hay una iglesia por allí cerca y que esta iglesia ha construido una bóveda. ¿Podríamos ir a ver esa iglesia también?

L.G
Siempre nos han dichos eso, pero eso creo que es mentira

Sandra
De verdad, nunca la ha visto… o, ¿ya construyeron una iglesia sobre la bóveda?

L.G
No creo que hayan hecho bóveda

Sandra
Así me dijeron, que la iglesia había construido una bóveda

L.G
Nosotros hemos ido allí varias veces vea, porque hay una familia que nos estuvo presionando bastante en ese aspecto y cómo que les echaba la culpa a los de la iglesia y como que ya era un problema social de no tener una convivencia así sana, solo porque aquel es evangélico y yo no… como que estaba esa pugna. Nosotros revisamos pero incluso ellos acusaban a los de la iglesia… vimos, y lo que vimos es esa nueva descarga que le estamos diciendo. Eso es lo que hemos hallado, pero se nos sale de nuestras manos porque realmente como se concibió el proyecto, es ANDA o la alcaldía, como son municipios que ellos gobiernan y como ellos toman las decisiones… porque sí está la descarga, si está, pero no es de la iglesia, viene de mucho más arriba

Sandra
Sí, así me dijeron, que estaba esa bóveda, pero la veían como una posibilidad, una posible solución "hay que embovedar toda la quebrada". Esa idea de embovedar toda la quebrada es bien llamativa porque, uno, usted ya no mira la quebrada y entonces uno piensa "Si ya no lo veo, ya no existe el problema", y además, puedo construir sobre esa bóveda. Me parece que por allí va la idea

L.G
La iglesia hizo alguna obra de protección. Porque una bóveda es para que pasen aguas lluvias… pero como también nosotros no vimos… pero sí, allí existe la iglesia, es cierto

Sandra
Y en términos de temas de salubridad, ahora que veo ese pick-up del Ministerio de Salud, porque otra cosa que también me comentaban es que algunas fosas han colapsado

L.G
Fosas sépticas… allí hay un colector de aguas lluvias, todo

Sandra
Pero son las construcciones nuevas, las que no están conectadas. Claro al irse incrementando la densidad y al haber más construcciones

L.G
Claro, han ido buscando otros métodos

Sandra
Buscan otros métodos y… han colapsado… claro allí también hay otros temas como la quebrada que puede estar sucia… Hicimos un grupo focal y allí también comentaron que el agua les está llegando bastante contaminada. Que no pueden consumir el agua que tienen, tienen que comprar agua para consumo

L.G
Yo vivo aquí también en la zona de Ciudad Delgado, y yo creo que también nos dan agua del proyecto de la zona norte, del Lempa… si, es agua no… sale con demasiada turbidez. Entonces hay que comprar agua

Sandra
Así me decían… ¡El gasto mensual de agua!... a pesar de tener la conexión no la pueden utilizar para consumo. Y eso que también no llega el agua todos los días verdad, llega como dos horas en la madrugada, y hay que levantarse a llenar cuchumbos

L.G
Solo en la noche cae, si es cierto…

Sandra
Si, entonces allí hay varios temas que se van juntando y van haciendo que el problema sea más grande

Y ¿cuándo ustedes trabajaron aquí, antes de que comenzaran todas las intervenciones de FUNDASAL, ¿La gente cómo obtenía el agua?

L.G
Algunos en algunas zonas, había agua

Sandra
¿Conexión domiciliar?

L.G
Sí, pero a través de cantareras

Sandra
Ah

L.G
Nosotros sacamos todos los permisos para llegar a ser agua domiciliar

Sandra
¿Y ocupaban también el agua de la quebrada? porque allí hay nacimientos, yo me acuerdo, por lo menos dos nacimientos, hasta chimbolitos habían

L.G
No eso no lo ocupaban

Sandra
Bajamos a unos nacimientos. Limpita el agua

L.G
A saber si se pueden utilizar porque a veces como había el recurso que llegaba el de ANDA, no ocupaban mucho la quebrada… y como cuando nosotros construimos, a nivel de riesgo eso era cosa seria verdad, cuando estábamos construyendo el proyecto a nivel delincuencial eso era cosa seria

Sandra
¿Y ahora cómo ve ese tema? hablando de delincuencia, ¿se ha calmado un poco con todo lo que está sucediendo?

L.G
La zona aquí si desconocemos nosotros, pero la mayoría sí se ha calmado un poco

Sandra
Pero ¿es calma real o es calma aparente?

L.G
Pero eso… yo he oído de gente que ha ido a meterse a otros lugares

Sandra
La gente no se podía mover, por eso el incremento de la densidad de población…

Muchas gracias, L.G

ENTREVISTA 9

Participantes: H.T y L.G (equipo de Construcción de FUNDASAL), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Octubre 25, 2022
Lugar: Oficinas de FUNDASAL

INTRODUCCIÓN
En el marco de la visita de inspección a la casa parcialmente colapsada en el pasaje 8, aprovecho para entrevistar a la Ing. H.T y a L.G, técnico en construcción, ambos parte del equipo de Diseño y Construcción de FUNDASAL. Conversamos posterior a hacer la inspección.

Se le comentó a H.T sobre la investigación y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

Sandra
Gracias. Yo creo que hay varios elementos, pero quizás contigo vamos a terminar de armar el rompecabezas H.T, porque yo le preguntaba a L.G sobre la parte histórica. Fuimos comentando en el camino más bien cuestiones técnicas, de las visitas que él ha hecho y de lo que ha observado. Como fuimos también a ver el sitio donde está ahorita el problema más grueso, pudimos ver un conjunto de situaciones que se han ido dando y que desembocan en este problema, verdad, pero fíjate que a mí me gustaría entender mejor desde antes, desde que comenzara el proyecto ¿Cómo era este terreno? ¿Cómo se proveía la gente de agua? ¿Cómo se drenaba el agua? me llama la atención cómo el asentamiento con el tiempo va incrementando en densidad y observo que mucho de lo que está ocurriendo ahorita es justamente que hay tal intensidad, tal necesidad de seguir construyendo que ya se empieza a invadir zonas, no solamente a orillas de la quebrada que históricamente han sido invadidas, pero se empieza a invadir la infraestructura. Si el colapso de esta infraestructura es también porque encima tiene encaramadas las casas.

Quizás si reconstruimos un poco ¿cómo era antes? ¿Qué se solucionó con la intervención de FUNDASAL, que ya pasó hace diez años? y ¿Cómo en estos 10 años, la falta de mantenimiento, el incremento de la densidad poblacional, probablemente un poco de falta de memoria histórica de todo lo que se hizo allí…

H.T
¿No está documentada esa parte? hay que ir a buscar a N.C

L.G
Desconozco. Pero siempre con el agravante de que somos los que diseñamos pero quizá con los de la promoción social porque ellos son los que entran primero. Ellos identifican a las comunidades, tienen reuniones con las Juntas Directivas y después es que entramos nosotros. Cuando ellos han hecho la brecha, ya ellos conocen más o menos del proyecto, cómo va a ser

Sandra
Pero fíjense que con N.C tuve una conversación larga y me contó desde su perspectiva, desde los equipos de proyección social y cómo se va trabajando con la gente. A mí lo que me interesa conversar con ustedes es la parte técnica, que ella no la maneja mucho, verdad.

L.G
Y quién estuvo allí en la parte de ejecución fue B.M. B.M conoce muy bien porque ella hacía todo lo de la ayuda mutua, con el promotor de la zona, pero en este caso creo que N.C ya no estaba con nosotros

Sandra
Bueno pues entonces quizás lo que ustedes conozcan. Porque ya L.G me comentó algunas cosas pero, si me llama la atención cómo nosotros vamos viendo en esta perspectiva histórica, porque ahora vamos a ir a resolver problemas, pero creo yo, esa es mi idea, que este es uno pero vamos a empezar a ver más, y más y con más frecuencia. El próximo va a haber otra lluvia y no va a aparecer uno, van a aparecer tres, porque, la falta de mantenimiento, las construcciones en zonas de riesgo y sobre la infraestructura que se dejó. El tema este de que culturalmente se pierde un poco esa memoria histórica y las soluciones técnicas que se les van dando, que lo hablábamos con L.G también, son como muy puntuales y temporales y, a la larga, resuelven momentáneamente la problemática pero no se resuelve digamos, en la escala media o más grande.

Y el otro gran tema son las instituciones porque allí todos se van tirando la pelota unos con otros y al final nadie tiene recursos, nadie logra resolver, incluso siento yo que el papel de FUNDASAL ahorita es, casi que FUNDASAL es la única que da un poco de esperanza porque ustedes llegan y les dicen: "mire, momentáneamente, técnicamente, puede por lo menos funcionar de esta forma"

L.G
Lo bueno era que tenían recursos ellos, pusieron el canal, pusieron más plástico y entubaron. Y ha funcionado de maravilla porque ya no se ha lavado. Y hoy sí todas las casas tienen canal

Sandra
Pero imagínate que sea FUNDASAL, con el apoyo técnico verdad, el que logra brindar una solución momentánea… pero se necesita mucho más, FUNDASAL, como bien lo dijo L.G, cuando estábamos con ellos, no puede resolver el gran problema. Allí se necesita otro tipo de estructura y de recursos

H.T
Justamente, lo que hablabas, porque una cosa es mantenimiento pero otra cosa es la convivencia, porque a veces una simple manita de gato de pintura la gente no se la vuelve a dar, jamás. La limpieza de canales, la limpieza de canaletas. Hay un montón de cosas que son propias y tampoco se dan y las municipalidades que debería de ser, ni siquiera los escuchan, si mucha gente viene acá, solo para, ellos entienden que deberían de ir a la alcaldía, pero "como no nos escuchan, queremos que nos acompañen", pero no puede ser pues, debería ser al revés, nosotros podemos ser el apoyo técnico para las alcaldías pero hasta eso

L.G
Lo que sí me llama la atención es aquel recolector de aguas negras porque si el colector colapsa sí se va a hacer un problema grandísimo. Porque ese colector colecta la descarga de la colonia 5 de Mayo, la 24 y todo El Progreso

H.T
Que es todo lo que está con grandes problemas de aguas lluvias

L.G
Allí va una escorrentía de agua lluvia de un diámetro de 30"

Sandra
Y van aguas negras además

L.G
Allí sí se va a hacer la adhesión con 15", y allí nos vemos inmersos nosotros. Aunque yo le decía a ella que ese colector porque nosotros todo lo hacemos con ANDA, entonces ANDA ya es dueña de ese colector. Y les decía a ellos que podían ir a ANDA, para que ANDA reaccione

H.T
Fíjese que podría ser algo similar, se me ocurre, pero claro, es algo social y técnico verdad, porque habría que retomarlo, y eso podríamos darlo como una de las recomendaciones a seguir. La vez anterior pudimos hablar con

un funcionario de ANDA, acompañados de la comunidad, para la Plan Piloto fue, y aprovechamos de llevar varias peticiones de una sola vez, porque yo allí veo como una intercomunal de todas estas comunidades afectadas y podría ir un representante de cada una de estas comunidades

Sandra
La intercomunal funciona, porque tenían una, en el grupo focal que hicimos con algunos de los vecinos hace más o menos como unas tres o cuatro semanas, me mencionaron que estaba como un poco dormido el trabajo de la intercomunal pero creo que todavía existe

H.T
Y lo más importante más allá de que estén funcionando, porque no han tenido digamos algo que ellos sientan que los vuelve a unir, pero este es un tema que les puede volver a unir, entonces que vean su necesidad no solo mía ni tuya sino que de todo el grupo, verdad. Y que puedan ir esta intercomunal, juntamente con nosotros, pedimos audiencia con la gente de ANDA, porque lo que usted acaba de decir es bien importante porque el colector es propiedad de ANDA pero que todavía es una infraestructura que se puede salvar. Si se puede salvar se le dan los correctivos ahorita porque si no va a ser algo más serio para todas las comunidades.

Sandra
Y es un tema no solo de infraestructura sino también de salud

H.T
Eso creo que es algo que sí podríamos hacer, que es algo que tendríamos que trabajar en conjunto con la parte social. Pero sí es una buena recomendación que lo primero es reactivar la intercomunal, es lo primero, y aprovechar, primero Dios ya las aguas se calmen un poco porque el tema de la erosión afecta todavía más verdad, el agua lluvia. Porque va afectando y minando los terrenos, está socavando y todo eso, se va mezclando con los otros problemas. Pero yo creo que esa podría ser una

Sandra
Mira Tete, para que un equipo técnico llegue y resuelva también se necesita que haya digamos, un poco de paz social en el ambiente. Ahora como estamos en esta situación del régimen de excepción y no sé cuánto más irá a durar, ahora aparentemente está todo tranquilo. Ustedes creen que haya problemas en término de esta aparente tranquilidad, de la relación que se pueda tener, porque las estructuras de pandillas no desaparecen, están allí siempre, están latentes… el hecho por ejemplo de que antes no se podía pasar al otro lado de la quebrada pero ustedes lograron trabajar con ellos y entonces, técnicamente, cuando se observaba ese bien común se lograba superar ¿Cómo lo ven ahora? … Ahora la visita estuvo tranquila

H.T
A nosotros nos ha tocado siempre así verdad, y lo que sucede es que este es el tramo y aquí está la frontera invisible, lo que se ha hecho, a veces, es que justo trabajábamos en un lugar neutro, la parte social, digamos, en un lugar neutro. Pero luego en otros lugares acá nos acompaña la de este lado, llegamos hasta aquí y desde aquí nos acompaña la siguiente

Sandra
Entra otro factor que es la misma policía e incluso el ejército. Aquí yo no observé ni policías ni gente del ejército. Las alcaldías, que son prácticamente todas del partido oficial. El estar con todos estos actores, de alguna manera oficiales, ¿podrá tener influencia, ojalá positiva, en el trabajo? o simplemente se desvinculan, se desligan, aunque eso ha sido históricamente así verdad, sigue la misma tendencia de yo no me involucro. Es que me llama la atención, es lo que veníamos hablando es que este trabajo se tiene que hacer entre varios

L.G
¿Cómo encajar eso?

Sandra
Sí, y ¿Cómo ven ustedes la actitud de estos actores oficiales con respecto a involucrarse de lleno y con respecto a involucrarse de verdad a trabajar para que esto se solucione. En esta coyuntura, verdad, bien particular

L.G
Hemos llegado solo a lo que hemos hecho esta mañana con usted: hacer la visita, ver la problemática que hay. Si siento que cuando llegamos ayudamos por lo menos a darles soluciones a ellos, solo que en este caso contaban con recursos para hacerlo y sí han resuelto, pero lo de allá creo que es un trabajo ya más fino, si este es un proyecto chiquito. A largo plazo, vaya, porque hay que hacer funcionar la intercomunal, visitas tanto a la alcaldía como a ANDA, y bueno, la parte esta de seguridad si nunca la hemos tocado. Nosotros siempre hemos entrado pero por nuestras propias… nunca se tomó en cuenta decir: "vamos a pedir protección de la policía nacional civil". Nunca se ha hecho y hemos entrado en lugares, así, bien conflictivos

H.T
En realidad nos sentimos más seguros con la gente y gracias a Dios que hasta ahorita nos han respetado en que vamos a trabajar para ellos… pero así la clave es la organización

L.G
Y yo lo veo en función… allá abajo hay un montón de llantas, pero como nosotros tenemos que hacer una barrera como de 15 metros, hasta allá abajo… para poder ir conformando… pero en este caso que, para proteger el pozo o bueno el colector, serían los 15 metros. Yo decía que con vara de bambú hacer como barreras abajo y colocando las llantas también, pero solo para poder darle estabilidad un poco al relleno. Material de relleno si no hay alternativa, ese hay que comprarlo. Hay que llevar tierra blanca a la zona. Pero también al colocarlo hay que tener un control de calidad porque si se lo dejamos a la comunidad libre allí eso solo lo van a depositar y cuando venga la primera lluvia se lo van a llevar otra vez. Sí se necesita apoyo técnico

H.T
Y hay espacio para separarnos los 25 metros

L.G
¡Nombre! Si estamos ¡aquí está la casa, aquí está el hoyo!

Sandra
Ya te voy a pasar las fotos para que las veas

L.G
Si, es vertical

H.T
O sea que el bambú allí sería una buena opción

L.G
Sería, pero hay bien poco para la gran obra que hay que hacer. Y hacer como "vermas", subir, vermas, subir, vermas, mientras, porque el pie si necesita algo bien formal. Para que sea más duradero pues

Sandra
Y hay un tiempo de espera también en lo que la plantita se afianza bien y empieza a trabajar…

L.G
Es que media vez ella, allí empieza a hacer retoños y

Sandra
Pero fíjate que hay otro tema que claro, es tema eterno aquí también: la basura. Es exagerada la cantidad de basura. Y claro se te van tapando las tuberías. Encontramos cuando llegamos una señora que estaba limpiando, allí, donde la hermana don R.J estaba bastante limpio dónde ellos vivían, pero del lado de la casa de don R.J es basural, basural, y la salidita allí, después de esa canaleta que le pusieron allí esa llamada bóveda encima, la salida de allí es un basural tremendo

L.G
Para creo que es el colector que ha jalado todo ese material y allí lo ha traído

Sandra
Pero esa basura a la larga lo que va creando es más inestabilidad en el suelo porque a la larga se va mezclando con la tierra con todo el arrastre de erosión que la misma agua, la misma quebrada lleva, entonces va quedando enterrada la basura. Nosotros en otras quebradas donde hemos trabajado, cuando llegan las campañas de limpieza es una locura, ¡mientras más escarbás, más basura encontrás! capas y capas y capas de basura dónde ha ido creciendo vegetación. Entonces, eso también. El tema de la basura debería ser un tema fundamental y otra vez, es cultural, pero también se tiene que resolver desde otras instancias porque a mí me da miedo ese canal, pero la salida con ese basural, a saber cuánta basura no arrastra y en algún momento va a fallar por quedarse atascado de basura. Ese es otro tema que me llamó la atención

Y quizás otra cosa que no comentamos y que también me llama mucho la atención, y esto es positivo, la biodiversidad! Solo en el ratito que estuvimos allí vimos una iguanota, pero iguana, iguana; los árboles estaban llenos de ardillas, pájaros, pasaron unos tenguereches corriendo. Allí hay un potencial de vida, de biodiversidad en la ciudad, que se mantiene creo yo porque la vida en estas zonas es entre urbana y un poco de campo. La gente claro que tiene problemas por falta de recursos, pero dónde pueden tienen un jardincito, un árbol. Entonces vos ves que hay una capacidad de regeneración de la naturaleza, aunque haya otras carencias. ¡¿Cómo hacemos para potenciar eso y que haya todavía más?!... Es que yo creo que al final las soluciones no están en la ciudad formal

H.T
Todo eso que tú estás diciendo es lo que hemos estado haciendo. Buscar recuperar la vegetación de los ríos para evitar la erosión. En el tema de la basura pues la educación para que la gente pueda hacer su propio compost urbano para sacar solo la basura que no, reusar también pero ya en zonas más urbanas. Que se dedicó más todo este tema, se hizo un piloto, pero hay bastante material que se puede seguir trabajando. El tema de cómo decirle a la gente cómo medir la calidad del aire de forma natural, no científico, sin aparatos, sino cómo ellos lo pueden ver a través de los árboles, a través de los líquenes, el color, todo eso tiene que ver con la calidad del aire. Entonces hacer ver a la gente como los beneficios, hay un equipo que está trabajando más en eso, creo que se podría como ir viendo de implementar en otras zonas.

Quizás con los compañeros eso es lo que se podría retomar con MISREOR tal vez, porque ellos también tienen ese otro componente de MISREOR y PNUMA porque es el único que tiene más fondos verdad. Cada quién está con su proyecto y llegar a un proyecto que ya dejamos, digámoslo así, es terrible porque el recurso está asignado ya a otras cosas. Para volver a eso tenemos que buscar de dónde y poder justificar que el recurso esté allí y también costos porque con solo semillas que se compren para que la gente haga sus huertos caseros y vea sus beneficios verdá, porque la gente lo hace, siempre tienen sus plantitas, su tomatito sembrado. Para fortalecer esa parte sí se necesitaría… son que se podrían ir retomando para hacer nuevas gestiones. Porque mirá ahorita ¿con qué recursos podríamos hacerlo? Pero sí, creo que hay varias cosas que, hay varias cosas por lo menos de acá, que con un componente que se estuviera trabajando se podría, no sé los alcances de los compañeros, pero cabe dentro de los programas digamos. Cabe dentro del programa que están trabajando, por allí podríamos verlo.

Y luego lo otro para la construcción realmente es de reactivar la intercomunal y buscar como el camino otra vez, porque las gestiones no son tan rápidas. Las instituciones difícilmente han estado tan abiertas, casi nunca, habría que ver ahora que posición… a mí me preocupa ahora, bastante, porque por ejemplo había antes dentro de ANDA un área que ayudaba a la gente con las carpetas técnicas, si la gente quería su sistema de agua se lo

diseñaban, le daban los planos aprobados. Eso era la base para la gestión, pero eso ya desapareció. Entonces la pobre gente tiene que encontrar el personal especializado para que les haga sus carpetas técnicas

Sandra
¿Y eso desapareció en esta gestión?

L.G
No, están, pero fíjese que como a todos se les han cortado los brazos por las decisiones de más arriba, porque yo tengo un amigo que veía proyectos para zonas comunales pero dice que ahorita no están viendo nada. Pero aún existe la unidad

Sandra
Pero quizás sea también en parte por esta transición que se quiere hacer por la nueva Ley de Agua porque es la nueva Autoridad Salvadoreña del Agua la que va a manejar las cosas y allí siento que al centralizar todavía más cada vez van a estar más olvidadas todos estos tipos de asesorías o apoyos o seguimientos que se les podría haber dado

H.T
Sí porque por ejemplo vaya el caso de La Torre, ellos solo los orientamos nosotros a dónde tendrían que ir, qué tenían que hacer, que tenían que llevar y ellos lo hicieron, se tardó sus añitos pero ya ellos solos cuando se les vencía lo volvían a renovar, ya estaba en su proceso, se tardó su tiempo pero en cuanto se pudo hubo un pequeño financiamiento y ya se les construyó su sistema de aguas negras, pero ellos participaron digamos en ese proceso. En ese año fuimos a la San Francisco de Ciudad Delgado, asesoramos lo mismo y nos dijeron: "No, ya los buscamos y nos dijeron que no", o sea se nos complica más porque tenemos que atender esa comunidad desde cero, desde hacer la carpeta, desde hacer la resolución de planos, verdad, porque hay que asignar recursos que no tenemos desde el inicio. Ese es el tema ahorita con las instituciones pero yo creo que nunca ha sido fácil

Sandra
Nunca ha sido fácil. En cada período ha habido una dificultad diferente verdad

H.T
Así es, pero a veces hay que ver cómo a ellos les interesa. Cómo se sienten interesados por algo, verdad, su nombre o lo que sea el rostro… pero la cuestión es de ver cómo se logra. Tal vez entre la comunidad misma, tal vez con nosotros no, tal vez entre la alcaldía y ellos. Pero creo que lo importante es ver cómo se reactiva esa intercomunal

Sandra
Usted también cree que eso es así verdad L.G. Teniendo una intercomunal más fortalecida

L.G
Ajá, así tienen más fuerza para pedir ayuda

Sandra
Sí

L.G
Porque incluso ellos, que tienen un problema así propio de ellos pero que también tiene que ver alrededor. Ellos solos como familia es mentira, no

H.T
No, es demasiado grande. Ya hicieron lo que podían hacer con este canal, pero el lío es demasiado grande solo para ellos

L.G
Y es la parte más crítica también

Sandra
¿En qué sentido?

L.G
Porque está más elevado, después va disminuyendo un poco la altura de…

Sandra
Ah, por el terreno

L.G
Sí

Sandra
A mí me parece, por la investigación que estoy haciendo bien valioso de conversar porque estamos hablando de situaciones que se están dando prácticamente 10 años después de que se terminó. Se terminó allá por el 2015 me acuerdo, o sea que son casi 10 años que han pasado y cómo en estos 10 años ha ido evolucionando esta situación, verdad.

Para ir armando el rompecabezas del histórico de la zona, que yo estoy segura es una situación que se repite en otro montón de lugares

H.T
Y que tiene que ver con las mismas costumbres del lugar, más las de los otros que van a afectar siempre a los que están aguas abajo, que eso siempre es así. Pero también el que está allá abajo las hace y las repite. Esa es una. Luego la intensidad de las tormentas, que eso también ha cambiado. Habría que ver la intensidad de la lluvia y la frecuencia, o cuántos milímetros cae en menor tiempo y que puedan afectar y dañar. Luego lo que tu dices de la misma densidad poblacional y se le va metiendo más presión al terreno

Sandra
Lo que me comentaban es que la gente, pues sí, una familia crece, evidentemente, crecen los hijos, se acompañan, yo no sé, se casan, pero no se mueven de la zona. Uno porque no tendrán los recursos para irse a otro lado y entonces las casas van incrementando, me llamó la atención muchas casas que ya tienen segundas plantas, que antes no las observabas tanto y ahora hay segundas plantas

H.T
Entonces el hijo ya trabaja y no compra un terreno sino que invierte en un segundo nivel

Sandra
Es una percepción mía… y podría ser… y N.C me comentaba también es que la gente tampoco se mueve por la violencia, porque no podrían irse fácilmente a otro territorio verdad, entonces se van quedando allí, aumenta la densidad, aumenta la presión sobre el suelo. Y eso claro, en los últimos 10 años ha cambiado

H.T
Sí, ya solo el niño que tenía 10, ya tiene 20. Y en estas comunidades se casan bien jovencitos. O madres solteras

Sandra
Sí, y entonces necesitás otro cuarto, le vas agregando otro pedazo y así no. Ese tema pone presión también sobre los sistemas, sobre un sistema que se calculó para una cantidad de personas ahora… imagínate las aguas negras, las aguas lluvias más intensas

L.G
Nosotros calculamos para períodos de 20 años

Sandra
¿De verdad? Con el factor también de incremento poblacional

L.G
Si, siempre. Se tiene para 20 años, o sea que tomamos la población… para calcular los caudales… y luego con el método geométrico calculamos la tasa para los 20 años

Sandra
O sea que todavía estamos en un rango salvable

L.G
Todavía. Creo que el crecimiento poblacional los porcentajes han bajado. Ya no es como antes

Sandra
Ah sí, demográficamente ya no tenemos crecimiento poblacional, pero en términos de densidad, eso de que la gente no se puede mover tan fácilmente, aunque no aumente la cantidad de nacimiento, aumenta la concentración de población. Ya no digamos si aumentaran los nacimientos, estaríamos pero bien perdidos

H.T
Con la historia de la comunidad nosotros a veces hacemos talleres. Porque los que ya están mayores conocen, pero los jóvenes no. Eso se va a ir perdiendo y entre más pasa el tiempo más se va a perder. Y a lo mejor las nuevas generaciones, todas estas capacidades que las viejas generaciones adquirieron durante todo este proceso, no hay un cambio generacional, digamos, que se vaya…

Sandra
Sí, no se transmite de generación en generación

H.T
Aja, entonces creo yo que es importante poderlo ver en un taller con ellos

Sandra
Muchas gracias a ambos por su tiempo

ENTREVISTA 10

Participantes: H.J (coordinador del proyecto City Adapt, PNUMA), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Octubre 25, 2022
Lugar: Oficinas de FUNDASAL

INTRODUCCIÓN
El Arquitecto H.J es actualmente coordinador del proyecto City Adapt, del PNUMA. H.J trabajó como parte del equipo técnico de FUNDASAL en Montreal durante la implementación del PMB y fue Sub-director de Planificación de la OPAMSS. Sus tres experiencias son valiosas para esta investigación.

Se le comentó sobre la investigación y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

Sandra
Primero necesitaría que me des tus datos básicos, tu nombre y el trabajo que haces aquí en FUNDASAL y después yo te comento

H.J
Soy H.J y trabajo como coordinador del proyecto CITY ADAPT.

Sandra
Ese es tu trabajo actual, pero lo que nos interesa esta mañana es conversar de tu participación en los proyectos en la zona Montreal.

H.J
Ahh, comprendo!

Sandra
Entonces yo entiendo que vos estuviste trabajando allí, en la zona Montreal no sé si de principio a fin, quizás contame un poco ¿Cómo fue tu participación?

H.J
Allí fue bien interesante porque a mí solo me dijeron vaya a trabajar allí. Me llamó E., jaja, va a quedar grabado. Me llamó un día así directamente, ¡Véngase, me dijo!, vaya, subí. Bueno, tenemos un proyecto de Urban Matters, que son asuntos urbanos que era financiado por la Agencia Holandesa de Cooperación CORDAID. Bueno, era una ONG, no era la Agencia Holandesa… y estaba B.M como coordinadora, pero era la única persona que estaba allí. Ella coordinaba y se coordinaba. Y me dijo E. necesitamos una persona con la cual B.M pueda dialogar, pueda tener intercambio de ideas y pueda nutrirse de otras visiones para abordar el tema de Urban Matters, que se hacía en dos áreas del Área Metropolitana de San Salvador: en la zona Montreal de Mejicanos y en el cantón El Limón de Soyapango. Fue así como yo comencé a trabajar en Urban Matters. Fue así como comencé a involucrarme poco a poco en la zona Montreal…

Sandra
En El Limón no te involucraste?

H.J
En El Limón también porque sí íbamos también. Trabajábamos tanto con la alcaldía de Soyapango como con la de Mejicanos. El punto es que teníamos un poco más de libertad en cuanto a movilizarnos en la Montreal porque

había como un diálogo, esto se va a quedar grabado pero era la verdad, un diálogo mucho más directo entre la Alcaldía y con pandillas de esa época. Te estoy hablando del año como 2010…

Sandra
2010

H.J
Por allí, por allí comenzamos, bueno, yo comencé a trabajar…

Sandra
El proyecto comenzó antes, puede ser que en el 2008, no mucho…

H.J
Pero yo por 2010. Y desde esa época iba mitad Urban Matters, mitad UPE (Unidad de Planificación y Estudios de FUNDASAL)

Sandra
Ya

H.J
Así íbamos. Y comenzamos, me explicó B.M cómo iba todo el proceso, cómo se había hecho un diálogo con cada una de las alcaldías y tuvimos un poco más de apertura con la alcaldía de Mejicanos. En esa época era B. N. y si no me equivoco en Soyapango era "El Diablito", pero no me recuerdo, de apellido R.

Sandra
Sí, de apellido R., ya vamos a buscar el nombre de ese personaje… Pero eso significa que el diálogo era fluido entre ustedes y los alcaldes de ambos lugares pero, el alcalde de Mejicanos tenía digamos, un trabajo un poco más de territorio con las pandillas

H.J
Es muy probable que la zona de la Montreal no haya estado tan peligrosa como la zona del cantón El Limón en Soyapango. Yo creo que podría influir eso. Además había un líder en la Montreal que ejercía en sí un, valga la redundancia, un liderazgo con la gente de la Montreal. Era don P.V

Sandra
Líder de la comunidad

H.J
Líder de la comunidad. Líder de la comunidad y que tenía mucho que ver con la alcaldía, creo que hasta fue concejal.

Sandra
O sea que gracias también a Don P.V, o sea que allí hay tres personajes: el alcalde, la FUNDASAL, el cooperante, la comunidad organizada… Porque allí además me llama la atención que hay como 22 diferentes colonias o comunidades… don P.V era de esta Intercomunal

H.J
Sí, creo que era de la San Simón. Sí, era la bendita Intercomunal, sí, ya me acordé. Además había un trabajo muy fuerte de ONGs allí en la zona Montreal. Allí estaba CINDE o no sé si está (todavía); los Pasionistas; estaban también estaba incursionando CEMUJER; estaba incursionando esta ONG Fray Bartolomé de las Casas que tiene su sede, todavía la tiene aquí en el centro histórico atrás de la iglesia El Rosario. Ellos trabajaban mucho con juventudes, mucha cuestión, más que todo esta Fray Bartolomé de las Casas con juventud, cómo apoyar población LGTBI, CINDE lógicamente con niñez. Los Pasionistas un trabajo muy fuerte con la comunidad y de hecho la

sede de los Pasionistas en esa zona queda en la iglesia, o no sé si es parroquia, San Francisco, que está antes de entrar a…

Sandra
O sea, muy vinculadas a iglesias o a grupos…

H.J
También. Totalmente…

Sandra
Porque CORDAID…

H.J
CORDAID es de la iglesia católica. Los Pasionistas son de la orden católica que en esa época estaba el Padre T. El famoso Padre T., si bien a veces era un poco de regañadientes el Padre T. pero ahí estaba. Nos daba el apoyo por ejemplo, para organizar reuniones ahí en la Montreal, nos prestó para la inauguración de las obras del espacio público, que iban a comenzar a construir el espacio público, nos prestó un gran canopy, los Pasionistas nos lo prestaron no hubo ningún problema, pero no lo pudimos armar, fue bien divertido. Pero es que era exageradamente grande. Terrible. Aún la alcaldía como fue transición con B.N, y con J.P, de ARENA, ya con ella la situación fue un poco más…

Sandra
No tan fluida…

H.J
No tan fluida como con B.N. Y de allí me fui. Yo me fui para la OPAMSS. Fue en todo eso, ese es el intervalo. Pero para concluir, por lo menos esa era la ventaja que tenía la Montreal sobre el cantón El Limón, de que había una organización territorial muy fuerte, había un liderazgo reconocido por la población, este líder estaba bastante comunicado con la alcaldía del FMLN, con B.N, ¿verdad?, y la relación de la comunidad con las diferentes organizaciones, las oenegés era muy fuerte y se trabajaba muy bien.

Sandra
Y en todo este, digamos, conjunto de actores la figura de la pandilla era una figura en este caso, digamos, por lo menos no estaban en contra de todo el proceso…

H.J
No porque influyó mucho don P.V. Don P.V para que yo pudiera estar allí y moverme libremente en la Montreal el habló. Yo podía estar allí 6, 7 de la noche, y yo iba con mi carro y podía estar allí tranquilamente. Nunca me pasó nada, nunca, 6, 7 de la noche en la Montreal… Bueno, estamos hablando del año 2011…

Sandra
Sí, pero ya el fenómeno estaba…

H.J
Sí. Creo que por esa época fue que incendiaron el bus en Mejicanos (las pandillas quemaron un microbús con todos los pasajeros dentro). No sé si fue el año 2010 o 2011, por allí fue.

Sandra
Que se puso…

H.J
Fue terrible…

Sandra
A la fecha todavía lo recuerdan…

H.J
Muchas personas murieron quemadas en ese bus. Que no fue en la Montreal sino que fue antes por las multifamiliares de Mejicanos. Pero es yendo para la Montreal… Entonces esa era una situación. Y en CORDAID también estaba mucho en boga, se quería impulsar mucho y lograr contactar a varias oenegés e instituciones Holandesas que querían venir a invertir, querían trabajar con la gente, pero allí el problema fue una mala comunicación entre las diferentes instituciones Holandesas con CORDAID. Allí no hubo un match, creo que fue un poco complicado y de hecho tuvimos, creo que hasta yo no sé si tu asististe, tuvimos una semana, con una asistencia de entre 50 y 80 personas, allí en el hotel Radisson…

Sandra
Sí me acuerdo. Sí estuve en una reunión

H.J
Llegó gente de la OPAMSS, de las alcaldías. Eso fue por el año 2009 porque acababa de tomar posesión M. Funes (Presidente de El Salvador entre 2009 y 2014)

Sandra
Yo me recuerdo que conocí a V.R, porque ella era la que estaba coordinando CORDAID. Cuando yo empecé a tener relación con CORDAID fue con V.R. No sé si estarás hablando del mismo evento…

H.J
Entonces fue antes. Entonces yo estuve antes en URBAN MATTERS. Haciendo cuentas entonces yo habré estado desde el año 2008 en URBAN MATTERS hasta que me fui de aquí de FUNDASAL

Sandra
Si, me acuerdo que en 2008 fue la primera reunión que tuvimos. Luego hicimos el proyecto de los ríos y CORDAID apoyó para la exhibición de ese proyecto que tuvimos en la AECID y allí tuvimos un intercambio interesante, pero ya fue más adelante no. O sea, entonces, digamos que por esos años, pero el proyecto creo que en esa zona comenzó 2008 y terminó aproximadamente en el 2015. Tú te fuiste antes que terminara

H.J
Yo me fui de aquí en el 2012. Y se construyó, se construyó no toda la propuesta pero sí se mejoró la cancha, se hicieron graderías, unas cuestiones por ahí de hecho yo ayudé en la OPAMSS para que ese proceso se… tuviera ciertos permisos especiales y es que yo hice una carpeta y me acuerdo que al final yo estuve hablando con V.R, V.R me visitó cuando yo estaba en la OPAMSS para poderle dar paso a esa… y declararlo yo no sé si era, qué características técnicas tenía que tener para yo ayudar de que en la alcaldía se declarara como de acción social o de no me recuerdo el término ahorita, así específico, pero para que las tasas que se cobraran de parte de la alcaldía fueran extremadamente mínimas, de un centavo por metro cuadrado o algo así. Estuvo involucrada la OPAMSS porque hicieron el estudio hídrico hubo ciertas limitantes en la OPAMSS porque parece que toda la infraestructura que querían hacer no daba para lo que el terreno tenía exactamente, entonces con lo que se quería hacer, como medio me acuerdo era de… se iba a contaminar aún más la quebrada que está al fondo…

Sandra
Las Siete Pilas…

H.J
Siete Pilas. Exacto.

Sandra
O sea que ese documento existe, allí está en la OPAMSS

H.J
Está, y ha de estar en la alcaldía, de Mejicanos

Sandra
Es un documento de, no sé…

H.J
De análisis técnico

Sandra
De análisis técnico especial para el caso de la Montreal

H.J
Eso allí está

Sandra
¡Mirá! Todo eso yo no lo sabía H.J

H.J
Si, no si ha sido un proceso… fue bastante… vos vieras el proceso para el terreno… yo fui a platicar con el dueño…

Sandra
Del terreno…

H.J
Del terreno, que tenía una oficinaza allí en la colonia San Francisco que era una mansión como no tenés idea! buenísimo, buenísimo! Ellos tenían un primer momento el proyecto donde está EPA allí sobre el Bulevar de Los Próceres…

Sandra
Ese terreno también era de ellos…

H.J
Era de ellos. Allí estaban negociando a ver qué podían hacer, estaban proponiendo una torre como de 10, 15 pisos con un centro comercial. Obviamente OPAMSS ni alcaldía dieron el permiso…

Sandra
Porque no había todavía cambio de uso de suelo, ahora se los darían…

H.J
Ahora la podrían hacer. Ahorita la podrían hacer, creo yo ya es como más viable porque según el Nuevo Esquema Director allí se pueden construir esas torres altas, pero van a tener un problemal con toda esa gente que vive arriba, la accesibilidad, etcétera…

Sandra
Pero este propietario entonces tenía tierra allá en Mejicanos, tierra… entonces es alguien que compra tierra urbana?

H.J
Este señor, creo que el terreno ese del Bulevar de Los Próceres era en conjunto con otros inversionistas. El punto fue de que los terrenos La Montreal donde se localiza ahorita ese espacio público lo dio a la alcaldía de Mejicanos en pago por unas deudas de impuestos que no había pagado por añales, entonces dio ese terreno…

Sandra
Ok, entonces queda como tierra pública

H.J
No sé, allí si no te sabría decir si es tierra propiamente pública o cómo fue cedido, si fue cedido a la alcaldía. Allí yo solo me quedé en las conversaciones en las que el señor muy abiertamente me dijo que sí, que iba a pasar eso y que iba a dialogar con la alcaldía, de hecho dió los primeros pasos, verdad, y al final se hizo. Cómo quedó eso en la alcaldía, si fue propiedad de la alcaldía o como, eso no te sabría decir. Pero fue en pago de una gran deuda que tenía ese señor con la alcaldía de Mejicanos. No sé si lo cedió, lo vendió, la figura legal no te la sabría decir, pero fue así.... El señor murió. Yo me fui a la OPAMSS y como al año supe que el señor murió, pero siguieron. El dio las instrucciones para que siguiera toda la conversación y el proceso legal para pasar eso.

Sandra
Mira que interesante. Eso significa de que la tierra urbana, la tierra allí en la Montreal por ejemplo, este es diferentes propietarios privados, porque lo que me mencionaban cuando he conversado con algunos de los vecinos de la Montreal, es que ellos fueron comprando lotes a lotificadores, estos lotificadores evidentemente son probablemente lotificadores informales…

H.J
Informales, eso es lo que abunda allí en la Montreal…

Sandra
Porque son lotes sin servicios. Fueron comprando lotes o compraban derechos, o compraban así, y eso significa que hay propietarios que han hecho uso de estos lotificadores informales para ir vendiendo su tierra, pero, me mencionan también que en muchos de los casos lo que están comprando, ellos creen que están comprando, pero en realidad la figura que les ponen es de arrendamiento porque las tierras no están desmembradas, se murió el dueño original y los hijos se están peleando por el terreno. Cosas así bien, o sea que se repiten en diferentes partes de este país, lamentablemente la gente algunos tienen títulos, algunos no y allí van verdad. Bueno, este señor es una figura bien particular en este contexto

H.J
Si fíjate porque tuvo la buena voluntad. Mirá nosotros fuimos a hacer un taller con la B.M, allí en la alcaldía de Mejicanos. Llegó la gente técnica del Departamento de Desarrollo Urbano, llegaron los promotores… ¡sí hagamos esto!, fueron como los primeros indicios para ver qué se podía hacer en ese terreno… ¡sí hagámolo, hagámolo ya! ¡podemos poner canchas! Ellos ya tenían ciertas ideas básicas acá. Y por último llegó la Jefa del Departamento Jurídico, "No se puede", no se puede por esto, esto, esto y esto… fue allí que nosotros comenzamos las pláticas con este señor.

Sandra
Era sobre todo por la legalidad de la tierra…

H.J
La legalidad de la tierra. Eso fue predominantemente fuerte para dar comienzo a las actividades ya de construcción. Obviamente si no tenés un terreno legalmente inscrito no sé si a favor en este caso de la alcaldía o de la comunidad no te sabría decir, pero fue fundamental. La doña, "Y aquí viene la mala de la película", dijo desde que entró en la reunión… "¿Y por qué?" y allí comenzó a explicar cómo estaba la situación. Fue muy, muy interesante, pero como te digo en el gobierno de B.N hubo mucha apertura. De allí llegó J.P y dio el apoyo, pero fue como más restringido.

Sandra
Pero el proyecto siguió…

H.J
Incluso fue en la época de J.P. que se inauguró. Por allí… La tierra fue un aspecto super importante para la consecución del proyecto

Sandra
Fíjate que en este tema de la tenencia de la tierra, con las personas con las que yo he hablado a la fecha, muchas de ellas me indican como diferentes etapas, o sea cuando, hay algunos que han estado ahí como desde siempre hay algunos que me han dicho yo aquí nací. Pero esa gente nació allí cuando estas tierras eran terrenos rurales, tenían propietarios como de finca ¿no?, eran, eran fincas, esta fincas con el tiempo se van vendiendo porciones de la fincas, la gente inicialmente estaba como colona no tenía ni siquiera titularidad ni nada sino que el… ¿verdad?...

H.J
Era la finca Montreal

Sandra
Era la finca Montreal. Entonces me mencionaban de que el dueño de la finca les había dejado hacer la champa en un en un lugar ahí, normalmente cerca de los ríos porque allí les quedaba el agua accesible, ¡que conexiones de nada habían allí, de agua ni de nada! Entonces posteriormente estas fincas, los dueños originales las van vendiendo, van vendiendo porciones, cuando viene la época de la guerra (ahí hay un salto cuántico verdad te estoy hablando de varios años de por medio), en la época de la guerra me mencionan otros con los que he conversado que llegan por sucesivas migraciones viniendo de diferentes partes del país, tan lejanas como Morazán a quedar ahí, por la guerra. Entonces yo creo, vos me irás diciendo no, que este tema de la tierra se ha ido modificando desde esa finca original, la venta de terrenos, aparecen las figuras de las lotificadoras… yo diría que incluso desde antes de la guerra, acordate que más o menos de los años 60 tuvimos movimientos a la ciudad por las fábricas, como se empezaron a montar zonas de producción industrial en San Salvador mucha gente vino, compran un lote o acceden a un lote pero con la guerra se incrementa…

H.J
Se incrementó, no tengo datos de ese momento… fechas como el otro dato así tan específicos no te puedo dar pero, de lo que me acuerdo es de las características físicas de la viviendas y era bien marcado, las mejores casas, en estado verdad de infraestructura, pintura, acceso a servicios, estaban a la orilla de la …

Sandra
Calle principal…

H.J
Calle principal…

Sandra
En la parte alta…

H.J
En la parte alta. La Montreal es así, es como una loma, está la quebrada Siete Pilas y la otra, no me recuerdo…

Sandra
Las pringas…

H.J
Ah, bueno, entre más abajo te vas aumentan las lotificaciones y aumenta la precariedad de la vivienda, no sé si hoy estará igual, pero en mi época…

Sandra
Está igual…

H.J
Era bien marcado Sandra o sea entre más abajo estabas peor era tu condición y tenía las mismas características de las zonas marginales de aquí que aquí están escondidas, no es como en Colombia o en Venezuela o en Brasil que están en los cerros, aquí no, están más en las quebradas para abajo

Sandra
O sea que esas casas a lo largo de la calle principal son las casas que originalmente logran acceso a servicios también, porque ahí está la tubería madre…

H.J
Está, de buena calidad no te sabría decir. De hecho había gente de FUNDASAL que vivía allí

Sandra
Y me mencionaban también que las cantareras estaban arriba, la gente o iba a la quebrada o tenías que hacer cola para el cántaro de agua. Entonces las cantareras estaban evidentemente donde estaba la conexión a ANDA, allí las colocaba la alcaldía

H.J
Si, sí creería yo que sí, esa es la lógica. Lógicamente la facilidad del acceso a los servicios es donde hay más facilidad física

Sandra
O sea que, la ciudad formal es yo voy a introducir tubería pero donde se me facilita el resto hay que vea como hace

H.J
Claro, es que… la lógica. Ahí lo tenés a flor de piel ahí en la Montreal

Sandra
O sea que un proyecto como este definitivamente de meterse en los pasajitos y llevar los drenajes y la conexión de agua…

H.J
Fue, fue una suma de muchos esfuerzos Sandra. El espacio público en la Montreal sí te lo puedo asegurar fue una sinergia fuerte, de esfuerzo comunitario, gobierno municipal, FUNDASAL que empujó también, las oenegés que trabajaban ahí. Mira era sorprendente la forma en cómo se querían sumar al proceso de URBAN MATTERS, a mí me sorprendía porque sí tenía muchas ganas. A mí me sorprendió mucho esa mujer, I.Y , esa mujer se iba conmigo a los talleres, porque teníamos talleres en las noches

Sandra
Vos dirías que allí las sinergias se dan porque se juntan liderazgos positivos

H.J
Es correcto, es que mirá, El punto de tener un líder como don P.V y una relación bastante abierta con la alcaldía, había problemas lógicamente de descontentos, no todo era color de rosa, y el hecho de que se movía un interés común de mejorar la Montreal comenzando por un espacio público daba la pauta para poder trabajar

Sandra
¿Primero vino el espacio público después la infraestructura o iban paralelos?

H.J
Se tuvo que haber puesto la infraestructura para el espacio público, pero es que allí yo ya no estuve Sandra

Sandra
Contáme de cuando vos estuviste

H.J
Mirá, yo me recuerdo que era esa bendita y chistosa reunión que tuvimos en la alcaldía con B.M, (¡ja ahí va a salir otra vez la B.M!), fue buenísimo porque estábamos todos bien alegres de lo que se iba a hacer en la Montreal, en el espacio público hasta que llegó, la señora que dijo no, aquí viene la que les va a aguar la fiesta y tenía razón, no llegó por maldad ni por apaciguarnos los ánimos, sino que tenía que resolverse la parte legal. Creo, si no me equivoco, si bien habían áreas cercanas al espacio público que tenían acceso a agua, electricidad, porque sí ahí estaba la sede del CINDE cerca, había sede de los Pasionistas, la casa de Don P.V nos la prestaban, él tenía un gran patio interno donde teníamos las reuniones a veces, y había agua, había luz. Entonces yo creo que todo eso facilitaba a que el tener acceso a infraestructura de agua, luz, todo eso, era como factible para el espacio público que se construyó ahí. De eso sí tengo mis recuerdos, sí

Sandra
Digamos que esta figura a mí me llama la atención que en todo esto hablas de las ONGs, de los líderes comunales, de la alcaldía ¿y ANDA?, hablando de agua digo, es un actor como fundamental para poder tener acceso al recurso pero bien secundario en todo el proceso o sea es simplemente el que finalmente da permiso para la mecha y ya estuvo

H.J
Es que fijate que el punto fue de que lo que yo coordiné para esa época nos enfocamos más en la parte legal y en la parte de coordinación de actividades porque no queríamos dejar hasta de último toda la organización social y las actividades que podían acompañar el espacio público. A pesar de que no se tuviera en concreto construido, sino que se tenía que comenzar con un trabajo muy de hormiga, en la comunidad y con ayuda de las oenegés para ir tejiendo esas actividades y esas relaciones y tener ya algo bastante armado a la hora ya de la construcción de la obra física del espacio. En la época que yo estuve ANDA tal vez habrá habido alguna pequeña reunión a la que yo no asistí, pero no, de lo que yo estuve ANDA no fue una parte de los de los actores con los que yo me reuní, pero asumo que ha de haber tenido un posterior acercamiento

Sandra
A mí me llama la atención mucho esto porque la figura aparece como alguien que va a dar un permiso, que no se mete para nada en todo lo que está pasando allí, verdad, dan quizás algún tipo de asesoría técnica, eventualmente, y dan un permiso, vinculado a la tenencia de la tierra, o sea vos tenés que ser propietario para el parque o para tu casa ¿verdad? Pero sin embargo después toda la infraestructura se le entrega ANDA y queda como parte de una infraestructura pública y es ANDA en la que tiene que dar mantenimiento yo vi ahí, vos vas otra vez a la Montreal y están las cajas verdad y este, ahí dice ANDA y todo, en las tapaderas está ANDA, ANDA, ANDA, o sea que ANDA te da permiso no se meten todo el proceso y después tiene, recibe esa infraestructura ya como parte de la infraestructura de la ciudad

H.J
Eso lo tuvo que haber hecho, si no me equivoco Sandra, porque quién iba a pasar toda esa tramitología era V.R, V.R en conjunto con C.R y C.T tenían el diseño…

Sandra
Es cierto, C.R y C.T tenían el diseño del parque

H.J
Tenían el diseño del parque y ellos junto con V.R fueron los que llegaron a hablar conmigo allá a OPAMSS, para empezar ese informe técnico que les iba a ayudar a todo el proceso de trámites en la alcaldía, que asumo que ahí iban toda la tramitología con ANDA. ¡Así fue!

Sandra
Claro ¿Y ese parque a quién le quedó entonces?

H.J
Yo asumo que ha de ser de la alcaldía porque como era una deuda tan grande que tenía este dueño que en pago les iba a ceder a la alcaldía ese terreno. No creo que la mancomunidad… la mancomunidad… la intercomunal haya tenido la personería jurídica para poder recaer en ella… el tenerla o la posición del terreno

Sandra
Es que hay otro tema que a mí me está llamando la atención en todo esto porque ya hablamos del tema de la tenencia de la tierra, cómo va cambiando de dueño, como aparecen algunos actores… privado a público, y aparecen algunos actores así como incluso así como medio informales como estos lotificadores o la gente que por necesidad llega un terreno y digo, como que el tema de la tenencia de la tierra es algo interesante, clave, pero una vez se acaba la fase los proyectos y se entrega oficialmente el proyecto, ya sea ANDA o a la alcaldía, se hacen todos los trámites, con esa combinación entre lo legal y lo ilegal, que esas palabras son palabras que yo creo que poco a poco deberíamos de ir cambiando, pero, ¿quién le da mantenimiento a todo esto?

H.J
Por eso era la coordinación previa que se estaba organizando desde Urban Matters para esa consolidación social que le tendría que dar mantenimiento no solo físico sino en actividades, al espacio público, ese era el direccionamiento, el norte del proyecto

Sandra
Y con base en la experiencia que vos tenés y lo que has visto ¿crees que eso funciona?

H.J
Es que no sé qué pasó después, yo allí me quedé

Sandra
No necesariamente en este proyecto digamos los otros proyectos que vos has visitado

H.J
Ah sí, es lo básico porque tanto el gobierno central como el municipal de cualquier partido político no tiene el alcance territorial para poderle darle vida a un espacio público de esa magnitud, es casi imposible

Sandra
Tiene que ser la comunidad

H.J
Tiene que ser la comunidad, tiene que haber una relación muy fuerte de la… un apropiamiento de la comunidad del espacio público aunque, no sea legalmente de ellos sino que es espacio público, aunque que no sea de la comunidad

Sandra
Aunque no les pertenece pero ellos lo usan

H.J
Es que ese es el punto, por eso era el norte de Urban maters ¿cómo consolidar la cohesión social, la organización social, para que produjera una cohesión social y darle vida al espacio y no dejarlo no dejarlo morir? porque sabíamos cómo pasa en todo El Salvador iba a haber un punto en que un gobierno municipal no se iba a encargar, independientemente, ya sea por diferencias con los líderes comunales, que son de un partido, son del otro, sino que tenía que ser la propia gente, la propia organización de la Montreal la que le tenía que dar vida a eso. De hecho en la inauguración, pero eran como era, no iba a ser una primera piedra, sino que íbamos a comenzar, yo

me acuerdo es que eso fue al principio del gobierno de J.P, se hizo toda una organización que fue que no pudimos armar el canopi que nos habían prestado porque era demasiado grande, pero sí ahí era como la alegría de comenzar ya de hecho las gestiones y allí estuvo CEMUJER, los Pasionistas, CINDE, nosotros, había la gente, estaba muy entusiasmada. Año 2012

Sandra
2012. Otro tema que me ha llamado la atención, te los voy mencionando y no necesariamente hacemos referencia a la Montreal sino a la experiencia que vos tenés. Esta gente que estaba ahí que estaba emocionada, que eran líderes en ese momento ¿Cómo le transmiten a las nuevas generaciones la memoria histórica del proyecto y el entusiasmo por continuar y por mantener porque hay un momento en el que estos líderes, evidentemente, se hacen mayores, algunos han fallecido pero pareciera como que hay un corte de memoria histórica y la juventud…

H.J
Era por eso el trabajo con la CINDE y con los Pasionistas

Sandra
Con los niños…

H.J
Con los niños… era por eso… No, si es que era una fumada social muy excelente. Pues ahí teníamos prácticamente cubiertos, por lo menos en pensamiento, los diferentes, las diferentes poblaciones que iban a participar y cómo se estaba gestando la manera de cómo iban a hacer, o sea ese tejido social iba a ser la base para darle vida al espacio público

Sandra
y en medio de todo esto el tema de las pandillas…

H.J
Ah, cómo era, era muy latente, porque nosotros, yo bien me acuerdo cuando tuvimos la visita de los holandeses, que se estuvieron aquí una semana para el taller que hicieron, que hicimos, en el hotel. Primero hicimos una visita previa de cómo iba a ser el recorrido y ahí, conjunto con los con los líderes, vimos cuáles eran más viables para no tener un confrontamiento, o sea como primer lugar, con las pandillas. Me acuerdo que un día anterior con B.M fuimos a repartir los refrigerios que se iban a dar durante el recorrido y una muchacha del CINDE, no miento de los Pasionistas que tenían una casita por ahí arriba por la Montreal, no nos quiso atender porque en ese momento se estaban como acercando las pandillas… ¡Déjelo aquí rápido y se van! y se van y se van… pero, eso se podía tener un diálogo a través de los líderes de la comunidad … y que fue viable, no te digo 7, 8 de la noche andaba allí en la Montreal con mi carro, no era el de FUNDASAL, y andaba allí tranquilamente. No que iba a haber un diálogo con ellos, hubo un diálogo, sino no se iba a hacer muchas de las cosas que se hicieron. Cosa que no se logró mucho en El Limón, Soyapango. Pero es que allí las condiciones del terreno eran bien diferentes

Sandra
Contáme un poco del Limón

H.J
El Limón era un área, es, que asumo que todavía no creo que haya sido intervenida, periurbana, pero ahí la tónica era diferente, era la construcción de vivienda a lo que se iba, se iba a tener, de hecho tuvimos pláticas muy fuertes con el MOP (Ministerio de Obras Públicas), de vivienda, para la construcción, pero de eso se encargaba más más V.R, la concreción de financiamiento para la construcción de viviendas

Sandra
Cuando decís muy fuertes, es que ellos estaban en contra, no querían apoyar…

H.J
Fíjate que una vez habían, habían fondos, que es de los que se hablaba, de hecho C.R estuvo en eso por parte del gobierno, trabajaba en eso para esa época, pero no se concretó, el factor de la tenencia de la tierra, no me recuerdo si era del propio gobierno, era de un particular y la violencia, las pandillas sí eran más fuertes ahí y no había un liderazgo que entablara una conversación con ellos, no no hubo; y se dio la transición de los dos gobiernos. Si bien con J.P si había como cierto interés en un espacio público, con L., era el apellido de él, con este alcalde no, no le prestó mayor atención a lo de… a la construcción de viviendas y el canton El Limón, era como muy arriesgado…

Sandra
OK sigamos

H.J
Esas eran las ventajas de la Montreal

Sandra
O sea que diríamos que la parte social y la conexión entre estos digamos liderazgos positivos es fundamental para que funcione la infraestructura y no al revés como normalmente son los discursos desde el mundo formal, verdad, hay que introducir la cañería, hay que hacer la carretera y después todo va a venir por añadidura. O sea la infraestructura en sí misma no es

H.J
No, no, no, para nada, tiene que haber la construcción del tejido social

Sandra
Primero, y fundamental para que lo demás…

H.J
O por lo menos… que para nosotros primero era la construcción del tejido social. Ese era el abordaje de Urban Matters y era lo interesante. Lástima de que después allá en CORDAID no supieron manejar del todo bien estos procesos de URBAN MATTERS y cerró el proyecto. Ya no hubo interés en continuar financiando…

Sandra
Pero ese es un diálogo allá en Holanda… Y ¿cómo ves esta figura de la cooperación? Porque la cooperación, bueno, aquí en FUNDASAL se ha trabajado desde la KfW, que es una cooperación grande, sólida, URBAN MATTERS no llega a ser un… CORDAID, no llega a ser una ONG que tiene el poder que puede tener la KfW pero que sin embargo pues, tiene ciertos recursos, ¿vos crees que la cooperación en dentro de su lógica de trabajo es muy receptiva a las variantes locales o imponen su forma de ver las cosas?

H.J
Había dos niveles, con V.R, si bien era muy especial. Sí tenía esa visión más cercana a la población y hacía lo posible, pero se topaba allá arriba con visiones que no estaban del todo acordes a las realidades nuestras, vaya por ejemplo iba a haber un… eso lo iba a hacer una empresa… iba a haber una empresa holandesa, porque ahí tenías en Holanda gente muy de empresas que lo que querían era ganar dinero con otras instituciones muy sociales. Vaya, este señor, no me recuerdo el nombre de él, pero construyó un programa que se hacía "clicks for bricks"…

Sandra
Ah, sí me acuerdo de ese programa

H.J
Que iban a allá a distribuir en Holanda o en Europa, no sé cuál iba a ser al final el alcance, que iban a presentar historias de personas que vivían en la Montreal y en el cantón El Limón, e iban a comprarle a través de un click, un ladrillo para la construcción

Sandra
Si yo pasé dándole click a un montón de…

H.J
¡Vaya!, al final eso no se logró porque no hubo una coordinación fuerte entre CORDAID y esta empresa, pero iba a ser un aspecto que teníamos para aquella época del 2012, ya la parte de computación y de todos esos programas, que se iba a poder ayudar a través de todos estos espacios así cibernéticos, muy interesante y se empezó a gestar y estaba, había gente interesada, que iba a dar su click e iba a comprar un ladrillo y le iba a ayudar a esta persona, a esta familia, a construir su vivienda

Sandra
Acabas de mencionar otro actor que me interesa, la empresa privada

H.J
Sí había mucho interés de la empresa privada Holandesa.

Sandra
Pero ¿la empresa privada aquí en el país? ¿se hizo alguna gestión? ¿se les presentó el proyecto?

H.J
No, en lo que estuve yo se quedó a nivel de los contactos que había a través de CORDAID/V.R, que eran prácticamente oenegés aquí a nivel de El Salvador, o sea nosotros obtuvimos el apoyo de CINDE, de los Pasionistas, CEMUJER y de otros, a través de V.R. Ella fue también otra pieza fundamental, ella tenía una red muy fuerte de contactos y lógicamente era a través de las subvenciones, no subvenciones, de financiamientos de proyectos. Entonces URBAN MATTERS iba como a recoger todo ese bagaje de experiencias a través de financiamientos específicos para proyectos específicos, en donde conjugáramos la experiencia de todos, ese era el punto entonces V.R también fungió tuvo un papel fundamental. El detalle es que ella tampoco, tenía serios problemas con las jefaturas de CORDAID. Luego vino la crisis, ya no había dinero para financiamiento y todo se fue cayendo poco a poco, y CORDAID con la empresa privada holandesa fue un choque muy fuerte, quién te puede decir esa historia que las tiene más al dedillo porque las vivió más fue B.M.

Sandra
Si, B.M se está volviendo ya una figura importante a entrevistar

H.J
Si, ella. Ella te puede dar más el por menor de cuál fue ese problema entre CORDAID y la empresa privada Holandesa. De hecho creo que empresa privada le dio, esa empresa, no el conglomerado, la empresa le puso una demanda a CORDAID porque tuvo unas pérdidas bastante significativas a raíz de negarle ese programa de Clicks for Bricks

Sandra
Mira pues, eso ya no me lo podía yo, después de tanto click que dí allí ya no me enteré ni cuántos ladrillos ni nada…

H.J
Y, iba a la par ese Clicks for Brick con la parte legal también. Lógicamente esas personas que no tenían sus viviendas con una calidad pues, había que ver también la parte legal. Entonces el acceso al suelo, importante. Volvemos otra vez a tener el mismo deschongue (desorden). El acceso al suelo es fundamental

Sandra
Vaya, fíjate que allí también a mí me entra otra cuestionamiento porque un país tan pequeñito con la tierra es un bien escaso, que sea este un país de propietarios es casi como imposible verdad, con la configuración que tenemos, un país pequeño con tierra escasa y con una concentración pero, abominable, de tierra en pocas manos y el resto

de… que vean que puede, o sea es una configuración bien compleja ¿no? pero se insiste siempre de que vos no podés tener acceso a los recursos de la ciudad o a la infraestructura básica urbana sino sos propietario…

H.J
Andate a él …

Sandra
Es que ese es el fundamento, o sea vos tenés conexión de agua si sos dueño del terreno. ¿Si? O sea vos tenés que ser propietario para poder tener conexión de agua pero es que eso significa que automáticamente le estás eliminando el servicio a la mayor parte de la población ¿y por qué nunca discutimos eso? porque, no será que tenemos que cambiar de formato… yo se me estoy metiendo en aguas turbias

H.J
Cambiar ese formato es cambiar el sistema en el que estamos… pues sí, ese es el deschongue, no, es casi imposible

Sandra
Te hago otra pregunta otra vez saliéndonos de la Montreal a partir de la experiencia que vos tuviste en la OPAMSS, porque a mí me parece que en la OPAMSS, con todos los cuestionamientos que puedan haber, se hace un ejercicio de pensar y de planificar, que podrán haber intereses de por medio…

H.J
Los hay, los hay…

Sandra
Pero vos creés que ese ejercicio de planificar tenga verdadero impacto cuando ya estamos hablando de situaciones tan, tan…

H.J
No, es bien difícil. Yo una vez tuve una experiencia, cuando tenía la Sub-Dirección de Planificación. Don E. envió a unas, a unas personas para creo que era, estaban iniciando el trámite del proceso de permiso de construcción, pero fue bien complicado que le hicieran caso, era una comunidad de Soyapango, Monseñor Romero algo así se llamaba. Al final fue bien complicado porque hasta la jefa de revisión preliminar me dijo que para qué yo llevaba esa gente. Es bien complicado porque como OPAMSS se rige por lo formal ya la parte informal de acceso a la ciudad, es bien complicado para la OPAMSS porque no tiene las armas legales para poder planificar y hacer las tramitologías correspondientes a la nómina, al control del desarrollo urbano para estos tipos de comunidades. Ese es el problema

Sandra
Pero entonces todos esos planes que nos presenta la OPAMSS, todas esas cartografías alucinantes solamente son para una parte de la ciudad, el resto…

H.J
No, cuando vas a nivel de planificación si es como parejo. Planificás o decís aquí se da esta densificación, se aprueba tanto, aquí tal cosa pero ya a la hora de tener el control del desarrollo urbano, es decir de cómo vas a aplicar esos instrumentos de planificación territorial y ya en territorio, allí es dónde se complica

Sandra
Es que no tenés los instrumentos legales

H.J
No tenés los instrumentos legales. Es que volvemos al acceso al suelo. ¿Cómo es que vas a planificar para una comunidad que está ilegal? ¿Cómo vas a planificar territorialmente para la Montreal? si puedes dar lineamientos y eso con cierto, con cierto grado de diálogo con las municipalidades porque se hace, yo estuve, al principio de,

de este instrumento del del esquema director, se hace y se invita, se invita a las alcaldías, porque no hay lo suficiente sensibilización social y también el dinero que corre pero que con lo cual se financia estos proyectos para llegar al nivel de la comunidad, o sea, acordate que OPAMSS es nivel metropolitano. No hay chance de llegar a un nivel más, más con más de contacto con ya el territorio propio de hormiga…

Sandra
No podés bajarte… la escala

H.J
No podés bajarte, tiene que ser a un nivel metropolitano de allí la visión. Entonces, lógicamente los instrumentos legales que tiene para poder incidir en la planificación territorial llegan hasta cierto nivel, de ahí recae ya el contacto con las alcaldías y el choque que se tiene con el MARN (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales), y el choque que se tiene también hoy con el Ministerio de Vivienda creería yo entonces se conjugan varias cosas

Sandra
Pero digamos que tiene, defendiendo un poco a la OPAMSS, tiene lógica si vas a planificar a nivel Metropolitano…

H.J
Es el deber…

Sandra
Es el deber de esta oficina es lógico llegar hasta allí, después trasladás la implementación al municipio y son las alcaldías, pero allí otra cuestión: la alcaldía no tiene recursos, la alcaldía no tiene tampoco las herramientas legales

H.J
Vaya exactamente, es que el punto, allí vamos a lo siguiente, si bien hay una decisión, suponiendo vaya, el COAMSS, el Consejo de Alcaldes del Área Metropolitana, avaló y aceptó el Esquema Director, que fue en el año 2017 creo, 2016 o 2017. Vaya pero el que el COAMSS lo haya aceptado no implica que las alcaldías lo hagan

Sandra
¿No es vinculante?

H.J
No, directamente vinculante no es. Tiene que pasar por el concejo municipal si el concejo municipal te da el aval ahí vas pero si no, no

Sandra
O sea que puede haber alcaldías a las que el concejo municipal les da el aval y otras que no. Por ejemplo allí vos tenés otros problemas intermunicipales. El tema del agua, el tema de los ríos es tema intermunicipal, imposible, allí no va a avanzar nada

H.J
Entonces eso, hay hasta, por ejemplo, la OPAMSS, como es Metropolitana no ejerce un control territorial directo sobre los territorios, sí hay lineamientos que se cumplen no te lo voy a negar, pero tiene que ver mucho el nivel político, que de eso se encarga la dirección ejecutiva con el COAMSS, y se va y se promueve: mire vamos a hacer esto, que no sé qué, no es fácil. Siempre encontrás un tope legal que no está dentro de las leyes por ejemplo la ley especial de OPAMSS, perdón COAMSS-OPAMSS, no implica eso, o sea sí puede ser aceptado por COAMSS, lo cual no implica de que pase automáticamente porque tiene que pasar por el concejo municipal y hoy peor, si peor, en el sentido de que son gobiernos pluripartidarios.

Sandra
Si los concejos son pluripartidarios

H.J
Entonces ese es el trabajo que se hace. Entonces ya llegar a un nivel de comunidad, de acceso al suelo, ya te traspasa otros, otra base legal que ya en cierto momento está fuera de la OPAMSS

Sandra
Y fíjate que a mi todo esto, en las múltiples reflexiones que uno va teniendo verdad, yo veo que hay historias de vida que son generaciones, tras generaciones, el abuelito, después los papás, ahora los hijos, ya los nietos, de personas que constantemente se quedan fuera de todo, o sea este tema del derecho a la ciudad es un tema verdaderamente crítico, o sea son generaciones afuera de todos los derechos, o sea gente que todos los días tiene que tomar agua, la necesitas, porque vos tres días sin agua te morís, entonces… yyyyy pasamos pensando, pasamos debatiendo en todas estas cosas y no terminamos de aterrizar donde se necesita, y mientras tanto, vos tenés que acceder al agua como sea. Imagínate qué increíble esto, entonces tenés como lo que yo voy desenmarañando en todas estas conversaciones y me ha encantado así esta plática con vos porque es que tenés, se hace una cosita y logras algo pero, ni modo para complementar tenés que estar ilegal en algunas cosas y después viene otra, otro, pasa un tiempo en que no sé si después, otro entonces como que se va formando un tejido, que en realidad es un tejido híbrido. Y este concepto que tenemos nosotros entre lo formal y lo informal en realidad no existe o sea sí tenés quizás una parte que son verdaderamente formales, otras que están en franco abandono, pero ya a amenos que vos vivás en un puente, que no tengás nada más. Pero mientras tanto todo lo demás se entreteje porque, ¿si no cómo haces? o sea la gente tiene que tener agua de alguna manera, no se puede vivir sin el agua

H.J
Allí viene todo ese deschongue, de las conexiones ilegales

Sandra
Me mencionan por ejemplo que hay familias que tienen conexión legal pero no cae el agua, o llega con una pésima calidad no la pueden tomar. Entonces se tiene que conectar ilegalmente a otro lugar donde si llega agua por lo menos, entonces recoge… tiene conexión legal y conexión ilegal y además compran agua, porque el agua para beber no la pueden consumir de esas conexiones porque está tan mala calidad que imposible, entonces tienen que comprar agua. Allí tenés ya tres formas: una conexión legal que no funciona, una conexión ilegal donde más o menos tenés algo de líquido pero no suficiente y además tenés que comprar agua… te das cuenta

H.J
Vaya en el volcán la gente se provisiona de agua de las tormentas

Sandra
O sea seis meses al año ¿y el resto del tiempo cómo hacés?

H.J
La compran o les llegan a dejar pipadas de la alcaldía, por eso es la intervención allí en San Isidro, para que tengan cosecha de agua

Sandra
Para que tengan cosecha de agua y mantenerla durante los meses en los que no llueve. Sí es que yo creo que tenemos que repensar este tema porque en realidad es híbrido, y no lo hablamos nunca desde la perspectiva

H.J
Fíjate que nunca lo había visto así tan híbrido, para mí era formal e informal. Pero sí, no es tan blanco y negro

Sandra
Bueno eso es por lo menos con lo que yo voy avanzando con la investigación… ¿estarías de acuerdo en esa hipótesis nueva y empezar a trabajar desde la hibridez?

H.J
Bueno, yo creo que allí depende, depende del lugar donde estés porque vaya la Montreal no, hoy ejemplo en San Isidro, por sus características físicas no tienen red domiciliar de agua entonces ¿cómo hacen ellos? pipas de la alcaldía o sino compras las bolsas de agua Cristal y allí están, o hay otras personas con un poquito de mayor poder adquisitivo que ha hecho sus tanques y les funcionan, pero se provisionan de agua lluvia…

Sandra
Yo he visto camioncitos que llegan a vender garrafones, lo que hacen por ejemplo es que le compran agua a las embotelladoras y en pickups van a revender agua embotellada, entonces es más cara todavía que en la ciudad formal, una persona que tenga que este tipo de conexiones en promedio lo que he hablado están gastando fíjate entre $15 y a veces hasta $50 mensuales en agua ¿cuánto pagas vos en tu casa?

H.J
$8.96

Sandra
Imaginate

H.J
Pero a eso hay que sumarle el agua bebible, el agua embotellada, es una garrafa por semana

Sandra
¿$15 dólares?

H.J
No, $11 dólares

Sandra
Vaya, mirá, vos que tenés una conexión formal y qué bueno encima compras el agua para beber, estás pagando menos qué es lo que paga alguien, o sea pagan muchísimo más que nosotros por el agua

H.J
Fíjate que no me había puesto a pensar que es que depende del lugar donde estés, es cierto

Sandra
Si, es que es dramático y nosotros regando la acera todo el día porque una hoja no se mueve o gastándola en aquella grama, o sea, necesitamos ver la grama verde en verano, entonces vos pagas eso y la gente allá cuánto imagínate un, un presupuesto familiar, el agua la tenés que consumir, o sea no puede los alimentos, el agua es indispensable y me llama la atención esas diferencias de precios, tremenda, entonces otra vez, creo que la conversación debería de ser una conversación a partir de esa lo que está generando esa hibridez, en términos económicos es una parte fundamental del presupuesto y ahora, con esta nueva ley de agua que ya se viene pronto el tema de cada vez los servicios van a tender a privatizarse más, ¿qué va a pasar por ejemplo, me pregunto yo, con esa provisión que ahorita hacen las alcaldías que llevan pipadas? y o ¿qué va a pasar con los precios de estos repartidores que revenden? me van a incrementar precio, la alcaldía quizás ya no va a poder llevar esas pipadas porque va a tener que comprar agua también. No lo sé, son cosas que quizás allí las pienso y no, no tengo respuestas…

H.J
Juela…

Sandra
Es yuca, es yuca… Ya no te quito más tu tiempo pero esta conversación ha sido fascinante de verdad muchísimas gracias

H.J
Como conclusiones, si querés mantener un espacio público tenés que reforzar el tejido social, y la parte legal

Sandra
Y el tema de la tierra y quizás tengamos que darle vuelta a la conversación y plantearlo desde la hibridez y no desde esta separación tan, tan blanco y negro…

H.J
Esa es tu hipótesis ¿verdad?

Sandra
Esa es mi hipótesis pero digo, con las conversaciones que voy teniendo tiendo a irla confirmando cada vez más, pero, pero sí estoy de acuerdo en lo que vos decís que depende de cada caso, ese es otro tema interesante porque no podemos hacer planteamientos parejos.

H.J
No porque la ciudad no es así, la ciudad no es totalmente pareja

Sandra
Claro en la escala metropolitana el plan está bien que lo veas como los grandes lineamientos pero cuando bajas al terreno cada caso es diferente, entonces cómo adaptamos esto que está aquí, a esto que está aquí abajo, fantástico… muchas gracias, H.J.

ENTREVISTA 11

Participantes: B.M (actualmente docente), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Mayo 25, 2024
Lugar: Universidad Centroamericana UCA

INTRODUCCIÓN
Por consejo del equipo técnico de FUNDASAL se solicitó entrevistar a B.M, quien trabajó durante diez años en FUNDASAL (2002-2012), específicamente en el PMB. Su posterior experiencia de trabajo en el Viceministerio de Vivienda es igualmente valiosa para esta investigación.

Se le comentó sobre la investigación y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

Sandra
Muchas gracias B.M por dedicarme este tiempo. Si querés comencemos con que te presentés, tu nombre, qué hacés…

B.M
Bueno, mi nombre es B.M, soy arquitecta de profesión. Durante diez años, desde el 2002 al 2012, trabajé en FUNDASAL, la Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima, en el proyecto KFW (cooperación Alemana), de Mejoramiento de Barrios, en el Programa de Mejoramiento de Barrios y dos años en un proyecto de gestión con la cooperación Holandesa, tratando de encontrar alianzas público-privadas para el desarrollo de las comunidades. Después trabajé tres años y medio en el Ministerio de Obras Públicas, específicamente en el Viceministerio de Vivienda con el programa del Banco Interamericano de Desarrollo para la legalización de lotificaciones ilegales en El Salvador. Prácticamente esa es mi experiencia como arquitecta, mi experiencia formal como arquitecta, entre otras cosas que he hecho y creo que es lo que es más importante para esta entrevista

Sandra
Totalmente. Creo que en este caso, como te lo planteaba, el interés es que hablemos sobre cómo se gestiona el agua en la ciudad, pero en esa ciudad que nosotros llamamos informal, que en el fondo, pues, no termina de ser 100% informal, cercana a lo formal también. Por ejemplo si nos remontamos al tiempo que estuviste en el Programa de Mejoramiento de Barrios ¿Cuáles eran los componentes principales de ese Programa? y ¿Cuáles de esos componentes tenían que ver con el acceso al agua?

B.M
Ok. El proyecto era bastante integral porque abarcaba desde la legalización de tierras a la mejora de infraestructura urbana bajo el concepto de que la casa, mal que bien, cada quien puede invertir en su casa según sus posibilidades pero, es imposible gestionar la infraestructura urbana. Entonces el mejoramiento de barrios, el programa, prácticamente era la mejora de la infraestructura urbana: agua potable, aguas lluvias, aguas negras y grises y también construcción de muros de protección, mejoramiento de calles y pasajes y recuperación de zonas verdes y creación de zonas verdes en algunos casos para la mejora sustancial de las personas

Sandra
¿En qué lugares trabajaste?

B.M
Yo trabajé primero en la zona de la Chacra, en el proyecto Los Manantiales, tres años y después trabajé en varias comunidades de Soyapango y Mejicanos, específicamente la zona de la Montreal y el centro de Soyapango

Sandra
Justamente la zona de La Montreal es una zona en la que me estoy concentrando bastante en el trabajo. Si querés, bueno, estos componentes de los que vos hablás, que son de gran infraestructura urbana. Por un lado se supone que es la infraestructura que debería de proveer el Estado, los gobiernos municipales, pero que nunca se termina de introducir en los territorios. Por otro lado este componente grande, de grandes tuberías, de grandes infraestructuras, va acompañado en este programa de pequeña infraestructura, de elementos que llegan hasta la casa…

B.M
Prácticamente es pequeña infraestructura, o sea no la creación de grandes tuberías madre y eso no, sino que si parte de los requisitos, por decirlo así, es que pueda haber una conexión. Por ejemplo con el agua potable, que sí haya una conexión de agua potable porque la construcción de pozos no era parte del proyecto. O sea no se podían generar pozos de agua potable con sus plantas, con sus tratamientos y todo, cómo se gestiona el agua privada en este país. Ese no era parte del componente, tenía que haber conexión cercana a alguna tubería madre de ANDA y que tuviera la capacidad también, porque ANDA a veces también dice que ya la tubería ya no tiene capacidad. Entonces, ehh, prácticamente ese era uno de los requisitos y, tener una conexión, formal entre comillas formal, de ANDA, de aguas negras. En algunos casos quiero ver… o alguna planta de tratamiento, pero FUNDASAL no las construía. O sea tenía que haber una conexión hacia dónde desviar todas esas aguas negras y grises para poder entrar con el proyecto. Había varios criterios de evaluación, sobre todo la legalización también

Sandra
Que es uno de los temas críticos ¿verdad? Si no estás legal con tu tierra no te ponen la conexión. Allí hay un tema de regulaciones y jurídico un poco complicado. Pero antes de llegar a ese tema me interesaría que hablemos de ¿Qué encontraste vos en la Montreal? cuando llegaste allí. En varios sentidos por ejemplo, el tema de la organización comunal, ¿Cómo accedía la gente al agua antes del proyecto?

B.M
En las comunidades de la Montreal iniciamos con tres. Una de ellas, que era prácticamente como una lotificación ilegal ellos sí ya tenían agua pero, tenían muy mala, muy mal servicio, digamos la tubería en general tenía muy mal servicio de agua

Sandra
No te acordás el nombre de esa comunidad

B.M
Como no, El Progreso

Sandra
El Progreso

B.M
Pero la 24 de Julio y la 1o de Mayo, porque así se llaman, este, no tenían agua potable entonces ellos tenían cantareras, es decir que sí había tubería de agua potable de ANDA pero comunitaria. Y una cantarera podía abastecer a no más de 20 familias. Entonces no daba abasto, definitivamente no daba abasto

Sandra
¿Cuántas familias tenían más o menos en esas comunidades?

B.M
Teníamos… en una que era pequeña teníamos treinta y pico, tenían una o dos cantareras, no me acuerdo bien, y la otra eran un poquito más, eran como 60 y también tenían como unas tres o cuatro cantareras

Sandra
Y estas cantareras ellos las lograron, las pidieron a la alcaldía…

B.M
Gestionaron con la alcaldía porque estas dos estaban en terrenos, es que para eso, este, la alcaldía se cuida mucho de construir en terrenos privados. Si es un privado el dueño del terreno que esté invadido, la alcaldía no interviene porque es prácticamente regalarle la mejora al propietario de la tierra; en algún momento los puede echar a todos y se queda con lo que aportó la alcaldía, entonces ellos en privados, con privados no se meten pero si es terreno del Estado o es terreno municipal, prácticamente saben que en algún momento eso se puede se puede legalizar o que nadie los va a desalojar y entonces sí intervienen con trabajos mínimos, por ejemplo, la cantarera, que son dos, tres chorros que ellos invierten para solventarles un poco a las familias el acceso al agua

Sandra
¿Y la misma municipalidad les provee agua de otra manera? Por ejemplo pipas o…

B.M
No. Que yo sepa no. Eso solo se hace digamos cuando hay crisis de agua verdad, que varios días ANDA no proporciona el agua y entonces la misma ANDA o la alcaldía organizan pipas pero, no. Dónde no hay agua la gente la tiene que comprar y es cara, porque no sé si has visto unos como contenedores blancos que son como unas cajas, allí la gente compra el agua y una de esas puede valer $20 dólares, más…

Sandra
O sea que en promedio una familia podría estar gastando hasta $50 dólares al mes o más…

B.M
Si no tiene acceso a agua del chorro, digamos, o de tubería, puede estar gastando entre $30 y $50 dólares en agua, en compra de agua

Sandra
¿Y estas familias, digamos, que acceden a la cantarera, también, esa agua no es suficiente, necesitan tener agua desde otras fuentes?

B.M
Más que todo para beber porque ellos saben que esa agua…

Sandra
No es potable

B.M
No es 100% potable pero, lo que genera en realidad es roces entre la comunidad vaya porque por ejemplo en la 24 de Julio era una cantarera con dos chorros pero la gente no iba con su cántaro porque eso es lo que uno se imagina verdad, acarrear agua, sino que compraban mangueras larguísimas y entonces era el pleito de la hora para conectar la manguera, o conectaban entre varias mangueras para tener la manguera que llegaba hasta la pila de la casa. Entonces más que todo, este, genera mucho roce entre la población porque claro, seguramente no logran acumular, digamos entonces el tiempo en que les toca el chorro, no logran acumular la cantidad de agua que necesitan. Pero…

Sandra
Y en estos roces que vos estás mencionando, uno de los temas que a mí me mencionaron algunos de los habitantes de La Montreal con los que me he reunido era el tema de las pandillas. Me decían que en algunos casos las pandillas llegaban a controlar incluso quién se conectaba y quién no se conectaba a la cantarera, pero que en general no eran temas de conflicto fuerte más allá por ejemplo de bordes o quebradas… que de la quebrada para allá era un territorio, de la quebrada para acá otro. No sé exactamente qué puedo tomar yo de esas conversaciones

que tuve con ellos porque también en el contexto del régimen de excepción ellos han sido muy, muy cuidadosos en lo que me van contando, pero ¿Qué fue lo que observaste vos?

B.M
Pues en ningún momento digamos, de las múltiples comunidades dónde trabajé, no, yo los sentía más como pleitos vecinales y no que estuviera la pandilla controlando la cantarera, eso yo nunca lo escuché. Tal vez después porque yo trabajé allí hasta el 2012. Podría ser que después, que incrementó todavía más el tema de violencia en las comunidades, que incluso hayan hecho control de la cantarera pero, es que en las comunidades la pandilla es un poco complicado porque es que en lugar de ser el CAM (Cuerpo de Agentes Metropolitanos), o la policía quién controla a los vecinos, son ellos, entonces probablemente velaran porque sus familiares tuvieran más acceso al agua o realmente controlar esos pleitos vecinales, o sea, podrían ser ambas cosas, no necesariamente que les estuvieran cobrando el uso de la cantarera. Yo no creería que a sus propios vecinos les estén cobrando, sino más bien vigilar que nadie externo esté abusando la cantarera, me imagino, de ese territorio

Sandra
Y por ejemplo en este tema de los vecinos vaya, digamos allí hay un nivel de conflicto, pero las relaciones que ellos tenían con otros actores, por ejemplo la municipalidad… ¿eran también relaciones de cierto nivel de conflicto o cómo gestionaban ellos poder tener servicio de agua con las instituciones, tanto la municipalidad como con otras instituciones de gobierno que tuvieran que ver o, en el otro caso por ejemplo con ANDA como proveedor?

B.M
Realmente es complicado para las comunidades porque es todo un proceso de gestión que no es fácil, porque el primer contacto siempre es la alcaldía. Entonces mucho depende de la alcaldía, de la, digamos si están dispuestos a apoyar o no; si ellos están dispuestos a apoyar prácticamente ellos ayudan con la elaboración de planos, con la gestión con ANDA, pero para la gente es bien complicado porque hay que diferenciar entre lotificaciones ilegales o las lotificaciones en general y las comunidades marginales. Porque las lotificaciones es gente siempre de escasos recursos pero con un poquito más de recursos, que juntando dinero ellos pueden conseguir un técnico que les ayude a hacer los trámites, buscar oenegés que les ayuden también a elaborar planos y hacer las gestiones y colaborar económicamente en parte o total para tener ellos su servicio. Pero generalmente la alcaldía termina haciéndose cargo de todo: la elaboración de planos… me imagino que los mandan a gestionar pero, prácticamente con apoyo de la alcaldía porque ANDA no construye, ANDA solo supervisa y da permisos, entonces quién tiene que construir es en su defecto, la alcaldía misma con contratos, verdad, a privados, o, como en el caso de nosotros en FUNDASAL, que terminábamos siendo nosotros los que gestionábamos los… diseñábamos la infraestructura, gestionábamos los permisos, construíamos y ANDA prácticamente aprueba los planos y después cuando eso está construido llega a ver si está bien construido. El papel de ANDA es prácticamente hasta ahora, ellos no construyen, ellos simplemente…

Sandra
¿Pero una vez se termina de construir la infraestructura a quién se la entregan? ¿a la alcaldía o a ANDA?

B.M
A ANDA

Sandra
¿Y ANDA debería de ser la institución encargada de darle mantenimiento?

B.M
Debería

Sandra
Pero no lo hace…

B.M
Difícilmente. Lo hacen mínimo, o sea cualquier reparación es más fácil que la gente excave y arregle a que ANDA va a llegar a arreglarles algo

Sandra
Me hablabas de esta diferencia entre lotificaciones y comunidades marginales. Cuando me hablás de todo este contexto estamos hablando de las lotificaciones, la gente que puede tener un poquito más de recursos y un poquito más de capacidad de gestionar o de poder negociar con las instituciones… ¿Qué pasa en el caso de las comunidades marginales?

B.M
Bueno las comunidades marginales primero tienen que formar la asociación de habitantes, verdad, que aquí se le llama ADESCO (Asociación de Desarrollo Comunal), si, con su presidente y todo, la alcaldía les da como una personería jurídica. Eso es lo primerísimo que tienen que hacer porque si un grupo de pobladores va a la alcaldía a tocar la puerta en definitiva no les hacen mayor caso. Tiene que ser la asociación la que llegue, o sea, la misma alcaldía les da la personería jurídica verdad, los que llegan a gestionar. Eso es lo primero, lo primero… Entonces la población mucho descarga en sus líderes la responsabilidad de andar haciendo las cosas. Entonces, dependiendo de los líderes, o hay buenos o hay malos, depende mucho del líder, si es activo o pasivo, el progreso, digamos de una comunidad, que consigan los proyectos, pero digamos mucho es el contacto con la alcaldía y oenegés

Sandra
Es decir que para este nivel no solamente tenés el problema del acceso a la tierra que ya eso de por sí es un gran impedimento, porque al menos con la lotificadora hay cierto nivel de promesa de que ese terreno va a ser tuyo, aunque se dan casos de casos casi siempre, pero en este caso ni siquiera tenés la tierra y encima, tenés que estar con ese tema de formar primero tu asociación y garantizarte de que los líderes sean lo suficientemente astutos para ir logrando lo que la comunidad necesita

B.M
Así es. Correcto

Sandra
O sea que es un gran cuesta arriba en términos de gestión

B.M
Es muy cuesta arriba en términos de gestión

Sandra
Otros de los elementos que me comentaban es que justamente estas asociaciones no es que en el tiempo permanezcan activas y trabajando y… sino que tienen como períodos, a veces, pues tenés una necesidad muy urgente y entonces allí se activa la comunidad y de repente, pues, ya no hay tanta urgencia y baja el nivel de gestión pero, ¿qué significan esos períodos de baja en términos de darle continuidad a otros temas que también necesitan, en esos tiempos de menos intensidad, atención? por ejemplo cómo mantenés todo el sistema que ya introdujiste o cómo te asegurás de que haya una buena alerta temprana contra riesgos… cómo lo ves…

B.M
Yo conversé mucho sobre esos temas en alguna época y me decían ellos, verdad, que es natural y humano que sucedan esos ciclos, que no puede estar uno ad-honorem todo el tiempo activo, pero prácticamente lo importante es que se mantenga la estructura y que los líderes pues sí sepan reaccionar. En La Montreal estaban muy bien organizados por parte de otra oenegé, no era FUNDASAL y con apoyo también de la alcaldía en los comités de riesgo. La Montreal es sumamente empinada, es como el lomo de un burro, la calle está en la columna vertebral, digámoslo así, y todo va para abajo, para la izquierda y la derecha, y todo son unos desniveles increíbles. Entonces ellos saben, entonces medio empieza a llover y ellos estaban ya organizados, o sea, eso funcionaba (funcionaba, porque después cayó), muy bien y curiosamente también depende mucho de qué tanto la alcaldía apoye con

promotores sociales, o sea, como mantener vivas esas estructuras. Si la alcaldía los descuida poco a poco esas estructuras se van debilitando, porque, pues si, ya no sienten que nadie los oye, la directiva puede llamar a reunión nadie llega, o sea… pero en La Montreal en ese tiempo estaban bien organizados y sí es muy necesario que, o sea, está bien que haya épocas de actividad pero, pero no a dejarlo morir. Por ejemplo me contaron que en Manantiales bien gracioso, porque nosotros organizamos equipos de ayuda mutua por pasajes y los numeramos, para nuestra, para nuestro registro y control, los numeramos, el 28, el 24, no sé qué, y ya nos habíamos ido y cada vez que convocaban o que había que hacer algo ellos se seguían llamando con esos números… el 24, el 28, el 26, o sea, se quedaron con la distribución que nosotros hicimos porque también era un poco orgánica y lógica, por pasaje, o sea por vecinos, por grupos de interés y, después de años todavía seguían como convocando, verdad, a los grupos, y ellos se identificaban con su grupo, entonces se mantuvo bastante tiempo esa estructura, precisamente para situaciones cuándo tienen alguna adversidad, que ha llovido mucho, que el río Acelhuate está a tope, entonces se activan digamos, pasan pasivos pero no muertos y se activan, y eso a mí me parece un gran logro. Este, no necesariamente van a estar todo el tiempo gestionando, está bien que hayan tiempos de paz y de calma, que no estén ellos todo el tiempo…

Sandra
Pero allí has mencionado algo valioso también, que yo no lo tenía muy claro en mi radar y es la necesidad de tener un liderazgo recíproco de parte, por lo menos de la alcaldía que es la institución más inmediata. Pero claro, los gobiernos municipales están cambiando constantemente, cada cuatro, cinco años, me parece, cambia un gobierno municipal y entonces llega un nuevo alcalde o alcaldesa, y tiene impacto ese cambio. Porque ellos me mencionaban que en la época del programa de mejoramiento de barrios tenían una receptividad bastante fuerte de parte de la alcaldía ¿Cómo viste vos ese tema?

B.M
Si, si, en ese tiempo, y no es por hablar de partidos políticos, en Soyapango estaba el D.R. y en Mejicanos B.N, los dos del FMLN (partido político de izquierda, Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional), y ellos por su discurso, ellos estaban en pro de la organización y en pro del pueblo, por lo menos en su discurso, verdad, entonces así lo tenían que demostrar y ellos sí tenían toda una estructura fuerte en su departamento de promoción social que conocía el territorio, y los líderes conocían al promotor social o promotora social encargado de su zona. Entonces prácticamente los mecanismos de comunicación funcionaban bastante bien, por lo menos la gente no se sentía abandonada, sentían que el liderazgo comunal, o sea el alcalde, si les prestaba atención y, de una u otra manera gestionaba el recurso ya sea con una oenegé o como sea, tal vez no con recurso propio pero que, sí estaban abiertos a apoyar las iniciativas de la comunidad

Sandra
Y… me mencionás a los promotores sociales. Y el apoyo técnico de parte de la alcaldía era así también de fuerte o ellos recurrían en ese caso…

B.M
Yo creo que menos fuerte porque, por la saturación de trabajo, verdad, depende que municipio sea, si es Mejicanos por ejemplo, pues con tanta necesidad que hay en Mejicanos y en un terreno tan frágil, lo mismo en Soyapango, entonces claro no es que reaccionaran tan fácilmente sino que la misma alcaldía buscaba apoyos externos, por ejemplo hacía contactos con oenegés, alianzas para complementar un poco los recursos y pues sí, hacían obras pequeñas: que un muro de retención de $4000 dólares, o sea proyectitos. Lo que hacía el mejoramiento de barrios de FUNDASAL con fondos de KFW era imposible que una alcaldía abarcara, pero sí eran pro-activos en el apoyo, digamos, para que las condiciones estuvieran favorables para que la oenegé pudiera trabajar y nos daban su porcentaje porque la KFW pedía un 10% de aporte de la alcaldía ya sea en especies o en dinero y ellos cumplían con su parte del aporte

Sandra
¿Cómo veías el aporte de otros actores? por ejemplo iglesias, no sé, clubes, otros actores que estuviesen también activos y apoyando al proyecto

B.M
Entonces FUNDASAL, para que se cumpliera con el porcentaje de aporte que pedía la KFW, prácticamente la ponía la FUNDASAL. Otros actores más pequeños: fundación Van Leer de Holanda (Bernard Van Leer Foundation), CORDAID (también de Holanda), MISREOR (France), iban como la misma FUNDASAL. Otras oenegés como Food Forever y todo, se llevaban sus recursos a otra parte, porque pues sí, dónde más se necesitaba

Sandra
Y eso generaba algún tipo de roce o simplemente bueno nosotros somos muy chiquitos y simplemente nos vamos a otra zona…

B.M
Roces no, vaya porque por ejemplo hablando específicamente de la Montreal la oenegé del Padre T. sí estaba digamos, presente con sus proyectos de juventud y todo y tenía como alianzas o contactos con sobre todo con nuestro departamento de promoción social pero sí, esas dos oenegés recibían fondos CORDAID, las dos, entonces también tenían como su punto de encuentro, dónde decían nos podemos potenciar porque CORDAID nos da dinero a los dos. Entonces a CORDAID también le conviene que en el proyecto reluzca el nombre de CORDAID y entonces sí, trabajaban bien, sobre todo los temas correspondientes de juventud, que era el tema de esa oenegé

Sandra
Ahora voy, ya que los mencionaste, a estos actores… la cooperación. El papel de la cooperación era un papel de simplemente yo doy los fondos y confío plenamente en ustedes o, yo también incido y decido y digo o, ¿cómo viste vos el papel de la cooperación? que en este caso no era una sola, estaba KfW, estaba CORDAID y, no sé si había otra más…

B.M
MISREOR, Fundación Van Leer, que si era niñez, trabajaban niñez. KfW daba mucha carta blanca, ya había como criterios de selección, ellos tenían por ejemplo, si las obras de protección superaban un porcentaje del monto entonces eso descartaba a la comunidad, o sea, habían ciertos criterios pre-establecidos para la elección de las comunidades. Ellos aprobaban nuestra propuesta pero nunca supe que la denegaron pero, teníamos criterios bien claros para trabajar. Es más KfW en este caso específico pagaba una consultoría, alemana también, entonces teníamos un cuerpo de consultores-asesores que también apoyaban en temas de ejecución de obra, capacitaban al personal y tenían parte en la elaboración del informe porque ellos también tenían que dar cuentas que los fondos estaban bien utilizados, o sea, había mecanismos de control financiero. Después de haber digamos, aprobado una comunidad, que pasaba con todos los criterios, que había posibilidades de legalizar, que las obras de protección no superaban el tanto porcentaje del presupuesto, que el ingreso de las familias era abajo de tanto, o sea diferentes criterios de elección, ya aprobado ya había prácticamente carta blanca para, para trabajar

Sandra
Y con las otras que eran no tan fuertes, de recursos menos onerosos que la KfW, ¿Cómo funcionaba?

B.M
Es que ellos acompañaban, KfW ponía el 70%, si mal no recuerdo, y el 30% tenía que ser aporte local o de otros actores, entonces allí se sumaba un poco 10% de la alcaldía, y todo las otras oenegés pequeñas pero que también eran extranjeras daban como su aporte para, en proyectos específicos, por decir algo este proyecto de niñez, solo se podían ocupar los fondos para niñez, este era MISREOR, era el programa de tres años, era un componente para personal de tal tipo, o colaboraban con la elaboración de un parque, o sea había como, ya a la hora de repartir las finanzas con tal de que le cumplieran a KfW con sus, con su 30%. El proyecto Manantiales fue un proyecto, de allí nació el programa con fondos de KfW, entonces lo que hacíamos, o lo que hacía la jefa que una comunidad por decirte algo, que fuera más plana, que no tenía muchas obras de protección, ese porcentaje de dinero para obras de protección se lo metíamos a una que necesitaba más obras de protección. Entonces por decir, el grupo de La Montreal que era el grupo de El Progreso, la 1o de Mayo y la 24 de Julio, era un proyecto, entonces cada una tenía necesidades diferentes pero como un proyecto lo que no nos podíamos pasar era de las obras de

protección general del proyecto, que unas recibían más muros que otras, pues así era, para un poco solventar que unas tenían más necesidad que otras

Sandra
Y eso se consensuaba con los habitantes

B.M
Nosotros lo que les decíamos es que mire el proyecto trae esto, para aquí esto, para aquí esto, para aquí esto; por qué distribuíamos así

Sandra
¿Y esas decisiones las tomaba internamente FUNDASAL?

B.M
Sí, sí, nosotros

Sandra
Con base en la información que ya tenían de campo

B.M
Sí, sí

Sandra
Y, había visto bueno de la cooperación con esas decisiones

B.M
Correcto

Sandra
Pero, hay algo que para mí queda un poco, siempre en la oscuridad porque la cooperación tiene líneas de trabajo que ellos definen, verdad, este año vamos a trabajar con niñez o en este país vamos a trabajar temas de mujeres o de género, o en este lugar vamos a trabajar… pero las necesidades locales a veces son bien diferentes. ¿Vos veías que en este caso había coincidencia de los objetivos o de alguna manera hubo una cierta imposición de parte de la cooperación o de las demás oenegés, sobre el tipo de proyectos que se necesitaban allí

B.M
Yo creo que fue consensuado. Si te acordás, el primer proyecto, bueno, ya habían hecho mejoramiento de barrios en FUNDASAL, pero, los proyectos de mejoramiento anteriores habían sido botar tabla rasa y volver a reconstruir hasta que se toparon con la comunidad Las Palmas, que era imposible hacer tabla rasa porque ya había mucha infraestructura construida, de bloque, y era demasiado grande, era demasiado caro el proyecto y empezaron a buscar alternativas y si no estoy equivocada, podría estar equivocada, pero el mismo KfW fue como el que también influenció en decir, miren, también, o sea como un diálogo en el que existía esa posibilidad.

No creo que hayamos sido como El Salvador los primeros en Latinoamérica en haber hecho un proyecto de mejoramiento barrial como el que se hizo en Las Palmas, yo creo que no, que ya existía el modelo de las tuberías de pequeño diámetro y baja profundidad, eso ya existía, FUNDASAL lo retomó, así que yo me imagino que si había ejemplos de haber hecho ese tipo de mejoramiento en otros países y aquí se adaptó y se apropiaron digamos, de la metodología, entonces ya con el proyecto de Las Palmas hubo una primera experiencia positiva y entonces fue que KfW prácticamente, así me lo contaron a mí, verdad, que KfW dijo, bueno, hagamos otro.

Y allí ya se fue afinando, porque por eso digo, primero fue el proyecto Manantiales y después se firmó el programa de mejoramiento de barrios. Entonces KfW le presentaron el proyecto Manantiales y esa fue como digamos, como se dice eso… spielplatz… como el área de juego, dónde se afinaron los criterios para firmar posteriormente el

contrato del programa de mejoramiento de barrios que era para, no sé si cinco o seis años, o sea eso independientemente de las tendencias de la cooperación, como decís tú, eso ya había quedado, era el programa, era de varios años en diferentes zonas, era una cosa a mediano plazo

Sandra
¿Y allí cuál era el papel, por ejemplo, del Estado?

B.M
El Estado como tal, bien mínimo, es más, porque como eran lotificaciones ilegales, por ejemplo a mí una cosa que me sorprendió fue que, justo en esa 24 de Julio y 1o de Mayo, había una calle vehicular que entraba por detrás del terreno de la escuela y se iba, una calle… y no tenía el ancho mínimo la calle, tenía como siete metros, creo que el ancho mínimo son nueve, y nosotros hicimos el diseño, bueno, el departamento de diseño hizo el diseño, trazamos la calle y le quisimos pedir permiso a OPAMSS, y OPAMSS nos dijo que ese terreno era ilegal que entonces ellos no nos podían dar permiso, y como no nos podían dar permiso hicimos las calle como se nos dio la gana. O sea, es bien ilógico, pero nosotros quisimos pedir permiso y que fue lo que dijo la autoridad, ese terreno es ilegal, yo allí no puedo dar permiso

Sandra
Entonces allí hay un limbo, pues…

B.M
Hay un limbo. Prácticamente las normativas nos las impusimos nosotros, es decir, el ancho mínimo para poner pequeño diámetro a poca profundidad es 1.50mt, entonces había pasajes de un metro o un metro veinte, que había que ampliar a 1.50mt, eso lo exigimos nosotros, no había una normativa legal para eso; lo mismo, el agua potable uno sabe que en una calle ponés de un lado el agua potable, del otro lado las aguas negras para evitar contaminación. Allí era tan estrecho, las aguas negras iban en el medio, entonces el agua potable iba arriba, por si había una filtración el tubo de agua potable queda libre de algún tipo de contaminación de las aguas negras pero prácticamente iba como a un ladito, o en medio también porque no había espacio

Sandra
Y esa normativa que ustedes crearon, de acuerdo con lo que tenían como realidad en los terrenos, fue trasladada posteriormente a las autoridades o la retomaron de alguna manera, yo sé que se socializó pero…

B.M
fíjate que sí pero allí realmente tendrías que hablar ya no conmigo, porque yo no te podría asegurar. La transferencia de conocimientos se dio y el Viceministerio tuvo un proyecto como de mejoramiento de barrios, financiado por la KfW, porque el banco Alemán, prácticamente su manera de actuar es, vaya, yo pruebo esto con una oenegé, lo afino con la oenegé pero, mi objetivo final es que ese traslado se pase al Gobierno y se empiece a manejar, digamos, ese tipo de trabajo con el Gobierno. Entonces KfW tuvo un, tuvo un programa de mejoramiento de barrios con el Viceministerio de Vivienda y eso lo lideró… él fue el coordinador del programa de mejoramiento de barrios del Vice-Ministerio de Vivienda. ¿Qué hicieron? no sé. Allí sí yo ya le perdí la pista. Yo estaba ya en la regularización de lotificaciones pero era todo como un poco hermético y no le pude dar seguimiento, no

Sandra
L.M

B.M
L.M. Ya. A pues ese. Él te puede dar información sobre qué hizo el Gobierno con la información de FUNDASAL. Si la retomaron, si no la retomaron, pero también con fondos KfW hay todavía un proyecto que se inició con FISDL y en ese proyecto de FISDL, FUNDASAL concursó como consultora, o sea los que hacían nuestros consultores que era SUN-CONSULT (consultora alemana), FUNDASAL se volvió consultora del FISDL, que fue cuándo se fue C.G y N.C se fueron al FISDL, que ahora han terminado en la DOM (Dirección de Obras

Municipales), porque como se desintegró el FISDL, pero no le pudieron echar mano a los fondos porque como ya era un convenio firmado ahora ese grupo lo han trasladado a la DOM. No sé cómo les está yendo, allí si C.G te puede dar… (información). Porque prácticamente ella ha estado desde Manantiales hasta ahorita que sigue allí

Sandra
Pero entonces eso significa que si el objetivo último de una agencia, en este caso un banco, es hacer la práctica con las oenegés, mejorar el modelo y después trasladarlo al gobierno, no te parece que puede ser un poco "inocente" esa visión porque una oenegé no trabaja de la misma forma que un gobierno, es decir…

B.M
Sí, es una manera bien inocente de ver las cosas, pero así es como trabaja prácticamente el banco, o esa es la esperanza. Fíjate que cuando del mismo KfW o de sus consultores, bueno, la cosa es que nos llevaron a Colombia. En Colombia las alcaldías sí tienen dinero porque cobran el impuesto a la tierra (predial), entonces, allí también KfW estaba desarrollando un proyecto de mejoramiento de barrios pero era al revés, la alcaldía ponía el 70% y KfW el 30%, y los consultores eran SUN-CONSULT. Vieras que bonito. Y entonces nosotros decíamos, pero estas alcaldías, o sea, realmente, en lugar de andar mendigando los proyectos, los ejecutaban y se sostenían un poco con, pues sí, con el 30% de cooperación extranjera. Claro, les palanqueaba algunos componentes pero…

Sandra
Ellos tenían el conocimiento, estaban super cercanos a las realidades… Sí, que diferencia, es una aproximación completamente diferente. A mí lo que me plantea como pregunta, verdad, al hacer el traslado a un Vice-Ministerio que depende, otra vez, de los vaivenes políticos, de que si un Ministro o Vice-Ministro, en este caso, le interesa que continúe ese proyecto, que se continúa, y si no, habrán otras prioridades, igual ya tenés el compromiso porque firmaste un convenio pero ya no le vas a poner la misma energía, entonces lo dejás así solamente como algo secundario para terminar de cumplir el compromiso

B.M
Prácticamente esas son las realidades en este país porque fíjate que lo mismo pasa con las cooperativas de vivienda. Imagínate que el dinero lo gestionó don M.E cuando era Viceministro y recién se empezó a ejecutar el año pasado (en 2022), y ¿por qué? porque por más que quisieron desviar los fondos para ejecutar otras obras, la llave que le había metido… como se llama, el gobierno Italiano, no pudieron con ella, hasta que pues sí, tuvieron que ejecutar el proyecto. Pero, ajá, los gobiernos intentaron meter mano. Desviar fondos para otros proyectos de su interés, yo no estoy diciendo que era para robar pero, pero, para otros proyectos de su interés. Entonces esos vaivenes son bien trágicos, no sé si solo aquí o en otros países de Latinoamérica pero algo que va bien, al otro no le gusta porque es del gobierno anterior y peor que era de otro partido contrario, te botan las ideas y te botan los proyectos. Es muy triste…

Sandra
Sí, porque allí tenés una gran capacidad, o sea, un gran conocimiento local, has tenido ciertos procesos que merecen darles seguimiento y no se hace. Y por ejemplo B.M, otros actores, ahora que estamos en este tema de actores. Porque mencionaste por ejemplo a los privados, los dueños de la tierra. Y esta gente, digo, apareció, no apareció, es pasiva, de repente…

B.M
Es bien curioso también porque allí tenés que tener un super buen negociador. Este, en Manantiales específicamente, porque en el proyecto de La Montreal que te digo, los terrenos, una era una lotificación, o sea que la gente ya tenía sus escrituras, pero la 24 de Julio y la 1o de Mayo estaban en terreno del Estado, entonces ellos prácticamente ya han dado por perdido ese terreno y por tema político y por imagen no van a desalojar a la gente sino que abren, digamos, la posibilidad de que la gente ya tenga su terreno pero, claro, alguien tiene que hacer los planos, alguien tiene que ir al CNR, alguien… Y todo eso pues claro no lo quieren hacer ellos, ellos dicen bueno le voy a dar el terreno pero haga todo usted, entonces, allí está la oenegé haciendo digamos todo ese, todo ese proceso pero los privados es muy interesante porque en Manantiales teníamos de todo: terreno municipal, terreno del Estado y terrenos privados. Teníamos de todo. Y una lotificación. Entonces los privados, ese terreno

ya lo daban por perdido, pero en el momento en que se dan cuenta que la gigante oenegé quiere trabajar allí y quiere comprar para, porque pues sí, así tiene que ser, entonces de repente quieren vender caro. Después de que ya lo habían dado hasta por perdido. Dicen bueno, entonces, si usted lo quiere, cuesta tanto. Y allí necesitás un buen gestionador.

Sandra
Y ese negociador ¿quién es normalmente?

B.M
En nuestro caso fue la misma FUNDASAL. O sea el Director Ejecutivo en persona, M.E, se fue a sentar con el dueño. Por ejemplo en una en específico yo sé que quería, de repente quería $40 dólares la vara, en un barranco. Entonces ya le torció el brazo, le torció el brazo hasta que se lo bajó a $5 la vara. Entonces pues sí, tampoco es de regalar pero bueno, venda a lo justo. Entonces, a $5 dólares la vara, FUNDASAL compró y le armó el plan de crédito a la gente para, para que pagara su tierra, con créditos blandos y todo eso

Sandra
Con Credi-Hábitat (uno de los programas de FUNDASAL)

B.M
Creo que sí. Creo que sí, con ellos

Sandra
Pero entonces digamos que aquí el papel de ese privado es como un usurero

B.M
Sí, generalmente

Sandra
Yo allí tengo la tierra, ni modo me la invadieron, la doy por perdida pero en el momento que veo que algo está sucediendo, regreso de mi largo sueño y además esta tierra es valiosísima, es importantísima… y nadie los controla

B.M
No, no hay controles, eso es el mercado libre

Sandra
Allí no hay normativa de OPAMSS, allí no hay Viceministerio, allí no hay alcaldía, nada

B.M
Nada, es decir, mire su terreno, si yo mando a un valuador va a decir que cuesta tanto, pero como aquí es como con las casas. Así no pues, el banco puede decir que cuesta $80,000 pero yo quiero $150,000, ¿la compra, no la compra?, y cómo la gente ya vive allí. Dicen pues sí, estos tienen que dar el brazo a torcer porque allí viven y si eso quiero, eso me tienen que pagar. Pero por eso te digo que se necesita un buen negociador para que logre, o sea, no sé cómo hacía para convencerlos, era el don de…

Sandra
M.E era bastante especial en muchos sentidos. Pero, por ejemplo aquí

B.M
Pero imagínate como, perdón, pero, justamente, M.E era muy especial, entonces eso lo lograba él, pero no es que haya, como decís vos, una manera de normar el precio de la tierra también

Sandra
Claro, porque estás dependiendo de la figura de alguien excepcional para que eso suceda. Eso no siempre va a estar allí

B.M
Correcto

Sandra
¿Entonces cómo hacés? y otra vez eso le va agregando capas y capas y capas a tratar de que en lugar de que la gente salga de la pobreza, la mantenés cada vez más empobrecida

B.M
La mantenés allí

Sandra
O sea, todo el sistema está hecho para que se mantengan hundidos

B.M
Es mi pensar también vaya porque, por ejemplo, existiera un alcalde excepcional, así como M.E, y dijera, vaya yo voy a hacer la negociación, vaya, pero, y ¿de dónde se saca para comprar?

Sandra
Claro, no tiene fondos

B.M
No. Y además creo que no tiene la potestad para comprar un terreno a un privado y dárselo a la gente, yo creo que no se puede

Sandra
Además… Y por ejemplo, otro tipo de privados, que en el caso del agua aprovechan, digamos que, con esta expresión de que "en río revuelto, ganancia de pescadores"… La gente sigue necesitando el agua, y mientras tanto, ¿cómo se proveen?

B.M
Tienen que comprar agua

Sandra
Claro. Y ¿quién vende esa agua?

B.M
Fíjate que hay privados que tienen pipas…

Sandra
¿Y quién se las da? ¿De dónde la sacan?

B.M
Yo me acuerdo porque allí en La Chacra estaba uno de los chorros de ANDA, y allí llegaban las pipas a llenar. Y llenas por una nada, a la hora de venderla como te digo, ese bolado blanco, contenedor, en mis tiempos, cuando yo todavía andaba en campo, a $30 dólares. Ahora cuesta $50

Sandra
Seguramente, sí. Es un metro cúbico de agua. Porque imagínate eso significa que por ejemplo ANDA hace negocio con privados. Le vende agua a privados para que llenen una pipa

B.M
Pero se lo venden en una nada

Sandra
Pero de todas maneras.

B.M
Turbio, sí.

Sandra
Que esa agua, después, estos privados la revenden a 300, 400 por ciento más caro, a la misma gente que necesita esta agua. Y otro tipo de privados, por ejemplo estos del agua embotellada

B.M
Ellos no. Ellos tienen sus propias fuentes. Que es lo peor. Ellos tienen sus propios pozos de agua, la extraen y pagan una nada de impuestos por ese… eso es terrible. Esos son los peores, creo yo

Sandra
Yo lo que he observado más recientemente, no sé si sucedía en la época en que vos estuviste allí, es que no llegaba por ejemplo, directamente la empresa, sino que habían micro-empresarios que compran a las empresas grandes, al Agua Cristal (empresa que vende agua embotellada), a la que sea, los tambos y ellos con camioncitos chiquitos llegan, y la venden todavía más cara, porque ya es otro más en la cadena. Pero son como negocios locales que también, por la accesibilidad y por el tipo de terrenos en el que están y por los contactos, me imagino, tienen mayor facilidad de hacer esa re-venta. ¿Vos lo observaste cuándo estabas allí?

B.M
No. En esa época no. Fíjate que la gente yo no la veía mucho consumir agua, agua Cristal

Sandra
Era más con estas pipas

B.M
No, era más así, agua del chorro que agua embotellada. No sé si la hervían, no sé… pero no se veía tanto, digamos, agua Cristal, o compraban agua en bolsa, eso sí. ¡Que es una contaminación espantosa! Es agua mala porque el plástico es malo y también la cantidad de basura que se genera

Sandra
Y la relación por ejemplo, que tenían con las fuentes naturales. Las quebraditas, allá en La Montreal pasan al menos dos quebradas, la Siete Pilas y Las Pringas. ¿Estaban contaminadas?

B.M
No, realmente el agua de allí era buena…

Sandra
¿Era buena?

B.M
Sí. O sea, yo creo que de allí agarraban también. Lo que pasa es que la contaminaban y no sé en cuál de las que estás mencionando, pero, hicimos unas piscinas y con unos chorros así, entonces la gente se baña en esa, en esa (las piscinas están en La Chacra, no en Montreal). Pero, le pusimos dos tubos, de cuatro pulgadas; uno que alimentaba la pila dónde la gente se bañaba y en uno dejamos cabal, la altura para que cupiera un cántaro, entonces esa agua salía limpia, gratis

Sandra
Yo ví, en ambas quebradas (en la Montreal), creo que en Las Siete Pilas visité una pilita pequeñita, artesanal, que la gente había hecho, dónde había chimbolos (pequeños peces), y habían pescaditos y todo estaba como super limpio, esa agua. Y creo que ese que vos mencionás lo hicieron en Las Pringas, del lado dónde se construyó la casa comunal

B.M
Se construyeron varias casas comunales, no sé de cuál me estás hablando, pero es una que está la roca y de la roca sale el agua, pero ves la roca y después está la piscina (sigue hablando de La Chacra)

Sandra
A pues es otra la que visité yo

B.M
De allí… y salía un tubo, y mantuvimos la pila, una pila larga, la volvimos a arreglar, a repellar y todo, entonces un tubo alimentaba esa pila, otro quedó más corto y le hicimos el espacio para poder poner un cántaro y poder agarrar agua de allí… ¡Pero esa agua corría! no tenés idea, imagínate un tubo de ocho pulgadas y lleno el tubo, eso, una cantidad de agua que, lastimosamente, ehh, a pesar de tener buena calidad, era lo mínimo que la dejamos utilizando porque eso iba a dar al río Acelhuate, así, después se iba por un canal

Sandra
Sí, esos son tributarios del Acelhuate. Se unen al Urbina y al Tomayate y de allí se unen al Acelhuate. Pero prácticamente a unos, casi, te diría un metro después del nacimiento ya está sucia porque el resto del agua que viene por la quebradita viene sucia.

Y cómo veías, por ejemplo, el tema de la gestión ya más local del agua. Hemos hablado de las Juntas, digamos de los líderes, lideresas que hay allí, pero ya internamente en las casas el peso de conseguir el agua, de utilizar el agua, sobre todo recae en las mujeres me imagino, ellas son las que van con los cántaros… que los niños, no sé, los jóvenes, pero los que terminan decidiendo qué se va a hacer son los hombres…

B.M
Son los hombres, lo típico. Cuando entró FUNDASAL fijate que nacieron muchas lideresas, porque pues sí, todo el trabajo con mujeres, al final los equipos de ayuda mutua, pues mucho, las mujeres eran las que se quedaban a poner la mano de obra poco calificada y de allí salía, salieron muchas lideresas. Y las mujeres, no es porque seamos mujeres, pero son más fieras, o sea, claro, es la vida de sus hijos, su tiempo de trabajo en el hogar. Entonces a ellas sí les interesa que eso se mejore. El hombre se va a la calle y ya no le importa, entonces, sí hubo mucho… Mirá, la gestión del agua ya a nivel de hogares, como te digo, en Soyapango vi una, no me acuerdo cómo se llamaba, 10 de no sé qué, es que les ponían fechas, no me acuerdo…

Sandra
Me parece que es la fecha en la que hacen la toma (de terreno)

B.M
Sí, sí, sí, sí… pero, ajá, no me acuerdo el nombre de esa, allí sí vi haciendo fila con los cántaros

Sandra
¿A los hombres?

B.M
A las mujeres y los hombres. Pero, en otras que eran más pequeñas, como te digo, compraban mangueras y hacían como la tripera de dos, tres mangueras, para de un solo descargar el agua en la pila y no tener que acarrearla. Entonces tenían como turnos. Ponele que una cantarera es un tubo y dos chorros, casi siempre es un tubo y dos

chorros, entonces se habían organizado por horas, o sea a quiénes, qué manguera tocaba, a quién le tocaba el agua

Sandra
Pero ¿el agua llegaba siempre? ¿había agua potable todo el día y a toda hora?

B.M
No, no. O sea, aparte tienen que organizarse en las horas que hay agua

Sandra
Imagínate, y aquí nadie se da cuenta de todas esas realidades

B.M
No. Y además regando la acera, ¡odio ver a la gente regar la acera! No y aquí mucha gente, pues sí, como tienen cisterna, ni cuenta se dan cuando viene o no viene el agua, por lo menos para ellos mismos no ahorrar luz, porque la lavadora la vas a poner cuándo hay agua de la tubería no de la cisterna porque esa jala electricidad, pero aquí la gente no… (aquí, es en la llamada ciudad formal)

Sandra
Y por ejemplo en las zonas de la misma Montreal que son más territorios rurales porque hay una parte de la Montreal que ya es, la Finca Argentina, todo eso es más rural, ¿Cómo se gestiona el agua allí? Allí creo que ni la calle esta del "lomo del caballo" llega

B.M
Bueno allí fíjate que no sé porque hasta allá arriba la caminé pero no la trabajamos. Nosotros llegamos hasta, cómo es que se llamaba esta, ¿Virgen de Guadalupe? como hasta la mitad llegamos, de allí te puedo hablar. ¿Cómo gestionan de allá para arriba? a saber, probablemente con pipas porque si a puras penas llega el agua a la media altura del cerro ya para arriba…

Sandra
Que ese es otro tema importante, verdad, la topografía de estos lugares. Vos llegás, digamos, la parte formal, lo que me mencionaban las personas con las que he hablado, es que ANDA metió tubería en la calle y por allí puso las cantareras, dónde podía, pero para abajo, esos racimos, allí no había nada. La gente tenía que subir, y bueno, subían por el agua pero en la época de lluvia, bajaban unas cascadas tremendas y se les iban pedazos de casas, se les inundaba… ¿eso se mejoró un poco? el tema de…

B.M
En nuestros proyectos sí. Porque se hizo tratamiento de taludes, protección, el drenaje de aguas lluvias que corresponde para que no se dañen las obras y las salidas para que por ejemplo pozos de aguas lluvias para que el agua entrara al pozo y bajara ya al nivel de quebrada para no dañar las obras, o sea, las salidas de aguas lluvias a las quebradas, todo eso se trabajó para minimizar los riesgos porque ¡es que esa zona uyyy, es horrible!

Sandra
Yo he estado hace poco, el año pasado fui, en esta época de lluvia porque se había deslizado un muro en una de las comunidades de la Montreal y otra cosa que he observado, yo no sé si vos has tenido la oportunidad de haber ido más recientemente, es que hay una gran densificación en un término un poco artesanal, que fue lo primero que se me salió, es que ahora hay "champas en altura". Entonces tenés casas con dos, tres, incluso hasta cuatro niveles porque las familias han crecido y, bueno, el mismo tema de violencia y control territorial no dejaba que la gente saliera entonces los hijos que se iban acompañando, que se iban independizando, les hacían un cuarto arriba de la champa, y después otro, y otro, o empezaron a crecer hacia… a poner pilotes y las casas quedan como volando. O comienzan a construir sobre los mismos muros que se habían quedado allí para tener, para hacer las obras de protección. Entonces la infraestructura está empezando a fallar, las casas se están cayendo evidentemente, o sea que tenés unos temas bien complicados ahorita en términos de riesgos, pero, porque hay una densificación

de la zona y una infraestructura que está, prácticamente diez años después, porque ya estamos hablando que el programa se acabó en el 2015, casi diez años después, empieza a colapsar con todo lo que tenemos. Te lo cuento nada más, no hay ninguna pregunta en este caso. Pues son cosas que ahora presentan otros desafíos de gestión. Yo me he estado comunicando con algunos de los líderes y lideresas más jóvenes de la Montreal que están verdaderamente preocupados por esto que pasa, pero… Con todo lo que me estás contando aquí me parece que reproducir esto (el PMB), va a ser bien difícil en este momento, no imposible, pero es que este contexto de proyecto es bien específico

B.M
Mmm, en Montreal es bien difícil si realmente, lo que pasa es que, claro, ningún gobierno tiene dinero para decir, mire, esto es inhabitable, bueno, como no en Colombia lo hicieron. Recuperaron quebradas de esa manera, mire, todo esto es inhabitable, desaloja…

Sandra
Pero (en Colombia) les dan alternativas

B.M
Les dan alternativas, sí. Y han recuperado ríos y quebradas, pero claro, se necesita voluntad y buen capital

Sandra
Pero ellos tienen capital porque tienen un impuesto predial y seguramente tienen impuesto a la plusvalía también

B.M
Seguramente

Sandra
Y si vos tenés esa dos herramientas impositivas que son bien importantes, claro que podés, con voluntad, podés hacer las cosas. Porque en el resto de países de Latinoamérica existen esos impuestos pero no necesariamente utilizan ese dinero para este tipo de inversiones. Porque date cuenta que la mitad de la población del Área Metropolitana está en esta situación, entonces no es un problema menor de lo que estamos hablando. Y esta gente accede al recurso de esta manera precaria y con todas la pisoteadas que les da el sistema y el resto bien gracias verdad

B.M
Si

Sandra
Desperdiciando el agua

B.M
Si, si, eso es la realidad de este país porque… es más vaya, por ejemplo en Montreal, cuando a mí me mandaron a África, que tuve que ir a Kenia, conocía la comunidad marginal más grande del mundo

Sandra
Ahh, sí, verdad, Kibera

B.M
Si, Kibera, y, nos llevaron a ver un proyecto piloto donde construyeron unos edificios de apartamentos, se llevaron a una parte de la población que desalojaron allí, prácticamente la idea era que vayamos liberando, vamos construyendo vivienda en altura y vamos como despejando territorio, pero no les funcionó muy bien, pero esas son otras características, pero, algo así se me imagina que debería ser la Montreal de decir vaya miren, esto lo vamos a desalojar, vamos a hacer en terrazas las casas, para que no se vayan a otro territorio porque en Mejicanos ¿dónde? no hay. Entonces, este, irlos como reubicando pero, eso aparte de ser carísimo la idiosincrasia del

salvadoreño es yuca, porque vaya, el proyecto de La Gran Manzana (proyecto promovido por ONU Habitat en El Salvador para integrar asentamientos informales al tejido urbano), o sea, lograron un edificio y las champitas no las lograron quitar y eso que es plano

Sandra
Pero allí entraron otra gran cantidad de factores verdad. Aquí te planteo otras, otras interrogantes, una técnica: si nosotros de verdad quisiéramos hacer eso, porque sabemos que soluciones hay, podemos desalojar gente de zonas de riesgo, reubicarlas, darles una vivienda accesible, probablemente vivienda en altura, hay que densificar porque no hay suelo urbano, una serie de situaciones pero, por ejemplo, yo hablaba con la gente de La Montreal, estamos hablando del agua, en el tema del saneamiento, bueno, en gran medida la gente ha solucionado su problema implementando fosas sépticas, pero allí el terreno no da y las fosas han colapsado, entonces tenés terrenos super inestables que colapsan porque has abierto un hoyo y ese hoyo lo llenaste durante un montón de años, colapsa y tenés suelos super inestables. Técnicamente también hace que ese tema, la inversión sea todavía más onerosa porque hacer una restitución de suelos y mejorar, son temas gruesos verdad. ¿Cómo veías vos, en el momento del proyecto, el trabajo con este tipo de infraestructuras… drenajes, aguas negras?

B.M
Es que fijate que, bueno, la limitante del programa, porque si fuera una cosa de Estado… el tema de aguas negras es bien complicado en general. Porque fijate que para poder trabajar allí nos tuvimos que hacer del ojo pacho. Este, como te dije al principio prácticamente nosotros necesitábamos una conexión legal de aguas negras y una conexión legal de agua potable para poder entrar al proyecto allá en la Montreal, del lado, o sea si este es el lomo del burro verdad, vas para arriba, del lado derecho, dónde están El Progreso, porque prácticamente trabajamos solo de ese lado porque allí había una tubería madre de aguas negras, entonces, pero estaba dañada, estaba quebrada, eso había que reparar, era un tubo que… Pero mirá, porque yo lo ví, nos fuimos a la orilla de la quebrada a buscar el punto de descarga de esas aguas negras y era un murito de concreto dónde salía el tubo y allí caía

Sandra
No había planta de tratamiento

B.M
No nada. Y era punto oficial de descarga de ANDA de aguas negras

Sandra
Que recolectaba de la ciudad también

B.M
Que recolectaba de Cuscatancingo, que conectaba las colonias que estaban más arriba. O sea ellos tenían el tubo pero no tenían acceso a las aguas negras. Por allí pasaba el tubo verdad y estaba quebrado. Entonces bueno, dijimos bueno, este es punto oficial de descarga, aquí podemos entroncar, nos entroncamos

Sandra
Pero no se construyó ninguna planta (de tratamiento)

B.M
No, nada. Y específicamente ese tubo mirá, a mí, bueno, después de esas comunidades siguen las colonias formales pero son populares verdad, pero formales, entonces por el tipo de topografía había terrenos en los que vos veías que la casa estaba más abajo, entonces la gente ha hecho al revés, es horrible, han conectado las aguas lluvias a la tubería de aguas negras, entonces la correntada, porque destapamos el pozo para ver y estaba lloviendo, mirá, eran chorros que pasaban por el tubo de aguas negras, aguas lluvias, y el tubo de aguas negras, tanto de aguas negras como de aguas lluvias no está diseñado para aguantar presión. Supuestamente la capacidad máxima de un tubo de esos es mitad lleno

Sandra
Y allí lo rebalsaba

B.M
Allí agarraba presión porque cuando llovía, pues sí…

Sandra
Imagínate con las lluvias que tenemos en este momento

B.M
Esa tubería puede colapsar porque hay conexiones ilegales de aguas lluvias en esa tubería, aparte que descarga las aguas crudas así como están. Y más allá está esa colonia de casas chivas, cómo se llama esa colonia, si vos seguís la quebrada vas a dar a esa colonia

Sandra
La Corinto

B.M
La Corinto. Esa tiene plantas de tratamiento pero ya están arruinadas. El agua, el agua negra sale cruda

Sandra
Porque nunca le han dado mantenimiento

B.M
Porque nadie le dio mantenimiento y eso viene a incrementar los problemas de contaminación

Sandra
Y cuando todo este sistema de tuberías colapse, lo que vas a tener son heces saliendo por las calles o por dónde pueda. Que es por ejemplo algo que ya le está pasando a algunos vecinos que me han comentado que las fosas sépticas de sus vecinos arriba reciben tanta descarga de agua lluvia que colapsan

B.M
Y por qué han conectado la séptica allí

Sandra
Pues sí, lo que vos me estás diciendo, entonces, colapsan y empieza para arriba y les cae a ellos, cómo va en pendiente, les cae a ellos. Imagínate vos estás en la noche con una tormenta espantosa

B.M
Y te empieza a caer

Sandra
Heces en tu casa, que no es tuya, es de tu vecino. Y el vecino no se hace cargo porque, de dónde sacan los fondos o qué sé yo…

B.M
Por eso es que cuando vos te metiste en ese proyecto del río Acelhuate yo dije ¡Ijj, y cómo va a hacer la Sandra!

Sandra
Todavía no sé cómo voy a hacer pero algo tenemos que hacer porque es el colapso de la ciudad

B.M
Fíjate que el CP5 (uno de los grandes colectores de aguas negras de la ciudad), que va paralelo al río Acelhuate, como 500mt allá en Los Manantiales descarga crudo también. Pero, yo sé que ha conectado a ese CP5, por lo menos, porque yo sé, el agua de la quebrada esa, que te digo que los dos chorrones de 8 pulgadas, no sé qué les molestaba porque nosotros dejamos la descarga de aguas en el río, con su base de piedra y todo, la descarga al río Acelhuate y me imagino que cuándo el río Acelhuate llena detiene el agua, la otra agua, porque eso pasa también en la quebrada del Coro, entonces la solución de los vecinos fue conectar esas aguas lluvias al CP5. Ya no cae agua al río Acelhuate, claro, para ellos resuelto el problema porque no llena, no llena y se va por allá a descargar, pero en algún momento van a sentir

Sandra
Sí, pero estamos en una ciudad que es una bombita de tiempo. Es una tremenda bombita de tiempo. Y no solamente va a colapsar allí, en estos territorios que ya son bastante frágiles, va a colapsar toda la ciudad

B.M
Si ya colapsa

Sandra
Ya colapsa. Con una lluvia colapsa. Esto solo se va a incrementar y la gente quiere seguir teniendo jardines con grama y quiere seguir haciendo "business as usual". Mirá había otra pregunta, en medio de todo esto, claro, el PMB es una situación bien única, es algo que sirvió en algún momento ya empieza a tener, a presentar ciertas fragilidades, rupturas, es algo a lo que no se le da continuidad y entonces un gran esfuerzo, una gran inversión, pues sí, soluciona temas en algún momento pero, yo te quisiera preguntar: en medio de todo esto, que tiene sus bondades, ¿Qué cosas no funcionaron? o ¿Qué cosas no funcionan a largo plazo? ¿a mediano plazo?

B.M
Mirá, varias. Por ejemplo allá en Los Manantiales, porque en Montreal yo no creo, ahh, fíjate que una colega mía vive por allí, de las profesoras de la Escuela Alemana, y yo le comenté a ella, estaba comentando sobre mis trabajos anteriores y resulta que ella sabía del proyecto y dijo "Usted era la que"... yo, le dije, yo… es que mire… o sea que gracias a mí, según ella verdad, en su casa hay agua potable. Porque el proyecto de ellos yo ya no lo ejecuté porque me pasé a CORDAID, pero yo lo diseñé, o sea, lo gestionamos, la aprobación y todo y ya alguien más lo ejecutó. Entonces según ella todo funciona, que la gente le da mantenimiento, que la gente… Podrías entrevistarla a ella

Sandra
Sí, de verdad que sí. Me encantaría… pero, qué observaste vos que no funcionaba

B.M
En Manantiales, más que fíjate que no tanto, allá hicimos como, bueno, lo que no funcionaba del todo, que nos hicimos del ojo pacho en la Montreal es esa descarga de aguas negras que te digo, porque, pues sí, era como bueno lo hacemos así o no vamos a hacer nada porque no tenemos fondos para hacer allí, y es que no había ni desnivel para, salía el chorro a nivel de un manto de la quebrada verdad. Eso, eso fue mal hecho. Pero en Manantiales también por el tipo de, o sea, el río Acelhuate es una cosa, feroz. Entonces está la que te digo que es lotificación que se llama San Luis, está El Coro aquí y después la San Luis que está de este lado. La San Luis estaba en un gran riesgo porque ya se les habían ido algunas casas, las de más de la orilla, hicimos una mega obra porque en verano hasta desviamos el Acelhuate para poder trabajar. ¿Cómo se llaman? se me ha olvidado el nombre de esas cajas que las llenan con piedra, una cajas de malla ciclón que se llenan con piedra

Sandra
Los gaviones

B.M
Gaviones. Hicimos unos mega muros de gaviones super profundos, con base de concreto y después un talud azotado de concreto, verdad, y aguantó varios años pero el Acelhuate es salvaje, ya eso se está deteriorando por ejemplo, o sea, fue una solución a mediano plazo pero no fue la solución a largo plazo. Y a la par hay una comunidad, bueno, el Granjero y la otra se llama… y, pero mirá así, aquí está el río, en verano, aquí está el río, hay como media playita, hay casitas y de allí hay un, tal vez un piso, o sea, para arriba están algunos pasajes y las colonias. Allí, o sea, esa y el Granjero prácticamente no había sido elegidas en el proyecto Manantiales porque la situación de riesgo era demasiado y lo que aplicaba era, desalojo. Originalmente Manantiales eran diez comunidades y esas dos se agregaron al final porque a don M.E le dolió el corazón y los pobladores le llegaron a pedir que por favor los incluyeran en el proyecto y se incluyeron. Pero, o sea, si imagínate, casi en la playita del Acelhuate, pero entonces, digamos que esa playita, esas poquitas casas que estaban abajo, abajo, se desalojaron y se hizo una cancha de basquet con un murito, eso por seguridad verdad, un murito y malla ciclón porque pensamos en el concepto de parque inundable y les dijimos miren, cuándo llueva esto se va a inundar, porque así es, y tenía prácticamente su salida, o sea, el murito era solo para poner la malla ciclón, si el agua quería entrar que entre. Allí quedaba toda la basura trabada en la malla ciclón, pero cabal, se llenaba y cuando bajaba la corriente, dejaba el basural pero no pasaba nada. Después cuándo nosotros nos fuimos primero, levantan un muro de bloque, pero no creas que un muro, o sea, un tapial, de bloque y cierran la salida porque no querían tener contacto con la otra comunidad que era, la Bolívar, se llama, y porque esa playita conectaba con la Bolívar y cierran la salida de las aguas lluvias. Imagínate, el Acelhuate claro, botó el muro y se les inundó, claro, al cerrar la salida hicieron que creciera todavía más en ese punto

Sandra
Pero esas son decisiones que se toman para nada de forma técnica sino que solo porque yo no quiero ver a los otros con los que no me llevo, las implicaciones que tiene con la infraestructura, pero allí ¿qué hacés? allí ya no podés hacer nada, ya te saliste del proyecto, ya no hay recursos, o sea, quién, cómo darle un seguimiento en términos técnicos a este tipo de decisiones, es prácticamente imposible

B.M
Es que al final es un problema, como te digo, en Colombia desalojan de una vez porque mantenerlos allí es una solución que te puede lograr, en el mediano plazo, pero no es una solución a largo plazo porque va a volver a colapsar

Sandra
Lo que pasa es que aquí tenés no solamente comunidades sino que también ciudad formal sobre bóvedas o a orillas de ríos y quebradas. Claro, que no tenés quizás esas condiciones tan precarias pero, el riesgo siempre lo tenés, estás allí, entonces, imagínate, solo en el AMSS tenemos 254 ríos y quebradas, no hay lugar dónde no haya un pequeño río y quebrada. ¿Cómo pensás una ciudad a partir de esa condición? además que son barrancos. La forma en la que hemos estado construyendo nuestra ciudad es totalmente ilógica. Deberíamos de pensar otra manera pero todo lo que implica esto en términos técnicos, en términos de costo, en términos culturales también, por la manera en la que vivimos

B.M
Es que todo fíjate. Cuando uno analiza vaya por qué se vino la gente en los 70's, por qué se desalojó el centro (histórico), también, por terremotos y la gente empezó a formar sus comunidades marginales, a nadie le importó esas invasiones. En esos momentos debería haber habido una misma repoblación y San Salvador se centrifuga, o sea, toda la industria está aquí, todos los bancos, o sea, todos los terciarios están aquí o cerca de aquí, entonces nunca potenciaron otros polos de desarrollo para que la población se lograra distribuir en diferentes sitios. Vaya, hubo en esos tiempos militares, alguien que se preocupara por el largo plazo

Sandra
Y sin embargo tenemos ejercicios de planificación interesantes, fíjate, en el país, buenos planes hay pero no se aplicaron

B.M
Ajá, o sea, la gente pensante, pensó, pero a los políticos no les interesó , y ahora, claro que se puede revertir pero se necesita muchísimo capital

Sandra
Y mucho tiempo también porque imagínate que en el momentito, digamos una condición ideal, vos tenés todos los recursos, hacés la reubicación de las personas a otros lugares y empezás a restituir, tratar de restituir el río. Vaya, el experimento que te digo yo de aquí de mi jardín, son diez años. Vos necesitás, mínimo, diez años para empezar a entender ese río. Ese río es un ser vivo, sus meandros y la forma en la que trabaja, vive. Todo eso es algo que cambia, no es estático, no está canalizado ni nada, entonces todo eso implica una cultura de relación con el agua, con la naturaleza, totalmente diferente a la que tenemos ahorita. No sé B.M, yo creo que nos corresponderá a nosotros tratar de entender esto, de una manera desaprender todo lo que hemos aprendido porque eso es lo que has hecho vos en estos proyectos y lo que estoy tratando de hacer yo, desde mi trabajo, pero, para que esto de verdad comience y cambie no lo vamos a ver nosotras, son otras generaciones, pero hay que dejarles…

B.M
Hay que dejarles por lo menos la ruta

Sandra
Por lo menos escrito, un medio caminito

B.M
Sí, a nivel de gestión del agua, todo mundo tiene por lo menos dos o tres maneras de acceder al agua, por lo menos. Y, pero vaya por ejemplo las aguas lluvias no hay quién te enseñe, mire, usted con su techito puede agarrar el agua para el jardín, no necesita…

Sandra
Para los inodoros, para hacer la limpieza

B.M
Claro. Y tener dos diferentes tuberías: la del agua, agua, que es más valiosa y, la otra. Pero esa es una manera de desaprender que cuesta. Uno de los consultores de SUN-CONSULT, que es uno de los mexicanos con el que aún tengo contacto, este, él vive en el desierto, en el norte. O sea, él me enseñaba una foto de su casa tiene cocina de sol, o sea tiene un hoyo allí con el vidrio verdad dónde le entra el sol, verdad, y si vos dejás una tu olla con frijoles allí puede que al día siguiente ya estén cocidos a pura energía solar. Tiene inodoros de acurrucarse, como en Francia, porque son los que menos agua gastan. Tiene tratamiento de las aguas grises y ha hecho un sistema de canalización, directo, verdad, por bajo tierra, entonces el jardín de él como que no fuera el desierto porque pasan allí las aguas grises. Y acostumbró a todos sus hijos a esa forma de vivir y tiene pues sí, ventilación natural. Y yo guau, porque eso yo lo ví cuando trabajaba en Manantiales allá en el 2005, que él tenía una casa así, y pues sí, tener por ejemplo una fosa séptica, bien hecha verdad, que cada diez años le vaciás los lodos, este, para no contaminar, se podría pero…

Sandra
Pero, fíjate que aquí hay otra pregunta porque otro de los temas que yo observo es que cada vez la ciudad informal con el tiempo se parece más a la ciudad formal y la ciudad formal se va pareciendo más a lo informal. Esto no es nada nuevo para nosotras pero ¿Cómo es la relación de la gente de la Montreal con ese Mejicanos, ese Cuscatancingo que están allí cerca y que son, formales, digamos? en términos de separación por el acceso a los servicios, o casi no se siente, en realidad

B.M
Eso no se siente, es que fíjate que tal vez el salvadoreño, no sé si otros lugares sean así pero es como bien conformista de su destino, lo veo yo. Porque eso sí mirá porque, a diferencia de África, yo que estaba curtida de

comunidades marginales, allá en África me asusté de ver la precariedad con la que vive esa gente, pero eso tiene su lógica. Pero algo que sí hace la gente, y por eso sea una de las primicias del programa de mejoramiento de barrios es que la gente si quiere vivir un poquito mejor, o sea, ellos van a invertir en levantar una pared, a los dos años levantan la otra pared y lastimosamente con albañiles *chambones* (malos) o, y les dejan mal construido y les sacan la plata pero, eso es aparte pero, la gente si quiere vivir como en un ambiente más adecuado. La mayoría de gente porque el mejoramiento de barrios les dejaba las dos mechas, aguas negras y agua potable, y les decía, para adentro (de sus casas), es usted. O sea, no les hacíamos ni los baños, ni las conexiones de tuberías, les dejábamos las dos mechas y la gran mayoría de gente invirtió en construir su bañito, su ducha y distribuir la tubería interna, entonces sí, el salvadoreño quiere mejorar pero de una manera individualista. El colectivo es un tema bien difícil, entonces yo veo que mucha gente es conformista y dicen: "bueno, así vivo", y tratan de hacer sus mejoritas pero, organizarlos para que ellos reclamen o gestionen, ya esa es una parte difícil. Y si ven que está como el hervidero de que la gente, se animan verdad, pero siempre está el vivián.

Pero yo siento que no, tal vez es una cuestión de que no logran dimensionar, yo siento que no logran dimensionar que ellos también tienen derecho de tener un inodoro de lavar, o sea, por decirte, o que ellos tengan un lavatrastos, un lavamanos y una pila. Como que para ellos los conocían del trabajo, de mi patrón o cuando iban a hacer limpieza y yo vivo así, y como que no tiran, o sea, no logra su autoestima llegar a tener el sueño de, de lograr algo. Entonces cuando llega un proyecto así entonces los animás de una manera porque en Manantiales de repente casitas pintadas o sea, ya la autoestima de la gente, ya soy ciudadano verdad, porque ya tengo los servicios de la ciudad y entonces eso sí los incentiva pero es bien difícil, hasta la falta de envidia de decir bueno sí aquí mi fosa, bueno no sé, yo siento que la gente en ese sentido es como conforme, como pasiva

Sandra
Como que las mentes siguen colonizadas

B.M
Si. Como diciendo este es mi destino

Sandra
Y allí entra también en tela de juicio este concepto que se maneja mucho en el discurso, sobre todo de la cooperación de "las comunidades". Vamos a invertir en las comunidades, vamos a trabajar, vamos a hacer un proyecto en las comunidades pero ¿En realidad hay comunidad?

B.M
No, ese es un término como para no decir el champerío, o no decir en otros países, las favelas. Verdad, sino que comunidad ya no es sinónimo de eso, de algo común, del grupo social, la comunidad, sino que ya se ha vuelto justo el término comunidad marginal, en inglés es slum, los alemanes también agarran esa palabra en inglés, pero no significa comunidad, ni slum y favela no significan comunidad. Y nosotros, como se llama, lo maquillamos con ese nombre, y lo queremos como dignificar, ahh, ellos son un grupo

Sandra
Si, tienen un cierto nivel de dignificación pero en el fondo no llega a todo lo que de verdad debería de tener ese término como para que de verdad funcione como comunidad

B.M
No y en este país cada vez más son individualistas o sea, las personas andan, no les alcanza, o sea, buscar, sobrevivir, la sobrevivencia diaria, la rebusca como decimos aquí en El Salvador, quita tanto tiempo como para estar pensando si el vecino, o sea, tampoco es que sean ajenos a lo que sea pero…

Sandra
No, pero te cuesta, tu energía está enfocada en ganarme los dos, tres dólares que necesito para comer el día de hoy no para andar resolviendo que si la cañería de aguas negras va a pasar por aquí o ir a perder todo un día en la alcaldía para ver si me recibe un concejal porque necesito pedirle no sé qué, digo, es un lujazo y no lo hacés

B.M
Vaya por ejemplo en La Montreal ojalá el COVID no se lo haya llevado, ¿no conocés a Don P.V?

Sandra
No lo conozco fijate pero sí ya me lo mencionaron

B.M
¡Ayy Don P.V es una belleza! tenés que identificarlo y buscarlo. Si todavía está vivo ese señor, Don P.V es una belleza. El por voluntad propia no se va de La Montreal, los hijos todos están en Estados Unidos y le han dicho que le compran una casa en La Escalón y él no quiere porque allí vive, o sea, él sí mira el concepto de comunidad. Es que él es un líder, o sea, allí quién no conoce a Don P.V. Entonces claro, él allí tiene su red social, para qué se va a ir a vivir a una casa en la Escalón. Él vive cerca del parque que hicimos, como se llama esa, del puesto de policía para abajo, allí tenía una casa de la juventud el Padre T., por allí cerca, por allí vive él, de esa colonia Virgen de Guadalupe

Sandra
Ya te voy a enseñar un planito que tengo para que me ubiqués

B.M
Porque ya es bien señor, ya está bien viejito. Don P.V como que yo le dije porque cuando perdió B.N. la alcaldía…

Sandra
Pero aquí hay otro tema que quizás no tocamos cuando conversamos y es la personalidad de las personas involucradas, verdad. No solamente tenés como la dependencia de la institución y todos sus rollos y su filosofía de trabajo institucional, sino que ya la personalidad es bien concreta de las personas que están involucradas

B.M
Fíjate que ese es un aspecto que no se puede dejar de lado y realmente no platicamos de eso, pero a un europeo le cuesta muchísimo entender que depende de la persona que te toque, su buena voluntad o no, porque no es porque mire porque si está en la Ley, está en la Constitución que todo el mundo tiene derecho al agua. Si. Pero si yo me topo con un mal funcionario en ANDA y si no le regalo, imagínate que, como todos quieren regalitos verdad. Cuando estábamos en manantiales el de ANDA era uno que, era como, tenía añales de estar allí, el que llegaba a revisar que toda la tubería estuviera buena, con, había que meter presión, que no sé qué, mirá, con regalitos, lo tenemos que… Mirá y a la hora de las horas en Diciembre, a la hora de hacer las cuentas le dijeron en FUNDASAL a C.G que nada de regalitos y no nos ha tocado a nosotros como equipo cubrir los gastos de eso que se había, o sea, de eso que se le había dado a ese señor, porque no se los iban a reconocer en FUNDASAL. Entonces, y como te digo verdad, cuando yo empecé en Mejicanos la arquitecta era pilas. Ella me dijo mire, necesitamos una carpeta técnica, eso fue lo primero. Que me la hizo Pro-Ambiente (empresa local), la carpeta

Sandra
La que estaba con B.N.

B.M
Sí, pero después era otra arquitecta con B.N. Y a mí se me trabaron las carretas por culpa de esa señora porque nada pasaba. Y eso a un europeo le cuesta mucho entender que a un funcionario público simplemente no se le da la gana de ayudar y no te va a ayudar, aunque el alcalde le diga, mire, allí ayúdela, si no se le da la gana y le caíste mal, eso no camina

Sandra
Pero es que la realidad para ellos es completamente diferente. Pero te das cuenta, vos estás trabajando en cooperación internacional y sos incapaz de entender los detalles así tan sutiles de los contextos locales

B.M
Eso fue como cuando en CORDAID primero estaba una coordinadora de Urban Matters, es más después tuve otro coordinador, pero era como te digo pantalla porque la que mandaba allí era la V.R. Pero a la coordinadora primera que tuve, este, le explicamos que en la Montreal no había agua… Dile a ANDA que vaya y les ponga agua… así como que, oiga mire, eso así no funciona en este país. Que porque la gente tiene por constitución derecho que de verdad lo tenga o que haya interés político para hacerlo… Dile a ANDA que les ponga el agua. Pero sí, vaya como te digo, ese cambio de alcalde, es que mirá, estaban todos deprimidos, fueron porque sí ya era compromiso y pues sí, y qué iban a hacer si de todas maneras acababan de perder la alcaldía, mejor se fueron al taller verdad.

Y cambio, el cambio de alcalde, cambio de partido, porque no era de alcalde solamente. Volver a revenderles la idea. La Montreal caminó porque se hizo el parque pero en Soyapango se nos cayó. Al nuevo alcalde, no le interesó el proyecto y el de Soyapango se nos cayó, allí queríamos construir casitas fíjate, en el cantón El Limón, allí por La Campanera (uno de los barrios más peligrosos, controlados por las pandillas), del otro lado. La San José, eso sí se nos cayó

Sandra
Fíjate y es, la personalidad del técnico local, del alcalde local, del jefe de cooperantes te reduce un proyecto a quién está a cargo de, que energía le pone, que intereses tiene, o sea, allí tenés todo, es un juego

B.M
No, es un juego. Imagínate las, las cooperativas de vivienda todo el tiempo que Nayib fue alcalde, eso no caminó porque a él no le interesaba, es más vaya, fíjate, cuando yo estaba en Manantiales estaban todas las ADESCOS (Asociación de Desarrollo Comunal), y había intercomunales por región, entonces la intercomunal de esa zona se reunía en la sala de reuniones de la alcaldía que había en el Tinetti, en el último piso del Tinetti, arriba de los comedores, había una sala que era de la alcaldía y allí se reunía la intercomunal y trataban problemas, como bien dice su nombre, intercomunales. Entonces se intercambiaban como información, aquí está pasando esto, está pasando esto. Imagínate que valioso porque una cosa es tu comunidad, sea grande, sea pequeña, pero qué está sucediendo en el territorio. Gestionemos entre todos.

Cuando, en ese tiempo creo que era V. la que estaba, después ganó N. Fíjate como, y N. desintegró las intercomunales, las desintegró porque para personas como él eso es una amenaza, le estás dando demasiado poder a la población. Imagínate unir, no sé cuántas eran allí, 20, 30 comunidades organizadas. Y eso que yo sepa no se logró recuperar. El de alcaldías, porque claro la FUNDASAL tiene sus agrupaciones

Sandra
Y por ejemplo la intercomunal que me ha mencionado la gente de allí de la Montreal

B.M
Ahh, me imagino que ellos todavía la tendrán

Sandra
Todavía está pero tuvo su época así gloriosa pero sí funcionaba pero no era solo de las zonas que ustedes intervinieron

B.M
No. Es que esas intercomunales las promovía la alcaldía, no era de FUNDASAL

Sandra
Pero fueron los gobiernos del Frente los que promovieron eso, cuando hubo cambio a ARENA, se cambió, se eliminaron y después ahora con…

B.M
Nuevas Ideas es peor, se reúnen y se los llevan presos por conspiración

Sandra
Bueno de hecho ese ha sido uno de los grandes problemas con los que me he encontrado cuando he querido hacer las reuniones de trabajo, porque la gente tiene miedo de reunirse, tiene miedo de hablar, tiene miedo de… o sea de… imagínate que te encuentran allí en una reunión con 20 líderes, hablando de agua. Te llevan, así, no hay ninguna garantía

B.M
Imagínate pobrecita la gente porque por un lado este, hay una paz, que no es natural verdad, pero una paz, de que ya la tiendita no la rentean, de que, porque mirá, allí en La Aquino, un muro que hizo FUNDASAL para poder subir la calle, el muro, tres albañiles, este, mataron a dos, y el único que se atrevió a terminar ese muro porque era un muro fronterizo, el único que se atrevió a terminar ese muro fue un albañil que yo tenía que le decían la monjita, que era un viejito, entonces la monjita fue el único que se atrevió a terminar ese muro

Sandra
¿Por qué? ¿los mareros no dejaban que los jóvenes trabajaran, solo la gente mayor?

B.M
No, es que vaya el primero dicen que era un auxiliar de allí de la zona, se lo quebraron. Después llegó a trabajar otro albañil de la FUNDASAL pero es si yo no lo contraté, el albañil, que dicen que conversaba mucho con una muchacha, supuestamente el señor era bien evangélico y nada que ver que no se la andaba *cuentiando* (enamorando) ni nada, y dicen, a mí no me consta, pero, resulta que la chava era mujer de un marero que estaba preso, entonces un día se lo llegaron a *quebrar* (matar) y el tercero fue el que terminó ese muro

Sandra
Pero lo que me dijiste por ejemplo de esto del trabajo en la zona del río, que no dejaban que estuvieran allí los jóvenes

B.M
Allí sí, solo mayores

Sandra
Son como condiciones verdaderamente absurdas pero reales y que tienen un impacto en los proyectos porque entonces tenés que conseguir a la gente mayor de edad, que no te van a rendir quizás lo mismo que rendiría un joven, yo no sé, allí habrán tantas cosas que…

B.M
Si, esas son las idas y venidas de la ayuda mutua. Esa gente de la Montreal ahorita por un lado está tranquila de que no hay mareros, pero son sus hijos, son sus vecinos, han sido, y claro que les entra miedo de que capaz y se los llevan también por andar

Sandra
Pues fíjate que yo he sentido en las conversaciones que he tenido es que la gente está genuinamente preocupada por el tema. Muy preocupada. Les preocupaba cómo es que iba a darse continuidad con este tema de la aprobación de la Ley General del Recurso Hídrico. Les preocupaba el tema de las Juntas de Agua porque ellos también tienen Juntas de Agua allí en la zona, les preocupaba muchísimo el tema de riesgos y la poca receptividad que tienen en la alcaldía a nivel técnico porque ya no les hacen caso. Los técnicos aunque los conozcan, aunque algunos de ellos hayan trabajado

B.M
Es que ahora todo lo maneja la DOM

Sandra
Claro, y (las alcandías)no tienen recursos y les dicen mire yo por más que quiera ayudarle no puedo porque no tengo recursos y no, no puedo hacer nada solo puedo venir aquí a darle una palmadita en la espalda. Entonces se sienten super abandonados en ese sentido y al mismo tiempo con miedo de pedir cosas. Imagínate y ahora que los municipios van a ser más grandes, que esta zona va a quedar en San Salvador centro, ¿cómo se va a manejar eso? ¿qué va a suceder en términos de las cosas muy puntuales localmente? va a ser todavía más difícil si no permitís tampoco que la misma gente se organice para gestionar sus propios proyectos y que saquen adelante las cosas. Es una combinación bien perversa

B.M
Bien perversa porque vaya yo digo, y aquí en San Salvador que medio la gente es chispa. Imagínate los cantones, el Cantón Ojo de Agua Arriba, necesita un murito de 5000 dólares, ¿quién le va a hacer caso? ¿quién? si el gobierno solo quiere proyectos que se miren y un proyectito de un muro allá refundido en el cantón. A nadie y cómo, y a dónde van a ir a tocar ellos la puerta. Si el técnico de distrito, porque ahora van a ser distritos, porque las alcaldías viejas ahora van a ser distritos, si el técnico de distrito no deja pasar la gestión más arriba

Sandra
Porque ese tipo de prácticas no desaparecen tampoco. Ese tipo de prácticas de que el que está allí, a discreción del que está allí, se deciden o no se deciden las cosas. Ahora todavía con este empoderamiento que le has dado a esa práctica verdad, como yo estoy en este partido, estoy aquí y el de arriba hace esto yo también lo hago aquí, entonces como que le das más, cómo decirlo, carta abierta para ese tipo de prácticas. Si está complicado, entonces, en este contexto también me llama la atención por otro lado que hay como cierto, cierto acercamiento positivo con esta Asociación Salvadoreña del Agua. Por lo menos para algunos trámites iniciales que se están haciendo pero a la larga a saber cómo va a ser

B.M
Mirá y esa nueva oficina de agua, cómo es que se llama

Sandra
La ASA, la Asociación Salvadoreña del Agua

B.M
Eso, Asociación Salvadoreña del Agua, conozco a alguien que trabaja allí y dice que van a hacer una buena gestión

Sandra
Hay que darles el beneficio de la duda. Pero la gente tiene sus reservas y sobre todo ahora que el tema del agua se está volviendo verdaderamente crítico, le gente me expresaba estamos bien preocupados por esto

Muchas gracias, B.M

ENTREVISTAS CON PROFESIONALES INDEPENDIENTES

En estas entrevistas se contactó a tres diferentes profesionales: un experto en planificación regional y urbana, un arquitecto que trabaja directamente con inversionistas inmobiliarios y un periodista de investigación en temas medioambientales. La perspectiva de un profesional dedicado a la planificación es relevante ya que en los territorios de expansión del AMSS analizados, ejes nor-poniente y sur, han existido ejercicios de planificación, que si bien es cierto no han sido completamente implementados, han servido de base para desencadenar los procesos expansivos. Por otra parte en vista que no se obtuvo acceso directo a inversionistas inmobiliarios privados contar con el punto de vista de un profesional del diseño directamente involucrado en los proyectos es valioso; esta entrevista se enfoca en el caso de la expansión en el eje sur, específicamente en Nuevo Cuscatlán y el proyecto Kalamanda. Finalmente se tuvo una conversación con un periodista de investigación en temas medioambientales, para conocer su valoración sobre la situación del agua en el país.

A continuación las entrevistas

ENTREVISTA 12

Participantes: F.C (experto en planificación regional y urbana), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Mayo 13, 2024
Lugar: Universidad Centroamericana UCA.

INTRODUCCIÓN
F.C es experto en planificación regional y urbana y ha conocido de cerca el Plan Maestro de Desarrollo del Valle del Ángel (ahora Valle Dulce), en el eje de expansión nor-poniente del AMSS. Sus aportes con relación a la planificación de la ciudad en general y la implementación de los planes y proyectos en particular, proporciona un valioso material para la investigación

Se le comentó sobre la investigación y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

Sandra
Bueno, muchas gracias, F.C. por dedicarme este tiempo. Como sabés esta entrevista es para desarrollar mi proyecto de tesis doctoral y me gustaría primero que comencemos con tu nombre y a qué te dedicás

F.C
Bueno, yo soy F.C, soy arquitecto, tengo una maestría en Planificación Urbana y un doctorado en Ciencias Sociales y en los último 25 años me he dedicado fundamentalmente a cuestiones de Planificación Urbana en El Salvador y también en otros lugares de Centroamérica.

Sandra
Muy bien. Justamente el tema de la Planificación Urbana estaría , creo yo, al centro de esta conversación. En primer lugar, eh, como vos sabés, lo que yo estoy haciendo como investigación es tratando de entender la historia de la ciudad, o parte de la historia de la ciudad y su relación con el agua. ¿Por qué digo parte? porque no estoy analizando toda la ciudad sino que solo los territorios periurbanos del Área Metropolitana de San Salvador y uno de ellos es el territorio norte, entre, digamos, Mejicanos y Apopa; y ahora toda esta extensión que se ha hecho entre Apopa y prácticamente San Juan Opico, en el Sitio del Niño.

Entonces, quizás mi primera pregunta sería entonces, basado en tu experiencia, experiencia doble como alguien que se ha interesado por la Planificación Urbana pero también cómo urbanista y como arquitecto, que has estado

involucrado en algunos de esos proyectos. ¿Cómo has visto vos la relación entre, este ideal de planificación y las realidades que suceden en estos territorios?

Esta es una pregunta muy amplia como para empezar a contextualizar

F.C
Vaya yo creo que, en cualquier lugar del mundo, la planificación, o una de las vertientes de la planificación se encamina al deber ser de la ciudad y dentro de ese deber ser, particularmente lo de las zonas de expansión urbana, pues. Es decir, ese siempre ha sido uno de los temas clásicos, voy a decir, de cualquier ejercicio de planificación en términos de identificar las zonas hacia las que las ciudades deberían prioritariamente extenderse y dar algunas orientaciones sobre la manera en la que esa expansión de la ciudad debería de producirse. En el caso del Área Metropolitana de San Salvador es claro, desde los primeros ejercicios de planificación metropolitana que, fundamentalmente el Metroplan 80, de 1968, se identificó que la zona norte del Área Metropolitana de San Salvador, que apenas en ese momento el Metroplan la identificó, la nombró como tal. Pues pero sí se veía que esta zona, que ahora llamamos el Valle del Ángel, tenía toda esa potencialidad para absorber una buena parte del crecimiento previsto para la ciudad.

Por supuesto que, y siguiendo con la pregunta, el dilema de cuestionarse en primer lugar si vale la pena o no, hacer expansión de la ciudad, no era parte de la discusión de ese plan sino que ese plan tenía una visión de que la ciudad tenía que seguir creciendo y lo mejor era orientar o seleccionar los mejores territorios hacia dónde esa expansión podría suceder. Y, recordando también que la planificación es, como decía, es como un deber ser, o sea como un ideal, y pesa mucho eso en esa visión de planificación y por lo tanto ya, la manera de hacerla y cómo efectivamente en el tiempo y con los diferentes actores que están involucrados se va produciendo ese proceso, pues es, ya es otra discusión que no necesariamente los planes logran abordar y ese fue el caso de ese primer plan. Luego, bueno, si ya entráramos en la discusión o del proceso de urbanización de esta zona norte, claro allí podríamos profundizar, y vamos a ir profundizando en algunos episodios más puntuales y más concretos.

Sandra
Yo he previsto, o planteado en la investigación que en realidad hay como dos etapas claras, siempre relacionadas con los temas de los recursos. Una primera etapa en la que la ciudad se enfoca justamente a extenderse, que incluso comenzaría allá más o menos por los años cincuenta, cincuenta, sesenta, no, que son estos planes que vos estás mencionando, en las que por ejemplo la ciudad de Apopa se ve como una ciudad receptora de industria, sobre todo industria textil, allí se ubica INSINCA, allí hay industrias químicas, hay industrias de pinturas, eh, y, y una ciudad obrera. Es decir, allí se construye vivienda para, supuestamente los obreros que van a ir a trabajar a esas fábricas. Entonces, esta primera etapa es una primera etapa bien clara de apostarle a Apopa como una especie de segunda parte o segunda fase después de San Bartolo, o al mismo tiempo que San Bartolo, más bien. Entonces, en este sentido, la visión que ya se plantea más delante de ir extendiendo esta zona y ubicar estas industrias o estas zonas obreras no solamente en Apopa y en Nejapa, sino que incluso llegar hasta Quezaltepeque ¿Qué relación tiene con la necesidad al mismo tiempo de proteger esa zona, porque incluso en los mismos planes ya se indica que es un lugar importante de recarga del acuífero de San Salvador? Entonces esta, esta mezcla a mí me, he encontrado en los planes que hay, pareciera ser contradictoria no… Aquí vamos a poner industria, aquí vamos a poner ciudades obreras, pero aquí también tenemos que proteger el acuífero, eh, ¿Cómo se maneja esa discusión o cómo serían las dimensiones con respecto a los recursos?

F.C
Vaya, yo creo que allí efectivamente hay una tensión, verdad, permanente, entre, otra vez, la expansión y la protección de ciertos recursos. En el caso del Metroplan 80 todavía, que es como decía en 1968, todavía no estamos en un momento en que esté instalado una, instalada una discusión ambiental propiamente verdad. Aunque el Metroplan si es cierto lo habla con, es explícito en indicar que uno de los elementos condicionantes de la expansión del Área Metropolitana es la disponibilidad de agua. Y, de hecho ese es uno de los criterios, y otra vez, esto parece contradictorio, uno de los criterios para decir que la mejor zona de expansión es la zona norte o lo que corresponde al Valle del Ángel, es que el agua está próxima en esa zona, pero eso lo digo sobre todo en contraposición a posibles expansiones en otras áreas de la ciudad, vaya por ejemplo sobre todo en la periferia sur porque allí no hay agua,

entonces en la lógica del Metroplan es más razonable prever ese crecimiento cerca de dónde efectivamente el recurso puede estar más fácilmente, eh, disponible. Es cierto, yo no he visto, a nivel de ese plan que hubiera ningún tipo de recomendación en cómo hacer la protección sino que más bien, desde un punto de vista de infraestructura, decir que es más fácil que la infraestructura llegue a la zona norte porque el recurso está, las fuentes pues de agua están más próximas y por lo tanto es más racional llevar el agua allí, verdad, más cerca, que a otras zonas de la ciudad. Yo pienso que la discusión a nivel urbanístico de esa tensión que mencionás, si aparece ya más explícitamente en otros planes, verdad, sobre todo el Metroplan, perdón el Plamadur de 1997, que sí vuelve a reafirmar la apuesta por El Ángel, ehh, y ya pone también atención a este tema de gestión, en un sentido más integral, del recurso, del recurso agua. Tal vez allí vale la pena el paréntesis de decir el, entre el Metroplan 80 y el Plamadur de 1997, existió el Metroplan 2000, pero que ese ni siquiera abordó la zona norte del Área Metropolitana de San Salvador, es decir, digamos, no se metió a ese tema, aunque claro, era un tema que ya estaba anunciado desde antes, verdad. Entonces, esa digamos fue una omisión espacial que sin duda tendrá su explicación, aunque yo la desconozco, de por qué no se trabajó con los municipios de…

Sandra
De la zona norte…

F.C,
De la zona norte

Sandra
Si porque, en el Plamadur AMSSA, de este San Salvador ampliado, a mí me llaman la atención algunas contradicciones. El plan es claro en decir que debe trabajarse el tema de tráfico, el tema ambiental, le ponen digamos mucho interés a las áreas centrales, al Centro Histórico y a esta división de la ciudad por sectores, no, y que cada sector le va a dar algo…

F.C
Sí porque es esa visión de la ciudad, o del Área Metropolitana policéntrica

Sandra
Policéntrica

F.C
A la que supuestamente le apostaba el Plamadur

Sandra
Dentro de un país además con aspiraciones policéntricas, ¿no? No tendría que ser el AMSS el único espacio

F.C
Sí desde esa descentralización, digamos

Sandra
Que, digamos, es una apuesta ¿no?

F.C
Claro

Sandra
Pero, en este sentido, allí me empieza a llamar la atención ciertas, yo diría contradicciones que se van creando dentro del mismo plan. Por un lado lo que te decía, industria y agroindustria, es claro, allí se pone, es más, la carretera que se plantea dentro del plan, que es ahora la

F.C
La que se construyó

Sandra
Que tiene un nombre interesante: SAL37N, la SAL37N, tenía de un lado industria y del otro lado agroindustria. Pero, al mismo tiempo se plantean unidades rurales organizadas y eficientes, así lo dice el plan, que deberían estar todas conectadas a servicios, dentro de áreas de protección de suelos, no menciona específicamente el agua pero sí hay algunas menciones al acuífero, es decir, que habrá que proteger el suelo para que el acuífero siga, eh, siendo, funcionando. Entonces esta visión de una agricultura más de protección del, de esta zona, y otra agroindustria que, sabemos cómo funciona la agroindustria ¿no? Entonces allí hay una primera contradicción. Es interesante verla en función de lo que estás sucediendo ahora justamente alrededor de la tensión, no solamente entre los pobladores locales y los nuevos que llegan, con relación al agua sino que a todos los recursos. Otra contradicción que me llama la atención en el plan, eh, es la propuesta justamente de estas unidades habitacionales de vivienda obrera porque lo que estamos viendo es que allí, digamos, no hay mucha vivienda obrera, digamos en esta segunda fase, quizás al principio sí: Popotlán, eh Chintuk, Tikal, Valle del Sol, tenían más aspiraciones de este término: "obrero". Entonces allí se plantea como otra contradicción con el tema de vivienda. Eh, ¿Cómo ves vos esas contradicciones? En el marco del tema del agua y la ciudad

F.C
Ajá, vaya, efectivamente es como un cúmulo de tensiones, para no llamarlas contradicciones necesariamente, que se superponen en este territorio. Vaya ya antes comentábamos esa tensión entre por un lado expansión urbana y por otro una zona, eh, efectivamente rica en recursos como es el agua. Hay otra contradicción, hay que recordar…

Sandra
Otra tensión

F.C
Ajá, o tensión, que desde finales del siglo XIX también una buena parte de esta zona es una zona de latifundios que son productivos, sobre todo, en términos de la caña de azúcar y por eso allí está instalado uno de los ingenios más importantes del país que es el ingenio El Ángel. Entonces esa vocación agroindustrial realmente es una vocación instalada desde, eh, desde hace más de cien años, en esa, en esa zona. Entonces, otra vez, si allí se recomendaba la expansión urbana entonces se tenía que hacer también en detrimento de esa producción agroindustrial, y creo que ese es un tema también a…

Sandra
El ingenio El Ángel, solo para contextualizar, está allí desde mil ochocientos ochenta y dos. Como ingenio.

F.C
Vaya, entonces efectivamente lo podemos reconocer como una pre-existencia bien significativa, digamos, en este territorio. Pero luego eso lleva a otro tema que me parece bien importante también al hablar de la zona norte, y es que es una zona caracterizada entonces, por la presencia, hasta mil novecientos ochenta, de grandes latifundios en la escala salvadoreña y por lo tanto, grandes porciones de terreno que le pertenecían a determinadas familias. Y esto lo digo sobre todo para subrayar la diferencia en la forma de tenencia de la tierra en ese sector de la ciudad en relación a otras zonas potenciales de expansión de la ciudad, más caracterizadas por el minifundio. Esto puede ser visto como una ventaja en términos de un proceso de urbanización en el sentido que se pueden planificar porciones mucho más grandes de tierra, digamos ya estamos hablando de inmuebles de cientos de hectáreas, eh, que desde un punto de vista urbanístico es como … eh, da más oportunidades, que una colección de fragmentos pequeños, verdad, de cinco, tres hectáreas, como puede haber en otras partes de la periferia, de la periferia urbana. Y, eh, y finalmente también me parece como significativa, eh, esta tensión que introduce el hecho que también esta zona norte siempre fue vista como estratégica para ciertas infraestructuras clave, por ejemplo, siempre fue la zona norte dónde se previó un proyecto de agua, pues, que es el Proyecto Zona Norte, eso también desde los años 60, estaba ya visualizado, digamos, que por la abundancia del recurso y viendo la expansión, el crecimiento de San Salvador, pues, el acuífero de San Salvador no iba a ser suficiente y había que ir a explotar aquel y a traer el

agua, y por lo tanto construir infraestructura, eh, acueductos y todo esto para traerla a la ciudad. Pero también estaba este tema, el Metroplan por ejemplo esto si lo, también lo abordó, de la necesidad de que la, llamemos, entrada, salida de uno de los acceso principales del Área Metropolitana, en términos de vialidad, tenía que ser por la zona norte y no por, sobre todo la salida hacia el occidente y hacia el norte del país, era por la zona norte y no por Los Chorros, verdad, o por Santa Tecla, como lo tenemos ahora, verdad, justamente porque es una zona muy frágil en términos geológicos y demás, verdad. Entonces esa vialidad, esa SAL37N, que decís, o sea también ya estaba visualizada que tenían que hacer ese, ese recorrido que, ese, ese, trazo, verdad, que tiene en este momento. Luego también fue bastante temprano en los años 80 que se estableció la primera central térmica, eh, de producción de energía térmica en el país, pues y bueno, y allí está y luego líneas de transmisión de la energía y todo lo demás, entonces vamos viendo como hay como esas diversas capas de hacer, de intervención humana sobre ese territorio. Y lo último para ir al tema también que mencionaste, efectivamente que aunque en un primer momento se ve que es una zona en principio para, eh, grupos obreros, para trabajadores, digamos de esta potencial industria, eh, claro que eso a medida va pasando el tiempo no, no es así, pero eso tiene que ver con una contradicción o una tensión nunca abordada en ningún plan urbanístico en El Salvador, que es, claro pero el suelo ese es propiedad privada, entonces el privado va a hacer lo que el mercado le permita tener mayor rédito de su, de su tierra pues

Sandra
Claro

F.C
Y claro entonces va a ir obteniendo mayor rédito de ese otro tipo de desarrollos habitacionales como lo estamos viendo ahora, verdad, y no tanto de vivienda obrera, o no digamos vivienda social y demás. Entonces allí es donde vemos cómo se va cruzando todo, todo esto.

Sandra
También otra vez para contextualizar, el Proyecto Zona Norte aparece ya concretado en 1980, y le provee al Área Metropolitana de San Salvador el 25% del agua que consume, verdad, entonces es, y está justamente, parte de ese Proyecto Zona Norte, en este, en este territorio

F.C
Si, sobre todo las líneas que traen el agua cruzan en todo este territorio

Sandra
Entonces, digamos, a partir de este, de este contexto, evidentemente uno siempre tiene la tentación de irse a ver esos cambios en las dinámicas económicas y en los formatos que va tomando también las inversiones en este país. Por ejemplo la transición que se hace de una economía, digamos, secundaria vinculada a la industria o a la agroindustria a una economía terciaria que es más bien una economía de servicios y en este caso también financiera, va cambiando, como vos mismo decís, el mismo mercado va dando la pauta para cambiar en este caso los usos de suelo, porque ya no te está dando rédito esta visión industria / zonas de vivienda obrera sino que ahora más bien una industria que se vuelve también, eh, bien específica para esta zona. Si al inicio quizás allí estaban embotelladoras, verdad, La Constancia, la Coca Cola, Jumex, son de los primeros que aparecen en esta zona, ahora lo que hay es una serie de industrias más variadas: bodegas, muchas bodegas, o centros de distribución, eh, combinados con estos otros proyectos de vivienda en zonas que originalmente se planificaron para industria y agroindustria, entonces allí es el mismo mercado y la misma iniciativa y estos cambios en los modos de la inversión local y transnacional porque allí también hay flujos transnacionales, que van marcando la pauta para estos cambios. Y las tensiones aumentan. Porque por otro lado los que están evidentemente en desventaja en medio de todo esto son esos previstos asentamientos rurales organizados, eh, funcionales y conectados a todos los servicios. ¿Cómo, cómo ves vos esa tensión ya antes de que entremos a este proyecto específico del Valle de El Ángel?

F.C
Vaya, yo creo, que esas, esas tensiones como lo hemos estado diciendo devienen de un contexto, de un país muy liberal en términos del uso de la tierra. Es decir, la tierra es una mercancía, es una propiedad privada, en una zona

como esta demás de grandes propietarios privados que tienen otra serie de inversiones y actividades económicas y por lo tanto su uso está no tanto asignado por la planificación, por ese deber ser de planificación, sino por la dinámica del mercado inmobiliario pues, de qué es lo que el mercado inmobiliario demanda, requiere y, puede generar, un, una renta más importante pues, eh, eso es lo que vemos. Incluso sigue siendo impresionante, voy a decir, a mi juicio que incluso en este momento el ingenio El Ángel, sigue siendo una actividad agroindustrial rentable en esa localización, es decir, todavía no ha llegado el momento de hacer el salto, que tendrá que llegar pienso yo, eh, que eso se cambie completamente de uso y se convierta pues en unas actividades más urbanas, que pueden ser logísticas y de otro, y de otra naturaleza. Yo creo que en esa aparición que bien mencionabas de bodegas y centros de distribución y todo esto juega un papel muy importante el, los primeros años del siglo XXI, una apuesta de país, que pues también se puede documentar por, efectivamente, esas actividades terciarias y de ver el país como un centro logístico, un centro de distribución en escala, eh, Centroamericana, es decir eso es, esa fue una visión. Y uno de los territorios prioritarios de concreción de esa visión es efectivamente la zona norte del Área Metropolitana de San Salvador, solo así podés explicar también que fue una apuesta muy clara, en ese momento, la inversión en esa nueva infraestructura vial, que es cierto ya estaba planeada desde antes pero que no se había ejecutado y que en aquel momento pues sí, ya se pudo realizar. Y eso fue para mí un detonante claro de ya la transformación y la urbanización efectivamente de esta zona aunque, como ya hemos dicho, esa visión estaba desde hacía bastante tiempo, verdad. Pero es la inversión en esa infraestructura vial, en el marco de esa apuesta logística que finalmente produce, eh, ese cambio importante que, que estamos viendo.

Sandra
Si, totalmente de acuerdo. Eh, y son carreteras, la SAL37N que se complementa con esta otra que es la SAL38W, jaja, los nombres son realmente poéticos, pero que conecta con la Panamericana ya para oriente, o sea que aquí tenés el control, digamos, de las rutas hacia el norte, hacia el oriente y hacia el poniente…

F.C
Claro

Sandra
A partir de esa infraestructura y es lógico entonces pensar que evidentemente allí se colocan todos estos centros logísticos, o centros de distribución, o centros de bodegaje… Eh, quizás ya pasando específicamente al tema este del proyecto del Valle de El Ángel, en este contexto, eh, pues son, suena lógico ir hacia esa transición, que el deber ser del plan nos diga una cosa, eh, la realidad plantea otra, pero, ¿Cómo ves vos las tensiones al interior mismo de este proyecto? porque es, y ha sido bastante controversial, ¿no?

F.C
Por supuesto

Sandra
Desde su origen. ¿Cómo lo ves vos, desde un punto de vista de un planificador?

F.C
Si, vaya allí, otra vez, aprovecho mi experiencia, digamos, concreta, mi vivencia concreta del proceso de lo que, en ese momento 2006-2007, se llamó el Plan Parcial El Ángel. Vaya, vamos a algunos antecedentes que tienen que ver con todo lo que hemos hablado. Uno, el Plamadur de 1997, identificaba en el perímetro, y definía un perímetro, en la zona norte , en el Valle de El Ángel, que debía ser planificado con mayor detalle a través de la figura de un plan parcial o un plan específico, digamos, para este territorio que es submunicipal, que no es ni siquiera un municipio completo…

Sandra
Está entre Apopa y Nejapa

F.C
Entre Apopa y Nejapa. Una parte de Apopa, una parte de Nejapa. Y bueno, entonces el plan ya identificaba que era necesario un ejercicio de planificación más específico, eso es uno. Dos, como lo decíamos hace un momento, a principios de los 2000, es decir entre el 2002-2003, una cosa así, se construyeron estas vías nuevas que habilitaron efectivamente entonces esa vocación logística en ese, en ese territorio, y eso llevó a la, o sea, ambos elementos llevaron a la Oficina de Planificación del Área Metropolitana de San Salvador, la OPAMSS, a pedir un apoyo del Banco Interamericano de Desarrollo para poder financiar un plan específico de esta zona, y entonces en este plan fue que tuvimos la oportunidad de trabajar

Sandra
¿Eso en qué año fue? perdón que te interrumpa

F.C
En el 2006, fue que salió ya ese proceso que se gestionó y se consiguió ese financiamiento y salió un proceso de licitación. Hay que decir que OPAMSS demás estaba presionada porque algunas de estas grandes propiedades, eh, del Valle, eh, estaban pidiendo permisos y calificación del lugar para poderse urbanizar y OPAMSS quería tener, como algunos criterios técnicos de planificación para saber bajo qué condiciones darles esas calificaciones de lugar. Por eso es que digo que es importante entender que allí hay unos grandes actores, terratenientes, pues que presionan por ese proceso

Sandra
Por el cambio de uso del suelo

F.C
Exactamente. Eh, entonces tenemos la oportunidad de trabajar en ese plan, en ese plan parcial pues claro que es un proceso interesante, es un proceso que tiene algún desafío técnico siempre en términos nuevamente del tema de información, estudios primarios que permitan tener como datos duros para informar las decisiones. Uno de esos es el tema… Para mí, dos temas son tal vez críticos, que tienen que ver con el agua de hecho ambos, es, efectivamente, cuál es la situación del acuífero en ese territorio de estudio, específicamente, y dos, cuál es la situación de riesgos potenciales, sobre todo vinculados al tema de inundación o deslaves, lahares, eh, en los que tiene que ver pues también el volcán de San Salvador y tener entonces criterio y generar a partir de allí criterios para decir qué se puede y qué no se puede hacer en esa zona. Eso lo digo digamos como en la parte como más técnica, dura, verdad de hidrología…

Sandra
Hidrogeología…

F.C
Hidrogeología, en , en un trabajo como este. Pero luego también hay un desafío, que para mí es el más crítico de hecho, que es ese desafío de visión del territorio y entender en el marco de todas las tensiones que hemos estado hablando que hay que saber dar, o tratar de incorporar demandas aparentemente contradictorias como puede ser por un lado proteger el acuífero, por otro lado generar espacio para las actividades logísticas que son en principio, eran en principio la apuesta de país, pero también para la vivienda e igual, a nuestro criterio siempre ciertos equipamientos metropolitanos que, de los cuales carece, digamos, o son muy precarios en la ciudad actualmente o en ese momento, todavía, eh, y que necesitan extensiones de tierra relativamente importantes y que por lo tanto la, nosotros lo veíamos así, la única opción de espacio disponible para el Área Metropolitana a estos equipamientos era en el Valle del Ángel.

Sandra
El Plamadur habla por ejemplo de equipamientos como universidades, hospitales, eh, incluso centros de oficinas de gobierno

F.C
Recinto ferial, por ejemplo, mercado de mayoreo

Sandra
Mercado de mayoreo, el rastro municipal también lo menciona. El rastro municipal que es un tema también grueso en términos medioambientales

F.C
Si, pero es cierto que existe. Eso es lo que Plamadur hacía, verdad. Plamadur había identificado que a escala de la, del Área Metropolitana hay mucha precariedad en términos de dónde están instalaciones y que por lo tanto hay que buscarles una nueva localización en este pues ya, de la escala de la ciudad, y es cierto que el sitio, que en tal sentido, que ofrece mejores condiciones, podría ser el Valle del Ángel y para nosotros era importante visibilizar, digamos, esa necesidad y la oportunidad que el Valle representa para toda la ciudad en ese, en ese sentido. Entonces para nosotros si fue, es nuestra argumentación y yo todavía la suscribo, claramente es, la urbanización del Valle del Ángel tiene sentido… si, pero si, al urbanizarlo, resolvemos estos otros problemáticas que no solamente atañen al Valle del Ángel sino que al Área Metropolitana como un todo y dentro de esas, por ejemplo, también es la necesidad de vivienda social. Si en el Área Metropolitana hace falta vivienda social y necesitamos suelo para vivienda social, el Valle del Ángel es una oportunidad, obviamente, la última o de las últimas, para lograr ofrecer o reservar suelo para este tipo de vivienda, sino eso es muy difícil. Entonces para nosotros era muy importante plantear todo esto y era como nuestra visión.

Sin embargo lo digo claramente también y ante cualquiera, claro esta visión no es fácil de permear con el resto de actores que tienen que ver con el desarrollo urbano en esta zona, fundamentalmente voy a decir dos grandes actores o grupos de actores. Uno los propietarios privados, o sea los terratenientes de esta zona , que por supuesto ellos quieren seguir la lógica de mercado, el uso que me sea más rentable es el que yo quiero hacer, verdad, porque quiero rentabilizar mi propiedad, pero insisto que incluso allí hay una ventaja en términos de que son pocos actores privados con los que hay que negociar. O sea realmente allí son cinco grandes actores y esos cinco grandes actores controlan el 80% del territorio del Valle pues. Y el otro gran grupo es pues las instituciones públicas, sobre todo, la alcaldía de Apopa, un poco menos la de Nejapa, en proporción de área es menor, y la misma Oficina de Planificación del Área Metropolitana. Por ejemplo, la dificultad más grande para instalar el tema de la vivienda social fue la alcaldía de Apopa, que la municipalidad de Apopa decía: nosotros ya tenemos suficiente vivienda obrera, verdad, justamente y haciendo referencia a todos los proyectos que mencionaste hace un rato verdad, desde Popotlán hasta Tikal, pues sí nosotros queremos vivienda de grupos medios u otros, que vengan acá. Y entonces de verdad quién más se resistió a que se reservara suelo de vivienda social es la municipalidad de Apopa.

Y luego, digo, la Oficina de Planificación, a mi juicio, la contradicción grande pues, que a mi juicio no lograba superar y, y creo que todavía no lo ha logrado tampoco es, que aunque tengás un discurso, no se puede tener todos los discursos, si lograr todo, es decir no podés tener un discurso de promoción de la inversión privada que se traduce muy fácilmente en "vamos a hacer lo que los privados nos pidan", porque allí ya, allí hay una contradicción porque un privado puede pedir logística y otros privado puede pedir vivienda, pero entre logística y vivienda hay muchos problemas de funcionabilidad. Es decir que, que no necesariamente le va a ir bien a un gran recinto, a un gran centro de distribución con trailers y pues, ese tipo de movilidad pesada, que va a ocupar la misma autopista de un gran desarrollo residencial donde todo mundo tiene vehículo, porque no hay transporte público en el Valle del Ángel y entonces todos van a quedar varados en la vía pues y por lo tanto las ventajas de la logística ya no van a existir. Y por lo tanto también el diferencial de la vivienda que aspira a grupos de ingresos mayores pues tampoco va a existir. Entonces esa contradicción, eh, hay que saberla resolver pues, o esa tensión hay que saber priorizar, que era… y por eso en el esquema se trataba de, de zonificar, digamos, cómo podía ser y eso es lo que ha traído un montón de dificultades aquí.

Y luego, vaya, tal vez apunto un tema más que para nosotros era muy importante y bueno, creo que algo se hace, es el tema de cómo financiar más infraestructura y equipamiento comunes para toda esa zona. Es decir no solo dibujarlo pues es decir aquí o aquí, sino bueno y cómo se obtienen los recursos para que eso últimamente se pueda hacer, y ese la, más específicamente de dinero, también es controvertido, pero bueno, no, yo sí me siento satisfecho

allí de un par de cosas que se plantearon, una, el tema de una contribución especial que permitiera, efectivamente, a medida se iban llegando proyectos generar recursos para, en principio, invertirlos en la infraestructura complementaria, porque es que son muchas veces tampoco se ve, es decir, que sí, que está la carretera, está muy bien la carretera que construyeron, pero eso ni por cerca es toda la infraestructura que esa gran zona demanda, para comenzar con el tema, justamente, del transporte público pues, esa es una carretera para vehículos pues y, eh, privados, pero allí se supone que no debería circular el transporte público, entonces claro que hay que hacer algo para el transporte público si queremos que toda esa, que una gran cantidad de personas vivan allí. Entonces allí hay un, un vacío, un vacío tremendo. Y luego para, lo que nosotros llamábamos, los proyectos de gestión ambiental, de cuido del acuífero, de etcétera, etcétera, verdad. Eh, yo creo que se planteó, ya la manera en la que se ha venido implementando, pues, es allí como muy discutible, pero pues, pienso que sí hay un, una, una base.

Sandra
Y ¿Cómo viste dentro de este contexto de la propuesta las tensiones que pudieron surgir con la población local? o, llegaron ustedes a conversar con ellos, porque mencionaste a los propietarios de la tierra, y a la municipalidad e incluso a la OPAMSS, pero muchas de las tensiones actuales son, surgen por los reclamos de la población local en este territorio

F.C
No, si, no, ese es un excelente punto. Vaya yo allí debo decir, me parece, bueno, que tanto nuestros, en ese momento pues, nuestros términos de referencia como nuestras propias capacidades, si, no le dieron el protagonismo que debían de tener estos grupos de la población existente. Si tengo presente que había, que hay, algunas orientaciones dentro del Plan Parcial El Ángel sobre la mejora de los asentamientos que existen en , en la zona, sobre todo los asentamientos que tienen un carácter, eh, como más rural, que es una cosa como muy, como muy impresionante cuando aparentemente toda la discusión es sobre la urbanización de esta zona, pero efectivamente son territorios que siempre han estado habitados por una población que se dedica ya sea a la agricultura de sobrevivencia o que han sido colonos de estos grandes latifundios y demás, verdad, pero que, ajá, en la visión de urbanización pues, pasan completamente desapercibidos y, efectivamente lo que ha sucedido después es que esta población reclamando sus derechos, sobre todo el acceso al agua, pues, entran en conflicto, ya es más que una tensión, en conflicto con, eh, con muchos de estos desarrollos. Pienso que allí otra vez, a mi juicio, siempre el Estado tiene una responsabilidad particular, verdad, porque el Estado, es decir, la municipalidad otra vez, la OPAMSS en menor medida y algunas instancias del gobierno nacional, por ejemplo ANDA, u otros, si están obligadas por ley a jugar un papel, al menos, vamos a llamar, de mediador en esos intereses conflictivos entre la población local existente y los nuevos desarrollos. Pero mi impresión es, y no solo por el Ángel, sino en general pues, que estas instancias públicas tienden, por diversas razones, a, a estar más inclinadas siempre del lado de estos intereses y desarrollos privados, aunque como digo, sean incluso contradictorios entre ellos mismos.

Sandra
Si. Si porque digamos que es una cadena de eventos, verdad, para que, para llegar a las tensiones, o, como bien los dijiste, al conflicto que se vive ahora en esa zona, hay que remontarse a todos estos procesos históricos de, cosas que debieron ser y no se hicieron, o que no se solucionaron en el momento que hubo que solucionarlas y entonces desembocaron pues en todo esto. ¿Cómo verías vos el aparecimiento de otros usos que creo que nunca estuvieron así planteados, por lo menos yo no los he encontrado, por ejemplo esta iglesia, catedral neogótica que está apareciendo allí, eh, o la transición por ejemplo de la misma vivienda a tener una aspiración a no ser solo de vivienda, bueno, obrera nunca fue, pero clase media sí, a tener ahora más una aspiración, no sé si de verdad se va a concretizar, a ser una vivienda de estratos

F.C
Si de estratos más altos

Sandra
Más altos, es decir

F.C
Que era la ilusión de la alcaldía de Apopa, en el 2007

Sandra
Exacto, era la ilusión de la alcaldía de Apopa de un Nuevo Cuscatlán en el Valle del Ángel, eh, ¿Cómo ves vos estos usos que van apareciendo que, no necesariamente estaban ni en los planes, ni en las ideas de todo lo que hemos venido conversando

F.C
Vaya yo creo otra vez que los planes nunca van a poder, eh, abordar todo lo que la realidad en el tiempo va a generar, eso me parece una premisa pero, vaya, varios de estos procesos que bien estás mencionando que, que son críticos y que yo ahora en retrospectiva pienso que son áreas en dónde se podría haber intervenido, se podría haber orientado algunas de ellas. Por ejemplo yo creo que esta transición entre la economía agrícola agroindustrial del Valle, hacia, una economía fundamentalmente, llamemos, entre logística y urbana, eh, ese debía haber sido un proceso al que se le podría haber prestado más cuidado, en el sentido que, como lo decía hace un rato, el ingenio El Ángel es y sigue siendo productivo en este momento pues no está en decadencia, pues. Pero cómo ir entonces transformando, una parte, porque no eran toda tampoco, de su propia tierra agrícola cañera en este momento, a suelo urbano, o, y aquí voy a decir algo que en aquel momento no, no lo pensamos, o transformarla para devolverla a un uso más, llamemos ecológico-ambiental, o sea de sustitución del monocultivo por otras formas, digamos, pero siempre, no sé, agrícolas primarias, no sé si productivas o ya más bien plenamente ambientales, eh, eso es algo que no pensamos. Pienso que no lo pensamos, porque somos muy urbanistas y eso tal vez era un trabajo más de cómo de un grupo, un grupo más como de ecólogos pues, o sea que hicieran esta, o que previeran estas formas, de hacer una transición ambiental pues no sé cómo llamarle. Pero me parece que eso es una deuda, incluso es válido porque otro de los terratenientes grandes, hay que recordar, en el Valle de El Ángel, es la cooperativa El Ángel, que es producto de la reforma agraria, pues sí que expropió parte de ese latifundio del El Ángel y se lo dio a los cooperativistas, pero al solo dárselos y sin mayor respaldo de ningún tipo, claro, los cooperativistas han sido de los que han vendido tierra para urbanización desde un principio, verdad, porque pues sí, es lo más sencillo de hacer, pero ellos que todavía tienen propiedades importantes en la zona, podrían justamente también haber entrado en ese proceso más ordenado de cambio pues de la actividad agrícola a otra. Otra de las grandes propiedades que está allí que es Los Luceros pues es una situación similar solo que es una propiedad cafetalera pero, café de bajío, pues que obviamente está muy, muy deprimido en el mercado, eso no tiene ya sentido económico entonces, la primera tentación de cualquier propietario privado entonces es cambiarle el uso y urbanizar, verdad. Entonces ¿qué alternativas realmente le podemos dar? no sé si a toda esa propiedad pero, por lo menos, a una parte significativa de la misma, allí está, eh, como un desafío, otra vez de visión y técnico que es importante visualizar.

Por otra parte, veamos también que todo esto se va dando en el tiempo, o sea ya en este momento estamos hablando ya de hace diecisiete años del Plan Parcial El Ángel, eh, más de veinte años desde que se hizo la carretera y el proceso de urbanización continúa, es decir, no es algo que sucede de, de la noche a la mañana, es, es también algo como bien importante de verlo, va despacio pues, por ponerlo de una forma por la misma envergadura que tiene la zona, verdad.

Sandra
Estamos hablando de casi treinta años del Plamadur, que ya planteaba este tipo de…

F.C
Y más de cincuenta años del Metroplan 80 que dijo, ok, hay que apostarle a la zona norte, o sea, allí vemos realmente la velocidad de los procesos. Pienso que falta todavía mucho por ver también de lo que pueda desarrollarse allí. Qué tan alto va a llegar en el mercado pues, eso depende más, a mi juicio, de ciertas estrategias inmobiliarias, de los inversionistas, de los desarrolladores, que están en la zona, y eso como cualquier operación del mercado inmobiliario depende, otra vez, de múltiples factores que van, incluso, más allá de ese territorios. Por, por decir solo algunos: el tema de la seguridad es un tema que siempre ha estado planteado, verdad, la seguridad ciudadana, y es más, el tema del acceso a los recursos también es un tema, al agua, por ejemplo, garantizar que

allí haya una disponibilidad de agua para estos desarrollos habitacionales, pues siempre ha sido uno de los meollos del asunto, verdad. Incluso en aquel momento nosotros planteamos que debía de organizarse un mecanismo de gobernanza específico para la gestión del agua en el territorio del Valle de El Ángel pues, entonces todo eso todavía en el fondo se está, se está construyendo, verdad. Pero hay que entender entonces que si un promotor privado, en la lógica puramente privada, ve que otra zona de la ciudad le es más rentable y es más fácil, digamos, movilizar sus recursos para desarrollar este otro lugar, lo va a hacer pues, y entonces el Valle de El Ángel pierde velocidad, entonces, eso también creo yo que también es, es importante, no es solo como que ya la cosa está predefinida y así va a suceder de la noche a la mañana, pues siempre hay como elementos de incertidumbre que, que siempre van a estar presentes, verdad.

Sandra
Vaya y ahora que vos ya estás llegando a esa, a esa línea de la discusión, qué es lo que se podría ir construyendo ahorita pero también qué es lo que se puede hacer a futuro. ¿Vos creés que en este momento, por ejemplo podría haber espacio para generar discusiones, o planteamientos, más abierto y más amplios sobre realmente qué hacer para proteger el recurso? Porque yo creo que todos los inversionistas están claros, sean grandes o pequeñitos, que si allí no hay agua, que si se acaba ese recurso pues allí no funciona nada de lo que están haciendo, de alguna manera también hay que protegerlo, verdad, o sea, crear espacios para poder tener ese tipo de discusión y no enfocarse solamente en el conflicto, porque cuando estamos, es bueno el conflicto, porque el conflicto te permite sacar a flote los temas, pero una vez que ya sacaste el tema, cómo lo resolvés. Eso por un lado, y por otro lado ¿Cuáles podrían ser los grandes temas que, en esta zona, se visualizan a futuro, en relación al proceso de urbanización y de expansión del AMSS y los recursos naturales?

F.C
Vaya yo creo que hay, otra vez, son varios elementos, pero quiero darle mucha importancia a este, es, sigue siendo una de las deudas más críticas, tal vez voy a decir la más crítica, en la zona, y es, justamente, la localización, la reserva de espacio y la inversión en estos elementos públicos que le dan soporte a la ciudad y que no son solo una carretera. De hecho ese es un conflicto como, distinto al del agua, pero voy a decir, o una tensión, vaya, todavía no es un conflicto, una tensión distinta a la del agua pero que está allí y que la gente la percibe, la señala continuamente, es el tema de la movilidad, justamente esto ya empezó a densificarse, apenas con lo que lleva en este tiempo, que no está todavía ni por cerca, al máximo de su potencial, y ya estás en una situación de una movilidad imposible pues, es decir, dónde trasladarse de esa zona a la ciudad, digamos, al núcleo principal del Área Metropolitana es tremendo para las personas, eso va en detrimento del mismo mercado inmobiliario porque es menos atractivo irse a instalar allí. Y no digamos de la actividad logística. Entonces, no será que debemos volver a poner sobre la mesa de que para que esta última urbanización sea viable, para que todas esas inversiones tengan, incluso, todo su sentido de mercado es necesario dedicarle recurso e invertir en ciertos elementos, voy a decir, públicos, como es la movilidad, el transporte público, formas alternativas de movilidad, espacios públicos, que toda esa área necesita. Yo creo que todavía se puede hacer, pero es necesario ponerlo sobre la mesa.

Nuevamente creo que allí juegan un papel importante las instancias públicas porque en principio esos son los temas que le interesan pues. Claro que siempre puede ser que un privado, un privado un poco más visionario también lo plantee, verdad. Porque es nuevamente, vaya, eso lo decíamos incluso para El Ángel, si esto es un área, un centro logístico, dónde van a llegar a trabajar, en aquel momento sacábamos los cálculos, no recuerdo ahorita la cifra con precisión pero, por decir un número, si aquí a toda esta zona van a llegar a trabajar cincuenta mil personas todos los días, ¿cómo se mueven esas cincuenta mil personas? ¿cómo llegan y salen? si acaso no viven allí, el ideal es que vivan allí, por eso es que necesitamos vivienda, reservar espacios para viviendas, accesibles, asequibles, en el lugar, pero… vaya, esa ecuación la tenemos que visibilizar. Ahora veámolo del lado de la otra vivienda, vivienda donde las personas sí tienen vehículo. Si esas personas se van a mover a otra parte de la ciudad. Bueno, número uno, es que deberíamos de minimizar que se muevan porque si no vamos a colapsar toda esta red, como en este momento ya está. Número dos, es que tenemos que ofrecer opciones, otra vez, de transporte público que nos permitan evitar que cinco mil vehículos salgan todos los días a la misma hora y regresen todos los días a la misma hora. Todo ese planteamiento es todavía indispensable, o no digamos pues los equipamientos. Vaya allí había un tema, solo por lo anecdótico, que está señalado desde siempre, el hospital de la zona norte del Área Metropolitana de San Salvador, claro, tendría que haber estado en el Valle de El Ángel, que además, vaya esto

ya veámoslo en términos de salud, ofrece esa buena conectividad, en principio, para que sea fácil llegar a un centro de salud primario, verdad, que, que está previsto. No se reservó el espacio. Años después el Estado, el Ministerio de Salud, compró un inmueble, pero, otra vez vamos, lo compró a precios de mercado, sí, cerca del Valle de El Ángel, pero en una, en un lugar que en el que se da necesario, verdad, hacer una inversión importante, solo de mejora de toda la vialidad para poder llegar al hospital, y de obras de protección porque está cerca de una quebrada que se inunda, es decir, todo ese, esa precariedad voy a decir, urbanística, que se está reproduciendo.

Entonces, ojalá pudiéramos entender, ya esto es como, como mi deber ser todavía en este momento, pudiéramos entender que no vale la pena urbanizar una, una gran zona como esta simplemente para seguir reproduciendo la precariedad que, con la que se ha urbanizado el resto de la ciudad pues. Esa es la oportunidad que yo pienso que todavía tenemos que remediar, si se quiere ver así, algunas de estas situaciones críticas, precarias de la urbanización, de nuestro modelo de urbanización.

Sandra
Y aquí queda como un poco invisibilizada en, en la discusión más urbana todo el tema medioambiental en el sentido de que, sabemos que esta es una zona rica en agua, no solamente agua superficial, hay una infinidad de ríos y quebradas, ríos importantísimos que pasan por allí, pero además sobre un acuífero fundamental, de los más grandes que tenemos. Entonces, esto viene acompañado con una, digamos, unos tipos de suelo que también son importantes para poder hacer una infiltración rápida y segura en el acuífero. Conversando con algunos hidrólogos me decían que es un acuífero que tiene capacidad de volver a llenarse en un año, si las condiciones son las adecuadas. Viene acompañado también de intentar tener una protección de la estructura boscosa porque, mantener la cobertura vegetal es otro de los elementos fundamentales de protección del recurso y en este sentido, digamos, la discusión podría también, en el mundo ideal orientarse hacia quizás hacer una combinación entre estas infraestructuras que vos estás mencionando, que podrían ser espacios de protección, verdad, un parque puede, perfectamente funcionar como una gran área de infiltración, eh, una infraestructura pública, incluso un hospital, que si se organiza adecuadamente tiene terrenos dónde, antes por ejemplo, los mismos hospitales producían sus propios alimentos para los, para los pacientes, o sea que habría allí espacio para que pudiésemos plantear este otro tipo…

F.C
Yo pienso que sí, que sigue habiéndolo. Vaya, como yo te decía hace un rato, de estas cinco grandes propiedades, dos no han comenzado todavía, otra vez, diecisiete años después, ningún proceso de transformación.

Sandra
¿Cuáles son estas cinco grandes propiedades?

F.C
Las cinco grandes son: la cooperativa El Ángel, luego el ingenio El Ángel y su zona de producción cañera, que antes estado dos eran una sola, verdad, pero luego fue la reforma agraria que lo partió. Luego está esta propiedad que se llama Apachulco, que es entre caña y café. Luego está Los Luceros, que es una finca, que es fundamentalmente café y la quinta se me está quedando… el nombre

Sandra
De estas cinco hay dos que…

F.C
Apachulco y Los Luceros prácticamente no han comenzado nada. Y El Ángel (ingenio), va despacio realmente, verdad, porque sigue siendo muy productivo

Sandra
El ingenio ahora se llama Grupo El Ángel y tienen tres divisiones, una es la producción cañera, la otra es inmobiliaria y la otra es pues una transición agroindustrial. Entonces ya ellos se están como empezando a plantear…

F.C
Si. No, no ellos son de los que lo tienen más planteado, digamos, en términos de esa transición efectivamente de hacer. Pero, vaya, volviendo entonces a este punto que mencionabas, sí, yo pienso que allí, hay desafíos en múltiples sentidos que voy vaya a decir son retos super interesantes para todos, verdad, porque es cierto que del lado de los privados y de ciertos colegas digamos así en la parte más profesional técnica, prima siempre la idea de que a través de cierta infraestructura que ellos pueden hacer, pueden atender esas problemáticas ambientales que mencionás, verdad, que sí, todavía prima la visión de que si se construyen unos pozos de infiltración de X tipo, verdad, y con X tecnología, pues, el impacto sobre el acuífero se puede mitigar o prácticamente desaparecer, verdad, prima mucho eso

Sandra
El agua moderna

F.C
Ajá, pero no hay suficiente discusión de otros métodos, ambientalmente más respetuosos, más conscientes, más basados en la naturaleza, verdad, como se dice, y ya cómo los podemos aplicar, sobre todo en la escala urbana y sobre todo recordando que efectivamente el desarrollo privado después de todo es una isla, pero que alrededor hay muchos otros elementos que no necesariamente se conectan a su propia, a esa red, pues, que el privado puede hacer. Luego creo que hay un desafío también normativo y esto me vuelve a llevar al tema de las instancias públicas, verdad; normativo en términos de quién gestiona, el llamemos, sistema de drenajes de aguas lluvias, o sea, quién vigila que las cuencas y todas esa micro-cuencas que efectivamente existen en esta zona se manejen apropiadamente. Y allí entonces entramos en un área de disputa entre instancias públicas, verdad, porque OPAMSS va a decir no, yo lo que hago es dar una calificación de lugar, si voy a otorgar una factibilidad de aguas lluvias pero cómo se maneja, a dónde desemboca, eso no es responsabilidad de la Oficina de Planificación; la municipalidad sin duda tiene algo que ver, y ahora estas instancias, verdad, como lo que se ha creado de ASA (Asociación Salvadoreña del Agua), cuál es el papel que juega en ese tema. Entonces allí, allí hay un mundo todavía por desentrañar y que la zona de El Ángel podría ofrecer una buena oportunidad de tal vez experimentar algunos modelos para poderlo, para poderlo manejar. Eh, o vaya, todo este tema de zonas ambientales, es decir áreas no urbanizadas, eh, espacios abiertos, públicos recreativos algunos, de conservación a lo mejor, otros, otra vez, quién los gestiona, cómo se gestionan, eh, allí hay un desafío importantísmo. Eh, entonces, bueno si, allí se abren todavía múltiples temas de agenda.

Sandra
Quizás un último tema, ya para ir cerrando esta entrevista, es ¿Cuáles, digamos, de estos elementos que estamos observando en esta segunda fase de expansión de la ciudad…

F.C
Perdonáme, ya me acordé de la quinta propiedad, es la de los Alfaro Vilanova, el nombre de la finca se me ha olvidado pero, es ellos, Alfaro Vilanova

Sandra
Eh, muy bien.
Entonces digamos la primera fase que es esta de, entre la ciudad, del AMSS, sobre todo estos municipios del norte como Mejicanos, Ayutuxtepeque, Cuscatancingo y Apopa, que fue algo claro, y allí es donde aparece Montreal, que empieza como a consolidarse ya como un asentamiento precario, no como un asentamiento rural que fue sin duda hasta antes de los años 70, había siempre presencia de habitantes pero de una configuración rural. Entonces comienza esta tensión, verdad, entre la zona industrial con vivienda obrera, una masa de población que llega a la ciudad pero que no encuentra una oferta de mercado que satisfaga sus necesidades y entonces empiezan diferentes formatos de acceder a la tierra, al suelo y a autoproducir su vivienda, a esta segunda fase que ya está, digamos, de cierta manera planificada aunque sabemos que hay desfases entre la planificación y la realidad… Pero la pregunta concreta es ¿Cómo todo esto que está sucediendo en esta segunda fase de urbanización y de expansión puede llegar a afectar una zona como Montreal? que hasta ahora han sido tierras marginales, tierras que no han sido apetecidas por el mercado, por su configuración topográfica, por la misma forma, el mismo formato de pequeños

minifundios contra gran latifundio que, eh, pues, atomiza digamos la propiedad y no permite tener estos grandes proyectos, pero que, en la, el mismo crecimiento que está teniendo ahora esta zona algunas influencias, tensiones o elementos podrían llegar a influir esta zona. ¿Cómo los verías vos? ¿Cuáles podrían ser algunos puntos de tensión o influencia futura?

F.C
No yo creo que, yo creo que efectivamente lo hay, lo hay en principio porque la ciudad es en el fondo una red de conexiones e influencias mutuas entre diferentes partes pues de la ciudad, entonces, eh, por supuesto que lo hay, más en este caso porque hay una relativa inmediatez, verdad, y porque la escala de lo que tarde o temprano terminará de consolidarse en El Ángel, pues, tiene un peso tan importante en términos de infraestructura, en términos de demanda de servicios, de impacto ambiental que evidentemente pues afecta a un territorio que está relativamente cerca como es Montreal. Claro, y ya lo dijiste, recordando que Montreal y este sector norte, llamemos de Mejicanos se diferencia en gran medida de esta otra zona por esa historia más de minifundio, de ocupación precaria, de no tener a los grandes actores del mercado inmobiliario, eh, involucrados, digamos, en ese desarrollo, sino que se ha, las propias personas resolviéndose su, su necesidad de, eh, de vivienda. Sin embargo, habiendo dicho eso, en qué veo yo que puede haber procesos de afectación importantes. Uno, retomando también lo que decía hace algún momento, en esa visión predominantemente privada y, predominantemente de los profesionales en el mundo técnico, dónde se pone muchísimo énfasis en la infraestructura, y que, digamos, todas las problemáticas de ese territorio grande de El Ángel, se resolverían con infraestructura, entonces, yo no dudo que haya una presión, va a seguir una presión pues importante por ampliar infraestructuras. Infraestructura notablemente vial, allí viene el tema, y que lo vemos pues, la gran obra que posteriormente se ha hecho es el paso a nivel que recién se ha inaugurado, es decir, que es la misma lógica, verdad, de resolver el problema de infraestructura con más infraestructura. Eh, pero allí está la ampliación, entonces de esa infraestructura del anillo periférico que ya toca terrenos bien inmediatos a la zona de, de Montreal. Vaya, para mí, es un proceso al que habría que prestarle atención, efectivamente de cómo, de cómo se va a desarrollar porque va a haber presión porque, efectivamente, va a ser.

Dos, digamos en un escenario de gestión sin novedad, voy a decir, o de gestión *business as usual*, verdad, como podríamos llamar, del agua, evidentemente el recurso no va a ser suficiente en el AMSS, tarde o temprano. Entonces qué significa eso, que para atender a ese, a esa gran zona, ya sea logística, habitacional o ambos, verdad, en esa combinación rara también, que se plantea, eh, tengás que desviar recursos que en este momento se están utilizando en otras zonas de la ciudad, sobre todo en las zonas precarias de la ciudad y que eso termine impactando entonces en una zona como, como Montreal y otras probablemente, es decir, que simplemente lo que veamos, insisto, que no necesariamente tiene que ser así, pero con una tendencia, un escenario muy tendencial si podría ser de, esa zona, El Ángel, va a demandar cada vez más recursos y entonces lo que va a hacer es que le quiten recursos a áreas en el entorno y se le va a quitar a la zona Montreal. Entonces allí hay otro, otro tema pues, que, que yo le prestaría mucha, mucha atención.

Y finalmente, verdad, creo también un eje de atención o de preocupación, podría ser que en una dinámica de valorización del suelo que El Ángel está teniendo, digamos, y que va a seguir teniendo, entonces eso termina valorando también, en términos inmobiliarios, su periferia, y que en esa periferia entre una valorización de tierras inmediatas a Montreal y que por lo tanto eso genere un interés del mercado inmobiliario formal de finalmente hacer su aparición en esa, en esa zona. Creo que es algo que hay que tener en el radar. Nuevamente, no es que finalmente vaya a suceder pero, si es algo que se puede prestar atención porque la zona terminaría volviéndose atractiva, no digamos si se da esa combinación, verdad, combinación de nueva infraestructura / valorización de la periferia, pues, de la periferia de El Ángel

Sandra
Siempre con tensiones evidentemente, porque al desviarse recursos de estos territorios para otras zonas, pues allí, aunque valoricés el suelo, si no llega el recurso

F.C
Ajá, al mismo tiempo, siempre la precariedad

Sandra
Siempre con tensiones. De hecho creo que te comenté, en las últimas conversaciones que he tenido con pobladores de Montreal, especialmente los que están en los territorios más rurales, al norte, ya más cercanos a estas infraestructuras viales, ellos mencionan de que son terrenos que ya se están trasladando a otros propietarios, propietarios que tienen intenciones de construir vivienda, no una vivienda obviamente…

F.C
Si, de altos ingresos…

Sandra
De altos ingresos, pero sí una vivienda ya media que utilice pues las ventajas estratégicas de esos territorios. Y me llama la atención también que Montreal ha quedado como encerrada en medio, está en medio de todo pero sin estar, otra vez, verdad, allí vuelvo a esa idea de la inclusión precaria. Es una inclusión precaria en términos de conectividad, es una inclusión precaria en términos de acceso a servicios urbanos, pero al mismo tiempo está catalogada, por lo menos en los planes que yo he revisado, la parte norte, que no está totalmente urbanizada como zona eco-turística o una zona de reserva ecológica, los términos varían pero, está en medio de todas estas infraestructuras. Creo, que como estás, estos cambios y estas presiones, esos territorios son fáciles de, territorios que podrían cambiar de uso de suelo, ya allí entra otra vez esta dinámica. Porque podrían ser por otro lado territorios que también dentro de un asentamiento precario, con toda la precariedad que ellos tienen, valga la redundancia, son espacios dónde se conservan mejor los suelos y se conserva mejor el tema ambiental. ¿Qué pensás vos de esas otras tensiones posibles?

F.C
Vaya yo creo que hay que hacer un ejercicio, no urbanístico, un ejercicio prospectivo sobre una zona, una zona como Montreal es algo de interés, verdad, es decir, tratar de visualizar escenarios múltiples y diversos del futuro de un territorio como este. Yo te señalaría otro punto que no ha aparecido ahorita en lo que hemos conversado, pero yo sí me podría imaginar que en una situación dónde, ya lo decía yo al principio, en una zona tan importante como El Ángel, dónde en principio, estaba señalado también, en la planificación original debería haberse reservado espacio para vivienda asequible, para sectores de menores ingresos, etcétera, pensando que eso no va a suceder, entonces claro eso, y, indirectamente lo que hace es promover procesos de densificación de la vivienda, llamemos en este momento, precaria, aunque eso también puede ser discutible, en otras zonas de la ciudad. Es decir si no hay suelo disponible para nueva vivienda asequible entonces ¿dónde se hace esa vivienda asequible? pues solo queda hacerla o seguirla haciendo donde ya está y eso es densificación de esos territorios, y entonces allí valdría preguntarnos ¿Y, y una zona como Montreal qué tanta capacidad tiene, o hasta dónde podría llegar su potencial para densificarse y en qué condiciones? o viéndolo de otra manera o ¿Qué tendríamos que hacer para, no sé, para facilitar ese proceso o para, eh, orientar a que ese proceso se haga de la mejor manera y no simplemente, eh, digamos en la espontaneidad, que la población puede tener pues, verdad, sin otro tipo de orientaciones, yo creo que esos son temas que vale la pena realmente imaginarse, verdad

Sandra
Si, si, si

F.C
Eh, que pueden ser interesantes de ver. Yo no visualizo, ejercicio prospectivo, habría que escuchar a varios, yo no visualizo por ejemplo al sector formal, inmobiliario grande de este país, metiéndose a intervenir en una zona ya bastante consolidada como puede ser Montreal. Yo sé que en otras ciudades eso existe y se ha dado, verdad, procesos de desplazamiento que a veces parecen inimaginables, pero no me parece a mí que en nuestro contexto ese sea el caso en una zona ya consolidada como Montreal. Si sé que eso en El Salvador se produce en otras zonas menos consolidadas aunque estén todavía en ese proceso de transición de lo rural a lo urbano, allí sí hay procesos tremendos, pues, de desplazamiento de población y todo esto, verdad, pero, pero aquí yo no lo vería. Entonces, bueno allí creo que hay tema para una buena reflexión y que sin duda la población local sería la primera llamada a imaginarse, digamos, esos, esos futuros, verdad, posibles

Sandra
Si, tenés toda la razón, allí hay como varios, varios temas, muchas oportunidades. Yo ahora que he estado pues, desde ya hace varios años, metida en ese tema de los ríos en las ciudades y visito infinidad de asentamientos, me doy cuenta de que es una discusión super válida pensar en qué tipo de vivienda construís allí mismo, porque no podemos desplazar a prácticamente, casi la mitad de la población del Área Metropolitana, viviendo en estos asentamientos, unos más precarios que otros, verdad, unos más integrados con la ciudad que otros, pero igual, asentamientos con una gran cantidad de carencias. Entonces ¿Qué tipo de vivienda construir allí? ¿Cuáles son por ejemplo las oportunidades cuándo llegan proyectos como este de las grandes infraestructuras, por ejemplo estas lagunas de laminación que se plantean para el AMSS? Hay dos aquí en la zona de La Cuchilla y El Tanque, tenés una cantidad increíble de familias que la primera idea es siempre sacarlas de allí y construir la infraestructura, verdad, pero eso no se puede, o lo hacés, pero lo hacés con unos procesos realmente dramáticos, verdad, y lo que pierde también la ciudad porque al final de cuentas todos ellos son personas que aportan económicamente a la ciudad, que hacen una serie de actividades que son importantes para la ciudad y, bueno son, son discusiones grandes. Para mí el tema de la vivienda es una, el otro tema es cómo vas incorporando, justamente, soluciones basadas en la naturaleza para que estos se vuelvan espacios de protección del agua y de los suelos, de la biodiversidad urbana, de todo eso que hemos ido negando e ignorando durante tanto años

F.C
Si. Y allí yo si pienso, estoy convencido de que nosotros, digamos, llamemos desde nuestro punto de vista como más profesional-técnico, entre comillas, si tenemos un rol que jugar, porque hasta ahorita ha sido de, como muy, como muy tradicional en el sentido que, de esa apuesta por la infraestructura y si tenemos la tecnología y podemos invertir, allí lo vamos a resolver, pero no habernos dado cuenta de que eso no es suficiente porque en ningún lugar ha sido suficiente y porque termina siendo insostenible en el mediano y largo plazo. Pero entonces creo que el reto para nosotros va en dos líneas: uno hay un reto formativo importante, verdad, de aprender cuáles son esas otras maneras, cuáles son esos otros procesos que debemos de valorar y promover y, aprenderlos pues, que se estén haciendo. Pero luego hay también un reto demostrativo bien importante, es decir que, ojalá pudiéramos encontrar, voy a llamarlo así, proyectos, que, honestamente solo me puedo imaginar en este momento que sean del sector privado, que estén dispuestos a arriesgarse a hacer algo así, verdad, a hacer estas soluciones alternativas y poner en evidencia de que funcionan y de que, aunque haya una tensión, no es una contradicción ni mucho menos un conflicto, entre el desarrollo inmobiliario privado y unas estrategias más sostenibles de, pues sí, de gestión del recurso agua pero y de otra serie de elementos ambientales pues. Sería una maravilla poder encontrar eso y que…

Sandra
Hay que construirlo

F.C
Los andamos buscando

Sandra
Hay que construirlo. Muchas gracias F.C, que chévere ha estado esta conversación. Te agradezco el tiempo y te agradezco el pensamiento y todas las ideas que hemos conversado esta mañana. Merci beaucoup.

F.C
De nada

ENTREVISTA 13

Participantes: A.E. (propietario, firma de diseño y construcción), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Junio 4, 2024
Lugar: Oficina de A.E

INTRODUCCIÓN
El Arquitecto A.E ha trabajado directamente con los inversionistas inmobiliarios del complejo residencial Kalamanda. Este proyecto inmobiliario (ver capítulo 4), ha sido particularmente controversial en Nuevo Cuscatlán, por las dimensiones de los impactos ambientales que está produciendo en la zona. Inicialmente Kalamanda (ahora Portales del Bosque) plantea elementos novedosos como la incorporación de un conjunto de viviendas de interés social y la protección de bosques y ecosistemas riparios dentro de la propiedad, sin embargo al final el modelo tradicional de urbanización prevalece y las propuestas innovadoras son eliminadas del proyecto. En medio de todo ello el distrito cambia de autoridades municipales con N. Bukele como alcalde y se implementan una serie de transformaciones en las normativas que favorecen el retorno al modelo tradicional, altamente negativo para el medioambiente de la zona.

Se le comentó sobre la investigación y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

Sandra
Gracias por el tiempo. Como te comenté esta plática es sobre los desarrollos que han estado sucediendo hacia el sur del Área Metropolitana en términos generales, y quizás más específico el caso de este proyecto Kalamanda. Todo esto está enmarcado en la investigación que estoy haciendo para mi tesis doctoral sobre la gestión del agua en los espacios periurbanos del Área Metropolitana. Entonces quizás para comenzar tu nombre y a qué te dedicás y después sigo con las preguntas

A.E
Bueno mi nombre es A.E soy arquitecto y me dedico al desarrollo de proyectos de infraestructura a nivel de edificación y también de escala urbana, como el caso del proyecto Kalamanda, que es un proyecto de mayor nivel de intervención del territorio.

Sandra
Ok, quizás la primera pregunta es si nos podrías, o me podrías comentar un poco sobre los orígenes del proyecto y el momento en el que vos te involucrás en ese proyecto. ¿Cómo surge?

A.E
Bueno, el proyecto nace de una intención de un desarrollo inmobiliario en parte del inmueble, verdad, que era, que es propiedad del desarrollador que nos contactó, y por las condiciones en que estaba el inmueble tenía restricciones de tipo ambiental y de uso de suelo para desarrollarse que en ese momento pues, nosotros nos involucramos para de alguna manera orientar y ser pues una contraparte local porque estaba eso siendo desarrollado en su master plan desde México. Entonces nosotros fuimos interviniendo como una contraparte local de "know how", también de la realidad inmobiliaria y de valorización del suelo acá para ir afinando la propuesta que, a medio camino, tuvo pues la condición de ampliarse en su cobertura del territorio porque se integró un segundo desarrollador que tenía propiedad de un inmueble igual o un poquito más grande que el de nuestro cliente, que es GRAMO, entonces se convirtió ya en una extensión inmobiliaria importante, que abarcaba desde Nuevo Cuscatlán hasta San José Villanueva. Estamos hablando de una franja de tierra paralela a la carretera al Puerto de La Libertad, con condiciones pues, topográficas y de también de restricciones de uso ambientales que, en ese momento digamos, cambia un poco la naturaleza que se había traído del proyecto, que nace más como un proyecto inmobiliario habitacional y se vuelve un proyecto más integral en cuanto a planificar equipamientos complementarios educativos, de salud, para tener pues una planificación de ya de un sector urbano con conectividades viales y de tráfico también que revalorizaran el territorio porque es un inmueble que prácticamente

es como terminal en la mancha urbana y en ese caso que se integraba esta otra porción de tierra lograba generar como una arteria vial paralela a la carretera que era valorizar comercialmente el inmueble pues, y otras condiciones ya de desarrollo.

Entonces, en ese punto nosotros intervenimos y dimos ese acompañamiento ya en una planificación más amplia y ver oportunidades de desarrollo para la tierra. Se hicieron estudios más amplios, estudios viales, estudios de riesgo, estudios hidrológicos, también hidrogeológicos para analizar todas las condiciones que podría tener el inmueble para soportar ya un desarrollo más intenso y en paralelo las gestiones con las instituciones para evaluar que condicionantes se podrían tener y cómo se podría gestionar una mayor densidad de usos de lo que se tenía clasificado en planes, digamos, en planes territoriales el inmueble.

Sandra
Y allí quizás me voy a detener en ese punto que estás planteando de las gestiones. La gestión con las instituciones porque el proyecto ciertamente tuvo una gran cantidad de profesionales involucrados que vieron desde diferentes perspectivas y áreas de conocimiento las mejores opciones para un territorio como vos decís, vasto, digamos en la escala de Nuevo Cuscatlán e incluso llegar hasta San José Villanueva. Pero también que planteaba cierto nivel de restricciones desde la perspectiva medioambiental y de manejo de ese territorio. Entonces cómo viste vos la relación que se tuvo con las instituciones, al presentarles un proyecto que estaba bien fundamentado desde el punto de vista más técnico versus lo que están planteando las normativas, la zonificación ambiental, el tema, que allí es compartido entre alcaldía y Ministerio de Medio Ambiente. O sea, podrías hacer una evaluación de ese proceso ¿Cómo se maneja? o ¿Cómo lo sentiste vos?

A.E
Bueno. Se dio una dinámica interesante en una relación paralela desarrollador-alcaldía / desarrollador-Ministerio de Medio Ambiente. Alcaldía buscando pues, impulsar el desarrollo de su municipio obviamente con intereses tributarios, verdad, y de llevar pues, desarrollo inmobiliario a su municipio y luego un ente más amplio como el Ministerio de Medio Ambiente, entendiendo al desarrollador pero también salvaguardando un poco los estudios a nivel territorial más amplio que se tenían, verdad, como referencia en cuanto a temas de riesgo y vulnerabilidad sísmica por estar dentro de la zona de la Cordillera del Bálsamo y también todo el tema hídrico por la recarga hídrica que se da en esa zona con la misma Cordillera del Bálsamo y los riítos que se tienen, entonces esa era una, unas restricciones que con Medio Ambiente hubo que ir documentando a base de estudios e ir documentando y negociando de alguna manera liberar algunas condiciones para que el proyecto agarrara vida porque las restricciones ambientales inhabilitaban uso de gran parte del territorio por los temas que te mencionaba de, sísmicos e hídricos. Y también habían condicionantes de la topografía misma del inmueble que la mayor parte del terreno estaba en laderas, en áreas que dejaban zonas como más planas o más horizontales para el desarrollo… menores, entonces involucraba, pues, unas intervenciones a nivel de terracería o de manejo del suelo importantes que se fueron analizando dentro de esta fase como de plan maestro.

Hasta allí llegamos nosotros en el proceso y se logró la viabilidad de desarrollo. También hubieron tal vez unos elementos externos diría yo, estratégicos, como la ubicación del Centro de Investigación Forense, que se negoció que pudiera estar dentro de la zona aunque no, digamos, se ubicó dentro de la propiedad del desarrollador con el que estábamos trabajando pero sí, en un área próxima e hizo que por el tipo de proyecto de interés nacional en términos de seguridad, verdad, liberó algunas restricciones que Medio Ambiente tenía, entonces eso favoreció que esta zona más cercana a ese proyecto tuviera como nuevas condiciones para poder ser el punto de arranque, diríamos, ya del desarrollo inmobiliario y dio esa luz para que se empezara ya con la zona habitacional, a explotar el territorio en ese sector.

Sandra
Acabás de tocar otro punto importante tanto del proyecto como de interés particular de la investigación que es el tema del agua. El proyecto, ¿de dónde obtiene el agua? ¿cómo la gestiona? yo entiendo que en esa zona ANDA es el proveedor principal pero también hay muchos desarrollos que han aprovechado este fideicomiso de FIHIDRO para poder conectarse, finalmente ¿cómo se tuvo el acceso al agua para todos los desarrollos que se están haciendo en esa zona?

A.E
Bueno, se tenía la factibilidad de ANDA, de servicio, porque ANDA acababa de invertir en unos pozos y una planta (de tratamiento), importante en Nuevo Cuscatlán que fuimos también a conocer todo eso, de esas instalaciones y lograban dar agua a cierta parte del proyecto. Pero paralelo se hizo un estudio hidrogeológico para identificar oportunidades de perforación de pozos propios por la visión a largo plazo que se tenía con el desarrollo, en el cual no estar dependiendo, verdad, del recurso agua solo de ANDA, sino que tener una posibilidad de una administración propia y se hicieron ejercicios de estudio que identificó dos o tres zonas, verdad, para poder tener un pozo para, uno o varios pozos, verdad, para poder desarrollarlos que, eh, se sometieron, pues, a aprobación con ANDA en ese momento, eh, y también digamos que en ese punto fue que ya nosotros, ya no tuvimos continuidad pero, se inició la gestión con ANDA para aprobación de pozos. No sabría decirte cómo eso caminó ahora que ya hay otra institución que administra el recurso hídrico subterráneo (la Asociación Salvadoreña del Agua ASA), pero había una viabilidad técnica de poder tener agua para el proyecto en la zona que viene la recarga hídrica desde la Cordillera del Bálsamo y que estaba cercano a los manto acuíferos que había como dos riítos que vienen bajando hasta lo que es prácticamente el litoral; allí se van desarrollando esos riítos que cruzan Nuevo Cuscatlán. Entonces, se identificó con el estudio hidrogeológico un par de puntos en el cual se tenía esa posibilidad, de auto-abastecimiento, que también cuando estábamos con la visión de un desarrollo integral más amplio, como venían proyectos hospitalarios, digamos, educativos, el tener la redundancia de una autosuficiencia de agua además de un servicio de ANDA, era importante para lo que se quería hacer.

Sandra
O sea que, hasta dónde vos sabés, no hubo negociación para poder obtener agua del proyecto FIHIDRO, todo se logró resolver con las factibilidades de ANDA

A.E
Se tenía, sí, se tenía es respaldo ya de una factibilidad con ANDA, verdad, que permitía arrancar el proyecto. Y en paralelo pues, lograr tener ya los pozos propios, verdad.

Sandra
Otro tema es el de la población local porque en ese territorio ya había pobladores, tanto antiguos colonos de las fincas como asentamientos que se fueron formando con el tiempo allí en Nuevo Cuscatlán, o nuevos pobladores que llegaron por terremotos, por inundaciones, que fueron trasladados de otros territorios de manera temporal, aunque la temporalidad aquí es bastante prolongada. ¿Cómo valorás vos la relación que se tuvo, el manejo, digamos, de esa población local con estos nuevos desarrollos que se han planteado y que ya se están construyendo allí, no? tanto durante el proceso de, en el que vos estuviste involucrado, como quizás una valoración ya más general, como profesional del manejo más conjunto de este tipo de poblaciones, no, una local y una nueva población que va a estar en estos nuevos desarrollos, pronto…

A.E
Fíjate que cuándo estuvimos haciendo todos esos análisis y estudios pues, se tuvo esa realidad de asentamientos informales, verdad, que existían en la zona y estaban también ubicados en áreas de riesgo a lo largo de la ladera del río. Entonces se hizo una gestión triangulada diría yo, entre el desarrollador, una oenegé que ya estaba en la zona, que ya había hecho un proyecto de vivienda, de vivienda social allí en Nuevo Cuscatlán, y alcaldía. Entonces se había logrado pues, que el desarrollador donara una porción, no sé si era una manzana o cuánto, para reubicar a las viviendas que estaban en alto riesgo en las laderas del río, trasladarlas a este inmueble, que estaba digamos, en la cercanía de Nuevo Cuscatlán, como en la periferia dónde se iba desarrollando con buena conectividad peatonal/vial, y estaba ya esa anuencia que se iba a donar esa tierra para que esta oenegé pudiera seguir en su proyecto de desarrollo de vivienda social, con fondos también que ellos gestionaban en Estados Unidos. Entonces, se daba la tierra, ellos gestionaban fondos y la alcaldía iba a hacer la gestión social con las familias para reubicarse, porque paradójicamente muchas familias no querían moverse, o sea, preferían estar en esa zona (…), en esa zona de riesgo, que ya tenían ciertos años de estar allí. Se daba ese fenómeno, pues, que algunas familias no querían reubicarse aunque fuera a una zona…

Sandra
Más segura

A.E
Más segura. Hicimos, recuerdo yo, nosotros les apoyamos, en hacer un diseño de vivienda social en ese inmueble que se iba a donar para también tener cierto equipamiento recreativo, hacer un proyecto de calidad dentro de lo que era factible y, trabajando en conjunto con la oenegé y la alcaldía, eso fue lo que analizamos para, liberar por un lado, a las familias del riesgo, recuperar ambientalmente el río, en sus laderas y reducir los riesgos de contaminación, de mejoramiento que se tenían hacia el río y luego, el poder aprovechar también el río como un elemento paisajista y de aporte como ocio y deportivo, verdad, y social tanto para el desarrollo inmobiliario como para la población de Nuevo Cuscatlán, ya que el río llegaba hasta el pueblo. Entonces vimos esa oportunidad de beneficios compartidos para mejorar las condiciones de las familias que estaban allí, el beneficio ambiental de proteger el río en su área de influencia y luego, el convertir el río como un eje, un eje urbanístico del desarrollo que prácticamente se revalorizaba y se le daba pues un uso social recreativo para cuidarlo y volcar parte del desarrollo aprovechando lo que el río y su curso podría ofrecerle a todo el desarrollo y conectarlo.

Sandra
Y hasta tu conocimiento, lo que vos conocés ahorita de cómo han seguido el proyecto, ¿todo esto se logró?

A.E
No sabría decirte, porque, cuando nosotros nos separamos del proyecto me parece que se volvió a la ruptura de los dos desarrolladores que tenían la tenencia grande de la tierra. Entonces el desarrollador con el que nosotros estábamos prácticamente relacionados, ente esta condición me parece que volvió a la visión inicial de solo ocupar la tierra para hacer vivienda, que es lo que he podido como constatar a nivel de oferta mercadológica, verdad, de los proyectos de vivienda en condominio vertical y horizontal que han desarrollado y regresó como a esa visión un poquito más corta, verdad. No conozco el proyecto realmente, no sé cómo han manejado todos los temas que habíamos visualizado, verdad, en cuanto a por ejemplo el tema ambiental de manejo del río, con la población qué sucedió, qué pasó con el tema de agua, pero sí han ido desarrollando, pues digamos, han tenido quizás los permisos de alcaldía y medioambiente para ir creando esos proyectos de vivienda. Yo por lo que puedo ver, digamos, en las zonas que teníamos previsto y que tenían como una anuencia de desarrollarse, más cercano a Nuevo Cuscatlán y unas canchas que están allí. Pero no tengo mucho elementos de la solución también a nivel, urbano, urbanística y de manejo de terracería, si es que se siguió respetando un poco la topografía como estábamos pensando de que se fueran desarrollando edificaciones en el cual la topografía no se alterara mucho o, si estarán haciendo como cortes muy fuertes a la tierra y que eso pueda tener un impacto en el tiempo, negativos en sí a todo el territorio.

Sandra
O sea que aquí digamos, si yo me atrevo a hacer un pequeño resumen y una pequeña valoración existe digamos, desde las capacidades de un profesional como vos poder ir armando un equipo que plantee soluciones más completas y con una sensibilidad fuerte hacia el tema ambiental y que comprendan el territorio, ciertamente pensando que allí hay un proyecto, el cual tiene que ser exitoso en términos económicos pero, también un proyecto que debería ser exitoso en términos de protección y valorización del territorio y de todos sus recursos. Pero en el camino ese esfuerzo grande que se hizo se va diluyendo e incluso llega un momento en el que se detiene y se revierte, verdad, y quizás cuándo hacemos esta lectura más amplia ¿Cuáles pensarías vos que son esos momentos o actores claves que inciden en que se revierta una situación como esta? Porque si ya tenemos la capacidad de poder avanzar hasta este tipo de propuestas se deberían de seguir promoviendo, ¿no?, pero tal vez es un paso más en todo el camino que se va siguiendo en este tipo de proyectos. ¿Cómo lo valorás vos?

A.E
Fíjate que ciertamente creo yo que era un ejercicio bien distinto inmobiliariamente a la práctica de otros desarrolladores con más antigüedad en el país, verdad, habíamos logrado transferirle una visión más amplia y de más largo plazo a este desarrollador ya que prácticamente tenía su patrimonio en ese lugar y quería desarrollarlo en un plazo de veinte, veinticinco años, entonces entendió lo importante de no solo ver el corto plazo, del lucro inmediato, sino que construir en el largo plazo con variables transversales, verdad, ambientales, sociales, para que

el beneficio económico al final se potenciara más, teniendo esta visión integral, y tal vez no solo el lucro inmediato de una explotación de la tierra en el área habitacional más intensa, de entrada. Creo que fueron condiciones que se lograron dar, tal vez teniendo un desarrollador nuevo, no contaminado diría yo, con la manera tradicional de pensar y de llegar al mismo punto más de explotación del suelo y de vista tradicional, que no ve un poco como más allá de su territorio y del largo plazo.

Pero, posiblemente el factor financiero tuvo un peso, verdad, en que no logró arrancar, digamos, toda esa, esas variables transversales que significaban invertir a largo plazo, porque había que aguantar un poquito todo lo que la inversión en términos ambientales, con beneficios sociales para Nuevo Cuscatlán, y el modelo financiero quizás no lo logró sustentar con sus posibilidades e hizo pues que tuviera que ocupar otras estrategias de apalancamiento financiero que se unió con otros desarrolladores que le dieran un respaldo para arrancar el desarrollo, entonces regresa la visión más tradicional de enfocarse pues en la maximización de lo que tiene de tierra y también pierde la visión de largo plazo el ya no tener el dominio de una extensión de territorio más amplia, sino que tener un territorio más pequeño en el cual muchas de las estrategias también complementarias a la vivienda estaban planteadas en el otro sector del terreno que era el que iba pues con esa visión de desarrollo a largo plazo porque, se iniciaba con la tierra más cercana a Nuevo Cuscatlán y luego se iba a ir desarrollando todo el tema vial que era lo clave, verdad, lograr invertir en la vialidad. Platicamos, incluso hicimos gestiones preliminares con el MOP para buscar unas ofertas de desarrollo tipo asocio público-privado en el cual invertíamos en hacer la vialidad en forma conjunta con el MOP para resolver a nivel urbano conflictos de tráfico y generar nuevas rutas paralelas en esa visión de desarrollo Área Metropolitana-Puerto de La Libertad, que cada vez se va intensificando más, entonces en ese momento veíamos lo estratégico de tener una vialidad paralela y cómo desde el desarrollo se podría invertir en eso, verdad, que iba a ser un factor de beneficio para la ciudad y para el Ministerio (de Obras Públicas), y automáticamente iba a ser un generador de plusvalía en la tierra de nuestros clientes, verdad, porque eso iba a valorizar comercialmente el suelo y hacer ya apetecible que un colegio, un hospital, llegara a ubicarse teniendo todas esas condiciones de conectividad, verdad, lo que el tráfico y la conectividad genera.

Entonces al ya no tener esa integración entre estos dos actores importantes de desarrollo, digamos que lo que antes teníamos de potencial en esa conectividad se rompe el proyecto termina como una periferia de Nuevo Cuscatlán y ya no es una tierra que conecta, verdad, como tal vez lo estamos viendo ahora entre San Salvador y Santa Tecla, que antes todo eso eran cafetales y prácticamente la conectividad de la Panamericana y otras arterias paralelas a la Monseñor Romero, le van dando un valor urbano a esa tierras y que hemos ido viendo cómo evolucionan proyectos ahora como Las Ramblas, verdad, que se aprovechan ya de tener un tráfico creado y valorizan, valorizan su tierra, verdad. Entonces esa condición de tener un pulmón de terreno, de tierras amplias, conectando San Salvador con el Puerto de La Libertad, paralelo a la carretera se obstaculizó al haber una ruptura de visión de dos desarrolladores inmobiliarios, entonces queda atrapado el proyecto en ser un apéndice de Nuevo Cuscatlán, que prácticamente el tema vivienda ha sido lo que se ha impulsado y creo que ha tenido éxito pues, porque si han ido avanzando con proyectos de condominio horizontal y vertical con las mismas necesidades de vivienda en la ciudad, entonces digamos que pienso que ha tenido éxito comercial en lo que han realizado, verdad, tal vez se perdió la visión de desarrollo más amplio pero, fueron también las situaciones externas que tuvieron, presionaron a que prácticamente había que regresar a otro esquema de desarrollo limitado a lo que podría ser dentro de su límite de tierra.

Sandra
A.E, muchas gracias

A.E
Un gusto Sandrita, esto es lo que pude recordar ahorita de todo lo que sucedió.

ENTREVISTA 14

Participantes: D.M (periodista de investigación, especializado en temas medioambientales), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Junio 6, 2024
Lugar: Universidad Centroamericana UCA

INTRODUCCIÓN
D.M es periodista de investigación, especializado en temas medioambientales. D.M ha investigado conflictos socioambientales tanto en el eje nor-poniente como en el eje sur de expansión del AMSS. Su visión es relevante para contextualizar el incremento de conflictos, en especial los conflictos por el agua.

Se le comentó sobre la investigación y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar comola información compartida.

Sandra
Le comento entonces el contexto de esta plática. Me gustaría que conversemos sobre la expansión urbana en el norte del Área Metropolitana y en el sur del Área Metropolitana, específicamente toda la zona del Valle del Ángel y la expansión hacia Nuevo Cuscatlán, que son temas que usted ha trabajado, y la relación que tiene con la escasez de agua y todo el tema de gestión, acceso al recurso hídrico. Esto en el contexto de la investigación que estoy haciendo para mi tesis doctoral. Entonces, le agradezco mucho D.M, su tiempo y sobre todo su gran conocimiento; yo ya he ocupado parte de su material y lo estoy citando en mi tesis… Y comenzaría también con preguntarle su nombre y a qué se dedica

D.M
Ah bueno, mi nombre es D.M soy periodista *free lance,* que, realizo investigaciones periodísticas en temas de medioambiente, en temas de biodiversidad, fauna, impactos sociales a las comunidades, también, pues estamos, hacemos investigaciones en cuanto a empresas, proyectos que se están desarrollando en el país, y ah, y bueno, también la política ambiental. Hemos estado allí trabajando desde hace ya más de diez años y pues, estamos allí aportando un poco a la sociedad a través del periodismo.

Sandra
Gracias D.M. Quizás mi primera pregunta sería… yo, he visto, he leído, he utilizado varias de sus investigaciones e investigaciones de sus colegas en las que ustedes comentan sobre diferentes afectaciones que está teniendo la expansión urbana en la zona norte del AMSS y también en la zona sur del AMSS. Mi primera pregunta es, si por ejemplo hablamos de estos territorios que se conocen como "Valle del Ángel", aunque sabemos que es un territorio más amplio o, la expansión hacia Nuevo Cuscatlán, pero también sabemos que es un territorio más amplio que ahora está llegando incluso hasta la playa, con este otro proyecto de desarrollo de *Surf City,* ¿Cuál sería su valoración amplia, general, como periodista dedicado a temas medioambientales en cuanto a las afectaciones que están teniendo estas expansiones en términos ambientales? Hablo del agua, de los bosques, de los suelos, del aire, de la biodiversidad, la flora, la fauna, etcétera, su valoración amplia de este tipo de expansiones.

D.M
Si bueno, creo que el tema de la expansión de grandes proyectos, una diversidad de proyectos, se pueden mencionar proyectos urbanísticos, proyectos comerciales, proyectos de infraestructura vial, proyectos de grandes, eh, de estos proyectos de energía renovable que se instalan en zonas bien estratégicas y sensibles en temas, en términos ambientales, verdad. Creo que, y cómo lo he consignado en varias investigaciones periodísticas, este tipo de proyectos están afectando a una diversidad de ecosistemas, eh, agua, fauna, bosque… y que, prácticamente, en nuestro país y durante muchos años atrás, se ha estado dando una, se ha estado permitiendo pues, la construcción de este tipo de proyectos. Decisiones que vienen desde el gobierno, desde altos funcionarios, que prácticamente, permiten, o dan la luz verde para que grandes empresarios e incluso el mismo gobierno que está

realizando infraestructuras gubernamentales, está permitiendo las afectaciones a estos lugares, por ejemplo en Valle del Ángel, allí, bueno, se conoce y se ha documentado a través de informes, a través de la misma información que se puede tomar desde el mismo gobierno, que es bueno, en el caso de Valle del Ángel pues es una zona estratégica en términos hídricos que, eh, que prácticamente es como una reserva pues, una reserva de agua para el municipio de San Salvador, así lo hemos documentado en diferentes reportajes periodísticos. Y que, no solamente pues es el tema ambiental el que se va a afectar sino que también eh, en temas de fauna, eh, tengo entendido y así se ha documentado que en la zona de Valle del Ángel hay un bosque que se llama Chapalapa, incluso hay un río también que lleva ese mismo nombre y que, prácticamente, es, se está, hay abastecimientos de agua pues en esa zona, dónde familias llegan a lavar ropa, incluso llenan pipas de agua a abastecerse para llevarlas a otras comunidades, eh, pero, bueno, eh, ya se están comenzando a realizar diferentes proyectos, por ejemplo hay un proyecto urbanístico que se conoció como Valle del Ángel, que es un mega-proyecto, de construcción de vivienda, de centros comerciales, una infinidad de construcciones. Y que no solamente es ese tipo de situación sino que también, eh, otros proyectos. Y creo que estas zonas se están deteriorando, se están reduciendo pues los ecosistemas naturales y pues al final son cosas que afectan a las comunidades cercanas. Se ha documentado afectaciones a las comunidades cercanas del lugar, denuncias que se han ido a interponer o que han ido a interponer de esas comunidades a los Juzgados Ambientales y que, prácticamente no tienen como, eh, no tienen respuesta de las autoridades para detener este tipo de situación.

Bueno, en Nuevo Cuscatlán pues también, por ser una zona pues, altamente importante en temas ambientales, también se están deteriorando, hay diferentes proyectos allí, por ejemplo el proyecto Kalamanda, tengo entendido que es un proyecto urbanístico, Kalamanda, de construcción de edificios habitacionales. Hay, bueno, aquí en la zona de Huizúcar yo documenté una situación de una construcción de una planta fotovoltaica en una zona de la Cordillera del Bálsamo y que, eh, iba a afectar a varios sistemas de agua de la zona, de comunidades, todos sistemas comunitarios de agua, y bueno, al final, por la misma presión social y de las comunidades el proyecto ya no siguió en construcción. Eh, bueno, y una infinidad de proyectos urbanísticos que se instalan y que están afectando a la flora, fauna, por ejemplo se han documentado, se han registrado casos de venados en zonas residenciales, incluso, muertes de venados también por atropellamiento y creo de que en El Salvador, pues, se está intensificando el tema de la permisividad, de que los gobernantes o las autoridades que deberían de estar al pendiente o estar analizando, pues, cada proyecto, si va a dejar algún impacto, eh, se está permitiendo pues la… esta situación de permisividad para dar luz verde a estos proyectos.

Sandra
Acaba de mencionar esto de la planta fotovoltaica en Huizúcar y que las comunidades protestaron y el proyecto se detuvo, eso significa D.M, eh, otra vez su gran valoración, porque usted ha seguido procesos de comunidades, eh, ellos van, ponen demandas, etc., etc., digamos, esto, está fortaleciendo a las comunidades, podríamos pensar que en algún futuro estas comunidades a las que les cuesta muchísimo no, en términos de organización, de recursos, de verdadero *lobby* frente a las instituciones, podrían estarse fortaleciendo y podríamos ver a un actor fuerte, consolidado, luego de todos estos años y años y años de procesos de despojo no, de la tierra y sus recursos, o siguen siendo como comunidades aisladas, comunidades que no tienen mayor poder de incidencia, ¿cómo los ve usted?

D.M
Si, bueno, creo que hay diferentes casos, verdad, hay tanto casos de éxito como también hay casos en dónde la comunidad pues, no ha logrado detener un proyecto. Bueno, sé que no es el caso pero si nos ponemos a pensar en aquí una comunidad de Ahuachapán que protestó por la instalación de un proyecto urbanístico que iba a dañar su fuente de agua, no logró detenerla pero ¿por qué no lograron detenerla? porque la empresa comenzó a poner demandas, es el caso muy conocido de los defensores del agua de la Hacienda La Labor, y que eso detuvo por las amenazas o por el miedo de las comunidades a seguir protestando. En el caso de Huizúcar fue totalmente diferente, la comunidad se organizó, con ayuda de organismos, de oenegés, lograron poner demandas ante la cámara ambiental y bueno, no permitieron que desde la municipalidad se pues, eh, no se le dieran los permisos, fue tanta la presión social que la municipalidad no cedió a otorgar permisos a esta empresa, eh, bueno, se llama Huizúcar Energy la empresa que en este momento quería instalar esta planta fotovoltaica; pero creo que, pues, los casos son diferentes, desafortunadamente en El Salvador se está viendo un poco el tema de la represión contra

las comunidades, contra líderes que se oponen, digamos, o mejor dicho, que denuncian cierta situación que les está afectando, que está afectando los intereses de la comunidad, que está afectando el agua de la comunidad, que está afectando el tema ambiental de la comunidad. Y pues, se está utilizando la fuerza represiva, y no lo digo yo, sino que hay casos registrados, dónde se puede observar que defensores o líderes comunitarios, han estado detenidos o han sido amenazados por defender su territorio. Pero, creo que es una buena oportunidad, o mejor dicho, las comunidades cuidan su territorio o comunidades que ven sus intereses colectivos, eh, están siempre atentos pues, a defender su medioambiente. Pero si hay diferentes casos, hay casos diferentes, creo que, diría eso, que hay casos muy diferentes en cuánto a la defensa ambiental de la comunidad.

Sandra
Y cómo ve usted por ejemplo, si hablamos de qué depende el éxito, no, podría ser un factor importante el acompañamiento a las comunidades ya sea de oenegés, incluso de los mismos medios, la prensa pero más reflexiva no, son aportaciones que podrían fortalecer los procesos, eh, de acuerdo a su propia experiencia, no, porque me menciona que la presión social en el caso de Huizúcar, logró que se detuviera el proyecto, es decir, ¿habrá allí quizás algún camino para poder tener éxito?

D.M
Si, creo que, digamos el rol de algunas oenegés ambientales que acompañan porque, si nos ponemos a pensar a lo mejor una comunidad no va a tener como los fondos suficientes para pagar un abogado, digamos, si quieren poner una demanda judicial o, no van a tener los fondos para hacer algún estudio que pueda demostrar de que la zona dónde ellos están viviendo es importante en temas ambientales, en temas hídricos y, lógicamente, con voces de expertos o de personas pues, que conocen la experticia ambiental puedan tener un plus esas comunidades para decir "ustedes no pueden construir en esta zona porque es importante ambientalmente", no lo decimos nosotros sino que lo dicen expertos, y, muchas veces esos expertos son dados por oenegés, verdad, y bueno, el acompañamiento de la prensa pues, visibilizar y hacer público la situación que está sucediendo en los territorios, eh, porque muchas veces, incluso, hay empresas que también pagan sus expertos y pagan para decir lo contrario a lo que están denunciando las comunidades, y creo que, la labor de la prensa independiente o medios alternativos es importante para visibilizar este tipo de casos. Y pues bueno, en el caso de Huizúcar, que es del que tengo mayor conocimiento, si fue una cobertura bien amplia, verdad. Y no solamente quedarnos con la problemática de las afectaciones sino que también conocer quiénes están detrás de estos proyectos, o sea, es quiénes son los tomadores de decisión para, quiénes dan permiso, quiénes no dan permiso, para que se instalen estos proyectos, eh, creo que es importante el acompañamiento de la prensa porque si, es así por medio de los reportajes, las investigaciones que se da a conocer la situación, y de cómo va a afectar, a cuántas familias va a afectar un proyecto, eh, de qué forma va a generar problemas si se llega a instalar

Sandra
Y específicamente en el caso del agua, del acceso al agua, cuáles serían o cuáles ha observado usted, o probablemente investigado, algunos de los casos más emblemáticos, tanto en Valle del Ángel como en los desarrollos de Nuevo Cuscatlán o Zaragoza, San José Villanueva, o todas estas zonas, ¿Cuáles serían para usted los casos a los que les deberíamos poner atención?

D.M
Si bueno, creo que el tema de Valle del Ángel es por las afectaciones al río Chacalapa, verdad, que creo que sería un buen caso, eh, las comunidades que viven allí, que se abastecen de ese río o de ese nacimiento de agua. Bueno también en el caso de Huizúcar que hay bueno, varias Juntas de Agua que están siendo, bueno, que en ese momento estaban como en riesgo de ser afectadas. Ah, bueno, el caso de Kalamanda, también, que se ha ido a instalar en una zona estratégica en temas hídricos. Yo creo de que siempre las empresas, no sé, siempre he pensado de que las empresas siempre andan buscando, eh, estas zonas pues, porque son ideales para ellos, para sobre explotar el recurso o mejor dicho, los ecosistemas de esos lugares, pues. Ah, por ejemplo ahorita estoy haciendo una investigación de Suchitoto, en Suchitoto que es un lugar hídrico muy importante y que prácticamente, se han ido a instalar como alrededor de seis empresas que están sobre-explotando el agua, o sea, de las empresas que se conocen públicamente y que están afectando a comunidades también, contaminando ríos o extrayendo agua, pues, sin tener permisos, los permisos, y que están operando bajo una ilegalidad, pues, y eso está documentado. Y

creo de que sí hay que ponerle mucha atención al tema de Valle del Ángel y bueno lo de Nuevo Cuscatlán, verdad, sobre todo porque se están talando bosques. Bueno Gato Encerrado (Revista Gato Encerrado, periodismo independiente), documentó un buen tema en Nuevo Cuscatlán que, bueno el ministro de medioambiente, el actual ministro Fernando López, dio una autorización para destruir un área protegida o una zona protegida, un área de conservación, para dar paso a una construcción habitacional, o sea creo que es importante saber…

Sandra
Es este proyecto de La Florida creo

D.M
Florida, exactamente.

Sandra
Y, quizás una última reflexión D.M. Ya hablamos, digamos, de afectaciones generales de la expansión urbana, el trabajo, el activismo de las comunidades y los esfuerzos enormes que tienen que hacer para lograr sus proyectos y que cada una pues, eh, es un caso diferente. Proyectos emblemáticos específicos tanto de la zona norte como la expansión hacia el sur, y si yo le pidiera hacer un pequeño ejercicio de vaticinio, digamos, de futurología, ¿Cómo ve usted, eh, a futuro que estas situaciones vayan a ir evolucionando? Será que nos vamos a fortalecer más como sociedad y vamos a empezar a poner el medioambiente en el tema crítico que es o vamos a seguir viendo más de lo mismo, negociaciones que se hacen a puertas cerradas y que después ya nadie puede decir nada, cómo lo ve usted

D.M
Si bueno creo que esta situación creo que va a empeorar, yo así lo puedo notar. Tenemos un gobierno, o sea, esto no es nuevo, pues, creo que no podría decir, bueno, la administración Bukele, es la peor en temas ambientales, o sea, otros gobiernos también hicieron lo suyo, eh, en cuánto al deterioro de zonas estratégicas pues. Pero creo que, esta situación, históricamente se ha venido complicando y creo que esto va a seguir o se va a empeorar más de lo que ya está. Siempre a los gobiernos les ha interesado el tema económico, que vengan grandes inversiones o desarrollar grandes proyectos. Esto pues sin importarles el tema medioambiental, verdad. Por ejemplo tenemos el caso del aeropuerto del Pacífico que se va a hacer a pocos metros de un manglar, de un área que debería tener la categoría de área natural protegida por ser un manglar pero, tanto es el interés del gobierno que no importa, pues, vamos a hacer una aeropuerto y no me importa que pase con el manglar. Y así creo que va a ir, se va a seguir en la misma dinámica. No creo que el tema ambiental sea prioridad para este gobierno, nunca ha sido para ningún gobierno ha sido prioridad y pues, considero de que esta situación se va a poner un poco más difícil. Tenemos pues, la amenaza de la minería que también pues, algunas organizaciones y cómo ya han venido denunciando, y también pues, algunas señales que el gobierno está dando que puede haber una reactivación de la minería en el país. En temas hídrico vemos pues, la destrucción de tanto bosque, la destrucción de tanta área estratégica en temas hídricos y pues, considero de que si, no va a mejorar esta situación. Vamos a una situación más complicada. En temas de la lucha ambiental o la defensa ambiental, cómo la veo, también se va a complicar un poco, esto por tantas políticas de seguridad, verdad, estamos bajo un régimen de excepción dónde pueden llegar a capturar a cualquier persona, o sea, teniendo o no teniendo vinculación con las pandillas, hay una infinidad de casos que la prensa ha documentado de líderes comunitarios que también han sido afectados por toda esta situación y pues es algo complicado el panorama pero pues, eh, vamos a esperar a ver cómo reacciona la ciudadanía porque al final creo que lo único que puede denunciar este tipo de situación es la ciudadanía y pues, la prensa también, verdad, ojalá que podamos estar allí viendo ese tipo de situaciones para reportarlas

Sandra
Muchas gracias, D.M, le agradezco su tiempo

Marvin
No, gracias a usted. Gracias, gracias, gracias

ENTREVISTA A POBLADORA DEL EJE SUR

Esta entrevista no se tenía inicialmente contemplada pero al darse la oportunidad de realizarla se optó por incorporarla en la investigación. Es un material aislado y de ninguna manera representa la profundización en un caso de estudio sobre el eje sur, sin embargo ayuda a visibilizar algunas problemáticas que también se han hecho presentes en el eje nor-poniente. La entrevistada, B.E, vive en una lotificación rural, sin servicios. Ella es además perteneciente a una comunidad de pueblos originarios de la zona de Sonsonate. Su madre fue asesinada por pandilleros y uno de sus hermanos está encarcelado desde hace más de dos años, sin que las autoridades le hayan permitido verle. Aunque no se tocan estos temas personales en la entrevista, es importante mencionarlos porque muestran un perfil de poblador, múltiples veces violentado por el contexto del país.

ENTREVISTA 15

Participantes: B.E (pobladora del eje sur), Sandra Gutiérrez Poizat, investigadora
Fecha: Mayo 15, 2024
Lugar: Universidad Centroamericana UCA.

INTRODUCCIÓN
B.E trabaja como empleada doméstica en el AMSS. Es originaria de Sonsonate pero actualmente vive con su familia en carretera al Puerto de La Libertad.

Se le comentó sobre la investigación y se solicitó su consentimiento para grabar la sesión y utilizar la información compartida.

Sandra
Muchas gracias por permitirme hacer estas preguntas. Como le comenté estas preguntas son para una investigación que yo estoy haciendo sobre el agua, cómo la gente logra hacer llegar agüita a su casa y tener agua para sus comunidades y para todas las cosas que hacen cerca de sus casas. Entonces le voy a preguntar la primera cosa, me gustaría que me diga su nombre y dónde vive.

B.E
Eh mi nombre es B.E y el lugar dónde vivo carretera al Puerto de La Libertad

Sandra
Vaya B.E y allí en su lotificación ¿Cómo hace la gente para tener agua? hay un chorro en sus casas, hay una tubería, van a algún río ¿Cómo consiguen el agua?

B.E
Fíjese que ríos no hay cerca, está demasiado lejos el río que hay, es lo que está más cerca. Agua tenemos agua hasta la casa, gracias a Dios, pero sí nos costó bastante porque antes no toda la gente tenía agua, entonces, eh, cuándo empezaron a volver a vender agua, nosotros compramos y fue así como tenemos ahorita. Pero sí cae agua cada dos días, una hora.

Sandra
Cada dos días, una hora.

B.E
Si.

Sandra
Y cuándo me dice que volvieron a vender agua ¿quién era? ¿quién se las vendía?

B.E
Es la misma, los mismos dueños del agua. Ellos volvieron a vender derechos lo único que ya empezaba a caer agua a veces sí, a veces no, porque ya hay mucho como que han vendido muchos, eh, cantones, entonces nosotros ya nos llega agua, a veces ni cae

Sandra
Y esos que venden el agua, será ANDA, o es gente de allí que tiene una empresa de agua o una Junta de Agua, o la municipalidad ¿No sabe usted?

B.E
Fíjese que es una Junta de Agua porque los que están allí como encargados son unos que allí mismo viven, allí dónde nosotros. Allí no hay ningún ANDA, tampoco de que sea de la alcaldía, nada de eso.

Sandra
Ustedes mismos, con una Junta de Agua. Y usted no sabe de dónde vendrá esa agua ¿hay un pozo?

B.E
Sí hay un pozo. Y un pozo por ejemplo hoy hace poco porque hay mucha gente que todavía no tiene agua. Entonces dijeron que ya no iban a vender porque, este, ya no alcanza. Ya no sube el agua hasta onde nosotros, porque allí es como una, una cuesta, verdad, entonces ya no sube el agua por, porque como ya demasiada gente, entonces, lo que hicieron agarrar otro terreno por dónde nosotros vivimos para empezar a hacer pozos. Y hicieron en una parte que no, no encontraron agua y en esta última que hicieron sí encontraron mucho agua. Así es como que ya van a comenzar a vender nuevamente.

Sandra
Y eso lo pagan ustedes

B.E
Si

Sandra
Todas esas búsquedas

B.E
Sí porque fíjese que por ejemplo, nosotros que ya somos más viejos de tener agua tuvimos que dar veinte dólares cada persona para lograr pagar lo que estaban trabajando con el nuevo pozo. Y supuestamente la ayuda que es, es que si los hijos de nosotros, un tiempo quieren tener su agua le van a poder vender. Por ejemplo a mi hija va a poder comprar su agua. Eso es los veinte dólares que tuvimos que dar. Y las personas que han comprado hoy nuevamente vale quinientos dólares el derecho de agua.

Sandra
¡Quinientos dólares!

B.E
Quinientos dólares

Sandra
Por familia

B.E
Si

Sandra
¿Y usted cuánto pago por ese derecho de agua?

B.E
Trescientos treinta di yo

Sandra
¿Hace cuánto tiempo?
B.E
Hace como unos ocho años

Sandra
Y, el agua que usted consume ahora al mes ¿Cuánto le cuesta? ,Cuánto paga usted? A esta Junta le paga, verdad

B.E
Mmjú, este, eh, pagamos, es de seis y fracción, esa sería la cuota mensual, ya si uno se pasa más, eh, sale más

Sandra
¿Y tiene que comprar agua aparte?

B.E
Mmm, no. No eso porque tratamos la manera de ahorrar el agua, tengo una mi pila grande y trato la manera de que todo el tiempo esté, o sea cuidar la agüita para que nos dure porque como a veces no cae, nosotros tenemos que estar allí cuidándolo

Sandra
Pero es agua limpia

B.E
Sí es agua limpia

Sandra
Y me dijo que llegaba uno o dos veces por semana

B.E
Si, cada dos días nos cae el agua, pero una hora

Sandra
¡Cada dos días una hora!

B.E
Si

Sandra
¿Y a qué hora es?

B.E
Eh, nos cae a las tres de la tarde y a veces la quitan antes de la hora porque a veces faltando diez o quince a las cuatro ya quitan el agua

Sandra
Cada dos días, una hora. ¿Y con eso usted logra agarrar suficiente agua para toda su casa?

B.E
Fíjese que a veces la pila no se me llena, eh, con la siguiente vez que vuelve a caer, digamos que a veces me tardo quince días para poder llenar mi pila del todo

Sandra
Quince días

B.E
Si

Sandra
¿Y cuánta gente ocupa esa agua en su casa?

B.E
Somos siete

Sandra
Siete personas. Un pila grande que se llena cada quince días. ¿Y esa es la única agua? No compran agua en bolsa, ni agua cristal, ni nada, pero el agua ¿llega limpia?

B.E
Si, llega limpia

Sandra
Y esa misma agua utilizan para cocinar, para lavar…

B.E
Para tomar, todo… no si, esa misma

Sandra
¿Y tiene plantitas allí en su casa? ¿Tiene algún huerto? ¿animalitos?

B.E
Unas pocas plantitas porque para el tiempo de verano si sufrimos más con el agua entonces no, no puedo tener bastantes plantas porque se me van a secar, entonces, no, no poquitas plantas hay allí onde nosotros.

Sandra
B.E ¿y usted conoce un proyecto que llegó a toda esa zona, que se llama FIHIDRO?

B.E
No

Sandra
Es un proyecto de ANDA, tiene dinero de empresas y dinero de ANDA, y se suponía que le iban a llevar mechas de agua a la gente. Allí en los cantones, allí cerca de Zaragoza, de San José Villanueva. ¿Usted nunca ha escuchado de ese proyecto?

B.E
No, nunca. No, no he escuchado nada de eso

Sandra
Porque siempre manejó el agua allí una Junta de Agua. Cuándo usted llegó ellos ya esa Junta manejaba el agua…

B.E
Ellos ya estaban ya allí. Allí que yo sepa es el único que está porque dónde nosotros vivimos hay un cantón lejos, ya casi por Zaragoza y todos ellos dependen de allí mismo. O sea que no hay otro allí cerca porque como solo, solo es de dinero porque allí seguido piden dinero, entonces, uno no puede decir nada, porque si uno dice algo, lo amenazan a quitarle el derecho de agua, porque hoy hace poco que una reunión que hubo dijeron que si el que no llegaba a la reunión le iban a quitar el derecho de agua. O sea que uno está allí con ese miedo porque no hay, no hay otro que decir mejor me conecto en esto y dejo aquello…

Sandra
No tiene opciones, verdad. Es la única forma…

B.E
Sí, ajá

Sandra
Porque, la municipalidad no llega

B.E
No, nada

Sandra
Y, ¿Y usted sabe cómo se llama esta Junta de Agua? ¿Tiene algún nombre?

B.E
Eh, se llama ASCOPALCO, así como es que se llama, ASCO… algo así se llama

Sandra
Vamos a buscar ese nombre. Y dígame B.E, sus niñas, ahora me estaba mencionando que en la escuela no hay agua

B.E
Si, allí igual es otro problema que allí agua tampoco hay. A veces cae, a veces no, a veces las profesoras avisan con tiempo que no va a haber agua y ya los niños se preparan para llevar su termito de agua. Porque si igual se sufre con el agua allí, en ese lugar

Sandra
¿Es el mismo cantón?

B.E
No. Ese ya es otro ya y, y tampoco hay agua en ese lugar.

Sandra
¿Cómo se llama allí?

B.E
Se llama El Jiote

Sandra
Y allí en, allí es dónde queda la escuela. La que tiene hasta sexto grado, no hasta noveno, me dijo

B.E
Hasta noveno

Sandra
Hasta noveno grado, o sea que todos los alumnos que llegan a esa escuela no tienen agua en los baños tampoco

B.E
No nada. Nada, no hay. No hay nada de agua

Sandra
Las profesoras tienen que estar agarrando agua para tener allí o…

B.E
Sí, llenan unos barriles. Se preparan porque igual cuesta allí. Si uno sufre con el agua

Sandra
¿Y cómo siente usted B.E todo lo que está sucediendo allí alrededor de su cantón, porque allí hay un montón de construcciones y casas y colonias que sí tienen agua, ¿o no?

B.E
Fíjese que, que todos estamos igual porque como le digo allí es bien grande y todos, todos dependemos de esa Junta de, de Agua, vea, entonces digamos que todos estamos igual porque no, no hay, no hay agua y … o sea que toda la gente sufre allí con el agua. Y lo peor es que hay gente, hay bastante gente pobres que quizás ellos no pueden, ni alcanzan porque ellos no tienen su agua

Sandra
¿Y cómo hace esa gente?

B.E
Llegan donde nosotros a pedir que nosotros les regalemos agua, aunque sea para tomar y lo demás para lavar se van a los ríos que, es un río que está bien lejos. Se camina como hora y media para llegar a ese río, así está la gente allí

Sandra
Y usted no ha visto que por ejemplo algunos de sus vecinos le vendan agua a gente como ellos que no tienen conexión

B.E
Este, no, de vender el agua no, porque bueno, el caso de nosotros no vendemos el agua. Damos, verdad. Porque nosotros nos ponemos a pensar que así como un tiempo nosotros sufrimos, ellos igual. Entonces son gente humilde, gente pobre que no, no, no alcanza pues, entonces, solo les damos y ya

Sandra
Mmm, ¿Y le llegan a pedir seguido?

B.E
Sí. Sí seguido, seguido. Lo único que los señores se dan cuenta que uno da agua y comienza a subirle más, a pesar que nos cae igual el tiempo, pero comienzan ya a llegar los recibos ya más altos. De quince dólares, de dieciocho dólares que cayendo el agua igual

Sandra
Solo porque usted está…

B.E
Sólo porque uno da, ellos se dan cuenta ya suben el precio ya del, del agua

Sandra
Y, y dígame B.E, ¿Hay varios cantones cerca del suyo?

B.E
Fíjese todo ese lugar son varios cantones, son varios cantones porque allí es bien, bien grande, entonces son tres, tres, este, tres cantones y, ajá, no cuatro cantones son los que les dan el agua allí.

Sandra
O sea que toda esa gente que vive allí en los cantones no tiene relación con la municipalidad

B.E
Nada, nada. Nosotros allí nada, nada de eso

Sandra
¿Y allí dónde viven ustedes también hay gente que cultiva B.E?

B.E
Sí, la gente aprovecha el tiempo de invierno porque no, no hay de otra, entonces, eh, en el tiempo de invierno que la gente siembra

Sandra
O sea que ahora que no ha estado lloviendo va a estar mal esa cosecha

B.E
Sí, va a estar mal. Allí no, por ejemplo mis suegros ellos siembran, verdad, entonces ahorita están esperando porque no se ve claro cómo va a estar. Vamos a esperar a ver, porque ellos que trabajan de eso, ellos saben vea, el punto dónde quizás, ya van a comenzar o no pero ahorita no se ha visto nada. Ya, ya tiene días que no…

Sandra
B.E yo me acuerdo que platicamos usted me contó que cuándo salía del cantón en época de lluvia ese era un gran lodazal. ¿Todavía sigue así?

B.E
Todavía. No ha llegado nadie a arreglar, por ejemplo hoy que andaban los de la DOM (Dirección de Obras Municipales), pensamos que iban a llegar pero no, no llegaron, la calle sigue horrible y el peligro es cuando es temporal, vea, entonces esa calle se pone feo y la gran correntada de agua que baja allí eso es bien. Sufrimos en ese caso porque los niños que van a estudiar paran de estudiar porque no pueden ir así, vea, pero sí está bien feo la calle todavía

Sandra
Sus niñas se van caminando hasta la escuela

B.E
Caminado. Pero cuando se pone así no, no

Sandra
No las manda. ¿Cuánto se tardan en llegar hasta la escuela?

B.E
Se tardan… hoy porque está el microbús, los llega a traer casi cerca. Como media hora se tardan

Sandra
En microbús

B.E
En microbús

Sandra
Y si se van caminando, será como una hora

B.E
No, no alcanzarían a llegar porque está lejitos

Sandra
Y dígame, otra cosa que también usted me ha contado es que hay casas, porque el terreno es bien quebrado allí, verdad, hay casas que están así como en terrenos bien empinados. ¿Y esas casas cuándo llueve mucho se les ha venido para abajo algún pedazo o hay alguna casa que se haya ido a algún barranco? Usted no se ha dado cuenta de eso

B.E
Fíjese de que, que hayamos escuchado que se, que cae lo, la pared, no. Lo único que se sufre allí dónde nosotros es que nace agua adentro, o sea, dónde quiera allí uno no puede tener una casita de adobe como otros cantones, vea, porque nace agua por todo lados, entonces, allí la gente o si no tiene para de ladrillo, hace de lámina porque no se puede allí en eso si se sufre porque por ejemplo dónde nosotros el agua queda en cómo, un tanto onde está la, la… (señala en la pared, una altura de unos 7cm), así queda de hondo. O sea que uno tiene que subir las cosas, ver donde los deja porque… y eso, eso es todo el tiempo, no hay ningún año que no pase eso

Sandra
Dígame B.E, y la tierra allí dónde usted vive ¿Es como arcilla?

B.E
Fíjese que es barro, pero eh, la mayoría es como talpetate

Sandra
Mmjú, y entonces cuándo llueve fuerte el agua se queda allí empozada pues

B.E
Si

Sandra
O sea que usted piensa que si tuviera una casa de adobe allí, con esa agua empozada se…

B.E
Se cae, se cae encima de uno porque no, el cómo es la tierra, y libre que empiece al agua a salir por las paredes, no, yo creo que no, no se puede pue

Sandra
A eso se refiere cuando me dice que "nace el agua", no es que haya agua que está en nacimientos

B.E
No. Que comienza a brotar en las paredes, eh, de debajo porque nosotros, eh, tenemos piso, verdá, entonces pero igual, el agua bien busca onde salir y, y sale, o sea allí donde nosotros allí estamos a cada rato con una escoba, con el trapeador, y ya al ratito ya va más y ya así a modo que así pasamos allí

Sandra
Vaya, eso no lo sabía yo mire. Y me ha contado además que también, tienen problemas a veces, por ejemplo, con lo de los techos porque tienen goteras, eso además le empoza más agua allí adentro de la casa.

B.E
Si. Si este hoy, las primeras dos lluvias que cayeron, eh, con viento bien fuerte y una láminas que teníamos allí ya algo viejitas pues, entró todo el agua y, entonces si azotó y se puso bien, o sea que entró el agua pues. Verdad, en eso se sufre también porque a veces los vientos bien fuertes, vea, tiene que tener uno ver para prepararse, verdad, hoy en el invierno

Sandra
B.E, ¿Y con los baños cómo hacen? Tienen inodoro o ¿Cómo hacen?

B.E
Eh, no allí es este…

Sandra
Letrina

B.E
Si.

Sandra
Y esa letrinas no se le llenan

B.E
Si se llenan, uno está que, que como se llama, se hace dos, entonces, se llena uno, usa el otro y así. De esas tenemos

Sandra
Son letrinas de fosa pues

B.E
Si.

Sandra
Y esa letrinas, ¿usted ha escuchado hablar de las letrinas aboneras?

B.E
Vaya de esas son las que tenemos

Sandra
Mmjú, o sea que está levantada la letrina

B.E
Sí, está levantada

Sandra
Y logran sacar ustedes el abono después

B.E
Si, si

Sandra
O sea B.E que allí, digamos para resumir, hay una Junta de Agua, ustedes nunca han tenido relación con la alcaldía para el tema del agua, nunca ha llegado ANDA por allí a decirles nada sobre el agua

B.E
No

Sandra
Si llega algún proyecto tampoco, este proyecto que yo le mencioné, que es el proyecto de ANDA y la empresa privada, tampoco usted nunca ha sabido nada de eso

B.E
No

Sandra
Y el agua se la han ido proveyendo ustedes como han podido, a través de esta Junta de Agua

B.E
Así es. Si

Sandra
Y, y hay diferentes pues niveles digamos de tener agua, desde la gente que está más pobrecita que va a pedir agua o que le toca ir hasta los ríos, que quedan como a una hora caminando

B.E
Si

Sandra
Hasta los que ya logran, han logrado pagar su mecha. Usted la pagó a trescientos cincuenta y las nuevas mechas a quinientos dólares

B.E
Si

Sandra
Pero, por lo menos hay agua para la mayoría de gente

B.E
Si. Si porque ahorita si ya puede, ahorita lo que manda es el dinero, porque ya hoy si ya están vendiendo

Sandra
¿Qué antes no vendían B.E?

B.E
No porque el agua ya no subía, ya quizás de tanta gente ya el agüita ya no alcanzaba pues

Sandra
Por ese nuevo pozo que me dijo usted que abrieron

B.E
Si, ajá

Sandra
Y dígame, allí cerca de dónde usted vive hay algún tanque dónde van guardando el agua o allí es directo del pozo

B.E
Fíjese de que es directo del pozo porque dónde nos estaban dando hace años sí, hay un tanque, pero el nuevo que han hecho es del pozo y allí están ya, empezaron a darle a la gente ya

Sandra
Y a su casa entonces llega una tubería

B.E
Si

Sandra
Un poliducto, digamos

B.E
Si

Sandra
Una sola y allí tiene el chorro de la pila. Allí mismo en esa pila se bañan, allí mismo agarran el agua para todo lo que necesitan

B.E
No, tenemos aparte un barril para agua para tomar y lo de la pila es para bañarse y lavar los platos. Nada más

Sandra
Bueno B.E, muchas gracias por contarme todo esto. Le agradezco mucho

B.E
Bueno

TABLE DE MATIERES

Remerciements…… 3

Agradecimientos…… 5

Sommaire…… 7

Acronymes…….. 8

Introduction générale…… 11

La gouvernance de l'eau en Amérique latine…… 11

Comment définir la gouvernance de l'eau ? …… 12

La gouvernance et la gestion de l'eau au Salvador …….. 14

L'intérêt de la recherche pour cette thèse ……. 16

De quelle eau parle-t-on ? …… 17

Sur quels territoires analyser la gestion de l'eau courante ? …… 17

Le conflit au centre de la gestion de l'eau courante …… 20

Exclusion ou inclusion dans le cas de l'accès à l'eau courante ? ……. 21

L'eau moderne et l'eau hybride du cycle hydro-social …… 23

Problématique, hypothèses et objectives de la thèse ……. 25

Organisation de la thèse …… 28

Première partie…….. 31

Introduction à la première partie…… 32

Chapitre 1 : L'eau en Amérique latine : pénurie au milieu de l'abondance……. 35

1.1 Défis complexes et multiformes de la gestion et gouvernance de l'eau…… 36

1.2 Les villes, un réseau « vorace en consommation d'eau »……. 43

1.3 Les espaces périurbaines, des scenarios de conflits autour de l'eau……. 52

1.3.1 La périurbanisation en Amérique latine…… 53

1.3.2 Conflits autour de l'eau dans les espaces périurbains …… 56

1.4 Considérations théoriques et méthodologiques pour aborder la gestion et la gouvernance de l'eau dans les territoires périurbains…… 59

1.4.1 *Political Ecology*, Écology Politique et *Ecología Política Latinoamericana* trois formes d'aborder la relation société-nature-eau…… 59

1.4.2 Le cycle hydro-social comme outil d'analyse des conflits autour de l'eau proposé par la *Political Ecology*…… 60

1.4.3 Les territoires hydro-sociaux d'après la *Political Ecology*……. 61

1.4.4 Quelques approches théoriques d'après l'Écologie politique latino-américain pour aborder les conflits autour de l'eau…….. 63
1.4.5 L'expérience territoriale pour la défense de l'eau d'après la EPL……. 65
1.5 Méthodologie de la recherche……. 65
1.5.1 Adaptation du cycle hydro-social…… 65
1.5.2 Travail de terrain…….. 67
1.5.3 Autres sources d'information…… 68
1.5.4 Limites de la recherche……. 68
1.5.5 Positionnement en tant que chercheuse …… 70
1.5.6 Quelques espaces où continuer à approfondir la recherche…….. 71
Conclusions du chapitre…… 71
Chapitre 2. L'eau en Amérique centrale: des conflits en augmentation…… 74
2.1 La nécessité d'une lecture « sans frontières » dans la gestion et gouvernance de l'eau. 76
2.1.1 Des organisations régionales environnementales : la CCAD et le GWP/Amérique centrale…… 76
2.1.2 Des visions techniques aux savoirs locaux sur l'eau…… 78
2.1.3 La gestion « inefficace » de l'eau, une voie à la privatisation de la ressource…… 80
2.1.4 L'urbain, le périurbain, le ruraux et la gestion communautaire de l'eau……. 82
2.2 Des villes conurbaines sur un territoire réduit…… 81
2.3 Le « mal-développement » et l'augmentation des conflits pour l'eau……. 87
2.3.1 Conflits socio-environnementaux et crises de l'eau…… 88
2.3.2 Modèles de développement et accumulation par dépossession……. 90
2.3.3 Mégaprojets et neo-extractivisme…… 93
2.3.4 Des migrations climatiques croissantes en lien avec la sécheresse……. 95
2.4 Résolution de conflits et activisme citoyen……. 96
2.5 Quelques espaces où continuer à approfondir la recherche……. 97
Conclusions du chapitre…… 98
Chapitre 3: L'eau au Salvador: entre crise hydro-sociale et territoriale…….. 100
3.1 Une double crise hydro-sociale et territoriale au centre de la gestion et la gouvernance de l'eau…… 100
3.1.1 De la crise hydrique a la crise hydro-sociale…… 102
3.1.2 Anciens et nouveaux discours sur la gestion et la gouvernance de l'eau…… 103
3.2 Le Salvador, l'eau, le territoire et la ville…….. 104
3.2.1 1881-1945 la nouvelle république : répartition inégale de la terre et de ses ressources 106
3.2.2 1945-1980 des grands projets d'infrastructure hydrique…… 111
3.2.3 De 1998 : le processus lent mais constant vers la privatisation de l'eau…… 113

3.2.4 Le dernier chapitre : accumulation pour dépossession et dépossession par le spectacle..... 116
3.3 Des anciens et nouveaux conflits pour l'eau…… 118
3.3.1 Le nouveaux cadre juridique de l'eau : la dernière étape de la privatisation ?..... 120
3.3.2 La nouvelle organisation de l'espace municipale : une confusion territoriale qui favorise les extractivismes ?..... 122
3.3.3 Une nouvelle âge d'or pour l'extractivisme immobilière…….. 124
3.3.4 Rien ne change : la pollution de l'eau et l'exploitation minière métallique……. 125
Conclusions du chapitre……. 126
Conclusions de la Première Partie…….. 130

Segunda parte…… 133
Introducción a la segunda parte……. 134

Capítulo 4: Ciudades que crecen, territorios que cambian: impactos de la expansión urbana en los territorios periurbanos del AMSS…….. 136
4.1 Donde el agua traza el futuro: la expansión hacia el nor-poniente……. 147
4.1.1 1950-1990, de pueblos de indios a colonias obreras (zona de expansión I)……. 149
4.1.2 Cambio de siglo, infraestructura vial y apuesta logística (zona de expansión II)…. 154
4.1.3 Descripción de usos de suelo en los tramos i, ii y iii en la zona de expansión II….. 163
4.2 "Más agua, más vida", incremento de los conflictos por el agua en el eje de expansión nor-poniente…….. 177
4.2.1 Conflictos por la desigualdad en el acceso al agua: el caso Coca-Cola en Nejapa……. 177
4.2.2 Conflictos por daños al medioambiente: las denuncias de la asociación comunal de agua potable ARA……. 180
4.2.3 Conflictos por riesgos asociados a la expansión urbana: la tragedia de Los Angelitos……. 183
4.3 Camino a "Surf City": la expansión hacia el sur…….. 186
4.3.1 El agua como "espectáculo" al alcance de unos pocos : fideicomisos, empresas municipales de agua y asociaciones comunitarias de agua…….. 188
4.3.2 "Vivir en medio de la naturaleza" con la libertad de poseer un auto…… 196
4.3.3 Nuevo Cuscatlán : la "Nueva Ciudad"…… 198
4.3.4 Descripción de usos de suelo en los tramos I, II y III en el eje de expansión sur…….. 203
4.3.4.1 Zona de expansión I……. 204
4.3.4.2 Zona de expansión II……... 215

4.3.4.3 Zona de expansión III…….. 218
4.4 "Agua para campos de golf pero no para comunidades", incremento de los conflictos por el agua…… 223
4.4.1 Nuevo Cuscatlán: conflictos por depredación de suelos, bosques y agua…… 223
4.4.2 San José Villanueva: agua para campos de golf, pero no para comunidades…….. 226
4.4.3 El Zonte: surf, bitcoin y desalojos…… 228
Conclusiones del capítulo……..……. 231
Capítulo 5: La trayectoria de inclusión precaria en Montreal…… 233
5.1 El territorio periurbano de Montreal actualmente…… 234
5.2 De territorio rural a territorio periurbano…… 241
5.2.1 "Allí nací y primero Dios allí me voy a morir…"…… 241
5.2.2 "No había transporte, no había alumbrado, no había nada…"…….. 246
5.2.3 "Y comenzamos a organizarnos"……. 254
5.2.4 "Fue el tiempo de la guerra, vea. Nos salimos de nuestros lugares…"…… 258
5.2.5 "Y así fue como una alcaldesa, la primera alcaldesa, empezó a meter el agua…"……. 263
5.3 El Programa de Mejoramiento de Barrios (PMB)……. 268
5.4 Montreal en la actualidad……. 274
5.5 Relaciones sociales de poder y escenarios de conflicto…… 279
5.5.1 Conflictos entre vecinos por el acceso y gestión del agua…… 283
5.5.1.1Conflictos por el acceso local a recursos básicos……. 283
5.5.1.2 Conflictos por el nivel de participación en la organización comunal……. 284
5.5.2 Conflictos derivados de regulaciones relacionadas con la propiedad del suelo…... 284
5.5.2.1 Conflictos por el nivel de participación en la organización comunal……. 284
5.5.2.2 Conflictos por lograr la prestación formal de servicios básicos……... 284
5.5.2.3 Conflictos por relaciones de clientelismo y posibles escenarios de Corrupción ……. 285
5.5.3 Conflictos por situaciones de violencia e inseguridad…….. 285
5.5.3.1 Conflictos por violencia e inseguridad…… 285
5.5.4 Conflictos con otros actores……. 286
5.5.4.1 Conflictos por ser beneficiario o no de un proyecto de mejora…….. 286
5.5.4.2 Conflictos con empresas privadas (gran capital) afectando directamente en el territorio…….. 286
5.5.5 Conflictos relacionados con derechos…….. 286
5.5.5.1 Conflictos por el derecho a una hábitat digno…… 286
5.6 Procesos de territorialización a partir de las relaciones sociales de poder……. 288
5.6.1 Finca Argentina…… 289
5.6.2 Finca Montreal y alrededores…….. 295

5.6.3 Primeros asentamientos y asentamientos intervenidos por el PMB……. 301
5.7 Trayectorias de inclusión precaria en otras regiones del mundo…….. 310
5.7.1 Santiago de Chile, Chile…….. 311
5.7.2 Casablanca, Marruecos…… 313
5.7.3 Ouagadougou, Burkina Faso…… 314
Conclusiones del capítulo……... 317
Capítulo 6: La gestión del agua desde abajo en Montreal…….. 322
6.1 El ciclo hidro-social y la creación de territorios hidro-sociales en Montreal…… 322
6.1.1 Las relaciones en permanente evolución entre los habitantes de Montreal y el agua……. 324
6.1.2 El esquema de ciclo hidro-social adaptado……. 325
6.2 La frontera rurbana: "El Cerro" finca Argentina……. 327
6.2.1 La gestión del agua en Finca Argentina desde los relatos de sus habitantes……. 328
6.2.2 Descripción del ciclo hidro-social en Finca Argentina…… 332
6.2.3 Algunos elementos para la discusión…… 335
6.3 La periferia precaria: "El Lomo del Caballo", finca Montreal y alrededores…….. 337
6.3.1 La gestión del agua en Finca Montreal, una historia de escasez en medio De la abundancia…… 338
6.3.1.1 El agua municipal no llega a Montreal…… 338
6.3.1.2 El "Estado benefactor" provee de agua a los propietarios en los territorios periurbanos…… 340
6.3.1.3 El agua se vende entre vecinos (con el visto bueno de ANDA)…… 341
6.3.1.4 La intercomunal gestiona una nueva tubería de agua……. 342
6.3.1.5 Agua insuficiente y de mala calidad: llega el agua embotellada a Montreal…... 343
6.3.1.6 Un red de agua corriente híbrida que necesita mantenimiento……. 343
6.3.1.7 Montreal territorio de pandillas, nuevos problemas de acceso al agua y mantenimiento de la infraestructura…… 345
6.3.1.8 El Plan control territorial, más tranquilidad y menos respuesta de parte de las instituciones……... 346
6.3.2 El ciclo hidro-social en la finca Montreal…… 347
6.3.3 Algunos elementos para la discusión…… 351
6.4 Asentamientos intervenidos por el Programa de Mejoramiento de Barrios (PMB)…. 354
6.4.1 La gestión del agua bajo el Programa de mejoramiento de barrios…….. 355
6.4.2 El ciclo hidro-social en los asentamientos mejorados por el PMB…… 358
6.4.3 Algunos elementos para la discusión…… 361
6.5 Montreal y Nuevo Cuscatlán: dos modelos de expansión urbana, mismos conflictos por el agua…….. 363

6.5.1 Los tipos de periurbanización en los ejes nor-poniente y sur del AMSS…….. 363
6.5.2 De El Salvador centro logístico a "Bitcoin El Salvador"…… 365
6.5.3 Las formas que toma la periurbanización en los ejes de expansión…….. 366
6.6 Abundancia o escasez de agua y su impacto en los conflictos hidro-sociales…… 369
6.6.1 Conflictos hidro-sociales por el acceso al agua…… 369
6.6.1.1 En el Eje nor-poniente: comunidades contra Coca-Cola por el acceso al agua……... 369
6.6.1.2 En el Eje sur: Comunidades contra desarrolladores inmobiliarios por el acceso al agua……. 370
6.6.2 Conflictos hidro-sociales por normativas que facilitan o restringen el acceso al agua……. 372
6.6.2.1 En el Eje nor-poniente: organizaciones por la defensa del agua presentan demanda de inconstitucionalidad por la explotación privada de aguas subterráneas…….. 372
6.6.2.2 En el Eje sur: habitantes de residencial La Florida contra empresa desarrolladora que construye extensiones en la misma residencial…… 373
6.6.3 Conflictos hidro-sociales por la legitimidad de los actores que hacen valer la normativa……. 373
6.6.3.1 En el Eje nor-poniente: construcción del paso a desnivel Integración…….. 373
6.6.4 Conflictos hidro-sociales por discursos diferenciados por el acceso al agua…… 374
6.6.4.1 En el Eje nor-poniente: denuncias de la asociación comunal de agua potable del cantón Joya Galana por la tala de bosques…… 375
6.6.4.2 En el Eje sur: denuncias por desalojos de pobladores en playas de "Surf City"…… 376
Conclusiones del capítulo…… 378
Conclusiones de la segunda parte…… 384

Conclusion générale……. 386
Bibliographie…… 399
Tables et figures…… 428
Annexes…… 435